



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

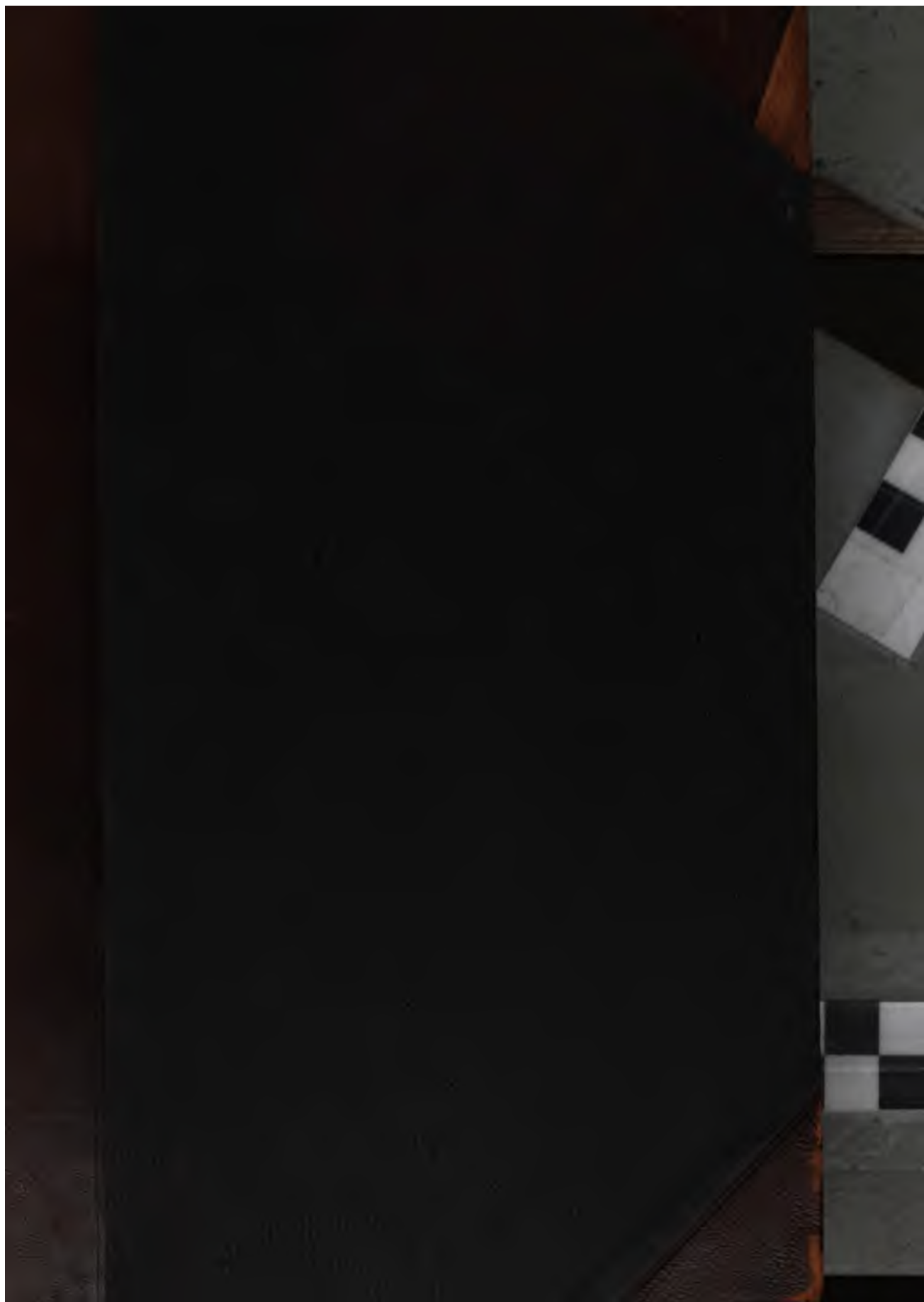
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







3609





ACADEMIA ROMÂNĂ

PUBLICATIUNILE FONDULUI PRINCESA ALINA STIRBEI

No. IV.

ACTES ET DOCUMENTS

RELATIFS A

L'HISTOIRE DE LA RÉGÉNÉRATION

DE LA ROUMANIE

PUBLIÉS

PAR

DÉMÈTRE A. STURDZA ET C. COLESCU-VARTIC

---

TOME I.

1391 — 1841



BUCAREST

L'INSTITUT D'ARTS GRAPHIQUES CHARLES GÖBL

Fournisseur de la Cour Royale

16, STRADA DOAMNEI, 16

1900.

ACADEMIA ROMÂNĂ

PUBLICATIUNILE FONDULUI PRINCESA ALINA STIRBEI

No. IV.

ACTE ȘI DOCUMENTE

RELATIVE LA

ISTORIA RENASCEREI ROMANIEI

PUBLICATE

DE

DIMITRIE A. STURDZA și C. COLESCU-VARTIC

VOLUMUL I.

1 3 9 1 - 1 8 4 1



BUCURESCI

INSTITUTUL DE ARTE GRAFICE, CAROL GÖBL

Furnizor al Curții Regale

16 STRADA DOAMNEI, 16

1900

1

DR 203

S 78

v. 1

*Națiunei Române*

*învingătoare*

*prin credință și voință.*



I  
TRACTATELE  
DINTRE  
PRINCIPATELE ROMANE SI TURCIA.

---

No. 1. — Tractatul dintre Mircea I, Domnul Țărei Românești, și Sultanul Baiazed Ilderim, din anul 1391.

Art. I. Din marea noastră condescendență învoim ca Principatul României, de curând supus de nebiruita putere a neînvinselor noastre împărății, dimpreună cu Principele său, să se cărmuiască după propriile sale legi și ca Voevodul României să aibă deplină putere de a face resbel cu vecinii săi și de a încheia legături de amiciă cu dinșii, ori și când va voi, și prin urmare să fie stăpân peste viața și mortea supușilor săi.

No. 1.  
1391.

Art. II. Câți creștini ar primi religia lui Mohamet și pe urmă, trecând din locurile supuse împărăției noastre în Valahia, ar îmbrățișa iarăși creștinismul, să fie pretutindeni nesupărați și nereclamați.

Art. III. Câți din Valahi vor trece în cuprinsul împărăției noastre pentru propriile lor interese, să fie nesupărați de haraci (contribuție personală) și să fie necercetați pentru îmbrăcămintea lor.

Art. IV. Domni creștini să se aleagă de către Mitropolit și de către boeri.

Art. V. Pentru această mare a noastră condescendență și pentru că am inseris această țară în lista celor-lalte țări supuse protecțiunii noastre, va fi și ea îndatorită a da la visteria noastră împărătească, pe an 3,000 bani roși de țară în 300 lei argint de ai monetăriei noastre.

Dat în Nicopole în anul 805 în luna lui Rebiul-Ebbel și s'a trecut în condicele (chiutucurile) împărătesci.

3609





No. 2. de conclure des traités d'amitié avec eux, et les Princes auront le droit  
1460. de vie et de mort sur leurs sujets.

Art. III. Tous les chrétiens qui, ayant une fois embrassé la foi musulmane, se rendraient en Valachie et reviendraient à la religion chrétienne, ne pourront être réclamés ou molestés.

Art. IV. Les sujets valaques qui auraient occasion d'aller en Turquie pour leurs affaires ne seront pas forcés de payer le kharatch ou molestés pour leur habillement.

Art. V. Les Princes seront élus par l'archevêque, les évêques et les boyards.

Art. VI. Si quelque Turc a un procès en Valachie avec un sujet de ce pays, sa cause sera entendue et jugée par le Divan valaque, conformément aux lois locales et la sentence sera exécutoire.

Art. VII. Les marchands turcs, se rendant pour leur commerce, doivent immédiatement faire connaître au gouvernement local, d'où ils viennent et acheter ou vendre la marchandise en gros dans les villes, et sortir aussitôt du pays, n'ayant pas la faculté de séjourner dans le pays pour acheter et vendre dans différents endroits.

Art. VIII. Aucun Ottoman n'est autorisé à emmener avec lui un domestique natif de Valachie, de quelque sexe que ce soit; et les musulmans ne pourront avoir de local séparé pour leur prière.

Art. IX. La Sublime-Porte ne délivrera pas de Firman à la requête d'un sujet valaque à Constantinople, ou devant un autre tribunal, et elle n'enlèvera personne du pays, pour le conduire dans les possessions ottomanes.

No. 3.— Tractatul dintre Bogdan III, Domnul Moldovei, și Sultanul Baiazed II, din 1511.

Art. I. Poarta recunoaște pe Moldova de pământ liber și nesupus.

No. 3. Art. II. Legea creștinească, care se ține în Moldova, nu va fi călcată  
1511. sau turburată, ci încă poporul va avea libere bisericile sale ca și mai înainte.

Art. III. Poarta se obligă a apăra Moldova de toți cei ce ar putea să o calce, păzind-o în starea în care a fost mai înainte, fără a i se face vre-o nelegiuire, sau să sufere ca să i se facă vre-o dată cea mai mică desbinare sau despărțire.

Art. IV. Moldova va fi stăpânită și cărmuită după legile și așezămintele sale, fără să se amestice Poarta cât de puțin.

Art. V. Domniî vor fi aleşi de popor şi întăriţi de Poartă.

No. 3.  
1511.

Art. VI. Domniî vor fi stăpânitori ai tot pământului Moldovei şi vor putea avea oaste cu plata de la sine, pămîntenî saû şi oamenii străini.

Art. VII. Moldoveniî vor putea cumpăra şi ţine o casă la Constantinopole pentru şederea solilor lor, unde vor putea face şi o biserică.

Art. VIII. Turcii nu vor putea cumpăra nici stăpâni pămînturi în Moldova, nici a se aşeza în ţeră, nici a avea saû a face geamii nici într'un chip.

Art. IX. Domnul împreună cu poporul va îngriji a se trămite pe tot anul la Poartă 4.000 galbenî turcesci, adică 11.000 leî, 40 şoimi şi 40 iepe fătătoare. Aceste toate cu nume de peşcheş, adică dar.

Art. X. In vreme de resbel Domnul Moldovei va da ajutor Porţei cu oştile sale.

*(Traduction).*

Art. I. La Porte reconnaît la Moldavie comme un pays libre et non conquis.

Art. II. La religion chrétienne, professée en Moldavie, ne sera jamais opprimée ni troublée, et la nation aura la libre jouissance de ses églises, comme par le passé.

Art. III. La Porte s'engage à défendre la Moldavie contre toute agression éventuelle, et à la maintenir dans l'état où elle se trouvait précédemment, sans qu'il lui soit fait la moindre injustice et sans qu'elle ait à souffrir la moindre distraction de son territoire.

Art. IV. La Moldavie sera régie et gouvernée par ses propres lois, sans que la Porte s'y ingère en aucune manière.

Art. V. Ses princes seront à vie, élus par la nation et confirmés par la Sublime-Porte.

Art. VI. La domination des princes s'étendra sur tout le territoire moldave; ils pourront entretenir à leur solde une troupe armée, indigène ou étrangère.

Art. VII. Les Moldaves pourront avoir et entretenir une maison à Constantinople, pour la résidence de leur agent. Ils pourront également avoir une église dans cette résidence.

Art. VIII. Les Turcs ne pourront avoir ni acheter des terres en Moldavie; ils ne pourront non plus y bâtir de mosquées, ni s'y établir en aucune manière.

IX Le prince, conjointement avec la nation, aura soin d'envoyer

- No. 3. chaque année à la Porte, 4.000 ducats turcs, soit 11.000 piastres, 40  
1511. faucons et 40 cavales pleines, le tout à titre de présent.

Art. X. En cas d'armement en guerre, le prince de Moldavie viendra aider la Porte avec ses troupes.

---

No. 4. — Tractatul dintre Vasile Lupul, Domnul Moldovei, și Sultanul Mahomed IV, din 1634.

- No. 4. Art. I. Poarta recunoaște pe Moldova de țară liberă și nesupusă.  
1634. Art. II. Poporul Moldovei se va bucura, ca și în trecut, de toate

libertățile sale, fără nici o supărare, și fără ca Poarta Otomană să pôtă pune vre-o pedică. Legile, obiceiurile, drepturile și prerogativele țerei acesteia vor fi pururea neviolabile.

Art III. Principiî vor domni în țară cu toată libertatea ca și mai înainte, fără ca Poarta să se poată amesteca în vre-un mod direct sau indirect.

Art. IV. Asemenea Poarta nu se va amesteca în nici o cauză saă ceartă dintre particulari, ci Domnul împreună cu Adunarea sa va avea a le judeca. Nici într'un cas Poarta nu va putea pune vre-o pedică într'aceasta, nici direct nici indirect.

Art. V. Marginele Moldovei se vor păstra neatinse în tótă întinderea lor.

Art VI. Esercițiul cultului mahometan va fi oprit în tot cuprinsul Moldovei.

Art. VII. Nici un mahometan nu va putea stăpâni în Moldova, cu titlul de proprietate, nici pământ, nici casă, nici dughénă, nici va putea petrece în țară pentru trebî de negoț, de cât numai când va avea autorisarea Principelui.

Art. VIII. Comerciul Moldovei va fi deschis tuturor națiunilor neguțătoare. Cu toate acestea Turcii vor avea preferință asupra orî și cărei națiuni pentru cumpărarea productelor din țară, pentru care se vor tocmi de bună voe în porturile Galați, Ismail și Chilia; însă ei nu vor putea intra mai departe în țară fără espresa învoire a Principelui.

Art. IX. Moldova va păstra titlul de țară independentă. Titlul acesta se va reproduce în toate scrisorile ce Poarta Otomană va adresa Principelui.

Art. X. Turcii, pe cari Poarta îi va trămite cu scrisorî, adresate Principelui, nu vor trece Dunărea, ci se vor opri pe malul opus al a-

cestui riū, dând depeșile în mâna guvernatorului de la Galați, care le va trimite Principelui, și asemenea se vor da curierilor Inaltei Porți și răspunsurile de la acesta. No. 4. 1634.

Art. XI. Principii Moldovei se vor alege de către diversele clase ale poporului țerei. Alegerea se va recunoaște de către Poartă, fără ca aceasta să aibă voie de a se amesteca, de a numi Domn, de a rădica cât de mică greutate, sau de a pune cea mai mică pedică în privința aceasta.

Art. XII. Țera se va apăra de către Poarta Otomană în toate împrejurările, în care poporul Moldovei va cere sprijinul și ajutorul ei.

Art. XIII. Pentru aceste toate folosințe poporul Moldovei va da Porței Otomane numai un dar (peșcheș) de zece mii galbeni.

(Traduction).

Art. I. La Porte reconnaît la Moldavie comme pays libre et non conquis.

Art. II. Le peuple moldave jouira, comme anciennement, de toutes ses libertés sans être molesté et sans que la Porte Ottomane puisse y mettre aucune entrave. Les lois, les us et coutumes, les droits et prérogatives de ce pays seront à jamais inviolables.

Art. III. Les Princes exerceront librement leur domination sur le pays, comme autrefois, sans que la Porte puisse s'y ingérer d'une manière directe ou indirecte.

Art. IV. La Porte ne s'immiscera non plus dans aucune cause ou différend entre particuliers; mais c'est le Prince, avec son assemblée, qui aura à juger. En aucun cas la Porte ne pourra y apporter un empêchement quelconque, d'une façon directe ou indirecte.

Art. V. Les frontières de la Moldavie seront conservées intactes dans toute leur étendue.

Art. VI. L'exercice du culte musulman est défendu dans toute l'étendue du territoire moldave.

Art. VII. Aucun musulman ne pourra avoir, en Moldavie, à titre de propriété, ni terre, ni maison, ni boutique; il ne pourra non plus séjourner dans le pays pour affaire de commerce, qu'autant qu'il sera autorisé par le prince.

Art. VIII. Le commerce de Moldavie sera ouvert à toutes les nations commerçantes. Cependant les Turcs auront la préférence sur toute autre nation pour l'achat des produits du pays, qu'ils négocieront de gré à gré dans les ports de Galatz, d'Ismaïl et de Kilia; mais ils ne pour-

No. 4. ront pénétrer plus avant dans l'intérieur du pays sans une autorisation  
1634. expresse du Prince.

Art. IX. Le titre de pays indépendant sera conservé à la Moldavie ; il sera reproduit dans tous les écrits que la Porte Ottomane adressera au Prince.

Art. X. Les Turcs que la Porte enverrait avec des papiers à l'adresse du Prince, ne franchiront pas le Danube. Ils s'arrêteront sur la rive opposée du fleuve, en remettant leurs dépêches au gouverneur de Galatz, qui les fera parvenir au prince et on transmettra de même les réponses aux courriers de la Sublime Porte.

Art. XI. Les Princes de la nation Moldave seront élus par les différentes classes de la population du pays. L'élection sera reconnue par la Porte, sans qu'elle puisse s'y ingérer, nommer le Prince, soulever la moindre difficulté ou apporter la moindre entrave à ce sujet.

Art. XII. Le pays sera défendu par la Porte Ottomane dans toute circonstance ou la nation Moldave demanderait son appui et son secours.

Art. XIII. En retour de tous ces avantages, la nation Moldave ne donnera à la Porte Ottomane qu'un présent annuel de 10.000 ducats.

---

Ces quatre documents sont reproduits d'après les meilleurs textes connus, publiés par *Constantin Hourmouzaki*, un des Secrétaires du Divan ad-hoc de Moldavie, dans le No. 1 du „Buletinul şedinţelor Adunărei ad-hoc a Moldovei, fol. Iassi 1857.“ || Le Traité de 1393 a été traduit du texte grec: *Dionyse Fotino* „Ιστορία της παλαια Δακίας“, 1819. III, p. 369 et suiv. || Le traité de 1460 a été traduit du texte grec, *Tounousli* „Ιστορία της Βλαχίας“, 1806 pag. 128. On trouve ce traité aussi dans *Dionyse Fotino*, loc. cit. III, pag. 372. Fotino affirme que le texte des deux traités (de 1393 et de 1460) a été reproduit d'après des copies que le grand Ban Ioan Văcărescu avait fait prendre à grands frais dans les archives des Sultans, pendant son séjour à Constantinople. || Le texte de ces deux traités a été fortement altéré dans des ouvrages ultérieurs (p. e. dans Wilkinson, Tableau historique de la Moldavie et de Valachie. Ed. franç. 1821 p. 18). || Le traité de 1511 est reproduit d'après le texte donné par le chroniqueur moldave, le Grand Logothète Nicolas Costin dans son ouvrage : „Les anciens traités de la Moldavie avec la Porte Ottomane.“ (Tractatele vechi ce a avut Moldova cu Poarta otomană, în „Arhiva Românească de Mihail Kogălniceanu, Iassi Foaia Sătească. 1845, II, p. 347—364.“) || Le traité de 1634 est reproduit d'après une copie faite dans les archives du Royaume de Pologne par le Chambellan Balche, pendant qu'il se trouvait à Varsovie à la cour du Roi Poniatowski. On a souvent cru que ce dernier traité avait été conclu par le Prince Pierre Rareş. Les chroniqueurs moldaves Ureche, Cantemir et Nicolas Costin attestent, que Pierre Raresch préféra renoncer au trône que modifier le traité de 1511; d'autre part Nicolas Costin affirme que le Sultan Soliman, venant en Moldavie, confirma le traité de 1511, avec une modification importante, élevant le tribut de 4.000 à 10.000 ducats, et supprimant les dons en faucons et juments.

II.  
TRACTATELE  
DINTRE  
PRINCIPATELE ROMANE CU RUSIA.

---

No. 5. — Condițiunile pentru încheierea unui tractat între Stefan Petru, Domnul Moldovei, Constantin Șerban, Domnul Munteniei, și Țarul Rusiei Alexie Mihailovici, în anul 1674 August 10. <sup>(1)</sup>

Cu mila lui Dumnezeu de la Marele Domn Țarul și Autocratorul tuturor Rusiilor mare și mică și albă și a mai multor staturi și pământuri despre răsărit, despre apus și despre nord, și succesorul strămoșesc și Domnul și Suveranul, către Stefan Petru Voevod și Suveran al pământului Moldovei, și către Constantin Șerban Voevod și Suveran al pământului Munteniei, grațiosul cuvânt al Maiestății Noastre Imperiale. In anul curent 182 Februară în 26, în petițiunea voastră înfățișată Maiestății Noastre Imperiale de către Feodor Ieromonahul și Egumenul din Sântul Munte, să vede scris că voi Voevozii și Suveranii țărilor Moldova și Muntenia vă închinați și cereți de la Maiestatea Noastră Imperială iertare și misericordie, pentru că mai înainte n'ați putut găsi timp favorabil ca să ne scrieți, fiind-că vă aflați sub jugul sclăviei; acum însă, cu mila lui Dumnezeu, ați profitat de timpul favorabil și v'a luminat puterea creștinească, și n'ați putut răbda pînă a nu vă închina după cuviință înaintea tronului Impărăției Noastre, și ați petiționat pentru mari și grele invasiuni și despre mai multe strămbătăți. Că venind

No 5.  
1674  
Aug. 10.

---

(<sup>1</sup>). Din colecțiunea legilor rusești, *Polnoe Sobranie Zakonov*. Tom. II, pag. 968. — Mitilineu, *Collețiune de Tractatele și Convențiunile României*, București 1874, pag. 68.

No. 5. inimicul cu mare putere a călcat amândouă pământurile voastre, Moldova și Muntenia, asemenea a ocupat Camenița și alte mai multe districte în pământul Poloniei, și că, cu mila lui Dumnezeu, a sosit oștirea polonă sub Hotin asupra oștirei Turciei, voi cu mila lui Dumnezeu, v'ați întimplat cu oștirea creștină și i-ați bătut și din cauza morții întru vecinica pomenire a fratelui nostru, Prea Luminatului Marele Domn Michail, cu mila lui Dumnezeu, Regele Poloniei și Marele Prinț al Litvaniei, Rusiei, etc., hatmanii s'au înapoiat cu multe oștiri ca să aleagă pe noul Rege, dându-vă cuvântul că vor veni cu toată oștirea asupra necredincioșilor; și că cu parte din oștirea ce v'a ramas, cu mila lui Dumnezeu, puteți să vă apărați contra necredincioșilor, și rugați pe Maiestatea Noastră Imperială ca să vă dăm ajutorul Nostru spre a vă apăra și scăpa de suferințe, o parte din oștirile noastre s'o trămitem în contra Tătarilor, iară o parte s'o trămitem la voi, ca, cu mila lui Dumnezeu și cu norocul Maiestății Noastre Imperiale, să scăpați de înveninatul șerpe și să fiți sub ascultarea noastră, și să Vă arătăm Imperiala Noastră grație. Iară trămisul Vostru Ieromonahul și Egumenul Feodor, fiind în Moscova a propus și verbal oamenilor Noștri credincioși, ca Noi să ordonăm a se supune Ucraina de peste Dnipro, adăogând că voi doriți ca cu toate domeniurile și pământurile voastre să fiți supuși Maiestății Noastre Imperiale, și Noi dară am ordonat trămiterea oștilor spre observarea pământurilor și locurilor Voastre. Iară despre supunerea Voastră Voevođi și Suverani ai țărilor Moldova și Muntenia sub Inalta Noastră Imperială mână, numitul Egumen a jurat înaintea sântei Evanghelii că, pentru mai bună asigurare veți trămite la noi pe cei mai credincioși din cler și din boeri, și acești trămiși fiind la noi, vor încheia convențiunea pe basa căreia veți rămânea în supunerea noastră și vor jura înaintea sântei Evanghelii, și vor întări articolele convențiunei, și Noi, Majestatea Noastră Imperială, pe voi Voevođi și Suverani ai pământurilor Moldovei și Munteniei, pentru dorința voastră și pentru că căutați grația noastră și voiți să fiți sub înalta Impărăteasca Noastră mână cu pământurile voastre, milostivindu-ne cu grațiositate vă lăudăm, și avem despre voi toți pravoslavnicii creștini îngrijire nestrămutată, și vom da ajutor cu oștile noastre fraților noștri prea luminaților și marilor Domni Regele Poloniei și marele prinț al Litvaniei, Rusiei etc. Ioan Cazimir și Mihail, pe apă și pe uscat, în contra inamicilor crucei lui Christ, în contra Sultanului turcesc și Hanului Crimeei. Acum, pe temeiul rugăciunelor voastre și a dietei din Polonia, Noi am ordonat ca boiarinul nostru și Voevođii și loco-țiitorul de Viatka, prințul Ioan Andreevici Hovanski cu tovarășii sei și cu oștirile noastre călărețe și pedestre să împiedice resbelul din partea Sul-

tanului turcesc și a Hanului Crimeei, ca să nu poată intra în pământurile voastre cu resbel. || Prin ucazul nostru s'a ordonat Boiarinului nostru și Voevod și loco-țiitor de Belogorod, prințului Grigorie Grigorievici Romodanovski, asemenea și supusului nostru Hatman Ivan Samoilovici ca cu toată oștirea zaporojană să treacă Dnistrul și să silească pe Dorosenco a ni se supune și ast-fel resbelul din partea Turciei și Crimeei să se depărteze de voi și de dieta Polonă. Și cu mila lui Dumnezeu și cu ajutorul Prea Santei Născătoarei de Dumnezeu și cu al nostru, Țarul și marele Prinț Alexie Mihailovici, autocratorul tuturilor Rusiilor mare, mică și albă și acel al fiilor Maiestății Noastre Imperiale, al binecredinciosului Țarevici și marele Prinț Feodor Alexievici al tuturilor Rusiilor mare și mică și albă, al binecredinciosului Țarevici și Marele Prinț Ioan Alexievici al tuturilor Rusiilor mare și mică și albă, al binecredinciosului Țarevici marele Prinț Petre Alexievici al tuturilor Rusiilor mare și mică și albă, din norocire, multe regimente cu orașe și cu locurile de dincolo de Dnistru Ni s'a spus nouă Marelui Domn, Maiestății Noastre Imperiale, și pentru trebuințele îndestulării oștirilor noastre, boiarinul nostru și Voevod Prințul Grigore Grigorievici Romodanovski a trecut în acea parte a Dnistrului, iară prin ucazul Nostru Imperial, Noi am ordonat Prințului Mihail Grigorievici Romodanovski și stolnicului Ivan Verderevski, comandantii regimentelor Cerkark Kanewsk și a mai multor oștiri călărețe și pedestre, și boiarinului nostru Voevod și Locoțiitor din Belogorod, Prințul Grigorie Grigorievici Romodanovski, să pornească în cea-laltă parte a Dnistrului, îndată ce se va curăța apa de ghiață, spre a vă da ajutor. Dacă însă voi Voevođi și Suverani încă nu v'ați supus fratelui nostru de bună memorie luminăției sale, marelui Domn, cu mila lui Dumnezeu, Regele Poloniei și marele Prinț al Litvaniei și Rusiei etc., și dacă nu recunoașteți dieta Poloniei, vă primim după dorința voastră împreună cu pământurile și orașele voastre în vecinica supunere a Maiestății Noastre Imperiale, pentru care sfârșit voi să trimiteți la Maiestatea Noastră Imperială pe oamenii voștri cei mai credincioși din cler și din mirenii cu articole subscrise de voi, de Mitropoliți, de Arhiepiscopi și de toată treapta spirituală, de boierii voștri și de alte clase mari, mijlocii și mici și sub sigiliu ca, pe baza acestor articole să se poată încheia tractatul cu credincioșii Maiestății Noastre Imperiale în privința credincioasei voastre supunerii, care apoi să se întărească prin săvârșirea jurământului înaintea Santei Evanghelii, în urma căroră, Noi marele Domn, Maiestatea Noastră Imperială, vom bine voi a vă primi sub Imperiala noastră ocrotire pe voi suveranii cu toate pământurile și orașele voastre, și pe dată vom începe a vă apăra cu oștirile noastre de inamicii Santei Cruci și vă vom

No. 5.  
1674  
Aug. 10.

No. 5. da ajutor de bani. Veți ști că pe trâmisiul vostru ieromonahul Feodor  
1674 egumenul monastirei Sântului Pavel din Sântul Munte, l'am gratificat  
Aug. 10. și am ordonat să vi-l libereze.

Scriș în marele oraș al nostru Moscva, anul de la crearea lumii  
7182 (1674) Marte în 10.

No. 6. — Tractat între Șerban Cantacuzin, Domnul Munteniei, și Ioan și Petru Țariî Rusiei, din 28 Decembrie 1688.<sup>1)</sup>

No. 6. Cu mila lui Dumnezeu în Sânta Treime lăudat de la Prea luminații și autorații Mari Domni, Țari, și Mari Prinți Ioan Alexievici, 1688  
Dec. 28. Petru Alexievici și Marea Doamna bine-credincioasa Țarevna și Marea Principesa Sofia Alexievna, autorații tuturor Rusielor mare și mică și albă și a multor domni și pământuri de răsărit, și apus și nord, succesori strămoșesci și Domni și Suverani. || Cuvîntul grațios al Majestăților Nostre Imperiale, către Ioan Șerban Cantacuzin, Voevod și Suveran al pământului Muntenesc. || Prin arhimandritul Isaia din monastirea St. Pavel, din sântul munte Athos, tu ne-ai scris nouă Marilor Domni, Maiestăților Noastre Imperiale, complimentându-ne și felicitându-ne împreună cu tot poporul bine-credincios, și cereți de la Maiestățile Noastre Imperiale ajutor și misericordie și Ne comunicați cum poporul creștin din părțile voastre suferă jugul păgânesc, munci și distrugere, asupriți și alte răutăți, pentru aceea dară rugați pre Noi Marii Domni, Maiestățile Noastre Imperiale, ca să ne aducem aminte și să ne îndurăm de asupririle și suferințele popoarelor bine-credincioase din țările voastre, și că sânta Biserică a răsăritului se clatină, și în ast-fel de suferințe fiind, așteptați scăparea voastră, ca Noi Marii Domni, Maiestățile Noastre Imperiale, pentru numele lui Dumnezeu și pentru rădicarea și întărirea santei Biserici a răsăritului, se bine-voim a vă scăpa. Ați ordonat susmenționatului arhimandrit să ne supuiă cererea voastră și rugați ca să-i dăm grațioasa și credincioasa noastră ascultare. Și Noi, Marii Domni, Maiestățile Noastre Imperiale, am ordonat aproapelui nostru Boiarinului Prinț Vasile Vasilevici, păstrătorul marelui peceti Imperiale și însărcinat cu afacerile străine, și Voevodului de Curte și Locotenent al Novgorodului, și Boiarinul Prinț Marelui Perm Alexie Vasilievici Golișin cu tovarășii

<sup>1)</sup> Din colecțiunea chrisoavelor și convențiunilor Imperiului Rusiei, vol. IV, pag. 591—594. — Mitilineu, *Colecțiune*, p. 71.

lor, ca să asculte comunicarea verbală a trimisului vostru arhimandrit, carele a arătat ca Noi, Mari Domni, Maiestățile Noastre Imperiale, să bine-voim să liberăm pre voi toți bine-credincioși creștini de sub jugul tiraniei și să vă priimim în vecinica supunere a Maiestății Noastre Imperiale, și să trimitem oștile noastre în Budgeac, iară altele cu bărci pre Dunăre, iară tu Voevod și Suveran al pământului muntenesc cu toate oștile tale vei veni în ajutorul oștilor noastre, și pentru ocuparea Crâmului să lăsăm o parte din oștile noastre în Zaporojia. Și Noi Mari Domni, Maiestatea Noastră Imperială, pe tine Voevod și Suveran al pământului Muntenesc și pe toți bine-credincioșii creștini trăitori în părțile voastre pentru dorința voastră către Noi, și pentru că căutați grația Noastră sub cuvântul uneia și aceleași religii creștine, dorind să fiți cu pământurile voastre sub autocrata mână Noastră Imperială, cu milostivire lăudăm și nu vom lipsi de a îngriji despre voi și despre toți bine-credincioșii creștini ce se găsesc sub jugul păgânesc, ca milostivul Domnul Dumnezeu să vă scape de niște asemenea suferințe și întristări. Și am arătat Noi, Maiestatea Noastră Imperială, în numele lui Dumnezeu, grație pentru voi și pentru tot poporul bine-credincios ce este sub jugul păgânesc și pentru întreaga creștinătatea, și mai cu osebite audind despre ruinarea voastră, în strâmtorare, fiind-că avem nestrămutatul Nostru scop, ca să trimitem pe apropiații Noștri Boiari și Voevoși cu însemnate oștiri călărețe și pedestre chiar asupra Crâmului, ca, cu ajutorul lui Dumnezeu, să împrăștiem locașurile lor necredincioase și să distrugem cuibul lor păgânesc, fiind-că sunt păgâni și fac provinciilor creștine și mai cu seamă pământurilor voastre devastări și multe rele. Cunoașteți și Voi că Poarta otomană în afacerile resbelnice are cea mai sigură speranță de apărare în Hanul Crimeei și în ordia Belogorod, și de aceea se vor duce apropiații noștri Boiari și Voevoși cu puterile Noastre Imperiale în călătoria sus menționată chiar la începutul primăverii, pe la jumătatea lui Aprilie, ca să ajungă la locuințele păgânesce. Și tu Suveran și Voevod al pământului Muntenesc și toți pravoslavnicii locuitori din părțile voastre, atât cei spirituali cât și cei mirenii, veți ști că despre liberarea voastră de sub jugul păgânesc vom avea grijă pentru voi, exprimându-vă grația Noastră Imperială; asemenea veți fi audiat de numeroasele oștile Noastre Imperiale, cari mai înainte de aceasta vor fi trimise pentru distrugerea inamicului, și fiți siguri în grația Noastră Imperială în considerațiunea aceleași religii ortodoxe creștine, și să vă țineți tari și nestrămutați, și la alte staturi să nu vă anexați, nici să vă supuneți; și acte afirmative de supunere să nu faceți și să nu sêvârșiți fâgădueli și jurăminte de supunere; ci, gătindu-te, tu Voevod,

No. 6.  
1888  
Dec. 28.

No. 6. atât cu ai tăi, cât și cu alte oștiri creștine, să mergi însuși sau să trimiți pe alt cine-va cu oștile tale să se întrunească cu oștile Boiarinilor și  
 1688  
 Dec. 28. Voievoților Noștri, cari în primăvară se vor trimite asupra Crimeei, prin acele locuri pe unde va fi mai înlesnicioasă întâlnirea și a nume, către orașele turcesci aflate pe Dnipro, ca, cu ajutorul lui Dumnezeu, să smerim pe mândrii păgâni. Iară pe voi toți pravoslavnici creștini să vă liberăm de sub jugul lor. Dacă însă cu ajutorul lui Dumnezeu oștile Noastre Imperiale vor zdrobi pe acele ale inamicului a toatei creștinătăți, atunci Noi Marii Domni vom ordona oștilor Noastre, ca cu tine, sau cu oștile tale ce le ai trimis, să meargă și asupra ordiei din Belogorod și altor locuri păgănesci de acolo. Și pe Voi cu toate orașele și pământurile Voastre, vom bine-voi a vă primi sub autocrata Maiestății Noastre Imperiale mână, și oștile Noastre să vă apere de inamicii Sântei Crucii a Domnului, și vă vom avea în grațioasa Noastră milostivire. Iar tu, Voevod și Suveran al tuturor ortodoxilor creștini, vei avea nestrămutată îngrijire ca să vii la oștile Boiarinilor unde vei socoti mai bine, dar fără întârziere și cu pază despre inamici; asemenea vei avea cea mai desăvârșită speranță, fără cea mai mică bănuială, că Maiestățile Noastre Imperiale, în considerațiunea uneia și aceleași religii ortodoxe, nu vom lipsi, cu ajutorul lui Dumnezeu de a apăra tot neamul creștinesc, cu ajutorul Prea Sântei Născătoarei de Dumnezeu și pururea fecioarei Maria și cu rugăciunile tututor Sântilor din Moscva și Kievopecerska, făcători de minuni, și vă vom apăra de inamici, și grația Noastră Imperială nici o dată nu va înceta de a vă apăra, și întru toate să aveți speranță. Iar tu, Voevod, când vei porni cu oștile tale spre a te împreuna cu ale Noastre, sau vei trimite pe alt cine-va cu acele oști, Ne vei scri despre aceasta precum și despre alte scopuri și voințe ce vei avea prin trimisul Nostru; carele pentru acest sfârșit ți s'a trimis cu sus menționatul archimandrit, ca să avem grabnică cunoștință. Înaintea acesteia Noi ți-am trimis diplomul asigurător prin greul Dementie, care nici până acum nu s'a înapoiat la Noi, și Noi nimic nu știm despre scopul vostru. | Pe sus numitul archimandrit l'am salariat din grațiositatea Noastră Imperială și am ordonat să vi-l libereze; iar ceasornicele cu ornamentele de aur ce Ne ai trimis, Noi, Marii Domni, am bine-voit a le primi cu grațiositate.

---

No. 7. — Tractatul dintre Dimitrie Cantemir, Domnul Moldovei, și Petru-cel-Mare Țarul Rusiei, din 13 April 1711. <sup>(1)</sup>

Cu mila lui Dumnezeu Noi Petru I, Țarul și Autocratorul tuturor Rusiilor, etc. etc etc.

Printr'aceasta facem cunoscut cui se cuvine a sci, că Sultanul turcesc încheiând pace pe 30 ani, și întărind stipulările acestei păci prin jurământ, a renoit-o în anul 1710 cu Noi și tot prin jurământ, acum a uitat făgăduiala sa călcându-o, fără să aibă cel mai mic motiv din partea Noastră, și într'un mod barbar a maltratat și jefuit și la închisoare grea a pus pe ambasadorul Nostru, și prin ridicarea Hanului Crimeei cu ordele de Crâm, de Nogai și de Budgeak, în pământul Nostru a intrat, și rebel în contra Noastră a început. || Pentru aceea dar Noi Marele Domn, Maiestatea Noastră Imperială, chemând în ajutor pe Prea Înaltul, nădăjduim în dreptatea armelor sale, Noi asemenea i-am declarat rebel și am ordonat oștilor Noastre ca sub comanda Noastră personală să intre în pământurile turcesci, și sperăm că vom birui pe acest perfid inamic nu numai al Nostru ci și al toată creștinătăți, și de reaua precugetarea lui, funestă pentru Noi vom scăpa, și că cu armele Noastre creștine și alte popoare creștine aflate sub jugul său barbar se vor emancipa, despre care Noi ca Monarh bine credincios al creștinilor, suntem gata să ne silim spre mărirea numelui Domnului, fără cruțarea sănătății Noastre. Așa dar luminatul Domn și Prinț al pământului Moldovei Dimitrie Cantemir, ca bine-credincios creștin luptător întru Isus Cristos, vedând apropierea oștilor Noastre, a chibzuit de folositor să se trudească împreună cu Noi pentru emanciparea și a escelentului popor Moldav aflat sub stăpânirea sa, împreună și cu alte popoare creștine ce se găsesc în suferințele barbare, necruțând nici viața nici fericirea sa, și ne a supus prin epistolele sale, că solicită cu tot pământul și poporul Moldav să se supuie protecțiunei Maiestății Noastre Imperiale. Noi, vedând această creștinească rîvnă din parte-î, îl primim sub grațioasa Noastră apărare, și consimțim la articolele ce ne-a propus în chipul următor :

Art. I. Luminatul Prinț al Moldovei cu toți boerii, boerinașii și cu oamenii de toate clasele poporului Moldovei și cu toate orașele și locurile acelu pământ, ca supus credincios, de astăzi se va socoti sub apărarea

No. 7.  
1711  
April 13.

<sup>(1)</sup> Din colecțiunea legilor rusesci, *Polnoe Sobranie Zakonov*, tom. 4 pag. 659. — Mitileneu, *Colecțiune*, p. 74.

No. 7. Maiestăței Noastre Imperiale, și după priimirea acestui al Nostru act  
1711  
April 13. ne va face nouă Marelui Domn, mai întâi secret, veșnicul jurământ, și spre încredințare îl va scrie și subscrie cu mâna sa cu punerea sigiliului Princiare, pe care apoi îl va trimite Maiestăței Noastre Imperiale cu un om sigur și credincios, cât mai îngrabă, cel mult pe la finele lunii lui Mai s. v., și pînă la intrarea oștilor Noastre în pămîntul Moldaviei, se va păstra cel mai mare secret. Tot odată el ne va arăta Nouă, Marelui Domn, Maiestăței Noastre Imperiale, tot putinciosul și credinciosul serviciu prin corespondență și altele, tot în secret.

Art. II. Când însă vor intra oștile Noastre în Principatul Moldovei, atunci se va comunica luminatului Prinț, ca supusului Nostru, să se atașeze cu toată oastea sa pe lângă oștile Noastre și împreună să coopereze în contra inamicului și aliaților și partizanilor ce sunt în contra crucei Domnului, iar Noi ne făgăduim ca pe acea vreme s'o întreținem cu bani din Visteria Noastră, asemenea Ne va ajuta cu prețioasele sale consilii despre urmările de acolo, și să fie sub protecțiunea și supunerea Maiestăței Noastre Imperiale și ai Moștenitorilor Noștri, atât el cât și urmașii lui.

Art. III. Drept aceia Noi, Marele Domn, Maiestatea Noastră Imperială îl asigurăm și pentru Moștenitorii Tronului rusesesc că Noi nu vom avea dreptul să punem Domn în Moldova, nici din pămîntul Muntenesc, nici din orî-ce familie străină, mai cu seamă că Luminatul Prinț Dimitrie Cantemir ne a arătat credința sa; și toată familia sa partea bărbătească o vom susține pe Tronul Moldovei cu titlul de Suveran, afară numai dacă vre-unul din acea familie și-ar schimba religiunea santei Biserici a răsăritului, sau și-ar călca credința către Maiestatea Noastră Imperială.

Art. IV. Dacă vre-un nedemn ar cauza împedicarea decretelor Noastre pentru care s'ar osândi, orî după legea bisericească, orî cea civilă, atunci va moșteni fiul său de se va constata credința sa; iar dacă credința acestuia va fi bănuită, atunci va fi altul, capabil, credincios și nepătat din aceeași familie a Cantemirescoilor din acest Principat care va moșteni demnitatea Princiară pînă la cel din urmă succesor, chiar fiind pruncul în pîntece; guvernarea se va încredința episcopilor dintre Moldoveni, aleși prin adheșiunea Maiestăței Noastre Imperiale pînă la născerea moștenitorului.

Art. V. Dacă Domnia Moldovei ar fi promisă la alți Domni, atunci acea promisiune se anulează prin aceasta.

Art. VI. După vechile obiceiuri ale Moldovei, toată puterea Statului va fi în mâna Domnului.

Art. VII. Prințul și boerii Moldovei vor avea drepturi după vechile obiceiuri, fără modificarea legiurilor lor. No. 7.  
1711

Art. VIII. Prințul după vechile obiceiuri va stăpâni toate orașele Moldovei ca proprietatea sa, și nu va putea face nici adaos nici scădemânt la veniturile acestui Principat. April 13.

Art. IX. Nobilii și toți supușii Principatului Moldovei vor fi supuși ordinelor Prințului fără vre-o opunere sau pretexte, cu excepțiunea celor cuprinse în art. 3, în care cas nu-î vor da nici o ascultare.

Art. X. Orice justiție depinde de Domn și fără Chrisovul Domnului, nimic nu va avea tărie. Maiestatea Noastră Imperială nu va avea nici-un amestec într'aceasta.

Art. XI. Hotarele Principatului Moldovei, după drepturile sale antice, sunt acelea ce se descriu cu râul Dnistru, Camenețu, Bender cu tot teritoriul Budgeacului, Dunărea, Muntenia, marele Ducat al Transilvaniei și cu teritoriul Poloniei, după delimitarea făcută.

Art. XII. Cetățile Principatului Moldovei, orașele și alte locuri întărite cu garnisoana Princiară, pot fi menținute și blocate, după trebuința Maiestății Noastre Imperiale.

Art. XIII. De se va încheia pace între Maiestatea Noastră Imperială și Sultanul turcesc, atunci Principatul Moldovei nici o dată nu va fi lipsit de apărarea și ocrotirea Maiestății Noastre Imperiale, și ne vom sili ca protecțiunea Maiestății Noastre Imperiale să fie asigurată Moldovei.

Art. XIV. Dacă inimicul s'ar întări în Domnia Moldovei și ar stabili acolo păgâneasca sa administrare, atunci în acel cas luminatul Prinț al Moldovei, cu permisiunea Noastră are ospitalitate în Imperiul nostru, unde va primi din Vistieria Maiestății Noastre Imperiale întreținerea anuală, atât cât va fi de ajuns unui Domn, precum și urmașii săi vor fi ajutați de Maiestatea Noastră Imperială.

Art. XV. Proprietățile și palaturile ce le are în Țarigrad și le lasă Maiestății Noastre Imperiale, Noi în schimb i le dăm în Moscva.

Art. XVI. Ne obligăm Noi că Moștenitorii Maiestății Noastre Imperiale vecinic vor păzi aceste pacte și le vor păstra cu sântenie și neatinse, și le vor întări.

Art. XVII. Actul și articolele de față vor avea urmare și putere numai atunci când, după cuprinderea lor, luminatul Prinț Dimitrie Cantemir Ne va săvârși jurămint de credință înaintea sântei Treimi, după cum mai sus s'a dis, și tot-dea-una va fi supus decretelor Noastre și Ne va servi cu credință; și acel jurămint și puncte le va subsemna cu mâna sa și le va trămite Maiestății Noastre Imperiale și se va sili

No. 7. În îndeplinirea lor, și după intrarea oștilor Noastre va aduce la jură-  
 1711 mînt de credință către Noi pe toți nobilii și beornașii, oștirea și tot  
 April 13. poporul Moldovei; pentru care Noi, Marele Domn, Maiestatea Noastră  
 Imperială, reciproc îl primim, și făgăduim că tot-dea-una vom apăra  
 de toți inimiții pe tot poporul Moldovei.

*(Traduction).*

Par la grâce de Dieu Nous Pierre I, Czar et Autocrate  
 de toutes les Russies etc. etc. etc.

Faisons connaître à qui de droit, que le Sultan des Turcs, ayant conclu avec Nous la paix pour trente années, confirmant ses stipulations par serment, et renouvelant cette paix par serment en l'année 1710, a oublié la foi promise, sans que de Notre part nous lui ayons fourni un motif quelconque, a maltraité d'une manière barbare, et a jeté en prison Notre ambassadeur, a fait une invasion sur Notre territoire avec le Chan de Crimée et les hordes de Crimée, de Nogai et du Boudjeak, et a commencé à guerroyer contre Nous.

Pour ces causes Nous, Grand Prince et Majesté Impériale, implorant l'aide du Très-Haut, espérant dans le bon droit de nos armées, lui avons aussi déclaré la guerre et avons ordonné à Notre armée d'envahir sous Notre commandement personnel le territoire turc. Nous espérons remporter la victoire contre cet ennemi perfide de Notre personne et de toute la chrétienté, échapper à ses plans méchants et funestes pour Nous et émanciper aussi de leur joug barbare à l'aide de notre armée chrétienne d'autres peuples chrétiens. Nous, Monarque plein de foi chrétienne, sommes prêts à faire tous nos efforts pour la gloire de du nom de Dieu et sans égard à Notre santé. C'est ainsi que Son Altesse le Prince de Moldavie Démètre Cantemir, qui est aussi fervent pour la foi chrétienne et soldat de Jesus Christ, voyant Nos armées en marche, a cru qu'il lui serait profitable d'unir ses efforts aux Nôtres pour l'émancipation de l'excellent peuple moldave qui est sous sa domination, ainsi que pour l'émancipation d'autres peuples chrétiens qui souffrent beaucoup, et cela sans avoir égard à sa vie ou à son bonheur personnels. Il a donc demandé par des lettres, lui et tout le pays et tout le peuple moldave, de se soumettre à la protection de Notre Majesté Impériale. Voyant de sa part ce sentiment vraiment chrétien, Nous le recevons sous Notre gracieuse défense et convenons des articles, proposés par lui, comme suit:

Art. I. Son Altesse le Prince de Moldavie avec tous les boyards et

tous les hommes de toutes les classes du peuple moldave, ainsi qu'avec toutes les villes et autres localités de ce pays, sera considéré dès aujourd'hui comme Notre fidèle sujet. Après avoir reçu l'acte présent de Notre part, il Nous prêtera à Nous, Grand Prince, le serment de fidélité, en premier lieu secrètement, écrit et signé de sa propre main et muni de son sceau princier. Cet acte sera envoyé à Notre Majesté Impériale, par un homme sûr et fidèle aussi vite que faire se pourra, mais au plus tard vers la fin Mai v. st., et on observera le plus grand secret sur cet engagement jusqu'à l'entrée de nos troupes sur le territoire de Moldavie. Il rendra en même temps à Nous Grand Prince et Majesté Impériale, tout service possible par correspondance et autre, toujours en secret.

No. 7.  
1711  
April 13.

Art. II. Mais quand Nos troupes entreront dans la Principauté de Moldavie on communiquera ce fait à Son Altesse le Prince, notre sujet, afin qu'il puisse se rallier avec toute son armée à Nos armées et coopérer ensemble contre l'ennemi de la croix de notre Seigneur, contre ses alliés et ses partisans, ennemis de la croix du Seigneur. Par contre Nous promettons d'entretenir cette armée pendant tout ce temps avec de l'argent pris dans Notre trésor. Le Prince Nous aidera aussi de ses précieux conseils sur ce qu'il y aura à faire et il sera sous la protection et la soumission de Notre Majesté Impériale et de Nos Successeurs, lui et ses successeurs.

Art. III. En conséquence Nous, Grand Prince et Majesté Impériale Nous l'assurons aussi au nom des héritiers du trône russe, que nous n'aurons pas le droit de nommer un Prince en Moldavie, ni originaire de Valachie ni appartenant à aucune famille étrangère, d'autant plus que l'illustre Prince Démètre Cantemir Nous a prouvé sa fidélité: et nous soutiendrons sur le trône de Moldavie toute sa famille de mâle en mâle, avec le titre Souverain, à l'exception du cas où l'un des membres de cette famille quitterait la religion de la Sainte Eglise d'Orient ou violerait sa foi envers Notre Majesté Impériale.

Art. IV. Si un indigne venait à empêcher l'exécution de Nos décrets, fait pour lequel il serait puni soit selon la loi ecclésiastique, soit selon la loi civile, la succession passera à son fils, si la fidélité de celui-ci est constatée. Si sa bonne foi est suspectée, un autre membre capable, fidèle et irréprochable de cette même famille des Cantemir, de cette principauté, héritera de la dignité princière, jusqu'au dernier successeur, même s'il est encore dans le sein de sa mère. Le gouvernement sera dans ce cas confié à des tuteurs de nationalité moldave, élus par l'adhésion de Notre Majesté Impériale jusqu'à la naissance du successeur.

No. 7. Art. V. Si le trône princier de Moldavie aura été promis à d'autres  
1711 princes, cette promesse est annulée par la présente.

April 13. Art. VI. Conformément aux anciens usages de Moldavie, toute la  
puissance de l'état restera entre les mains du Prince.

Art. VII. Le Prince et les boyards de Moldavie maintiendront les  
droits qu'ils avaient d'après les anciens usages, sans que leurs lois puis-  
sent être modifiées.

Art. VIII. Le Prince gouvernera toutes les villes de Moldavie d'a-  
près les anciens us et coutumes comme sa propre propriété et aucune  
augmentation ou diminution des revenus de la Principauté ne pourra  
être faite.

Art. IX. Les nobles et tous les sujets de la Principauté de Molda-  
vie seront soumis aux ordres du Prince sans opposition ou prétexte  
quelconque, à l'exception du cas prévu à l'art. 3, auquel il ne lui  
serait dû alors aucune soumission.

Art. X. La justice dépend du Prince et sans Chrysobulle princier  
rien ne pourra avoir une force quelconque. Notre Majesté Impériale  
n'exercera aucune immixtion dans la justice du pays.

Art. XI. Les limites de la Principauté de Moldavie sont celles fi-  
xées par ses droits ab antiquo d'après la délimitation qui a eu lieu, et  
qui se trouve marquées par la fleuve Dniestre, par Camenetz, Bender avec  
tout le territoire du Boudgeac, le Danube, la Valachie, le grand Duché  
de Transylvanie et le territoire de la Pologne.

Art. XII. Les forteresses de la Principauté de Moldavie, les villes  
et autres places fortes occupées par des garnisons princières, peuvent être  
maintenues et bloquées, d'après les besoins de Notre Majesté Impériale.

Art. XIII. Si la paix survenait entre Notre Majesté Impériale et le  
Sultan des Turcs, la Principauté de Moldavie ne serait jamais laissée  
sans défense et protection de la part de Notre Majesté Impériale, et  
Nous ferons Notre possible afin que la protection de Notre Majesté Im-  
périale soit assurée à la Moldavie.

Art. XIV. Si l'ennemi fortifiait son pouvoir en Moldavie et y éta-  
blissait sa domination payenne, dans ce cas l'Illustre Prince de Molda-  
vie trouverait avec Notre permission l'hospitalité dans Notre Empire, où il  
recevrait de notre trésor impérial son entretien annuel, pour autant qu'il  
serait nécessaire à un Prince, et ses successeurs seraient aussi aidés par  
Notre Majesté Impériale.

Art. XV. En échange des propriétés et des palais qu'il possède à  
Constantinople et qu'il a cédé à Notre Majesté Impériale, Nous lui  
donnons d'autres à Moscou.

Art. XVI. Nous prenons l'obligation pour les Successeurs de Notre Majesté Impériale, qu'ils observeront toujours cet arrangement, le maintiendront intact et le confirmeront.

No. 7  
1711  
April 13.

Art. XVII. Cet arrangement ainsi que les articles y mentionnés n'auront force et vigueur, que dans le cas où l'Illustre Prince Démètre Cantemir Nous prêterait serment de fidélité au nom de la Sainte Trinité afin qu'il soit observé, comme il a été dit plus haut, et pour autant qu'il sera toujours soumis à Nos décrets et Nous servira avec fidélité. Ce serment, contenant tous les articles cités sera signé de sa propre main; il l'enverra à Notre Majesté Impériale et fera toute diligence afin qu'il soit exécuté. Après l'entrée de Nos troupes, il fera prêter le serment de fidélité, qui Nous est dûe, par toute la grande et la petite noblesse, par l'armée et tout le peuple de Moldavie.

Sur la foi de quoi Nous, Grand Prince et Majesté Impériale réciproquement Nous acceptons ces stipulations et promettons que Nous défendrons le peuple moldave contre tous ses ennemis.

---

III.  
TRACTATELE  
DINTRE  
TURCIA SI AUSTRIA.

---

No. 8. — Tratatul de pace de la Carlowitz din 26 Ian. 1699.

Instrumentum pacis inter Romano-Casaream Majestatem et Ottomanicam Portam subscriptum Carloviczii die 26 Jan. 1699.

In nomine Sanctissimæ et Individuæ Trinitatis.

No. 8.      Ad perpetuam rei memoriam. Notum sit omnibus et singulis, quorum  
1699      interest: Posteaquam per sedecim hucusque annos saevum, exitiale et  
Ian. 26.    multa humani sanguinis effusione cruentum adeo bellum cum plurimarum  
provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum et Potentis-  
simum Principem et Dominum Leopoldum, electum Romanorum Impe-  
ratorem semper Augustum, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae,  
Croatiae, Slavoniae Regem, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae,  
Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Marchionem Moraviae, Ducem  
Luxemburgiae, Superioris et Inferioris Silesiae, Wirtembergae et Teckae,  
Principem Sueviae, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi et Goritiae,  
Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviae, ac Superioris et Inferioris  
Lusatiae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus Naonis et Salinarum  
etc. ab una: et Serenissimum atque Potentissimum Principem et Dominum  
Sultanum Mustaffa Han, Ottomannorum Imperatorem, ac Asiae et Grae-  
ciae, ejusque gloriosos praedecessores ab altera parte; misertique tandem  
afflictae subditorum sortis summe dicti ambo Potentissimi Imperatores,  
finem tantis in perniciem generis humani in dies augescentibus malis po-  
nere, serio in animum induxissent, factum Divina bonitate esse, ut anniten-  
tibus et conciliantibus Serenissimo et Potentissimo Principe et Domino  
Guilielmo Tertio, Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rege, uti et  
Celsis ac Praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii  
Provinciarum, solennes ea de causa tractatus Carlovizii in Sirmio, prope  
confinia utriusque iuperii, instituti atque ad finem perducti fuerint. Com-

parentes quippe dicto loco utrinque legitime constituti plenipotentarii, nomine quidem Sacrae Caesareae et Romanorum Imperatoriae Majestatis illustrissimi et excellentissimi domini, dominus Wolfgangus Sacri Romani Imperii comes ab Oettingen, Sacrae Caesareae Majestatis cubicularius consiliarius intimus et consilii imperialis aulici praeses, et dominus Leopoldus Slik, Sacri Romani Imperii comes in Passaun et Weisskirchen, ejusdem Sacri Caesareae Majestatis cubicularius, generalis vigiliarum praefectus et legionis desultoriorum equitum tribunus, ambo ad tractatus hosce pacis cum Porta Ottomanica deputati legati extraordinarii et plenipotentarii: nomine vero Imperialis Ottomannicae Majestatis illustrissimi et excellentissimi domini, dominus Mehemet Effendi, supremus Imperii Ottomannici cancellarius, et dominus Alexander Mauro Cordato, ex nobili stirpe de Scarlati, intimus jam dicti Imperii consiliarius et secretarius; interventu et opera illustrissimorum et excellentissimorum dominorum, domini Guilielmi Baget, baronis de Beaudefert, serenissimi Magnae Britanniae Regis: et domini Jacobi Colyer, celsorum et praepotentium Generalium Foederati Belgii Ordinum, amborum apud excelsam Portam Ottomannicam oratorum et ad restabiliendam pacem universalem legatorum plenipotentiariorum, qui munere mediatoris integre, sedulo et prudenter perfuncti sunt: post invocatam aeterni Numinis opem et commutatas rite mandatorum tabulas ad Divini Numinis gloriam et utriusque imperii salutem in sequentes viginti mutuas pacis et concordiae leges convenerunt.

No. 8.  
1699  
Jan. 26.

Art. I. Regio Transylvaniae, quemadmodum de praesenti est in possessione et potestate Caesareae Majestatis, ita maneat in ejusdem dominio, et a Podoliae confinio usque ad extremum Valachiae confinium suis montibus, qui antiqui fuerunt limites ante praesens bellum inter Transylvaniam ex una parte, et Moldaviam atque Vallachiam ex alia parte, atque a confinio Vallachiae usque ad flumen Marusium pariter suis montibus, qui antiqui fuerunt limites, circumscribatur, et sic utrinque observatis antiquis limitibus nec ultra nec citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

Art. II. Provincia subjecta Arci Temeswarinensi cum omnibus suis districtibus et interfluentibus fluviis maneat in possessione et potestate excelsi Imperii Ottomannici, atque a parte Transylvaniae fines ejus sint ab extremo confinio Vallachiae usque ad fluvium Marusium in superiori articulo constituti Transylvaniae antiqui limites, tum a parte Marusii usque ad fluvium Tibiscum citerioribus ripis ejusdem Marusii, et a parte Tibisci usque ad Danubium citerioribus ripis fluvii Tibisci fines ejus limitentur. Quae vero intra praedictos limites sita sunt loca, nempe Caransebes, Lugos, Lippa, Csanad, Kiscanisia, Betsche, Betskereck et Sablia

No. 8. citerius, et intra praeconstitutos, ante praesens bellum limites antiquos  
 1699 Transylvaniae ac secundum praedeclaratam rationem intra ripas fluminum  
 Ian. 26. Marusii et Tibisci in Temeswarinensibus territoriis qualiscunque alius  
 similis locus reperiatur, ea conditione destruantur per Caesareos, ut vi  
 pactorum amplius reaedificari non possint. Et praedicta regio Temeswa-  
 rinensis omnino libera relinquatur, et imposterum neque in dictis hisce  
 locis, neque prope ripas fluviorum Marusii atque Tibisci alia, vel majora  
 vel minora loca, quae possint speciem fortificationis exhibere, extruantur. ||  
 Fluviorum Marussi ac Tibisci inter provinciam Temeswarinensem et pro-  
 vincias Caesareae potestati et possessioni subjectas usus sit communis  
 subditis utriusque imperii, tum ad potum pecorum omnis generis tum  
 ad piscationem, et alias commoditates subditis perquam necessarias. Cum  
 vero onerariae naves a partibus superioribus subjectis Caesareo  
 dominio, tum per Marusium fluvium in Tibiscum, tum per Tibiscum in  
 Danubium, sive ascendendo sive descendendo ultro citroque meantes  
 nullo obice praepediri debeant, navigatio navium Germanicarum, aut  
 aliorum subditorum Caesareorum, nullo modo possit in cursu suo ultro  
 citroque incommodari, sed libere atque commodissime fiat ubique in  
 praedictis duobus fluviis, et siquidem reciprocae amicitiae et mutuae be-  
 nevolentiae convenientia id etiam requirat, ut subditi Imperiali Otto-  
 mannicae potestati subjecti possint usus praedictorum fluviorum esse par-  
 ticipes, sine impedimento navibus piscatoriis etiam ac cymbis utantur. ||  
 Molendinariae autem naves in locis tantum, quibus negotiationi alte-  
 rius, nempe Caesaris domini, nullatenus impedimento esse possint, com-  
 municatione gubernatorum utriusque domini et consensu ponantur. Qui-  
 nimo ne diversione aquarum in Marusio cursus Caesarearum navium  
 incommodum aliquod patiatur, nullatenus permittetur, ut sive moledi-  
 norum, sive alia occasione ex Marusio aquae alio deriventur seu didu-  
 cantur. || Insulae, quaecunque in praedictis fluviis cum actu sint, in  
 potestate Caesarea maneant, uti possidentur, et subditi utriusque domini  
 omnino pacifice atque tranquille vivant severissimisque edictis ab inso-  
 lentiis et contraventione pactorum contineantur.

Art. III. Cum regio inter fluvios Tibiscum et Danubium, vulgo dicta  
 Batska, sit in sola possessione et potestate Caesareae Majestatis, sic maneat  
 deinceps etiam in praefata potestate et dominio Caesareo neque Titelum  
 magis, quam in praesenti est, fortificetur.

Art. IV. Ab extrema ripa citeriore Tibisci, opposita Titeliana ripae,  
 et angulo terrae ibidem per conjunctionem Tibisci et Danubii terminato  
 deducatur linea recta usque in ripam Danubii. Item a regione citerioris  
 ripae Tibiscanae sita et ulterius protrahatur pariter recta ad Moravizii

ripam citeriorem amnis Bosst, et inde ad locum usque, ubi praedictus amnis Bossut principali alveo in Savum elabitur. Et Moravizio sine ulla fortificatione relicto extructisque tantum in opposita utrinque ripa apertis pagis, separentur per praedictam lineam, firmatam atque distinctam sive fossis, sive lapidibus, sive alia ratione, imperia sequenti modo: regio versus Belgradinum intra modo dictos limites permaneat sub sola potestate potentissimi Ottomannorum Imperatoris, regio vero extra praedictam lineam sita maneat sub sola potestate et possessione potentissimi Romanorum Imperatoris, et secundum praedictos limites pariter possideantur fluvii, qui sunt territoriis permanentibus in possessione utriusque partis.

No. 8.  
1699  
Ian. 26.

Art. V. Ab ostio amnis Bossut in Savum effluentis, usque item in Savum elabentis Unnae fluvii ostium, Savi altera quidem pars pertinet ad ditionem Caesaream possideatur ab ejus Majestate, altera vero pars possideatur ab Imperatore Ottomannorum. || Interfluens fluvius Savus et insulae in hoc communi tractu sitae sint communes, et usus tum ad navigationem ultro citroque tum ad alias commoditates utriusque partis subditis pariter communis sit, utrisque religiose observantibus pacificum et imperturbatum ultro citroque commercium. || Usque ad Unnam fluvium regio pertinet ad dominium Imperialis Ottomannicae Majestatis, qua Bosniam spectat, citerioribus ripis Unnae fluvii definiatur atque terminetur, evacuatis Novi, Dubizza, Jessenovizza, Doboy et Brod ex parte Bosnensi, et qualicunque alio simili loco in hoc tractu existente, et deductis inde praesidiis Caesareis ista pars omni modo libera relinquatur. Castanoviz autem et insulae intra terram Novi versus Savum cum ulterioribus ripis ejusdem Unnae, cum sint et maneant in potestate Romanorum Imperatoris, praedictis limitibus hinc distinguantur. || Loca demum ultra Unnam longe a Savo sita et ab utraque parte praesidiis conservata atque possessa cum terris ante praesens bellum ad eadem spectantibus maneant interum in potestate utriusque possidentis partis, ea conditione ut commissarii utrinque mox deputandi districtus atque territoria singulatim deductis particularibus lineis separantes per fossas, lapides, palos, aut alia quacunque ratione ad evitandam confusionem posita signa, segregeant atque disjungant in partibus Croatiae usque ad ultimum confinium et terminum locorum in utriusque dominii possessione permanentium. | Et ex utraque parte, si quis ausus fuerit alterare, mutare, evellere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex praedictis signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus ad exemplum aliorum severissime puniatur. || Commissariis vero ad distinctionem et positionem limitum in isto confinio, quoad fieri poterit, quam celerrime deputandis regiis edictis demandetur, ut ad tranquillitatem et securitatem subdi-

No. 8. torum utriusquè dominii sedulo animum adhibentes sine controversia et  
 1699 sine quacunque particulari complacentia terras optime separent atque  
 Ian. 26. manifeste distinguant. || Cum siti in altera Savi parte, qua dominium Imperiale Ottomannicum recipit, munimenti Brod fortificationes utpote recenter a militiis Caesareis factae, tempore educendi praesidii Caesarei, everti debeant, locus autem ille sit commodissimus ad mercaturam, poterit ibidem erigi cum honesto et comodo recinctu civitas, ita tamen ut in arcis aut munimenti formam non redigatur.

Art. VI. Definiti tandem per hosce tractatus et subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum commissariorum separatione stabiliti, sive deinceps idoneo tempore per operam commissariorum utrinque stabiliendi confinium limites sancte utrinque et religiose observentur, ita ut sub nulla ratione aut praetextu extendi, transferri, aut mutari possint, neque liceat alicui paciscentium parti in alterius partis territorium ultra statutos semel terminos aut lineas quidquam juris aut potestatis praetendere aut exercere, aut alterius partis subditos sive ad deditionem, sive ad pendendum tributum quaecumque, sive praeteritum, sive futurum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis altercatio juste amoveatur.

Art. VII. Licitum et liberum esto utrique partium pro confinium suorum securitate, quocumque meliori visum fuerit modo, arces, munimenta et loca, per praesentes tractatus pacifice possessa, quaecumque de facto extant, reparare, munire et fortificare, exceptis illis, de quibus utrinque nominatim cautum est. Ad incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos pagos aedificare ubique sine impedimento et sine exceptione utrique parti liceat, dummodo sub hoc praetextu fortalitia non erigantur.

Art. VIII. Incursiones hostiles et occupationes omnesque insultus clam aut ex improvisa facti, devastationes et depopulationes territorii utriusque dominii omnino et severissimis mandatis prohibita sint ac illicitae. Transgressores vero articuli hujus ubicunque deprehensi statim incarcerationentur et per jurisdictionem loci, ubi captivati fuerint, pro merito puniantur, absque ulla remissione, et rapta quaecumque sint, diligentissime perquisita et adinventata, cum omni aequitate dominis suis restituantur. Capitanei quoque ipsimet, commendantes et praefecti utriusque partis ad justitiam nulla admissa injuria integerrime administrandam sub amissione officii non solum, sed etiam vitae et honoris adstricti sint atque obligati.

Art. IX. Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum vel fomentum dare malis hominibus, rebellibus subditisuta

male contentis, sed ejusmodi homines et omnes praedones, raptores, etiam si alterius partis subditi sint, quos in ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque pars adstricta sit; qui si deprehendi nequeant, capitaneis aut praefectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant. Quod si nec hi officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant aut officiis exuantur, aut ipsimet poenas pro reis luant. Quoque magis nefariorum hujusmodi petulantibus cautum sit, neutri partium liceat intertenere et alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque nefarii. etiam si consuetae vitae emendationem prae se ferant, nullam fidem mereantur, nec prope confinia tolerantur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

No. 8.  
1699  
Jan. 26.

Art. X. Cum tempore praesentis hujus belli plures ex Hungaris et Transylvanis a subjectione suae Caesareae Majestatis secedentes ad confinia excelsi Imperii sese receperint, atque hac in parte etiam conclusae per inducias inter utrumque Imperium almae huic paci debitis modis in futuram securitatem providendum sit, de praedictis ita pactum est, ut in ditionibus ante nominati excelsi Imperii ad libitum possint locari et accommodari; ne tamen aliquo modo confiniorum tranquillitas et subditorum quies perturbari queat, loca, ubi praedicti collocabuntur, remota sint ab omnibus limitaneis et confinariis partibus, et uxoribus illorum dabitur facultas sequendi maritos suos iisque in imperatorio, assignato ad hoc, districtu cohabitandi. Cumque imposterum in reliquos subditos potentissimi Ottomannorum Imperatoris annumerandi veniant, non liceat illis a subjectione ejusdem amplius recedere: et si qui recesserint atque ad patriam iterum reverti voluerint, in numero et conditione malevolorum recenseantur, neque illis a Caesareis fomentum aut receptaculum praebeatur; quinimo deprehensi Ottomannis confiniorum gubernatoribus extradantur, quo magis utrinque securitati pacis prospiciatur.

Art. XI. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquorum armistitii hujus aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias aut discordias, ubi prompto et maturo remedio opus sit, ordinentur utrinque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici; hique loco opportuno convenientes, sine exercitu, cum aequali pacificarum personarum comitiva, omnes et singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decident et ami-

No. 8. cabiliter componant; talem denique ordinem et modum constituent, quo  
 1699 utraque pars suos homines et subditos citra omnem tergiversationem  
 an. 26. vel praetextum gravissimis poenis ad sinceram ac firman pacis obser-  
 vantiam compellat; quod si vero negotia tanti momenti occurrerent, quae  
 per commissarios utriusque partis componi et expediri non possent, tunc  
 ad ambos potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis  
 iisdem, sedandis et extinguendis modum et rationem invenire et adhi-  
 bere valeant, ita ut tales controversiae, quam fieri poterit, intra brevis-  
 simum temporis spatium componantur, nec earum resolutio ulla ratione  
 negligatur aut protrahatur. || Cumque praeterea in antecedentibus sacris  
 capitulationibus duella et mutuae ad certamen provocationes fuerint vetitæ,  
 imposterum etiam sint illicitae, et si qui ad singulare certamen venire  
 ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

Art. XII. Captivi, tempore praesentis belli ex utraque parte in cap-  
 tivitatem abacti et in publicis carceribus adhuc superstites, cum occa-  
 sione istius almae pacis eliberationem tandem aliquando merito sperent  
 nec possint sine laesione Majestatis Imperatoriae et laudatae consuetu-  
 dinis in eadem captivitatis miseria et calamitate relinqui, usitatis ab  
 antiquo vel honestioribus adhuc rationibus per commutationem in liber-  
 tatem asserantur, et si plures aut melioris conditionis in una quam in  
 altera parte invenientur, pro reliquorum etiam eliberatione, quando so-  
 lennes legati instantias afferent, gratiosa et huic almae paci conveniens  
 utriusque Imperatoris pietas nequaquam denegetur; caeteris vero, qui in  
 privatorum potestate sunt, vel apud ipsos Tartaros, licitum sit elibera-  
 tionem suam honesto et, quam fieri poterit, mediocri lytro procurare.  
 Quod si cum captivi domino honesta accommodatio fieri non poterit,  
 iudices locorum litem omnem per compositionem dirimant, sin autem  
 praedictis viis id confici haud posset, captivi pretiis eorum, sive per  
 testimonia sive per juramenta probatis atque solutis, eliberentur. Nec  
 possint domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem oppo-  
 nere, et quandoquidem ex parte excelsi Imperii Ottomannici homines  
 non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibeant, spec-  
 tabit ad probitatem Caesarum praefectorum, ut ad dimittendum Ot-  
 tomanos captivos, quo empti sunt pretio, sincere liquidato, dominos  
 illorum adstringant, atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate  
 promoveatur; quousque demum captivi utrinque praedicta ratione eli-  
 berentur, legati plenipotentarii ex utraque parte officia sua adhibebunt,  
 ut interea miseri captivi benigne tractentur.

Art. XIII. Pro religiosis ac religionis Christianae exercitio justa ritum  
 Romano-Catholicae Ecclesiae, quaecumque praecedentes gloriosissimi Ot-

tomannorum Imperatores in regnis suis sive per edicta et mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia serenissimus et potentissimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita ut ecclesias suas praefati religiosi reparare atque resarcire possint, functiones suas ab antiquo consuetas exerceant et nemini permissum sit, contra sacras capitulationes et contra leges Divinas aliquo genere molestiae aut pecuniariae petitionis eisdem religiosos cujuscunque ordinis et conditionis afficere, sed consueta imperatoria pietate gaudeant et fruantur. Praeterea serenissimi et potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad fulgidam Portam legato licitum sit, commissa sibi circa religionem et loca Christianae visitationis in sancta civitate Jerusalem existentia exponere atque instantias suas ad Imperiale solium afferre.

No. 8.  
1699  
Jan. 26.

Art. XIV. Comercia juxta antecedentes etiam sacras capitulationes libera sint utriusque partis subditis in omnibus imperiorum regnis et ditionibus; ut autem utrique parti utili ratione et sine fraude et dolo peragantur, inter deputatos commissarios rem mercatoriam bene intelligentes tempore solennium utrinque legationum contractabitur, et sicuti cum aliis excelsi Imperii amicis nationibus observatum est, ita etiam subditi cujuscunque nationis Caesareae Majestatis securitate et utilitate commerciorum in regnis excelsi Imperii idoneis modis et usitatis privilegiis gaudebunt et perfruentur

Art. XV. Quaecunque conditiones in antiquis sacris capitulationibus expressae sunt, nec praedictis punctis hoc tractatu stipulatis aut liberino cujusque possidentium dominio et usui ejusdem adversantur aut praejudicant, posthac etiam colantur sancte et observentur, cassatis et annullatis iis, quae supradictis quocunque modo repugnant.

Art. XVI. Ut quoque tanto magis armistitium hoc bonaque inter ambos potentissimos Imperatores amicitia firmetur ac coalescat, mittentur solennes utrinque legati ex aequo usitatis ceremonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in locum secundae permutationis excipiendi, honorandi, tractandi atque prosequendi, qui in signum amicitiae spontaneum munus, conveniens tamen et utriusque Imperatoris dignitati consentaneum asserent; et prima aestate in mense Junio iter, praevia mutua correspondentia, uno eodemque tempore suscipientes in Sirmiensi confinio, more jam pridem inter utrumque imperium observato, permutablebuntur. Solennibus porro legatis in imperatoriis aulis quidquid libuerit, petere liceat ac permittatur.

Art. XVII. Regula et norma curialium in recipiendis receptisque pariter honorandis et tractandis ministris ultro citroque commeantibus et commorantibus juxta usitatam prioribus etiam temporibus modalitatem,

No. 8. deinceps ab utrinque cum aequali decore et secundum distinctam cha-  
 1699 racteris missorum praerogativam observetur. || Legatis Caesareis et  
 Ian. 26. residentibus et quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibus-  
 cunque placuerit, vestibus uti licitum sit, neve quisquam impedimento  
 esse possit. Ministri porro Caesarei, sive oratoris, sive legati, sive resi-  
 dentis, sive agentis munere fungantur, quibus reliquorum principum ful-  
 gidae Portae amicorum legati et agentes immunitatibus et privilegiis  
 perfruuntur, eadem libertate, imo ad distinguendam Caesareae dignitatis  
 praerogativam usitatis melioribus modis fruantur habeantque liberam  
 potestatem conducendi interpretes. Cursores etiam et alii eorum homines  
 Viena ad fulgidam Portam atque iterum redeuntes et ultro citroque ve-  
 nientes salvo passu tuto et secure permeent atque, ut commode iter suum  
 perficiant, omni favore coadjuventur.

Art. XVIII. Pax ista, quamvis secundum propositas condiciones con-  
 clusa, tum demum integrum ex omni parte robur obligationis et debitae  
 observantiae vinculum accipiet et inducet, cum omnia et singula, quae  
 de confiniis supra recensito modo ultro citroque promissa et acceptata  
 sunt, tam de distinctionibus limitum, quam de evacuationibus et demo-  
 litionibus plenarie in effectum et executionem deducta fuerint, ita, ut,  
 absoluta designatione limitum in unoquoque confinio statim subsequatur  
 demolitio aut evacuatio; quod ut quam cellerrime succedat, designentur  
 ad limites et terminos confinium ponendos et distinguendos ex utraque  
 parte commissarii, qui die aequinoctii, scilicet 22. mensis Martii, aut 12  
 secundum veterem stylium, anni millesimi sexcentissimi nonagesimi noni,  
 in locis inter commissarios consensu gubernatorum utriusque confinii  
 determinandis, mediocri et pacifico comitatu convenient atque intra spa-  
 tium duorum mensium si possibile sit, aut etiam citius, ubi fieri poterit,  
 confinia limitibus et terminis manifestis per superiores articulos consti-  
 tutis destinguant, separent, determinent et statuta inter legatos pleni-  
 potentiarios utriusque imperii accuratissime et citissime exequantur.

Art. XIX. Has vero condiciones et articulos ad formam hic mutuo  
 placitam a Majestatibus utriusque Imperatoris ratihabitu iri, atque ut  
 solennia ratificationis diplomata intra spatium triginta dierum a die  
 subscriptionis vel citius in confiniis per illustrissimos et excellentissimos  
 legatos plenipotentiarios mediatores reciproce recteque commutentur, legati  
 plenipotentarii utriusque imperii sese infallibiliter obligant atque prae-  
 tituros compromittunt.

Art. XX. Duret armistitium hocce et extendatur, favente Deo, ad  
 viginti quinque annos continue sequentes, a die, qua ejusdem subscriptio  
 facta fuerit; quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore,

priusquam elabatur, liberum esto utrique partium, si ita placuerit, pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare. || Itaque mutuo et libero consensu quaecunque stabilita sunt pacta inter Majestatem serenissimi et potentissimi Romanorum Imperatoris et Majestatem serenissimi et potentissimi Ottomannorum Imperatoris et haeredes eorundem, imperia quoque et regna ipsorum, terra item marique sitas regiones, civitates, urbes, subditos et clientes, observentur sancte, religiose ac inviolabiliter, et demandetur serio omnibus utriusque partis gubernatoribus, praefectis, ducibus exercituum atque militiis et quibusvis in eorundem clientela, obdientia et subjectione existentibus, ut illi quoque, praedeclaratis conditionibus, clausulis, pactis et articulis sese adaequate conformantes, omnibus modis caveant, ne contra pacem et amicitiam hanc sub quocunque nomine aut praetextu se invicem offendant aut damificent, se quolibet prorsus inimicitiae genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se poenis animadvertendum fore. || Ipse quoque Crimensis Chanus et omnes Tartarorum gentes, quovis nomine vocitatae, ad pacis hujus et bonae vicinitatis et reconciliationis jura rite observanda adstricti sint, nec iisdem contraveniendo hostilitates qualescunque exerceant erga quasvis Caesareas provincias earumque subditos aut clientes. Porro sive ex aliis exercituum generibus, sive ex nationibus Tartarorum, si quis contra sacras imperatorias hasce capitulationes et contra pacta et articulos earum quidpiam ausus fuerit, is poenis rigorosissimis coërceatur. Incipiat vero modo dicta pax, quies et securitas subditorum utriusque imperii a suprafata die subscriptionis, et cessent exinde atque sustollantur omnes utrinque inimicitiae, et subditi utriusque partis securitate et tranquillitate fruantur. Eoque fine et quo magis per summam curam ac sedulitatem hostilitates inhiberi possint, transmittantur quam celerrime mandata et edicta publicandae pacis ad omnes confinium praefectos; cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod officiales in remotioribus praesertim confiniis istam conclusae pacis notitiam obtinere valeant, statuuntur viginti dies pro termino, post quem si quis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere praesumpserit, poenis superius declaratis irremissibiliter subjaceat. || Ut demum pacis conditiones, viginti hisce articulis conclusae, utrinque acceptatae et debito summoque cum respectu inviolatae observentur, siquidem domini plenipotentarii Ottomannici vi concessae iisdem facultatis imperatoriae instrumentum Turcico sermone exaratum et subscriptum legitimum et validum nobis exhibuerint, nos quoque vi mandati et plenipotentiae nostrae propriis manibus et propriis sigillis subscriptas et signatas hasce pac-

No. 8.  
1699  
Jan. 26.

No. 8. torum litteras in latino idiomate tanquam legitimum et validum vicissim  
 1699 instrumentum extradidimus.  
 Ian. 26.

---

No. 9. — Tractatul de pace de la Passarovitz din 21 Iulie 1718.

Instrumentum pacis inter Romano-Cæsaream Majestatem et Ottomanicam Portam compositum Passarovicii die 21 Julii 1718.

In nomine Sacro-Sanctæ et Individuæ Trinitatis.

No. 9. Postquam duobus abhinc annis infauste acciderit, ut inter augustis-  
 1718 simum et potentissimum Romanorum Imperatorem Carolum VI. (plen. tit.)  
 Iulie 21. et serenissimum ac potentissimum Magnum Sultanum Ahmed Hanum, Ottomanorum ac Asiae et Graeciae Imperatorem, pax et tranquillitas, illa, quae per gloriosissimos amborum magnorum Principum ac Imperatorum praedecessores Carlovizii in Sirmio conclusa et stabilita fuerat, summum in eorundem subditorum detrimentum. perturbationem et negotiorum jacturam per nova quaedam dissidia ante elapsum terminum interrompebatur exindeque cruentum et exitiale bellum exortum sit, quod magnas provinciis et regnis devastationes et populorum desolationes attulit, divina tamen opitulante clementia tam salutaria ambo imperia susceperunt consilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, parcenda humani sanguinis effusione et prospicienda subditorum salute et bono recogitaretur. Ideo interpositis serenissimi ac potentissimi Magnae Britanniae Regis ac alte potentium dominorum Ordinum Generalium unitarum Belgii provinciarum officiis eo res perductae sunt, ut ad tractandam et concludendam pacem ac renovandam pristinam amicitiam legati plenipotentis sat amplis in instructi in aliquem locum mitterentur, ubi de certis conditionibus convenirent. Itaque ex parte serenissimi, potentissimi ac invictissimi Romanorum Imperatoris illustrissimus et excellentissimus dominus Hugo Damianus de Virmont, intimus et imperialis aulico bellicus consiliarius, rei pedestris supremus praefectus et constitutus tribunus, ac excellentissimus dominus Michael a Tallmann, imperialis aulico bellicus consiliarius, ex parte vero serenissimi ac potentissimi Magni Sultani Ahmed Hani Ottomannici imperii illustrissimus et excellentissimus dominus Ibrahim Aga, aerarii Ottomannici secundae divisionis praeses, et excellentissimus dominus Achmed Aga, ejusdem aerarii tertiae divisionis praeses, nec non nomine serenissimi ac potentissimi Magnae Britanniae

Regis excellentissimus dominus Robertus de Sutton, eques auratus, et alte potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii provinciarum excellentissimus dominus comes de Coliers statim circa principium praeteriti mensis Maji hic Passarovicii comparuere, qui solemni congressu et habitis quibusdam sub tentorio usitato more colloquiis exhibitisque mutuo plenipotentis ita felici successu hujus pacis opus perfecere, ut in sequentes viginti mutuos articulos convenerint.

No. 9.  
1718  
Julie 21.

Art. I. Provinciarum Moldaviae et Valachiae partim Poloniae et partim Transylvaniae limitibus conterminae interjacentibus, ut ab antiquo, montibus distinguantur et separentur, ita ut ab omni parte antiquorum confiniorum termini observentur nullaue in his nec ultro nec citro fiat mutatio, et cum partes Valachiae cis Alutam fluvium sitae cum locis et munimento Temesvarini in potestate et possessione S. C. Rom. Imp. Majestatis sint, juxta acceptatum fundamentum pacis, *uti possidetis*, in ejusdem dominio et potestate maneant, ita, ut praedicti fluvii ripa orientalis ad Ottomannicum imperium, ripa vero occidentalis ad Romanum pertineat. E Transylvania elabens fluvius Aluta usque ad locum ubi in Danubium exoneratur, inde vero juxta ripas Danubii fluvii versus Orsovam usque ad locum, e cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, constituentur confinia atque, ut ante haec circa fluvium Marusinum observatum fuerat, Aluta quoad potaniotem pecorum et piscationis aliasque ejusmodi perquam necessarias utilitates utriusque partis subditis communis sit. Germanorum eorundem subditorum navibus onerariis ex Transylvania in Danubium ultro citroque commeare liceat aliarumque cymbarum absque impedimento usus permittitur, naves tamen molendinariae in locis convenientibus, ubi navigationi mercatorum obesse non possunt, communi gubernatorum in confiniis existentium consensu collocentur. Et cum nonnulli Boyari alique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore belli ad partes Romano Caesareas se receperint, ii vigore hujus pacis ad pristinos lares revertere et ibi commorando ad instar aliorum habitationibus, bonis et terris suis pacifice frui poterunt.

Art. II. A loco, ubi Timock in Danubium influit, circiter decem horas sursum utriusque imperii confinium constituatur. Isperleckbanea cum suis antiquis territoriis Ottomannico, Ressova vero Romano Imperio permanentibus et inde inter montes versus Parakin pergatur, ita, ut Parakin Romano-Caesareae et Risna Ottomannicae ditioni relictis inter utriusque medium percongruum situm progrediatur in Istolaz, et ibi transeundo parvam Moravam juxta citeriorem ripam ad Schaback et inter Schaback et Bilanam per terram ad Bedka procedatur, inde flexendo circa territorium Zozolense eatur Bellinam ad ripam Drinae fluvii

No. 9. sitam, Belgrado seu Alba Graeca, Parakin, Istalaz, Schabaz, Bedka et  
 1718 Bellina cum antiquis suis territoriis augustissimo Rom. Imperatori, cum  
 Iulie 21. a sua Majestate possessa sint, Zokol vero et Rasna cum suis etiam antiquis territoriis Ottomannico Imperio permanentibus, Timok fluvio cum suis emolumentis utriusque subditi communiter gaudeant.

Art. III. Cum a Drina fluvio usque ad Unnam intraque ripam fluvii Savi apertae sitae sive oclusae arces et palanka Romanorum Imperatoris milite insessae sint, cum antiquis suis territoriis juxta fundamentum pacis in ejusdem S. Caes. Majestatis potestate permanente, quare etiam integer fluvius Savus cum suis ripis ad eandem pertinet.

Art. IV. A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad territorium antiqui Novi, quod Porta Ottomannica possidet, in ripa orientali dicti fluvii situm Jassenoviz et Dobiza nec non aliquot turre et insulae cum praesidio Romano-Caesareo insessae sint, juxta fundamentum pacis cum antiquis suis territoriis Sacrae Caes. Majestati permanente.

Art. V. Quemadmodum novi Novi territoria in occidentali Unnae ripa ex parte Croatiae sita (quae tum augustissimo Rom. Imperatori appartinebant) post tractatum Carloviziensem propter aliqua, quae tempore separationis limitum exorta sunt, dissidia et controversias, destructa hoc nomine nuncupata palanka, imperio Ottomannico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem et satisfactionem S. Caes. Majestati restituantur et in ejusdem potestatem cum omnibus inter antiquos suos limites existentibus locis et terris revertant.

Art. VI. Loca demum, quae in partibus Croatiae sita a Savo fluvio distantia ab utraque parte possessa et praesidiis custodita, juxta Carlovizii tractatum cum suis territoriis in utriusque potestate maneant atque, si quaedam adhuc occupata fuerint, viginti quatuor annos lunares continuo sequentes a die, qua ejusdem subscriptio facto fuerit, utriusque imperii ad determinandos limites deputati commissarii per controversiis decident et usque ad extremitatem Croatiae eorum locorum territoria, quae in unius aut alterius imperii possessione mansura sunt, distinctis limitibus ac signis separent et determinent; sicuti per Carloviciensem ita etiam per praesentem tractatum liberum ac licitum esto, ab utraque parte possessa munimenta et arces, quaequunque de facto exstant, pro securitate utriusque partis reparare, munire et fortificare, ad incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos pagos aedificare ubique sine impedimento et exceptione utrique parti fas esto, dummodo sub hoc praetextu nova fortalitia non erigantur.

Art. VII. Pax ista quamvis secundum praedictas condiciones bona concordia conclusa sit, attamen ut omnia, quae de confiniis promissa et

acceptata sunt, ex omni parte robur accipiant, constituentur quamprimum ab utraque parte experti, fidi et pacifici commissarii hique loco opportuno, ubi illis visum fuerit, convenientes cum quieto commitatu et famulatio intra spatium duorum mensium et citius, si fieri poterit, confinia metis et terminis manifestis per superiores articulos designata distinguant et determinent et statuta ab utrinque accuratissime et citissime executioni mandentur.

No 9.  
1718  
Iulie 21.

Art. VIII. Definiti tandem per hosce tractatus et subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum commissariorum operatione stabiliti sive deinceps idoneo tempore per operam commissariorum utrinque stabiliendi confinium limites sancte utrinque et religiose observentur, ita ut sub nulla ratione aut praetextu extendi, transferri aut mutari possint, neque liceat alicui paciscentium parti in alterius partis territorium ultra statutos semel terminos aut lineas quidquam juris aut potestatis praetendere aut exercere aut alterius partis subditos sive ad deditionem sive ad pendendum tributum quaecunque sive praeteritum sive futurum sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis alteratio juste amoveatur.

Art. IX. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo articulorum armistitii hujus aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias aut discordias, ubi prompto et maturo remedio opus sit, ordinentur utrinque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero commissarii, viri nequitiam avari, sed graves, probi, prudentes, experti atque pacifici, hique loco opportuno convenientes sine exercitu cum aequali pacificarum personarum comitiva omnes et singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decident et amicaliter componant, talem denique ordinem et modum constituent, quo utraque pars suos homines et subditos citra omnem tergiversationem vel praetextum gravissimis poenis ad sinceram ac firmam pacis observantiam compellat: quod si vero negotia tanti momenti occurrerent, quae per commissarios utriusque partis componi et expediri non possent, tunc ad ambos potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis et extinguendis modum et rationem invenire et adhibere valeant, ita ut tales controversiae, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur nec earum resolutio ulla ratione negligatur aut protrahatur. Cumque praeterea in antecedentibus sacris capitulationibus duella et mutuae ad certamen provocationes fuerint vetitae, imposterum etiam sint illicitae, et si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

Art. X. Incursiones hostiles et occupationes omnesque insultus clam

No. 9. aut ex improvise facti, devastationes et depopulationes territorii utriusque  
 1718 dominii omnino et severissimis mandatis prohibita sint ac illicitae.  
 Iulie 21. Transgressores articuli hujus, ubicunque deprehensi, statim incarcerentur  
 et per jurisdictionem loci, ubi captivati fuerint, pro merito puniantur  
 absque ulla remissione, et rapta quaecunque sunt, diligentissime perqui-  
 sita et adinventata cum omni aequitate dominis suis restituantur. Capitanei  
 quoque ipsimet, commendantes et praefecti utriusque partis ad justitiam  
 nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii  
 non solum sed etiam vitae et honoris adstricti sint atque obligati.

Art. XI. Pro religiosis et religionis Christianae exercitio juxta ritum  
 Romano-Catholicae ecclesiae quaecunque praecedentes gloriosissimi Otto-  
 mannorum Imperatores in regnis suis sive per antecedentes sacras ca-  
 pitulationes sive per alia signa imperialia sive per edicta et mandata  
 specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia serenissimus et potentis-  
 simus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit,  
 ita ut ecclesias suas ab antiquo consuetas exercere et nemini permissum  
 sit, contra priores capitulationes et leges aliquo genere molestiae aut  
 pecuniariae petitionis ejusdem religiosos, cujuscunque ordinis et condi-  
 tionis sint, adficere sed consueta imperatoria pietate gaudeant et fruuntur.  
 Praeterea augustissimi Romanorum Imperatoris solemni ad Portam Ot-  
 tomannicam legato licitum sit commissa circa religionem et loca Chris-  
 tianae visitationis in sancta civitate Jerusalem aliisque in locis, ubi  
 ecclesias huerint, exponere atque instantias suas facere.

Art. XII. Publici captivi antecedentis et praesentis belli, ex utraque  
 parte in captivitatem abacti et in publicis carceribus adhuc detenti, con-  
 sideratione istius almae pacis eliberationem sperent nec possint diutius  
 sine laesione Majestatis Imperatoriae clementiae et laudatae consuetudinis  
 ac generositaris in eadem captivitatis miseria et calamitate relinqui, sed  
 modo ab antiquo consueto cuncti captivi a dato hujus pacis tractatus  
 ab utraque parte intra dies 61 libertatem adsequantur, peculiariter cum  
 in partibus Transylvaniae captivitate detineantur, Nicolaus Scarlati voi-  
 voda ac filii ejus denique domestici contra liberos barones Stein et Pe-  
 trasch, cum penes eos Christianopoli in 7 turribus existentibus hominibus  
 permutati sint, quare et ii a dato hujusce pacis tractatus intra dies 31  
 in confiniis Valachiae invicem permutentur et eliberentur. Caeteris vero,  
 qui in privatorum potestate sunt vel apud ipsos Tartaros, licitum sit  
 eliberationem suam honesto et, quam fieri poterit, mediocri lytro pro-  
 curare; quodsi cum captivi domino honesta accommodatio fieri non po-  
 terit, judices locorum litem omnem per compositionem dirimant; sin  
 autem praedictis viis id etiam confici haud posset, captivi pretiis eorum

sive per testimonia sive per iuramenta probatis atque solutis eliberentur nec possint domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere; et quandoquidem a parte imperatoris Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Caesareorum praefectorum, ut ad dimittendum Ottomannos captivos, quo emti sunt, pretio sincere liquidato dominos illorum adstringant atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur.

No. 9.  
1718  
Iulie 21.

Art. XIII. Utriusque partis mercatores juxta antecedentes capitulationes pacis in ditionibus utriusque imperii rem mercatoriam libere, secure et pacifice exerceant. Romanorum Imperatori jam modo subjectarum atque imposterum per suam Majestatem a Christianae religionis statibus acquirendarum provinciarum mercatoribus et subditis, cujuscunque sint nationis, terra marique, prout ad hanc rem destinati commissarii convenerint, sub signis et litteris patentibus Romano-Caesareis in regnis ac provinciis Ottomannicis pacificus aditus et reditus pateat, emtio et venditio libera sit et solutis necessario pendendis vectigalibus neutiquam molestentur, quin immo protegantur, consules et interpretes, qui mercatorum curabunt negotia (ubi praedicti commissarii convenerint) in ditionibus Ottomannicis constituentur et reliquis Christianis a tributo liberis nationibus concessus favor etiam Romano-Caesareis mercatoribus confirmetur et concedatur eademque ipsi utilitate et securitate gaudeant et perfruantur. Algerinis, Tunetanis et Tripolitanis aliisque, quibus inhiberi necesse est, serio demandatur, ut imposterum pacis capitulationibus neutiquam contravenientes nullam prorsus paci adversantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa maris sitae Dulcinensis arcis incolae, ne deinceps piraticam exerceant, neve naves mercatorum infestent et demnificent, eorum fregatis et reliquis manibus piraticis sublati alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales praedones, qui contra imperiales pacis capitulationes mercatorum navibus damna invehere et aggredi ausi fuerint, restitutis omnibus depraedatis rebus et bonis resartisque damnis et jacturis ac in libertatem adsertis captivis, quos ceperant, juxta leges, ut justitia exiget, ad aliorum exemplum animadvertantur et puniantur. Ut autem commercii res omnis fraudis expers sit, quidquid ab utraque parte constituti et de illis tractantes commissarii concluderint ac determinaverint, rati habeatur, in capitulationibus inse-ratur ac adjungatur.

Art. XIV. Porro etiam maneat illicitum futuris quoque temporibus receptaculum dare malis hominibus, rebellibus, subditis aut male contentis, sed ejusmodi homines et omnes praedones, raptores, etiamsi alterius partis subditi sint, quos in ditione sua deprehenderint, merito

No. 9.  
1718  
Iulie 21.

supplico adficere, utraque pars adstricta sit; qui si deprehendi nequeant, capitaneis et praefectis eorum, sic ubi eos latitare compertum fuerit, indicentur iique illos puniendi mandatum habeant; quodsi nec hi officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant. aut officiis exuantur aut ipsimet poenas pro reis luant. Quoque magis nefariorum hujusmodi petulantis cautum sit, neutri partium liceat intertenere aut alere Haydones, quos liberos nuncupant, plagiaris Pribeck dictos atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius principis stipendio conducti, sed raptu vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque nefarii, etiamsi consuetae vitae emendationem prae se ferant, nullam fidem mereantur nec prope confinia tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

Art. XV. Ne tamen alicue modo tranquillitas et subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Rogozius, Berezenius, Antonius Esterhasi. Forgatsch, Adamus Vay et Michael Zacky alique Hungari, qui tempore belli ab obedientia augustissimi Rom. Imperatoris desciverunt et in Ottomannicis ditionibus refugium quaesiverunt, in Ottomannico imperio ad lubitum collocabuntur et accommodabuntur, remota sint a limitaneis et confinariis partibus, et uxores illorum non impediantur maritos suos sequi et cum iis in adsignato districtu commorari.

Art. XVI. Proponentibus plenipotentariis S. Caes. Rom. Imperialis Majestatis, ut rex Poloniae ejusque respublica in hocce tractatu simul comprehendantur. responsum est, inter regem Poloniae ejusdemque dictam rempublicam pacem perpetuam et firmam et nullas cum Ottomannico imperio controversias versari. Si autem Poloni ratione Choczin aut ob alia negotia ad proferendum aliquid haberent, per legatos aut per litteras apud Ottomannicam Portam notificare et exponere poterunt, quae aequitate et justitia determinabuntur.

Art. XVII. Ut quoque tanto magis armistitium hoc bonaque inter ambos potentissimos Imperatores amicitia firmetur ac valescat, mittentur solennes utrinque legati ex aequo usitatis ceremonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in loco secundae pernoctationis excipiendi, honorandi, tractandi atque prosequendi, qui in signum amicitiae spontaneum munus conveniens, tamen et utriusque Imperatoris dignitati consentaneum, adferent et in aequinoctio mense Martio iter praevia mutua correspondentia uno eodemque tempore suscipientes in confiniis more jam pridem inter utrumque imperium observato permutabuntur, solenniter porro legatis in imperatoriis aulis, quidquid libuerit, petere liceat atque permittatur.

Art. XVIII. Regula et norma curialium in recipiendis recessisque

pariter honorandis et tractandis ministris ultro citroque commeantibus et commorantibus juxta usitatum prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrinque cum aequali decore et secundum distinctam characteris missorum praerogativam observetur. Legatis Caesareis et residentibus et quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibusque placuerit vestibus, uti licitum sit neve quispiam impedimento esse possit. Ministri porro Caesarei, sive oratoris sive ablegati sive residentis sive agentis munere fungantur, quibus reliquorum principum Ottomannicae portae amicorum legati et agentes immunitatibus et privilegiis perfruantur, eadem libertate, immo ad distinguendam Caesareae dignitatis praerogativam usitatis melioribus modis fruuntur habeantque liberam potestatem conducendi interpretes; cursores etiam et alii eorum homines Vienna ad Ottomannicam Portam atque iterum redeuntes et ultro citroque venientes salvo passu tuto et secure permeent atque, ut commode iter suum perficiant, omni favore coadjuventur.

No. 9.  
1718  
Julie 21.

Art. XIX. Has vero conditiones et articulos ad formam hic mutuo placitam a Majestatibus utriusque Imperatoris rati habitum iri atque ut solennia ratificationis diplomata intra spatium triginta dierum a die subscriptionis vel citius in confiniis per excellentissimos legatos plenipotentiarios et mediatores reciproce recte commutentur, legati plenipotentarii utriusque imperii sese infallibiliter praestituros obligant et compromittunt.

Art. XX. Duret armistitium hocce et extendatur favente Deo ad viginti quatuor annos, quo annorum numero elapso vel etiam medio tempore, priusquam elabatur, liberum esto utrique partium, si ita placuerit, pacem hanc ad plures annos adhuc prorogare. Itaque mutuo et libero consensu quaecunque stabilita sunt pacta inter Majestatem serenissimi et potentissimi Romanorum Imperatoris et Majestatem serenissimi et potentissimi Ottomannorum Imperatoris et haeredes eorundem, imperia quoque et regna ipsorum, terra item marique sitas regiones, civitates, urbes, subditos et clientes, observentur sancte, religiose et inviolabiliter Et demandetur serio omnibus utriusque partis gubernatoribus, praefectis, ducibus exercituum atque militiis et quibusvis in eorundem clientela, obedientia et subjectione existentibus, ut illi quoque praedecaratis conditionibus, clausulis, pactis et articulis sese adaequate conformantes omnibus modis caveant, ne contra pacem et amicitiam hanc sub quocunque nomine aut praetextu se invicem offendant aut damificent, sed quolibet prorsus inimicitiae genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quodsi eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se poenis animadvertendum fore. Ipse quoque Crimensis

No 9. Chanus et omnes Tartarae gentes quovis nomine vocitatae ad pacis  
 1718 hujus et bonae vicinitatis et reconciliationis jura rite observanda adstricti  
 Iulie 21. sint nec iisdem contraveniendo hostilitates qualescunque exerceant erga  
 quasvis Romano-Caesareas provincias earumque subditos et clientes; porro  
 sive ex aliis exercituum generibus sive ex nationibus Tartarorum, si  
 quis contra sacras imperatorias hasce capitulationes et contra pacta et  
 articulos earum quidpiam ausus fuerit, is poenis rigorisissimis coër-  
 ceatur. ¶ Incipiat vero dicto modo pax, quies et securitas subditorum  
 utriusque imperii a supra fata die subscriptionis et cessent exinde atque  
 sustollantur omnes utrinque inimicitiae, et subditi utriusque partis se-  
 curitate et tranquillitate fruantur. Eoque fine et quo magis per summan  
 curam et sedulitatem hostilitates inhiberi possint, transmittantur quam  
 celerrime mandata et edicta publicandae pacis ad omnes confiniorum  
 praefectos, cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod of-  
 ficiales in remotioribus praesertim confiniis istam conclusae pacis noti-  
 tiam obtinere valeant, statuuntur viginti dies pro termino, post quem,  
 si quis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere praesumserit, poenis  
 superius declaratis irremissibiliter subjaceat. Ut demum conditiones pacis,  
 viginti hisce articulis conclusae, utrinque acceptatae et debito summoque  
 cum respectu inviolatae observentur, siquidem domini plenipotentiarum Ot-  
 tomannici vi concessa iisdem facultatis imperatoriae instrumentum Tur-  
 cico sermone exaratum et subscriptum legitimum et validum nobis exhi-  
 buerint, nos quoque vi mandati et plenipotentiae nostrae propriis manibus  
 et propriis sigillis subscriptas hasce pactorum litteras in latino idiomate  
 tanquam legitimum et validum instrumentum extradidimus.

Acta haec sunt in congressu, ad Passarovicium in Servia sub ten-  
 toriis celebrato, die vigesimo primo Junii anno domini millesimo septin-  
 gentesimo decimo octavo.

D. H. Comes de Virmont.  
 (L. S.)

Michael a Dalmann.  
 (L. S.)

Nos Robertus Sutton, eques auratus ex parte serenissimi et poten-  
 tissimi domini Georgii, Magnae Britanniae Regis, et Jacobus comes Co-  
 lyer ex parte alte potentium dominorum foederati Belgii Ordinum Gene-  
 ralium legati mediatores haec praenissa coram nobis et sub directione  
 mediationis nostrae ita acta, conclusa et firmata esse vigore publici  
 muneris nostri pariter subscriptione et sigillorum nostrorum appositione  
 attestamur et firmamus.

Rob. Sutton.  
 (L. S.)

J. C. Colyer.  
 (L. S.)

No. 10.— Tractatul de comerciū de la Passarovitz, din 27 Iulie 1718.

Tractatus commercii initus Passarovicii die 27 Julii 1718.

In Nomine Sanctissimae et Individuae Trinitatis.

Ad perpetuam rei memoriam notum sit omnibus et singulis, quorum interest aut quodammodo interesse poterit. Posteaquam divina favente gratia inter augustissimum, serenissimum et potentissimum principem ac dominum, dominum Carolum, electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniae, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Serviae et utriusque Siciliae etc. etc. regem, archiducem Austriae, ducem Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Limburgiae, Luxemburgiae, Würtembergae, superioris et inferioris Silesiae et Sueviae, sacri Romani imperii marchionem Burgoviae, Moraviae, superioris et inferioris Lusatae, comitem Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Goritiae, Ferretis, Kyburgi etc. etc., ex una, et serenissimum atque potentissimum principem et dominum dominum Sultanum Achmed Han, Ottomannorum, Asiae Graeciaeque Imperatorem ab altera parte, alma pax restaurata et conclusa sit, ambae imperatoriae Majestates, quidquid eandem firmiorem reddere reciprocamque consensionem et fiduciam augere valet, contribuere satagentes, nihil opportunius eum in finem existimaverunt, quam si pro utriusque imperii subditis liberum commercium fluviis, terra marique stabiliretur eorumque particulares eatenus rationes per convenientes articulos dirigantur talique via omnibus difficultatibus et dissensionibus, quae bonam amicitiam labefactare possent, solide firmiterque praecaveatur. Itaque ex parte sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Cathol. Maj. illustrissimus dominus Anselmus Franciscus a Fleischmann, imperialis aulico-bellicus consiliarius, ex parte vero Ottomannicae imperatoriae Majestatis illustrissimus dominus Seiffulah Effendi, actualis nischandschi, id est minister in sultanicis diplomatibus, mandatis et decretis tesseram imperialem formans, denominati et plenipotencia mandatisque instructi deputati prope Passarovicium congressi et juxta insertum in almae pacis instrumento XIII. articulum in sequentes viginti articulos convenerunt.

Art. I. Liberum et universale commercium inter utriusque Romani et Ottomannici imperii subditos fluviis, terra marique statum est, volentes, ut nomine subditorum Sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgae,

No. 10.  
1718  
Iul. 27

No. 10. cujuscunque nationis et religionis, qui actualiter regimini imperiali regio  
 1718 subjacent vel quocunque tempore, modo et titulo subjacere debent; hi  
 ulie 27. merces suas, exceptis armis et pulvere pyrio aliisque prohibitis rebus, in omnibus ditionibus Ottomannicis distrahere libereque mercaturam exercere valeant. Cunctae vexillis seu aplustribus et litteris patentibus Romano-Caesareo regiis instructae naves portus imperio turcico subjectos libere accedere, ultro citroque commeare, ibidem mercimonia sua exponere, damna iisdem navibus a maris procellis vel quocunque alio accidente illata resarcire, vina et quaecunque sufficientia cibaria aliaque necessaria persoluto pretio apparare et ex iisdem portibus exire incolumes possint.

Art. II. Utriusque imperii subditi et mercatores libere in Danubio mercaturam exercent, mercatores autem suae Sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Majestatis merces, quas per Danubium in imperium Turcicum invehunt, Widinii, Rudscik aliisque in locis e navibus extrahere, curribus pretio consueto conductis imponere et terra in quemcunque locum secure transportare mercaturamque exercere possint; etiam mercatoribus Romano-Caesareo-Regiis (prout conventum est, ne naves Danubiae in Pontum Euxinum intrent) Ibrailae, Issakciae, Kiliae aliisque in emporiis, ubi tsaicae aliaeque in Pontum Euxinum commeantes naves reperiuntur, naulo consueto conducere, merces suas imponere easque Constantino-polim, in Crimeam et Trapezuntem, Synopolim aliaque in emporia maris Euxini (ubi merces distrahuntur) transportare, sine impedimento ultro citroque commeare mercaturamque exercere liberum esto.

Art. III. A mercatoribus utriusque imperii pro mercibus, quae fluvii-terra marique vehuntur, in uno telonii loco, scilicet semel quando importantur et secunda vice quando aliae exportantur, pro vectigali tribus per centum exsolutis, minimum quidquid supra haec memorata tria per centum quispiam exigere praesumat, mercatoresque in portu Ottomanico ob felicem navis adventum, prout etiam aliae Ottomanici imperii amicae nationes praestare solent, pro consuetudine, selamet dicta, trecentos asperos, id est tres florenos et quartam thaleri partem exsolvant. A mastarie, cassabie aliisque impositionibus et juribus autem omnimodo immunes sint, modusque iste respectu mercatorum utriusque partis observetur. Imperiales mercatores possint de mercibus suis, terra, mari et fluviiis allatis, casu, quo telonarii aut inspectores easdem pluris, quam par est, judicarent, praefata tria per centum in natura, id est iisdem mercibus solvere, qua solutione telonarii contenti esse debent; vectigal in quacunque vulgati commercii moneta praestetur, ultra quod nullus imperialium mercatorum molestandus sit. Naves imperiales, mercibus in

ditionibus Ottomannicis emptis onustae, solutis semel in Ottomannico telonio vectigalibus acceptisque a teloniorum praefectis syngraphis, vulgo *teskere* dictis, in portibus aut in arcibus ad angustias Hellesponti sitis, vulgo *Dardanella* dictis, iterato non visitentur, sed juxta tenorem praefatarum syngrapharum procedatur. Si alicui imperiali navi non faveret occasio vendendi aut commutandi sua mercimonia et vellet de Ottomannico portu ad alium vela ventis dare, solutis semel tribus per centum in primo Turcico telonio et exhibita teloniariis syngrapha, *teskere* dicta, nullibi quidpiam amplius solvere tenebitur. Si quis utriusque imperii mercatorum circa telonium fraude uteretur, merces suas non soluto vectigali clam subtrahens, deprehensus in facto pro poena duplum portorium dare tenebitur. Ab utriusque partis mercatoribus subditisque de pecunia auri vel argenti, quam invehunt vel extrahunt, nec non de aliis mercimoniis, de quibus aliae amicae nationes telonium solvere non solent, vectigal nellatenus exigatur. Telonarii Ottomannici mercatoribus Caesareo-Regiis soluto vectigali de mercibus navibus impositis syngraphas sine mora extradant, ne dilatione hujus discessus navis impediatur. Marcatores imperiales ex eo, quod merces suas e propriis navibus Turcicis imponant et in quaedam Ottomannici imperii emporia transportent, ultra vectigal in hac capitulatione stabilitum non molestantur.

No. 10.  
1718  
Julie 27.

Art. IV. Quaecunque mercimonia in ditionibus Turcicis Ottomanicae Portae amicorum regum negotiationibus coëmendi, commutandi et in suas devehendi provincias data fuerit facultas, etiam Caesareo-Regiis mercatoribus concessa sit, et si quidpiam e prohibitis rebus mercibusve a praedicta Porta Ottomannica aliis nationibus concedatur, id prae omnibus in Sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Majestatis considerationem suis negotiatoribus emere et evehere permittatur.

Art. V. Ad majorem mercatorum imperialium securitatem, quietem reique mercatoriae incrementum Sacra Romano-Caesarea Regiaeque Catholica Majestas per suum ministrum pro tempore ad Portam Ottomanicam existentem in maris Mediterranei ditionumque Ottomannicarum emporiis, insulis, ac ubicunque ab aliis exteris nationibus consules et interpretes instituti sunt, pariter consules, vice-consules, agentes, factores, interpretes datis decretis creare et stabilire queat. Si autem in aliis locis, in quibus hucusque praedictorum nullus morabatur, hujusmodi consules, vice-consules, agentes etc. commercii necessitas requirat, per ministrum alte praefatae Caesareae-Regiaeque Majestatis Ottomanicae Portae exponatur; si deinceps praedicto ministro permissio concedatur, congrua diplomata dabuntur, ut denominati consules, vice-consules, agentes, interpretes etc. ab imperii Ottomannici ministris assignatorumque locorum

No. 10. officialibus adjuventur et protegantur iisque in omnibus eventibus assistentia praebeatur. In quocunque Ottomannici imperii loco Caesareorum negotiatorum quispiam e vita discederat, bona illius nullo modo a fisco contrectentur, sed a ministris Caesareis eorumque deputatis integre recipiantur. Casu, quo suae Sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Majestatis ad Portam Ottomannicam existenti ministro viderentur congruum, loco consulum in praedictis locis solos interpretes constituere, hi interpretes non solum neutiquam molestentur, sed iisdem favoribus, privilegiis et protectionalibus, consulibus concessis gaudeant et perfruantur. Vigore hujus almae capitulationis Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis consules, vice-consules, interpretes, mercatores omnesque eorum in actuali servitio existentes famuli ab omni tributo aliisque impositionibus liberi et immunes sint. Sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Majestatis subditi, consules, interpretes, mercatores hominesque in eorum servitiis existentes ob cuncta sua commercii, emptionis, venditionis, fide jussionis aliarumque rerum negotia judicem accedant illaque peragenda judiciali protocollo inferant, ac ab eodem litteras judiciales, vulgo hugget dictas, aut validas syngraphas accipiant; orta deinceps controversia, dictae litterae judiciales aut syngraphae, uti etiam praefetum protocollum inspiciatur et juxta legem et justitiam procedatur. Gubernatores aliique provinciarum Ottomannicarum officiales cujuscunque dignitatis neminem praedictorum Caesareorum hominum accusationis aliove praetextu in carcerem detrudere, molestiis et injuriis afficere praesumant. Si vero eorum quispiam in Ottomannico judicio sistendus esset, is scitu consulum praesenteque interprete compareat et per praedictos consules et interpretes ad carceream Caesareum ducatur. Si cuidam a mercatore Caesareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum suum opera consulum, vice-consulum, interpretum a suo debitore et nemine alio praetendat. Saepius dictis consulibus, vice-consulibus, interpretibus, mercatoribus illorumque domesticis et famulis in suis habitationibus liberum Romanae Catholicae religionis exercitium permittatur, exteraeque nationes ad hujusmodi religionis functiones accedentes nullo prorsus modo impediantur aut molestentur. Lite vel controversia contra Caesareo-Regios consules, vice-consules, interpretes, mercatores etc. exorta, si ea summam trium millium asperorum, id est 25 thalerorum excesserit, in nullo provinciarum tribunali decidi possit, sed ad Portae Ottomannicae judicium remittatur. Si vero controversia inter Caesareo-Regios mercatores orta fuerit, juxta leges et solita eorum constituta a consulibus et interpretibus etc. examinetur et determinetur. Nulla praedictorum mercatorum ad discessum jamjam expedita navis ob litem enascentem detineatur, sed lis et controversia celeriter opera con-

sulum, agentium et interpretum decidatur; et si quispiam Caesareorum aliqua de causa in iudicio Ottomannico sistendus foret, is absente interprete ad praedictum iudicium comparere non teneatur. Caesareo-Regii mercatores, in quemcunque Ottomannici imperii locum iverint, a provinciarum gubernatoribus, iudicibus et cunctis officialibus ejusque regni praefectis petitione donativorum immunes sint et hanc ob causam nullo modo molestentur.

No. 10.  
1718  
Julie 27.

Art. VI. Portae Ottomannicae pro securitate et tranquillitate suorum subditorum et mercatorum ad tractanda necessaria eorundem negotia procuratores, vulgo sachbender dictos, in ditionibus Caesareo-Regiis constituere volenti liberum esto, ordinesque ab aula imperiali Sacrae Romano-Caesareae Regiaeque Majestatis officialibus cujuscunque conditionis dabuntur, ut praedicti Ottomanico diplomate muniti procuratores in illis locis, ubi commercii necessitas requirit, protegantur nullaue molestia afficiantur et, si Turcicorum mercatorum quispiam e vita discesserit, relicta ipsius bona saepius dictus Ottomannus procurator custodienda recipiat.

Art. VII. Nullus ministrorum et officialium Ottomannici imperii navibus, vexillis seu aplustribus litterisque patentibus Romano-Caesareo-Regiis instructis, in quodam Turcico portu appulsis jactisque anchoris, permanendi, discedendi, mercimonia imponendi aut extrahendi facultatem deneget.

Art. VIII. Navibus imperialibus maris fluctibus procellisque jactatis Ottomannici imperii naucleri aliique rei maritimae experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant et casu, quo quandam praedictarum navium naufragium subire contigerit, merces a fluctibus ad litus ejactae Caesareo-Regiis consulibus in proximis locis existentibus integre extradantur.

Art. IX. Ex eo, quod Melitenses et piratae passim in Mediterraneo circumvagantes Turcis aliisque Ottomannici imperii subditis damna intulerint, Caesareo-Regii mercatores eorumque naves hanc ob causam nequaquam molestentur.

Art. X. Ottomannicae Portae subditi mercatores, si naves Caesareo-Regis ascendere aut iisdem merces aliasve res imponere velint, hi jura, quae ab illis Angli, Galli et Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

Art. XI. Mercatorum Caesareo-Regiorum naves neque ad copiarum Ottomannicarum neque aliarum ad publicum pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

Art. XII. Dum utriusque imperii naves bellicae in mari sibi invicem obviae factae fuerint, iis, qualesnam essent, compertis, erectione et ex-

No. 10. plicatione vexillorum seu aplustrium ex utraque parte amicitiae demon-  
1718 stratio exhibeatur.  
Julie 27.

Art. XIII. Liberum esto Caesareo-Regiis subditis, sive commercii, sive piae peregrinationis causa ad quemcunque ditionum Ottomannicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commeare; iis autem ne in quocunque loco et itinere a tributis exactoribus aliisve hominibus infestentur, a Porta Ottomannica rigorosae litterae patentes dabuntur.

Art. XIV. Hebraei se negotiis mercatorum imperialium immiscere et sive imperii Ottomannici diplomate aut quadam potenti intercessione proxonetam, vulgo sensal aut Unterhandler, agere minime praesumant, nisi a dictis mercatoribus Caesareo-Regiis spontanea et libera voluntate ad hoc servitium admittantur. Si vero Hebraei ex eo, quod ad praefatum proxonetae servitium non vocentur, perfide conspirare, mercatoribus Caesareo-Regiis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

Art. XV. Mercatoribus Caesareo-Regiis ut dissidia et inconvenientiae, quae plerumque diversas inter nationes exoriri solent, evitentur, ad imponenda et conservanda sua mercimonia praestito consueto censu unus proprius et commodus locus, vulgo chan dictus, a Porta Ottomanica ad instantiam ministri Caesarei apud eandem existentis assignabitur.

Art. XVI. Si e Caesareo-Regiorum consulum, vice-consulum, agentium, interpretum etc. famulitio, aut mercatorum quispiam quorundam odio aut iniquo proposito Mahometanismum amplexus fuisse accusaretur, talis accusatio irrita et vana censeatur, donec hujusmodi homo in praesentia Caesareo-Regiis interpretis spontaneo et deliberato animo Mahometanismum profiteatur; nullatenus vero talis religionis mutatio illi suffragetur, casu, quo de aere alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur et compellatur.

Art. XVII. Si mercatorum subditorumve Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis in nave piratica quispiam inventus fuerit, capta nave abductisque in servitutem piratis nequiquam captivetur, sed liber dimittatur.

Art. XVIII. Si haecce inter duos serenissimos et potentissimos Imperatores conclusa alma pax et amicitia in inimicitiam (quod Deus avertat) commutaretur, omnes utriusque imperii subditi in fluviis, terra et mari existentes tempestive certiores fiant, ut acceptis solutisque debitis cum suis bonis salvi et incolumes ad confinia exire valeant.

Art. XIX. Mercatores Persiani, qui ex imperio Caesareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomannica pervenire intendunt, solutis semel et more consueto ultra impositionem, refftie dictam, in telonio Ottomannico quinque per centum acceptaque a telonariis soluti vectigalis syngrapha,

ulterioris portorii solutioni nullibi subiaceant; similiter illi, qui ex Persia per Ottomannica confinia ad ditiones Caesareo-Regias commeare cupiunt, solutis in Ponto Euxino vel in Danubio semel quinque per centum iterata vectigalis solutione non molestantur.

No. 10.  
1718  
Iulie 27.

Art. XX. Praesentis hujusce commercii tractatus articuli ab utriusque partis commissariis, plenipotentia et mandatis instructis, manibus sigillisque propriis signati et corroborati imposterum sancte et religiose observentur, ac iisdem per nullum mandatum ab utroque imperio emanandum ullo modo praedjudicetur, praedictumque tractatum a Majestatibus utriusque Imperatoris intra spatium triginta dierum a die subscriptionis ratihabitu iri sese infallibiliter obligant atque praestituros compromittunt praefati commissarii, ut demum commercii conditiones, viginti hisce articulis conclusae, utrinque acceptatae debito summoque cum respectu inviolatae observentur; siquidem dominus deputatus Ottomannicus vi concessae eidem facultatis imperatoriae instrumentum Turcico sermone exaratum et subscriptum legitimum et validum mihi exhibuit, ego quoque vi mandati et plenipotentiae meae manu sigilloque proprio subscriptum et signatum hunc commercii tractatum in latino idiomate, tanquam legitimum et validum vicissim instrumentum extradidi.

Dabantur prope Passarovicium die vigesima septima Julii, anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) Anselmus Franciscus de Fleischmann.

Cum igitur praedictus commerciorum et navigationis tractatus, prout hic verbotenus scriptus et insertus legitur, post colloquia, similiter prope Passarovicium eum in finem instituta, mandato nostro confectus sit, nos illum in omnibus et singulis punctis et articulis, praehabita matura et diligenti consideratione, ex certa nostra scientia pro nostra parte omni meliori modo et forma approbamus, ratificamus et confirmamus ratumque et firnum esse et fore virtute praesentium declaramus: simulque verbo imperiali regioque promittimus pro nobis ac haeredibus et successoribus nostris, quod illa omnia et singula firmiter, sincere et inviolabiliter servabimus, adimplebimus atque per supradictos haeredes et successores nostros eodem plane pacto observari et adimpleri debere volumus atque decrevimus, neque patiemur. ut vel ex nostra parte, vel per alios praememorato commerciorum et navigationis tractatui, quomodocunque id fieri possit, ulla ratione contraveniatur, omni dolo et fraude exclusis. In horum omnium testimonium et fidem sigillum nostrum Caesareum majus huic diplomati manu nostra subscripto appendi jussimus.

Datum in civitate nostra Viennae, die decima sexta mensis Augu-

No 10. sti anno millesimo septingentesimo decimo octavo, regnorum nostrorum  
 1718 Romani septimo, Hispanici decimo quinto, Hungarici vero et Bohemici  
 Iulie 27. octavo.

Carolus.

Eugenius. (L. S.)  
 a Subaudia. (P.)

Ad mandatum S. Caes. Reg.

Cathol. Maj. proprium.

Antonius Josephus ab Oettl.

No. 11.— Tractatul de pace de la Belgrad, din 18 Septem-  
 vrie 1739.

Instrumentum Pacis, inter Romano-Caesaream Mejestatem et Otto-  
 manicam Portam subscriptum Belgradi die 18 Sept. 1739.

In Nomine Sanctissimae et Individuae Trinitatis.

No. 11. Cum, quae pro sopiendis dissidiis bellicae motibus, inter serenissi-  
 1739 mum et potentissimum principem, dominam Annam, Russorum autocrati-  
 Sept. 18 trice, ac praefulgidam Porta menatis, impensa antehac fuerit amica opera,  
 incassum cesserit, atque exin infauste acciderit, ut, quae vigesima prima  
 mensis Julii die anno 1718 Passarovicii inter utrumque imperium feli-  
 citer conclusa fuerat pax, non sine subjectorum populorum damno ac  
 regionum strage, ante praefixum terminum interrupta ac proinde inter  
 augustissimum ac potentissimum principem ac dominum Carolum VI.,  
 electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniae, His-  
 paniarum, Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae,  
 Slavoniae et utriusque Siciliae etc. regem, archiducem Austriae, ducem  
 Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Lim-  
 burgiae, Luxemburgiae, Wirtembergae, superioris et inferioris Silesiae et  
 Sueviae, S. R. I. marchionem Burgoviae, Moraviae, superioris et infe-  
 rioris Lusatae, comitem Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Goritiae, Ferretis,  
 Chiburgi etc. ab una, et serenissimum ac potentissimum principum ac  
 dominum Sultanum Mustaffa Han, Ottomanorum, Asiae et Graeciae Im-  
 peratorem, ab altera parte cruentum ac exitiale bellum exortum sit, non  
 modo eodem, quo id evenit, tempore de conciliandis animis ac evitanda  
 ulteriore humani sanguinis effusione saluberrima agitata fuerunt consilia,  
 sed et rupto posthaec Nemirovensi congressu, divina favente clementia  
 ac interveniente serenissimi et potentissimi principis Ludovici XV., Gal-  
 liarum Regis Christianissimi, amica conciliatoria opera inchoatum prius

pacis opus ad finem productum fuit: siquidem cum illustrissimus et excellentissimus dominus Ludovicus Salvator, marchio de Villeneuve, Regi Christianissimo a consiliis status nec non et illius ad Portam Ottomannicam orator extraordinarius et plenipotentarius, non solum conciliatoris, sed et sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis plenipotentarii munere, in ipso negotii limine functus esset, tandem eo rei ventum esset, ut sacra Caesarea Regiaeque Majestas citius instaurandae pacis desiderio mota illustrissimum et excellentissimum dominum comitem a Neiperg, sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis supremum rei tormentariae praefectum, colonellum regiminis pedestris camerariumque actualem nec non gubernatorem provisorie constitutum ducatus Luxemburgiae, comitatus Chigni ac bannatus Temesvariensis, sua plena potentia ad pacem cum imperio Ottomannico ineundam munierit: qua instructus supradictus illustrissimus et excellentissimus comes a Neiperg cum se ad castra Ottomannica ad Belgradum et in Gallici oratoris ibi degentis lentoria contulisset, habitis nonnullis colloquiis, annuente supremo imperii Ottomannici Vezirio, excellentissimo domino Mehemed Pacha, cum honoratissimis dominis Ali Pacha, Bosniae gubernatore, olim supremo Vezirio, nunc Ottomannici exercitus Seraskierio, Ali Pacha, Romeliae gubernatore, praesentibus et colloquiis intervenientibus janissariorum praefecto Hassan Aga, tum equestris, tum pedestris Ottomannicae militiae ordinumque tribunis, una simul cum honorando Anatoliae supremo iudice castrensi, Essad Effendi, honoratissimis Reis Effendi, Mustapha Effendi et Mehtupei Effendi, Naghib Mehemed Effendi et Tefterdar Atiff Mustapha Effendi nominati, caeterisque imperii Ottomannici praecipuis ministris vicissim supra nonnulla praeliminaria pacis, quae prima die mensis Septembris hujus inter illustrissimum et excellentissimum comitem a Neiperg ex una parte et supremum Ottomannici imperii Vezirium ex altera parte subscripta fuere, interveniente Regis Christianissimi tum conciliatoria opera, tum fidejussoria, vulgo guarantia dicta (ex utraque parte requisita), ex quibus articulis cum nonnulla jam sint, ut conventum erat, executioni mandata: supererat, ut et juxta ultimum articulum in decem dies de solenni et definitivo tractatu convenirent Quem ob finem denuo institutis colloquiis cum supramemoratis dominis tandem eo res perducta est, ut inter praefatum illustrissimum et excellentissimum dominum comitem a Neiperg, sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis plenipotentiarum, ex una parte et magnificentissimum dominum Mehemed Pacha, Ottomannici imperii supremum Vezirium, absoluta et plena, qua suo munere utitur, potestate pollentem, ex altera parte, interveniente, ut dictum est, illustrissimi et excellentissimi domini Marchionis de Villeneuve conciliatoria opera nec non et Regis Christia-

No. 11.  
1739  
Sept. 18.

No. 11. nissimi fidejussione, sive guarantia, de subsequentibus pacis articulis,  
1739 solemni isto et definitivo tractatu conveniunt.  
Sept. 18.

Art. I. Fortalitium Belgradi, seu Alba Graeca nuncupatum, anno 1717 Caesareis armis occupatum, evacuetur et una cum antiquo olim, quo circumdabatur, muro, etiam ut nunc est resarcito, nec non cum munimentis, vetusto muro inseparabiliter adhaerentibus, Ottomannico imperio restituatur. Insuper loca, in quibus pulvis tormentarius asservatur et classicae rei armamentaria, militum aedes et caetera, quae in dicta civitate extant, publica et privata aedificia ad Ottomannicum imperium pertinebunt. Reliqua vero recentia munimenta demoliantur, usque adeo, ut ipsi quoque ductus viae obtectae (vulgo chemin couvert) et, quae inde sequitur, proclivis planities (nuncupata glacis) destruantur, quemadmodum et exigua propugnacula e regione Belgradi in ripis Danubii et Savi existentia, ea lege et conditione, ut caveatur, ne, quod Ottomannicae Portae cessum est, ullum inde damnum patiatur.

Art. II. Similiter fortalitium Sabatz (Turcico idiomate Bujurdulen nuncupatum) imperio Ottomannico restituatur in eodem statu, quo olim erat, iisdemque conditionibus, quae supra de Belgradi fortalitio stipulata fuerant; arma, tormenta, res cibariae et omnis denique bellicus apparatus, quibus dicta fortalitia Belgradi et Sabatz sunt instructa, caeteraque omnia, quae vehi possunt, nec non naves bellicae et reliquae omnes cymbae, quae in duobus fluminibus reperiuntur, ad augustissimum Romanorum Imperatorem pertinentes, in ipsius dominio et potestate permanebunt, et vice versa in dictis fortalitiis Belgradi et Sabatz ea demum Ottomannico imperio pernitebunt, quae supra in stipulationem venerunt.

Art. III. Sacra Caesarea Regiaque Majestas Serviae provinciam, in qua situm est Belgradi fortalitium, Portae Ottomanicae cedit. Limites et confinia utriusque imperii Danubii et Savi flumina constituent. Et fines verum provinciae Serviae iidem ex parte Bosniae sint, qui erant Carlovicensi tractatu.

Art. IV. Sacra Romano-Caesarea Majestas Ottomanicae Portae universam Valachiam Austriacam una cum ejus montibus cedit nec non concedit dictae Ottomannicae Portae propugnaculum in Valachia existens, Perichan nuncupatum, a Sacra Caesarea Regiaque Majestate constructum, hoc pacto tamen, ut munimenta illius demoliantur, nec imposterum ab Ottomannica Porta restitui possint.

Art. V. Insula et fortalitium Orsova et propugnaculum, sanctae Elisabethae dictum, in statu integro ad imperium Ottomannicum pertinebunt. Banatus Temesvarensis sub augustissimi Romanorum Imperatoris ditione in integrum ad Valachiae limites usque permanebit: excepta tamen

parva ista planitie, quae ex opposita parte insulae Orsovae sita est et distinguitur et conterminatur ex una parte a rivo Zerna, a Meadea defluente, ex altera a Danubio, tum a rivo quodam, qui Valachiae Austriacae fines constituit, denique a primis montium collibus Banatus, qui insulae Orsovae objacent, juxta lineam, quae a rivo ad rivum ducetur, eadem ubique servata distantia, quae adest inter dictum flumen et colles e regione Orsovae objacentes, quae quidem planities in Ottomannica ditione permanebit, ea tamen lege, quodsi Turcae integrum cursum rive Zernae ita deflectere possint, ut penes et juxta oppidum, vetus Orsova dictum, defluere possit, tunc vetus illud Orsova eidem planitiei tactum contiguum, excepto tamen illius territorio, ad Ottomannicam Portam pertinebit, eo pacto tamen, ut illud munire nequaquam liceat. Portae Ottomannicae verum unius anni conceditur spatium, per quod dicti rivi Zernae cursum deflectere possit, quo transacto omne jus amittet in dictum vetus Orsovam, quod in Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis ditione permanebit. Munimenta loci Meadeae, qui juxta jam stabilita confinia Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis est, ab Ottomannis sine mora destruantur, nec imposterum a Caesareis reaedificentur. Munimina quoque penes Danubium et Savum sita, quorum demolitio fuit statuta et in potestate Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis remanent, non restaurentur.

Art. VI. Jam incepta munimentorum demolitio, uti per antedictos articulos conventum est, nulla interposita mora continuanda, ut quam primum fieri poterit, terminetur. Interea, juxta speciatim concessam facultatem, honorandissimus Pacha, Romeliae Seraskierius, tantum cum quingentis hominibus in loco civitatis Belpradi designato se detineat et vigore in praeliminari expressi articuli praeter ipsum Pacham et ejus officiales, qui apud illum sunt, nulli alteri limina circumposita mansionibus eorum praeterire et in reliquam civitatis partem ingredi minime licitum censebitur, nisi post integram civitatis munimentorum demolitionem. Eadem norma observabitur in fortalio Belgradi demoliendo, quod Ottomannici milites non occupabunt, nisi post munimentorum, quae destruenda sunt, integram subversionem et evacuationem. Cumque vero vicissim statutum est, a die subscriptionis praeliminariorum utrinque penitus cesset omnis hostilitas et quaecunque alterius partis contributionum exactio oportet, serio demandetur, nisi jam demandatum sit, ut a die praedictae praeliminariorum subscriptionis, etiamsi inscie ab utraque parte in captivitatem abacta sint mancipia, absque ullo lytro reciproce restituantur. Ottomannicae copiae, quae hinc inde in Banatu Temesvarensi reperiuntur, praeter ad Meadeae demolitionem destinatas, incessanter abscedant, qui tamen peracto ipsis commisso opere etiam sine mora revertantur, et quidem

No 11.

1739

Sept. 18.

No. 11. usque eo, quod nullus eorum, qui in Banatu reperitur, subditos Caesareos  
 1739 minimo damno ac injuria afficiat.  
 Sept. 18.

Art. VII. Danubii et Savi ripis, una ex parte ad augustissimum Romanorum Imperatorem, altera vero ex parte ad Ottomannicum imperium spectantibus, promanans inde tam quoad piscationes cujuscunque naturae, potationem pecorum, quam alios necessarios usus emolumentum utriusque partis subditis commune sit, hoc pacto tamen, ne piscatum euntes utrisque partis subditis commune sit, hoc pacto tamen, ne piscatum euntes, utriusque partis subditi fluvii medietatem pertranseant. Naves quidem molendinariae in locis convenientibus, ubi navigationi mercatorum obesse non possunt, communi gubernatorum in confiniis existentium consensu, collocentur. Pro communi commoditate subditis utriusque partis licitum esto, sine molestia et dispendio naves et cymbas illorum contra aquae cursum per alteram ripam, cum per propriam hoc fieri nequit, remulcare et trahere. Si quae vero in Danubio et Savo enascantur aut jam enatae sint insulae, illi ex contrahentibus cedant, cujus ripae sint viciniore, quod ipsum per commissarios, juxta subsequentem articulum profigendis limitibus denominandos, intra terminum ibidem expressum erit dimetiendum. Ad incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis pagosa edificare, ubique sine impedimentis et exceptione utrique parti fas esto.

Art. VIII. Quicumque ex Boyaris aliisque minoris Valachis aut Moldavis, tum etiam aliis incolis ditionum Ottomannico imperio subjectarum, cujuscunque gradus aut dignitatis sint, ad partes augustissimi Romanorum Imperatoris belli tempore sese receperint, ii vigore hujus pacis et sancitae in eadem plenissimae praeteritorum oblivionis ad pistinas suas mansiones, si velint, revertere et ibi commorari atque ad instar aliorum habitationibus, bonis ac terris suis pacifice frui poterunt. Caeteris quoque subditis, qui ex utraque parte belli tempore ab obedientia illorum legitimi domini desciverint et ad alteram partem se contulerint, omnino utrinque parcatur et ad pristinos lares suos reverti licitum sit. Praesertim vero subditi Serviae et Banatus, qui tempore belli ad Caesaream sive ad Ottomannicam ditionem se dederint, tam quoad bona, quam quoad vitam omnino incolumes sint.

Art. IX. Pro religiosis et religionis Christianae exercitio juxta ritum Romano-Catholicae ecclesiae quaecunque praecedentes gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in regnis suis sive per antecedentes sacras capitulationes sive per alia signa imperialia sive per edicta et mandata specialia tam ante Passarovicensem pacem, quam post eandem jamjam conclusam favorabiliter concesserunt, ea omnia ac speciatim quoque, quaecunque ad requisitionem augustissimi Romanorum Imperatoris patribus

ordinis sanctissimae Trinitatis de redemptione captivorum fuerunt indulta, serenissimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita ut ecclesias suas praefati religiosi cum legis scitu reparare et resarcire nec non functiones suas ab antiquo consuetas exercere possint, et nemini permissum sit, contra priores capitulationes et leges aliquo genere molestiae aut pecuniariae petitionis eosdem religiosos et alios, cujuscunque ordinis et conditionis sint, afficere, sed consueta imperatoria pietate gaudeant et fruantur. Praeterea augustissimi Romanorum Imperatoris solemniter ad Ottomannicam Portam legato licitum sit, commissa sibi circa religionem et loca Christianae visitationis in saucta civitate Jerusalem aliisque in locis, ubi dicti religiosi ecclesias habuerint, exponere atque instantias suas facere.

No. 11.  
1739  
Sept. 18.

Art. X. Publici captivi, antecedentis et praesentis belli tempore ex utraque parte in captivitatem ducti et in publicis carceribus adhuc detenti, consideratione almae pacis liberationem sperent, nec possint diutius sine laesione imperatoriae clementiae et laudatae consuetudinis ac generositatis in eadem captivitatis miseria et calamitate relinqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti captivi a die hujus tractatus pacis ab utraque parte intra dies sexaginta unum in libertatem asserantur. Caeteris vero, qui in privatorum potestate vel pud ipsos Tartaros sunt, dummodo Christianam profiteantur religionem, liberationem suam honeste et quam fieri poterit, mediocri lytro procurare licitum sit. Quodsi cum captivi domino honesta conventio fieri non poterit, iudices locorum litem omnem per compositionem dirimant; sin autem praedictis viis id etiam confici haud posset, captivi, pretiis eorum sive per testimonia, sive per juramenta probatis atque solutis, eliberentur, nec possunt domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere. Magnus Ottomannorum legatus, ac Sacrae Caesariae Regiaeque Majestatis ditiones iturus, quum in iisdem ad captivos Ottomannicos eliberandos operam dare voluerit, ministri et officiales Caesarei eorum libertati satagent, dum in Muhametanismo persistent. Et quandoquidem a parte imperii Ottomannici homines sive ante legationem, sive post eandem non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibebunt, spectabit ad prohibitatem Caesareorum praefectorum, ut ad dimittendum Ottomannos captivos, quoniam emi sunt, pretio sincere comprobato dominos illorum adstringant, inde ad confinia transmittant, hoc pacto tamen, ut pretium lytri ipsis mittatur atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur; donec demum captivi utrinque praedicta ratione liberentur, ex utraque parte officia adhibeantur, ut interea miseri captivi benigne tractantur.

Art. XI. Utriusque partis mercatores in ditionibus utriusque imperii

No. 11. rem mercatoriam libere, secure et pacifice exerçant subditisque ac mercatoribus provinciarum Romanorum Imperatori subjectarum, cujuscunque  
 1739  
 Sept. 18. sint nationis, terra marique propriis navibus, mare hucusque usitato, sub signis et litteris patentibus Romano-Caesareis, in regnis et provinciis Ottomannicis pacificus aditus et reditus pateat entioque ac veditio libera sit et. solutis vectigalibus hucusque pondi solitis, neutiquam molestentur, quin immo protegantur, ita ut, quicumque in ditionibus Ottomannico imperio subditis reliquis Christianis a tributo liberis nationibus, etiam amicissimis, ac speciatim Gallis, Anglis, Batavisque concessus est favor, Romano-Caesareis mercatoribus pariter concessus et confirmatus censedus sit, eademque ipsi utilitate ac securitate gaudere et frui debeant. Vicissim Ottomannici imperii subditi et mercatores, cum confinia terrarum ac ditionum augustissimo Romanorum Imperatori subjectarum ingressi fuerint, non dissimili modo tractentur ibidemque mercaturam exercentes omnibus in negotiis protegantur et defendantur. | Algerinis, Tunetanis et Tripolitanis aliisque, quibus id mandare necesse est, serio injungatur, ut imposterum pacis conditionibus ac initis seorsim pactis conventis nulla in re contraveniant. | Coërceantur quoque in ripa maris sitae Dulcinensis arcis incolae alique in illis partibus degentes Ottomannici imperii subditi, ne deinceps piraticam exerçant aut naves mercatorum infestent illisque damnum inferant atque, cymbis illorum seu fregattis et reliquis navibus piraticis sublati, alias extruere prohibeantur; ita quidem, ut in tales praedones, quotiescunque pacis capitulationibus quocunque modo contravenire ausi fuerint, restitutis cunctis in praedam ablatis rebus, resarcitis damnis, in libertatem assertis captivis, juxta legum rigorem severe animadvertatur.

Art. XII. De Persico commercio sequentem in modum conventum est, quod subditis augustissimi Romanorum Imperatoris erga solutionem vectigalium praecedente articulo memoratorum per Danubium et Turcicum territorium in Persiam mercaturam exercere liceat; neque minus Persae mercatores, tum ex ditionibus Romano-Caesareis in Turcicam advenientes, tum ex Persia per Ottomannicam in ditiones Romano-Caesareas transeuntes, quamprimum tam vectigal ad normam quinque per centum, quam impositionem, quae vulgo reftie nuncupatur, solverunt, sub ullo praetextu, ulteriore onere aut exactione gravari debeant.

Art. XIII. Pax ista quamvis secundum praedictas condiciones bona concordia conclusa sit, attamen ut omnia, quae de confiniis promissa et acceptata sunt, ex omni parte effectum nanciscantur. constituentur inter spatium unius mensis ab utraque parte experti, fidi et pacifici commissarii iique loco opportuno, quam primum fieri poterit, et absque mora

confinia metis et terminis manifestis per superiores articulos designata distinguant et determinent et statuta ab utrinque accuratissime et citissime executioni mandentur.

No. 11.  
1739  
Sept. 18.

Art. XIV. Definiti tandem per hosce tractatus et subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum commissariorum separatione stabiliti sive deinceps idoneo tempore per operam commissariorum mutuo stabiliendi confinium limites sancte utrinque et religiose observentur, ita, ut nulla ratione aut praetextu extendi, transferri aut mutari possint. Neque liceat alicui paciscentium parti in alterius partis territorium ultra statutos semel terminos aut limites quidquam juris aut potestatis praetendere aut exercere aut alterius partis subditos sive ad deditionem sive ad pendendum tributum quaecunque sive praeteritum sive futurum sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis aut vexationis speciem aligere aut molestare, sed omnis alteratio ex integro amoveatur.

Art. XV. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo articulorum armistitii hujus aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias aut discordias, ubi prompto et maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti atque pacifici, hique loco opportuno convenientes sine exercitu cum aequali pacificarum personarum comitiva omnes et singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decident et amicaliter componant, talem denique ordinem et modum constituent, quo utraque pars suos homines et subditos citra omnem tergiversationem vel praetextum gravissimis poenis ad sinceram ac firmam pacis observationem compellat: quod si vero negotia tanti momenti occurrerent, quae per commissarios utriusque partis componi et expediri non possent, tunc ad ambos potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complandis iisdem, sedandis et extinguendis modum et rationem adhibere valeant, ita ut tales controversiae, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur nec eorum determinatio ulla ratione negligatur aut protrahatur. Cunque praeterea in antecedentibus sacris capitulationibus duella et mutuae ad certamen provocationes fuerint vetitae, imposterum etiam sint illicitae, et si qui in singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

Art. XVI. Incursiones hostiles et occupationes omnesque insultus, clam aut ex improviso facti, devastationes et depopulationes territorii utriusque domini omnino et severissimis mandatis prohibita sint ac illicitae. Transgressores vero articuli hujus, ubicunque deprehensi, statim incarcerentur et per jurisdictionem loci, ubi captivi fuerint, pro merito

No. 11. puniantur acsque ulla remissione, et rapta quaecunque sint, diligentissime perquisita et adinventata secundum omnem aequitatem dominis suis restituantur. Capitanei quoque ipsimet, commendantes et praefecti utriusque partis ad justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solum sed etiam vitae et honoris adstricti sint atque obligati.

1739  
Sept. 18.

Art. XVII. Si haecce inter duos serenissimos et potentissimos Imperatores conclusa alma pax et amicitia in inimicitiam, quod Deus avertat, commutaretur, omnes utriusque imperii subditi in fluviis, terra et mari existentes tempestive certiores fiant, ut acceptis solutisque debitis cum suis bonis salvi et incolumes ad confinia exire valeant.

Art. XVIII. Maneat porro etiam illicitum, futuris quoque temporibus receptaculum vel fomentum dare malis hominibus, rebellibus subditis aut male contentis, sed ejusmodi homines et omnes praedones, raptores, etiamsi alterius partis subditi sint, quos in ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere, utraque pars adstricta sit; qui si deprehendi nequeant, capitaneis aut praefectis eorum, sic ubi eos latitare compertum fuerit, indicentur iique illos puniendi mandatum habeant; quodsi nec hi officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant, aut officiis exuantur aut ipsimet poenas pro reis luant. Quoque magis nefariorum hujusmodi petulantibus cautum sit, neutri partium liceat intertenere aut alere Haydones, quos liberos nuncupant, plagiariorum Pribeck dictos atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius principis stipendio conductii, sed raptu vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, telesque nefarii, etiamsi consuetae vitae emendationem prae se ferant, nullam fidem mereantur nec prope confinia tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

Art. XIX. Ne tamen aliquo modo confinium tranquillitas et subditorum quies perturbetur, loca, ubi Michael Czacky alique Hungari, qui ab obedientia augustissimi Romanorum Imperatoris desciverunt et in Ottomannicis ditionibus belli tempore refugium quaesiverunt, in praedictis ditionibus ad lubitum collocabuntur, remota sint a limitaneis et confinariis partibus, uxores tamen illorum non impediuntur maritos suos sequi et cum iis in adsignato districtu commorari.

Art. XX. Ut quoque tanto magis armistitium hoc bonaque inter ambos potentissimos Imperatores amicitia firmetur ac valescat, mittentur solennes utrinque legati ex aequo usitatis ceremonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in locum secundae permutationis excipiendi, honorandi, tractandi atque prosequendi, qui in signum amicitiae sponta-

neum munus conveniens, tamen et utriusque Imperatoris dignitati consentaneum, afferent et in mense Maji iter praevia mutua correspondentia uno eodemque tempore suscipientes in confiniis Belgradi more jam pridem inter utrumque imperium observato permutabuntur, solemnibus porro legatis in imperatoriis aulis, quidquid libuerit, petere liceat atque permittatur.

Art. XXI. Regula et norma curialium in recipiendis receptisque pariter honorandis et tractandis ministris ultro citroque comineantibus et commorantibus juxta usitatum prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrinque cum aequali decore et secundum distinctam characteris missorum praerogativam observetur. Legatis Romano-Caesareis et residentibus et quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibusque placuerit, vestibus uti licitum sit neve quisquam impedimento esse possit. Ministri porro Caesarei, sive oratoris sive legati sive residentis sive agentis munere fungantur, quibus reliquorum principum Ottomanicae portae amicorum legati et agentes immunitatibus et privilegiis perfruantur, eadem libertate, immo ad distinguendam Caesareae dignitatis praerogativam usitatis melioribus modis fruuntur habeantque liberam potestatem conducendi interpretes; cursores etiam et alii eorum homines ab aula Caesarea ad Ottomanicam Portam euntes atque iterum redeuntes et ultro citroque venientes salvo passu tuto et secure permeent atque, ut commode iter suum perficiant, omni favore adjuvantur.

Art. XXII. Has vero conditiones et articulos ad formam hic mutuo placitam a Majestatibus utriusque Imperatoris rati habitum iri atque ut solennia ratificationis diplomata intra spatium triginta dierum a die subscriptionis vel citius per excellentissimum Regis Christianissimi legatum ad Ottomanicam Portam et plenipotentiarium mediatorem nunc in campo Ottomanico degentem reciproce commutentur et promissis ex utraque parte firmiter stando nihil in contrarium fiat.

Art. XXIII. Duret armistitium hocce et extendatur favente Deo ad viginti septem annos et continuo sequentes a die, qua ejusdem subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso vel etiam medio tempore, priusquam elabatur, liberum esto utrique partium. sit ita placuerit, pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare. Itaque mutuo et libero consensu quaecunque stabilita sunt pacta inter Majestatem augustissimi et potentissimi Romanorum Imperatoris et Majestatem serenissimi et potentissimi Ottomanorum Imperatoris et haeredes eorundem, imperia quoque et regna ipsorum, terra item marique sitas regiones, civitates, urbes, subditos et clientes, observentur sancte, religiose et inviolabiliter. Et demandetur serio omnibus utriusque partis gubernatoribus, praefectis, du-

No. 11.  
1739  
Sept. 18.

No. 11. 1739  
Sept. 18. cibis exercituum atque copiis et quibusvis in eorundem clientela, obedientia et subjectione existentibus, uti illi quoque praedeclearatis conditionibus, clausulis, pactis et articulis sese adaequate conformantes omnibus modis caveant, ne contra pacem et amicitiam hanc sub quocunque nomine aut praetextu se invicem offendant aut damnificent, sed quolibet prorsus inimicitiae genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quodsi eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se poenis animadvertendum fore. | Ipse quoque Crimensis Chanus et omnes Tartarorum gentes quovis nomine vocitatae ad pacis hujus et bonae vicinitatis et reconciliationis jura rite observanda adstricti sint nec iisdem contraveniendo hostilitates qualescunque exerceant erga quasvis Romano-Caesareas provincias, earum subditos aut clientes: porro sive ex aliis exercituum generibus, sive ex nationibus Tartarorum, si quis contra sacras imperatorias hasce capitulationes et contra pacta et articulos earum quidpiam ausus fuerit, is poenis rigorosissimis coërceatur. | Incipiat vero dicto modo pax, quies et securitas subditorum utriusque imperii a die subscriptionis hujus et praeliminariorum, cessent exinde atque sustollantur omnes utrinque inimicitiae, et subditi utriusque partis securitate et tranquillitate fruantur. Eoque fine et quo magis per summam curam ac sedulitatem hostilitates inhiberi possint, transmittantur quam celerrime mandata et dicta publicandae pacis ad omnes confiniorum praefectos, cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod officiales in remotioribus praesertim confiniis istam conclusae pacis notitiam obtinere valeant, statuuntur 30 dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere praesumserit, poenis superius declaratis irremissibiliter subjaceat. | Ut demum condiciones pacis, hisce articulis conclusae, utrinque et debito cum respectu inviolatae observentur, siquidem excellentissimus Mehemed Pacha, imperii Otomannici supremus Vezirius, vi absolutae et plenae potestatis ipsi ex suo munere competentis instrumentum Turcico sermone exaratum et subscriptum legitimum atque validum exhibuerit, nos quoque vi mandati et plenipotentiae nostrae propriis manibus et propriis sigillis subscriptas hasce pactorum litteras in latino idiomate tanquam legitimum et validum instrumentum extradidimus.

Acta haec sunt in congressu, ad Belgradum in Servia sub tentoriis celebrato, die 18 Septembris 1739.

---

No. 12.— Convențiunea de la Constantinopol, din 6 Iulie  
1771 — neratificată.<sup>1)</sup>

Comme la Cour Impériale et la Sublime Porte-Ottomane se sont toujours occupées à remplir avec sincérité les devoirs mutuels, fondés sur le puissant lien d'un bon voisinage et d'une paix perpétuelle, et n'ont jamais cessé de rechercher avec affection et cordialité les moyens les plus propres à consolider et à resserrer de plus en plus les nœuds fortunés de la bienveillance réciproque; sur ces entre-faites le cours du repos des Nations et de la prospérité publique ayant été interrompu, par le commencement et la durée d'une guerre, qui depuis quelque tems s'est élevée entre la Sublime Porte et la Russie, par un concours d'accidens, les deux Cours, en conséquence de leurs sentimens mutuels, ont cru devoir prendre amicalement en considération la manière la plus efficace, pour faire cesser au plutôt un fléau aussi préjudiciable à la tranquillité générale, en rétablissant la paix d'une façon convenable à la dignité de l'Empire Ottoman; et comme à cette fin on a cru à propos, et jugé nécessaire pour la prompte exécution, d'un dessein aussi salutaire, d'établir de concert une Convention sur certains points, et les désirs et les vœux des deux parties ne pouvant que se réunir pour l'augmentation d'un objet, qui devoit produire un succès si heureux, à cet effet et pour commencer et régler au plutôt cet ouvrage salutaire, la Sublime Porte ayant constitué pour ses Plénipotentiaires le très-excellent Ali Mehemed Emir Effendi Kadilesker actuel de Natalie, et Bey Ismael Bey substitué à la charge de Bey Ukkusalé auprès de l'Etrier Sultanique, et Seid-Omer Effendi, qui ayant ci-devant occupé la charge de Bey Ukkusalé se trouve actuellement substitué à celle de Nichangi également auprès de l'Etrier Sultanique: et la Cour Impériale ayant de son côté nommé pour son Plénipotentiaire le Sieur François Marie de Thugut, Chevalier de St. Empire Romain, Conseiller actuel et Ministre Résident de LL. MM. II. et RR. auprès de la Sublime Porte. Les plénipotentiaires des deux côtés, après avoir, selon l'usage, produit leurs pleins pouvoirs respectifs, ayant discuté la matière, dans plusieurs Conférences tenues à ce sujet, sont convenus, sous la bénédiction du très-haut, sur les cinq articles suivans.

Art. I La Sublime Porte payera à la Cour Impériale, pour frais et préparatifs de guerre, 20 mille Bourses d'argent, de 500 piastres chacune,

<sup>1)</sup> Martens, „Recueil de Traités“, Tome II, 2<sup>e</sup> éd., pag. 19—23. — Wenck, T. III, pag. 240.

No. 12.  
1771  
Iulie 6.

No. 12. de sorte que d'abord après la signature de la présente Convention, il  
 1771 sera envoyé 4 mille Bourses aux frontières, et les 16 mille restantes  
 Iulie 6. seront de même remises aux frontières avec promptitude l'une après  
 l'autre, en observant toujours les précautions nécessaires au secret. ||  
 Toute la somme sera livrée de cette façon en entier dans l'espace de  
 huit mois, à raison de huit mille bourses par chaque quatre mois;  
 que si cependant la nécessité du secret l'exigeoit, le délai d'un seul  
 mois ne seroit pas imputé à contrevention ni à dommage. Et si de plus  
 la Cour Impériale, ainsi que les Plénipotentiaires respectifs en sont con-  
 venus dans leurs Conférences, jugeoit à propos d'employer 2 ou 3 mille  
 Bourses à la réussite de certaines vues secrètes, elle pourra le faire, et  
 dès qu'elle en donnera avis, elle en sera indemnisée, et la dite somme  
 sera payée par la Sublime Porte.

Art. II. La Sublime Porte pour témoigner sa gratitude et la parfaite  
 reconnaissance des procédés généreux, qui ont été manifestés de la part  
 de LL. MM. II. et RR. leur remettra de plein gré et leur cédera en don  
 toutes les parties des dépendances de la Province de Wallachie, qui se  
 trouvent bornées d'un côté par les frontières de la Transilvanie et du  
 Bannat de Temiswar, d'un autre côté par le Danube, et de l'autre côté  
 par la rivière Othe et la Cour Impériale exercera de plus la supériorité  
 sur la rivière Othe.

Art. III. Comme les habitans de la Wallachie et de la Moldavie n'ont  
 cessé depuis plusieurs années de troubler la tranquillité des frontières  
 de la Transilvanie et d'étendre leurs usurpations sur le territoire de LL.  
 MM. II. et RR. pour qu'à l'avenir il ne subsiste aucun prétexte d'usur-  
 pation ni de transgression, on recherchera et distinguera à l'amiable les  
 anciennes bornes incontinent après la conclusion de la paix, et dans  
 cet arrangement encore on s'appliquera à satisfaire la Cour Impériale.

Art. IV. Le commerce des sujets de Leurs Majestés Impériales et  
 Royales jouira dans toute l'étendu de l'Empire Ottoman de la protection  
 la plus décidée de la Sublime Porte, en sorte que tous les articles de  
 sûreté, franchise, utilité et autres accordés aux marchands et sujets de  
 toute autre nation quelconque, seront exécutés et observés en faveur  
 des marchands et sujets de la Cour Impériale, surtout on n'exigera dé-  
 sormais des susdits marchands et sujets la Mezzésie de la douane et,  
 si à l'avenir les Ministres, qui résident de la part de la Cour Impériale,  
 près de la Sublime Porte, proposent quelque chose qui tende à faciliter  
 et augmenter le commerce de leur nation, leurs représentations seront  
 favorablement écoutées et admises d'une manière correspondante aux devoirs  
 étroits d'amitié et de bienveillance, qui subsistent entre les deux Empires.

De plus la Sublime Porte s'engagera et s'obligera dans le sens, qu'exige la bienveillance réciproque, à être garante et caution de ce que les Régences d'Algèr, Tunis et Tripoli de Barbarie observent à l'avenir avec la plus scrupuleuse exactitude les règles d'amitié, vis-à-vis les bâtimens, qui parcourent les mers avec Pavillon et Patentes de LL. MM. H. et RR. à quoi la Sublime Porte ne leur permettra désormais de contrevenir en aucune façon, et empêchera et fera cesser absolument toute prévarication contraire.

No. 12.  
1771  
Julie 6.

Art. V. LL. MM. H. et RR. en égard aux quatre articles ci-dessus et aux sentimens, qui sont dûs au voisinage, s'engageront à délivrer des mains de la Russie, par la voie de la négociation ou par la voie des armes, et à faire restituer comme ci-devant à la Porte les Forteresses, Possessions et Territoires, qui se trouvant dans la possession de la Sublime Porte, ont été envahis par les Russes depuis le commencement de la guerre, qui s'est élevée entre l'Empire Ottoman et la Russie, sans que l'indépendance et les libertés de la République de Pologne, sujet de la présente guerre, souffrent la moindre altération, à ce que le traité de paix, sous l'aide du Très-Puissant, soit fait conformément aux conditions de la paix conclue avec la Russie sous Belgrade en 1739 ou que, selon que les circonstances du tems l'exigeront, la paix soit rétablie à des conditions, qui s'accordent avec la dignité de la Sublime Porte, et dont l'acceptation et admission soit à son égard exempte d'inconvéniens majeurs. De plus LL. MM. H. et RR. ne permettront pas que désormais la Russie mette en avant des vains prétextes tendant à retarder la conclusion de l'affaire: mais levant au-plutôt tous les obstacles contraires à cet utile dessein, et préférant à tout le rétablissement de la tranquillité générale, Elles commenceront l'ouvrage salutaire de la paix. ¶ En foi de quoi et pour l'exacte observation des conditions contenues dans les articles ci-dessus, Nous soussigné Ministre Résident et Plénipotentiaire de LL. MM. H. et RR. en vertu des Pleins-pouvoirs, qui nous ont été donnés par les susdites Majestés, avons signé le présent instrument, et y avons apposé le cachet de nos Armes, pour être échangé contre un exemplaire écrit en langue turque, signé et scellé en due forme par le très-magnifique Vizir Mahumed Pacha Kaimakan de l'Etrier Sultanique, en vertu de sa charge et de Ses Pleins-pouvoirs.

Fait à Constantinople, le 6 Juillet 1771.

(L. S.) F. M. de Thugut.

No. 13.—Convențiunea pentru cesiunea Bucovinei și regulara fruntariei Transilvane, semnată la Constantinopol în 7 Maiă 1775.<sup>1)</sup>

(Neumann, t. I p. 173.)

No. 13.        Le Sieur Baron de Thugut, Internonce et Ministre Plénipotentiaire  
1775        de Leurs Majestés Impériale et Impériale-Royale Apostolique, ayant remis  
Maiă 7.        à la sublime Porte un mémoire scellé, dans lequel il a fait connoître, qu'il étoit chargé de la part de Sa Cour de certaines représentations, amicales, qui étoient relatives au besoin d'une communication, par des passages faciles à travers les terres de la Moldavie, entre la Transylvanie et les Provinces de Galicie et de Lodomerie possédées actuellement par l'Auguste Maison d'Autriche, d'après leur revendication sur le Roi et la République de Pologne, et de plus, à une fixation et détermination plus particulière des Confins des deux Empires dans quelques Parties de frontières de la Transylvanie, l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L.L. M.M. I et I. R. A., ayant en outre notifié, qu'il se trouvoit muni des Pleinspouvoirs nécessaires pour traiter et statuer sur les dites Propositions, fondées sur la sincère union et parfaite harmonie, qui subsistent si heureusement entre les deux Cours, ainsi que sur le désir d'affermir et consolider de plus en plus l'ancienne amitié des deux Empires, La Sublime Porte ayant de son côté nommé des Plénipotentiaires, pour régler définitivement les susdits objets, le très honoré Ahmed Efendi, ci-devant juge suprême de Constantinople et le très Excellent Ismaïl Raif Beg Efendi, Reisukkuttab actuel de l'Empire Ottoman, et ces Plénipotentiaires ayant tenu plusieurs conférences avec le dit Internonce et Ministre Plénipotentiaire, dans lesquelles les demandes amicales de la Cour Impériale ont été dûment exposées et discutées, de plein gré, et d'un commun accord des deux Parties, et en considération du bon voisinage et de l'ancienne amitié, on est convenu des quatre Articles, qui se trouvent déduits et déclarés ci-après mot pour mot.

Art. I. Ayant égard aux Représentations amicales de L.L. M.M. I. et I. R. A. sur le besoin d'une communication facile et d'une contiguité immédiate entre la Transylvanie et les Provinces de Galicie et Lodomerie possédées actuellement par la Cour Impériale, d'après leur revendication sur le Roi et la République de Pologne, et pour donner une preuve non équivoque d'amitié, d'affection et de bon voisinage, la su-

<sup>1)</sup> Neumann, „Recueil des Traités et Conventions conclus par l'Autriche.“ T. I, p. 173—176.

blime Porte abandonne et cède à la Cour Impériale les Terres contenues d'une part entre le Niester, les Confins de Pokutie, de Hongrie et de Transylvanie, et borné de l'autre part par les limites, qui seront expliquées et déclarées ci-après, de manière, que le Territoire susmentionné renfermé entre les dites limites appartiendra désormais à perpétuité à la Cour Impériale en pleine jouissance et propriété : En conséquence de quoi L.L. M.M. I. et I. R. A., aussi bien que la sublime Porte destineront et enverront des Commissaires pour faire une démarcation, qui distingue d'une manière claire et précise les Domaines des deux Empires et pour établir et fixer des limites, qui à l'avenir serviront de séparation stable aux Possessions réciproques. Et comme il a été convenu, que les dits Commissaires respectifs se régleront depuis la frontière de la Transylvanie jusqu'au territoire de Chotzim, sur la Carte, qu'a exhibée de la Part de La Cour l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. r. et I. R. A., et que la sublime Porte de son Côté a également adoptée, il sera fait deux Copies Authentiques de la susdite Carte, l'une desquelles sera remise aux Commissaires de L. L. M. M. I. et I. R. A., et l'autre aux Commissaires de la sublime Porte, de sorte que, lorsqu'ils mettront la main à l'ouvrage de la Délimitation, en commençant aux extrémités de la Transylvanie, au Ruisseau appelé Tesna imputzita, et en fermant successivement les Villages de Kandremi, Stulpikani, Kapokodrolny. Suczava, Siret et Tschernovize, et au delà du Pruth devant Tschernanka, lieu du district de Tschernovize, et qui restera en dedans des Confins Impériaux, jusqu'au Territoire de Chotzim, ils se conformeront à la Carte ci dessus mentionnée, et sans outrepasser les parties de Terrain, qui y sont désignées, ils choisiront les endroits propres pour la séparation des frontières, afin d'éviter les nouvelles contestations, auxquelles le doute et l'incertitude pourroient donner lieu, et ils auront soin d'établir les limites concertées dans la meilleure forme et la plus convenable : Pour ce qui concerne la démarcation ultérieure des terres jusqu'au Niester, depuis l'endroit où le Territoire de Chotzim joint le District de Tschernovize, l'on est convenu du consentement des deux parties sur ce point en cette manière qu'à condition, que les Commissaires de la sublime Porte indiquent hors du Territoire de Chotzim, depuis le dit endroit jusqu'au Niester des frontières bien distinctes et semblables à celles, qu'ont établies actuellement les officiers de la Cour Impériale, les Commissaires de la dite Cour ne s'opposeront point, à ce que les Terrains affectés à la forteresse de Chotzim restent, comme par le passé, en la Possession de la sublime Porte.

No. 13.  
1775  
Mai 7.

Art. II. Il ne sera point bâti de forteresse de la part de la Cour

No. 13. Impériale dans l'étendue des Terres, que la sublime Porte Lui abandonne  
1775 et cède, selon les limites et la désignation ci-dessus énoncées.

Mai 7.

Art. III. Comme les habitants de la Moldavie et de la Vallachie, par des usurpations successives, ont envahi sur les frontières de la Transylvanie, le long des Confins de Moldavie et de Vallachie, différents terrains, lesquels ont été ensuite réunis depuis quelques Années à la dite Province de Transylvanie par le placement des Aigles; afin d'obvier à toute dispute et contestation qui pourroit s'élever dans l'avenir, et conformément à la demande faite par la Cour Impériale, il a été statué sur cet objet, du commun accord des deux Parties, qu'il sera adressé de la Part de la sublime Porte aux Princes de Moldavie et Vallachie, ce qui est nécessaire d'ordres rigoureux, pour que les limites dans les susdites parties soient observées à perpétuité telles qu'elles sont désignées dans la Carte, qu'a présentée l'Intéressé et Ministre plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A., et comme elles se trouvent déterminées actuellement par les Aigles, qu'a fait placer la Cour Impériale, et pour que les dits Princes s'abstiennent de toute transgression et violation, qui seroient contraires à ce présent règlement.

Art. IV. Comme du Côté du Bourg de Vieux Orsova, situé sur la rive gauche du Danube, vis-à-vis de la Fortresse d'Orsova, le mélange respectif de Territoire est sujet à occasioner du trouble dans l'ordre établi pour la Quarantaine et les douanes de la Cour Impériale, aussi bien qu'à d'autres égards, il a été proposé de la part de la dite Cour que la sublime Porte abandonnât le susdit Bourg, ainsi que la langue de Terre qui s'y trouve annexée: Mais vu que la sublime Porte s'engage de réprimer les habitants de vieux Orsova, et de pourvoir, à ce que de leur part il soit désormais soigneusement évité tout acte contraire aux devoirs du bon Voisinage, à la tranquillité des états de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique, et à l'ordre y établi, il a été convenu, que les limites des deux Empires, dans la partie ci-dessus mentionnée, resteront dans l'Etat, où elles se trouvent actuellement.

Ces quatre Articles ayant été conclus et réglés selon la teneur ci-dessus, dans la vue d'affermir et consolider de plus en plus les liens de la parfaite Union et sincère Amitié, qui régneront si heureusement entre les deux Empires, et afin, qu'en écartant relativement aux frontières respectives tout différend et toute altercation, contraires à l'affection du bon Voisinage, la bienveillance réciproque soit préservée de tout changement et de toute altercation, et comme ainsi il ne doit plus rester désormais aucun sujet de contestation, concernant les Domaines et les limites des deux Cours, à cet effet et pour l'exacte et fidelle observation des quatre

Articles tels qu'ils se trouvent exprimés au long ci-dessus : Nous François Marie Baron de Thugut, Conseiller Aulique Actuel, Inténonce et Ministre Plénipotentiaire de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique en vertu des Pleinpouvoirs qui nous ont été donnés par leurs susdites Majestés, avons signé le présent Instrument authentique, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, pour être échangé contre un Exemplaire écrit en langue turque, signé et scellé en dûe forme par le très-Excellent et Magnifique Suprême Vizir de l'Empire Ottoman, Yzzet Mehmed Pascha, en vertu de ses Pleinpouvoirs, et de l'absolue et libre puissance, qu'il tient de son Ministère.

Fait à Constantinople le sept Mai, l'an mille sept cent, soixante et quinze.

(L. S.) François Marie, Baron de Thugut.

No. 13.  
1775  
Maiü 7.

**No. 14.—Convențiunea aplicativă pentru cesiunea Bucovinei semnată la Constantinopol în 12 Maiü 1776.**

(Neumann, t. I. p. 199.)

Étant survenu quelques doutes, difficultés et contestations entre les Commissaires destinés à la démarcation des limites, en conformité de la Convention conclue le 7 Mai 1775 entre la Cour Impériale et la sublime Porte, et ayant été jugé à propos de régler définitivement ces objets d'une manière convenable à la dignité des deux Cours, et à la parfaite et sincère amitié, qui subsiste entre elles, il a été tenu diverses conférences à Constantinople entre les Plénipotentiaires respectifs, dans les quelles les points contentieux amicalement discutés à différentes reprises, de plein gré et d'un commun accord des deux Parties, il a été stipulé ce qui suit. Primo. La Cour Impériale se désistant de la demande du Territoire de Chotzim jusqu'à l'endroit nommé Rohatin, l'on s'en tiendra aux limites qu'a proposées en la dite Partie le Commissaire de la sublime Porte, conjointement avec les personnes choisies et députées parmi les Habitants de Chotzim, sous la condition, que la sublime Porte s'engage à pourvoir de toute manière à ce que les habitants de Chotzim n'apportent point de trouble dans les règles établies pour la Quarantaine, s'abstiennent de toute violation des Frontières Impériales, et si les Habitants de Chotzim se montrant réfractaires contre toute attente, leur persévérance en de pareils excès se manifestoit, la partie du Territoire de Chotzim jusqu'à Rohatin, sera amicalement et sans altercation de nouveau abandonnée à la Cour Impériale. Secundo. En échange

No. 14.  
1776  
Maiü 12.

No. 14. du territoire jusqu'à Rohatin, de la demande du quel la Cour Impériale  
 1776 se désiste actuellement, l'on remettra à la dite Cour la partie des terres  
 Maiü 12. de Moldavie, qui se trouve renfermée entre la Ruisseau de Rakitna et  
 la Rivière de Prut, et qui contient neuf villages; de façon que, si dé-  
 sormais en la manière spécifiée ci-dessus à cause de la persévérance des  
 Habitants de Chotzim dans leurs excès, il devenoit nécessaire de céder  
 à la Cour Impériale l'espace de terre jusqu'à Rohatin, le territoire sus  
 mentionné, compris entre le Rakitna et le Prut, sera de nouveau resti-  
 tué à la sublime Porte. | Tertio. Il sera fait une nouvelle démarcation  
 des terres, où se trouvent les villages contentieux, selon les rapports du  
 Commissaire de la sublime Porte, entre la rivière de Suczava et celle de  
 Siret; L'on se conformera dans cette délimitation à la Carte authenti-  
 que et signée, qui a été remise aux Commissaires de deux Cours, pour  
 servir de base dans l'affaire de la démarcation, et les villages, qui sont  
 hors de la ligne tracée sur la dite Carte, seront restitués et rendus à la  
 sublime Porte. | Les susdits Articles ayant été réglés et décidés en la  
 manière énoncée ci-dessus, et comme ainsi il ne reste désormais aucun  
 sujet d'altercation ni de contestation, les deux Parties sont convenues,  
 que les Commissaires des deux Cours sans aucun délai ni difficulté ul-  
 térieure termineront et achèveront l'ouvrage de la délimitation, et qu'en  
 échangeant selon l'usage les Instruments de Démarcation, ils consomme-  
 ront la Commission, dont ils ont été chargés. En foi de quoi, etc.

Fait à Constantinople ce 12 May 1776.

(L. S.) François Marie, Baron de Thugut.

No. 15.—Convențiunea de delimitare a Bucovinei de la  
 Palamutca din 2 Iulie 1776.

(Neumann t. I, p. 200.)

Copia della Convenzione fissante i limiti della Bucovina, segnata dai Com-  
 missarij Cesareo Regii ed Ottomani a Palamutka sulli Confini della Moldavia, li  
 2 Luglio, 1776

In nome di dio altissimo.

No. 15. Secondo il tenore della Convenzione stabilita li sette di Maggio  
 1776. Mille Settecento settanta cinque, ovvero secondo il computo delle Hegira  
 Iulie 2 Mille Cento Ottanta nove, il settimo giorno della Luna Rebbiul Ewel,  
 furono per facilitare la Comunicazione fra la Transilvania e le Provin-  
 cie di Lodomeria e Gallicia, all'Augustissima Corte Imperial Reggia della

fulgida Porta Ottomana cedute ed abbandonate per sempre, in pieno possesso e proprietà, le terre contenute d'una parte tra il Niester, li confini di Pocuccia, d'Ongheria, e della Transilvania, e limitati dall'altra parte per i limiti specificatamente nella Carta marcati. Onde per stabilire detti Confini nella forma più migliore e più convenevole, di sorte che marcati d'una maniera chiara e precisa servino all'avenire di separazione ferma alle reciproche Possessioni tre li duo Imperi, da canto delle Loro Maestà Imperiali Regie fù destinato e spedito come Commissario l'Illustrissimo Signore Vincenzo Baron de Barco Generale Maresciallo Tenente etc. e dalla parte della fulgida Porta Ottomana fu denominato ed inviato l'Illustrissimo Sig. Mechmed Tahir Agha decorato col carattere di Kapudschiler Kihajasi, li quali duoi nominati Commissarii, doppo aversi rincontrati degnamente in Baja, ed esibite secondo l'usanza vicendevolmente le loro Plenipotenze, hanno messo mano alla demarcazione. Ma essendo esorti, doppo aver regolata una parte della demarcazione, novi dubbj, è seguito un altro accomodamento definitivo per mezzo dell'Illustrissimo Signor Barone de Thugut, Ministro Cesareo Regio appresso la fulgida Porta, e secondo il tenore di questa stipulazione si ha messo anche fine all'opera, di sorte, che si trovano presentemente regolati i Confini conposizione delle Aquile dal Principio in sino alla fine, in maniera come si siegue: Si principiò al Ruscello nominato Tesna impuzzita presso i Confini della Transilvania, trargetata poi la Mogura Calolui, sulla Montagna Piatra la Ross, dove si rincontra il triplice Confino, e già vi esiste dalla parte di Transilvania un gran Segno d'aquila, per marcare le Nuove Cessioni, fù posto alla parte destra dell'Istesa Colonna un nuovo Segno d'aquila; di là racchiudendo li terreni del Villaggio Candremi, sulla metà della Montagna Lucato un segno d'aquila: Passando poi alla Montagna Pojana Vanaturoli, sulla cima di detta Montagna un segno d'aquila; di là al luogo, dove si meschia il Ruscello Seriscior con un altro chiamato Vale Ars un segno d'aquila. Di là coll'esclusione del Villagio Sara Dorna et con esclusione del suo prato dalli Confini Imperiali, alla falda della Montagna Dial Nagro, presso la selva un segno d'aquila. Poi colla pendente dell'istessa Montagna al Ruscello Nagra Dorna dirimpetto del luogo chiamato Poro Lupoli un segno d'Aquila. Restando poi la metà del Ruscello Nagra Dorna all'Augustissima Corte Imperiale, e l'altra alla fulgida Porta Ottomana, all'imboccatura dell'accennato Ruscello nel fiume Bistrizza un segno d'aquila; di là al luogo contiguo colla Bistrizza e la Vale detta Arama sul piede della Montagna chiamata Rarù un segno d'aquila. In sino a questo punto la metà del fiume Bistrizza fa le frontiere Imperiali, l'altra quella

No. 15.  
1776  
Julie 2.

No. 15. della Porta Ottomana. Ma dalla Vale Arama rimanendo alla destra tutto  
 1776 il fiume Bistrizza alla Porta Ottomana, siccome tutto il Villagio Chirillu,  
 Iulio 2. la parte sinistra in sino alla Montagna Rarù restando propria all'Augustissima Corte Imperiale, la rupe spaccata sulla Cima della detta Montagna Rarù si confermò come segno distintivo tra li duoi Confinj. ¶ Di là alla Montagna Obsinu Chirillu un segno d'aquila, di là passando sul dorso delle Montagne Vuron Clefil e Capo Bojaseschu e rachiudendo tutti li terreni del Villagio Stulpicani al Ruscello chiamato Vado Nigri-liassa un segno d'aquila; di là rimontando alle Montagne Obsina Cinnerna e Cletita micca, sulla banda di questa ultima un segno d'aquila. ¶ Dalla parte della Montagna Cletita micca alla Montagna Cletita mare, e su questa un segno d'aquila; dalla Montagna Cletita mare passando sulla cima e dorso delle Montagne Rotundo, Obsina Savoristu continuando poi con le Montagne Obsina, Isachi, Iplesti, in sino alla Montagna Dial Burago; per segnar li contigui terreni del Villagio Capo Codrolui, sulla cima dell'accennata Montagna Dial Burago un segno d'aquila. ¶ Poi alla ripa sinistra del fiume Moldava un segno d'aquila, ed un altro segno d'aquila a canto della gran strada, che passa da Capo Codrolui a Baja. Di là al Principio della Valle Samosciel un segno d'aquila, e poi ove entra la linea alla Vale Lucasesti un segno d'aquila. Di là colla Vale Samosmare racchiudendo tutti li terreni del Villagio Zacharestie d'avanti il villaggio Littenmicca un segno d'aquila, di là continuando colla valle Samosvare, al luogo ove entra la Vale Boniesti un segno d'aquila, ed poi presso l'istessa valle ad una distanza un segno d'aquila; da quel punto passando coll'esclusione del Villagio Boniesti e suoi terreni alla Montagna Boniesti, sulla cima della nominata Montagna un segno d'aquila. Di là alla Vale Samos micca un segno d'aquila, poi passando dirimpeto il Villagio Reasca, la Samos micca e la Valle detta Ruscina un segno d'aquila. Da quel luogo rimontando alla Montagna Vuron Dumbrova Resu, sulla cima di detta Montagna un segno d'aquila. ¶ Di là escludendo il Villagio Miresti, con suoi terreni dalli Limiti Imperiali, sulla Montagna Miresti, ove principia la Vale Racovo, un segno d'aquila: continuando con questa Vale insino al Villagio Silicen all'imboccatura dell'acqua Balta Satuli nel fiume Suzava, che passa d'avanti le case del Villagio Silicen, un segno d'aquila. ¶ Passando poi da questo marcato punto colla metà della Riva e del fiume Suzava in sù, insino dirimpeto del Monastero Armeno, il quale e contiguo al Villagio Suzava, all'imboccatura del Ruscello Mitoc nel fiume Suzava un segno d'aquila. Poi col Ruscello Mitoc in su presso il ponte un segno d'aquila: di là continuando col succennato Ruscello, in sino dove entra

un altro Ruscello chiamato Datuli alla sorgente di questa ultima un segno d'aquila. || Di là alla Montagna d'avanti il Monastero Dragomir, presso una strada, che va a Chalefindesti un segno d'aquila continuando poi la linea dirittamente sul dorso di questa Montagna, in sino a Obsina Calafindesti, a questo nominato punto un segno d'aquila, di là d'avanti l'ultimo Quartiere del Villagio Calefindesti un segno d'aquila. || Passando poi a Podoscingia in linea dritta ad un gran Albero vicino all'ultima Casa d'avanti questo Villagio un segno d'aquila; ed anche dirimpeto di là presso la strada su un altro Albero un segno d'aquila. || Di là ad una Vale vicina, presso la Vale chiamata Nagricina, all'Angolo di quella, sopra un gran Albero, un segno d'aquila, poi alla Vale negricina, sul ponte, ancora un segno d'aquila; Passando poi la Vale Negricina, e rimontando alla Montagna, sulla falda, al Principio della selva, dove si trovano quattro Alberi assieme, sopra uno di quelli Alberi un segno d'aquila, e di là col dorso dell'istessa Montagna, verso la parte, che scende verso il fiume Siret, lasciando alla sinistra il Villagio Siret colli suoi terreni proprio all'Augustissima Corte Imperiale, alla destra il Villagio Verbole colli suoi terreni proprio alla fulgida Porta, alla ripa dell'accennato fiume Siret un segno d'aquila. || Va poi colla metà del fiume Siret alquanto in giù, sino all'imboccatura del Ruscello Molnica, ove trovandosi già una aquila, si confermo come segno proprio de'limiti. || Di là al Ponte dove si passo a Sinauz un segno d'aquila, poi un altro tal segno al punto, dove si meschia il Ruscello Molnica con un altro chiamato Turiatea. Di là al sorgente del Molnica un segno d'aquila vicino Prohorod. Di là sul dorso della Montagna tra il Valone Buda e fontina Dulharoluj un segno d'aquila. Poi un segno d'aquila alla sorgente del Ruscello un segno d'aquila. Poi un segno d'aquila alla sorgente del Ruscello Lucavetz, ancora un altro tal segno presso il ponte, che passa sopra il marcato Ruscello Lucavetz, nel mezzo del Villagio detto Lucavetz, restando una parte del detto Villagio alla Corte Imperiale, e l'altra alla Porta Ottomana. Poi un segno d'aquila sul Ponte del Ruscello Lucavetz, che è già più vicino al Prut, ed in fine un segno d'aquila all'imboccatura del detto Ruscello nel Prut. Alla ripa sinistra del fiume Prut, essendo al Ruscello Rachitna già contigui li terreni di Chotim e per ciò avendosi trovati presenti anche li Abitanti Deputati di Chotim, secondo la lor data notizia ed attestazione si hanno regolato li confini e poste le aquile, di là in sino al Niester, in seguente Maniera. All'imboccatura del Ruscello Rachitna nel Prut un segno d'aquila: poi continuando coll'istesso Ruscello al Ponte del Villagio Nuova Sielce un segno d'aquila, più in là vicino al Villagio Rachitna presso il ponte, dove passa

No. 15.  
1776  
Iulie 2.

No 15. la Strade Maestre, un segno d'aquila. Poi al ponte della Vale Poro Dubova, che entra nella Rachitna, un segno d'aquila. Di là continuando con questa ultima Vale in sino alla sua Sorgente nella selva, a quel indicato punto sopra un albero un segno d'aquila. Di là per una strada nuovamente aperta sul dorso della Montagna, dove giunge la Strada Maestra, un segno d'aquila: di là al punto, dove entra la strada da Colinghouz alla strada Maestra, sopra un albero un segno d'aquila. Da quel punto poi continua la linea con la strada maestra insino a fontina Sanea, ove presso una Pietra un segno d'aquila, e vicino di là di nuovo sulla strada maestra un segno d'aquila sopra un albero. Facendo poi la strada maestra la separazione delli Confini, al punto, dove entre la strada detta di Dersanewitz un segno d'aquila sopra un albero. Di là all'uscio della Selva a Canto della Strada un segno d'aquila. In sino a questo punto serve la metà della strada maestra per linea di demarcazione, di maniera, che la sinistra colla selva appartiene all'Augustissima Corte Imperiale, e la destra colla selva alla fulgida Porta Ottomana. Dall'uscio della selva si volta la linea di separazione alla sinistra verso la Vale detta Saslui dere, ossia Vale giocosa. Onde alla prima sua sorgente un segno d'aquila, poi più basso ad un altro braccio di questa vale, un segno d'aquila, poi anche a Canto di questa accennata Vale, dove entra una Stradetta da Dersavenetz un segno d'aquila, ed un altro tal segno presso il ponte su questa vale, ove entra la gran strada da Dersavenetz. Di là a quel punto, ove la vale Chrinova si congiunge con la Vale Dobranuce e l'altra detta Saslui dere, un segno d'aquila. Poi all'imboccatura delle acque di dette Vali alla Vale detta Gramenza un segno d'aquila. Di là a Canto di quella ultima Vale, dove passa la strada da Dersavenetz a Pohorlofze un segno d'aquila. Poi un altro segno d'aquila presso la vale, dove una piccola strada va da Dersaventz a Pohorlofza. Di là alla punta della Vale presso le ultime Case di Gramenza un segno d'aquila: Poi, presso il ponte grande, che passa sulla Vale Gramenza un segno d'aquila; di là un segno d'aquila al luogo, dove entra la vale Gramenza alla vale Aunot; poi sul gran Ponte che passa sulla Vale Aunot un segno d'aquila; di là dove si separa l'acqua del Molino di Palamutka da Torrente di Aunot un segno d'aquila: poi di là, dove si meschia l'acqua di Czernipotoc all' Aunot un segno d'aquila. Di là poi, dirimpetto dell' Aunot un segno d'aquila, separandosi l'acqua del Molino, che appartiene alla parte Cesarea. Di là a Canto della Vale Aunot, dove passa la strada da Palamutka a Mitoc un segno d'aquila, ed in fine all'imboccatura del Torrente di detta Vale Aunot nel Niester un segno d'aquila. Ed in questa maniera si ha finito la Demarcazione dei Limiti in sino al

fiume Niester. Che li qui marcati limiti servino di qua inanzi d'una separazione stabile tra li duoi Impeij, in conformità di questo. e per dar tutta l'Authenticità publica. si hanno formati duoi uguali pubblici Instrumenti. E siccome l'Illustrissimo Signore Mechmed Tahir Agha-decorato col carattere di Capugiler Chihajosi ha esibito da parte sua lo Stromento di dimarcazione, scritto in lingua turca, e segnato di proprio pugno, cosi anche da me segnato Commissario Imperiale Regio, in Vigore della Plenipotenza conferitami graziosissimamente dall'Augustissima mia Corte, fù segnato il presente Istromento di propria mano, e doppo averlo munito collo mie Arme. in Contra Cambio di quel altro fu consegnato alle mani del detto signor Commissario della fulgida Porta Otmana.

Palamutka, li due de Luglio, l'anno mille settecento settanta sei.

(L. S.) Vincenzo Baron de Barco.

**No. 16.—Tractatul de Pace de la Sistov, din 4 August 1791.**

*Traité de paix entre Sa Majesté Impériale Royale Apostolique et la Sublime Porte-Ottomane, fait à Sistow le 4. Août 1791.*

Nos Leopoldus II, divina favente clementia electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae rex, archidux Austriae, dux Burgundiae, Lotharingiae, Styriae, Carinthiae et Carniolae, magnus dux Hetruriae, magnus princeps Transilvaniae, marchio Moraviae, dux Brabantiae, Limburgi, Luxemburgi et Geldriae, Württembergae, superioris et inferioris Silesiae, Mediolani, Mantuae, Parmae, Placentiae, Guastallae, Osvecimiae, et Zatoriae, Calabriae, Barri, Montisferrati et Teschinae, princeps Sueviae et Carolopolis, comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Hannoniae, Kiburgi, Goritiae et Gradiscae, marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, superioris et inferioris Lusatie, Mussoponti et Nomenei, comes Namurci, provinciae Valdemontis, Albimontis, Zutphaniae, Sarwerdae, Salinae et Falkensteinii, dominus marchiae Slavonicae et Mechlianae. Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, pro Nobis, haeredibus et successoribus Notris tenore praesentium facimus. Posteaquam divino favente numine inter Nostros et fulgidae Portae Ottomanicae ministros, plena utraque ex parte agendi facultate instructos, interveniente serenissimorum ac potentissimorum principum ac domino-

No. 15.  
1776  
Julie 2.

No. 16.  
1791  
August 4.

No. 16. rum. Angliae et Borussiae Regum, nec non celsorum ac potentium Ordinum Generalium foederati Belgii ministrorum, pari agendi facultate  
1791  
August 4. munitorum, conciliatoria opera de restauranda inter utrumque imperium pristina pace consilia collata sunt. actum et conventum atque ab iisdem solenne desuper pacis instrumentum in loco Sistow confectum ac signatum fuit, cujus tenor est sequens.

Au Nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

La cour Impériale et Royale et la Sublime Porte-Ottomane, animées d'un désir égal de rétablir les liaisons heureuses de paix, d'amitié et de bon voisinage, qui avoient subsisté pendant un demi siècle entre les deux empires et secondées dans ce dessein salutaire de la médiation efficace de leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse et de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, ont nommé et désigné pour leurs ministres plénipotentiaires au congrès de paix assemblé à Sistow, savoir: Sa Maj. Impériale et Apostolique, le Baron Philippe d'Herbert Rathkeal, son conseiller aulique actuel, et le Comte François Esterhazy de Galantha, son chambellan actuel, Seigneur de la Seigneurie de Tottis et Seigneur héréditaire du Comté de Forchtenstein, et la Sublime Porte-Ottomane, le Reis Effendi ou ministre de affaires étrangères, Birri Abdullah Effendi, l'Ordou-Kadisi, ou grand juge des armées ottomanes, Ismet Ibrahim Bey, et le Ruznamegi ou controleur-général des finances, Durri Mehmed Effendi, lesquels, à l'intervention par le canal, et moyennant les bons offices des ministres plénipotentiaires des trois hautes puissances médiatrices dénommées savoir: du Chevalier Robert Murray Keith, membre du conseil privé de Sa Maj. Britannique, Chevalier du très-honorable ordre militaire du Bain, lieutenant-général de ses armées, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Sa Maj. l'Empereur, actuellement son ministre plénipotentiaire au congrès de paix; du Marquis de Jérôme de Lucchesini, chambellan actuel de Sa Maj. le Roi de Prusse, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Maj. le Roi et la République de Pologne, Chevalier de l'ordre de l'aigle-blanc, actuellement son ministre plénipotentiaire au congrès de paix; et du Baron Rénier de Haeften, Seigneur d'Ophemert et Zennewynen, membre de l'ordre equestre de la province de Gueldres, député de cette province à l'assemblée de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, leur envoyé extraordinaire à la cour impériale et royale, actuellement leur ministre plénipotentiaire au congrès de paix; après s'être communiqué leur plein-pouvoirs respectifs,

et avoir tenu ensemble plusieurs conférences amicales, sont convenus des points et articles suivans, qui composent le présent traité définitif de paix. No. 16.  
1791  
August 4.

Art. I. Il y aura désormais une paix perpétuelle et universelle, par terre, sur mer et sur les rivières, entre les deux empires, leurs sujets et vassaux, une amitié vraie et sincère, une union parfaite et étroite, une abolition et amnistie pleine et générale de toutes les hostilités, violences et injures, commises dans le cours de cette guerre, par les deux puissances, ou par les sujets et vassaux de l'une, qui ont suivi le parti de l'autre; et spécialement les habitans de toute condition du Monténègre, de la Bosnie, la Serbie, la Valachie et la Moldavie, qui, en vertu de cette amnistie, pourront tous rentrer dans leurs anciennes demeures, possessions et droits quelconques et en jouir paisiblement, sans être jamais inquiétés, molestés, ni punis pour s'être déclarés contre leur propre souverain, ou pour avoir prêté hommage à la cour Impériale et Royale.

Art. II. Les deux hautes parties contractantes reconnoissent et admettent, pour base commune de la présente pacification le status quo strict antérieur à la guerre déclarée le 9 Février 1788. En conséquence de quoi elles renouvellent et confirment tels quels, dans le sens le plus strict et dans toute leur étendue, sans jamais rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au contraire, le traité de Belgrade du 18. Septembre 1739, la convention du 5. Novembre de la même année, celle du 2. Mars 1741 explicatoire du traité de Belgrade, l'acte du 25. Mai 1747 qui perpétue la paix de Belgrade, la convention du 7. Mai 1775 sur la cession de la Buccovine, celle enfin du 12. Mai 1776 sur la démocratation de cette province: tous lesquels traités, actes et conventions, sont et demeureront à perpétuité dans leur pleine et entière force et vigueur, comme s'ils étoient transcrits et insérés ici de mot à mot.

Art. III. Et en particulier, la Sublime Porte-Ottomane renouvelle et confirme tels quels, dans le sens le plus strict et dans toute leur étendue, sans jamais rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au contraire, le séned ou acte obligatoire du 8. Août 1783, renfermant l'obligation, de la part de la Sublime Porte-Ottomane, de procurer aux bâtimens marchands allemands qui ressortissent des ports de la cour impériale, la sûreté contre les corsaires des cantons de Barbarie et d'autres sujets Ottomans, et la réparation de tout dommage qu'ils pourroient en éprouver, le séned ou acte obligatoire du 24. Février 1784, en faveur du libre commerce et navigation des sujets impériaux et royaux sur toutes les terres, mers et fleuves de la domination Ottomane, le Ferman du 4. Décembre 1786, concernant les passages, repassages et séjours de pâtres et troupeaux de Transylvanie dans les provinces de Valachie et de Mol-

No. 16. d'avis, ainsi que tous autres fermans, actes et arrangemens ministériels  
 1791 mutuellement reconnus, et qui étoient en vigueur avant le 9. Février  
 August 4. 1788, pour la tranquillité et le bon ordre des frontières, pour l'avantage, la sûreté et les intérêts des sujets, commerce et navigation de la domination autrichienne; tous lesquels séneds, fermans, actes et arrangemens reconnus sont et demeureront à perpétuité dans leur pleine et entière force et vigueur, comme s'ils étoient cités, transcrits, insérés et expliqués ici de mot à mot.

Art. IV. La cour impériale et royale de son côté, pour ramener aussi les choses à la base convenue du status quo strict de l'époque du 9. Février 1788, et pour correspondre pleinement aux procédés amicaux et équitables de la Sublime Porte-Ottomane, s'engage d'évacuer, céder et rendre à la dite Porte-Ottomane, dans leur entier et sans aucun partage, toutes les possessions, territoires, villes, forteresses et palanques, sous quelque dénomination que ce puisse être, conquises par les troupes de Sa Maj. Impériale pendant le cours de cette guerre, y compris toute la principauté de la Valachie, et les districts de la Moldavie occupés par les troupes impériales et de rétablir, telles quelles, les mêmes anciennes limites qui séparaient, à la dite époque du 9. Février 1788, les deux dominations. Quant aux forteresses, châteaux, palanques, conquises sur la Sublime Porte-Ottomane, la cour impériale et royale s'engage de les rendre dans l'état où elles étoient, at avec l'artillerie ottomane qui s'y trouvoit au moment de leur occupation.

Art. V. Et quant à la forteresse de Chotym et son district, vulgairement nommé la Raya, ils seront aussi évacués, cédés et rendus, sous les mêmes conditions dont on est convenu pour les autres forteresses: mais seulement après que la Sublime Porte-Ottomane aura conclu sa paix avec l'empire de toutes les Russies, et dans le terme précis qui sera stipulé pour l'évacuation des conquêtes de cette dernière puissance, jusqu'à laquelle époque la cour impériale et royale gardera en dépôt neutre la dite forteresse avec son district, sans se mêler plus de la guerre présente, ni prêter plus aucun secours, d'aucune manière directe ou indirecte, à la cour Impériale de Russie contre la Sublime Porte-Ottomane.

Art. VI. D'abord après l'échange des ratifications l'on procédera, de part et d'autre, aux évacuations et respectivement à la reprise de toutes les conquêtes quelconques, ainsi qu'au rétablissement des anciennes limites des deux empires, dans les délais fixés ci-après. Des commissaires respectifs étant choisis et nommés, comme par l'art. XIII du traité de Belgrade, les uns conduiront les opérations de la Valachie et des cinq districts de la Moldavie, de façon à les terminer dans l'espace de trente

jours, à compter de celui de l'échange des ratifications: les autres se porteront à la Haute-Unna, pour rétablir les limites de la Bosnie, de la Servie et du Vieux-Bourg d'Orsowa avec ses environs, le tout d'après le status quo strict des possessions respectives avant le 9. Février 1788: l'on donnera à ces derniers l'espace plus long de deux mois, qui courront de la même époque, parce que ce temps est nécessaire pour démolir les ouvrages nouveaux des forteresses, et les remettre dans l'état où elles étoient à la conquête, ainsi que pour les transports de toute artillerie et des munitions de guerre et de bouche.

No. 16  
1791  
August 4.

Art. VII. Tous les prisonniers et captifs ottomans, tant civils que militaires, faits pendant le cours de cette guerre, ayant été sans nulle exception remis en liberté de la part de la cour Impériale et Royale, et consignés aux commissaires ottomans à Rusgiuk, à Viddin et en Bosnie, tandis qu'on n'a rendu, en échange, que ceux des sujets et soldats impériaux et royaux qui se trouvoient dans les prisons publiques, ou sous la puissance de quelques seigneurs bosniaques, et qu'il en reste encore un grand nombre dans la captivité domestique en Turquie, la sublime Porte-Ottomane, pour se conformer à cet égard à la règle du status quo strict antérieur à la guerre, et pour détruire avec elle toutes les calamités qu'elle entraîne, s'engage de rendre gratuitement, c'est à dire sans prix de rachat, ni rançon quelconque, à la cour Impériale et Royale, dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications, tous les prisonniers de guerre et esclaves, de tout âge, tout sexe et toute condition, telle part qu'ils se trouvent, et à quelles personnes qu'ils appartiennent: de sorte que désormais aucun sujet des deux parties ne puisse plus être esclave sous l'autre domination: excepté seulement ceux, qui d'après les règles observées en pareil cas, auront fait constater d'avoir volontairement embrassé la religion chrétienne d'un côté, ou la religion mahométane de l'autre.

Art. VIII. Les sujets cependant de l'une partie, qui avant cette guerre, ou pendant son cours, se sont retirés sur les terres de l'autre, se sont soumis à sa domination, et y demeurent de plein gré, ne pourront jamais être réclamés par leur souverain naturel, mais ils seront désormais considérés et traités comme les autres sujets de la puissance à laquelle ils se sont donnés. En revanche les individus qui possèdent en même temps des biens fonds sous les deux dominations, pourront établir leur domicile de l'un et de l'autre côté, d'après leurs convenances, et sans qu'on puisse y mettre opposition: mais ils doivent se choisir, à leur gré, une domination unique, en vendant les possessions qu'ils ont sous l'autre gouvernement.

No. 16. Art. IX. Les hautes parties contractantes désirant de faire renaître  
 1791 le plutôt possible le commerce, qui est le fruit de la paix, et d'étendre  
 August 4. à la classe utile des marchands le bénéfice du retour au status quo  
 strict, fixé par les Articles II et III ci-dessus, statuent que l'intervalle  
 de la guerre, comme tel, ne doit apporter aucun préjudice aux sujets  
 respectifs, c'est à dire, ni aux sujets Impériaux et Royaux dans l'Em-  
 pire Ottoman. ni aux sujets ottomans dans la Monarchie Autrichienne:  
 mais qu'il est libre aux uns et aux autres de reprendre leurs affaires  
 là où ils les avoient laissées à l'époque de la déclaration de la guerre,  
 de faire valoir tous leurs droits et prétensions quelconques antérieures  
 à la guerre, de respecter leurs créances et effets, d'interpeller leurs dé-  
 biteurs, de demander des indemnités à titre de payemens refusés, ou de  
 dommages soufferts lors de la déclaration de guerre, contre la teneur  
 des Articles XVII de Belgrade et XVIII du traité de commerce de Pas-  
 sarowitz, de réclamer enfin dans tous ces cas l'assistance des tribunaux  
 et des gouvernemens respectifs, lesquels de leur côté, feront rendre à cet  
 égard prompt et impartiale justice, sans admettre jamais, comme une  
 exception légitime, le laps de temps du chef de la durée de la guerre.

Art. X. Il sera d'abord donné aux commandans et gouverneurs li-  
 mitrophes des deux empires, en les rendant même personnellement res-  
 ponsables de l'exécution, les ordres les plus précis et les plus stricts sur  
 le prompt rétablissement de la police générale, de la tranquillité publique  
 et du bon voisinage dans toute l'étendue des confins communs; l'invio-  
 labilité des bornes replacées par les commissaires respectifs, le soin d'em-  
 pêcher les empiètemens, les incursions et les dévastations; celui de pro-  
 curer les réparations des injures et des dommages, celui enfin de punir  
 les contrevenans et les coupables selon la gravité de leurs délits et crimes;  
 en procédant à cet effet d'après les règles et principes fixés par les trai-  
 tés et les arrangemens précédens entre les deux hautes Cours, pour  
 faire rentrer incessamment toutes choses dans leur état ancien régulier  
 et paisible.

Art. XI. Il leur sera en même temps enjoint sérieusement et re-  
 commandé de protéger les sujets de l'autre partie que leur commerce  
 ou affaires obligeront à passer les confins, à voyager dans l'intérieur des  
 provinces, à descendre et à remonter librement les rivières, observant et  
 faisant observer à leur égard non seulement les offices de l'hospitalité, mais  
 aussi tous les articles et dispositions des traités, conventions et actes con-  
 firmés aux Articles II et III ci-dessus, sans en exiger, ni permettre qu'il en  
 soit exigé, à tel titre que ce puisse être, d'autres retributions ou droits que

ceux, qui y sont fixés pour les personnes et pour les marchandises de l'autre partie. No. 16.  
1791

August 4.

Art. XII. Et quant à l'exercice de la religion catholique chrétienne dans l'Empire Ottoman, ses prêtres, ses sectateurs, ses églises à entretenir, ou à réparer, la liberté du culte et des personnes, la fréquentation et la protection des lieux saints de Jérusalem et d'autres endroits, la Sublime Porte-Ottomane renouvelle et confirme, d'après la règle du status quo strict, non seulement les privilèges assurés par l'article IX du traité de Belgrade à cette religion, mais aussi ceux qui ont été postérieurement concédés par ses fermans et autres actes émanés de son autorité.

Art. XIII. On enverra, de part et d'autre, des ministres du second rang, tant à l'occasion de cette heureuse paix, que pour annoncer, selon l'usage ancien, l'avènement des Augustes Souverains respectifs au trône de leurs ancêtres. Ces ministres seront reçus avec le cérémonial, honneurs et traitement usités entre les deux cours, et jouiront, en vertu du status quo strict, de toute les prérogatives du droit des gens et autres immunités attachées à leurs caractères, d'après les articles des traités et l'observance établie. Il en sera de même des successeurs de l'internonce et ministre plénipotentiaire Impérial et Royal résidans auprès de la Sublime Porte-Ottomane, eû cependant égard à la différence du rang dont ils pourront être revêtus, ainsi que de leurs subalternes, suites, gens, domestiques, maisons; et comme plusieurs de leurs courriers, venant de la cour Impériale ou allant vers elle, ont été dépouillés avant la guerre, la Sublime Porte-Ottomane non seulement ne négligera aucun moyen qui puisse procurer le dédommagement des effets déprédés, mais elle prendra aussi les mesures les plus efficaces et les plus solides, afin que ces courriers puissent désormais aller et venir avec toute sûreté et protection.

Art. XIV. Deux instrumens originaux parfaitement conformes du présent traité, l'un en langue françoise dont on s'est servi pour la commodité, et l'autre en langue turque, seront signés, le premier, des deux ministres plénipotentiaires impériaux et royaux et le second, des trois ministres plénipotentiaires ottomans, échangés l'un contre l'autre par l'entremise des ministres plénipotentiaires médiateurs, et envoyés respectivement aux deux hautes cours contractantes. Après quoi et dans l'espace de quarante jours, à compter de celui de la signature, ou plutôt si faire se peut, les diplomes solennels des ratifications, signés par les deux Augustes Souverains, seront pareillement échangés, par le ministère de la même médiation, entre les dits plénipotentiaires contractans, avec des copies légalisées de tous les traités, conventions et actes renouvelés,

No. 16. confirmés et perpétuellement obligatoires pour les deux empires. En  
 1791 conséquence de quoi et en vertu des plein-pouvoirs de Sa Majesté Im-  
 August 4. périale et Apostolique, nous Pierre Philippe Baron d'Herbert Rathkeal  
 et nous François Comte Esterhazy de Galantha, ses ministres pléni-  
 potentiaires au congrès de paix, avons signé le présent traité et ins-  
 trument authentique de paix. et y avons fait apposer le cachet de nos  
 armes.

Fait à Sistow, à la salle de conférences le 4. jour du mois d'Août,  
 l'an de grâce 1791.

Le Baron  
 d'Herbert Rathkeal.  
 (L. S.)

Le Comte  
 François Esterhazy Galantha.  
 (L. S.)

Nous plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne,  
 de Sa Majesté le Roi de Prusse, et de leurs Hautes Puissances les Etats-  
 Généraux des Provinces-Unies, ayant servi de médiateurs à l'ouvrage  
 de la pacification, déclarons que le traité de paix ci-dessus, entre la cour  
 Impériale et Royale et la Sublime Porte-Ottomane, avec toutes les clauses,  
 conditions et stipulations, qui y sont contenues, a été conclu par la mé-  
 diation de leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse  
 et de leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies.  
 En foi de quoi nous avons signé les présentes de notre main, et y avons  
 fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Sistow, ce quatre Août, mil sept cent quatre vingt et onze.

Robert Murray  
 Keith.  
 (L. S.)

Jerome Marquis  
 de Lucchesini.  
 (L. S.)

R. de Haeften.  
 (L. S.)

Nos, quibus pacis studium nullo non tempore curae cordique fuit,  
 visis et perpensis omnibus et singulis instrumenti articulis, illos ex certa  
 nostra scientia. animo deliberato. in omnibus et per omnia approba-  
 vimus ac gratihabimus, prouti praesentium vigore approbamus et cor-  
 roboramus, verbo Nostro Caesareo-Regio, pro Nobis, haeredibus et suc-  
 cessoribus Nostreis spondentes ac adpromittentes. Nos ea omnia, quae  
 in praememorato solenni pacis instrumento continentur ac sancita sunt,  
 quemadmodum ex altera quoque contrahentium parte iisdem pacis con-  
 ditionibus plene satisfactum iri confidimus, fideliter adimpleturos, nec  
 ut a Nostreis his ullo mod contraveniatur, unquam permissuros fore;

in quorum fidem majusque robur hasce ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra subscripsimus sigilloque Nostro Caesareo-Regio archiducali majori appenso firmari jussimus.

No. 16.  
1791  
August 4.

Dabantur Viennae die 13. Augusti 1791.

Leopoldus. (L. S.)

Kaunitz Rietberg.

Ad mandatum sacrae Caesareae ac  
Regiae Apostolicae Maj. proprium.  
Antonius L. B. a Spielmann.

# No. 17. — Tratatul special de la Sistov din 1791.

Art. I. Comme il y avait avant la guerre une négociation ouverte sur les demandes du gouvernement Impérial d'Autriche des terrains de la Province (Banat) de Temeswar, possédés par l'Empire Ottoman et les districts situés à la gauche de la rivière Unna, les deux hautes parties contractantes, considérant d'un côté l'état imparfait et les défauts de l'ancienne frontière dans ces parties, et voulant de l'autre y remédier d'une manière qui ne puisse ni changer ni être modifiée dans l'avenir, à la satisfaction commune, ont arrêté l'arrangement définitif spécifié dans les articles II et III de la présente convention, par lequel arrangement elles consentent de terminer foncièrement et définitivement tous les sujets de reclamations faisant l'objet de l'arrangement sus-mentionné et de la négociation précédente.

No. 17.  
1791

Art. II. En conséquence de quoi, le Gouvernement Impérial Ottoman consent que le bourg et terrains du Vieux-Orsowa jusqu'à la Czerna, reste et demeure dans la possession et Souveraineté du Gouvernement Impérial d'Autriche, de façon que la Czerna fasse de ce côté-là désormais et à perpétuité, la frontière du Gouvernement Autrichien; mais avec la condition expresse que le dit Gouvernement ne puisse jamais élever des forteresses ni sur le vieux bourg d'Orsova ni sur aucune autre partie des terrains cédés par le Gouvernement Impérial Ottoman en vertu du présent article. Pour la petite plaine située en face d'Ada-Calessi (Ile d'Orsowa), bornée par les confins spécifiés dans l'article V du traité de Belgrade, elle restera pour toujours, dans le sens le plus strict, neutre entre les deux états: c'est à dire que la possession et la souveraineté de cette petite plaine n'appartiendra pas à l'un des deux gouvernements et les parties contractantes, dans ce cas, s'engagent à

No. 17. laisser la-dite plaine absolument libre, sans jamais permettre à personne  
1791 d'y élever des batisses, d'y demeurer, ni d'y exercer la culture.

Art. III. Quant aux districts à la gauche de l'Unna, les deux hautes parties contractantes sont convenues que les limites des deux empires seront, désormais et à perpétuité, réglées de la manière que voici: la nouvelle ligne de séparation, d'après le dessein tracé en couleur rouge sur la carte annexée au présent article, commencera dans ces endroits à la rive droite de la rivière Glina, par le point marqué sur la dite carte, sera continué le long d'un petit ruisseau, qui se trouve là, pour laisser Czettin avec son district sous la domination du Gouvernement Impérial d'Autriche; se dirigera le long de la banlieue du fort Ottoman Sturlick ou Sturliz, marqué sur la carte en jaune, de façon que ce fort ainsi que sa banlieue, déterminée par la portée d'un coup de canon, restent dans la possession de l'Empire Ottoman: d'où cette ligne se portera en droit chemin sur la Corano, pour suivre, en remontant, le cours de cette rivière, jusque et compris Dresnick qui restera avec son district sous la domination Impériale d'Autriche. ; Ensuite de quoi, la-dite ligne se prolongera par la montagne de Smolianatz et l'endroit de Tischiewo, elle longera la haute montagne qui est dans ces parages et au pied de laquelle se trouve l'endroit de Lapatz, marqué sur la carte par un signe en jaune, et sera continuée jusqu'à la rivière Unna, à une heure de chemin au dessus de Vacoup, marqué en jaune; d'où cette ligne prendra, en remontant, la rive gauche de l'Unna, jusqu'à ses sources occidentales, suivant la ligne marquée en rouge, pour se terminer par le plus droit chemin que donne la direction des hautes montagnes, au triple confin actuel, en laissant ainsi Sterniza Musulman, sous la domination Ottomane. | Le gouvernement Impérial Autrichien s'engage à ne jamais réparer ni construire aucunes fortifications quelconques, sous quelque titre et pour quelque excuse que ce puisse être, dans toute l'étendue, sans exception, du district que la Sublime Porte lui cède en vertu du présent article.

Art. IV. Le Gouvernement Impérial d'Autriche, afin de répondre aussi de son côté aux dispositions amicales que le Gouvernement Impérial Ottoman a montrées dans le règlement définitif des confins tant du côté du Bourg et terrains du Vieux-Orsowa, que sur la haute Unna, tel qu'il se trouve arrêté par les articles II et III du présent traité spécial, et pour affermer et sceller une fois de plus la paix qui vient d'être conclue entre les deux Empires, déclare de la manière la plus solennelle et publiquement qu'il reconnaît et considère le présent règlement de

confins comme définitif et s'engage à ne former à l'avenir aucune pre- No. 17.  
tention au-delà des limites fixées ci-dessus. 1791

Art. V. Le Gouvernement Impérial d'Autriche pour manifester son consentement et sa satisfaction du règlement des limites fixées comme ci-dessus, s'engage de rendre à la Sublime Porte toutes les forteresses, châteaux et palanques, conquis sur l'Empire Ottoman, dans l'état où ils se trouvent actuellement et sans détruire aucune des réparations, ni les ouvrages nouveaux qu'on y a fait, renonçant en conséquence à la clause de démolition stipulée à la fin de l'article VI du traité définitif.

Art. VI. Le Gouvernement Autrichien secondant également le désir manifesté par la Sublime Porte de rentrer promptement dans la possession de tous les terrains conquis, concourt volontier à rapprocher les délais fixés aux évacuations dans l'article VI dudit traité; et établit avec la Sublime Porte qu'on comptera ces délais du jour de la signature du traité, et non plus de celui de l'échange des ratifications: savoir trente jours à compter de ce jour pour l'évacuation, cession et livraison de toute la Valachie et des cinq districts de la Moldavie, et de soixante jours à compter de la même époque pour tous les autres terrains conquis. Les deux parties s'engagent, en outre, à effectuer l'échange des ratifications du traité de paix en quinze jours, tout au plus tard, au lieu de quarante jours fixés par l'article XIV du traité définitif.

Art. VII. Les ratifications de ce traité spécial seront dressés séparément, mais échangés le même jour que les ratifications du traité de paix.

En conséquence de quoi, et en vertu des pleins pouvoirs dont nous avons été munis par Sa Majesté Impériale le Sultan, ce présent Sined (acte), exposant les conditions du traité spécial susmentionné, composé de sept articles, de sa remise et de son échange au temps convenu, a été rédigé, écrit, signé et scellé par nous et remis aux plénipotentiaires (Autrichiens) afin qu'avec la grâce de Dieu Tout puissant il soit bien respecté par les deux parties et considéré comme un signe réciproque de fidèle amitié.

Le 3-me jour du mois de Zilhadjé de l'année 1205 de l'Hégire (anné de grâce 1791).

No 18. — Instrumentul de reambulare a fruntariei dintre  
Banatul Temişoarei şi Valahia de la Scărişoara  
din 20 Iunie 1792.

Gränz Reambulirungs Instrument.

Zwischen dem Temesvarer Banat. und der Wallachey.

No. 18.  
1792  
Iunie 20. Da zu folge dem unterm 4-ten August 1791 dass ist nach Türkischer Zeitrechnung den 3-ten des Monats Silhicse 1205 zwischen dem kais. königl: Hof und der hellglänzenden Pforte von denen beiderseitig bevollmächtigten Ministern in der Gerichtsbarkeit Schistov glücklich geschlossen, und unterfertigten Definitiv-Tractat bestimmt worden ist: dass die Gräntze zwischen dem Banat, und der Wallachey beaugenscheiniget, und Reambulirt werden solle: so habe ich Endesgefertigter als der von dem Allerhöchsten K. K. Hofe ernannter Commissair sammt denen von der Ottomanischen Pforte ernannten bevollmächtigten Commissarien, und zwar: den Wohlgebornen El-Hacsi-Abdulach Effendi vormahligen Malietheske reschi und dem Wohlgebornen El-Hacsi Achmet Nuralach Effendi Pforten Ingeueur den 7-ten Juni 1792: das ist nach Türkischer Zeitrechnung den 17-ten Schewal 1206 einstimmig dass Gränz Reambulirungs-Geschäft von dem Einfluss der Bachner in die Donau angefangen, und befunden; dass nämlich die Gräntze von dem bey der Voditzer Mühl befindlichen K. K. Adler und Gränz-Hügel längst dem Bachner-Fluss aufwärts bis zu dem Einfluss dess Baches Czerovacz in die Bachna gehet; von wo der erstgedachte Bach Czerovacz die Gräntze bis zu seinem Ursprung unterhalb dem Berg Meteris machet, längst welchem Bache Czerovat: abermahls bei dem Cordons-Posten Bukovacs ein K. K. Adler, dann längst dem Bache auf der Höhe Alt-Tuffier wiederum ein K. K. Adler aufgestellt ist: und da von hieraus der Bach Czerovacz unzugänglich ist, hat man die Gräntz-Adler auf dem Türkischen Gebirgs-Rücken gefunden, und selbe wegen marquirung der Gränze auf den Bergen Dreneg. und Fontina Peruluy, und bey dem Cordons-Posten-Kurmatura, und Meteritz sammt zwey Gränz Hügeln, und zwey Gränz Steinen belassen, von hier läuft die Gränze auf dem Rücken des Berges Praedial fort, wo die Adler Poiana, Delmi, Fontina, Recse und sub Praedial, dann von Metericz bis hierher sechs Gränz-Hügel, und zu Vurfu Predial ein Adler, und zwey Gränz Hügel errichtet sind. Von gedachtem Berge Praedial erstrecket sich die Gränze an dem Rücken desselben bis an den Cordons-Posten Salicza und befinden sich hieher die K. K. Ad-

lers Rekel. Vurfu Vatauluj, Creschana, Vurfu Veliki, Preslopi und Plostina Moschoroy, dann ausserdem in der Gegend von Rekel, und Vurfu Vatauluj die Gränz Hügel sub Reckel, und Poiana Reckel. Von dem Cordons-Posten Sulitza führet die Gräntze weiter über die Berge Sulitze Kreknek, Piatra Lukoschej, Vurfu Kloschej Prisiaka, und Ielenezac-mare bis zu dem Bache Czesna, längst welcher Strecke die K. K. Adlers Vurfu Sulicza, vurfu Krebenikuluj, Kornu Petri luj Koschej, Vurfu Petri luj Koschej, Piatra Vunete oder Piatra Komana, Poiana Petri luj Koschei, Vurfu Koschen luj Prisaka, Entre Plejuri, Balta Czerbului, Fatza Felenetzu mare, und Czeszna befindlich sind. Da jedoch der auf dem Berge Vurfu Petri hi Koschei bemerkter Adler von denen Unterthanen der Wallachey in Abrede gestellet, und dessen dasein vor Ausbruch des Krieges im Jahr 1788 gelängnet wird, so unterleget man diesen Punct der Allerhöchsten Entscheidung, und fernerem Befehlen bey hohen Höfe. ¶ Hier formiret der Bach Czesna die Gränze bis zu dem fusse-Steng, welcher von derselben Rechts unter dem Muntiul le Sek zu dem am linken Ufer der Cserna befindlichen Cordons-Posten gehet, und daselbst die Gränze machet; alwo der Adler Czesna aufgestellt ist. ¶ Von hier machet weiter der Czerna Fluss die Gräntze, bis zu dem fusse des Berges Kupanu, von welchem sodann die Gräntze über die Berge Dobrivór, Vurfu Tatul, Milsloku Reuluj, Tutilla, Godian, Moraru, und Skerischora führet, auf welcher Strecke sich die K. K. Adlers Gura Kraiovi, Kurmaturá, Bussa Kupanului, Meltz. Vurfu Dobrivir, Kaku matiky, Kuretze oder Kraku Dragutzului, Pietre Albe, Piatra Gimboschy, Isvorului Dragomir, Isvoru Reului, oder Klenetsuk, Totilla, Godian, und Skeritsoare befindet. Nachdem sich nun ausserdem auf dem Berge Vurfu Pietrilui Koschey befindlicher Adler die ganze Gräntze auf oben beschriebene Art nach den Allerhöchsten Willensmeinungen beider hohen Höfe, und zwar so wie sie im Jahre 1788 das ist nach Türkischer Rechnung im Jahre 1202 bestanden, getreulich vorgefunden hat, so sind zu mehrerer Bekräftigung zwey gleich lautende Gränz Reambulations Instrumente errichtet von uns beiderseitig bevollmächtigten Commissarien eigenhändig unterfertigt, und ausgewechselt worden. Geschrieben aus dem Berge Skerischora den 20-ten Iuny 1792 das ist nach der Türkischen Zeit-Rechnung den 29-ten Scheval 1206.

No. 18.  
1792  
Iunie 20.

Adam Maovetsch  
Oberst-Lieutenant des K. K. Wallachischen  
Illirischen Regiments.

No. 19. — Instrumentul de reambulare a fruntariei dintre  
Transilvania și Valahia de la Focșani din 28 Au-  
gust 1792.

No. 19. Da in folge den unter den 4-ten Augusti 1791, dass ist nach Tür-  
1792 kischer Zeit rechnung den 3-ten des Monats Zilhidschda 1205, zwischen  
Aug. 23. den Käyserlich Königlichen Hof, und der hohen Pforte, von denen Be-  
dersötig bevollmächtigten Ministern zu Sistow geschlossenen und unter-  
fertigten Definitiv Frieden geschlossen worden ist, dass die Gränztze den  
Grossfürstenthum Siebenbürgen, Kleinen und grossen Wallachey inrugen-  
schein genohmen und Reambulirt werden solte. So habe ich endes unter-  
schriebener als die von aller Höhste Theuschen Hofe ernnant Bevollmä-  
chtigte Commissair, Nebst denen von der Ottomanischen Pforte ernnanten  
Commissarien, und zwahr den Wohlgebornen Elhasci Abdullah Effendi vor-  
mahligen Malie Teskiredsisi, und den Wohlgebornen Elhaschi Achmet Nu-  
nulah Effendi Pforten Ingenieur den 21-ten Junii 1792, das ist nach Türkis-  
cher Zeit rechnung den 2-ten Zilkidi 1206: einstimig, dass granitz Ream-  
bulations geschäft bey Szkerischora als dem dreyfachen, zwischen Sieben-  
bürgen, Banath. und Kleine Wallachey Bestehenden gränztzen die anfang  
genohmen, und folgender massen Befunden. | Bey Wirfu Tzuguchla-  
rărului zu Schkerischora ist der erste Adler bey den dreyfachen zwi-  
schen Banath, Kleinen Wallachey, und Siebenbürgen Bestehenden Con-  
finio. Von hier gehet die granitz gerad vor auf den gipfel oder Wirfu  
des gebürges Bulzu, an welches sich Siebenbürgische gebührge anschlüs-  
sen, Skurtele, ferner auf obirschie Vlassij, über den gipfel oder Wurfu  
Vlassij ziz, oder Vurfu Mikuschi, giepfel oder Vurfu Stini Mare, obirschie  
Galbini, auf den rüken, oder kulme Skerischora Galbinii, auf den rü-  
ken oder Kurmatura Virful Galbinuluj und über die Spize, oder Vurful  
Skurtuluj dessen Kurmatura über Vurful fecsi Mainij, auf den Was-  
serfall zum Adler Sturul Nr. 2. Ferners gehet die granitz auf den ru-  
ken Paltina. über die Spitze oder Virful Sorbeeilor bis Piatra Alba  
auf den Thal oder Valia Siaka abwahrts, so sich in den Schijlfluss  
stürzt, und gegen der Adler N-ro 3-to Kimpu Scherului genannt hinauss  
läufet. Von Kimpu Scherului laufet die granitz auf den Schijlfluss hie-  
unter fort bis auf Gura vai boului wendet sich auf trokenen Boden. und  
gehet schräg über drey gebührge als Restowan, mit Smida Batrina, Niagra  
Piatra, Galbinul ku esoka bies auf Pribagul genant Nr. 4: Von  
hier gegen Orient auf den Fuss von Pribagul, Valia de Pesti, dan steigt  
über Pojana Secsului David rüken oder Kulme krakului Pietri maurului

über den gipfel, oder Virfu Siglo Secundo, über gebührg Siglo Primo, No. 19.  
 allo der Adler Siglo primo existirt N-ro 5-to. | Von da aus laufet 1792  
 die granitz auf den Fuss und rüken oder kulme des Berges Siglo, in den Aug. 28.  
 Bach Zanoga auf dieses Baches wanne hinauf auf dessen entspringung oder  
 obirschie, über gebürgesgipfel odur Virfu Kornile den gipfeln oder Virful  
 Negrile über den gipfel oder Virful Mutul den gipfel oder Virful Straza  
 woselbst der Adler Strasa stehet N-ro 6-to. Ferners über gebürgs rüken  
 Futesku. über kurmatura Kirstianului über den gipfel Kirstianu, über  
 den rüken, oder kulme gebürges Schessu Diului, so auch Vulkan gen-  
 ant wird. und der Adler Vulkan genant stehet. N-ro 7-mo. | Weiters  
 von hier über das geberg Dragan über oberschie Pareului Diului, über  
 Schezu Dumitri, auf obirschia Morischorii, über den gipfel oder Virfu  
 Dumitri, über die spize oder Virfu Muntelui Dragoi, allwo der Adler  
 Dragoi N-ro 8-vo stehet || Von hier auf den rüken oder Kulme des  
 gähriges Mursile bies auf den Steinfelsen Paretele, in den Schühlfluss.  
 Weither über den Schylfluss pe Isvoru Stolosoi inauf bis unter den  
 Piskul Pietrieschii. dan hieauf die Spize oder Virful gebühriges Pietresi,  
 von wann etwas weithers hinauf sich der Adler Polatiste No. 9 be-  
 findet. | Dan laufet die gränz schröger linie unter den gebührigs Sapa  
 bies auf Kurmatura Gropului, von da gerad hinunter auf den Bach Gro-  
 paul bies in das Wasser Politischtime genant. über dieses Wasser gehet  
 die graniz auf den Fuss des Berges Pojana Askunsa, oder Pe pitsiorul  
 pojani Askunsei bies auf dessen Spize oder Virful von hier auf des Pris-  
 lopor gebührigs rüken oder Kulme auf den Adler Prislop No. 10-mo. ||  
 Von da immer auf dessen rüken bies auf Virful Grivelor. Und Weithers  
 auf den rüken Mutze Surupeszi bies auf den Adler Mundra genant No.  
 11. als auf Paringul nach mehr führet. || Weiters laufet die graniz  
 über dessen gipfel oder Virfu paringului. über die Spize, oder Virfu gru-  
 iului frumos über die Spize oder Virfu roschilor gipfel oder Virful Pa-  
 klischa. und immer auf dessen rüken, auf Virfu laschnuluj, über die Spize  
 oder Virful Koastra aluj Russ. dessen gipfel sich, auf der Wallachischen  
 Seite bleibenden Piatra tajata. mitanschlüsset, und von hier bey den  
 gipfel oder Wurful Gauritor, eben sich an die Wallachische Seithe an-  
 schlüssend. weiters auf den rüken hinunter bis auf Kurmatura Csibanuluj.  
 hierauf auf die Spize csibanuluj, dan anf den rüken bies groapa siaca.  
 hierauf den rüken hinauf bis auf den Virful Gropu, und auf dessen rü-  
 ken Kulme hinunter bies auf Kurmatura Gropi. allwo der Adler Kapra  
 No. 12-o stehet. || Von hier auf den rüken oder Kulme. dan spize  
 oder Virful Fometesku über die spize gebührigs Bufti, auf dessen rüken  
 hinunter auf Kurmatura Pravetzului. über die spize Pravec, über Virful

- No. 19. Pojana Mujeri, auf dessen rücken hinunter, bies auf den Adler Pojana  
 1792 Mujerii No. 13-o. || Ferners auf den rücken Salanilor über dessen spize  
 Aug 28 oder Virful bies zum Adler hinunter No. 14, Gura Poteskului oder Sa-  
 lanca mare. || Hier gehet die graniz gerad hinunter auf den Bach von  
 Sucida Mare, immer auf den Bach bies zum Salaner Bach, hier wird  
 dieser Bach zessirt, so dan steigt die Graniz hinauf Smida mică, von  
 hier über dessen Kurmatura neben Riu Gurile Salanilor, so auf den  
 Wallachischen Seite bleibt, von da aber hinunter bies auf den zweit  
 Bach Salan, hier wird der Bach wiederum zässirt, und gehet gerad über  
 den Bach und Fuss des Berges Szlimoi bies auf den Adler Slimoj ge-  
 nant No. 15. || Von hier wird gerad hinunter gegen Orient auf einen  
 Fus des gebürges Slimoi bies in den Bach hinauf gegangen, wo sich  
 der Bach Riul frumos mit den Bachl Prasa vereinigt, und Isvoru  
 Prasi auf gennant wird. hier bleibt Riul frumos auf Siebenbürgischer  
 Seite, dan laufet die graniz hinauf auf den Isvoru Prasi bies auf kraku  
 Prasi auf der Wallachischen Seite und gehet trokene graniz auf den  
 rücken oder kulme des gebürge Prasa und Larga Berojului bies auf die  
 spize oder Vurvu Larsilor, wo die 16-te Adler Piatra Alba genant ste-  
 het. || Hier wendet sich die graniz gegen Mittag auf den fus des Ber-  
 ges Prasa bis in den Pareu Balului, dieser Bach behaltet die graniz  
 bis in Lotra fluss, oder nach Wallachischer Benennung Kapu podulului  
 de Suratzü Gavestilor, allwo sich der 17-ten adler der Potraflusses  
 Szerathin befindet. Weithers hinunter an diesen Lotraflusse stehet der  
 Adler 19-ten Hanosch. || Ferner noch weither hinunter auf nelimli-  
 chen fluss Lotra stehet der Adler No. 20: 10 Lak de Dobrun genant  
 wird. Hier bleibt der Lotra fluss in der Wallachey, und die graniz  
 gehet gegen Orient, hinauf auf den rücken oder Kulme Turnurele wei-  
 ters oberhalb Pojana furilor, bies zden Adler Piatra artzilor No. 21 ||  
 Von hier gehet die graniz hinunter auf den pareu furilor genanten Bachl,  
 über das Bachl Isvoru Rinseu dieses Bachl durch passirend, laufet die  
 granitz hinauf in gerader linie über Kurmatura Sidului, wosich die than-  
 nene mit der Bachl waldung conjungirt, dann von hier quer durch die  
 Walldung hinunter bis in dass Bachl Isvoru Sidasa genant, hier zessirt  
 man dieses Bachl. steigt gerad hinauf auf den Fus des Berges Voiniagul  
 am ende des Thahlen berges, wo sich die graniz mit der Thannen Wal-  
 dung conjungirt. Von hier hinunter gehet zu der Isvoru Voinaschifzü  
 mitschi, Welcher Bach aus den gebürge Voiniagu entspringet, von  
 hier schräg hinauf durch Koasta Voinikului, biesuf diesen Kurmatura,  
 allwo der 22-te Adler stehet und kurmatura Voinagului genant wird. ||  
 Von hier hinauf auf diesen rücken oder kulme über die spize, oder Vir-

ful Voinaschitzii, weithier auf diese rüken oder kulme, über das gebürg No. 19. und spize oder Virfu Dialu Niegru, über den gipfel Purgisch auf diesen 1792 rüken oder kulme und Obirschia, von hier hinauf über die spize, oder Aug. 28. Virful al lui farkasch und über allauf diesen rüken oder kulme fort, bei den Felsen des gebüriges Girgul vorbey, 10: Piatra Piskului genant wird, weithers gehet die graniz bis zum obirschia krigului, von hier gerad hinunter in Thall auf den Bach unter den gebürig Koasta kiene-nenilor, Welcher Bach die graniz Scheidet. und führt zu dem Adler Groschilor No. 23. || Weiters auf die nemlichen Flus hinunter befindet der Adler No 24, Gura a lui Jagob genannt: || Von hier abermahle auf den nemlichen Bach, auf den 25 Adler 10: Riul Vadului nachmehr führt. || Hier stürzt sich dieser Bach in den Fluss Alt. Die graniz hingegen nehmt über den Altfluss, den Fortgang folgender massen. || Von den Altfluss. gehet die granitz hinauf gegen Orient auf den Bach, Valia lui frate und Beständig hinauf bis zu dessen obirschie, oder aufspringung von da auf den rüken oder kulme bis zum Herange Sersi, und weiters schräg miffon durch koasta sersi, bies piatra Alba, von hier immer auf den Ruken oder kulme hinauf bies Piatra Sokului, alwo der 26-ten Adler Mogura genant steht. || Weiters auf den rüken hinauf, über Kika fedeschului, von hier immer auf den rüken bis Virfu tatarului alwo der 27-ten Adler tataru stehet. || Ferners von hier bis zur queka kimpiana gerad, von dieser quelle flusst, die helfte nach Siebenbürgen und andere helfte an die Walachey von hier hinauf, über die spize oder Virfu kokoriksului, über den gipfel Lakustilor, alssdan hinauf immer auf den rüken, bis auf die spize oder Virfu Surului, von da gehet man hinunter bies zu dessen Obirschie so dan hinauf, auf den Wasserfall bis auf die spize Budistavului und immer auf dessen rüken bies auf die spize, oder Virful Galbinu. dan auf dessen rüken bies Valia Kalderei sodan steigt die graniz auf das gebürg fundu Boi, weiter auf den gipfel Virful Negojului, über die spize Lespezilor, welcher auch Paltina genant wird. als dan über den gipfel oder Virful kaprezii, gipfel Budli, und über das gebürig Szinetsana fagaraschului, dan Spize oder Virful Moldovanului, spize gebürge Veturu, oder Valia Ré, dan Vurfurile Vulturii, über zwey gipfel, oder Vurfurile Galeskul, über vier spize oder Vurful auf Kurmatura, und gipfel gebührs Lahota, Von hier über rüken, Kurmatura, und gipfel des gebührs zernije, dan über die spize Ludischu, auf dessen rüken gegen Mittag so dan hinunter nach den Wasserfall auf den ruken des gebürs Boatila bies auf dessen Kurmatura Sadel hinunter neben den Laken. Weiters über gipfel Bratili hinauf über den gipfel und rüken Valia Vladului, über die spize Berivojeskului Mik und Marc

- No. 19. über die spize Luczelor und Komis bies in kurmatura Lereskul wo der  
 1792 28-ten Adler fontina Rontsi sich befindet. || Von hier über den gipfel  
 Aug. 28. Lereskul. und immer auf dessen rüken hinauf bies Fasetu Kapri weither  
 hinauf auf den rüken bis auf gipfel Tamoschului Mare über die spize  
 Tamaschu Mik und über den gipfel Piatra alui Krai welcher Felsen auch  
 Bats genant wird weither auf dessen rüken hinauf in der fläche Soaka,  
 von hier wiederum hinauf auf den rüken gebührs Klobacsetu, so auch  
 grópele genant wird, weither hinauf bies auf den gipfel galbini, dan auf  
 bies auf den rüken Sirnje, über Rogoasa, und über die spize des ge-  
 bührs Predyal. bies in dessen Kurmatura, oder Sadtl in der Terzbürger  
 Straß, alwo der 29-ten Adler Terzbürg oder Bran stehet. Von hier die  
 Strasse hinauf auf den Spize Riu-Piskul Suveli. || Dan hinunter über  
 dessen Kurmatura oder Sadtl beständig auf den Wasser fall, so dan über  
 den gipfel Piscului Berlindoja kurmatura oder Sadtl Padini ku Drumu  
 über den gipfel grujului lestum. || Dan hinunter über dessen kurma-  
 tura, oder Sadtl beständig auf den Wasser fall, so dan über den gipfel  
 Piskului Berlindoja kurmatura oder Sadtl Padini ku Drumu, über den  
 gipfel grujului lestum, dessen rüken hinunter, über den Sadtl oder  
 gura podini Lungi, wo ein Steinernes Kreütz des Iheon flantsa ober  
 der lalen stehet. weithers hinauf über den rüken Padini Lungsi, über  
 den rüken Moschojului hinauf über zwey Hügel, oder Kulme a lui Druga  
 dan Sadtl alui Scheremet Hügel Paicului, über Sadtl Padina Ursului,  
 über den rüken Mundrului pe plainul Oilor, weiters gehet auf den gipfel  
 Suntiilie, und über die spize Petrilor Albe, gleich wie auch über zwey  
 gipfel Petrilor Albe, ferners über die spize Dudelor Mits, auf den rüken  
 und gipfel Dudelor Mari, welcher gegen obirschie, oder entsprungung des  
 Baches Breteju lieget, aber mochte über diesen ruken und gipfel des  
 gebürs Pietrilor Sztrunsi mari und Mits, weither auf den ruken ge-  
 bührs Kolczilor über Sadtl, und entsprungung Baches Oroaba, auf den  
 ruken des gebührs Stina Batrina über den Sadte Valii Domniü, auf  
 dessen ruken Sadtl und Entsprungungflusses Ialomitza, über den gipfel  
 Pietrii Omului. Weither auf den rüken des gebührs Muntele Moraru,  
 welches sich mit der gebührge Bukschoja von Siebenbürgen benahbart.  
 Hier stürzet sich die Graniz hinunter auf den Satl morarului von hier  
 fanget an das gebürg Bajul und die graniz steigt auf dessen ruken und  
 gipfel, wie auch dessen Sadtl, so Armasaru gennent wird, und wiederum  
 auf dessen ruken bies in den Sadtl Kapatsina Porkului. von hier erhöht  
 sich auf die spize Kapatsini porkului, welche Praovitza wie auch Pre-  
 deal gennent wird, dan gehet die graniz immer auf den ruken dessen  
 gebührs über Pojana Vorban, und weithers auf den ruken, bies auf

den Vladez, von da in die Temescher Strasse, alwo den 30-ten Adler Predial genent, steht. || Weithers gehet die graniz über die Strasse des Temescher fusses quer hinauf auf den Wasserfall, auf den ruken gebürgs Poristok Szuszajul, auf dessen spize ruken und Sadtl, bies o-birschia oder entsprungung Szaroztemesch von hier auf den ruken des gebürges Piatra über die weissen Pojana Sudestzului und immer auf dessen rüken hinauf über dessen spize, ober den Felsen piatra mare so dan berg ab gegen Mittag beständig auf dessen ruken bies auf den Sadtl Pareu Roschu oder Verespatak, von hier über den ruken des gebürhs Lakn Roschu, über dessen spize, dan über den gipfel des gebürges Fuskn, so sich mit dem gebührg Muschitza gegen Orient an der spize sich conjungirt, dessen Sonnseitlige Lehen den Siebenbürger Inwohner Paltina zu nenen flegen, weithers auf den rüken besagten Muschizi hinunter auf den Sadtl Predialuzo bey der entsprungung der Doftana über den gipfel Ladoséveni, über den Sadtl des gebürghes Urtalu, über spize wie auch dessen ruken und über den Sadtl oder Kurmatura Csora, dan über dessen spize über den Sadtl Lanoga a lui Martin, über den gipfel des gebürghes Zanoga Mortului, dan über den Sadtl Valia niagra, über dessen gipfel und Sadtl, über dessen Sonnseitilige lehen von Siebenbürgen, so Pitsorn Kapri genenet wird, dan auf den Fluss des Wasser fallles auf das gebührg Bobu mare, welches die Siebenbürger, Pitsorele Kaprilor nennen. ferner auf den ruken des gebürhs Bobu mik so sich mit dem Siebenbürgischen gebührg Muntele Kailor vereyniget, dan über den Sadtl des gebürghes Babesti über dessen spize und ruken mit der waldung so sich wiederum mit dem gebührge Muntele Kailor vereiniget, dan über Sadtl oder Kurmatura mit zwey aufgeworfenen haufen oder Morile, über den ruken des gebürghes Bratoesa Pietrosu, über dessen spize, dieses gebührg vereiniget, sich auf per Spize des Seibenbürgischen gebürghes Zanoga Bratoesa, auf den ruken des gebürghes Figci, über dessen Spize, so sich mit den gebührg Csukasch und Koleszu Naeti, auf siebenbürgischer seite conjungirt, über den rüken des gebürghes Kur roschu, oder Kuru pamuntului, über diesen spize, welches die Siebenbürger Pivoschka nennen. Weithers über den gipfel des gebürghes Stinalor Valia, und dessen ruken, so sich auf der spize mit den gebührge Laptelui vereiniget, welches Siebenbürgischer seits Kekko genenet wird, und auch über diesen Sadtl. Von hier steigt die graniz hinauf auf den ruken mit der Waldung oder Kulme ku padure Bokirnje. Dieses stehet auf dass siebenbürgische gebührg Tataru mik, oder Kistatar bies in die Bosaue landstrassen und Otaschu gennent wird, wo der Adler Kinay Telo oder Virful alui Krai No. 31: existirt. || Von hier laufet die gra-

No. 19.  
1792  
Aug. 28.

- No. 19. niz auf den ruken, und über die spize Tataru Mare, so die Siebenbürger Tataruscha oder Kistatar nennen, weithers auf dessen ruken, welches Siebenbürgeseits Dialu Bik heissen, von hier immer auf dessen ruken, bis auf den Sadtl oder Kurmatura Krazna so dan auf den Bach Kratza hinunter bies in den Fluss Boza. so gura Kratzni nahmen führet. Von hier auf den Bozauer flus hinunter bies zum Felsen la Kieje oder Schlüssel. Hier wird von den Fluss Boza abgewichen, und steigt die graniz hinauf gegen Orient auf Dialu Kieie allwo der N-ro 32 stehet, und den Nahmen Szent Lasslo Kirai Keie oder Szwiata Iuj lasslo Kraj Piatra Führet. || Von hier immer hinauf auf den rüken des obbesagten Dialu Kiei, weither über zwey wesen, die Kis und Nagybola genennet werden, ferner laufet die graniz hinunter auf den Virfu pojana ku Piatra, Kurmatura Szurdukului, welche Heroduku und Surduka nahmen führen. Weithers gehet die graniz auf den Szerduker Bachs hinunter bies an die ende oder schweif des gebühriges Hoscu Havas fark genennet wird, hier bleibet der Bach Boczka und das Bachel, so von den Adler Hoscu Havas fark herunterfließt rechts in der Wallahey, und steigt die graniz auf den zweyten ruken, oder kulme des gebühriges Haszani-schele, oder Hoscu Havas weithers hinauf gehet auch über dessen Sadtl, oder kurmatura. So dan steigt wiederum auf den ruken, oder Mutje bies an den Adler Hoscu Havas fark oder muntie Piskului Haschasch N-ro 33-to. || Von hier ferners über des Hoszu Havas sonnseithige lehn in schröger linie, über den Sadtl Petakului, über den Bach Petak, quer überschidet den ruken des gebühriges Hosu Köz, und gehet in den Bach gura Temeschului, wo sich in den Bach Busculiza, oder Kisboczka stürzt von hier auf den Bach Temeschoju hinauf bies auf dessen Entspringung oder obirschie, dan auf den Sadtl Baleskului, wo der 24-te Adler Boroskaju stehet. || Von hier weither etwas links gegen Mitternacht bies auf die spize des gebühriges Baleskul, von hier hinunter auf den Bach Csulifanos bies in den Bach Buszka oi oder Olar Baczka, dan von hier auf besagten Bach hinauf bies auf gura Isvorului, so aus den gebührig Ginegiovil hinunter fließet, auf diesen Bach langst, den auf Siebenbürgische Seite fallenden gebührige Magyaros auf den Bachel bies auf Sadtl des gebühriges Gynegyului, so auf den Wallachischen Seite ganz fallet, von hier auf den ruken des gebühriges Gorul bies auf dessen untersten Abhang, wo selbst der Adler Gorul Patak Nr. 35 stehet, und das Triplex confinium zwiesen Siebenbürgen Wallachei und Moldau existirt. Nach dem sich nun die ganze graniz auf obbeschriebene Arth, nachden Allerhöchsten Willens meynung Beyder Höchen Hoffe, so wie sie in Jahr 1788, das ist nach Türkischer Zeitrechnung 1202, be-

standen getreulich vorgefunden hat, so sind zu mehrern Bekräftigung zwey gleich Lauthenden Reambulations Instrumenten verfasst, und von uns beiderseithig bevollmächtigten Commissarien unterschrieben, besiegelt und ausgewechselt worden. So geschrieben zu Fokschan, den 28 Augusti 1792. No. 19.  
1792  
Aug. 28.

(L. S.) Stojanich,  
obrist Lieutenant und Kays:  
Königl: bevollmächtigte Commissair.

(L. S.) Kallyiani.  
hauptmann Kays: Königl: mit  
Comissair.

No. 20.—Instrumentul de reambulare a fruntarii dintre Moldova și Transilvania de la Folticenii din 14 Noemvrie 1792.

Gräntz Reambulations Instrument!

Zwischen dem Gross-fürstenthum Siebenbürgen und der Moldau!

Da Vermög unterfertigten Systoffier friedens Tractat nach türkischer Zeit-Rechnung den 3-ten des Monaths Zilhidsch-Ische 1205 oder Neuen Still von 4 Augusti 1791, von der Erlauchten Hohen Pforten, und dem Allerdurchlauchten Kays: Konigl: Hoff, die Gräntze zwischen dem Gross-fürstenthum Siebenbürgen, und der Moldau zu Reambuliren beschlossen worden, so sind von der Hohen ottomanischen Pforten, der Szabiká Málje Teszkereceszi Száádótlu Hádsi Abdula Efendi, und der Chászá Mimar Hálefászi Izellu Hádsi Achmet Nurrtáh Efendi und wir Endesgefertigte von Kays: König: Wiener Hoff, als Bevollmächtigte Beyder Hohen Höffen ernant worden, und haben wir nach ottomanischer Zeit-Rechnung den 10-ten des Monaths Muchárem 1207, oder Neuen Still an 29-n Augusti 1792, den anfang der Reambulation Beym Triplex-Continium gemacht, alwo der ursprung des Gor-Bachs, und der Zusammenhang der Beyden Gebürgsfüssen Gyürgyn und Gor die dreifache Gräntze zwischen Siebenbürgen, Wallachey und der Moldau ausmachet: und von obbenanten ursprung gehet die Gräntze dem Gor Bach hinunter bis wo dieser Bach in die zábolá Putna einfällt, wo sich die 35-te Gräntz-Adlers-Taffel Gor genant befündet! || 2). Von obiger gräntz taffel macht der zábola Putna Bach aufwärts lincks bis zu seinen ursprung die gräntze: Von dem ursprung der zabola Putna gehet die gräntz Linie quer über den Rücken des Haray oldola, Wallachisch Fácze Heresoje genant, in grader Linie bis an den ursprung der Vrántsa Putna. In die- No. 20.  
1792  
Noem. 14.

- No. 20. ser Linie zwischen Beyden Urspringen befindet sich die 36-te Gräntz-  
 1792 Adlers-taffel, welche Haray oldolla genant wird! || 3). Von den Ur-  
 Noem. 14. sprung der Vrantsa-Putna sohin erstreckt sich die Gräntze Abwärts in  
 diesen Bach bis dahin, wo der Bach Szároz-Patak, oder Wallachisch  
 Meruluj in die Vrantsa Putna einfließet, alwo sich abermahlen an einen  
 fuss-Steig, der in die Moldau nach dem Dorff Koza führet, auf einen  
 Wiesenfleck, oder Pojáne eine Gräntz-Adlers-Taffel Vrantsa Putna, oder  
 Wallachisch Messtáha unter den N-ro 37 genant Befündet. || 4). Von  
 dieser ersagten Gräntz-taffel nimmt der flus Vrantsa-Putna seinen wei-  
 teren Lauf rechts in die Moldau, und dienet nicht mehr zur Gräntz-  
 scheidung an sondern nimmt die Gräntz Linie ferners Lincks gegen Norden  
 ihren Gang, über den Güpfel und Rucken des steillen Berges Messtákéte  
 So Bértz, oder Wallachisch Pitsoru-Sseri, Vále-Lipse oder Wallachisch  
 Perou-Páltinis, Jáhoros Bertz, oder Wallachisch Páltinisch Harang Bértz,  
 und gehet bis in den Bach Lipse, wo selbst aus dem Berg Kalabuts, oder  
 Walachisch Klébuk eine Quelle, oder Bachel einfließet; diese Bachel ma-  
 chet die Gräntz-scheidung bis auf den Kalabuts, Walachisch Klébuk auf-  
 wärts in beständig dicken Buchen und zum Theil mit Tannen vermischten  
 Waldungen, alwo sich mehrmahlen eine Gräntz-Adlers-taffel unter den  
 Namen Kalabuts N-ro 38 befündet! || 5). Von diesen mehr Bemerckten  
 Berg Kalabuts, oder Klébuk, gehet die Gräntze gegen Norden grad in  
 einen Wasser-Riess, die von diesen Berg entspringt, und durchschneidet  
 die Válje-Káson, dann gehet die Linie in den aus-riess, oder Wallachisch  
 Skurssurá aufwärts bis zu dem Berg-Rucken, und Hügel Dobocka-Fenye,  
 oder Wallachisch Karatté genant, bis zum fuss des Berges Fejér Viz oder  
 Runku-Alb, welcher bis an den Ojtos-fluss anstosset, alwo sich gleicher  
 gestalten über diesen fluss Ojtos eine Gräntz-Adlers-Taffel, Nahmens  
 Hindopatak, oder Wallachisch Csernike, unter den N-ro 39 Befündet! ||  
 6). Von dieser Gräntz-Taffel formiret die Gräntz den Bach Hindopatak  
 bis zum einfluss des Csernike-Patak, sodann diesen Bach aufwärts bis zu  
 dessen ursprung, welche beyde Bäche unter einen Nahnen Csernike bey  
 denen Moldauer erscheinen, aus diesen Bach ein in verschiedenen Gri-  
 mungen bey zwey Stunden Lang daurenden fluss-Steig in einer Hoch-  
 stämmigen Buchen Waldung über den Berg Rucken Csernike, oder Bey  
 die Moldauer auch der fuss des Kis-Havas genant wird, alwo sich die  
 Gräntz-Adlers-taffel N-ro 40 Csernike benant, befündet! 7). Von dieser  
 Gräntz taffel laufet die Gräntze fort Rechts, in dass so genante Bachel  
 Perou Pesskár, und gehet in diesen hinunter bis zu den Einfluss in  
 Szalonez-Patak, oder Wallachisch Szlenik, abermahlen in diesen hinunter  
 bis wo der Ketskés-Patak in Szlenik einfallet, sohin diesen Ketskés-

Patak, weiters hinauf bis unter den abhang des Berg Ketskés, Von hier ziehet sich die Gräntz über den Berg-Rucken des Ketskés dessen Bach Lincks lassend.; bis an den abhang, des Bergs Nagy-Sándor, od. Wallachisch Sándru Mare hievon weiter auf den Berg-Rucken bis zum Güpfel des Kis-Sándor, oder Sándru Mik, und gehet abermahlen auf den Berg-Rucken bis Szél-Kapu, oder Wallachisch Porte de Vent; Von hier ferners bis auf den Güpfel des Kis-Nemere, oder Nemere-Mik, und von da auf den zusammenhang des Kis, und Nagy-Nemere, alwo die 41-te Gräntz-Adlers-taffel Nemere, auch sonst Szélskapu genant, stehet! || 8). Von hier gehet die Gräntze über den Berg-Güpfel des Nagy-Nemere, und laufet auf den abhang desselben bis zum zusammenhang des erst gedachten Nagy-Nemere, und Nemere-Fark-Havas, alwo sich abermahlen eine Gräntz-Adlers-taffel unter N-ro 42 Nemere-Fark-Havas genant, befündet. || 9). Ferners Traversiret von diesen Adler die Gräntze in dem Bach Kis-Ketskés sonst auch Nemere Bach, Wallachisch und ungarisch Benamset. in diesen hinunter bis in den Einfluss, des Bardotz Patak, oder Wallachisch Berzentze, an diesen hinunter bis zum Uz Patak, und von da diesen Bach hinauf bis gradt gegen über dem Berg fuss Magyaros Sorka, oder Wallachisch Pitsoru-Obrezeskul zum so genannten Kü-kert, od. Wallachisch Gárdu de Piatrá, alwo unter diesen Nahmen die 43: Gräntz-Adlerstafel stehet! || 10). Hievon gehet die Gräntze Lincks über Magyaros-Sorka, oder Wallachisch Pe Pitsoru Oberzeskul. am Berg hinauf, bis wo sich die alda befündliche Fuss-Steige kreutzen von welchen einer auf dass Moldauische Gebürg Lápos, der andere auf das Siebürgen Gebürg Magyaros, bis unter den Güpfel desselben fort laufet, und von hier formiret die Gräntze der aus dem Magyaros entspringende kleine Bachel bis zu dessen einfluss in Csobános Patak und an diesen hinauf bis zur Mündung des kleinen Bachel Kerunte, genant. Von diesen Punckt, wo erst genantes Bachel in Csobános-Patak einfällt, gehet die Gräntze Lincks an abhang des Solyomtárs an einen kleinen Bachel, (welches unter der anhöhe des Solyomtárs entspringet) hinauf, alwo sich auf den güpfel des Gebürgs Solyomtárs, unter eben diesen Nahmen die 44-te Gräntz-Adlers-taffel befündet. 11). Von hier laufet die Gräntze in dem Bach Pritske, welchen die Moldauer Solyomtár Patak nennen, diesen hinunter bis zu den Einfluss in die Szuleza und an der Szuleza hinauf bis an die Mündung des Bachs Aga-Piaze, an diesen Bach ferners hinauf bis auf den Güpfel von Kerek-Bük, alwo sich auch ein altes Moldauisches Ochsen-Kopf zeichen in einen Baum befündet, von diesen Güpfel hinunter bis an dem Bach Csüges, schneidet diesen der quer, als dann über die Pojâne alui Stán, neben den Brun.

No. 20.

1792

Noem. 14.

- No. 20. welchen die Siebenbürger auch die Pojáná-Kotumbá nennen, von hier  
 1792 schneidet die Gräntze einen Bergsabhäng, welchen die Moldauer Fáygyétu-  
 Noem. 14. Alb, die Siebenbürger Fejér-Büh nennen, und dann wieder quer über den  
 abhäng des Gebürgs Apa-Havas, wo eine Huth-Weiden ist, und aber-  
 mahlen, weiter auf den Berg-Rucken Eget-Mezö, oder Wallachisch Pojáná  
 Arss, bis Arsiczá-Popoi, nach diesen auf den Berg-Rucken Aldamás-  
 Mezö, neben den Verhack, bis Aldamás Sorka, und von da weiters auf  
 diesen Rucken längst denen Palisaden bis zum äussersten Thor des Gy-  
 mes-Passes alwo die 45-te Gräntz-Adlers-Taffel am Ende der Brucken  
 gegen der Moldau stehet. || 12). Von diesen Adler gehet die Gräntze  
 Lincks nach der Länge der Laufenden Schantz, bis an den Tattros fluss  
 schneidet denselben der quer, und gehet grad in die Mündung des Bachs  
 Csudamirul und laufet so dann diesen Bach hinauf bis wo selber ent-  
 springt, von dieser Quelle schneidet die Gräntze den Berg-Rucken des  
 Gebürgs Csudámir der quer, gehet auf den Rucken etwas hinauf, aber-  
 mahl hinunter bis wo sich der Fuss-Steig kreuzet, welcher auf den  
 Csudamir Berg-Rucken gehet, traversiret sodann an der Berg-Lehne  
 zwischen den Csudamir, und Tar-Havas, steigt hinauf auf den Berg-  
 Rucken Tar-Havas, wo sohin die Gräntze beständig auf diesen Berg-  
 Rucken fortlaufet, bis zum Güpfel des Gebürgs, alwo sich die 46-te  
 Gräntz-Adlers-taffel Grindus befündet. || 13). Von hier gehet die Gräntze  
 auf den Berg-Rucken Tar-Havas, bis zu dessen Güpfel, alwo Rechts ein  
 Fuss desselben gegen der Moldau, und Lincks ein Fuss gegen Sieben-  
 bürgen sich ziehet. Von dem Mittel Punckt dieser Beyden Füssen fallet  
 die gräntze grad hinunter in dem Bach Tarkucza, schneidet denselben  
 der quer, und steigt auf den Fuss des Berges, Tarkucza, über die Po-  
 jáne Nahmens, Arsiczá-Tarkuczí, und gehet weiters hinunter über das  
 kleine Bachel Bálványos und sohin aufwärts über die Berghs-Lehne des  
 Gebürgs Bálványos, bis zu den Gebürg Melleg-Havas, alwo unter diesen  
 Nahmen die 47-te Gräntz-Adlers-taffel sich befündet. || 14). Von dieser  
 Letzt berührten Taffel nehmet die Gräntze weiters ihren Lauf Lincks  
 auf den Berg-Rucken des Fusses Melleg-Havas bis ins Thall hinunter,  
 schneidet den Bach Brátos der quer, und steigt sohin auf den Berg-  
 Rucken des Fusses Roska-Keresst bis zur Pojáne dieses Nahmens oder  
 Wallachisch Krutsa-Rosi. Von dieser Pojáne steigt die Gräntze als dann  
 bis zum nächst Liegenden Güpfel des Toroglás, welchen die Moldauer  
 La Bour nennen. Von diesen Güpfel gehet ferners die Gräntze hinunter  
 auf den mittleren Fuss des Berges gegen Siebenbürgen, und schneidet  
 den Bach Ecze-Patak oder Wallachish Peroul-Acze der quer, und steigt  
 sodann auf einen Hügl, von da hinunter zwischen Beyden quellen des

Ecze Bachs so zwischen den Siebenbürger Gebürg Hossu-Havas, oder No. 20.  
 Wallachisch Muntile-Lung, und den Moldauer-Gebürg Flora laufet, den 1792  
 Ursprung des Baches Iványos, Lincks lassend. die Gräntze steigt alsdann Noem. 14.  
 über den Zusammenhang des Flora, und Fundu-Iványos, und von da bis  
 zum Ursprung des Tykos-Patak. Dann macht dieser Bach die Gräntze  
 bis selber in den Fluss Békás einfällt, ferners an Békás Fluss hinauf bis  
 zur Mündung des Küssürüköpatak, oder Wallachisch Pissirig, alwo unter  
 diesen Nahmen die 48-te Gräntz-Adler-Taffel sich befündet. || 15). Von  
 dieser Taffel gehet mehr erwehnte Gräntze in dem Bach Küstürüköpa-  
 tak hinauf bis zu dessen Quelle, welche, von einen Fuss des Gebürgs  
 Káprá so auch Wallachisch Fezetsélu Kápri heist, entspringet, von da  
 gehet diese weiters auf den Rücken des Fusses Pitsoru-Fezetsétului und  
 fällt in dem Bach Bistrá der Mündung des Bachs Peroul-Fremturi, grad  
 gegenüber, und laufet sodann am Bisstrá-Bach hinauf bis an die Mün-  
 dung des Bachs Bistrucza, läst diesen Rechts, und steigt Lincks auf  
 den Rücken des Fusses Csitsiri, bis auf die Kurmetura Pentikului, alwo  
 unter diesen Nahmen die 49-te Gräntz-Adlers-Taffel sich befündet. ||  
 16). Von erst besagter Taffel gehet abermahl die Gräntze von den Ur-  
 sprung des Bachs Péntek in demselben hinunter bis zu dessen Einfluss  
 in dem Bach Kis-Besstereze Wallachisch Bisstritsare, und sodann an  
 diesen hinauf bis wo der Kis-Fenyös patak oder Wallachisch Peroul-  
 Pressekaruluy in die Kis-Besstereze einfällt, von da etwas hinauf bis an  
 die Mündung erst gedachten Kis-Fenyöspatak alwo unter eben diesen Nah-  
 men die 50-te Gräntz-Adlers-Taffel steht. 17). Von hier laufet aber-  
 mahlen die Gräntze in Bach Kis-Fenyöspatak, oder Wallachisch Peroul Pres-  
 sekaruluj hinauf, bis zu dessen Ursprung, und von da steigt diese auf den  
 Güpfel des Kis-Fenyös-Teteje. Wallachisch Petrelle-Rosi, von hier sohin  
 gehet die Gräntze beständig auf den Fuss-Steig welcher auf den Berg-Rücken  
 gegen Albi neben der Pojäne Prelunka-Urssuluj, vorbeý gehet, bis wo zwi-  
 schen Ende des Gebürgs Albi und Czibles-Mik die Gräntz-Adlers-Taffel Ob-  
 sina-Albilos genant, 51-te N-ro sich befündet. 18). Von dieser Taffel  
 gehet die Gräntze weiters auf den Güpfel des Czibles-Mik, und von da  
 Lincks hinunter auf den Zusammenhang zwischen Czibles-Mik, und Czi-  
 bles-Mare, oberhalb der Quelle des Bachs Kis-Gelenczés oder Wallachisch  
 Krisstisoru und laufet in diesen Bach hinunter bis selber in dem Bach  
 Kis-Fekete Viz Wallachisch Nyágrá-Ssekujásska einfällt, und sodann an  
 diesen erst gedachten Bach etwas Lincks hinauf, bis zum Veres Bors-  
 sek, Wallachisch Fentina Vinuhj, alwo unter diesen Nahmen die 52-te  
 Gräntz-Adlers-Taffel sich befündet. 19). Die Gräntze gehet von  
 dieser Taffel am Bach Kis-Fekete Viz, oder Wallachisch Nyágrá-Szoku-

No. 20. 1792  
Noem. 14. jásksa, hinauf bis zur Mündung des Bachs Drágojásse, alwo sich abermahlen eine Gräntz-Adlers-Taffel No. 53 unter diesen Nahmen befindet! || Allhier verlässt die Gräntze den Bach Kis-Fekete-Viz, und nimmt ihren weiteren Lauf in dem Bach Drágojásse aufwärts bis zur Mündung des Bachs Peltinis, und an diesen Bach Peltinis, hinauf, bis zu dessen Quelle, welche die Moldauer Apá lui zobán, nennen, von dieser Quelle steigt ferner die Gräntze auf den Zusammenhang der Gebürgen Peltinis und Diálu-Drágujási, welcher Zusammenhang Prisslop heist, wo eine kleine Pojáne ist. Von hier gehet die Gräntze auf den Bergabhang des Gebürgs Diálu-Drágujási beständig auf den alda befindlichen Fuss-Steig fort, bis wo der oft erwehnte Diálu Drágujási mit einen Fuss des Gebürgs Kelimán, welcher Fuss Butsinís heist, zusammenstosst, schneidet diesen der quer, und fallet oberhalb der Quelle des Bachs Butsinis ein, und von hier zieht die Gräntze am abhang des Gebürgs Kelimán in einen Wasser-Riess bis zu einen alda befindlichen Felsen, diesen Lincks Lassendt, gehet alsdann die Gräntze weiters Beständig in den alda befindlichen Fuss-Steig bis zum Gebürgs-Fuss Csere-Bák und auf den Rücken dieses Fusses hinunter bis in den Bach Nagy-Fekete, Wallachisch Nyágrá Sáruluj, alwo der Bach Hájta, in dem Bach Nyágrá Sáruluj einfällt, sodann am Bach Hájta hinauf bis zur Mündung des Bachs Szkáfa als dann in diesen Bach abermahl hinauf bis zur Mündung des Bachs Teituri, und an diesen kleinen Bachel bis zum Bachel, und Ursprung Pietrille Rose aufwärts, welche dreyletzt benante Bachel bey denen Siebenbürger unter einen Nahmen Siráde genant werden, und von da auf den Rücken des Gebürgs Fuss bis zu denen Felsen Petrille-Rose, alwo die 54-te Gräntz-Adlers-Taffel unter diesen Nahmen genannt sich befindet. || Allhier ist das Triplex-Confinium, von Siebenbürgen, Bucovina, und der Moldau: Wo die Gräntz Reambulation von Gross-Fürstenthum Siebenbürgen, und der Moldau von der bevollmächtigten Demarcations-Commission beschlossen wird, und mit unsern eigenen Unterschieft und Petschaft bestättigen. || Sig: Fultitsén nach ottomanischer Zeitrechnung den 29-ten Rebiüvel 1207 oder Neuen-Still den 14-ten November 1792.

Wzlr von Thurnfeld m. p.  
Major.  
Kays: Königl: Bevollmächtigter.

Ernestus v. Aumer m. p.  
Hauptmann.  
Kays: Königl. Commissair.

IV.  
TRACTATELE  
DINTRE  
TURCIA SI RUSIA.

**No. 21. — Tractatul de pace de la Prut, din 21 Iulie 1711**

Traité de Paix entre Sa Majesté Czarienne Pierre Alexiowitz et Achmet Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresse d'Azof doit estre rendue a la Porte Ottomane, avec demolition de quelques autres Places et Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6 de la Lune Gemaiel-Achir l'an de l'Hegire 1123 et le 21. Juillet 1711. [Sur une Copie envoyée de Constantinople par un Ministre public.]

No. 21.  
1711  
Iulie 21.

La raison de cet Ecrit auquel on doit ajouter foi est: Que par la Grâce de Dieu, la Victorieuse Armée Musulmanne, ayant étroitement resserré le Czar de Moscovie avec toute son Armée dans le voisinage de la Rivière de Pruth, il a lui-même demandé la Paix, et sur ses Instances, les Traitez et Articles ont été reglez et accordez en la manière, qui suit. || 1. Qu'il rendra la Forteresse d'Azoph avec son Territoire et ses dépendances, dans le même état où elle étoit quand il la prit. || 2. Que Faiganrock, Kamenki, et le nouveau Fort, construit sur la Rivière de Saman, seront entièrement démolis, sans que jamais on puisse faire bâtir d'autres Forts au même lieu; et que le Canon avec les Munitions du Fort Kamenki, seront laissez à la sublime Porte. || 3. Que le Czar ne se mêlera plus des Polonois ni des Cosaques, qui dependent d'eux, et qu'on apelle Barabasci et Potcati, non plus que de ceux qui dependent du très heureux Han-Doulet-Gherai, mais qu'il les laissera sur l'ancien pied et qu'il retirera toutes ses forces de leur Païs. || 4. Que les Marchands pourront venir avec leurs Marchandises sous la Domination bien gardée; mais que personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur. || 5. Que tous les Musulmans qui ont

No. 21. été faits Prisonniers, ou Esclaves par les Moscovites, avant ou pendant  
 1711 cette Guerre, seront remis en liberté. || 6. Que le roi de Suède s'étant  
 Iulie 21. rangé sous les Ailes de la puissante Protection de la Haute, aura un  
 libre et sûr passage pour s'en retourner, sans pouvoir y être empêché,  
 ou retenu en aucune manière par les Moscovites; et que la Paix se fasse  
 entr'eux, s'ils sont inclinez à la faire, et s'ils peuvent s'entendre entr'-  
 eux. || 7. Et à l'avenir il ne sera fait aucun tort ou dommage par la  
 Porte aux Moscovites, comme pareillement ceux-ci n'en feront point aux  
 Sujets et dépendans de la Haute Porte.

La Bonté Royale et infinie de mon très Puissant et Gracieux Seigneur et Empereur est suppliée qu'illui plaise de ratifier les susdits Articles; et d'oublier la précédente mauvaise conduite du Czar. || C'est en la manière ci-dessus exprimée, qu'en vertu du Plein-Pouvoir, qui m'en a été donné, j'ai fait la Paix avec lui, et lui en ai consigné l'Instrument. Nous conviendrons aussi des Otages, qui seront donnez par le Czar, pour l'accomplissement des Articles, qu'il contient. Pareillement les Traitez de Paix appelez Temeruki seront échangez de part et d'autre; et ensuite l'Armée du Czar pourra s'en aller librement en son Païs, par le plus court chemin; sans qu'il lui soit fait aucun empêchement par l'Armée Victorieuse, ni par les Tartares, ni par d'autres. Tous les Articles ci-dessus seront exécutez, et la Capitulation échangée des deux côtes; ensuite de quoi, et après que tout aura été à éfet, nous donnerons congé aux deux Otages, qui se trouvent présentement dans l'Armée Victorieuse, savoir le Renommé entre les Grands de la Nation du Messie le Chancelier Privé, Baron Pierre Schaphiروف, et le Petit-fils de Czeremet Mihel de Boriz, desquels la fin soit heureuse; et nous leur permettrons aussi-tôt de retourner en leur Païs. || En foi de quoi, le présent Instrument a été signé au susdit Camp le 6 de la Lune Semaiel-Achir de l'an 1123; ou le 21. de Juillet 1711.

Autre Copie du même Traité signée des seuls Ministres de Sa Majeste Czarienne. Au camp, le 12. Juillet. vieux stile 1711. [Sur une Copie qu'on dit avoir été communiquée a Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies par l'Ambassadeur de Sa Majesté Czarienne.]

Divina favente gratiâ Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czari et Magni Ducis Petri Alexiowitz totius Russiae Autocratoris nos infra scripti nominati Plenipotentiarîi hisce notum facimus. Noscum Serenissimi ac Potentissimi Domini Sultani Achmetis Chami Illustrissimo Magno Vizirio Machmete Passia, post exortum inter utriusque Im-

perium Bellum, sequentem de aeterna pace Tractatum conclusisse. || No. 21.  
 1. Postquam Pax inter Czaream Majestatem, et Sultaneam Majestatem 1711  
 quae jam antea intercessit rupta esset, utriusque Exercitus etiam jam Iulie 21.  
 manu: conseruissent, ulteriorem et omnimodam tanti humani sanguinis  
 effusionem praevertendi animo, de restauranda pace consilium initum  
 aeternumque duratura Pax sequentibus sub conditionibus inita fuit et  
 conclusa. Utpote restituantur Turcis occupatae ab illis Urbes, et noviter  
 extractae interim destruantur; utraque ex parte vacuae relinquantur:  
 tormenta omnia et res tormentaria commeatusque Bellici, et alia ex illis  
 abducta Czareae Majestati permaneant, exceptis in Camemnon Tolin  
 existentibus tormentis, quae Turcis tradantur. || 2. Utrique Parti Po-  
 lonorum rebus se se immiscere vel illorum Subditos et Terras sibi  
 arrogare non sit liberum. || 3. Mercatores tam Czareae Majestatis Sub-  
 diti in Imperium Turcicum quam Sultanae Majestatis in Imperium Ru-  
 thenicum iter facere, redire et Commercia agere, omni libertate gau-  
 deant. || 4. Quia Rex Sueciae protectioni Sultanae Majestatis se com-  
 misit, idcirco Czarea Majestas, Sultanae Majestatis amicitiae gratia, se  
 illi liberum securumque reditum et transitum in ipsius terras concessu-  
 ram promittit, et, si invicem convenire passunt, Pacem cum illo initu-  
 ram. || 5. Utriusque Partis tam Russicae quam Turcicae Subditis in  
 posterum damnum vel detrimentum aliquod a nemine inferatur. || 6. Vi-  
 gore Tractatus hujus omnia antecedenter commissa acta hostilia obli-  
 vioni tradantur: et facta Exemplarium permutatione (ad quem Actum  
 nos sufficienti Plenipotentia instructi sumus) utriusque Partis Exercitus  
 recedant neque in itinere alter alteri impedimentum afferat vel dam-  
 num. || 7. Captivi Turci quotquot illorum in Imperio Czareae Majestatis  
 et praesenter hic in Castris reperiuntur libertate donabuntur; similiter ex  
 parte Sultanae Majestatis omnes post ruptam Pacem in captivitatem  
 abducti Subditi Rutheni dimittentur et pristina libertate gaudebunt. In  
 quorum fidem nos hunc Tractatum propriis manibus subscripsimus. Si-  
 gilloque notavimus, et cum Illustrissimo Magno Vizirio Exemplaria per-  
 mutavimus.

Datum in Castris Turcicis, stilo veteri die 12 Iulii 1711.

Imperii Vice-Cancellarius	Generalis Major Comes
Baro Petrus Schaffirouw.	Michel Scheremetouw

## No. 22.—Tractatul de la Constantinopol, din 16 Noemvrie 1720.

No. 22. Essendo che la Pace ed Amicitia che già era stata stabilita trà la  
 1720 Fulgida e Sempre Stabile Porta, e Sua Maestà il Czaro di Russia con  
 Noem. 16. termine di trenta anni coll' intervento d'alcuni accidenti fù stata cambiata in hostilità ed inimicitia nella ripa del fiume Bruth con fuoco d'hostilità, che vomitava delle fiamme, e dichiaratosi lo consenso e lo destino divino Sua Maestà Czarina inclinandosi alla pace e parimente la Fulgida Porta concordandosi alla medema nel medemo luogo alli 6 della luna Semasiel Ahir dell' anno 1123. essendo accordati sopra il fondamento della pace certi punti e condizioni con stabilità e fermeza furono stati consegnati e ricevuti vicendevolmente, d'ambe le parti li instrumenti della sodetta pace. Ella poiche nell' essecuzione e coltivazione d'alcuni punti scorgendosi dalla parte di Sua Maestà Czarina qualche trascuragine, haveva cagionate delle confusioni alla detta pace. in tempo che la fulgida Porta S'accomodava ai nuovi apprestamenti di guerra, Sua Maestà Czarina havendole fatte l'occasioni le quali s'opponavano alla confermazione della pace con la coltivazione di tutti gl'articoli in essa specificati per mezzo dé mediazioni alli 10. della luna Rebbiul ewwel dell' anno 1124 in tempo di Jusuff Bassa all'ora Supremo Veziro havutasi la conferenza nella quale fù stato stabilito e racordato sopra sette articoli e doppio consegnati e ricevuti d'ambe le parti gl'instrumenti della pace, Sua Maestà Czarina non havendo coltivate le condizioni con menar fuori dalla Polonia le Sue truppe conform'era stato specificato in uno delle sette punti preaccennati fù stato fatto un altro movimento di campo e la Fulgida Porta transportata da Constantinopoli in Adrianopoli, ove fatte le provisioni delle milizie, e già essendo in procinto di camino, Sua Maestà Czarina mostrandosi di nuovo stabile nell' amicitia e nella coltivazione perfetta di tutte le condizioni della beata pace di nuovo in Adrianopoli nel tempo del difunto Aly Bassa allora Supremo Vezirio, havutasi la conferenza più delle volte trà li Ministri Plenipotenziarii d'ambe le parto furono stati accordati sopra lo fondamento della pace alcuni punti ch'erani stati specificati nell' instrumento formato in tempo di Jusuff Bassa, non occorrendo di cambiarli restorono nello suo stato, alcuni essendosi aggiunti ed inseriti, altri annichilati, fù stata conchiusa la beata pace nella più bella forma coll'accerescimento di quatro nuovi punti, ed in somma furono stati compiti 11. articoli contermini di 25. anni cominciando dall'anno 1125. e con questi belli modi la sudetta pace fù stata terminata e ridotta ad una forma regolata ed approbata. e venute dalla parte

di Sua Maestà Czarina le lettere di Ratificazione in conformità dell'in-  
 strumento d'ambe le parti consegnati e ricevuti fù fatta compitamente  
 d'ambe le parti l'essecuzione di tutte le condizioni stese e specificate negl'  
 Imperiali Capitolazioni. Ora accioche la sudetta pace e stretta amicizia,  
 che fiorisce fermamente trà la Fulgida Porta e Sua Maestà Czarina, sia  
 custodita e sinceramente coltivata, essendo venuto quì dalla Fulgida Porta  
 in segno dell'amicitia Aulico Consigliere ed Inviato Straordinario di Sua  
 Maestà, che presentemente come hospite dimora presso la Fulgida Porta,  
 Alessio Dazzoff, in vigore della comissione datagli, rappresentando più  
 delle volte l'intenzione di Sua Maestà Czarina per la confermazione in  
 stabilimento della beata pace e ferma amicitia, ed informato precenamente  
 com' anche la Fulgida Porta respira alla corroborazione ed osservazione  
 della pace ed amicitia con somma fermeza. Poiche la pace ed amicitia  
 e la ferma benevolenza s'osserva e si custodisce d'ambe le parti ho-  
 noratamente in così bella maniera essendosi stabilita per dover durar  
 in perpetuo, e durarà coll'aggiuto di Dio mentre sarà custodita ed osser-  
 vata da qualsisia acsidente contrario, ed impedimento, v'è da formarsi  
 d'ambe le parti perpetuamente un'eterna quiete riposo e sicurtà eli sud-  
 diti comuni conforme che desideravano, hanno ottenuta la loro libertà  
 e sicura tranquillità come salvi d'ogni sorte d'accidenti, essendosi dunque  
 rappresentato, come Sua Maestà Czarina havesse una stima particolare,  
 accioche la pace ed amicitia temporale fosse stabilita eternamente e per  
 quel fine destinandosi dalla parte di Sua Maestà Czarina con ampia fa-  
 coltà Aulico Consigliere e sodelto Plenipotenziario Straordinario. Poiche  
 questo negotio v'è di tal qualità che concerna la regola degl' Imperii ed  
 il riposo delli sudditi in quest' accordata eterna benevolenza, la Fulgida  
 Porta usa dello stile e delle frasi convenevoli ad una tal amicitia, la  
 pace temporale accioche sia roborata e fermata in perpetuo. Le di cui  
 condizioni stese nelli Imperiali Capitolazioni dovranno essere strettamente  
 osservate e perpetuamente coltivate per esser un aggiunto, essendosi sta-  
 bilita in una bella forma. Frà li punti stesi nella Sacra Capitolazione es-  
 sendosi fornito il termine dell'articolo, che specifica il passaggio del Rè  
 di Suecia in Suo Regno e la forteza Asof essendo stata consegnata alla  
 Fulgida Porta, l'articolo spiegante la restituzione delli canoni di bronzo  
 dall' antico trovatisi dentro in luogo di quelli di ferro, essendosi adimpito  
 dalla parte di Sua Maestà Czarina li detti due punti non occorendo biso-  
 gno d'esser inseritti, si levano via e li restanti tutti gl'altri punti essen-  
 dosi stesi e specificati, ora per la corroborazione della beata pace e stretta  
 benevolenza eternamente stabilita alli dui detti articoli s'aggiungono al-  
 cune condizioni e gl'altri due punti essendosi di nuovo accresciuti final-

No. 22.

1720

Noem. 16.

No. 22. mente la capitolazione della presente perpetua pace si conchiude sopra 13  
 1720 articoli con approvata regolarità e con prospero fine in tal forma.  
 Noem. 16.

1-mo. Le condizioni della Pace hora eternamente conchiusa da Sua Maestà Imperiale Ottomanna e Suoi gloriosi Successori e trà Sua Maestà il Czar di tutta la Russia e Suoi Successori e trà i loro subditi di qualsia nazione, essendo stabilite e fermate in così fissa forma, che devano essere stabili e ferme la necessitudine dell' amicitia e la coltivazione della benevolenza, sia così ferma, dura e stabile, che s'adempisca d'ambe le parti l'essecuzioni di tutti quelli negotii ed articoli, che possono recare maggior utile ad ambe due parti reputati ed avvertiti sinceramente tutti li danni e pregiudittii delle sudette parti; così parimente non sia dato soccorso nissuno alli nemici d'ambe le parti e gl'affari che potranno moltiplicar l'amicitia d'ambe le parti dovranno essere coltivati in modo che conviene ad una sincera pace e benevolenza eternamente stabilita, in somma la necessitudine eli vincoli dell' amicitia e vicinità dovrà essere strettamente osservata ed onorevolmente custodita d'ambe le parti in forma che conviene.

2-do. Sua Maestà Czarina sarà tenuta di menar fuori dalla Polonia tutte le Sue truppe in termine de due mesi dal giorno della sottoscrizione delli trattati e non dovrà restar dentro nella Polonia nissuna delle truppe di Sua Maestà Czarina e prima e doppo di questo trattato non resterà persona veruna dalle sudette truppe, con la scusa che fosse licenziata dalli servizii di Sua Maestà Czarina, mà in ogni maniera in termine delli sudetti due mesi saranno menati fuori della Polonia li Suoi esserciti. Sua Maestà Czarina non si mischierà negl'affari della Polonia sotto veruna scusa, e leverà la mano dalla Polonia, e con modo di mandar soccorso in Pomerania non havrà di passar per Polonia ne per le Provincie ad essa appartenenti, e nel ritorno dalla Pomerania con le sue truppe tutt' unanimamente una volta passeranno per li confini dell' altra parte della Polonia in suo dominio, e non passsarà più per Polonia in Pomerania, ed in tempo ch'il Rè di Suezia e le sue truppe saranno entrato nella Polonia, e concitarà li Polonesi contra li Russi, e li tirerà per unirsi con il Rè di Suezia, e con questo modo subito che si scuoprisce la di loro inimichevol' intenzione, allora gl'esserciti di Sua Maestà Czarina havranno la libertà d'entrar in Polonia, e d'agire nemichevolmente contro li Suoi nemici, il che non dovrà esser imputato dalla Fulgida Porta alla rottura della pace, ed in caso che per questa cagione succedesse guerra trà Sua Maestà Czarina ed il Rè di Suezia, doppo la bottaglia ritirandosi il Rè di Suezia con le sue truppe fuori della Polonia Sua Maestà Czarina non dimorando più, dovrà ritirarsi anche Ella colle

Sue truppe, e sotto veruno pretesto non restarà in Polonia nissuno delli Russi. Ed in tempo ch'il Rè di Svezia vorrà passar per Polonia in suoi paesi coll'ajuto della Fulgida Porta, all' ora Sua Maestà Czarina e le Sue truppe non potranno entrar in Polonia con questo pretesto. In tal forma specificandosi nell' Imperiale Capitulazione, si fà quest' aggiunta, cioè è, in caso che sarà sentito, ch'il Rè di Svezia ò altra qualche Potenza Christiana fosse entrata in Polonia con esserciti per ridur il Regno di Polonia in Dominio assoluto, ed hereditario, ò di guastar gl'antichi diritti e costituzioni, e la libertà della Republica di Polonia, ò di smembrar qualche parte dal Regno di Polonia ad esso appartenente, informandosi infalibilmente sopra questa la Fulgida Porta (la di cui intenzione è, accioche la libertà antica del Regno di Polonia fosse protteggiata e custodita dalli contrarii disturbi, sinche Iddio vuole che continuasse per sempre nella sua stabilità) per impedir simili mal intentionati ingressi in Polonia, e per levar tali confusioni, e cattivi accidenti, in quel tempo sarà lecito a Sua Maestà Czarina di entrar in Polonia ed havendo avertiti li sudetti accidenti, senza dimora, ò senza far qualche danno o pregiudizio alla Polonia ò alli costituzioni ed antica libertà, sarà tenuta Sua Maestà Czarina di ritirarsi fuori dalla Polonia colle sue truppe. E poiche quest' affare e privo di qualsi sia cattiva intenzione ed usurpazione, anzi totalmente per esser confirmazione e roborazione dell' antica libertà di quel Regno, quest' affare è stato scielto commune. Onde Sua Maestà Czarina per risguardo e vantaggio delli Suoi proprii interessi, ò per facilitar le Suoi negozii contra li Suoi avversarii, non dovrà entrar in Polonia, se non quando saranno entrati dentro esserciti forastieri con intenzione di ridurla in successione hereditaria, ò d'annichilar li suoi antichi dritti.

3-zo. Li Cossachi con le loro terre e fortezze, che si ritrovano da quell' altra parte del fiume Dnieper, come appartenenti al dominio di Sua Maestà Czarina che restino anche nell' avenire nella medema forma sotto il suo dominio come prima, e la fortezza di Chiova, che si ritrova da questa parte dell' istesso fiume, unitamente con li luoggetti ed appartenenze, e con li vecchy confini della medema fortezza Chiovia nella stessa forma che tali confini furono posti in tempo del difunto gloriosamente Sultan Mehmed Chan, hanno da restar sotto il dominio di Sua Maestà Czarina e da tutt' il rimanente dall' altra parte del Dnieper sua Maestà ha da levar la mano, così pure della metà dell' isola Segi, che comunica da questa parte del predetto fiume, levarà stessamente la mano. E li Cossachi sudditi di Sua Maestà Czarina non potranno ne apertamente, ne di nascosto inferir danno veruno alli habitanti Crimesi, ed alle genti delle Provincie Musulmane dipendenti dalla Fulgida Porta, siano di qual-

No. 22.  
1720  
Noem 16

No. 22. 1720  
Noem. 16. sisia nazione o dinominazione, non inferendoli contro la Pace alcun danno e pregiudizio, e venendo ad usar trapassi contro la detta pace, all' ora Sua Maestà Czarina non havrà da scusarsi dicendo, loro essere Cossachi e non Russi, mà si compiacerà di castigarli, e di prohibirli acciò non commettano tali disordini. Così parimente anche le genti dé Tartari e Cossachi che sono dalla parte della Fulgida Porta, non posson portar alcun danno ò pregiudizio contro la pace, tanto alli Russi e Cossachi, come ad ogni altro suddito di qualunque nazione e denominazione si sia, che resta sotto la ubbidienza di Sua Maestà Czarina e venendo a far qualche trapasso contra la pace, all' ora dalla Fulgida Porta siano rigorosamente castigati.

4-to Poiche la fortezza Assoff si trova di frontiere al confine della Fulgida Porta, e la fortezza Cercasco di frontiere al confine di Sua Maestà Czarina e per esser quelle fortezze confinanti, se si venisse a fabricare trà l'una e trà l'altra qualche nuova fortezza, potrebbero da ciò derivare occasioni dei disturbi, e dei cattivi effetti, per ciò trà quelle due Piazze nell' avvenire dall' una e dall'altra parte non sia fabricata alcuna fortezza: e come è stato stabilito nell' instrumento di lusuff Bassa, che in termine de quatro mesi dovesse essere rovinato, avanti che fù stata resa Assoff alla Fulgida Porta e di rovinar Tainan, Doghanrogk, permetter le provisioni trà Cercasco ed Assoff sulla terra di Cercasco la fortezza fabricata e simile fabrica e fortificazione, se questa condizione non è stata adempita sin' adesso, hora appartiene perfettamente adimpirla, e giache quando la fortezza Assoff era sotto il Dominio di Sua Maestà Czarina ed in contro alla medema fortezza sulla riva del fiume Don era stata fabricata della stessa Maestà una certa fortificazione contigua, che poi, come fù ristituito Assoff sudetto alla Fulgida Porta è stata demolita, e non v'essendo, che separi la fortificazione sudetta demolita dalla piazza d'Assoff, excepto che il fiume Don, così appartenendo essa alla fortificazione di Stessa Assoff, se la Fulgida Porta vorrà sull' istesso luogo demolito fabricar un' altra volta la fortificazione, puol fabricare.

5-to. La fortezza Assoff nella maniera, ch'è stata presa prima con li luoghi ed altre appartenenze, che sia parimente consegnata alla Fulgida Porta, e le fortezze Daigan e Cameno e la fortezza nuovo fabricata alla bocca di Samara essendo stata demolita, ed essendosi stabilito, che per avvenire non possono rifabricarsi fortezze e che resti abbandonata in deserto nel modo specificato è stato osservato, quest' articolo è stato adempito dalla parte di Sua Maestà Czarina, onde la detta

fortezza Assoff con le sue appartenenze dovrà restar in perpetuo nella No 22  
possezzione della Fulgida Porta. 1720

6-to. In tempo che fù stata conchiusa la pace alli confini di Mol- Noem 16.  
davia il fortalizio di Sua Maestà Czarina detto Camenno e la nuova  
fortezza fabricata alla bocca di Samara essendo state demolite, ed es-  
sendosi stabilite che non potranno fabricarsi ne dall' una ne dall' altra  
parte, osservandosi parimente il detto articolo per l'avenire ne dall' una  
ne dall' altra parte non sarà fabricata fortezza.

7-mo. Dal luogo, dove scaricono in Dnieper li fiumi Samar ed  
Arel fatti confini per la giusta metà trà essi fiumi sin alli loro fonti,  
e la parte che riguarda verso il fiume Samar habbia da restar sotto il  
Dominio della fulgida Porta, e che essa fulgida Porta nella Sua parte di  
tali luoghi non debba fabricar alcuna forteza, castello, ò Palanca, e la  
parte che riguarda verso il fiume Arel habbia da restar sotto il Domi-  
nio di Sua Maestà Czarina e che nella medema conformità non convenga  
alla Maestà Sua fabricar di nuovo fortezze, castelli, ò palanche, ed es-  
sendosi pur scritto avanti ciò nel trattato di pace sul fiume Bruth, trà  
la fulgida Porta e Sua Maestà Czarina, che la fortezza Assoff dovesse  
essere resa alla Fulgida Porta, come era stata avanti, presa con tutte  
le Sue terre, ed altre appartenenze, e che dalli sorgenti de sopradetti fiumi  
Samar ed Arel fin a Don ed Assoff, che sono in mezzo, le terre fossero  
divise nell' istessa maniera, com' erano in tempo, che la fulgida Porta  
avanti che Assoff fosse capitata nelle mani dei Russi, con restar quelle  
a quella parte, dalla quale furono anticamente possedute; però se in tali  
luoghi vi fossero fortezze, ò palanche, restino messe come per avanti  
appresso quello, ch' hora le possiede, e li luoghi aperti vicini a Miusa  
rovinati, restino così, come sono rovinati.

8-vo. Li Russi, Cossachi ed altri sudditi della Russia, non inferiscano  
offese, ò usino delle licentiosità contro li sudditi delli confini Ottomanni,  
come sono quelli d'Assoff, Crim ed altri ne faccino schiavi ò levino animali  
ne causino danni ad alcuno ne apertamente ne di nascosto, mà s'astenghino  
fortemente di qualsivoglia tali discapiti e licentiosità, ed accadendo qualche  
loro fatto contrario alli Patti di questa beata Pace in tal caso doveranno  
esser rigorosamente e pubblicamente castigati. Così parimente dalla parte  
della Fulgida Porta dovranno mandarsi ordini alli Chani Crimesi, alli  
Calchi e Nuredini ed altri Sultani e genti Tartare e commandanti e giu-  
dici confinarii, acciò nell' istesso modo non vada alcun di loro ne con  
pocca ne con grossa partita d'armati contro li sudditi e terre di Sua  
Maestà Czarina e non faccino ingiurie ò usino delle licentiosità con far  
schiavi o con rapir i loro animali non inferendoli danni ò pregiudizii ac-

No. 22. apertamente ne di nascosto non incomodandoli in alcuna maniera. E  
 1720 se aparirà che si trovano alcuni in qualche fatto contrario alla beata  
 Noem. 16. pace, non dovranno esser protetti, mà castigati a misura delli loro delitti  
 in virtù d'una retta giustizia e tutto ciò che venisse e dall' altra parte  
 tolto ricuperar e ristituir alli loro padroni ò achi appartenesse, e se nell'  
 una ò nell' altra parte necesse qualche contesa in così fatte licenziosità,  
 anche tali contese ed aggravi dovrà essere cura delli Chani Crimesi e  
 delli Sultani, che sono Seraskieri e Commandanti e giudici confirmarii  
 d'ambe le parti di far una retta giustizia conservando ambe le parti con-  
 finanti li patti della beata Pace e troncando dall' inconvenienze, e se  
 accadessero fatti, quali li commandanti e giudici confinarii dall' una  
 e dall' altra parte non potessero terminar, all' ora si rimettino alla Ful-  
 gida Porta, ed in tal caso conviene procurar ch' anche tali cravezzi,  
 comme meglio che si potrà, sollecitamente senza cavili e prolungamenti  
 siano terminate.

9-no. Le genti di Calamuchi facendosi nemici s'apportassero danni  
 ed offese alle genti Crimensi dipendenti dalla fulgida Porta ed alla gente  
 de' Nacchai e de' Cerchesi appartenenti alla Crimea, frà essi Calamu-  
 chi non si debba ritrovar alcun odelli Russi ne suddito della Russia,  
 nello stesso modo, ne pure li Crimesi ò li Tartari sotto scusa de' Cala-  
 muchi non devono inferire danni ò offese alli Russie loro terre, e se  
 venisse inferita alcuna offesa ò danno fra ambe le parti, convien casti-  
 garli e refrenarli fortemente tali tristi huomini dovendo ristituirsi d'ambe  
 le parte la robba e li animale, che fossero rapiti.

10-mo. Per la pretensione dei Crimesi proposta dalla Fulgida Porta  
 non havendo noi la plenipotenza ed hora non sapendo di tal affare l'in-  
 tenzione di Sua Maestà Czarina si parlerà un altro tempo con consenso  
 d'ambe le parti essendo messo così nelle Sacre Capitulazioni, come a-  
 vanti s'è scritto ancora nella presente.

11-mo. Li mercanti sudditi della Fulgida Porta havranno la libertà  
 d'andare tornare e trafficare per il Dominio di Sua Maestà Czarina; in  
 conformità di ciò anche li mercanti sudditi della Maestà Czarina anda-  
 ranno, torneranno e trafficaranno con libertà per terra nel Dominio Ot-  
 tomano, ed in risguardo della presente pace eternamente stabilita ed  
 in favore della amicitia si dà la facoltà e la concessione al popolo Russo  
 ed alli loro religiosi, che possono andar per retta via in Gerusalemme  
 dove visitando i sacri luoghi non restando ne dimorando più per retta  
 via dovranno ritornarsi in dietro e da tali peregrini in Gerusalemme ed  
 in altri luoghi non si pertenderanno Haragi e Peshesi ed arrivando nel  
 Dominio Ottomanno nell'andar e tornar in Gierusalemme seguitando la

loro dritta via senza girar e senza dimorar in qualche luogo senza causa nell' andar e tornar per retta via, acciò possino caminar salvemente con sicurtà, li saranno dati dalla parte della Fulgida Porta li necessari<sup>1)</sup> commandamenti conformi alle sudette condizioni e per tali commandamenti non li sarà preteso nissun denaro. No. 22.  
1720  
Noem. 16.

12-mo. La Pace ch'era stabilita trà la fulgida Porta e Sua Maestà Czarina con termine prefisso hora eternamente conchiusa acciò, si conservi immutabilmente con il consenso d'ambe le parti per stabilirla eternamente ò per renderla ferma nell'avenire roborata e perpetua ricerca, che siano adoperati li più effettivi modi per diffenderla da qual sia confusione ed accidenti contrarii ed in tempo che la Fulgida Porta sentisse qualche accidenti, che turbass l'audito della medema investigando la pura verità e realtà, e levato che havrà ogni dubbio, accioche possa amover una così odibile relazione, e con la dimora qui presso la Fulgida Porta d'un Ministro Residente potendosi coltivar ed osservar d'ambe le parti la Pace eternamente stabilita notificando loro, che fosse un utile commune così infalibilmente per custodir la sudetta stabilita pace ed amicitia dalli accidenti già spiegati e per invigilar ad ogni affare, sia concessa la dimora d'un Ministro Residente di Sua Maestà Czarina presso la Fulgiada Porta e per le persone, che dovranno andar e tornar colle lettere, saranno esibiti li commandamenti ò vero passaporti ed in maniera che si guardino gl'altri Ministri Residenti degl'amici della Fulgida Porta sarà trattato honorevolmente conforme si deve anche il detto Ministro Residente di Sua Maestà Czarina ed in tempo che si mandarà dalla parte della medema Czarea Maestà Ambasciator ò altro Representante alla Fulgida Porta arrivando alli confini Ottomanni dovranno essere ricevuti dalli commandanti confinarii con ogni honore dovuta alle loro caratteri e dalli medemi saranno spediti honoratamente alla volta della Fulgida Porta, così parimente anche quelli, che saranno inviati dalla parte della Fulgida Porta arrivando alli confini del Dominio Russo dovranno essere ricevuti e rispettati nella medema honorevole forma, accioche s'adempiscano perfettamente le condizioni della beata pace.

13. Poiche la pace ed amicitia temporale durante trà la Fulgida Porta e Sua Maestà Czarina come l'accordo d'ambe le parti si stabilisce e si conferma con un fermo ed eterno fondamento sopra 13 articoli nel modo che dovrà essere eternamente osservata e coltivata, l'Aulico Consigliere ed Inviato Straordinario e Plenipotenziario di Sua Maestà Czarina, ch'è destinato per trattar e conchinder questa beata pace havendoci esibito istrumento degno di fede e di stima, come tutti l'accordati punti saranno honorevolmente accetati ed approvati da Sua Maestà Czarina, in segno

No. 22. di che doveranno venir della parte di Sua Maestà Czarina le lettere di  
 1720 ratificazione. In conformità di quello noi anche Sopremo Ministro in  
 Noem. 16. virtù di questa nostra autorità habbiamo consegnato alle mani del suddetto il presente istromento formato con nostro proprio sigillo e sotto scritto con apprezzato e degno di fede, e venute che saranno dalla parte di Sua Maestà Czarina le lettere di ratificazione e consegnate l'Imperiali Capitulazioni l'Inviato Straordinarii fornite le Sue Commissioni nel modo decente havrà la facoltà per il suo ritorno.

Scritto nell'Inclita Città di Constantinopoli a di 16. Novembre 1720.

Ibrahim Bassa.  
 Supremo Viziere

No. 23.—Tractatul de la Belgrad, din 18 Septemvrie 1739.

In Nome de Signore Dio Creatore del Cielo della Terra e Fonte d'ogni felicità.

No. 23. Poiché tra la Serenissima Potentissima Gran Signora, per la Divina  
 1739 Clemenza Anna Imperatrice e Autocratrice di tutte le Russie, di Moscovia,  
 18. Sept. Kiovia, Wladimiria, Novo-Gorod, Czarina di Casan, Czarina di Astracan, Czarina di Siberia, Signora di Plescovia e Gran Duchessa di Smolensko, Duchessa d'Estonia, di Livonia, Carelia, Tuer, Ingoria, Permia, Viatka, Bulgaria, e altri luoghi, Signora e Gran Duchessa di Novo Grod inferiore, di Czernigovia, Rezan, Rostovia, Iarostavia, Betoozeria, Udoria, Obdoria, Condinia, Imperatrice di tutta la parte del Nord; Signora d'Iberia, e Principessa hereditaria e Sovrana delli Czari, di Cartalinia e Gruzinia, come pure dei Principi di Cabardinia, di Circassia, di Georgia e altri Luoghi Si Si Si d'una parte e il Serenissimo Potentissimo Principe, Sua Sultanea Maestà, Eccellentissimo dei Sultani Grande e Honoratissimo tra i Re, Elegantissimo difensore detta Mecca e Medina, come pure detta Santa Città di Gierusalome, Re e Imperatore di Amplissime Provincie situate in Europa e in Asia, e nelli Mari Bianco e Nero, Serenissimo potentissimo e Grande Imperatore Sultano, figlio di Sultani, Re e Figlio di Re Sultano Mahmud Khan, figlio di Sultan Mustapha Khan, dall'altra parte insorse questa crudele e rovinosa Guerra per i Sudditi d'ambe le Parti, le quali poi mosse di nuovo della Riconciliazione che e così grata a dis e alla commun inclinazione, giudicarono, di metter fine a questa

effusione di Sangue, e con la definizione di tutte le contese, pristabilire una perfetta Tranquillità e le leggi dell'antica amiciziae confinanza Tra i dominij. Terre. e Sudditi d'ambe due le Parti per mezzo d'una fedele, sincera, e costante pace e perpetuo ligame di amicizia a favore e felicità delle Nazioni d'ambe due le parti, onde con l'adjuto e volontà del Supremo Dio e interveniente la Mediazione di Sua Maestà Christianissima l'affare é ridotto a ciò che per mezzo di quelli Ministri, che per tale pia opera furono accreditati da Ambe le Parti, con sufficiente e convenenza plenipotenza muniti, ciò è della parte di Sua Imperiale Maestà di tutte le Russie L'illustrissimo e Eccellentissimo signore Marchese di Ville Neuf, Consigliere di Stato din Sua Maestà Christianissima, e Suo Ambasciadore Straordinario Plenipotenziario alla Porta Ottomana, e della parte della detta fulgida Porta Ottomana L'eccellentissimo e Magnifico Hadi Mehmed Pacha, Grand Vezir dell'Imperio Ottomano; in Virtù della piena et Libera potenza che tiene del Suo Ministerio, dopo più Conferenze tenute, trà detto Signore Ambasciadore e gli Ministri della Porta, venga stabilità e conclusa la presente inviolabile e costante pace sotto i susseguenti punti e Articoli.

No. 23.  
1739  
18 Sept.

*Articolo Primo.* Resti sospeso ed al giorno d'oggi e per sempre annullata ogni ostilità e inimicizia che insorse trà ambe le parti e che siano poste in obliuione perpetua, tutte quelle ostilità e Contrarietà, che con le armi, o altrimenti furono dall'una o dall'altra parte intraprese, commesse e produtte, o che in verun modo si procuri la vendella dicesse: Anzi in vece di ciò, si mantegna una perpetua, costante e inviolabile pace, come per terra così per Mare. Parimente sia osservata una sincera armonia inalterabile, perpetua amicizia ed un assiduissimo adempimento e Conservazione di questi Articoli e Ligami Stabiliti trà ambe queste Supreme Contrattenti parti della Serenissima imperiale Maestà, e di Sua Sultanea Maestà, e Loro Eredie Successori parimente trà gli jmperii Dominij. Terre. Sudditi e Abitanti di ambe le parti talmente, che per l'avenire d'ambe le parti non solamente l'una non promuoverà contro l'altra nè secretamente, nè pubblicamente, qual si voglia ostilità o vero contrarietà, ma pure che in vece di ciò debbano cunservare trà se una fedele amicizia e una confinante sincera pace, col augurarsi e procurarsi reciprocamente ogni prosperità e felicità, acciò chè la stabilita pace e costante tranquillità inviolabilmente presti conservate a favore e aumento di ambi gli jmperii e de Sudditi Loro.

*Articolo Secondo.* Epòi che ambe le parti sono sinceramente intenzionate di stabilir trà ambi questi jmperi una durabile e costante pace acciò chè in sudditi delli medemi non possino profittare e vivere in

No. 23. ogni prospera tranquillità, e acciò ché ogni motivo di contesa e dissensione siano affatto trastornate e levate, per questo motivo di Commune consenso si è convenuto, che gli confini delli due Imperii saranno gli Stessi, come sono stati stabiliti nelli antecedenti Trattati, e precisamente come saranno chiaramente spiegati con una convenzione che sarà fatta in conseguenza di questo Trattato.

1739  
18 Sept.

*Articolo Terzo.* La Fortezza di Asow sarà demolita totalmente, e perisguardo d'una sincera e perpetua pace nell'avenire il territorio della detta fortezza, secondo li limiti fissati per il Trattato dell'anno Mille Sette Cento sarà voto e servirà di Barriera trà gli dui Imperii, in contra cambio di questa sarà lecito alla Russia di fare fabricare una Fortezza novamente in vicinanza dell'isola di Cirkask verso Asow, la quale isola situata nel fiume Don e ab antico Confine della Russia, e parimente della parte dell'imperio Ottomanno sarà lecito di costruire una Fortezza alli confini deli Couiban verso Asow; secondo la determinazione del sito delle suddette due Fortezze, che sarà fatta per gli Commissarii nominati d'ambe due le Parti, all'Equità e discrezione delli quali la Decisione si è primessa, et anche con questa condizione, che l'antica fortezza di Taganrok già demolita, non dovrà pristabilirsi, e che la Potenza Russa non potrà avere, nè costruire al mar di Zabache e al mar Nero Flotte navali e altre navi.

*Articolo Quarto.* Ed acciò che Li sudditi d'ambe le parti restino maggiormente e più positivamente instrutti delli confini che verranno stabiliti, subito dopo la confirmazione di questo Trattato di pace debbono essere dalla parte d'ambissi imperii destinati e spediti gli sopra detti Commissarii Capaci e muniti di plenipotenza e di istruzioni così sufficienti, che in questa commissione non possino intervenire alcune superflue difficoltà, ma ché radunatisi assieme in virtù di questo trattato dessino senza indugio tra ambi gli imperii gli confini, e ché dopo avere posto nelli Luoghi convenevoli i segni che per l'avenire e sempre devono servire, confermino con i soliti istromenti e scritture tutti e detti confini, col specificare nelle medeme tutte le particolarità toccanti li stessi confini. Li quali Commissarii dovranno aver compila, e perfezionata questa loro commissione nel termine di Sei Mesi dopo la permutazione delle Ratificazioni del presente Trattato.

*Articolo Quinto.* I Cosachi e Calmuchi sudditi di Sua Imperiale Maestà e dell'imperio di tutte le Russie parimente qualsisia altra Gente e Nazione che è suddita del detto Imperio non intraprenderanno alcuna invasione, nè mostrare dovranno alcuna ostilità contro i Tartari della Crimnea sudditi dell'imperio Ottomanno, col recare alli medesimi danni

e provine; anzi i suddetti dovranno affatto astenersi da simili inquiete intraprese e da ogni altra contrarietà a questa santa Pace, poichè venendo effettivamente ad essere da loro commesse qual si sia temerità, in tal caso dovranno essere rigorosamente puniti; parimente i sudditi dell'imperio Ottomanno, i Tartari della Crimea e generalmente tutti gli altri sudditi della Porta Ottomanna, di qual si sia nome e qualità, non ardiranno intrompendere alcune invasioni, nè commettere veruna Ostilità intorlo le Città, Ville e Luoghi del dominio di Sua Imperiale Maestà di tutte le Russie così pure contro i suoi sudditi, tanto della Grande, come della piccola Russia, parimente contra le Città dei Cosacchi sudditi di Sua Imperiale Maestà, e le loro abitazioni poste per i Lidi del Boristene Tanai e d'altrove, nè pure contro le Piccole Fortezze, Ville e i loro Abitanti e generalmente contro e nelli confini dell'imperio di tutte le Russie (che saranno espressi e convenuti:) Così pure non dovranno commettere veruna ostilità, nè recare apertamente o secretamente alcun danno con far schiavi o condurre via il loro Bestiame a pure inquietarli in qual si sia altra forma, e ché, se ardiranno, in qual si voglia mod recare danno o far forto, o procedere ostilmente contro i sudditi e Vassalli din Sua Imperiale Maestà, che non siano protetti, ma che secondo le Leggi divine e i Dritti della giustizia, e secondo l'enormità del lor Delitto siano rigorosamente puniti, e che ricercando tutto quelle, che d'ambe le parti potrebbe essere stato violentemente preso, dovranno restituirlo alli proprietarij.

*Articolo Sesto.* Circa ambe le Cabarde, cioè la Maggiore et la Minore, così pure circa la Nazione Cabardiense si è convenuto d'ambe le parti che quelle Cabarde resteranno libere e non saranno sotto il Dominio nè dell'uno nè dell'altro Imperio, ma serviranno di Barriera tra ambi gli Imperii, e che dalla parte della Fulgida Porta nè i Turchi nè i Tartari, non s'ingeriranno in quelle nè meno le inquieteranno, e che parimente anche dall'Imperio di tutte le Russie non saranno molestate, ma che tuttavia secondo L'antico costume L'imperio di tutte le Russie prenderà Ostaggi dalli suddetti Cabardini, non per altro ché per mantenerli quieti, essendo lecito alla Porta Ottomanna di prendere Ostaggi delli Medemi per L'istesso fine e in caso che li mentovati Cabardini dassero motivo di lamento all'una o all'altra Potenza, sarà lecito a ciascheduno di esse di castigarli e punirli.

*Articolo Settimo.* Tutti Poigionieri e schiavi d'ambe le parti presuntanto avanti questa guerra, come per il corso della medesima, in qual si sia occasione, o che per qualche motivo sono trattieneuti e fino al presente si trovano nelle sud dette parti, siano militanti o di qual si sia altra

No. 23.  
1739  
18 Sept.

No 23. qualità (: eccettuando però quelli che nell'imperio di tutte le Russie  
1739 abbracciarono la Religione Christiana, o parimente quelli, che nell'imperio  
18 Sept. Ottomanno abbracciarono la Maomettana:) Senza Ditzione dopo la ratificazione di questo Salutifero Trattato di Pace senza cambio o Riscatto, tutti e senza alcuna eccezione quanti potrabbero trovarsi al presente come per l'avenire in ambe le suddette parti devono essere senza indugio Liberati e Licenziati: e de circa la libertà delli detti Prigionieri sia con rigorosi ordini publicato, per tutte le Città e provincie d'ambe le parti, acciò che senza procrastinazione et senza veruna difficoltà sia effettivamente concessa tale libertà e congedo. Tutti quelli schiav. iche dopo la conchiusione di questo trattato o sia durante questa pace saranno fortivamente presa dalli Dominij di Sua Imperiale Maestà, e condotti in Schiavitù, e che poi si troveranno nelle parti della Crimea Budjack o pure Cuban, o altrove trà Ottomanni, Tartari, e altri sudditi della Fulgida Porta che questi siano liberati, e restituiti senza veruna riscatto, e a tutte quelle persone, che con Passaporti di S. M. I. s'incammineranno verso quelle parti per liberare glj Schiavi Russi, tanto nell'andare che nel ritornare (: procurando quietamente la sole libertà delli Schiavi:) che non sia fatta veruna violenza, anzi che siano puniti quelli, che contro le Leggi Divine esercitaranno qualele violenza. faranno qualele danno alle medesime persone.

*Articolo Ottavo.* Le dopo la conchiusione e la ratificazione del presente trattato di pace, alcuni delli sudditi d'ambe le parti dopo aver commesso qualche delitto, Disubbidienza, o tradimento si salvasse, o si ritirasse in una delle due parti, questi tali in nissuna forma non dovranno essere ricevuti, ma dovranno essere subito restituiti, o almeno devono essere scacciati fori del Stato e dominio dell'imperio, dove si trovano, accische per mezzo di simili infami nomini. non venga promossa o cagionata qualche freddura e superflua contesa trà questi due imperii, eccettuando solamente quelli che nell'imperio di tutte le Russie si saranno fatti Christiani, o in quello della parte Ottomanna, si saranno fatti Maomettani: E da quà avanti se alcun suddito dell'imperio delle Russie fuggirà nelli Stati della Porta Ottomanna o che alcun sudditi di questa fuggirà nelle parti delle Russie, quando saranno reclamati, o sia domandati da una parte o dall'altra saranno reciprocamente restituiti.

*Articolo Nono.* Il Commercio essendo frutto della Pace, e che procura alli Dominii e Sudditi ogni vantaggiosa abbondanza per questo si permette alli Mercanti sudditi della Fulgida Porta di esercitare Liberamente nel Dominio di tutte le Russie il loro Commercio in quella istessa forma comme è permesso alli Mercanti delle altre Potenze, e con l'istesso

pagamento delli medesimi Dritti: in contraccambio deve essere reciprocamente permesso ai Mercanti sudditi dell'imperio di tutte le Russie di esercitare con pari Libertà il Loro Traffico nelle parti dell'imperio Ottomanno, ma per quel che tocca al Commercio delli Russi sopra il Mar Nero, questo sarà fatto sopra Bastimenti appartenenti alli sudditi Turchi.

No. 23.  
1739  
18 Sept.

*Articolo Decimo.* Se però durante questa pace succederanno per qualche motivo tra i sudditi d'ambe le parti contese e dissensioni, in tal caso i Governatori e Comandanti nelle confini dovranno con ogni rettitudine fare le dovute ricerche e le insorte dissensioni venendo poi ad essere trattate tra ambi gli imperii saranno con mezzi convenevoli per maggior conservazione della pace e amicizia acquistate, e che per simili dispute che potrebbero accadere tra li confinanti sudditi non s'intraprenda da alcuna delle parti veruna ostilità anzi che con ogni perfetta attenzione e modo amichevole si procuri da ambe le parti l'inalterabile conservazione della quiete.

*Articolo Undecimo.* Tanto alli Secolari come alli Ecclesiastici della Nazione dell'imperio di tutte Le Russie sarà liberamente permesso d'andare a visitare tanto la Santa Città di Gierusalem come gli altri Luoghi, che meritano d'essere visitati, e che da questi passeggeri pelegriini nè in Gierusalem nè altrove sarà richiesto nè tributo nè pagamento alcuno dalli sudditi dell'imperio Ottomanno, ma se li darà il passaporto necessario nella maniera istessa come la Porta la sole concedere alli sudditi d'altre nazioni amiche dell'imperio Ottomanno, e di più non si eserciterà alcuna violenza o altro torto secondo la Legge Divina verso gli Ecclesiastici Russi per tutto quel tempo che si tratteniranno nelle parti de Dominio Ottomanno.

*Articolo Duodecimo.* Circa il Titolo imperiale mentionato per parte di Sua Maestà di tutte le Russie se ne tratterà incessantemente e amichevolmente e si convenirà a soddisfazione d'ambe le parti secondo richiede la Convenienza e Soprema dignità e potenza di Sua Imperiale Maestà.

*Articolo Decimo Terzo.* Per maggior conservazione tra ambi gli imperii di Russie e Porta Ottomanna della presente stabilita pace di tutti gli articoli di questo trattato e di tutto quello che potrebbe esser necessario per li affari d'ambi li Dominj e delli Sudditi loro, si permette appresso la porta la Residenza delli Ministri di Sua Imperiale Maestà, con quel carattere che la medema Maestà giudicherà sì a convenevole e i detti Ministri con tutto il Loro sequito tanto in quello che concerne i Privileggi ed immunità come in ogni altra cosa saranno e dovranno essere mantenuti e rispettati come i Ministri delle altre Potenze le più distinte.

*Articolo decimo Quarto.* Ed accioche tanto maggiormente la pre-

No. 23. sente Pace e buona amicizia trà ambi gli jmperii venga stabilita e confermata, si manderanno de ambe le parti solenni e straordinarii Ambasciadori nel tempo che sarà per appresso di commune consenso delle due Corti fissato e determinato, gli quali Ambasciadori saranno con ugualianza cambiati, sullo frontiere ricevuti, onorati e trattati, con le medeme Ceremonie e nell'istessa forma e modo, come si pratica per le Ambasciate reciproche trà le Potenze più distinte e la Porta Ottomanna, e saranno per mezzo di questi Ambasciadori portati in segno d'amicizia reciprochi doni convenevoli alla dignità delle loro imperiali Maestà.

*Articolo Decimo Quinto.* Si è convenuto di piu, che nel termine di tre mesi da computarsi dal giorno della sottoscrizione del presente trattato gli jnstrumenti delle Ratificazioni di esso saranno cambiati per mezzo dell'illustrissimo e Eccellentissimo Signore Ambasciadore di Sua Maestà Christianissima Mediatrice della presente pace. E finalmente per la più chiara spiegazione delli presenti articoli si dichiara, che essendo convenuto per l'articolo quarto che saranno nominati Commissarii per il regolamento delli Limiti, e l'esecuzione della Convenzione, che deve essere fatta sopra essi, gli Commissari nominati dalla parte della Porta saranno subordinati al Khano della Crimea ed ancora che se dalla parte dell'uno o dell' altro jmperio succederà qualche cosa, la quale non essendo compresa nelli Articoli del presente trattato di Pace potesse dare qualche alterazione alla pace perpetua, in tal caso si porterà rimedio subito, da una e da altra parte con giustizia e equità e acciò che le condizioni di questa pace conclusa nelli quindici soprascritti articoli d'ambe le parti convenuti siano per l'avenire eseguite e mantenute con il debito rispetto inviolabili, si dichiara, che in virtù di questo presente Trattato, tutti gli altri precedenti Trattati restaranno per sempre senza alcuna forza e validità (alla riserva dei limiti che devera stabilirsi) e nel medemo tempo che l'Eccellentissimo e Magnifico Supremo Vezero, in virtù della sopradetta Plenipotenza a consegnato all'illustrissimo Eccellentissimo Signore Ambasciadore di Sua Maestà Christianissima l'istromento della presente pace scritto in lingua Turca, anco il sopraccennato Illustrissimo e Eccellentissimo Signore Ambasciadore di Francia, in virtù della Sua Plenipotenza già comunicata, à parimente consegnato al sopradetto Vizirio l'istesso instrumeto di pace scritto in lingua italiana con la condizione che venendo il presente Trattato ad essere ratificato, sarà data la garrantia di Sua Maestà Christianissima.

Le projet du Traité de paix cydessus ayant été examiné, et approuvé dans différentes Conferences tenues avec les Ministres de la Porte:

Nous Louis Sauveur, Marquis de Villeneuve, Conseiller d'Etat et Ambassadeur extraordinaire et plenipotentiaire de l'Empereur de France à La Porte Ottomane en vertu des Pleins pouvoirs, qui nous ont été donnés par Sa Majesté de toutes Les Russies, que nous avons communiqué à la Porte, déclarons être convenus au nom de Sa dite Majesté de toutes Les Russies, avec Le Magnifique Seigneur Hadgi Mehmed Bacha, Grand Vizire de l'Empire Ottoman, en vertu du plein et absolu pouvoir, que Luy donne Son Ministre, des Conditions contenues dans les articles cidessus, et en ayant reçu L'instrument autentique Ecrit en langue Turque, signé et scellé par Le Grand Vizir de l'Empire Ottoman, Nous Luy avons remis Le présent instrument écrit en italien, et souscrit par nous en françois, et scellé du cachet de nos armes. Nous réservant néanmoins la Ratification de Sa Majesté de toutes Les Russies et au cas qu'elle soit donnée, nous promettons de garantir le dit Traité pour et au Nom de l'Empereur de France sauf et réservé néanmoins ses droits et prééminences, auxquelles nous n'entendons, qu'il soit derogé,

Fait au camp de Belgrad, dans la Tente du Congrès, le dixhuitième Septembre de l'année Mil Sept Cent trente Neuf.

No. 23.  
1739  
Sept. 18.

No 24.— Convențiune între Turcia și Rusia pentru frontiere, din 2 Octobrie 1739.

Traduction de la Convention signée le 2 Octobre 1739 pour régler les Limites entre l'Empire Ottoman, et la Russie, et qui a été remise par le G. Visir à l'Ambassadeur de France.

No 24.  
1739  
2 Octom.

Au Nom de Dieu Tout Puissant.

Les motifs qui ont donné Lieu au présent écrit, sont.

L'Empire Ottoman et la Cour de Russie, ayant voulu faire succéder à la froideur qui étoit survenuë entre Elles une sincere amitié, pour cet effet ces deux Puissances seroient convenuës entre Elles d'un Traité de Paix conditionel, lequel auroit été arrêté, et conclu devant Belgrade le 14 de la lune Gemazie à Khir, l'an de l'Egire 1152. par la médiation et plein pouvoir donné au très magnifique Ambassadeur Extraordinaire de France, Le Marquis de Villeneuve, de qui la fin soit comblée de bonheur : lequel instrument de traité auroit été échangé, et consigné pour être gardé en forme de dépôt : par le second article du susdit Traité, il auroit été convenu que les Limites des deux Puissances, seroient réglés sur le pied des Traités antérieurs, d'une maniere claire, et unanime, observant, que la convenance et dignité de l'Empire

No. 24. Ottoman et de la Russie soient observées et maintenues, c'est dans cette  
 1739 vue, et pour établir à l'avenir toutes choses, d'une façon solide, et cons-  
 2 Octom. tante, que Sa Hautesse a nommé des personnes, pour conferer, et discu-  
 ter toutes ces matieres, avec le susdit Ambassadeur Mediateur et Ple-  
 nipot<sup>e</sup> et après plusieurs conferances, dans lesquelles on auroit disputé  
 sur ces limites, après donc bien des allées et venuës, paroles portées et  
 apportées, dont on auroit sur le champ rendu compte on seroit à la fin  
 convenus des trois articles inserés dans le present Ecrit, lesquels arti-  
 cles doivent faire le Reglement des Limites, et si Dieu permet, qu'ils  
 soient acceptés, on nomera au plutôt de part et d'autre de Commissai-  
 res, Gens d'honneur, discrets et justes, qui en mettant les signaux re-  
 gleront toutes choses. Voicy les trois Articles dont on est convenu.

*Premier Article.* Les Limites qui sont à l'Occident du Boristhene  
 vers le voisinage de la Pologne, seront réglés sur le pied de 1705, ce  
 qui revient suivant l'Egire Turque à l'année 1118.

*2-e Article.* Pour ce qui est de l'autre coté du Boristhene depuis  
 la petite riviere Salva, ou Kouskivoda, jusques à la Grande riviere Berda,  
 on tirera une Ligne droite de la source de la dite Riviere Salva, à la  
 Source du dit fleuve Berda, et tout terrain compris entre deux fleuves,  
 resteront à la Sublime Porte.

*3-ème Article* Deplus depuis Berda jusques au fleuve Mins, les Limi-  
 tes seront Reglés sur le Pied du Reglement de limites fait en 1700.

Le present Ecrit contenant les Articles des limites a été changé avec  
 son semblable Ecrit signé a Bullé par le susdit Ambassadeur en vertu  
 de son Plein Pouvoir, de la même façon que l'a été le Traité precedent.

Ecrit le 28 de la Lune de Gamaziel à Khir l'an de l'Egire 1152.

Ehhag Mehemed Grand Vizir.

No. 25.— Convențiune între Turcia și Rusia făcută la  
 Constantinopol, la 28 Octombrie 1739.

No. 25. Conventione stipulata trà S. M. I. di tutte le Russie, e l'Imperio  
 1739 Ottomanno, nell'atto del cambio delle ratificazioni, del Trattato sotto-  
 Octom. 28 scritto nel Campo di Belgrado alli 18 Settembre 1739., e della Conven-  
 zione sottoscritta in Nissa ali 3 Ottobre seguente.

Essendo che nel Trattato concluso alli 18 Settembre del presente anno  
 1739 tra S. M. I. di tutte le Russie d'una parte, e la prefulgida Porta  
 Ottomanna dall'altra parte, come ancora nella Convenzione conchiusa in  
 conseguenza del sopraccennato Trattato alli 3 del mese d'Ottobre seguente  
 trà li sopraccenati due Imperii si trovano alcuni articoli, li quali bisog-

nano essere più chiaramente dilucidati, si è trovato a proposito che nel tempo del cambio delle ratificazioni del sopraccenato Trattato e della sopraccenata convenzione si desse la debita dilucidazione, dichiarando e convenendo delli sottoseguenti articoli. No. 25.  
1739  
23 Octom.

*Articolo 1.* Essendo espresso nell'articolo Secondo del Sopradetto Trattato, che li limiti delli dui Imperii saranno li stessi come furono stabiliti pe li antecedenti Trattati, si dichiara che detti limiti, doppo il Trattato Conchiuso in Belgrado essendo stati regolati pe la Convenzione fatta in Nissa alli 3 del mese d'Ottobre passato devono restare stabiliti secondo la detta Convenzione, in modo che la sopraccenata espressione del detto articolo secondo del Trattato si trova inutile, nè potrà far pregiudizio a nessuna d'ambe le due parti contrattanti.

*Articolo 2.* Circa la demolizione convenuta della Fortezza di Azoff, si determina per il presente Articolo, che sarà cominciata la sopraccenata demolizione nel mese di Maggio del prossimo Anno 1740., e che aurà da finirsi nel spazio e termine di quatro mesi contando dall'ultimo giorno del sopradetto mese di Maggio, e anche più tosto se sarà possibile.

*Articolo 3.* Ben che nell'Articolo Terzo del detto Trattato sia espresso, che nell'Iso'a di Czercasko erano li antichi confini della Russia, però questo negozio dovendosi essere revisto sopra il proprio luogo, si dichiara che quella espressione, non potrà pregiudicare a nessuna delle parti, nè impedire, che li Commissarij regolino li Limiti, e il sito delle due nuove fortezze secondo la Giustizia e Discrezione.

*Articolo 4.* Sua Imp. Maestà di tutte le Russie per dare indicio della sincerità colla quale procura il ristabilimento della pace, consente che la fortezza di Hotin, con i luoghi occupati dalle arme Russe nella Provincia di Moldavia, siano restituti alla Prefulgida Porta nello stato che si trovano.

*Articolo 5.* In caso che si ritrovassero sudditi di questi dui Imperii, quali nel tempo della ostilità avessero preso il partito dell' altra parte a questi tali d'ambe le parti sia perdonato, e alle loro famiglie e case ritornati, godino come per avanti le loro possessioni e robbe.

Questi presenti articoli nella maniera degl'altri articoli nelle Capitulationi e nelle Ratificazioni espressi, siano religiosamente osservati.

Nous Louis Sauveur Marquis de Villeneuve Conseiller d'Etat, et Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire de L'Empereur de France à la Porte Ottomane, en consequence des pleins pouvoirs qui nous ont été donnés par Sa Majesté de toutes les Russies, en vertu desquels nous avons déjà signé le Traitté conclu entre Sa dite Majesté et la Porte le 18 du mois de Septembre dernier, et la Convention conclue à Nissa Le 3 Oc-

No. 25. 1739  
25 Octom. tobre suivant entre les susdites Puissances, declarons, lors de l'Echange des Ratifications du susdit Traitté et de la susdite Convention, être encore convenus au nom de Sa dite Majesté de toutes les Russies avec le Magnifique Seigneur Hagdi Mehmet Pasha Grand Vizir de L'Empire Ottomanne, en vertu du plein et absolu pouvoir, que Luy donne Son Ministre, et en consequence duquel, il a pareillement signé le susdit Traitté, des conditions contenues aux cinq articles couchés cy dessus, sous les reserves par nous mises au pied du susd<sup>t</sup> Traité, Entendant, que les dits cinq articles ayent autant de force, que s'ils estoient inserés dans le dit Traité, et en ayant reçu l'instrument autentique escrit en langue turque, signé et scellé par le dit Grand Vizir de L'Empire Ottoman, Nous Luy avons remis le present jnstrument escrit en Italien s'uscrit par nous en françois, et scellé du sceau de nos armes

A Constantinople dans l'arsenal lieu du Congrès, le 28 Decembre 1739.

(L. S.) Villeneuve.

No. 26. — Proclamația General-Feldmareșalului Rumianțov către locuitorii Valahiei, din 29 Noembrie 1770.<sup>1)</sup>

No. 26. 1770  
Noem. 29 A împărăteștii măririi singură stăpânitoare a toată Russia întru tot milostivei stăpânei mele, Gheneral Feldmarșal stăpânitorul armiei, a Malorusiei Gheneralul guvernator, coleghieii Prezident a Russei, a ordinii Sfînților Apostoli Andrei, Gheorghie și Alecsandru Nevulu, Golștinscului Svintei Annăi Cavaleri, eu cel mai jos iscălit tuturor lăcutorilor Cneji ai Vlahiei, Cinului duhovnicesc, oștenesc, orașenilor, breslașilor și a lăcutorilor de obște la toți deosebit arătăm.

Voî ați auzit și ați văzut toate lucrurile, cu care întru tot puternicul Dumnezeu a blagoslovit cu pricina dreptății, și armele Russei într'această vară în multe biruințe și foarte slăvite s'au arătat asupra necredincioșilor Mahometeni. || Iată gonind pe biruiții cel mare Veziri, și hanul Crâmului, care prin pierderea puterii sale au cunoscut puterea celor ce s'au oștit întru numele lui Iisus-Hristos: și acoperindu-se cu rușine și cu nevoile, s'au depărtat de la armele Russei pedepsindu-i pre dănsii pentru a lor mândrie și nedreptate, așazăndu-se oștile întru toată Avgustinei Stăpânei mele până la marginea Dunărei. || Iată cetățile a neprietenului, Akkerman, Chilia, Ismail, Brăila și Benderul, s'au întors în cenușă pentru dărjia lui; cu lucrarea sabiei i-au plecat

<sup>1)</sup> După un exemplar original tipărit, din Bibl. Acad.

aceia ce țin Schipetrul, și au izbăvit noroadele de la cel mai prea greu jug; aceste cetăți noroadelor față arată, cu câtă putere acoperemântului Stăpânei noastre, și cu cât celui prea înalt mâna ajutorează, întru tot locul cu prea înaltă Împărătrii socotință. || Întru această punere Eu către voi lăcuiitorilor a Cnejei Vlahiei, întru întâiu arătînd că mai mare bucurie și osârdie veți lua voi întorcându-se către voi oștile a Rusiei, care au izgonit pre Turci și care acum încă mai mult pămîntul vostru din jugul turcesc v'am slobozit. || Măcar chiar a voastră vedere fără de uimire au știut pricina cea adevărată, pentru care oștile noastre mai înainte de aceste nevoite au fost din București a eși, ci pentru mai mare credință, Eu voao voi spune despre partea mea: Nimică alt n'au fost aceia cu vre-o pricină fără cât a cunoaște pentru gândurile neprietenului, ci el cu toate puterile lui și cu mult număr strângându-și din depărtatele locuri de sub stăpînirea lui, i-au îndreptat peste Dunăre în stînga Prutului, pentru aceia și oștenii noștri au fost datorî aicea să se strîngă, ca odată cel mare Veziriu cu oștenii acolo să se sfarme și să se isgonească peste Dunăre. Ci noi lui Dumnezeu slavă și mulțumire am făcut, întărind pe tot ceasul marginea Dunării întru stăpînirea noastră, iar prin aceste și mai mare pază este pentru pămîntul Vlahiei. || Cu câtă nepriință au fost această pricină a oștilor ci și pe lângă aceia nu de tot au fost lăsați, măcar că oștile au fost depărtate de la granița Vlahiei și au stătut oștindu-se toată vara nepărăsindu-se părțile cele gătite a oștilor la amîndouă marginile Siretului cu socotința la lucrurile neprietenului în pămîntul Vlahiei, și de ar fi el acolo ca să se întărească a strica ori cu tiranie asupra lăcuiitorilor, noi n'am fi lăsat și mai înainte a merge spre stricarea lucrurilor celor rele. Ci acum cînd toate puterile a neprietenului s'au stricat și s'au isgonit peste Dunăre, cînd oștile cele biruitoare a Rusiei acoperind marginea Dunării, s'au dat odihnă tuturilor lăcuiitorilor de această parte lăudînd pe Dumnezeu ajutorul nostru: ca să se întoarcă tot omul către lucrul său, lucrătorul de pămînt să-și pue mînule către lucrul pămîntului, meșterul către lucrul său, iară vîndătorul către a sa agonisită, încredințându-vă că eu adevărat ve nădăjduesc, că oștile de la prea milostiva Stăpîna mi s'au încredințat, au făcut tare apărare înprotiva tuturilor năvălirilor care ar fi putut a sfărma cu bună voie cei ce sunt uniți Împărăteștii Mării. Eu încă îndoiesc mai cu credință și întru aceia vă nădăjduesc că miloserdie și iubire de oameni întru tot Avgustinei singur stăpînitoare noastre să intinde, nu numai către pravoslavnicii creștini ai pămîntului vostru, pentru care fără de măsură milă și bunătate, ci toate orașele stăpînirii turcești, iar mai osebit în pămîntul Craiovei lăcuiitorii, și toate legile,

No. 26.

1770

Noem. 29.

- No. 26. măcar și singuri Turcii numai ei mai cu vreme din bună voire să a-  
 1770 lerge supt apărare și stăpânirea Imperatrii a toată Russia și înpro-  
 Noem. 29. tiva oștilor Impărătești să nu se scoale, apoi vor lăcui în casele lor  
 fără de nevoe, și oștile a Rusiei nu să vor atinge cătră dânșii, nici  
 cătră averea lor, nici la o întâmplare a nu-i lăsa cătră partea bunătați-  
 lor lor. || Cătră sfârșitul acesta, eu mă pui cătră bună nădejde la  
 osârdia voastră și bună voire a tuturor lăcuiitorilor pământului Vlahiei,  
 ci vădând osteneala oștilor Rusiei, întru sfărâmare neprietenului celui  
 de obște, și lungindu-se încă și acum cu osteneală spre paza lor nu se vor  
 părăsi a arăta cătră oșteni bună priință și vor face parte după putință  
 dintru a lor hrană pentru hrana oștenilor, și cu cât a lor, va fi silință,  
 cu atâta va fi cunoștință și mulțumire, cu toate cele arătate mai sus  
 de mine pentru folosința lăcuiitorilor acelu pământ a se păzi negreșit.  
 Și s'a dat în târgul Iașului, anul 1770, Noemvrie 29. || Și la ade-  
 vărata scrisoare a Strălucirii sale așa s'a iscălit.

Graf Petru Rumianțov.

(în locu pecetii)

No. 27 — Proclamația Feldmareșalului Comite Rumianțov că-  
 tre locuitorii Moldovei, din 9 Februarie 1771<sup>1)</sup>.

- No. 27. Graf Petru Rumianțov, a Impărăteștii măririi singură stăpânitoare  
 1771 a toată Russia întru tot milostivei stăpânei mele Gheneral Feldmarșal  
 Fevr. 9. stăpânitoriul armiei, a Malorussiei Gheneral gubernator, colegiei Pre-  
 zident a Rusiei, ordinei Sfinților Apostoli Andrei, Gheorghe și Alec-  
 sandrul Nevului și a Goștinscului Svintei Annăi Cavaleri.

Fac tuturor și fiește căruia deosebită înștiințare cui să cade a ști. No-  
 rodul Cnejei Moldovei cu mâna cea puternică a Impărăteștii Măririi a mele  
 întru tot Milostivei Stăpână pentru slobozirea de supt jugul Mahome-  
 tenilor, și fiind îngrădiți cu paza Impărăteștii măririi, tocma la mijlocul  
 oștirii să folosește fiește care cu cea desăvârșită odihnă, și s'a rădicat  
 deasupra norodului toate strânsurile birului care cu simțire au auzit spre  
 milostivirea și a iubirei de oameni ce s'a întemeiat asupra Norodului cu stă-  
 pânirea Impărătească. Iară neprietenul nostru cel de obște mult s'a surpat,  
 purtându-se cu multe feluri spre stricăciunea norodului, dar n'au putut nici  
 într'un chip să le strice, ci acum chiar pentru dânșii fiind nevoiți a se apăra."  
 Ci cătră cele săvârșite și pre înalte socotințe întru tot Augustinei noastre  
 stăpână, lăcuiitorii aceștii Cneji să cade ca să-și pue nădejde și cu întărirea

<sup>1)</sup> După un exemplar original tipărit, din Bibl. Acad.

pentru odihna lor cea din lăuntru sporind spre folosința nebiruitei și de Dumnezeu blagoslovitei armele Împărăteștii Măririi, și norodul cel din lăuntru Cnejiiei, cu acea odihnă să se îndulcească și să fie păziți de toate strămbătățile și năvălirile, ci și de către făcătorii de rele, cari s'aũ fost înrădăcinat supt muncitorii varvari să fie păziți, și pentru aceia după bună plăcerea Ei. mi-aũ poruncit întru tot Milostiva stăpână, ca toți și fiește care ce se află supt stăpânirea cea blagoslovită a Ei să se folosească după putința și averea lui, căci nu voiaște întru tot Milostiva Stăpână, din venituri a spori la haznalile Ei, cu care s'aũ fost însărcinat noroadele despre neprietenii creștinescului nume, dară s'aũ silit încă și cei ce aũ urmat lor de aũ îngreuiaț pe ticălosul norod. || Măcar că multe înștiințări îmi vin către mine, și-mi iaste multă jéle pentru lăcitorii acestii Cnejii, osăbit satele nu rar zugrumați să află de cătră cei puși pentru paza rânduiălelor și folosul norodului, și strângând veniturile supt numele haznalei Împărăteștii Măririi, fac asupreală prădăciune ticălosului norod, carele pentru multă supărare nu-și pot câștiga îndestularea lor, neștiindu-și dreptatea cea cu îndestulare; însă din cei putincioși și bogați, și mult asămănării aceia să asămănă stricarea și prădăciunea la ticălozii cei ce o pătinesc. || După datorie s'aũ legat a păzi pe norod de toate greutățile ca aceste. Eũ mă silesc a lătura mâna spre piarderea a toate la cele ce se iaũ cu sila și fără de orânduială peste măsură cu darea birului și altele, și a să tăia din toate cele ce pre lângă acéstea aũ eșit rău trebuitoare. Deci cătră întemeiare cu bună orânduială și dreptate judecătorilor înainte le puiũ cumpene de folosința divanului, cât și ispravnicilor: ca toți lăcitorii acestii Cnejii cătră toate trebuințele să-și afle judecată și milă, odihnă și îndestulare, fără frică, atâta cât să cunoască a Ei iubire cea de oameni, pentru a lor socotință și miloserdie, acei nemărginite a noastrei Stăpână și mult bine să aștepte, și mai la bună orânduială și după acéia fiind toți înstrămtoriți și păgubiți de va fi la o cercare a lor asupra cuiva, ori de la Divan îndestulare nu vor avea, cale este slobodă, și ușile deschise, aducându-și cătră mine cu dreptate a lor jalobe, căci să cuvine a păzi pe cei zugrumați, și va face așăzare celor asupriți judecata cea dreaptă. Iară înprotiva aceia care a face lor stricăciune și pagube, și ca niște stricători odihnei țării oprind norodului a să folosi desăvârșit cu milele Stăpânitoarei care varsă norodului milă de ajuns: pedeapsă puiũ, este un Punct din cele dintâi după datoriia mea, și toți pentru aciasta să aibă înștiințare. Aciastă filă în publică pre la Biserică strângându-să norodul și la locurile cele numite să se citească.

Datu-s'au în gazda cé mare.

No. 27.  
1771  
Fevr. 9.

No. 27.      Şi s'a'ă dat în Târgul Iaşului, anul 1771: februarie: 9 zile.      Şi  
 1771      la adevărată scrisoare a Strălucirii sale aşa s'a'ă iscălit.  
 Fevr. 9.      Grafu Petru Rumianţovă.  
 (în locu pecetii.)

---

No. 28.— Convenţiunea de armisticiu din Giurgiu, din 30  
 Maiu 1772.

(Martens Recueil II (ed. 2.), p. 84.)

No 28.      Au nom de Dieu, etc.  
 1772      Comme les deux puissances belligérantes, voulant mettre fin à l'ef-  
 30 Maiă. fusion du sang humain et aux dévations, sont disposées, sous la  
 médiation des cours de Vienne et de Berlin, à rétablir la paix et à se  
 prêter, en conséquence, à un armistice préliminaire, pendant lequel per-  
 sonne ne pourra se procurer aucun avantage, ni étendre ses frontières,  
 ni se servir du droit de convenance, ni s'approprier, de quelque manière  
 que ce soit, aucune possession que celles que chaque puissance aura au  
 jour que les plénipotentiaires auront fixé le lieu de leur assemblée, l'on  
 est convenu des articles suivants:

Art. I. Toutes hostilités et opérations de guerre cesseront partout  
 où les troupes russes et ottomanes se trouvent actuellement.

Art. II. L'armistice aura lieu chez les troupes russes qui sont à  
 Giurgewo et en deçà du Danube, ainsi que chez les troupes ottomanes  
 campées vis-à-vis de cette ville et sur la rive opposée du Danube, à  
 compter du jour que les présentes auront été signés, ainsi qu'en Asie,  
 à compter du jour de l'arrivée des courriers qui y seront incessamment  
 expédiés par les deux puissances.

Art. III. Les troupes des deux parties resteront dans la même position  
 où elles sont aujourd'hui, et le Danube leur servira de limites. On ne  
 construira aucune forteresse sur les rives de ce fleuve, et l'on ne ré-  
 parera point les forteresses ruinées vers la fin de la dernière campagne  
 savoir: Babadogh, Tuleza, Isaceia, Maczin et Hirsowa.

Art. IV. La Porte accorde à la Russie de pouvoir envoyer des cour-  
 riers par Constantinople, dans l'Archipel, pour informer les commandants  
 dans ces parages, tant de la flotte que des troupes de débarquement, afin qu'ils  
 puissent s'arranger avec les Turcs au sujet de la présente convention.

Art. V. Cet armistice s'étend aussi à toute la Crimée et à la mer  
 Noire, de sorte qu'aucun bâtiment armé ture ne pourra se rendre de la  
 mer Noire vers le Danube, ou vers les côtes de la Bessarabie dans le  
 Dniester. Aucun vaisseau ture, quelque nom qu'il porte, ne pourra aussi

s'approcher des ports ou des rivières de la Crimée, si ce n'est dans un cas de la dernière nécessité. Il est permis cependant de naviguer librement sur le Danube avec les bâtiments qui y sont en usage. Mais s'il s'élève quelques différends entre les habitants des deux rives, on nommera, de l'une et de l'autre part, des commissaires pour les finir selon le droit de l'équité.

No. 28.  
1772  
30 Maiü.

Art. VI. La Porte s'engage à ne pas renforcer, pendant l'armistice, les garnisons d'Oczakow et de Kinburn, et à ne leur envoyer aucunes munitions de guerre ou de bouche, ni des instruments ou outils de guerre, quoiqu'il lui soit libre d'envoyer les vivres les plus nécessaires pour ces garnisons et les habitants. On accorde aux bâtiments, qui seront employés à transporter ces vivres, de pouvoir se retirer en cas de nécessité dans les ports de la Crimée ou dans les rivières de la Bessarabie.

Art. VII. Il sera permis de même aux bâtiments russes, tant en Asie qu'en Europe, de pouvoir se retirer en cas de nécessité sur les côtes de l'empire ottoman.

Art. VIII. Les hostilités en Asie, dans la Tartarie de Cuban et en Georgie, en un mot partout où il se trouve des troupes, cesseront aussi du temps qu'on y recevra avis de l'armistice.

Art. IX. La durée du présent armistice sera réglée par les ministres plénipotentiaires au Congrès, qui pourront la prolonger ou l'abrégier selon que les circonstances l'exigeront. Mais si la paix ne se conclue pas définitivement, le terme de cet armistice en Georgie, en Mingrélie et dans les autres pays asiatiques ne sera point prolongé après le 1-er octobre prochain.

Art. X. La ville où le Congrès se tiendra soit en Moldavie, soit en Valachie, sera désignée dans huit jours par MM. les plénipotentiaires des deux cours.

Fait, près de Giurgewo, le 19<sup>e</sup>/<sub>30</sub> mai 1772.

Signé, de la part du comte de Romanzow, par le conseiller d'Etat,  
Simolin.

Et, de la part du grand-vizir, par Hosa-Seid-Abdulkorim, Effendi,  
Muka Beledzi ou écrivain du Divan.

No. 29.— Act adițional prin care Marele Vizir ratifică convențiunea precedentă din Giurgiu.

Martens, Recueil, II (ed. 2), p. 57.

Nous nous reposons sur l'assistance de Dieu indivisible dans son essence incomparable et créateur de l'univers. Par ordre de celui qui, pour le bon plaisir et la grâce éternelle du Très-Haut, est le très-

No. 29.

No. 20. bon, très-puissant et très-juste empereur, mon gracieux maître, doné de  
 1772. toutes les qualités impériales et d'amour pour le service de la sainte ville de la Mecque, et revêtu de la puissance souveraine sur une infinité de peuples, régnant sur une grande étendue de pays et de mers, qui est le plus sage entre les sultans et le plus juste, le plus éminent entre les princes dignes de vénération, et le chef le plus célèbre et le plus glorieux de la race la plus excellente du monde; à raison de quoi tous ses serviteurs et tous les habitants du pays lui rendent des actions de grâces pour la faveur la plus petite qu'il leur fait. Le malheur et la misère des sujets qui lui sont confiés, lui ont, selon l'humanité impériale qui lui est propre, touché le cœur, comme tout le monde en a été témoin, et s'il était possible d'expliquer précisément suivant nos idées, par les faits et les circonstances, les événements qui appartiennent à la sagesse secrète de l'Être suprême, et qui ont été effectués par elle, il se manifesterait clairement aux yeux des hommes sages et prudents, que, par quelques cas et quelques causes obscures, l'amitié subsistante entre le Sublime-Empire ottoman, qui existe à jamais, et la Russie, a été rompue, et que le feu de la guerre a été allumé par là et entretenu depuis plusieurs années, ce qui a fait répandre tant de sang humain des deux côtés. Cependant, quoique tout ceci soit arrivé en vertu des décrets déjà antérieurement faits par le Créateur tout-puissant, la continuation de la guerre et de l'inimitié entre les habitants des deux partis a causé les plus grands troubles et occasionné beaucoup de dévastations. Comme pour cette raison, le plus célèbre des grands princes qui croient en Jésus, le plus excellent entre les principaux du peuple du Messie, l'arbitre des affaires publiques qui arrivent parmi les peuples de Nazareth, qui possède de la splendeur et de la majesté, qui règne avec honneur et avec gloire, le très-illustre et très-heureux empereur d'Allemagne, ainsi que le roi de Prusse, dont la fin soit heureuse et qui soit conduit sur les voies du ciel, ont envoyé des lettres à leurs ministres résidants auprès de la splendide Porte afin de s'assembler à un Congrès pour la conclusion de la paix et pour suspendre la guerre des deux côtés. Et, comme ce dessein a été agréé tant de la part du très-haut empire que par la Russie; qu'il a été résolu de nommer des plénipotentiaires pour commencer et cimenter l'amitié; que l'impératrice de Russie, la plus célèbre entre les grands potentats qui croient en Jésus, la plus excellente entre les plus intègres du peuple du Messie, l'arbitre des affaires publiques qui arrivent parmi les peuples de Nazareth, qui possède de la splendeur et de la majesté, qui règne avec probité et avec honneur, la très-glorieuse, très-illustre, et très-gracieuse impératrice, dont la fin soit heureuse et qui soit con-

duite sur les voies du ciel, a désiré pareillement de consommer cette bonne affaire; qu'il lui a plu de faire expédier une lettre à ce sujet; et que les plénipotentiaires sus-mentionnés ont fait en conséquence des propositions au très-haut trône impérial; et, comme enfin les projets, qui tendent à l'avancement de la tranquillité sont nécessaires aux serviteurs de Dieu, le principal point de l'armistice consistant donc à faire les arrangements et les préparatifs à cette fin: pour ces raisons, en vertu du plein pouvoir impérial qui m'a été donné pour entrer en conférence sur la conclusion de l'armistice, j'ai nommé un des membres du haut Divan impérial, savoir, celui qui est revêtu du caractère de président du collège de révision et commandant de six régiments de cavalerie, l'un d'entre les principaux et louables, l'honorable Seid Abdul-Kérim-Effendi, dont la gloire puisse toujours accroître comme aussi de la part du feld-maréchal russe, a été commis le très-respectable entre les principaux peuples du Messie, Jean Simolin, dont la fin soit bénie, lesquels deux ministres, dans leur conférence tenue sous la ville de Shursha (Giurgewo), ont conclu un armistice consistant en neuf articles, dont l'invincible armée impériale a reçu l'acte expédié par le plénipotentiaire russe sous son sceau. Le feld-maréchal de l'armée russe, le plus célèbre entre les seigneurs du peuple du Messie et le plus digne entre les nobles qui croient en Jésus, le très-respectable et illustre notre ami, le comte Pierre Alexandrowitz Romanzow, dont la fin soit bénie, a approuvé ces articles et les a confirmés par la ratification. De notre côté aussi, nous confirmons pareillement les susdits points par ce présent acte de notre main et nous y apposons notre sceau afin qu'ils soient observés partout où il appartiendra. ¶ (A la suite de cette ratification, se trouvent les articles de la convention, à la tête de laquelle il y a quelques traits de plume, et, en marge, est apposé le sceau du grand-vizir, imprimé avec de l'encre, et dans lequel se trouve le nom de Mehemet).

No. 29.  
1772.

---

No. 30.—Tractatul de la Kuciuk-Kainargi, din 10 Iulie 1774.

(Martens, Recueil II (ed. 2.), 286.)

Traité de paix perpétuelle et d'amitié entre l'empire de Russie et la Porte Ottomane, conclu le 10 juillet dans la tente du commandant en chef le feld-maréchal comte de Roumanzow, près du village de Koutchouk-Kaynardgi sur la rive droite du Danube par les plénipotentiaires nommés par lui et par le grand-vizir, confirmé par les deux chefs le 15 du même mois, et approuvé et ratifié par Sa Hauteesse à Constantinople le 10 janvier 1775.

No. 30.  
1774  
10 Iulie.

No. 30.

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

1774

10 Julie.

Les Souverains des deux Empires belligérants, celui de toutes les Russies et la Porte ottomane souhaitant et désirant mutuellement de mettre fin à la guerre qui a duré jusqu'à présent entre les deux Etats, et de parvenir au rétablissement de la paix par des personnes de confiance respectivement autorisés à cet effet, ont nommé et muni de leurs pleins pouvoirs effectifs pour négocier, arrêter, conclure et signer le traité de paix entre les deux hauts empires, savoir: S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, le comte Pierre de Roumanzow, général feld-maréchal, commandant de son armée, gouverneur général de la petite Russie, etc., et Sa Hautesse le grand-vizir de la Sublime-Porte, Mousson Zadé Mechmet Pacha. || En conséquence, ces deux commandants des armées le feld-maréchal comte Pierre de Roumanzow et le grand-vizir Mousson Zadé Mechmet Pacha, pour se conformer aux vues de leurs cours, ont donné toute leur attention à cette affaire et les plénipotentiaires, Nischandgi Resmi Achmet Effendi et Ibrahim Munib Reis Effendi, envoyés le 5 de juillet 1774 par le grand-vizir de la part de la Sublime-Porte, ont conjointement avec le plénipotentiaire nommé par le dit feld-maréchal, le prince Nicolas Repnin, lieutenant-général, etc., dressé, arrêté, conclu, signé et muni du cachet de leurs armes, en présence du général feldmaréchal comte de Roumanzow dans sa tente les articles suivants de la paix perpétuelle entre l'Empire de toutes les Russies et la Porte-Ottomane.

Art. I. Dès à présent et pour toujours cesseront toutes les hostilités et l'inimitié qui ont eu lieu jusqu'ici et toutes les actions et entreprises ennemies faites de part et d'autre par les armes ou d'autre manière seront ensevelies dans un éternel oubli, sans qu'il en soit tiré vengeance par quelque moyen que ce puisse être; mais, au contraire, il y aura une paix perpétuelle, constante et inviolable, tant par mer que par terre. Pareillement il sera cultivé entre les deux hautes parties contractantes, S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et Sa Hautesse, leurs successeurs et héritiers, ainsi qu'entre les deux empires, leurs Etats, terres, sujets et habitants une union sincère et une amitié perpétuelle et inviolable avec un soigneux accomplissement et maintien de ces articles: de façon qu'aucune des deux parties n'entreprendra à l'avenir à l'égard de l'autre aucune action ou dessein ennemi que ce soit, ni en secret ni ouvertement. Et en conséquence du renouvellement d'une amitié si sincère, les deux parties contractantes accordent respectivement une amnistie et pardon général à tous ceux de leurs sujets sans distinction, qui se sont rendus coupables de quelque crime envers l'une ou l'autre des deux parties: délivrant et mettant en liberté ceux qui se trouvent

aux galères ou en prison; permettant à tous bannis, ou exilés de retourner chez eux avec promesse de leur rendre après la paix tous les honneurs et biens dont ils ont joui ci-devant, et de ne leur faire ni souffrir que d'autres leur fassent impunément quelque insulte, dommage ou offense sous quelque prétexte que ce soit; mais que chacun d'eux puisse vivre sous la garde et protection des lois et coutumes de son pays, ainsi que ses compatriotes.

No. 30.  
1774  
10 Julie.

Art. II. Si, après la conclusion du traité et l'échange des ratifications, quelques sujets des deux empires, ayant commis quelque crime capital, ou s'étant rendus coupables de désobéissance ou de trahison, voulaient se cacher ou chercher asile chez l'une des deux puissances, ils n'y devront être reçus ni gardés sous aucun prétexte, mais immédiatement livrés ou du moins chassés des Etats de la puissance chez laquelle ils se seraient retirés, afin que pour de tels malfaiteurs il ne s'élève aucun refroidissement ou contestation inutile entre les deux Empires, à l'exception cependant de ceux qui, dans l'empire de Russie, auront embrassé la religion chrétienne et dans l'empire ottoman la religion mahométane. Pareillement au cas que quelques sujets des deux empires, soit chrétiens ou mahométans, ayant commis quelque forfait ou délit ou pour quelque cause que ce soit passent d'un empire dans l'autre, ils seront immédiatement livrés dès que la réquisition en sera faite.

Art. III. Tous les peuples Tartares, ceux de la Crimée, du Budgiae, du Kuban, les Edissans, Ceambouluks et Editschkuls, seront reconnus sans aucune exception par les deux Empires pour nations libres et entièrement indépendantes de toute puissance étrangère, gouvernés par leur propre souverain de la race de Chingis-Khan, élu et élevé sur le trône par tous les peuples Tartares; lequel les gouvernera d'après leurs anciennes lois et usages, n'en rendant aucun compte que ce soit à aucune puissance étrangère: c'est pourquoi, ni la cour de Russie, ni la Porte ottomane ne devront se mêler, sous quelque prétexte que se soit, de l'élection du dit Khan non plus que de leurs affaires domestiques, politiques, civiles et intérieures, mais au contraire avouer et considérer la dite nation Tartare dans son état politique et civil sur le même pied que les autres puissances qui se gouvernent par elles-mêmes et ne dépendent que de Dieu seul; quant aux cérémonies de religion, comme les Tartares professent le même culte que les Musulmans, ils se régleront à l'égard de Sa Hautesse comme Grand Calife du mahométisme, selon les préceptes que leur prescrit leur loi sans aucun préjudice néanmoins de la confirmation de leur liberté politique et civile. La Russie laisse

No. 30. à cette nation Tartare, à l'exception des forteresses de Kertsch et Jenicale avec leurs districts et ports que la Russie garde pour elle, toutes les villes, forteresses, habitations, terres et ports qu'elle a conquis en Crimée et au Kuban : le terrain situé entre les rivières Berda, Konskie, Vodi et le Dnieper, ainsi que tout celui situé jusqu'à la frontière de Pologne entre le Boug et le Dniester, à l'exception de la forteresse d'Oczakow avec son ancien territoire qui appartiendront comme ci-devant à la Sublime-Porte, et elle promet de faire sortir ses troupes de leurs possessions, d'abord après la conclusion et l'échange du traité de paix. La Sublime-Porte ottomane s'engage pareillement de son côté à se déssister de tout droit quelconque qu'elle pourrait avoir sur les forteresses, villes, habitations, etc., en Crimée, au Kuban et dans l'île de Taman, de ne tenir dans ces endroits aucune garnison ni autres gens armés, cédant ces Etats aux Tartares de la même manière que la cour de Russie, c'est-à-dire en pleine propriété et souveraineté absolue et indépendante. Pareillement la Sublime-Porte s'engage de la manière la plus solennelle et promet de n'introduire, ni entretenir à l'avenir aucune garnison ou gens armés quelconques dans les susdites villes, forteresses, terres et habitations, ni dans l'intérieur de ces Etats aucun intendant ou employé militaire, de quelque dénomination que ce soit, mais de laisser tous les Tartares dans la même parfaite liberté et indépendance que les laisse l'empire de Russie.

Art. IV. Il est conforme au droit naturel de chaque Puissance de faire dans son propre pays telles dispositions qu'elle juge à-propos, en conséquence il est respectivement réservé aux deux Empires une liberté parfaite et illimitée de construire en neuf, chacun dans ses Etats et en dedans de ses frontières, en tels endroits qu'il trouvera convenables, toute sorte de forteresses, villes, habitations, édifices et demeures, ainsi que de réparer et rebâtir les anciennes forteresses, villes, habitations, etc.

Art. V. Après la conclusion de cette heureuse paix et le renouvellement de l'amitié sincère et du bon voisinage, la cour impériale de Russie dorénavant aura toujours auprès de la Sublime-Porte un ministre de second rang c'est-à-dire un envoyé ou un ministre plénipotentiaire : la Sublime-Porte marquera à son caractère toute l'attention et les égards qui s'observent envers les ministres des puissances les plus distinguées : et dans toutes les fonctions publiques, le susdit ministre devra suivre immédiatement celui de l'Empereur, s'il a le même caractère que lui : mais s'il a un autre caractère, c'est-à-dire supérieur ou inférieur, alors le ministre russe suivra immédiatement l'ambassadeur de Hollande, et, en son absence, celui de Venise.

Art. VI Si quelqu'un de ceux qui se trouvent au service actuel du ministre russe pendant son séjour près de la Sublime-Porte, ayant fait quelque vol, ou commis quelque crime ou action punissable, voulait pour se soustraire au châtement, se faire Turc, quoiqu'il ne puisse pas être refusé, cependant après lui avoir fait subir la peine qu'il mérite, tous les effets volés devront être restitués en entier, conformément à la spécification du ministre. Mais ceux qui voudront prendre le turban étant ivres, ne devront être reçus qu'après que leur ivresse sera passée et leur raison revenue dans son état naturel ; et même alors leur dernière déclaration ne se fera qu'en présence d'un interprète envoyé par le ministre, et de quelque musulman non suspect de partialité.

No. 30.  
1774  
10 Iulie.

Art. VII. La Sublime-Porte promet de protéger constamment la religion chrétienne et ses églises ; et aussi elle permet aux ministres de la cour impériale de Russie de faire dans toutes les occasions des représentations, tant en faveur de la nouvelle église à Constantinople, dont il sera fait mention dans l'article 14, que pour ceux qui la desservent, promettant de les prendre en considération comme faites par une personne de confiance d'une puissance voisine et sincèrement amie.

Art. VIII. Il sera libre et permis aux sujets de l'empire de Russie tant séculiers qu'ecclésiastiques, de visiter la sainte ville de Jérusalem et autres lieux dignes d'attention. Il ne sera exigé de ces pèlerins et voyageurs, par qui que ce puisse être, ni à Jérusalem ni ailleurs, ni sur la route aucun charatsch, contribution, droit ou autre imposition : mais ils seront munis de passeports et firmans tels qu'on en donne aux sujets des autres puissances amies. Pendant leur séjour dans l'Empire Ottoman il ne leur sera fait le moindre tort ni offense, mais au contraire ils seront sous la protection la plus rigide des lois.

Art. IX. Les interprètes auprès des ministres russes résidant à Constantinople, de quelque nation qu'ils soient, étant employés à des affaires d'Etat, et conséquemment servant les deux empires, doivent être considérés et traités avec toute sorte de bienveillance ; ils n'auront rien à souffrir à raison des affaires dont leurs principaux les auraient chargés.

Art. X. Si entre la signature de ces articles de paix et les ordres qui, sur cela seront expédiés par les commandants des deux armées respectives, il survenait quelque part quelque fait d'armes, aucune partie ne s'en tiendra offensée, comme aussi le succès en sera nul, toute acquisition restituée et aucun avantage n'en restera à l'une ni à l'autre partie.

Art. XI. Pour la commodité et l'avantage des deux empires, il y aura une navigation libre et sans obstacles pour les vaisseaux marchands appartenant aux deux puissances contractantes, dans toutes les mers

No. 30. qui baignent leurs terres ; la Sublime-Porte accorde aux vaisseaux marchands russes nommément tels que ceux qu'emploient partout pour le commerce et dans les ports les autres puissances, un libre passage de la mer Noire dans la mer Blanche et réciproquement de la mer Blanche dans la mer Noire ; comme aussi d'entrer dans tous les ports et havres existants, ou sur les côtes de la mer ou dans les passages et canaux qui joignent ces mers. Pareillement, la Sublime-Porte permet aux sujets russes de commercer dans ses Etats, par terre ainsi que par eau et sur le Danube, par leurs vaisseaux, conformément à ce qui a été spécifié plus haut dans cet article et cela aux mêmes privilèges et avantages dont jouissent dans ses Etats les nations les plus amies et que la Sublime-Porte favorise le plus dans le commerce, tels que les Français et les Anglais ; et les capitulations de ces deux nations et autres, de même que si elles étaient insérées ici mot pour mot, devront servir de règle en tout et partout pour ce qui regarde tant le commerce que les commerçants russes, lesquels en payant les mêmes douanes, peuvent importer et exporter toutes sortes de marchandises et aborder à tous les ports et havres, tant sur la mer Noire que sur les autres mers, Constantinople y étant nommément compris. || En accordant de la manière ci-dessus aux sujets respectifs la liberté du commerce et de la navigation sur toutes les eaux sans exceptions, les deux empires permettent en même temps aux marchands de s'arrêter dans leurs Etats autant de temps que leurs intérêts l'exigeront, et leur promettent la même sûreté et liberté dont jouissent les sujets des autres cours amies. || Et afin d'observer l'ordre en tout, la Sublime-Porte permet également qu'il réside des consuls et vice-consuls dans tous les lieux où la cour de Russie jugera à propos d'en établir, et ils seront traités et considérés en parfaite égalité avec les consuls des autres puissances amies. Elle leur permet d'avoir des interprètes nommés Bara'tli ou à patentes, les munissant effectivement de patentes impériales et les faisant jouir des mêmes prérogatives que ceux au service des dites nations française, anglaise et autres. || De même la Russie permet aux sujets de la Sublime-Porte de commercer dans ses Etats par mer et par terre avec les mêmes prérogatives et avantages dont jouissent les nations les plus amies et en payant les douanes accoutumées. En cas d'accident qui pourrait arriver aux vaisseaux, les deux empires sont tenus respectivement de leur donner la même assistance qui se donne en pareil cas aux autres nations amies : et les choses nécessaires leur seront fournies aux prix ordinaires.

Art. XII. Lorsque la cour impériale de Russie sera intentionnée de

faire quelque traité de commerce avec les régences de l'Afrique comme Tripoli, Tunis et Alger, la Sublime-Porte s'engage d'employer son pouvoir et son crédit pour effectuer les vues de la susdite cour à cet égard, et de garantir par rapport aux dites régences toutes les conditions qui auront été stipulées dans ces traités.

No. 80.  
1774  
10 Julie.

Art. XIII. La Sublime-Porte promet d'employer le titre sacré d'Impératrice de toutes les Russies dans tous les actes et lettres publiques ainsi que dans tout les autres cas en langue turque, c'est-à-dire Temamen Roussielerin Padischag.

Art. XIV. A l'exemple des autres puissances, on permet à la haute cour de Russie, outre la chapelle bâtie dans la maison du ministre, de construire dans un quartier de Galata dans la rue nommée Bey Oglu, une église publique du rite grec, laquelle sera toujours sous la protection des ministres de cet empire et à l'abri de toute gêne et de toute avanie.

Art XV. Quoique, de la manière dont les limites des deux puissances contractantes sont arrangées, on ait lieu d'espérer que les sujets respectifs ne trouveront plus d'occasion à des différends et des contestations essentielles entre eux, néanmoins, à tout événement et pour éviter tout ce qui pourrait occasionner du refroidissement, ou causer quelque mécontentement que ce soit, les deux empires conviennent mutuellement que tous cas pareils seront examinés par les gouverneurs et commandants des frontières, ou par des commissaires nommés à cet effet, lesquels seront tenus, après recherches exactement faites de rendre justice actuelle à qui il appartiendra sans la moindre perte de temps, avec condition expresse que des événements de cette nature ne pourront jamais servir de prétexte à la moindre altération de l'amitié et bonne union rétablies par le présent traité.

Art. XVI. L'empire de Russie restitue à la Sublime-Porte toute la Bessarabie avec les villes d'Akkerman, Kilija, Ismaïl et avec les bourgs et villages et tout ce que contient cette province, comme aussi elle lui restitue la forteresse de Bender. Pareillement l'empire de Russie restitue à la Sublime-Porte les deux principautés de Valachie et de Moldavie avec toutes les forteresses, villes, bourgs, villages et tout ce qu'elles contiennent, et la Sublime-Porte les reçoit aux conditions suivantes, avec promesse solennelle de les observer saintement: 1 D'observer à l'égard de tous les habitants de ces principautés de quelque dignité, rang, état, vocation et extraction qu'ils puissent être, sans la moindre exception, l'amnistie absolue et éternel oubli stipulés dans le premier article de traité en faveur de tous ceux qui effectivement auraient commis quelque crime.

No 50. ou auraient été soupçonnés d'avoir eu intention de nuire aux intérêts de la Sublime-Porte, les rétablissant dans leurs premières dignités, rangs et possessions, et leur rendant les biens dont ils ont joui devant le présente guerre. 2. De n'empêcher aucunement l'exercice libre de la religion chrétienne et de ne mettre aucun obstacle à la construction de nouvelles églises et à la réparation des anciennes ainsi que cela a été précédemment. 3. De restituer aux couvents et aux autres particuliers les terres et possessions ci-devant à eux appartenantes, qui leur ont été prises contre toute justice, situées aux environs de Brahilow, de Choczim, de Bender, etc., appelées aujourd'hui Rai. 4. D'avoir pour les ecclésiastiques l'estime particulière que leur état exige. 5. D'accorder aux familles qui désireront quitter leur patrie pour s'établir ailleurs une libre sortie avec tous leurs biens; et pour que ces familles puissent arranger convenablement leurs affaires, on leur fixe le terme d'une année pour cette émigration libre de leur patrie, à compter du jour où le présent traité sera échangé. 6. De ne demander ni exiger aucun paiement pour de vieux comptes, de quelque nature qu'ils puissent être. 7. De n'exiger de ces peuples aucune contribution ni paiement pour tout le temps de la durée de la guerre: et même à cause des dévastations auxquelles ils ont été exposés, de les tenir quittes de tout impôt pour deux années, à compter du jour de l'échange du présent traité. 8. A l'échéance du terme marqué, la Porte promet d'en user avec toute humanité et générosité dans les impositions qu'elle mettra sur eux en argent, et de les recevoir, par la voie de députés qui lui seront envoyés tous les deux ans; au terme du paiement de ces impôts, les pachas, ni les gouverneurs, ni telle autre personne que ce puisse être ne devra les obérer, ni exiger d'eux d'autres paiements ou impositions, sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit: mais ils doivent jouir de tous les mêmes avantages dont ils ont joui pendant le règne du feu Sultan. 9. La Porte permet aux princes de ces deux Etats d'avoir auprès d'elle un chargé d'affaires, pris d'entre les chrétiens de la communion grecque, lesquels veilleront aux affaires concernant les dites principautés, et seront traités avec bonté de la Porte et, nonobstant leur peu d'importance, considérés comme personnes jouissant du droit des gens, c'est-à-dire à l'abri de toute violence. 10. La Porte consent aussi, que selon que les circonstances de ces deux principautés pourront l'exiger, les ministres de la cour impériale de Russie, résidant auprès d'elle puissent parler en leur faveur, et promet de les écouter avec les égards qui conviennent à des puissances amies et respectées.

Art. XVII. L'empire de Russie restitue à la Sublime-Porte toutes

les îles de l'Archipel qui se trouvent sous sa dépendance, et la Sublime Porte de son côté promet: 1. D'observer saintement à l'égard des habitants de ces îles les conditions stipulées dans le premier article concernant l'amnistie générale et l'oubli éternel de tous crimes quelconque commis ou soupçonnés au préjudice des intérêts de la Sublime-Porte. 2. Que la religion chrétienne ne sera point exposée à la moindre oppression; non plus que les églises, et qu'il ne sera mis aucun empêchement à leur construction ou réparation; perilleusement que ceux qui les desservent ne seront ni opprimés, ni outragés. 3. Qu'il ne sera exigé de ces îles aucun paiement des impôts annuels auxquelles elles étaient assujetties, savoir, depuis le temps qu'elles se sont trouvées sous la dépendance de l'empire de Russie, et de plus en considération des grandes pertes qu'elles ont eu à souffrir pendant la guerre, pour deux ans à compter du temps de restitution à la Sublime-Porte. 4. De permettre aux familles qui voudront quitter leur patrie et s'établir ailleurs, de sortir librement avec leurs biens, et afin que ces familles puissent commodément mettre ordre à leur affaires, il leur est accordé le terme d'un an pour cette libre émigration, à compter du jour de l'échange du présent traité; et 5. Au cas que la flotte russe, au moment de son départ, lequel devra avoir lieu dans trois mois, à compter du jour de l'échange du présent traité, ait besoin de quelque chose, la Sublime-Porte promet de la fournir de tout, autant qu'il sera possible.

Art. XVIII. Le château de Kinburn, situé à l'embouchure du Dnieper, avec un district proportionné le long de la rive gauche du Dnieper, et le coin qui forme le désert, entre le Bug et le Dnieper, demeure sous la pleine, perpétuelle et incontestable domination de l'empire de Russie.

Art. XIX. Les forteresses de Jenicale et Kertsch, situées dans la presqu'île de Crimée avec leurs ports et avec tout ce qu'elles renferment, de plus avec leurs districts, à commencer de la mer Noire et en suivant l'ancienne frontière de Kertsch jusqu'à l'endroit Bugak et de Bugak, en montant en droite ligne jusqu'à la mer d'Azow, demeurent sous la domination pleine, perpétuelle et incontestable de l'empire de Russie.

Art. XX. La ville d'Azov avec son district et les limites marquées dans les instruments faits en 1700, c'est-à-dire en 1113, entre le gouverneur Tolstoy et Hassan Pacha, gouverneur d'Atschug, appartiendra à perpétuité à l'empire de Russie.

Art. XXI. Les deux Cabardes, savoir: la grande et la petite, à cause de leur voisinage avec les Tartares se trouvent en une plus grande connexion avec les Chans de Crimée; c'est pour quoi il doit être réservé au Chan

No. 30.  
1774  
10 Julio.

No 30. de Crimée à consentir avec son conseil et les anciens de la nation Tar-  
1774 tare que ces pays appartiennent à la Cour Impériale de Russie.

10 Julie.

Art. XXII. Les deux empires sont convenus d'anéantir et de laisser dans un éternel oubli tous les traités et conventions précédemment faites entre les deux Etats, y compris la convention de Belgrade avec celle qui l'ont suivie: et de ne fonder jamais aucune prétention à raison des dites conventions, à l'exception cependant de celle faite en 1700 entre le gouverneur Tolstoï et Hassan Pacha, gouverneur d'Atschug, au sujet des limites du district d'Azow et de la démarcation de la frontière du Kuban, laquelle demeurera invariablement telle qu'elle a été ci-devant.

Art. XXIII. Les forteresses qui se trouvent dans une partie de la Géorgie et de la Mingrélie, comme Bogdadgick, Kutatis et Scheherban, conquises par les armes russes, seront regardées par la Russie comme appartenant à ceux dont elles ont dépendu anciennement; de sorte que si anciennement ou depuis fort longtemps ces villes ont été définitivement sous la domination de la Sublime-Porte, elles seront reconnues lui appartenir; et d'après l'échange du présent traité, les troupes russes sortiront au temps convenu des susdites provinces de Géorgie et de Mingrélie: la Sublime-Porte, de son côté, s'engage conformément au contenu du premier article, d'accorder une amnistie générale à tous ceux dans ces contrées qui, dans le cours de la présente guerre, l'auraient offensée de quelque manière que ce soit. Elle renonce solennellement et à perpétuité à exiger des tributs de garçons et de filles et toute autre espèce d'imposition; Elle s'engage de ne reconnaître de ces peuples pour ses sujets, que ceux qui lui auront appartenu de toute ancienneté; de laisser et remettre tous les châteaux et lieux fortifiés qui ont été sous la domination des Géorgiens et des Mingréliens à leur propre garde et leur propre gouvernement, comme aussi de ne gêner en aucune manière la religion, les monastères et les églises, de ne pas empêcher de réparer celles qui sont ruinées, ni d'en construire de neuves, et ces peuples ne seront point opprimés de la part du gouverneur de Tschildirsk et autres chefs et officiers par des exactions qui les dépouillent de leurs biens, mais comme les susdits peuples se trouvent sujets de la Sublime-Porte, la Russie ne devra à l'avenir se mêler en aucune façon de leurs affaires ni les molester.

Art. XXIV. Aussitôt après la signature et la confirmation de ces articles, toutes les troupes russes qui se trouvent en Bulgarie à la rive droite du Danube se retireront, et dans un mois, à compter du jour de la signature, elles passeront de l'autre côté du fleuve. Lorsque toutes les troupes passeront le Danube, on remettra aux Turcs le château de

Hirsow qu'on leur évacuera après que toutes les troupes russes auront effectivement passé à la rive gauche de ce fleuve. Ensuite on procédera à l'évacuation de la Valachie et de la Bessarabie dans le même temps pour laquelle il est fixé le terme de deux mois. Après que toutes les troupes auront quitté ces deux provinces, on remettra aux troupes turques d'un côté les forteresses de Giurgewo et ensuite Brahilow, et de l'autre la ville d'Ismail et les forteresses de Kilia, et ensuite d'Akker-mann, desquelles places sortiront alors les garnisons russes, pour suivre les autres troupes, de sorte que pour l'évacuation entière des dites provinces on prescrit le terme de trois mois. ¶ Enfin les troupes impériales de Russie sortiront deux mois après cela de la Moldavie et passeront à la rive gauche du Dniester; ainsi l'évacuation des pays susdits se fera dans cinq mois à compter de la susdite signature du traité de paix perpétuelle entre les deux empires contractants; lorsque toutes les troupes russes seront passées à la rive gauche du Dniester, on abandonnera aux troupes turques les forteresses de Chotzum et de Bender, à cette condition toutefois, que le château de Kiburn avec le district qui lui appartient et le désert situé entre le Dnieper et le Bug aient déjà été remis en pleine, perpétuelle et incontestable souveraineté à l'empire de Russie, conformément à l'article XVIII du traité de paix perpétuelle entre les deux empires. ¶ Quant aux îles de l'Archipel, elles seront laissées comme ci-devant à la domination légitime de la Porte ottomane, par la flotte et les troupes impériales de Russie, aussitôt que les arrangements et besoins particuliers le permettront, sur quoi il n'est pas possible ici de fixer le laps de temps précis. ¶ Et la Sublime-Porte pour accélérer d'autant plus tôt le départ de la dite flotte, s'engage déjà comme puissance amie à lui fournir, autant que cella lui sera possible, toutes les choses dont elle aura besoin. ¶ Tant que les troupes impériales de Russie séjourneront dans les provinces à restituer à la Sublime-Porte, le gouvernement et la police y resteront dans la même vigueur qu'actuellement et depuis la conquête, et la Porte ne devra y prendre aucune part pour tout ce temps et jusqu'à l'entière sortie de toutes les troupes. Jusqu'au dernier jour de leur sortie de ces pays, les troupes russes seront fournies de toutes les choses nécessaires tant en vivres qu'autres choses, de la même manière que cela leur a été fourni jusqu'à présent. ¶ Les troupes de la Sublime-Porte ne devront mettre le pied dans les forteresses qui lui seront restituées et elle ne pourra commencer à exercer son autorité dans les pays qui lui seront remis, que lorsqu'à chaque place ou pays qui aura été évacué par les troupes russes, le commandant de ces troupes en aura donné connaissance à l'officier commis à

No. 30.

1774

10 Iulie.

No. 30. cet effet de la part de la Porte ottomane. ¶ Les troupes russes pour-  
 1774 ront, selon leur bon plaisir, vider leurs magasins de munitions de guerre  
 10 Juil. et de bouche qui sont dans les forteresses, villes et partout ailleurs où  
 il s'en trouve, et ils ne laisseront dans les forteresses rendues à la Su-  
 blime-Porte que la seule artillerie turque, autant qu'il s'y en trouve  
 réellement. Les habitants dans tous les pays restitués à la Sublime-Porte,  
 de quelque état et condition qu'ils soient, qui se trouvent au service im-  
 périeur de Russie, ont la liberté entre le terme donné d'une année fixé  
 dans les articles XVI et XVII du traité de paix, de partir et de se re-  
 tirer avec leur familles et leurs biens à la suite des troupes russes; et  
 conformément aux susdits articles, la Sublime-Porte s'engage de ne s'op-  
 poser à leur sortie ni alors ni pendant le terme entier d'une année.

Art. XXV. Tous les prisonniers de guerre et esclaves dans les deux  
 empires, hommes et femmes, de quelque rang ou dignité qu'ils soient,  
 à l'exception de ceux qui, dans l'empire de Russie, auront quitté volon-  
 tairement le mohamétisme pour embrasser la religion chrétienne, ou dans  
 l'empire ottoman auront quitté volontairement le christianisme pour em-  
 brasser la religion mahométane, seront immédiatement après l'échange  
 des ratifications de ce traité et sans aucune excuse que ce puisse être,  
 remis en liberté de part et d'autre, rendus et délivrés sans rachat ni ran-  
 çon; pareillement tous les chrétiens tombés en servitude, comme Polo-  
 nais, Moldaves, Valaques, Péloponésiens, habitants des îles et Géorgiens,  
 tous sans la moindre exception, devront être mis en liberté sans rachat  
 ni rachat. Pareillement tous les sujets russes qui, depuis la conclusion  
 de cette heureuse paix, seraient tombés par quelque accident en servi-  
 tude et se trouveraient dans l'empire ottoman, devront être délivrés et  
 rendus de la même manière; ce que l'empire de Russie promet d'obser-  
 ver aussi de son côté envers la Porte ottomane et ses sujets.

Art. XXVI. Après avoir reçu d'ici la nouvelle de la signature de  
 ces articles, le commandant de l'armée russe en Crimée, et le gouver-  
 neur d'Oczakow doivent aussitôt se communiquer l'un à l'autre sur ce  
 qui les regarde, et dans deux mois après la signature du traité envoyer  
 respectivement des personnes accréditées pour effectuer, d'une part, la  
 tradition, et de l'autre, la prise de possession du château de Kinburn  
 avec le désert, ainsi qu'il est stipulé dans l'article XVIII, ci-dessus; que  
 les dits commissaires devront absolument effectuer dans deux mois, du  
 jour de leur assemblée, afin que dans quatre mois ou même plutôt, à  
 compter depuis la signature de ce traité, toute cette affaire soit sûre-  
 ment achevée, et immédiatement après la chose exécutée, il en sera  
 donné connaissance à Leurs Excellences le feld-maréchal et la grand vizir.

Art. XXVII. Mais afin que la présente paix et sincère amitié entre les deux empires soient d'autant plus fortement et authentiquement scellées et confirmées, il sera envoyé de part et d'autre des ambassades solennelles et extraordinaires avec les ratifications impériales fermées confirmatives du traité de paix, au temps dont elles seront convenues entre elles. On ira sur les frontières à la rencontre des ambassadeurs, de la même manière et ils seront reçus et traités avec les mêmes honneurs et cérémonies que cela s'observe dans les ambassades respectives entre la Porte ottomane et les puissances les plus respectables. Et pour marque d'amitié il sera réciproquement envoyé par les dits ambassadeurs des présents proportionnés à la dignité de leurs majestés impériales.

Art. XXVIII. Après que ces articles de la paix perpétuelle auront été signés par les susdits plénipotentiaires, le lieutenant général prince Repnin, et de la Sublime-Porte le Nischandgi Resmi Achmet Effendi et Ibrahim Munib Effendi, les hostilités doivent cesser entre les armées principales ainsi qu'entre les corps séparés tant sur la terre que sur les eaux, d'abord qu'on en aura reçu l'ordre des commandants des deux armées. A cet effet, il devra être envoyé d'abord de la part du feld-maréchal et du grand-vizir des courriers dans l'Archipel, à la flotte qui se trouve sur la mer Noire vis-à-vis de la Crimée, et dans tous les autres endroits où les hostilités se font de part ou d'autre, afin qu'en vertu de la paix conclue, toute inimitié et tous faits d'armes cessent : et ces courriers seront munis d'ordres de la part du feld-maréchal et du grand-vizir, de telle sorte que le courrier russe s'il arrive plutôt chez le commandant auquel il est adressé, puisse par lui faire passer au commandant ture les ordres du grand-vizir; et pareillement si c'est le courrier de celui-ci qui arrive le premier, lors le commandant ture fasse passer au commandant russe les ordres du feld-maréchal. || Et comme les négociations et confections de cette paix ont été confiées par les souverains des empires respectifs aux soins des commandants en chef de leurs armées, savoir: le feld-maréchal comte Pierre de Roumanzow et le grand-vizir de la Sublime Porte Moussun Zadé Mechmet Pacha, les dits feld-maréchal et le grand-vizir devront confirmer, en vertu du plein pouvoir donné à chacun d'eux par leurs souverains, tous les susdits articles de la paix perpétuelle ainsi qu'ils sont ici exprimés, et avec la même force que s'ils avaient été faits en leur présence, les signer et munir du cachet de leurs armes, garder et accomplir fidèlement et inviolablement tout ce qui a été stipulé et promis, ne faire ni ne souffrir qu'il soit rien fait par qui que ce soit en contravention du dit traité et les exemplaires parfaitement conformes à celui-ci signés d'eux et munis

No. 30.  
1774  
10 Julie.

No. 30 de leurs cachets de la part du grand-vizir en langue turque et italienne et  
 1774 de la part du feld-maréchal en russe et italien, de même que les pleins  
 10 Iulie. pouvoirs à eux donnés par les souverains seront respectivement échan-  
 gés par les mêmes personnes ci-dessus nommées, qui ont été envoyées  
 du côté de la Sublime-Porte au feld-maréchal, dans cinq jours imman-  
 quablement à compter du jour de la signature du présent traité, et  
 plutôt s'il est possible; en statuant dès à présent qu'elles recevront les  
 dits exemplaires du feld-maréchal d'abord qu'elles auront donné connais-  
 sance que ceux du grand-vizir leur sont arrivés.

Ce 10 juillet 1774.

Comte Pierre de Roumanzow.	Mousson Zade Mechmet Bacha.
Prince Nicolas Repnin.	Resmi Achmet Effendi.
	Ibraim Munib Effendi.

No. 31.— Article separate a Tractatului de Kuciuk-  
 Kainargi.

(Wilkinson, Tableau, ed. franc. p. 214.)

No. 31. *Art. I-er.* Quoique dans l'article 17 du Traité de paix aujourd'hui  
 1774 souscrit, il soit indiqué, que dans trois mois la flotte impériale russe  
 10 Iulie. devra évacuer les îles de l'Archipel; comme dans l'article 24 du même  
 traité il est expliqué que dans un tel éloignement il n'est pas possible de  
 spécifier quel temps sera nécessaire, nous nous sommes accordés à nous  
 en tenir à ce dernier article. En conséquence de quoi nous répétons que  
 la dite flotte impériale russe évacuera l'Archipel le plus tôt possible,  
 sans déterminer pour cela un temps limité; et pour faciliter l'exécution  
 de cette évacuation, la Sublime Porte lui fournira tout ce qui sera besoin  
 pour son voyage, autant que cela dépendra d'elle.

Cet article séparé recevra ensemble avec tout le traité la même  
 confirmation, et nous lui donnons la même force et stabilité, que s'il  
 était inscrit mot à mot dans le traité souscrit aujourd'hui. En foi de  
 quoi nous avons signé de notre main et scellé de nos sceaux.

Au Camp près Kutschouc-Kaïnardgi, le 10 juillet 1774.

*Art. II.* Il est réglé et établi par cet article séparé, que la Sublime  
 Porte paiera à l'Empire russe, pour les dépenses de la guerre, la somme  
 de 15,000 bourses ou 7 1/2 millions de piastres, qui font en monnaie  
 russe 4 1/2 millions de roubles, en trois ans et en trois termes. Le pre-  
 mier terme de ce paiement se fera le 1-er janvier de l'an 1775; le second  
 terme de paiement le 1-er janvier 1776; le troisième paiement le 1-er

janvier 1777. Chaque paiement de 5000 bourses sera fait par la Sublime Porte au Ministre russe accrédité près la dite Sublime Porte; et si la cour de Russie voulait outre cela quelque autre sûreté, la Porte Ottomane la satisfaira en cela, en quoi elle s'oblige religieusement. Cet article séparé aura sa confirmation ensemble avec tout le traité signé aujourd'hui et nous lui donnons la même force et la même stabilité, que s'il était inscrit mot à mot dans le traité fait aujourd'hui entre les deux empires respectifs: en foi de quoi nous l'avons signé de notre main et scellé de nos sceaux.

Au Camp de Kutschouc-Kaïnardgi le 10 juillet 1774.

Par un édit de l'Impératrice de Russie en date du 19<sup>30</sup> Mai 1775, qui fixe un jour d'actions de grâces pour le rétablissement de la paix, on voit que les ratifications ont été échangées à Constantinople le 13<sup>21</sup> janvier 1775, entre le chargé d'affaires de Russie, le Colonel Peterson, et le Grand-Vizir lui-même.

No. 31.  
1774  
10 Iulie.

**No. 32.—** Hatişerif pentru pronomiile Moldovii, care s'a scris de la Poartă, către domnul Grigorie Ghica Vodă, din 4 Noemvrie 1774.

(C. drescu, Uricariul, VI, 433 --446.)

Lauda prinţipilor de neamu lui Iesus. Domnule al Moldovii Skerlet zăidea Grigorie Voevoda, sfârşitul cu bine să se încheie || După ce va adăunece acest înalt împărătesc semn, cunoscut să fie, precum că acele 2 de obşte anafocale ce s'a trimis la întăritul prag al împărăţiei mele de la mitropolit, episcopii, arhimandriţii, egumenii, şi de la coşelalţi, adică: boierii, boerănaşii, căpitani, şi alţi lăcutoi a Moldovei, prin mâna a 2 boieri;—aşăjdirea şi cea din gură arătare a acestor 2 boieri, au agiuns şi s'a adus la pragul scaunului împărăţiei mele, şi perelipsisul lor s'a vădut, şi s'a cunoscut la împărăţia mea. - Rugăciunea şi cerirea lor, fiind cu deadinsul ca să îndemne îndurarea şi mila mea, pentru aceea spre vestirea, înştiinţarea, şi arătarea care să întinde spre milă asupra lăcutoilor acei ţări, şi pentru cea deapaurarea negrija şi apărare asupra tuturor celor de supt umbra împărăţiei mele:—Iată cele de către dânsii cerute ponturi, unul câte unul se arată într'acest al meu puternic firman. Şi aşa tuturor să fie aceasta spre cunoaştere şi înştiinţare. || Fiind că memlechetul Moldovei, şi a ţării Romănesci, este bun cheler a împărăţiei mele; acoperirea, apărarea, şi bună tocmala lor,

No. 32  
1774  
4 Noemv.

No. 32. le va fi încredințat, ca cei întru dânsăle lăcuitori, să pitreacă întru toată  
 1774 odihna și negrija. || De la o vreme încoace urmându-se cele dese, grab-  
 4 Noem. nice și în protiva obiceiului, scoaterea și punerea a domnilor la numi-  
 tele țări, și celelalte greutăți și supărări, cu care să însărcina aceste  
 țări, afară că s'aũ pustiet, și aũ agiuns la nemărginită tulburare, cum  
 și la vremea oștirei, raiaoa s'aũ sărăcit și s'aũ năcăjit, ajungând  
 la ticălosă risăpă. — Drept aceea, fiind-că în tot chipul, pofta și voința  
 împărăției mele este pentru buna orânduială și tocmală a stării, măn-  
 găerea, odihna, și liniștea inimilor raeli, hotărîm ca de acum înainte  
 aceste numite 2 țări să câștige și să aibă toată tocmirea și buna  
 rânduială, și raelile, lăcuitorii ce se află într-însele (cari ni s'aũ în-  
 credințat amanet de la ziditoriul a tótă făptura) să se bucure de odihna  
 și liniștea lor, și să li să împlinească cererile lor, plătind numai obici-  
 nuitul haraciũ, ear alte încărcări și cheltueli multe puține ci era,  
 care să da mai nainte de vremea oștirei, cu nume de havaeturi, cu du-  
 mieale, obuducturi, și geaižale, acelea s'aũ propit și s'aũ rădicat cu  
 ștergerea de istovũ;—osăbit find că statornicia Domnilor este numai și  
 numai pricină a tocmelei țerii și a odihnii și liniștei raelii, pentru aceia  
 s'aũ legat cu hotărâre : ca Domniĩ amândurora țărilor să nu se mai  
 scoată, fără cât numai se va arata de față, și se va dovedi vre'o vină  
 a lor, adevărată și cunoscută de toți, de care se cade scóterea lor.—  
 Și această bună rânduială a hotărârii să se ție după legăturile ce s'aũ  
 dat, întru amândouă părțile. păzindu-se fără strămutare, și cu statornic-  
 ie deapururea, și pentru ca să fie locuitorii și raiaoa întru toată odihna  
 și mângăerea, și Domnul lor statornic, și fără nici o frică, fiind înaltă  
 voea împărăției mele, ca să li să dea câte unũ hatisherif întărit și înpo-  
 dobit cu sfintele mele slove, care de a pururea să slăvească și să ur-  
 meze. —Deci după această stare, al mieũ sfântũ hatisherif, care înadins  
 s'aũ dat acum duple un berat, înpodobit cu sfinte și milostive slove,  
 de împărăteasca mea îndurare și milostivire, care să cade fireșcii împă-  
 răteșcii mele dăruiri.—Haraciul, care se va pune asupra raelii Moldo-  
 veĩ, se va aduce în doi ani, prin boeri care se vor trimete, și plătin-  
 du-l il vor da la hazneoa împărăției mele;—și fiind că acest loc din  
 pricina oștirei, s'aũ păgubit și s'aũ sărăcit, după legăturile păcii, ce s'aũ  
 încheat între amândouă împărățiile s'aũ ertat raeli Moldovii haraciul  
 de 2 ani, cum și alte cereri, începând de la 14 a lunii Gimazal Ebel,  
 a anului Otomanesc, 1188, iară de la Christos din 6 Iulie 1774 până  
 la sfârșitul acestor doi ani; la această pricină, împărăția mea fiind  
 milosărdnică, cătră saraca raeaoa, aũ făcut scădere spre înbelșugarea ță-  
 riĩ; ear săvărșindu-se sorocul acelor 2 ani, precum mai sus s'aũ arătat,

apoi haraciul care va să se rănduească, se va plăti în 2 ani, odată prin mâna boerului ce se va trimete de Domn, și pentru cele vechi socotele, ori în ce chip ar fi fost, atât la banii numărați cât și la alt chip nici odată vre un ban să se ea.—Turcii cu raele, și raelile între dânsii, având pricină de judecată, Domnul Moldovei să judece, și după dovedită dreptatea lor, și după dreptă judecată, să facă împlinire pricinelor ce s'ar arăta între Turci, și între raeli; divanu kiatibi, ce se va afla lângă Domnul Moldovii, și alți turci, să le așeze, și să le curme păzându-se mijlocirea: ear pricinele care vor fi prin mijlocirea Turcilor, după cererile pricinuitoare lor, de nu vor lua sfârșitul, și jalba lor se va arata mincinoasă, și scoposul lor este numai ca să păgubească și să mănnească pe săracii raeli cu acele mincinoase jalobe, care sânt înprotiva dreptului, saraca rae, să nu se păgubească năcăjindu-se. || Și earăși giudecățile care nu vor lua sfârșit cu mijlocirea turcilor și cu a făcătorilor de pace, când vor videa înpotrivirea, ca să se hotărască și să se curme, să se caute cu dreptate, înaintea cadiului de Brăila, și așa să ea sfârșit, însă cadiul de Brăila, să hotărască și să curme pricini ca acestea fără a da nici la o parte voie ca să se urmeze vre o faptă în potriua giudecăței cei curate, ci numai să săvârșască cu dreptate și cu luare aminte, și să se păzască a nu asupri pe săracii raeli, cu un chip ca acela: și raiaoa Moldovei să nu se supere, nici să se silească de nimeca să se facă ihzar la alt loc.—Iar pentru jalobile dieților, și a rudeniei care sunt pentru clironomie, mărturia lui Pavel greul, să priimesce asupra lui Mahmet turcul, și la aceasta, afară de dieată și de rudenie, se va urma după cum este hotărât în fetvaoa cea sfântă, căci la jalobile de mat și de edat, nu sunt priimate mărturiile grecilor asupra turcului (cutare), ci dar după numita fetvă să se urmeze. || Din ascherlii și dintr'alții ce dorese a intra în Moldova să facă răutăți, unii ca aceia să se trimată la cele de aproape sarhatură, ca prin marafetul zabeților să se pedepsască spre înfrânarea lor. Unii din locuitorii sarhaturilor și a cazalilor Dunărei, cari în potriua nizamului ce s'au dat mai nainte, fără de nici o voie, vin în pământul Moldovii, cari învrăjbindu-se și sfădindu-se între dânsii se omorâ, și pe urmă cer plata uciderei, cu mare supărări și păgubiri raelii, pentru care macar că s'au fost dat mai nainte multe sfinte porunci, ca să se pustiească moșiile și căștile lor ce au fost făcut în Moldova, și ei împreună cu alții ce umblă pe acolo de capul lor, să se gonească, și să se depărteze: dar nu este indoeală, că de acest fel făcători de rău, vor socoti ca să se întreacă, earăși într'acest pământ, însă deacum înainte, afară din neguțitorii ce se vor răndui și se vor număra din fiește care sarhat, altul

No. 32.

1774

Noem. 4.

- No. 32. să nu fie slobod, ca să între în Moldova.—Și acei numărați neguțitori,  
1774 să aibă a lua de la zabeții lor, teșcherele de voie ca să le arate la  
Noem. 4. Domn, ori la epitropul său, și așa prin cărți date, să fie slobozî a um-  
bla prin țară pentru neguțitoria lor. || Și pe la locurile ce vor um-  
bla, să nu se facă nici un feliu de așăzare, sau casă, nici să are, nici  
să samene, nici să supere pe raea, nici să le dea bani înainte, și pen-  
tru dinordosărea acestora fiind scris la împărăteșcile firmanuri, care s'aũ  
dat mai înainte, cunoscut și știut să fie la toți că așa va rămănea, și  
se va urma fără schimbare.—Câte locuri și moșii aũ fost mai nainte  
din vechiũ a mănăstirilor ș'altora, care pe urmă s'aũ luat fără dreptate  
de sarhatlăi, cu nume de raea, cercetându-se cu amăruntu, și adiverin-  
du-se, să se întorcă la stăpânii lor. || Așăjdirea neguțitorii turci nu vor  
avea volnicie, a ține moșii, ceaflicuri, și a pășuna vite în pământul  
Moldovii. — Marii Vizirii mei, și cinstitii pași, la mergerea către man-  
supurile lor, și la întorcere, să abat din drumul cel drept, și întră în  
Moldova, și caũ de la locuitori cu mic preț, și cu cuvînt de peșchiș,  
hrană și alte trebuincioșe, și cai de mezâl. și cu alte asuprele ei su-  
pără.—Deci fiind că acestea sunt poprite, nici într'un chip nu se mul-  
țemesce împărăția mea, ca vizirii și ca pașii și óminii lor, să între în  
Moldova ca să pricinuească acest fel de pagube raelii. | Aseminea și  
olacile cu trebuincioșe trebî, mergînd și viind la o samă de părți să  
nu-și lesă drumul, nici să-și cele cai mai mulți din cât le scrie firma-  
nul de mezil.—Fiind că s'aũ dat mai nainte slăvite poronci, a căroră  
perilipsis să se urmeze, și cu hotărîre voim ca să se păzască numitele  
șuraturî, și de se va afla cinevași ca să îndrăznească la vr'o mișcare  
împotrivă, fără de aparare, se va pedepsi.—Raelile Moldovei ce vor merge  
la casabale, sate și târguri, care sunt pe lângă Dunărea, pentru negusto-  
ria sau alte trebuințe a lor, hărăcerii și alți zabeți să nu-î supere cu  
cereri de haraciũ și spinge, sau cu alte pricinî; așăjdirea pe oamini și  
colgii lor să nu-î trimată în Moldova, cu pricinî, că cer raele străine.  
Și măcar că pentru aceasta s'aũ mai poruncit, dar și acum se va da  
șeire cu slăvite poronci către cei ce se cade, și care nu se vor supune  
a urma, se vor necinsti și se vor pedepsi. ! Pentru portul și înbră-  
cămintea locuitorilor Moldovii, după pronomiile și serbestiet, adecă slo-  
bozenia patriei lor, nici de cum să nu fie supărați de către nime.—Și  
macar că boierii carii aũ venit cu magzarurile, aũ înștiințat precum că  
sunt date din vechiũ slăvite poronci cu hatișerif, pentru raelile Moldo-  
vei: care or vrea să se turcăscă să nu pótă să cele parte de clironomie;  
dar, fiind că nu s'aũ găsit pentru acésta la condicele de hatișerife sau  
firmame, și aceasta fiind că vine la pricinile de giudecăți: s'aũ cercetat la

pravilă întru care arată așa : „Când Petru Grecu se va turci și va muri, No. 32.  
 „Pavăl grecu, tatăl lui, nu se face clironom fiului său celui turcit. 1774  
 „Iarăși Petru Grecu, barbatu Mariei, turcindu-se, și murind femeia lui Noem. 4.  
 „Maria, în legea grecească, Petru care s'a turcit, nu se face clirono-  
 „mul femeii lui. Și earăși: Pavel, ficiorul lui Petru Grecu, turcindu-se,  
 „și murind Petru, tatăl lui, în legea grecească, Pavel turcitul, nu  
 „clironomisește pe Petru tatăl lui. — Și Petru turcitul, după ce va  
 „erta pe robul său Pavel grecul, și murind numitul Pavel robul neturcit,  
 „Petru turcu stăpânu lui, nu clironomisește pe Pavel grecul, robul său.“ —  
 Deci fiind-că s'a dat aceste patru sfinte fetvale, se va ține în samă, și  
 se va urma după perelipsul lor.—Șciuta somă a oilor, care după po-  
 roncă, se cumpără în fieșce care an din Moldova prin mijlocirea ca-  
 sabașilor, și cumpărătura lor care se face prin oameni și saigii casa-  
 bașilor, fiind că da pricină de supărare, nedreptate și pagube raelii,  
 pentru acésta spre ușurarea săracilor, chipul cumpărăturii aceștiea, a  
 oilor s'a ertat. — Dar tragerea oilor de la pre păzite țările împărăției  
 mele, fiind că este de trebuință pentru tainurile Măriei mele, și pentru  
 cea mai cu lesnire hrană a locuitorilor scaunului împărăției mele, raiaoa  
 Moldovei, să nu ascundă oile lor care sunt de vânzare, ci să le vîndă  
 cu prețul lor, la neguțitori și gealepe; și la acésta să fie privighere  
 și epimelica Domnilor ca să triimită mulțime de oi la Țarigrad, ne-  
 vîndându-se la alte părți, ci numai acelora neguțitori și gealepe, ce  
 vor să le aducă la înalta mea Poartă. | Moldova fiind că este che-  
 ler a împărăției mele, ca să tragă mulțime de zaharea la Țarigrad,  
 va căuta la trimeterea țării Muntenesci și a Moldovii, pentru aceasta  
 zahareoa Mucaesilii ce se cerea de la aceste două țări, fiind că a-  
 duce pagubă și asupreală raelii, s'a făcut împărăteasca mea scădere,  
 ca să se poprească și aceasta: rânduind într'acest chip să fie, adecă:  
 raelile care sunt în Moldova și pogoră la șchele mulțime de roduri  
 și legume, și cu prețul ce se va tâmpla, să le vîndă la reizii coră-  
 biilor capanului, nedându-le la alte părți. — Și cu pricină că s'a ră-  
 dicat Mucaiasaoa să nu se lenească a se lucra și a nu sămăna, nici să  
 ascundă zachereoa care o au de vânzare, ca și ei să se câștige, și lo-  
 cuitorii din norocita cetatea mea, să nu cadă în supărare de hrana lor,  
 ci necontenit Domnul și boerii Moldovii, să silească la aceasta. —Iar cele  
 ce s'a timplat din pricina ostirei împărăției mele, ori-ce felii de vine  
 și greșeli, s'a arătat din partea boerilor și a raelilor de țara Muntenească,  
 și din Moldova; până acum faptele și mișcările lor s'a uitat și s'a  
 ertat de cătră împărăția mea, și pentru trecute lucrările lor, nu va  
 trece prin pomenirea împărăției mele, scopul islândirii și a răsplă-

- No. 32. tirei.—Așijderea și de acum înainte până când nu se vor întorce de la  
 1773 chendrulū supunerei și a plecăciunei, arătând numai semnele supunerei  
 Noem. 4. și a birului lor, adeveriți să fie precum că afară de daruri și îndurări  
 și din milostivire și mila mea, nu vor fi viderate, și se va arăta tuturor  
 lăsare și ertăciune a împărăției mele, pentru care să se poruncească și  
 să se propoveduească rugăciunea pentru îndelungimea vieții și norocirea  
 împărăției mele. || Pentru cinurile boerilor, a Domnilor țării Romă-  
 nești și a Moldovei, care era obicinuie a să da la obraze, credincioase  
 și vrednice, din boerii pământeni și greci, care acestea sunt legate la  
 voea și stăpânirea Domnilor, așa să se urmeze și de acum înainte.—  
 Feliurimi de chereștē pentru trebuința cetăților Rumeliei, fiind din vechiū  
 rânduite a se tăea din munții Moldovii, după sinetrite bina eminilor,  
 să se plătească tăetul și adusul acelor chereștele (când să vor cere) din  
 banii birului țării, ce se strânge de Domnū.—Pentru zaherele și alte  
 lucruri ce se aduc din țară la schelea Galaților, fiind că după obiceiul  
 țării se lua vamă de Domnul Moldovii, și oamenii lui Chelinazăr care  
 mergea la Galați da supărare, de acum înainte să lipsască cu totul a-  
 ceastă supărare din partea numitului nazăr. — Și pentru că nu se află  
 la condica divanului Mezeū, de s'aū dat mai înainte poroncă pentru  
 aceasta, se va porunci ca să se poprească de a se mai trimete la Galați  
 vameș, atât de la Kilinazări, cât și din partea Saccii. || Pentru to-  
 pirea aurului și a argintului, la norocita taraphiană a împărăției mele,  
 fiind că se trimetea în toți anii un om cu pricină ca să strângă o somă  
 de sălitră, cerându-se aceasta din țara Moldovii, cu chip de eltuzam,  
 din care să pricinuea supărare și asupreală raelii, care este înpotriva  
 voinții împărăției mele, ne am milostivit de s'aū oprit și acestea. ||  
 Dar acum cărătura și aducerea acestui model, fiind trebuincioasă la no-  
 rocită taraphanaoa mea, Domnul Moldovii să o plătească din haraciul  
 țării, și să o trimată la scheli, înștiințând ca să se aducă pe mare la  
 scaunul împărăției mele. || Fiind că la diande sus împărăției mele este  
 nelipsită și neștearsă mila cătră cei săraci, neputincioși, și cătră toți de  
 obștie, cum și îndurarea cătră amanetul care mi s'aū încredințat de  
 la țitorulū a toate, mai vartos asupra raelii, și a zidirei țării Romănesci  
 și a Moldovii, și acelor de mai sus pe larg arătate puncturi, în care să  
 arată tocmala și întemeerea acestor două țări, și de attendipsirea pă-  
 mântenilor de tot felul de asuprelī, ca să petreacă în odihnă și în pază  
 supt umbra împărăției mele. || Iar tu carele ești numit Domn, să  
 deșchizi și să cetești împodobitul meu firman, de obștie cătră toți, a-  
 rătându-le de față cel drept perelipsis, și ca de acum înainte să fie sta-  
 tornică această bună rândueală, și să ții în samă la vreme de trebuință,

să păzești acest slăvit firman la mâna ta, împlinind și săvârșind acelea ce întru dânsu se cuprind, și aceia care se vor mișca împotriva firmanului, ca să se pedepsască în vreme de trebuință, să scrii la ușa milostivului scaunului meu, macar că greșalele și vinovățiile boerilor și a lăcuitorilor care s'aun făcut în vremea oștilor, precum s'aun scris mai sus, s'aun ertat și s'aun lăsat, și s'aun dat porunca mea, earăși ca să și dobândească boeriile, cinurile, și moșiile care aun fost a lor mai nainte de oștire. || Decî pentru ca să fie nestrămutate numitele ponturi de apărare, și pentru tocirea locului care s'aun pustiit la vremea oștirei, pămîntenii să se odihnească să fie în pace; să facă silința să stea ca să se deordosască locul, să se întemeeze, și ca să vie la bună stare, pentru chivernisala și ajutorul hranei vieții boerilor și a tuturor. — Și după obiceiul vechi al pămîntului să și dobândească veniturile ce i se cade, și aflându-și cea d'ântăiu stare, să se acopere și să se păzească numiții boeri, cari să cheltuească puterea lor cu totă osârdiea, ca să aducă împlinire datoria supunerii lor, urmând poruncii și hotărîrii Domnului lor, și purtându-se după obiceiul țărilor se vor afla în odihnă și bună stare. — Iar aceia cari nu se vor supune la această poruncă, ci în potrivea voinții mele, vor păgubi și vor măhni pe săraca raiă cu cerere fără cale, și să vor amesteca la pricină care nu se cade lor, și se vor împotrivi ca să nu ia sfârșit binele economiei care va să înceapă Domnul lor. spre cea de obște tocomeală și bună orândueală a țerei, și spre odihna inimei raelii, îndrăznind la mișcări ca acelea în potrivea voei Domnului carele să alege, să sue și se orânduesce din partea înaltului meu devlet, unii ca aceia după trebuință se cade ca să și ia pedeapsa lor. Decî precum cei după vreme ce aun stătut Domni la toată puterea cei deplină stăpînire, aun avut această voie și slobozenie, așa și tu cu chipul cel de sus arătat, să mitahirisești voinicia ta, ca să pedepsești pe unii ca aceia, spre învățătura altora, și să faci tot chipul de silință și chiverniseală pentru odihna saracei raelii, și pentru paza buneii rândueli a țerei; pentru aceea s'aun dat și s'aun trimes această slăvită poruncă a mea. Ci dar atât boerii, cât și raelile Moldovii, să nu se bată din drumul cel drept a supunerii ce li se cade, la împărătescile mele porunci, la care sunt datorii ca să urmeze cu toată plecăciunea, credința, dreptatea, și curată inimă, și împlinindu-se pururea ce li se cade, vor intra la o rânduieală, dobîndind tot feliul de milă și darul împărăției mele. — Așijderea și pentru pagubele și stricăciunile ce aun ispitit în vremea oștirei, vor lua bune răsplătiri de supt umbra acoperemîntului împărăției mele, și fiesce carele nîtând trecutele necazuri, va dobîndi necurmată liniște și odihnă. — Iar tu, numitul Domn, și diadohiu tăi, urmând după poruncile de sus ară-

No. 32.  
1774  
Noem 4.

No. 32. 1774  
Noem. 4. tate, și împlinind datoria slujbei către înaltul meu devlet, să aduci slavoslovie și mulțumire pentru cele înainte ochilor vădute daruri a împărăției mele, fiind încredințați că pînă când nu se va arăta dovedită greșală vrednică, să nu cădeți la grija scoaterei și a despărțirei, ci umblând cu credință și cu dreptate, veți fi statornici în domnia Moldovei, și acele mai sus numite ponturi, vor fi deapururea neclătite și statornice. Și după cum în vremea împărăției celui ce locuesce în raiu prea slăvit strămoșul meu Sultanul Mehemet chan (asupra căruia să fie versate repejunele ertării), așa și acum se va pune căutare și silință deapururea la pronomiile și odihna voastră din partea împărăției mele, și de către marii mei viziri, cum și de către înțelepții mei epitropi, într'acel ceas, după ce se va lua însciințare, că cine-va din Sarhatli din pregiurul țerei vor îndrăzni la vr'o faptă împotriva datului nizam, cunoscut și adevărit să fie, cum că se vor pedepsi. - Iar locuitorii Moldovei, toți de obștie, să urmeze înălțând rugăciuni pentru mărirea și stăpânirea mea. —Și pentru ca să te păzesci și să te ferești de tot chipul de împotrivire, s'au dat prea slăvită această poruncă a mea, căreia se cade supunere și ascultare, și după perelipsis aveți să umblați cu silință ferindu-vă de împotrivire.—Așa să sciți și să dați credință la sfântul meu semn.  
Scris la mijlocul lunii Șeval anul 1188 otom.

iar de la Chrs. 1774 Noembr. 4.

În de Dumneșeu păzitul Constantinopol.

No. 33.— Act relativ la Crimeea, semnat la schimbarea ratificării Tractatului din 1774, care a avut loc în 28 Ianuarie 1775.

(Martens, Recueil (ed. 3), III, 581.)

No. 33. 1775  
28 Ianuar. Gleich nach seiner Erhebung soll der neue Chan, sowohl dem Hofe zu Petersburg als der Pforte davon Nachricht geben; der Gross-Sultan soll gehalten sein ihn, nach dieser Nachricht, dafür zu erkennen, und ihm den Zobelpeiz, Turban und Säbel überschicken. Man soll fortfahren, für das Wohlsein des türkischen Kaisers in allen Moscheen zu beten, und die Münze welche geschlagen wird, soll mit seinem Namen bezeichnet sein. Die Kadis oder Richter sollen durch die Kadileskiers zu Konstantinopel bestätigt werden, doch mit der ausdrücklichen Bedingung, dass die Pforte sich deswegen nicht das geringste, in Ansehung der Regierung der Krim oder deren Unabhängigkeit, herausnehmen darf. Denn da

die Verwaltung der Gerechtigkeit bey den Ottomanen aufs genaueste mit dem geistlichen Regiment verknüpft ist; so soll dieses, dem geschlossenen Tractat zu folge, dem Grossherrs allein die oberste geistliche Stelle verschaffen. Seine Hoheit soll, als Nachfolger der Kalifen, das Recht behalten den neuerwählten Chan als einen Bekenner der Muhammedanischen Religion, anzunehmen, und Richter einzusetzen, welche zu gleicher Zeit Diener der Religion sind. Alle diese Bedingungen beziehen sich also allein auf die geistliche Regierung, und haben gar keine Beziehung auf die politische Verfassung oder die Verwaltung der bürgerlichen Geschäfte in der Krim.

No. 33.  
1775  
28 Januar.

**No. 34.— Convențiunea pentru fruntariî dintre Turcia și Rusia, din 4 Aprilie 1775.**

(Martens, Recueil, II, 396).

Bei dem letztern zwischen der glänzenden Ottomanischen Pforte und dem Russischen Reich zu gemeinschaftlicher Ruhe und Sicherheit bei Klein-Kainardji geschlossenen und nach türkischer Jahresrechnung von dem Uebergang Mahomets im 1188, nach russischer Jahresrechnung von der Geburt Christi im 1774 Jahr, unterschriebenen Tractat eines glückseligen und ewigen Friedens, ist im 18-ten Punct festgestellt, dass das Schloss Kinburn an der Mündung des Dnepers, nebst einem hinlänglichen Kreise an der linken Seite des Flusses, und dem Winkel wüsten Landes zwischen dem Dneper und Bug, dem Russischen Reich zum völligen unwiderstreitigen und ewigen Besitz bleiben soll. Kraft dieses bin ich von Scherifs Geschlecht auf allerhöchsten Befehl der glänzenden Pforte zur Erfüllung dieses Puncts des ewigen Friedens, so wie von Seiten des russischen Reichs Seine Excellenz der Herr General-Major Johann Kochius verordnet worden. Wir als zu diesem Werk Bevollmächtigte sind nach Mahomets Uebergange im 1188 Jahre am 13-ten Tage des Mondes Silgidsche, nach Russischer Jahresrechnung am 3-ten Februar 1775 nach Kilburum abgegangen, das Schloss Kinburn ist zur Erfüllung des vorgedachten Punctes von mir gedachten Herrn Generalmajor übergeben und von ihm in Empfang genommen worden. Von hier sind wir nach hinlänglicher Ueberlegung und gehabten Wortwechsel wegen des Kreises der auf der linken Seite des Flusses freiwillig abgetreten werden sollte, zur einstimmigen Festsetzung der Grenzen zusammen abgereiset. Wir fingen von Kilburum oder dem sich gegen den Dneper erstreckenden Vor-

No. 34.  
1775  
4 Aprilie.

No. 34. gebürge an, zwischen den Gewässern des schwarzen Meeres und des Dnepri-  
 1775 schen Limans in die Länge 6 Stunden, d. i. nach Russischem Maas 36 Werst  
 Aprilie 4. in die Breite, an einigen Stellen zu  $\frac{1}{4}$  oder  $\frac{1}{2}$ , an andern zu 1 oder zu  $1\frac{1}{2}$   
 Stunde, d. i. zu 2, 4, 6 und 9 Werst, wo alles Land sandig und unfruchtbar  
 ist. || Hierauf gingen wir an der linken Seite des Dnepers, den Ort Sbovib-  
 skoi Kut, auf türkisch Achdshewa vorbei, von der Ecke des Vorgebürges hin-  
 ter dem Schloss Kinburn  $12\frac{1}{2}$  Stunde der 75 Werst bis an den Ort Goloi Pe-  
 rewos, auf türkisch Kurschun Lügetschidi, wo an dem Dneper die Grenze  
 bezeichnet und desfalls am Ufer ein Erdhügel (Kurgan) mit untergestreuten  
 Kohlen aufgeschüttet wurde. Von diesen Kurgan geht die Gränze in's Land  
 südwest 3 Werst oder  $\frac{1}{2}$  Stunde bis auf einen am Wege liegenden Kurgan,  
 wo eine Grube gegraben und zum Zeichen mit Kohlen gefüllt worden.  
 Von hier verfügte man sich weiter von dem aufgeschütteten Kurgan nach  
 der Seite vom Borrison Kut oder Achdsheba, und von demselben in ge-  
 rader Linie eine Stunde oder 7 Werst, bis zu einem aufgeschütteten  
 Kurgan, welcher  $\frac{1}{4}$  Stunde von dem Dneper bey Achdsheba Kut, abliegt,  
 überhaupt ist die Länge von Goloi Perewos bis zu diesem Kurgan 10  
 Werst. Die Breite dieses Stück Landes von dem Ufer bis zur Linie ist  
 $\frac{1}{2}$  oder  $\frac{1}{4}$  Stunde und von Achdshebug Kurgan südlich bis zum Kur-  
 gan, wo vorher ein Tartarischer Begräbnissplatz Mesanlitepe gewesen,  
 $4\frac{1}{2}$  Werst oder  $\frac{3}{4}$  Stunden zwischen diesen beiden Oertern ist ein Kur-  
 gan aufgeschüttet und auf Mesanlitepe ein Wahrzeichen aufgestellt worden,  
 von welchem westwärts in gerader Linie bis an den Steinbrunnen oder  
 Kopka und die Ufer des schwarzen Meeres, wo wiederum ein Grenzkur-  
 gan aufgeschüttet ward,  $4\frac{1}{2}$  Stunde oder 28 Werst sind. || Auf dieser  
 ganzen Linie sind zur Bezeichnung der Grenzen noch 3 Kurgans aufge-  
 schüttet worden. Die Breite des festen Landes zwischen der geraden Linie  
 und dem Ufer des Dnepers ist 1 oder  $1\frac{1}{2}$  Stunden d. i. 6 oder 9 Werst.  
 Von gedachten letzten beim Meerufer aufgeschütteten Kurgan längst  
 dem Wege aus Kinburn über Kilburum oder bis an die Ecke des Vor-  
 gebürges hinter dem Schloss Kinburn sind  $7\frac{1}{2}$  Stunde oder 47 Werst.  
 Die aufgeschütteten Kurgans bezeichnen die Grenzen des Kinburnschen  
 Kreises, welchen wir Bevollmächtigte hiemit dem Russischen Reich  
 zum ewigen Besitz übergeben. || In den zwischen Kinburn und der  
 Kopka gelegenen Salzseen, wird in Betracht der zwischen beiden Reichen  
 obwaltenden Eintracht, den Einwohnern der nahegelegenen Stadt O-  
 tschacow erlaubt, zur gehörigen Zeit und mit erhaltenen Billets von den  
 Befehlshabern beider Städte Salz zu bereiten und auszuführen, welches  
 zu mehrerer Bestätigung in gegenwärtiger Convention bemerkt wird. ||  
 Ehe wir den Winkel wüsten Landes zwischen dem Dneper und Bug zufolge

eines der Punkte des glückseligen Friedens abgetreten haben, befragten wir, laut unseren Verhaltungsbefehlen, den russischen Commissarius: Was für ein Stück Landes eigentlich unter diesem Winkel verstanden werde, wo er anfangen und wo er sich eigentlich endige. Auf unsere freundschaftliche Anfrage erhielten wir von seiner Seite die nicht minder freundschaftliche Antwort, dass dieser Winkel wüsten Landes von der alten Grenze beider Reiche, auf der Seite des Dnepers von der Mündung des Flüsschen Kamenka, auf der Seite des Bugs aber von dem Ort genannt Garda seinen Anfang nehme, und sich bei dem Zusammenfluss beider Flüsse endige, so dass diese Gewässer die natürliche Grenze des Russischen Reichs machen sollen. Dieses sei offenbar das Stück Land, welches laut dem Friedenstractat dem russischen Reiche abgetreten werden müsse, und dieses hätte er nach seinen erhaltenen Befehlen ganz in Empfang zu nehmen, und wäre dabei nichts zu theilen. Nach dieser Erörterung verfügten wir verordnete Commissarien beider Reiche uns auf die andere Seite des Dnepers, wir unterredeten weiter über diese Sache, und antworteten nach geschehener Untersuchung dem Russischen Commisarius, da wir den im Friedenstractat erwähnten Winkel wüsten Landes für denselben erkennen, den sie uns angezeigt haben und von uns fordern; so wird der von dem Fluss Kamenka auf der Seite des Dnepers, und von Garda auf der Seite des Bugs, durch beide Flüsse eingeschlossene Winkel wüsten Landes, zum ewigen Besitz in die Hände des russischen Reichs überliefert, mit welchen Worten also die Uebergabe geschah. Beider Reiche Unterthanen wird die Erlaubniss ertheilet in Liman und in den Flüssen Dneper und Bug zu fischen und zu schwimmen. Auch wird aus nachbarlicher Freundschaft ohne Widerrede erlaubt neben den Ufern des Dnepers Holz und Gesträuch zu hauen, welches desfalls mit in dieser Convention bemerkt wird. ¶ Auf diese Art ist vorgeschriebener Winkel wüsten Landes zwischen dem Dneper und Bug bis zu ihrem Zusammenfluss, wie auch die Stadt Kinburn mit einem hinlänglichen obangezeigten Kreise übergeben worden, und bleibt dem russischen Reich zum völligen unwiderstreitigen Besitz. ¶ Und also soll alles vorgedachte auf gutwillige und treue Uebereinkunft beider Theile gegründet, eben so wie der Tractat mit seinen Punkten beobachtet und gehalten werden. Dieserwegen haben wir diese Convention in türkischer Sprache geschrieben und mit unsern Siegeln bekräftigt, gedachten Herrn Commisarius übergeben. Gleichermaassen hat er ein Exemplar in russischer Sprache, welches mit dem unsrigen, ohne einigen Zusatz oder Verminderung völlig gleich lautendist, uns übergeben, und uns eine Uebersetzung unter der Unterschrift des der Türkischen Sprache kundigen Collegien secretärs Dementjew mittheilen lassen, welche wir auch empfangen haben.

No. 84.  
1775  
Aprilis 4.

- No. 34. Geschrieben, vom Uebergange Mahomets im 1189 Jahr den 14-ten  
 1775 Tag des Mondes Seferul Chair am Sonnabende, nach Russischer Jahr-  
 Aprilie 4. rechnung von der Geburt Christi den 4-ten April 1775.

Unterschrieben

(L. S.) Commissarius der glänzenden Pforte: El Seid Scherif  
 Mechmed.

(L. S.) Der glänzenden ottomanischen Pforte Knecht: Scheich  
 Salid Muwella, Mufti von Otschacow, verordnet zur  
 Bestimmung der Grenzen von Kinburn.

No. 35 — Convențiunea explicativă din Constantinopole,  
 din 10 Martie 1779.

(Martens, Recueil (ed. 2), II, 653).

- No. 35. Au nom de Dieu tout-puissant.  
 1779 Depuis la conclusion du traité de paix éternelle entre l'empire de  
 Martie 10. toutes les Russies et la Porte ottomane à Cainardgé le 10 de juillet  
 1774 et de l'Egire 1188, il est survenu sur quelques articles de ce  
 traité et particulièrement à raison de la transformation des Tartares de  
 la Crimée et autres en une puissance libre, indépendante et soumise à  
 Dieu seul, divers malentendus et contestations, qui sont parvenus au  
 point de priver les sujets respectifs de la jouissance des fruits de la  
 paix qui sont la bonne harmonie et la sûreté. Pour éteindre et écarter  
 une fois pour toutes des inconvénients aussi désagréables qui peuvent oc-  
 casionner entre les deux empires la discorde et des hostilités, on est con-  
 venu mutuellement et amiablement par le moyen des plénipotentiaires  
 des deux empires, munis de pleinpouvoirs, d'entamer une nouvelle né-  
 gociation à Constantinople, dans la pure intention d'éclaircir et d'ex-  
 pliquer les doutes sans rompre ni altérer le susdit traité de Cainardgé.  
 A cet effet, Sa Majesté impériale, la très-Auguste et très-Puissante Im-  
 pératrice et Souveraine de Toutes les Russies de sa part a choisi et  
 muni de pleinpouvoirs le haut et noble Alexandre Stachieff, son con-  
 seiller d'Etat, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de  
 la Sublime-Porte, etc., et la Sublime-Porte, de son côté, a choisi le  
 très-honoré et très-estimé Hagi Abdulrezzac Effendi Bahir, ci-devant  
 Reis Effendi et Defter Emini, et actuellement Nisciangi, lesquels minis-  
 très respectifs s'étant duement légitimés par l'échange de leurs plein-  
 pouvoirs après les avoir produits, confrontés et trouvés dans la forme

requis ont arrêté, conclu, signé et scellé de leurs cachets la nouvelle convention d'éclaircissement du contenu suivant. No. 35.  
1779

Art. I. On confirme par cette nouvelle convention le traité de paix Martie 10  
éternelle de Cainardgé, conjointement avec ses deux articles séparés dans toute sa force, et dans tous ses points sans exclusion, chacun selon son sens littéral, comme si ledit traité eût été inséré ici mot pour mot dans toute son étendue, à l'exception des articles qu'on a expressément et précisément désigné et éclairci dans les articles de la présente convention. En conséquence de quoi, la paix, l'amitié, l'harmonie et le bon voisinage entre les deux hauts empires doivent subsister éternellement sans aucune altération ni infraction, et les deux empires s'engagent aussi saintement que solennellement de veiller chacun de son côté à ce qu'aucun de leurs sujets ne puisse entreprendre, encore moins effectuer rien qui puisse porter atteinte ou être préjudiciable à cette convention sacrée.

Art. II. Pour rendre plus clair et plus précis le sens de l'article 3 du traité de Cainardgé, l'empire de Russie, en considération de l'amitié qui règne entre les deux empires et pour complaire à la Sublime-Porte, consent que les Chans des Tartares, après leur élection et élévation à cette dignité par le vœu libre et unanime des Tartares, envoient à la Sublime-Porte, tant de leur part que de celle des peuples de leur domination, des députés avec des Mahzars, conçus en termes conformes à l'instrument qu'on vient de fixer pour servir de règle une fois pour toutes, dans lesquels Mahzars seront exprimés la reconnaissance du Halifat suprême de la religion mahométane en la personne de Sa Hautesse le Grand Seigneur, et la demande de sa bénédiction spirituelle tant pour le Chan que pour la nation Tartare, l'envoi d'une lettre de bénédiction convenable à la dignité libre et indépendante d'un souverain, professant la même religion que les Ottomans. La cour impériale de Russie, eu égard à la même amitié et condescendance envers la Porte ottomane promet encore de ne s'opposer à rien de ce qui peut être indispensablement nécessaire ou relatif à l'unité de leur religion, et la Sublime-Porte ottomane s'oblige et promet solennellement :

1) De ne porter aucune atteinte ni gêner, en quelque manière que ce soit, sous le prétexte de la connexité et influence spirituelle, le pouvoir civil et politique des Chans tartares, qui leur appartient en qualité de souverains qui gouvernent leurs Etats à l'égard du temporel, sans en rendre compte à aucune puissance sur la terre. 2) De donner, sans la moindre difficulté et sans alléguer aucun prétexte de refus, la lettre de bénédiction de Sa Hautesse le Grand Seigneur, en sa qualité de Halife suprême de

No 35. la religion mahométane à chacun des Chans de Crimée qui sera librement élu et élevé à cette dignité par la nation tartare à chaque vacance légitime. 1779  
 Martie 10. 3) De ne jamais supprimer ou altérer un seul mot de la forme des lettres de bénédiction dont la Porte ottomane est présentement convenue pour servir de modèle et de règle immuable à l'avenir. 4) La Sublime-Porte ayant déjà renoncé dans le traité de paix de Caïnardgé à tous ses droits temporels sur toutes les hordes, tribus et races tartares, elle s'engage de nouveau dans la présente convention, de ne jamais les renouveler, sous quelque prétexte que ce soit, mais de reconnaître et considérer ces peuples comme nation libre et indépendante selon le contenu de l'article 3 du traité ci-dessus mentionné, lequel article, outre ce qui est énoncé dans celui-ci, doit être regardé comme s'il y était rappelé mot pour mot. 5) Enfin, s'il survenait relativement aux Tartares quelque cas inopiné et non prévu dans la présente convention, les deux hauts empires s'engagent à ne prendre aucune mesure quelconque avant de s'en être entendu amialement.

Art. III. Aussitôt que l'arrangement détaillé ci-dessus dans le second article atteindra à sa perfection par l'acte formel et convenu de la part de la Sublime-Porte, d'un côté, et du gouvernement des Tartares de l'autre, relativement à la forme des Mulzars de notification de ces derniers et des lettres de bénédiction que Sa Hautesse le Grand Seigneur doit donner à chaque nouvelle élection du Chan, ainsi qu'à l'égard des autres cérémonies spirituelles que la nation tartare doit observer et suivre à l'avenir, selon la confession mahométane relativement à la connexité de religion avec la Porte-Ottomane, en considération de Halifat, en ce cas, et après avoir fait de la part des deux empires les déclarations solennelles de la même teneur, que les soussignés plénipotentiaires des deux côtés ont indépendamment de cela réglé, signé et scellé de leurs cachets, afin de déterminer plus précisément pour l'avenir la forme et la nature de la liberté et indépendance des Tartares, la cour impériale de Russie promet de retirer immédiatement toutes ses troupes, à savoir de la Crimée et de l'île de Taman dans le terme de trois mois, et du Cuban dans celui de trois mois et vingt jours, à raison de la distance plus grande au plus tard, ou plus tôt s'il se peut, à dater du jour de cette convention et de ne pas les y réintroduire, sous aucun prétexte que ce soit, comme la Sublime-Porte s'engage d'observer inviolablement la même chose de sa part.

Art. IV. Dès que la Sublime-Porte sera informée par le gouvernement de Crimée que les dites troupes auront effectivement passé la ligne de Pérécop, et qu'elle aura reçu tant de la part du Chan Schahin Ghi-

rey, que de la nation tartare des nouveaux députés avec les Malhars dans la forme établie, Sa Hautesse le grand Seigneur, conformément à la promesse qu'il a donnée préalablement et par écrit à la cour impériale de Russie, voudra bien reconnaître Son Altesse Schahin Ghirey pour Chan, et en cette qualité le munir de lettres de bénédiction dans la forme dont on est convenu, par où seront terminés et finis tous les embarras, relativement aux affaires des Tartares à la satisfaction réciproque des deux empires.

No. 35.  
1779  
Mars 10

Art. V. La cour impériale de Russie, pour prouver à la Sublime-Porte qu'elle ne veut pas lui causer des embarras, consent à se désister de la cession qu'on a fait aux Tartares du terrain, qui se trouve situé entre le Dniester, Bog, la frontière de Pologne et la mer Noire, que la Porte prétend appartenir au territoire d'Oczacow, cependant aux conditions suivantes : 1) Que la Sublime-Porte de son côté s'entendra et conviendra avec le Chan et le gouverneur de la Crimée, attendu que ce terrain leur est approprié par le 3-e article du traité: la cour impériale de Russie promet d'employer de bonne foi et avec zèle ses bons offices pour que le Chan et le gouvernement tartare consentent aussi de bon gré à céder ce terrain et se flatte d'avance de la réussite, pourvu que la Porte leur fasse la première proposition, pour ne pas porter atteinte à l'indépendance des Tartares au moment de son établissement: 2) Pour la tranquillité des trois puissances limitrophes de ce terrain, la Sublime-Porte s'engage et promet, après en avoir pris une portion suffisante pour former le district d'Oczacow en ligne droite, jusqu'à ses Etats les plus proches, de laisser le reste du dit terrain sous sa propriété tout-à-fait vide, sans aucune habitation ou autres établissements de quelque nature que ce soit, à l'exception des villages et habitations qui s'y trouvent actuellement, dont la Sublime-Porte remettra à la cour impériale de Russie la liste, les noms, force et qualité des habitants avec la promesse de ne pas y permettre quelques nouveaux établissements ou demeures, ni souffrir des gens sans aveu: à la conservation de ces villages dans leur état actuel, l'Envoyé de Russie ne souscrit que sub sperati. et 3) Pour éviter toute altercation entre les deux empires, la Sublime-Porte promet, conformément à l'article second du traité, de rendre à la Russie les Cosaques de Zaparog, en cas qu'ils veuillent profiter de l'amnistie que S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, par sa magnanimité et bonté naturelle leur accorde; autrement le gouvernement ottoman s'engage de les retirer en deçà du Danube, plus loin qu'il se pourra de la mer Noire, dans l'intérieur du pays.

Art. VI. Pour écarter à l'avenir tout malentendu et contestation à

No. 35. l'égard de la navigation, l'on déclare que la Sublime-Porte ottomane  
 1779 permet un libre passage de la mer Noire dans la Blanche et de la  
 Martie 10. mer Blanche dans la Noire aux vaisseaux marchands russes, précisément de la forme et de la grandeur qu'emploient à Constantinople et autres ports et havres ottomans, les autres nations, et particulièrement les Français et Anglais comme les deux nations les plus favorisées et qu'on avait prises pour exemple dans l'article du traité de paix relatif au commerce et à la navigation russe. Selon les vérifications faites, les vaisseaux marchands de ces deux nations, ainsi que des autres, qui viennent par la mer Blanche à Constantinople portent jusqu'à seize mille kilos ou huit mille kantars, qui reviennent à vingt-six mille quatre cents pouds, poids russe; ainsi pour déterminer une fois pour toutes une certaine forme et grandeur pour les vaisseaux russes, on prend pour règle ce gabarit de la plus petite jusqu'à la plus grande proportion, qui est de mille jusqu'à seize mille kilos ou huit mille kantars; que pour donner encore à cette occasion une preuve de la sincérité de ses sentiments amiables, la cour impériale de Russie admet volontiers et promet d'ordonner à ses sujets que les vaisseaux qu'ils enverront désormais dans les ports ottomans ne surpassent pas le dit gabarit, n'y soient autrement armés et équipés que ceux des deux nations ci-dessus mentionnées, n'employant dans leur équipages les sujets de la Sublime-Porte qu'en cas de nécessité et de l'aveu du gouvernement ottoman, ce que la Sublime-Porte s'engage d'observer également de son côté envers la cour impériale de Russie, ainsi que de garder religieusement et inviolablement tous les autres engagements spécifiés dans le onzième article du traité de Cainardgé, et particulièrement qu'on n'exige pas des sujets russes des droits d'entrée et de sortie, autres que ceux que paient les deux nations, française et anglaise. Pour obvier à tout malentendu dans les objets de commerce entre les deux empires, on est convenu de part et d'autre de s'en expliquer et d'en former une convention à part, sur la base et conformément au sens des capitulations françaises et anglaises, en les adaptant au commerce de Russie autant que la nature en est susceptible.

Art. VII. Comme le seizième article du traité de paix relativement aux principautés de Moldavie et de Valachie se rapporte aux temps passés, celui d'à présent demande donc quelque changement dans cet article, c'est pourquoi on est convenu et la Sublime-Porte s'oblige de nouveau: || 1) De ne pas mettre, en quelque manière que ce soit, des obstacles ou empêchements à la confession et l'exercice parfaitement libre de la religion chrétienne, ainsi qu'à la construction de nouvelles

églises avec la réparation des vieilles, selon le vrai sens de l'article ci-dessus mentionné du traité; || 2) De restituer tant aux couvents qu'aux particuliers les terres et les autres possessions qui leur appartenaient aux environs de Brahamlow, Chotin, Bender et autres lieux, lesquelles terres et possessions présentement portent la dénomination de rayés, à dater de l'époque de la conclusion du traité de Belgrade en 1739, selon l'ère chrétienne, et de l'Egire 1152, ainsi que de condescendre à l'intercession de la cour impériale de Russie pour laisser divers particuliers des deux principautés en possession aussi paisible qu'irrévocable des biens fonds de leurs ancêtres, situés dans les deux principautés, qui leur ont été adjugés sur preuves examinées dans le temps que le gouvernement russe y existait; || 3) De reconnaître et d'honorer des égards et distinctions convenables le clergé chrétien de ces deux principautés; || 4) D'imposer le tribut des deux principautés avec modération et humanité, et qu'il sera apporté à Constantinople par des députés nationaux, que chaque principauté enverra à la Porte tous les deux ans. De ne pas souffrir qu'aucun pacha, gouverneur ou telle autre personne que ce soit vexé ou demande des deux principautés quelque autre paiement ou impôt, sous quelques dénomination et prétexte que ce soit, tant qu'elles continueront de s'acquitter régulièrement du tribut mentionné, une fois réglé et fixé; en outre, la Sublime-Porte s'engage de conserver religieusement dans leur force originale les premiers hatischerifs que Sa Hautesse le Grand Seigneur régnant a donné à ces deux principautés lors de leur retour sous sa domination pour la tranquillité et la sûreté des sujets; || 5) Que chaque principauté entretiendra à Constantinople un chargé d'affaires chrétien de la communion grecque, lequel la Sublime-Porte accueillera avec bonté et considérera comme jouissant du droit des gens, c'est-à-dire, à l'abri de toute violence et avanie: || 6) La cour impériale de Russie, de son côté, promet de n'employer le droit d'intercession, qui est réservé à son ministre dans le traité de paix, en faveur des deux principautés, qu'uniquement pour la conservation inviolable des conditions spécifiées dans cet article.

Art. VIII. Au lieu de la restitution que le traité de Cainardgé assure aux habitants de Morée de leurs terres et autres biens, qui se trouvent depuis leur confiscation avoir été appropriés aux mosquées, vacufs et autres fondations pieuses, la Sublime-Porte promet d'indemniser ces habitants en toute justice et équité, en leur assignant d'autres terres ou des avantages proportionnés à leurs pertes, et la cour impériale de Russie y consent volontiers, se reposant sur la parole et la promesse de la Sublime-Porte.

No. 35.  
1779  
Martie 10

No. 35. Art. IX. Cette convention servant d'annexe et d'éclaircissement au  
 1779 traité de paix conclu à Cainardgé doit être regardée comme une partie  
 Martie 20. du dit traité, et conserver éternellement la force et la sainteté des engagements y stipulés des deux parts, les plénipotentiaires sont convenus de la consolider par des ratifications solennelles sous la propre signature tant de S. M. impériale la très-Auguste et très-Puissante Souveraine de toutes les Russies, que de celle de Sa Hautesse le Sultan ottoman, lesquelles ratifications dans la forme usitée doivent être échangées ici à Constantinople aussitôt que faire se pourra, et au plus tard en quatre mois après la conclusion de cette convention, dont ayant fait deux exemplaires d'un et même contenu les ministres plénipotentiaires ci-dessus mentionnés, pour plus de sûreté ont signé, de leurs propres mains, en y apposant leurs cachets ordinaires.

Fait à Constantinople le 10 de mars, l'an mil sept cent soixante-dix-neuf.

(L. S.) Alexandre Stachieff.

#### No. 36. — Împărătescul hatihumaium, din 1780.

(Codrescu, Urlicari, III, 113—126)

No. 36. Lauda Domnilor celor din neamul lui Mesie, alesule între stăpăni-  
 1780. torii neamului lui Iisus, astăzi Domn Moldovii Scărlat Zade Konstan-  
 tin VVDA, a căruia sfârșitură să se mărginească cu fericire. Agiungând acest Pre înalt împărătesc sămă să-ți fie în cunoștință că, fiind că tu, numitul VVD, nu numai că ești neam acelor dragoman și domni, care au slujit pre puternicei mele împărății și plină de mărire vecinică singură stăpânire de 150 ani și mai bine, cu desăvârșită credință și dreptate. atât la marea dragomănie a pre înaltului împărătescului meu divan, cât și la domniile Moldovii, și a țării Românești cu slujbe laudate și mult vrednice, ce și tu însuși pentru necovârșita ta istețime și credință, fiind orânduit de 25 de ani, și mai înainte la mari și înalte treburi a pre înaltei mele împărății, ai vărsat tot chipul de silință și de osteneală spre a împlini toate cele căzute slugestii tale datorii, și a te arăta prin dreptatea și credința ta cu față curată, și așa metaherisindu-te pre puternica me împărăție la cele mai din lăuntru și de mari urmări treburi, se privede luminat în fruntea vredniciei și a primitoarei tale estețime, semnele a dreptei judecării, a înaltei minți și a înțelepciunii tale, și lumina, răvna și credința ta în oare-ce dregătorie și slujbă. Și la vremea

cunoscându-te încă mai din nainte mai presus de cât asemenea tăi ai fost ales și incredințat tainelor pre puternicii mele împărății, ispitindu-se cu piatra prubii, și mehengiul împărăteștii mele cercări, credincioasele tale fapte ca un mai lămurit și nestricat, și arătându-te la toate vrednic de credință și de ipolipsis a împărăteștii ele mării, te-ai făcut cirac cu dregătoria marii dragomăni a împărătescului meu înalt divan, care acest memuriet al tău macar că nu se asemănă altor vremi întâmpinându-se în fapte gingașe trebii, dar cu toate aceste numai și numai din covârșirea esteti-meii și a vredniciei tale, și din dreapta judecată și măsurată cumpănire și din fireasca părintească a ta dreaptă credință, arătând și la acea vreme slujbe priimate la pre puternica me împărăție și ostenele vrednice de mulțămire și de răsplătire, te-ai cunoscut și te-ai adevărat mai pre sus de cât toți, cei mai din naintea ta și cei asemenea ție. Și fiind că s'au văzut și s'au cunoscut a ta deplină știință ce ai atât a obiceiurilor neamurilor europene cât și a deosebitelor orânduile a înălțimei și a mării pre puternicii mele împărății cu cea mai temelnică statornicie și priveghere, și cu acea desăvârșit știință crailor Evropei ai făcut treabă a ști pe amăruntul toate chipurile ce se cuvin la așezările cu dănișii și a interesurilor între dănișii, stând îndelungate vremi ecsaporiton pre puternicii mele împărății, și aducându-te cu nemărginite sălinți și credință la sfătuirile lucrurilor de taină a împărăției mele; pentru aceste din daruri a tale era cunoscut că trebuia că câștige acea dorire a ta, a te avea și a te metahirisi împărăția me la împărăteștile mari slujbe deapaurarea pe lângă sineși. || Dar fiind că la vremile acele era trebuință de cât toate mai ales de ocrotirea și bună orânduieala a se pune pământul Moldovii la cale locul clironomicesc, și ca un chelariu împărăției mele; și se cere liniștire și incredințare, și odihnă lăcuiților cu îndreptare și bună așezare împărăteștii mele raele, trebuind a lipsi și a se îndrepta oareș-care începuturi de rele urmări, și să se cheme pământul la urma sa. Și la cea de început în toate bună orânduieală, care această voință a împărăției mele ca să între în lucru și să se isprăvească era foarte de trebuință ca să se orânduiească cu pre deplină putere, și voi un domn ca tine, vrednic de toată ipolipsa și de credință la împărătesca me mărire de odată dăruit cu deplină înștiințare a politiceștilor lucruri, și înțelept și socotit și credincios. || Și socotindu-se acestor după norocită cerere a împărăției mele trebuincioase lucruri puneri le cale ca o slujbă ce s'ar săvârși în însuși norocita me împărătească cetate, pentru aceea și s'au orânduit și s'au incredințat în umerile slugeștii tale supunerii de la singură stăpânitoarea mărirea me, domnia pământului Moldovii și te-ai făcut ales cirac, adică făclie ce au aprins'o însuși împărăția me cu mă-

No 36. na sa. || De atunci dar în coace ai întărit și ai încredințat cea din  
 1780. început cătră tine împărăteasca me bună ipolipsie adiverind și pecetluind  
 credința și dreptatea ta, și aceasta prin însuși numai fireasca ta înțelep-  
 ciune, și înștiințată lucrurilor politicești deprindere fără să se miște și  
 să clătească temeliile statorniciei tale, și a mărire de suflet și a ostene-  
 lei și a silinței tale de multe deosăbitele întâmplări care după trebuința  
 vremei și a lucrărilor năvălise, înbrăcându-te cu înbărbătare și cu lupta  
 ostinelei la ori-ce trebuință, despre o parte săvârșind fără cel mai mic  
 cusur toate trebile ce ți se orânduia și ți se încredința în umerile cre-  
 dinței tale de la pre puternica me împărăție, despre alta neîncetând a  
 arăta și a înștiința de multe treburi mari și gingașe cu toată ce pe amă-  
 runtul știință și lămurită cercare cu toate întâmplările lor și cu socote-  
 lele ce se cuvine, care era de trebuință să se înștiințeze împărăteasca me  
 mărire, și la înștiințările ce avei cu cei de pe la margine și de pe la  
 înprejurul țerei ai mei mari viziri și alții aducându-te la toate cu pași  
 socotiți, ai petrecut și ai trăit cu dănsii cu bună înțelegere și cu prie-  
 teșug. || Săvârșind toate orânduiele miriei și poroncile care ți se da,  
 și grijind pentru cele trebuincioase ale oștilor și pentru tocirea și gă-  
 țirea împărăteștilor mele sarhatură, și pentru toate alte împărătești a mele  
 slujbe, și mai ales ajungând și îndestulând cu mare cheltueli în pu-  
 țină vreme toate cele trebuincioase a marilor mei viziri și beilor-beilerbei  
 și a bimbașilor și a ogeacilor și a celorlalte toate stări oști-  
 nești celor trecătoare și celor rânduite spre paza pământului, n'ai pri-  
 cinuit cu acestea nici o cheltueală la mirie, ce mai ales ai scăzut și  
 ai înpuținat din cât cerea cea pe amăruntul socoteală a slujbei tale.  
 la socoteala ce ai avut cu mirie și celorlalte a tale cheltuele, și  
 încă mai mult după slugeasca ta supunere ai adus și dar la împărăteasca  
 mirie, toate atâtea cherețele ce ai primit pentru facerea podului celui  
 mare, făcând și alte multe lăudate și mult vrednice slujbe pre puter-  
 nicii mele împărății, care s'au cunoscut și au luminat în vedere puin-  
 du-se tot chipul de silință a trimite și nenumărate zaherele și mulțime  
 de oi la împărăteasca me cetate. || Și în scurt fiind că ai cunoscut  
 dreptățile împărăteștilor mele cătră tine faceri de bine, și te-ai arătat pre  
 deplin mulțamitor, cheltuind toate puterile tale spre norocita și fericita  
 curgere pre puternicei mele împărății, care cu toate aceste, fiind încredin-  
 țată împărăteasca me mărire cum că sunt cunoscute și mărturisite de toți  
 marii mei viziri și ministri, și voitori de bine a pre puternicei mele  
 împărății și cum că din zi în zi crește și se adaoge după dreptate și  
 după vrednicia ta bună ipolipsie de la toți cătră tine și fiind toate sluj-  
 bele tale vrednice de laudă și primite la împărăteasca me mărire, și pen-

tru aceasta te-ai arătat deplin vrednic împărăteștilor noastre rugă. Iată dar îți rugăm ca să-ți fie spre bine și spre desfătare și spre veselie toate milele și facerile de bine, ce după vrednicie s'au vărsat asupra ta de la prea puternica me împărăție și să câștigi în îndelungate vremi supt împărăteasca me umbră împărăteștile milele mele, unde se petrece și fericit și învrednicit deapănarea a gusta roduri bune. || Dar fiind că unul din obiceiurile cele pre cuvioase a înaltei mele împărății este ca să câștige împărăteștile mele mile toți cei ce slujesc cu credință împărăției mele, și s'au aratat răvna și credința lor, trebuia fără de sminteală după cea firească a noastră spre facere de bine plecare, să răsplătim împărăteștile noastre dreptăți cu tot chipul de răsplătire și faceri de bine pe un ecest feliu de emictar și vechiu credinciosă slugă a împărăției mele ca tine. Dar de vreme în toate plinele de adevăr și de toată ipolipsa și vrednice scrisori a tale după dreptatea inimii tale și măsurata mulțămire, arătându-te mulțămit cătră facerile de bine a împărăteștii mele măriri n'ai lipsit a ne arăta că cel mai ales scop al tău și nemărginită dorirea este ca după ce-ți slui cu toată curățenia și adevărul împărăției mele cât va vre sfântul Dumnezeu la încredințata ta ție de la împărăteasca me mărire domnia pământului Moldovii, și vei săvârși toate cele căzute slugesții tale supuneri, atuncea să te întorci și să te învrednicești de ocrotirea și mila care ești obicinuit. adică sărutând înaltul împărătescul meu prag, să o ai spre mare fală ca când ai câștigat toată dorirea ta, pentru care te și rogi ca pe lângă celelalte mile și îndurări care s'au găsit cu dreptate pentru tine de la împărăția mea adăogându-se și această mare milă și facere de bine spre lauda și fala ta să te învrednicești cu bucurie a câștiga această dorire. ¶ Și măcar că este luminat cunoscut la împărăteasca mea mărire, cum că ești pre deplin vrednic împărăteștii mele mile și facere de bine; dar fiind că din neconținutele scrisori a tale a înțeles deplin împărăteasca mea mărire că cel mai ales scopus al dreptei tale voințe este ca să faci prin căzutele chipuri și mijlociri să se adevereze și să se încredințeze toți boerii și raelile încredințatului ție pământ al Moldovei, cum că până la acea vreme ce va bine-voi împărăția mea la numita ta de mai sus rugăminte ce vor câștiga în drepte zilele împărăției mele tot chipul de ocrotire și de apărare și nu li se va întâmpla cât de puțin ceva care să le pricinuiască mahniciune și turburare, ca dându-le această încredințare și liniștire a sufletului să se silească spre săvârșirea datoriei slugesții lor plecare și supunere, rugându-se pentru împărăteasca mea mărire. Și după aceasta adeverez prin numitele scrisori că de când ți s'a încredințat de la prea puternica mea împărăție în unerele vredniciei tale domnia Mol-

No. 36. 1780. dovei, încredințând cu tot chipul atât pe boeri, cât și pe cele-lalte raele pentru bogatele către dênșii mile și îndurări a împărăției mele, n'aũ lipsit a sevârși datoria lor și a cunoaște dreptățile împărăției mele faceri de bine, și adăogându-se cu prea deplină credință și dreptate a sevârși cele căzute slugesții lor supunere și a pune cu cea mai presus dorire a sufletului toată puterea lor spre a înplini toate împărăteștile slujbe și orânduile, tremurând toți ca nu cum-va vre unul dintr'înșii aũ necunos-când datoria celor căzute slugesții lor supunere către puternica mea împărăție, aũ din pricina tinerețelor s'aũ aflat până la un pěr la vre o mișcare neplăcută în potriua slugesților datorii și a căzutei slugeste su-punere, nerespunzând pre deplin la fericita împărăteasca mea voință, de unde să se nască vre un prepus de nemulțumire; și cum că supuindu-se deplin la toate poroncile tale și la voința și bună orânduiala ta, și adu-cându-se către tine cu cea mai adâncă plecare și supunere aũ vărsat necovârșite silinți a multe slujbe a împărăteștilor mele sarhaturı și la trimitirea către împărăteasca mea cetate de tot felul de zaherea, și ori ce s'aũ cerut de la pământul acela; și cum că acei ce aũ fost orânduiri din partea ta la slujbele pământului și a raelei s'aũ adus toți cu mare pază, ferindu-se de a îndrăzni a supăra pe saraci raeleni. Și cât iarăși pe de altă parte te silește la cele ce sunt spre mângâierea lor, fiind de toți pre deplin mulțămit. Pentru care și n'am lipsit după ce către tine ca toate și pentru toate, împărăteasca mea necovârșită credință și ipolipsie, cu necontenite scrisori din începutul slujbei tale, a înștiința cum că o cunoști ca o datorie nemiscată; aceasta arăta către împărăția mea dreptățile credinței și a râvnei lor și urmările lor cele plăcute și vrednice de laudă, de o potrivă cu înțeleptele tale și drepte orânduile, care după slugeasca ta ce căzută datorie ai orânduit. Și fiind-că ade-vărat scopusul tău este ca să isprăvești cu chipuri și cu mijlociri a crește și a înmulți milele și îndurările împărăției mele asupra lor, și ră-sipindu-se cu totul prepusurile ce pot să se întâmple din mincinoasele arătări celor ce sunt chip de adevăr, seamănă din patimă cu al său fiește-care sfârșit și scopus să fie adiveriți și bine încredințați. Pentru aceasta deci îi vei încredința că, supuindu-se deplin la înțeleapta ta ocărmuire și la cele de opotrivă cu împărăteasca mea voință socotite și laudate a tale chipuri care supt împărăteasca me umbră sunt cunoscute și cer-cate, se vor apăra și se vor acoperi supt împărăteasca me umbră, în cât va bine-voi sfântul Dumnezeu. || Și măcar că este știut, că din pri-cina cunoscutelor întâmplări ce aũ curs, după trebuința vremei și a lu-crărilor că și raelele pământului Moldovii sunt călcați și stenahoriți cu pagubele ce le s'aũ întâmplat, și starea ta este cunoscut că este străm-

torită și lipsită, fiind-că s'aŭ prelungit căzutele ție răsplătiri, supt în-  
părăteasca me umbră și chip a te aduce la răsufare. Dar de vreme că  
arăți că ai ostenit la numitul pământ al Moldovii, și aŭ prisosit asupra  
lui ostenelele tale, și ai luat plecare către aceia locuitori, fiind dinspre  
amândouă părțile aceeași răspundere și încredințare cu inimă curată, și  
pentru aceea primește ori ce fel de strămtoreală a stărei tale, și cu  
puțin te mulțamește, ca să petreci vremi cu încredințare și liniștea du-  
hului tău, cheltuind toată silința ta ca să odihnești și să mulțamești  
înpărăteasca me voință la această gingașă slujbă ce te-ai orânduit, după  
căzuta ta slugească datorie, în ce chip să vede din neconținutele tale  
scrisori, prin care aceasta te rogi deapănarea ca să fie înpărăteasca me  
milostivă plecare spre cele ce sunt spre bună stare și bună orânduială  
pământului, și spre răsufare și odihna ticăloasei raele, pentru care ai  
adeverit și ai luminat, și cu acest chip ce săvârșire faci cea din inimă  
curată a ta slujbă. Deci fiind că ești slugă dreaptă împărăției mele,  
și neamul slugilor drepte a ei, și ispitit în toate mișcările tale, pentru  
care și are înpărăteasca me mărire către tine nemărginita credință și  
ipolipsis ce nu s'aŭ invrednicit nimenea din cei mai înainte de tine și  
a-emene ție, și cheltuște toate chipurile tale la toate trebuințele ce s'aŭ  
încredințat și întâiu și pe urmă, în umerele credinței și a slugeștii tale  
supuneri, având știința celor mai adânci tăine, fiind eșaporiton a pre-  
puternicei mele împărății, după cum cere credința ta și râvnitoarea ple-  
care: și fiind că toate scrisorile tale aŭ nebiruită ipolipsie la înpără-  
teasca me mărire, pentru aceasta dar se ascultă toate cererile tale, și  
are toată trecerea și credința la împărăția me cea pentru boeri și pen-  
tru cealaltă lăcuiori a ta mărturie. Și măcar că este știut că se aduce  
ei cu drepte mișcări și căzute chipuri, la cele ce caută spre rânduială  
și buna stare a pământului, este și aceasta o lucrare și un rod a soco-  
lelor și înțeleptelor tale isprăvi, cu toate aceste în cât se vor aduce  
și deacum înainte cu căzuta plecare și supunere la poruncile tale și la  
bună orânduială ta, și se vor sili cu arătarea căzutei lor credinți către  
puternica me împărăție ca să isprăvească, să dai tu și deacum înainte  
pentru dăngușii pînă la atîta acest fel de mărturie, vor câștiga și ei  
în tot chipul înaltele înpărăteștile mele supt acoperemîntul împărăției  
mele. Că a se aduce toți supușii după neclătită datoria lor, cu drepte  
și bune mișcări către ocărmuitori, și stăpânitorii locurilor și a țerei lor,  
la care sunt datori a avea toată plecarea și pre deplină supunere, și a  
se întemeia între stăpânitori și între supuși o asemenea răspundere și  
legătură, rodul și folosul dintr-aceasta să întoarcă și să aduce către în-  
suși supușii aceia. || Deci, pentru ca să se încredințeze toți boerii și

No. 36 raelele pământului Moldovei, că până când ți se va da împărăteasca mea  
1780. voe ca să câștigi acea fală a săruta după nemărginita ta dorire împărătescul meu înalt prag, nu se vor scărbi nici se va tulbura sufletul lor nici de o schimbare de lucruri, ce vei rămânea tu deapururea în slujba aceasta cu pre deplină putere. Și în cât se vor sili și ei cu nemărginite silinți ca să îplinească după slugeasca lor nebiruită datorie împărăteștilor mele poronci și slujbe, vor avea tot chipul de răsuflare și de odihnă, supt împărăteasca mea umbră, rugându-se deapururea sfântului Dumnezeu după slugeasca lor datorie, pentru slava și strălucirea înaltei mele împărății, și pentru viața și întărirea împărăteștii mele stăpâniri. || După împărătescul meu întru norocire dat sfânt hatihumaghium, s'au dat această sfântă a me poruncă și înadins mai mult pentru arătarea și luminarea laudelor a căroră te-ai făcut vrednic spre fala și lauda ta, și spre creșterea cinstei și a ipolipsei tale, și s'au ales de la împărăteasca me tablă un armăsar ales pricinuitor de laudă înpodobit cu mare mărire, cu divan rahtë și cu abacii, și ți se trimite cu acest ce aduce această sfântă împărătească poruncă. || Decî te vei încredința tu numitul VVD, că puind tot chipul de silință și toată puterea ta ca să arăți și deacum înainte vrednice de laudă și primite slujbe, după cum până acum, și să chivernisești și să ocărmuești țara și să pui la cale și să îndreptezi toate a le raele, și să săvârșești toate împărăteștile mele orândueile ce te vei noroci prin înaltele împărăteștile mele poronci, și să trimiți la împărăteasca me cetate multe zaherele, și să dai la locul unde ești orânduit cele pe tot anul după datorie me la miri și să îplinești toate obișnuitele deosebitele slujbe care cere de la tine împărăția me, și puind toată puterea ta după nemișcată datoria ta a mulțami împărăteasca me norocită viață, fără să faci cea mai mică sminteală despre partea ta la acest fel de slujbe, după cum și până acum (care este o arătare de mulțămire împărăteștii mele către tine mile) vei câștiga bogat deapururea împărăteasca me dorită plecare la toate cererile și rugămintele tale. || Veî întâmpina decî cu pași plini de cinste și slăvită primire pre pricinuitorul de bucurie și de veselie împărătescul meu armăsar, lăudându-te și fălindu-te cu dînsul, și te vei ruga necontentit împreună cu toți boerii și lăcuitoii pământului ca cu un glas pentru neclătită întărirea și sănătatea împărăteștii mele mării, și vei pune tot chipul de silință și de supusă voință a odihni pre deplin pe prea slăvita me împărătească voință, cu săvârșirea celor de mai sus slujbe, ferindu-te de cele în protivă. || Poruncind decî împărătește ca să săvârșești, după înțelegere aceștii date pentru această pricină cu chipul ce s'au arătat a

mele înpărătești porunci, care cere fără de greș plecare și supunere de la toți aceștia. Crede înpărătescului meu semn.

No. 36.  
1780.

In anul 1194. Pe la sfârșitul lunei Trimiz, în păzitul de Dumnezeu  
Țarigrad.

**No. 37.— Tractatul de comerț de la Constantinopole, din  
21 Iunie 1783.**

(Martens, Recueil, III, p. 615.)

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

No. 37.  
1783  
21 Iunie.

Comme il se trouve écrit dans la Convention explicatoire d'Ainali Kavac, qui confirme le traité conclu par le passé à Kainardgé entre l'Empire de Russie et la Sublime-Porte, qu'on est convenu et établi entre les deux Empires, que toutes les conditions, spécifiées dans l'onzième article du dit traité doivent être maintenues sans altération et ponctuellement; et que pour obvier à tout malentendu entre les deux Empires relativement au commerce, on doit par la voie de négociation s'en expliquer; et en prenant pour base le contenu des capitulations accordées aux Français et aux Anglais, en les uniformant tant, qu'il sera possible, de les adopter à la nature du commerce de la Russie, régler relativement au commerce une Convention à part, et comme selon le susdit onzième article les capitulations des Français, des Anglais et des autres nations, de même que si elles étaient insérées ici mot pour mot, doivent servir de règle en tout et partout pour ce qui regarde tant le commerce, que les commerçants Russes, on trouva nécessaire de régler la dite Convention à part, en sorte que les marchands Russes doivent jouir des mêmes privilèges, libertés, immunités, et concessions dont jouissent les marchands des Puissances susmentionnées. Les deux Empires désirant donc ardemment, que leurs marchands et sujets puissent dorénavant, sans disputes, malentendus et oppression jouir des avantages du commerce, qui est le fruit de la bienheureuse paix, ont entrepris le règlement de cette nouvelle Convention à part, relative au commerce, et ont nommé des Plénipotentiaires, c'est-à-dire Sa Majesté Impériale la Très-Auguste et Très-Puissante Impératrice et Souveraine de toutes les Russies, de Sa part, le Haut et Noble Jaques de Bulhakow, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Sublime Porte Ottomane, Conseiller d'Etat et Chevalier des ordres de St. Wladimir et St. Stanislas, et la Sublime-Porte de son côté, le très-

No. 37. honoré, et très-estimé Seid Mehemed Hayri Effendi, son Grand-Chancelier  
 1783  
 21 Juin. actuel, lesquels Plénipotentiaire, après avoir entre eux échangé les  
 pleinpouvoirs à eux donnés dans la forme due et convenable ont réglé,  
 stipulé, signé et cacheté les articles suivants.

Art. I. La Sublime-Porte promet entièrement à tous les sujets Russes en général, de naviguer librement et d'exercer leur commerce dans tous les États, tant par terre que sur les mers, eaux et sur le Danube et partout, où la navigation et le commerce pourront convenir aux sujets Russes ; c'est pourquoi il sera libre à tout commerçant Russe de voyager, demeurer et rester dans les Etats de la Porte sous la protection particulière de son gouvernement aussi longtemps, que l'avantage de son commerce pourra l'exiger.

Art. II. Les deux parties sont convenues, que leurs sujets puissent entrer en tout temps dans leurs ports, lieux et villes avec leurs vaisseaux et bâtimens ou chariots et autres voitures propres pour le transport ; y exercer le commerce et y avoir leur demeure, et que les mariniers, les passagers et les vaisseaux, tant ceux de la Porte, que de la Russie, (quand même il y aurait parmi l'équipage quelques personnes de nations étrangères) soient reçus amicalement, et que des deux côtés on ne forcera sous aucun prétexte ni les matelots, ni les passagers à entrer au service contre leur gré, en excluant toutefois les sujets de chaque partie au cas, qu'ils soient nécessaires pour le service de leur souverain. Si quelqu'un de l'équipage ou un matelot se sera évadé du service, ou du vaisseau, il doit être rendu tout de suite, à moins qu'il n'ait pris la religion dominante du pays, où il désirera de rester, c'est-à-dire, s'il ne s'est pas fait Musulman en Turquie, ou Chrétien en Russie. Pareillement il sera libre aux sujets des deux Parties, d'acheter dans les dits endroits, après avoir payé les prix effectifs, tous ce dont ils auront besoin, et de radouber et calfater leurs vaisseaux, bâtimens et chariots et d'acheter toutes les provisions nécessaires pour leur subsistance et voyage, et de rester et partir des dits endroits selon leur bon plaisir, sans aucun empêchement ou gêne ; cependant ils seront obligés certainement de se conformer aux droits et réglemens des Etats des deux Empires, dans lesquels ils se trouveront, dans tous les cas, au sujet desquels il n'aura pas été fait de règlement à part dans ce Traité de commerce.

Art. III. Les marchands et en général tous les sujets Russes peuvent voyager dans les Etats de la Porte, avec les passeports, qui leur seront donnés en Russie : si cependant outre cela le Ministre, ou quelqu'un des consuls Russes, demandera des passeports de la Porte pour eux, ou nommément pour quelqu'un d'entre eux, ils doivent leur être

donnés sans délai par les Tribunaux établis à cet effet ; et pour un plus grand avantage des sujets Russes, ils pourront porter les habillements, que chacun porte dans son pays et exercer dans l'Empire Ottoman ses affaires sans obstacle. Pareillement on ne doit pas exiger d'eux le droit nommé Characz, ou quelque autre impôt et après qu'ils auront payé les douanes, établies en vertu de ce traité, pour les marchandises, qu'ils auront avec eux, les Pachas, Cadis et autres officiers seront tenus de les laisser passer sans empêchement. Pour une égale sûreté des sujets de la Porte dans les Etats de la Russie, ils seront munis pour les affaires du commerce des passeports et certificats nécessaires pour leur route de manière que tous les marchands et sujets de la Porte, qui pour les marchandises, qu'ils auront avec eux, auront payé les douanes fixées par les tarifs, pourront continuer leur route sans aucun empêchement partout où ils voudront.

No. 37.  
1783  
21 Junio.

Art. IV. Comme depuis la paix éternelle, conclue avec la Sublime-Porte à Kainardgé en 1774, les sujets Russes font commerce de leurs biens et en partie même par le moyen de leurs bâtimens et qu'ils viennent dans les villes et ports de l'Empire Ottoman et en sortent, se reposant sur la sûreté et la solidité de la paix, la Sublime Porte s'engage à ce qu'il soit donné à leurs vaisseaux, qui pourront souffrir en mer et avoir besoin de secours, d'assistance nécessaire de la part des vaisseaux de guerre et autres qui se trouveront dans leur proximité, et que pareillement les Commandants de ces vaisseaux ne négligent rien en faveur de l'avantage et du secours des sujets Russes, mettant tout leur soin et attention à leur procurer pour de l'argent toutes les provisions nécessaires : et si par de fortes tempêtes leurs vaisseaux étaient jettés sur un banc de sable, ou sur le bord de la mer, les Gouverneurs, juges et autres Chefs doivent leur prêter secours et leur restituer sans difficulté toutes les marchandises et biens sauvés du naufrage. Pareillement la Cour Impériale de Russie s'engage réciproquement de son côté, de donner par ses vaisseaux de guerre et autres tout secours à ceux de la Porte et d'observer à l'égard de ses sujets tout ce qui a été établi dans cet article en faveur des Russes.

Art. V. Si par quelque malheur les vaisseaux Russes faisaient naufrage sur les côtes de l'Empire Ottoman, on leur prêtera de la part de la Porte tout le secours nécessaire en cherchant les biens et en réparant le vaisseau naufragé, et on n'exigera aucun droit et impôt des marchandises, qui seront sauvées et chargées sur un autre vaisseau pour être transportées à l'endroit de leur destination, au cas que ces marchandises ne soient pas vendues dans le premier endroit. Par contre on s'en-

No. 37. gage de la part de la Russie, en cas de quelque malheur ou naufrage  
 1783 d'un vaisseau Turc, de lui accorder toute aide et assistance, et en gé-  
 21 Juin. néral donner aux sujets commerçans de la Sublime Porte tous les soins  
 nécessaires en pareil cas.

Art. VI. Les marchands, dragomans et tous les sujets Russes en général, peuvent aller et venir librement tant par mer, que par terre, pour vendre, acheter et commercer dans les Etats de la Sublime Porte, et après avoir payé les droits de la douane, ne doivent pas être arrêtés sur leur route, ni inquiétés par quoique ce soit de la part des officiers de la marine et autres troupes de la Porte, et réciproquement la Cour Impériale de la Russie permet aux sujets de la Porte d'aller et venir librement, par mer et par terre dans les Etats de l'Empire de Russie pour leur commerce et affaires mercantiles sans les arrêter nulle part en chemin dès qu'ils auront payé les droits selon les tarifs de la Russie.

Art. VII. La Sublime Porte s'engage à ne point forcer les marchands Russes à acheter ou vendre des marchandises, contre leur gré, en faveur de quelques Compagnies privilégiées ou de quelques autres sociétés ou des monopolistes, et par là même de ne pas les assujettir à quelque gêne ou embarras dans leur commerce. Pareillement les sujets de la Porte jouiront de cette même liberté dans les Etats de la Russie.

Art. VIII. Si un sujet Russe se trouve endetté dans les Etats de la Porte, on demandera du débiteur même le payement de ses dettes, et nullement de quelque autre sujet Russe et ce dernier n'ayant pas cautionné pour l'autre, ne doit pas même être cité en justice, et il n'y a que le débiteur qui soit obligé seul de répondre de tout, et réciproquement on en agira de même en Russie avec les sujets de la Porte Ottomane. || Si un sujet Russe vient à mourir, ses biens et effets sans que personne ose s'y ingérer seront remis à ses exécuteurs testamentaires et s'il meurt ab intestat, ses biens seront donnés, par l'entremise du Consul de Russie, en garde à ses compatriotes; à quoi les officiers du fisc et du droit d'aubaine ne doivent mettre aucun obstacle, ni s'y ingérer d'aucune manière.

Art. IX. Les marchands, les Dragomans et les Consuls Russes, dans leurs ventes et achats, qu'ils feront aux sujets de la Porte Ottomane, ainsi que dans leur commerce, cautionnements et autres affaires de justice, doivent se présenter chez le Cadi (juge) où leurs contrats dressés par écrit seront enregistrés, afin qu'en cas de quelque différend, on puisse faire les recherches nécessaires et prononcer la sentence de ces affaires litigieuses; en conséquence celui, qui sans être muni de ces for-

malités et documents de justice, voudrait intenter un procès à un sujet Russe ne produisant que de faux témoins, on ne permettra point de pareilles supercheries, et on n'écouterà point leurs demandes contraires à la justice. Pareillement, si par pure avidité d'argent quelqu'un portait une plainte contre un sujet Russe d'avoir dit des injures, on empêchera que le sujet Russe soit offensé et accusé, tout comme aussi, si au cas qu'il se fût absenté à cause de ses dettes ou autre faute, on ne doit pas attaquer et inquiéter absolument en aucune manière un autre sujet Russe innocent dans cette affaire, et, qui n'aura pas cautionné pour lui. Tout ce qui a été arrêté dans cet article pour la sûreté des Russes, qui commercent dans les Etats de la sublime Porte, la Cour Impériale de Russie promet également de l'observer de son côté vis-à-vis des sujets de la Porte Ottomane commerçants en Russie ; et pour éviter tout empêchement dans l'exercice de leur commerce, leurs contrats ou autres engagements avec les sujets Russes, par rapport aux affaires de commerce, seront enregistrés, et les différends qui par fois pourront naître entre eux, levés.

Art. X. S'il se trouve un sujet Russe en esclavage dans les Etats de la Porte, et que le Consul Russe le déclare effectivement être Russe, il sera présenté avec son procureur à la Cour de Sa Hautesse, pour faire l'examen de toutes les circonstances, qui le regardent, et le rendre ensuite à la demande du dit Consul ; tout comme aussi, si dans les Etats de la Russie il se trouvoit des sujets de la Porte Ottomane, ils seront rendus à la sublime Porte, sans la moindre difficulté, après qu'on en aura donné les preuves nécessaires ; toutefois cependant on ne les rendra de part et d'autre que dans le cas où ils n'auront pas pris la religion dominante du pays, car ceux-là ne doivent pas être rendus. Quant aux sujets Russes qui pourront à l'avenir demeurer dans l'Empire Ottoman, la Sublime Porte s'engage à ne pas exiger d'eux le droit nommé characz.

Art. XI. Les vaisseaux, galères et troupes de mer de la Porte qui rencontreront en mer des vaisseaux Russes et pareillement les vaisseaux de guerre ou autres, ainsi que les troupes de la marine Russe, qui rencontreront en mer les vaisseaux de la Porte doivent veiller non seulement à ce qu'il ne soit point fait aucun tort ou dommage aux sujets respectifs, mais ils sont tenus encore de se donner mutuellement des marques d'une amitié réciproque et si les sujets Russes de leur propre gré ne feront aucun présent aux sujets de la Porte, on ne doit pas les vexer pour cela, ni prendre par force des agrêts, hardes, et en un mot

No. 37.  
1788  
21 Juin.

No. 37. rien, tout comme les sujets Russes ne doivent non plus exiger des  
1783 présents quelconques de la Porte.  
21 Juin.

Art. XII. La Sublime Porte s'engage à recevoir, protéger et défendre les vaisseaux et bâtimens sous pavillon Russe, qui viendront dans l'Empire Ottoman, et de les laisser retourner en toute sûreté; et si on saisisait quelques uns de leurs agrêts et effets, on emploiera tout le soin possible non seulement à trouver les personnes et les effets, mais aussi à punir exemplairement les offenseurs, de quelque condition qu'ils soient. Et réciproquement la Cour Impériale de Russie promet de son côté de remplir les mêmes engagements vis-à-vis des vaisseaux et bâtimens de la Porte, qui viendront dans les Etats de la Russie, et en sortiront, et de leur procurer d'une part toute la sûreté possible par rapport à leurs effets et agrêts, comme aussi d'autre part d'observer qu'il ne soit fait aucune offense aux sujets de la Porte.

Art. XIII. Mais afin que les sujets de la Porte ne puissent pas pour exercer leur commerce, partir à l'insu de la Sublime-Porte, on est convenu, qu'ils n'obtiendront le passeport nécessaire à cet effet de la part du Ministre de Russie autrement qu'après une information préalable à ce sujet du gouvernement de la Porte, et que celui-ci lui aura demandé le dit passeport, tout comme aussi les sujets Russes seront obligés pour l'exercice de leur commerce dans les villes, qui sont dans l'intérieur de la domination Ottomane d'obtenir de la Porte le Firman, dont ils auront besoin; laquelle s'engage en vertu du présent article de l'accorder chaque fois à la réquisition du Ministre de Russie et d'ordonner de les faire donner dans les provinces par les Pachas ou Commandants à la réquisition des Consuls de la dite Puissance.

Art. XIV. Quant les Capitaines des vaisseaux ou les patrons des bâtimens Russes auront besoin de faire calfater, donner les suifs et radoubes leurs vaisseaux, les Commandants dans toutes les villes, forteresses et ports de la Porte ne doivent non seulement pas mettre obstacle, qu'il leur soit fourni pour de l'argent la quantité de suif, goudron, poix, ouvriers et instruments, dont ils auront besoin, mais ils doivent aussi les assister autant, qu'il leur sera possible, et s'il arrive que par quelque malheur un vaisseau Russe vient à manquer d'agrêts, on leur permettra d'acheter les ancres, voiles et autres matériaux nécessaires pour son appareil, mais on ne demandera pas pour cela des présents des sujets Russes. Et lorsque les vaisseaux sous pavillon Russe se trouveront dans quelque échelle, les fermiers, Mousselims et autres officiers, ainsi que les Caratschis ne doivent pas les arrêter sous prétexte, qu'ils doivent percevoir les droits de Charatsch des passagers, qu'on doit conduire

sans obstacle à l'endroit de leur destination, et s'il s'y trouvera des Rayas ou sujets de la Porte, ceux-ci doivent payer le dit droit, étant arrivés à l'endroit de leur destination. Un secours réciproque et la même assistance seront accordés dans les Etats de la Russie, aux vaisseaux de la Porte Ottomane, auxquels on fournira sans obstacle pour de l'argent le suif, le goudron, la poix, les ouvriers et les instruments ainsi qu'en cas de malheur, les ancres, voiles et les matériaux nécessaires pour l'appareil du vaisseau.

No. 37.  
1783  
21 Junie.

Art. XV. Lorsque les vaisseaux de guerre, ou les bâtimens marchands Russes rencontreront des vaisseaux de guerre ou autres bâtimens de la Porte-Ottomane, le Capitaine, Pacha, les Capitaines des vaisseaux de guerre, les Beys des galères, les commandants des galliottes et autres bâtimens de la Sublime-Porte, non seulement ne doivent pas arrêter tous ces vaisseaux et bâtimens Russes et encore moins leur être à charge, ou leur extorquer, sous quelque prétexte que ce soit, des présent, mais ils doivent encore leur donner toutes les marques d'une amitié réciproque, qui réponde à la bonne intelligence, qui subsiste entre les deux Empires. La même chose sera observée à l'égard des vaisseaux de la Porte Ottomane tant par les vaisseaux de guerre et autres sous pavillon Russe, que par leurs commandants avec lesquels ils pourraient se rencontrer, et on agira vis-à-vis des vaisseaux de la Sublime-Porte de la même manière que la Porte s'est engagée d'agir vis-à-vis des vaisseaux Russes.

Art. XVI. Lorsque les vaisseaux marchands sous pavillon Russe rencontreront des vaisseaux de guerre, des galères et autres bâtimens appartenant à la Porte et s'il se trouve que les Russes, non-obstant l'intention qu'ils auraient de faire les honneurs usités ne puissent pas approcher des vaisseaux de guerre de la Porte Ottomane, à cause de l'impossibilité qui se trouve quelque fois à mettre avec promptitude la chaloupe à la mer, si tôt qu'on remarquera que les préparatifs nécessaires ont été fait pour remplir l'usage pratiqué, on ne doit pas les inquiéter sous prétexte, que de la part du vaisseau marchand Russe on ait tardé de venir à bord des vaisseaux de guerre de la Porte. La Cour Impériale de Russie s'engage d'observer la même chose vis-à-vis des vaisseaux marchands de la Porte. La Sublime-Porte s'engage aussi de ne pas arrêter sous aucun prétexte dans les échelles, qui lui appartiennent, tous les vaisseaux sous pavillon Russe et en même temps de ne pas leur prendre ni leurs chaloupes, ni leurs matelots et comme c'est particulièrement de la détention des bâtimens, qui sont chargés de marchandises, qu'il peut résulter un grand dommage, on est convenu réciproquement de part et d'autre, de ne point s'arrêter les uns les autres.

No 37. Lorsque les commandants des vaisseaux de guerre de la Porte arriveront dans celles de ses échelles, où les sujets Russes pourront demeurer à cause de leur commerce, ils sont tenus pour prévenir toutes les insultes qui pourraient être faites aux sujets Russes de la part des gens et des mariniers qui se trouvent sur le vaisseau de ne laisser ces derniers sur terre, qu'avec un nombre suffisant d'officiers et de mettre des sentinelles pour la sûreté des Russes et de leur commerce. Et lorsque les sujets Russes mettront pied à terre, les Commandants des forteresses ou des villes maritimes, et les autres officiers de terre, ne doivent pas les offenser en aucune manière, et si on portera des plaintes qu'on a convenue à cet article, les coupables, après que l'affaire aura été prouvée seront punis sévèrement, tout comme aussi on ne permettra pas aux sujets Russes, de faire quelque chose que ce soit contraire à l'amitié et à la bonne intelligence, qui subsiste entre les Cour Impériale de Russie et la Sublime-Porte.

1781  
21 Janie.

Art. XVII. Comme la nation Russe doit être regardée dans les Etats de la Sublime-Porte Ottomane à l'égal de la Française et Anglaise, comme des nations qui en sont les plus favorisées, la Porte s'engage aussi par cet article, d'accorder aux sujets Russes tous les privilèges et honneurs, dont on se sert vis-à-vis d'elles et d'autres nations libres; tout comme dans l'Empire de Russie on accordera réciproquement aux sujets de la Porte les mêmes égards dont jouissent les nations les plus favorisées et amies de la Russie.

Art. XVIII. Les vaisseaux sous Pavillon Russe qui arriveront dans les échelles de l'Empire Ottoman, doivent être reçus amialement; et peuvent y acheter pour leur argent toutes les boissons et vivres, dont ils auront besoin, et personne ne doit les empêcher à les acheter, vendre et les transporter: ni exiger d'eux pour une pareille permission aucun droit ni présent. Et réciproquement les vaisseaux de la Porte Ottomane seront reçus dans les Etats de la Russie avec bienveillance, et on leur permettra sans aucun empêchement d'acheter pour leur argent les vivres dont ils auront besoin.

Art. XIX. Les sujets et marchands Russes, qui pour leur trafic vont et viennent par terre de la Russie, ou des autres pays de l'Europe, dans les Etats de la Sublime-Porte, dans ceux de la Russie et des autres puissances, se trouvant avoir en main des passeports, qui les démontrent être sujets Russes, les Commandants, juges et autres officiers de la Sublime-Porte ni qui que ce soit ne doivent pas les molester, et les forcer de payer le Characz, ou autres impositions, mais ils doivent envers eux agir amicalement. Et en vertu du présent traité, tant pour les marchandises et choses, que de la Russie, ou de pays des autres Puissances,

ils apporteront dans les Etats de la Sublime-Porte, que pour celles que des États de la Sublime-Porte. ils exporteront en Russie ou dans des pays des autres Puissances, après avoir une fois et en un seul endroit reçu le droit de la douane, les douaniers des endroits par où ils passeront, ne doivent pas obliger les susdits marchands de payer la seconde fois la douane, ou quelqu'autre droit. Et si, contre le présent règlement, on prendra d'eux pour la seconde fois la douane, on doit obliger de faire la restitution ceux qui l'ont prise. Principalement dans les Provinces de Moldavie et de Valachie, contre tous les règlements et règles, les Douaniers et autres officiers ne doivent pas obliger les marchands Russes qui passent par ces endroits, à payer divers droits de transit sous différents noms inventés d'eux. Et pour les marchandises, que les susdits marchands porteront des Etats de Russie ou de ceux des Puissances dans les dites deux Provinces et autres pays de la Sublime-Porte, ils ne payeront la douane que de trois pour cent et une seule fois dans l'endroit, où ils vendront leurs dites marchandises: comme pareillement pour les marchandises qu'ils exporteront conformément au présent traité des susdites deux Provinces et autres pays de la Porte dans les Etats de Russie, ou dans ceux des autres Puissances, ils ne payeront aussi la douane qu'une seule fois et trois pour cent, dans l'endroit où ils auront acheté leurs dites marchandises, et il est défendu d'exiger ni de prendre d'eux contre cet arrangement et règle aucun droit ou paiement inventé sous quelque nom que ce soit. Les teskerès du reçu doivent leur être livrés dans les endroits, où ils ont payé la douane, et ces teskerès, qui leur seront donnés doivent être valables dans tous les endroits des Etats de la Sublime-Porte.

Art. XX. La Sublime-Porte s'est engagée par l'article XI de son traité de paix et l'article VI de sa convention, d'approprier au commerce que les sujets Russes font dans les Etats, les mêmes avantages dont jouissent dans ses Etats les Français et les Anglais, comme des nations amies et qui en sont les plus favorisées, et à cet effet de n'exiger d'eux d'autres droits que ceux que payent ces deux nations: en conséquence de quoi on est convenu dans cet article que les sujets Russes, en apportant des marchandises dans les Etats de la Sublime-Porte et en les exportant de ses Etats en Russie, payeront les mêmes droits que payent les susdites deux nations Française et Anglaise, savoir trois pour cent. bien entendu cependant, que les vaisseaux marchands Russes, après avoir payé les droits de la douane une fois, ne seront plus obligés à les payer dans un autre endroit de la domination de la Porte. Pour confirmer d'autant plus les droits, que payeront les sujets russes qui doi-

No. 37.  
1783  
21 Juin.

N<sup>o</sup>. 37. vent être les mêmes que payent les susdites deux nations on a inséré ici les articles de leurs capitulations avec la Sublime-Porte qui dans toute leur étendue doivent servir d'exemple aux Russes: car il est écrit dans les Capitulations Françaises : „quoique les marchands Français ayent de tout temps payé cinq pour cent de douane sur les marchandises, qu'ils apporteraient dans nos Etats et qu'ils en emportaient, comme ils ont prié de reduire ce droit à trois pour cent, en considération de l'ancienne amitié qu'ils ont avec Notre Sublime-Porte, et de le faire insérer dans ces nouvelles Capitulations, Nous aurions agréé leur demande, et Nous ordonnons, qu'en conformité on ne puisse exiger d'eux plus de trois pour cent, et lors qu'ils payeront leur douane, on la recevra en monnaie courante dans nos Etats, pour la même valeur, qu'elle est reçue au trésor inépuisable, sans pouvoir être inquiétés sur la plus ou la moins value d'icelle.“ Et dans les capitulations anglaises on a stipulé également ce qui suit: „Les marchands Anglais se trouvant à Alep, à Caire et dans les autres villes de l'Empire Ottoman, ainsi que ceux qui viennent sous pavillon Anglais, peuvent sans le moindre danger exercer leur commerce en payant comme ci devant les droits des marchandises selon leur valeur à raison seulement de trois pour cent, et ils ne sont pas tenus de donner un seul aspre en sus.“ Et pareillement les sujets de la Porte, qui apporteront des marchandises dans les Etats de la Russie, y payeront les mêmes droits, que payent les nations amies et les plus favorisées par la Russie, en se conformant aux tarifs qui y sont publiés.

Art. XXI. Quoiqu'il est stipulé, que les sujets de l'Empire de Russie, commerçant dans l'Empire Ottoman, ne payent que trois pour cent de douane pour les marchandises qu'ils apporteront de Russie, ou des Etats d'autres Puissances, dans ceux de la Porte Ottomane, ainsi que pour celles qu'ils exportent des Etats de la Porte Ottomane en Russie, ou dans les Etats d'autres Puissances; cependant pour obvier à toutes les disputes, qui peuvent survenir entre les marchands et les douaniers par rapport à l'estimation de la valeur des marchandises, il a été jugé nécessaire de régler un tarif, qui serve à jamais de règle aux commerçants Russes et aux douaniers dans les Etats Ottomans: c'est pourquoi la Sublime-Porte autorisa de son côté El Hadgi Mehemed Aga Directeur de la Douane de Constantinople et l'Envoyé de Russie du sien le Sr. Nicolas Pisani, premier Dragoman et conseiller de Cour pour effectuer cet arrangement du tarif; lequel ayant été définitivement réglé par les susdits, signé et cacheté par le Douanier susmentionné le 9 de la lune Schevall 1196, c'est à dire le 5 de Sept. 1782 et reconnu par la Porte le 11 de la

même Lune Schevall, a déjà été remis à l'Envoyé de Russie. En conséquence de quoi la Sublime-Porte, qui avait déjà donné de sa part dans son temps un exemplaire authentique du dit tarif à l'Envoyé de Russie, le confirme actuellement dans toute son étendue par cet article, et s'engage solennellement de la faire observer en faveur des commerçants Russes dans tous ses Etats sans exception. Pour cet effet la Sublime-Porte enverra des copies exactes de ce tarif, pour être enrégistrées dans les livres de toutes les douanes, ainsi que dans les protocoles des Mehkemés de sa domination. Elle ordonnera qu'il soit observé scrupuleusement, et que pour toutes les marchandises d'importation et d'exportation, qui ne sont pas nommées dans le susdit tarif, les douaniers ne prétendent et ne prennent que trois pour cent sur la valeur des marchandises, et si les douaniers voudront estimer les marchandises qui ne sont point nommées dans le tarif, à un prix plus haut que ne porte leur véritable valeur, les marchands Russes auront le droit, au lieu d'argent comptant, de les payer en nature, en marchandises même et toujours à raison de trois pour cent. Et pour ce qui regarde le vin, que les sujets Russes achètent dans les Etats de la Porte et surtout en Archipel, pour le porter en Russie par la Mer Noire et autres voies, ils payeront le droit de la douane sur le lieu où ils achètent le vin, à raison de trois pour cent, et après avoir reçu le Teskérè qu'on leur livrera sans la moindre difficulté ils ne seront plus obligés de payer à leur passage par le Canal de Constantinople, ni Bitirmé, ni aucun autre droit quelconque. Et comme les douaniers et Voïvodes des îles de l'Archipel sont pour la plupart des Rayas, leurs Teskérès, quand même ils seraient écrits en grec, seront reconnus pour valables sans aucune difficulté.

No. 37.  
1783  
21 Junie

Art. XXII. Pareillement on est convenu, de percevoir des droits dans les ports de la Sublime-Porte de celles des marchandises Russes, qui seront déchargées pour être vendues: et quant à celles qui doivent être envoyées dans d'autres villes maritimes, on n'en prendra point des droits, et on ne fera à ce sujet aucun empêchement, car ils seront payés dans les endroits où ces marchandises seront déchargées pour y être vendues.

Art. XXIII. On n'exigera pas des sujets Russes de nouveaux impôts appelés Kassabie, Rest, Bady, Jassakouly, et on ne prendra pas plus de trois cent aspres de chaque bâtiment pour le droit de bon voyage appelé en ture Selamet-Resmi.

Art. XXIV. Comme on a déterminé plus haut dans l'article vingt que les marchands Russes, et ceux qui appartiennent à la Russie n'auront à payer que trois pour cent de droits, tant des marchandises qui seront

No. 87. 1793  
21 Juin. apportées de la Russie dans les Etats de la Porte, que de celles, qu'ils exporteront de ses Etats dans leur pays; la Sublime-Porte s'engage en conséquence de ne pas les empêcher, qu'après avoir payé les droits fixés dans ce traité, ils puissent charger toutes les marchandises qu'ils exporteront dans leur pays.

Art. XXV. Lorsque les marchands Russes auront payé conformément à ce traité, les droits de trois pour cent et reçu comme de coutume la quittance appelée Eda-Teskeressi, celle-ci, après avoir été produite, doit être regardée comme effective et on n'exigera d'eux aucunement des droits pour la seconde fois, dans quelques endroits des Etats de la Porte-Ottomane qu'ils portent ces marchandises. Si cependant il pouvait se rencontrer que le prix des marchandises fût trouvé trop haut à proportion de la taxe, dont on est convenu, la Sublime-Porte promet avec toute la déférence possible, de changer ce tarif ou taxe de manière qu'on n'exige pas des sujets Russes effectivement des droits plus de trois pour cent. Et si les marchands Russes viendront vendre les marchandises, qu'ils apporteront à quelques uns des sujets de la Porte, personne ne doit les en empêcher, ni disputer avec eux là-dessus, sous prétexte d'avoir un privilège ou une prérogative particulière à les acheter laissant en cela une entière liberté aux Russes qui commercent dans les Etats de la Sublime-Porte, et les affranchissant du pouvoir et de la vexation de toutes sortes de sociétés privilégiées ou des monopolistes.

Art. XXVI. Les marchands Russes et autres protégés par la Russie ne sont pas obligés de payer un impôt ou droit des monnaies d'or et d'argent, qu'ils apporteront dans l'Empire Ottoman, ainsi que de celles qu'ils en exporteront, et ne peuvent pas être forcés à faire de leurs monnaies des monnaies Turques.

Art. XXVII. Les sujets Russes doivent être affranchis du payement de l'impôt des piastres qu'ils apporteront; et en conséquence les officiers de la monnaie et les trésoriers ne doivent pas les inquiéter en les forçant à faire de leurs piastres des monnaies de l'Empire Ottoman.

Art. XXVIII. Comme en conséquence de la réclamation, qui a été faite par la Cour Impériale de Russie à la Sublime Porte sur l'affranchissement des marchandises Russes du droit de messeterie, tant par rapport à ceux qui vendent, que de ceux qui achètent, celle-ci les en ayant affranchis, a fait émaner à cet effet un firman qui abolit ce droit: en conséquence la Sublime Porte s'engage de nouveau par cet article, de n'exiger à l'avenir des marchandises qui seront chargées dans les ports de la Russie et apportées à Constantinople sur des vaisseaux avec des lettres de propriété et pavillon Russe, ainsi que de celles qui seront

chargées sur des vaisseaux Russes à Constantinople pour être transportées en Russie, d'autres droits que ceux qui sont fixés dans ce traité.

No. 37.  
1783  
21 Juin.

Art. XXIX. Quoique dans l'article vingt de ce traité, on soit convenu de part et d'autre, que les sujets Russes à l'exemple des Français et Anglais, comme des nations amies et les plus favorisées de la Porte payent trois pour cent des marchandises qu'ils importeront dans ses Etats et qu'ils en exporteront, et réciproquement, que les sujets de la Sublime-Porte payent dans les ports de la Russie, tant des marchandises qu'ils apporteront dans les Etats de la Russie que de celles qu'ils en exporteront, les mêmes droits fixés par les tarifs, aux quels sont soumis les autres nations amies, néanmoins les sujets respectifs seront obligés de se conformer aux mêmes usages, coutumes et obligations, auxquelles sont soumises dans les deux Etats ces mêmes nations amies, qui en sont les plus favorisées, en tant qu'ils ne seront point contraires à cet acte solennel entre les deux Empires.

Art. XXX. Comme en conséquence de l'article onze du traité de paix, conclu à Cainardgé en 1774 et de l'article six de la convention explicatoire passée le 10 Mars de l'année 1779, on est convenu, que tous les vaisseaux marchands sous pavillon Russe puissent passer librement par le Canal de Constantinople, de la mer Noire dans la mer Blanche et réciproquement de la mer Blanche dans la mer Noire, et qu'en outre dans le susdit article six de la convention la forme de ces vaisseaux et le poids de la cargaison, qu'ils doivent porter, sont déterminés à l'exemple des vaisseaux Français et Anglais comme ceux des nations amies et les plus favorisées par la Sublime Porte, de même pour prévenir tout malentendu à cet égard, on est convenu de confirmer dans le présent article que la forme des vaisseaux marchands Russes doit être exactement celle des susdits vaisseaux marchands Français, Anglais, et des autres nations depuis la moindre proportion jusqu'à la plus grande, et pour régler le poids, qu'ils doivent porter, on leur a fixé depuis le moindre poids jusqu'au plus grand, celui de mille jusqu'à seize mille quilots ou bien huit mille cantars, qui font vingt mille quatre cent pouds au poids de Russie. La Porte s'engage par le présent, non seulement de ne mettre aucun empêchement à des pareils vaisseaux qui seront sous pavillon Russe, car n'étant pas chargés de marchandises qui doivent être vendues dans les Etats de la Porte, ils ne doivent pas même être exposés à la moindre détention ou visite de quelques marchandises qu'ils soient chargés, vu que, ne s'arrêtant pas dans les Etats de la Porte, ils ne feront que passer par le dit Canal de la mer Noire dans la mer Blanche et puis dans la Méditerranée dans

No. 37. des pays qui ne sont pas soumis à la Porte, et Elle promet par contre  
 1783 d'accorder à leur passage toutes les facilités, auxquelles on peut s'at-  
 21 Juin. tendre de l'amitié qui subsiste si heureusement entre les deux Empires.

Art. XXXI. La Sublime Porte s'engage de ne pas prétendre, ni ne permettre, à qui que ce soit, d'exiger aucune douane ou droit de la cargaison des bâtimens marchands Russes qui viennent des Etats de Russie, pour passer dans les mers Blanche et Méditerranée, ainsi que de ceux qui passent de ces deux mers dans la mer Noire. Et à leur passage par le canal ils ne doivent pas être forcés de décharger ni à Constantinople, ni dans aucun autre endroit les cargaisons dont ils sont chargés.

Art. XXXII. La Sublime Porte s'engage que les vaisseaux et bâtimens sous pavillon Russe, qui viennent de la mer Noire et passent par le canal de Constantinople, après qu'il aura été présenté la liste de leur cargaison, vérifiée par le Ministre de Russie et leur sera donné sans retard le Firman l'iznisefiné ne soient en aucune façon arrêtés et que les dits bâtimens produisant le dit Firman à leur passage de sortie aux Dardanelles de la mer Blanche, puissent sans aucun retard aller, où bon leur plaira. Pareillement les bâtimens sous pavillon Russe venant d'autres pays par les Dardanelles de la mer Blanche pour retourner aux ports de la Russie sur la mer Noire, à leur passage par les Dardanelles de cette mer, en montrant le Firman, qu'ils auront reçu en conséquence de la liste présentée de leur cargaison et vérifiée par le Ministre de Russie, passeront sans s'arrêter.

Art. XXXIII. A tous les vaisseaux et bâtimens sous pavillon Russe qui passent de cette manière par le canal de Constantinople, qui, sans s'y arrêter, voudront continuer leur route plus loin, à leur passage par le susdit canal, en prêtant une parfaite foi aux listes de leurs cargaisons, vérifiées par le Ministre de Russie, on donnera le firman Iznisefiné, selon qu'il a été spécifié dans l'article trente deux. Mais en cas de quelque doute ou soupçon de la part de la Porte, qu'il se trouve de ses sujets parmi les gens qui composent l'équipage du vaisseau, la Cour Impériale de Russie consent, que l'on fasse la visite de l'équipage d'un tel vaisseau sans toucher cependant, ainsi qu'il a été dit plus haut, aux marchandises chargées dans ce vaisseau : et même dans ce cas on agira avec beaucoup de circonspection et sans faire aucune insulte au Capitaine ou Patron du bâtiment, afin de ne pas mettre en faisant quelquefois des visites superflues, des entraves à tout le commerce de transit, dont on est déjà convenu dans le traité de paix.

Art. XXXIV. La même chose doit être observée à l'égard des pareils

vaisseaux, qui retournant dans les ports de la Russie ne feront que passer par les Etats et les mers appartenant à la Sublime-Porte, et qui excepté la visite de l'équipage ou des gens du vaisseau, ne doivent être soumis à aucun autre.

No. 37.  
1783  
Juin 21.

Art. XXXV. S'il arrivait, que les vaisseaux fussent chargés de vivres pour être exportés de la Russie dans d'autres Etats qui ne sont pas soumis à la Porte, ou bien s'il leur arrivait encore de transporter des vivres des dits pays dans les Etats de la Russie, pourvu qu'ils ne soient pas seulement des Etats de la domination Ottomane, ces vaisseaux ne s'arrêtant pas par cette même raison nulle part dans l'Empire Ottoman, ne doivent pas être soumis à aucun règlement du pays; mais ils pourront passer librement par le canal de Constantinople conformément à l'article trente premier de ce traité de commerce.

Art. XXXVI. En réciprocité de ces engagements de la Sublime-Porte, la Cour Impériale de Russie, pour lui donner une marque de son amitié, permet à ses sujets d'acheter dans les ports de la Russie situés sur la mer Noire à un prix libre, du blé et d'autres provisions dont ils auront besoin, et de les transporter à Constantinople, ne leur faisant en cela aucun empêchement, mais fournissant au contraire tous les moyens possibles à tout ce qui peut étendre leur commerce dans les Etats de la Russie.

Art. XXXVII. Lorsqu'avec le consentement du Patron ou Capitaine du vaisseau les sujets de la Porte chargeront à un prix convenu leur marchandise sur des vaisseaux Russes pour les transporter d'un port de l'Empire Ottoman dans un autre, on ne leur mettra pas en cela d'obstacles, et si les affrêteurs des vaisseaux les abandonneront en chemin, sans y être engagés par des justes raisons, les Cadis et autres Chefs sont tenus de les obliger à rembourser en entier au Capitaine ou Patron du vaisseau le Nolis dont on sera convenu pour le frêt des vaisseaux.

Art. XXXVIII. Si en cas d'une nécessité urgente on aura besoin de fréter un vaisseau Russe pour le compte de la Sublime-Porte, les Commandants ou autres officiers chargés du frêt doivent en informer le Ministre Russe ou les Consuls, là, où il s'en trouvera pour désigner les vaisseaux, qu'ils trouveront propres à cela, et dans les endroits, où il n'y aura point de Consul Russe, les bâtiments pourront être frétés de leur propre gré par le Capitaine ou Patron du vaisseau, et le prix dont on sera convenu, leur doit être payé en conséquence sans retard, mais en cas même d'un pareil besoin la Porte ne frètera le vaisseau Russe autrement, que d'après un accord volontaire, et on ne doit surtout pas

No. 37. arrêter d'autres vaisseaux, qui ne seront pas frétés et particulièrement  
 1783 ceux qui seront déjà chargés de quelques marchandises, car ces derniers  
 Juin 21. ne doivent absolument pas être obligés à les décharger, et on ne leur  
 doit faire aucune insulte.

Art. XXXIX. Lorsqu'un sujet Russe chargera dans un pays ennemi son propre vaisseau de provisions ou d'autres marchandises pour les transporter également dans un pays ennemi et qu'ils recontera des vaisseaux de la Porte Ottomane on ne doit pas lui prendre son vaisseau ou les marchandises sous prétexte, qu'il porte les provisions et les marchandises chez l'ennemi et on ne fera point esclaves les gens, qui s'y trouvent.

Art. XL. Lorsqu'une des parties contractantes se trouverait en guerre avec une puissance étrangère quelconque il n'est pas défendu aux sujets de l'autre partie contractante de faire leur commerce avec celle-ci et de fréquenter ses Etats, pourvu qu'ils n'importent pas chez l'ennemi des munitions ou provisions de guerre. On comprendra sous la dénomination de munitions de guerre les choses suivantes, savoir: canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, grénades, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches-à-cartouche, selles et brides, en exceptant toutefois la quantité nécessaire pour la défense du vaisseau et de son équipage. Au reste les effets qui ne se trouvent point spécifiés ici ne seront pas réputés munitions de guerre et navales.

Art. XLI. Lorsqu'un sujet de la Porte exporterait des vivres chargés dans ses Etats et qu'il fût saisi en chemin en cas que l'exportation en fût prohibée, on n'arrêtera, ni ne punira point les sujets Russes qui serviront sur de pareils navires des sujets de la Porte.

Art. XLII. Quand les sujets de Russie achèteront des vivres sur des bâtiments de la Porte et se rencontreront avec les vaisseaux en s'en retournant dans leur patrie et non dans des Etats d'une Puissance ennemie ou non alliée de la Porte, dans ce cas les vaisseaux Russes ne seront point confisqués, mais au contraire relâchés avec tout leur équipage. Et si malgré cette stipulation on en arrêtaient quelqu'un d'eux, on sera tenu de le relâcher et de lui restituer toutes ses hardes qu'on lui aura pris.

Art. XLIII. La Sublime-Porte s'engage à ne point confisquer les biens des marchands Russes qui se trouveront à bord d'un vaisseau ennemi, ni à ne les pas faire esclaves, lorsqu'ils s'y trouveront pour affaires de commerce et point pour celles de guerre.

Art. XLIV. En permettant aux sujets des deux Empires de porter leurs marchandises dans les Etats respectifs, il a été convenu des deux

parts, qu'ils pourront avoir des endroits et des magasins propres à y mettre leurs marchandises et les y conserver, ainsi que des maisons pour y demeurer. Les gouvernements respectifs des deux parties contractantes veilleront à ce que les sujets des deux parts en faisant entre eux des contrats pour le bail des maisons et magasins remplissent tous les engagements, qu'ils contractent entre eux à cet effet. En cas de plainte au sujet de manque à ces conditions, on accordera toute aide et justice possible: c'est à quoi la Cour Impériale de Russie s'engage vis-à-vis des sujets de la Porte et pareillement la Sublime-Porte Ottomane vis-à-vis des commerçants Russes, qui seront domiciliés dans ses Etats.

No. 37.  
1783  
Juin 21.

Art. XLV. Il a été pareillement convenu, que les sujets Russes pourront acheter à Smyrne, à Alexandrie et ailleurs dans les Etats de la Sublime-Porte, excepté la ville de Constantinople, de la soie et du riz ainsi que du café du levant et de l'huile qu'ils pourront transporter en Russie sans le moindre empêchement.

Art. XLVI. Pareillement les sujets Russes pourront exporter des Etats de la Porte Ottomane des cotons en laine et des cotons filés et des maroquins et acheter de la cire et des cuirs, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera.

XLVII. Comme la Porte Ottomane abonde en fruits, les vaisseaux Russes en temps d'abondance pourront venir acheter des figues, du raisin, des noisettes et autres semblables, sans être exposés au moindre empêchement, après avoir toutefois acquitté les droits de douane conformément au présent traité. Il a été de même arrêté que les vaisseaux Russes pourront acheter et charger du sel dans l'île de Chypre et autres villes de la domination Ottomane, de la même manière, que les sujets de la Porte eux-mêmes sans souffrir les moindres obstacles de la part des Commandants, Gouverneurs, Cadis et autres Officiers

Art. XLVIII. Pour prévenir tout abus, qui pourrait résulter de la part des vaisseaux marchands, naviguant sous pavillon Russe, la Cour Impériale de Russie, pour témoigner l'amitié qu'Elle porte à la Sublime-Porte Ottomane, consent à ce que son Ministre, résident auprès de celle-ci réponde du pavillon.

Art. XLIX. Les Ministres Russes seront exempts du droit et impôt appelé Badi et autres de tous les effets importés pour leur compte, soit pour en faire des présent ou pour leurs habillement, ainsi que des différentes provisions de vivres et de boissons pour leur propre usage.

Art. L. Les dragomans au service des Ministres et des Consuls Russes sont exempts du droit de Charatsch, de celui de Cassabié et d'autres semblables connus sous le nom de Tehaelif-Ourfé.

No. 37. Art. LI. Des privilèges et droits accordés aux sujets Russes jouiront  
1788 pareillement les dragomans et autres personnes au service du Ministre  
Juin 21. et des Consuls Russes.

Art. LII. Comme en vertu de l'article onze du traité de Cainardgé la Cour Impériale de Russie a le droit de nommer des Consuls dans toute l'étendue de la domination Ottomane, où la Russie voudra en avoir pour les affaires de commerce, la Sublime-Porte s'engage par le présent article de n'y porter aucun empêchement, afin qu'ils puissent jouir de tous les droits et privilèges, qui leur sont dûs à l'instar des Consuls Français et Anglais, comme ceux d'une nation amie et la plus favorisée quand même il ne se trouverait sur les mêmes lieux aucun Consul, soit Français ou Anglais.

Art. LIII. Les Pachas, Cadis et autres Commandants dans les Etats de la Porte ne défendront aucunement aux Consuls ou à leurs substituts d'arborer le pavillon ou les armes de leur Souverain.

Art. LIV. Pour veiller à la sûreté des maisons où les Consuls seront logés, ils pourront demander les Jannissaires, qu'ils voudront, et ces Jannissaires seront protégés par les Odabachias et autres Officiers, sans que ceux-ci puissent pour cela exiger d'eux le moindre impôt ou gratification.

Art. LV. Les Consuls Russes et ceux qui en relèvent, comme les Dragomans et les marchands, pourront faire du vin dans leurs maisons et en faire venir de même du dehors pour leur propre consommation, sans que personne puisse les empêcher.

Art. LVI. Lorsqu'on enverra du raisin, pour en faire du vin dans les maisons des Consuls, Dragomans et autres personnes relevantes de la Cour Impériale de Russie, ou lorsqu'on portera chez eux du vin pour leur provision, l'Aga des Jannissaires, le Bostangi Pacha, le Toptschi Bachi, les Voivodes et autres officiers n'exigeront aucun droit ou gratification pour le transport, ainsi que pour l'importation de ces vins.

Art. LVII. Lorsque quelqu'un voudra entrer en procès avec les Consuls, établis pour affaires de commerce, ou ne les arrêtera point, ni on ne mettra point le scellé à leurs maisons; mais le procès doit être informé à la Porte. Dans le cas, où on produirait des ordonnances publiées avant ou après la conclusion de ce traité, contraires au présent arrangement, elles seront nulles et de nul effet et on agira à cet égard conformément au présent article.

Art. LVIII. Les Consuls et commerçants Russes se trouvant en litige avec des Consuls et négociants d'une autre nation chrétienne peuvent se justifier auprès du Ministre Russe accrédité à la Porte, si les

deux parties litigieuses y consentent. Et si elles ne veulent point que leur procès soit informé par les Pachas, les Cadis, les Officiers et par les inspecteurs des douanes de la Porte, alors ceux-ci ne pourront pas les obliger ni s'ingérer aucunement dans leurs affaires sans le consentement de toutes les deux parties en litige.

No. 37.  
1783  
Juin 21.

Art. LIX. Personne dans les Etats de la Sublime Porte ne pourra forcer les Consuls Russes, de comparaitre en personne devant les tribunaux, lorsqu'ils ont leurs dragomans, et en cas de quelque besoin, les sujets de la Porte Ottomane pourront s'expliquer sur leurs affaires avec les dragomans envoyés par les Consuls.

Art. LX. Pour protéger les vaisseaux Russes en mer contre les corsaires barbaresques, ainsi que pour mettre les Consuls et les marchands Russes à l'abri des insultes dans les ports où ces pirates peuvent mouiller, la Sublime Porte s'oblige de veiller de la manière la plus sévère à ce que les Pachas, Commandants et autres officiers dans l'Empire Ottoman protègent et défendent les Consuls et marchands Russes. Et lorsque le Ministre et les Consuls Russes auront vérifié par des témoignages, que les vaisseaux arrivés aux ports ou forteresses, appartenant à la Porte, jouissent effectivement de la protection du pavillon Russe, alors tous les Commandants de ces Ports seront obligés de tâcher de toute façon que les susdits Corsaires ne saisissent point les vaisseaux russes et que surtout aucun vaisseau, se trouvant près de la forteresse ne soit pris, si les Corsaires causent aux sujets Russes des pertes, dans ceux des endroits de la domination ottomane, où il y a des Pachas et Commandants, ces derniers sont tenus à dédommager toutes les pertes, causées par leur négligence.

Art. LXI. Lorsqu'un sujet Russe en rencontrant des corsaires d'Alger, de Tunis ou de Tripolis viendrait à être fait prisonnier, ou que ces pirates saisiraient le bâtiment, ou les biens des marchands Russes, dans ce cas la Sublime Porte s'oblige de se servir de son pouvoir sur les cantons, pour affranchir tout sujet Russe, qui aura été fait esclave de cette manière et pour lui restituer les bâtiments et les biens qu'on lui aura enlevés.

Art. LXII. Lorsque les Corsaires ou autres ennemis de la Sublime Porte commettraient des pirateries sur les côtes de ses dominations, on n'incommodera pour cela ni ne sera aucunement à charge aux Consuls et marchands Russes. Mais comme pour la sûreté réciproque, il est nécessaire de connaître les Pirates nommés Forbans pour qu'ils soient également connus de chacun, les Officiers Commandants sont tenus, lorsque de tels bâtiments corsaires ou autres barbaresques abordent dans les ports de l'Empire Ottoman, d'examiner soigneusement les passeports et de procéder avec eux selon les lois, à condition cependant que les Con-

No. 37. suls prennent des informations exactes de tous les bâtiments qui arrivent  
 1783 sous pavillon Russe, et qu'il les communiquent ensuite aux officiers de  
 Juin 21. la Porte avec lesquels les dits Consuls Russes pourront entretenir réciproquement des liaisons pour se communiquer mutuellement, soit de bouche, ou par écrit, tout ce qui pourra acheminer la sûreté réciproque.

Art. LXIII. Il a été convenu à l'égard des commerçants Russes dans l'Empire Ottoman, qu'en cas de dispute avec un marchand russe et lors d'une plainte au Cadi à ce sujet, le juge n'informera le procès qu'en présence du Dragoman Russe et si le translateur est occupé alors d'une autre affaire importante, on le prorogera jusqu'à son arrivée. Par contre les sujets Russes sont obligés pour ne point abuser du prétexte de l'absence du Dragoman de le faire comparaître sans délai en justice. Si la dispute s'élève entre des sujets Russes, leur Ministre à la Sublime Porte ou leurs Consuls pourront examiner leurs différends et prononcer l'arrêt conformément aux lois et usages Russes, sans le moindre empêchement ou difficulté de la part de qui que ce soit.

Art. LXIV. Les procès qui passent la somme de quatre mille aspres, seront informés au Divan et pas dans aucun autre Tribunal.

Art. LXV. Si un sujet de la Porte soit marchand ou autre, a une lettre de change sur un sujet Russe, et que celui-ci ou son subordonné ne l'accepte point, on ne pourra pas le forcer de payer sans une cause légitime, mais on en exigera un refus par écrit, pour s'en servir ensuite contre le tireur. Par contre les Ministres ou les Consuls de Russie s'emploieront de tout leur pouvoir à faire payer les bonnes lettres de change.

Art. LXVI. Lorsqu'un marchand Russe voudra partir pour un autre endroit et que le Consul en fera caution, on ne pourra pas l'empêcher sous prétexte de lui faire payer ses dettes et les procès excédant la somme de quatre mille aspres seront informés à la Cour de Sa Hautesse ainsi qu'on est déjà convenu ci-dessus dans l'article soixante quatre du présent traité.

Art. LXVII. Les employés à la justice, Officiers etc. de la Porte ne pourront pas entrer par force dans une maison habitée par un sujet Russe, et dans un cas de nécessité urgente il faudra en prévenir le Ministre ou les Consuls là, où il en-a ; ensuite on ira sur les lieux avec ceux, qu'ils auront commis à cet effet, faute de quoi la Sublime Porte s'engage à punir les contrevenants selon toute la rigueur des lois.

Art. LXVIII. Les procès entre les sujets Russes et d'autres particuliers, qui auront déjà été terminés juridiquement et par Chodget, ne pourront plus être informés une seconde fois ; mais si la nécessité exige ce second examen, on ne permettra point aux parties en litige de comparaître en justice, ni on n'enverra point des Commissaires ou Huissiers

pour les chercher sans en avoir prévenu le Ministre Russe, ou attendu, du consul la réponse avec une explication claire de toute l'affaire. On accordera aussi un temps suffisant pour rassembler des informations détaillées touchant le cas en question. Au reste il a été convenu, que lors qu'il sera ordonné de revoir dérechef un procès déjà terminé, on ne décidera rien à cet égard, qu'à la Cour de Sa Hautesse. Dans ce cas les sujets de Russie et ceux qui en dépendent, peuvent en personne comparaître en justice, ou constituer à leur place des plénipotentiaires en forme juridique. Les sujets de la Porte, voulant intenter un procès à ceux de Russie, ne seront point écoutés à moins qu'il ne soient munis de titres authentiques ou de certificats de la part des Tribunaux.

No. 37.  
1783  
Juin 21.

Art. LXXIX. En cas d'une banqueroute d'un négociant Russe ou d'un autre dépendant de la Russie, les créanciers seront payés des effets restants, si les créanciers ne pourront point produire un témoignage véridique, pour prouver que le Consul Russe, Dragoman ou autre Russe font caution pour le Banqueroutier, on ne fera aucune prétention à la charge des dits Consuls, Dragomans, ou autres sujets Russes quelconques, et on ne les arrêtera point, ni ne leur causera le moindre désagrément sous prétexte qu'ils sont responsables des dettes.

Art. LXX. Si à l'avenir le bien du commerce exigeait, qu'on établisse des courtiers, tous comme les Français en ont en Turquie, ces mêmes courtiers, nommés par des marchands, de quelque nation qu'ils soient, ne seront aucunement molestés dans l'exercice de leurs charges, ni on ne leur fera aucune violence. Il dépendra absolument du choix des négociants Russes, de nommer des Courtiers de telle nation, que bon leur semble, sans excepter même la juive. Lorsque ces courtiers viendront à être congédiés ou à mourir, on n'exigera absolument rien de leurs successeurs, sous prétexte du droit nommés Edec.

Art. LXXI. On n'exigera point le droit de Charatsch des sujets Russes, soit mariés ou non mariés qui habitent dans les Etats de l'Empire Ottoman, et de telle condition, qu'ils puissent être.

Art. LXXII. En cas de meurtre ou d'autres désordres entre les sujets Russes, le Ministre ou les consuls Russes pourront examiner les cas et y prononcer l'arrêt que leur dicteront leurs lois et ordonnances sans qu'aucun des officiers de la Porte puisse les en empêcher.

Art. LXXIII. Si on commet un meurtre sur des lieux où se trouvent des sujets Russes, et si on n'aura aucune preuve contre eux, ils ne seront aucunement inquiétés à ce sujet par des informations, ni aggravés par le payement de l'amende Dgéréme.

Art. LXXIV. Lorsqu'un sujet de Russie ou tel autre, jouissant de

No. 37. sa protection, commettra un meurtre ou un autre crime, et que le Gouvernement en sera informé, les juges et officiers de la Porte ne jugeront  
1783  
Junio 21. de pareils cas, qu'en présence du consul ou de ceux, qui auront été commis à cet effet par le Ministre ou le Consul, quelque part qu'ils se trouvent. Pour observer la plus grande équité dans ces sortes de cas, on exige réciproquement des deux contractants qu'ils veillent à ce qu'ils soient examinés et jugés avec une attention égale.

Art. LXXV. Quoiqu'il est très sûr et avec l'aide de Dieu hors de probabilité que les fondements de la paix et amitié qui sont établis, et subsistant entre les deux Empires, puissent être ébranlés et renversés; cependant, comme de temps en temps il naît de fausses nouvelles contraires à la vérité, qui troublent la sûreté et donnent de l'inquiétude aux marchands respectifs, il était nécessaire d'insérer dans le présent traité de commerce un article, qui puisse anéantir une pareille inquiétude des dits marchands. Ainsi on déclare que de la manière, que cela se trouve dans quelques uns des traités, s'il arrivait (Dieu en préserve) que l'amitié et l'alliance, qui subsistent entre l'Empire de Russie et la Sublime-Porte, se changeat en discorde et inimitié, les sujets des deux Empires qui font le commerce dans les États respectifs, auront la liberté, en comptant du jour de la rupture jusqu'au terme de six mois de vendre leurs marchandises, effets et tout ce qu'ils possèdent et s'en retourner sans obstacle avec leurs biens dans les frontières de leur patrie: ils seront garantis et protégés de tous les deux côtés et on ne manquera pas de leur accorder des deux parts l'assistance et protection nécessaire.

Art. LXXVI. Pour faciliter le commerce des sujets respectifs, ainsi que la correspondance réciproque, la Sublime-Porte s'engage de pourvoir aux moyens de la célérité, sûreté et commodité de la poste et des courriers Russes, qui vont et viennent aux frontières de la Russie. C'est à quoi la Cour Impériale de Russie s'engage pareillement de son côté.

Art. LXXVII. Comme dans l'article onze du traité de Cainardgé et dans le sixième article de la convention explicatoire il a été arrêté que le commerce Russe jouira de tous les droits et privilèges qui sont accordés dans les capitulations françaises et anglaises: et quoiqu'une partie de ces capitulations ait été insérée dans ce traité, pour autant qu'elles ont du rapport au commerce Russe, cependant les deux hautes parties contractantes s'engagent en outre de laisser dans leur force même ceux des articles des capitulations qui ne sont pas insérés ici, pour l'avantage des sujets Russes. En conséquence la Sublime-Porte confirme aux sujets Russes tout ce qui est renfermé dans les capitulations avec les Vénitiens vu qu'elles sont appropriées aux Français dans leurs ca-

pitulations avec la Porte, en défendant au reste à tous et à chacun de n'opposer aucun obstacle ni chicane à l'exécution de ce traité avec la Cour Impériale de Russie. No. 37.  
1783  
Juin 21.

Art. LXXVIII. Tous les Gouverneurs, Amiraux, Vicaires, Cadis, Directeurs de Douane, Capitaines de la marine et en général tous les habitants de l'Empire Ottoman, ainsi que tous les sujets Russes de toute condition, seront tenus de remplir le présent traité avec toute l'exactitude possible et sans y porter la moindre atteinte. Si quelqu'un s'y oppose, ou témoigne de la mauvaise volonté dans son exécution, il sera déclaré rebelle et criminel et puni comme tel sans délai, pour servir d'exemple aux autres.

Art. LXXIX. Pareillement les deux hautes parties contractantes s'engagent à ne point contrevenir au présent traité et les Gouverneurs, Commandants, Cadis, Douaniers, Voïvodes, Mousselims, Officiers et autres personnes employées dans l'Empire Ottoman, ne doivent pas contrevenir à ce traité, et si de part ou d'autre on l'enfreint en inquiétant quelqu'un soit de parole ou par faits, les sujets Russes seront punis par les Consuls ou leurs Chefs, conformément à ce traité, tout comme la Sublime-Porte s'engage à avoir soin que ses sujets soient punis sur les représentations du Ministre ou des Consuls Russes et après un examen suffisant de l'affaire, si le cas l'exige.

Art. LXXX. En outre la Cour Impériale de Russie pour témoigner l'amitié particulière, qu'Elle porte à la Sublime-Porte promet par le présent article de donner en toute occasion aux sujets de la Porte toute sorte de secours, quant à leurs affaires mercantiles dans les ports de Russie pour étendre le commerce réciproque, ainsi que leur accorder toute justice dans les Tribunaux.

Art. LXXI. Au reste comme la Cour Impériale de Russie, en s'accordant dans ce traité de commerce sur les droits de douane et autres stipulations en faveur de ses sujets commerçant dans les États de la Porte Ottomane, ne demande rien autre chose que les mêmes avantages et une parfaite égalité avec les nations favorisées dans les États de la Porte, à quoi la Porte s'est déjà engagée par l'article onze du traité de paix de Cainardgé et le sixième article de la convention explicatoire, les sujets de la Porte pour ce qui est de leur commerce dans les ports de Russie, ne pourront pareillement exiger autre chose si non une parfaite égalité avec les nations les plus favorisées en Russie, et ne payeront par conséquent dans les États de Russie qu'exactement les mêmes droits que payent les Anglais et les autres nations les plus amies d'après les tarifs établis en Russie.

No. 37. Le présent traité de commerce sera tant de la part de Sa Majesté  
1783 Impériale la Très-Auguste et Très-Puissante Impératrice et Souveraine  
Iunie 21 de toutes les Russies, que de celle de Sa Hautesse le Sultan Ottoman,  
confirmé et ratifié par des ratifications solennelles, signées et écrites  
de la manière usitée, qui seront échangées à Constantinople le plutôt  
possible, et au plus tard dans l'espace de quatre mois, à compter du  
jour de la conclusion de ce traité, du quel les plénipotentiaires respec-  
tifs ayant fait deux exemplaires d'un contenu égal, les ont signés de  
leurs mains, cachetés de leurs cachets et échangés entre eux.

Fait à Constantinople ce dix de Juin l'an mille-sept-cent-quatre-  
vingt-trois.

L'original Russe signé  
(L. S.) Jaques Boulgakoff.

(Ce traité de commerce a été ratifié par Sa Maj. Impériale, ainsi que par Sa  
Hautesse et les ratifications ont été échangées selon l'usage ordinaire par les Plé-  
nipotentiaires respectifs le 21 Sept. 1783)

No 38.— Proclamațiunea Comitelui Petru Romianțov că-  
tre locuitorii Moldovei și Valahiei, din 20 Iulie  
1783.

(Codrescu, Uricar, VI, 377—382).

No. 38. Graf Petru Romianțov a împărăteștii măririi singurei stăpînitoare a  
1783 toată Rusiea, intru tot milostivei Doamnei mele.  
Iulie 20. General Ferd-Marșal, poruncitor armiei cei dintâi, a Malo-Rusiei ge-  
neral guvernator, prezident malorosieneștei coleghii, ordinilor rusești îm-  
părătești a sfântului apostol Andrei, oștenescului mare mucenic și pur-  
tător de biruințe Georgie, de crucea cea tare a lui Alecsandru Nevski  
și Goștinscului sfinteî Aniî cavalier.

Tuturor și fiește-căruia din locuitorii Cnejiilor în Moldavia, Vala-  
hia, Basarabia, și a Banatului Craioviî, ori la ce stepinie și dregătorii  
ar fi, pe lingă mărturisirea adevăratei mili poftit de bine, fac înștiin-  
țare, că după multe vederate silinți ce s'aî făcut din partea mea spre  
a voastră apărare, liniște și negrijă, împlinind pre înalta voie a împă-  
răteștii măririi, intru tot milostivei doamnei mele, lăsând pe fiește carele  
intru odihnele și protimisirele lui, cu toată ușurința pre cât se poate, și  
dând celora ce se rânduiesc la mai mari stări și la dregătorii aduce-  
rea aminte și învățătură, ca tuturor celor ce se vor jălui după dreptate  
să aibă a le face îndreptare; iar silniciile și asuprelele să aibă a se cer-

ceta și a se pedepsi cu tot feliul de iuțime ; nici de cum nu puteam eu să aștept ca să se afle în patriile voastre unii ca aceia, care să răspundă cu atâta împotrivor chip la toate aceste purtări de grijă și faceri de bine, după cum spre mare jăle adese se arată, că uniea, meta-hirisind spre rău încredințările ce li s'au dat, cari să deosebesc din obște, și căutând numai nedrept folosul interesului lor, macar să fie și cu stricăciune aproapelui se, îngreuiază pre norod cu feliuri de asupriri, la o vreme când, după oșteneștile trebî ce sînt, și fără de acestea lăcunitorii firește simțesc oare-care îngreueri, puind asupra locuitorilor stringerea, care nu sunt volniciți, și ascund sub numele trebuințelor oștenesci sau supt alte pricinî. Aceste fapte, vrednice de osîndă, eu, după cum mai înainte am voit ca să dau tot feliul de chipuri ce s'a păzît spre dezrădăcinare, așjiderea și acum earăși poruncesc, ca vornicii, na-mesnicii i parcălabii, și alți mai mari a satelor, să nu ia îndrăzneală a cere, sau a lua de la locuitori ori ce feliu de lucruri, până nu le se vor da rândueli în scris de la ispravnici sau alți dregători, ce vor avea în mâni date trebî ca acestea, în care să se arăte tocmă și lămurit, cu a cui poroncă și pentru ce trebuință se face acea stringere ; și cât este poronca să se rânduiească și să se stringă din toată țara, și după hotărîrea ce s'a fi dat din divan de obște pe ținuturi, sate, după cumpănirea dreaptă, atuncea vor fi datori sătenii fiește căruea sat a se cislui între dănsii, după putința fiește căruea și a împlini acea rânduieală, luând cvitanții de la stringătorii ce vor fi rânduși : ca dovedindu-se vre unul din dregători sau stringători, că au făcut vre o îngreuiere undeva peste r ndueală, să fie osândit supt toată iuțimea pedepsii pravililor, ce sînt rânduie pentru uniea ca aceia. Alții uitînd cu totul Unirea credinței, și creștineasca datorie, hrănesc în inimile lor priință cătră cel de obște neprietin, și se fac organe spre slujba lui, ajutînd la săvârșirea scopului se, spre perzarea creștinilor, precum proaspătă pildă la acesta s'au vîdut acum la banatul Craiovei, unde neprietinul, avînd înștiințare înscris prin Manole Vodă, carele au fugit cu Turcii, cu un mazil anume Mihaî Stîu, că din ținutul Mehedinții ce au fost căpitan la zalea, i cu un Filip și Mitrea tot dintr'aceiași ținut, înștiințînd pe norod, le făgăduia odihnă, și ușurință după ce va intra el la oblăduirea țării : dar după ce, pentru depărtarea oștenilor noștri au găsit chip a intra în lăuntrul țării, prăpădind satele prin foc, și făcînd norodului cumplită stricăciune, iarăși s'au întors spre fugă. Eu cu toate acestea n'am lăsat, după năvălirea ce s'au făcut, de neprietini la partea aceea, a da poroncă, ca să se cerceteza greșalele ofițerilor, căroră li s'au fost încredințat paza acestor margini, și nu vor rămînea fără căluta pedeapsă.

No. 38.  
1783  
Iulio 20

No. 58. Căci, cunoscînd voi cât sunt de neadevărate și mai ales primejditoare  
1783 făgăduințele vărvărești, și înprotivă văzînd tare apărarea și îngrădirea  
Iulie 20. voastră cu oștile împărătești Mărirî, de la care neprietenul aŭ avut tot  
deauna și mai vîrtos într'această vară pretutîndine înfrîngerî ; se ve pă-  
ziți de vicleșugurile lui, și nesuferind pre cei adăpați cu alui otravă,  
cari tulbură liniștea voastră, îndată ce se vor afla undeva, unii ca aceș-  
tiea, sau îi veți simți, să'i prindeți și să'i trimetiți la mine, ca să'si  
iea pedeapsa ce li se cade pentru aceste rele faptele lor. || La cea de  
pe urmă fiind că mulți, anume că să strîng pentru dragostea legii și  
a patriei lor, să între în rîndueala oștenească, luând nume de volintiri,  
(precum cu adevărat să și află unii de acestia lîngă oștile împărătești  
Mărirî, înprotiva neprietenului), ei se numesc cu acest nume, numai ca  
să scape de angăriile ce sînt de obște, și vremea care ar putea să o  
metahirisască spre stricăciunea și gonirea neprietenului, ei o cheltuesc  
spre căutarea numai a osebite interesurilor lor, fugind de la slujbă, și  
adesă făcînd patrioților lor asuprelî, răpirî, și furtușaguri ; după cum  
de acesta afară de alte înșciințări și jalobe mai cu deadinsu am luat în-  
șciințare din raporturile comandirilor din țara Muntenescă, și de la  
Craiova, pentru stricăciunile și tiraniile ce fac locuitorilor acești nu-  
miți volintiri, ce umblă de capetele lor. | Eŭ, socotind acest rău și  
pentru ca să lipsască, măcar că acum întâi am dat comandirilor poroncă,  
și tot feliul de chipuri ce s'ar pute, cum și publicații de înșciințare, ca cei  
care cu adevărat sînt scriși între oșteni, și se aŭ în slujbă nelipsiți,  
să aibă a se folosi cu volniciile și scutelile ce sînt date și orînduite  
pentru oșteni ; iar cari port numai nume de oșteni și umblă de ca-  
petele lor să se prindă de pe unde se vor afla, și să se trimată pe la  
comande supt caraul ; așijderea am mai scris cătră măriia lor generaliî,  
ce sînt comandiri asupra corposurilor, ca pentru toți capitaniî și volin-  
tirii cari vor fi pe lîngă oștile de subt povățuirea lor, și se vor afla  
cu adevărat la slujbă, să aibă a-i pune la izvoade anume, arătînd nume-  
le lor și a satelor din care sînt și din ce vreme să află la slujbă ; și  
de acest fel de izvoade să trimată la mine și la comandiriî acestor  
Cnejii, adecă la măriia sa general maior Rînscoî Cosarcov, și la briga-  
diriul Meder, ca dintr'aceste cunoscîndu-se cei ce cu adevărat se află  
în slujbă, să fie deosebiți de acei cari cu năpaste poartă acest nume,  
și să se poată folosi cu căduta scuteală despre angăriile ce vor fi pe  
țară ; și înprotivă cei care fug de la slujbe și se mistuiesc prin sate,  
umblînd numai ca să scape de angării sau să se arăte cu nesupunere  
cătră dregători, și mai vîrtos făcînd pagube și zulumuri lăcutorilor, pe  
unii ca aceea, ori din ce sat or fi, să se prindă și să se trimată la

mine, ca să-și iea pedeapsa ce li se cade pentru acest fel de umblete și fapte. Iar până când generalii comandiri vor împlini poronca acésta, poruncesc la aceste Cnejii, să se dea prin sate înștiințare, ca ori-cine va să fie în slujba oștilor împărătești Măririi supt nume de volintiri, să aibă a se folosi cu cele orânduite apărări și scuteli, însă numai singuri aceia ce vor merge la slujbă iar nu alții supt numele lor. Și uniea ca aceștia să aibă a merge la oșteneștii comandiri ca să se serie. Iar care se vor afla fără cărți de la mine sau de la generalii comandiri a corposurilor, ședând în deșert pe la casele lor, și mai vartos făcând cuiva pagube sau asuprelli, pe uniea ca aceia sînt datorî mai marii satelor a-i arăta la dregătorii țării, ca să se trimită după comandelile de la care vor fi, ca să se pedepsească, și să se puie la locul lor în slujbă. Iar când mai marii satelor sau dregătorii îi vor îngădui pe uniea ca aceea, și nu'i vor prinde ca să'i trimită după poroncă: apoi nu numai că ei se vor pedepsi în locul acelora, ce și pentru toate pagubele ce se vor face de aceia, ei vor fi datorî a răspunde.—Și pentru ca să fie toți înștiințați de această a mea deschisă carte în Moldova, în țara Muntenescă, în Basarabia și în Banatul Craiovii, poruncesc să se arăte de obște la toți, cetindu-se prin biserici și puindu-se pe la locuri de publică.

S'aun dat în lagăr lingă Ialomiț, aproape de sat Valearocăi.  
1783 Iulie 20.

G. Petru Romianțov.

No. 39.— Manifestul Impărătesei Rusiei Ecaterina, relativ la ocuparea Crimeei și a Tartariei Cubanice, din 8 Aprilie 1783.

(Martens, Recueil, III (ed. 2), 281.)

Von Gottes Gnaden Wir Katharina die Zweite, Kaiserin und Selbstherrscherin aller Reussen etc. etc.

In dem letzten Kriege mit der Ottomanischen Pforte, da die Stärke und die Siege Unserer Waffen Uns vollkommen berechtigten, die in Unsern Händen befindliche Krim zu Unserm Vorthail zu behalten, haben Wir diese und andere ausgebreitete Eroberungen der damaligen Wiederherstellung des guten Vernehmens und der Freundschaft mit der Ottomanischen Pforte aufgeopfert, indem Wir in dieser Absicht aus den tatarischen Völkern einen freien und unabhängigen Staat bildeten, um die

No. 38.  
1783  
20 Iulie.

No. 39.  
1783  
Aprilie 8.

- No. 39. 1783  
8 Aprilie. Veranlassung und die Mittel zu den zwischen Russland und der Pforte bei der vorigen Verfassung der Tataren oft entstandenen Zwistigkeiten und Kaltsinn auf immer zu entfernen. || Gleichwohl haben wir in den Grenzen jenes Theils Unsers Reichs Ruhe und Sicherheit, die doch die Früchte dieser Einrichtung sein sollten, nicht erhalten. Die Tataren liessen sich durch fremdes Zureden bewegen, sogleich ihrem eigenen von Uns ihnen verliehenen Glücksstande zuwider zu handeln. Der bei jener Veränderung ihrer Verfassung von ihnen erwählte Chan wurde aus seinem Sitze und Vaterlande von einem Fremdling verdrängt, der damit umging, sie wieder unter das Joch der vorigen Herrschaft zu bringen. Der eine Theil von ihnen schlug sich blindlings zu ihm; der andere war nicht vermögend Widerstand zu thun. Bei so bewandten Sachen waren Wir genöthigt, wenn wir anders das von Uns aufgeführte Gebäude eines Unserer besten Kriegs-Erwerbnisse unverletzt erhalten wollten, die gut-gesinnten Tataren in unsern Schutz zu nehmen, ihnen die Freiheit, anstatt des Sabib Girey einen andern rechtmässigen Chan zu wählen, zu verschaffen, und seine Regierung in Gang zu bringen. Dazu war nöthig Unsere Kriegsmacht in Bewegung zu setzen, ein ansehnliches Corps derselben in der rauhesten Jahreszeit nach der Krim abzufertigen, es daselbst lange zu unterhalten, und endlich wider die Aufrührer mit Gewalt der Waffen zu verfahren, woraus beinahe ein neuer Krieg mit der Ottomanischen Pforte entstanden wäre, wie solches bei allen in frischem Andenken ist. Doch damals ging, dem Höchsten sei Dank, dieses Ungewitter vorüber, indem von Seiten der Pforte ein rechtmässiger und souveräner Chan in der Person des Schahin Girey erkannt wurde. Die Bewerkstelligung dieser Umänderung kostete unserem Reiche kein geringes; allein Wir hatten wenigstens gehofft, dass selbige durch die künftige Sicherheit der Nachbarschaft würde vergütet werden. Gleichwohl hat die Zeit, und zwar sehr bald, dieser Voraussetzung durch den Erfolg widersprochen. Ein im abgewichenen Jahr entstandener neuer Aufruhr, dessen wahrer Ursprung uns nicht verborgen ist, nöthigte Uns wieder zu einer förmlichen Kriegserklärung und zu einer neuen Abfertigung Unserer Truppen nach der Krim und nach der Kubanschen Seite, die auch noch jetzt da sind; denn ohne dieselben hatte Friede, Ruhe und Ordnung unter den Tataren nicht statt haben können, da schon die wirkliche Erfahrung vieler Jahre auf alle Weise darthut, dass, wie ihre vorige Abhängigkeit von der Pforte Kaltsinn und Misshelligkeiten zwischen den beiden Mächten veranlasste, so auch ihre Umbildung zu einem freien Staat, bei ihrer Unfähigkeit die Früchte einer solchen Freiheit zu schmecken, Uns beständig Unruhe, Kosten und Beschwerlichkeit für Unsere Kriegsvölker verursacht. .. Es

ist weltbekannt, dass, da Wir Unserer Seits so rechtmässige Ursachen hatten, mehr als ein einmal unsere Kriegsvölker in das tatarische Gebiet einrücken zu lassen, wir dennoch, so lange das Interesse Unsers Reichs sich mit der Hoffnung des bessern verbinden liess, Uns daselbst keine Oberherrschaft zugeeignet, und diejenigen Tataren mit Rache und Strafe verschonet haben, welche wider Unser Kriegsheer, das für die Wohlgesinnten zur Stillung der verderblichen Unruhen stritte, Feindseligkeiten ausgeübt hatten. | Jetzo aber, da Wir von der einen Seite, die bis hierher gegen die Tataren und wegen der Tataren verwandten ansehnlichen Ausgaben erwägen, welche, nach einer zuverlässigen Berechnung, über 12 Millionen Rubel betragen, ohne des alle Geld-Schätzungen übersteigenden Verlustes an Menschen zu gedenken: und da Uns von der andern Seite bekannt geworden ist, dass die Ottomanische Pforte anfängt, die oberste Gewalt im tatarischen Gebiete, nämlich auf der Insel Taman, auszuüben, wo ein Beamter derselben, der mit Kriegsvölkern dahin gekommen war, den Abgeordneten, durch welchen des Chan Schahin Gerei sich nach der Ursache seiner Ankunft erkundigte, öffentlich enthaupten liess, und die dasigen Einwohner für türkische Unterthanen erklärte; vernichtet dieses Verfahren Unsere vorige gegenseitige Verbindlichkeiten in Ansehung der Freiheit und Unabhängigkeit der Tatarischen Völker, überzeugt Uns noch mehr, dass Unsere Anordnung bei dem Friedensschluss, da Wir die Tataren unabhängig machten, nicht hinreichend ist, allen Veranlassungen zu Missheiligkeiten, die wegen der Tataren entstehen können, vorzubeugen, und versetzt Uns in alle durch Unsere Siege während des letzten Krieges erworbene Rechte, die bis zu dem Friedensschluss ihre volle Kraft und Gültigkeit hatten. Um also, vermöge der Uns obliegenden Fürsorge für das Wohl und die Grösse des Vaterlandes, die Vortheile und die Sicherheit desselben dauerhaft zu machen, und ein Mittel fest zu setzen, das die unangenehmen Ursachen auf immer entfernen möge, welche den zwischen dem Russischen und dem Ottomanischen Reiche geschlossenen ewigen Frieden stören, dessen beständige Haltung Unser aufrichtiger Wunsch ist, wie auch zur Ersetzung und Vergütung des Verlustes, haben wir beschlossen, die Krimmische Halbinsel, die Insel Taman und die ganze Kubansche Seite unter Unsere Herrschaft zu nehmen. Indem Wir den Einwohnern der gedachten Gegenden Kraft dieses Unsers Kaiserlichen Manifests eine solche Veränderung ihrer Verfassung ankündigen, so versprechen Wir heilig und unverbrüchlich für Uns und Unsere Thronfolger, sie Unsren eingebornen Unterthanen gleich zu halten, ihre Personen, Vermögen, Tempel und angeborne Religion, deren freie Ausübung mit allen verordneten Gebräuchen nicht gehindert werden soll, zu

No. 39.  
1783  
Aprilie 8.

No 39. schützen und zu vertheidigen, und endlich einem jeden Stande unter  
 1783 ihnen alle Gerechtsame und Vorzüge, die ein solcher in Russland ge-  
 Aprilie 8. niesst, vergönnen; wogegen Wir von der Dankbarkeit Unserer neuen Un-  
 terthanen fordern und erwarten, dass sie ihrer glücklichen Verwandlung,  
 da sie aus Aufruhr und Zügellosigkeit in Friede, Ruhe und gesetzmässige  
 Ordnung gebracht sind, sich bestreben werden, durch Treue, Eifer und  
 gute Sitten Unseren alten Unterthanen zu gleichen, und eben so wie diese,  
 Unsere Kaiserliche Gnade und Mildthätigkeit zu verdienen.

Gegeben in Unserer Residenz-Stadt zum heiligen Peter den 8-ten  
 April, nach Christi Geburt 1783 und Unserer Regierung im 21 Jahre.

Das Original ist von Ihro                    Gedruckt in St. Petersburg beim  
 Kaiserlichen Majestät eigenhändig                    Senat im April 1783.  
 also unterschrieben

(L. S.)

Katharina.

No. 40.— Senedul Impăratului Turcesc privitor la privi-  
 legiul Moldovei și a Valachiei, din 1783.

(Wilkinson, 2-de éd. franç., p. 355.)

No. 46.            En réponse aux notes que l'estimable envoyé de Russie, notre ami.  
 1783.            et notre respectable ami l'internonce d'Allemagne, avaient présentées de  
 concert, par ordre de leurs gouvernements respectifs, notes fondées sur  
 les traité et convention de Kaïnardgik et d'Aünelu-Kavak, et datées du  
 quatrième jour de novembre, l'an de Jésus-Christ 1782. || Il avait,  
 suivant l'usage de la Porte, été remis à chacun de nos dits amis les  
 ministres susdits, le 23 de Moharrem de l'an de l'hégire 1197 (1782),  
 une note dans laquelle la Sublime-Porte acceptait, conformément aux  
 conditions des dits traité et convention, les trois objets tels qu'ils étaient  
 conçus et demandés par leurs notes, et s'engageait à les faire exécuter. ||  
 L'un de ces trois objets fondés sur les dits actes, étant l'article de la  
 Valachie et de la Moldavie, a été arrêté ainsi qu'il suit. | La Sublime-  
 Porte s'oblige à maintenir et à faire observer les conditions stipulées  
 dans les traité et convention de Kaïnardgik et d'Aünelu-Kavak, en faveur  
 de ces deux provinces, et à renouveler les firmans décorés d'un Khatti-  
 humaïoun, donnés à chacune des deux principautés en l'an 1188 (1774),  
 d'après envoyées alors en leur nom par les boïards, et à y ajouter les  
 articles détaillés ci-après :

	Piastres	Paras	No. 40. 1783.
1). Désormais il ne sera pas demandé; à la Valachie au delà de 619 bourses, faisant en piastres . . . . .	309.500	—	
Et à la Moldavie, au delà de 335 bourses et 444 piastres <sup>1</sup> / <sub>2</sub> . . . . .	167.944	20	
Total . . .	477.444	20	

Le montant de ces contributions sera livré en espèces à Constantinople, à la fin de chaque année, et le paiement n'en pourra être fait par assignations.

2). L'on percevra, sur la Valachie, Pour donatives aux Beirams, en argent ou effets . . .	90.000	—
Pour donatives de l'Etrier . . . . .	40.000	—
Total pour la Valachie . . .	130.000	—

Sur la Moldavie, Pour donatives aux Beirams, en argent ou effets . . .	90.000	—
Pour donatives de l'Etrier . . . . .	25.000	—
Total pour la Moldavie . . .	115.000	—
Total pour les deux provinces . . .	245.000	—

On ne pourra rien exiger de plus.

3). L'on ne prendra rien aux princes pour les continuer dans leurs places; et à moins qu'ils n'aient commis un délit bien constaté, ils ne pourront être déposés.

4). L'on ne pourra demander en revenus et présents d'usage, aux princes nouvellement en place, un seul para de plus que par le passé; on ne pourra non plus prendre ces revenus ou présents sur les raïas. Ils seront fournis sur ce qui revient d'ordinaire aux princes en droits sur les salines, les fermes à bail annuel, la douane, et sur les profits d'autres droits semblables.

5). Il n'est pas permis, par la Sublime-Porte, aux pachas, Kadis et autres officiers des pays environnants, d'exiger, de leur autorité privée, aucun revenu qui puisse porter préjudice aux raïas, ni d'envoyer des commissaires uniquement pour soutirer de l'argent et des présents.

6). Quand il arrivera des mutations sans les charges principales de la Sublime-Porte, les princes ne seront tenus à donner aucun revenu ou présent.

7). La Sublime-Porte ne fera sur les deux provinces la traite usitée en grains et autres fournitures, que de manière à ce que les habitants n'éprouvent eux-mêmes aucune pénurie. Ces achats, faits par le miri (le fisc), seront payés comptant, et le transport ne sera pas à la charge

No. 40. des habitants. A plus forte raison, dans le cours du commerce, quand  
1783. les achats seront faits par des négociants, les paiements auront lieu en argent comptant et au prix courant de la province.

8). Quant à la redevance de moutons, attendu qu'il a anciennement été exposé que, mise à exécution dans les deux principautés par les *safidjis* (pâtres) et gens appartenant aux *Kassab-bachis* (chefs des bouchers), elle donnait lieu à des vexations contre les *raïas*, elle est supprimée. Comme cependant ce n'est que des provinces de l'Empire que l'on peut tirer les moutons pour les pensions alimentaires à la charge du domaine et pour la consommation des habitants de Constantinople, les moutons que devront vendre les *raïas* des deux provinces, seront vendus au prix courant aux marchands et conducteurs de troupeaux. Les *hospodars* veilleront à l'entretien de l'abondance à Constantinople, par l'envoi nécessaire des moutons. L'on insérera encore dans les nouveaux *firmans* qui vont émaner, l'ordre d'apporter le plus grand soin à l'exécution ultérieure de cette mesure, déjà renfermée dans les commandements cités plus haut.

9). Quand on voudra prendre dans les deux provinces des bois et autres matériaux nécessaires aux constructions, on prévendra les princes de la quantité demandée; on fera ensuite transporter ces matériaux aux frontières des deux provinces: un commissaire ad-hoc payera, argent comptant, pour la coupe et le transport, ce qui sera convenable aux pauvres *raïas*, l'on ne pourra les forcer à les transporter hors de la frontière. Quand on demandera à ces provinces des ouvriers et des chariots, on ne rabattra rien sur le prix d'usage, qui sera payé ensuite.

10). Il est défendu à tous habitants des pays circonvoisins, hors les négociants porteurs de *firmans*, à tout *ïamak* (recrue) et à tout autre individu, d'entrer dans les deux susdites provinces, dans l'intention de vexer les *raïas* d'ensemencer les terres de ces *raïas*, de s'en emparer, ou d'y faire entrer et paître des animaux. Quiconque osera manquer au présent règlement, sera sévèrement puni.

11). Si, postérieurement à la paix, il est des terres dont on se soit emparé, elles seront rendues aux *raïas* qui en sont les propriétaires.

12). La Sublime-Porte n'enverra point de commissaires dans ces deux provinces, tant qu'il n'arrivera aucune affaire de grande conséquence qui nécessite cette mesure; et quand elle en enverra, ces commissaires ne pourront rien réclamer des *raïas* pour prix de leurs fonctions: ils ne pourront non plus pour aucune raison et sous aucun prétexte, y prolonger leur séjour. La Sublime-Porte ayant pris l'engagement d'insérer dans des *firmans* toutes ces conditions, et d'en faire sans délai observer et maintenir en entier l'exécution. || Pour notifier cet engagement,

le présent sénéel, revêtu de notre sceau et signature, a été remis à notre ami l'envoyé de Russie.

No. 40.  
1783.

Le 15 de Saffer. 1198 (1783).

No. 41.— Hattiseriful Sultanului Abdul Hamid pentru Principatele Moldova și Valahia, din 1784.

(Raicewich, Osservazioni, p. 270).

Traduzione del Hattisceriff del Sultano Abdul-Hamid a favore de' Principati di Vallachia, e Moldavia rinovato l'anno 1784.

No. 41.  
1784.

Parole scritte di pugno del Sultano : „In conformità si operi.“

Inclito fra i Principi segnaci di Gesù Scherlet-Zade Alessandro Vojvoda di Moldavia, che il tuo fine sia felice. || Giungendoti questo alto segno Imperiale, ti sia noto, che l'anno 1188 nella Luna di Scawal furono emanati due alti comandamenti sopra ornati col nostro Imperiale potente carattere, fatti particolarmente per la Vallachia, e Moldavia, i quali contenevano quanto siegue. || Che i sudditi di queste due provincie che sono le Canove del potente mio Imperio, non diano in avvenire, dopo aver pagato il fissato tributo, altre contribuzione sotto varj nomi, come si praticava prima dell' ultima guerra. || Che i loro Vojvodi non siano deposti fino a tanto che non apparisca qualche segno potente di ribellione; che un tale regolamento sia osservato stabile in perpetuo senza cambiamento, o deposizione, conforme i Trattati già fatti fra 'l potente nostro Imperio, et la Corte di Russia: che per questo oggetto debbano darsi a i Principi *Berati* ornati col mio sacro carattere, e accompagnati da clemenza, accio gli abitanti vivano consolati, e tranquilli, ed i loro Principi con sicurezza, e quiete d'animo: || che del Tributo che i sudditi sono obbligati di dare, se ne faccia ogni due anni una volta il pagamento al nostro Imperiale Tesoro in Costantinopoli per mezzo del loro Agente. || Che i sudditi di Moldavia, e Vallachia siano liberi dal Tributo, ed altre imposizioni, cominciando dall'anno 1188, e la luna di *Gemasul-Evel*, fino al termine de' due anni. || Che dopo terminati i sudetti due anni, si debba pagare, come si è detto, ogni due anni una volta il Tributo, che dalla somma pietà, e misericordia verso di loro sarà determinato, e che si spedisca per mano dell' Agente nominato dal Principe apresso la nostra sublime Porta. || Che per i conti, e debiti vecchi, non si faccia veruna ricerca si di de-

- No. 41. nari, che di qual si sia altro genere. || Che succedendo fra Turco, e  
 1784. Cristiano suditto qualche contesa, debba esaminarsi dal Principe di  
 Moldavia l' affare unitamente al suo Divan-Effendi, ed altri Turchi che  
 si troveranno colà, procurando un accomodamento che contenti entrambi;  
 ma se la sua mediazione non produrrà il bramato effetto, si chiami  
 il Cadì d'Ibraila il quale giudicherà, e terminerà la lite con somma  
 integrità, e senza opprimere il suddito, essendo nostra ferma volontà. che  
 il suddito non debba essere citato ad altri Tribunali fuori del Paese. ||  
 Che essendo emanata una sacra decisione, o *Fetfà* in cause le quali  
 fossero per credità con testamento, o per parentela, è accettabile la te-  
 stimonianza di Pietro Greco contro *Omer* Turco in quelle case però che  
 fossero avanti la giustizia fuori di parentela, o testamento, la testimo-  
 nianza contro il Turco non sia accettabile, sicchè a tenore dell' alto  
*Fetfà* siegua &c. || Che quanti dei Militari, o altri commettessero  
 qualche delitto nel Paese della Moldavia, siano presi, e mandati nelle  
 vicine Fortezze per essere castigati d'a loro Comandanti. || Che es-  
 sendo stati spediti in passato diversi Fermani intorno ad alcuni Mi-  
 litari delle Fortezze, ed abitanti delle rive del Danubio, che con-  
 tro i nostri regolamenti entravano senza permesso ne' due Principati  
 facendo risse, uccidendosi frà di loro, e dopo ricercando il riscatto del  
 sangue muovevano liti, e domandavano danari ai sudditi di Moldavia re-  
 cando loro altri disturbi; come pure intorno all' estirpazione degli  
 nomini cattivi i quali scorrevano il Paese, ed' alla distruzione (secondo  
 i prelodati regolamenti) delle possessioni, et abitazioni, che questi cos-  
 truivano sul terreno della Moldavia; Ora non essendo lontano dal cre-  
 dere, che tali malviventi possano aver' intenzione di fare lo stesso, in-  
 tendiamo, che il descritto regolamento negli emanati alti ordini si pra-  
 tichi, ed eseguisca inalterabilmente, e che in avvenire non debba entrare  
 in Moldavia, che un dato numero di Negozianti conosciuti di ogni for-  
 tezza i quali debbano avere la licenza in iscritto da i loro Comandanti  
 per presentarla al Voivoda di Moldavia, o al suo Officiale, e riceverne  
 da essi il permesso in carta: che non acquistino case ne' Distretti, non  
 seminino, non molestino i sudditi, e non diano danaro ad usura. || Che  
 per simili fraudolenti cause, i Visiri, i Comandanti, ed i Giudici, non  
 permettano, che sia danneggiato il suddito con ispedizioni di Com-  
 messari. || Che le Possessioni, e Terre che altre volte spettavano ai Mo-  
 nasteri, o ai Bojari, e poi ingiustamente sono state tolte ad essi, ed al  
 presente vengono nominate Raja, siano a suo tempo restituite ai res-  
 pettivi proprietari, dopo un giusto esame. || Che non sia lecito ai Ne-  
 gozianti Turchi di prendere possessioni, e tenute, o pascolare animali

in Moldavia. = Che i sudditi non venghino danneggiati in verun modo da i Visiri, e Pascià, o dalle loro Genti che escono dal retto cammino per entrare in Moldavia, essendo vietato a i gran Visiri, ed agli onorati Pascià di molestare i poveri nell' andare ai loro governi, di cambiare strada per entrare nella Moldavia, e prendere da i sudditi provvisioni di ogni sorte senza pagamento, o disturbarli con altre domande. Similmente, che le Persone che vanno, e vengono per importanti affari in alcune parti, non entrino nella Moldavia, uscendo dal retto cammino, e quelli, che vengono per affari in Moldavia, non cerchino alle Poste più cavalli di quelli che sono fissati nel loro Fermano di Posta: E poichè furono emanati alti ordini contenenti le accennate prescrizioni, non siegua in avvenire la menoma mancanza nell' impreteribile esecuzione, ed osservanza delle medesime: Se taluno si monstrea disubbediente, si prenda cura della sua immediata correzione. || Che i sudditi di Moldavia i quali passano per negozio ne' Villaggi, e Terre, e Mercati su le rive del Danubio, non siano molestati dagli Esattori de Tributo, e dà altri Officiali di quelle parti con domande di tributo, o testatico, o per verun' altra causa: che quelli delle rive del Danubio non entrino in Moldavia con pretesto di ricercare i loro sudditi, e per quest'oggetto saranno spediti altri *Fermani* a chi spetta, con ordini positivi, e minaccie. || Che i sudditi, ed abitanti della Moldavia, a tenore de' privilegi del Luogo, non siano molestati da chi che sia interno alla loro maniera di vestire. || Che riguardo al caso, che abbracciando un suddito la fede Maomettana non possa cercare porzione di eredità: essendo questa una materia oscura in legge, si esaminò pertiò il *Fetfà*, e sono emanati i seguenti quattro sacri *Fetfà*: Pietro Cristiano, dopo che sarà santificato con la Santità à del Musulmanismo, o sia vera fede, se morisse Pavolo suo Padre Cristiano, egli non lo eredita. Pietro Cristiano marito di Maria Cristiana, fatto Turco, morendo Maria Cristiana, Petro non l' eredita. Pavolo Cristiano padre di Pietro Cristiano fatto Turco, morendo il figlio, il padre non lo eredita. Il Turco Mechmet, dopo aver data la libertà al suo schiavo Pietro Cristiano, se morisse Pietro senza farsi Turco, Mechmet non lo eredita. Gli accennati quattro *Fetfà* siano dunque eseguiti. || Che dovendosi comprare per mano de' commessionati del capo macellajo la nota quantità di pecore nella Moldavia, avendo questi cagionato danni, ed ingiustizie ai poveri, Noi usando clemenza verso i medesimi, abbiamo abolito l' antico modo di compra: ma poichè è inevitabile, e necessario, che si conducano pecore dal custodito mio stato per le porzioni di carne dispensate dal mio Tesoro, e per l' alimento degli abitanti dell'alta mia Dominante, i sudditi di Moldavia non devono nascondere le pecore ven-

No. 41.  
1784.

- No. 41. 1784. dibili, ma venderle ai negozianti di carne, ed il Voivoda di Moldavia non  
 1784. peve mancare di attenzione acciò le pecore siano date a i sudetti nego-  
 zianti che dovranno trasportarle in Costantinopoli, nè venderle in altra  
 parte. || Che il Paese della Moldavia essendo la Canova del felice mio  
 Soglio, ed essendo determinata la venuta delle necessarie vettovaglie da  
 Vallachia, e Moldavia, i sudditi di Moldavia per contracambiare alla con-  
 tribuzione in grani, che per nostra clemenza fu levata poco fà; devono  
 far pervenire abbondantemente alla scala del Danubio i grani, e le biade  
 che acquistano seminando, e vender tutto al prezzo corrente ai Capitani  
 delle navi del mercato detto *Capun* di Costantinopoli, non dandoli ad  
 altri luoghi, e sul riflesso d'essere stata levata detta contribuzione, che  
 non cessino di seminare, o per fine di monopolio, non nascondino i grani  
 che hanno, e che raccolgono. In tal modo essi potranno vantaggiarsi, e  
 gli abitanti del nostro felice Soglio saranno liberi dalla carestia: e di  
 ciò ne abbiano cura il Voivoda, ed i Bojari in perpetuo. || Che qualunque  
 mancanza, o delitto de' sudditi, e Bojari della Vallachia, e Moldavia, che ap-  
 par vedi necessità nel tempo delle guerre, sia loro tutto perdonato, e posto in  
 una totale dimenticanza; che non si pensi nè a castigare, nè a rimpor-  
 verare le loro passate procedure, e siano certi in avvenire, fino a tanto  
 che non travieranno dal centro dell' ubbidienza, dall' adempimento del  
 tributo, dal fornire le provvisioni, e dagli altri doveri di sudditi, di non  
 isperimentare altro, che benignità, e clemenza. || Che stando in arbitrio  
 de' Principi di Valachia, e Moldavia il dare gl'impieghi del Paese a i  
 soggetti distinti frà i Nazionali, ed ai Greci, ed a quanti di essi sono  
 fedeli, e degni di governare, resti in libertà de' Principi di prevalersi  
 pel loro servizio, secondo il bisogno, tanto de' Greci, quanto de' Pac-  
 sani, preferendo però i Signori del Paese negl'impieghi che sono propri  
 a' loro. || Che le qualità de' legnami che occorono per le fortezze si-  
 tuate nella Romelia, si seguitino a tagliare come per lo addietro, e si  
 trasportino da i monti della Vallachia, e Moldavia, mediante le giuste  
 mercedi, per il taglio, e trasporto che si pagheranno da i Tributi di  
 Vallachia, e Moldavia, a tenore delle ricevute degl'Intendenti delle fab-  
 briche senza la diminuzione di un' obolo. || Che si usi diligenza acciò  
 in' avvenire non sia mandato senza necessità un Doganiere in Galac.  
 tanto per parte del Governatore di Chili, che d' Isachia. || Che non  
 vada alcuno in Moldavia a nome dell' Appaltatore per ricercare il nitro,  
 che fa d' uopo alla nostra ricca Zecca, ma il necessarie nitro venga pro-  
 curato dal Principe, ed il trasporto, e costo di esso si defalcherà da'  
 Tributo, ed egli darà avviso alla nostra ricca zecca, acciò la faccia ri-  
 cevere alla scala, che sarà prevenuta, per trasportar'lo in Costantinopoli

Stantechè fin' ora non è stata commessa veruna mancanza per parte del sudetti Paesi nell' adempimento ai dovuti obblighi di servitù. si sono aggiunti ai suddetti Capitoli i seguenti punti dettati dalla nostra Imperiale misericordia, onde si guardino in' avvenire dalla menoma mancanza, ed usino prontezza, e diligenza. per quanto occorre al nostro Imperiale servizio, e prestino intiera ubbidienza ai loro Principi, non mancando d' un atomo alla dovuta fedeltà, e servitù. E perciò si fa noto, che in' avvenire non si ricerchi dalla Vallachia, che Borse 619 e dalla Moldavia Borse 135. e piastre 444. per loro Tributo che sarà alla fine di ciascun' anno contribuito al felice mio Soglio, nel caso non fosse stato impiegato in commessioni. || Che per il regalo del *Bairam* si esigano dalla Vallachia piastre 90000, in contanti, e robbe, e 40000 piastre per *Richiabie*, e dalla Moldavia si esigano 90000 piastre in contanti, e robbe per il *Bairam*, e 25000 piastre per il *Richiabie*, e non si domandi altro. || Che da i Principi non si esigga danaro per conferma, e non si depongano sino a tanto che non si commettesse da loro qualche delitto evidente || Che non sia ricercato da i nuovi Principi per dritti, e regali un obolo di più del solito, e questi non si esiggano da i sudditi ma si diano dalle rendite particolari de Principi. || Che non si tollera dal nostro potente Soglio, che i Pascià, Cadi, o altri Comandanti ch- si trovano in que' contorni, pretendino Tributo, o ricerchino regali dalle due Provincie, ricadendo ciò in danno del Suddito, e che essi speciscano in loro nome Commessari fuori del solo, ed unico caso di ritirare denaro del Tributo da noi ordinato. || Che non siano i Principi obbligati a dare regali quando sieguono cambiamenti nel Ministero del nostro potente Imperio. || Che il nostro potente Imperio esigga provvisioni di ogni sorte, ma in grado, che queste non apportino angustia agli Abitanti delle due Provincie, e quando le domanderà il Tesoro, siano pagate in danaro contante, senza aggravare gli Abitanti delle spese del trasporto, e quando saranno comprate da i Mercanti debbano pagarsi in contanti al prezzo corrente sul luogo. || Che essendoci note le ingiustizie, ed oppressioni, che succedono nelle compre delle Pecore che si fanno per mezzo degli uomini del Capo Macellajo, si è tolta tal forma di compre di Pecore, ma perchè è necessario, che gli Abitanti di Costantinopoli siano provveduti dal custodito nostro Imperio; i sudditi delle due Provincie che vogliono vendere le loro pecore, le vendano ai Mercanti al prezzo corrente, ed i Principi abbiano cura, che non si faccia mancanza nello spedirle al nostro felice Soglio. || Che quando sarà nostra volontà di esigersi dalle due Provincie legnami, o altro per le fabbriche pubbliche, sia dia prevvio avviso ai Principi, ed in tal modo si transpor-

No 41.  
1784.

No. 41. tino ai consini delle due Provincie, e dai Commessari a ciò destinati,  
 1784. si paghi ai sudditi in contanti tanto il valore, che il trasporto di detti legnami, nè si usi violenza per farglieli trasportare fuori de' confini; e quando si ricerca dagli Abitanti de' due luoghi lavoro, e fatica, si dia loro il consueto pagamento senza diminuizione, o ritardo. || Che non si permetta l'entrata ne' detti luoghi a veruno de' circonvicini abitanti militari, o altri, che ivi si recassero ad oggetto di far danno ai Sudditi. ma soltanto si conceda ai Mercanti, che hanno *Fermani*; come pure s'impedisca, che altri venga a seminare, o a pascolare animali in Terre appartenenti agli Abitanti de' luoghi, o ad impadronirsi delle medesime; e chi ardirà d'operare dolosamente contro questo sistema. sarà castigato. || Che se dopo la pace sono stati usurpati dai vicini Turchi alcuni terreni nelle due Provincie, siano questi restituiti a' proprietari. || Che senza urgente bisogno non si spedisca Commesario dal nostro potente Soglio nelle due Provincie, e quando verrà spedito, che non debbano i Sudditi pagare la sua commessione, nè egli dilungare la sua dimora inventando pretesti, e motivi. || E' dunque nostra clemente, Imperiale volontà, che siano osservati, ed eseguiti i suddetti capitoli unitamente alle prime condizioni del sistema; e poichè la misericordia verso de' Poveri, ed impotenti, e la clemenza verso i soggetti è proprio attributo di segnalata giustizia del nostro Governo, che spande abbondantisime grazie sopra i Sudditi di Vallachia, e Moldavia, acciò siano preservati da qualunque sorte d'ingiustizia, e stabili nella loro felicità, e tranquilla permanenza sotto l'ombra del nostro Imperio; così si è dato il presente nostro alto ordine ornato dell' Imperiale nostro carattere, comandando, che, dopo aperto, e letto alla presenza generale di tutt' i Metropolitani, Vescovi, Abati, de' Bojari, Bojarnasci, Capitani, Officiali, Abitanti, e Sudditi, e fatto ad essi palese il suo contenuto dettato dalla giustizia, si conservi presso di loro, e che in avvenire si osservino tutt' i suddetti punti del fissato sistema nel modo si è spiegato, e fatto noti e sia tua cura scrivere, e partecipare alla clemente nostra Porta, se mai veruno agirà in contrario, acciò subito ne sia fatta vendetta. || Quando poi i Bojari di Valachia, e Moldavia si condurranno verso il potente nostro Imperio con sedeltà, e verso i loro Principi con obbedienza, e sommissione, restino ad essi le loro terre, e possessioni, e quanto hanno in prima ottenuto in virtù di Diplomi, uffici, e gradi siccome precedentemente fu comandato. || In seguito si abbia cura, che si osservino in perpetuo i nominati precetti, e che i Paesi si mantenghino in istato felice, perchè dalla loro felicità dipende l'alimento de' Nobili; che questi vivano quietamente, e non facciano intrighi; prestino obbedienza ai Prin-

cipi, e colla loro subordinazione si rendano degni di ottenere, secondo gli antichi costumi de' luoghi, i gradi, e i lucri spettanti a loro. Se poi qualcuno de' Nobili ardisce di fare domande irragionevoli, e che sogliono apportar confusione nello stabilito sistema, come da un tempo in quà hanno costumato di fare, o molestassero i Sudditi contro la nostra volontà, e dopo che saranno comandati di astenersene, non prestassero obbedienza, e si muovessero contro i voleri di quel Principe che dalla potente nostra Sovranità sarà eletto, e destinato a governarli, e che ha permissione, piena autorità, ed arbitrio di castigare tali temerari con le meritate pene: Tu che sei Principe attuale, devi sempre invigilare alla correzione di tal gente, usando tutta la cura per il mantenimento del buon ordine: e perchè il povero Suddito viva con tranquillità, che la distribuzione del Tributo si faccia egualmente, senza aggravare più uno, che l' altro per impegni, e si pratici il giusto. || Con altrettanta attenzione devi raccomandare, ed insingare à tutti i Nobili, e Sudditi di porgere voti per la conservazione della nostra vita, e per la durevole gloria, e felicità della nostra potenza: Fà, che intendano tutti il senso dell' alto nostr' ordine, cioè, che tanto i Nobili, quanto i Sudditi di Moldavia, non traviando dalla retta strada di osservare i doveri di subordinazione agl' Imperiali nostri decreti, che esiger devono una rassegnata obbedienza, e non ommettendo giammai la consueta fedeltà, e rettitudine, e la purità de' costumi, siano certi di godere infinita quiete, e riposo non disgiunto dagli effetti della nostra Imperiale clemenza, e misericordia. || Tu, e i tuoi Successori prestando servitù, e gratitudine alla potente nostra Sovranità, ed all' infinita nostra Imperiale Munificenza, ed osservando i suddetti comandi, non avrai timore di essere deposto fino a tanto che non apparisca in Te patente dell'ito che dia motivo al cambiamento, ma resterai fermo nel Principato di Moldavia: ed è certo, ed indubitabile, che nell' ora stessa in cui ci sarà noto, che qualcuno degli Abitanti delle Rive del Danubio, e delle Fortezze grandi, e piccole ardirà d' opporsi a questo stabilimento, sarà fatta contro di lui vendetta. || E sarà invigilato con perpetua cura, e gelosa attenzione dalla Nostra Sovranità, e da i Gran Visiri, ed onorati Pascià sul riposo, e privilegi, che furono accordati in tempo del giustissimo Imperio del Nostro Avo Sultan Mechmet-Han.

No. 41.  
1784.

*Traduction allemande.*

(Martens, Recueil, Tom. III (2-de ed.), p. 710).

Worte mit des Sultans Hand geschrieben: „dem soll nachgelebt werden.“

Berühmter unter den Fürsten, die Nachfolger Jesu sind, Scherletzade

No. 41. Alexander Woywode der Moldau. beglückt sei dein Ende!

1784.

Mit dem Empfang dieses hohen Kaiserlichen Zeichens sei Dir zu wissen gethan, dass im Jahr 1188 im Monde Schewal zwei hohe, mit unserer Kaiserlichen mächtigen Handschrift oben gezierte, für die Wallachey und Moldau besonders eingerichtete Befehle ausgegangen sind, die folgendes enthalten: Dass die Unterthanen dieser beiden Landschaften, welche die Keller meines mächtigen Reichs sind, ins Künftige, wenn sie die festgesetzte Steuer bezahlt haben, keine andre Auflagen unter verschiedenen Namen, wie es vor dem letzten Krieg geschah, mehr geben sollen. || Dass ihre Woywoden nicht sollen abgesetzt werden, so lange sich nicht einige deutliche Spuren des Aufstands zeigen, dass diese Anordnung auf immer fest soll beobachtet werden, ohne Veränderung oder Absetzung, den Verträgen gemäss, die bereits zwischen unserm mächtigen Reich und dem Russischen Hofe gemacht sind; dass desswegen dem Fürsten Berate sollen gegeben werden mit meiner heiligen Handschrift geziert und mit Gnade begleitet, damit die Einwohner getröstet und ruhig leben und die Fürsten gesichert und getrosten Muths sein können. Dass die Bezahlung der Steuer, welche die Unterthanen zu geben schuldig sind, alle zwei Jahr einmal durch ihren Geschäftsträger an unsern Kaiserlichen Schatz in Constantinopel geschehen soll. Dass die Unterthanen der Moldau und Wallachay von der Steuer und andern Auflagen vom Monde Gemastul-Ewel 1188 an bis nach Verlauf von zwei Jahren frei sen sollen. || Dass nach Verlauf bemeldeter 2 Jahre die Steuer, welche mit grösster Milde und Barmherzigkeit gegen sie wird bestimmt werden, wie gesagt alle zwei Jahr einmal soll bezahlt und durch die Hand des gemeldeten Geschäftsträgers des Fürsten an Unsere erhabene Pforte abgeliefert werden. Dass für Rechnungen und alte Schulden kein Nachsuchen weder an Geld noch auf irgend eine andre Art geschehen soll. || Dass, wenn sich zwischen einem Türken und einem christlichen Unterthanen ein Streit erhebt, die Sache von dem Fürsten in Gemeinschaft mit seinem Divan Effendi und andern sich dort befindenden Türken soll untersucht und ein Vergleich getroffen werden, der beide Theile befriedigt: sollte aber seine Vermittelung nicht die erwünschte Wirkung haben, so soll der Kadi von Braila gerufen werden, welcher

urtheilen und den Streit mit grösster Redlichkeit und ohne den Unterthan zu drücken, entscheiden soll, indem es unser fester Wille ist, dass der Unterthan nicht vor andre Richterstühle ausser dem Lande soll gezogen werden. Dass vermöge einer ergangenen heiligen Entscheidung oder Fetfa das Zeugniß Peters des Griechen gegen Omer den Türken, in Erbschaftssachen, es sei nun durch Vermächtniss oder Verwandtschaft, anzunehmen sei; in Sachen aber, die rechtsstreitig sind ohne Verwandtschaft oder Vermächtniss zu betreffen, das Zeugniß gegen den Türken nicht anzunehmen sei; wesswegen noch laut Inhalt des hohen Fetfa folgt u. s. w. || Dass wenn Leute vom Kriegsstand oder andere im Lande der Moldau ein Verbrechen begangen haben, sie ergriffen und in die nächste Vestung sollen geliefert werden, damit ihr Befehlshaber sie bestrafe. Da ehemals verschiedene Fermane ausgefertigt sind, betreffend diejenigen vom Kriegsstand und die Anwohner an den Ufern der Donau, die gegen unsre Verordnung ohne Erlaubniß in die beiden Landschaften kamen, Handel anfangen, sich einander umbrachten, hernach das vergossne Blut zu rächen suchten, und dem Unterthanen der Moldau Prozesse anhängen, ihnen andre Unruhen erregten und Geld abforderten: desgleichen betreffend die Ausrottung der schlechten Leute, die im Lande herumlaufen, wie auch (nach Inhalt gemeldeter Verordnungen) die Zerstörung der Besitzungen und Wohnungen, die sie auf moldauischem Boden haben; und da wir nicht ungeneigt sind zu glauben, dass solches Gesindel die Absicht haben könnte, dies ferner zu thun: so wollen wir, dass die gemeldete Verordnung in den Gang gebracht und nach den ergangenen hohen Befehlen unveränderlich ausgeübt werde; dass ins künftige aus jeder Vestung nicht mehr als eine bestimmte Anzahl bekannter Kaufleute in die Moldau gehe, welche eine geschriebene Erlaubniß von den Befehlshabern bei sich führen sollen, um sie dem Woywoden der Moldau oder seinen Beamten vorzuzeigen und von ihnen einen Erlaubnisschein dagegen zu empfangen; dass sie endlich in den Landschaften keine Häuser sich anschaffen, nicht säen, die Unterthanen nicht beunruhigen und kein Geld auf Wucher leihen sollen. Dass wegen gleicher betrügerischen Ursachen die Visire, Befehlshaber und Richter nicht erlauben sollen, dass die Unterthanen mit Abfertigung der Commissarien in Schaden gebracht werden. Dass die Besitzungen und Ländereien die ehemals den Klöstern und Bojaren gehörten, und ihnen hernach mit Unrecht geraubt sind, und anjetzt Raia genannt werden, zu ihrer Zeit nach einer rechtmässigen Untersuchung ihren verschiedenen Eigenthümern sollen wieder gegeben werden. Dass es den türkischen Kaufleuten nicht erlaubt sein soll, in der Moldau

- No. 41. 1794. Besitz und Güter zu nehmen oder Vieh zu weiden. Dass die Unterthanen auf keine Weise von den Visiren, Paschas oder ihren Leuten, wenn sie vom rechten Wege abgehen, um in die Moldau zu kommen, sollen in Schaden gebracht werden, da es den Grossvisiren und den geehrten Paschas verboten ist, wenn sie in ihre Statthalterschaften abgehen, die Armuth zu belästigen, eine andere Strasse zu nehmen, um in die Moldau zu kommen, von den Unterthanen ohne Bezahlung irgend einen Vorrath zu nehmen oder sie mit andern Forderungen zu beunruhigen: dessgleichen, dass diejenigen, die wegen wichtiger Geschäfte in irgend einer Gegend hin und her reisen, nicht aus dem rechten Wege gehn und in die Moldau kommen sollen, und dass die, welche Geschäfte wegen in die Moldau müssen, auf der Post nicht mehr Pferde nehmen sollen, als in ihrem Postferman bestimmt sind: und da die hohen Befehle ausgegangen sind, welche die gemeldeten Vorschriften enthalten, so soll in der unvermeidlichen Ausübung und Beobachtung derselben ins künftige im geringsten nicht gefehlt werden: wenn sich jemand ungehorsam zeigt, so soll man auf die unmittelbare Bestrafung bedacht sein. || Dass die Unterthanen der Moldau, welche des Handels wegen in die Dörfer und Herrschaften und auf die Märkte an den Ufern der Donau kommen, nicht von den Steuereinnehmern oder andern Beamten dieser Art mit Abforderung von Steuer-oder Kopfgeld oder aus andern Ursachen sollen belästigt werden: es soll keiner von den Ufern der Donau unter dem Vorwand, seine Unterthanen zu suchen, in die Moldau kommen, und es sollen dazu für diejenigen, die es angeht, andre Fernane mit ausdrücklichen und bedrohenden Befehlen ausgefertigt werden. Dass die Unterthanen und Einwohner der Moldau nach dem Inhalt der Freiheiten jedes Orts von niemanden über die Art sich zu kleiden sollen belästigt werden. In Betracht des Falles, da ein Unterthan, der den Mahometanischen Glauben annimmt, nicht Theil an der Erbschaft suchen kann, da dies in den Gesetzen ein dunkler Gegenstand ist: so hat man das Fetfa untersucht, und es sind die folgenden 4 geheiligten Fetfa ausgegangen: Wenn Peter der Christ sich mit der Heiligkeit des Moslemis oder wahren Glaubens geheiligt hat, und Paul der Christ sein Vater stirbt, so erbt er ihn nicht. Wenn Peter der Christ Ehemann von Maria der Christinn ein Türke worden ist, und die Christinn Maria stirbt, so erbt Peter ihr nicht. | Wenn Paul der Christ, Vater des Christen Peter, ein Türke worden ist, so erbt nach dem Tode des Sohnes der Vater ihm nicht. || Wenn der Türk Mehmet seinem Slaven Peter dem Christen die Freiheit gegeben hat, und Peter stirbt, ohne dass er Türke geworden ist, so erbt Mehmet ihm

nicht. Die 4 gemeldeten Fetfa sollen also gehalten werden. Da die bekannte Anzahl Schaaf durch die Unterhändler des Oberschlächters in der Moldau müssen gekauft werden, und da diese den Armen oft Schaden verursacht, und Ungemächlichkeiten verübt haben, so haben wir nach unsrer Gnade gegen dieselben den alten Brauch des Ankaufs abgeschafft: da es aber unvermeidlich und nothwendig ist, dass zum Vorrath des von meinem Throne auszutheilenden Fleisches, und zur Versorgung der Einwohner meiner hohen Hauptstadt aus dem Staate, der meinen Schutz geniesst, Schaaf hergeführt werden: so sollen die Unterthanen der Moldau ihre verkaufbaren Schaaf nicht verbergen, sondern sie an die Fleischhändler verkaufen, und der Woywode der Moldau soll es nicht an Aufmerksamkeit fehlen lassen, damit die Schaaf den gemeldeten Unterhändlern überlassen werden, welche sie nach Constantinopel und nicht anderswo hinbringen sollen. Da das Land Moldau der Keller meines glücklichen Thrones ist, und da ausgemacht ist, dass die nöthigen Lebensmittel aus der Wallachey und Moldau hergebracht werden, so sollen die Einwohner der Moldau, um gegen die seit kurzem durch unsere Gnade aufgehobenen Steuern, Roggen liefern zu können, reichlich Roggen und Hafer, welche die Aussaat gegeben, an den Ladungsplatz der Donau liefern, und alles zum Marktpreis dem Hauptmann oder sogenannten Capan des Handelsschiffes von Constantinopel verkaufen und es nicht anders wohin liefern: sie sollen in Rücksicht dass die gemeldete Steuer aufgehoben ist, nicht aufhören zu säen, oder den Roggen den sie vorrätzig haben und ernten, nicht zum ausschliessenden Handel verbergen. So werden sie selbst gewinnen, und die Unterthanen meines glücklichen Thrones von der Theurung befreit bleiben: und dafür soll der Woywod und die Bojaren beständig sorgen. Alle Fehler und Vergehungen der Unterthanen und Bojaren der Wallachey und der Moldau, welche die Kriegszeit mit sich zu bringen schien, sollen ihnen verziehen, und in gänzliche Vergessenheit gestellt sein: es soll weder an Züchtigung, noch an Vorwürfe über ihre vorhergegangenen Schritte gedacht werden, und sie können versichert sein, dass sie nichts anders als Gnade und Huld erfahren werden, so lange sie nicht weichen aus dem Mittelpunct des Gehorsams, von Bezahlung der Steuer, der Lieferung der Lebensmittel und der andern Pflichten des Unterthans. Da es den Fürsten der Wallachey und der Moldau frei steht, die Aemter des Landes an angesehene Unterthanen im Lande, an Griechen und an einen jeden zu geben, der ihnen treu und zum Regiment würdig ist, so bleibt den Fürsten die Freiheit, nach ihrem Bedürfniss sich sowohl der Griechen als der Eingebornen zu bedienen, doch vorzüglich der Herrn des Landes, zu

- No. 41. Aemtern, die ihnen gebühren. | Dass die nöthigen Arten von Bauholz  
1784. für die in Rum-illi gelegenen Festungen nach wie vor sollen gehauen und von den Bergen der Wallachey und Moldau sollen gebracht werden, gegen den billigen Lohn für das Fällen und Fortschaffen, welcher von den Abgaben der Wallachey und Moldau nach dem Empfangschein der Bauaufseher ohne den geringsten Abzug soll bezahlt werden. || Dass man darauf Acht haben solle, dass ins künftige nicht unnöthiger Weise weder vom Statthalter von Kili noch von Issachia ein Zollbedienter nach Galatsch gesetzt werde. Dass Niemand unter dem Namen eines Pächters in die Moldau kommen soll, um Salpeter zum Gebrauch unsrer reichen Münzstädte aufzusuchen, sondern dass der nöthige Salpeter von den Fürsten angeschafft und der Fuhrlohn nebst der Bezahlung von der Steuer abgezogen werde, und dass die Fürsten davon an unsre reiche Münzstädte Bericht geben sollen, damit sie dasselbe an dem Ladungsort, wo vorher Nachricht eingeschickt werden muss, können abholen und nach Constantinopel bringen lassen. Da bisher von Seiten der unterworfenen Länder in der Erfüllung der schuldigen Pflichten der Dienstbarkeit im geringsten nicht gefehlt ist, so sind den gemeldeten Hauptstücken noch folgende Punkte beigefügt, welche unsere Kaiserliche Barmherzigkeit uns eingab, daher sie sich ins künftige hüten sollen, im mindesten dagegen zu fehlen, und so weit unser Kaiserlicher Dienst erfordert, Bereitwilligkeit und Eifer zeigen, ihren Fürsten völligen Gehorsam leisten und es nicht in einem Pünktchen an Treue und Dienstbarkeit sollen fehlen lassen. Es sei also hiermit kund, dass ins künftige nicht mehr als 619 Beutel von der Wallachei und 135 Beutel und 444 Piaster von der Moldau als Steuern sollen gefordert werden, welche am Ende jedes Jahres meinem glücklichen Thron abzutragen sind, falls man sie nicht zu Aufträgen verwendet hat. Dass zum Geschenk des Bairams von der Wallachei 90000 Piaster in Geld und Waaren und 40000 Piaster für Richiabie, und von der Moldau 90000 Piaster in Geld und Waaren zum Bairam und 25000 Piaster zum Richiabie und nichts weiter soll gefordert werden. Dass den Fürsten nichts für ihre Bestätigung soll abgefordert werden, und dass man sie nicht absetzen wird, als bis sie irgend ein augenscheinliches Verbrechen begangen haben. || Dass den neuen Fürsten an Gebühren und Geschenken im geringsten nichts über das Hergebrachte soll zugemuthet werden und dass es nicht von den Unterthanen soll eingetrieben, sondern aus den eigenen Einkünften der Fürsten bezahlt werden. || Dass man es von unserm mächtigen Throne nicht dulden wird, wenn die Pachas, Cadis und andere Befehlshaber, die sich in den dortigen Gegenden befinden, von den beiden Landschaften Steuern fordern oder Geschenke be-

gehren, welches den Unterthanen zum Schaden gereicht, oder wenn sie in ihren Namen Commissarien schicken wollen, ausser in dem einzigen Fall, um das Geld von uns angeordneten Steuern zu erheben. ¶ Dass die Fürsten nicht sollen genöthigt sein, bei vorfallenden Veränderungen in dem Ministerium unsers mächtigen Reichs Geschenke zu geben.

Da unser mächtiges Reich Vorräthe aller Art verlangt, so soll es nur in so weit geschehen, dass die Einwohner der beiden Landschaften nicht dadurch in Mangel gerathen, und wenn die Schatzkammer sie verlangt, sollen sie mit baarem Gelde bezahlt werden, ohne die Unterthanen mit den Kosten des Fortbringens zu beschweren, und wenn sie von den Handelsleuten gekauft werden, so sollen sie nach dem im Ort gangbaren Preise mit baarem Gelde bezahlt werden. Da die Ungerechtigkeiten und Unterdrückungen bekannt sind, die beim Einkauf der Schaaf, der durch die Leute des Oberschlächters geschieht, vorkommen, so ist diese Art des Einkaufs der Schaaf abgeschafft: da es aber nöthig ist, dass die Einwohner von Constantinopel von dem Reich, das unter unserm Schutz steht, versorgt werden: so sollen die Unterthanen der beiden Landschaften, die ihre Schaaf verkaufen wollen, sie den Kaufleuten zum gangbaren Preis verkaufen, und die Fürsten sollen Sorge tragen, dass man nicht ermangele sie zu unserm glücklichen Throne zu schaffen. ¶ Wenn es unser Wille sein wird, von den beiden Provinzen Holz oder andere Sachen zu den öffentlichen Gebäuden zu fordern, so soll den Fürsten vorläufige Nachricht gegeben werden, dass man es an die Grenzen der beiden Landschaften bringe, und es soll von den dazu bestimmten Commissarien sowohl der Werth, als das Anführen des Holzes baar bezahlt werden: auch soll man keine Gewalt brauchen, das Holz über die Gränzen fahren zu lassen: und wann man den Einwohnern beider Gegenden Mühe und Arbeit zumuthet, so soll man ihnen ohne Abkürzung und Zögern den gewöhnlichen Lohn geben.

Keinen der benachbarten Anwohner vom Kriegsstande oder andern, die sich hinbegeben, den Unterthanen Schaden zu verursachen, soll der Eingang in beide Landschaften erlaubt sein, sondern nur den Kaufleuten, die Fermane haben: auch soll verhütet werden, dass nicht andre auf die den Einwohnern zugehörige Güter kommen, darauf zu säen, Vieh zu weiden, oder sich derselben zu bemächtigen; wer sich untersteht gegen diese Einrichtung Hinterlist zu treiben, der soll geächtet werden. ¶ Wenn nach dem Frieden in beiden Landschaften von den benachbarten Türken Güter in Besitz genommen sind, so sollen sie den Eigenthümern wieder ausgeliefert werden. Ohne dringende Noth soll in keine der beiden Landschaften ein Commissair von unserm mächtigen Thron geschickt werden, wenn es aber geschieht, so sollen

- No. 41. 1784 die Unterthanen ihn nicht für die Verrichtung bezahlen, und er soll seinen Aufenthalt nicht durch Erfindungen eines Vorwandes oder einiger Ursachen verlängern. || Es ist also unser gnädiger Kaiserlicher Wille, dass die gemeldeten Stücke zugleich mit den ersten Bedingungen der Einrichtung beobachtet und ausgeführt werden: und da die Barmherzigkeit gegen Arme und Ohnmächtige, und Gnade gegen die Unterthanen die erste Eigenschaft der ausgezeichneten Gerechtigkeit unserer Regierung ist, welche im Ueberfluss ihre Huld ausbreitet über die Unterthanen der Wallachei und Moldau, damit sie vor jeder Art Ungerechtigkeit bewahrt, und unter dem Schatten unsers Reichs in ihrer Glückseligkeit und ruhigen Fortdauer bestätigt werden; so ist gegenwärtiger hoher Befehl mit unsrer Kaiserlichen Handschrift geziert, ausgefertigt und befohlen worden, dass nach Eröffnung und Vorlesung desselben, in allgemeiner Gegenwart aller Metropolitnen, Bischöffe, Aebte, Bojaren, Bojarnasken, Hauptleute, Beamte, Einwohner und Unterthanen, ihnen der Inhalt den die Gerechtigkeit uns eingegeben hat, kund gemacht, und bei ihnen aufbewahrt werde, und dass man ins künftige alle gemeldeten Puncte der festgesetzten Einrichtung so beobachte, wie dieselbe erklärt und bekannt gemacht ist: und es sei deine Sorge unsrer gnädigen Pforte zu schreiben und es mitzutheilen wenn Jemand dagegen handelt, damit er schleunig bestraft werde. || Wenn endlich die Bojaren der Wallachey und Moldau sich gegen unser mächtiges Reich treu und gegen ihre Fürsten gehorsam und unterwürfig bezeigen, so sollen ihre Ländereien, Besitzungen und Alles bleiben was sie ehemals durch Urkunden an Aemtern und Würden erhalten haben, so wie es vorhin geboten ist. || Dem zufolge trage man Sorge, dass die genannten Befehle immer beobachtet werden, und dass die Länder sich in einem glücklichen Zustande erhalten, weil von ihrer Glückseligkeit der Unterhalt des Adels abhängt, damit diese ruhig leben und keine Verwirrungen machen; sie sollen dem Fürsten Gehorsam leisten, und durch ihre Folgsamkeit sich würdig machen, nach dem alten Gebrauch der Landschaften, diejenigen Würden und Vortheile zu erhalten, die ihnen zukommen. Wenn hernach Jemand von den Edelleuten sich unterstünde, unvernünftige Forderungen zu machen, und in der festgesetzten Einrichtung Verwirrung zu machen, wie sie es seit einiger Zeit zu thun gewohnt waren, oder die Unterthanen wider unsern Willen zu belästigen, und wenn ihnen befohlen wird, sich dessen zu enthalten, nicht Gehorsam leisten, und sich gegen den Willen des Fürsten auflehnen, der nach dem Recht unsrer mächtigen Oberherrschaft erwählt, und sie zu regieren bestimmt ist, und der Erlaubniss, völlige Gewalt und Freiheit hat, solche Verwegene auf die verdiente Art zu strafen: So sollst du, der jetzige Fürst,

immer für die Bestrafung solcher Leute wachen, und zur Erhaltung der öffentlichen Ordnung alle mögliche Sorge anwenden; und damit der arme Unterthan in Ruhe lebe, so soll die Vertheilung der Steuern gleichförmig geschehen, ohne durch Verpfändung den einen mehr als den andern zu beschweren, und soll die Gerechtigkeit ausgeübt werden. Mit eben so vieler Aufmerksamkeit sollst Du es allen Edeln und Unterthanen empfehlen und einschärfen, dass sie für die Erhaltung unsers Lebens, und für den dauernden Ruhm und die Glückseligkeit unsrer Macht beten; Mache, dass sie alle den Sinn unsers hohen Befehls einsehen, damit sowohl die Edeln als die Unterthanen der Moldau dadurch, dass sie von der graden Strasse der Beobachtung ihrer Pflicht der Unterwürfigkeit gegen unsre Kaiserliche Schlüsse, die einen unumschränkten Gehorsam fordern, ja nicht abweichen, und ihre gewöhnliche Treue, Rechtschaffenheit und Reinigkeit ihrer Sitten nicht verlügen, versichert sein können, einer Ruhe ohne Ende, einer Ruhe, die von den Wirkungen unsrer Kaiserlichen Gnade und Barmherzigkeit unzertrennlich ist, geniessen zu können. | Wenn Du und Deine Nachfolger unsrer mächtigen Oberherrlichkeit und unsrer unendlichen Kaiserlichen Freigebigkeit alle Dienstgeflissenheit und Dankbarkeit beweisest, und die gemeldeten Befehle hältst, so sollst Du keine Furcht haben abgesetzt zu werden, so lange an Dir kein offenes Vergehen erscheint, das Grund zur Veränderung geben könnte, sondern Du wirst in dem Fürstenthum Moldau bestätigt bleiben; und es ist gewiss und unbezweifelt, dass man, sobald es dort bekannt gemacht sein wird, an jeden der Bewohner an den Ufern der Donau und von den grossen und kleinen Festungen, der sich erlauben sollte, dieser Anordnung zuwider zu handeln, Rache nehmen wird.

Und es soll mit beständiger Sorgfalt und eifersüchtiger Aufmerksamkeit von unsrer Oberherrlichkeit und den Gross Visiren und den geehrten Pascha's für die Ruhe und die Vorrechte gewacht werden, die ertheilt sind zur Zeit der gerechten Regierung unsers Grossvaters, des Sultans Mehmet Han.

No. 41.  
1784.

---

No 42.—Tractatul de pace și de amicie din Constantino-  
pole, din 8 Ianuarie 1784.

(Martens. Recueil, III. 2-e éd., 707).

Au nom du Dieu Tout-Puissant.

La cour Impériale de Russie et la Sublime-Porte Ottomane, voulant  
et désirant saisir toutes les occasions qui peuvent produire l'accroisse-

No. 42.  
1784  
8 Ianuarie.

(Acte și Documente).

No. 42. ment et l'affermissement de l'amitié et de la bonne harmonie qui existent  
 1784 entre elles, et considérant que le nouvel état de choses en Crimée, à  
 8 Janvier. Taman et dans le Cuban, aurait pu occasionner des discussions et peut-être une rupture entre les deux empires, les dites deux cours ont pris la résolution de s'entendre amialement sur cette affaire, et après l'avoir bien considérée, voulant constamment qu'il ne reste dorénavant entre elles aucun sujet de discussion, pour pouvoir à l'avenir jouir de part et d'autre des avantages d'une paix solide et heureuse, du bon voisinage et du commerce établi, ont trouvé nécessaire de la régler sur un pied solide. En conséquence de quoi, les deux Empires s'étant expliqués là-dessus, et voulant stipuler l'acte présent avec l'engagement le plus solennel de l'observer exactement, ont choisi et muni de leurs pleinpouvoirs, savoir : S. M. Impériale de toutes les Russies de sa part, le haut et noble Jacques de Bulhakow, son Envoyé extra-ordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Sublime-Porte ottomane, conseiller d'Etat, et chevalier des ordres de Wladimir et de Saint-Stanislas, et S. M. le Sultan Ottoman, de son côté, les très-honorés et très-estimés son grand amiral actuel, le vizir Hassan Pascha, le ci-devant Stamboul Cadissi, qui a actuellement le rang de kaziasker de Natolie, Mufti Zadé Achmet Effendi, et son grand chancelier actuel Hadzi Mustapha Effendi, lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé entre eux les pleinpouvoirs donnés à eux dans la forme dûe et convenable, ont signé et cacheté les articles suivants :

Art. 1. Le traité de paix de 1774, la convention de 1775, touchant les limites, la convention explicatoire de 1779, et le traité de commerce de 1783, continueront d'être strictement et inviolablement observés de part et d'autre dans tous leurs points et articles, à l'exception de l'article 3 du traité de 1774 et des articles 2, 3 et 4 de la convention explicatoire de 1779, lesquels articles ne seront plus d'aucune valeur ni force obligatoire pour les deux Empires; mais, comme dans le susdit article 3 du traité sus-mentionné de 1774, se trouve l'expression que la forteresse d'Oczakow et son ancien territoire appartiendraient comme ci-devant à la Porte, cette expression aura sa valeur et sera observée telle qu'elle est.

Art. 2. La cour impériale de Russie ne fera jamais valoir les droits que les Chans des Tartares avaient formés sur le territoire de la forteresse Soudjak-Calessi, et par conséquent elle la reconnaît appartenir en toute souveraineté à la Porte.

Art. 3. En admettant pour frontière dans le Cuban la rivière Cuban, la dite cour de Russie renonce en même temps à toutes les nations

tartares qui sont en-deçà de la dite rivière, c'est-à-dire entre la rivière No. 42.  
Cuban et la mer Noire. 1784

Le présent acte sera, tant de la part de Sa Majesté Impériale la 8 Januaria.  
très-Auguste et très-Puissante Impératrice et Souveraine de toutes les  
Russies, que de celle de Sa Majesté le Sultan Ottoman, confirmé et ratifié  
par des ratifications solennelles, signées et écrites de la manière usitée,  
qui seront échangées à Constantinople, dans l'espace de quatre mois, où  
plus tôt s'il sera possible, à compter de la conclusion de cet acte duquel  
les plénipotentiaires respectifs ayant fait deux exemplaires d'un contenu  
égal, les ont signés de leurs mains, cachetés de leurs cachets et échangés  
entre eux.

Fait à Constantinople le 28 décembre 1783 (8 janvier 1784).

Vizir Grasi Hassan Pacha  
Capudani Devjah. Anadol Pajhe- Jaques de Bulhakow.  
shili Subica Istambul, Cazizi Mufti  
Zade Achacmet Effendi. Reissul  
Kiutap, Devletli Allyhe Hadzi  
Mustafa Effendi.

(Les ratifications ont été échangées le 11 avril 1784).

No. 43.— Proclamația împărătesei Ecaterina II, din 7 Sep-  
temvrie 1785.

(Codrescu, Uricariu, VI, 62—71).

Noi cu mila lui Dumnezeu Ecaterina a doua însăși stăpânitoare a No. 43.  
toată Rosia, înștiințez pe toți credincioșii supușii noștri. 1785

Poarta Turcească, întărind prin tocmele înaintea a toată lumea cu 7 Septem.  
Rosia pacea vecinică, și iarăși lepădând'o au călcat sfințenia; și spre  
arătarea vestirei de război împărăției noastre, la 5 zile a lunii lui Au-  
gust poprind pre deplin ministrul nostru, becvitetel nontascoi sovetnic  
Bolhacov, l'au pus la închisoare la Edicule. || In zădar s'au silit către  
divanul turcesc, prieteneshii soli ce se află în Tarigrad, a împăratului  
Rămului, și a craiului Franței a popri sila lui cea îndrăzneată, spre a  
strica dreptățile neamurilor, care de toți și de însuși varvarii se cins-  
tesc. || De cine nu's știute chipurile cu cari noi ne-am purtat către  
Poartă? cu toate aceste la această deacum stare înpregiur a lucrurilor  
ne silim a li arăta înaintea a toată lumea. Răsboiul trecut cel mai de  
pe urmă la anul 1768 ni l'au vestit Poarta atât fără de veste și fără  
dreptate ca și acest de acum; ce feliu de stricăciune au făcut vrăjma-

No. 43.  
1785  
7 Septem.

șilor sabia cea cu sila scoasă, este sciut de toată lumea. Armele noastre au stăpănit Moldavia, Vlahia, Basarabia, cu cetățile de prin pregiur, deacolo au trecut apa Dunărei, iarăși stăpănind și rănind oștile turcești în Bolgaria; puterile noastre de pe mare, biruind toate înpro-tivirile steagurilor turcești, în bătălii ce le-au pricinuit mari stricăciuni, au stăpănit multe ostroave ale mării Albe. În mijlocul biruințelor și a isbănșilor când puterile turcești în stare a să potrivească și a opri armele noastre cele purtătoare de biruință, care au pus para războiului în epicratia lor cu mare durere; îndată Poarta turcească fiind turburată de atâte biruinți, au cerșut de la noi pacea. || Noi măcar că cunoșteam nevoia și stricăciunea întru care căduse ei prin acest război, nu ne-am împotrivit la aceasta, ce cu mână biruitoare am primit tocmelele pentru noi de măsură, iar pentru cei biruiți foarte folositoare, fiind că ne-am lipsit de dobândile noastre cele mari, poprind pentru noi numai cetatea Călburnu cu cele de prin pregiur și cu marginea despre apele Buhului și a Niprului și alte două cetăți de la Crăm: Enicale și Gherciul, lăsând a fi de la fireasca noastră bunătate toate cele-lalte dobândi, și marele cheltueli ce am făcut în război pentru odihna de obște a amânduror părților, ca să arătăm prin aceste că având război cu fericire, gândul nostru nu era câștigul, ce ocrotirea și odihna împărăției, care s'au întărit de al nostru general feldmareșal graf Romențov zadunavschii, în cumna oștilor aproape de Căinarjic, și din partea Porții pre înalt vizir Mehmet Musunzade; din cele dintăișile a păcii aflând credință proastă și nevoie folosului nostru la neguțitorii ce purta, ne dedese prin acest tractat, fără a nu-i pune margini pe uscat sau pe ape în stăpânirea sa, după pilda împărăției lor, către care ea arată mai mare prietenie, am socotit că făcând cu ea deosăbit tractat pentru neguțitorii spre folos a amânduror părților, să legăm cu aceasta ca o legătură nedislegată, ne sfârșită întocmire, între supuși cu orânduială curată, spre fiește care întâmplare; și după pricinile care până acum s'au tâmplat, noi putem să nădăjduim că aceste nouă tocmele, care înșamnă pofta noastră ce curată, ca să rămânem cu Poarta în vecinica pace, îi vor da mai nainte mai mare putere. || Acum vom povesti cum răsplătea Poarta plecarea noastră cea fără de prepus, care stă în vecinic prieteșug către ea; îndată ce Sultanul a întărit pacea de la Căinargic, duhul cel viclean al divanului a îndreptat pornirea sa ca să întoarcă iarăși în robia sa cea mai din nainte pe neamurile tătărăști, care a nu fi supuși nici la o parte, ce de însuși stăpâniți se întărise de tractatul ce s'au dis: cu meșetșugiri și aflări împotrivoare buneii credințe, s'au gonit de la Crăm Chanul ce era pus cu dreptate Chan Gherei, și cu agiu-

toriul Porței au răpit de la el stăpânirea Devlet-Gherei. Lângă aceste meșteșuguri trebuie să arătăm făgăduința ce ne-a dat Poarta, să curăță Tamanu de oști turcești, cum și de înpreunarea care dintăiū au fost ascunsă, iar pe urmă viderată, fiind că Căpitan-pașa ocărmuea flota către țămurile acestei Hersoane. Când zurbaoa între Tătari asupra Chanului lor Șahân-Gherei să rădicase, ni se părea cum că întocmirea cea curată ce făcuse în anul 1779, care contenise aceste turburări de războiū, și prin care s'au arătat curat toate cele cu îndoială cuviincioasă, spre cea deplin politicească slobozenie a Tătarilor; că va dipărta pentru de apururea toate pricinele de gâlcevī care se hotăresc prin resboiū, însă în pre puțină vreme s'au cunoscut, cum că aceste nouē învoeli nu erau rostu de curățenie, ce acoperemănt de vicleșug, fiind că Poarta nu înceta cu tot chipul a sufla în Tătari duh răsvrătitoriū, de apururea, și a îndemna spre zorbale. || După ce oștile turcești și căpeteniile lor au intrat în Sangeac și în Taman, pe lângă aceste Tătarii au îndrăsnit a intra de la Kuban în hotarele noastre. Noi privind primejdia din zurbaoa ce se înmulțea între Tătari, și că Poarta este agiutor zorbailor, precum în grabă atunce cu căpitanul oștilor ce venise la Taman, au omorât pe omul ce Chanul trimisese să'l întrebe de pricina venirii sale, ne am silit a îndrepta către Crăm oștile noastre, ca să potolim zurbalile cu înfricoșări mai mult de cât cu pedepse, făcând știre Porții, atât pentru aceasta cât și ori pentru ce clintire a noastră cu deplină însciințare. || Iar cu toate aceste reul nu s'a înpuținat. Noi videm că nu continesc pagabile care am cheltuit milioane, pentru paza cea prăpădită a oștilor, nici nu putem a nădăjdui odihnă la marginile împărăției noastre. || Deci negăsind alt chip a păzi pace vecinică cu Poarta, am socotit să unim cu stăpânirea noastră Crămul, Tamanul și Cobanul, și așa să desrădăcinăm neamul jăfuitorilor, cari în multe chipuri prăda hotarele împărăției noastre, și de multe ori era pricina vrăjmășiilor ce se rădica între amândouē împărățiile. || Noi nu ne-am silit a face dobândă pentru lățimea hotarelor împărăției noastre cei pre largi, și fără de aceste nici spre împlinirea a multe pagube care cu aceste dobândi nu ni s'au platit, dar ne-au sălit la aceasta numaī scoposul ca să scoatem din mijloc rădăcina aceștii neapărate vrăjmăși și sila ce am avuto, s'au cunoscut de stăpânirile prietenestī, și însuși Poarta au mărturisit'o și au primit că cu cale s'au făcut aceasta de către noi, luând în stăpânirea noastră pământul din partea stângă a apei Kubanului care din început să ținea de Crăm. || Noi am dat înapoi Porții: Moldava și Valahia, așăzând prin tractat ca să nu se ea dajde de la locuitorii acestor țeri doi ani, și să se înfrăneze silnicia care îl lipsește

No. 4.  
1785  
7 Septem.

No. 43. de folosul lor. N'aũ trecut doi ani și acea silnicie aũ început a îngreua  
 1785 aceste țări cu dajdii grele mai cu covărsire decât înainte. || În anul  
 7 Septem 1777 aũ arătat Poarta pildă de călcare, omorând fără giudecată și fără  
 vină pe Domnul Moldovei Ghica, care se 'mpotrivise numai la înstreina-  
 rea Bucovinei; apoi necontenitele jafuri ale acestei țări, și jalobile pen-  
 tru acele a pățimașilor locuitorii cei de o lege cu noi, n'aũ muet nici  
 odată divanul cel cumplit la inimă a face dreptate. Făgăduința Porței  
 ca să nu schimbe Domnii acestor principaturi, nu s'aũ păzit, ce'i  
 schimbă adese ori gonind pre cei buni și înălțind pe tirani. || Nu  
 de mult aũ picat soarta cea rea și asupra Domnului Moldovei Ale-  
 sandru Mavrocordat, trimeșindu-i pe Capigibașa să'l surgunească, și fe-  
 rindu-se el de acest tiran, despre carele era înfricoșat cu moarte rea, ca  
 și a Domnului Ghica, a alergat supt umbra apărării a pravoslaviei  
 noastre stăpânirii, cari n'a putut a nu'i da căzuta apărare, mai ales că  
 prieteneștile tocmele pentru aceste principaturi, nu se păzia de cătră  
 Poartă, și nu se da cuviincioasa luare aminte spre ocrotirea celor tocmit  
 prin tractat. || La învoiala de la Ainalicavac, se află tocmală într'acest  
 chip ca Zaporojăniî cariî pân atunce fugiseră, și cari nu s'aũ mulțemit  
 cu ertarea ce li se dedese de cătră noi, să se dipărteze de la partea  
 Dunărei la cele mai din lăuntru ale țării turcești. Această tocmală nu  
 numai că nu se păzia de Poartă, ce încă priimind și pe alții ce mai  
 fugia, înmulția ceata lor și nu'i da înapoi căpeteniilor noastre ce'i  
 cerea cu puterea învoelilor. In așăzarea capiturilor Crămului și a Ta-  
 manului și a Cobanului se hotărise ca apa Cobanului să fie hotar între  
 împărății, iar noroadale Tătarilor ce lăcua pe de ceea parte a aceștii  
 ape fiind supuși Porții, după așezarea aceasta, de multe ori întrând în  
 hotarele noastre, făcea mari jafuri prădând și luând dobitoacele și alte  
 averi și oameni; noi nici la aceasta n'am aflat dreptate cu acești supuși  
 ai Porții. ! Iracie împăratul Cartelinilor și a Catahetinilor în anul  
 1783 s'a dat pre sine și stăpânirea sa supt acoperemîntul stăpânirei  
 noastre și a diadohului scaunului nostru, și a întărit pentru aceasta  
 cu noi tocmeală în public primirea acestuea sub stăpânirea noastră, el  
 nu se împotrivia învoelilor ce avem cu Poarta, fiind-că acest stăpânitor  
 nu era închinat Împărăției turcesci, și Poarta însciințându-se de aceste  
 învoeli ale noastre cu el, n'a pricinuit nimic, neavînd nici o dreptate  
 să se amestice la pricină de alătura cu ai săi; acolo dar nu înceta a  
 face viclenie și ajutând prin pași pe Lesghii, spre a intra în țările  
 acestui crai și a le călca robind pe creștinii; între atâtea vrăjmășesci  
 împotriviri iarăși prin acel pașă aũ silit pe acest crai să lepede în-  
 voiala ce făcuse cu noi, și să se dea Sultanului. || Toate aceste chipuri

împotrivoare, și altele multe silnicii și goniri, ce Consulul nostru și Impărăția noastră au suferit pre cele de apururea meșteșuguri a le Porții ce au metahirisit, ca să ne lipsească de cele mai bune dobânzi care prin armă și prin învoeli le câștigasem, ne dă mare dreptate să ne purtăm cu tot chipul de împotrivire; însă dreptatea de pace dă cea mai multă nădejde, că Poarta nu va mai face în veci vicleșug și meșteșugiri, și cum că sfințenia jurăminturilor, prin care toate noroadele au obicinuit a întări învoelile lor, va lucra în cugetul ei să le cinstescă, pentru acest sfârșit. || În vremea călătoriei noastre, am chemat la Hersona pre solul nostru Bulhacov, și i-am dat învățături orînduite spre împăcelyirea tuturor pricinilor, celor după cum vedem fără nici o dreptate, pînă și la cele mai mici care Poarta au aflat pentru a se apuca numai de cât de rășboiul cel poftit de ea. || Noi am arătat socoteala noastră prieteneștilor curți: a Vienei și a Varșaviei, care au dat toată îndreptarea răbdărei noastre și a prelungirei rășboiului; fiind gata să unească ostenelele lor pentru a se păzi prietășug între Impărăția noastră și între cea turcească, însă pornindu-se cu aceasta solul nostru la Țarigrad, n'a găsit în Turci cât de mica plecare spre împăcăciunea lucrurilor || S'au chemat la 15 zile a lui Iulie, solul nostru de Reiz Efendi, carele ne-dându-i vreme spre arătarea celor drepte cereri ale noastre, a arătat mai nainte cele turcesci cereri, ce nu aveau nici un temel, care sunt aceste anume:

1. Să depărtăm de tot prietășugul pe Împăratul Kartalinilor, supusul nostru și să nu ne amestecăm în trebile Giurgilor.
2. Să poruncim să li se dea Domnul Moldovei Alesandru Mavrocordat.
3. Să se schimbe din Iași vice-consulul Salunsky, aruncând asupra lui mari adevăruri că ar fi ajutat la fugă pe numitul Domn și că ar fi trimes în Rusia raele turcesci.
4. Să dăm în stăpânirea lor 39 sate ce sunt la Călburn, care noi le-am stăpânit cu toată cuviința prin tractat.
5. Să primim Consuli turcesci în toată Rusia, și mai întâi la C'ram.
6. Să se facă mare cercetare corăbiilor moschicești, pentru ca să n'aibă corăbieri raele, nici să încarce cafea, unt-de-lemn, orez și alte asemenea din cele ale pămîntului turcesc, pentru care ni-se dedese deplină slobozenie prin tractatul de neguțatorie.
7. Neguțătorii lor să plătească vama numai trei la sută.

Pentru toate aceste au făcut silă acest obraznic, puind vadea ca să vie răspunsul întâi pînă la 15, apoi pînă la 20 zile a lui August, vadea nici de cum potrivită cu depărtarea scaunului nostru. Cu lesnire era scaunului nostru ca să dea deslegare la aceste meșteșuguri, ce erau nepotrivite cu ființa tractaturilor, spre a căroră împotrivire au metahirisit meșteșugire și

No. 43.  
1785  
7 Septem.

No. 43. viclenie la toate cererile aceste, întru care se descopere curat lepădarea  
 1785 păcii. || De vreme că divanul turcesc a arătat curat cum toate așe-  
 7 Septem. zările de pace ce s'a făcut la Caïnargic nu le socotește adevărate, n'a  
 vrut să dea răspuns solului nostru, nici ascultare la toate prietenștele  
 disuri; s'a arătat împărătescul sol al Austriei pentru împreună ajutor,  
 ce să păzesce între noi și între împăratul său, și solul Franței pentru  
 părtinire, ce Craiul, Împăratul său, a primit bucuros spre săvârșirea  
 așezării aceștei învoeli acum ca să încununeze viclenia sa dar cu  
 sila. || Mai în urmă a chemat Poarta pe solul nostru, i-a arătat noue  
 și foarte vrăjmășesci cereri, ca să dăm înapoi Crămul și să lepădăm  
 toate tocmelele ce s'a făcut de obște pentru pacea vecinică, și trac-  
 taturile cele de asemenea folos împărăției care ei le tăgăduesc;—decî dar,  
 neluând de la solul nostru răspuns fără de cale, după sila lor, după  
 cererile lor, într'acel ceas l'a rădicat la închisoare. Fiește cine fără de  
 interes să judece pricina aceasta, care noi o arătăm în tot adevărul,  
 cum se vede în partea noastră ce neconținută pentru odihna și liniștea  
 întru care se cuprinde toată fericirea neamului omenesc; se vede pri-  
 mirea celei de umilintă măsuri și chipurile prin carele noi am silit ca  
 să păzim pacea cu Turcii; și cu toate aceste în mijlocul scoposelor noastre  
 celor de pace de al doilea ne chiamă la război vrăjmașul neamului  
 creștinesc, în potriva gândului nostru, și metaherisind alte chipuri, ne-  
 credința ce de obște, nepăzirea învoelilor păcii, de isnoavă călcarea le-  
 gilor neamurilor, supărarea cea cu obraznicie a puterii coroanii noastre,  
 au pornit lupta. || Drept aceea înfățășindu-ne cu armele spre război, nu  
 după gândul nostru, ci după voința și răutatea acelor ce ne vrăjmășesc;  
 noi am poruncit acum să se strîngă oștile noastre și comandirii lor,  
 mai marii noștri Generali: Graf Romențov Dunavschii, și Principele  
 Potenchin Taurienschi. să lucreze cu puterile ce li s'a încredințat lor,  
 în potriva vrăjmașului. || Toți credincioșii supuși noștri uniți fierbințile  
 voastre rugăciuni către Dumnezeu cel ce păzește într'atîta lungă vreme  
 pe Rosia, ca puterea sa cea mai înaltă să meargă înaintea oștilor noastre  
 care le-am rădicat spre apărare și paza sfintei pravoslavnicei noastre biserici,  
 și a pre iubitei noastre patrii, și prin puternicul său ajutor, să răsplătim  
 vrăjmașului după faptele sale. || Noi punem adevărata noastră credință,  
 la dreptatea și la ajutorul Domnului și la vitejia voevozilor noștri, și  
 a oștilor, că vor urma urmelor celor nu de mult biruitoare, a cărora  
 lumea duce pomenirea, iar vrăjmașul poartă ranile încă proaspete.

S'a dat în sfîntita cetate Petruburg, în anul 1785 Septembrie 7, al  
 26 an al Împărăției noastre. Ecaterina.

No. 44.—Manifestul Impărătesei Rusiei Ecaterina către locuitorii Moldovei și Valahiei, din 17 Februarie 1788.

După Original tipărit).

Cu a lui Dumnezeu milă Noi Ecaterina a doua, Imperatriță și av-tocratorisă a toate Rosiilor i procî, i procî, i procî.

Prea sfințiților Mitropoliți al Moldovlahiî și al Ungrovlahiî, de Dumnezeu iubitorilor Episcopi, cinstiților cei din partea bisericească, cei de bun neam și către noi cu iubire credincioși boieri, ostașilor, oroșanilor, și tuturor locuitorilor, din domnia țerei Moldovei, și a țerei Românesci, a noastră Imperatorească bună-voire și milostivire.

La toate descoperirile răsmiriților ce tot-deauna fără dreptate au deschis Sultanii turcești către Rosia, strămoșii noștri și noi însuși stăpătorii tronului Rosiei luând arme pentru apărare, n'au fost cuget numai de a birui pe vrăjmaș, ci au fost împreună cu acea mare râvnă a noastră, spre a scoate norodul cel credincios al lui Iisus Hristos, a izbăvi biserica orthodoxii grecesci din cel pătimitor necinstit jug al Agarinenilor. Cel dintru prea înălțime Dumnezeu ce a blagoslovit armele noastre tot-dea-una cu biruințe asupra vrăjmașului creștinesc, pentru cele ne cuprinse ale lui judecăți, n'au învrednicit la acele vremi pe toți creștinii acestor indestulate pământuri ce sunt cădute sub chinuitoarea stăpânire a Muametanilor, a prăznui ei cu bucurie pe acea desăvârșită a lor scăpare. || Și așa cu nădejde de viitoare fericire, sfârșind cea de pe urmă a noastră răzmiriță cu Turcii ce ei au rămas biruiți, am întărit prin legăturile ce noi am făcut la pace soarta a tuturor locuitorilor creștini de la țara Moldovei și de la Țara Românească, cu acestea păzindu-le toate folosințele și bunele mijlociri a stăpânirii părții duhovnicesci, și mirenești, și deosebit a tuturor locuitorilor. || Despre o parte aveți înștiințare de bunătatea inimii noastre, și de acea părintească a noastră purtare de grije pentru voi, ca pentru un norod ce este de o lege cu noi, care tot-deauna au tras și trage și acum la dînsii al nostru acoperămînt; despre altă parte însuși simțiți cu grele închipuirî, acea nesfîrșită răutate ce isvorește din stăpânirea Sultanului turcesc, supt care oare puteți voi socoti măcar o di a nu vă teme de repunerea vieții și a averii voastre; uciderea acea chinuită a Glică domnului Moldovei, și a altor ai Dumnea-voastră boeri, vă dovedește acea groaznică pildă, când de la curtea noastră pentru aceste neomenite urmări și pentru alte multe ce s'au făcut în pămîntul vostru, s'a fost dis otcârmuirii turcesci, cum că acele cu noi puse sfinte legături, ce de obște sunt ținute, zăticnesc de a face silă în potrivea pri-

No. 44.

1788

17 Febr.

No. 44. veleghiurilor și obiceiurilor voastre, și în loc de a se căi ei, ne-am întâmpinat numai cu răutatea, cu înșelăciunea, și cu vicleșug, unite acestea cu călcarea de pravilă, prin care de iznoavă au deschis răzmiriță. || Pentru aceea a noastră ostășască putere este pornită asupra vrăjmașului; deci Turcii năpădind la hotarele noastre s'au întâmpinat cu a lor prăpădenie. Dară după cum noi și la această de acum întâmplare, iarăși și iară este în inima noastră adiafendevsi legea și orthodoxeasca biserică grecească, și ca să aducem la norocită stăpână cele creștinesci noroade ce pățimesc din varvariceasca ținanie, întâiu dăm în știre de obște pentru aceasta tuturor locuitorilor din țara Moldovei și din țara Românească, cărei fiind-că suferă vrăjmășasca gonire și prăpădenia ce li se face de către oștile turcesci, doresc de aceea orthodoxească și creștinească lege, și hrănesc în inima lor bună încredințare la diafendevseala noastră, acestor fel de oameni le făgăduim noi deplin acoperământ de la armele noastre. || Două ale noastre puternice armii es ca să biruească pe acel vecinic vrăjmaș creștinesc; curând o sumă de ostași dintr'aceste armii se pornesc la pământurile voastre, vor goni pe Turci din viețuirea lor de acolo, și vor întări a voastră neprimejduire; vor fi pentru a voastră apărare în potriva feței neprietinilor, și locuind cu voi vor fi frați ai voștri. Urmările trecutei răzmirițe încă sunt proaspete în ținerea minții voastre, odihna voastră dintr'acea vreme au fost mai bună și mai adevărată de cât acea din zilele păcei. Cu asemenea orânduială și dragoste vin și acum la voi ostașii noștri. Otcărmuitorii acestor oști sunt ai noștri Feldamarșali Grafu Romanțov Zadunaiski, și Knezu Potemkin Tavricescoi; iubirea de oameni și dreptatea lor este în destul cunoscută de voi; aceasta vă dă vouă o nouă mijlocire de a voastră folosință; dumneavoastră boieri și toți povățuitorii țărilor adunați-vă într'o inimă și veniți spre întâmpinarea polcurilor noastre, strângeți viteji ostași ai pământului vostru și uniți toată puterea voastră cu ale noastre arme, pentru a birui pe Turci prin toate locurile; acea rîvnitoare nu herbînțală silință a voastră va fi cu răsplătire folositoare, după cum s'au răsplătit de la noi mulți pentru acele deosebite ale lor slujbe la trecuta răzmiriță cu multe feluri de daruri; așijderea și voi sfințita bisericăască putere, păstori turmei creștinesci, luați paloșul cel duhovnicesc, după cum dice cuvântul lui Dumnezeu, deșteptați pe acei ce sunt chemați la arme ca să împileze pe vrăjmașii ce viforăsc biserica lui Hristos; aceasta de acum vreme este cea mai bună, aceste zile sunt cele folositoare. Înălțați a voastră rugăciune către Dumnezeu, ca să trimită din cer a sa milă la acei ce diafendevsesc credința orthodoxească, să fie o stăpânire, după cum este o lege cea rusească cu a voastră.

1788  
17 Febr.

S'au dat la thronul nostru în oraşu Sfântului Petru, la luna lui Fevruarie, la 17 zile, de la naşterea lui Hs: la anul 1788: din Inpărăţia Noastră la anul 26. No. 44.  
1788  
17 Febr.

La acel adevărat s'au iscălit cu însuşi a Ei Inpărătească Mărire mână, aşa:

(Locu peceti)

Ecaterina.

S'au tipărit în Sanct-Peterburg la tipografia prea Sfinţitului Sinod.

No. 45.— Tractatul de pace de la Iaşi, din 9 Ianuarie 1792.

(Traduit de l'allemand.—Martens, Recueil V, 2-e éd., 291).

Au nom du Dieu tout-puissant.

Sa Majesté la très-puissante Impératrice et Autocrate de toutes les Russies, et Sa Majesté le sublime, très-puissant Empereur des Ottomans, sincèrement disposés, de part et d'autre, à rétablir la paix, qui avait été interrompue par certains événements, ainsi qu'à mettre fin à la guerre qui a duré jusqu'ici entre leurs empires respectifs, et à fonder de nouveau sur des bases solides la paix, l'amitié et la bonne intelligence, ont, en conséquence, jugé convenable de confier cette œuvre utile et salutaire au zèle et à la direction de leurs hauts plénipotentiaires, savoir: pour Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, le très-illustre et le très-excellent le sieur Joussouf pacha, grand-vizir de la Sublime-Porte ottomane et pour Sa Majesté Impériale de Russie, le très-illustre et le très-excellent le sieur Alexandre, comte de Bosborodko, conseiller intime actuel et chevalier des ordres de sa souveraine, et pour que ces négociations de paix pussent être menées heureusement à terme par des personnes de confiance respectivement nommées et munies des pleinpouvoirs nécessaires pour arrêter, conclure et signer le présent traité de paix, on a choisi, nommé et muni des susdits pleinpouvoirs, savoir: pour la Porte ottomane, les très-excellents et très-honorables les sieurs: Abdallah Birri, Reis Effendi ou ministre des affaires étrangères, Ibrahim Ismet Bey, Ordou Kadisi ou grand juge des armées ottomanes, revêtu de la dignité d'effendi de Stamboul, et Mahomet Durri Effendi Rusnamadzii ou contrôleur général des finances; et pour l'empire de Russie, les très-excellents et très-honorables les sieurs Alexandre de Samoiloff, lieutenant général des armées de Sa Majesté la Czarine, son chambellan actuel, directeur de la chancellerie du Sénat dirigeant et chevalier de différents ordres, Joseph de Ribas, major général des armées, amiral de la flotte No. 45.  
1792  
9 januar.

No. 45. stationnant à Racues, chevalier de différents ordres, et Sergius de Las-  
 1792 caroff, conseiller d'Etat et chevalier, lesquels assemblés en la ville de  
 9 Januar. Jassy pour négocier une paix durable entre les deux empires, ont réci-  
 proquement accepté et conclus les articles suivants:

Art. 1. Entre Sa Majesté le Sultan et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, leurs héritiers et successeurs au trône, de même qu'entre leurs empires et sujets, dès à présent et pour toujours, cesseront toutes les hostilités et l'inimitié; celles-ci demeureront ensevelies dans un éternel oubli, et à l'avenir une paix solide et perpétuelle régnera sur terre et sur mer. Une constante amitié et une harmonie durable seront établies et entretenues par l'observation franche, loyale et consciencieuse des articles conclus dans le présent traité, de façon qu'aucune des deux parties, ni secrètement ni ouvertement, n'entreprendra ou ne tentera contre l'autre, d'action ou d'expédition que ce soit. En conséquence du renouvellement d'une amitié aussi sincère, les deux parties contractantes accordent respectivement une amnistie et un pardon général à tous ceux de leurs sujets, sans exception aucune, qui se seront rendus coupables envers l'une des deux parties, remettant en liberté ceux qui se trouvent aux galères ou en prison, autorisant tous bannis ou exilés à rentrer dans leurs foyers avec promesse de les laisser, après la paix, en pleine jouissance de tous les honneurs et biens qu'ils possédaient auparavant, sans qu'ils aient à subir les moindres insultes, dommages ou injures, mais au contraire de telle sorte que chacun d'eux, à l'égal de ses compatriotes, puisse vivre sous la protection et sauvegarde de lois et coutumes de son pays.

Art. II. Le traité de paix signé le 10 juillet 1774 ou le 14 du mois Evel de l'an de l'Hégire 1188, la convention explicative du 20-e jour de la lune de Zemaziel Akir 1193 ou du 10 mars 1779, le traité de commerce du 20 du mois de Ridzel 1197 ou 10 juin 1783, et l'acte relatif à l'incorporation de la Crimée et de l'île de Taman à l'empire russe, qui fixe pour frontière le fleuve Kuban et qui a été conclu le 15 du mois de Safer 1193 ou le 28 décembre 1783, demeurent confirmés par le présent nouveau traité de paix dans tous leurs articles, à l'exception de ceux qui seront modifiés par le traité actuel, ou qui l'auront été par les précédents, et les deux parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement et à les mettre à exécution en toute bonne foi et exactitude.

Art. III. En conséquence du second article des préliminaires où il est spécifié que le Dniester devra en tout temps servir de délimitation entre les deux empires, que les frontières de l'empire russe à l'avenir

s'étendront jusqu'au susdit fleuve, les deux parties contractantes sont tombées réciproquement d'accord et stipulent par le présent traité que le Dniester formera la ligne de démarcation entre la Sublime-Porte et l'empire de Russie, de telle sorte que le territoire entier qui se trouve sur la rive droite du Dniester sera restitué à la Sublime-Porte et demeurera à tout jamais sous sa domination absolue et incontestable; par contre, la totalité du territoire qui se trouve sur la rive gauche du même fleuve restera sous la domination absolue et incontestable de l'empire russe.

Art. IV. En conséquence de la susdite disposition spéciale, relative à la ligne de séparation des deux empires et en conséquence de l'art. 4 des préliminaires où il a été convenu que toutes les autres frontières resteront telles qu'elles étaient au commencement de la guerre actuelle et que les pays dont les troupes de l'empire russe ont pris possessions seront rendus à la Sublime-Porte avec toutes les forteresses qui s'y trouvent et dans le même état où elles sont actuellement, Sa Majesté Impériale restitue à la Sublime-Porte la Bessarabie conquise par les armées russes, avec les places de Bender, Akierman, Kilia et Ismaïl, comme aussi les bourgs et villages que contient cette province. || En outre Sa Majesté Impériale restitue la province de Moldavie avec les villes, les villages et tout ce qu'elle contient, et la Sublime-Porte la reçoit aux conditions suivantes avec promesse de les exécuter de tous points: ||

1). D'observer et de remplir saintement les clauses stipulées pour le plus grand avantage des deux provinces de Valachie et de Moldavie dans le traité de paix conclu en l'an de l'Hégire 1188 le 14-e jour de la lune Zemaziel Evel ou 10 juillet 1774, et depuis dans la convention explicative conclue le 20-e jour de la lune de Zemaziel Akir 1193 ou le 10 mars 1779, et dans l'acte du 15 du même mois de Saffer ou 28 décembre 1783, que le grand-vizir a négocié au nom de la Sublime-Porte. || 2). De ne demander ni exiger des populations de ces pays aucun paiement pour l'arriéré des comptes, de quelque nature qu'ils puissent être. || 3). De ne réclamer de ces principautés aucune contribution ni paiement pour tout le temps de la guerre, mais, au contraire, en considération des grandes pertes et des dévastations auxquelles ces peuples ont été exposés pendant les hostilités, de les exonérer de tous impôts et charges pour deux années à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité. || 4). De permettre aux familles qui voudront quitter leur patrie et s'établir ailleurs, de sortir librement et avec tous leurs biens, et afin que ces familles aient commodément le temps de prévenir leurs parents et alliés, sujets de l'empire ottoman, de leur permettre de vendre leurs biens meubles et immeubles aux sujets du dit empire, en se conformant

No. 45.

1792

9 Januar.

No. 45. aux lois du pays, enfin de mettre ordre à leurs affaires. Il leur est accordé pour cette libre expatriation le terme de quatorze mois, à compter  
 1792  
 9 Januar. du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. V. Comme preuve de la sincérité avec laquelle les deux hautes parties contractantes s'efforcent de rétablir, non-seulement dans le présent, mais encore de consolider d'une manière durable dans l'avenir la paix et la bonne harmonie en écartant tout ce qui serait de nature à donner le plus léger prétexte à des différends ou à des dissentiments, la Sublime-Porte s'engage, en faisant revivre le firman déjà expédié précédemment, à envoyer au commandant en chef des frontières le pacha d'Ahaltzik ou Achiska, des ordres lui défendant, dans les termes les plus sévères, d'inquiéter ou de molester ouvertement ou secrètement, et sous quelque prétexte que ce soit, les territoires et les habitants soumis au Tzar de Tiflis ou de Cartalinie, avec injonction formelle à lui adressée de ne jamais troubler la bonne intelligence et les rapports de bon voisinage.

Art. VI. Le second article du présent traité confirmant, par les précédentes conventions, l'acte du 28 décembre 1773 relatif à l'incorporation à l'empire russe de la Crimée et de l'île de Taman, ainsi qu'à la fixation comme ligne frontière, dans ces contrées et entre les deux empires, du fleuve Kuban, la Sublime-Porte s'oblige en conséquence solennellement, comme preuve de la loyauté avec laquelle elle est disposée à écarter dès à présent tout ce qui pourrait porter atteinte à la paix, à la tranquillité et à la bonne harmonie entre les deux empires, à user de toute son autorité et de tous les moyens propres à maintenir dans l'ordre et à réfréner les populations limitrophes de la rive gauche du Kuban, de façon à ce qu'elles s'abstiennent de toute incursion sur le territoire de l'empire russe et qu'elles ne puissent se livrer à l'égard des sujets russes et de leurs maisons, des terres et des habitants, ni secrètement ni ouvertement, et sous aucun prétexte, à des dévastations, brigandages ou dommages quels qu'ils soient. Et afin que ces peuplades n'enlèvent plus les gens pour les conduire en esclavage, la Sublime-Porte à cet effet, leur adressera les ordres les plus formels avec défense sévère de commettre de tels actes, sous peine des châtimens les plus rigoureux; en outre, après échange des ratifications du présent traité, elle fera publier la dite défense dans les diverses bourgades. Mais dans la supposition où postérieurement aux accords stipulés dans le présent traité et à la défense intimée à ces peuplades, des individus, parmi elles, oseraient néanmoins entreprendre des incursions sur le territoire russe, y causer des dévastations quelconques, dérober du bétail ou tout autre chose, ou emmener en servitude des sujets russes, dans ce cas, dès

que plainte aura été portée, les autorités judiciaires en seront avisées sans le moindre retard et les objets pillés ou volés devront être restitués. Surtout il ne sera apportée aucun obstacle à la délivrance et remise des sujets russes qui pourraient avoir été enlevés, pas plus qu'aux recherches faites dans ce but; en outre, les frais éventuellement occasionnés seront remboursés et les auteurs de ces audacieuses incursions sévèrement punis en présence du commissaire russe qui aura été nommé à cet effet par le commandant des frontières. Si, contre toute attente, satisfaction n'était pas donnée dans l'espace de six mois, à dater du jour ou plainte aura été portée, la Sublime-Porte prend l'engagement dans le délai d'un mois après la réclamation du ministre de Russie de payer intégralement tous les frais faits en pure perte dont auront été cause les auteurs de ces incursions, bien entendu que malgré cela les pénalités dont il est question ci-dessus ne cesseront pas d'être applicables dans la suite sans retard aucun.

Art. VII. Le commerce constituant le lien réel et durable d'une harmonie réciproque, la Sublime-Porte, à l'occasion du renouvellement de la paix et de l'amitié avec l'empire russe, voulant donner un gage de son sincère desir d'établir autant que possible des relations commerciales, sûres et profitables, entre les sujets des deux empires, convient à cet effet de maintenir et exécuter pleinement et entièrement l'art. VI du traité de commerce avec la Russie, relatif aux corsaires d'Alger de Tunis et de Tripoli et il est notamment stipulé que si un sujet russe vient à tomber au pouvoir des corsaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli et est réduit en captivité par eux, ou si les pirates s'emparent d'un navire ou de marchandises, quelle qu'en soit la dénomination, appartenant à des marchands russes, la Porte, dans ce cas, s'engage à employer son autorité auprès des susdits États pour obtenir la mise en liberté des sujets russes qui seraient tombés de la sorte en esclavage, leur faire restituer le navire, les marchandises et les biens qui leur auraient été pris ou enlevés, et faire dédommager les intéressés de toutes les pertes qu'ils auraient essuyées de ce chef. Au cas où l'on apprendrait avec certitude, par des rapports, la non exécution des firmans de la part des susdites régences d'Alger, Tunis et Tripoli, la Sublime-Porte promet, sur la réclamation du ministre impérial de Russie ou du chargé d'affaires, de rembourser sur le trésor impérial les pertes dans l'espace de deux mois, et plus tôt si faire se peut, à dater du jour de la signature de la réclamation.

Art. VIII. Tous les prisonniers de guerre et autres esclaves, dans les deux empires, hommes et femmes, de quelque race et condition qu'ils soient,

No. 45.  
1792  
9 januar.

No. 45. à l'exception de ceux qui, dans l'empire ottomann, auront quitté volontairement le christianisme pour embrasser la religion mahométane, seront, immédiatement après l'échange de ce traité, sans excuse que ce puisse être, remis en liberté de part et d'autre sans rançon ni rachat. Pareillement tous les autres chrétiens tombés en servitude, comme Polonais, Moldaves, Valaques, habitants du Péloponnèse et des Iles, Géorgiens et tous autres, sans exception, seront remis en liberté sans rançon ni rachat. De même tous les sujets russes qui, après la conclusion de cette heureuse paix, auraient été réduits en servitude, par quelque accident que ce soit, et se trouveraient dans l'empire ottoman, devront être remis en liberté de la même manière, et la Russie promet d'en faire autant, avec parfaite égalité et réciprocité à l'égard de la Porte ottomane et de ses sujets.

1792  
9 januar.

Art. IX. Afin qu'après l'armistice, et par suite de malentendu, des hostilités ne viennent à être commises pendant la durée des négociations maintenant si heureusement terminées, immédiatement après la signature du présent traité de paix, la grand-vizir de la Porte ottomane notifiera et fera connaître aux armées et flottes ottomanes, et pareillement le premier plénipotentiaire et membre actuel du Conseil privé de S. M. l'Impératrice de Russie, au commandant en chef des armées et flottes russes, que la paix et la concorde ont été complètement rétablies.

Art. X. Pour consolider d'une façon encore plus durable cette heureuse paix et sincère amitié entre les deux empires, il sera, à cette occasion, solennellement envoyé, de part et d'autre, des ambassadeurs en mission extraordinaire que les deux cours désigneront d'un commun accord. Les ambassadeurs respectifs seront reçus et accueillis sur les frontières avec la même étiquette, les mêmes honneurs et le même cérémonial en usage dans les respectives ambassades des puissances auxquelles les deux empires, à raison des liens d'amitié, rendent des bonheurs. Des présents en rapport avec le rang de deux empires seront envoyés par l'entremise des susdits ambassadeurs.

Art. XI. Après la conclusion du traité de paix entre les deux grands empires et après l'échange des ratifications des souverains, les troupes impériales russes et la flotte qui stationne à Racues procéderont à l'évacuation du territoire ottoman. Mais comme, en raison des obstacles de la saison, il est nécessaire de différer la dite évacuation, les deux hautes parties contractantes sont tombées d'accord et ont fixé à cet effet pour dernier terme le 15 mai, vieux style, de l'année 1792, laquelle est au moment de commencer. A cette date, toutes les troupes de S. M. la Czarine se retireront le long de la rive gauche du Dniester,

et la flotte entière stationnée à Racues quittera définitivement l'embouchure du Danube. Tant que les troupes impériales russes séjourneront dans les forteresses et les pays conquis qui, aux termes du traité de paix, devront être restitués à la Porte Ottomane, l'administration et l'état de choses y resteront ce qu'ils étaient sous la conquête russe, et la Porte Ottomane ne pourra intervenir d'aucune manière avant l'époque de l'entière évacuation des troupes. Jusqu'au dernier jour de leur sortie de ces pays, les troupes russes seront approvisionnées de vivres et de tous objets nécessaires à leur besoins de la même manière qu'on les leur a fournis jusqu'à présent.

No. 45.  
1792  
9 Januar.

Art. XII. Après la signature des présents articles de paix par les plénipotentiaires respectifs réunis à Jassy, le grand-vizir, au nom de la Sublime-Porte, et le conseiller privé actuel et premier plénipotentiaire de S. M. I. autocrate de toutes les Russies échangeront dans le délai de quinze jours, et plus tôt si faire se peut, toujours par l'entremise des plénipotentiaires ci-dessus nommés, les exemplaires des actes en vertu desquels cette oeuvre heureuse et salutaire de pacification reçoit sa force et sa pleine valeur.

Art. XIII. Le présent traité de paix perpétuelle si heureusement conclu sera, de la part de S. M. le Sultan et de la part de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, confirmé au moyen de ratifications solennelles munies de leur propre signature, et ses ratifications, dans l'espace de cinq semaines, ou plus tôt s'il est possible, à compter du jour de la conclusion du dit traité, seront échangées par les plénipotentiaires qui ont conclu le traité. Les exemplaires signés et munis du sceau de leurs armes ont été échangés entre les plénipotentiaires respectifs.

Fait à Jassy, le 29 décembre 1791 (9 janvier 1792.) ou le 15<sup>e</sup> jour de la lune du mois de Zemaziel Ewel de l'an de l'Hégire 1206.

(L. S.) Alexandre de Samoïloff.  
Joseph Ribas.  
Serge Lascaroff.

#### No. 46 Firman din anul 1792.

(Codrescu, Uricariu, III, 131—140).

„Alesule între Ighemonii neamului mesiacesc Alecsandre fiinle a lui Constantin VVOD, să se facă sfârșitul tōu cu bine. Ajungēnd această a noastră înaltă poruncă, cunoscut să'ți fie, că făcēndu-se pace între vecinica

No. 46  
1792.

No. 46. 1792. mea împărăție și Austria, după ce cu îndurare și milă către locuitorii acelor cinci ținuturi a Moldovii întoarse înapoi de către Austria s'a dat sfânta mea poruncă în coprindere de ertare pentru tot felul de dări multe sau puține, în curgere de doi ani, începându-se de la trei a lunii zilhige la anul 1205, că s'a iscălit pace cu Austria; și conținând în urmă și războiul între vecinica mea împărăție și curtea Rusiei, s'a dat asemenea a mea sfântă poruncă în coprindere ca raelile Moldovii, care în curgerea războiului după năvălirea vrăjmășască a venit în nenorocire, întâmpinând și ticăloșii, să fie ertați tot în vad de doi ani, precum mai sus de la 22 a lunii Gemaziulahăr anul 1206 de tot felul de dări multe sau puține, precum și richiambigele și băiramăcuri și alte deosebit teclifaturi: iar acum fiind că atât boerii pomenitei Moldovii, cât și alții mulți locuitori și raele au făcut rugăminte și cerere prin o jalbă grecească și tălmăcită, spre a se înnoi înalta poruncă în coprindere de privilegiuri și bune orândueli a locului cu care mai înainte s'a miluit, ca unii ce și din învechime au arătat deosebită supunere și plecare către înaltul meu devlet; dar și din pricina năvălirii vrăjmășești în curgere aproape de patru ani, au cercat soarta în protivă și au venit în nenorocire, nevoiți fiind a lăsa casele lor și a se înprăstia încoace și încolo, și locul s'a pustiit. Așa dar pentru aceea de mai sus pomenită cerere și rugăminte a lor, cercetându-se condițiile de humaiuri ce se află în divan, s'a găsit că raelile Moldovei și a Valahiei, socotindu-se aceste două eparhii ca o magaza a înaltei mele împărății, plătind darea lor, să nu li se ceară socotele vechi ori în ce chip ar fi, sau în bani gata, sau într'alt chip; și când între raele și musulmani se va naște pricină da judecată, atuncea Voevodul Moldovei, chemând pe amândouă părțile, și pe jeluitori și pe părâți, va da fiește căruia dreptul ce va descoperi; iar când se va întâmpla prigonire și sfadă între un musulman și o rae, atunci divanchiatipul Voevodului și alți musulmani vor mijloci spre împăcarea părților prigonitoare: și pricinele acelea care nu vor lua sfârșit nici prin mijlocirea musulmanilor, nici prin vre-o altă alcătuire ce ar privi numai și numai să păgubească și să vatăme cu judecăți mincinoase și înșelătoare pe săracile raele, acestea se vor înfățosa la cadiul Ibraillii, carele într-o cea mai mare dreptate și neasuprire le va curma, îngrijindu-se cu tot chipul spre a nu urma ceva în protiva dreptei judecăți, și având cea mai mare sîrguință și frică ca să nu pricinuească vre-o băntueală săracilor raele a Moldovei, care pe lângă aceea nu vor fi supărați cu tragere la străine judecătoria: mai vârtos mărturia unui creștin pentru un otoman, va fi priinită la o judecată de epitropia vre-unui mort sau pentru strămosești averi, iar în pricină ce se

atârnă de darea drepturilor, după hotărîrea și glăsuirea pravililor nu va fi primită mărturia unui creștin pentru un otoman. Asemenea când un otoman, sau din starea oștinească, sau din altă stare, va fi supus supt învinovățire pentru vre-o greșală în Moldova, se va trimite la hotarele megieșite, și se va pedepsi de către otomanicescul său zabet; pe lângă aceste, cu toate că s'a dat locuitorilor Moldovei porunci una după alta, ca atât aceia care din hotarele și de pe lângă malurile Dunării fără voe în potrive alcătuirii de mai înainte trecînd, intra în Moldova, și în prigonirile dintre dinșii cădînd în ucidere supăra pe raele cu cerere preț de sînge, cum și alți făcători de rele și răi, care fără vre-un cuvînt umblă prin locurile Moldovii, să se gonească, și zidirile ce vor avea pe la moșii să se risipească, înse neîncăpînd nici o îndoială că acei făcători de rele vor avea tot-dea-una în cugetare intrarea lor în Moldova, pentru aceasta se hotărește că afară din cei numiți neguțători și orînduiți nu este slobod nici unui otoman din locurile megieșite a intra în Moldova, dar și acești neguțători vor avea la mână mărturie înscrisă de la zabeții lor de voe, pe care arătându-le la Voevodul Moldovei sau la vechilul său și luând în scris voe de la Voevod sau vechilul său, vor merge la ținuturile de afară, și după poruncile înalte de mai înainte ca să nu supere Turcii ce vor umbla prin ținuturi pe raele cu cerere de menzăluri, sau să semene și să secere și ei, sau să se facă stăpîni a vre-unei case sau menzâl, și atât după asemeniș chip să se lucreze nestrămutat aședămînturile împărătești. Asemenea să nu fie ertat și slobod a se supăra sările raele, rînduindu-se mumbașiri în Moldova din partea vizirilor, zabeturilor, și judecătorilor pentru mincinoase pricinî de judecăți. Pe lângă aceasta averile și pămînturile, care fiind mănăstirești sau a altor ipochimene, s'au luat din mîna lor, și se numesc a acelei raele ce le-au răpit, când se va dovedi că nedrept s'a luat, pămîntul sau acaretul acela se va întoarce la cei drepti stăpîni. Așjdere nu se socotește de cuviință ca tagma neguțătorilor otomani să aibă în Moldova averi și moșii, sau să ție cu anul, sau să hrănească dobitoace. || Asemenea vizirii și mirimirani mergînd la mansupurile lor, să nu se abată din drumul cel drept și intrînd în Moldova să ceară cu silnicie fără plata cădută acele de trebuință lor pentru mîncare, sau menzăluri, sau cai, care aceste neîncuviințate lucruri nici de cum nu sunt primite împărăției mele, precum și acei care vor merge în niscai-va locuri cu pricinî de trebuință să nu se abată din drumul cel drept, și ajungînd în Moldova să ceară cai mai mulți de cît acei însemnați prin podorojua lor, care aceasta, de și pînă acum s'a trecut cu vedere, de acum însă înainte nu se va urma cea mai puțină lenevire spre paza acestii orîndueli, și pe cutezători se va pedepsi îndată. Asemenea și acei care strîng haraciul

- No. 46. și alte zabeturi să nu supere pe locuitori, cerându-le spintă pentru haraciū și alte silnice cereri. când merg pentru a lor pricină și câștiguri pe la satele și târgurile aproape de Dunăre; precum și oamenii saū colcii zabeturilor, și strângătorilor de haraciū să nu fie slobođi a umbla prin Moldova supt cuvînt că caută rae străină; care aceste toate pronomii se vor păzi întocmai neje gnite după acelea din vechime date înalte porunci, dar nici se vor cerceta de către vre-un otoman, pentru straele ce vor purta după slobozenia ce din învechime a avut locuitorii locului acestuia. || Boerii care cu puțin mai înainte au venit cu jalubă au făcut arătare, că s'ar fi aflând înalte porunci, și sfinte haturī în coprin dere că dacă vre-unul din Moldoveni va lua lege otomanicească, să nu poată a mai cere clironomie de la creștinii săi părinți, și cu toate că cercetându-se condicele și catastivele nu s'a găsit să se fi dat acest fel de porunci saū sfânt hat, însă fiind că aceasta se atărnă de pravile, s'a căutat hotărîrea pravililor și s'a văduț legiuit că: dacă vre-un creștin se va sfîți cu sfîntul islamismos, după moartea lui nu clironomisește creștinul său tată; și bărbatul unei creștine făcându-se musulman nu clironomisește pe soția sa murind în nelegiuire; și feciorul unei creștine, dacă se va face musulman, murind tatăl său creștin, nu'l clironomisește fiul cel musulman; și un musulman, avînd rob pe un creștin, și făcându'l slobod, dacă va muri fără să vie la islamismos, nu'l clironomisește. Așa dar după aceste patru hotărîri de pravile se va păzi și în Moldova. Cu toate că s'a lăsat de a se mai cumpăra oi din Moldova prin casapbași, dar fiind-că este de neapărată trebuință a se strînge oi din toată acea de Dumneleu păzită stăpînire a mea, atît pentru hrana locuitorilor Țarigradului, cît și tainaturile miriei, raelile Moldaviei să nu ascundă oile ce le au spre vîndare, ce după prețul hotărît să le dea la neguțatori și celibii, și să nu arate cea mai mică nebăgare de seamă, spre a se trimite oi cu toată îndestularea supt privegherea și purtarea de grijă a Voievodului Moldovei; iar oile acestea dându-le neguțatorilor și celibeilor înadînsi orându-i numai pentru aducerea oilor, să nu le vîndă într'altă parte de loc. Pe lângă acestea, fiind-că Moldova se socotește ca o magazie a înaltului meu scaun și adunarea zeherelelor trebuincioase se îngrădește numai din Moldova și Valahia, și au ajuns a se cere de la aceste două locuri pentru înmulțirea hranei locuitorilor Țarigradului zahereaua numită mucaghesan, care această cerere de mucaghesan pricinuește stricăciunea și păgubirea săracilor raele; pentru aceasta s'a făcut înpărâtească așezare pentru destrădăcinarea acestui mucaghesan, sub această alcătuire: întăiu zahereaua ce se va strînge, împreună și dobitoacele, ducându-se la șhele și vîndându-se după prețul hotărît, să se

trimeată la Țarigrad prin inadins corăbii a capanului, și într'altă parte să nu se dea; al doilea să nu lase întru lenevire semănătura și secerișul supț cuvînt că s'a rădicat mucagioa și alții să neguțătorească cu zahereana ce vor avea ei pentru vindare, în cât și ei însuși să se folosească, dar și locuitorii Țarigradului să nu întâmpine lipsa de hrană trebuincioasă. iar Voevodul Moldovei împreună cu boerii se vor sîrgui în pricina aceasta. || Fiind-că din pricina războiului atât din boeri cât și din raele au cădut siliți în vre-o gresală, toate acestea, ori-ce fel de vor fi, lăsându-se întru uitare se iartă, numai dacă se vor afla acum cu supunere și ascultare, și ca niște supuși nu se vor abate din drumul plecării, și să fie încredințați că nu vor vedea alt de cât milostivire, milă și îndurare, și această împărătească a mea ertare să le-o faci cunoscută sfătuindu-i a petrece rugându-se pentru mulțimea anilor vieții mele și neclătirea împărăției mele. || Alegerea în trepte fiind spânzurată de mânele Domnului, acei de acum înainte Domni vor alege după trebuință la acestea pe acei credincioși și vrednici atât din Greci, cât și din pămîntenii. Pe lângă aceasta cherestecele care din învechime s'a obișnuit a se tăia din munții Moldovei și a Valahiei pentru cetățile de la Rumile, să se ducă pe la cetăți, iar plata pentru tăiat și cărat, după acele pecetluite în scris adiverințe ce se vor da de către binaimine, se vor socoti deplin în banii birului care este în mîna Voevodului, fără a li se tăia măcar un ban. Asemenea, fiind-că Voevodul Moldovei după obiceiul locului iea vamă pentru toate câte vin la Galați, nu se va face nici o împotrivire din partea nazărului Chilieii, carele prin oamenii săi își trage dritul asupra vămii Galaților; și fiind-că în condicele împărătești nici de cum nu se află scris ca să se afle în Galați vameș trimis de la Isaceea, se vor isgoni de acum înainte atât oamenii nazărului Chilieii pentru vamă, cât și vameșii Isaceei. Dar și silitra care se strînge pe fiște care au pentru trebuința taraphanalei nu se va da în vindare la alt-cineva, care cu aceasta să pricinuească stricăciunea și păgubirea săracilor raele, care este cu totul în potriua împărăteștii mele voinți, ce prin Voevodul Moldovei se va face economie ca atât prețul cât și chiria pentru adus, să se socotească în birul țerei, iar aceasta dându-se mai întâi de știre taraphanalii se va pogori la orî și care schele, și prin corăbii se va trimite la Țarigrad. Și pentru ca să aibă putere și tărie fiște care poruncă împărătească, și acel în potrivă următor capetelor mai sus însemnate să se pedepsească, se va cerceta condica, și se va face arătare la împărăția mea. Pe lângă acestea boerii Valahiei și ai Moldovei, precum și cele-lalte raele, ertându-se după cum s'a dis mai sus, pentru greșelele în care au cădut în curgerea războiului, vor stăpîni pămîntu-

- No. 46. 1792. rile numitei moșii, și cinurile ce au avut înaintea războiului după două înalte porunci cu hătehumaiumul ce s'a dat deosebit la 1108, la mijlocul lunii Seval: așa dar locuitorii acestor eparhii, boerii și săracii, pășind datornica supunere și plecare către împărăția mea, și arătând mare ascultare, și asemenea supunere ighemonului ce se va orândui, nedepărtându-se nici de cum de datorie, ci îndeletnicindu-se cu acea mai desăvârșită privighere întru săvârșirea trebuitoarelor împărătești slujbe fără cel mai mic cusur, vor fi părtași după vrednicie de milă și îndurare, și se vor umbri supt acope-rămîntul împărăției. După aceste, pentru haraciul locului din Valahia nu se vor cere mai mult de 619 pungi, și din Moldova nimic mai mult de 135 pungi și 444  $\frac{1}{2}$  lei: și dându-se la sfîrșitul fiește cărui an haraciul pome-nit de la amîndouă aceste eparhii la Țarigrad, nu se vor sili a mai da și la havalile; iar pentru băramlăcuri se vor da din Valahia în bani numărați și înceri 90000 lei, și dentru rechiazie 40000 lei, și din Mol-dova pentru băramlăcuri în bani gata și lucruri 90000 lei, și pentru richiazie 25000 lei, și mai mult să nu se ceară. De la Domnii să nu se ceară nimic pentru ipca; și dacă nu se vor dovedi vinovați de vre-o greșală să nu se schimbe; și de la Domnii ce se fac acum din noți, să nu se ia nimic mai mult de acel obicinuit, fără a putea însă să ica și ei ceva de la raele, trăgînd numai avacturile lor, precum sare, vămă, și altele asemenea; asemenea pașii, cadii, și alți zabeți ce se află pe lîngă aceste două eparhii, să nu ceară avacturi supărătoare și păgubi-toare pentru raele, precum și de a trimite mumbașiri numai și numai ca să ica daruri și să strîngă bani, este cu totul în potriva înaltei mele împărății. Când va urma a se orândui sau a se scobori acei ce se vor fi aflînd în treptele înaltei mele împărății, să nu fie trebuință nici cu un chip a da beii vre-un avact. Zaherelele ce se vor trimite din locul a-cesta, să se trimeată așa, în cât să nu se pricinuiască locuitorilor aces-tei eparhii vr'o strîmtorire, și când se va cumpăra din partea miriei să se plătească prețul zaherelei în numărătoare, și să nu se încarce a-supra locuitorilor, iar cumpărându-se de către neguțători li se va plăti în numărătoare după prețul locului. Fiind-că mai înainte au făcut arătare că cumpărătoarea oilor de la aceste două eparhii prin oameni și saigii a casapbașilor pricinuesce păgubire raelilor, s'a lăsat a nu se mai urma aceasta cu chipul arătat; dar de trebuință fiind a se cum-păra oi din toată acea de Dunne-deu păzită stăpînire a mea atît pen-tru locuitorii Țarigradului, cât și pentru tainatură, vor vinde raelile a-cestor două locuri sub privigherea ighemonului lor oile cele de vîndare la neguțători și celebii cu prețul curgător, fără a trece cu vederea cât de puțin; ce cu înbelșugare trimitere de oi la Țarigrad, care aceasta se

coprinde într-o amândouă pomenitele sfinte porunci: și în sfârșit să se facă silința călută într-o săvârșirea după cuviința poruncilor în pricina oilor. Când va fi trebuință a se cere chiereste, și alte de nevoie de la aceste două locuri, mai întâiu se va da de știre beilor câtă sumă trebuie, și în urmă se va pogori la hotarele amândoror pomenitelor eparhii, iar plata pentru tăiat și cărat se va da în numărătoare de către mumbașirii orânduiți înadins pentru aceasta, precum va da mâna raelilor: și să nu fie siliți a o duce în locuri peste hotare. Și când se vor cere salaori și cară de la locuitorii acestor două eparhii, să nu li-se tae nici un ban măcar din prețul obicinuit, nici să se prelungească plata. Pe lângă acestea afară de fermanlăi neguțători nimeni altul nici din megieși, nici din emaci să nu intre în aceste două locuri, și umblând din loc în loc să păgubească pe raele aducând în locurile acestea dobitoace spre hrană, sau semănând și secerând pământurile și ogoarele locuitorilor acestor eparhii, sau să le stăpânească: și ori-care va cuteza a se purta în protiva aceștii orânduile se va pedepsi strâșnic: asemenea dacă după pace s'au stăpînit nedrept pământuri sau țărini, se vor întoarce la acei drepti stăpîni: așijderea când nu va fi vre-o neapărată trebuință, să nu se trimeacă mumbașiri din partea împărăției la aceste două locuri, și mumbașirii trimiși să nu poată cere de la raele ciubote, și pentru feluri de pricină să nu întindă zăbava lor în Moldova. Pentru ca să se păzească și să se pue în lucrare cu toată scumpătatea alcătuirele de mai sus după acea din învechime așezare, de cuviință este a se păstra în mânele tale, ca cerând trebuința să se caute fiește-ce pont, și pe împotrivă următorul înaltelor porunci dovedindu-se să se pedepsească, de ori-ce stare va fi. Boerii care arată supunere către Domnul lor și slujesc cu credință înaltului meu devlet să rămăie în cinurile și treptele ce au avut înaintea războiului, și să-și stăpânească pământurile ce se numesc moșii. Așa dar, fiind-că sârguința și privigherea a se pădi în neajgunire acele însemnate mai sus, aflându se boerii în liniștirea și dobîndirea cinurilor lor, cu supunere într-o unire cu Domnul lor către a mea împărăție, este pricinuitoare de fericirea țării; și unii din boeri supără pe raele cu cererea peste putință, și s'a poruncit ca aceștia să se tragă de la acest fel de nedrepte și fără de cuvînt lucrări, iar ei ne-supuindu-se se amestecă iarăși în pricină nepotrivită lor, și așa îndrăsnesc a pricinui jegnire cersutei bune orânduile, împotrivindu-se chipurilor celor cu bună chibzuire a ocărnuirei Domnilor lor: pe aceștia Voevozii ca acei ce au slobodă putere, îi vor pedepsi, și îi vor înțelepti după cuviință. || Iar tu, precum s'a zis mai sus, să te sîrguesci atât spre pedeapsa acestora, cât și spre liniștirea săracilor raele. După aceasta, adunând dare potri-

No. 46.  
1792.

vită fiește-cărui afără osebite și fără a se însărcina partea dării unuia asupra altuia cu feluri de pricină, și depărtându-te de o acest fel de apărare să te silești spre săvârșirea dreptății, precum și în zilele săvârșitului moșului meu Sultan Abdulhamid s'a dat asemenea poruncă. Drept aceea, fiind-că împărăteasca mea milostivire se răvarsă bogat asupra tuturor raelilor de obște, de trebuință este a se pune în lucrare toate mijloacele ce ar privi spre liniștire și înmulțire. Așa dar împărăteasca mea milostivire și îndurare întindându-se către toți supușii săraci și în nevoi, care de la Dumnezeu sunt amanet puterii mele, s'a socotit de cuviință să se întărească înalta poruncă ce s'a dat mai înainte pentru buna orândueală locului și în zilele iubitoarei de Dumnezeu puterii mele pentru ca și în urmă să se facă purtare de grije și silința trebuincioasă spre liniștirea raelilor, și mai ales lucrându-se toate acele coprinse prin înalta poruncă dată pentru aceea cu milostivire și blândețe ertare de bir în curgere de doi ani, se va arăta toată osârdiea cădută spre a se uneli toate acele ce se atârână de fericirea locului. Pentru aceasta s'a dat aceasta de acum înaltă poruncă, ca să se împărtășască raelile Moldovei ocrotirei și a apărării trebuincioase, dând după trecerea profeziei de doi ani, și birul potrivit lor, rachiabigelilor, băramlăcurile, precum și avaturile acestui de acum Voevod, păzindu-se nestrămutat alcătuirile de mai sus, care poruncă s'a trimis la tine. Iar tu numitul Voevod, primind această înaltă poruncă și cetind-o înaintea Mitropolitului Moldovei, episcopilor, arhimăndriților și egumenilor, a tuturor boerilor, căpitanilor, și altor locuitori de ori și ce stare, le vei arăta că în câtă vreme vor petrece cu căduta supunere întemeiată pe statornicia și curățenia inimii, se va revărsa bogat asupra lor împărăteasca mea milostivire, și tu, cum și urmașii tăi, când te vei arăta cu cunoștință împărăteștilor mele faceri de bine, și săvârșind pomenitele împărătești porunci nu vei avea nici o îngrijire pentru schimbarea ta în grabă, de cât numai atunceea când te vei dovedi vinovat vre-unei greșeli vrednică de a'ți pricinui schimbarea. Așteaptă dar, că și tu vei rămâne în domnia ta ca un credincios cu toate jertfile către împărăția mea, și acele mai sus înseminate după pronomiile date de către vecinicul întru pomenire unchiul meu Sultan Mahmet, se vor păzi nestrămutat și din partea împărăției mele, vizirii, și alții; și dacă cine-va din locuitori de peste Dunăre și alții, mici sau mari vor trece hotarele, în minutul acela se vor pedepsi. Și tu te vei ruga pentru neclătirea și întărirea păzitei de Dumnezeu puteri a mele, și cu sfătuirea ta și toți boerii Moldovei, depărtându-te cu frică de tot lucrul în potrivă. Așa să știi, și te supune sfântului meu semn.

S'a scris pe la mijlocul lunei Ramazan, 1206.

No. 47.— Tractatul de alianță defensivă de la Constantino-  
pole. din 23 Decembrie 1793.

(Martens, Recueil, VI. 2-e éd., 532).

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

Sa M. l'empereur des Ottomans et S. M. l'empereur de toutes les Russies, également animés du désir sincère, non-seulement de maintenir pour le bien de leurs Etats et sujets respectifs, la paix, l'amitié et la bonne intelligence qui existent heureusement entre eux, mais encore de les faire contribuer au rétablissement et à l'affermissement de la tranquillité générale, si fortement troublée à l'époque actuelle, et qui est le présent le plus salubre à l'humanité, ont résolu de défendre encore les liens qui les unissent par la conclusion d'un traité d'alliance défensive. En conséquence, Leurs Majestés ont choisi et nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. l'empereur des Ottomans, Efeid Ibrahim Hmedbey, avec le titre de Kadileskier de Romélie, ci-devant Istambul Effendi, et Achmet Alis Reis Effendi, et S. M. l'empereur de Russie, le noble Vassili Tamara, son conseiller privé d'ambassadeur extraordinaire près la Porte Ottomane, lesquels après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

No. 47.  
1793  
23 Decem.

Art. 1. Il y aura à jamais paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'empereur des Ottomans et S. M. l'empereur de toutes les Russies, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer, de manière que par cette alliance défensive il s'établira entre eux une union si intime qu'ils auront à l'avenir les mêmes amis et les mêmes ennemis. En conséquence, Leurs Majestés promettent de s'ouvrir sans réserves l'une à l'autre sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et sûreté respectives, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à toute entreprise hostile et qui leur serait nuisible, et pour rétablir la tranquillité générale.

Art. 2. Le traité de paix conclu à Jassy, le 29 décembre 1791, de l'Hégire 1206, le 15 de la lune de Gemaniel Covel, ainsi que tous les autres traités qui y sont compris, sont confirmés dans toute la teneur par celui-ci, comme s'ils avaient été insérés mot pour mot dans le présent traité d'alliance défensive.

Art. III. Pour donner à cette alliance son entier et parfait effet, les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement leurs possessions, S. M. l'empereur de toutes les Russies garantit à la Sublime-

No. 47. Porte toutes ses possessions sans exception, telles qu'elles existaient avant l'invasion de l'Égypte, et S. M. l'empereur des Ottomans garantit toutes les possessions de la cour de Russie, telles qu'elles existent actuellement sans exception.

1793  
23 Decem.

Art. 4. Quoique les deux parties se réservent le droit d'entrer en négociations avec d'autres puissances, et de conclure avec elles tous traités qu'exigeraient leurs intérêts, elles s'engagent cependant l'une envers l'autre de la manière la plus formelle à ne rien insérer dans ces traités qui puisse causer le moindre préjudice, dommage ou perte à l'une des deux, ou porter atteinte à l'intégrité de ses États. Elles se promettent, au contraire, réciproquement de faire tout ce qui peut conserver et maintenir l'honneur, la sûreté et l'avantage de l'une et de l'autre.

Art. V. S'il était formé quelque projet ou entreprise nuisible aux deux parties, ou à l'une d'elles, et que les forces qui seraient employées pour déjouer ces entreprises hostiles, ne se trouvassent pas suffisantes, alors une partie sera tenue de secourir l'autre par terre ou par mer, soit pour agir de concert, soit pour faire une diversion, ou elle assistera en argent, suivant que l'intérêt commun des alliés et leur sûreté l'exigeront. Dans ce cas, on s'entendra préalablement avec franchise: on fera le plus promptement possible toutes les dispositions nécessaires, et l'on remplira immédiatement après, avec loyauté, cette obligation.

Art. VI. Le choix de ce secours, soit qu'il consiste en troupes auxiliaires ou en argent, dépendra de la partie attaquée, et au cas que celle-ci demande les premières, celle-ci ou l'escadre seront fournis trois mois après la réquisition; si elle préfère des subsides en argent, ils seront payés, annués par annués, à des termes fixés, à compter du jour de la déclaration de guerre de l'agresseur ou du commencement des hostilités.

Art. VII. Les deux hautes parties contractantes faisant ainsi cause commune, soit avec toutes leurs forces ou seulement avec un secours stipulé, aucune des deux ne conclura un traité ou un armistice sans y comprendre l'autre et pourvoir à sa sûreté, et dans le cas où il serait formé quelque entreprise ou attaque contre la partie requise, en haine de l'alliance conclue ou du secours prêté, l'autre partie sera obligée de remplir avec loyauté et ponctualité les mêmes obligations pour la défense de la première.

Art. VIII. Dans le cas où les deux hauts alliés devraient faire agir de concert toutes leurs forces ou un secours stipulé, ils promettent de se communiquer réciproquement, avec une franchise sans réserve, le plan de leurs opérations militaires, d'en faciliter le plus qu'il sera possible

l'exécution; de se communiquer leurs vues relativement à la durée de la guerre et aux conditions de la paix, et de s'entendre à ce sujet en se conformant aux principes pacifiques et de modération.

No. 47.  
1793  
23 Decem.

Art. IX. Les troupes auxiliaires seront pourvues par leur souverain, proportionnellement à leur nombre, en artillerie, munitions et autres objets nécessaires; elles seront aussi soldées et entretenues par lui. La partie requérante les leur fournira, d'après les prix qui auront été convenus et fixés, à dater du jour où elles quitteront leurs frontières. La partie requérante leur procurera les quartiers et autres commodités dont jouissent ses propres troupes, ou que celles de la partie requise ont coutume d'avoir en temps de paix.

Art. X. La partie requérante fournira à l'escadre auxiliaire tous les vivres dont elle aura besoin, d'après ce qui aura été fixé à ce sujet, à commencer du jour de l'arrivée de cette escadre dans le canal, et pendant tout le temps qu'elle sera employée contre l'ennemi commun. La partie requérante fournira sans difficulté de ses arsenaux et magasins, à l'escadre, aux prix ordinaires, tout ce qui lui sera nécessaire, si elle devait se séparer. Les vaisseaux de guerre et de transport des deux cours alliées auront, pendant tout le temps que durera la guerre commune, la libre entrée dans leurs ports, soit pour y passer l'hiver, soit pour s'y réparer.

Art. XI. Toutes les trophées que l'on remportera sur l'ennemi et toutes les prises appartiendront aux troupes qui les auront acquises.

Art. XII. S. M. l'empereur des Ottomans et l'empereur de toutes les Russies n'ayant point en vue par le présent traité d'alliance défensive, de faire des conquêtes, mais seulement de défendre l'intégrité de leurs possessions respectives pour la sûreté de leurs sujets, et aussi de maintenir les autres puissances dans la situation respectable où elles se sont trouvées jusqu'à présent, et d'après laquelle elles formaient un contre-poids politique et nécessaire pour maintien de la tranquillité générale. Leurs Majestés ne manqueront pas d'inviter S. M. l'empereur roi de Bohême et de Hongrie, les rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, ainsi que tous les autres potentats, à accéder à ce traité, dont le but est si juste et si salutaire.

Art. XIII. Quoique les deux hautes parties contractantes soient sincèrement intentionnées de maintenir cet engagement jusqu'au terme le plus éloigné, comme il se pourrait que dans la suite des circonstances exigeassent qu'il fût fait quelques changements à ce traité, on est convenu de fixer sa durée à huit ans, à dater du jour de l'échange des ratifications impériales. Les deux parties avant l'expiration de ce terme

No 47. se concerteront suivant l'état où seront les choses à cette époque sur  
1793 le renouvellement du dit traité.

23 Decem.

Art. XIV. Le présent traité d'alliance défensive sera ratifié par S. M. l'empereur des Ottomans et S. M. l'empereur de toutes les Rusies, et les ratifications seront échangées à Constantinople dans le terme de deux mois, et même plus tôt s'il est possible. En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité d'alliance défensive, et y avons apposé notre sceau.

Constantinople, le 23 décembre 1798.

Signé: Esseid Ibrahim Ihmet, avec le titre de kadileskier de Romélie.  
Achmet Atif, reis effendi. Vassili Tamara, conseiller privé.

#### No 48.— Ferman împărătesc din 1798

(Codrescu, Uricariu, III, 145—150).

No 48.  
1798.

Lauda Domnilor celor din neamul lui Mesia, alesule dintre stăpânitorii neamului lui Iisus, astăzi Domnule al Moldovei Alexandre Calimah, să se încheie săvârșirile tale cu fericire. Ajungând acest sfânt pre înalt semn știut să fie, că unul din obiceiurile cele pre cuvioase a prea înaltei mele împărății fiind netrecuta datorie și nedespățita râvnă de a ocroti și a păzi pe cei supuși ai săi întru toată dreptatea, de a revărsa izvoarele milostivirei către dînșii și de a se păzi întru toată buna orânduală, și fiind-că de către pronia Dumnezească s'aun miluit și s'aun dăruit mie stăpânirea și împărăția, neîncetată purtare de grije și cea mai întâiu silință are împărăția mea pentru bună și fericită stare de obște tuturor țărilor ce se află în supunerea pre puternicei mele stăpâniri; iar după aceasta aflarea și păzirea chipurilor folositoare care caută numai și numai spre răsufare, liniște și odilna celor de la Dumnezeu îndreptățiți la împărăteasca me mărire supuse noroade și raele, și însfârșit de a fi cu neadormire spre cercetarea și aflarea din trecerile și urmările acelor orânduiți de către împărăția mea stăpânitori, judecători, și domni în țărilor stăpânirii mele. Deci fiind-că atârnă împărătescul nostru cuget a pune în lucrare cele ce se cuvin la împărăteasca me mărire, adică acuprinde și a resplăti cu milostivire pe acei care ocrotesc raelele ce locuesc în stăpânirea împărăției mele și le păzesc întru bună orândueală liniște și dreptate, iar în protivă acelor ce urmează într'alt chip în protivă împărătescei mele bună voință de a li se face pedeapsă și perflare. Cu osebite dar și țara Moldaviei care este moștenire de la strămoșii mei

supt împărătescul meu schiptru de a fi în bună stare, și de a petrece ticăloasele raele întru toată fericirea, liniștea și răsuflarea, de a se ocărui întru toată buna orânduială, fiind-că este cea mai întâiu din bunele voinți și cererile împărăției mele, nu încetăm deapururea a cerceta starea întru care se află raelele și toți cei-lalți locuitori a Moldaviei, și toate chipurile odihnei lor, și într'un cuvânt neîncetat avem împărăteasca purtare de grije pentru cerșuta bună stare și fericirea pământului acestuia. || Tu dar numitul Domn, după a tale înțelepte chipuri și credincioase slujbe care s'aun cercat și s'aun ispitit cu îndestui ani mai înainte, în slujba marii dragomăni a împărătescului meu divan, de atuncia fiind-că se nădăjdea că la toate următoarele slujbe ce vei fi orânduit vei arăta urmări plăcute, lăndate, cu credință și dreptate, ți s'aun încredințat această mare slujbă a domniei Moldaviei. Iar acum de iznoavă, vrând împărăția me mai cu amăruntul a se încredința pentru chipurile petrecerii tale, s'aun adevărit cu toată îndestularea, că purtându-te cu înțelepciunea și isteciune, și alcătuind toate mișcările tale a fi potrivite cu împărăteasca me înaltă voință și poruncă întocmai după cum se aștepta de la tine, cheltuesce silința cu toată credința atât pentru zaptul și buna ocăruiere a pământului cât și după întimplări pentru păzirea bunei orânduie, pe unii înfricoșându-i și pedepsindu-i, iar pe alții coprinzându-i și umbrindu-i, și îi păzesce neștrămutat cu noanele bune petreceri cu muhaftiți și locuitorii împărătescilor mele sarhaturi; și că după cele mai înainte și pe urmă date înalte împărătesci porunci prin sfânt împărătescul meu hat, pentru nizamul pământului te afli spre mângâerea și cuprinderea seracilor, și pe cei răsiți și strămutați dintr'ânșii aducându-i la urmările lor, cheltuesce tot felul de silință pentru bună ocăruierea și fericita petrecerea pământului, depărtând și gonind toate răpirile și nedreptățile. || Și după toate aceste că vrând să arăți prin lucrare vederat mulțămirile tale, și pentru că din tinerețele tale te hrănesci cu pre bogatele mile a pre puternicele mele împărății și pentru că te-ai făcut mai ales chiarăsi rădicare și creștere a împărătescilor mele mâni, fără preget te nevoesce a pune în lucrare toate trebuincioasele slujbe și porunci după chipul cuviincios, iar mai ales te-ai silit a proftacesi în vreme toate cele trebuincioase pentru zidirile cetăților Achermanului și Chilie, ca să sfârșesci în curândă vreme acele poruncite două hambare, la Benderi ca să pogori împărătescul galion, care după cerere întocmai s'aun făcut la Galați, ca să trimiți în vreme zaherelele, vitele și alte trebuincioase pentru tăimaturile oștilor ce sunt rânduie asupra Vidinului, ca să proftacesci la împărăteasca cetate a Tarigradului atât zaherele cât și trimiterea oilor prin gelspi. Deci înșfârșit, făcându-se toate aceste de mui sus luminate

No. 48. cunoscute la împărăția me și cu adevărat încredințându-se că la toate  
1798. cele-lalte slujbe și porunci și de obște la toate mișcările tale te porți  
tot cu aceeași silință, înțelepciune și credință; iar osebit pentru că au  
dat pentru tine asemenea bună mărturie acel de acum vizir și cu desă-  
vârșită putere epitrop al împărăției mele. că mult plăcut s'au arătat ale  
tale lăudate, înțelepte și credincioase urmări la prea puternica me în-  
părăție, și te-ai învrednicit de multe laude, căci aceasta a ta râvnă și  
pre plăcută urmare nu numai au făcut vederată cea cu mare credință  
profinia aceasta a ta care ai spre a putea face cunoscută desăvârșită  
slugeasca ta bună mulțumire pentru bogatele împărătesci mile ce se revarsă  
către tine, ce încă au adevărit și au întărit și ale strămoșilor tăi către  
pre înalta, pre puternica me împărăție credincioasa slujbă. Fii dar întru  
toată vrednicia de laudă: și iată dar îți voim ca se te învrednicesci a  
câștiga și cu desfătare a gusta de a pururea rodurile credinței și a drep-  
telor tale plăcute slujbe. || Decî dar fiind-că este buna voință a împă-  
răției mele ca și de acum în fericitul împărătescul meu ogur, să adaogi  
și se înmulțesci încă și alte credincioase slujbe, cu asemănarea celor  
trecute mai înainte lucrate, adică ca să te silești cu neadormire pentru  
buna stare și fericirea pământului, pentru răsuflarea și odihna săracilor  
raele, și să fii cu luare aminte a se păzi nestrămutat coprinderea înal-  
telor porunci pentru nizamul pământului, și din boeri și cei-lalți locni-  
tori pre cei mărturisiți în credință către pre puternica me împărăție să'i  
mângâi și să'i cuprinzi, iar pe cei vrednici de pedeapsă să'i pedepsești  
fără a trece cu vederea greșelele lor, și să nu erți la orî-cine cutezările  
de a eși din hotarul datoriilor sale, sau a se abate cu călcare peste o-  
rânduieala stării sale, ca cu acest chip să se urmeze buna ocărnuire după  
cum cere hotarele cuviinței buneî oblăduiri. || Baniî mirii împărătesci  
și obicinuitele rusumaturi să te silești a se împlini în vremea lor.  
Pe ticăloasele raele să'i feresci de asuprire și nedreptăți, iar din boeri  
și cei-lalți câți se vor înprotivi la poruncile tale și câți în protiva pre  
înaltei împărăteștei mele bunî voințe vor cuteza a sălbici și a asupri să-  
racele raele, pe aceia după desăvârșită putere ce ai să'i pedepsești spre  
înfrânarea urmării lor, și să cheltuesci toată silința în toată vremea fără  
preget cu ochiul neadormirei străjuind ca, după deplina putere ce ți s'au  
dat, să afe toate chipurile folositoare pentru întemereea și buna ocăr-  
nuire a pământului, întocmai după înțeleptele și credincioasele chipuri cu  
care și până acum te-ai purtat, nevoindu-te a trage și a dobândi rugele  
săracelor raele către pre puternica me împărăție: și să arăți neconținut  
către împărăția me în scris toate vredniciele de arătare ale tale soco-  
tințe. Spre aceasta dar, după sfântul împărătescul meu întru norocire dat

hatihumaium, s'a'au făcut și această a me înaltă împărătească poruncă cu-prinzătoare întăririi și întemeerii Domniei tale și iată ți se trimite. Decî, de te vei purta după chipul de mai sus arătat, și ca să pui în lucrare întru toate desăvârșită împărăteasca me înaltă poruncă și voință, te vei intrarma cu toate puterile silinței în fericitul ogur a împărăției mele, ca să arăți mai cu înadins și deacum înainte râvnă, profimie și credință, arătând săvârșirile tuturor celor ce mai sus s'a'au norocit adică buneî ocăr-muirî a pămîntului și toate cele-l'alte cerșute de la vrednicia desăvârșitei puteri ce ți s'a'au dat, ca cu chipul acesta să se înmulțească și să se întărească cu adăogirea acea către puternica me împărătească norocită bună ipolipsis: să câștigi și deacum răvărsarea bogatelor mile și nedeșertatelor faceri de bine de la pre puternica și iubitoare de dreptate împărăția me. Așa vei urma negreșit după coprinderea și înțelegerea acestei înalte împărătesci porunci ce s'a'au dat la mijlocul luminei Șeval în anul 1212, în pázitul de Dumneđeș Tarigrad.

No. 48  
1798.

#### No. 49.— Hatihumaiumul din 1799.

(Codrescu, Uricariu, III, 156—162).

Intăiule a Ighemonilor neamului Mesici, alesule a celor mai mari a neamului creștinesc Alexandre VVD al Moldaviei, să se închee sfârșitul tēu cu bine. Căți, sa'au consuli sa'au vice-consuli vor fi orânduiți atāt pe la ostroavele a mării Albe și până la părțile de înprejma sa'au și la alte locuri prin care se vor fi petrecēnd neguțătoriale din împărățiile evropienesci ce petrec în pace cu puternica și vecinica împărăția me, aceștia ca să fie din neamul stăpânirii lor anume se coprinde prin ponturile se s'a'au așezat la facerea păcei, precum cu totul în protiva tocmelor păcei este cānd numiții consuli și vice-consuli vor fi din supușii puterniceî mele împărății: și pentru că mulți din supusele noastre raele de la o vreme mesteșugind cu chip ca să se așeze consuli și vice-consuli și mulți luānd patente, cu obrăznicie a'au îndrăznit a se așeza străini suditi. Spre îndreptarea și întocmirea acestor pricinî înadins la anul 1206, pe la începutul luneî lui Șefer s'a'au scris împărătesci fermanuri, și s'a'au trimis la toate ostroavele a mării Albe, și pe la părțile de înprejmă, anume lāmurind că căți consuli și vice-consuli, ori în carele ostrov s'a'au și în care loc a mării Albe, se vor ivi că a'au fost din a noastre supuse raele, ca nisce înprotivitori la tocmelele păcei și la pămînteasca oblăduire, ca să fie fără de tările scrisorile ce vor fi avēnd de orāndueala lor în slujbă,

No. 49.  
1799.

No. 49. și să se socotească ca niște proști supuși. Și câți din supusele raele a  
1799. puternicei mele împărății vor îndrăzni a se face saū consuli din partea  
sudeților străini, saū vor îndrăzni a lua patente a consulilor, cercetându-se să se pedepsească. Și câți iarăși sudiți și supuși de stăpânire străină cumpărând vor voi a dobândi moșii din lucrurile mișcătoare, ca un lucru înpotrivitor la sfânta pravilă și la așezările păcii, unii ca aceștia deacum să se zăticnească a cumpăra în coprinderea puternicei mele împărății : case, dughene și alte lucruri nemiscătoare saū pentru sineși saū pentru biserici și mănăstiri. Așijderea câți sudeți se vor însura luând fete ale supușilor raele a puternicei mele împărății, fiind acestora după sfânta lege, fiind-că rămân asemenea raele a puternicei mele împărății, aceștia să plătească atât bir și fiește-ce altă dare pentru averea lor: și de se vor înpotrivi la legăturile acestea și la împărăteștile dreptăți, atât pentru sineși cât și pentru averile ce aū, nici ca cum să nu se ascundă. De vreme dar că acele atuncea trimese porunci a împărăției mele, pentru că aū fost pe scurt alcătuite, s'a dovedit că la multe părți de loc s'a urmat în potrivă, aū trebuit pentru înțelegere, luând de iznoavă acele mai înainte scrise și potrivindu-le cu sfintele pravile, pre larg să scriem al 2-lea împărătesci porunci pe la câte locuri va cere trebuința.

A. După chipul ce s'a scris mai înainte, câți din raelile împărăției mele, la anul ce s'a pomenit pînă la sfârșitul lui Gerazielahăr, adică cu șapte ani mai înainte a sorocului ce s'a dat de cinci luni, aū ajuns a se face saū consuli saū vice-consuli, fiind în potriva tocmelelor și a pămîntescii oblăduiri, ca să rămâie fără de putere toate scrisorile ce vor fi avînd.

B. Ori câți deacum prin mijlocirea de străini supuși, vor cuteza a lua consulatură în tot chipul să se socotească dajnice ori a avea patente : îndată ce se vor dovedi că aū făcut de acestea, să se pedepsească cu tărie.

C. Câți străini sudeți, ori neguțătorind ori umblînd pentru alte pricină, vor voi întru otomaniceasca stăpînire a câștiga prin cumpărătură pămînt saū alte moșii, în potrivă fiind la obiceiurile cele din început și la pămîntescile pravile, unii ca aceștia vîndînd moșiile lor la dajnice raele a însuși împărăției mele, să locuiască cu chirie și cu năimeală.

D. Ori-câți din dajnicii altor stăpîniri și din străini sudeți se vor fi însurat cu fete a raelilor împărăției mele, măcar că după sfintele pravile copiii lor se numără drept raele a împărăției mele, dar cu chip prietenesc s'a trecut cu vederea acei copii câți se vor fi născut pînă la

acel soroc, cum și feciorii acestora câți de atunci se vor fi născut și se vor fi însurat cu fete a raelor; și după pomenitul soroc, copii ce vor fi făcut după prieteneasca trecere cu vedere, să se socotească ca niște streini sudiți, și de se vor fi aflând sau în slujbă de consulat sau vor fi dobândit pământuri și lucruri nemiscătoare, acestia precum și cei streini dajnici și sudiți, păzind acele nemiscătoare ale lor averi. să rămâe fără prilej.

E. Iar câți sudiți după pomenitul soroc încoace se vor însura cu fete de ale raelor, încredințându-se să se înștiințeze că copii lor ce se vor naște, au să se socotească drepte raele a puternicei mele împărății. Iată dar spre mai pre largă arătare, cât și spre înțelegerea alcătuirilor ce se coprink întru cele de mai înainte împărătești firmanuri, și de al doilea acum s'a dat aceste porunci a împărăției mele. Și fiind că s'a cerșut ca după pravile să se știe la cine se cuvine copiii ce se vor naște din sudiții însurați cu femeii raele a puternicei mele împărății, s'a scos trei fetvale de la marele Săihulislam, care sunt aceste :

A. Petrea sudit și dajnic din stăpânire străină, viind în coprinkerea stăpânirei puternicei mele împărății, de va vrea să cumpere vr'o parte de pământ din cele ce se dijmuesc sau din cele ce cu anul se țin în arendă ca un stăpîn a semăna într'acest pământ, unul ca acesta să lase a semăna, au nu se lasă ? (răspuns) Nu se lasă.

B. Pavel sudit și dajnic din stăpânire străină, viind în coprinkerea stăpânirei puternicei mele împărății va începe a semăna țarină ca un nămaș (s'a întrebat) : după pravilă, oprește-se Pavel de a semăna ? (răspuns) Se oprește.

C. Ioan sudit și dajnic din stăpânire străină viind în coprinkerea stăpânirei puternicei mele împărății, s'a însurat cu Maria femeie raă: copilul Nicolae ce s'a născut dintr'înșii, de se va întoarce tatăl său Ioan la țara unde a fost mai înainte cu locuința, și el nevrând a merge cu tatăl său (se întreabă), se cuvine a rămânea acest Nicolae la muma sa Maria ? (răspuns). Se cuvine.—Spre mai cu lungime și spre vecinica pace acelor date mai din nainte acelor împărătești porunci, și chipuri alcătuite întocmai cu stintele pravile și cu obiceiurile pământului, s'a trimis și acum această împărătească a mea poruncă prin hatihumaum, atât către Domnul țării Românești cât și către Domnul țării Moldovii, cât și către alții ce s'a cădut. Drept aceea, măcar că după datorie și după cuviință la unele ca aceste pricini urmează a se face cât a fi mai mult la puțință, privighere și luare aminte di și noapte ca să nu se întâmple cel mai mic lucru. || Fiind dar că s'a înștiințat împărăția mea că în țara Românească și în țara Moldovei se urmează câte-va pricini în pro-

No. 49. tiva împărăteștilor mele porunci, s'a scris și acum această strașnică poruncă, și s'a trimis către tine Domnul Moldovii și către Domnul țării Românești tot într'o vreme ca să se urmeze neschimbat cu mare luare aminte și cu scumpete cele coprinse, după chipurile alcătuite de mai înainte, cât și ca să nu nască cel mai mic împotrivă lucru la orînduelee ce s'a arătat. Așijderca după al optulea cap a tocmelelor de pace ce s'au făcut cu Austria, câți locuitori din coprinderea amânduror stăpâniri, adică mai înainte răsmeriții după urmă, sau și în vremea răsmeriței vor fi prilejit de la o stăpânire la alta, făcându-se acolo supuși; unii ca aceștia, necerșindu-se nici de către o stăpânire a se aduce la urma lor unde locuia mai înainte, să se socotească după cum și alți străini sudiți: cum și câți supuși locuitori ori din coprinderea împărăteștii mele mării, sau a Austriei vor fi stăpâni pe averi nemîșcătoare, fără a se zăticni nici de către o stăpânire a alege în care într'amîndouă stăpâniri voesc a locui, să se îndatorească a vinde nemîșcătoarele lor averi din partea celei-lalte stăpâniri. Tu dar numitul Domn al Moldovii, pîrîndu-te în cât este de trebuință săvîrșirea celor arătate întru împărăteștile porunci celor mai din nainte cât și acestea de acum, al doilea și isprăvirea celor ce în capul al optulea a tocmelelor de pace ce s'a făcut între împărăția mea și între Austria s'a hotărît. După cum pe cei străini sudiți asemenea vei metaherisi, și pe cei ori-care dintru întîi fiind raele a împărăției mele, sau înainte răsmeriței aceștia de pe urmă, sau în vremea aceștii răsmeriți au pribegit în țara nemțească și făcându-se acolo supuși dajnici vor umbla în țările împărăției mele cu patente spre a neguțatori; după cum în potrivă nu vei cunoasce de sudiți pe câți după răsmeriță pribegind în țara nemțească și luând patente vor umbla fără de nici un cuvînt în părțile împărăției mele. || Aceste toate bine cunoscîndu-le te vei sîrgui ca să se isprăvească după chipul mai înainte așezat. Drept aceasta, după ce acest împărătesc firman se va citi de obște și se va da în știință în auzul tuturor, câți vor îndrăzni a umbla în potrivă, îndată fără mijlocire să'i arăți către înalta împărătească Poartă cu numele și poreclile lor. Veți păzi cu luare aminte și toate chipurile ce s'au așezat întru tocmelele acelor-lalte evropenești împărății. || Luând împărăteasca această poruncă ce ți se trimite acum, te vei sili cu toată sîrguința și luare aminte spre împlinirea tuturor câte poruncim, după chipul mai înainte scris, ferindu-te cu totul de cele în potrivă acestor porunci.

În cetatea Țarigradului. La anul 1213 Muharem 7.

No. 50.— Convențiunea dintre Turcia și Rusia despre Republica celor Șapte-Insule, de la 21 Martie 1800.

(Martens, Recueil, 2-e éd., VII. 41).

Au nom de Dieu tout-puissant.

Le pays originellement soumis à la république de Venise, après avoir passé sous la domination des Français, ayant été, à l'aide du souverain arbitre de la victoire, délivré de ce joug odieux par les escadres combinées de la Russie et la Sublime Porte, secondées par le vœu unanime et les efforts des insulaires, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, et Sa Majesté l'empereur Ottoman étant convenus d'observer les principes de l'équité, de la modération et du désintéressement, principes dont l'exécution, a été de plus solennellement et explicitement stipulée dans le traité d'alliance défensive; et la dignité des deux cours exigeant qu'elles remplissent une promesse faite publiquement par l'une et par l'autre, il a été résolu d'établir dans ce pays un gouvernement tel qu'il n'arrive rien de contraire à la tranquillité et sûreté des États de la Sublime Porte, en raison du voisinage, et qui, conforme aux anciens usages, coutumes et religion du pays, soit en même temps agréable aux habitants délivrés du joug d'une puissance qui ne cesse d'employer des manœuvres publiques et secrètes pour réussir dans son dessein pervers de détruire et renverser les lois et les principes de toute religion et de la société humaine. En conséquence la cour impériale de Russie et la Sublime Porte, voulant d'un commun accord arranger solennellement cet ouvrage d'une manière solide et par des réglemens qui le rendent inaltérable et indissoluble, elles ont nommé et autorisé pour cet effet, savoir: Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, le haut et noble Wasili Tamara, son conseiller privé, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Porte Ottomane, chevalier de l'ordre de Ste Anne et commandeur de l'ordre souverain de St. Jean de Jérusalem; et Sa Majesté l'empereur Ottoman, les très-excellents et très-honorables Effendi Ibrahim Ismet Bey, qualifié du titre de Cazi-Asker de Roumelie et ci-devant Istambol Effendi; et Ahmet Atif Reis-Effendi, lesquels plénipotentiaires, après l'échange de leurs pleinpouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, considérant que les susdites îles ci-devant vénitiennes, vu leur proximité de la Morée et de l'Albanie, intéressent particulièrement la sûreté et tranquillité des États de la Sublime Porte, il a été convenu, que les susdites îles,

No. 50.  
1800.  
21 Martie

No. 50. à l'instar de la république de Raguse, formeroient une république, sou-  
 1800. mise à titre de suzeraineté à la Sublime Porte, et gouvernée par les  
 21 Martie principaux et notables du pays. Sa Majesté impériale de toutes les Rus-  
 sies s'engage pour elle et ses successeurs, de garantir l'intégrité des  
 États de la dite république, le maintien de sa constitution, qui sera ac-  
 ceptée et ratifiée par les deux hautes parties contractantes, après avoir  
 été soumise à leur approbation, de même que la perpétuité des privi-  
 lèges qui lui seront accordés. Sa Majesté l'empereur Ottoman et ses suc-  
 cesseurs étant suzerains de la susdite république, c'est-à-dire seigneurs,  
 princes et protecteurs et la dite république, étant vassale de la Sublime  
 Porte, c'est-à-dire, dépendante, soumise et protégée, les devoirs de cette  
 protection seront religieusement observés par la Sublime Porte en faveur  
 de la susdite république.

Art. II. En conséquence de l'article I. ci-dessus, les îles de Cor-  
 fou, de Zante, de Céphalonie, de Santa-Maura, d'Itaque, de Paeson, de  
 Cérigo et toutes les îles grandes et petites, habitées, et inhabitées, si-  
 tuées vis-à-vis de côtes de la Morée et de l'Albanie, lesquelles ont été  
 détachées de Venise, et viennent d'être conquises, étant soumises à la  
 Sublime Porte sous le nom de la république de Sept-Îles unies, la dite  
 république et ses sujets jouiront pour leurs affaires politiques, pour leur  
 constitution intérieure et pour leur commerce de privilèges, dont jouissent  
 la république de Raguse et ses sujets; et les deux cours contractantes,  
 pour exercer convenablement leur droit de conquête sur les dites îles,  
 accepteront et ratifieront la constitution intérieure de la susdite répu-  
 blique, par des actes solennels après l'avoir approuvée d'un commun  
 accord.

Art. III. La susdite république de Sept-Îles unies en remplissant  
 exactement envers la Sublime Porte les devoirs de fidélité et d'obéis-  
 sance auxquels elle est tenue en raison de son vasselage, jouira pour  
 toutes les dispositions intérieures et extérieures, absolument des mêmes  
 droits et privilèges dont a coutume de jouir la république de Raguse.  
 Les sujets de la dite république qui commercent dans les États de la  
 Sublime Porte ou qui y résident, seront sous l'action directe de leur  
 consul ou vice-consul. Les mêmes coutumes qui ont lieu à l'égard des  
 biens et des personnes des Ragusais, seront exactement observées pour  
 ce qui les concerne. La Sublime Porte emploiera tous ses efforts pour  
 que les vaisseaux et négociants de la susdite république soient protégés  
 contre les régences de Barbarie, de la même manière que le sont les  
 vaisseaux et négociants ragusais.

Art. IV. La susdite république, pour donner une marque de son

vasselage envers la Sublime Porte et reconnaître sa suzeraineté, promet de payer au trésor impérial, tous les trois ans, soixante et quinze mille piastres. Cette redevance sera présentée à la Sublime Porte par une ambassade solennelle, ainsi que l'est la redevance de la république de Raguse. La susdite somme ne pourra jamais être augmentée ni diminuée. La susdite république ne paiera aucune autre espèce de tribut outre la dite somme; et ses sujets étant, ainsi que ceux de la république de Raguse, exempts de la capitation et de tous autres impôts dans les Etats de la Sublime Porte, il sera expédié dans tout l'empire les ordres nécessaires relatifs à cet objet.

No. 50.  
1800.  
21 Martie.

Art. V. Les forteresses et autres ouvrages quelconques, existant actuellement dans les susdites îles, devant être remis à la susdite république, elle doit sans doute pourvoir à leur défense en y mettant garnison et de la manière qu'elle le jugera à propos. Mais pour que ces îles soient à l'abri de tous les événements possibles pendant la durée de la présente guerre, dans le cas où elle même n'aurait pas des forces suffisantes, il sera permis à la cour de Russie et à la Sublime Porte, ou bien au commandants de leurs escadres respectives, de faire entrer dans les forteresses des troupes réglées, de l'avis toute fois de la dite république et après un concert réciproque entre les deux hautes parties contractantes ou entre les commandants de leurs forces navales. Ces troupes y seront en garnison le temps qui sera nécessaire d'après les circonstances des affaires; mais après la cessation de la guerre, les deux hautes cours susmentionnées évacueront les dites îles et en retireront sans faute leurs escadres et leurs troupes.

Art. VI. Les négociants et capitaines des susdites îles ayant depuis longtemps la permission de naviguer dans la Mer-Noire, les deux hautes parties contractantes sont convenues, que cette permission leur sera confirmée à l'avenir seulement sans leur propre pavillon. Ainsi cet objet sera rempli de la manière exposée.

Art. VII. Comme la Sublime Porte a à cœur la sûreté et tranquillité des susdites îles, le règlement antérieur relatif à la liberté du commerce et à la navigation dans les mers où ces îles sont situées, sera maintenu comme auparavant, de manière à ce qu'il ne soit point porté atteinte aux articles qui concernent le commerce et la sûreté et qui sont insérés *ab antiquo* dans les traités de la Sublime Porte avec les puissances limitrophes, et la Sublime Porte enjoindra sévèrement et rigoureusement aux régences de Barbarie, de ne pas dépasser les limites maritimes qui ont été assignées et marquées depuis un très grand nombre d'années.

No. 50  
1800.  
21 Martie

La Sublime Porte promet, comme une faveur éclatante et une grace insigne envers la susdite république, que ses bâtimens de guerre n'iront point au delà des susdites limites maritimes, tant qu'il n'y aura point de nécessité urgente, mais dans le cas d'une nécessité urgente et après qu'on aura prévenu la susdite république et son consul résident auprès de la Sublime Porte, il leur sera permis d'y aller, et les bâtimens de guerre qui seront expédiés se conformeront à la quarantaine et aux autres réglemens du pays, dans les lieux où ils iront.

Art. VIII. Les lieux de Prevesa, Parga, Vonitza et Butrinto, situés en terre ferme et détachés de Venise, étant contigus à l'Albanie, seront ainsi que leurs dépendances et atténuances, annexés aux Etats de la Sublime Porte et lui appartiendront désormais. Mais tous les habitants de ces contrées étant sans exception de la religion chrétienne, les privilèges relatifs au culte religieux et à l'administration de la justice qui ont lieu dans les principautés de Moldavie et de Valachie, dont les habitans sont pareillement tous de la religion chrétienne, auront aussi exactement lieu à l'égard des habitants des susdites contrées. Les coutumes du pays relativement aux procédures civiles et criminelles, la nature des possessions et l'ordre des successions ne seront point changés. Il continuera d'être défendu aux Mahometans d'y acquérir des propriétés et de s'y domicilier ainsi qu'il est observé dans les susdites principauté de Moldavie et de Valachie. Mais comme ces contrées appartiennent en toute propriété à l'empire ottoman, il sera permis d'y établir un officier commandant, qui devra être absolument mahometan, et attendu qu'un grand nombre des sujets de la république des Sept-Îles unies ont des possessions dans les dites contrées, la Sublime Porte promet de déterminer dès-à-présent, le rang de cet officier, la nature et les droits de ses fonctions, ainsi que le lieu de sa résidence, le tout au gré du gouvernement de la susdite république.

Art. IX. La Sublime Porte promet que tout ce qui a rapport au culte religieux des rayas, habitants du susdit territoire, sera désormais maintenu et observé de la même manière qu'il l'a été jusqu'à présent. En conséquence ils auront une permission entière de réparer leurs églises, d'en construire de nouvelles et de sonner les cloches sans qu'on puisse y mettre aucun empêchement.

Art. X. D'après les sentimens généraux et bienfaisans de Sa Hautesse envers ses sujets et surtout d'après les soins qu'elle apporte pour contenter et satisfaire les dites rayas qui doivent être soumis pour la première fois à la Sublime Porte, elle ne veut retirer qu'un tribut modéré de rayas habitans de Prevesa, Parga, Venitza, Butrinto, ainsi que

de leurs dépendances; c'est pourquoi la Sublime Porte promet qu'il ne sera retiré d'eux, rien au delà de ce qu'ils étaient dans l'usage de payer à la ci-devant république de Venise. Les susdits rayas ayant éprouvé toute sorte de vexation pendant qu'ils étaient ci-devant sous la domination des Français et ayant beaucoup souffert aussi depuis ce temps, à cause des calamités de la guerre, ils seront exempts de tous impôts pendant deux années à compter de la date de la signature de la présente convention.

No. 50.  
1800.  
21 Martie.

Art. XI. Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, pour témoigner l'amitié sincère qu'elle porte à Sa Majesté l'Empereur ottoman, et combien elle s'intéresse au bien-être de la Sublime Porte à titre de son alliée fidèle, promet d'employer ses soins pour faire accepter de garantir lors de la paix générale par les puissances alliées, et par les autres qui y seront invitées tous les principes contenus dans les articles II, V, VII et VIII ci-dessus, et relatifs au mode d'existence politique tant des susdites îles que des dites terres du continent, les unes et les autres détachées de Venise.

Art. XII. Cette convention sera ratifiée par leurs Majestés l'empereur de toutes les Russies et l'empereur ottoman, et les ratifications respectives devront être échangées à Constantinople dans deux mois et demi, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés en vertu de nos pleinpouvoirs, avons signé l'instrument de la présente convention, y avons apposé le sceau de nos armes et l'avons échangé contre un instrument de la même forme et teneur également signé par les susdits plenipotentiaires et muni de leurs cachets.

Fait à Constantinople, le 21 mars 1800.

(L. S.)

W. Tamara.

No. 51. — Firmanul de Domnie a Domnului Alexandru Constantin Moruz VVD, 1802.

(Codrescu, Uricariu, III, 168 - 172)

Lauda stăpânitorilor neamului Mesiei, alesule între cei mai mari a neamului creștinesc, cel mai înainte Domn a țării Românești, iar astăzi Domnule al Moldaviei Const. Zade Alexandre VVD, săvârșirile tale să se inchee cu bine. Ajungând acest înalt împărătesc al meu semn, știut să fie ție numitule Domn, că cunoscută și vădită făcându-se cea neapărată trebuință de a se face azlu cel de mai înainte VVD al Moldaviei Draco-

No. 51.  
1802.

- No. 51. zade Aleco pentru cea vederată a sa purtare neplăcută în slujbele țarei  
1802. Moldaviei și a țerei Românesce, și pentru cutezarea sa spre fapte pri-  
cinoitoare de împovărarea locuitorilor, și în locul său de a se rândui și  
a se așeza un Domn cunoscut întru credință și ispitit întru mișcările  
sale îndestul și puternic, spre a întemeia fericirea pământului și odihna  
raelelor, și mărturisit întru vrednicie spre săvârșirea și lucrarea celor ce  
se coprind întru sfântul și înfrumusețatul înaltul împărătescul meu ha-  
tiumaium care s'a înnoit spre cele mai înainte nizamuri a țerei, și de  
iznoavă acum miluite sureturi. Tu dar, numitul Domn, din cea mai  
întăi vârstă a ta arătând toate lucrurile și mișcările tale potrivite cu  
mulțumitoarea voință a înaltei mele împărății, te-ai purtat cu înțelep-  
ciune și credință spre bună săvârșirea tuturor împărăteștilor mele slujbe,  
care s'a încredințat și s'a rânduit la tine de către mărirea puterii  
mele, iar mai ales întru cele de mai înainte Domnii ale tale la Moldova  
și la țara Românească, ai arătat credință și dreptate, cu laudate slujbe  
după înalta mea voință spre buna starea țărilor și spre odihna raelelor,  
în cât toate lucrările și bunele tale chibzuri s'a cercat prin ispita în-  
țelepciunei de către împărăteasca mea mărire, și s'a cunoscut și luminat  
s'a vădut întru toate chipurile vrednicia și credința ta; și dintru cele mai  
de înainte ale tale bune chibzuri și mișcări vădute și cunoscute, fiind că  
și de acum înainte cu asemenea urmări vei cheltui toată vrednicia și  
puterea ta, ca să aduci în lucrare și să săvârșești slujbe laudate potri-  
vite cu fericita mea împărătească mulțumire și pră înaltă voință, drept  
aceea din împărăteștile mele înalte mile și neprețuite stăpânești faceri  
de bine spre răsplătire ți s'a dat ție Domnia țarei Moldaviei, care este  
dreaptă moștenire a împărăției mele după sfîntitul de mare cuviință ha-  
tiumaium ce s'a dat de la 4 a luminei Gemazielabăr al anului cur-  
gătoriu 1217, și s'a spânzurat asupra umerilor credinței tale ocăr-  
muirea și nizamul țerei după deplina putere ce s'a dat ție; pentru  
aceasta înadins s'a dat și acest înalt împărătesc al meu ferman pentru  
memurietul tău, și s'a trimis ție. || Deci cunoscut făcându-se la adân-  
cimea minții tale, că de a se da ție spre răsplătirea cea mai sus numită  
Domnie a Moldaviei alegându-te din mijlocul tuturor Domnilor însuși  
împărăteasca mea voință, aceasta este numai și numai pentru cea către  
tine împărăteasca mea credință și ipolipsis și pentru osebita stăpânească  
întru tot făcătoare de bine iubire, și pentru cea cu multă credință drep-  
tate, înțelepciune și iscusință ce ai arătat în cele mai din nainte Domnii  
a tale la Moldavia și la țara Românească, care ca o oglindă luminoasă  
a strălucit, și pentru adevărata nădejde ce are împărăteasca mea mărire  
că și de acum înainte în norocirea împărăției mele vei cheltui toată si-

lința spre a arăta lucruri plăcute mai mult de cât toți cei-lalți de mai înainte Domnî, vei merge cu grabă după împărăteasca mea poruncă la Moldova și te vei așeza suindu-te în scaunul stăpânirii tale. Și silindu-te după datoria cuviinței supunerii tale și după cerșuta vrednicia ta spre îndreptarea și buna săvârșire a tuturor pricinilor țerei, și înputernicind mijlocul răvnei tale, te vei nevoi întru toate atât la zaptul boerilor și a celor-lalți locuitori, cât și la păzirea și apărarea săracilor raele, ferindu-i de însărcinări și nedreptăți, și păzind cu nevătămare toate cele mai înainte și acum în sfârșit, prin împărătescul meu înalt hatihumaium date nizamuri și sureturi, nelăsând a se întâmpla cea mai mică în potrivă urmare la orânduiala și buna alcătuire ce este întru împărăteștile mele serhaturi și între țara Moldovei. Și această bună alcătuire să se păzească pururea nestrămutat, silindu-te și spre a trimite neconținut la împărăteasca cetate a Țarigradului indestule oi și zaherele și ca să săvârșești la vreme cele cerșute prin înaltele mele fermanuri trebuincioase pentru împărăteștile mele serhaturi, și într'un cuvânt să pui în lucrare toate trebuincioasele slujbe a pre strălucitei mele împărății se se vor cere de la Domnia Moldaviei prin împărăteștile mele fermanuri după vreme, care se vor atârna la stejarul datoriei și a supunerii tale, lucrându-le aceste toate cu cel mai bun chip și cu lăudate și plăcute mișcări: îngrijindu-te ca să arunci ochii privirii tale cu luare aminte la toate părțile de înprejur cu înțelepciune; mișcându-te pururea pentru buna starea țerii și pentru toată odihna și liniștirea săracilor raele; păzind și cele cădute a unirei și a prieteniei cu stăpânitorii împărăteștilor mele serhaturi, și săvârșind ori-ce pricină cu înțelepciune și iscusință, cheltuindu-ți toată puterea ta ca să nu se întâmple cel mai mic cusur și nesilință la nici o slujbă în protiva împărăteștii mele bune nădejde: și în sfârșit vei fi lucrătorul îndreptării tuturor trebuincioaselor pricini după împărăteasca mea voință, arătând luminat și făcând cunoscut tuturor că împărăteasca mea mărire dorește și voeste răsufarea și odihna atâta boerilor cât și a tuturor locuitorilor țerei și a săracilor raele de supt umbrirea cea desfătăată a liniștitei petreceri lor și că sunt revărsate către toate raelele pururea cu înbelșugarea împărăteștilor mele îndurări și nedeșertatelor mile, și ca să nu se întâmple cea mai puțină trecere cu vederea și ne silință de a se căuta și a se săvârși cu credință toate împărăteștile mele trebuincioase slujbe, și spre a se mulțumi împărăteasca mea mărire: toți locuitorii Moldaviei supuindu-se întru toate chipurile la poruncile tale, a Domnului lor, pe acei ce se vor abate din datoria cea nestrămutată a supunerii și a ascultării și se vor cuteza a arăta mișcări în protiva datornicei credințe, îi vei pedepsi și îi vei înțelepți cu cuviincioasa

- No. 51. 1802. și căduta pedeapsă, iar pe acei cari îi vei cunoasce cu mărturisită credință și intru datoria supunerii lor către împărăția mea întemeiești și statorniciți cu neclintire, îi vei ocroti și îi vei cuprinde cu facere de bine și în sfârșit te vei sili pururea după istețimea minții și înțelepciunii tale și după adâncimea și iscusința ta ca să arăți pre plăcute slujbe, și acea firească a ta credință, pentru ca să întărești și mai mult să adeverești acea către tine bună împărătească a mea ipolipsis și credință; și pentru ca să arăți laudate și bune primite lucrări și slujbe, și să priveghezi cu oebire ca să nu se întâmple cusur și nesilintă întru nimica și ca să nu se urmeze mișcare până la un pēr în protiva împărăteștii mele plăceri. Pentru aceasta s'aū dat înaltul meu împărătesc ferman prin care se poruncește ție ca, ajungând să pui în lucrare cuprinderea sa, care cere neștrămutata supunere și ascultare, ferindu-te cu luare aminte de cele înprotivă. Așa să știi. Crede împărătescului meu semn ce s'aū scris la începutul luminei Regep a anului 1217 întru pázita de Dumnezeu cetate a Tarigradului.

No. 52.— Firmanul Porței către Alexandru Moruz VVD, din 1802.

(Codrescu, Uricariu, III, 173—176).

- No. 52. 1802. Alesule între Domnii neamului Mesiei Hale Bogdan VVD Alexandre, sévērșirile tale să se închee cu pace. Ajungând această înaltă împărătească a me poruncă, știut să'ți fie că fiind arătat și vederat la împărăteasca mea mărire că tu cel mai sus pomenit Domn, crescut și hrănit fiind din copilăria ta în sfera pre puternicei mele împărății, la câte până acum huzmeturi și trebī a strălucitei mele împărății ai fost rânduīt și mai vartos în cele mai de nainte a tale Domnii a țerii Românesce și a Moldaviei, nu numai te-ai purtat cu credință spre mulțumirea împărăteștii mele măriri, arătând vrednice de laudă slujbe și credință; și după cea firească a ta înțelepciune, iscusință, dreptate și credință, te-ai sîrguit atât la îndreptarea și ocărmuirea celor rezemate pe umerile vredniciei tale încredințate ție pricinī, și la apărarea și ocrotirea raelor și la paza nizamului și a buneī orânduiele a acestor două țeri, cum și la memurietul lor; dar și de acum înainte vei pune toată vartutea vredniciei tale ca să arăți vrednice și de laude slujbe; pentru aceasta s'aū hărăzit puțin mai înainte din bogatele mele împărătești îndurări Domnia Moldaviei asupra vredniciei tale, și prin cea de mai înainte dată a mea înfrumusețată poruncă, cu cel plin de mărire hatihumaium s'aū întărit

nizamul țerei Moldaviei. Și fiind-că este știut că n'ai lipsit dintru început a arăta la înalta mea împărăție multă credință și silință a boerilor numitului memlechet, dând tot-d'auna bune pentru dânsii mărturii și în chezăsluiri, că atât întru cea de mai înainte după pace a ta Domnie la Moldova, cum și în vremele aceste de acum, stați statornici și neclintii în calea cea dreaptă a supunerei și a ascultărei, și neabătându-se din stejarul datornicei credință, întărind și încredințând acestea pentru dânsii bune mărturii și arătări a tale, și acest de curând trimis magzar a lor la înaltul împărătesc prag, s'aș adaos către dânsii împărăteștile mele îndurări și bogată milostivire. Pentru aceasta dar după cel sfânt dat acum hatihumaium, însemnându-se în calemile a împărătescului meu divan acest mai sus pomenit magzar, și acolo păzindu-se s'aș dat din porunca împărăției mele înadins această înaltă poruncă coprindețoare ca să faci lor arătare, pentru aceasta și să faci vederat către toți că s'aș făcut știută și cunoscută la împărăteasca mea mărire sirguința și osirdia care ai arătat la săvârșirea celor căzute către pre puternica me împărăție cu dreptate și cu credință, și spre cuviincioasă mulțumire, pentru cele către dânsii revărsate cu înbelșugare strălucite a mele împărătești îndurări, și poruncitoare ca după cele arătate până acum vrednice de laudă urmări și bune chipuri a tale, asemenea și de acum să arăți necontenit aceea silită credință și dreptate a ta, și aceea firească purtare de grijă, și să pui toată virtutea și puterea ta ca să cercetezi și să îndreptezi cu bun și laudat chip și cu plăcute urmări toate pricinile țerei Moldavii. Aceste toate cunoscute făcându-se iscusinței tale, tu mai sus pomenitul Domn, te vei purta după chipul de mai sus arătat și încingându-te cu toată virtutea și râvna, vei arăta aceea firească a ta dreptate și aceea de mulțumire împărăteștii mele măriri plecarea ta. || Iar voi boerilor pomenitei țeri și cei-lalți locuitori, de vreme că de către voi în cel mai sus pomenit magzar, ați făcut rugăminte ca să nu fie ertat de a vă lipsi de acum înainte de pomenitul vostru Domn, care această cerere este unită și potrivită cu împărăteasca mea voință, și pentru că arătatul Domn este slugă dreaptă și credincioasă și emectar a înaltei mele împărății, fiu și urmaș a părinți și strămoși credincioși către pre puternica me împărăție, către carele are strălucita mea în mărire cu tot chipul bun ipolipsis și credință, și are adevărată și nestrămutată încredințare că va pune toată silința atât spre răsuflarea și buna stare a raelelor cum și la alte trebi a înaltei mele împărății, purtându-se cu chipuri vrednice de laudă și arătând plăcute slujbe, veți rămâne cu totul liniștiți despre îngrijirea azlului pomenitului Domn. Ce dar întru cuget și întru o unire din împreună cu Domnul vostru veți pune nemărginită silință la odihna

- No. 52. și buna statornicia țerei Moldaviei, fiind cheler a împărăției mele, și spre  
1802. răsufierea săracilor raele, iar mai vârtos supuindu-vă poruncei și voinței pomenitului Domnului vostru și purtându-vă după cele după vreme și acum în urmă date a mele porunci înalte și înfrumusețate cu hatihumaium, vă veți sârgui cu toată silința spre lucrarea celor cădute supunerei și credinței voastre, ferindu-vă de tot chipul și mișcarea împotrivă. Spre aceasta dar s'a dat această înaltă poruncă a me, prin care poruncesc că ajungând acolo, să urmați după strălucita ei coprindere, cerându-se negreșit supunere și ascultare, luând aminte și ferindu-vă de acele împotriva urmări. Aceasta știind, dați supunere împărătescului meu semn.
- S'a scris către sfârșitul lunei Regeb la anul 1217, întru cea de Dumneșă păzită cetate a Tarigradului.

No. 53.—Comandament imperial al Sultanului, în care se află cuprinse regulamentele vechi și noue privitoare la provinciile Moldavia și Valahia, adresat Principelui Valahiei Constantin, fiul lui Ipsilanti, din 1802.

(Wilkinson. 2-de ed. franc. p. 361).

- No. 53. A l'époque où la paix et l'amitié succédèrent aux hostilités sur-  
1802. venues entre ma Sublime-Porte et l'Autriche, par pure commisération pour la triste situation des raïas de Valachie, qui avaient infiniment souffert pendant le cours de la guerre, j'avais, au milieu du mois de Moharrèm de l'an 1206 (1791), fait émaner un noble commandement, monument de ma bienfaisance, qui leur accordait pour deux ans entiers, à compter du troisième jour de la lune de Zilhidjé 1205 (1790) l'exemption de toute capitation, donatives aux bérims, donatives pour l'étrier, et autres présents d'usage, et ordonnait que les pauvres raïas fussent à l'avenir protégés contre toute oppression. . . . A la suite de ces ordres, les métropolitains, évêques, curés, tous les religieux et prêtres des différents monastères et églises, les boiards, commandants et autres officiers de Valachie, ont représenté dans diverses suppliques générales qui nous sont parvenues tant en turc qu'en grec, que depuis quelques années les malheurs et la misère avaient réduit la plupart des habitants à s'expatrier, que le pays était ruiné et qu'eux-mêmes exposants, forcés par leur position malheureuse et par leurs pertes, enhardis d'ailleurs par leur profonde soumission pour ma Sublime-Porte, et fondés sur la clémence dont ils avaient antérieurement éprouvé les heureux effets, ils osaient solliciter le renouvellement d'un ancien firman impérial qui réglait

l'ordre à suivre dans le gouvernement de la province, et renfermait beaucoup d'autres dispositions. Sur quoi, les registres des firmans déposés dans nos archives impériales, ayant été soigneusement consultés, l'on y a trouvé consigné :

No. 53.  
1802.

Firman din 1188 (1774).

Un premier commandement sublime, émané en 1188 (1774) au milieu de la lune de Chewal, pour chacune des deux principautés de Valachie et de Moldavie, revêtu dans la partie supérieure d'un Khatti-Humaïoun, et ordonnant ce qui suit :

Article I. Les dispositions contenues dans des ordres antérieurs doivent être maintenues et exécutées à la lettre, savoir : 1). Les raïas de Valachie et de Moldavie, provinces qui sont les greniers de ma Sublime-Porte, payeront désormais, proportionnellement à leurs facultés, leurs capitations; mais quant aux comptes du passé, on ne pourra exiger d'eux ni argent, ni quoi que ce soit. 2). S'il s'élève quelque différend, soit entre un musulman et un raïa, soit entre deux raïas, l'hospodar de Valachie, consultant les lois de l'équité, écontera les contendants, et rendra justice à celui à qui elle appartient; mais dans les procès survenus entre un musulman et un raïa, l'intervention du divan Kiatibi (secrétaire du divan) qui est auprès du prince et celles d'autres musulmans devenant nécessaires, ceux-ci chercheront à contenter les parties et à apaiser le différend. Si la médiation des conciliateurs et les instances des musulmans ont été infructueuses; s'il est démontré que ces prétentions injustes ont pour motif la pure animosité et pour unique but celui de tourmenter et de léser les pauvres raïas, et si la décision sur les lieux présente des difficultés insurmontables, l'on ne permettra pas que ces malheureux soient tourmentés par de pareils procès contraires aux lois et suscités par la mauvaise foi; mais l'affaire sera portée devant le Kadi de Djerdjova, qui l'examinera et la décidera d'après la loi et la justice. Les Kadis de Djerdjova, de leur côté, en prononçant sur les causes qui leur seront ainsi soumises, auront scrupuleusement égard au bon droit, ne se permettront rien qui puisse porter la moindre atteinte à la pureté des lois, et se garderont bien d'accabler de faibles raïas. 3). On ne pourra non plus inquiéter les raïas de Valachie, en exigeant qu'ils comparaissent devant un autre tribunal que celui de Djerdjova. 4). Et puisqu'il existe un fetva déclarant que : Le témoignage de raïas contre Zeid musulman est recevable en justice dans les procès où il s'agira de testament et de constater la naissance, mais non en matière

No. 53. de commerce,“ l'on se conduira d'après l'esprit de ce fetva. || 5). Tout  
1802. militaire et autre qui commettra quelque délit dans l'intérieur de la Valachie, sera traduit aux frontières voisines et puni par l'entremise des officiers qui y commandent. || 6). Attendu qu'il n'est pas sans exemple que des habitants de pays limitrophes et des kadiliks du Danube entrant contre l'ordre anciennement établi et sans permission en Valachie, n'aient pris dispute entre eux, ne se soient entretués, n'aient réclamé ensuite le prix du sang, et par d'injustes prétentions et demandes d'argent ou d'effets, n'aient fait souffrir aux pauvres raïas toutes sortes de dommages et d'avanies, on est fondé à craindre que des bandits ne songent encore à s'introduire en Valachie, malgré les ordres fréquents donnés de chasser et éloigner, comme l'exigent les règlements anciens, ces vagabonds, qui dépassant les frontières, viennent ravager les Kajaks et les Mouchiés de la province. Il est en conséquence expressément défendu à tout individu des frontières, autre que les négociants, dont le nombre est déterminé, d'entrer en Valachie; et ces négociants même devront prendre des permis de leurs gouverneurs, les montrer au prince de Valachie ou à son ministre, dont ils recevront une autre permission, et dans les endroits où ils iront ils ne pourront ni posséder de maison ou autre domicile, ni labourer ou ensemercer les terres, ni tourmenter les raïas, ni se faire donner le sélam aktchechi (prix du salut).

Article II. L'on ne différera, dans aucun cas, d'un seul instant à exécuter les articles contenus dans d'autres ordres sublimes ainsi conçus: || 1). Les vézirs, commandant et autres officiers, ne permettront point que, par l'envoi en Valachie de commissaires chargés de suivre des procès et prétentions évidemment controuvées, les pauvres raïas soient foulés. || 2). L'on a pris injustement aux monastères et à des particuliers des terres qu'ils possédaient depuis long-temps, et connues sous le nom de biens des raïas. Quand il aura, selon la justice, été soigneusement examiné et constaté si ces biens ont été pris contre tout droit, ils seront rendus aux véritables propriétaires. || 3). Pour que les Valaques trouvent plus d'avantages et de facilités dans le transport des marchandises qui leur appartiennent, soit de leur pays dans un autre, soit d'un autre pays dans le leur, il leur est permis de renouveler et entretenir les échelles d'Orach et de Fuloudj, qui, de toute ancienneté, leur sont assignées au besoin et pourvu que, sous d'autres rapports, il n'en résulte aucun dommage pour ma Sublime-Porte. || 4). Il est défendu aux négociants d'acquérir dans la Valachie des biens et des métairies, et d'y faire paître des animaux. || 5). Comme mes très illustres vézirs et béilérbéis, en se rendant à leurs gouvernements, ou à leur retour, ne

doivent pas quitter le droit chemin pour entrer en Valachie, ni opprimer les pauvres, en prenant aux raïas, sans les payer, des fourrages, des vivres et des chevaux de poste, ou en faisant toute autre réquisition, ils s'abstiendront, eux et leurs gens, de faire aucun tort aux raïas en se détournant de leur route pour traverser la Valachie. || 6). De même les courriers qui, pour des affaires importantes, sont envoyés en divers endroits, ne se permettront point de détour, soit en allant, soit en revenant, pour tomber dans la Valachie; ils ne demanderont pas plus de chevaux que ne leur en accordent les ordres de poste dont ils sont porteurs. || 7). Ceux dont la commission serait pour la Valachie, ne pourront non plus vexer les habitants en exigeant plus de chevaux qu'il n'en est porté dans leur ordre de poste. || L'on veillera à ce que ceux qui oseraient enfreindre les présentes dispositions, soient à l'instant même punis.

Article III. L'on avertira qui de droit que des firman nombreux ont été donnés pour que les raïas de Valachie, que leurs affaires ou leur commerce conduiront dans des villes, bourgs et marchés des rives du Danube, n'y soient point tourmentés par les percepteurs de capitations ni commandants de ces endroits, sous prétexte d'exiger de ces passagers les droits de capitation, d'Ispendjé et autres: et pour que l'on empêche les hommes et gardes qui appartiennent aux dits percepteurs et commandants, de passer en Valachie, en prétextant d'y rechercher des raïas étrangers. Tous ces désordres seront sévèrement réprimés.

Article IV. Les habitants et raïas de la province, en vertu des immunités et libertés accordées à la Valachie, ne pourront être inquiétés par personne pour leurs habits et costumes.

Article V. Comme il n'appartient qu'à la loi de déterminer quels sont ceux de raïas de Valachie qui, devenus musulmans, ne seraient plus habiles à réclamer leur part dans les successions, les diverses questions relatives à ce sujet ont été soumises à la décision du chef suprême de la loi. Quatre fetvas rendus en conséquence, ont déclaré: ||

1). „Zéïd, qui était chrétien, après avoir embrassé l'islamisme, vient à mourir: Amr, chrétien et père de Zéïd, ne peut lui succéder.“ || 2).

„Hindé, chrétienne, était mariée à Zéïd qui, d'abord chrétien, a ensuite embrassé l'islamisme. Hindé vient à mourir dans la religion chrétienne: Zéïd ne peut lui succéder.“ || 3).

„Amr, chrétien, fils de Zéïd aussi chrétien, a embrassé l'islamisme: Zéïd meurt ensuite dans la religion chrétienne, Amr ne peut lui succéder.“ || 4). „Zéïd, musulman, avait pour esclave Amr, chrétien; il l'a affranchi. Amr meurt ensuite sans s'être fait musulman, Zéïd ne peut lui succéder.“ || L'on se règlera sur ces quatre fetvas.

No. 53.  
1802.

No. 53.  
1802.

Article VI. On avait fixé le nombre des moutons que devait fournir la Valachie chaque année, par l'entremise des kassab-bachis (chefs des bouchers); mais ayant été représenté que ces achats faits par les saïdjis (pâtres) et hommes des kassab-bachis, exposaient les raïas à des pertes et à toutes sortes de vexations, cette redevance en moutons, par compassion pour les pauvres, n'aura plus lieu comme ci-devant; seulement, comme il est indispensable, pour les pensions alimentaires à la charge du domaine, et pour la nourriture des habitants de Constantinople, de tirer des moutons de l'intérieur de l'Empire ottoman, il est défendu aux raïas de Valachie de cacher ceux qu'ils auraient à vendre. Ils devront donner au prix courant aux marchands et gens chargés de les conduire. L'hospodar de Valachie est chargé de veiller à ce que l'envoi abondant de moutons, à Constantinople, ne manque pas. || Ces moutons seront livrés aux marchands et hommes qui doivent les mener à Constantinople, et ne pourront être vendus ailleurs.

Article VII. Comme la Valachie est aussi le grenier de Constantinople, et que la traite de tous les grains nécessaires à cette capitale doit s'opérer exclusivement dans les deux provinces de Valachie et de Moldavie, quoique leur redevance en semblables denrées ait été antérieurement supprimée pour adoucir la situation des raïas de Valachie, cependant ces derniers ne restent pas moins tenus à transporter, partie partie, aux Echelles tous les grains et autres denrées qu'ils auront récoltés; à les vendre au prix courant aux capitaines des bâtiments du kapan (greniers publics), et à ne point les donner ailleurs. La suppression de la redevance, qui doit être ainsi compensée d'une autre manière, ne doit donc porter les habitants ni à renoncer à la culture de leurs terres, ni à cacher les blés qui se trouvent entre leurs mains, ni à les entasser avec des vues d'accaparement. En s'empressant au contraire de transporter et vendre leurs denrées, comme il est dit plus haut, les raïas valaques ne pourront qu'y trouver leur propre avantage, et les habitants de Constantinople seront à l'abri de la disette de vivres. Le prince et les boïards de Valachie veilleront continuellement au maintien de cette mesure

Art. VIII. Il est accordé aux boïards et raïas de Valachie et de Moldavie une amnistie générale pour tous les délits et toutes les fautes que par nécessité ils auront commis dans le temps des guerres. On ne songera ni à les poursuivre, ni à les punir pour leur conduite passée: et pourvu que par la suite ils ne sortent pas des bornes de l'obéissance et de la soumission, et qu'ils s'acquittent de tous les devoirs que leur impose leur qualité de tributaires et de raïas, ils doivent être sûrs qu'ils

n'éprouveront jamais que les effets de ma bienfaisance et de ma clémence.

No. 53.  
1802.

Art. IX. On se règlera sur les articles des firmans impériaux donnés en l'an 77.... et de celui donné en dernier lieu pour terminer le différend survenu au sujet des limites de l'Anatouna (la mère rivière du Danube), entre le nazir de Silistra et le prince de Valachie.

Art. X. Le soin de nommer aux places de Valachie et de Moldavie ceux, parmi les boïards et les Grecs, qui sont les plus distingués, les plus dignes de confiance et les plus capables de les remplir, étant remis à la volonté et au choix des hospodars des deux provinces, ils préféreront, pour les emplois qui appartiennent spécialement aux boïards, ceux parmi ces boïards qui auront le plus de mérite. Quant aux autres postes, les hospodars en disposeront à leur gré, en choisissant, suivant les besoins, soit parmi les Grecs, soit parmi les hommes du pays, les sujets dont la fidélité et les talents seront reconnus.

Art. XI. Les bois nécessaires pour la construction des châteaux qui se trouvent en Roumémie, seront coupés, comme par le passé, en Valachie et en Moldavie. Il en sera de même du transport ; les frais de coupe et de charroi seront, sans qu'on puisse en rabattre ou retrancher un aspre, payés et acquittés en entier, d'après les quittances scellées, délivrées par les intendants des constructions, sur les fonds de la recette des capitations de Valachie et de Moldavie, dont les hospodars sont chargés.

Art. XII. Il est défendu aux oustas (commandants des corps de garde appostés par le gouvernement turc) de Mangalia de faire désormais paître, ni en été ni en hiver, dans l'intérieur de la Valachie, les animaux de la métairie de Mangalia confiée à leur garde : et les pauvres raïas seront défendus contre toutes les vexations desdits oustas.

#### Firman din 1198 (1783).

Il a été trouvé dans les mêmes archives impériales, un second commandement donné en l'an 1198, à la fin de rébi-ul-ewel (1783), sous le règne heureux de mon très glorieux oncle et prédécesseur le Sultan Abdul-Hamid (sur qui soit la miséricorde et le pardon) et contenant en détail les dispositions suivantes : ¶ Les raïas des deux provinces de Valachie et de Moldavie n'ayant manqué à aucun des devoirs de sujets fidèles, sous la condition expresse que, sans se permettre aucun écart à l'avenir, ils resteront constamment attachés à ces devoirs, qu'ils auront pour leur hospodar une entière obéissance et soumission, et con-

No. 53. 1802. tinueront à donner tous les soins dus au service de ma personne impériale. Cédant à l'impulsion de la clémence dont j'ai toujours usé envers eux, je consens à mettre à la suite des règlements déjà existants pour leur protection, quelques articles additionnels, savoir :

Art. I. Désormais il ne sera pas demandé....<sup>1)</sup>

Art. XIII. Ces articles et ceux renfermés dans les anciennes ordonnances, seront déposés entre les mains des hospodars, pour leur servir de règle de conduite. Au besoin, ils recourront aux registres ; ils agiront en conformité des dispositions exposées ci-dessus, et dans le cas de contravention, ils se hâteront d'en rendre compte à ma Sublime-Porte, refuge de la justice, qui châtiara les coupables quels qu'ils puissent être.

Art. XIV. Considérant qu'il a été ordonné ci-devant que les boïards fidèles à ma Sublime-Porte, et obéissants à leurs princes, fussent réintégrés dans les places et rangs qu'ils avaient avant la guerre, et dans leurs terres appelées Mouchiés. || Qu'une des causes de prospérité pour la province est que ces ordres soient à jamais exécutés ; que les terres au bon état desquelles sont attachés les moyens d'existence des boïards, soient bien entretenues ; que les boïards, rétablis dans tous les rangs et avantages premiers dont ils jouissaient en vertu des anciens usages de la province, soient protégés, défendus et employés : qu'ils vivent tranquilles et paisibles à l'ombre de leurs privilèges, sous la condition qu'il ne s'écarteront en rien de la profonde soumission à laquelle ils sont tenus, et qu'ils obéiront en tout aux ordres et volontés de leurs hospodars. || Les boïards seront avertis de s'abstenir de toutes les réquisitions déplacées auxquelles, depuis quelque temps, ils se sont accoutumés contre les anciens usages de la province, et de se garder surtout de toutes ces demandes et exactions si hors de saison et devenues intolérables pour les raïas dans un pays dévasté par la guerre. || Et s'il s'en trouvait qui, ne se tenant pas pour avertis et contre mon bon plaisir, osassent inquiéter et léser les pauvres raïas, s'immiscer dans les affaires qui ne les regardent pas, élever des prétentions exagérées, troubler la tranquillité que l'on cherche à rétablir, s'opposer aux sages vues des hospodars pour la direction des affaires et pour répandre le calme dans l'âme des sujets de la province, qui enfin fussent assez téméraires pour se permettre aucune action qui s'écartât des volontés de l'hospodar choisi par ma Sublime-Porte, et qui leur aurait été préposé. ! Puisque les hospodars ont la permission et l'autorité absolue de punir les coupables comme ils le mériteront, ils n'hésiteront pas à employer tous

<sup>1)</sup> Les douze premiers articles se trouvent dans le senéd que nous avons donné p 192 --195.

leurs moyens et toutes leurs forces à sévir contre les auteurs de ces désordres, à procurer le repos aux raïas et à maintenir l'ordre dans la province. No. 53.  
1802.

Art. XV. Les hospodars auront toujours soin que les contributions qui doivent porter également sur tous, soient levées sur tous, ainsi que le veut la justice : que, sous quelque vain prétexte, quelques-uns se trouvant exceptés, leur quote-part ne retombe point à la charge d'un autre raïa qui aurait déjà satisfait à la sienne, et que, loin d'accorder de pareils privilèges, la plus juste balance soit toujours conservée.

#### Firman din 1206 (1791).

Pour renouveler ces deux firmans rendus, comme on l'a vu plus haut, l'un en 1188 et décoré d'un khatti-humaïoun, et l'autre en 1198, par suite du senèd, avait émané le noble commandement de l'an 1206, décoré aussi d'un khatti-humaïoun, et conçu dans ces termes : Considérant que les dispositions ci-dessus concourent à la prospérité et à la population de la Valachie, et en préservent les habitants de toute oppression, Et voulant que la clémence qui caractérise mon auguste personne, s'étende sur tous les faibles et malheureux, et que mes soins bienfaisants soient répartis entre tous les sujets que m'a confiés le maître des mondes, || J'ordonne que tous les articles contenues dans un firman anciennement émané et renfermant, comme il a été expliqué, l'ordre à suivre dans le gouvernement de la province, soient encore, sous mon règne, inséparables de celui de la justice, pris pour règle, afin qu'il en résulte le repos des raïas. || C'est dans le même esprit de commisération pour les raïas et les habitants surtout de la Valachie, que, pour combler les mesures propres à repeupler les provinces, a été donné un autre commandement portant en leur faveur, pendant deux ans, exemption de contributions, et ordonnant que, même après l'expiration de ce terme, l'on suivît, pour les capitations, donatives aux béïrams, donatives de l'étrier, revenus et présents aux hospodars, les réglemens ci-dessus qui, en allégeant le poids de tous ces impôts payables par les raïas de la province, assureront la tranquillité des pauvres.

#### Firman din 1217 (1802).

Cependant ayant été reconnu que le laps du temps avait introduit certains abus et altérations dans les réglemens ci-dessus, || Et l'envoyé de Russie, d'après le droit qu'a cette puissance d'intercéder en faveur

**No 53.** des deux provinces, droit accordé par les articles du traité qui existe  
**1802.** entre elle et ma Sublime-Porte, ayant, par ordre de son gouvernement, fait savoir dans une note que, pour donner désormais aux dispositions susdites une force qui en facilitât l'exécution, sa cour désirait l'addition des articles ci-dessous énoncés; ils ont été ordonnés ainsi qu'il suit: || 1). Désormais le temps de la gestion des hospodars est fixé à sept années complètes, à compter du jour de leur nomination. || 2). Tant qu'il n'y aura point de leur part de délit avéré, ils ne pourront être déposés avant le terme ci-dessus; en sorte que si, pendant le cours de ces sept années, un hospodar se trouvait accusé de quelque faute, la Sublime-Porte en devrait avertir l'envoyé de Russie, et si, vérification faite de l'une et de l'autre part, il était évident et constaté que le susdit hospodar fût réellement coupable, il serait alors, mais dans ce seul cas, permis de le déposer. || 3). Tous les impôts, revenus et réquisitions nouvellement établis depuis le senéd de 1198 (1783), demeureront supprimés; et c'est d'après cette base que les hospodars, de concert avec les boïards du divan, régleront et répartiront de la manière la plus juste les contributions annuelles. Les hospodars éviteront tout ce qui pourrait être contraire à cette mesure. || 4). Les hospodars prendront en considération les représentations qui pourront leur être faites par l'envoyé de Russie, et seront relatives tant à cet objet qu'aux privilèges de la province, et surtout à l'observation des articles contenus dans le présent sublime firman. || 5). Pour détruire l'abus qui s'est glissé au sujet des raïas jouissant d'exemptions (boïards de la province, connus sous le nom de sokotelniks), et pour dégrever d'autant les contribuables, aucun raïa, à l'exception du nombre des sokotelniks inscrits dans la vestiaire, ne sera exempt des contributions; tous en supporteront également le poids. || 6). Il est absolument défendu aux percepteurs d'user d'aucune espèce de violence contre les raïas. || 7). Comme il est nécessairement juste que la province de Moldavie, par un impôt particulier, vienne aussi un peu au secours de la Valachie pour la solde des troupes auxquelles, dans cette dernière province, est confiée la garde des villes, cet article sera réglé d'après les lois de la justice et de l'équité dans un autre commandement qui émanera à cette effet. || 8). Il est enjoint et ordonné à l'hospodar et aux boïards de Valachie de ne rien négliger pour accélérer l'évacuation de leur pays par les troupes, et pour aviser aux moyens de pourvoir à la paie des gardes des villes. 9). Dès que l'hospodar aura perçu les sommes dont la levée est indispensable, d'après le besoin de payer ces gardes, ma volonté suprême est que les raïas de Valachie jouissent d'une année d'exemption de tout impôt. || 10). Des firmans

régleront la quantité de provisions, telles que bois, grains, beurre, moutons, et en général toute production de Valachie que cette province devra fournir à ma Sublime-Porte. || 11). Ces firmans adressées aux boïards, seront ouverts et lus publiquement dans le divan de Valachie. || 12). L'on discutera conjointement avec les susdits boïards, s'il est possible ou non à la province de satisfaire en totalité ou en partie aux fournitures demandées. La requête qu'ils présenteront à ce sujet, par l'entremise de leur hospodar, sera écoutée. || 13). Le prix des provisions susdites sera payé par le trésor public argent comptant, sans différer et au prix courant: aucun achat n'aura lieu autrement. || 14). Le prix des grains que l'on achètera sera payé au taux fixé chaque année à l'échelle d'Ibraïl. || 15). Afin que le transport des fournitures ne devienne pas une charge pour les raïas auxquels on en ferait une corvée, les hospodars mettront la plus grande exactitude à faire fixer pour le transport de ces fournitures un taux proportionné à celui qui aura été fixé dans l'échelle susdite pour les fournitures elles-mêmes. || 16). Les sublimes firmans une fois ouverts et lus publiquement dans le divan, seront conservés dans les archives de la province. || 17). Les places du pays seront données aux habitants du pays: cependant l'hospodar pourra à son choix y nommer aussi ceux de la nation grecque qui, par leur probité et leurs connaissances, lui paraîtront les plus aptes à remplir ces emplois. || 18). Si les susdits grecs et boïards commettent quelques excès, le prince devra les déposer, les punir et les obliger à rendre ce qu'ils auront pris injustement. || 19). L'hospodar, assisté des boïards du divan, déterminera chaque année les dépenses nécessaires pour le service des postes et il ne prendra sous aucun prétexte rien au-dessus de la somme fixée. || 20). L'administration des hôpitaux, écoles, chemins et autres objets semblables particuliers à la province, sera, avec l'attache et par l'ordre de l'hospodar, confiée aux boïards du pays. || 21). A la mort des religieux qui ne sont attachés ni à des métropolites, ni à des monastères, les biens qu'ils laisseront ne pourront être prétendus ni réclamés par personne: ces biens seront, par l'entremise des hospodars, donnés en revenus aux caisses destinées aux pauvres, aux orphelins, et à semblables bonnes œuvres. || 22). A la mort des religieux attachés à des monastères, on ne touchera pas aux biens qu'ils laisseront: mais ces biens reviendront aux monastères auxquels les décédés étaient attachés. || 23). Quant à la confirmation et à l'emploi des hommes, qui depuis longtemps sont habitués à servir dans la garde de la Valachie, cet article sera discuté et réglé par l'hospodar, aidé des boïards de la province. || 24). On rendra à la Valachie et à la Moldavie toutes les terres qui leur

No. 53. appartenaient, qui sont connues sous le nom de *biens des raïas*, et sises  
 1802. en Valachie du côté de Djerdjova, Ibraïl, Caillé, et au delà de l'Alta :  
 et en Moldavie, dans l'arrondissement de Khotin, et qui avaient été  
 successivement usurpées. Le terme auquel elles devront être rendues, sera  
 fixé dans les firmans qui seront adressés à qui de besoin. || 25). Hors  
 les negociants porteurs de firmans, tous ceux qui parmi les habitants des  
 environs, iamacks ou autres, voudraient, contre les privilèges de la Va-  
 lachie, y entrer, séjourner et porter préjudice aux raïas, seront constam-  
 ment éconduits et écartés de cette province. || 26). Tous les comman-  
 dements qui seront par la suite envoyés à la Valachie, seront conformes  
 à ces conditions et aux privilèges et règlements de la province. || 27).  
 Le but le plus cher à mon cœur impérial étant que le bien-être, le  
 repos et le bonheur soient assurés aux habitants de la province qui re-  
 posent tranquilles et dans une pleine sécurité à l'ombre de ma puissance,  
 et qu'on ne se permette aucun acte contraire aux privilèges accordés  
 par le présent firman, || Tu t'empresseras, toi, hospodar de Valachie.  
 d'après la fidélité, le zèle et le désir de me plaire qui te sont naturels  
 à me rendre les actions de grâces qui me sont dues pour les nombreux,  
 privilèges que vous avez obtenus, toi, les boïards et les habitants de la  
 Valachie. || Tu donneras leur pleine exécution aux mesures voulues par  
 mes commandements sublimes et conformes aux règlements cités plus  
 haut. || Tu mettras tous tes soins à toujours remplir les devoirs d'un  
 serviteur soumis et fidèle, et tu te garderas de permettre aucune action  
 contraire, même de la valeur d'un atôme, à mes ordres et à ma volonté. ||  
 C'est à ces fins que le présent noble commandement a émané et a été  
 envoyé par . . . || Quand donc, toi, hospodar susdit, tu auras fait l'ou-  
 verture et la lecture de mes ordres suprêmes en présence de tous les  
 métropolitains, évêques, archimandrites, curés, boïards de première et de  
 deuxième classe, officiers, habitants et raïas de Valachie; quand tu en  
 auras fait connaître et promulgué le contenu qu'a dicté ma justice, ||  
 Il est incontestable || Que si les boïards et les raïas remplissent leur  
 devoirs de sujets obéissants et fidèles, et si, attentifs à exécuter mes  
 ordres impériaux auxquels tout doit soumission, ils ne s'écarterent pas  
 du droit chemin, les raïas et sujets, le faible et le malheureux éprou-  
 veront aussi, sous mon règne marqué par la justice, les effets constants  
 de ma bienfaisance et de ma commisération, et jouiront d'un repos et  
 d'une tranquillité que rien ne pourra troubler. || Que si, toi et tes suc-  
 cesseurs, fidèles à ma Sublime-Porte, et reconnaissants de mes nombreux  
 bienfaits, vous faites exécuter dans leur entier les ordres ci-dessus dé-  
 taillés, vous n'aurez pas à souffrir de l'inquiétude d'être déposés, à

moins qu'il n'existe de votre part un délit constaté qui nécessite votre déposition et changement: mais qu'au contraire vous serez maintenus dans vos gouvernements, pourvu que vous marchiez dans le sentier de la fidélité et de la droiture: || Que si vous prenez constamment pour votre règle les dispositions précitées, je respecterai de mon côté, et mes très illustres vézyrs et ministres respecteront aussi les privilèges dont vous avez joui dans les temps heureux de mon très glorieux aïeul qui habite aujourd'hui le paradis, Mouhammed Khan (sur qui soit répandu le torrent des miséricordes du Très Haut); || Il n'est pas moins certain que parmi les habitants des rives du Danube et des frontières, et parmi tous les autres, petits ou grands, ceux dont la conduite contreviendrait aux règlements établis, seront punis à l'instant même où avis en sera donné. || C'est donc à toi, hospodar de Valachie, de bien faire comprendre à tous les boïards, habitants et raïas de la province, l'esprit du présent commandement impérial; de les inviter et engager à adresser constamment leurs vœux à l'Éternel pour la durée de ma vie et de mon règne, pour la continuité de ma gloire et de ma puissance. || Tu te garderas du contraire.

No. 53.  
1802.

Donné à la fin de djumazi-ul aqhir 1217 (1802).

#### Nota remisă de Innalta Poartă Trimisului Rusiei.

Le laps du temps ayant introduit quelques altérations et abus dans plusieurs des dispositions que renferme un sublime firman décoré d'un khatti-humaïoun émané en l'an 1206 (1791) aux fins de renouveler deux autres firmans réglant l'ordre à suivre dans le gouvernement de la Moldavie et de la Valachie, le premier décoré aussi d'un khatti-humaïoun en date de l'an 1188 (1774), le second donné en conséquence d'un senèd daté de l'an 1198 (1783). || Et en vertu des conditions du traité de paix qui existe entre la Sublime-Porte et la Russie, cette dernière puissance ayant droit d'intercéder en faveur des deux provinces susdites: || Sur la note que nous a présentée, par ordre de sa cour, notre ami le très noble envoyé de Russie, résidant à Constantinople, dans laquelle pour donner auxdites conditions une force qui en facilitât l'exécution, il demandait l'addition de quelques nouveaux articles: A la suite de plusieurs ouvertures amicales avec l'envoyé de Russie, sur ce qu'exigeait cet objet, il a été réglé et arrêté dans une conférence, après une discussion longue et détaillée, que les dispositions antérieures seraient confirmées et consolidées par l'addition de nouveaux articles aux anciens déjà exprimés dans les deux sublimes firmans donnés aux deux pro-

No. 53. 1802 vines sous les dates citées plus haut; En conséquence, deux nobles commandements nouveaux viennent d'émaner revêtus tous deux d'un Khatti-humaïoun, l'un pour la Valachie, l'autre pour la Moldavie.

Comme le bien-être des habitants de ces deux principautés, qui sont les greniers de la Sublime-Porte, dont la durée sera éternelle, est l'objet continuel des soins de sa Hauteusse, la Sublime-Porte promet de faire exécuter désormais à la lettre la totalité des articles anciens et nouveaux contenus dans les susdits ordres; de ne pas permettre qu'on y contrevienne, et de toujours veiller à ce qu'ils servent de règle de conduite. Cette note a été rédigée, écrite et remise officiellement ainsi qu'une copie des deux firmans susdits à notre ami l'envoyé de Russie, à l'effet que cet engagement pris par la Sublime-Porte puisse être notifié par lui à sa cour, qui est notre meilleure amie.

Le 4 de djumazi-ul aghir de l'an 1217 (1802).

(Traduction).

(Codrescu, Uricariu, III, 181—205).

(Firmanul pentru Moldova).

„In vremea care s'a săvârșit cu bine pacea și învoirea între prea înalta mea vecinică împărăție și între împărăția nemțească, atunci milostivindu-se împărăteasca mea mărire asupra stării celor cinci ținuturi a Moldovei cari s'aū luat înapoi de la Nemți, a hărăzit prea înalt sfânt firman pentru ertarea dărilor a numitelor cinci ținuturi, atât de haraciū cât și de toate alte mari și mici biruri, socotindu-se această ertare a dărilor din ziua aceea din care s'a iscălit pacea Nemților, adică de la trei a lunii Zălhize a anului 1205 pînă la împlinirea de doi ani. Asemenea și după ce s'a schimbat urâciunea și vrajba ce a mijlocit mai înainte între împărăția mea și între împărăția Rușilor și s'a întors în pace și prietenie, după îndurarea către raelele celorlalte ținuturi ale Moldovei pentru cât aū suferit nevoi și asupriri în vremea războiului, s'aū dăruit iarăși prin înalt sfântul meu firman către sfîrșitul lunii Gemazieavel a anului 1206, coprindețor de ertarea dărilor a numitelor ținuturi a Moldovei, atât de haraciū cât și de hădia rechiabia și giupele și de toate altele mari și mici biruri, începîndu-se ertarea dărilor acestea de la 22 a lunii Gemazielahăr a anului 1206 și prelungindu-se pînă la împlinirea de doi ani. Iar după aceasta viind arzul grecesc din partea boerilor și a celorlalți locuitori ai Moldovei coprindețor (după tălmăcirea ce s'a arătat) că de patru și cinci ani s'aū nevoit din pricina necazurilor, și strămtoririlor ce aū suferit în vremea războiului cu năvălirile și călcările ce s'aū întemplat a-și lăsa cei mai mulți dintr'înșii pa-

tria lor, și a se depărta de la dînsa pricinindu-se prăpădenia pămîntului Moldovei, și ajungînd locuitorii ei în cea mai proastă și jalnică stare, și că avînd supușii nemărginită plecare și supunere cu deservită ascultare către prea puternica mea împărăție și sprijinindu-se în milostivirea și îndurarea puterii mele către dînșii, se roagă a se înnoi cel mai înainte dat prea înalt firman cuprîndător buneî orîndueli a pămîntului Moldovei și a celorlalte osebite pronomii, decî căutându-se atunci caîdurile cele pázite întru împărătescul meu divan a firmanurilor ce se dau după vreme, fiindcă s'a găsit într'acelea cuprinderea aceasta că la anul 1188 către înjumătățirea luneî Șeval s'a hărăzit la amîndouă țările aceste înalte sfînte firmanuri înfrumusețate cu prea sfîntul hatilum-nium, cuprîndînd acestea de mai jos, adică : || „Raelele acestor două pămînturi ale țerei Românesce și a Moldovei ce sunt socotite în locul chelerului împărăteștei mele măriri, plătînd după starea lor darea anului, adică haraciul, să nu se supere pentru vechî socoteli orî în ce chip vor fi acele, saû de bani în naht saû de altele subt orî cari numiri și când se va întembla jalobă și prigonire, saû între vre unul din ehleislami, adică din cei de credința otomanicească cu vre unul din raele locuitor al țerei saû între două raele, această judecată Domnul Moldovei cel după vreme, cercetîndu-o după dreptate și ascultînd dișele atît a părășului cât și a părătului, să împlinească dreptul ce se va dovedi, și la sêvîrșirea judecăților ce se vor întembla între cei de credința otomanicească și între raele, să fie mijlocitor, atît cel ce va afla divanefendesi a Domnului după vreme, cât și alții din credința otomanicească, iar dacă vre-o pricină de judecată dintru acestea ce vor fi între cei de credința otomanicească și între raele nu va lua sêvîrșire nici prin mijlocirea numiților, adecă divanefendisi ce va fi lângă Domnul după vreme și alți otomanî, și se va arêta că cugetul acelor părășî saû și a părățîlor otomanî atárnă ca să pricinuiască stricăciune și să păgubească sêracile raele, să nu se îngăduască a se însărcina și a se asupri locuitorii cu acest fel de neadevêrat și în potriua pravilelor judecăți și jalube, ci sêvîrșirea la asemenea prigoniri de îndoială să se facă înaintea cadiului Ibrailii, căutîndu-se judecata după toată dreptatea. Iar cadii Ibrailii sunt îndatoriți când se va orîndui la dînșii vre-o pricină de judecată din partea celui după vreme Domnul al Moldovei să fie cu luare aminte, și nici într'un chip să nu facă lucru în potriua dreptăței și a pravilelor, silindu-se a da dreptate la partea unde se cuvine, și a nu se însărcina cu nedreptate sêracile raele ale țerei. || „Și că să nu se asuprească și să se supere raelele Moldovei cerîndu-se și silindu-se a se rădica în altă parte de loc pentru vre-o pricină de judecată. „Și fiind că s'a dat fetiva că mărturia unei

No. 53. raele asupra unuia din credința otomanicească este primită și socotită  
1802. numai la judecățile clironomilor și a genealogiei lor adecă a rudeniilor, iar la celelalte pricină ce sunt pentru a neguțătorilor și a socotelilor este neprimită mărturia raelilor, pentru aceasta după cuprinderea numitei festivali asemenea să se urmeze. : „Și că ori-câți saū din oșteni (adică din tagma oștenească) saū din alții de credința otomanicească vor face vre-o greșală în țara Moldovei aceia să se trimeată la sarhaturile de prin prejur, și acolo să se pedepsească prin marafetul zabeților lor. || „Și că cu toate că sunt date mai înainte osebite înalte firmanuri, ca să nu cuteze în potriua nizamului de mai înainte a intra în pământul Moldovei serhatlăi și alții din taifalele caicilor Dunării poruncitoare ca să nu strice din temelii cășele ce sunt pe pământul Moldovei, cari mai înainte au apucat a se face, și să se isgonească acei cari fără nici o trebuință umblă prin țară netrebnici și făcători de rele, dar cu toate acestea aproape de socoteală este, că de vor cerca unii ca aceștia a intra în țară, și după ce vor iscodi între dinșii gâlcevi și va omori unul pe altul, apoi vor cere prețuri de sânge și prin neadevărate iscodiri și mincinoase, și prin cereri viclene de nedrepte lucruri și bani să poată pricinui chipuri asupritoare și păgubitoare săracilor raele a Moldovei, pentru aceasta de acum înainte afară din cei rânduți și numărați neguțători nimenea altul din sarhatură să nu cuteze a intra în pământul Moldovei, dară și acei cunoscuți neguțători ce s'au dis mai sus, când vor veni în țară pentru neguătoria lor să aibă a lua teșcherele de voe de la zabeții lor, și ajungând la Moldova să arete teșcherelele acelea saū către însuși Domnul Moldovei saū către vechilul său, și luând iarăși alte teșcherele de voe saū de la însuși Domnul Moldovei saū de la vechilul Domnului, așa să urmeze cu slobozenie alișverișul lor, fără a nu cere la ținuturile unde vor merge pentru neguătoria a zidi saū a cumpăra case pentru șederea lor, nici a ara și a semăna, nici a asupri cu alte chipuri pe raele, nici a da sălem acasă, cari toate aceste într'acest chip se cuprind între înaltele porunci ce s'au dat mai înainte pentru nizam, și neapărat trebuie să se urmeze. || „Și că pentru neadevărate devali și pricină, să nu fie slobod de a se rându la Moldova mumbașiri din partea vizirilor, cadililor și zabeților, spre supărarea săracilor raele. || „Și că câte locuri și moșii saū mănăstirești saū și a altora cari prin silnicii și nedreptate s'au stăpănit de către cei netrebnici, cari locuri se numesc și pină acum raele, să se facă cercetare cu amănuntul și după toată dreptatea pentru aceasta și dovedindu-se că cu nedreptate s'au stăpănit, să se dea iarăși înapoi la acei adevărați stăpâni. || „Și că nu este ertat de a avé în pământul Moldovei neguțători otomani și ciftă-

lăcuri, nici să pășuneze vite. || „Și că fiind cu totul oprit cel ce merg la mansupurile lor, prea înălțații mei viziri și prea slăviții echitaiulăi a se abate din drumul cel drept, sau la mergerea sau la întoarcerea lor ca să intre prin țara Moldovei, și ca să ia de la raele fără plată cele pentru hrana lor, și oamenii lor sau cai de menzăl sau de a face alte asemenea cereri pricinuitoare de împilarea sêracilor raele, pentru aceasta nici într'un chip nu voesce împărăteasca mea mărire a se păgubi de acum locuitorii țerei Moldovei de către viziri și echituiulăi și de către ecpaelile lor, abătându-se din drumul cel drept și intrând în țara Moldovei. || „Asemenea și acei cari merg cu pricină trehuincioase, trecători sau Tătari sau și alții pe la sarhaturile împrejurul părților acestora, să nu se abată din drumul cel drept, nici să vie la Moldova, nici să ceară cai de menzăl mai mulți de cât să cuprind în firmanurile de menzăl ce au în mâinile lor, și câți iarăși vor merge după vreme cu memurieturi la țara Moldovei, nici ei să nu supere cerând mai mulți cai de cât cuprinderea firmanurilor de menzăl ce vor avé, și dacă pentru punerea în lucrare a acestor de mai sus cari toate se cuprind și în cele de mai înainte date porunci s'a urmat cea mai mică nesilintă, iar de acum înainte pentru cea nestrămutată păzire a tuturor acestor sureturi, să se facă negreșit cea mai mare purtare de grijă, și ori care va cuteza a se arăta cu mișcare în potriva înaltei mele împărătești porunci fără cât de puțină prelungire să se pedepsească după cuviință unii ca aceia. || „Și că fiind de mai înainte date osebite înalte împărătești firmanuri, poruncitoare ca în vreme când vor merge raelile Moldovei la târgurile cazalelor și satelor peste Dunăre, sau pentru vre-o trebuință a lor sau pentru însuși alișverișul lor, să nu se supere de către haraccii și zabeții acelor părți, nici cu cereri de haraci și de spenți, nici cu alte pricinuiri dar nici oamenii haracciilor și a colgiilor cu cuvânt că caută oameni străini să nu intre în pământul Moldovei sau să umble din loc în loc; spre aceasta s'au dat porunci prin înalte firmanuri către acei ce s'au căzut ca să se depărteze cu totul de această mișcare. || „Și că atât raelile, cât și ceilalți locuitori ai Moldovei să nu aibă vre-o supărare de către nimeni asupra straelor și a portului lor, după ertarea și cea desevirșit slobozenie a țerei către aceasta. || „Și că cu toate că boerii cei ce mai înainte au venit aicea cu magzar, au arătat că s'ar fi dat mai de demult sfinte hatihumaumuri că ori câți din raelile Moldovei vor primi credința otomanească nu pot a cere parte de clironomii de la părinții și rudeniile lor, dar aceasta nu s'a găsit în condicile căidurilor precum că s'ar fi dat asemenea hatihumaumuri sau prea înalte firmanuri, însă fiind că pricina aceasta este din cele ce atârnă la ale pravilei, cerându-se legiuita

- No. 53. hotărîre, spre aceasta s'a dat patru sfînte fefale cuprîndătoare: cea întăi, 1802. că dacă nazarineanul cutare, adică creștinul va primi credința otomanicească și va muri, tatăl acelui nazarinean cutare, fiind de asemenea credință, adică nazarineanul nu poate să fie clironom fiului său ce s'a făcut otoman — al doilea, dacă cutare nazarinean, bărbatul nazarinencei cutăreia va primi credința otomanicească, iar numita femeia lui cutare va rămîne întru cea d'întăi credință a ei și va muri, nu se poate face clironom; ei bărbatul său ce a primit credința otomanicească: — al treilea, dacă cutare nazarinean fiul cutăruia nazarinean va primi credința otomanicească, și va muri tatăl său în legea lui, nazarinean fiind, nu poate fiul lui ce a primit credința otomanicească a se face clironomul lui: — al patrulea dacă cutare din legea otomanicească va face slobod și va erta pe robul său, cutare nazarinean, iar robul lui acela va muri fără a nu primi credința otomanicească nu se poate face clironom acestui slobod rob nazarinean stăpînul său, acel ce l'a ertat: — aceste fiind fefale se cuvine dar după cuprinderea lor a se urma cu neștrămutare. „Și că fiind ertat și lăsat de a se face mumbaea, adică de a se cumpăra oî cu prețuri hotărîte pe tot anul din țara Moldovei după înaltele firmanuri prin marafetul acelui după vreme casapbașa, dar fiind și neapărată trebuință ca să se aducă oî din stăpînirea prea puternice mele împărății pentru tăinăturile miriei și pentru hrana locuitorilor Țarigradului. Drept aceea raelele țerei Moldovei să nu tăinuiască oile ce vor avé de vîndare, ci cu prețul curgător să le vîndă la neguțători și jelepî și cu acest chip prin nazaretul Domnului Moldovei după vreme, să se facă cusur de a trămite la împărăteasca mea cetate a Țarigradului, ori cât de multă sumă de oî ce se va puté, și aceste oî să le vîndă locuitorii țerei Moldovei numai la neguțători și jelepîi aceia cari aŭ a le aduce la Țarigrad, iar nu în alte părți. „Și că pămîntul Moldovei fiind socotit în locul cheleriului împărăteștii mele mării, drept aceea și cererea de a se aduce multă zaherea din amîndouă aceste țeri a Valahiei și a Moldovei este mai cu osebite neștrămutată și neapărată, căci suma hotărîtă a zaherelei ce se cere din țările aceste, de tot felul este pentru îndestularea hranei celor ce locuesc întru împărăteasca mea cetate a Țarigradului. pentru aceasta ca să nu se pricinuiască păgubire sêracilor raele a Moldovei, facem musaade împărăția mea spre depărtarea acestei păgubiri a se urma după chipul de mai jos, adică din toate felurile de semănături cari prin lucrarea pămîntului fac raelile Moldovei, să pogoare necontentit îndestule sume de zaherele la schelele ce sunt pe Dunăre și să se vîndă după prețul curgător la reizii corăbiilor a cabanului, încă numai la acei reizii cari aŭ a veni la Țarigrad, iar nu întru alte părți, și locuitorii

Moldovei să nu părăsească lucrarea pământului și semănăturile, arătând neîlința pentru că s'au rădicat cererea cea hotărâtă a sumei zaherea care se numia mucaesă, dar osebit să nu tăinuiască acești locuitori zahereana ce vor avé de vîndare cu cuget de precupii și rele câștiguri și întru aceștiași chip și raelile Moldovei să se folosească și să dobîndescă din vîndarea zaherelor, și cei ce locuiesc în împărăteasca mea cetate a Țarigradului, să nu pătîneasă lipsa pentru trebuincioasa lor hrană, decîi la această pricină va cheltui pururea sălînța cuviincioasă, atît Domnul Moldovei cel după vreme, cît și boerii țerii. ¶ „Și că ori cît și ori în ce chip greșale au apucat a se face de către boeri și raelile țerei Muntenesci și a Moldovei în trecuta vreme a răsboiului după nevointă, toate acele ce s'au întemplat fapte și mișcări a lor, s'au ertat cu o deserviră uitare de către împărăția mea, și nu-și va aduce aminte prea puternica mea împărăție în veci, nici pentru a le cerceta, nici pentru a face răsplătire rea către nimenea dintr'înșii pentru cele trecute fapte ale lor, și de acum înainte, în cît ei vor fi neclintiți din stejărul supunerii și a ascultării către prea puternica mea împărăție, și vor pune în lucrare cele căzute la datoria supușilor, neabătîndu-se din cuviincioasa lor plecare, nu vor vedé nimica alta din partea împărăției mele decît milostivire, îndurare și umbrire, care aceste fără de îndoială fiind, se vor arêta către toți de obștie. ¶ „Și că boeriile țerei Românești și a Moldovei, fiind că se cuvine a se da la acei cari dintre Greci și pămîntenii vor fi mai aleși și cu îndeustulare la buna chibzuirea lor și credincioși, pentru aceasta punctul boeriilor se lasă întru tot la acei după vreme Domni ai țerei Românești și ai Moldovei, spre a metaherisi în slujba lor după trebuință pre cei vrednici și credincioși, atît din Greci cît și din pămîntenii protimisind pe cei mai iscusiti din pămîntenii boeri la boeriile acele cari sunt chiarăși cuviincioase pămîntenilor. ¶ „Și că, cînd vor trebui cherestele pentru zidirile cetăților ce sunt în partea Rumeliei să se taie acele cherestele din codrii țerei Românești și a Moldovei, și să se care la locurile acele unde este trebuința, dar luîndu-se sineturi pecetluite de la binaemni pentru suma cherestelelor să se plătească nelipsit prețul tăiatului cherestelei și a căratului din banii miriei a țerei Românești și a Moldovei, fără a nu se scade nici un ban. ¶ „Și că pentru cei mai înainte trîmiși, cari mergeau la Galați din partea acelei după vreme nazăr a Chilie, și supărau pentru cererea de giubruc adecă de vamă, după ce vămile tuturor zaherelilor și a altor lucruri ce se scoboară la sechele, după obiceiul țerei să iaș de către Domnul Moldovei, s'au dat înalte porunci ca să nu meargă de acum înainte la Galați oameni de ai nazîrului Chilie, nici să cuteze a supăra pentru ce-

No. 53. rerea de giumberuc, iar osebit de aceasta fiind că nu s'a găsit trecut  
1802. în condicele calemului divanului că s'ar fi dat vre-o dată înalta poruncă  
ca să fie la Galați ședători giumberuci de la Isaccea. Drept aceia să se  
facă silință de a lipsi cu totul aceasta fără de cale și fără cuvînt trā-  
miterea a giumberucciului de la Isaccea, și oamenii nazărului Chiliei. ||  
„Și fiind-că cu cuvînt și pricinuire de a se împlini și a se strînge  
din țara Moldovei pe tot anul acea hotărîtă și sciută sumă de giuvergile  
adecă sălitră pentru trebuința zaraphanelei împărătești, se rînduia în  
tot anul când unul când altul, dādu-se aceasta ca o chivernisală la  
acei ce se trāmit, și trāmișii aceia ce se numiaū multezāni, mergēnd  
acolo supēraū și însărcinaū sēracile raele, cari și aceasta fiind în protiva  
împărăteștei mele bunei voințe. Drept aceea de acum înainte nu va merge  
nimeni în țara Moldovei cu numiri de nazār, saū multezime ca să  
ceară giuvergile, iar giuvergileaua ce este trebuincioasă pentru zara-  
phaneaua împărătească să se gătească prin mână și marafetul aceluī  
după vreme Domn al Moldovei, plătindu-se deplin prețul atāt al cum-  
părături cāt și al chiriei dusului, către locuitorii țerei, din banii miriei  
împărătești ai Moldovei și într'acestași chip gāsindu-se să se facă însciin-  
țare către zaraphaneaua împărătească la cari schele s'aū scobārît, ca de  
acolo cu caice să se aducă la Țarigrad. || „Și că, ca să se păzească întru  
desēvîrșită lucrare tot nizamul acesta ce s'a dat, și să se facă împlinire de  
toate cāte sunt pentru aceasta în sus dīse, și să se pedepsească ori cine în  
potriva acestei porunci va face mișcare. Drept aceea să se caute în vreme de  
trebuință căidurile adecă condicile fiește căruia model din cele arētate mai  
sus, și să se facă arētare la prea înalta mea Poartă. || „Și fiind că s'aū în-  
vrednicit a cāștiga împărăteasca mea ertare pre cum s'a dīs mai sus, cei ce  
aū greșit ori în ce chip în vremea trecutului rāsboiū, saū din boeri saū din  
raele, și locuitori a Țerei Romānesci și a Moldovei, drept aceea să li se  
înnoiască lor iarāși trebile boeriilor ce aū avut mai înainte rāsboiului, dān-  
du-li-se înapoi și acareturile adecă moșiile lor, însă fiind că s'a găsit scris și  
trecut în căidurile divanului împărătesc ca la cele ce se arată mai jos  
amāzări s'a adaos și această orēndueală pentru cuprinderea și umbrirea  
lor. după cea către dīnșii împărăteasca mea mare milă și îndurare cu ho-  
tārīre ca să fie cu luare a minte de acum înainte spre a pune în lucrare  
cele cădute la datornica lor supunere fără a nu se abate nici într'un chip și  
pānă la un pēr din calea credinței și a supunerei, ci aducēnd nemārginită su-  
punere și ascultare către Domniū cei după vreme să facă silință, și să  
se îngrijască spre sēvîrșirea împărăteștilor slujbe, depārtādu-se cu cea  
mai mare luare aminte de cel mai mic cusur: cari aședări și sureturi sunt  
aceste de mai sus, adecă: || „De acum înainte să nu se ceară de la țara

Românească mai mult decât numai 619 pungi de bani, iar de la țara Moldovei numai 135 pungi și 445 lei și jumătate pentru haraciul anului, care dare a anului a fiește-căreia țări să se dea aicea la împărăteasca mea cetate a Țarigradului la sfârșitul anului, și să se rânduiască a se da în havalere. || „Și să se mai dea de la țara Românească 90,000 lei în naht și în lucruri subțiri de idige și 40,000 lei cu numire de richiabia, iar de la Moldova pentru hidiea în bani și în lucru să se dea 90,000 lei și pentru richiabia 25,000 lei și mai mult să nu se ceară nimic. || „De la Domni să nu se ceară pe tot anul cheltuiala mu-carelului, adică a înoririi Domniei, și până nu se va întâmpla vre o greșală care să se dovedească adevărată, să nu se schimbe Domni țerilor. || „De la Domni ce se fac după vreme să nu se ceară dări gîiaizăle și avaturii mai mult decât sunt obicînuite din vechi, dar și acele obicînuite gîiaizăle și avaturii să nu se ia de la raelele țerei, ci să se dea din eraturile ce se cuvin Domnilor, adică din ocnă, vamă și din celelalte rusumături. || „Pașii, Kadii, și alți zabeți ce sunt înprejurul acestor două țări, să nu facă cereri și sâlnicie pentru daruri și avaturii, a căroră păgubire atîrnă iarăși asupra sêracilor raele, și nici să trimită din partea lor mumbașiri, numai și numai pentru luări de bani și alte daruri, cari nu sunt ertate de către pre înalta mea împărăție. || „Când se va întâmpla azlu și de iznoavă rînduirii a răgîialului împărăției mele, nu are a se da din țară nici un fel de gîiaiză sau avat. || „De la aceste mai sus numite două țări să se ceară semănături și alte zaherele atît cît să nu se pricinuiască stenahorii raelelor, și când va cumpăra miria zaherea din țările acele, să plătească prețul zaherelei în bani gata, și chiria dusului să nu se însărcineze asupra locuitorilor, iar când vor cumpăra zaherele neguțătorii să o plătească după prețul curgător cu bani pe șin. „Fiind că se cuprinde în cele de mai înainte date două înalte porunci după cum mai sus s'a arătat că de a se cumpăra oi din numitele țări cu marafetul saigiilor și a oamenilor lui casapbaș, aceasta este pricinuire de pagubă și nedreptatea raelelor după cum mai înainte s'a arătat, s'a ertat de a se face cumpărătura oilor întru acel chip, însă fiind trebuincios lucru de a se aduce oi din stăpânirea împărăției mele pentru tainaturile miriei și pentru hrana locuitorilor Țarigradului, pentru aceasta raelele țerei Moldaviei să nu tăinuască oile lor ce le au de vîndare ci cu prețul curgător să le vîndă la neguțători și gelepii, și întru aceștia chip cu nazaretul celui după vreme Domn al Moldaviei să nu se facă cusur de a se trimite la Țarigrad ori cît de multă sumă de oi, și oile aceste să le vîndă locuitorii Moldaviei numai la acei neguțători și gelepii cari vor aduce la împărăteasca mea cetate a Țarigradului, iar

No. 53. nu într'altă parte. Drept aceea și de acum înainte se va face silință prin  
1802. lucrare la toate câte sunt pentru aceste trebuincioase. || „Când se vor  
cere de la amândouă țările aceste chereștele și alte trebuincioase pentru  
zidirii, mai întâi să se dea înștiințare Domnilor celor după vreme de  
suma ce se cere și întru acest chip să se care acele cerșute la hotarele  
țărilor, și să se plătească atât tăiatul cât și căratul raelelor de către  
mumbașirii ce vor fi la binalele aceste, în chip ca acela ca să le dea  
mâna și raelelor a fi mulțumiți și în bani pe șin, dar să nu se silească  
raelele ca sa care aceste cereri de chereștele și altele, și afară de hota-  
rele țerei nici într'un chip. | „Asemenea când se vor cere de la a-  
mândouă țările aceste lucrători și alți salahori și cari, să se plătească  
chiundelicurile fără a nu se scăde din cea obicinuită plată a lor nici un  
ban, dar nici să se urnească vreme pentru această plată a lor, să nu  
fie ertat a intra în țările aceste nimenea altul din ermacurile și alți lo-  
cuiitori de pe malul Dunărei ca să supere și să păgubească raelele. fără  
numai fermanlăii neguțători. | „Să nu are, nici să semene pe pămîn-  
turile raelelor acestor două țări. nici să aducă vite pentru pășune și hrană,  
iar care va cuteza cu urmare în protiva nizamului să se pedepsească  
cu strășnicie. | „Dacă după încheerea păcei s'au stăpânit prin silnicie  
locuri de a raelelor să se întoarcă iarăși la stăpânirea lor. | „Când  
nu va fi mare trebuință și grabnică pricină să nu se trimită la țările  
aceste mumbașiri din partea prea puternicei mele împărății, și iarăși când  
se vor trimite să nu facă cerere de la raele pentru cheltueala mumba-  
șărlăcului lor, nici cu izvodiri de pricină zadarnice să prelungească șe-  
derea lor în țară; cari toate aceste sureturi adăogindu-se de către cele  
de mai înainte pentru ca să se păzească pururea fiind în mânele lor,  
și când va fi trebuință să se caute căldurile fiește căruia made și să se  
pue în lucrare după cum hotărâse, iar care va îndrăzni în protiva acestor  
sureturi a urma cel mai mic lucru, acela ori care va fi pentru ca să-și  
iea răsplătire să se arête către prea înalta mea Poartă și să se pe-  
depsească. „Și fiind că s'a fost dat prea înaltă poruncă ca boerilor  
ce au slujit cu credință prea puternicei mele împărății și aduc căduta  
supunere către Domnul lor să li se dea treptele boeriei lor ce s'au în-  
vrednicit înaintea războiului, și să le rămăe în stăpânire și moșiile lor,  
și fiind că de a se face privighere ca să se păzească pururea cele mai  
sus arătate sureturi și să se întemeeze și să se adaoge acareturile boe-  
rilor către cari atîrnă ei pentru ca să trăească și pentru ca să dobân-  
dească după vechiul obicei folosițele cele dintru aceste, și rangurile  
boerilor de mai înainte cu hotărîre ca să nu arête și ei nesilintă până  
la cel mai mic lucru de a pune în lucrare cea după datorie cerută de

la dinșii nemărginită supunere și către poruncile și voințele Domnilor lor plecare, decî urmînd ei într'această chip să fie silință pentru cuprinderea și pentru odihna lor. „Intru această chip dar, fiind că silința aceasta aduce fericirea țărilor s'a dat poruncă către boerii pămîntului să se depărteze de acele fără de cale ale lor cereri, iar mai ales de acele teclifuri și fără de orînduială arătări cari nu pot să le suferă și să le rădăce raelele din pricina sărăciei la care a ajuns țara în vremea războiului, iar care dintre dinșii nu se va arăta ascultător poruncei, și în protiva împărăteștei mele bune voințe va păgubi și va asupri săracile raele și se va amesteca în lucruri cari nu se cuvin lui și va cuteza a pune în lucrare fără cale și fără rînduială teclifuri și cereri eșite din hotarele lui pricinuitoare aceste de tulburare nizamului, și de stricarea orînduelei cei bune, precum și dacă se va arăta împotrivor la lucrarea celor bune chibzuii care va metaherisi Domnul pentru îndreptarea a umurului țerei, și pentru răsufarea și mîngăerea raelelor, și dacă va cuteza cineva către vre-o mișcare în protiva voinței Domnului, fiind că Domnii ce se aleg și se așază asupra lor din partea împărăției mele au toată desăvîrșita putere spre a pedepsi cu cuvințioasa pedeapsă pe acei fără rînduială, drept aceea să fie toată silința ca să se pedepsească după chipul de mai sus unii ca aceia, și spre a se statornici paza răsufării săracelor raele și urmarea nizamului țerei. ||

„Birul anului obștească care se cuvine a se strînge de la toate raelele fără osebite, după cum prin păzirea dreptății va ajunge partea fiește căruia, să urmeze întru toată dreptatea, iar nu cu oarecări fără cale aflări și pricinuirii, unii din raele să se însărcineze asupra celorlalți locuitori. Decî să fie pururea cu luare aminte de a se păzi dreptate la acestea și de a se face depărtare de ocrotiri fără orînduială. „Pentru toate acestea de mai sus sureturi s'a rînduit înalt sfînt firman plin de milostivire la anul 1198 în lumina Rebiuevel în vremea împărăției pururea pomenitului și prea fericitului, prea slăvitului moșului meu Sultan Hamid (asupra căruia revarsă milă și ertare), care firman s'a găsit trecut și în căldurile împărătescului divan, fiind dar că toate acestea câte s'au arătat întocmiri și aședări, sunt pricinuitoare de înmulțirea și fericirea numitului pămînt al Moldovei și de împodobirea și mîntuirea de multe feluri de asupriri a locuitorilor ei, drept aceea după aceea către toți cei nevoiți și săraci împărăteasca mea milostivire, care este din prea strălucitele daruri a prea dreptei împărăteștei mele ființe, și către raelele cari sunt amaneturi a sfîntului Dumnezeu Stăpînul lumii, împărăteasca mea îndurare s'a fost hărăzit la anul 1206 prea înaltul meu firman împodobit cu hatihumaium cuprîndător amîndoror celor dișe mai sus sfîntelor firma-

No. 53. nuri, aceluî d'ântâiû ce s'a dat în anul 1188 întărit cu sfântul hatihumaium, precum s'a arătat mai sus, iar aceluî de al doilea potrivit cu suretul ce s'a dat la anul 1198 voind prea puternica mea împărătească mărire ca şi în strălucitele ڭile a împărăţiei mele să fie în lucrare neschimbată acele sureturi, cari se cuprind în firmanul ce s'a dat mai înainte şi să se întemeeze răsuffarea săracilor, iar mai ales să se sevîrşască chipurile cele ce sunt pentru înmulţirea şi fericirea ţerei, puindu-se în lucrare şi noîma care în osebit firman ce s'a dat pentru ertarea dărilor de doi ani a raelelor după pace, după îndurarea şi milostivirea cea către toţi locuitorii Moldovei se cuprinde ; iar după împlinirea de doi ani a ertării dărilor să se întocmească dările de giziea idigtea şi richia-bia şi ageanzările şi altor havaele a fi potrivite cu acestea de mai sus arătate sureturi. Acestea dar se cuprind în cele de mai sus arătate prea înalte sfinte firmanuri, dar că cu trecerea vremei s'a pricinuit la unele din cele mai sus amăzări şi sureturi turburare şi în potrivă urmare : şi după următoarele amăzări a actinamelei ce sunt între înalta mea împărăţie şi între împărăţia Rusiei, are cuvînt de dreptate, împărăţia Rusiei a face mijlocire pentru pămînturile ţerei Românesce şi a Moldovei, spre aceasta pentru întărirea lucrării cei de acum înainte a arătatelor sureturi, elciul împărăţiei Rusiei din Tarigrad a arătat către prea înalta mea împărăţie, prin tacir rënduit fiind, că din partea împărăţiei sale se cere adăogire la cele de mai înainte date sureturi şi aceste ce se arată mai jos madele, adică : " „De acum înainte vremea Domniei lor să fie hotărîtă deplin pînă la şapte ani, socotindu-se din ziua rënduirei Domnii lor şi în cîta vreme nu se va arăta greşală vederată să nu se facă azlu-Domniei mai înainte de împlinirea acelor 7 ani, în cît dacă în curgerea vremei arătate acelor 7 ani se va arăta învinovăţire, dacă nu se da întăiû ştire din partea înaltei mele împărăţii către elciul Rusiei şi nu se va plioforisi că în adevăr așa este, şi nu se va arăta şi se va dovedi că cu adevărat este învinovăţit şi supus greşalei aceia, să nu fie ertat a se schimba Domnii într'alt chip decât numai în vremea aceea. „ „Acele ce s'aû isvodit din noû biruri, avaeturi şi cereri mai pe urmă de suretul ce s'a făcut la anul 1198 să lipsească cu totul şi după acest temeiû să rënduească şi să hotărască Domnul Moldovei împreună cu boerii birurile anului şi cererile sale împărţindu-le după cel mai drept chip şi să se ferească cei după vreme Domni de în potrivă urmare. „ „Domnii după vreme a Moldovei să aibă socotite arătările ce va face după vreme elciul Rusiei, atât pentru această made a birurilor cît şi pentru păzirea pronomiilor ţerei, şi pentru câte se cuprind aşedări în această înaltă poruncă. „ „Pentru ca să se rădice şi să lipsească cu totul rea

nrmarrea ce era la madeaua celor fără bir raele scutiți a boerilor, și întru acest chip să se ușureze greutatea acestei cereri a birului, să nu rămâe slobod de bir nici unul din raele afară de numărul scutiților ce sunt trecuți în Visterie după vechiul obicei, ci toți de o potrivă să rădice sarcina acestui bir și să se stânjenească cu cea deservită oprire supărarea și asuprirea, care se făcea raelelor de către tacsăldarii birurilor ori cu ce chip. ¶ „Și fiind că spre răsplătire, lefile oștilor ce sunt în țara Românească, este trebuință a se face ajutor de o sumă și din partea Moldovei aruncându-se osebite biruri; pentru aceasta să se chibzuiască cu dreptate cele cuviincioase la madeaua aceasta după osebit înalt firman ce se va da pentru pricina aceasta. ¶ „Câte tertipuri se vor face din partea prea înaltei mele împărății atât din zaherele cât și de unt, oi, și într'un cuvânt și de alte metahuri a pământului să se facă anume arătate și lămurite sumele lor în firmanurile ce se vor da pentru aceste și în aceste prea înalte firmanuri să se cuprindă porunca și către boerii țerei și să se citească de față la divanul Moldovei și fiind că este să se facă voroavă cu boerii, dacă acel lucru cerșit ori ce va fi, este cu putință să se facă deservit, ori parte dintr'insul să se împlinească din țară ori nu, drept aceea cererea și rugăciunea ce vor face pentru acel lucru boerii prin mijlocirea Domnului lor să aibă ascultare, iar plata celor de mai sus dișe tertipuri să se dea de către mirie fără prelungire după prețul curgător, iar într'alt chip să nu se facă mumbaeaua, adică sălnică cumpăratură. ¶ „Prețul zaherelei ce se cumpără pe tot anul din partea miriei să se plătească după fiatul care se taie pe tot anul la șchelea Galați și ca să nu se pricinuiască greutate locuitorilor cu dusul zaherelei cărându-se cu angărie, cel după vreme Domn se va sili cu credință a tăia fiatul zaherelei la numita șchelă, socotindu-se și chiria dusului. ¶ „Firmanurile cari după vreme se dau către țara Moldovei să se citească de față în divanul Moldovei, și după citire să se pue în păstrare la caidurile țerei. ¶ „Boeriile pământului să se dea la pămîntenii locuitorii țerei, dar să fie în mâna puterii Domnului după vreme, spre a alege și a orânduia la aceste și din Greci pe acei cinstiți, cu sciință și vrednici de acele boerii și când se va întâmpla vre-o asuprire urmată din partea Grecilor în boeriile acele între cari se vor afla rânduși, Domnul după vreme să-i scoată și să-i pedepsească și pe dinșii asemenea ca pe boerii pămîntenii, și să-i silească a întoarce înapoi banii ce au luat cu asuprire. ¶ „Câtă cheltueală va trebui pentru ținerea menzălhanalelor pe tot anul să o rânduiască și să o hotărască Domnul după vreme cu boerii divanului, și mai mult decât rânduia sumă să nu se ia cu nici un cuvânt

No. 53. de pricinuire. || „Ocărmuirea spitalelor, a scoalelor, a drumurilor și  
1802. a altor asemenea pricină ce înadins se cuvin țerei să se facă havale cu  
porunca și hotărîrea celui după vreme Domn la boerii pămîntului. ||  
„Din călugării ce nu sunt închinați și supuși la mănăstiri sau la mitro-  
politul țerei murind, vre unul, toate cele rămase din averile sale să nu  
se ia de către nimeni altul, ci împlinindu-se prin marafetul celui după  
vreme Domn să rămăe ca un venit al casei săracilor, văduvilor și a  
altor asemenea acestor bune lucrări; acei ce sunt cu metania lor pe la  
mănăstiri dacă va muri vre-unul, averea lor ce va rămăne să fie ca un  
venit al mănăstirii aceia către care și-are metania și supunerea sa. ||  
„Câte locuri a țerei Românesce și a Moldovei se află acum sub nume  
de raele cari s'a răpit și cu silnicie s'a stăpănit adecă în țara Ro-  
mânească în partea Giurgîiului, Ibrailei, a Chilie și cealaltă parte de  
Olt, iar la Moldavia în cuprinderea ținutului Hotinului, aceste cu sil-  
nicie stăpănite locuri a țerei Românesce și a Moldovei să se întoarcă  
înapoi, și întru prea înaltele firmanuri ce sunt să se dea pentru această  
pricină către acei ce se cuvine, să se hotărască și vremea. || „Și fiind  
că este buna voință a prea puternicei mele împărății precum mai sus  
s'a arătat, ca să se facă privilegii de acum înainte, afară de fermanlăii  
neguțători, ori câți din locuitorii părților de afară sau ermacuri sau alții  
vor cuteza în potrive aședărilor acestora să intre în țările aceste și să  
locuiască și să păgubească raelele, să se oprească și să se isgonească unii  
ca aceia. || „Și de acum înainte câte înalte firmanuri se vor trimite  
ca amândouă țările acestea să fie potrivite cu aceste sureturi și cu pro-  
nomiele și obiceiurile țerei, și ca să se pue în lucrare toate chipurile  
și mijlocirile cari pricinuesc buna stare și fericirea și nemărginita li-  
niște și odihna supușilor ce sunt locuitori sub împărăteasca mea mărire  
în țara aceea și ca să nu se erte nici o mișcare în protiva pronomiilor  
lari s'a hărăzit și s'a miluit țerei prin această a mea înaltă poruncă.  
Spre aceasta s'a dat și s'a trimis ție acest înalt al meu firman porun-  
citor, ca atât tu, numitul Domn al Moldovei, după fireasca ta cre-  
dință și dreptate și râvnă către slujbele cele plăcute cât și boerii și locui-  
torii țerei, aducînd datornica mulțumire pentru câte pronomiile v'ați învred-  
nicit acum, și s'arguindu-vă spre împlinirea tertipurilor celor cerșute prin  
împărăteștile mele înalte firmanuri potrivite cu acele de mai sus scrise  
aședări. să cheltuiți toată silința și puțința pururea, ca să împliniți cele  
cădute a supunerii și a ascultării și să s'vîrșiți cele cuviincioase la da-  
toria și credința voastră. și să se facă luare aminte și depărtare spre a  
nu se întempla încăpere de vre o lucrare în protiva acestui înalt firman  
și a împărăteștii mele voinți până la un pîr. Poruncesc dar ca tu, nu-

mitule Domn, să citești această înaltă a mea sfântă poruncă întru auzul tuturor atât a mitropolitului țerei cât și a episcopilor, a călugărilor și a egumenilor și a tuturor boerilor și boerinașilor și a locuitorilor raele făcând cunoscută norodului cuprinderea cea de plină dreptate a împărăteștei mele bune voințe și să încredințezi pe toți că atât boerii cât și ceilalți locuitori ai Moldaviei, în cât nu se vor abate din calea cea dreaptă puind în lucrare cele cădute la supunerea și ascultarea lor, și aducând datornica urmare la prea înaltele firmanuri ce se dau, vor fi răvărșate cu îmbelșugare împărăteștilor mele îndurări de obște către toate raelele și ceilalți supuși și către cei săraci și nevoiți și vor câștiga pururea și în toată vremea nemărginita răsufare și odihna în curgerea dreptelor Țile a împărăției mele. Iar tu numitule Domn, și acei după tine diadohi a Domniei, în cât veți arăta cele cădute la datornica voastră supunere și mulțămire strălucitelor împărăteștilor mele faceri de bine către voi, și veți pune la cale și veți împlini câte cere neapărat cuprinderea a împărăteștilor mele porunci ce s'au arătat mai sus, să fie bine încredințat, că de nu se va arăta vre-o greșală a ta mărturisită și cunoscută, care să ceară azlu și schimbarea ta, nu vei cerca purtarea de grije de schimbarea Domniei și de purtare: și în cât vei rămâne nestrămutat intru știuta obicinuita ta credință și dreptate, vei fi neclintit din Domnia Moldovei. și nu numai că se vor păzi pururea toate cele mai sus arătate suraturi, dar și silința ce va face a se pune în lucrare atât din partea împărăteștei mele măriri cât și din partea marilor mei viziri și prea slăviți epitropi ai împărăției mele, toate câte s'au învrednicit a câștiga raelele țerei aceștia pronomii și ușurinți în dreptele Țile a prea slăvitului strămoșului meu Sultan Muhamet Han, (asupra căruia să reverse Domnul cele desfătate riuri a ertărei); și că este cunoscut fără de îndoială că toți locuitorii Dunărei și a sarhaturilor și a altor părți mari și mici, cari vor cuteza spre lucruri și fapte în protiva nizamului ce s'a dat, aceia îndată ce se va lua înștiințare pentru cutezarea cea fără rânduială a lor, se vor certa cu pedepsele cuviincioase. Incredințându-i dar și arătând tu, numitule Domn al Moldovei, tuturor boerilor și celorlalte raele și locuitori ai Moldovei cuprinderea acestui înalt firman împărătesc, le vei porunci ca să fie rugători pentru îndelungarea vieții mele și pentru întărirea slavei și puterei mele, ferindu-se de toate cele în potrivă urmări a prea înaltei mele sfinte porunci. 1217.

No. 53.  
1802.

(Papir, Te-saur II, 308 - 315).  
(Firmanul pentru Țara-Românească).

În vreme când cu norocire s'au săvârșit pacea și împăciuirea între

- No. 53. 1802. prea înalta și vecinica împărăția mea și între împărăția Nemților, atunci milostivindu-se împărăția mea la starea cea din vremea răsmiriției ce a suferit raiaoa Țerei-Românesce, a miluit-o cu sfântă poruncă de ertarea dăjdiilor, de haraciū, de bairamlıc, de rechiabie și giaize. || Asemenea pe la înjumătățirea lui muharel a leatului 1207, s'a mai dăruit iarăși sfânta mea poruncă cuprindeătoare de a nu se supăra năpăstuindu-se săraca raia. Iar în urmă viind grecesc și turcesc arzmahzar din partea celor din Țara-Românească, mitropolit, episcopi, egumeni și toți preoții după la mănăstiri și biserici, boeri, căpitani, și ceilalți zabiți, cu cuprindere, că mai nainte de câți va ani s'a silit din pricina celor ce au pățit asuprel și necazuri în vremea răsmiriției, de a părăsi cei mai mulți patria lor și a se depărta de la ea, și a se prăpădi memlechetul Țerei-Românesce și a veni locuitorii la ticăloasă stare, și că având mare supunere și ascultare la prea puternica împărăția mea, și răzimându-se la acea către ei milă și milostivire a împărăției mele, cer a se înnoi prea înalta poruncă ce s'a dat mai nainte, cuprindeătoare de nizamul Țarei-Românesce, și a multor siarturi, care s'a cercetat atunci la caidul ce se păzesc la împărătescul meu divan, de firmanurile ce se dau după vremi, fiind că s'a găsit acolo cuprins că la leatul 1188, la jumătatea lui sieval, s'a dăruit la amândouă țările sfintele prea înalte porunci împodobite cu sfântul hatihumaiun, arătându-se acestea ce se ȋic în urmă. || Ca raelele a câte două țări, Românesce și ale Moldovei, cari cuprind loc de cheler a prea puternicei împărăției mele, plătind după starea lor dajdea anului său haraciul, să nu se supere pentru multe fiteși ce socoteli, nici chiar bani, nici cu alte ori ce chip. || Și când se va întâmpla piră și pricină, său între Turci și între două raele, acest fel de pricină domnul Țerei-Românesce după vreme cercetând cu dreptate pe jeluitor și pe pirăt să îplinească dreptatea ce se va dovedi. Iar la hotărîrea pricinelor ce se vor întâmpla între Turci și între raele, să fie în mijloc și cel după vremi divan-efendisi al domnului, și alți zabiți. Iar de se va întâmpla ca aceste pricini între Turci și raele, de a nu lua sfârșit prin mijlocirea celor ce s'a ȋis mai sus, al lui divan-efendi și altor zabiți, de la cei după vremi domnii Țerei-Românesce, și se va dovedi că gândul acelor jeluitori său pirăși Turci, este de a vătăma și a păgubi săraca raiaoa, să nu se sufere a se supăra și a se păgubi săraca raia, pentru acest fel de mincinoase și înpotriva dreptății davale și piră. Iar hotărîrea de acest fel cu îndoială pricină să se facă înaintea cadiului de Giurgiu, căutându-se judecata după dreptate, care cadii ai Giurgiului sunt datorii când se va rânduia la ei vre-o piră ca aceasta despre partea Domnului după vremi, să fie cu luare aminte a

nu face nici de cum lucru afară din dreptate și din pravilă, și nevoindu-se a avé dreptate locul ei și a nu se năpăstui săraca raia; și încă a nu se supăra săraca raia, ducându-i cu sila, a se judeca la alt loc, de vreme că s'a scris fetfa cuprindeătoare că mărturia a unui raia asupra unui Turc este primită și bună la pricină de clironomie, la cari să urmeze după fetfa. || Și că, câți din ascherlii săi alții, vor face vre-o greșală în lăuntru în Țara Românească, aceștia să se trimită la serhaturile din prejur și acolo să se pedepsească prin marafetul zabiților lor. || Și măcar că sunt multe înalte împărătești porunci, să nu cuteze în potrive nizamului ce s'a dat mai înainte de a intra în țară serhatlii și alții din locuitorii cazalilor după Dunăre, și înalte porunci sunt, ca să surpe cășlalile cari se făceau la Țara-Românească mai nainte, și să se isgonească cei ce umblă fără treabă netrebnici și oameni răi; dar nu este departe de a se întâmpla ca unii ca aceștia a se cere de a intra în țară, și după ce intră ei se vor gâlcevi și vor omori unul pe altul, după aceea să ceară prețul sângelui, și apucându-se de piri mincinoase și cerând lucruri și bani, a supăra și a păgubi pe săraca raia. Pentru aceasta de acum înainte, afară din rânduiri și numiri cu număr neguțitori de la serhaturi, nimeni altul să nu cuteze a intra în țară. Și aceștia iarăși când au a merge la Țara-Românească pentru neguțătoria lor să-și ia teșcherele de voie de la zabiții lor, și ajungând în țară să arăte acest fel de teșcherea sa la însuși Domnul Țerei sa la vechilul lui, și luând iarăși teșcherea de voie sa de la Domnul Țerei-Românesce sa de la vechilul lui, așa să se neguțătorească fără de a cere la județele în cari merg pentru neguțătoria lor, nici cu sălășuire a se așeza acolo, nici a ara, nici a semăna, nici a supăra în alt fel raelele, nici a da selemahceasă sa arvună, cari acestea toate se cuprind întocmai la înaltele porunci ce s'au dat mai nainte pentru nizam, și se cade a se urma. || Și că pentru acest fel de mincinoase davale, să nu se suferă a se rânduî în Țara-Românească mumbașiri despre partea vizirilor și cadiilor și zabiților, spre supărarea săracilor raele. || Și că, câte locuri și moșii, sa mănăstiresce sa ale altor obraze, cari cu sila și cu năpăstuire, s'au stăpânit de acest fel de oameni netrebnici, și se numesc până în dioa de astăzi cu nume de raele, făcându-se pentru aceștia deservită cercetare, și dovedindu-se că se stăpânesc cu năpăstuire, să se întoarcă la stăpânii lor cei adevărați. || Și că de va fi trebuință de a se înnoi și a se lucra cum și mai nainte schela cea veche a Țerei-Românesce, orașul de Floci, spre mai de folos și mai lesne ducerea de celor ce es din țară la alte țări sa din alte țări la Țara-Românească, să aibă voie locuitorii țerei, a înnoi și a umbla cu dișa schelă, însă cu chip

No. 53. de a nu păgubi pe prea înalta mea împărăție. || Și cum că nu se dă  
1802. voie la neguțătorii Turci a ține în lăuntru în țară moșii și cefelicuri,  
nici a pasce vite. || Și cum că, de vreme ce este poprit de a intra în  
Țara-Românească cei ce merg la dregătoriile lor, prea înălțați vizirii mei,  
și prea cinstiții mirimiranii mei, abătându-se din calea dreaptă la dusul  
și la întoarcerea lor, și a lua de la raele fără de preț cele trebuincioase  
ale lor, oamenilor și a vitelor lor, și a lua cai de olac, și făcând alte  
cereri ca acestea, a bântui săraca raia; pentru aceasta nici într'un chip  
nu este voința împărăției mele a se păgubi de acum înainte raelele Țerei-  
Românesce despre partea vizirilor și mirimiranilor și a oamenilor lor,  
abătându-se din drumul cel drept și intrând în Țara-Românească. ||  
Asemenea și cei cu pricină trebuincioase ce trec, sau Tătari, sau alții, la  
multe locuri de prin prejurul acestei țări, să nu se abată din drumul lor  
și să meargă în Țara-Românească, nici să ceară cai de olac mai mulți  
decât se cuprinde la menzil-firman ce au la mânele lor. Așijderea și  
cei ce se duc cu porunci la numita țară după vremi, să nu supere și  
aceștia cerând mai mulți cai decât cele ce sunt scrise în menzil-firman  
ce au în mâna lor; și la împlinirea acestora ce s'au ținut mai sus (cari  
acestea toate se cuprind la poruncile ce s'au dat mai înainte) până acum  
de s'a întâmplat vre-o lenevire, dar de acum înainte la toate cele ce  
s'au ținut șiarturi fără de greșală de a se păzi, se va face mare osârdie.  
Iar cine se va cuteza a face mișcare în potrivea înaltelor porunci, la  
pedeapsa acestor fel de oameni se va face toată silința fără de cea mai  
mică prelungire. || Și cum că, de vreme că sunt date multe înalte  
porunci, poruncitoare cum că, când se duc raelele Țerei-Românesce la ca-  
sabale, sate și târguri de pe Dunăre sau pentru vre-o treabă a lor de  
alișverișii să nu se supere de către haracci și zabiții acestor părți, nici  
cu cerere de haraci și spenge, nici cu alte pricinuiți, nici oamenii ha-  
racciilor și colgii cu pricinuiți, că cer raele streine să intre în Țara-Ro-  
mânească, și să umble încoace și încolo. Pentru aceasta se poruncește  
și cu înalte porunci, celor cui se cade, și se opresc aceștia de acest fel  
de lucru. || Și cum că raelele și locuitorii Țerei-Românesce să nu se  
supere de nimeni, după ertăciunea și slobozenia a Țerei-Românesce la  
dăjdi și căiafet și portul lor. || Si cum că, câte raele în Țara-Româ-  
nească ar fi primit legea turcească, nu pot a cere parte de moștenire  
de la părinții și rudele lor; cercetându-se fetfaoa pravilei, fiind că această  
pricină razimă la pravilă, s'au dat patru sfinte fettale cuprindând cel  
dântăi, că Nazarineanul cutare după ce va primi legea turcească și va  
muri tatăl lui cutare, nu poate a-i fi fiu-seu moștenitor. Cel de al doilea,  
Nazarineanul cutare, bărbatul cutăreia Nazarinence, de va veni la legea

turcească, nevasta acestuia rămânând la legea ei și murind ea, nu se face moștenitorul ei cel de a primit legea turcească, bărbatul ei. Al treilea fețfa, cutare Nazarinean feciorul altui cutare Nazarinean, de va primi legea turcească, și va muri tatăl său fiind creștin, feciorul lui nu se face moștenitorul lui. Al patrulea fețfă, cutare Turc, de va erta robul lui pe cutare Nazarinean, iar acest rob după ertăciune va muri fără de a primi legea turcească, cutare Turc, stăpânul său, nu se face clironom acelui ertat cutare Nazarinean. Decî aceste fețfale după cuprinderea lor se cade a se urma cum se cuvine. || Și cum că, măcar că s'a lăsat și s'a ertat mumbaiaoa și de a se cumpăra pe fiește care an oi, cu înalte porunci, prin marafetul casap-bașii după vremi, dar este de mare trebuință de a se aduce oi din ținutul împărăției mele pentru tainaturele miriei și pentru hrana locuitorilor Tarigradului, pentru aceasta raelele Țerei-Românesce, să nu ascundă oile lor de vîndare, ci cu prețul ce se politifsesce să le vîndă la neguțători și gelepi. Și așa cu privegherea celui după vremi domn al Țerei-Românesce, să nu facă cusur de a trimite la Tarigrad cât de multe oi, și aceste oi să le vîndă locuitorii Țerei-Românesce numai la acei neguțători și gelepi, cari le vor aduce în Tarigrad, iar nu în alte părți. || Și cum că, Țara-Românească fiind în loc de cheler împărătesc, și fiind că cererea și ducerea înmulțimei de zaherele, este cel mai de trebuință, aceste două țări, Românească și Moldoviei, în loc de mucaesea ce se da mai nainte din toate felurile zaherelei, cari ară și seamănă, raelele țerei, să le coboare neconținut zaherele din destul la schelele Dunărei, și să le vîndă după prețul ce se politifsesce la reizi corăbiilor ai capanului, vîndînd zaherele la acei reizi cari vor merge la Tarigrad, iar nu la alte părți, dar fără de a se părăsi țeranii de arătură și semănătură lenevinduse, că mucaesciaoa zaherelii s'a rădicat, nici să se ascundă zaherea ce au, cu gând de lăcomie, și cu acest chip raelele țerei să se folosească și să câștige, iar locuitorii Tarigradului să pătimească stenohorie de hrană. La această pricină să pue neconținut mare silință, atât cei după vreme Domni, cât și boerii. || Și cum că ori ce greșală s'a întîmplat a se face de nevoc de către boeri și raelele Țerei-Românesce și ai Moldoviei la rîsmirița trecută, acestea toate până acum fapte și mișcările lor, s'au ertat cu desăvirșită ertare de către împărăția mea, și nu va pomeni împărăția mea nici odinioară, nici cu mustrare, nici cu isbîndă la nici unul dintre ei, pentru cele trecute faptele lor: și de acum înainte, pre cât vor fi statornici la steajărul supunerii și ascultării către prea puternica mea împărăție, și vor urma datoriile supușilor, ne-abătînduse din supunerea ce se cade, n'au a vedea alt cevași din partea împărăției mele, fără numai de cât milă, mi-

No. 53. 1802. Iostivire și milosîrdie, || Și cum că la pricina între Domnul Țerei-Românesce și între nazîrul Silistrei pentru hotarul de matca Dunărei să se urmeze cu luare aminte cea mai de pe urmă al doilea rînd dată poruncă la leatul 77 cuprinzătoare și de cele ce s'au dat mai nainte înalte porunci. | Și cum că boeriile Țerei-Românesce și a Moldovei, de vreme ce se cade a se da între Greci și între pămîntenii cei aleși cari pot a le chivernisi bine și cu credință, pentru aceasta, pricina boeriilor, se lasă la cei după vremi Domni Țerei-Românesce și Moldovei, ca să metacherisească la slujba lor după trebuință pe cei credincioși și vrednici atît din Greci cît și din pămîneni, protimisind însă pe cei mai de treabă din pămîneni boeri la boeriile ce sunt înadins pămîntenilor. || Și cum că, cînd va fi trebuință de cherestele pentru întemeierea cetăților de la Rumele, să se taie acestea din munții Țerei-Românesce și ai Moldovei, și să se care la locurile ce vor face trebuință, și luând senet pecetluit de la binaameni să se plătească fără de lipsă prețul tăerei și al căratului acestei cherestele din banii haraciului Țerei-Românesce și al Moldovei, fără de a se scăde nici un ban. || Și cum că vitele ce sunt în seama ustalei de la Mangalia și cari sunt la ciftlicul Mangaliei să se oprească de acum înainte a nu le pasce în țară, atît vara cît și iarna, și într'acestași chip să se apere săraca raiaoa de paguba aceasta. Încă s'a găsit trecut în caidul divanului ca la surturile ce se vor dice mai jos, s'a adaos și cel spre ajutor i apărarea lor șiart: după mila și milostivirea împărăției mele către ei, ca să aibă luare aminte de acum înainte, și ca să lucreze cele cădute la îndatorita lor supunere, fără de a se abate nici de cum pînă la un fir de păr din calea dreptății și a supunerii după datoria lor, și aducînd mare supunere la Domnii lor după vremi, făcînd silință și luare aminte la împlinirea împărăteștei slujbe, și depărtându-se cu mare luare aminte de cel mai puțin cusur. Acele șiarturi sunt acestea: || Cum că de acum înainte, să nu se ceară de la Țara-Românească mai mult de cît șease sute nouă-spre-dece pungi de bani; iar din țara Moldovei, mai mult de cît o sută trei-deci și cinci pungi și patru sute patru-deci și cinci tl.; cu nume de haraciul anului, care dajdie a fieșî-căreia țeri să se dea aici la Tarigrad la sfârșitul fieșî-cărnia an, și să nu se rînduească în havalele. || Și cum că să se dea din partea Țerei-Românesce nouă-deci de mii tl.; bani gata și lucruri la poclonul bairamului, și patru-deci de mii rechiabie. Iar din partea țerei Moldovei, pentru poclonul bairamului în bani gata și în lucruri nouă-deci de mii tl.; și rechiabie două-deci și cinci mii tl.; iar mai mult să nu se ceară. || Și cum că pentru Domni să nu se ceară pe fieșî-care an banii mucareluului, și pre cît nu se va întempla vre-o greșeală

lui, și să se dovedească bine, să nu se mazilească, și de la Domniî ce se orînduesc după vremî, să nu se ceară giaizele și avae-turi mai mult decât este obicinuit din vechime, care aceste obicinuite giaizele și avae-turi să nu se iea de la raele, ci să se plătească din veniturile chiar ale Domnilor, ocne, vămî, și din rusumaturî. | Și cum că cei după îm-prejur acestor două țeri, pași, cadii, și alți zabiți, să nu facă cereri și să ceară hasuri și avae-turi a căroră pagubă se razimă la săraca raia, și să nu trimită despre partea lor mumbașiri, numai și numai de a lua bani, cari acestea nu se suferă de către împărăția mea. || Și cum că, când se va întempla a se face mazili și a se rîndui cei din dregătoriele prea puterniceî mele împărății, n'au să dea nici un fel de giaize și avae-turi lor. || Și cum că din numitele două țeri din toate felurile zaherelelor să se ceară sumă pe cât nu se aduce supărare raelei, și când miria va cumpăra zaherea din numitele țeri, să se plătească prețul acei zaherele cu bani gata, și chiria să nu se încarce la raele. Iar când vor cumpăra neguțătorii zaherele, să se plătească cu bani gata, cu prețul ce se politifsesce. || Și cum că, fiind că se cuprinde la acele date mai nainte sfinte poruncî, după cum s'a ȑis mai sus, că cumpărându-se oi din amîndouă ȑisele țeri prin marafetul saigiilor și ai oamenilor lui casap-bașa, este pricinuitor de pagubă și asuprire la raele, cum s'a ȑis mai nainte, s'a ertat să nu se facă acea cumpărătoare de oi: dar de vreme că este trebuință de a se aduce oi din ȑinutul împărăției mele pentru tainaturile miriei, și pentru hrana locuitorilor Ȓarigradului, pentru aceasta, raelele Ȓerei-Romînesceî să nu ascundă oile lor de vîndare, ci cu prețul ce se politifsesce să le vîndă la neguțători și la gelepi, și așa cu priveghearea celor după vremî Domniî ai țerei, să nu facă cusur de a porni la Ȓarigrad cât de multe oi, și să le vîndă locuitorii țerei aceste oi numai la acei neguțători și gelepi, cari vor să le aducă la Ȓarigrad, iar nu la alte părți. Pentru care și de acum înainte se va face silință și lucrare câte sunt de trebuință la acestea. || Și cum că, când se vor cere de la două țeri chereștele sau alte trebuincioase de zidiri, să se dea scire de suma cerută la Domniî după vremî, și așa să se care cele ce se cer, la hotarele acestor două țeri, să se plătească prețul tăierei și căratul la raele de la cei ce sunt meemui la acest fel de binale, cu mijloc care să dea mîna raelelor, și cu bani gata: dar să nu se silească raelele a le căra acestea ce se cer, sau chereștea, sau altele, afară din hotarele țerei lor. || Așijderea, când se va cere de la aceste două memlecheturi, salahori și cară, să se plătească fără de a se scăde din obicinuita plata lor nici un ban, nici să se prelungească vremea plătirei lor. || Și cum că, să nu se suferă a intra într'aceste două memlecheturi afară

No. 53. din neguțătorii firmanlii. nimeni din prejurul Dunărei, locuitori și iamacii  
1802. cu scoposul pagubei și vătămării raelei, și să umble întorcându-se prin țară, nici să are nici să semene locuri ce se cuvin raelelor a două memlecheturi, nici să bage vitele lor pentru pășiunea și hrana lor; iar cine va cuteza a face în potriva acestui nizam, să se pedepsească strașnic. || Și cum că de s'aștăpănit după pace locurile raelelor, să se întoarcă la stăpânii lor. || Și cum că, când nu va fi mare trebuință și grabnică pricină, să nu se trimiță cu mumbașiri la aceste două memlecheturi despre partea împărăției mele, și când se va trimite să nu se ceară plata mumbașieretului lor de la raele, nici să se zăbovească în țară cu isvodirea a fel de fel de pricină. Acestea șiarturi adăogându-se la cele de mai nainte, să se urmeze totdeauna, și păzindu-se la mâinele lor, în vreme de trebuință să se caute căldurele fiește căreia pricină dintr'acestea, și să se lucreze acestea câte se cer: iar cine va cuteza în potriva acestora a face ceva, ori cine va fi, ca să se pedepsească, să se arête la prea puternica mea poartă și să-și ia pedeapsa. || Și de vreme că s'a dat mai nainte poruncă, că boerii cari așt slujit cu credință la prea puternica împărăția mea și se supun la Domnii lor, să li se dea chiar treptele și dregătoriele cari s'așt învrednicit mai înainte de răsmeriță, și să li se lase în stăpânirea lor moșiile lor, în cât fiind că se face silință și nevoiță de a se păzi totdeauna șiarturile ce s'așt dis, și ca să se dreagă și să se sporească moșiile și cuprinsurile boeriilor la cari razină traiul lor, și ca să aibă după vechiul obicei folosurile ce se cuvin și treptele dregătoriilor lor celor de mai nainte, cu șiart, ca să nu se lenevească cât un fir de păr de a pune în faptă la cea îndatorită mare supunere și la porunca și voința domnilor lor, și când se vor purta așa, să li se facă silință spre ocrotirea lor, metacherisindu-i la dregătorii și păzindu-se privilegiurile lor, acest fel de silință fiind pricină la sporirea țerei; se poruncesce boerilor numitei țări să se lase de cererile fără cuvânt și fără cuviință, și mai virtos de acele cereri, cari nu pot suferi raelele din pricina prăpădeniei în care a cădut țara în vremea războiului. Iar de nu se va supune vre unul dintr'aceștia la porunca aceasta, și în potriva împărăteștei mele voințe va păgubi și va supăra pe săraca raia, și se va amesteca la lucrurile cari nu i se cad, și va cuteza a se apuca de lucruri și cereri fără orânduială și afară din hotarele lui, cari pricinuesc turburare nizamului și răsvrătiri, și de va sta împotriva urmarea acestor bune orândueli cu cari umblă Domnul lor spre îndreptarea oblăduirii țerei și spre odihna și mângâierea raelei, și de va cuteza la vre-o faptă fără voința Domnului său, de vreme că cei despre partea împărăției mele aleși și asupra lor rânduiți Domni, așt toată vol-

nicia a pedepsi pe acest-fel de nesupuși cu pedeapsa ce li se cuvine; pentru care să se facă toată silința de a pedepsi, după cum s'a ȑis, acest fel de nesupuși, ca să albă repaos și odihnă săracele raele, și paza nizamului țerei. || Și cum că dajdea de peste an care se analogisește la toată raiaoa să se adune de la toți după cum cu dreptate va căde în partea fiește căruia, iar nu cu unele mijloace și pricinuiră fără cale, unii din raele să se apere de dajde, și partea lor să se încarce la cealaltă raia; la acestea toate să se facă totdeauna luare aminte, ca să se păzească dreptatea, și de acest fel de apărare fără cale să se facă depărtare, ca să se urmeze dreptatea totdeauna. Și de vreme ce pentru acestea toate ȑiarturi, s'a dat pe larg sfânta poruncă plină de milostivire la leatul 1098, la luna lui rebiul-evel, la vremea împărăției a pomenitului întru fericire preaslăvitului unchiului meu sultan Hamid, (căruia fie milă și ertare) care poruncă s'a găsit trecută în cald cu toate aceste mai sus ȑise ȑiarturi, ce sunt pricinuitoare de dres și sporirea a ȑisei Țeri Romănescă și a nizamului ei, și pricina de apărare a multor năpăstuiră a locuitorilor; pentru care, după mila împărăției mele asupra tuturor ticăloși și nevoiași, cari se nasc din bunătatea și iubirea de dreptate a împărăției mele, și după împărăteasca milostivire către raiaoa ce-mă este dată amanet de la Domnul Dumneȑeă, s'a fost dat împărăteasca mea poruncă la leatul 1206 împodobită cu sfânt hatihumaiu, cuprinȑitoare de cele două porunci date mai nainte, una cu sfântul hatihumaiu la leatul 1188, cum s'ă ȑis mai sus, iar una tot cu acest cuprins la leatul 1198, vrând împărăția mea și la cele pline de dreptate ȑilele împărăției mele a se urma asemenea aceste ȑiarturi cari se cuprind la porunca cea dată mai nainte. și ca să se sêvêrșească repaosul săracilor, și mai virtos ca să se isprăvească cele spre îndreptarea și sporirea țerei, urmându-se lăudata noimă, care se cuprinde la cealaltă împărătească poruncă de ertare de doi ani după pace, după mila și milostivirea împărăției mele asupra tuturor locuitorilor țerei, iar după împlinirea ertărei de doi ani să se îndrepteze cele ce aă a răspunde dajde, poclonul bairamului, și rechiabie, ȑiaize, și alte avaeturi. după ȑiarturile ce s'aă ȑis mai sus. Acestea însă cuprind poruncile ce s'aă dat mai nainte. Dar fiind că cu trecerea vremei s'aă pricinuit la unele dintre ȑiarturile ce s'aă arăt mai sus turburare și catachrisis, iar după cele de între prea puternică împărăția mea și între împărăția rusească următoare ȑiarturi, ahtinamele, are dreptate împărăția rusească a face mijlocire pentru memlechetul Țerei-Romănescă și al Moldovei. || Pentru aceasta, spre întărirea împlinirii de acum înainte a ȑiselor ȑiarturi, solul ei ce se află în Țarigrad a arăt la prea înălțata mea Poartă prin tacir, având

No. 53. 1802. poruncă despre partea împărăției lui ca să ceară adaos la șierturile de mai nainte acestor madele ce se vor dice înaintea. || Cum că de acum înainte vremea Domnilor să fie rânduiește până în șapte ani deplin, socotindu-se din ziua ce se vor rânduiești Domnii, și pe cât nu se va arăta greșală dovedită, Domnii să nu se facă mazili mui naintea vremei de șapte ani, iar într'această diastimă de șapte ani, arătându-se vina, de se va da scire despre partea împărăției mele către solul Rusiei, și de se va dovedi și se va încredința că cu adevărat este vinovat la greșală, numai la acea vreme să fie slobod a-l mazili. || Dăjdiele, avaturi, și cereri ce s'a isvodit din noă în urma sinetului ce s'a făcut la leatul 1198, să lipsească, și după acest temei să rânduiească și să așeze Domnii țerei împreună cu boerii dările de preste an, și să le cisluiască după dreptate, și să aibă luare aminte cei după vremi Domnii Țerei-Românesce a avea ipolipsis la anafarele și arătările ce va face după vremi solul Rusiei, atât după această made a dăjdiilor cât și de privelegiurile țerei, și mai virtos pentru paza șierturilor ce se cuprind la această prea-înaltă împărătească poruncă. || Pentru ca să se rădice și să se lipsească catachrisis ce s'a întâmplat, adică la madeaon raelelor ce nu dau bir, la scutelnicii boerilor, și așa ca să se ușureze greutatea acestei dări fără de orânduială, să nu rămâne slobod de bir nici unul din raele, afară din suma scutelnicilor ce sunt scriși din vechime la visterie, ci toți de o potrivă să rădice greutatea dărei, și să se zăticnească cu totul fieși care supărare și neodihnă către raele despre partea tacsildarilor dăjdiilor. || Și de vreme ce spre plata lefilor ostașilor din țară este trebuincios a se face o sumă de ajutor și despre partea Moldovei, aruncându-se dăjdiele deosebit pentru aceștia, să se otcărmuească acestea cu dreptate după prea înalta poruncă ce se va da pentru aceasta. Și încă să se poruncească Domnului cu boerii Țerei-Românesce pentru scoaterea cât de grab a ostașilor din țară, și pentru îndreptarea lefilor după luni ce s'așis mai sus. || Și de vreme ce plata numitelor lefi caută spre a se face tacsil banii ce sunt trebuincioși la aceasta, împlinind Domnul această însărcinată datoria lui, în urma acesteia să se dăruiească cu milostivire către raelele Țerei-Românesce o ertare de dajde un an deplin. || Câte orândueli se vor face despre partea împărăției mele de felurime zaherea, de unt, de oi, și în scurt, de cele ce se fac în Țara-Românească, să se arăte aievea suma acestora la poruncile ce se vor da pentru aceasta, și într'acest fel de înalte porunci să se numească porunca și către boeri, și să se citească de față întru auzul tuturor în divanul Țerei-Românesce. || Și de vreme ce este a se face vorbă cu boerii, acest fel de cerere, ori ce fel va fi, de este puțință tacsil toată saă în parte, de la țară saă

ba; pentru aceasta rugămintea și cererea ce vor face boerii prin marifetul Domnului lor să se asculte, iar prețul Țiselor rândueli să se plătească despre partea miriei, fără de prelungire de vreme, după prețul ce se politifsesce, dar cu alt fel să nu se facă mubaia. || Iar pentru zaherea ce se cumpără pe fieși care an despre partea miriei, să se plătească prețul după fiatul ce se va rupe pe fiește care an la schela Brăilei, și pentru ca să nu se încarce greutatea la raele, căratul zaherelei, cărându-se angaria, cel după vremi Domn să se silească cu credință ca să se rupă fiatul zaherelei la numita schelă, socotindu-se și chiria. || Cele după vremi înalte porunci ce se dau, și caută spre memlechetul Țerei-Românesce, să se citească întru auzul tuturor la divanul Țerei-Românesce, și după citania lor să se pue spre pază la condicele țerei. || Dregătoriele țerei, să se dea la pămînteni, dar să fie în puterea Domnului după vremi să aleagă și să rânduiească la acelea și din Grecii cei cinstiți și cu știință și vrednici acestor dregătorii, și când se va întempla vre-o supărare despre partea Grecilor la dregătoriele ce vor fi rânduiri, cel după vremi Domn să-i mazilească și să-i pedepsească și pe aceștia după cum și pe pămîntenii boeri, și să-i silească a întoarce înapoi cele ce au luat cu năpaste. || Câte cheltueli vor trebui pentru chiverniseala menzilorilor de preste an, să le rânduiească și să le hotărască pe fieși ce an, cel după vremi domn împreună cu boerii divanului, și mai mult decât suma cea rânduieată să nu se mai iea, cu nici un fel de pricinuire. || Chiverniseala spitalurilor și scoalelor și podurilor și altor asemenea pricină care se cuvin și sunt chiar ale țerei, să se facă havalea porunca Domnului după vremi către boerii țerei. || Și din călugări ce nu sunt legați la mănăstiri și mitropolitul, murind cineva, cele ce rămân avuția lor, să nu se ceară de nimeni, ci să se facă tacsil prin marifetul Domnului după vremi, ca un venit casei ce se cuvine la săraci și la sârmani și la alte fapte bune; iar din călugării ce sunt legați la mănăstiri, de va muri cineva, averea lor să se iea, ca un venit mănăstirii la care a fost închinat. || Pentru neferii ce sunt în slujba țerei din început pentru paza ei, să-i rânduiească Domnul după vremi, făcând vorbă pentru aceasta cu boerii pămînteni. || Câte moșii ale Țerei-Românesce și a Moldovei care sunt pe numele raelelor hrăpindu-se și stăpânindu-se cu nedreptate în Țara-Românească, în părțile Giurgiovului și Brăilei și Cule, și peste Olt, iar la Moldova, la ținutul Hotinului, acest fel de locuri hrăpite a Țerei-Românesce și a Moldovei, să se întoarcă, și la înaltele porunci ce se dau de aceste pricină către cei ce se cade, să se hotărască vremea. || Și fiind că este dinadins voința împărăției mele ca, după cum se arată mai sus, să se facă luare aminte, că de acum înainte,

No. 53. afară din neguțătorii fermanlii, câți din locitorii părților Dunărei și  
1802. din iamacii și alții, în ptoriva șiarturilor vor vrea să intre la aceste două  
memlecheturi, și să se sălășluiască și să păgubească pe raele, să se ză-  
ticească și să se isgonească acest fel de oameni. || De acum înainte  
câte prea înalte porunci se vor trimite la aceste două țări să fie potri-  
vite cu aceste șiarturi și cu privilegiuri și obiceiurile țărilor. || Să se  
săvârșească toate mijloacele și chipuri cari pricinuesc îndreptare, sporire  
și bună stare și desăvârșit repaosul locuitorilor țerei ce sunt subț aco-  
peremîntul împărăției mele, și să nu se sufere vre o faptă împotriva  
privilegiurilor ce s'aū miluit țările printr'această prea-înaltă poruncă.  
Pentru aceasta s'aū dat prea înaltă poruncă cuprindătoare ca, după fi-  
rească credința ta, și după dreptatea. osârdia și rîvna ta spre mulță-  
mirea împărăției mele, atât tu numitul Domn, cât și boerii și locuitorii  
țerei, făcînd îndatorită mulțumire pentru acestea cari v'ați învrednicit  
acum privilegiuri, și silîndu-vă la împlinirea rîndueleur, cari se vor  
cere prin înaliele împărăteștele mele porunci, potrivite cu cele mai sus  
scrise șiarturi, să puneți tot felul de silință și nevoieță totdeauna, ca să  
împliniți cele ce se cuvin la supunere și ascultare, și să isprăviți cele  
ce urmează la supunere și credința voastră, și să se facă luare aminte  
și pază de a nu suferi a se întempla vre-un lucru. cât un fir de păr  
în ptoriva acestei înalte porunci, și în ptoriva împărăteștei mele voințe  
ce s'aū trimis aici. Decî, poruncesc ca tu, mai sus numitul Domn, să  
citesci această înaltă a mea poruncă înaintea mitropolitului, episco-  
pilor, archimandriților, și călugărilor, și egumenilor. și tuturor boerilor,  
boerinașilor, și locuitorilor raele, și să publicuesci noîma acestei arătă-  
toare iubire de dreptate a împărăției mele. și să încredințezi pe toți că  
atât boerii, cât și cealaltă raia a țerei, pe cât nu se vor abate din calea  
cea dreaptă, urmînd cuviincioasei supuneri și ascultări, și dînd cea în-  
datorită urmare la prea înnaltele împărăteștile mele porunci, vor fi în  
dilele împărăției mele cei iubitoare de dreptate în tot felul miluiți toată  
raiaoa, și cei slabî și neputincioși, cu împărăteștele mele mili, și vor  
câștiga neconținut și pururea odihnă și repaos nemărginit. || Iar tu,  
mai sus numitul Domn și cei după tine Domni, pe cât faceți cele cu-  
viincioase la supunerea voastră și la mulțumirea împărăteștilor mele către  
voi faceri de bine, și săvârșiți câte se cer de la mai sus arătate împē-  
răteștile mele porunci, să fiți încredințați că, de nu se va arăta vre-o  
greșeală a ta, dovedită și aiëvea cerînd mazilie și schimbarea ta, nu  
vei cerca grijea mazilieî, și pre cât te afli la cea cunoscută și obicinuită  
credință și dreptatea ta, vei rămîne la domnia țerei, și nu numai se  
vor păzi a pururea toate șiarturile ce s'aū dis mai sus, ci se va face și

silință ca să se urmeze, atât despre partea împărăției mele, cât și despre No. 53.  
partea vizirilor mei cei mari și slăviților vechilii împărăției mele, câte 1802.  
s'a'au învrednicit raelele țerei mili și repaos la fericite zilele a prea slă-  
vitului moșul meu sultanul Muhamet, asupra căruia să plouă Domnul  
nemărginită ploae de ertare; și că este adevărat și negreșit că, câți din  
locuitorii Dunărei, serhaturilor și altor părți mari său mici, vor cuteza  
fapte în potrive nizamului ce s'a'au dat, acest fel de oameni, în ceasul  
ce se va lua veste de raele urmările lor, se vor pedepsi cu cuviincioase  
pedepse; și arătând și încredințând tu numitul domn al Țerei-Românesci,  
tuturor boerilor și celorlalte raele și locuitorilor țerei noima acestei prea  
înalte porunci, vei porunci și vei orânduia să fie napristan rugători  
către Domnul Dumnezeu pentru îndelungarea vieții și împărăției mele  
și pentru întemeierea slavei și mărirei mele, păzindu-te de tot lucrul  
în potrive acestei înalte poruncei mele ce s'a dat la luna lui gemazeul-  
ahîr, a vелеatului 1217.

No. 54.— Hatișerif ce a venit după arzul trimis de Boeri  
la Țarigrad. 1804 Iunie 1.

(Codrescu, Uricariu III, 176—186.)

Mai întâi a Ighemonilor neamului creștinesc Domn al Moldovei Cons- No. 54.  
tantin Zade Alecsandre VVDA, sfârșitul tău să se închee cu bine. Ajun- 1804  
gând acest al nostru înalt împărătesc semn, știut să-ți fie că dintre cele 1 Iunie  
mai de pe urmă trimise din partea ta și din partea boerilor țerei scri-  
sorii și magzar, s'a înțeles că de la o vreme încoace în pămînturile Mol-  
dovei și a țării Românesci din oarecari știute pricinii cădînd din rîn-  
duiala lor treptele boeriei lor, se da și celor nevrednici și nedestoinici  
din pămînteni, și dintr'aceasta se pricinuia că unii ca' aceia ce s'a'au adaos  
în boerie, îndată ce se vedeau la această rînduială, nu numai că cădea  
în păreri de a se socoti de-o potrivă cu bătrânii boeri (pe cari neamul  
și credința și buna petrecere i-au făcut de a fi cei întâi ai pămîntu-  
lui și din strămoșii lor știuți și aleși), dar încă acești fără de rînduială  
nemulțumindu-se întru starea lor intrau întru cugetări ca să ajungă și la cele  
mai mari boerii și la cele mai iscusite slujbe ale pămîntului, și așa în-  
drăsnind a trece peste hotarele lor, se atingeau și huleau mișcările și chi-  
purile celor mai mari ai lor, precum s'a întîmplat și în trecutele ace-  
stor vremi a Domnilor de mai înaintea ta. când pentru oareș-cari ale  
lor sfârșituri și gânduri (pentru că se trecea cu vederea pedeapsa unora

No. 54.  
1804  
Iunie 1.

ca acestora) se adaoge din ȕi în ȕi îndrăsneala și nebăgarea de seamă a lor, în cât cutează să împrăstie pe drumuri și să lipească pe alocuri efftale cuprinđetoare de defăimări și hule, și să cadă dintr'alte asemenea necuviincioase urmări, cari cu toate că nu este îndoială că, tu Domnule al Moldovei, ai pus toată silința ca să le îndreptezi acestea ca pe niște fapte aducătoare de scandale, și pricinuitoare de turburare, și în potriva vechilor obiceiuri ale pămîntului, și te-ai sîrguit ca fieștecare din cei d'ântăiū și al doilea stare a boerilor păzindu-și hotarul său după epanghelma și starea lui să nu se abată din măsurile sale și așa cei mai mulți dintre aceia cu mare deosebire înțelegându-se s'au alinat, dar din aceia unii din cei netrebnici și desfrânați, trecend iarăși peste măsurile lor, fiindcă au căđut în necuviincioase și fără de rânduială porniri, în cât au îndrăsnit să dea și către tine însuși în chip de jalbă o neiscălită hărtie cuprinđetoare de hule și de defăimări asupra bătrânilor boeri ai pămîntului, care această a lor mișcare a și pricinuit nu puțină mahniciune boerilor, pentru care s'a și făcut obștească rugăciune ca turburătorii accia să se pedepsească spre pilda și a altora. și fiindcă cu adevărat după o așa mulțime de boeri o deșartă părere de a fi cu toții de o potrivă stare și cinste, este cu totul nefolositoare, vătămătoare și pricinuitoare de turburare și strămutătoare începătorilor, și canoanelor pămînteștilor bunelor rândueli; pentru aceea de acum înainte te vei sili, tu, Domnule al Moldovei, ca acei d'ântăiū, al doilea și al treilea treaptă boerii păzindu-și hotarele lor rămăind și mulțumindu-se întru rânduiala lor să se depărteze cu totul fiește care din părerile cele peste starea lor; și dacă vre unul dintre aceștia or din care rânduială și treaptă va fi trecend peste măsurile sale, va îndrăzni spre a face vre-o mișcare, sau se va porni spre cuvinte necăđute și fără rânduială pe unul ca acela (fiind că este dintre cele neapărate și de trebuință a se înfrâna) de va fi de îndestul spre a se înțelepți, îl vei isgoni din hotarele țerei, la ostroavele ce se află sub înaltele stăpâniri, iar de nu, îl vei pedepsi și mai cu strașnică pedeapsă. Aceștia fără de îndoială după ce au câștigat peste starea lor treaptă a boeriei de a îndrăzni să treacă hotarele lor și de a avé părerea și protimisis și de a huli cu nedreptate și a pări în tot chipul pe bătrânii boeri ca i petrec în credință și dreptate, socotindu-se pe sine a fi de o potrivă la acestea cu dinșii, și cerend cele de o potrivă cu ei, este lucru pricinuior de turburare, și înpotriva bunei orândueli a pămîntului, drept acca sau din treapta d'ântăiū sau de al doilea și al treilea din ori și care va fi, de nu se vor părăsi de părerile cele fără cuvinte, și vor îndrăzni a face mișcări necăđute și netrebnice, și sfătuindu-i pe ei nu se vor înțelepți. negreșit trebue să se pedepsească și să se isgonească din hotarele țerei precum

s'a mai ȋis, și prin silința ta să se privilegheze după dreptate și cuviință și să se păzească întru toată buna ocârmuire a dreptei cumpăniri fără a nu se pricinui amestecare și turburare la nizamul și rânduiala pămîntului, care aceasta fiind că este însuși aceeași împărătească a mea voință se dă și se trimite ție înadins această a mea sfântă împărătească poruncă împodobită cu hatehumaium. Ci dar tu cela ce ești sciută slugă întru atîta credință și dreptate și fiul credincioasei slugi a înaltei mele împărății, după ce dintru tine sădită înțelepciune adâncime de socotințe și iscusința ta precum și pînă acum cîte întru acele de ființă și mari pricini s'a încredințat la vrednicia și multa iscusința ta, s'a împlinit și s'a sfîrșit după pofta și voința înaltei mele împărății și mai ales după ce s'a încredințat ție Domnia Moldovei fiind sciut împărăției mele înțeleptele mișcări și cele cu iscusință chipuri ale tale spre liniștea și odihna săracilor raele și spre împlinirea și buna ocârmuirea pricinilor pămîntului, și fiind vederată aceea cătră tine împărătească a mea credință și întemeiată pliroforie, așa și de acum înainte este bine încredințat împărătescul meu suflet, că toate credincioasele tale mișcări și înțeleptele chipuri vor fi bine plăcute și unite cu împărăteasca mea bună voință și socotință, te vei sili dar spre cele ce sunt de liniștea și odihna locuitorilor pămîntului și la cele pentru buna orînduială acelor d'antăiū, al doilea și al treilea stări a boerilor poruncindu-le lor ca să-și păzească hotarele și rînduelile lor și să se depărteze de socotelile și de părerile isotimiei: în cît dacă vre unul dintre ei va păși hotarele sale, va îndrăzni să facă vre-o mișcare necuviincioasă, după acea întreagă și desăvîrșită putere și isticiat, care s'a dat ție din partea împărăției mele vei purta de grijă ca să-l pedepsești spre înfrânare, îl vei scoate pe el din hotarele țerii. și îl vei isgoni silindu-te ca să se păzească dreapta cumpănire și buna rînduială a pămîntului. și așa făcîndu-se ție întru știință, că aceasta este aceea însuși a mea împărătească voință, te vei sîrgui de a o pune în lucrare, asemenea cu chipul ce s'a ȋis arătînd și la aceasta acele din partea împărăției nădăjduite înțelepte chipuri și cu bună socotință mișcările tale. Iar voi boerilor țerii după ce se vor fac eși vouă știut cele ce se cuprind, întru această a mea sfântă împărătească poruncă vă veți purta precum aceasta însemnează și cere cu nestrămurare, supuindu-vă întru toate la porunca, socotința și voința Domnului vostru, întru nimic și cît de puțin neabătîndu-vă din punctul acei către el datornica voastră credință și buna plăcere. și așa silindu-ve cu toții ca să se păzească cele cădute datorii a credinței și supunerii voastre. vă veți depărta de toată în potrivă urmare. supuindu-vă la coprinderea acestei sfinte a mele porunci. Așa să

No. 54.

1804

Junie 1.

No. 54. 1804  
Iunie 1. știți și să crezi sfântului împărătescului meu semn. S'a dat la începutul lui Safer a anului 1217, în cea de Dumneșu păzită cetate a Țarigradului.

No. 55. -Manifestul Împăratului Rusesc Alexandru I, cari s'a cetit la 23 Decem. 1806 în divanele Moldovei și a Valahiei.

(Codrescu, Uricariu III, 210—213).

No. 55. 1806  
23 Decem. Noi, Alexandru întâiu, Împărat și singur stăpânitor a toate Rusiele i proci, i proci.

Către Domnii Mitropoliți, Episcopi, Preoți, Monahi a tuturor bisericelor și mănăstirelor, i către boerii către cei de neam, către căpitani și către, toți locuitorii țărilor Moldaviei și ai Valahiei, sănătate.

Părinteștile griji și statornica luare aminte ce procatolii noștri în toate întâmplările au arătat pentru statornicia și slobozenia bisericăștei părți, acelor de neam și a tuturor locuitorilor țărilor Moldaviei și ai Valahiei, și osârdiea cu care au făcut aducerea aminte și cercare în puternice trataturi pentru bună starea voastră, cu drept cuvânt aceste toate au făcut pe stăpânitorii Rusiei ocrotitori pământului vostru. || Din ceasul suirei noastre la scaun urmând celor de mai dinnaintea noastră, neîncetat am priveghiat pentru păzirea liniștirea voastre, atât în faptă puind drepturile ce ne erau câștigate, cât și plecându-ne a face toate cele câte ne însufla râvna noastră pentru a voastră fericire, fieștecă din voi știe că privilegiurile ce au chezășluit averile și pre voi înși-vă, prin cât firea stăpânirei sub care trăiți o înlesnia, a fost sêvîșirea neadormitei privegheri a procatolilor noștri și a noastră însuși. || Mișcările cari de vr'o câțava vreme a arătat Poarta după faptele cele după voia ei ce a cutezat a face, și după neînduplecarea a împlini legăturile, a întrebuițat intrarea oștilor noastre în Moldavia și Valachia. Așa dar înfătoșarea oștilor noastre vă va păzi de toate relele sub care pământul vostru era să se împrijmuiască, și se va păzi în sloboda lucrare a credinței, și desfătarea tuturor privilegiurilor voastre, atât însușimea credinței cât și a obicinuiților, ținerea de minte de atâtea slujbe de la o parte cât și de la alta, mai în scurt și acea din inimă poftă de atâtea veacuri vă va face a socoti pe vrednicele noastre oști ca o parte din însuși voi. Noi am avut toată luarea aminte ca să întâmpinăm netreb-

niciile cele în parte ce puteau curge din slobozenia ostaşilor. Generalii No. 55.  
 noştri şi ceilalţi orându-i şi însărcinaţi cu săvârşirea poruncilor noastre 1806  
 nu vor lipsi nici într'un chip a păzi cea mai deplină şi mai bună orên- 23 Decem.  
 duială chibzuindu-se cu dregătoriile locului, şi dându-vă încredinţare în  
 toate dişele, că această trimitere a oştilor noastre nu numai că nu este  
 întovărăşită cu nici o necuviinţă de război străin, dar încă are temei  
 a întâmpina şi a apăra interesele noastre şi ale voastre. Gândul nostru  
 este ca să păzim în lucrarea dregătoriilor lor toate vredniciele după o-  
 biceurile de mai înainte, însă când şi acele dregătorii din partea lor vor  
 înlesni mergerea şi aşezarea oştilor noastre, cum şi lucrurile cu cari  
 sunt însărcinate, şi cari atârnă numai şi numai spre a se păzi ţerile  
 în cea desăvârşită şi deplină stare şi desfătare a privilegiilor lor. ||  
 Orî şi cum vor fi întâmplările, noi făgăduim a vă pricinui desfătare în  
 toate prilejurile înaltei noastre ocrotiri, şi că puind în lucrare tot felul  
 de chipuri ce va fi în puterea voastră, ca să lucraţi împreună la mân-  
 tuitoarea săvârşire ce vă punem înainte, care este de a se împinge din  
 hotarele voastre orî ce vrăjmaş va voi să turbure lucrarea fericirii voastre,  
 vă veţi arăta vrednici întru toate soartei ce vă gătim. || Decemv. 12  
 Anul 1806.

Incredinţat cu iscălitura marelui Comandir a împărăteştilor oşti:  
 Domnul General Mihelson.

No. 56.— Tratatul de armisticiu de la Slobozia din 24 Au-  
 gust 1807.

(Martens, Recueil, 2<sup>m</sup>e éd. fr., VIII, p. 689.)

La Sublime-Porte et la cour impériale de Russie désirant mutuel- No. 56.  
 lement et sincèrement mettre fin à la guerre qui divise actuellement les 1807  
 deux empires, et rétablir la paix et bonne harmonie avec la médiation 24 August  
 de S. M. l'empereur des Français et roi d'Italie, que les deux hautes  
 parties contractantes ont également acceptée, sont convenues qu'il y au-  
 rait sur le champ armistice; elles ont nommé pour cet effet leurs plé-  
 nipotentiaires respectifs, c'est-à-dire la Sublime-Porte, S. E. Said-Me-  
 med-Galip-Effendi, ci-devant reis-effendi et actuellement neihandzi, et la  
 cour de Russie, S. E. M. le général Sergio Lascarow, conseiller privé  
 de S. M. l'empereur des toutes les Russies et chevalier de plusieurs or-  
 dres; lesquels en présence de M. le Colonel adjutant-commandant Guil-  
 leminot, envoyé par S. M. l'empereur des Français et roi d'Italie pour

No 56. assister aux arrangements relatifs à l'armistice, sont convenus des articles suivants :  
1807  
24 August.

Art. I. Aussitôt après la signature de l'armistice les généraux en chef des deux armées impériales, savoir : S. A. le grand vizir et S. E. le général en chef Michelson, enverront des courriers pour que les hostilités cessent tout-à-fait de part et d'autre, tant sur terre que sur mer, dans les rivières, et en un mot, partout où il se trouve des troupes des deux puissances.

Art. II. Comme la Sublime-Porte et la Russie désirent également de la manière la plus sincère, le rétablissement de la bonne harmonie, les hautes parties contractantes nommeront, aussitôt après la signature du présent armistice, des plénipotentiaires pour traiter et conclure la paix le plus tôt possible, dans tel endroit qu'ils auront jugé convenable. Si pendant les négociations pour la paix il s'élève malheureusement des difficultés et que les affaires ne puissent s'arranger, l'armistice ne sera rompu que le printemps prochain, c'est-à-dire le 1-er de la lune de safer, l'an de l'Hégire 1223, et le 3 avril (v. st.) ou le 21 mars (n. st.) 1808 de l'ère chrétienne.

Art. III. Aussitôt après la signature du présent armistice, les troupes russes commenceront à évacuer la Valachie et la Moldavie, ainsi que toutes les provinces, forteresses et autres pays qu'elles ont occupés pendant cette guerre, et à se retirer à leurs anciennes frontières, de manière que l'évacuation soit entièrement terminée dans l'espace de trente-cinq-jours, à compter de la date du présent armistice. Les troupes russes laisseront dans les pays et forteresses qui doivent être évacués par elles, tous les effets, canons et munitions qui s'y trouvaient avant l'occupation. La Sublime-Porte nommera des commissaires qui recevront les dites forteresses, des officiers russes désignés à cet effet. Les troupes ottomanes sortiront de même de la Moldavie et de la Valachie, en dedans les trente-cinq jours pour repasser le Danube. Elles ne laisseront dans les forteresses d'Ismail, Brailow et Giurgiou que les garnisons suffisantes pour les garder. Les troupes russes correspondront avec les troupes ottomanes, afin que les deux armées commencent à se retirer en même temps de la Moldavie et de la Valachie. Les deux parties contractantes ne se mêleront nullement de l'administration des deux principautés de la Moldavie et de la Valachie, jusqu'à l'arrivée des plénipotentiaires chargés de la paix. Jusqu'à la conclusion de la paix les troupes ottomanes ne pourront occuper aucune des forteresses qui seront, en conséquence du présent armistice, évacuées par les troupes russes. Les habitants seuls pourront y entrer.

Art. IV. Conformément à l'article précédent, l'île de Ténédos, ainsi No. 56.  
 que tout autre endroit dans l'Archipel, qui, avant que la nouvelle 1807  
 de l'armistice y soit parvenue, aura été occupé par les troupes russes, 24 August  
 seront évacués. Les vaisseaux russes qui sont mouillés devant Ténédos, ou quelque autre endroit de l'Archipel, retourneront à leurs ports, afin que le détroit des Dardanelles soit tout à fait ouvert et libre. Si les vaisseaux russes en se rendant à leurs ports sont obligés de s'arrêter dans quelque endroit de l'Archipel, à cause d'une tempête ou de quelque autre besoin indispensable, les officiers turcs n'y mettront aucun obstacle, et leur prêteront tout au contraire les secours nécessaires. Tous les vaisseaux de guerre ou autres vaisseaux ottomans qui, pendant la guerre, seraient tombés entre les mains des Russes, seront rendus avec leurs équipages, ainsi que les vaisseaux russes qui seraient tombés au pouvoir des forces ottomanes. Les vaisseaux russes en se rendant à leurs ports, ne prendront à bord aucun sujet de la Sublime-Porte.

Art. V. Tous les bâtiments de flottille russe qui se trouvent dans l'embouchure de Sunné, ou de quelque autre embouchure, sortiront et se rendront à leurs ports, afin que les vaisseaux ottomans puissent aller et venir en toute sûreté. La Sublime-Porte donnera des ordres pour que les bâtiments russes, se rendant à leurs ports, soient respectés et qu'il leur soit permis d'entrer même dans quelque port ottoman, en cas qu'ils y soient obligés par une tempête ou par quelque autre besoin indispensable.

Art. VI. Tous les prisonniers de guerre et autres esclaves des deux sexes, de quelque qualité ou grade qu'ils soient, seront incessamment mis en liberté et rendus de part et d'autre sans aucune rançon, à l'exception cependant des musulmans qui auraient embrassé volontairement la religion chrétienne dans l'empire de la Russie, et les chrétiens sujets de la Russie, qui auraient pareillement embrassé volontairement la religion mahométane dans l'empire ottoman. Aussitôt après la conclusion du présent armistice, tous les commandants, officiers et habitants des forteresses de la Turquie qui se trouvent actuellement en Russie, seront rendus et envoyés en Turquie avec tous leurs effets et bagages.

Art. VII. Le présent traité d'armistice écrit en turc et français a été signé par les deux plénipotentiaires et par M. l'adjudant-commandant Guilleminot, et il a été échangé, afin qu'il soit ratifié par le grand-vizir et par Son Excellence le général en chef Michelson.

Les deux plénipotentiaires auront soin que la dite ratification soit échangée dans une semaine, ou plus tôt si faire se peut. Fait et arrêté

No. 56. au château de Slobosia près de Giurgiou, le 20 de la lune de dyemaziulahir l'an de l'Hégire 1122 et le 12 août (v. st.) ou 23 août 1807  
 1807  
 24 August (n. st.) de l'ère chrétienne.

Signé: Mehemet-Galip Effendi. Sergio Laskarow. Guilleminot.

No. 57.— Tractatul de pace de la Bucurescî, din 28 Maiă 1812.

(Martens Nouv.-Recueil, III p. 397.)  
 (Tradus din limba germană.)

No. 57. Au nom de Dieu tout-puissant.  
 1812  
 28 Maiă. Sa Majesté le sublime et très-puissant Empereur de toutes les Russies et Sa Hautesse le très-puissant Autocrate des Ottomans, animés tous les deux du désir de mettre fin à la guerre, qui a duré jusqu'à présent entre les deux Etats et de rétablir une paix solide, l'amitié et la concorde, ont daigné confier cette utile et salutaire mission aux soins et au zèle de leurs plénipotentiaires, c'est-à-dire Sa Majesté l'Empereur de Russie à Son Excellence le sieur Michel comte Golenitschef Kutusow, général d'infanterie, commandant en chef des armées, chevalier de tous les ordres de Russie, grand'croix de l'ordre impérial de Marie-Thérèse et de Saint-Jean de Jérusalem; et, d'autre part, Sa Hautesse l'Empereur des Ottomans à l'illustre Achmet pacha, grand-vizir et généralissime de la Sublime-Porte ottomane, afin que les termes de cette salutaire pacification étant arrêtés par des personnes de confiance que nommeront ces deux plénipotentiaires, le traité puisse être conclu et signé. Les susdits ont, en conséquence, choisi et muni de leurs pleinpouvoirs, pour la cour impériale de Russie, le sieur André Italinsky, conseiller intime de la cour de Russie, chambellan de Sa Majesté et chevalier des ordres de Saint-Wladimir et de Sainte-Anne, 2-e classe; en second lieu, le sieur Sabanejeff, major général dans l'armée de Sa Majesté impériale, chef d'un régiment à la grande armée du Danube, chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir, etc.; et enfin, le sieur Joseph Fonton, conseiller à la cour de Sa Majesté impériale et chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir, et de deuxième classe de l'ordre de Sainte-Anne; pour la Sublime-Porte, d'autre part, Leurs Excellences Said Mechnet-Galip-Effendi, kichaja-bey de la Sublime-Porte ottomane; en second lieu, Mastar-Zade-Ibrahim-Ali-Effendi, kazarkir et juge supérieur des armées ottomanes en Orient; en troisième lieu, Abdoul-Halip-Effendi, chancelier des janissaires: lesquels plénipotentiaires s'étant assemblés et ayant échangé leurs pleinpouvoirs, sont tombés d'accord sur les articles suivants:

Art. I. Les hostilités et le différend qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux monarchies cesseront en vertu de ce traité à dater de ce jour, tant sur mer que sur terre ; il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté impériale, l'autocrate et padischah de toutes les Russies et Sa Majesté impériale le Sultan et padischah des Ottomans, entre leurs héritiers et successeurs au trône et leurs empires respectifs. Les deux hautes parties contractantes, animées du sincère désir de prévenir tout ce qui pourrait faire renaître la mésintelligence entre leurs sujets, exécuteront scrupuleusement toutes les conditions du présent traité et apporteront la plus grande attention à ce que dans l'avenir, de part et d'autre, ni publiquement ni secrètement il ne soit rien entrepris de contraire à la présente convention.

No. 57.  
1812  
28 Mai.

Art. II. Les hautes parties contractantes ainsi réconciliées, garantissent, par suite du rétablissement de la paix et de l'amitié, une amnistie complète et un pardon général à tous leurs sujets qui, pendant le cours de la guerre, ont pris part aux opérations militaires ou ont agi, d'une façon quelconque, contrairement aux intérêts de leur souverain ou de leur pays. En conséquence de cette amnistie, personne ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, être poursuivi à raison de sa conduite passée, et tous ceux qui rentreront dans leurs foyers jouiront, à l'égal de leurs compatriotes, sous la protection des lois, des droits qu'ils possédaient auparavant.

Art. III. Tous traités et conventions conclus dans les différentes négociations de paix et qui ont été reconnus, tant par la cour impériale de Russie que par la Porte ottomane, sont confirmés par le présent traité et conservent leur pleine vigueur, à l'exception des articles qui ont reçu depuis quelque modification. Les deux hautes parties contractantes, aujourd'hui réconciliées, se promettent mutuellement d'observer, de part et d'autre, religieusement et inviolablement le présent ainsi que les susdits traités.

Art. IV. Le premier article des préliminaires stipule que le Pruth, du point où cette rivière pénètre en Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube, puis à partir de cet endroit, la rive gauche de ce dernier fleuve jusqu'à Kilia et à son embouchure dans la mer Noire, formeront la limite des deux empires. La navigation restera néanmoins commune aux deux parties. Les petites îles du Danube, inhabitées avant le commencement des hostilités et que l'on rencontre à partir d'au delà d'Ismail jusqu'à Kilia, écherront de fait à l'empire russe, attendu qu'elles sont plus près de la rive gauche ; toutefois, elles ne seront sous la domination d'aucune des deux puissances, et il ne pourra plus y être élevé dorénavant ni fortifications ni remparts d'aucun genre, mais elles de-

No. 57. 1812  
28 Maiă. meureront désertes. Il sera cependant permis aux sujets des deux pays de s'y livrer à la pêche ou d'y couper du bois en toute liberté. Les grandes îles, situées vis-à-vis d'Ismail et de Kilia, demeureront également désertes à la distance d'une heure en prenant pour point de départ le bord de la rive gauche du Danube le plus rapproché, qui, cependant, devra être d'abord fixé. Les établissements qui, comme le vieux Kilia existaient avant l'ouverture des hostilités ne sont pas compris dans cette ligne de démarcation. Par le dernier paragraphe de l'article précité des préliminaires, la Sublime-Porte renonce à tous ses droits sur le territoire situé sur la rive gauche du Pruth et le cède à la cour impériale de Russie avec toutes les forteresses, villes et habitations qui s'y trouvent, ainsi que la moitié de la rivière du Pruth, qui forme la frontière entre les deux empires. Les navires marchands de l'une et l'autre puissance auront le droit d'entrer dans le bras de rivière auprès de Kilia librement et d'en sortir, ainsi que le droit de naviguer sur tout le cours du Danube. Mais les vaisseaux de guerre russes ne pourront remonter le Danube que jusqu'à l'embouchure du Pruth.

Art. V. Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies cède et restitue à la Sublime-Porte ottomane la partie de la Moldavie qui est située sur la rive droite du Pruth ainsi que la grande et petite Valachie avec toutes les forteresses dans leur état actuel, les villes, bourgades, villages, établissements quelconques, et tout ce que renferment ces provinces conjointement avec les îles du Danube, à l'exception toutefois de ce qui est mentionné à l'art. 4 du présent traité. || Les actes et conventions qui sont énumérés parmi les privilèges de la Moldavie seront confirmés d'après les bases de l'article 5 des préliminaires. Resteront également en vigueur les conventions spéciales et les dispositions consignées à l'article 4 du traité de Iassy, qui stipulent qu'aucun dédomagement ne devra être réclamé pour les revenus non recouvrés, ni aucune contribution exigée pour tout le temps de la durée de la guerre, que les habitants de ces deux provinces seront exemptés de tout impôt pour deux ans, à compter du jour de l'échange du présent traité, et que ceux qui voudraient émigrer dans d'autres Etats obtiendraient un délai convenable; à cet effet un terme de quatre mois leur sera accordé, et la Porte consentira à n'imposer la Moldavie que dans la proportion de son étendue actuelle.

Art. VI. Sauf en ce qui concerne la ligne de démarcation de la rivière Pruth, les autres frontières, tant en Asie que dans les provinces d'Europe, continueront à être les mêmes qu'avant la guerre actuelle, et la cour impériale de Russie, en vertu de l'article 3 des préliminaires, res-

titue à la Sublime-Porte ottomane toutes les forteresses et châteaux qui ont été conquis et qui sont compris dans l'intérieur de ces frontières, en l'état même où ils se trouvent présentement, avec toutes les villes, bourgades, villages et maisons que renferme l'étendue de ces territoires. No. 57.  
1812  
28 Mai.

Art. VII. Les sujets ottomans qui après la déclaration de guerre sont restés dans la partie du territoire cédé actuellement à la Russie, ou qui y sont venus pendant le cours des hostilités, pourront se retirer dans les pays de la Sublime-Porte avec leurs familles et leur avoir, et s'y fixer pour toujours sans que personne puisse les en empêcher aucunement. Ils seront également libres de vendre leurs biens à n'importe quels habitants de l'endroit à et ils pourront émigrer dans les Etats ottomans avec ce qu'il leur conviendra d'emporter. Cette faculté est même étendue aux individus nés sur le territoire du pays cédé, où ils possèdent quelque fortune, mais qui se trouvent actuellement établis dans les Etats de la Porte ottomane. Il est accordé à ces derniers comme aux précédents, pour régler leurs affaires, un terme de dix-huit mois, à partir du jour de l'échange du présent traité. Pareillement les Tartares qui, durant la guerre actuelle, auront émigré de Bessarabie en Russie pourront, s'ils le veulent, retourner dans les Etats ottomans, avec cette condition toutefois, que la Sublime-Porte s'engage à rembourser à la cour de Russie les frais occasionnés par l'émigration et l'établissement de ces Tartares. De même les chrétiens qui possèdent des propriétés sur le territoire cédé à la Russie et qui y sont nés, mais résident dans d'autres districts des Etats ottomans, pourront, s'ils le veulent, rentrer dans le pays cédé et s'y fixer avec leurs familles et leur avoir, sans qu'ils puissent en être empêchés d'une manière quelconque. Ils sont aussi autorisés à disposer des biens qu'ils possèdent sous une dénomination quelconque dans les Etats de la Sublime-Porte en les vendant aux sujets ottomans et en emportant dans les Etats russes les capitaux qu'ils auront ainsi réalisés. Il est également accordé à ceux-ci comme aux premiers le terme de dix-huit mois, à partir du jour de la ratification de la paix.

Art. VIII. En conséquence de l'article 4 des préliminaires, bien qu'on ne puisse douter de la clémence et de la générosité que la Sublime-Porte, d'accord avec ses propres maximes, montrera à l'égard des Serbes, comme à un peuple qui depuis longtemps lui est sujet et tributaire, néanmoins, à raison de la part que les Serbes ont pris à la guerre actuelle, on a jugé équitable de fixer les arrangements nécessaires en vue de leur repos. En conséquence, la Sublime-Porte accorde aux Serbes amnistie pleine et entière, sans qu'ils puissent, en

No. 57. aucune façon, être molestés dans leur sécurité à raison des événements  
1812 passés. Les forteresses, construites par eux sur leur territoire à l'oc-  
28 Maiŭ. casion de la guerre et qui ne se trouvaient pas déjà établies aupara-  
vant, seront rasées, en tant qu'elles ne seront plus utiles à l'avenir.  
La Sublime-Porte prendra, comme par le passé, en son pouvoir les  
places fortes, les châteaux et autres points fortifiés existants aupara-  
vant, elle les garnira d'artillerie, de vivres et de munitions de guerre,  
et y mettra des garnisons à son bon plaisir. Toutefois, afin que ces  
garnisons n'exercent pas de vexations à l'égard des Serbes, la Su-  
blime-Porte, mue par des sentiments de commisération pour eux, pren-  
dra les mesures nécessaires pour leur sécurité. En outre la Sublime-  
Porte accordera aux Serbes, sur leur demande, les mêmes préro-  
gatives dont jouissent ses autres sujets dans les îles de l'Archipel et  
dans les autres provinces de l'Empire, et voulant donner à la nation  
serbe une marque de sa magnanimité, elle consent à lui laisser l'in-  
dépendance de son administration intérieure, à user de modération dans  
les impositions, en les percevant directement, et arrêtant, de concert  
avec la nation serbe, les mesures indispensables à cet effet.

Art. IX. Tous les prisonniers se trouvant dans les deux empires, hom-  
mes et femmes, à quelque nationalité ou condition qu'ils appartiennent  
seront rendus sans rançon aucune, aussitôt après l'échange des ratifica-  
tions du présent traité, à l'exception des chrétiens qui, dans les Etats  
de la Sublime-Porte, auront spontanément embrassé la religion mu-  
sulmane, ou des mahométans qui, dans les Etats de l'empire russe, au-  
ront spontanément embrassé la religion chrétienne. Cette disposition est  
également applicable à tous les sujets russes qui, après la signature du  
présent traité de paix, auraient été faits prisonniers par un accident  
quelconque et se trouveraient sur le territoire de la Sublime-Porte. La  
cour impériale de Russie s'engage de traiter de la même manière tous  
les sujets de la Porte ottomane. Quant aux sommes employées par les  
deux hautes parties contractantes à l'entretien des prisonniers, il ne  
pourra être exigé de remboursement. De plus, chacune des deux puis-  
sances pourvoira les prisonniers de tout ce qui leur sera nécessaire pour  
leur voyage jusqu'à la frontière, où ils seront échangés par des com-  
missaires nommés de part et d'autre.

Art. X. Tous les procès entre les sujets des deux empires, dont  
le cours aura été interrompu par les événements de la guerre, ne se-  
ront pas considérés comme terminés, mais devront être tranchés par les  
voies légales aussitôt après la conclusion de la paix. || Toutes les

dettes contractées entre les sujets respectifs, comme aussi les créances du fisc, devront être promptement et entièrement liquidées.

No. 57.  
1812  
28 Maiü.

Art. XI. En conséquence du présent traité de paix conclu entre les deux puissants monarques et à la suite de l'échange des ratifications entre les deux souverains, les armées et les flottes de la cour impériale de Russie procéderont à l'évacuation du territoire et des eaux de l'empire ottoman. Toutefois cette opération ne pouvant s'accomplir sur-le-champ, en raison de grandes distances et d'autres difficultés, les deux hautes parties contractantes se sont mises d'accord et ont convenu de fixer un terme de trois mois, à partir du jour même de l'échange des ratifications, pour l'évacuation complète des provinces tant européennes qu'asiatiques. Pendant la durée de ce terme, les armées impériales russes évacueront entièrement le territoire européen et asiatique qui, en vertu des présents arrangements, doit être restitué à la Sublime-Porte; les flottes et les transports de guerre quitteront également les eaux turques. Les places et forteresses où l'armée russe séjournera en attendant l'époque où commencera le délai convenu, demeureront, jusqu'à l'évacuation, soumises à l'administration de la cour de Russie, ainsi qu'elles le sont actuellement, sans que la Porte puisse s'y mêler d'une façon quelconque avant l'expiration du terme et l'entière évacuation du territoire par les troupes qui, jusqu'au jour de leur départ, se pourvoieront des vivres et de toutes autres choses nécessaires.

Art. XII. Au cas où soit le ministre résidant à Constantinople, soit le fondé de pouvoirs de la cour impériale de Russie, réclameraient par écrit, en vertu de l'article VII du traité de Iassy, des indemnités pour des dommages causés aux sujets et marchands russes par les corsaires des régences d'Alger, Tunis et Tripoli, ou protesteraient, dans des questions d'intérêts régies par le traité de commerce existant et d'où pourraient surgir des conflits ou des plaintes, la Sublime-Porte ne manquera jamais d'apporter tous ses soins pour que les clauses des traités soient observées et les difficultés signalées levées et écartées, sans cependant porter atteinte aux prescriptions et ordonances en vigueur sous ce rapport. La cour impériale de Russie promet aussi d'agir de même à l'égard de la Porte dans la mesure que comportent les lois de commerce en vigueur.

Art. XIII. La cour impériale de Russie est disposée à accepter, après la conclusion du présent traité, l'offre d'une intervention amicale de la Sublime-Porte auprès des Perses, ses corréligionnaires, afin que les hostilités cessant entre la cour impériale de Russie et l'empire persan, une entente réciproque puisse être négociée en vue de la conclusion de la paix.

No. 57. Art. XIV. Après l'échange des ratifications du présent traité de  
1812 paix, les commandants en chef des armées des deux empires, tant sur  
28 Maiü. mer que sur terre, donneront aux commandants des corps respectifs des  
ordres pour faire cesser les hostilités. Celles qui seraient commises  
après la signature du présent acte devront être considérées comme non  
avenues et ne pourront donner lieu à aucun changement dans les stipu-  
lations qu'il renferme. De même, tout ce qui dans cet intervalle aura  
été conquis par les troupes de l'une ou l'autre des deux parties con-  
tractantes, sera restitué sans le moindre délai.

Art. XV. Après la signature de ces articles de paix par les plénipo-  
tentiaires respectifs, le principal plénipotentiaire de S. M. Impériale de  
Russie et le grand-vizir de la Sublime-Porte les confirmeront, et dix jours  
après la signature, ou plus tôt, si faire se peut, les instruments du pré-  
sent traité seront échangés par les susdits plénipotentiaires.

Art. XVI. Le présent traité de paix perpétuelle sera ratifié par  
S. M. l'empereur et Padischah de toutes les Russies et par S. M. le  
Grand-Sultan et Padischah des Ottomans, au moyen de ratifications so-  
lennelles munies des signatures autographes des deux souverains, et  
l'échange des ratifications se fera par l'intermédiaire des plénipoten-  
tiaires respectifs en la ville où le traité a été conclu et dans le délai  
de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut, à compter du jour de  
la conclusion du présent acte. || Le présent instrument de paix con-  
tenant seize articles et qui entrera en vigueur aussitôt après qu'aura  
eu lieu l'échange des ratifications respectives, a été, en vertu de nos  
pleinpouvoirs, signé et scellé par nous et échangé contre un pareil,  
signé par les plénipotentiaires susmentionnés de la Sublime-Porte otto-  
mane et muni de leurs sceaux.

Fait à Bucarest, le 16/28 mai 1812.

Signatures: André Italinski, m. p. (manu propria).  
Jean Sabanejew, m. p.  
Joseph Fonton, m. p.

No. 58 — Firman către Domnul Ioan Sandu Sturza VVD.

No. 58. Alesule întru cei ântăi ai neamului lui Mesie, orânduît Domn al  
1822. Moldovei Ioane Sandul Sturza, a căruia sfârșit să se încheie cu norocire !  
Sciut să-ți fie că, fiind arătată în iveală înșelătorea rea credință acelor  
din tacâmul fanarioților de mai înainte Domni, și celor supuși lor Greci

boeri, și făcându-se înaltă împărătească a mea voință ca să se rânduiască Domn după cum din veci era din cinstiții pămînteni boeri. Tu Voievodule al Moldovei, care din purtarea ta s'a vădut că ai vrednicie și cum-păneală, s'a dăruit credinței tale acum domnia Moldovei, prin alegerea dintr'acei din Moldova și de curînd veniți la înalta mea Poartă prea credincioase raele a împărăției mele și fiind că spre dovada mulțumirei pentru această facere de bine și împărătească a mea mare milostivire s'a înfățișat din partea ta și din partea celor cu tine aicea aflați boeri, la pragul îndurător al prea puternicei mele Porți, o scrisoare grecească în chip de magzar, cuprîndătoare de oareși care rugăminte, spre a se lucra de acum înainte deosebită silință și sîrguință spre dovadă și păzirea credinței și dreptății, și spre ținerea buneî statornicii a țerii, și ocrotirea locuitorilor, și a toată buneî rîndueli, care scrisoare tîlmăcindu-se s'a vădut noîma sa, că cere milostivire, și se roagă ca, fiind că pînă acum trecuții Greci Domni, și cei supuși lor boeri, și acei pe cari îi trăgeau la ei, și îi întrebuintau în slujbe, și alții din neamul Grecilor, Sîrbi, Bulgari și Arnăuți și popii lor, făceau feluri de nedreptăți și supărări, și toți aceștia și fiește cari din ei, își aveau împărtășire la oareși cari turburătoare întîmplări, este de anevoe să lipsească de acum cele spre ispită cunoscute pricini, acei ce se pot prepune de asemenea oareși care răsvrătire, și pentru ca să se întemeeze cea desăvîrșită siguranță, și liniște a țerei, și ca să se dobîndească în deobște odihnă și răsufare, să nu se mai scrie de acum Neferi din Grecii și Arnăuții ce se vor fi aflînd în Moldova, nici să se rânduiască din ei Delibași și Tufecibași, ci prin știrea și marafetul lui Divan Efendisi, și a lui Baș-Besleaga, să se aleagă Tufecibaș și Delibaș, și rînduindu-se la tine să scrie Neferi din adevărații pămînteni cu chezășie, ca să fie împreună cu cei rînduiți după ce se va socoti de tine și boerii pămînteni. Pe lângă aceasta să se rînduiască de către înaltul meu Devlet un Divan Efendis, cu iscusință și un Baș-besleagă vrednic ca să fie împreună cu tine, și fiind că în vremile trecute este pildă că au fost cu Baș-besleaga șapte sute opt Neferi, spre aceasta să se rînduiască și acum spre paza țerii o mie de Neferi să fie sub ascultarea lui Baș-besleaga din Turcii cinstiți, și lefile lor, după inchipuirea cu care se da din început așa să se dea și acum, și pentru cei mai mulți ce acum au a li-se plăti din veniturile, și din deosebitele folosuri și havaeturi ale domniei și din ocne, și uniî ca aceștia să se mulțumească cu lefile și taînaturile ce li se dau, silindu-se întru paza țerei împreună cu pămînteni zabeți și Neferi. Mai pe urmă însă și acum că a încetat răul răsmiriții și s'a întors liniștea, de se va cunoaște că nu este trebuință de o mie Neferi să se

- No. 58. 1822. scadă pe jumătate, și să rămâie numai cinci sute Neferi, ca să rămâie în slujbă precum și mai înainte, și dacă (Dumnezeu ferească) s'ar întâmpla vre-o întâmplare ca cea de mai înainte turburătoare, fiind că nu vor fi îndestui Neferi cari se află cu Beșleaga, pentru aceea de pe acum să se dea înaltele porunci și povățuiri ocârmuitorilor sarhaturilor ca, când li-se va arăta lor trebuința din partea Domnului, a boerilor și a Baș-beșleagei, îndată să se trimită așcheriul cerșut și tunuri și alte trebuincioase pentru război, subț purtare de grijă a Beșleagei și câți se află locuind în numita țară Greci, Sârbî, Bulgari, și din neamul Arnăuților, și popii și alții din amestecate neamuri, fiind că despre aceștia nu poate să fie siguranță, și ca să fie deplină liniștită statornicie și siguranța țerei precum se cuvine, toți să treacă la Rumel, afară numai de câți-va pentru cari pămîntenii se vor face chezași în iveală că se feresc de relele urmări, și că sunt din rânduiala celor cinstiți; pentru acest fel de oameni cunoscuți să se facă isvod cu aședămint ca din aceștia să nu se facă boeri sau alt soi de zabiți, și să nu se rânduiască de acum și nici într-o vreme în slujbele țerei, și așa să se dea voe la aceștia ca să rămâie și să șadă. Așa și acei ce la aceasta de curînd întâmplată răs-miriță, atât acei ce s'au împrăștiat încoace și încolo, cât și aceia pentru cari este hotărîre a se trece la Rumel fel de fel de oameni, să nu poată nici într-o vreme să calce în țară, și dacă unii ca aceștia avînd ale lor trebuințe vor ave gînd să treacă prin țară, să se cerceteze de ocârmuitorii și zabeții și alți stăpînitori a sarhaturilor, și de nu va fi vre-o pricină ca să se oprească, atunci la unii ca aceștia să se dea teșcherea cuprîndătoare chipului și felului lor, și să se dea la Capuchehaiaoa țerei ce se va afla la sarhat, și acela să-l trimită la Căpitanii țerei, și el să-l dea la zabetul ce se numește Hatman și să-l facă teslim și dacă se va dovedi că este om care are trebuință și cinstit, să se fie pînă se va cerceta și-și va sfârși trebuința sa, și sfârșindu-se fără zăbavă îndată să-l întoarcă iarăși; iară de se va dovedi cevași necuviincios la el, îndată să se isgonească și să se alunge, și pentru aceștia asemenea să se dea porunci și povățuiri la câți se cuvine, și cei în țară aflați adeveriți sudeți, a altor puteri să nu stăpânească averi și moșii, și ei să le vîndă pămîntenilor cu cuviinciosul preț fără prelungire. Și câți din ralele cugetează să fie sudeți să li se ia din mînă patentele și să-i supue în numărul ralelor ca mai înainte. Și de acum unii ca aceștia în trebuințele țerei sau alte nizamuri și huzmeturi să nu mai fie, și să se întărească întru aceasta de mai înainte date firmanuri, și sudeții cari vin în țară pentru neguțătorie și trebuință, dacă după canoanele țerei, vor primi rânduiala de acest fel, și se va dovedi că nu

sunt din oamenii cei isgoniți, să se dea voe unora ca acelora să meargă și să vie. Și la trebuințele țerei mari și mici prin alegerea Domnilor să se rânduească oamenii din pământeni ispitiți și cinșiți și credincioși și să se întrebuinteze în slujbe, iar din Greci și din alte neamuri născute cu cuviință a fi în slujbe. Păzindu-se buna orânduială spre apărarea și mângâierea locuitorilor țerei, să se întărească cea din vechiă boerie, sub ascultarea lor după vechiul obicei și cea dintre megieșile împărăteștile mele sarhaturî din vechiă urmată bună rânduială și armonie, să se păzească asemenea și de acum. Și fiind că cei de mai înainte Greci Domni opriați pe boerii cari vin la înalta mea Poartă, unul din boerii săi doi cu magzar cu vechilime din partea boerilor obștiei pentru oareși care cerere a țerei, de acum înainte pentru oareși care a locului trebuință să nu se oprească a veni la înalta mea Poartă cari, dacă acești boeri ce vor voi a veni la Poartă de vor ave să se jeluiască pentru Domnul lor, atunci jaloba se va cerceta cu amăruntul de înalta mea Poartă, și de vor fi arătările drepte și adevărate, după cum va fi de cuviință se va pune în lucrare. Asemenea și când din întâmplare nu vor fi adevărate jeluirele, și se vor vedea a fi pe oareși care temeiă a răutății, se vor pedepsi precum se cade. Popii greci ce până acum au fost ședând pe la pămînteștele mănăstiri de cari se lucrau feluri de rele urmări, toți să se isgonească și să se alunge, și dacă din embaticurile acele rânduie de la mănăstiri spre a se da la oareși cari alte mănăstiri, și la alte părți a împărăteștii mele stăpâniri, de va rămâne vre unul din aceste neplătite, să nu trimită Patriarhul din Tarigrad vre un popă ca să le primească, ci cu tacir să facă rugăminte către înalta Poartă, și de acolo însciințându-se Capuchehaoa cu acest chip să se îplinească cerșutul embatic. Pe lângă acestea să lipsească temelia răutăților, să se facă luare aminte ca să strice școalele grecesci, cari Grecii Domni au iscodit spre învățătura a oareși cari răutăți. Domni afară de avaeturele lor cele vechi și orânduile venituri să nu ia, și acele câte Grecii Domni prin oareși cari chipuri au iscodit fără cuviință să lipsească cu totul. Așa dar cea singură stăpânitoare voință, și cel cu milostivire împărătesc al meu scopos fiind întemeiat spre a-și ave locuitorii cele obicnute obiceiuri, și pronomii și orânduile, ce s'au întărit cu împărătești a mele firmanuri, și spre a se încredința de acum tuturor, și la neputincioasele raele siguranță și liniște și odihnă, s'a dat împărăteasca ascultare la toate cererile făcute pentru aceste, precum și pentru toate celelalte arătate; și în ponturile de mai sus fiind arătate, că Bașbeșleaga să se aște un an în slujba Beșlegiei, și la împlinirea anului schimbându-se să se aleagă altul care se va găsi cu cuviință și să se rânduească. Cu acest chip rânduindu-se acum

No. 56.  
1822.

- No. 58. 1822. Başbeşleagă pe cinstitul Eiub Aga din împărăteştii salahorî, ca să meargă drept la Silistra şi făcând o mie de neferî din oamenii ispitiţi şi cinstiţi, cariî trebuesc a fi cu el, şi găsindu-î, când se vor trage în părţile de aici rânduile oşti ce se află în Moldova, după înţeleptirea împărăteştilor mele porunci cari s'a dat, la prea cinstitul şi prea slăvitul sfetnic şi Vizir al meu Muhamet Selim Paşa (a cărui slavă fie vecinică), numitul Beşleagă luând cu el pe adunaţiî o mie neferî şi intrând în Moldova, i s'a dat lui înaltă vrednică de închinăciune a mea poruncă ca să se silească întru ascultarea ta, după cum se cuvine rânduiriî sale. Pe lângă aceasta s'a rânduît să meargă împreună cu tine în slujba Chitapului cel din Hogegheanii înaltului meu divan, ales prea cinstit şi slăvit săghet Ibraim Nibi. Deci fiind că s'a dat înadins porunci şi povăţuire, la toţi ocârmuitoriî cei orânduîţi stăpânitori, şi către tine îndeosebi înalte porunci după chipul de mai sus, ca să proftacească oşti şi tunuri şi cele trebuincioase ale războiului, ca să treacă în Moldova fără cu amăruntul cercetare a oameni necunoscuţi, şi acei cari sunt să se isgonească şi să se alunge din ţară, şi că acei câţi rămân în ţară număraţi să fie şi cu cheazăia pămîntenilor, iar afară de cei cinstiţi şi de credinţă oameni, sau Greci nici unul să nu se rânduiască nici într'o vreme în boerie, sau în slujbe pămîntesci, după cum s'a dat cele de trebuinţă povăţuiri, şi pentru ca să se oprească şi să se anularisească nedreptele cereri închipuite de Greciî Domni, şi iscoditele necuviincioase mişcări, şi fiind că s'a dat în deosebi către tine, pentru nizamul şi buna rânduială sudeţilor alte înalte porunci, şi pentru cele mai sus pomenite cereri de rugăminte, cari pentru ca să intre în lucrare şi punere la cale s'a încredinţat cei cu isteţime credinţei tale, cu unite socotinţi şi a boerilor pămîntenî, spre aceasta numai s'a dat această împărătească înaltă hotărîre şi s'a trimis. Acum deci după ce vei înţelege fiinţa pricinei să sêvrşesci şi să îndrepti fiesce care pricină după cuviinţa credinţei şi isteţimei şi înţelepţiunei tale, şi după cum se cere de la tine, şi să ieî aminte ca să se apere şi să se mângâe neputincioasele raele de nedreptate, fiind foarte de anevoe aceasta. Să te silescî ca să se statornicească şi să se întoarcă odihna şi liniştea, şi arătând la orî ce pricină după înţelepţiunea şi cunoştinţa ta, cea trebuincioasă dreptate şi credinţa ta, să puî în cât se poate cu cea mai tare sârguinţă şi silinţă, pentru ca să dobândescî împărăteasca înalta mântuitoare mulţumirea noastră. Spre aceasta s'a dat înaltul vrednic de închinăciune firman, prin care poruncim să te porţi cu cerşuta credinţă. Intru acestaşi chip cunoasce şi fî credincios la sfântul nostru semn. 1822.

No. 59.—Firmanul de Domnie a lui Ioan Sandul Sturza VVD.  
din 1 Iulie 1822.

Fiind că prea înaltul stăpânitor a toate și nesfârșitul și vecinicul dătătorul tuturor bunătăților, a cărui slavă și milă este necovârșită în veci și neasemănată de paterea cea mare și de darul său cel necuprins, a bine voit a orându-i pe a mea ființă ce din moștenire împărătească, și singură stăpânitoare spre a fi împărat stăpânitor preste fața pământului, și a pus prea slăvitul semn a prea înaltei măririi sale asupra celor ce au petrecut cu bună cuviință întru dreptate prea slăviții stăpânitori, fiind pragul meu cel înalt și prea slăvit, ca să fie scăpare a Eghimonilor și a meghistanilor, și a celor ce au pricină. || Pentru aceea dar după drept cuvânt, spre mulțumire, pentru atâtea daruri este cu bună cuviință, a împărăteștii Măririi întru obiceiul păzit a împărăteștii singurii stăpânitoarii măririi, ca toți supușii împărăției mele câți se află sub îndatorita supunere și credință, și slabele raele să se păzească și să se ocrotească sub aripele împărăteștii mele milostiviri, întru liniște și odihnă trăind, în fericită și nebaneuită petrecere prin rânduirea unui stăpânitor vrednic și destoinic, spre a păzi fericita și norocita stare a pământului, și cu depărtarea strâmbătăților celor izvodite, se revarsă semnele dreptății. || Pentru acest cuvânt dar, fiind că și s'a făcut cunoscut, cum că purtătorul acestui înalt al meu firman împărătesc, plin de milostivire, alesule între neamul lui Iisus, și lauda între Eghimoni neamului Mesiei, Ioan Sandul Sturza, a căruia să fie norocit sfârșitul, carele fiind că este din boerii cei cinstiți, și în bun ipolipsis pământului Moldaviei, și din însuși fiziognomia și a sa moralita, se vede pre deplin, cum că are vrednicie spre a oblădui cu bună orânduială și cu bună chibzuire pricinele locului și cum că va pune toată silința sa, spre a se arăta bine plăcute purtările sale, către împărăția mea, s'a hotărât către nunitul din nemărginitele împărătești daruri, și din prea înalta împărătească milostivire, acum la anul 1237 la 24 a lunii Săval, împărătescul Hatihumaium, dându-se arătătului Ioan Sandul Sturza domnia Moldovei ce din moștenire este avere a împărăției mele, prin făgăduință și îndatorire spre a păzi eparhia Moldovei, și a ocroti și a apăra pe slabele și săracele raele, și când pe cele de mai înainte arătate împărăteștile mele milostiviri și facerile de bine, după neapărata trebuință a buneii stări a memlechetului Moldaviei, să aibă a se sili, ca să trinită și haraciul, ce se va rânduia a raelilor Moldovei, după a sa putere la împărăteasca mea hazna: și într'un cuvânt să pue toată sîrguința spre

No. 59.  
1822  
Iulie 1.

No 59. a săvârși toate pricinele către pământul Moldovei, după nădăjduita dreptate și credința lui întocmai după împărăteasca noastră bună plăcere.  
1822  
1 Iulie. precum și este nădăjduit de la dînsul, că va îndrepta toate pricinele pămîntului, pentru ca să câștige prin drept cuvînt, și împărăteasca noastră bună plăcere, după îndatorita supunere, și sădicatul său. || Pentru aceasta după înalt împărătescul firman, ce i s'a dat împreună cu hătișeriful întocmai după împărăteștile porunci date, Ioan Sandul Sturza va stăpîni domnia Moldovei, pentru care s'a dat acest împărătesc plî de bucurie și de veselie berat al meu, prin care poruncim ca mai sus numitul Voevod al Moldovei, să aibă a stăpîni principatul după chipurile ce s'a arătat mai sus, adică și să ocrotească țara și pe săracile și slăbitele raele și să le apere și să le acopere, iar boerii memlechetului și ceilalți zabeți și raele să se arête către Divanul lor cu căduta supunere și plecare și să aducă ascultare la cuvintele lui, și la poruncele lui și să se depărteze cu totul de a se arêta cu împotrivire, și mai sus numitul Voevod purtându-se după calea cea dreaptă a îndatoritei credințe și stăpîniri, și rămîind statornic și nesmintit întru datoriile sale, să nu lipsească de a arêta și a face cunoscut la prea înaltul prag a împărăției cît se va veni a se arêta, fiind de cuviință pentru memlechet, și să se sîrguească cu luare aminte și cu silință, ca să facă slujbă plecată, arêtînd osîrdie către toate cele ce privesc dreapta credință, și sadacatu lui. Aceste întocmai urmîndu-le nimenea din oameni să nu se facă împotrivitori, ci sciind să aducă credință la sf. semn, ce s'a scris la ani 1237, 24 a lunii Șeval.

No. 60.— Proclamația Feldmareșalului Wittgenstein către locuitorii Moldovei și Valachiei din 25 Aprilie, 1828.

No. 60. Locuitorilor Moldovei, și Valachiei!  
1828  
25 Aprilie. După prea înalta a împărăteștei Sale Măririi poruncă, că întru în țara voastră cu armia încredințată ocîrmuirii mele, Purtătoarea de biruință oastea a singur Stăpînitorului a toată Rusia, ocrotitorul vostru, intrînd în hotarele Moldovei vă aduce vouă zălog a buneî rîndueli și a cei de săvârșit sigurișiri. || Locuitorilor de toate stările! primiți pe vitejii ostași Rosienesci ca pre frați și ca pre apărătorii voștri cei firești. Sărguiți-vă a ajutarea mișcările armiei și a o îndestula pre ca la cele neapărate trebuințe: arêtați nouă dovede a dragosteî voastre, cei de demult cu-

noscute către Imperiū, care cu neadormire apără dreptățile voastre. || No. 60.  
 Războiul ce s'a declarat de către Rusia Porții Otomanicesci, are un scopos 1828  
 ca să se împlinească făgăduințele cele călcate și ca să se rădăce întru pu- Aprilie 25.  
 tere tractaturile, cele ce înaintea a toată lumea s'a încheiat. Voi veți fi  
 martori lucrărilor celor de războiū, a cărora urmările nu pot a se a-  
 tinge de voi, în liniștea cea cu odihnă așerosiți-vă pre voi folosului Pa-  
 triei voastre, și nu vă depărtați de împlinirea datoriei cei sfinte pentru  
 voi. || Legiunile și obiceiurile strămoșesci, dreptul a fiește căruia dintre voi,  
 dreptățile și pronomiele a Sfintei Bisericei noastre vor rămâne neclin-  
 tite. || Spre siguranța bunei stării voastre Impărăteasca Sa Mărire a  
 binevoit a-mi încredința mie, ca îndată să așed în Principatele acestea  
 vremelnică înaltă ocărnuire, sub presidenția Sfetnicului de taină Graf  
 Palen, asupra căruia Monarchul a pus credința Sa. Lui i-s'a dat putere  
 și i-s'a poruncit a intra în dregătoria deplin înputernicitului President  
 al Divanurilor Moldovei și Valachiei. Din partea mea, eu nu voi înceta  
 a ajuta ostenelelor lui în ocărnuirea acestor Principaturi, și dimpreună  
 cu aceia a avé priveghiere cea cu mai mare tărie, ca să se păzească  
 rânduiala cea desăvârșită în toate corpusurile și părțile ale armiei, care  
 întru tot prea milostiv s'a încredințat mie. Și însuși cele mai mici neo-  
 rândueli nescăpat se vor supune pedepsii; voi puteți a vă rezema pe  
 aceste făgăduințe. || Locuitorilor Moldovei și Valachiei ! Războiul, ce se  
 deschide de către Impărăteasca Sa Mărire după neapărata nevoie, nu vă  
 va lipsi pe voi de toate acele îndemânări, ce sunt unite cu pacea, el  
 fiind pornit spre aședarea liniștei va întări a voastră politicească ființă  
 prin tractaturile, cari pot șterge urmele necazurilor ce ați pățimit, și  
 spre totdeauna a îngrădi a voastră fericire. || Supunerea stăpânilor,  
 uitarea împărechierilor celor pierdătoare, cari s'a născut din anarhie, jert-  
 firea cu toate interesurile sale binelui celui de obște, acestea sunt îndă-  
 toririle, cari se pun asupra voastră, împliniți-le pre ele cu osârdie și cu  
 unime într'un suflet, și cu aceasta ajutați scoposurilor celor făcătoare  
 de bine a Împărăteștii Sale Măririi, cu a căruia nume vă îndatoresc pre  
 voi către aceasta. Răvnind folosului Patriei voastre, voi veți câștiga nouă  
 dreptăți spre ocrotirea și mila a prea puternicului monarch.

Glavnia Cvartira.

1828 Anul, Aprilie 25.

Cel mai mare povățuitor al armiei :  
 General Feld-marșal Graf Wittgenstein.

No. 61.— Convențiunea de la Akerman, din 7 Octombrie  
1826, explicativă tratatului din Bucuresci.

(Martens, Nouveau Recueil, VI. 1053)

*1. Convențiunea explicativă Tratatului de pace de la Bucuresci.*

No. 61.           Au nom de Dieu tout-puissant  
1826           La cour impériale de Russie et la Sublime-Porte, animées du désir  
7 Octom.       sincère de mettre un terme aux discussions qui se sont élevées entre  
elles depuis la conclusion du traité de Bucarest et voulant consolider  
les rapports des deux empires en leur donnant pour base une parfaite  
harmonie et une entière confiance réciproque sont convenues d'ouvrir,  
par le moyen d'une réunion de plénipotentiaires respectifs, une négocia-  
tion amicale, dans la pure intention d'écarter de leurs relations mutu-  
elles tout sujet de différend ultérieur et d'assurer pour l'avenir la pleine  
exécution du traité de Bucarest ainsi que des traités et des actes qu'il  
renouvelle ou confirme et dont l'observation peut seule garantir le main-  
tien de la paix si heureusement établie entre la cour impériale de Rus-  
sie et la Sublime-Porte ottomane. En conséquence, S. M. l'empereur et  
padischah de toutes les Russies et S. M. l'empereur et padischah des  
Ottomans, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : S. M. l'em-  
pereur et padischah de toutes les Russies, les sieurs comte Michel Wo-  
ronzoff, aide-de-camp général, général d'infanterie, membre du conseil de  
l'empire, gouverneur général de la Nouvelle-Russie et commissaire pléni-  
potentiaire de la province de Bessarabie, etc., et Alexandre de Ribeaupierre,  
conseiller privé, chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre pléni-  
potentiaire près la Sublime-Porte, etc., et S. H. les sieurs Seïd-Ibrahim-  
Hadi-Effendi, contrôleur-général d'Anatolie, 1-er plénipotentiaire et Seïd-  
Mehmed-Iffet-Effendi, cadi provisoire de Sofia, avec rang de molla de Scu-  
tari, second plénipotentiaire ; lesquels après avoir échangé les copies vidi-  
mées de leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté,  
conclu et signé, les articles suivants :

Art. I. Toutes les clauses et stipulations du traité de paix conclu  
à Bucarest le 16 mai 1812 (17<sup>e</sup> jour de la lune de djemaziul ewel de  
l'an de l'Hégire 1227), sont confirmées dans toutes leur force et valeur  
par la présente convention, comme si le traité de Bucarest s'y trouvait  
inséré mot pour mot, les éclaircissements qui font l'objet de la présente  
convention ne devant servir qu'à déterminer le sens précis et à corro-  
borer la teneur des articles du dit traité.

Art. II. L'article 4 du traité de Bucarest ayant stipulé pour les deux grandes îles du Danube, situées vis-à-vis d'Ismail et Kilia, lesquelles tout en demeurant propriété de la Porte ottomane, doivent rester en partie désertes et inhabitées, un mode de délimitation dont l'exécution a été reconnue impossible, vu les inconvénients qu'entraînent les fréquents débordements du fleuve, et l'expérience ayant démontré en outre la nécessité d'établir une séparation fixe et suffisamment étendue entre les riverains respectifs, pour leur ôter tout point de contact et pour faire cesser par là même les différends et les troubles continuels qui en résultent, la Sublime-Porte ottomane voulant donner à la cour impériale de Russie une preuve non équivoque de son désir sincère de cimenter les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux États, s'engage à exécuter et à maintenir l'arrangement qui a été convenu à cet égard à Constantinople entre l'envoyé de Russie et les ministres de la Sublime-Porte dans la conférence tenue le 21 août 1817, conformément aux dispositions consignées au protocole de cette conférence. En conséquence, les dispositions énoncées dans ce protocole et relatives à l'objet en question, seront considérées comme faisant partie intégrante de la présente convention.

No. 61.  
1826  
7 Octom.

Art. III. Les traités et actes relatifs aux privilèges dont jouissent la Moldavie et la Valachie, ayant été confirmés par une clause expresse de l'article 5 du traité de Bucarest, la Sublime-Porte s'engage solennellement à observer lesdits privilèges, traités et actes en toute occasion, avec la fidélité la plus scrupuleuse, et promet de renouveler, dans l'espace de six mois après la ratification de la présente convention, les hattî-chérifs de 1802, qui ont spécifié et garanti ces mêmes privilèges. En outre, vu les malheurs qu'ont essuyés ces provinces par suite des derniers événements, vu le choix fait de boïars Valaques et Moldaves pour être hospodars des deux principautés et vu que la cour impériale de Russie a donné son assentiment à cette mesure, il a été reconnu tant par la Sublime-Porte que par la cour de Russie que les hattî-chérifs ci-dessus mentionnés de l'année 1802 devaient indispensablement être complétés au moyen des clauses consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui a été convenu entre les plénipotentiaires respectifs et qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Art. IV. Il a été stipulé par l'article 6 du traité de Bucarest que du côté de l'Asie, la frontière entre les deux empires serait rétablie comme elle était anciennement avant la guerre, et que la cour impériale de Russie restituerait à la Sublime-Porte Ottomane les forteresses et châteaux situés dans l'intérieur de cette frontière et conquis par ses

No. 61. armes. En conséquence de cette stipulation, et vu que la cour impériale  
 1826 de Russie a évacué et restitué immédiatement après la paix celles de  
 7 Octom. ces forteresses qui avaient été prises seulement pendant la guerre sur  
 les troupes de la Sublime-Porte, il est convenu de part et d'autre, que  
 désormais les frontières asiatiques entre les deux empires demeureront  
 telles qu'elles existent aujourd'hui, et qu'un terme de deux ans est fixé  
 afin d'aviser réciproquement aux moyens les plus propres à maintenir  
 la tranquillité et la sûreté des sujets respectifs.

Art. V. La Sublime-Porte ottomane désirant donner à la cour im-  
 périale de Russie un témoignage éclatant de ses dispositions amicales et  
 de sa scrupuleuse attention à remplir en entier les conditions du traité  
 de Bucarest, mettra immédiatement à exécution toutes les clauses de  
 l'art. 8 de ce traité relatives à la nation Servienne, laquelle étant ab  
 antiquo sujette et tributaire de la Sublime-Porte, devra éprouver en toute  
 occasion les effets de sa clémence et de sa générosité. En consé-  
 quence, la Sublime-Porte règlera avec les députés de la nation Ser-  
 vienne, les mesures qui seront jugées les plus convenables pour lui  
 assurer les avantages stipulés en sa faveur, avantages dont la jouissance  
 sera tout à la fois la juste récompense et le meilleur gage de la fi-  
 délité dont cette nation a donné des preuves à l'empire ottoman. Comme  
 un terme de dix-huit mois est jugé nécessaire pour procéder aux véri-  
 fications qu'exige cet objet, conformément à l'acte séparé ci-joint con-  
 venu entre les plénipotentiaires respectifs, lesdites mesures seront ré-  
 glées et arrêtées de concert avec la députation servienne à Constantino-  
 ple et consignées en détail dans un firman suprême revêtu du hattî-ché-  
 rif, lequel sera mis en vigueur dans le plus court délai possible et au  
 plus tard dans le susdit terme de dix-huit mois, et sera en outre com-  
 munié à la cour impériale de Russie et considéré dès lors comme fai-  
 sant partie intégrante de la présente convention.

Art. VI. En vertu des stipulations expresses de l'art. 10 du traité  
 de Bucarest, toutes les affaires et réclamations des sujets respectifs, les-  
 quelles avaient été suspendues par l'événement de la guerre, devant être  
 reprises et terminées de même, les créances que les sujets respectifs  
 pouvaient avoir les uns contre les autres, ainsi que sur le fisc devant  
 être examinées et réglées en toute justice et promptement et entière-  
 ment liquidées, il est convenu que toutes les affaires et réclamations des  
 sujets russes à l'occasion des pertes qu'ils ont essuyées par les dépré-  
 dations des pirates barbaresques, les confiscations faites au moment de  
 la rupture entre les deux cours en 1806 et autres actes de même nature,  
 y compris ceux qui ont eu lieu depuis l'année 1821, donneront lieu à une

liquidation et à un dédommagement équitable. A cet effet, il sera nommé sans délai, de part et d'autre, des commissaires qui vérifieront les états des pertes et fixeront le montant d'un dédommagement. Tous les travaux de ces commissaires seront terminés et la somme, à laquelle s'élèvera le dédommagement ci-dessus mentionné, sera remise en bloc à la légation impériale de Russie à Constantinople, dans un terme de dix-huit mois, à dater de la ratification de la présente convention. Il sera aussi observé une égale réciprocité envers les sujets de la Sublime-Porte.

No. 61.  
1826  
7 Octom.

Art. VII. La réparation des dommages causés aux sujets et négociants de la cour impériale de Russie, par les corsaires des régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli et la pleine et entière exécution des stipulations du traité de commerce et de l'art. 7 du traité de Iassy, étant d'une stricte obligation pour la Sublime-Porte en vertu des clauses expresses de l'art. 12 du traité de Bucarest, lequel, conjointement avec l'art. 3 rappelle et confirme toutes les transactions antérieures, la Sublime-Porte réitère solennellement la promesse de remplir désormais avec la plus scrupuleuse fidélité tous ces engagements à cet égard. En conséquence: 1. La Sublime-Porte mettra tous ses soins à empêcher que les corsaires des régences barbaresques ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, inquiéter le commerce ou la navigation russe, et en cas de déprédation de leur part, dès qu'elle en sera instruite, elle s'engage itérativement à faire restituer, sans nul retard, toutes les prises faites par lesdits corsaires, à faire dédommager les sujets russes des pertes qu'ils auraient essuyées, à adresser à cette fin un firman rigoureux aux régences barbaresques, de manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de le réitérer une seconde fois, et dans le cas où ce firman n'aurait pas été exécuté, à payer le montant de l'indemnité, de son trésor impérial, dans le terme de deux mois, spécifié en l'art. 7 du traité de Iassy, à dater du jour de la réclamation qui aurait été présentée à cet égard par le ministre de Russie sur la vérification qu'il en aurait faite. 2. La Sublime-Porte promet d'observer rigoureusement toutes les conditions du dit traité de commerce, de lever toutes les prohibitions contraires à la teneur expresse de ses stipulations, de ne mettre aucune entrave à la libre navigation des navires marchands sous pavillon russe dans toutes les mers et eaux de l'empire ottoman sans aucune exception, en un mot, de faire jouir les marchands, les capitaines et tous les sujets russes en général, des avantages et prérogatives, comme de l'entière liberté de commerce qui sont formellement stipulés par les traités existants entre les deux empires. 3. Conformément à l'article 1 du traité de commerce qui stipule en faveur de tous les sujets russes en général, la liberté de

No. 61. navigation et de commerce dans tous les Etats de la Sublime-Porte, tant  
 18<sup>8</sup> sur terre que sur mer, et partout où la navigation et le commerce pour-  
 7 Octom. ront convenir aux sujets russes, et en vertu des clauses des art. 31 et  
 35 du dit traité, qui assurent le libre passage par le Canal de Constantinople des navires marchands russes, chargés de vivres ou autres marchandises et productions de la Russie ou d'autres Etats non soumis à l'empire ottoman, ainsi que la libre disposition de ces vivres, marchandises et productions, la Sublime-Porte promet de n'apporter aucun obstacle ni empêchement à ce que les bâtiments russes, chargés de blés et autres vivres, à leur arrivée dans le canal de Constantinople, le cas de besoin échéant, puissent transborder leur cargaison sur d'autres bâtiments, soit russes, soit d'autre nation étrangère. pour être transportée hors des Etats de la Sublime-Porte. 4. La Sublime-Porte acceptera les bons offices de la cour impériale de Russie à l'effet d'accorder, d'après les exemples précédents, l'entrée de la mer Noire aux bâtiments de puissances amies du gouvernement ottoman, qui n'ont pas encore obtenu ce privilège, de manière à ce que le commerce d'importation en Russie, par le moyen de ces bâtiments, et l'exportation des produits russes à leur bord, ne puissent essuyer aucune entrave.

Art. 8. La présente convention, servant d'éclaircissement et de complément au traité de Bucarest, sera ratifiée par Sa Majesté l'Empereur et Padischach de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur et Padischah des Ottomans, au moyen des ratifications solennelles munies de leur propre signature, suivant l'usage, qui seront échangées par les plénipotentiaires respectifs, dans le terme de quatre semaines ou plus tôt s'il est possible, à compter du jour de la conclusion de la présente convention.

Fait à Akerman, le 25 septembre (7 octobre) 1826.

2. *Act separat relativ la Principatele Moldovei și Valahiei.*

(Martens, Nouveau Recueil, VI. 1059).

Au nom de Dieu tout-puissant.

Les hospodars de Moldavie et de Valachie étant choisis parmi les bojars indigènes, leur élection sera désormais faite dans chacune de ces provinces d'après le consentement et la volonté de la Sublime-Porte, par l'assemblée générale du divan, conformément à l'ancien usage du pays. || Les bojars du divan de chaque province, comme corps du pays, et avec l'accord général des habitants, feront choix, pour la dignité de hospodar, d'un des bojars les plus anciens et les plus capables de la bien remplir, et ils présenteront à la Sublime-Porte par une requête (Arz Mahsar) le

candidat élu, lequel, s'il est agréé par la Sublime-Porte, sera nommé hospodar et recevra son investiture. Si par des raisons graves la nomination du candidat élu ne se trouvait point conforme au désir de la Sublime-Porte, dans ce cas, après que ces raisons graves auront été avérées par les deux cours, il sera permis de recommander aux dits bojars de procéder à l'élection d'une autre personne convenable. || La durée de l'administration des hospodars restera toujours fixée, comme par le passé, à sept années complètes et entières, à dater du jour de leur nomination, et ils ne pourront être destitués avant ce terme. Si, pendant la durée de leur administration, ils commettent quelque délit, la Sublime-Porte en informera le ministre de Russie, et lorsqu'après vérification faite de part et d'autre, il sera constaté que le hospodar s'est effectivement rendu coupable d'un délit, sa destitution sera permise dans ce cas seulement. || Les hospodars qui auront achevé leur terme de sept années, sans avoir donné, soit aux deux cours, soit au pays, aucun sujet de plainte légitime et grave, seront nommés de nouveau pour sept autres années, si la demande en est faite à la Sublime-Porte par les divans des provinces, et si le consentement général des habitants se manifeste à leur égard. || S'il arrive qu'un des hospodars abdique avant l'accomplissement du terme de sept ans, pour cause de vieillesse, de maladie ou pour toute raison, la Sublime-Porte en donnera connaissance à la cour de Russie, et l'abdication pourra avoir lieu d'après un accord préalable des deux cours. || Tout hospodar qui aurait été destitué après avoir fini son terme, ou qui aurait abdiqué, encourra la déchéance de son titre et pourra rentrer dans la classe des bojars, à condition de rester paisible et tranquille, mais sans pouvoir ni redevenir membre du divan, ni remplir aucune fonction publique, et sans pouvoir être réélu hospodar. || Les fils des hospodars destitués ou abdicataires conserveront la qualité de bojars, pourront occuper les charges du pays et être élus hospodars. || En cas de destitution, d'abdication ou de mort d'un hospodar, et jusqu'à ce qu'il lui soit donné un successeur, l'administration de la principauté sera confiée à des kaïmacans nommés par le divan de ladite principauté. / Le hatti-chérif de 1802 ayant ordonné l'abolition des impôts, redevances et réquisitions introduites depuis l'année 1198 (1783), les hospodars avec les bojars des divans respectifs détermineront et fixeront les impôts et les charges annuelles de la Moldavie et de la Valachie, en prenant pour base les règlements qui ont été établis à la suite du hatti-chérif de 1802. Les hospodars ne pourront dans aucun cas manquer au strict accomplissement de cette disposition. Ils auront égard aux représentations du ministre S. M. I. et

No. 61.

1826

7 Octom.

No. 61. 1826  
7 Octom.

à celles que les consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres, tant sur cet objet, que sur le maintien des privilèges du pays, et spécialement sur l'observation des clauses et articles insérés dans le présent acte. || Les hospodars, de concert avec les divans respectifs, fixeront dans chaque province le nombre des beschlis d'après celui qui existait avant les troubles de 1821. Ce nombre une fois fixé ne pourra être augmenté sous aucun prétexte, à moins que l'urgente nécessité n'en soit reconnue de part et d'autre, et il est bien entendu que les beschlis continueront à être formés et organisés comme ils l'étaient avant les troubles de 1821 ; que les agas continueront d'être choisis et nommés d'après le mode suivi avant la dite époque, et qu'enfin les beschlis et leurs agas ne rempliront jamais que les fonctions pour lesquelles ils ont été originairement institués, sans pouvoir se mêler des affaires du pays, ni se permettre aucune autre action. || Les usurpations faites sur le territoire de la Valachie du côté d'Ibrail, Ghierghiova et de Coulé, et au delà de l'Oltă, seront restituées aux propriétaires, et il sera fixé pour la dite restitution un terme dans les firmans y relatifs, lesquels seront adressés à qui il appartient. || Ceux des bojars moldaves qui uniquement par suite des derniers troubles se sont vus forcés de quitter leur patrie, pourront y revenir librement, sans être inquiétés par qui que ce soit, et rentreront dans la pleine et entière jouissance de leurs droits, prérogatives, biens et propriétés comme par le passé. || La Sublime-Porte, eu égard aux malheurs qui ont pesé sur les principautés de la Moldavie et de la Valachie, par suite des derniers troubles, leur accordera deux années d'exemption des tributs et redevances qu'elles sont tenues de lui payer ; à l'expiration du terme de l'exemption ci-dessus mentionnée, les dits tributs et redevances seront acquittés au taux fixé par le hatti-chérif de 1802, et ne pourront être augmentés dans aucun cas. La Sublime-Porte accordera également aux habitants des deux principautés la liberté de commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie, dont ils pourront disposer comme bon leur semblera, sauf les restrictions exigées d'un côté par les fournitures dues annuellement à la Sublime-Porte, dont ces provinces sont comme les greniers, de l'autre par l'approvisionnement du pays. Toutes les dispositions du hatti-chérif de 1802, relatives à ces fournitures, à leur acquittement régulier aux prix courants, d'après lesquels elles doivent être soldées et dont la fixation appartiendra, en cas de litige, aux divans respectifs, seront remises en vigueur et observées à l'avenir avec une scrupuleuse exactitude. || Les bojars seront tenus d'exécuter les ordres des hospodars et de rester envers eux dans les bornes d'une parfaite soumis-

sion. De leur côté, les hospodars ne pourront sévir arbitrairement contre les bojars, ni leur faire subir des punitions non méritées et sans qu'ils aient commis quelque faute avérée, et les derniers ne subiront de peine qu'après avoir été jugés conformément aux lois et usages du pays. || Les troubles, survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie, ayant porté la plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches de l'administration intérieure, les hospodars seront tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les divans respectifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des principautés confiées à leurs soins, et ces mesures feront l'objet d'un règlement général pour chaque province, lequel sera mis immédiatement à exécution. || Tous les autres droits et privilèges des principautés de Moldavie et de Valachie, et tous les hattî-chérifs qui les concernent, seront maintenus et observés, en tant qu'ils ne seront pas modifiés par le présent acte. C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleinpouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime-Porte ottomane avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article III de la convention explicative et confirmative du traité de Bucharest, conclue en huit articles, dans les conférences à Akerman, entre nous et les plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, etc.

### 3. *Act separat relativ la Serbia.*

(Martens, Nouveau Recueil VI. 1063).

Au nom de Dieu tout-puissant.

La Sublime-Porte, dans l'unique intention de remplir fidèlement les stipulations de l'article VIII du traité de Bucarest, ayant précédemment permis aux députés serviens à Constantinople de lui présenter les demandes de leur nation, sur les objets les plus convenables pour consolider la sûreté et le bien-être du pays, ces députés avaient précédemment exposé dans leur requête le voeu de la nation relativement à quelques-uns de ces objets, tel que la liberté du culte, le choix de ses chefs, l'indépendance de son administration intérieure, la réunion des districts détachés de la Serbie, la réunion des différents impôts en un seul, l'abandon aux Serviens de la régie des biens appartenants à des Musulmans, à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut, la liberté de commerce, la permission aux négociants serviens de voyager dans les états ottomans avec leurs propres passeports, l'établissement d'hô-

No. 61.  
1826  
7 Octom.

No. 61. pitaux, écoles et imprimeries, et enfin la défense aux musulmans, autres que ceux appartenants aux garnisons, de s'établir en Servie. Tandis que l'on s'occupait à vérifier et à régler les articles ci-dessus spécifiés, certains empêchements survenus en motivèrent l'ajournement. Mais la Sublime-Porte persistant aujourd'hui encore dans la ferme résolution d'accorder à la nation servienne les avantages stipulés dans l'article VIII du traité de Bucarest, elle règlera, de concert avec les députés serviens à Constantinople, les demandes ci-dessus mentionnées de cette nation fidèle et soumise, comme aussi toutes les autres qui lui seraient présentées par la députation servienne, et qui ne seront point contraires à la qualité de sujets de l'empire ottoman. || La Sublime-Porte informera la cour impériale de Russie de l'exécution qu'aura reçue l'article VIII du traité de Bucarest, et lui communiquera le firman revêtu du hattichérif par lequel les susdits avantages seront accordés. || C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleinpouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime-Porte ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard des Serviens les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article V de la convention explicative et confirmative du traité de Bucarest conclue en huit articles dans les conférences d'Akerman, entre nous, et les plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, etc.

No. 62. — Tractatul de pace de la Adrianopole din 14 Septembrie 1829.

(Martens, Nouveau Recueil. VIII, 143.)

No. 62. Au nom de Dieu tout-puissant.  
1829 Sa Majesté impériale le très-haut et très-puissant Empereur et autocrate de toutes les Russies, et Sa Hautesse le très-haut et très-puissant Empereur des Ottomans, animés d'un égal désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et de rétablir sur des bases solides et immuables la paix, l'amitié et la bonne harmonie entre leurs empires, ont résolu, d'un commun accord, de confier cette oeuvre salutaire aux soins et à la direction de leurs plénipotentiaires respectifs, c'est-à-dire S. M. I. de toutes les Russies au très-illustre, et très-excellent comte Diebitsch etc., etc., lequel, en vertu des pleins-pouvoirs suprêmes dont il est muni, a délégué et nommé comme plénipotentiaires, de la part de la cour im-

périale de Russie, les très-excellents et très-honorables comte Alexis Orloff etc., et comte Frédéric Pahlen, et S. M. l'Empereur des Ottomans, les très-excellents et très-honorables Mehemed Sadick-Effendi, actuel grand defterdar de la Sublime-Porte ottomane, et Abdul Kadir Bey, Cazi Asker d'Anatolie, lesquels s'étant assemblés en la ville d'Adrinople, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, sont convenus des articles suivants :

No. 62.

1829

14 Sept.

Art. I. Toute inimitié et tout différend qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux empires cesseront à dater de ce jour, tant sur terre que sur mer, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans, leurs héritiers et successeurs au trône ainsi qu'entre leurs empires. Les deux hautes parties contractantes apporteront une attention particulière à prévenir tout ce qui pourrait faire naître la mésintelligence entre leurs sujets respectifs. Elles rempliront scrupuleusement toutes les conditions du présent traité de paix, et veilleront de même à ce qu'il n'y soit contrevenu d'aucune manière directe ou indirecte.

Art. II. S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, voulant donner à S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans, un témoignage de la sincérité de ses dispositions amicales, restitue à la Sublime-Porte la principauté de Moldavie avec les limites qu'elle avait avant le commencement de la guerre à laquelle le présent traité vient de mettre un terme. S. M. l. restitue également la principauté de Valachie, le banat de Crajova, sans exception quelconque, la Bulgarie et le pays de Dobridgé, depuis le Danube jusqu'à la mer, avec Silistrie, Hirsova, Matchin, Isaktscha, Toultscha, Babadag, Bazardschik, Varna, Pravody et autres villes, bourgs et villages qu'il renferme, toute l'étendue du Balkan depuis Eminé-Bournou jusqu'à la mer Noire, avec Slimna, Tschamboly, Aida, Karnabat, Missemiria, Okhioly, Burgas, Sizépolis, Kirk-Klissi, la ville d'Adrinople, Lulé-Burgas, et enfin toutes les villes, bourgs et villages, et en général tous les endroits que les troupes russes ont occupés en Roumélie.

Art. III. Le Pruth continuera à former la limite des deux empires, du point où cette rivière touche le territoire de la Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube. De cet endroit, la ligne des frontières suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de Saint-Georges, de sorte qu'en laissant toutes les îles formées par les différents bras de ce fleuve en possession de la Russie, la rive droite en restera, comme par le passé, à la Porte ottomane. Il est convenu, néanmoins, que cette rive

No. 62  
1829  
14 Sept

droite, à partir du point où le bras de Saint-Georges se sépare de celui de Soulineh, demeurera inhabité à la distance de deux heures de ce fleuve, et qu'il n'y sera formé d'établissement d'aucune espèce, et que de même, sur les îles qui resteront en possession de la cour de Russie, à l'exception des quarantaines qui y seront établies, il ne sera permis d'y faire aucun autre établissement ni fortification. Les bâtiments marchands des deux puissances auront la faculté de naviguer sur le Danube, dans tout son cours, et ceux portant le pavillon ottoman pourront entrer librement dans les embouchures de Viliet de Souliné; celle de Saint-Georges demeurera commune aux pavillons de guerre et marchands des deux puissances contractantes. Mais les vaisseaux de guerre russes ne pourront, en remontant le Danube, dépasser l'endroit de sa jonction avec le Pruth.

Art. IV. La Géorgie, l'Iméritie, la Mingrélie, le Gouriel et plusieurs autres provinces du Caucase se trouvant réunies depuis de longues années et à perpétuité à l'Empire de Russie, et cet Empire ayant, en outre, par le traité conclu avec la Perse, à Tournamantchai le 10 février 1828, acquis les Khanats d'Erivan et de Nakhitchewan, les deux hautes puissances contractantes ont reconnu le nécessité d'établir entre leurs États respectifs, sur toute cette ligne, une frontière bien déterminée et propre à prévenir toute discussion future. Elles ont pris également en considération les moyens propres à opposer des obstacles insurmontables aux incursions et aux brigandages qu'avaient exercés jusqu'ici les peuplades limitrophes, et qui ont si souvent compromis les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux empires. En conséquence, il a été convenu de reconnaître désormais pour frontière entre les États de la cour impériale de Russie et ceux de la Sublime-Porte ottomane en Asie, la ligne qui, en suivant la limite actuelle du Gouriel, depuis la mer Noire, remonte jusqu'à la limite de l'Iméritie et de là, dans la direction la plus droite jusqu'au point de réunion des frontières des pachaliks d'Akhaltzik et de Kars avec celles de la Géorgie, laissant de cette manière au Nord et au dedans de cette ligne, la ville d'Akhaltzik et le fort d'Akhalkalaki, à une distance qui ne serait pas moindre de deux heures. Tous les pays situés au sud et à l'ouest de cette ligne de démarcation vers les pachaliks de Kars et de Trébizonde, avec la majeure partie du pachalik d'Akhaltzik resteront à perpétuité sous la domination de la Sublime-Porte, tandis que ceux qui sont situés au Nord et à l'Est de la dite ligne vers la Géorgie, l'Iméritie et le Gouriel, aussi bien que tout le littoral de la mer Noire depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port de Saint-Nicolas inclusivement, demeureront à perpétuité

sous la domination de l'empire de Russie. En conséquence, la cour impériale de Russie rend et restitue à la Sublime-Porte le restant du pachalik d'Akhaltzik, la ville et le pachalik de Kars, la ville et le pachalik de Bayazid, la ville et le pachalik d'Erzeroum ainsi que tous les endroits occupés par les troupes russes et qui se trouvent hors de la ligne ci-dessus indiquée.

No. 62.

1829

14 Sept.

Art. V. Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par suite d'une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leurs capitulations, soit par les traités conclus entre les deux empires, ou par les hattî-chérifs émanés en divers temps. En conséquence, elles jouiront du libre exercice de leur culte, d'une sûreté parfaite, d'une administration nationale indépendante et d'une pleine liberté de commerce; les clauses additionnelles aux stipulations antécédentes, jugées nécessaires pour assurer à ces deux provinces la jouissance de leurs droits, sont consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité.

Art. VI. Les circonstances survenues depuis la conclusion de la convention d'Akerman n'ayant pas permis à la Sublime-Porte de s'occuper immédiatement de la mise à exécution des clauses de l'acte séparé relatif à la Serbie et annexé à l'art. V de la dite convention, elle s'engage de la manière la plus solennelle à les remplir sans le moindre délai et avec la plus scrupuleuse exactitude et à procéder nommément à la restitution immédiate des six districts détachés de la Serbie, de manière à assurer pour toujours la tranquillité et le bien-être de cette nation fidèle et soumise. Le firman revêtu du hattî-chérif qui ordonnera l'exécution des susdites clauses, sera délivré et officiellement communiqué à la cour impériale de Russie, dans le terme d'un mois, à dater de la signature du présent traité de paix.

Art. VII. Les sujets russes jouiront dans toute l'étendue de l'empire ottoman, tant sur terre que sur mer, de la pleine et entière liberté de commerce que leur assurent les traités, conclus antérieurement entre les deux hautes puissances contractantes. Il ne sera porté aucune atteinte à cette liberté de commerce et elle ne pourra être gênée dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, par une prohibition ou restriction quelconque, ni par suite d'aucun règlement ou mesure, soit d'administration, soit de législation intérieure. Les sujets, bâtiments et marchandises russes seront à l'abri de toute violence et de toute chicane; les premiers demeureront sous la juridiction et police exclusive du mi-

No. 62. nistre et des consuls de Russie, les bâtiments russes ne seront jamais  
 1829 soumis à aucune visite de bord quelconque de la part des autorités ot-  
 14 Sept tomanes, ni en pleine mer ni dans aucun des ports ou rades soumis  
 à la domination de la Sublime-Porte, et toute marchandise ou denrée  
 appartenant à un sujet russe, après avoir acquitté les droits de douane  
 réglés par les tarifs, pourra être librement vendue et déposée à terre  
 dans les magasins du propriétaire ou consignataire, ou bien transportée  
 sur un autre bâtiment, de quelque nation que ce puisse être, sans que  
 le sujet russe ait besoin, dans ce cas, d'en donner avis aux autorités lo-  
 cales et encore moins de leur en demander la permission. Il est ex-  
 pressément convenu que les blés provenant de Russie jouiront de ces  
 mêmes privilèges et que leur libre transit ne souffrira jamais, et sous  
 aucun prétexte, la moindre difficulté ou empêchement. La Sublime-Porte  
 s'engage en outre à veiller soigneusement à ce que le commerce et la  
 navigation de la mer Noire en particulier, ne puissent éprouver aucune  
 entrave, de quelque nature que ce soit. A cet effet, elle reconnaît et  
 déclare le passage du canal de Constantinople et du détroit des Darda-  
 nelles entièrement libre et ouvert aux bâtiments russes sous pavillon  
 marchand, chargés ou sur lest, soit qu'ils viennent de la mer Noire  
 pour entrer dans la Méditerranée, soit que venant de la Méditerranée  
 ils veulent entrer dans la mer Noire. Ces navires, pourvu qu'ils soient  
 des bâtiments marchands, de quelque grandeur et de quelque portée  
 qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun empêchement ou vexa-  
 tion quelconque ainsi qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux cours s'en-  
 tendront sur les moyens les plus propres à prévenir tout retard dans  
 la délivrance des expéditions nécessaires. En vertu du même principe,  
 le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles est  
 déclaré libre et ouvert à tous les bâtiments marchands des puissances qui  
 se trouvent en état de paix avec la Sublime-Porte, soit qu'ils aillent  
 dans les ports russes de la mer Noire, ou qu'ils en viennent chargés  
 ou sur lest, aux mêmes conditions qui sont stipulées pour les navires  
 sous pavillon russe. || Enfin, la Sublime-Porte reconnaissant à la Cour  
 impériale de Russie le droit de s'assurer des garanties de cette pleine li-  
 berté de commerce et de navigation dans la mer Noire, déclare solen-  
 nellement qu'il n'y sera jamais, et sous aucun prétexte quelconque, ap-  
 porté de sa part le moindre obstacle. Elle promet surtout de ne ja-  
 mais se permettre dorénavant d'arrêter ou de retenir les bâtiments char-  
 gés ou sur lest, soit russes, soit appartenant à des nations avec les-  
 quelles l'empire ottoman ne serait pas en état de guerre déclarée, et  
 passant par le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles,

pour se rendre de la mer Noire dans la Méditerranée, ou de la Méditerranée dans les ports russes de la mer Noire. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise, quelqu'une des stipulations contenues dans le présent article venait à être enfreinte sans que les réclamations du ministre de Russie à ce sujet obtinssent une pleine et prompte satisfaction, la Sublime-Porte reconnaît d'avance à la cour impériale de Russie le droit de considérer une pareille infraction comme un acte d'hostilité et d'user immédiatement de représailles envers l'empire ottoman.

No. 62.  
1829  
14 Sept.

Art. VIII. Les arrangements précédemment stipulés par l'art. 6 de la convention d'Akerman, à l'effet de régler et de liquider les réclamations des sujets et négociants respectifs, relativement à l'indemnité des pertes essuyées à diverses époques de la guerre de 18<sup>16</sup>, n'ayant pas reçu leur accomplissement, et le commerce russe ayant, depuis la conclusion de la convention précitée d'Akerman, éprouvé de nouveaux dommages considérables par suite des mesures adoptées touchant la navigation du Bosphore, il est convenu et arrêté que la Porte ottomane, en réparation de ces dommages et pertes, paiera à la cour impériale de Russie, dans le courant de dix-huit mois, à des termes qui seront réglés ultérieurement, la somme d'un million cinq cent mille ducats de Hollande, en sorte que l'acquiescement de cette somme mettra fin à toute réclamation ou prétention réciproque des deux puissances contractantes du chef des circonstances mentionnées ci-dessus.

Art. IX. La prolongation de la guerre, à laquelle le présent traité de paix met heureusement fin, ayant occasionné à la cour impériale de Russie des dépenses considérables, la Sublime-Porte reconnaît la nécessité de lui en offrir une indemnité convenable. C'est pourquoi, indépendamment de la cession d'une petite portion de territoire en Asie, stipulée dans l'art. 4, que la cour de Russie consent à recevoir à-compte de ladite indemnité, la Sublime-Porte s'engage à lui payer une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord.

Art. X. La Sublime-Porte, en déclarant son entière adhésion aux stipulations du traité conclu à Londres, le 24 juin (6 juillet) 1827, entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, accède également à l'acte arrêté, le 10 (22) mars 1829, d'un commun accord entre ces mêmes puissances sur la base du dit traité et contenant les arrangements de détails relatifs à son exécution définitive. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, la Sublime-Porte nommera des plénipotentiaires pour convenir, avec ceux de la cour impériale de Russie et des cours d'Angleterre et de France, de la mise à exécution des dites stipulations et arrangements.

No. 62. Art. XI. Immédiatement après la signature du présent traité de  
 1829 paix entre les deux empires et l'échange des ratifications des deux sou-  
 14 Sept. verains, la Sublime-Porte prendra les mesures nécessaires pour la prompte  
 et scrupuleuse exécution des stipulations qu'il renferme, et nommément  
 des art. 3 et 4 relatifs aux limites qui doivent séparer les deux em-  
 pires tant en Europe qu'en Asie, des art. 5 et 6 concernant les princi-  
 pautés de Moldavie et de Valachie, ainsi que la Serbie, et du moment  
 où ces différents articles pourront être considérés comme ayant été  
 exécutés, la cour impériale de Russie procédera à l'évacuation du terri-  
 toire de l'empire ottoman conformément aux bases établies par un  
 acte séparé qui fait partie intégrante du présent traité de paix. Jusqu'à  
 l'entière évacuation des pays occupés, l'administration et l'ordre de cho-  
 ses qui y sont établis actuellement sous l'influence de la cour impériale  
 de Russie seront maintenus, et la Sublime-Porte ottomane ne pourra y  
 intervenir d'aucune manière.

Art. XII. Aussitôt après la signature du présent traité de paix,  
 il sera donné des ordres aux commandants des troupes respectives, tant  
 sur terre que sur mer, pour faire cesser les hostilités. Celles qui auront  
 été commises après la signature du présent traité seront considérées  
 comme non avenues, et n'apporteront aucun changement aux stipula-  
 tions qu'il renferme. De même tout ce qui dans cet intervalle aura été  
 conquis par les troupes de l'une ou de l'autre des hautes puissances  
 contractantes sera restitué sans le moindre délai.

Art. XIII. Les hautes puissances contractantes, en rétablissant entre  
 elles les rapports d'une amitié sincère, accordent un pardon général et  
 une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets, de quelque  
 condition qu'ils puissent être, qui, pendant le cours de la guerre, heu-  
 reusement terminée aujourd'hui, auraient pris part aux opérations mili-  
 taires ou manifesté, soit par leur conduite, soit par leurs opinions, leur  
 attachement à l'une ou à l'autre des deux puissances contractantes. ||  
 En conséquence, aucun de ces individus ne sera inquiété ou poursuivi,  
 ni dans sa personne, ni dans ses biens, à cause de sa conduite passée,  
 et chacun d'eux, recouvrant les propriétés qu'il possédait auparavant,  
 en aura la paisible jouissance sous la protection des lois ou bien sera  
 libre de s'en défaire, dans l'espace de dix-huit mois, pour se transporter  
 avec sa famille et ses biens meubles dans tels pays qu'il lui plaira de  
 choisir, sans essuyer de vexations ni d'entraves quelconques. | Il sera  
 en outre accordé eux sujets respectifs établis dans les pays restitués à  
 la Sublime-Porte ou cédés à la cour impériale de Russie le même terme  
 de 18 mois à compter de l'échange des ratifications du présent traité

de paix, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises soit avant, soit depuis la guerre et se retirer avec leur capital et leurs biens meubles des Etats de l'une des puissances contractantes, dans ceux de l'autre et réciproquement.

No. 62.  
1829  
14 Sept.

Art. XIV. Tous les prisonniers de guerre, de quelque nation, condition et sexe qu'il soient, qui se trouvent dans les deux empires doivent, aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, être délivrés et rendus sans la moindre rançon ou paiement. Sont exceptés les chrétiens qui ont embrassé de leur plein gré la religion mahométane dans les Etats de la Sublime-Porte et les mahométans qui, également de leur plein gré, ont embrassé la religion chrétienne dans les Etats de l'empire de Russie. ¶ On en agira de même à l'égard des sujets russes qui, après la signature du présent traité de paix seraient, d'une manière quelconque, tombés en captivité et se trouveraient dans les Etats de la Sublime-Porte. La cour impériale de Russie promet de son côté d'en user de la même manière, envers les sujets de la Sublime-Porte. ¶ Il ne sera point exigé de remboursement des sommes qui ont été employées par les deux hautes parties contractantes à l'entretien des prisonniers. Chacune d'elle les pourvoira de tout ce qui leur sera nécessaire pour leur voyage jusqu'à la frontière où ils seront échangés par des commissaires nommés de part et d'autre.

Art. XV. Tous les traités, conventions et stipulations arrêtés et conclus à différentes époques entre la cour impériale de Russie et la Sublime-Porte ottomane, sauf les articles auxquels il a été dérogé par le présent traité de paix, sont confirmés dans toutes leurs forces et valeurs, et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

Art. XVI. Le présent traité de paix sera ratifié par les deux hautes parties contractantes et l'échange des ratifications, entre les plénipotentiaires respectifs, aura lieu dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se pourra. ¶ Le présent instrument de paix, contenant seize articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives dans le terme stipulé, a été, en vertu de nos pleinpouvoirs, signé et scellé par nous et échangé contre un autre pareil, signé par les plénipotentiaires susmentionnés de la Sublime-Porte ottomane et muni de leurs sceaux.

Fait à Andrinople, le 2 (14) septembre 1829.

Signé: Sadik Efendi.

Signé: Le comte Alexis Orloff.

Abdoul Kadir Bey.

Le comte F. de Pahlen.

No. 63.

1829

14 Sept.

No. 63.—Act separat de la Andrianopole relativ la principatele Moldaviei și Valahiei, din 14 Septembrie 1829.

(Martens. Nouveau Recueil, VIII, 152).

Les deux hautes puissances contractantes, en confirmant tout ce qui a été stipulé par l'acte séparé de la convention d'Akerman, relativement au mode d'élection des hospodars de Moldavie et de Valachie, ont reconnu la nécessité de donner à l'administration de ces provinces une base plus stable et plus conforme aux véritables intérêts des deux pays. A cet effet il a été convenu et réglé définitivement que la durée du gouvernement des hospodars ne serait plus bornée à sept ans, comme par le passé, mais qu'ils seraient dorénavant investis de cette dignité à vie, sauf les cas d'abdication volontaire ou de destitution pour cause de délits, prévus par le dit acte séparé. || Les hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures de leurs provinces, en consultant leurs divans respectifs, sans pouvoir porter néanmoins aucune atteinte aux droits garantis aux deux pays par les hattî-chérifs, et ne seront troublés dans leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits. || La Sublime Porte promet et s'engage de veiller scrupuleusement à ce que les privilèges accordés à la Moldavie et à la Valachie ne soient d'aucune manière enfreints par ses commandants limitrophes; de ne souffrir aucune ingérence de leur part dans les affaires des deux provinces, et d'empêcher toute incursion des riverains de la rive droite du Danube sur le territoire valaque et moldave. Seront considérées comme faisant partie intégrante de ce territoire, toutes les îles attenantes à la rive gauche du Danube; et le chenal (*Thalweg*) de ce fleuve formera la limite des deux principautés, depuis son entrée dans les états ottomans jusqu'à son confluent avec le Pruth. || Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire moldave et valaque, la Sublime-Porte s'engage à ne conserver aucun point fortifié, à ne tolérer aucun établissement quelconque de ses sujets musulmans sur la rive gauche du Danube. En conséquence, il est invariablement arrêté que sur toute cette rive, dans la grande et petite Valachie, comme aussi en Moldavie, aucun mahométan ne pourra jamais avoir son domicile, et que l'on y admettra les seuls marchands, munis de firmans, qui viendront acheter pour leur propre compte dans les principautés les denrées nécessaires pour la consommation de Constantinople, ou d'autres objets. || Les villes turques situées sur la rive gauche du Danube se-

ront, ainsi que leurs territoires (*rayahs*), restituées à la Valachie, pour être désormais réunies à cette principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies. Les musulmans qui possèdent des biens-fonds non usurpés sur des particuliers, soit dans ces mêmes villes, soit sur tout autre point de la rive gauche du Danube, seront tenus de les vendre aux indigènes dans l'espace de dix-huit mois. || Le gouvernement des deux principautés, jouissant de tous les privilèges d'une administration intérieure indépendante, pourra librement établir des cordons sanitaires et des quarantaines le long du Danube et ailleurs dans le pays, où il en sera besoin, sans que les étrangers qui y arrivent, tant musulmans que chrétiens, puissent se dispenser de l'exacte observation des règlements sanitaires. Pour le service des quarantaines, aussi bien que pour veiller à la sûreté des frontières, au maintien du bon ordre dans les villes et campagnes et à l'exécution des lois et règlements, le gouvernement de chaque principauté pourra entretenir un nombre de gardes armés, strictement nécessaire pour ces diverses fonctions. Le nombre et l'entretien de cette milice seront réglés par les hospodars de concert avec leurs divans respectifs, en se basant sur les anciens exemples. || La Sublime-Porte, animée du désir sincère de procurer aux deux principautés tout le bien-être dont elles peuvent jouir, et informée des abus et des vexations qui s'y commettent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un abandon plein et entier de son droit à cet égard. En conséquence, la Valachie et la Moldavie seront pour toujours dispensées de fournir les grains et autres denrées, les moutons et les bois de construction qu'elles étaient tenues de livrer précédemment. || Il ne sera de même requis de ces provinces, en aucun cas, des ouvriers pour les travaux de forteresses, ni aucune autre corvée de quelque nature que ce soit. Mais afin de dédommager le trésor impérial des pertes que cet abandon total de ses droits pourrait lui faire éprouver, indépendamment du tribut annuel que les deux principautés doivent payer à la Sublime-Porte sous les dénominations de Karatsch, de l'Idiyé et de Bekiabyé (selon la teneur des hattî-chérifs de 1802), la Moldavie et la Valachie payeront chacune annuellement à la Sublime-Porte, par forme de compensation, une somme d'argent dont la quotité sera déterminée ultérieurement d'un commun accord. En outre, à chaque renouvellement des hospodars par le décès, l'abdication ou la destitution légale des titulaires, la principauté où le cas viendrait à échoir sera tenue de payer à la Sublime-Porte une somme équivalente au tribut annuel de la province, établi par

No. 63.

1829

14 Sept.

No. 63. les hattî-chérifs. Ces sommes exceptées, il ne sera jamais exigé du pays  
 1829 ni des hospodars aucun autre tribut, redevance ou cadeau, sous quelque  
 14 Sept prétexte que ce puisse être. || En vertu de l'abolissement des fournitures ci-dessus spécifiées, les habitants des principautés jouiront de la pleine liberté du commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie (stipulée par l'acte séparé de la convention d'Akerman), sans aucunes restrictions, hormis celles que les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, jugeront indispensable d'établir afin d'assurer l'approvisionnement du pays. Ils pourront naviguer librement sur le Danube avec leurs propres bâtimens, munis de passeports de leur gouvernement, et aller commercer dans les autres villes ou ports de la Sublime-Porte, sans être molestés par les percepteurs du Karatsch, ni exposés à aucune autre vexation. || De plus, la Sublime-Porte, considérant toutes les calamités que la Moldavie et la Valachie ont eu à supporter, et mue par un sentiment d'humanité tout particulier, consent à exempter les habitants de ces provinces pour l'espace de deux ans, à compter du jour où les principautés auront été entièrement évacuées par les troupes russes, du paiement des impôts annuels versés dans son trésor. || Enfin, la Sublime-Porte, désirant assurer de toutes les manières le bien-être futur des deux principautés, s'engage solennellement à confirmer les réglemens administratifs qui, durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits d'après le voeu exprimé par les assemblées des plus notables habitants du pays, et qui devront à l'avenir servir de bases pour le régime intérieur des deux provinces, en tant bien entendu que les dits réglemens ne porteraient aucune atteinte aux droits de souveraineté de la Sublime-Porte. || C'est pourquoi, nous soussignés plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime-Porte ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article V du traité de paix conclu à Andrinople entre nous et les plénipotentiaires ottomans. En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures et délivré entre les mains des Plénipotentiaires de la Sublime-Porte.

Fait à Andrinople le 2/14 Septembre 1829.

Sadik Effendi.  
 Abdoul Kadir Bey.

Comte Alexis Orloff.  
 Comte F. de Pahlen.

**No. 64.— Act separat relativ la indemnisațiile de comer-  
ciū și de resbel și la evacuarea Principatelor, din  
2/14 Septembre 1829.**

(Treaties (political and territorial) between Russia and Turkey, 1774—1819.  
London. Harrison and sons. 1854 p. 19.)

La paix qui se conclue heureusement entre la Cour Impériale de Russie et la Sublime-Porte Ottomane, devant être maintenue à perpétuité entre les deux Hauts Empires, et afin de prévenir, dès à présent, tout sujet de discussion possible à l'avenir, il a été jugé nécessaire de régler par un acte séparé tout ce qui a rapport aux indemnités de commerce, à celles des frais de la guerre et à l'évacuation, moyennant les articles suivants :

**No. 64.  
1829  
14 Sept.**

Art. I. Dans un des paragraphes de l'acte séparé relatif aux Principautés de Moldavie et de Valachie et annexé à l'article V du Traité de Paix, il est stipulé que „les villes Turques situées sur la rive gauche du Danube seront, ainsi que leurs territoires (Rayahs), restituées à la Valachie, pour être désormais réunies à cette Principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies etc“. || En conséquence de cette stipulation la forteresse de Giurgewo, qui se trouve encore occupée par les troupes de la Sublime-Porte, devra être évacuée et remise aux troupes Russes, et les fortifications en seront démolies. Cette évacuation sera effectuée dans l'espace de quinze jours après la signature du Traité de paix. Les troupes turques se retireront de Bucarest, emmenant avec elles toute l'artillerie, les munitions, leurs biens et effets. Il en sera de même des habitants musulmans qui auront également la faculté d'emporter avec eux leurs biens et effets.

Art. II. Par l'article 8 du Traité de Paix, il est stipulé que la Porte Ottomane, en réparation des pertes et dommages essuyés par les sujets et négociants Russes à diverses époques depuis l'année 1806, payera à la Cour Impériale de Russie, dans le courant de 18 mois, à des termes qui seront réglés plus bas, la somme de 1,500,000 ducats de Hollande“. En conséquence de cette stipulation il est convenu, qu'à l'échange des ratifications du Traité de Paix, la Porte Ottomane payera 100,000 ducats, que dans le terme de six mois après l'échange des ratifications elle payera 400,000 ducats, que dans les six mois suivants elle payera 500,000 ducats, et enfin, que dans autres six mois suivants elle payera

No. 64. les 500,000 ducats restants, ce qui complètera l'acquittement entier de  
 1829 la dite somme de 1,500,000 ducats dans le terme de dix-huit mois.  
 14 Sept.

Art. III. Il est stipulé à l'article 9 du Traité de Paix, que la Sublime-Porte s'engage à payer à la Cour Impériale de Russie, en indemnité des frais de la guerre, une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord. || En conséquence de cette stipulation, il est convenu et arrêté, que la dite indemnité sera fixée à 10,000,000 ducats de Hollande et la Sublime-Porte promet d'acquitter la dite somme d'après le mode de paiement qui sera déterminé par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sur le recours que la Sublime-Porte fait à sa générosité et à sa magnanimité. || En outre, afin d'alléger autant que possible le fardeau de ce paiement en numéraire, et de lui donner toutes les facilités nécessaires à cet effet, il est convenu que la Cour Impériale de Russie consentira à recevoir à compte de la somme ci-dessus spécifiée, des compensations en nature, en objets qui seront d'un commun accord reconnus recevables pour être portés en déduction de la dite indemnité.

Art. IV. Il est stipulé à l'article XI du Traité de Paix, que „la Cour Impériale de Russie procédera à l'évacuation du territoire ottoman, conformément aux bases établies par un acte séparé, qui fera partie intégrante du Traité de Paix“. || En conséquence de cette stipulation il est convenu et arrêté, que dès que les 100,000 ducats, à compte de l'indemnité stipulée pour les pertes des sujets et négociants Russes, auront été payés, ainsi qu'il a été stipulé ci-dessus à l'article II du présent Acte séparé; que dès que l'article VI du Traité de Paix relatif à la Serbie aura reçu son entière exécution; et que l'évacuation et la remise aux troupes Russes de Giurgevo auront été effectuées de la manière spécifiée ci-dessus à l'article I du présent Acte; alors et dans le terme d'un mois après l'échange des ratifications du Traité de Paix, l'armée russe évacuera la ville d'Andrinople, Kirk-Klissa, Lulé Bourgas, Midia et Iniada et autres endroits; lesquels seront immédiatement remis aux autorités que la Porte Ottomane chargera de les recevoir. Aussitôt après que le paiement des 400,000 ducats de la dite indemnité pour les pertes des sujets et négociants russes aura été exactement effectué, c'est à dire, six mois après l'échange des ratifications, les troupes russes évacueront, dans l'espace d'un mois, toute l'étendue du pays depuis le Balkan jusqu'à la Mer et au Golfe de Bourgas, de manière que toutes les villes, bourgs et villages, seront remis aux autorités chargées par la Porte Ottomane de les recevoir, et les troupes russes se retireront et repasseront de l'autre côté du Balkan en Bulgaire et dans le pays de Dobridgé. ||

Lorsque le paiement des 500,000 ducats de la dite indemnité pour les pertes des sujets et négociants russes aura été effectué, ainsi qu'il est spécifié ci-dessus, dans l'espace des autres six mois, alors les troupes russes évacueront entièrement et remettront aux autorités de la Porte, toute la Bulgarie et le pays de Dobridgé, avec toutes les villes, bourgs et villages qu'ils renferment, depuis le Danube jusqu'à la Mer Noire. || Les autres 500,000 ducats restants seront acquittés dans le terme de six autres mois: c'est-à-dire, dix huit mois après l'échange des ratifications. Et quant à l'évacuation mentionnée ci-dessus, la ville de Silistrie et les Provinces de Valachie et de Moldavie en seront exceptées, et elles seront gardées en dépôt par la Cour Impériale de Russie, jusqu'à l'entier acquittement de la somme que la Porte Ottomane s'est engagée de payer pour indemnités des frais de la guerre, ainsi qu'il est stipulé à l'article III du présent acte, et de manière qu'aussitôt que ce paiement aura eu lieu en entier, la Moldavie, la Valachie et la ville de Silistrie seront évacuées dans deux mois par les troupes russes et exactement restituées aux autorités de la Porte Ottomane. || Pour ce qui est de l'évacuation par les troupes russes des pays qui, du côté de l'Asie, doivent être restitués à la Porte Ottomane, conformément à l'article IV du Traité de Paix, il est convenu que cette évacuation commencera trois mois après l'échange des ratifications, et cela en vertu d'une convention particulière que le général en chef, Comte Paskewitsch d'Eriwan, règlera avec les commandants de la Porte Ottomane dans ces contrées, de manière toutefois que l'évacuation entière des pays restitués à l'Empire Ottoman puisse être achevée dans le terme de huit mois après l'échange des ratifications. || En conséquence, le présent Acte explicatif, en quatre articles, a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des Plénipotentiaires de la Sublime-Porte, et les ratifications en seront échangées ensemble avec celles du Traité de Paix, dont il fait partie intégrante.

Fait à Andrinople, le 2/14 Septembre 1829.

Sadik Effendi.

Comte Alexis Orloff.

Abdoul Kadir Bey.

Comte F. de Pahlen.

En vertu des pleinpouvoirs suprêmes, j'accepte et confirme les conditions que renferment les précédents Traité et Actes séparés.

Comte I. Diebitsch Zabalkansky.

No. 64.  
1829  
14 Sept.

## No. 65.—Tractatul de la Unkiar-Iskelessi, din 8 Iulie 1833.

(Martens. Nouveau Recueil, XI. 655)

No. 65.  
1833  
8 Iulie. Sa Majesté Impériale le très-haut et très-puissant Empereur et autocrate de toutes les Russies et Sa Hautesse le très-haut et très-puissant Empereur des Ottomans, également animés du sincère désir de maintenir le système de paix et de bonne harmonie heureusement établies entre les deux empires, ont résolu d'étendre et de fortifier la parfaite amitié et la confiance qui règnent entre eux par la conclusion d'un traité d'alliance défensive. || En conséquence, Leurs Majestés ont choisi et nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: || Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, les très-excellents et très-honorables le sieur Alexis comte Orloff, son ambassadeur extraordinaire près la Sublime-Porte ottomane, etc., et le sieur Appollinaire Bouteneff, son envoyé extraordinaire près la Sublime-Porte ottomane, etc.; || Et Sa Hautesse le Sultan des Ottomans, le très-illustre et très-excellent le plus ancien de ses visirs, Hossew Mehemet Pacha, seraskier, commandant en chef des troupes de ligne régulières et gouverneur général de Constantinople, etc.; les très-excellents et très-honorables Ferzy Achmet Pacha, mouchir et commandant de la garde de Sa Hautesse, etc.; et Hadji-Mehemet-Akif-Effendi, reis-effendi actuel, etc.; || Lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Il y aura à jamais paix, amitié et alliance entre Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer. Cette alliance ayant uniquement pour objet la défense commune de leurs Etats contre tout empiètement, Leurs Majestés promettent de s'entendre, sans réserve, sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et sûreté respectives et de se prêter mutuellement à cet effet des secours matériels et l'assistance la plus efficace.

Art. II. Le traité de paix conclu à Andrinople le 2 Septembre, 1829, ainsi que les autres traités qui y sont compris, de même aussi que la convention signée à Saint Pétersbourg le 14 avril 1830, et l'arrangement conclu à Constantinople le 9 (21) juillet 1832, relatif à la Grèce, sont confirmés, dans toute leur teneur, par le présent traité d'alliance défensive, comme si les dites transactions y avaient été insérées mot pour mot.

Art. III. En conséquence du principe de conservation et de défense

mutuelle qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, le maintien et l'entière indépendance de la Sublime-Porte, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime-Porte à réclamer l'assistance navale et militaire de la Russie viendraient à se présenter, quoique ce cas ne soit nullement à prévoir, s'il plaît à Dieu, promet de fournir par terre et par mer autant de troupes et de forces que les deux hautes parties contractantes le jugeraient nécessaire. D'après cela, il est convenu qu'en ce cas, les forces de terre et de mer dont la Sublime-Porte réclamerait le secours seront tenues à sa disposition.

No. 65.  
1833  
8 Julie.

Art. IV. Selon ce qui a été dit plus haut, dans le cas où l'une des deux puissances aura réclamé l'assistance de l'autre, les frais seuls d'approvisionnement pour les forces de terre et de mer qui seraient fournies tomberont à la charge de la puissance qui aura demandé le secours.

Art. V. Quoique les deux hautes parties contractantes soient sincèrement intentionnées de maintenir cet engagement jusqu'au terme le plus éloigné, comme il se pourrait que dans la suite les circonstances exigeassent qu'il fût apporté quelques changements à ce traité, on est convenu de fixer sa durée à huit ans, à dater du jour de l'échange des ratifications impériales. Les deux parties, avant l'expiration de ce terme, se concerteront suivant l'état où seront les choses à cette époque, sur le renouvellement du dit traité.

Art. VI. Le présent traité d'alliance défensive sera ratifié par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans le terme de deux mois, ou plus tôt si faire se peut. || Le présent traité, contenant six articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives, ayant été arrêté entre nous, nous l'avons signé et scellé de nos sceaux, en vertu de nos pleinpouvoirs, et délivré en échange, contre un autre pareil, entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime-Porte ottomane.

Fait à Constantinople, le 26 Juin (8 Juillet) l'an 1833 (le 20 de la lune de safer, l'an 1249 de l'Hégire).

Signé: (L. S.) Comte Alexis Orloff.  
(L. S.) A. Bouteneff.

Suivent les signatures des trois plénipotentiaires ottomans.

No. 65.  
1833.  
8 Julie.

Fait à Constantinople, le 26 juin, l'an 1833 (le 20 de la lune de safer, l'an 1249 de l'Hégire).

(L. S.) A. Bouteneff.

(Signatures des plénipotentiaires ottomans).

**Nota însărcinatului de afaceri frances la San-Petersburg.**

Le soussigné, chargé d'affaires de S. M. le roi des Français a reçu l'ordre d'exprimer au cabinet de Saint-Pétersbourg la profonde affliction que le gouvernement français a éprouvée en apprenant la conclusion du traité du 8 juillet dernier entre S. M. l'empereur de Russie et le Grand-Seigneur. Dans l'opinion du gouvernement du roi, ce traité assigne aux relations mutuelles de l'empire ottoman et de la Russie un caractère nouveau, contre lequel les puissances d'Europe ont le droit de se prononcer. Le soussigné est donc chargé de déclarer que si les stipulations de cet acte devaient subséquentement amener une intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie, le gouvernement français se tiendrait pour entièrement libre d'adopter telle ligne de conduite qui lui serait suggérée par les circonstances, agissant dès lors comme si le traité en question n'existait pas. Il est également prescrit

au soussigné de faire connaître au cabinet impérial qu'une déclaration No 65.  
analogue a été soumise à la Porte ottomane par l'ambassadeur de Sa 1833  
Majesté à Constantinople. 8 Iulia.

Saint-Pétersbourg, le . . . octobre 1832.

Signé : J. de Lagréné.

Răspunsul ministrului afacerilor străine al Rusiei.

Le soussigné a reçu la note par laquelle M. J. de Lagréné, chargé d'affaires de S. M. le roi des Français lui a fait part du profond regret que la conclusion du traité du 8 juillet, entre la Russie et la Porte, a causé au gouvernement français, sans énoncer en même temps ni les motifs de ce regret, ni la nature des objections auxquelles ce traité pourrait donner lieu. Le soussigné ne saurait donc les connaître ; il peut encore moins les comprendre. || En effet, le traité du 8 juillet est purement défensif ; il a été conclu entre deux puissances indépendantes usant de la plénitude de leurs droits ; il ne porte nul préjudice aux intérêts d'aucun Etat quelconque. || Quelles seraient donc les objections que d'autres puissances se croiraient autorisées avec justice à élever contre une pareille transaction ? Comment surtout pourraient-elles déclarer qu'elles ne lui reconnaissent aucune valeur, à moins qu'il n'entre dans leurs vues de renverser un empire que le traité est destiné à conserver ? Mais tel ne peut être le dessein du gouvernement français. Il serait en contradiction ouverte avec toutes les déclarations qu'il a émises lors des dernières complications de l'Orient. Le soussigné doit, par conséquent, supposer que l'opinion énoncée dans la note de M. de Lagréné repose sur des données inexactes, et que, mieux éclairé par la communication du traité que la Porte a faite récemment à l'ambassadeur français à Constantinople, son gouvernement appréciera d'avantage la valeur et l'utilité d'une transaction conclue dans un esprit aussi pacifique que conservateur. || Cet acte change, il est vrai, la nature des relations entre la Russie et la Porte, car il a fait succéder à une longue inimitié des rapports d'intimité et de confiance, dans lesquels le gouvernement turc trouvera désormais une garantie de stabilité et, au besoin, des moyens de défense propres à assurer sa conservation. C'est dans cette conviction et guidé par les intentions les plus pures comme les plus désintéressées que S. M. l'Empereur est résolu de remplir fidèlement, le cas échéant, les obligations que le traité du 8 juillet lui impose, agissant ainsi comme si la déclaration contenue dans la note de M. de Lagréné n'existait pas.

Saint-Pétersbourg, le . . . octobre 1833.

Signé : Nesselrode.

No. 65.  
1833  
8 Julie.

# Notice sur le Traité d'Unkiar-Iskelessi.

(Martens N. B. XI, 655).

Il est remarquable que les originaux russe et turc de ce fameux traité diffèrent matériellement sur un ou deux points essentiels. Le traité, tel qu'il se trouve dans les archives du Divan à Constantinople, traduit en turc et adopté par la Turquie comme si en propre, a été également retraduit par les drog-mans en français, et si les expressions dont ceux-ci se sont servis sont exactes, elles décèlent clairement la répugnance et l'humiliante abnégation avec lesquelles, en ce qui regarde la Porte, cette transaction clandestine a été conclue. || Voici les principales variantes des deux documents authentiques originaux: || L'original russe ne spécifie que le passage des Dardanelles; tandis que le traité de 1809 entre l'Angleterre et la Porte, dans lequel est reconnu à la Porte l'ancien droit de tenir fermées les Dardanelles en temps de paix à tout navire étranger, spécifie aussi la navigation de la Mer Noire, c. à d. du Bosphore, comme le second point auquel la Convention se rapporte également. De cette manière les Dardanelles pourraient devenir en temps de guerre l'avant-poste de l'Euxin. Quand la Russie voudra entrer en guerre, il faudra que la Turquie s'arme elle-même comme son alliée pour la défensive. || L'original turc, au lieu du passage de Dardanelles porte le passage de la Mer Blanche, c. à d. la Méditerranée, et cette désignation comprend, dit-on, les deux canaux, l'Hellespont et le Bosphore, en traversant la Mer de Marmara. || C'est là un moyen évasif, qui ne peut tromper personne. Il y a moyen sans doute d'arranger les choses de manière à flatter la fierté nationale turque, mais l'original russe ne parle que du passage des Dardanelles qui, s'il était fermé en temps de guerre, selon les dispositions de l'article secret additionnel, mettrait la Russie en possession de Constantinople. || Note de Morning Chronicle (1835), journal semi-officiel de Lord Palmerston

## No. 66.— Tractat relativ la limitele asiatică, la Principatele Moldovei și Valahiei și la indemnitate, semnat la San-Petersburg, în 29 Ianuarie 1834.

(Martens, Nouveau Recueil Général XV, 482.)

No. 66.  
1834  
29 Ianuar.

Le très-haut et très-puissant Empereur ottoman, mon bienfaiteur et maître, d'une part, et le très-haut et très-magnanime Empereur de toutes les Russies, de l'autre, animés du désir que leur inspirent l'amitié sincère, la sécurité et la confiance qui existent heureusement entre eux, d'arranger définitivement certains points du traité conclu entre les deux hautes puissances à Andrinople, lesquels n'ont pas été mis à exécution jusqu'à présent, ont nommé à cet effet Pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur ottoman, S. Exc. Mouchir-Ahmed Pacha, conseiller militaire du sérail, ambassadeur extraordinaire de la Sublime-Porte à la cour impériale de Russie, etc.; et S. M. l'Empereur de Rus-

sie, LL. Ex. le comte Nesselrode, vice-chancelier de l'Empire, et le comte Alexis Orloff, général de cavalerie, aide-de-camp de l'Empereur, etc., lesquels, après avoir montré réciproquement leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

No. 66.  
1834  
29 janvier

Art. I. Les deux hautes cours ayant jugé nécessaire d'établir, ainsi qu'il est stipulé dans le traité d'Andrinople, une ligne de démarcation entre les deux empires dans l'Orient, capable de prévenir désormais toute espèce de disputes et de discussions, il a été convenu que l'on tracerait une ligne qui peut empêcher entièrement des déprédations que les peuplades circonvoisines commettaient, et qui ont plus d'une fois compromis les relations de voisinage et d'amitié entre les deux empires. En conséquence, et après que les commissaires, de part et d'autre, ont examiné les lieux et pris des renseignements à cet égard, les deux parties contractantes ont résolu de procéder à la fixation des frontières, de manière à ce que le but qu'on s'est sagement proposé dans le traité d'Andrinople fût complètement rempli; et, pour cela, elles ont adopté, de commun accord, la ligne que l'on voit tracée en couleur rouge dans la carte qui est jointe au présent traité. || Conformément au quatrième article du traité d'Andrinople, cette ligne part du port de Saint Nicolas sur la côte de la mer Noire, suit les frontières actuelles de la province de Gurriel, monte jusqu'aux confins de Jura, et de là elle traverse la province d'Akhiskha et elle aboutit au point où les provinces d'Akhiskha et de Kars se réunissent à la province de Géorgie. Ainsi la plus grande partie de la province d'Akhiskha reste, avec les autres pays et terres dont il est question dans le dit traité, sous la domination de la Sublime-Porte, comme on voit par la carte dont deux copies ont été faites et collationnées par les plénipotentiaires des deux puissances, et qui, considérées comme faisant partie du présent traité, doivent y être jointes pour y voir la manière dont les limites futures des deux empires ont été fixées. || Après l'échange des ratifications du présent traité, et aussitôt que l'on aura fait planter des poteaux par des commissaires nommés de part et d'autre, d'après la ligne tracée dans la carte, d'un bout à l'autre, les troupes russes évacueront les terres situées au-delors de cette ligne, et se retireront dans les bornes qu'elle prescrit. De même, les musulmans qui se trouvent dans les terres peu considérables qui sont comprises dans la ligne qui passe devant le Sandjack de Groubhan et des extrémités des Sandjacks de Ponskron et de Djildir, lesquels voudront s'établir dans les terres de la Sublime-Porte, pourront, dans le terme de dix-huit mois, à dater du jour de l'échange des ratifications du

No. 66. traité, finir les affaires qui les attachaient au pays, et se transporter  
 1834 dans les Etats turcs, sans que l'on y mette obstacle.  
 29 januar.

Art. II. Par l'instrument, fait séparément à Andrinople relativement aux Principautés de Valachie et de Moldavie, la Sublime-Porte a pris l'engagement de reconnaître formellement les règlements faits, pendant que les troupes russes occupaient ces provinces, par les principaux habitants sur leur administration intérieure; la Sublime-Porte ne trouvant rien dans les articles de cette Constitution qui puisse affecter ses droits de souveraineté, consent dès à présent à reconnaître formellement la dite Constitution. || Elle s'engage à publier à cet égard un firman accompagné d'un hatti-chériff, deux mois après l'échange des ratifications, et à donner une copie du même à la mission russe à Constantinople. || Après la reconnaissance formelle de la Constitution, les hospodars de Valachie et de Moldavie seront nommés, mais pour cette seule fois-ci, et comme un cas tout particulier, de la manière qui a été convenue, il y a quelque temps, entre les deux puissances contractantes, et ils commenceront à gouverner les deux provinces conformément à la Constitution, laquelle est une suite des stipulations dont il a été parlé plus haut. || Sa Majesté l'Empereur de Russie, voulant donner une nouvelle preuve des égards et de la considération qu'il a pour Sa Hautesse, et hâter le moment où la Sublime-Porte usera des droits que les traités lui assurent sur les deux provinces, ordonnera à ses troupes, une fois que les princes auront été nommés, de se retirer des deux provinces. Ce point aura son exécution deux mois après la nomination des princes. || Et comme une compensation est due en toute justice pour les avantages que la Sublime-Porte accorde, par faveur, aux Valaques et aux Moldaves, il est convenu et arrêté que le tribut annuel que les deux provinces doivent lui payer, d'après les traités, est fixé désormais à 6,000 bourses (c'est-à-dire à 3,000,000) de piastres turques), et les princes auront soin que cette somme lui soit payée annuellement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1835. || Il est convenu entre les deux cours que le nombre de troupes qui seront employées comme garnisons dans l'intérieur des deux provinces, sera fixé d'une manière invariable et au gré de la Sublime Porte, et que celle-ci donnera les drapeaux aux garnisons, et le pavillon aux bâtiments marchands valaco-moldaves qui naviguent sur le Danube.

Art. III. Eu égard au désir témoigné par Sa Hautesse d'exécuter scrupuleusement les engagements qu'elle a pris par le III-e article de l'acte explicatif et séparé qui fait suite au traité d'Andrinople, et par le traité de Saint-Pétersbourg y relatif, Sa Majesté l'empereur de toutes

les Russies a bien voulu offrir de nouvelles facilités dans l'exécution des engagements imposés par les actes ci-dessus mentionnés à la Sublime-Porte, et par conséquent il est convenu :

No. 66.  
1834  
29 Januar.

1. Que quoiqu'il ait été stipulé par le second article du traité de Saint-Petersbourg, que la Sublime-Porte payera annuellement et pendant huit ans 1,000,000 de ducats de Hollande, elle ne payera que 500,000 ducats par an. || 2. Que la Sublime-Porte n'est plus obligée, comme elle l'était jusqu'ici, de payer au mois de mai de chaque année, et en une seule fois, tout l'argent qui était dû pour l'année, et qu'elle payera désormais les 500,000 ducats peu à peu, mais en entier, dans l'intervalle du mois de mai d'une année au mois de mai de l'année suivante. | 3. Que Sa Majesté impériale renonce à son droit de demander la différence qu'il y avait à l'époque de chaque paiement de la portion des indemnités pour les frais de la guerre et pour le commerce, entre le prix auquel la Sublime-Porte payait le ducat en piastres turques et la véritable valeur des ducats. 4. Qu'en outre, Sa Majesté impériale, prenant en considération les embarras dans lesquels le trésor de cet empire s'est trouvé dernièrement, consent à défalquer sur le champ 2,000,000 de ducats, ce qui est le tiers du solde des indemnités pour les frais de la guerre. 5. Que, vu la défalcation ci-dessus énoncée et les autres dispositions dont il a été parlé plus haut, le total des indemnités est de 4,000,000 de ducats de Hollande, dont la première portion à payer dans un an, comme un à-compte, consiste en 500,000 ducats et sera payée du 1<sup>er</sup> mai 1834 au 1<sup>er</sup> mai 1835, et les portions préalables dans les années suivantes seront payées de la même manière jusqu'à l'acquittement de la dette; mais à condition que les assurances, les garanties et les facilités stipulées par les articles IV, V, VI, VII et IX du traité de Saint-Petersbourg conserveront jusqu'alors toute leur vigueur, comme s'ils étaient insérées mot à mot dans le présent traité. En vertu des pouvoirs qui m'ont été donnés, j'ai conclu le présent traité, qui sera ratifié, par les deux parties contractantes, et dont les ratifications seront échangées à Constantinople dans le terme de six semaines ou plus tôt si faire se pourra, j'y ai apposé mon cachet, et mis ma signature, et je l'ai remis à Leurs Excellences les plénipotentiaires de la cour de Russie, à Saint-Petersbourg, en échange de la pièce qu'ils m'ont remise.

Fait à Saint-Petersbourg, le 18 ramazan 1249.

(L. S.) Mouchir Ahmed Pacha.

(L. S.) Nesselrode.

(L. S.) Alexis Orloff.

## No. 67.—Regulamentul organic al Principatului Moldovei.

Bucuresci, in 29 Iulie 1829

No. 67.  
1829  
29 Iulie.

Sa Majesté l'Empereur ayant daigné ordonner qu'un comité spécial, composé de Boyards moldaves et valaques, soit établi sous la présidence du conseiller d'État actuel Minciaky, pour préparer les améliorations organiques que réclame l'état actuel des deux principautés, et ayant bien voulu que ce comité soit divisé en deux sections, moldave et valaque, présidées l'une et l'autre par le susdit conseiller d'État actuel, nous, le vestiar Constantin Cantacuzène et le vornik Michel Stourdza, nommés par Son Excellence M. le président plénipotentiaire des divans de Moldavie et de Valachie, lieutenant-général de Geltouchin, et nous, le vestiar Georges Catardgi et le Vornik Constantin Conaki, élus par l'assemblée générale, en vertu du message sous le numéro 1824, en date du 17 juin, comme membres dudit comité pour la section moldave, avons ouvert nos séances à Bucharest, le 29 juillet 1829, sous la présidence de M. de Minciaky, muni d'instructions concernant ces améliorations, et nous nous occuperons de toutes les parties qui doivent composer ce règlement: et en formant de chacune un chapitre à part, nous le soumettrons, à mesure qu'il sera préparé et rédigé, à l'examen de Son Excellence M. le président plénipotentiaire, jusqu'à ce que tout travail de réforme pour la Moldavie soit entièrement terminé.

Signé: Minciaky.

Georges Catardgi.

Constantin Cantacuzène.

Constantin Conaki.

Michel Stourdza.

## CHAPITRE I.

Élection du hospodar.

## Sections.

- I. Formation de l'Assemblée générale extraordinaire.
- II. Gouvernement provisoire.
- III. Mode d'élection du hospodar.

## CHAPITRE II.

Organisation et attributions de l'Assemblée générale ordinaire.

Annexe A.—A l'effet de prévenir l'incomplet des séances de l'Assemblée générale.

## CHAPITRE III.

Règlement des finances.

- I. Des abolitions.
- II. Dépenses de l'État.

## Sections.

No. 67.

1839

29 Iulie.

III. Branches des revenus de l'État.

IV. Mode de recensement.

V. Perception de l'impôt et d'autres revenus de l'État.

VI. De la comptabilité.

VII. Droits et devoirs réciproques des propriétaires fonciers et cultivateurs.

Annexe B.—Sur les affaires ecclésiastiques.

Annexe C.—Concernant l'organisation et l'entretien des Slougitors

Annexe D.—Budget des traitements des employés.

Annexe E.—De la caisse des pensions.

Annexe F.—Des caisses publiques.

I. Concernant le Comité central.

II. Organisation de la partie médicale.

III. De la caisse des enfants trouvés.

Annexe G.—Revenus annuels de l'État indiqués approximativement.

Annexe H.—Concernant l'organisation des éphories des villes.

I. De la division en quartiers et du nettoyage de la ville.

II. De l'assainissement de la ville.

III. De l'embellissement de la ville.

VI. Des eaux.

V. De l'éclairage de la ville.

VI. Des mesures préservatrices contre les incendies.

VII. Dépenses approximatives par année de l'éphorie de Iassy.

Annexe J.—Concernant la défense aux employés de l'État de se rendre entrepreneurs de fermes publiques.

Annexe K.—De la police de la ville.

Annexe L.—Sur l'entretien, le chauffage et l'éclairage des détenus dans les prisons des Ispravnitichies et de l'Adgie.

Annexe M.—Concernant le pavage de la ville de Jassy.

Annexe N.—Concernant la confection des chaussées de la ville de Jassy.

Annexe O.—De l'établissement des Égyptiens.

Annexe P.—Concernant la classification des habitants de la Principauté de Moldavie et leurs droits et devoirs respectifs.

## CHAPITRE IV.

## Conseil administratif.

Annexe Q. Concernant les devoirs des directeurs des départements des actes de l'état civil.

No. 67.  
1829  
29 Julio.

CHAPITRE V.  
Règlement du commerce

- I. De la liberté du commerce.
- II. Des voies de communication.
- III. Des greniers de réserve.
- IV. Des prohibitions.
- V. De l'exploitation des mines.
- VI. Diverses dispositions concernant le commerce et les commerçants.

CHAPITRE VI  
Règlement des quarantaines.

- I. De l'établissement du cordon sanitaire.
- II. De l'organisation de la quarantaine et des barrières.
- III. Des règles sanitaires préservatrices et de police, concernant les voyageurs et les marchandises en quarantaine.
- IV. Des infractions aux lois sanitaires et des peines y relatives.
- État du personnel des quarantaines.
- Règles qui éclaircissent les mesures à prendre concernant les quarantaines.
- De la réception des navires arrivant au port de la quarantaine.
- De la quarantaine pour les marchandises et de leur distribution.

CHAPITRE VII.  
Règlement de gendarmerie.

- I. Principes de formation de la milice.
- II. Recrutement.
- III. Des privilèges et de l'entretien de la milice.
- IV. Devoirs généraux de la milice.
- V. L'administration de la milice.
- VI. De l'habillement et des armes.
- VII. Budget.
- VIII. Attributions du hetman; droits attachés aux rangs militaires.
- Divers tableaux concernant la milice.

CHAPITRE VIII.  
Ordre judiciaire.

- I. Règles générales.
- II. Instructions et attributions des tribunaux des districts.
- Tribunal rustique.
- III. Divans d'appel.
- IV. Tribunal de commerce de Galatz et de sa compétence.

- V. Tribunal de police correctionnelle.
- VI. Tribunal en matière criminelle.
- VII. Du divan princier.
- Annexe R.—Du complètement des instances judiciaires.
- VIII. Sur l'appel.
- Annexe S. Sur les protestations.
- Annexe T.—Sur la légalisation des contrats.
- Annexe U.—Sur la réception et conservation des dépôts judiciaires.
- Annexe V.—Concernant les estimations judiciaires.
- IX. Service public judiciaire.
- X. Attributions et instructions du Grand Logothète.
- XI. Sur les congés et les commissions.
- XII. Ordre des récompenses et promotions dans la magistrature.
- XIII. Arpentage général

No. 67.  
1829  
29 Iulie.

#### CHAPITRE IX.

##### Dispositions générales.

- I. Titres de noblesse.
- II. Nomination aux différents emplois publics.
- III. Clergé et administration de ses biens.
- IV. De l'instruction publique.
- V. Principes d'indigénat et de com-bourgeoisie entre les habitants des deux Principautés.
- Annexe X.—Concernant l'indigénat.
- VI. Dispositions détachées.

No. 68.— Convențiunea de la Constantinopole din 27  
Martie 1836.

(Martens. Nouveau Recueil général XV. 486).

Le présent acte sert à faire savoir ce qui suit: S. H. le Sul- No 68.  
tan ayant, ainsi que l'exigent l'amitié et l'alliance qui existent heureu- 1836  
sement entre lui et S. M. l'Empereur de Russie et entre leurs Gouver- 27 Martie.  
nements respectifs, témoigné, de son propre et libre mouvement le désir  
de payer, à la fois, l'argent que la Sublime Porte s'est engagée par le  
Traité conclu à St. Petersbourg le 17<sup>29</sup> Janvier de l'Ère Chrétienne  
1834, à payer au Gouvernement Russe, S. M. l'Empereur de Russie, se  
prêtant au désir de S. H., a bien voulu défalquer cette fois-ci 180,000  
bourses (90,000,000 de piastres turques) de la dette de la Sublime Porte,

No. 68. dette qui, après les réductions faites autrefois et les acomptes déjà  
 1836 payés, montait encore à 340,000 bourses; regarder, moyennant le paye-  
 27 Martio. ment de 160.000 bourses en argent effectif, la dette de la Porte Otto-  
 manne comme étant tout-à-fait éteinte; et donner ainsi une nouvelle  
 preuve des égards qu'il a et des sentiments qu'il professe pour S. H.  
 le Sultan, son ami et allié. || L'Envoyé de Russie résidant près la Su-  
 blime Porte ayant reçu les instructions et les pleins-pouvoirs nécessaires  
 pour traiter, a porté les dispositions de l'arrangement projeté à la con-  
 naissance de la Sublime Porte, qui les a acceptées. En conséquence des  
 Conférences ont été tenues entre les deux parties, qui sont convenues  
 des points qui suivent.

Art. I. La susdite somme de 160,000 bourses. c. à. d. de 80 millions  
 de piastres turques, seront payées par la Sublime Porte à la Cour Im-  
 périale, en bonne main, dans un délai qui ne doit pas être au delà de  
 cinq mois, et à compter de ce jour jusqu'au 5<sup>e</sup>,<sub>27</sub> Août de l'année cou-  
 rante 1836, correspondant au 9 Djemaziul-ewel de l'année de l'Hégire 1252.

Art. II. Dans l'espace de quinze jours à compter de celui de la  
 signature de cet instrument il sera payé un à compte de 50,000 bour-  
 ses; quinze jours plus tard, il sera payé un autre à compte de 17,000  
 bourses; et au bout de deux mois, à compter du jour de la signature,  
 il sera payé autres 33,000 bourses. Le solde qui consistera en 60,000  
 bourses, sera payé, peu à peu, dans le terme des trois mois suivants.  
 L'argent sera consigné, comme par le passé, entre les mains de la  
 mission de Russie à Constantinople.

Art. III. Lorsque, par la grâce de Dieu, la susdite somme de  
 160,000 bourses aura été payée intégralement, la forteresse de Silistrie,  
 sera évacuée entièrement et remise à l'officier qui aura été chargé par  
 la Sublime-Porte d'en prendre possession et d'y commander pour elle;  
 on y fera, en attendant, les préparatifs de l'évacuation. En cas que l'on  
 puisse payer l'argent en question dans un délai plus court que celui de  
 cinq mois, qui a été fixé pour en effectuer le paiement, l'évacuation  
 de Silistrie aura lieu en conséquence, comme on l'a dit dans les Con-  
 férences. En vertu des pleins-pouvoirs reçus par S. E. l'Envoyé de Rus-  
 sie de la part de S. M. I., et par moi de la part de la Sublime Porte,  
 nous sommes convenus des trois points précités et avons signé le pré-  
 sent instrument, qui prouve l'heureux résultat des négociations qui est  
 fait, en deux originaux, dont l'un est écrit en langue turque et l'autre  
 en langue française, le 9 Zilhidge 1252 (27 mars 1836).

(L. S.) Bouteneff. (L. S.) Mehemed Akif Effendi.

**No. 69.— Tractatul de comerțiu de la Balta-Liman din 30 Aprilie 1846.**

(Martens, Nouveau Recueil général, IX, 231.)

Au nom de Dieu tout-puissant.

Conformément aux rapports de l'amitié parfaite qui existent entre l'empire ottoman et la cour impériale de Russie, toutes les dispositions relatives au négoce, aux droits de douane, aux immunités et autre affaires commerciales des négociants des deux empires, s'effectuent selon les stipulations des anciens traités; mais les deux augustes cours, tout en maintenant et corroborant les anciennes stipulations établies par les traités précédents, étant animées du désir et pénétrées de la nécessité de conclure un nouveau traité de commerce afin de faciliter et d'augmenter les relations commerciales, de manière à les adapter aux améliorations salutaires introduites dans l'administration des affaires intérieures de la Turquie et aux convenances actuelles du commerce, S. M. le très-haut, très-puissant souverain, Empereur et Padischah des Ottomans a autorisé les soussignés, le ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte, membre du ministère, l'un des muschirs de l'empire, Moustapha Reschid-Pacha, décoré du nichan de son poste et du nichan de distinction offert à sa personne, chevalier du grand cordon de la Légion-d'Honneur, etc., etc. || Et l'un des hauts fonctionnaires de l'empire, kiaya de la sultane-mère, directeur de la monnaie, Méhémet Fahir Bey, etc., etc. || Lesquels ont été nommés et autorisés par les pleinpouvoirs qui leur ont été délivrés par S. H. à conclure le dit traité sur les bases arrêtées de part et d'autre; || Et S. M. le très-haut, très-puissant souverain, Empereur et Padischah de toutes les Russies, a autorisé le soussigné, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime-Porte ottomane, le conseiller d'Etat actuel Wladimir Titow, chevalier grand-cordon de l'ordre de Sainte-Anne de première classe, etc., etc.; de négocier et de régler cette question, en les munissant à cet effet de pleinpouvoirs signés et revêtus du sceau impérial; || A cet effet, après nous être concertés, nous avons réglé et statué les vingt articles du traité dont la teneur suit :

Art. I. Tous les traités et stipulations qui ont existé jusqu'ici entre la Sublime-Porte et la cour de Russie relativement aux droits, privilèges et immunités des sujets et bâtimens russes en Turquie, et notamment le traité de commerce du 10 juin 1783. et l'art. 7 du traité d'Andrinople, sont confirmés dans toute leur force et valeur, à l'excepti-

No. 68.  
1846  
30 April.

No. 69. tion de ce qui est expressément aboli ou modifié par la présente convention. La Sublime-Porte s'engage à les faire observer inviolablement  
1864  
30 Aprilio. par toutes ses autorités militaires de terre et de mer et autres fonctionnaires. Elle promet et assure, en outre, aux sujets et bâtimens russes la pleine et entière jouissance de tout droit, bénéfice ou avantage qui est ou serait accordé dorénavant dans ses Etats aux nations étrangères les plus favorisées.

Art. II. Ainsi qu'il a été stipulé par les traités précédents, le droit de douane restera invariablement fixé à 3 % pour le commerce intérieur et sera prélevé, comme par le passé, tant sur les produits russes ou étrangers importés en Turquie, que sur les produits turcs exportés des Etats ottomans par les négociants russes, par leurs délégués ou par leurs ayant-cause.

Art. III. Tout négociant ou sujet russe est libre d'acheter, en personne et par l'intermédiaire de ses ayant-cause, les articles ou objets provenant du sol ou de l'industrie de la Turquie, soit pour les exporter, soit pour en faire le commerce dans l'intérieur des Etats ottomans. Les sujets russes ou leurs hommes d'affaires auront le droit de transporter les dits produits ou marchandises à toute échelle de l'empire ottoman, sauf les restrictions indiquées plus bas dans les art. 11 et 12, sans que les dites marchandises soient passibles, ni pour l'acheteur, ni pour le vendeur, d'aucune charge ou droit de teskiéré, mourourije, bidaat, ihtissab, et autres semblables. Mais la cour de Russie n'entend pas entraver le gouvernement ottoman, par cet article ou par quelque autre de la présente convention, dans l'exercice de ses droits de souveraineté, dans sa propre administration intérieure, en tant que ces droits ne dérogent point aux privilèges accordés aux sujets russes et à leurs propriétés, soit par les anciens traités ou par la présente convention, et pourvu que les impôts dont sont frappés les sujets ottomans, conformément à ces mêmes droits de souveraineté, ne portent une atteinte manifeste, sous quelque rapport que ce fût, à la présente convention, ou qu'ils n'imposent directement de nouveaux droits sur le commerce des sujets russes. La cour de Russie ne prétend rien stipuler au-delà du sens naturel et véritable des termes employés dans le présent acte. || En compensation de tous les droits intérieurs ainsi supprimés, la cour de Russie, à la suite d'un accord spécial entre les deux gouvernements, consent à ce que le négociant russe paie à l'arrivée de la marchandise à l'échelle, un droit d'entrée (amédié) fixé et supplémentaire de 9 % indépendamment de 3 % de droit de sortie (reftié) qu'il devra payer comme autrefois à l'embarquement de la marchandise pour l'exportation. Toute

somme ou valeur perçue au delà du 3 % précité, sous telle dénomination ou sous tel prétexte que ce soit, directement ou indirectement, pour le compte du fisc ou des préposées, sera considérée comme une infraction au présent traité, et la Sublime-Porte s'engage, sur la représentation qui en sera faite par la légation impériale, de la faire restituer sans délai à l'acheteur ou au vendeur dont elle aura été perçue, de punir sévèrement les fonctionnaires, de quelque rang qu'ils soient, qui se seraient permis une pareille infraction et d'indemniser le négociant russe des pertes et vexations qu'il prouverait en être résultées pour lui. Tout objet qui serait acheté à l'échelle d'embarquement au lieu de sortie et qui aurait déjà payé le 9 % de droit d'entrée, ne sera plus soumis qu'au paiement du seul droit primitif de 3 % pour l'exportation.

Art. IV. Tout objet produit du sol ou de l'industrie de la Russie ou de pays étrangers, qui appartiendrait à des sujets russes, sera admis, comme par le passé, dans toutes les parties de l'empire ottoman, moyennant le paiement de 3 % de droit d'importation. En remplacement de tous droits et redevances intérieures qui ont pesé sur les dits objets, le négociant russe ou son homme d'affaires, soit qu'il les vende au lieu d'arrivée ou qu'il les expédie dans l'intérieur de l'empire pour les vendre, paiera à l'avenir un droit supplémentaire de 2 %. Mais comme le mode de la perception de l'ancien droit 3 % à part, lors de l'arrivée des marchandises à l'échelle, et du droit additionnel de 2 % à part, au moment de la vente, occasionne des embarras à l'administration de la douane, on est convenu que, dans le but de les éviter, l'ancien droit de 3 %, l'additionnel de 2 %, c'est-à-dire en tout 5 % de droit d'entrée et de droit additionnel, seront perçus à la fois et seront inscrits séparément dans les registres de la douane : et afin de ménager en même temps les intérêts des négociants, il pourra leur être accordé moyennant garantie, de ne payer le dit droit additionnel de 2 % que dans le terme d'une année à compter de la date où il aura été inscrit dans le livre de la douane. || Si, ensuite, ces mêmes marchandises sont revendues à l'intérieur ou à l'extérieur, il ne sera plus exigé aucune espèce de droit ni du vendeur ni de l'acheteur, sujet ottoman ou étranger, ni de celui qui les ayant achetées voudra les expédier au dehors. De même si un sujet russe ou son délégué achetait en Turquie des objets de provenance étrangère qui auraient acquitté à leur entrée le 3 % de droit d'importation, il aura la faculté d'en trafiquer en Turquie, comme aussi de les exporter, si bon lui semble, sans payer aucune autre redevance excepté le 2 % de droit supplémentaire d'après le tarif. Les articles d'importation, qui, destinés à être envoyés d'un port à l'autre, auront

No. 69.  
1846  
30 Avrilie.

No. 69. payé le droit de 3 % et l'additionnel de 2 % à la fois dans le premier  
 1864 port, pourront être envoyés dans un autre, franc de tout droit. Dans le  
 30 Aprilie. cas où ces marchandises ne seraient pas vendues dans les Etats ottomans, et que, sans qu'elles aient passé en d'autres mains, on eût besoin de les envoyer à l'étranger, alors le droit additionnel de 2 % qui aura été acquitté sera seul restitué au propriétaire de la marchandise.

Art. V. Lorsque des sujets russes ou leurs hommes d'affaires auront acheté des objets du produit de la Turquie et voudront les revendre dans le lieu où ils se trouvent ou dans d'autres parties de l'empire ottoman, ils paieront, lors de l'achat ou de la vente, les droits établis pour les sujets les plus privilégiés de l'empire ottoman qui s'occupent du commerce intérieur, sans qu'il soit rien demandé au delà, et aucune vexation ne sera faite aux sujets russes par suit de ce commerce intérieur dont l'exercice ne pourra porter atteinte aux dispositions de l'article VI qui suit.

Art. VI. En vertu du principe de la liberté du commerce, consacré par les traités précédents, les négociants russes, après avoir payé sur les marchandises, objets et denrées qu'ils auront importés de Russie ou de l'étranger, les droits établis, auront la faculté de les vendre librement en Turquie, tant en gros et en ballots, qu'en fractions détachées, dans leurs magasins et autres lieux affectés à l'exercice de leur commerce, à condition toutefois, de n'en pas faire un menu commerce à l'instar des esnafs, avec guedit ou sans guedit, sujets de la Sublime-Porte, et sauf les restrictions stipulées dans les art. X et XI de la présente convention. Egalement les négociants et sujets russes trafiqueront en gros, en ballots et en fractions détachées, des produits du sol et de l'industrie qu'ils auront achetés dans les Etats ottomans aux mêmes conditions que ci-dessus. L'exercice des métiers dans les Etats ottomans étant affecté aux sujets de la Sublime-Porte, les sujets russes ne pourront pas non plus tenir des ateliers pour exercer ces métiers.

Art. VII La Sublime-Porte confirme en toute sa plénitude la liberté de transit accordée par les traités précédents aux marchandises et aux bâtimens de commerce russe qui traversent les détroits de Constantinople et des Dardanelles, pour se diriger de la mer Noire dans la mer Blanche et vice versa. Mais dans le cas où il serait nécessaire que les objets arrivés ainsi pour être vendus ailleurs fussent débarqués à terre et mis en dépôt pour un terme limité, en attendant la continuation de leur trajet sur les mêmes ou sur d'autres navires de commerce, la douane devra être absolument informée, afin que les marchandises soient déposées, cachetées, dans les magasins de la douane, ou s'il ne

s'y trouvait pas de place, dans un autre local convenable, au su et sous le cachet de la douane, de manière à être rendues dans le même état au propriétaire, par l'entremise de l'autorité douanière, au moment où elles devront être réexpédiées. || A cet effet, il ne sera demandé aucun droit ni redevance. Les articles qui seront importés en Turquie et que l'importateur n'aura point vendu dans les États ottomans et expédiera dans d'autres pays, ne paieront que le 3<sup>e</sup> d'importation, sans être passibles d'aucun droit d'exportation ou autre redevance quelconque.

No. 69.  
1846  
30 Julie.

Art. VIII. Aucun monopole ne subsistera plus dans les États ottomans, ni sur les produits de l'agriculture, ni sur d'autres productions quelconques, sauf les restrictions à cette règle générale, mentionnées et précisées par les articles X et XI de la présente convention; sous cette même réserve, la Sublime-Porte renoncera aussi à l'usage des permis ou teskiérés demandés aux autorités locales pour acheter les marchandises ou les transporter d'un lieu à un autre. Toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets russes à se pourvoir de semblables permis ou teskiérés ou à payer une redevance quelconque pour cette permission, sera considérée comme une infraction aux traités et entraînera les conséquences prévues par l'article III de la présente convention.

Art. IX. Dans le cas où une disette ou quelque autre nécessité absolue obligerait la Sublime-Porte à interdire l'exportation d'une marchandise ou denrée du produit de la Turquie, un terme convenable sera fixé pour la mise en vigueur de cette prohibition, et la légation de Russie sera avertie préalablement quelle sera la marchandise prohibée, et combien de temps cette prohibition devra durer, afin que cela soit publié dans les échelles requises. Il ne sera accordé à cet égard aucune exception en faveur de qui que ce soit, et si telle chose avait lieu, on en agira de même en faveur des négociants russes.

Art. X. Les canons, la poudre, les balles et autres projectiles destinées à l'usage des armes à feu, resteront prohibés au commerce comme articles de guerre, et les particuliers ne pourront vendre que de la grenaille pour la chasse, de manière à ne faire jamais surpasser le poids de 5 ocques et de la poudre en proportion. Si des canons étaient apportés par des navires marchands russes dans un but de commerce, ils ne seront ni vendus ni expédiés à l'insu des autorités. A cet effet, ils seront débarqués à la douane du port où ils arriveraient: celle-ci les fera mettre en dépôt, et lorsque d'autres bâtiments de commerce auront besoin de les acheter, la douane en vérifiera la vente et ne déli-

No. 69. vrera pas au-delà du nombre de canons convenables à l'usage de pareils  
1846 navires.  
30 Aprilie.

Art. XI. La cour de Russie, à la suite d'un accord établi entre les deux gouvernements, consent à excepter de la liberté générale de commerce assurée aux sujets russes les articles suivants, passibles de restrictions ou de redevance spéciales, au profit du fisc ottoman à titres, de droits régaliens: || 1<sup>o</sup> La pêche et la vente du poisson pour en faire un commerce étant un trafic des esnafs, et sous ce rapport, affecté aux sujets du gouvernement de Sa Majesté, les sujets russes n'auront pas la permission de les faire. || 2<sup>o</sup> La pêche des sangsues sera, comme autrefois, référée à l'administration exclusive du ministre des finances. || 3<sup>o</sup> La vente de l'alun, importé de l'extérieur, ne pourra se faire, si ce n'est d'après les règlements spéciaux établis par la Sublime-Porte. Mais les négociants russes seront libres d'acheter et d'exporter l'alun, produit de la Turquie, moyennant le paiement des droits établis par l'article III de la présente convention. || 4<sup>o</sup> Comme l'importation du sel de l'étranger dans les Etats ottomans est défendue, et que chacune des salines situées dans l'empire ayant son arrondissement spécial (orou), il n'est pas permis de vendre le sel de l'une dans l'arrondissement de l'autre. Les négociants russes aussi se conformeront à ce règlement établi. Mais ils pourront exporter le sel produit des Etats ottomans en payant les droits établis à l'instar des autres marchandises d'exportation. || 5<sup>o</sup> Le tabac à priser, importé de l'étranger, ne pourra être débité qu'en gros, tel qu'il arrive, sans défaire les carottes et sans ouvrir les boîtes ou les vases dans lesquels on l'apporte. Mais la vente en détail, à la balance, sera exclusivement réservé aux esnafs. || Le tabac du produit de la Turquie sera librement acheté pour l'exportation, mais il ne sera point permis aux négociants russes de le revendre dans les Etats ottomans. || 6<sup>o</sup> Le tabac à fumer du produit des Etats ottomans étant assujetti, indépendamment du droit de la dîme qui sera perçu d'après l'usage, à une redevance pour la permission de le cultiver, les négociants russes qui achèteraient ce produit pour l'exportation, paieront le 9<sup>o</sup>/<sub>10</sub> et les 3<sup>o</sup>/<sub>10</sub>, en tout 12<sup>o</sup>/<sub>10</sub> de droit de douane, selon l'article III de la présente convention, et seront tenus d'exhiber, au moment de l'exportation le teskiéré que le vendeur a payé la dîme et la redevance ci-dessus indiquées. Mais, dans le cas où il ne serait pas muni d'un pareil teskiéré, ils devront les payer eux-mêmes en entier. S'ils revendent le tabac qu'ils auront acheté dans les Etats ottomans, comme cela constituerait un commerce intérieur, ils paieront les mêmes droits établis que les sujets

les plus privilégiés de la Sublime-Porte. § 7° Le débit des vins et autres boissons fortes ne sera point exercé par les sujets russes à l'ocque ou au verre, ni dans les boutiques, ni dans leurs magasins ou navires, embarcations ou chaloupes, mais ce commerce leur sera permis en gros, par tonneaux ou dames-jeannes, sans être entravé par aucune taxe ou difficulté en dehors des traités. Si les boissons fortes qu'ils auront apportées sont du produit des Etats ottomans, comme cela constituerait un commerce intérieur, ils paieront les mêmes droits que les sujets les plus privilégiés de S. H.

No. 69.

1846

30 Avrilie.

Art. XII. La soie provenant du sol ottoman, après avoir payé le droit de douane pour être exportée à l'étranger, ne pourra être transportée dans ce but à des échelles écartées ou dénuées de douane, mais on devra l'embarquer aux ports ou échelles, spécifiées dans une liste que la Porte a remise à la légation de Russie, liste qui ne pourra être modifiée par la suite sans un accord préalable avec cette légation.

Art. XIII. Les privilèges et autres conditions stipulées par le présent acte seront scrupuleusement observés à l'égard de tous les sujets et négociants russes, qu'ils fassent le commerce en personne ou qu'ils en chargent leurs fondés de pouvoirs, agents ou associés, de quelques nations qu'ils soient. Mais la légation de Russie veillera à ce que ses nationaux ne puissent abusivement prêter leur nom à des spéculations étrangères ou illicites : et si jamais un sujet russe était convaincu de pareils abus, il ne manquera pas d'être réprimé par les autorités russes, selon la gravité du cas.

Art. XIV. L'exhibition à la douane du manifeste relatif à la cargaison des bâtiments des négociants russes aura lieu conformément au règlement qui serait arrêté de concert entre la Sublime-Porte et la mission de Russie.

Art. XV. En rendant exécutoires les conditions stipulées par la présente convention dans toutes les possessions de la Porte ottomane en Europe, Asie et Afrique, la Sublime-Porte s'engage à ce que dans le pachalik d'Egypte et ses dépendances, il soit fait usage à l'égard du commerce russe, des mêmes arrangements et facilités de détail qui y sont établis pour le commerce des autres nations les plus privilégiées.

Art. XVI. Les deux cours contractantes, prenant en considération que parmi les provinces qui font partie des Etats de la Sublime-Porte, les principautés de Valachie, de Moldavie et de Servie jouissent du privilège d'une administration distincte, sont convenues que les marchandises de provenances russes et étrangères que les négociants russes importeraient dans les dites provinces, paieront aux douanes de ces der-

No. 69. nières les droits stipulés par l'art. 4 de la présente convention, sans en  
 1846 payer dans les autres échelles de la Turquie, où les marchandises dont  
 30 Aprilie. il s'agit aborderaient de passage, ou seraient déposées à terre pour un  
 temps limité, afin de poursuivre leur navigation moyennant les condi-  
 tions prescrites par l'art. VII du présent traité.

Art. XVII. Les droits et les dispositions stipulés par la présente convention à l'égard des sujets et négociants russes ne pouvant pas, d'après les lois commerciales observées en Russie, être entièrement appliquées dans les Etats russes envers les sujets et négociants de l'empire ottoman, c'est-à-dire une pleine réciprocité, à cet égard, ne pouvant pas avoir lieu, les sujets et les négociants de la Sublime-Porte et ses navires de commerce qui fréquentent les Etats russes et qui y exercent le commerce, ainsi que les produits des Etats ottomans seront traités dans les Etats russes conformément aux dispositions qui sont adoptées envers les sujets, les négociants, les navires et les produits des puissances étrangères les plus favorisées.

Art. XVIII. La durée de la présente convention commerciale est fixée à dix ans depuis la date de sa signature, c'est-à-dire jusqu'au mois d'avril 1856. Six mois avant l'expiration de ce terme, les deux cours auront à se prévenir mutuellement si leur intention est de s'en tenir ultérieurement aux dispositions du présent acte, ou de s'entendre sur quelques modifications à y apporter, pour la meilleure facilité des relations commerciales qu'elles tiennent à coeur de favoriser et de protéger entre leurs nationaux respectifs.

Art. XIX. Bien que le tarif qui règle aujourd'hui les droits à prélever sur le commerce russe en Turquie ait été stipulé pour deux années à compter du  $\frac{1}{13}$  octobre 1842, il est convenu que le dit tarif restera en vigueur jusqu'à l'expiration du terme de la présente convention, et que l'un et l'autre devront être renouvelés ensemble à l'expiration de ce terme. Durant cet intervalle, les deux parties, voulant éviter toute incertitude en ce qui concerne les droits supplémentaires à prélever sur le commerce russe, ont arrêté que le 9 % est égal au triple des sommes indiquées par le tarif actuel, et le 2 % aux deux tiers de ces mêmes sommes, sans préjudice des privilèges réservés aux négociants de payer le droit en nature pour les articles dont le prix n'est point fixé dans le tarif.

Art. XX. La présente convention sera ratifiée par les deux gouvernements dans les deux mois après la signature, ou plus tôt, si faire se peut, et sa mise à exécution commencera le  $\frac{1}{13}$  juillet de l'année suivante.

Le présent traité ayant été arrêté selon la teneur des vingt articles ci-dessus énoncés, il sera définitif aussitôt que les ratifications auront été échangées dans le terme précité, et, en attendant, le présent document a été rédigé, munis de nos signatures et de nos sceaux et échangé contre celui qui nous a été délivré par le ministre précité, plénipotentiaire du gouvernement russe.

Fait à Balta-Liman, le 8 djemagi-el-ewel 1262 ( $18\frac{1}{30}$  avril 1846).

Signé: Moustapha Reschid Pacha.  
Mehemet Fahir Bey.  
Titow.

#### No. 70. — Proclamația lui Fuad-Pașa, din 25 Sept. 1848.

(După original).

Boerilor și voă locuitorilor Valahiei de toată clasa.

O revoluție isvorită din acel duh al comunismului în potrivea căruia se bate și triumfează acum Europa întreagă, s'a ivit între voi, și a tulburat liniștea și asigurarea pacificei înaintări, de care vă bucurați până acum, prin instituțiile naționale ce Înalta Poartă v'a acordat. || Principiile ei sunt cu totul în potrivea legilor politicesci ce cârmuesc celelalte provincii ale imperiului otoman, și aduc vătămare atât drepturilor de suveranitate a legitimului nostru monarh, cât și legăturilor politice cu Rusia, a căror credincioasă pază doresce Mărirea. Sa || Legiurile voastre nici odinioară nu vor dobîndi îndreptare din sînul neorînduelelor drumase, și a sgomotului patimilor, precum nici din sînul unei răsvrătiri. || Pentru aceasta mai întăiî trebuie să se statorniceze ordinea legală, trebuie să piară cu totul veri ce urmă a revoluției: aceasta este statornica și neclintita hotărîre a Mărireî Sale Sultanului, Augustului meu stăpîn, care este și al vostru. De vă veți conforma cu dinsa, veți merita înalta sa milostivire; precum veți trage asupra-vă neapăratul efect al unei drepte muștrări, de veți stărui a nu cunoaște datoriile voastre de supuși credincioși. Locuitori ai Valahiei! părintescul glas al Suveranului vostru, vă vorbește și acum, încredeți-vă iubirei de dragoste, și bunei sale voinți, numai așa, iar nu prin făgădueli amăgitoare, veți pute afla fericirea și binele vostru în starea de acum a țării. Mărirea Sa Sultanul pentru ca să unească în administrație puterea cârmuitoare, a găsit cu cale ca în loc de o căimăcămie compusă de trei persoane după cum glăsuește regulamentul organic, să orînduiască numai o persoană care va îndeplini funcția acei căimăcămii.

No. 70. Spre acest sfârșit am ales în numele Sultanului pe logofetul dreptății Constantin Cantacuzino, carele se recomandă atât prin considerație, de care  
1848  
25 Sept. se bucură între voi, cât și prin cunoscuta lui aplecare către instituțiile reglementare. || Acesta va compune într-o înțelegere cu mine și cu orânduitorul din partea Mărireii Sale Impăratului Rusiei, un minister vremelnic din rândul oamenilor celor mai buni ai țării, va fi credincios îndeplinitor al legiurilor și poruncilor Suveranului vostru, tot de odată voi fi și eu pe lângă dînsul, ca să-i insuflu sentimentul dreptății Mărireii Sale Sultanului, al căruia sunt organ. " Ființa de față a bravii armii împărătești, care a venit aci ca să sprijine și să păstreze ordinea legală, este o cheazășuire destul de mare pentru liniștea țării. Escelenția Sa Omer Pașa, general de căpetenie al armiei împărătești, va fi vremelnicește guvernator ostășesc al orașului București, miliție și poliție vor fi subț poruncile Escelenției sale. " Boerilor! întoarceți-vă la casele voastre, adunați-vă împrejurul meu, ca să restatornicim buna orânduială și liniștea țării, singurul și atâtăiul lucru ce dorim toți și care este sfârșitul misiei mele. " Preoților! cari sunteți slujbași ai Dumneșului păcii, treaba voastră este să predicați unirea și supunerea, siliți-vă dar să îndepliniți datoriile voastre către Dumneșu și către oameni. " Neguțătorilor și meseriașilor! legiurile țării v'au ocrotit până acum, datoria voastră dar și interesul cere, ca să dați pildă de supunere către ordinul legal al țării. " Sătenilor! întoarceți-vă la câmpurile voastre ca să lucrați acel pămînt, care a fost pentru părinții voștri, și este pentru voi și copiii voștri, un izvor de fericire și lăsați în părinteștile mîini grija, de a ușura suferințele voastre.

Scriș la cvartirul general de București.

1847, Septemvrie 13.

Referindarul divanului împărătesc, împărătescul Comisar  
la aceste Principaturî.

Fuad.

(Traduction).

Boyards et habitants de toutes les classes de la Valachie!

Une révolution surgie de cet esprit de communisme contre lequel l'Europe toute entière combat et triomphe dans ce moment, a éclaté parmi vous; elle a trouble la tranquillité et l'espérance de progrès pacifique, dont vous jouissiez jusqu'à présent par les institutions nationales que la Sublime-Porte vous a accordées; ses principes sont en opposition directe avec les lois politiques qui régissent les autres provin-

ces de l'Empire Ottoman; ils portent atteinte aux droits de souveraineté de notre légitime Monarque, et à ses engagements politiques avec la Russie, dont il veut la fidèle observation. || Ce n'est pas au milieu du désordre des rues et du tumulte des passions, ce n'est point surtout par la révolte que vos lois seront jamais corrigées; avant tout il faut le rétablissement de l'ordre légal et la disparition totale et absolue des traces de la révolution; telle est la ferme et inébranlable résolution de Sa Majesté le Sultan, mon Auguste Maître qui est aussi le vôtre. || En vous y conformant vous mériterez Sa haute clémence, comme vous vous attirerez nécessairement l'immédiat effet d'une juste répression, si vous persistez à méconnaître vos devoirs de sujets fidèles et soumis. || Habitans de la Valachie! c'est encore la voix paternelle de votre Souverain qui vous parle; confiez vous à Sa justice et à Sa bienveillance; c'est par là et non par des promesses illusoires que vous trouverez votre bonheur et votre bien-être. || Dans l'état actuel du pays, au lieu d'une kaïmacanie composée de trois personnes, d'après le règlement organique, Sa Majesté le Sultan, a cru nécessaire, pour donner la force et l'unité de pouvoir à l'administration, de nommer une seule personne pour remplir les fonctions de la Kaïmacanie. J'ai choisi au nom du Sultan le Grand Logothète de justice Constantin Cantacuzène, recommandé autant par la considération dont il jouit parmi vous que par son attachement reconnu aux institutions réglementaires: il composera, de concert avec moi et avec le délégué de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, un ministère provisoire choisi parmi les hommes de bien du pays; il sera l'exécuteur fidèle des lois et des ordres de votre Souverain et je serai auprès de lui pour lui inspirer le sentiment de la justice et de l'équité de Sa Majesté le Sultan, dont je suis l'organe. || La présence de la brave armée Impériale, qui est venue ici pour défendre et conserver l'ordre légal, est une assez grande garantie pour la tranquillité du pays. Son Excellence Omer-Pacha, général en chef de l'armée Impériale, sera provisoirement gouverneur militaire de la ville de Bucarest: la milice et la police seront sous ses ordres. || Boyards! retournez à vos foyers; réunissez vous autour de moi pour rétablir l'ordre et la tranquillité du pays, seule et première chose à désirer pour tous et qui est le but de ma mission. || Prêtres! vous serviteurs du Dieu de la paix, votre tâche est de prêcher la concorde et l'obéissance; cherchez de vous acquitter de vos devoirs envers Dieu et envers les hommes. || Classes commerçantes et industrielles! les lois du pays vous ont protégées jusqu'à présent, c'est votre devoir, aussi bien que votre intérêt, de donner l'exemple de l'o-

No. 70.  
1848  
25 Sept.

No. 70. béissance à l'ordre légal du pays. || Paysans! retournez à vos champs  
1848 pour labourer cette terre, qui était toujours la source du bien-être de vos  
25 Sept pères et qui l'est encore pour vous et pour vos enfants, et laissez entre les mains paternelles de votre Souverain le soin de soulager vos maux.

Fait au quartier-général de Bucharest, le 13 (25) Septembre 1848.

Le Référendaire du Divan Impérial, Commissaire Impérial  
auprès des Principautés.

Fuad.

No. 71.--Proclamația generalului Lüders către locuitorii  
Valahiei, din 15 (27) Sept. 1848.

(Albina Românească, 1848, No. 75).

No. 71. Locuitorilor țării Românești,

1848 Fiind că anarhia produsă în țara voastră de facționarii, ce au pus  
27 Sept mâna pe frânele guvernului, poate să prilească o întindere amenințătoare pentru viitorul țării Românești, și actele acestui guvern închipuit nefiind potrivite nici cu instituțiile cu care se cărmuesce acel principat în puterea tractatelor, nici cu ființa politică ce i-s'a hărăzit prin aceleași tractate, apoi Mărirea Sa Impăratul a toată Rusia, în unire cu Mărirea Sa Sultanul au hotărât a se pune grabnic capăt la asemenea neorândueli, și a se restatornici în țara Românească un guvern legitim pe baze întemeiate. || Prin urmare eu sunt poruncit, împreună cu trupele Sultanului, a ocupa milităresc țara Românească spre a stavila nenorocita propășire a propagandei răsvrătitoare, și a se statornici în țara voastră guvernul legitim. || În deplină încredere că voi, locuitorilor țerei Românești, acei bine-cugetători, veți cunoaște în pasul acesta o nouă și netăgăduită dovadă despre înalta îngrijire a împărăteșei Sale Măririi pentru fericirea patriei voastre, eu vă chem ca să întruniți sîrguința voastră spre a înlesni prin toate mijloacele această lucrare însemnată ce mi-s'a încredințat de Augustul meu Monarh.

15 Septemvrie, 1848.

Comandantul corpului al 5-lea,  
general de infanterie

Lüders.

(Traduction).

Comme l'anarchie, produite dans votre pays par les factieux, qui se sont emparés des rênes du gouvernement, peut prendre une extension qui menacerait l'avenir de la Valachie, et que les actes de ce gouvernement improvisé ne sont conformes aux constitutions qui régissent cette principauté en vertu des traités, ni à l'existence politique qui lui a été accordée par les mêmes traités, S. M. l'Empereur de toutes les Russies d'accord avec S. M. le Sultan, ont décidé de mettre un terme prompt à ces désordres et de rétablir en Valachie un gouvernement légitime sur des bases solides. || En conséquence, j'ai ordre, de concert avec les troupes du Sultan, d'occuper militairement la Valachie afin d'arrêter les malheureux progrès de la propagande insurrectionnelle, et d'établir dans votre pays le gouvernement légitime. || Dans la pleine confiance que vous, habitants de la Valachie, qui êtes animés de bons sentiments, vous reconnaîtrez dans cette démarche une preuve nouvelle et incontestable de la haute sollicitude de S. M. I. pour le bonheur de votre patrie, je vous appelle pour que vous réunissiez vos efforts afin de faciliter par tous les moyens cette oeuvre importante qui m'a été confiée par mon Auguste Monarque.

No. 71.  
1848  
27 Sept.

---

No. 72.—Convențiunea de la Balta-Liman, din 19 Aprilie  
(1 Maiu) 1849.

(Martens. Nouveau Recueil général. XIV. 378).

Sa Majesté Impériale le Très-Haut et Très-Puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies, et Sa Majesté Impériale le Très-Haut et Très-Puissant Empereur et Padischah des Ottomans, animés d'une égale sollicitude pour le bien-être des Principautés de Moldavie et de Valachie, et fidèles aux engagements antérieurs, qui assurent aux dites Principautés le privilège d'une administration distincte et certaines autres immunités locales, ont reconnu qu'à la suite des commotions qui viennent d'agiter ces provinces, et plus particulièrement la Valachie, il devient nécessaire de prendre, d'un commun accord, des mesures extraordinaires et efficaces pour protéger ces immunités et privilèges, soit contre les bouleversements révolutionnaires et anarchiques, soit contre les abus de pouvoir qui y paralisaient l'exécution des lois, et privaient les habitants paisibles des bienfaits du régime dont les deux Princi-

No. 72.  
1849  
1 Maiu.

No. 72. 1848 11 Maiü. pautés doivent jouir en vertu des Traités solennels conclus entre la Russie et la Sublime-Porte. A cet effet, nous soussigné, par l'ordre et l'autorisation expresse de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Son Altesse Réchid Pacha, Grand Vizir, et Son Excellence Hali Pacha, ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte Ottomane, par l'ordre et l'autorisation expresse de Sa Majesté le Sultan après nous être dûment expliqués et concertés ensemble, avons arrêté et conclu les articles suivants:

Art I. Vu les circonstances exceptionnelles amenées par les derniers événements, les deux cours impériales sont convenues, qu'au lieu de suivre le mode établi par le règlement de 1831, pour l'élection des hospodars de Moldavie et de Valachie, ces hauts fonctionnaires seront nommés par Sa Majesté le Sultan, d'après un mode spécialement concerté, pour cette fois, entre les deux cours, dans le but de confier l'administration de ces provinces aux candidats les plus dignes, et jouissant de la meilleure renommée parmi leurs compatriotes. Pour cette fois également, les deux hospodars ne seront nommés que pour sept ans, les deux cours se réservant, un an avant l'expiration du terme fixé par la présente transaction, de prendre en considération l'état intérieur des principautés et les services qu'auraient rendus les deux hospodars pour aviser d'un commun accord à des déterminations ultérieures.

Art. II. Le règlement organique accordé aux principautés en 1831 continuera à être en vigueur, sauf les changements et les modifications dont l'expérience a prouvé la nécessité, notamment pour ce qui concerne les assemblées ordinaires et extraordinaires des boyards, dans le mode d'élection et de composition suivi jusqu'ici; ces réunions ayant donné lieu plus d'une fois à des conflits déplorables et même à des actes d'insubordination ouverte, leur convocation restera suspendue: et les deux cours se réservent de s'entendre au sujet de leur rétablissement sur des bases combinées avec toute la maturité requise, à l'époque où elles jugeront que cela pourrait être mis à exécution sans inconvénient pour le maintien du repos public dans les principautés. Leurs fonctions délibératives seront provisoirement confiées à des conseils ou divans ad hoc. formés de boyards les plus notables et les plus dignes de confiance, ainsi que de quelques membres du haut clergé. Les attributions principales de ces conseils seront: l'assiette des impôts et l'examen du budget annuel dans les deux provinces.

Art. III. Afin de procéder avec toute la maturité nécessaire aux améliorations organiques que réclament la situation actuelle des principautés et les abus administratifs qui s'y sont introduits, il sera établi

deux comités de révision, l'un à Iassy et l'autre à Bucarest, composés des boyards les plus recommandables par leur caractère et leurs capacités, auxquels sera déléguée la tâche de réviser les règlements existants, et de signaler les modifications les plus propres à donner à l'administration du pays la régularité et l'ensemble qui lui ont souvent manqué.

No. 72.  
1849  
11 Mai

¶ Le travail de ces comités sera soumis, dans le plus bref délai possible, à l'examen du gouvernement ottoman, qui, après s'être entendu avec la cour de Russie, et avoir ainsi constaté l'approbation mutuelle, accordera aux dites modifications sa sanction définitive, qui sera publiée moyennant la forme usitée d'un hatti-chérif de Sa Majesté le Sultan.

Art. IV. Les troubles qui viennent d'agiter si profondément les principautés, ayant démontré la nécessité de prêter à leurs gouvernements l'appui d'une force militaire capable de réprimer promptement tout mouvement insurrectionnel et de faire respecter les autorités établies, les deux cours impériales sont convenues de prolonger la présence d'une certaine partie des troupes russes et ottomanes qui occupent aujourd'hui le pays, et, notamment pour préserver la frontière de Valachie et de Moldavie des accidents du dehors, il a été décidé qu'on y laisserait, pour le moment, de 25 à 35,000 hommes de chacune des deux parts. Après le rétablissement de la tranquillité des dites frontières, il restera dans les deux pays par 10,000 hommes de chaque côté, jusqu'à l'achèvement des travaux d'amélioration organique, et la consolidation du repos intérieur des deux provinces. Ensuite les troupes des deux puissances évacueront complètement les principautés, mais resteront encore à portée d'y rentrer immédiatement, dans le cas où des circonstances graves, survenues dans les principautés, réclameraient de nouveau l'adoption de cette mesure. Indépendamment de cela, on aura soin de compléter sans retard la réorganisation de la milice indigène, de manière à ce qu'elle offre, par sa discipline et son effectif, une garantie suffisante pour le maintien de l'ordre légal.

Art. V. Pendant la durée de l'occupation, les deux cours continueront à faire résider dans les principautés un commissaire extraordinaire russe et un commissaire extraordinaire ottoman. Ces agents spéciaux seront chargés de surveiller la marche des affaires et d'offrir en commun aux hospodars leurs avis et leurs conseils, toutes les fois qu'ils remarqueront quelques abus graves ou quelque mesure nuisible à la tranquillité du pays. Les dits commissaires extraordinaires seront munis d'instructions identiques, concertées entre les deux cours, et qui leur traceront leurs devoirs et le degré d'autorité qu'ils auront à exercer dans les affaires des principautés. Les deux commissaires auront également

No. 72 à s'entendre sur le choix des membres des comités de révision à éta-  
 1849 blir dans les principautés, ainsi qu'il a été dit à l'article III. Ils ren-  
 1 mai. dront compte à leur cours respective du travail de ces comités, en y  
 joignant leurs propres observations.

Art. VI. La durée du présent acte est fixée au terme de sept an-  
 nées, à l'expiration duquel les deux cours se réservent de prendre en  
 considération la situation dans laquelle les principautés se trouveraient  
 alors, et d'aviser aux mesures ultérieures qu'elles jugeraient les plus  
 convenables et les plus propres à assurer, pour un long avenir, le bien-  
 être et la tranquillité de ces provinces.

Art. VII. Il est entendu que, par le présent acte, motivé par des  
 circonstances exceptionnelles, et conclu pour un terme limité, il n'est  
 dérogé à aucune des stipulations existantes entre les deux cours à l'égard  
 des principautés de Valachie et de Moldavie, et que tous les traités an-  
 térieurs, corroborés par l'acte séparé du traité d'Adrinople, conservent  
 toute leur force et leur valeur. || Les sept articles qui précèdent ayant  
 été arrêtés et conclus, notre signature et le cachet de nos armes ont  
 été apposés au présent acte qui est remis à la Sublime-Porte en é-  
 change de celui qui nous est remis par Son Altesse le grand-vizir et  
 Son Excellence le ministre des affaires étrangères précités.

Fait à Balta-Liman, le 19 Avril (1 mai) 1849.

Reshid Pasha.  
 Aali Pasha.

Vladimir Titoff  
 Envoyé Extraordinaire et Ministre Plé-  
 nipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur  
 de Russie près la Porte Ottomane.

No. 73. — Traducerea Firmanului Impărațesc cuprindător a  
 Convențiunei de Balta-Liman din 1849.

(Albina Românească din 26 Iunie 1849).

No. 73. Către Domnul Moldovei Grigorie Alexandru Ghica VV, a căruia rang  
 1849. fie în veci.

Cunoscute sunt sirginițele Inaltei Mele Impărății și Marei Rosie-  
 nesci Curți, câte se jertfesc pentru fericirea Principatelor Valahiei și a  
 Moldovei și nu mai puțin și acea cu scumpătate din partea ambelor  
 Curți paze a celor de mai înainte tractate cari asigură oare-cari lăun-  
 trice pronomii și osebite aședăminte organice a acestor provincii. || Din  
 cele din urmă întâmplări cari au turburat aceste provincii și mai ales

pe Valahia, s'a vădit trebuința de a se lua în conglăsnire oare-cari extraordinare și pripite măsuri, privitoare la păstrarea hărăzirilor și a pronomiilor dăruite către aceste provincii și la apărarea lor despre apucături turburătoare și despre abuzurile acelor cari pun stavilă la aducerea în împlinire a cărmuitoarelor legi și la aceea după tractatele încheiate între aceste două Curți cerută bună orânduială de a căreia priință s'a lipsit niște asemeni din pricina urmatelor catahrisuri. În urmarea dar tratației ce s'a făcut între acei din partea Mea înadinși rânduiri și în slujbă funcționari, Slăvitul și Strălucitul deplin Imputernicitul Marele Meu Vizir Mustafa-Reșid-Pașa, și acel de acum din cei întâi funcționari și Mușiri a Inaltei Mele Impărății ocărnuitor a trebilor din afară Mehmed-Emin-Aali-Pașa, și cel din cei întâi a nației lui Mesie aflător în capitala Mea extraordinar deplin imputernicit Ambasador al Rusiei Titof s'a încheiat la opt a luni Cemangiel Ahâr a sfintului acestui an și după romaiceasca dată, la nouă-spre-zece April 1849 anul lui Isus, și s'a desvârșit actul ce cuprinde următoarele șapte articole, care act spre vederea și a Impărăteștii Mele încuviințări a capitoalelor ce s'a încheiat, s'a iscălit și în capăt s'a împodobit cu însuși Impărăteasca Mea scrisoare.

Art. I. În privirea extraordinarelor împrejurări din pricina celor din urmă întemplate s'a încuviințat de către ambele Curți ca nepăzindu-se în vremea de față acel prin organicul aședemint întărit la 1831 anul romaicesc chip pentru alegerea Domnilor Valachiei și a Moldovei, cărmuirea acestor două principate hotărîtor numai pe șapte ani să se încredințeze la persoane din boeri pămîntenii cei mai cu bună opinie și plăcută purtare, cari să se rânduiască și să se așede din partea Impărăteștii Mele Măririi potrivit cu chipul ce numai pentru această singură dată, precum s'a dis, s'a întărit între ambele Curți. Amândouă Curțile păstrându-se a lua în urmă măsuri, au regulat acum că asemenea măsuri să aibă lucrare un an înaintea termenului de șapte ani rînduit numai prin acest act, și potrivit atât cu aceea de atunci lăuntrică stare a acestor Principate, cât și cu slujbele dovedite din partea amândoror Domnilor. Drept aceea Domnii iarăși asemenea pentru această singură dată se vor rîndui pe 7 ani

Art. II. Trebuința de ispită a dovedit acum, că afară de trebuitorile modificării cari se vor face în obicînuitele și extraordinarele adunări a boierilor, cealaltă parte a Reglementului Organic care s'a hărăzit la anul 1831 va ave lucrare și în viitor și se va păzi cu sumpătate și cu desvîrsire. Dar fiindcă chipul prin care s'a urmat pînă acum alegerea și alcătuirea pomenitelor adunări, de atâtea ori a dat la acestea prilej de supărătoare dihonii și de fățise desbinări, pentru aceasta rî-

No. 73. 1849. mâne acum nelucrătoare chemarea întrunării lor, iar în urmă se va face o adâncă chibzuire pentru bazele ce se vor pune, pe cari se vor întemeia din nou aceste adunări, cari au a se informa și a se pune în lucrare atunci când amândouă marile guverne făcând între ele chibzuire, vor înțelege că nu se află vre-o sminteală în obșteasca liniște a acestor Provinciî. Iar îndatoririle adunărilor se vor încredința acum vremelnicesce la Divanurile cele mari, cari se alcătuiesc din unii din cei mai osebiți, partea bisericească, și din boerii cei cu bună opinie și vrednici de încredere. Cele de căpetenie îndatoriri a adunărilor pomenite, vor fi cercetarea semilor, a veniturilor și a cheltueleur anuale și chipul împărțirii dărilor în amândouă aceste Provinciî.

Art. III. Pentru ca să păsească cu întréga și cu cuvenita chibzuire în trebuitorile îmbunătățiri, pe cari starea cea de față a acestor două Principate și abuzurile ocârmuirii le cer, se vor înființa două Comisii cercetătoare, cari vor presudsie una în Iași și alta în Bucuresci, alcătuite din cei mai deștoinici boeri și cunoscuți în dreptate, la cari se va încredința îngrijirea a se consfătui, a cerceta cele atingătoare de legea reglementară și a arăta modifiicațiile și îmbunătățirile câte sunt de cuviință și potrivite întru a înființa buna orânduială și siguranță de care în mai mulți ani s'a lipsit țara. Iar isprava socotintelor diselor comisii, după ce va supune pe cât se va pute în mai curândă vreme subț revisia și cumpănirea Inaltei Impărății, Inalta Impărăție se va înțelege pentru acest obiect cu Rosiencasca Curte și după primirea de către ambele părți pentru ca să se facă cunoscută și să se obștească sistema încuviințată, se va întări prin un Inalt Firman cu autoritatea Impărătesței scrisori.

Art. IV. Apucăturile cele din urmă și turburările localnicei cârmuirii pricinuind mare sdruncinare acestor două Provinciî, au chemat nevoia trimeterei unei oștinești ajutătoare puteri deștoinică la paza și asigurarea cârmuirii de față și spre grabnica contenire și desrădăcinare a orice fel de mișcări revoluționare. Pentru acestea ambele mari puteri alcătuindu-se ca să rămăe și să șeadă o parte din oștile autocratorisesci și Rosiencesci aflătoare acum în aceste Provinciî, au hotărit ca să lase în aceste Principate în vremea de față câte două-șeci și cinci pînă la trei-șeci și cinci mii oști din fiecare din părți, pentru ca să ferească de năvălirile din afară hotarele Principatelor Valachiei și a Moldovei. Iară după ce se va introduce la hotarele acestea liniștea pînă când se vor sêvîrși deplin îmbunătățirile și regularisirile, și se va întări liniștea din lăuntru acestor două Principate, se vor ține în acestea câte șeci mii oaste de către fiecare din amândouă părțile. După aceasta se vor trage cu totul din aceste două Provinciî, oștile fiecăruia, dar pentru ca să

poată să intre iarăși de îndată în împrejurare, când s'ar prileji în Provinciile acestea vre-o întâmplare serioasă, din care s'ar ivi nevoia trimeterei din nou de ostenească putere, aceste oști vor rămâne în părțile de prin prejur. Osebit de aceasta va fi luarea aminte și la aceea fără prelungire deservire a organizației și a regularisirii pămîntescei oști, în chip în cât să poată produce încredere și cerșuta siguranță, în aceea ce privește paza legiuitei buneî orîndueli.

Art. V. În câtă vreme oștile ambelor Guvernuri vor rămâne, amîndouă Curțile vor urma a ține în aceste două Provinciî, doi trimeși Comisari extraordinari, unul Otoman și unul Rus. Acești orînduiți meîmuri vor priveghia marșa trebilor, și de câte ori vor însemna oarecari tulburători liniștei țerei, sau oarecari mari abuzuri, se vor pune la cale a adresui de o potrivă înscințări către Domni și Sfătuirî. Țișii Comisari vor avé la mână înscrise instrucțiunile învoite între ambele mari Curți. Aceste instrucții vor orîndui datoriile privigherei lor și gradul amestecării ce vor avea în pricinele acestor două Principate, asemenea și asupra alegerii mădulărilor Comisiilor cercetătoare, a cărora închipuire și alcătuire a fost trebuitoare spre revisia pămîntesților legi (precum aceasta s'a cuprins în al treilea articol al actului pomenit). Comisarii amândorora Guvernelor vor face împreună chibzuire, și isprava a împreună chibzuirilor a țiselor Comisiî, cu adăogirea socotințelor din partea lor se vor grăbi a o îndrepta către respectivele lor Curți.

Art. VI. Fiind că pentru paza acestei hotărîri, s'a orînduit o vadea de 7 ani, când această vadea va conteni, atunci se va cerca starea în care se vor afla amîndouă aceste țeri, și se va face tratație între amîndouă Curțile ca să se iea măsuri mai bune și mai potrivite la acea îndelungată pentru viitor asigurare a fericirei și a odihnei țiselor ambelor țeri.

Art. VII. Actul pomenit care s'a învoit din pricina unora extraordinare încunjurări și nehotărîtă vreme, nefiind în potrivă și neresturnând nici unul din articolele tractatelor în ființă între amîndouă Curțile atîngătoare de Valachia și Moldova, fiind că cuprinde și următorul capitol, că adecă cele de mai înainte tractate statornicite și întărite în Adrianopolî prin osebit act, rămâne în putere și lucrare.

Pentru aceasta, tu pomenitul Domn, îndată ce te vei încredința de toate acestea, vei face obștește cunoscut cele cuprinse tuturor locuitorilor acelei țeri, luând aminte și sîrguindu-te ca să lucrezi și să sêvirșesci îndată câte se ating de tine și se cuvin ție, adică să jertvești toată îngrijirea și silința, ca țelul și înțelesul țisului act, privitor către îmbunătățirea stării locuitorilor țerei, să se pue în lucrare după autoritoriceasca Mea voință, și să ajungă în curînd în priincios sfârșit și

No. 73. așa să te flotimisești, ca să întărești aceea către persoana ta, a Mea  
1849. încredere și bun ipolipsis.

S'a dat pe la mijlocul lunei lui Regeb 1265.

(Traduction).

La sollicitude de Mon Gouvernement Impérial et celle de la Haute Cour de Russie, ainsi que les sacrifices faits en faveur du bien-être des Principautés de Moldavie et de Valachie, sont notoires, de même que l'observation scrupuleuse de la part des deux Cours, des traités antérieurs, qui assurent aux dites Principautés le privilège d'une administration distincte et certaines autres immunités locales. Ayant reconnu qu'à la suite des commotions qui viennent d'agiter ces provinces et plus particulièrement la Valachie, il devient nécessaire de prendre, d'un commun accord des mesures extraordinaires et efficaces pour protéger ces immunités et privilèges, soit contre les bouleversements révolutionnaires et anarchiques, soit contre les abus de pouvoir qui y paralisaient l'exécution des lois et privaient les habitants paisibles des bienfaits du régime dont les deux Principautés doivent jouir en vertu des Traités solennels conclus entre ces deux Cours, à la suite des conférences qui ont eu lieu entre les fonctionnaires en activité nommés ad-hoc: S. E. le Grand-Visir Mustapha Reschid Pacha et l'un des premiers fonctionnaires et Mouchirs de Mon Gouvernement Impérial, ministre des Affaires Etrangères, Mehmed-Emin-Ali-Pacha d'une part, et S. E. Mr. Titoff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Russie, d'autre part, il a été conclu le 8 du mois Djemaziel Ahir de cette sainte année et d'après l'ère chrétienne le 19 Avril 1849 et arrêté l'acte qui stipule en sept articles ci-dessous, lequel acte, porté à Ma connaissance a reçu Mon approbation Impériale, et a été revêtu, de Mon Seing Impérial.

(Suivent les sept articles de la convention de Balta-Liman, reproduits plus haut, p. 358 et. s.)

Toi le Prince susmentionné, après en avoir pris connaissance, tu publieras aux habitants du pays les articles précités et en même temps tu songeras avec la plus grande sollicitude et attention à exécuter un moment plutôt ce qu'il en sera nécessaire d'arranger par ton entremise, c'est-à-dire tu emploieras tous les efforts pour que les dispositions que renferme le dit acte pour l'amélioration de l'état des habitants du pays soient promptement réalisées, conformément à Mon désir, et tu appliqueras ton zèle à fortifier ainsi la confiance et la bienveillance qui a été manifestée à ton égard.

Fait vers le milieu du mois Regeb, l'année 1265.

No. 74.—Traducerea Firmanului Impăresc dat pe la mijlocul lunii Regeb 1265 (în Maiu 1849) pentru rânduirea de Domn al Moldovei a lui Grigorie Alexandru Ghica.

(Supliment extraordinar No. 49 la Albina Românească din 23 Iunie 1849).

Lauda meghistanelor a neamului lui Mesie, alesule dintre cei însemnați, a nației lui Iisus, tu din cei cu bună opinie boeri, și acum, după capitulele din actul cuprins în deosebitul meu Impăresc Firman, fiind orânduit Domn Moldovei Hatmane Grigorie Ghica, fie rangul tău în veci.

No. 74.  
1849.

De vreme ce s'a vădit trebuința bunei cărmuirii a Principatului Moldovei ce se află în autocratica Mea Impărăție, și a fost nevoia schimbării și a statornicirii din nou a Domniei după orânduiriile și punerile la cale cuprinse în actul ce se află în celalalt Firman al Meu, fiind primită și dimisia pe care acel până acum aflător Domn, Mihail Sturza Voevod, a adresat către Inalta Mea stăpânire, și așa precum aceea din vremi sporire a fericirii și a odihnei Principatului acestuia, și nu mai puțin și buna petrecere și liniște locuitorilor ei este din cele mai cu seamă neapărat cerșute, a urmat trebuința în locul pomenitului, să fii orânduit tu ca unul ce ești drept, plin de cumpătate și de înțelepciune. || Drept acea potrivit cu tractatele lucrătoare, cari pentru aceste două Principaturi sunt încheiate între Inalta Mea Impărăție și Rusienească Curte făcându-se negociație, se încredințează ție domnia Moldovei, după punerile la cale ce se află în cel întâi articol a pomenitului act și spre obșteasca cunoscință și pentru ca să înțelegi datoriile cărmuirii tale, s'a scris și s'a trimis către tine de la Autocraticul Meu Divan, această de față Inaltă Impărătească poruncă prin Slăvirea Sa Nuridin Beî Efendi, vechilul Marelui Dragoman a Divanului Impăresc. || Deci în urmarea îndatoririlor însărcinării puse asupra ta, și după datoria dreptății și a credinței tale, vei depune toată luarea aminte și îngrijire, în cât prin buna cărmuire a acestui al Meu Principat, pe temeiul aședăminturilor în ființă și acelora în toată împrejurarea punerii la cale potrivite cu dreptatea și buna orânduială și prin dobândirea liniștei și a fericirii supușilor locuitori, să tragi bunele cuvântări a tuturor pentru Impărăteasca Mea Mărire, și așa să te sîrguesci a da dovezi despre a tale bune slujbe și vrednice de laudă sîrguințe, cari dovezi vor spori acea către a Mea priință.

*(Traduction du Firman Impérial).*

No. 74.  
1849.

(Après les préambules usités, le firman dit :) )

La nécessité de l'amélioration des affaires d'administration de la Principauté de Moldavie s'étant présentée et le changement du Prince devant avoir lieu conformément à l'acte contenu dans l'autre firman, la démission du Prince Michel Stourza présentée à Ma Sublime Porte ayant été aussi acceptée, et l'accroissement de plus en plus du bien-être et de la tranquillité du dit pays, ainsi que le repos et l'aisance de ses habitants étant d'un haut intérêt, il a été nécessaire de nommer à la place du sus-mentionné quelqu'un qui fut doué de droiture et d'intégrité, ainsi que de sagacité et d'intelligence. Par conséquent, après une entente avec la Cour de Russie, conformément aux dispositions des traités relatifs aux deux Principautés, conclus entre Mon Gouvernement et Elle, les fonctions de Prince de Moldavie ont été conférées à toi qui es doué des dites qualités, d'après les conditions contenues dans le premier article du dit acte, et c'est pour faire savoir et connaître ta nomination, que le présent firman a été émané ad-hoc de Mon Divan Impérial et envoyé par S. E. Nouredine-Bey Etfendi, remplaçant le grand Dragoman du Divan Impérial. || Toi, de ton côté, tu auras soin et tu mettras ta sollicitude à bien administrer en tout le pays conformément aux lois établies et aux règles de la justice et de l'équité, ainsi que l'exigent la nature de tes fonctions et de tes principes de droiture et de fidélité; tu emploieras ton attention à attirer sur Moi les bénédictions de tous, en réalisant le repos et l'aisance des habitants, et tu déploieras des efforts louables et des services dignes d'être agréés et tendants à augmenter Ma bienveillance souveraine en ta faveur.

No. 75.— Firman Impărătesc pentru numirea de Domn al Valachiei a lui Barbu Stirbeiū din Maiū 1849.

(Buletinul oficial al Principatului Țerei Românești, anul 1849, No. 61 din 21 Iunie)

No. 75.  
1849.

Lauda mai marilor din neamul Mesiei, alesule dintre cei mai osebiți ai neamului lui Iisus, tu cel ce ești dintre cei cu reputație boeră, și care te-ai orânduie Domn al Țerei Românești, după capetele ce se cuprind în senedul ce se arată prin osebitul Impărătesc al meu firman:

Bane Barbule Stirbeiū vecinicească-ți-se treapta.

Fiind că pentru cunoscutele evenimente ivite în privința Țerei-Românescei din cuprinsul Impărăției Mele de Dumneșeu năzite, a mijlocit abdicția Prințului Gheorghe Bibescu din Domnie; și fiind că trebuința a cerut, pentru cea din vreme în vreme creștere a fericirii și a repaosului acestei provincii, precum de o potrivă cere neapărat buna petrecere și liniște a locuitorilor ei, ca în locul pomenitului să se orânduiască unul din cei mai deștoinici, mai înțelepți, și plini de moderație și dreptate; de aceea s'a glăsuț cu cele în ființă tractate încheiate pentru aceste două provincii între Inalta Mea Impărăție și Curtea Rusiei, după înțelegerea ce s'a făcut, fiind că Tu Te recunoști că împreuna toate acele însușiri, și se încredințează Domnia Țerei Românescei, potrivit cu dispozițiile cuprinse în articolul I-iu, din preșisul sened; și spre obșteasca știință, și pentru ca să înțelegi cele ce privesc la însărcinare-ți, s'a scris și ți s'a trimis de la Impărătescul Meu Divan această a Mea poruncă prin Slăvirea Sa Tesriragii Mehmet Kiamil Beiü. Prin urmare după îndatorirea ce ți-se impune privitoare la dignitatea Ta, și după datoria dreptății și a credinței Tale, vei întrebuința toată băgarea de seamă și grija, în cât prin buna oblăduire ce vei ține în Impărăteasca Mea această provincie, s'a glăsuț cu cele în ființă legi, și cu cele din ori ce întâmplare dispoziții, pentru dreptate și nepărtinire, și prin dobândirea liniștei și bune petreceri a supușilor locuitori, să tragi obșteștele benedictii pentru Impărăteasca Mea Mărire. Și așa să grăbesci a dobândi crescândeale dovești a Impărăteșei Mele bunevoine către Tine pentru bunele slujbe și lădatele silințe.

Dat afară către mijlocul lui Regeb 1265 (în luna lui Maiü, 1849).

No. 75.  
1849.

No. 76.—Firmanul împărătesc adresat Domnului Moldaviei  
Grigorie Alexandru Ghika Voevod, din anul 1851.

(Acte politice din 22 Aprilie 1851, cuprindătoare de Firmanuri Impărătesci, scrisoare vizirială etc. Iași. 1851 p. 40.)

Lauda Prinților nației lui Mesia, sprijinul căpeteniilor creștinătății, Voevodul Moldovei, Domnul Grigorie Ghika, vrednicia ta prelungească-se în veci. || La sosirea acestui împărătesc semn vei sci următoarele: || Cu scopos de a învecinici fericirea populației din principatele Valachiei și a Moldovei, ce fac parte din staturile mele de moștenire, dorința mea împărătească fiind de a lăți cercul bune petreceri a proprietarilor precum și a sătenilor, prin modifi cații și întocmiri potrivite cu impre-

No. 76.  
1851.

- No. 76. 1851. jurări a dispozițiilor cuprinse în articolele 118 până la 132 a Regulamentului Organic atingeror despre administrația dinăuntru a Moldovei, statornicit în puterea firmanului dat la 1249 și împodobit cu autograful împărătesc, cari dispoziții regulează îndatoririle și driturile reciproce ale proprietarului, și ale săteanului lucrător de pământ, ambele Curți au luat în privire dispozițiile unui proiect de lege cuprinzător a 60 de articule, supus de Tine Inaltei mele Porți și alcătuit după deliberația urmată în Comitetul de revisie organizat la Iași în puterea articolului al III-lea al actului încheiat între Guvernul meu și acela al Rusiei în 8 ale lunii Gemasi-el-Akir a anului Egirei 1265 sau în 19 Aprilie (1 Maiu c. n.) al anului chreștinesc 1849. Proiectul acesta de legiure judecându-se nimerit spre a produce rezultatul dorit, s'a statornicit ca articulele arătate de acum înainte să fie privite ca parte suplimentară a Regulamentului Organic și puse în lucrare, fără a fi ertat vre-o abatere, tot odată și articolele Regulamentului Organic astfel modificate și întocmite vor rămâne desființate. Hotărîrea aceasta întărîndu-se prin împărăteasca mea încuviințare; ți se trimite firmanul acest de față făcut înadins de Impărătescul meu Divan și avînd în frunte sînțitul meu autograf. || Prin urmare, după pătrunderea și credința ce te caracterizează, vei avea îngrijire de a adăugi în Regulamentul Organic articulele pomenite, potrivit rostirilor cuprinse în alăturata traducere autentică, legalisată cu pecetea și iscălitura Marelui Meu Vizir, vei face cunoscut tuturor împărăteasca și plina de îndurare hărăzire făcută poporului Moldovan, vei lua măsurile neapărate pentru ca dispozițiile acestea să se pue pretutindenea în lucrare fără a se prileji cea mai mică abatere. Vei pune tot zelul și îngrijirea de a înlesni toată buna petrecere putincioasă poporului pre care Prea Inaltul mî-a încredințat și vei întrebuița toate stăruințele tale de a împlini, spre acest sfîrșit, tot cea ce ispita povățuesce. | Vei sci astfel și te vei încrede în sînțitul meu semn.

Scris pe la sfârșitul lunii Gemasi-el-Akir a anului 1267.

(Traduction).

Honneur des Princes de la nation de Messie, soutien des potentats de la Chrétieneté, Voévode actuel de Moldavie, Prince Grégoire Ghyca, puisse ta dignité se perpétuer. || A l'arrivé de Mon présent signe Impérial tu sauras ce qui suit: || Dans le but de perpétuer la prospérité de la population dans les Principautés de Valachie et de Moldavie, qui font partie de Mes États héréditaires, aussi bien que des paysans, par

des modifications et des amendements adoptés pour les dispositions contenues dans les art. 118—132 du Règlement Organique concernant l'administration intérieure de la Moldavie, institué à la suite du Firman émané en 1249 et orné en haut d'un autographe impérial, dispositions qui règlent les obligations et les droit réciproques du propriétaire, du paysan et de l'agriculteur, les deux cours ont pris en considération les dispositions d'un projet de loi contenant 60 articles, soumis par toi à la Sublime-Porte et rédigé après délibération, dans la comité de Révision formé à Iassi, conformément à l'art. III de l'acte passé entre Mon Gouvernement et celui de Russie, le 8 de la lune de Djémâsi-el-Akhir de l'année de l'Hégire 1265 ou bien le 19 Avril 1-er Mai de l'année chrétienne 1849. Ce projet de loi ayant été jugé propre à produire le résultat désiré, il a été arrêté que les articles en question seront désormais considérés comme partie supplémentaire du Règlement Organique et mis en vigueur, sans que l'on permette là-dessus aucune infraction; en même temps les articles du Règlement Organique ainsi modifiés et amendés seront considérés comme abrogés. Cette décision ayant été sanctionnée par Mon Iradé Impérial, on t'envoie Mon présent Firman délivré expressément par Mon Divan Impérial et portant en frontispice Mon Hatt sacré. Par conséquent, d'après la sagacité et la loyauté qui te caractérisent, tu auras soin d'ajouter au bas du Règlement Organique les articles en question, insérés dans la copie fidèle et authentique de la pièce précitée, qui, ayant été traduite et revêtue du sceau et de la signature de mon Grand Vizir actuel, est annexée au dit Firman. Tu feras connaître à tous la faveur Impériale et pleine de clémence aussi gracieusement accordée au peuple moldave. Tu prendras les mesures nécessaires à ce que ces dispositions soient partout en pleine vigueur, sans qu'il y ait lieu à la moindre contravention. Tu t'attacheras avec zèle et sollicitude à procurer tout le bien-être possible au peuple qui m'a été confié en dépôt par le Très-Haut, et mettras tous les efforts à exécuter, dans ce but, tout ce qui est dicté par l'expérience. || Tu le sauras ainsi et feras à Mon signe sacré.

Ecrit vers la fin du mois Djemâsi-el-Ewel de l'année 1267.

No. 77.—Scrisoarea Vizirială adresată Domnului Moldovei  
Grigorie A. Ghika din 22 Ianuarie 1851.

(Acte politice din 22 Aprilie 1851, p. 8).

No. 77.  
1851  
22 Ianuar

Noi am luat sciință din înțelesul expunerilor cuprinđetoare, că de doi ani încoace din pricina unor extraordinare împrejurări cheltuețele Visteriei Moldovei au covârșit veniturile prilejind o datorie însemnătoare și cu toate că este de nădăjduit că neajunsurile ce de acum înainte se vor pute ivi vor fi acoperite prin adaosul la prețul sărei și oareșî-cari alte măsuri financiare, însă plata datoriilor făcute nu se poate săvârși prin singurul acest mijloc. || Prin urmare s'a socotit de cuviință a se împlini pentru o singură dată și cu chip extraordinar jumătatea dăreii anuale ce se strânge de la locuitori și a se plăti cu modul acesta pomenita datorie cât mai în pripă. || Din cuprinderea citatelor expuneri Ne am lămurit că acest deficit fiind o datorie a țerei, ea urmează a și-o plăti în ori și ce epocă, în cât prelungirea plăței nu poate aduce decât confușie în starea financiară a țerei, pe lângă aceea că va adăogi către suma datoriei și povara dobânđilor, că prin urmare împlinirea pentru o singură dată a unui adaos de dare după cum mai sus s'a arătat este o măsură mântuitoare. || Deci Înalta Poartă a socotit de toată cuviință a vă împuternici spre punerea ei în lucrare și înalta încuviințare a Împărăteștii sale Măririi a întărit hotărîrea aceasta. || Potrivit cu această înaltă încuviințare, Noi am înștiințat pe împărătescul Comisar Ahmed Vefik Efendi și I. V. veți binevoi a vă înțelege întru aplicație cu disul funcționar.

(Traduction).

Nous avons pris connaissance du contenu des pièces dans lesquelles il est exposé que depuis un ou deux ans, à cause de quelques événements extraordinaires, les dépenses du trésor Moldave ont dépassé les recettes, ce qui a occasionné une dette considérable; que, bien qu'il soit à espérer que le déficit qui pourrait s'y manifester à l'avenir sera comblé par la surtaxe de sel et quelques autres mesures financières, cependant le payement des dettes déjà contractées ne saurait s'effectuer par ce seul moyen. | Par conséquent, il est jugé à propos de faire percevoir pour une seule fois et extraordinairement, la moitié de l'impôt d'une année perçu des habitants et de payer ainsi la dette en question un moment plus tôt. || Le contenu du susdit rapport, nous a fait comprendre

que cette dette n'appartenant qu'au pays, c'est le pays qui payera à quelque époque que ce soit et que l'ajournement du paiement portera la confusion dans l'état financier du pays, outre qu'il ajoutera à sa dette le poids des intérêts et que, par conséquent, la perception pour une seule fois d'un impôt tel qu'il a été désigné est une mesure salutaire. || Aussi la Sublime-Porte a-t-elle jugé convenable de vous autoriser d'agir en conséquence et un iradé suprême émané de S. M. I. a sanctionné cette décision. || Conformément à cet iradé nous venons de porter l'affaire à la connaissance de l'honorable Ahmed Vefik Efendi et V. A. voudra bien la terminer, en s'entendant au préalable avec ce fonctionnaire. || C'est à cet effet que nous avons écrit etc.

---

No. 77.  
1851  
22 Januar.

V.

TRACTATE ȘI ACTE DINTRE PUTERILE EUROPEANE

RELATIVE LA

POARTA OTOMANA SI PRINCIPATELE ROMANE

— — — — —

No. 78.—Scrisoarea Impăratului Austriei Iosif II, către  
Impărăteasa Rusiei Ecaterina, fiind loc de tractat  
secret, din 21 Mai 1781. Viena.

(von Arneth, Joseph II und Katharina, Wien, 1869, p. 72).

No. 78.        Madame ma soeur, || Ayant connu le désir de Votre Majesté Im-  
1781        périale de cimenter les liens de l'amitié et de l'attachement, qui nous  
21 Mai.        unissent ensemble, principalement depuis l'heureuse époque de notre con-  
                 naissance personnelle, par tous les liens politiques combinables avec l'in-  
                 térêt de nos monarchies, je n'ai pas balancé à concourir avec empressement  
                 à des vues aussi salutaires que conformes à mon propre penchant. L'in-  
                 timité et la confiance que ce double motif établit entre nous, sont au  
                 dessus des formalités ordinaires introduites dans les liaisons de cette  
                 nature. || Aussi sommes-nous convenus de ne pas nous y assujétir et  
                 d'imprimer plus distinctement à celles que nous allons contracter, le  
                 sceau des sentiments personnels qui nous les ont suggérés, en traitant  
                 directement de souverain à souverain, et pour cet effet nous avons choisi  
                 la forme de lettres, dans lesquelles nous consignons nos engagements  
                 respectifs, nous promettant réciproquement pour nous, nos héritiers et  
                 successeurs, que tous ceux qui seront stipulés dans nos dites lettres,  
                 seront pour nous et pour eux aussi obligatoires, aussi sacrés et aussi  
                 inviolables que s'ils étaient déposés dans le traité le plus solennel qui  
                 faire se puisse. Après avoir de cette façon assuré à ces engagements une  
                 base aussi stable et aussi sainte, je promets par ma présente à V. M.

I. en mon nom et celui de mes héritiers et successeurs, comme V. M. I. me promet de son côté : || Une amitié et une union sincère et constante entre nous et nos Empires, et en conséquence j'apporterai la plus grande attention à maintenir avec Elle une liaison et correspondance intime, en évitant tout ce qui pourrait y donner atteinte, et en appliquant tous mes soins à procurer en toute occasion son utilité, honneur et avantage, autant que cela sera compatible avec le bien et l'intérêt de mon Empire. || Jugeant de la convenance réciproque de confirmer la convention passée entre nous le 25 Juillet 1772, ainsi que le traité de Teschen conclu sous la médiation de V. M. I. et sous celle de S. M. le Roi de France, je les confirme de nouveau ici dans toute leur étendue, comme si l'un et l'autre acte, avec tous ceux qui les ont accompagnés, y étaient insérés mot à mot. || Après cela je m'engage envers V. M. I. et Lui promets de la manière la plus solennelle à Elle, Ses héritiers et successeurs, de garantir et défendre contre les attaques de quelque puissance que ce soit, tous les Etats, provinces et domaines qu'Elle possède actuellement, sans aucune autre exception que celle de ses possessions en Asie, à la défense desquelles je ne me tiens pas obligé de fournir les secours auxquels je vais m'engager plus bas. || Par une suite de cette garantie je travaillerai toujours de concert avec V. M. I. aux mesures qui nous paraîtront les plus propres au maintien de la paix en Europe, et dans le cas, ce qu'à Dieu ne plaise, où les Etats de V. M. I. seraient menacés d'une invasion, j'emploierai mes bons offices les plus efficaces pour l'empêcher, mais s'ils n'ont point l'effet désiré, je m'oblige dès à présent à La secourir avec un corps de dix mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie, pourvu de l'artillerie de campagne et de munitions de guerre. Je leur ferai donner la paie ordinaire et les ferai recruter annuellement, mais c'est V. M. I. qui fera pourvoir à leur subsistance en campagne et dans les quartiers, sur le pied de ses propres troupes, et Elle donnera Ses ordres pour qu'elles ne soient employées que conformément aux règles adoptées et reçues à l'égard des troupes auxiliaires. Celles que je Lui promets, se mettront en marche trois mois après la réquisition qui m'en sera faite de la part de V. M. I. Si cependant elle a lieu dans le mois de Décembre, Janvier et Février, ces troupes seront dispensées, vu la rigueur de la saison, de passer les frontières de mes Etats, mais je les en ferai approcher le plus près qu'il sera possible et nous demanderons conjointement avec V. M. I. la liberté de passage par un Etat tiers, dont elles auront besoin. || Quoique la prestation de ce secours s'étende à tous les états dans lesquels V. M. I. pourrait être attaquée, hormis ceux qu'Elle

No. 78.

1781

21 Mai.

No. 78. possède en Asie, cependant, vu la trop grande distance des miens à  
 1781 ceux de V. M. I., qui sont limitrophes de la Suède, l'envoi de mes trou-  
 21 Maiü. pes, si Elle se trouve attaquée de ce côté-là, devenant si non impossible,  
 du moins très onéreux, je m'engage dans ce cas à le remplacer par un  
 subside annuel de 400000 roubles, payables régulièrement tous les trois  
 mois à 100000 roubles par quartier. || Dans le cas où, après avoir  
 fourni à V. M. I. le secours auquel je viens de m'engager, je me trou-  
 verais attaqué moi-même dans mes possessions et par là forcé à rappeler  
 mes troupes pour ma propre défense, je me réserve expressément cette  
 liberté, après en avoir cependant averti V. M. deux mois aupara-  
 vant, et si lors de la réquisition qu'Elle m'en fera, je me vois moi-  
 même enveloppé dans une guerre, dès lors et pendant tout le temps  
 qu'elle durera, je ne serai pas tenu à fournir le secours stipulé. || Si  
 le secours que je promets à V. M. I., n'est pas suffisant pour Sa  
 défense contre les attaques de ses ennemis, je n'hésiterai pas à m'en-  
 tendre avec Elle sans perte de temps sur la prestation des secours plus  
 considérables suivant l'exigence des cas, m'engageant en outre de ne  
 faire ni paix ni trêve, sans y comprendre V. M. I., afin qu'Elle ne  
 puisse être attaquée Elle-même en haine des secours qu'Elle m'aurait  
 fournis. " L'attention que la Pologne, à cause de son voisinage immé-  
 diat avec les états de V. M. I., doit s'attirer de Sa part, m'étant par le  
 même motif commune avec elle, je regarde comme un point qui ne  
 peut nous être indifférent à tous deux, la certitude de son existence poli-  
 tique, et en conséquence je promets à V. M. I. de veiller au maintien du  
 bon ordre et de la tranquillité dans l'intérieur de cette république, ainsi  
 que de garantir la conservation de sa constitution telle qu'elle a été  
 établie par la diète de 1773 et l'intégrité intacte de ses possessions ac-  
 tuelles, conformément aux traités qu'Elle a conclus avec nous la même  
 année 1773. || Je donnerai des ordres à mes ambassadeurs et minis-  
 tres aux Cours étrangères, de prêter leurs bons offices à ceux de V.M.I.  
 et d'agir d'un parfait concert entre eux dans toutes les occurrences  
 où il sera question de nos intérêts. " Désirant donner une marque de  
 mon amitié à V. M. I., je garantis solennellement la cession faite par  
 S. A. I. le Grand-Duc de toutes les Russies, des comtés d'Oldenbourg  
 et de Delmenhorst échangés avec S. M. le Roi de Danemarck, et nouvel-  
 lement érigés en duchés, pour être possédés tranquillement et à perpé-  
 tuité par la branche cadette de la sérénissime maison de Holstein et  
 nommément par S.A. le Duc Frédéric Auguste, évêque actuel de Lubeck,  
 ses héritiers et ses successeurs. || Connaissant les intentions de V.M.I.,  
 qu'en entrant avec moi dans des engagements relatif aux intérêts

de nos couronnes, Elle n'a eu aucune vue d'enfreindre ceux qu'Elle avait contractés précédemment, ni de me porter à rien de semblable de mon côté, d'autant qu'en effet de part et d'autre ils ne sont que purement défensifs, je me félicite de rencontrer dans des principes aussi justes, aussi louables une conformité parfaite avec ceux que j'ai toujours fait gloire de professer. Aussi les liens que je forme maintenant, reçoivent-ils un nouveau prix à mes yeux dans l'accord heureux que j'y trouve de la bonne foi et de la fidélité dues à nos anciennes liaisons avec la satisfaction d'acquiescer à mon Empire un nouvel allié dans la personne de V. M. I., à qui je porte une amitié et un attachement dont nous fournissons peut-être l'unique exemple entre Souverains. Ces sentiments ne m'auraient permis de fixer aucun terme à la durée des engagements que nous contractons l'un avec l'autre. Mais comme ils sont appréciés uniquement d'après les circonstances présentes, lesquelles venant à changer, pourraient exiger de nouvelles mesures plus appropriées au temps d'alors, je juge à propos de ne pas leur donner une plus grande étendue que celle de huit années, me promettant et promettant à V. M. I. de les renouveler avant l'expiration de ce terme selon l'exigence des cas, et de les observer jusque là strictement et religieusement sous les lois sacrées qu'impose le traité le plus solennel, ainsi que je l'ai exprimé au commencement de cette lettre. || Je ne puis mieux la terminer qu'en assurant V. M. I. du plaisir infini que j'éprouve de pouvoir, au moyen de la forme que nous avons choisie, mêler librement à la discussion des intérêts de l'Etat, que je viens de régler avec Elle, l'expression des sentiments d'estime, de considération et d'attachement le plus sincère et le plus parfait qu'Elle m'inspire personnellement et avec lesquels je serai inviolablement. . . . .

No. 78.  
1781  
21 Mai.

No. 79.— Scrisoarea Impăratului Austriei Iosif II, către  
Impărăteasa Rusiei Ecaterina, fiind loc de tractat  
secret, din 21 Mai, 1781. Viena.

(Von Arneth, I. c., p. 78.)

Madame ma sœur. || La conformité de position, dans laquelle nous nous trouvons vis-à-vis de la Porte Ottomane, et la facilité que nous donne le local de nos Etats respectifs de nous prêter mutuellement la main en cas de démêlés avec elle, nous ont déterminés à former ensemble un concert plus étroit et plus particulier relativement à cette puissance, et à renouveler pour cet effet, d'une façon appropriée

No. 79.  
1781  
21 Mai.

No. 79. aux circonstances présentes les stipulations secrètes, qui ont toujours  
 1781 fait partie des traités conclus entre nos prédécesseurs. Constamment  
 21 Maiü. guidé par les sentiments de l'amitié qui m'attachent à V. M. I., et y  
 trouvant également notre avantage et intérêt commun, je Lui promets  
 pour moi, mes héritiers et successeurs, que tous les engagements sti-  
 pulés dans ma présente lettre seront pour moi et pour eux aussi obli-  
 gatoires, aussi sacrés et aussi iniolables, que s'ils étaient déposés  
 dans le traité le plus solennel qui faire se puisse, et que je regarderai de  
 même ceux que V. M. I. contracte avec moi dans la lettre qu'Elle m'écrit  
 de son côté. || En conséquence je Lui promets spécialement de Lui  
 garantir, comme je garantis en effet en mon nom et celui de mes  
 héritiers et successeurs, non seulement toutes Ses possessions, mais  
 aussi tous les traités, conventions et stipulations quelconques que la Porte  
 a faits avec Elle, à savoir la convention du 9 octobre 1704 touchant les  
 frontières d'Azow et de Couban, le traité de paix perpétuelle conclu à  
 Cainardgi le 10 juillet 1774, la convention du 4 avril 1775; touchant  
 le territoire de Kinburn et ses dépendances et enfin la convention ex-  
 plicatoire arrêtée et signée à Constantinople le 10 mars 1779. || Je  
 promets à V. M. I. de la manière la plus forte et la plus positive de  
 faire observer par la dite Porte ottomane strictement et religieusement  
 tout ce qui est contenu dans les actes ci-dessus mentionnés, et d'em-  
 ployer en cas de contravention de sa part mes bons offices les plus ef-  
 ficaces pour l'en détourner. Mais s'ils n'ont point l'effet désiré, et qu'elle  
 persiste dans son refus de satisfaire à ses engagements, en partie  
 ou entier, ou bien, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'elle se porte à une in-  
 fraction manifeste de la paix et à une invasion dans les possessions de  
 V. M. I., je m'oblige, trois mois après la réquisition qui m'en sera faite  
 de sa part, à lui déclarer la guerre et à faire dans ses Etats une di-  
 version directe avec des forces égales à celles qu'emploiera V. M. I., et  
 lorsqu'Elle jugera à propos, d'après un concert préalable avec moi, de  
 se servir de ses flottes sur la mer d'Azow et la mer Noire pour favo-  
 riser les opérations du continent ou pour effectuer une diversion d'au-  
 tant plus sensible sur les côtes de l'Empire Ottoman, nous conviendrons  
 alors d'un équivalent juste de ma part. || Mais toute guerre entraî-  
 nant avec elle des frais et des dépenses, qui donnent un droit incon-  
 testable à un dédommagement, je me réserve, d'après le principe établi  
 entre nous d'une parfaite réciprocité, d'une exacte compensation de  
 moyens et de forces égales, que nous sommes tenus réciproquement à dé-  
 ployer dans le cours de cette guerre, de me concerter avec V. M. I. a-  
 vant toutes choses, le cas du présent article venant à exister, ou même

éventuellement et dès à présent, sur le fond et l'objet d'un pareil dommageement, ainsi que sur le plan d'opération qui devra être exécuté de part et d'autre, promettant en même temps à V. M. I. dès à présent que si, pendant la durée de la guerre supposée contre la Porte Ottomane, Elle se trouve attaquée hostilement par quelque autre puissance, je regarderai pareille agression non seulement pro casu foederis, mais même pour cause commune, et que dans cette supposition je prendrai fait et cause pour V. M. I. et me tiendrai obligé de La secourir de toutes mes forces, pour autant qu'il pourra jamais m'être possible, sans mettre en danger la sûreté de mes propres états, et m'engageant pareillement à ne faire dans l'un et l'autre cas ni paix ni trêve séparément et sans y comprendre V. M. I. Je prie V. M. de considérer les engagements ci-dessus énoncés, comme je les considère moi-même, et d'y ajouter foi comme s'il étaient contractés sous les lois sacrées du traité le plus solennel, ainsi que je l'ai dit plus haut, et que je regarderai moi-même ceux que V. M. I. contracte de Son côté avec moi.

Je suis avec les sentiments de la plus parfaite amitié et de l'attachement le plus sincère. . . . .

No. 79.  
1781  
21 Maiü.

No. 80. Scrisoarea Impărătesei Rusiei Ecaterina, către Impăratul Austriei, Iosif II. fiind loc de tractat secret, din 21 Maiü 1781. Tsarskoöselo.

(Von Arneth I. c., p. 81)

Monsieur mon frère, || Ayant connu le désir de V. M. I. de cimenter les liens de l'amitié et de l'attachement que nous unissent ensemble, principalement depuis l'heureuse époque de notre connaissance personnelle, par tous les liens politiques combinables avec l'intérêt de nos monarchies, je n'ai pas balancé à concourir avec empressement à des vues aussi salutaires que conformes à mon propre penchant. L'intimité et la confiance que ce double motif établit entre nous, sont au dessus des formalités ordinaires introduites dans les liaisons de cette nature. Aussi sommes nous convenus de ne pas nous y assujettir et d'imprimer plus distinctement à celles que nous allons contracter, le sceau des sentiments personnels qui nous les ont suggérés, en traitant directement de souverain à souverain, et pour cet effet nous avons choisi la forme de lettres, dans lesquelles nous consignons nos engagements respectifs, nous promettant réciproquement pour nous, nos héritiers et

No. 80.  
1781  
21 Maiü.

No. 80  
1781  
24 Maiñ. successeurs, que tous ceux qui seront stipulés dans nos dites lettres, seront pour nous et pour eux aussi obligatoires, aussi sacrés et aussi inviolables que s'il étaient déposés dans le traité le plus solennel qui faire se puisse. Après avoir de cette façon assuré à ces engagements une base aussi stable et aussi sainte, je promets par ma présente à V. M. I. en mon nom et celui de mes héritiers et successeurs, comme V. M. I. me promet de son côté, une amitié et une union sincère et constante entre nous et nos Empires, et en conséquence j'apporterai la plus grande attention à maintenir avec Elle une liaison et correspondance intime, en évitant tout ce qui pourrait y donner atteinte, et en appliquant tous mes soins à procurer en toute occasion son utilité, honneur et avantage autant que cela sera compatible avec le bien et l'intérêt de mon Empire. " Jugeant de la convenance réciproque de confirmer la convention passée entre nous le 25 juillet 1772, ainsi que le traité de Teschen conclu sous ma médiation et sous celle de S. M. le Roi de France, je les confirme ici dans toute leur étendue, comme si l'un et l'autre acte, avec tous ceux qui les ont accompagnés, y étaient insérés mot à mot. ¶ Après cela je m'engage envers V. M. I. et Lui promets de la manière la plus solennelle à Elle, Ses héritiers et successeurs suivant l'ordre de la sanction pragmatique établie dans Sa maison, de garantir et défendre contre les attaques de quelque puissance que ce soit, tous les États, provinces et domaines qu'elle possède actuellement en Europe, sans une autre exception que celles de ses possessions en Italie, à la défense desquelles, je me tiens obligé de fournir les secours auxquels je vais m'engager plus bas. ¶ Par suite de cette garantie je travaillerai toujours de concert avec V. M. I. aux mesures qui nous paraîtront les plus propres au maintien de la paix en Europe, et dans le cas, ce qu'à Dieu plaise, où les États de V. M. I. seraient menacés d'une invasion, j'emploierai mes bon offices les plus efficaces pour l'empêcher, mais s'ils n'ont point l'effet désiré, je m'oblige dès à présent à La secourir avec un corps de dix mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie, pourvu de l'artillerie de campagne et de munitions de guerre. Je leur ferai donner la paie ordinaire et les ferai recruter annuellement, mais c'est V. M. I. qui fera pourvoir à leur subsistance en campagne et dans les quartiers, sur le pied qu'Elle entretient ses propres troupes, et Elle donnera Ses ordres pour qu'elles ne soient employées que conformément aux règles adoptées et reçues à l'égard des troupes auxiliaires. Celles que je Lui promets, se mettront en marche trois mois après la réquisition qui m'en sera faite de la part de V. M. I. Si cependant elle a lieu dans le mois de Décembre, Jan-

vier et Février, ces troupes seront dispensées, vu la rigueur de la saison, de passer les frontières de mes Etats, mais je les en ferai approcher le plus près qu'il sera possible, et nous demanderons conjointement avec V. M. I. la liberté de passage par un Etat tiers, dont elles auront besoin. || Quoique la prestation de ce secours s'étende à tous les Etats dans lesquels V. M. I. pourrait être attaquée, hormis ceux qu'Elle possède en Italie, cependant, vu la trop grande distance des miens à ceux qu'Elle possède aussi dans les Pays-Bas, l'envoi de mes troupes, si elle se trouve attaquée de ce côté là, devenant sinon impossible, du moins très-onéreux, je m'engage dans ce cas à les remplacer par un subside annuel de quatre cents mille roubles, payables régulièrement tous les trois mois à cent mille roubles par quartier. || Dans le cas où, après avoir fourni à V. M. I. le secours auquel je viens de m'engager, je me trouverais attaquée moi-même dans mes possessions et par là forcée de rappeler mes troupes pour ma propre défense, je me reserve expressément cette liberté, après en avoir cependant averti V. M. I. deux mois auparavant, et si lors de la réquisition qu'Elle m'en fera, je me voyais moi-même enveloppée dans une guerre, dès lors et pendant tout le temps qu'elle durera, je ne serais pas tenue à fournir le secours stipulé. Si le secours que je promets à V. M. I. n'est pas suffisant pour la défense contre les attaques de ses ennemis, je n'hésiterai pas à m'entendre avec Elle sans perte de temps sur la prestation de secours plus considérables suivant l'exigence des cas, m'engageant en outre de ne faire ni paix ni trêve, sans y comprendre V. M. I., afin qu'Elle ne puisse être attaquée Elle-même en haine des secours qu'Elle m'aurait fournis. || L'attention que la Pologne, à cause de son voisinage immédiat avec les Etats de V. M. I., doit s'attirer de sa part, m'étant par le même motif commune avec Elle, je regarde comme un point qui ne peut pas nous être indifférent à tous deux, la certitude de son existence politique, et en conséquence je promets à V. M. I. de veiller au maintien du bon ordre et de la tranquillité dans l'intérieur de cette république, ainsi que de garantir la conservation de la constitution telle qu'elle a été établie par la diète de 1773, et l'intégrité intacte de ses possessions actuelles, conformément aux traités qu'Elle a conclus avec nous la même année 1773. Je donnerai des ordres à mes ambassadeurs et ministres aux cours étrangères, de prêter leurs bons offices à ceux de V. M. I. et d'agir d'un parfait concert entre eux dans toutes les occurrences où il sera question de nos intérêts. Je reçois comme une nouvelle marque d'amitié de la part de V. M. I. l'acceptation de la garantie que je Lui ai proposée touchant l'échange fait d'une partie

No. 80.  
1781  
24 Mai.

No. 80. du duché de Holstein contre les comtés d'Oldenbourg et Delmenhorst  
 1781 et je me flatte qu'Elle ne doute pas de l'empressement que j'aurai à  
 24 Maiü. mon tour de concourir à tout ce qui pourra Lui être agréable. Con-  
 naissant les intentions de V.M.I., qu'en entrant avec moi dans des en-  
 gagements relatifs aux intérêts de nos couronnes, Elle n'a eu aucune  
 vue d'enfreindre ceux qu'Elle avait contractés précédemment, ni de me  
 porter à rien de semblable de mon côté, d'autant qu'en effet de par-  
 et d'autre ils ne sont que purement défensifs, je me félicite de rencon-  
 trer dans des principes aussi justes, aussi louables une conformité part  
 faite avec ceux que j'ai toujours fait gloire de professer. Aussi les liens  
 que je forme maintenant reçoivent-ils un nouveau prix à mes yeux  
 dans l'accord heureux que j'y trouve de la bonne foi et de la fidélité  
 dûes à nos anciennes liaisons avec la satisfaction d'acquérir à mon Em-  
 pire un nouvel allié dans la personne de V. M. I., à qui je porte une  
 amitié et un attachement dont nous fournissons peut-être l'unique e-  
 xemple entre Souverains. Ces sentiments ne m'auraient permis de fixer  
 aucun terme à la durée des engagements que nous contractons l'un en-  
 vers l'autre, mais comme ils sont appréciés uniquement d'après les cir-  
 constances présentes, lesquelles venant à changer, pourraient exiger de  
 nouvelles mesures plus appropriées au temps d'alors, j'ai jugé à propos  
 de ne pas leur donner une plus grande étendue que celle de huit ans,  
 me promettant et promettant à V. M. I. de les renouveler avant l'ex-  
 piration de ce terme selon l'exigence des cas, et de les observer jusque  
 là strictement et religieusement sous les lois sacrées qu' impose le  
 traité le plus solennel, ainsi que je l'ai exprimé au commencement de  
 cette lettre. Je ne puis mieux la terminer qu'en assurant V. M. I. du  
 plaisir infini que j'éprouve de pouvoir, au moyen de la forme que nous  
 avons choisi, mêler librement à la discussion des intérêts de l'Etat, que  
 je viens de régler avec elle, l'expression des sentiments d'estime, de  
 considération et d'attachement le plus sincère et le plus parfait qu'Elle  
 m'inspire personnellement et avec lesquels je serai inviolablement. . . .

---

No. 81.— Scrisoarea Impărătesei Rusiei Ecaterina către  
 Impăratul Austriei Iosif II, fiind loc de tractat  
 secret, din 24 Maiü 1781. Tsarskoëselo.

(Von Arneth, loc. cit., p. 57).

No. 81. Monsieur mon frère, || La conformité de position dans laquelle nous  
 1781 nous trouvons vis-à-vis de la Porte-Ottomane, et la facilité que nous  
 24 Maiü. donne le local de nos Etats respectifs, de nous prêter mutuellement la

main en cas de démêlés avec elle, nous ont déterminés à former ensemble un concert plus étroit et plus particulier relativement à cette puissance, et à renouveler pour cet effet d'une façon appropriée aux circonstances présentes les stipulations secrètes qui ont toujours fait partie des traités conclus entre nos prédécesseurs. Constamment guidée par les sentiments de l'amitié qui m'attachent à V. M. I. et y trouvant également notre avantage et l'intérêt commun, je lui promets pour moi, mes héritiers et successeurs, que tous les engagements stipulés dans ma présente lettre seront pour moi et pour eux aussi obligatoires, aussi sacrés et aussi inviolables que s'ils étaient déposés dans le traité le plus solennel qui faire se puisse et que je regarderai de même ceux que V. M. I. contracte avec moi dans la lettre qu'Elle m'écrit de Son côté. En conséquence je Lui promets spécialement et nommément de Lui garantir, comme je garantis en effet en mon nom et celui de mes héritiers et successeurs non seulement toutes les possessions, mais aussi tous les traités, conventions et stipulations quelconques que la Porte a faits avec Elle, à savoir le traité de Belgrade du 18 Septembre 1739, la convention du 2 Mars 1741, pour fixer les frontières qui n'ont pas été déterminées au traité de Belgrade, la convention du 25 Mai 1747, touchant la prolongation de la paix et le changement du terme de vingt-cinq ans en paix perpétuelle, la convention du 7 Mai 1775 sur la cession de la Bucowina, et enfin le concert ministériel du 12 Mai, touchant les différends survenus à la démarcation de la Bucowina. ¶ Je promets à V. M. I. de la manière la plus forte et la plus positive de faire observer par la dite Porte Ottomane strictement et religieusement tout ce qui est contenu dans les actes ci-dessus mentionnés, et d'employer en cas de contravention de sa part mes bons offices les plus efficaces pour l'en détourner. Mais s'ils n'ont point l'effet désiré, et qu'elle persiste dans son refus de satisfaire à ses engagements en partie ou en entier, ou bien, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'elle se porte à une infraction manifeste de la paix et à une invasion dans les possessions de V. M. I., je m'oblige trois mois après la réquisition qui m'en sera faite de Sa part, à lui déclarer la guerre et à faire dans ses Etats une diversion directe avec des forces égales à celles qu'emploiera V. M. I., et comme j'entretiens des flottes sur la mer d'Azof et la mer Noire, je les emploierai également, après un concert préalable avec V. M. I., soit pour favoriser les opérations du continent, soit pour rendre cette diversion d'autant plus sensible, espérant de la juste réciprocité de V. M. I. qu'Elle me tiendra compte de ces efforts sur mer et qu'Elle y proportionnera les Siens sur terre. Mais toute guerre entraînant avec elle des frais et des dépenses qui donnent un droit incontestable à un dédom-

No. 81.  
1781  
24 Maiü.

No. 81. 1781 24 Maiü. magement, je me réserve, d'après le principe établi entre nous d'une parfaite réciprocité et d'une exacte compensation de moyens et de forces égales, que nous sommes tenus réciproquement à déployer dans le cours de cette guerre, de me concerter avec V. M. I. avant toutes choses, le cas du présent article venant à exister, ou même éventuellement et dès à présent, sur le fond et l'objet d'un pareil dédommagement, ainsi que sur le plan d'opération qui devra être exécuté de part et d'autre, promettant en même temps à V. M. I. dès à présent que si, pendant la durée de la guerre supposée contre la Porte Ottomane, Elle se trouve attaquée hostilement par quelqu'autre puissance, je regarderai pareille agression non seulement pro casu foederis, mais même pour cause commune, et que dans cette supposition je prendrai fait et cause pour V. M. I. et me tiendrai obligée de La secourir de toutes mes forces, pour autant qu'il pourra jamais m'être possible, sans mettre en danger la sûreté de mes propres Etats, et m'engageant pareillement à ne faire dans l'un et l'autre cas ni paix ni trêve séparément et sans y comprendre V. M. I. || Je prie V. M. I. de considérer les engagements ci-dessus énoncés comme je les considère moi-même et d'y ajouter foi comme s'ils étaient contractés sous les lois sacrées du traité le plus solennel, ainsi que j'ai dit plus haut, et que je regarderai moi-même ceux que V. M. I. contracte de son côté avec moi. || Je suis avec les sentiments de la plus parfaite amitié et de l'attachement le plus sincère..

---

No. 82. — Scrisoarea Impăratesei Rusiei Ecaterina, către  
Impăratul Austriei Iosif II, de la Tszarskoëselo,  
din 10 Septembrie 1782.

(Von Arneth. loc. cit., p. 143).

No. 82. 1782 10 Sept. Monsieur mon frère, || Le précis que mon ministère a communiqué au comte de Cobenzl, et que le prince Galitzin doit aussi remettre à Vienne au Prince de Kaunitz, aura amplement exposé aux yeux de V. M. I. mes griefs contre la Porte Ottomane, aussi bien que mon ultimatum pour la conservation de la paix, et afin de terminer les différends qui se sont élevés: || 1<sup>o</sup> touchant la liberté du commerce et de la navigation par le détroit de Constantinople, 2<sup>o</sup> au sujet de la rébellion fomentée par cette puissance en Crimée, et 3<sup>o</sup> la conduite de cette même Cour relativement à la Moldavie et la Valachie. || Ce que je demande de la Porte étant incontestablement fondé sur l'esprit de

mes traités et conventions avec cette cour, je ne puis mieux fonder la base de mes espérances les plus naturelles comme les plus intéressantes pour moi, vu la justice de ma cause, que sur l'amitié et les engagements mutuels qui m'unissent à jamais avec V. M. I. Je me flatte que la réunion de nos efforts et les démarches que nos ministres feront en commun auprès de la Porte, préviendront une rupture ouverte avec elle en la déterminant efficacement à me satisfaire en remplissant ses engagements, et à rétablir par là la bonne intelligence et lui ôteront pour l'avenir l'envie d'enfreindre les traités et de troubler la paix. ¶ Mais si les efforts de V. M. I. et les miens réunis par la voie de la persuasion se trouvaient insuffisants pour déterminer la Porte à se prêter aux arrangements que je propose, lesquels V. M. I. voudra bien envisager comme une nouvelle preuve de ma modération envers cette cour, puisque je n'exige rien au delà de ce qui a été stipulé dans mes traités avec elle,—si, dis-je, elle continuait d'éluder l'exécution des engagements qu'elle a contractés par le dernier traité de paix, alors, remplie de la plus haute estime et confiance envers mon ami et allié, et fermement convaincue par les assurances réitérées qu'il a bien voulu me donner, je ne doute point qu'il ne plaise à V. M. I. de remplir pleinement et entièrement l'article secret des engagements qui subsistent entre nous. Ils me sont d'autant plus chers et plus précieux, que leur solidité repose non seulement sur les intérêts immuables et permanents de nos États réciproques, mais encore sur l'amitié et la confiance personnelle heureusement rétablies entre nous. Sensiblement touchée de la lettre obligeante de V. M. I. du 1.<sup>er</sup> 12 Juillet dernier, je Lui fais mes très-sincères remerciements des témoignages non équivoques qu'Elle me donne non seulement de Sa façon de penser à l'égard de nos engagements mutuels, mais encore sur Son empressement à mettre en exécution les arrangements dont il a été question entre nous, et qui doivent tendre également au bien-être de nos monarchies et à l'utilité de toute la chrétienté. Les profondes connaissances et vues militaires de V. M. I. Lui dicteront sans doute tout ce qui est à faire dans une circonstance aussi importante. Je me bornerais sans peine à attendre la communication de Ses idées sur cela, si Elle n'avait pas désiré que je Lui fasse part des miennes. Je me fais donc un devoir et un plaisir de Lui complaire en ceci, soumettant le tout à Son jugement éclairé et à Ses lumières supérieures. Avant d'en venir ouvertement à des voies de fait contre la Porte, il me paraît d'après l'article secret de notre traité que nous devrions: 1<sup>o</sup> convenir du plan d'opérations militaires; 2<sup>o</sup> arranger préalablement une convention secrète sur les dédommagements

No. 82.  
1782  
10 Sept.

No. 82. ou acquisitions que nous aurions à prétendre des infracteurs de la paix. ||  
 1782 Il me paraît que la convention secrète que je suis prête à conclure  
 10 Spt. avec V. M. I. doit avoir pour base les deux principaux points de vue, sur lesquels notre traité est fondé, savoir: || 1<sup>o</sup> l'entière conservation et sûreté de toutes nos possessions réciproques, || 2<sup>o</sup> les affaires que nous pouvons avoir en commun avec la Porte Ottomane. || Quant au premier article, je me réserve de communiquer dans son temps à V. M. I. avec la plus grande confiance la manière dont je compte faire coopérer à notre but commun mes forces de terre et de mer. La réponse de V. M. I. décidera mon plan, puisqu'il en dépendra et se règlera sur Ses dispositions pour l'usage de Ses forces, les miennes devant toujours agir dans un parfait concert conformément à nos engagements. || Quant au premier point il me paraît que notre traité défensif a suffisamment pourvu à l'entière conservation et sûreté de nos deux monarchies relativement aux autres puissances de l'Europe, aussi bien que l'imparitalité dans lesquelles nous nous sommes maintenus pendant la guerre maritime actuelle. Mais comme les efforts réunis des deux Cours Impériales pourraient donner de l'ombrage à quelques-uns de nos voisins, il convient d'entrer dans un examen préalable sur l'état de ces puissances, afin de pouvoir mieux juger des efforts qu'elles seront en état de faire pour empêcher nos succès et des moyens à prendre pour s'en garantir. || D'abord il n'est pas à présumer que la jalousie de la Pologne dans son état actuel puisse arrêter les succès de nos opérations, ou bien y apporter des obstacles. Elle pourra au contraire nous servir utilement pour l'approvisionnement des armées, et il ne serait pas même impossible, je pense, de la faire entrer en lice, en conservant sa confiance et en maintenant l'influence que les Cours Impériales s'y sont acquise. Rien ne pourrait plus efficacement y contribuer que d'interposer nos bons offices en faveur de Ses justes droits contre les vexations prussiennes dont elle se plaint relativement à Son commerce. On pourrait encore faire envisager aux Polonais la perspective d'un arrangement avantageux de commerce dans les possessions des deux monarchies. Enfin il n'est nullement probable que les partisans des maximes et intérêts contraires aux nôtres puissent contre-balancer ceux qui sont attachés aux deux Cours Impériales. Le Danemarck, attaché par ses propres intérêts à la Russie, est sans contredit un allié sur lequel je dois compter. Bien loin donc de s'attendre à aucune sorte d'obstacles de sa part, je suis assurée au contraire qu'au moyen de quelques ménagements il pourrait être employé à contenir la Suède dans un état passif, et qu'étant le gardien du passage du Sund, il maintiendra la tranquillité sur la Bal-

tique. Il pourrait même nous devenir très-utile au cas que quelque puissance maritime, nous croyant occupés ailleurs, se liguât avec quelqu'un de nos voisins pour faire des entreprises contre nous, ce qui cependant n'est pas à présumer. La Suède ne pourrait être en état de nous inquiéter que dans le cas seulement où, soutenue par les forces d'une autre puissance ou voisine assez puissante pour entreprendre de pareilles choses, elle reçût encore outre cela des secours assez considérables en argent des Souverains qui pourraient lui en donner. Les liaisons d'amitié et l'influence de V. M. I. alors rendraient un service essentiel à la cause commune, si Elle parvenait à empêcher tel de ses amis ou alliés de donner à la Suède les moyens de la rendre active dans de telles circonstances, en leur faisant bien sentir cette grande vérité que les secours et subsides, qui ont été accordés jusqu'à présent à la Suède, sont un argent jeté en pure perte et sans aucune utilité pour les puissances qui lui en ont fourni. Le voisin le plus en état de donner de l'occupation aux deux Cours Impériales, lorsqu'elles se trouveraient engagées contre l'ennemi de la chrétienté, est sans doute le Roi de Prusse. Il n'est pas douteux que l'union si naturelle, qui s'est heureusement rétablie entre V. M. I. et moi, ne lui donne de la jalousie, mais il est encore très-problématique qu'à son âge il se porte à des démarches bien décidées contre nos monarchies réunies, à moins d'être fortement soutenu ou secondé par la France ou l'Angleterre. Il est difficile cependant de présumer qu'au cas même que la guerre maritime actuelle, ruineuse pour ces deux puissances, fût terminée, elles voulussent entrer dans de nouvelles dépenses et embarras pour des intérêts si éloignés. Les liaisons particulières que V. M. I. soutient avec la Cour de France, La mettent mieux que moi en état de juger, d'après le système actuel de son cabinet, si la jalousie des succès, que nous devons naturellement nous promettre d'une guerre contre les Turcs, pourrait aller au point de le porter à des démarches actives et ouvertes contre nous. L'Angleterre ne saurait méconnaître l'impartialité de V. M. I. pendant la présente guerre, Sa médiation et ses bons offices pour rétablir la paix et tirer ainsi cette puissance du gouffre dans lequel elle s'est en quelque sorte volontairement précipitée. Guidée par les mêmes principes d'impartialité, la Russie a fait tout ce qui était compatible avec sa neutralité pour acheminer les choses vers la paix si nécessaire à cette puissance, qui a, outre cela, des intérêts de commerce très-essentiels à ménager avec mon Empire. Enfin, le système actuel de neutralité, qui a reçu un nouveau poids par l'accession de V. M. I., ayant augmenté la navigation des puissances neutres, par la liberté et la sûreté qui en ont été la suite, met les intérêts du

No. 82.  
1782  
10 Sept.

No. 82 commerce de l'Angleterre dans une sorte de dépendance de la Russie,  
 1782 puisque nous pouvons nous passer de sa navigation marchande pour l'ex-  
 10 Sept. portation des produits de mon Empire, dont l'Angleterre a cependant un  
 si pressant besoin. Ma confiance sans bornes en V. M. I. et la bonne foi qui  
 doit cimenter notre union, de même que mon amitié personnelle envers  
 V. M. I., me prescrit de ne pas Lui dissimuler que le bien de notre système  
 pourrait exiger d'entrer dans des liaisons plus intimes avec l'Angleterre,  
 du moment qu'il sera à présumer que les Cours de Madrid et de Versailles  
 se porteraient à mettre quelque obstacle à l'entrée de mes escadres dans  
 la Méditerranée ou qu'elles prendraient ouvertement parti contre nous  
 en faveur des Turcs. Personne ne peut mieux me tirer de ce doute que V. M.  
 I., dont les profondes lumières et Ses connexions avec ces Cours La met-  
 tent certainement dans le cas d'apprécier avec connaissance de cause les  
 vues politiques des différentes branches de la maison de Bourbon. Son  
 jugement aussi pénétrant qu'éclairé Lui fera suffisamment sentir, combien  
 un pareil despotisme sur la Méditerranée, quoiqu'exercé par différentes  
 couronnes, mais toutes de la même maison, liées entre elles par un même  
 pacte, serait nuisible non-seulement à nos intérêts communs, mais aussi  
 au bien-être et à la liberté de toute l'Europe. Elle ne le verra certai-  
 nement pas avec indifférence et Sa situation locale lui fournit des moyens  
 suffisants pour y mettre obstacle et l'empêcher. Au reste, je m'attends  
 d'autant moins à des démarches pareilles de la part des différentes bran-  
 ches de la maison de Bourbon, que ma conduite constante pendant la  
 guerre actuelle n'a pas été de nature à m'attirer l'inimitié ou la mau-  
 vaise volonté des dites Cours. ] Mais posons le cas que le Roi de  
 Prusse, nous voyant engagés dans une guerre, se portât, contre toute  
 attente, à attaquer les Etats de V. M. I. en Allemagne. Alors, quelque oc-  
 cupés que nous pourrions être contre les Turcs, la réunion des forces  
 de nos deux monarchies nous fournirait encore assez de ressources  
 pour rendre ses efforts infructueux, surtout étant dirigées comme elles  
 le sont dans ce moment-ci par l'intimité qui subsiste entre les deux  
 chefs qui, j'ose l'affirmer, ne seront ni ébranlés, ni intimidés par pareil  
 ou tel autre événement, lesquels au contraire, je n'ai pas lieu d'en dou-  
 ter, tourneront au désavantage de celui qui voudrait nous attaquer  
 aussi injustement. Ce n'est pas par la guerre de 1756 qu'on pourra juger  
 sans se tromper de ce que peuvent les forces de nos deux monarchies  
 réunies, dirigées par des Souverains qui ont le même but et dont l'amitié  
 et la confiance qu'ils ont l'un pour l'autre égalent la puissance. Il  
 n'est pas possible que le Roi de Prusse ne se dise partie de tout cela,  
 et, en se le disant, il ne regardera pas comme un mauvais parti de

finir son règne en paix et avec tranquillité. Il ne serait pas impossible aussi de trouver dans l'Allemagne même des ressources contre des desseins contraires à nos vues, en travaillant à s'attacher plusieurs princes de l'Empire, à les détacher du parti opposé et à affaiblir les liaisons contractées par et avec eux. Il sera d'autant plus aisé d'y diminuer toute influence nuisible à nos desseins, que je ne fais aucun doute que mon allié intime et sur lequel je compte avec une entière confiance, n'a aucune vue contraire à la paix de Teschen, par conséquent rien ne peut empêcher les différents princes de l'Empire de s'attacher de plus en plus à leur chef créé de Dieu pour mériter et attirer leur confiance. Si la présente guerre maritime tardait à se terminer, bien loin de nuire en aucune façon à nos vues actuelles, elle mettrait les puissances qui y sont engagées de plus en plus hors d'état de nous contrecarrer, sans compter que sa durée accroît et fait sensiblement prospérer le commerce réciproque de nos sujets. En laissant donc les puissances belligérantes vider à leur aise leurs différends, et continuant d'observer vis-à-vis d'elles la même impartialité qui a fait la base de la conduite des deux médiateurs, nous n'en désobligerons aucune au point de prendre parti contre nos vues communes, soit directement, soit indirectement. Ayant communiqué sans réserve et avec cette franchise que dicte la plus sincère amitié, toutes mes idées sur l'état actuel des affaires de l'Europe relativement à la circonstance où nous nous trouvons, ainsi que mes plus secrètes pensées touchant nos voisins à V. M. I., je m'attends qu'Elle voudra bien s'expliquer avec la même confiance sur ces mêmes points envers moi. Persuadée que ses lumières supérieures répandront un nouveau jour sur cette matière intéressante, je me ferai un plaisir d'entendre et d'adopter tout ce qu'il Lui plaira de me communiquer sur nos affaires communes et Ses idées m'éclaireront sur les vues que nous pouvons avoir dans l'état présent des choses. Qu'il me soit permis maintenant, avant de retourner au second point de notre convention éventuelle, c. à. d. à ce qui regarde la Cour de Constantinople, en guise d'avant-propos d'examiner à qui nous aurions à faire. Cet Empire si formidable naguère, la terreur du faible, est présentement déchiré de fléaux capables de détruire les monarchies les mieux établies. Ses possessions d'Europe sont naturellement séparées de celles de l'Asie par les mers. La plupart des Pachas qui commandent dans les provinces, n'ont plus qu'une obéissance simulée vis-à-vis de la Porte et n'attendent que l'instant favorable pour se soustraire à l'obéissance, mais surtout à la confiscation de leurs biens dont on remplit les coffres continuellement vides du Sultan. La

No. 82.

1782

10 Sept.

No. 82. plupart des Chrétiens soumis à la Porte sont dans le même cas et il y en a au  
 1782 moins cinq ou six fois plus qu'il n'y a de Turcs. Leur commerce est anéanti  
 10 Sept. par les monopoles de toutes les espèces et les vexations de toutes les sortes. Les brigands désolent la campagne, les cultivateurs qui abandonnent, faute de sûreté, la culture, fuient dans les villes où ils augmentent le désordre, la confusion et la cherté des vivres. La discipline militaire sur terre et sur mer n'existe plus que de nom dans ce pays-là. Les Janissaires trafiquant la plupart du temps, quittent avec peine leurs boutiques et savent qu'ils ne sont presque jamais payés qu'en paroles. Les troupes des provinces ne marchent point à l'armée et ne paient point de tribut dès qu'elles ont à craindre pour leurs propres foyers. Le Divan se remplit annuellement de gens plus habiles à amasser de l'argent par des rapines qu'à remédier aux vices d'un gouvernement qui s'écroule et dont l'Alcoran fait et fournit toutes les ressources. Je ne parlerai point d'une terreur panique de la populace turque et même du Divan et Sérail répandu présentement à chaque cri de guerre et qui prend la naissance dans je ne sais quel verset de l'Alcoran, et malgré laquelle ils mettent continuellement en pratique les ruses et intrigues qui peuvent accélérer le renversement des traités qui leur déplaisent, mais à l'abri desquels ils jouissent d'une tranquillité qui leur est si utile. || Après cet examen préliminaire voici ce que je pense. Deux principes immuables doivent faire la base de notre convention éventuelle: || 1<sup>o</sup> d'arranger les choses de manière à prévenir toute discussion entre les trois Empires et par conséquent d'éviter autant qu'il est possible un voisinage immédiat entre eux; || 2<sup>o</sup> une parfaite égalité dans les acquisitions que les monarchies de V. M. I. et la mienne se proposent de faire en cas de guerre contre l'Empire turc. || Quant au premier point il conviendrait, ce me semble, de statuer préalablement et à jamais qu'il y eût un Etat indépendant entre les trois Empires, qui serait maintenu à toujours dans l'indépendance des trois monarchies. Cet état jadis connu sous le nom de Dacie pourrait être formé des provinces de Moldavie, Valachie et Bessarabie sous un Souverain de la religion chrétienne dominante dans le dits Etats, et sur la personne et la fidélité duquel les deux Cours Impériales pourraient compter, ayant soin de régler en même temps que ce nouvel Etat dont le Souverain devra être héréditaire, restera entièrement indépendant, sans pouvoir jamais être réuni ni à la Russie ni à l'Autriche, comme aussi que nos deux Empires ne consentiront jamais qu'il tombe dans la dépendance de quelque autre puissance. Les bornes de ce nouvel Etat devront être circonscrites par le Dniester et la mer Noire du côté de la Pologne et de la

Russie et de celui des Etats autrichiens par la dernière prise de possession que j'ai garantie à V. M. I. dans notre article secret, et enfin par la rivière Aluta ou Olta jusqu'à son embouchure dans le Danube. Du côté de l'Empire turc les frontières de ce nouvel état indépendant seraient bornées par le Danube jusqu'à son embouchure. || La fixation des frontières entre la monarchie autrichienne et le présent Empire Ottoman dépendra de ce que V. M. I. voudra bien se fixer à Elle-même à l'égard des acquisitions sur lesquelles Elle a tant de droits. C'est sur quoi d'après l'article secret de notre traité il conviendra que nous nous expliquions plus en détail : je m'attends en conséquence que V. M. I. voudra bien s'ouvrir à moi sur cela avec cette confiance que l'amitié intime rend indispensablement réciproque. | La borne la plus naturelle entre la Russie et le présent Empire Ottoman et celle que je désire d'avoir, est la mer Noire. La Pologne restera dans le même état qu'elle est à présent, eu égard à ses frontières, d'après les arrangements des trois puissances qui ont fixé et garanti ses possessions. || Quant à l'égalité des acquisitions, la Russie ne désire rien d'autre chose, dans ce moment-ci, des possessions turques que : | 1° la ville d'Oczakof avec son district entre les rivières du Bog et du Dniester ; | 2° une ou deux îles dans l'Archipel pour la sûreté et la facilité du commerce de ses sujets. | M'étant expliqué avec une pleine franchise et ouverture de coeur sur mes vues dans cette guerre et ce que je désire pour le bien de mes sujets, je prie V. M. I. de m'honorer de la même confiance si conforme à notre amitié et aux engagements qui subsistent entre nous, en spécifiant de même Ses vues et prétentions. Elle doit être persuadée que rien ne me fera plus de plaisir que de pouvoir seconder Ses désirs et y coopérer en l'assistant avec mes forces, comme aussi je compte sur les Siennes. Quoique la situation locale et la fertilité des contrées de l'Empire Ottoman voisines des Etats de V. M. I. rendent les acquisitions qu'Elle pourra faire d'une toute autre importance que celles qui sont à la bienséance de la Russie, mon amitié personnelle pour mon plus cher allié ne me permettra jamais d'hésiter un instant à lui faire ce sacrifice. Fermeement persuadée par cette confiance sans bornes que je lui ai vouée, que, si nos succès dans cette guerre nous mettaient en état de pouvoir délivrer l'Europe de l'ennemi du nom chrétien en le chassant de Constantinople, V. M. I. ne me refuserait pas son assistance pour le rétablissement de l'ancienne monarchie grecque sur les débris et la chute du gouvernement barbare qui y domine, sous condition expresse de ma part de conserver cette monarchie renouvelée dans une entière indépendance de la mienne, en y

No. 82.  
1782  
10 Sept.

No. 82. plaçant le cadet de mes petits fils, le Grand-Duc Constantin, lequel  
 1732 s'engagerait dans le même temps de ne jamais rien prétendre sur la  
 10 Sept. monarchie russe, ces deux Empires ne pouvant et ne devant jamais être réunis sur une même tête. Le même engagement serait donné en son temps de la part du Grand-Duc mon fils et de son fils aîné, et en attendant je serai prête à donner toutes les assurances qui seront nécessaires pour moi et mes successeurs, que jamais il ne sera formé de prétention tendante à la réunion de ces deux monarchies sur une même tête. || Ce nouvel Empire grec pourrait être borné par la mer Noire du côté de la Russie; ses bornes du côté des Etats de V. M. I. dépendraient des acquisitions qu'Elle aura faites ou stipulées à la chute du gouvernement barbare, et enfin le Danube fixerait les limites de la Dacie et de l'Empire grec. Les îles de l'Archipel resteront aussi sous la puissance de cet Empire renouvelé. || Pour marquer ma reconnaissance à V. M. I. de l'assistance qu'Elle m'aurait accordée dans la poursuite de cette grande entreprise si intéressante pour le bien de la chrétienté, outre l'extension de ses acquisitions qui en résultera naturellement, je me prêterai volontiers à Lui faciliter et à Lui procurer quelques établissements sur la Méditerranée au cas qu'Elle les jugerait utiles au commerce de ses sujets. || Les deux Cours Impériales s'engageront de nouveau de s'entraider dans toutes les démarches convenables auprès des autres puissances pour empêcher qu'elles s'opposent à cet arrangement avantageux pour la chrétienté, et pour cet effet elles ne se refuseront pas aux différentes vues que chacun de ces Souverains pourrait avoir pour des établissements de commerce aux dépens de l'Empire turc, autant qu'ils pourront être compatibles avec le bien-être réciproque de nos Etats. Mais si par haine contre l'union intime que règne entre V. M. I. et moi, quelqu'une des puissances de l'Europe s'opposait à nos vues communes, nos forces réunies seront employées à notre défense mutuelle en conséquence et de la manière qu'il a été stipulé entre nous à l'article secret de notre traité d'alliance. || Quelque grandes et éloignées que ces vues puissent paraître, je crois qu'il y a peu de choses impossibles à nos deux Etats intimement unis. C'est aussi avec tous les sentiments réunis de la plus haute estime, de l'amitié et de la confiance la plus intime que j'ai l'honneur d'être, Monsieur mon frère, de V. M. I. la bonne soeur, amie et alliée fidèle.

Catherine.

---

No. 83.—Scrisoarea Impăratului Austriei Iosif II către Impărăteasa Rusiei Ecaterina, de la Viena din 12 Noembrie 1782.

(Von Arneth, loc. cit., p. 169).

Madame ma soeur, || Au moment que je n'attendais que le départ de LL. AA. II. pour répondre à la longue et importante lettre, dont il a plu à V. M. I. de m'honorer, je me trouve assailli et accablé d'une érépipèle générale dans la tête, et dont enflé encore et sans avoir pu récupérer ni sommeil ni appétit, et par conséquent point les forces, mon âme toute à Elle force néanmoins mon physique et je ramasse le peu que j'en ai pour Lui témoigner combien j'ai été sensible de la confiance dont Elle m'a honoré, et je ne m'en croirais pas digne, si avec la même sincérité je ne Lui ouvrais pas mon âme, en Lui faisant connaître sans le moindre détour et avec la plus grande franchise ma façon d'envisager ces grands objets. || J'ose d'abord renouveler les assurances faites à V. M. I. qu'avec exactitude et soin j'observerai tous les articles que la convention, qui pour le bonheur de nos Etats et pour ma plus grande satisfaction nous lie ensemble, contient. || V. M. I. a si parfaitement détaillé les circonstances de la Pologne, du Danemarck et de la Suède, que c'est un vrai tableau politique; mais quant au Roi de Prusse et à la France, les deux seuls et les plus puissants Etats qui puissent s'opposer à l'accomplissement du grand projet, Elle me permettra de Lui représenter que l'âge du Roi de Prusse seul, et la bonne volonté et gratitude de la France pour les soins des médiateurs ne peuvent point me donner la sûreté nécessaire vis-à-vis de tout ce que le coeur de mes Etats et mes provinces détachées ont à craindre de leur part. Cette idée est d'autant plus forte en moi, que je crois que les deux Cours de Bourbon peuvent non seulement m'empêcher moi d'agir en force avec V. M. I., mais même rendre Ses mesures et Ses opérations nulles ou au moins très-difficiles par leurs flottes, tant dans la Méditerranée, qu'avec les vaisseaux qu'elles peuvent envoyer au secours des Turcs dans la mer Noire, pendant que mes provinces des Pays-Bas, celle d'Italie et celles que j'ai sur le Rhin, se trouveraient exposées à toutes leurs forces de terre. || Je conclus de là, que sans être d'accord avec la France, il sera absolument impossible de se flatter d'une réussite, au lieu que d'accord avec Elle, même sans devoir acheter chèrement le consentement du Roi de Prusse, il y aura moyen, comme V. M. I. l'a parfaitement bien senti Elle-même, de le contenir, puisque nous pourrions en-

No. 83.  
1782  
12 Noem.

No. 83. semble partager nos forces, et si V. M. I. voulait laisser un corps d'armée, de 40 à 50 mille hommes, soit sur les frontières de la Livonie vers la Prusse, soit même, ce qui serait bien préférable, déjà en quartiers le long de la Vistule et de la Varta en Pologne, qui menacerait le cœur des États du Roi, et en même temps assurerait à V. M. I. la tranquillité de la Pologne et Lui procurerait des subsistances pour Son armée, moi je pourrais rassembler le gros de mon armée en Bohême et en Moravie et agir encore avec 60 ou 80 mille hommes là où les intérêts communs l'exigeraient contre la Porte. || Outre cela il faudrait tâcher de détacher la Saxe du parti du Roi de Prusse, et que rassemblant ses troupes elle restât en mesure à pouvoir être secourue par les miennes au moment que le Roi de Prusse voudrait agir contre elle. || Cette idée qui est seule la possible et la bonne, me paraît encore d'autant plus préférable, que je croirais, néanmoins sans en avoir la certitude, qu'il y aurait moyen d'engager la Cour de France, en lui accordant des convenances sur les possessions actuelles de la Porte, dont l'Égypte surtout ferait l'objet principal, sinon de concourir, au moins de ne mettre aucunes entraves à nos opérations. Quant aux opérations mêmes, V. M. I. veut bien me marquer, qu'elles doivent être parfaitement combinées. Ma position topographique porte mon point d'attaque principal à débarasser la rive droite du Danube des possessions et des places fortes turques; du reste j'attendrai les intentions ultérieures de V. M. I., prêt à les seconder et à mettre en exécution de mon mieux tout ce que Ses profondes lumières et Son expérience toujours couronnée par les réussites me marqueront de faire. || Quant aux convenances mutuelles que nous tirerions des possessions de la Porte, il faut que je m'ouvre avec toute confiance et sincérité à V. M. I. sur ce qu'Elle a bien voulu m'en faire connaître. || Pour ce qui est de la possession d'Oczakow et des pays qu'Elle destine de réunir à Son Empire, joint à quelques possessions dans les îles de l'Archipel, ceci ne peut être sujet à aucune difficulté. || Quant à la création d'un nouveau royaume de Dacie héréditaire pour un Prince de la religion grecque, et quant à l'établissement enfin de Son petit-fils Constantin en Souverain et Empereur de l'Empire grec à Constantinople, les événements de la guerre seuls en pourront décider, et s'ils sont heureux, il n'y aura jamais difficulté de ma part à l'accomplissement de tous Ses désirs, s'ils se trouvent réunis et joints à ceux qui sont de ma convenance. || A ce sujet je ne puis Lui cacher, qu'après avoir bien réfléchi sur ce qui peut nous convenir davantage de part et d'autre, pour le présent et pour l'avenir et sur ce qui peut être sujet à moins d'inconvénients et de difficultés, je pense qu'il n'y

a pour la Monarchie Autrichienne que les limites suivantes qui puissent convenir, savoir la ville de Chotim avec un petit territoire servant de tête, pour couvrir la Galicie et la Bacowina, dont on arrangerait les limites, une partie de la Valachie enclavé par l'Alute, et depuis Nicopolis inclusivement et en remontant le Danube jusqu'à Belgrade, ses deux rives à trois lieues de distance et par conséquent les villes de Viddin, d'Orsowa et de Belgrade, comme des têtes pour couvrir la Hongrie; de Belgrade on tirerait la ligne la plus droite et la plus courte possible conforme au terrain vers la mer Adriatique jusque et y compris il Golfo della Drina; et enfin les possessions de la terre ferme ainsi que l'Istrie et la Dalmatie Vénitiennes fourniraient les seuls moyens de mettre en valeur les produits de mes États; la péninsule Morée, l'île de Candie, de Chypre et tant d'autres de l'Archipel pourraient fournir un riche dédommagement à ces républicains, qui sans ça ont arraché à mon État, soit par ruse, soit en profitant des circonstances et de la faiblesse du moment, tout ce qu'ils possèdent. Je pourrais alors avoir quelques vaisseaux, comme Venise actuellement, et être par conséquent plus utile dans toutes les occasions à V. M. I. Il s'entend que le commerce du Danube resterait parfaitement libre à mes sujets, tant jusqu'à son débouché dans la mer Noire que pour la sortie de la mer Noire par les Dardanelles. Les deux nouveaux Empires de Dacie et de Grèce s'engageraient à ne jamais mettre d'entraves ou de péages quelconques sur mes bâtiments. Par cet arrangement la paix de Teschen resterait, comme Elle paraît le désirer, bien intacte, et je puis dire que je dois la première idée à différents propos que V.M.I. a bien voulu me tenir au sujet de l'Italie, où Elle paraissait si bien connaître mon unique convenance. || L'établissement de l'Empire que V. M. I. destine à Son petit-fils, resterait d'autant plus grand et toute dispute de limites et de partage, impossible sans cela à concilier, cesserait. || C'est donc de la France principalement et du Roi de Prusse qu'il faudra s'assurer et sans lesquels je me trouverais absolument hors d'état de pouvoir en force servir V. M. I. || J'attends donc de Ses hautes lumières le quand et le comment qu'Elle voudra entamer ou m'autoriser à sonder la France à ce sujet, pour en obtenir les certitudes nécessaires. J'ai l'honneur de Lui confier, que de tout ceci et de la lettre qu'Elle a eu la bonté de m'écrire, je n'ai pas fait le moindre semblant à LL. AA. II. ni à quiconque autre, malgré les questions répétées qu'Elles m'ont faites au sujet des troubles de la Crimée, de la part que j'y prendrai, des démarches que V. M. I. ferait, toutes conformes au bruit et au clabaudage que le Roi de Prusse ne cesse de repandre, soit en France, soit à la Porte. Mes réponses ont été absolument vagues et négatives, d'être

No. 83.

1782

12 Noem.

No 83. instruit des intentions de V. M. I. Je crois de mon devoir de Lui en  
 1728 donner part, et j'espère de ne point avoir manqué à Ses intentions, en  
 12 Noem. tenant la chose absolument secrète, au risque que, si LL. AA. II. l'apprennent par quelque voie sourde, Elles ne le trouvent très peu amical de ma part. . . C'est en attendant avec le plus grand empressement ce qu'Elle voudra en conséquence de tout ceci me marquer, et prêt à y mettre dans l'exécution tout le zèle, dont l'attachement que je Lui ai voué pour la vie, est capable, que j'ose L'assurer de la plus haute considération et de l'amitié la plus parfaite avec lesquelles je suis toujours..

No. 84.— Scrisoarea Impărătesei Rusiei Ecaterina II, către  
 Impăratul Austriei Iosif II, de la Petersburg, din  
 4 Ianuarie 1783.

(Von Arneth, I. c., p 182).

No. 84. Monsieur mon frère, ¶ Dans l'espérance que V. M. I. est parfaitement rétablie de l'incommodité que lui a causée l'érysipèle lors du départ de la lettre qu'Elle m'a fait l'honneur de m'écrire le 13 Novembre, j'ose aujourd'hui Lui adresser la réponse détaillée dont je Lui ai parlé dans ma précédente. D'abord V. M. I. voudra bien être persuadée que les nouvelles preuves de confiance et d'amitié exprimée dans Sa lettre, m'ont touchée sensiblement. C'est avec une satisfaction bien vraie que je prends la plume pour répondre à cette lettre qui m'est un gage d'autant plus précieux de la solidité de notre union et de celle de nos États, que je me fais un plaisir d'adopter les principes et d'entrer dans les vues de V. M. I.. Je soumettrai à Ses lumières supérieures quelques observations sur lesquelles je prie V. M. I. de vouloir bien me dire la façon de penser avec cette franchise que nous nous devons réciproquement et dont la continuation assurera le bien-être de nos deux monarchies. A cet effet je passerai article par article de cette lettre. ¶ Je sens vivement toute la force des raisons que V. M. I. allègue pour prouver combien il importe au succès de nos projets de menager les différentes branches de la maison de Bourbon et la France en particulier, et comme il ne paraît pas plus possible qu'il n'est même nécessaire de les y faire coopérer, il serait utile uniquement de les déterminer à y apporter le moins d'obstacles que faire se pourrait. Ma conduite pendant toute la guerre présente maritime a été fondée sur la plus parfaite impartialité. J'ai évité tous les engagements contraires à ces principes, malgré les avantages que je pouvais en retirer. Je me réglerai dorénavant sur les mêmes

principes aussi longtemps qu'on ne me donnera pas lieu à les changer, et qu'on restera passif durant nos démêlés avec les Turcs. Bien loin d'avoir rien à objecter contre les moyens proposés par V. M. I. pour y réussir, j'ai applaudi avec beaucoup de satisfaction à Son plan, et je me repose avec une entière confiance en Sa prudence et sagacité au sujet des ouvertures qu'on pourrait faire à la Cour de France, de même que sur le moment qu'Elle croira propre pour cela dans le courant de notre guerre avec la Porte, et les avantages qu'il conviendra de lui accorder pour prix de son inaction, convaincue que V. M. I. ne fera en tout cela que ce que le bien de notre cause et la réussite de nos projets rendra indispensable. En obtenant ce point capital, il ne nous restera, comme V. M. I. l'observe très bien, qu'à mettre nos frontières à l'abri de toute surprise de la part de nos voisins. L'armée d'observation que V. M. I. aura en Bohême et en Moravie, suffira, je m'assure, de ce côté-là, et j'aurai soin d'entretenir les corps de troupes dans mes provinces voisines de la Suède et de la Pologne, en les portant au point d'assurer non seulement mes frontières, mais aussi d'être prêt à agir en cas de besoin, ce qui suffira, je pense, pour tenir en respect ceux qui pourraient être tentés de s'opposer au succès de nos projets communs. Ce corps restant dans mes provinces produira le même effet que s'il était en Pologne, étant toujours prêt d'y entrer, et ne sera cependant pas dans le cas d'inquiéter sans nécessité la Cour de Berlin. au lieu que, s'il passait mes frontières pour s'établir en Pologne et dans le voisinage immédiat des Etats prussiens, sa proximité pourrait fournir matière à de fausses interprétations, en inspirant de l'ombrage à notre commun voisin et cela dans un moment où il conviendrait, je crois, le plus de lui en ôter toute idée, puisqu'il n'est pas indifférent pour la réussite de nos projets que S. M. Prussienne tienne une conduite passive, à laquelle je crois qu'il ne serait pas impossible de le déterminer du moment qu'il sera rassuré sur la possession tranquilles de ses Etats actuels. Je pourrais même m'en expliquer avec cette Cour de l'aveu et du consentement de V. M. I. si Elle le juge à propos, en lui faisant au moins entrevoir, sans lui découvrir nos vues, que la bonne harmonie et l'observation du traité défensif qui subsiste entre la Russie et cette Cour, dépendront de la conduite passive qu'elle tiendra dans les circonstances actuelles envers nos deux monarchies. Evitant ainsi de faire entrer mon corps d'observation en Pologne sans une absolue nécessité, j'ôterai au Roi de Prusse le prétexte d'y introduire ses propres troupes. Je prie V. M. I. de peser toutes ces considérations et de m'en dire Son avis, L'assurant d'avance que je me ferai un plaisir d'adopter autant qu'il me sera pos-

No. 84.

1793

4 Janvier.

No. 84. 1783  
4 Janvier. sible tout ce qu'Elle voudra bien me communiquer à ce sujet. || Quant à la Saxe, je crois qu'il conviendrait de l'empêcher de prendre aucun engagement avec les puissances contraires à nos vues, et qu'un état passif de sa part serait presque préférable à une conduite active en notre faveur. Les événements de la guerre de 1756 prouvent que sa coopération est moins utile au parti qu'elle embrasse, que profitable à ses ennemis. Ce pays ouvert et sans défense devient le magasin de la première armée à portée de s'en emparer, qui y trouve encore la ressource d'y lever des recrues. Ainsi en cas d'hostilités de ce côté-là je présume que la neutralité de cet électorat pourrait être préférable pour nous à une alliance effective. Je n'en desire pas moins sincèrement cependant pour le plus grand bien de la chose, que cet électeur entre dans les vues et les intérêts de son digne chef pour tout ce qui regarde les affaires de l'Empire, qui pourrait obtenir ce but en laissant entrevoir la perspective de la sécularisation de quelqu'évêché, ou tel autre avantage ou arrondissement dépendant de l'influence de V. M. I., en quoi je serai prête à La seconder partout où Elle le jugerait à propos. Ceci me paraît préférable à l'expectation du trône de Pologne qui doit à l'avenir être occupé par un Piaste d'après mes engagements avec cette couronne, dont en revenant je suppose que le Roi de Prusse s'en prévaudrait peut-être, ou pour susciter de nouveaux embarras, ou pour obtenir d'autres changements dans le gouvernement de la Pologne ou des possessions actuelles de cette république, qu'il convient fort de laisser dans l'état où elle se trouve présentement. || Sensible à la confiance que V. M. I. m'a faite touchant Ses idées d'arrondissements en cas de réussite de nos projets, et des limites qu'Elle se prescrit aux dépens de l'ennemi de la chrétienté, je n'ai qu'à répéter que j'y coopérerai avec tout le zèle et l'amitié que je lui ai vouée. Je pense de même touchant la parfaite liberté de commerce de Ses sujets sur le Danube et la mer blanche. || Quant aux engagements que devraient prendre les deux souverains de la Dacie et de la Grèce, de ne mettre aucune entrave ni péage sur les bâtiments marchands des sujets de V. M. I., Elle doit être persuadée qu'en ceci comme dans tous mes autres arrangements je ne prétendrai rien au-delà d'une parfaite égalité d'avantages, en sorte que les sujets commerçants de V. M. I. seront certainement traités par les deux nouveaux États au niveau des miens. || Je ne verrai pas avec moins de satisfaction qu'Elle se procure quelques ports sur la Méditerranée, qui, en sa mettant à même d'avoir une flotte dans ces parages, rendraient notre alliance encore plus respectable, surtout aux nations méridionales de l'Europe. Je crois même que les acquisitions qu'Elle se propose aux dépens des Turcs, Lui

procureront ces ports. Mais comme je crois que le concours des Vénitiens pourrait nous être utile dans la poursuite de la guerre au cas que les Turcs nous forcent de l'entreprendre, il importerait au bien de notre cause de ménager cette république, que le soupçon d'un tel projet pourrait alarmer. Il conviendrait aussi de ne pas trop restreindre l'Empire grec, et de lui conserver surtout la Morée et l'Archipel. La base de nos arrangements à cet égard devra reposer, comme nous en sommes déjà convenus, sur une compensation d'avantages dans les acquisitions de part et d'autre, qui dépendront naturellement, ainsi que V. M. I. observe dans sa dernière lettre, des événements heureux de la guerre, qui s'ils sont de nature à réaliser nos justes espérances pour l'entière exécution de notre plan, V. M. I. me trouvera constamment disposée à y coopérer de tout mon pouvoir et à lui procurer tous les avantages qu'Elle désire par Elle-même, et je me prêterai avec une satisfaction d'autant plus vive aux arrangements les plus utiles pour Ses Etats, que je suis intimément convaincue de la parfaite réciprocité de Ses sentiments à mon égard, fondés tant sur l'amitié personnelle que nous nous sommes voués, que sur l'indivisibilité des intérêts de nos deux monarchies, qui est telle que tous avantage pour l'une doit être profitable à l'autre. Pénétrée de cette vérité, j'aime à croire que V. M. I. n'en est pas moins persuadée, et puisque nous sommes d'accord sur les points essentiels de nos arrangements, je prie V. M. I., soit par une correspondance suivie avec moi, soit en envoyant un projet de lettre à Son ministre ici d'après la forme déjà établie entre nous, de vouloir bien l'autoriser à s'expliquer avec moi, ou avec celui ou ceux qui seront autorisés de ma part, afin que nous puissions arranger préalablement ici tant ce qui regarde les acquisitions que nous pourrions faire, que la combinaison de nos forces et le plan d'opération pour agir dans le plus parfait accord. || Je ne saurais finir cette lettre sans renouveler à V. M. I. mes remerciements pour la démarche efficace que Son ministre a faite à la Porte en commun avec le mien. Je n'ai pas besoin de lui détailler la sensation que cela a causée : cette union si compatible aux intérêts de nos Etats ne restera plus secrète aux yeux de toute l'Europe, et probablement ne laissera pas d'en imposer à tous ceux dont elle excite la jalousie. C'est avec les sentiments de l'amitié la plus vraie et ceux de la plus haute considération que j'ai l'honneur d'être. . . .

---

No. 84.

1783

4 Januare.

No. 85.— Scrisoarea Impăratului Austriei Iosif II, către  
Impărăteasa Rusiei Ecaterina II, din 20 Mai 1789.

(Von Arneth, loc. cit., p. 333)

No. 85.  
1789  
20 Mai.

Madame ma soeur, || L'intime union d'alliance que j'eus la satisfaction de contracter avec V. M. I. dans le courant de Mai 1781, a été suivie d'une chaîne de faits et de preuves qui ont porté au plus haut degré possible d'évidence, tant la sincérité, la fidélité et la constance sans bornes des sentiments qui nous dictèrent cette union, que son heureuse influence sur le bien-être et la prospérité de nos monarchies. || Voyant maintenant arriver le terme de huit ans, après lequel nous nous sommes mutuellement engagés, V. M. I. et moi, à renouveler les stipulations consignées dans les lettres autographes qui furent échangées entre nous aux dates respectives du 21 Mai et 24 Mai (4 Juin) 1781, je m'acquitte de cet engagement avec un empressement qui n'est égalé que par la satisfaction que j'éprouve à le voir partagé par V. M. I. Et comme nous sommes convenus entre nous d'adopter en cette occasion de renouvellement d'alliance la même forme de stipulation immédiate de souverain à souverain, que nous préférâmes à tout autre à la première époque de son établissement par des motifs analogues à l'intimité de nos sentiments personnels, en conséquence je renouvelle et confirme par la présente en mon nom et en celui de mes héritiers et successeurs toutes les promesses et stipulations comprises dans mes deux lettres autographes à V. M. I., datées du 21 Mai 1781. en échange de Ses deux lettres autographes du 24 Mai (4 Juin) de la même année. En sorte que les dites promesses et stipulations continueront d'avoir pour moi, mes héritiers et successeurs la même obligation et vigueur tout comme si elles se trouvaient transcrites et répétées ici mot à mot selon toute la teneur de mes deux lettres susmentionnées, et avec la même force qu'aurait le traité le plus solennel et le plus sacré, m'engageant conformément à nos conventions réciproques envers V. M. I. en mon nom et en celui de mes héritiers et successeurs, de les confirmer et renouveler pareillement avant l'expiration des huit années prochaines avec telles ampliations ou modification que les circonstances d'alors requerront pour le plus grand bien de nos Etats. || Je réitère en même temps à V. M. I. les assurances des sentiments invariables de considération, d'attachement et d'amitié avec lesquels je serai toute ma vie. . .

---

**No. 86.— Scrisórea Impărătesei Rusiei Ecaterina II către  
Impăratul Austriei Iosif II, de la Tsarskoëselo,  
din 30 Maiu 1789.**

(Von Arneth, loc. cit., p. 335).

Monsieur mon frère, || L'intime union que j'ai eu la satisfaction No. 86.  
de contracter avec V. M. I. dans le courant de Mai 1781 a été suivie 1789  
d'une chaîne de faits et de preuves, qui ont porté au plus haut degré 30 Maiu.  
possible d'évidence tant la sincérité, la fidélité et la constance sans bor-  
nes des sentiments qui nous dictèrent cette union, que son heureuse  
influence sur le bien-être et la prospérité de nos monarchies. Voyant  
maintenant arriver le terme de huit ans, après lequel nous nous som-  
mes mutuellement engagés, V. M. I. et moi, à renouveler les stipula-  
tions consignées dans les lettres autographes qui furent échangées en-  
tre nous aux dates respectives du 21 Mai et 24 Mai (4 Juin) 1781, je  
m'acquitte de cet engagement avec un empressement qui n'est égalé  
que par la satisfaction que j'éprouve à le voir partagé par V. M. I., et  
comme nous sommes convenus entre nous d'adopter en cette occasion  
de renouvellement d'alliance la même forme de stipulation immédiate  
de souverain à souverain, que nous préférâmes à toute autre à la pre-  
mière époque de son établissement, par des motifs analogues à l'inti-  
mité de nos sentiments personnels, en conséquence je renouvelle et con-  
firme par la présente, en mon nom et en celui de mes héritiers et suc-  
cesseurs, toutes les promesses et stipulations comprises dans mes deux  
lettres autographes à V. M. I. datées du 24 Mai (4 Juin) 1781 en  
échange de Ses deux lettres du 21 Mai de la même année, en sorte que  
les dites promesses et stipulations continueront d'avoir pour moi, mes  
héritiers et successeurs, la même obligation et vigueur, tout comme si  
elles se trouvaient transcrites et répétées ici mot à mot selon toute la  
teneur de mes deux lettres ci-dessus mentionnées et avec la même force  
qu'aurait le traité le plus solennel et le plus sacré; m'engageant, con-  
formément à nos conventions réciproques envers V. M. I., en mon nom  
et en celui de mes héritiers et successeurs, de les confirmer et renou-  
veler pareillement avant l'expiration des huit années prochaines avec  
telles amplifications et modifications que les circonstances d'alors re-  
querront pour le plus grand bien de nos Etats. Je réitère en même  
temps à V. M. I. les assurances des sentiments invariables de considé-  
ration, d'attachement et d'amitié avec lesquels je serai toute ma vie....

No. 87<sup>1</sup>. — Raportul trimisului rus la Paris Morcof  
cătore Impăratul Alexandru I, din 27 Iulie  
(8 August) 1802. Paris.

(Сборникъ Императорскаго Русскаго Историческаго общества, LXX, p. 484).

No. 87<sup>1</sup>. Le 15 thermidor ou 4 août n. st. il y a eu l'audience ordinaire  
1802 du corps diplomatique auprès du 1-er consul... Le jour de cette même  
8 August. audience il y eut dîner et cercle du soir sans interruption, et le 1-er  
consul s'est beaucoup et à plusieurs reprises entretenu avec moi. Sa  
conversation roula d'abord sur les deux événements du jour, l'arri-  
vée des courriers, qui ont apporté l'adhésion de V. M. I. au plan  
des indemnités en Allemagne, et la proclamation de son consulat à  
vie. Il m'adressa des compliments de satisfaction sur cette adhésion  
de V. M. et me parla de l'autre objet, comme consolidant le gou-  
vernement de la France et par là même influant avantageusement  
sur la tranquillité générale de l'Europe. Il passa de là à la situation  
de l'empire turc, qu'il voyait prêt à crouler, de manière qu'il ne restait  
plus qu'à recueillir ses débris. Il ajouta, qu'il n'y avait qu'un seul  
moyen de le relever et c'est que le Grand Seigneur prît la résolution  
courageuse de se mettre à la tête de 10.000 hommes, de parcourir  
toutes les provinces et d'abattre les têtes rebelles à ses volontés et  
motrices du désordre et de la désorganisation de l'empire ottoman;  
que les Turcs étaient naturellement braves et belliqueux et que, s'ils  
avaient été bien guidés et bien conduits, jamais la Russie n'aurait  
acquis ce degré de puissance et de splendeur, où on la voit ac-  
tuellement. Je commençais à être embarrassé de ces propos, lorsqu'il  
me fournit heureusement une occasion de les tourner en plaisanterie,  
en me demandant s'il n'y avait pas dans les états de V. M. I. quelque  
héritier présomptif du trône de Constantinople. Je lui ai répondu que  
je n'en connaissais pas, mais que je pensais qu'il y en avait un en  
France dans la personne du général Junot, commandant de Paris et  
une de ses créatures, qui avait épousé la fille ou la nièce d'un  
Comnène, qui se prétendait descendre des empereurs de ce nom, qui  
ont régné à Constantinople. Il me répliqua en riant, qu'il lui fallait  
un musulman et qu'il avait entendu me parler de ces princes tar-  
tares, descendants de Gengis-chan et dont quelques-uns s'étaient  
établis en Russie. Cette jalousie contre la puissance de V. M. I. se  
manifeste souvent, non-seulement dans les discours du 1-er consul,  
mais aussi dans les écrits qu'il fait publier, et si Elle daigne lire

quelquefois les journaux qui paraissent ici, Elle en aura vu plus d'un exemple. Tout le monde s'accorde à croire, et le ministre d'Angleterre en a une vraie alarme, que la France médite quelque chose contre ou avec la Porte; les soupçons portent principalement sur la Morée. En attendant, le ministre turc, qui se trouve actuellement ici, s'est mis, pour ainsi dire, aux gages de ce gouvernement-ci, qui lui a fait avancer ces jours-ci la somme de 50.000 francs. C'est un fait, que je tiens à la fois du 1-er consul lui-même et du ministre des relations extérieures. ¶ C'est à mon grand regret, Sire, que je dois déposer aux pieds de V. M. I. l'extrême chagrin, que j'éprouve en perdant tout espoir d'effectuer quelque chose en faveur du malheureux roi de Sardaigne. La dernière fois, que j'en ai parlé au 1-er consul, il y a mis beaucoup de mauvaise grâce, jusqu'à me dire que cette affaire ne devait pas intéresser plus V. M. I. que ne l'intéressaient lui, 1-er consul, les affaires de Perse. J'avais sur le bout de la langue de lui répliquer qu'il y existait cette différence, qu'il n'y a pas longtemps que les troupes russes ont été à Turin et qu'il n'y avait pas d'apparence que celles de France arrivassent jamais à Tiflis. Mais je m'en suis abstenu par prudence. Cependant, le 1-er consul a tort de dire qu'il est si indifférent à ces affaires de Perse, car outre qu'il en fait parler dans les journaux de manière à répandre l'alarme sur les suites qu'elles pourraient avoir, il a repris l'idée de faire partir le colonel Sébastiani.

No. 87<sup>a</sup>.  
1802  
8 August.

No. 87<sup>a</sup>. — Extract din raportul trimisului rus la Paris Morcof către Kociubeiū, din 9 (21) August 1802. Paris.

((Борникъ, LXX, p. 490).

. . . . . J'ai profité du cercle qu'il y a eu dimanche dernier chez le 1-er consul, pour . . . . . le pressentir de nouveau de s'occuper, conformément aux stipulations de notre convention secrète, des intérêts du roi de Sardaigne. Il me déclara formellement que jamais il ne rendrait le Piémont de gré; que même il ne verrait pas avec plaisir ce prince établi en Italie, où il craindrait de le voir sans cesse occupé du soin de contrarier les vues et les desseins de la France; mais qu'il s'entendrait volontiers avec S. M. I. à lui procurer quelque autre partie, comme par exemple en Turquie ou en Alger. Il profita de l'étonnement que m'a causé cette ouverture, pour

No. 87<sup>a</sup>.  
1802  
21 August

No. 87<sup>a</sup>. continuer à me dire qu'il voyait l'empire turc prêt à crouler en  
 1802 Europe ; que dans cette circonstance les puissances, comme la Russie  
 21 Aug. et l'Autriche, qui l'avoisinent, songeront naturellement à se faire leur  
 part de ces débris, et que, pourvu qu'on laissât à la France celles  
 qui lui conviennent, il ne s'opposerait à rien ; que s'il ne restait pas  
 de quoi former au roi de Sardaigne un établissement honorable en  
 Grèce, on pourrait se rabattre sur les côtes de l'Afrique, lorsque la  
 puissance barbaresque y serait détruite, à quoi il allait travailler in-  
 cessamment. Lorsque je lui eus allégué d'un côté l'incertitude de ces  
 futurs contingents et de l'autre le besoin absolu où se trouvait le  
 roi de Sardaigne de recouvrer incessamment une existence conve-  
 nable à son rang, il s'offrit à y pourvoir, dès qu'il serait rendu à  
 Cagliari, en concluant avec lui un traité formel et en lui assignant  
 pour le présent un traitement de 2 millions de livres tournois  
 par an. ....

No. 87<sup>a</sup>. — Instrucțiunile particulare trimise gene-  
 ralului Brune, ambasadorul Franciei la  
 Constantinople, din 26 Vendemiar anul  
 XI (18 Octobre 1802). Saint-Cloud.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 6.378, VIII, p. 90).

No. 87<sup>a</sup>. 1<sup>o</sup>. L'intention du gouvernement est que l'ambassadeur à Constan-  
 1802 tinople reprenne, par tous les moyens, la suprématie que la France  
 18 Oct. avait depuis deux cents ans dans cette capitale. La maison qui est  
 occupée par l'ambassadeur est la plus belle. Il doit tenir constamment  
 un rang au-dessus des ambassadeurs des autres nations, être entouré  
 d'une suite nombreuse et ne marcher qu'avec un grand éclat. Il doit  
 reprendre sous sa protection tous les hospices et tous les chré-  
 tiens de Syrie et d'Arménie, et spécialement toutes les caravanes qui  
 visitent les Lieux Saints. || 2<sup>o</sup>. Notre commerce doit être protégé  
 sous tous les points de vue. Dans l'état de faiblesse où se trouve  
 l'empire ottoman, nous ne pouvons pas espérer qu'il fasse une di-  
 version en notre faveur contre l'Autriche. Il ne nous intéresse donc  
 plus que sous le rapport du commerce. Le gouvernement ne veut  
 souffrir aucune avanie des pachas, et la moindre insulte à nos com-  
 merçants doit donner lieu à des explications fort vives et conduire  
 notre ambassadeur à obtenir une satisfaction éclatante. On doit ac-  
 coutumer les pachas et beys des différentes provinces à ne regarder

désormais notre pavillon qu'avec respect et considération. || 3°. Dans toutes les circonstances, on ne doit pas manquer de dire et de faire sentir que, si la Russie et l'Autriche ont quelque intérêt de localité à se partager les états du Grand Seigneur, l'intérêt de la France est de maintenir une balance entre ces deux puissances. On doit montrer des égards à l'ambassadeur de Russie, mais se servir souvent de l'ambassadeur de Prusse, qui est plus sincèrement dans nos intérêts. || 4°. S'il survient des événements dans les environs de Constantinople, offrir sa médiation à la Porte et, en général, saisir toutes les occasions de fixer les yeux de l'empire sur l'ambassadeur de France. C'est d'après ce principe que, le jour de la fête du Prophète, il n'y a point d'inconvénient à illuminer le palais de France selon l'usage oriental, après toutefois s'en être expliqué avec la Porte. || En fixant les yeux du peuple sur l'ambassade de France, avoir soin de ne choquer jamais ses mœurs et ses usages, mais faire voir que nous estimons les uns et les autres. || 5°. Le ministre de la marine a des ordres pour tenir toujours deux frégates en croisière dans les mers de Syrie et d'Arménie et à Constantinople. Il y aura également plusieurs avisos. L'ambassadeur s'en servira, dans les circonstances nécessaires, pour s'entendre avec nos commissaires des relations commerciales et protéger notre commerce. || 6°. Enfin, on désire que l'ambassadeur se procure des renseignements très exacts sur les différents pachaliks et en fasse part au cabinet. Il doit même pousser ses recherches vers la Perse. || Par ordre du Premier Consul.

No. 87<sup>a</sup>  
1802  
18 Oct.

---

No. 87<sup>a</sup>. — Instrucțiunile date de Comitele A. Vorontzof trimisului Morcof la Paris, în 20 Ianuarie (1 Februarie) 1803. Petersburg.

(Сборникъ, LXXVII, p. 20).

Nous avons vu avec étonnement, M. le comte, que le 1-er consul a paru trouver à redire au ton d'un des rescripts qui vous a été adressé par S. M. I., et qu'il en a inféré un changement de système dans notre politique. Personne n'a plus à cœur que l'E-r de conserver les égards que se doivent mutuellement les gouvernements et tout ce que S. M. désire c'est de rencontrer partout une parfaite réciprocité. L'E-r croit que la meilleure manière de s'énoncer est celle de la vérité et de la franchise et il n'a jamais eu l'intention d'en

No. 87<sup>a</sup>.  
1803  
1 Febr.

No. 874. prendre une autre. Une supériorité souvent très-marquée n'est pas  
 1802 même une raison, pour que S. M. veuille employer avec les gouverne-  
 1 Febr. ments un autre ton que celui qui doit subsister entre des états indépen-  
 dants, dont l'E-r respecte la souveraineté, tout autant dans leur faiblesse  
 que dans leur force, et certainement, S. M. I. ne peut que d'autant plus  
 tenir à ces convenances envers une puissance amie et aussi respectable  
 que la France. Quant au changement de système, l'E-r, dès son  
 avènement au trône, n'en a suivi qu'un seul et ne pense pas de s'en  
 départir. S. M. I. est pénétrée du principe que chaque gouvernement  
 doit faire son possible pour préserver la paix à l'extérieur, afin de  
 pouvoir porter tous ses efforts à rendre de plus en plus heureux les  
 peuples qui sont confiés à ses soins, et nous croyons que ce principe  
 doit être surtout celui de tout état considérable, qui est fort de ses  
 propres moyens et qui peut chercher sa sûreté principale dans leur  
 développement et non dans des vues ou des espérances au dehors.  
 Tel est tout le système présent de la cour de Russie, auquel l'E-r  
 est attaché par son caractère et que la position même de son empire  
 lui a fait choisir. La Russie, appuyée en quelque façon à l'un des  
 coins de la terre, n'est attaquable que d'un côté, n'a aucune raison  
 de désirer la guerre et elle en a encore moins de la craindre. Elle  
 ne veut ni commander à personne, ni que personne lui commande. Tra-  
 vailler à sa prospérité intérieure et pour cela préserver sa tranquillité et  
 celle de l'Europe est le plus vif désir de l'E-r. Cependant, l'expérience  
 nous démontre malheureusement que, pour rester pacifique, il ne suffit  
 pas de l'être soi-même, il faut que les autres le soient aussi et que leur  
 conduite permette de conserver la paix. Les derniers temps nous ont  
 nouvellement convaincus qu'on peut venir la troubler de loin, et la  
 campagne des Russes en Italie, celle des Français en Egypte prouvent  
 assez que les distances donnent à présent une bien faible certitude  
 de repos. Il pourrait donc survenir des circonstances où S. M. I. se  
 verrait obligée de sortir de l'état de tranquillité dans lequel Elle se  
 trouve actuellement, et cela arriverait si l'honneur ou la sûreté de  
 son empire pouvait être compromis même par contre-coup, ou si la  
 cause de la justice, le maintien de l'ordre et du bien général des  
 nations l'exigeaient impérieusement. Il faut compter parmi ces cas  
 possibles à prévoir celui, où il y aurait des puissances qui voudraient  
 travailler à la destruction de l'empire ottoman, pour en faire leur  
 profit; S. M. ne pourrait sans doute alors qu'intervenir activement,  
 pour secourir son voisin et prendre les déterminations qu'Elle croirait  
 nécessaires à l'intérêt de la Russie. Nous avons remarqué que,

dans les conversations que vous avez eues avec le 1-er consul, il s'est arrêté souvent sur cet objet, en faisant mention de l'état de décadence de l'empire ottoman et disant que sa ruine lui semblait prochaine. L'on doit supposer que de semblables discours seront aussi parvenus à d'autres cours, car l'idée de la dissolution peu éloignée du gouvernement turc et des événements qui doivent la précéder et s'en suivre est généralement répandue en Europe, et c'est à cela qu'il faut attribuer en grande partie que l'Angleterre ne désarme pas encore; S. M. l'E-r, persuadé qu'au fond les intentions du gouvernement français ne sont pas hostiles à la Turquie et croyant que, dans tous les cas, la première qualité de la politique et le devoir le plus essentiel de l'amitié est de parler vrai et d'agir avec sincérité et loyauté, vous charge, M. le comte, d'entrer dans une explication franche sur ce sujet important avec le ministère de la république. Vous direz que S. M., satisfaite du lot que la providence lui a assigné, ne veut pas l'agrandir pas plus du côté de la Turquie qu'autre part, et que conséquemment Elle ne saurait non plus voir avec indifférence que personne autre s'agrandisse aux dépens de la Porte ottomane. C'est le meilleur voisin que puisse avoir la Russie, et S. M. ne désire pas d'en changer. En exposant les motifs qui ne peuvent que fortifier notre cour dans ces sentiments, V. E. y ajoutera que l'E-r est convaincu que, dans ce moment, il serait extrêmement convenable de calmer autant que possible la crainte universelle qui agite tous les cabinets de ce que des événements nouveaux vont bientôt troubler de rechef le monde politique. Si le 1-er consul, par quelque déclaration ou comme il le jugera à propos, détruisait ces craintes, qui se portent principalement sur le sort futur de la Turquie, et qu'il assurât ne point avoir des vues sur cet empire, il ôterait par là tout prétexte aux jalousies des autres cabinets et mettrait fin au germe de dissension et d'inquiétude qui fermente toujours en Europe et qui empêche que la tranquillité, qui vient de lui être rendue, ne produise les effets salutaires qu'on devait s'en promettre. L'Angleterre, délivrée de ses appréhensions, n'en donnerait plus à son tour au gouvernement français, pour lequel il ne peut y avoir rien de plus honorable, ni de plus utile que d'inspirer partout de la confiance et du calme, afin qu'on commence à croire à la paix et que chacun pense chez soi aux améliorations de l'intérieur et laisse en faire autant aux autres. Tous les gouvernements ont besoin de tourner leurs vues vers ce but et d'en être le moins distraits que possible, afin de s'occuper sans relâche à perfectionner et consolider chez eux l'ordre et le bonheur social. S. M. I. désire

No. 874.  
1808  
1 Febr.

No. 87<sup>4</sup>. M. le comte, que vous vous expliquiez dans ce sens avec le gouvernement français et que vous l'assuriez qu'Elle s'est décidée à lui faire ces ouvertures uniquement par son désir sincère de rendre plus intimes les rapports de bonne intelligence qui existent si heureusement entre les deux pays, et d'éloigner toutes les causes qui pourraient les troubler, comme aussi par l'amitié et la considération personnelles qu'Elle porte au 1-er consul, qui recevra, nous nous flattons, avec des sentiments analogues ces communications, dictées par la seule franchise et la droiture des intentions de notre auguste Souverain.

---

No. 87<sup>5</sup>. — Raportul trimisului rus la Paris Morcof către Comitele A. Vorontzof, din 5 (17) Martie 1803. Paris.

(Сборникъ, LXXVII, p. 68).

No. 87<sup>6</sup>. J'ai déjà eu l'honneur de prévenir V. E. que j'ai communiqué en entier au ministre Talleyrand la dépêche qu'Elle m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 janvier dernier, concernant les dispositions de l'Empereur, notre maître, par rapport à la Turquie <sup>1)</sup>, et qu'à ce sujet ce ministre m'a écrit une lettre, dont je joins ici copie ainsi que je l'ai annoncé. V. E. saura mieux que moi apprécier le degré de sécurité que peuvent inspirer les assurances de ce cabinet. Déjà avec sa sagacité ordinaire elle a aperçu, dans la manière dont la mission française est composée actuellement à Constantinople, l'indice des desseins de la France sur l'empire ottoman, et les ordres, qu'elle a donnés, d'en suivre sur les lieux le développement, la mettront plus à même de se convaincre de la nature et de la réalité de ces desseins, que les informations que j'aurais pu lui en donner d'ici. Je ne puis les puiser que dans le cabinet des Tuileries, où le secret est plus sévèrement gardé que jamais, attendu le petit nombre d'employés qui y sont admis. Cependant je ne perds, ni ne perdrai jamais cet objet de vue. J'ai invité l'ambassadeur d'Angleterre à me communiquer les notions qu'il pourrait avoir à cet égard, mais jusqu'à présent il n'en a eu aucune d'acquise. L'ambassadeur de la cour de Vienne ne m'a pas caché, que lorsqu'il se plaignait du peu de dédommagement que sa cour avait obtenu pour les pertes que la dernière guerre lui a occasionnées, on avait souvent cherché à le consoler, en lui fai-

---

1) Cf. doc. 87<sup>4</sup>, p. 403.

sant entrevoir la perspective d'acquisitions à faire sur la Turquie au No. 87<sup>e</sup>.  
moment de sa prochaine destruction. Les mêmes idées m'ont été 1803  
présentées toutes les fois que j'avais plaidé la cause de cette cour, 17 Martie.  
mais je ne pense pas qu'il y ait quelque chose d'arrêté en consé-  
quence. Il me paraît que la Porte va elle-même au-devant de sa perte,  
en se livrant avec trop de confiance à deux cabinets, savoir : celui  
des Tuileries et celui de Berlin, dont l'un médite indispensablement  
sa ruine et l'autre en sera volontiers l'instrument, en continuant à  
donner des jalousies et des inquiétudes à la maison d'Autriche. Si  
la paix se maintient entre l'Angleterre et la France, il n'y a pas lieu  
de craindre que la dernière entreprenne quelque chose de sitôt contre  
l'empire ottoman; mais si elle vient à se rompre, il est très-pro-  
bable que les premiers coups seront portés de ce côté-là, d'autant  
plus que, dans la situation actuelle de la marine française, l'Angleterre  
n'est attaquable que d'une manière indirecte, et cette considération  
me semble donner beaucoup de poids aux propos que j'ai rapportés  
aujourd'hui dans ma dépêche à l'Empereur, qui ont été tenus par M.  
de Talleyrand au sujet de la Morée.

No. 87<sup>e</sup>. — Instrucțiunile date de Comitele A. Vo-  
rontzof trimisului rus la Paris Oubril, în  
16 (28) Septembre 1803. Petersburg.

((борникъ, LXXVII, p. 360))

La Porte ottomane, cédant aux instances réitérées de l'ambassa- No. 87<sup>e</sup>.  
deur français à Constantinople, s'étant résolu à la fin à faire partir 1803  
son ambassadeur pour Paris, ce n'est pas sans fondement que nous 28 Sept.  
pouvons appréhender que le gouvernement français, si attentif à toutes  
les circonstances qui lui sont favorables, cherchera à profiter encore  
une fois de l'inexpérience des agents diplomatiques turcs, pour  
entraîner la Porte à des démarches contraires à ses intérêts, ou pour  
extorquer quelques stipulations onéreuses à la Turquie. Tout ce  
qui nous est revenu sur le compte de cet ambassadeur nous porte  
à croire, qu'il serait très-propre à servir d'instrument aux vues am-  
bitieuses du gouvernement français, à l'instar de son prédécesseur,  
par le moyen duquel la France parvint par surprise à arrêter des  
stipulations que la Porte ottomane se vit contrainte de ratifier. D'après  
cela, vous sentirez facilement de quelle importance il est

No. 87<sup>o</sup>. 1803 28 Sept. pour nous d'empêcher que l'ambassadeur turc ne se laisse entraîner à des démarches contraires aux intérêts de sa cour. Je vous recommande donc très-particulièrement d'entretenir avec lui les relations les plus suivies et de vous appliquer même à gagner sa confiance. || Cela vous sera d'autant plus facile, qu'il ne doit pas ignorer que les termes où nous en sommes avec la Porte ottomane sont fondés, d'une part, sur le désir sincère que nous avons de préserver l'intégrité de ses états, de l'autre sur la juste confiance que ces intentions, plus d'une fois manifestées de notre part, n'ont pas manqué d'inspirer au ministère ottoman. || Il n'est pas moins nécessaire cependant que vous ne perdiez jamais de vue les démarches de l'ambassadeur turc et que vous mettiez tous vos soins à être instruit des insinuations qui lui seront faites de la part du gouvernement français et dont vous aurez soin de nous rendre compte. On vous saura d'autant plus gré de la vigilance que vous y mettrez, qu'elle doit servir à déjouer les tentatives continuelles du gouvernement français, pour faire changer le système que la Porte a suivi depuis l'invasion des Français en Egypte.

---

No. 87<sup>1</sup>.—Memoriul Comitelui A. Vorontzof către Imperatul Alexandru I din 12 (24) Noembrie 1803. Petersburg.

(Сборникъ, LXXVII, p. 410).

No. 87<sup>1</sup>. 1803 24 Noem. При разныхъ случаяхъ долгомъ поставлять я представлять В. В-ву опасность, которой подверженъ весь сѣверъ Германіи отъ укорененія въ сѣмъ краѣ французскихъ войскъ, а съ тѣмъ вмѣстѣ и неудобства, которыя намъ самимъ предстоятъ, относительно многихъ причинъ, непозволяющихъ намъ оставаться равнодушными къ участи анзеатическихъ городовъ, какъ по торговымъ связямъ нашимъ съ ними, не менѣе и въ разсужденіи политическихъ соображеній. Вшествіе французовъ въ Ганноверъ и занятіе Куксгавена, навлекши за собою блокаду устья Эльбы, стѣснило уже до безконечности торговлю всего сѣвера. Подозрѣваемое нынѣ намѣреніе французскаго правительства распространиться болѣе въ сѣмъ краѣ на счетъ Мекленбургіи, вольныхъ городовъ Гамбурга и Любека и даже Голстиніи, буде произведено будетъ въ дѣйство, испровергая всю сѣверную систему нашу, не позволить уже намъ остаться спокойными зрителями таковыхъ происшествій.

вій. || Герцогъ Мекленбургъ-Шверинскій угрожаемъ уже отрядомъ французской конницы, на границахъ его поставленной; посѣщеніе генерала Бертье Гамбурга и Любека предзнаменуетъ участь, ихъ ожидающую; а объясненія Талерана съ г. Дрееромъ приуготовляютъ насъ къ обнаруженію намѣреній перваго консула на счетъ Голстиніи. || Всѣ сіи событія по непомѣрному властолюбію Бонапарта суть въ числѣ вещей не токмо вѣроятныхъ, но еще и въ непродолжительномъ времени совершиться имѣющихъ. А потому, сознавъ неудобства, для насъ изъ оныхъ произтекающія, безъ отлагательства помышлять должно о средствахъ, могущихъ исправить оныя. || Избыточествующее состояніе Мекленбургіи и Голстиніи и богатства анзеатическихъ городовъ, сдѣлавшись добычею алчности французовъ, послужатъ имъ и способами къ произведенію въ дѣйство дальнѣйшихъ ихъ предпріятій. Утвердись въ Голстиніи, будутъ они требовать конечно отъ датскаго двора, чтобы всѣ порты Даніи и Норвегіи, а равно и Зундъ, заперты были англійскому плаванію. Государство сіе, не смотря на благомысліе правительства его, угрожаемо будучи внѣствіемъ французовъ внутрь его, если не найдетъ въ насъ защиты своей, принуждено будетъ покориться и исполнить все, что ни разсудятъ отъ него требовать. || Если таковое положеніе настанетъ, имѣтъ оно будетъ для торговли нашей самая пагубная послѣдствія. Гамбургъ, страдающій уже отъ блокады Эдъбы, если изнуряемъ будетъ поборами французовъ, которые хотя-бы и не ввели войскъ внутрь стѣнъ его, подъ разными предлогами и наименованіями не будутъ конечно воздержаны въ требованіяхъ своихъ, и возобновляя оныя по часту, приведутъ наконецъ городъ сей въ изнеможеніе, а чрезъ то многіе торговые дома, остановя платежи свои, вовлекутъ неминуемо въ раззореніе часть нашихъ торгующихъ на петербургской и рижской биржахъ. Тоже самое и о Любекѣ сказать можно. Но когда уже удастся французамъ принудить Данію запереть Зундъ англичанамъ, тогда вся торговля наша, остановясь совершенно на неопредѣленное время, причинитъ и внутри государства вредъ неисчислимой. || Къ симъ разсужденіямъ не присовокупляю я, сколь не совмѣстно было-бы съ достоинствомъ и прямыми интересами Россіи предать сосѣдей своихъ, искони къ ней приверженныхъ, въ руки наглаго властолюбца. Уваженіе сіе возчувствовано В. В-мъ во всей его мѣрѣ; а потому и обращаюсь я теперь къ намѣреніямъ Бонапарта на южную часть Европы. Безпрещетвенное господствованіе Италіею подаетъ французскому правительству средства къ совершенію умысловъ его на разрушеніе Оттоманской Имперіи. Сборъ войскъ французскихъ въ Отрантъ и приуготовленіе флотиліи иного назначенія имѣть не могутъ. Черногорцы могутъ

No. 87.

1803

24 Noem.

No. 87<sup>1</sup>. положить преграду покушенію на берегахъ Австрійской Албаніи и при-  
 лежащихъ къ нимъ мѣстъ Скутарскаго пашалыка, но по дошедшимъ  
 1803  
 24 Noem. извѣстіямъ полагать можно, что французы намѣреваются учинить вы-  
 садку одновременно въ четырехъ мѣстахъ, и именно въ Построви-  
 чихъ, Антивари, Превезѣ и близъ самаго перешейка Морен. Сіи два  
 пункта по отдаленности своей внѣ защиты черногорцевъ. Если отрядъ,  
 на послѣднемъ пунктѣ высаженный, будетъ слѣдовать въ Морею, то  
 первые три, судя по сборному мѣсту, имъ назначенному, должны на-  
 правляться въ Румелію. || Когда французы достигнутъ сей провинціи  
 оттоманской, то гибель имперіи сей неизбежна. Неустройства области  
 сей, раздѣленной между множествомъ малыхъ владѣтелей, Портъ непо-  
 винующихся, занятыхъ токмо междоусобными распрями, движенія ви-  
 динскаго пашы, который конечно въ семъ обстоятельствѣ спокойнымъ  
 не останется и на содѣйствіе коего французы увѣрены, будутъ сред-  
 ства, въ пособіе ихъ обращенныя; и нельзя полагать, чтобы Порты  
 собственною силою могла отразить сіе совокупное на нее устремленіе,  
 когда не въ состояніи была она доселѣ усмирить одного бунтующаго  
 Пазвантъ Оглу. || Съ тѣхъ поръ какъ Россія оставила помышленіе о  
 распространеніи границъ своихъ на счетъ владѣній отоманскихъ, ту-  
 рецкая имперія, ослабленная прежними успѣхами оружія нашего и вну-  
 тренними ея неустройствами, содѣлалась лучшимъ для Россіи сосѣдомъ.  
 Удовольствіе въ безсиліи своемъ что-либо предпринять пртиву насъ,  
 не токмо ни на какой неприязненный подвигъ не покусится она, но  
 даже и спасенія своего ожидаетъ она отъ защиты нашей. Вліяніе наше  
 на отношенія ея съ прочими европейскими державами должно немину-  
 емо соразмѣрно быть сему взаимному положенію обоихъ государствъ. ||  
 Съ переменою владычества въ странѣ сей утратимъ мы всѣ выгоды  
 настоящаго положенія нашего, и Франція, завоевавъ европейскія области  
 турецкой имперіи, удержитъ ли ихъ въ рукахъ своихъ, или поступится  
 ими иной державѣ, сохранить неизъемлемо господствованіе надъ оными  
 и такимъ образомъ пріобрѣтетъ себѣ тѣ выгоды, которыя нынѣ въ ру-  
 кахъ нѣшихъ. || Если по отдаленности края сего французы признають  
 удобнымъ для себя учредить въ ономъ демократическую республику,  
 будутъ они тогда изъ смежныхъ съ нами провинцій разсѣвать между  
 жителями южныхъ областей нашихъ плевеы развратнаго ихъ ученія,  
 послѣдствія коего бѣдственнѣе самой неудачной войны: а потому все  
 то, что можетъ насъ отъ онаго предохранить, упущено быть не дол-  
 женствуемъ. Когда же допустимъ мы французовъ водвориться въ со-  
 сѣдствѣ нашемъ, то никакой надзоръ не будетъ достаточенъ обуздывать  
 сопутствующій имъ развратъ умовъ, который съ толикимъ усиліемъ

обыкли они обращать себя на пользу. || Не могу я пройти въ молчаніи обстоятельства, заслуживающаго равномѣрно вниманія В. В-ва. No. 871.  
 Счастливо или неудачно будетъ покушеніе французовъ на Албанію, въ 1803  
 24 Noem.  
 обоихъ случаяхъ республика Семи Соединенныхъ Острововъ останется на пути ихъ, и—французское правительство снявъ единожды личину, покрывающую доселѣ его намѣренія, покровительство Россіи на сію республику не остановитъ уже дѣйствія его, а слабый отрядъ войскъ нашихъ, въ сихъ островахъ находящійся, не въ силахъ будетъ противиться превосходному числу войскъ французскихъ и приверженныхъ къ Франціи жителей островскихъ, о коихъ гр. Моцениго доноситъ, что равняются числомъ съ благомыслящими—легко мошетъ содѣлаться жертвою ихъ. || Исчисляя такимъ образомъ всѣ опасенія мои на счетъ вредныхъ для насъ умысловъ французскаго правительства, остается мнѣ представить о средствахъ, могущихъ, если не преградить пути къ совершенію оныхъ, не допустить по меньшей мѣрѣ укорениться въ мѣстахъ, изъ коихъ вредить намъ пріобрѣтутъ они возможность. Средства сія, по мнѣнію моему, суть слѣдующія: || Поставить себя безъ отлагательства въ положеніе, приличное настоящимъ смутнымъ обстоятельствамъ Европы и, обнаруживъ готовость нашу къ мѣрамъ дѣятельнымъ, придать надлежащій вѣсъ и увѣщаніямъ нашимъ властолюбивыхъ къ умѣренности, и ободренію слабыхъ къ защитѣ своей: и для того собрать немедленно войска наши въ корпусы, назначить командующихъ арміями и расположить ихъ слѣдующимъ образомъ. || 1. Армія, которая употребится можетъ для охраненія или освобожденія анзатическихкихъ городовъ, Даніи, Голстиніи и Мекленбургіи, должна состоять около сорока тысячъ. Сборъ ея имѣетъ быть въ Курляндіи, Самогичи и той части Литвы, коя граничитъ съ Пруссією и Познанскимъ воеводствомъ. Сія армія, войдя въ Голстинію, должна быть присоединена корпусомъ датскаго войска около двадцати тысячъ, о чемъ съ датскимъ дворомъ и условиться можно будетъ, и для чего уже и учинены ему отъ насъ нѣкоторыя откровенія. || 2. Вспомогательный корпусъ, на случай содѣйствія вѣнскаго двора по общимъ дѣламъ Европы, долженъ состоять около тридцати тысячъ человѣкъ. Сей корпусъ можетъ быть такъ расположенъ, чтобы по надобности могъ вступитъ въ австрійскія владѣнія тѣмъ же трактомъ, какъ и въ минувшую войну Розенберговъ корпусъ въ упоминаемыя области вступилъ. Всего пристойнѣе быть кажется сборному мѣсту въ Брестъ Литовскомъ, поелику до времени, когда обнаружится согласіе наше съ вѣнскимъ дворомъ, можетъ онъ казаться собраннымъ для воздержанія двора берлинскаго. || 3. Корпусъ, въ двадцати тысячахъ состоящій, на случай нашествія французскихъ

No. 87<sup>1</sup>. войскъ въ турецкія области, особливо въ Морею или въ Румелію. Сей  
 1808 корпусъ двадцати тысячный имѣетъ вступить въ Молдавію и Валахію  
 24 Noem. для охраненія сихъ турецкихъ провинцій. Оный корпусъ долженъ со-  
 ставиться изъ войскъ, находящихся въ южной части Россіи, и полки,  
 оный составляющіе, такъ расположены будутъ, чтобы, по первому по-  
 велѣнію, могли тотчасъ вступить въ Молдавію. Крымъ и Николаевская  
 губерніи должны также быть необнажены войсками. || 4. Сильная армія  
 резервная, состоящая отъ семидесяти до восьмидесяти тысячъ человѣкъ,  
 къ коей, а равно и къ прочимъ корпусамъ, выше упоминаемымъ, должны  
 назначены быть командующіе. Сія сильная резервная или обсервационная  
 армія для слѣдующаго предмета назначается: чтобы по надобностямъ  
 и обстоятельствамъ могла съ удобностію служить къ усиленію и по-  
 мощи сѣверной арміи, вспомогательнаго корпуса и войскъ, назначен-  
 ныхъ для вступленія въ Молдавію и Валахію; слѣдовательно войска,  
 ее составляющія, такъ разставить, чтобы флангъ ея начинался отъ  
 Курляндіи и границъ Литвы, а другой флангъ до южныхъ провинцій Россіи  
 простирался. Сія армія будетъ имѣть еще предметомъ, чтобы обуздать  
 берлинскій дворъ, а тѣмъ и воздержать оный отъ содѣйствованія  
 Франціи || 5. Инспекціи петербургская и финляндская и часть полковъ  
 внутри Россіи, но не въ крайней отдаленности отъ Петербурга, должны  
 составить, въ случаѣ надобности, армію для охраненія російской Фин-  
 ляндіи и тѣмъ оградить себя отъ всякихъ непріязненныхъ покушеній  
 отъ стороны Швеціи. Я считаю, что для Россіи никогда не должны  
 изглажены быть изъ памяти всѣ тѣ безпокойства, и можно сказать  
 даже постыдныя, кои мы переносить должны были отъ покойнаго  
 шведскаго короля во время, когда мы озабочены были турецкою вой-  
 ною, умалчивая о близости столицы отъ границъ шведскихъ. || 6. Сверхъ  
 того, морскія силы наши должны приведены быть въ готовность, дабы  
 на случай надобности могли вытти—въ Балтійскомъ эскадра, а другая  
 на Черномъ морѣ. || Всѣ сіи ополченія, безъ отлагательства нынѣ со-  
 бирать предполагаемыя, не начнутъ дѣйствій своихъ, на сѣверѣ, какъ  
 тогда токмо, какъ французы введутъ войска свои въ Мекленбургію  
 либо Голстинію и города анзеатическіе, на югѣ, по учиненіи высадки  
 ихъ въ Албаніи. Чаятельно, что французы воспользуются, для испол-  
 ненія предпріятія своего на сѣверъ Германіи, настоящимъ зимнимъ  
 временемъ, заключающимъ эскадры наши въ портахъ: и какъ до мая  
 мѣсяца невозможно будетъ имъ вытти въ море, то и все время имѣтъ  
 они будутъ занять весь берегъ Голстиніи и лишить насъ способовъ  
 къ высадкѣ. Но въ такомъ случаѣ что-же попрепятствуетъ сѣверной  
 нашей арміи выступить тотчасъ и слѣдовать къ мѣстѣ своей? Русскіе

солдаты зимняго похода не убоятся, а берлинскій дворъ, пропускавпій No. 87.  
неоднократно французскія войска чрезъ владѣнія свои для занятія 1803  
областей германскихъ, не можетъ съ справедливостію отказать требо- 24 Noem.  
ванію В. В-ва равной отъ него податливости къ войскамъ вашимъ,  
кои посланы будутъ на освобожденіе той земли, въ которой прусской  
король одинъ изъ первыхъ сочленовъ, не обвинивъ себя чрезъ то предъ  
всѣмъ германскимъ корпусомъ и не наруша связи свои съ Россією. |  
Датскій дворъ, узнавъ, что сорокатысячная армія готова содѣйствовать  
ему, безбоязненно приступитъ къ соглашенію общихъ съ нами мѣръ,  
и если не успеетъ защитить Голстиніи, по малой мѣрѣ охранитъ  
Ютландъ и всю Данію и не подастся ни на какія требованія францу-  
зовъ, а тѣмъ самымъ доставитъ намъ время приспѣть на освобожденіе  
земель его. || Войска русскія, имѣющія войти въ Молдавію и Ва-  
лахію, по вшествіи французовъ въ Морею или Албанію, предохранивъ  
княжества отъ впаденія въ оныя французскихъ войскъ, обратятся по  
обстоятельствамъ къ Виддину или Болгаріи. Черноморская эскадра по  
востребованію усилитъ отрядъ нашъ, въ Корфу находящійся, и потомъ  
учредитъ плаваніе свое въ Адриатикѣ или Средиземномъ морѣ, куда  
движенія французовъ ее призывать будутъ. И если-бы случились въ  
сихъ моряхъ значущія силы французскія, то безъ сомнѣнія мы най-  
демъ всегда пособіе въ сихъ обстоятельствахъ отъ англійскихъ эскадръ,  
тамъ плавающихъ. | Когда всѣ сін мѣры, вынужденныя не по склон-  
ности къ войнѣ, а, такъ сказать, для собственной нашей безопасности  
и обороны, должны будутъ уже принять свое дѣйствіе, они, по мнѣнію  
моему, имѣютъ предшествоемы быть деклараціею, изъясняющею причины,  
насъ на то побуждающія, съ описаніемъ всего вѣроломства француз-  
скаго правительства и опасностей, коимъ вся Европа отъ онаго под-  
вержена; а притомъ я считаю полезнымъ, чтобы и связи всѣ, конечно  
не безвредныя для насъ, съ франціею разрушены были: слѣдовательно  
и съ высылкой всѣхъ ихъ агентовъ, какъ изъ столицы, такъ изъ пор-  
товъ и прочихъ мѣстъ, Россіи принадлежащихъ, а равно и тѣхъ, коихъ  
войска наши найдутъ въ Молдавіи и Валахіи. | Справедливость намъ  
реваемого нами позволяетъ надѣяться, что успѣхи увѣнчаютъ предпрі-  
ятія Россіи и В. В-во стяжать будете славу вась достойную, что пред-  
пріявъ то, что безопасность государства требовала, оградилн симъ  
самымъ подвигомъ слабыя державы, которыя единою своею силою за-  
щитить себя были-бы не въ состояніи. | Никто болѣе меня не удосто-  
вѣренъ въ томъ, сколь нужно и полезно было-бы для государства  
остаться въ мирѣ, сколько по тому убѣжденію моему, что самая успѣш-  
нѣйшая война рѣдко замѣняетъ тѣ выгоды, кои очерпаетъ государство

No. 87<sup>1</sup>. изъ народнаго просвѣщенія и промышленности, токмо въ тишинѣ воз-  
 1803 растающихъ, столько же и потому уваженію, что вниманіе В. И. В-ва,  
 24 Noem. доселѣ устремленное единственно на внутреннее устроеніе и благосо-  
 стояніе обширной имперіи вашей и уже столь обильнымъ плодомъ на-  
 гражденное, отчасти отвлекаемо будетъ внѣшними произшествіями. Не  
 могу однако-же не признать, что предлагаемая мною мѣра вынуждается  
 обстоятельствами и даже будущею безопасностію Россіи, предъ кою  
 умолкнуть должны всѣ прочія соображенія. || Сознавъ такимъ образомъ  
 необходимость оныя, долженъ однакоже обратить вниманіе В. В-ва на  
 средства, необходимыя къ произведенію въ дѣйство предприемаемаго  
 нами. Хотя настоящее состояніе финансовъ нашихъ въ подробности  
 мнѣ и не свѣдомо, извѣстно однакожъ мнѣ, что часть сія искони была  
 и нынѣ есть самая слабая сторона Россіи, коль скоро дойдетъ до из-  
 держекъ внѣшнихъ. Существенный недостатокъ въ деньгахъ почув-  
 ствуется скоро, когда надобно будетъ содержать арміи внѣ предѣловъ  
 своихъ; и хотя и есть въ наличности малый запасъ серебряной мо-  
 неты, онаго едва ли достаточно будетъ на одну компанію. || Взявъ въ  
 размышленіе все то, что случалось съ нами за пятьдесятъ лѣтъ и въ  
 разныя войны, которыя Россія имѣла, усматриваемъ мы—во 1-хъ, что  
 семилѣтняя война, не взирая на субсидіи вѣнскаго двора и довольно  
 значущія контрибуціи, собранныя въ Пруссіи и въ самомъ Берлинѣ,  
 лишила Россію большой части серебрянной монеты, тогда въ ней на-  
 ходившейся, хотя для сбереженія, поколику можно было, выпуска де-  
 негъ изъ государства старались въ послѣднія компаніи доставлять про-  
 віантъ российскимъ войскамъ изъ Петербурга чрезъ прусскія гавани,  
 кои были тогда въ рукахъ нашихъ. || Во 2-хъ, что обѣ турецкія войны  
 не токмо истощили Россію серебромъ и золотомъ, но что безъ пособія  
 внѣшнихъ займовъ трудно бы намъ было и продолжать оныя. || Въ  
 3-хъ, что участіе, которое покойный Государь Императоръ принялъ въ  
 войнѣ противу Франціи посылкою войскъ своихъ въ Германію, Италію  
 и Голландію, едва ли на долго продолжиться могло безъ субсидіи Ан-  
 гліи. || Всѣ тѣ извороты, которые столь удобно чинить можно внутри  
 Россіи, не находятъ уже мѣста, когда рѣчь настаётъ о внѣшнихъ из-  
 держкахъ и такихъ предпріятіяхъ, гдѣ неотмѣнно надобно серебра въ  
 натурѣ или векселя, оное замѣняющіе. Посему всѣ тѣ средства, кои  
 послужить могутъ къ уменьшенію вывоза монеты, отнюдь не должны  
 быть пренебрегаемы. || Въ числѣ оныхъ считаю я возможнымъ, чтобы  
 по крайней мѣрѣ часть провіанта, потребнаго для войскъ, составляющихъ  
 сѣверную армію, закуплена была въ Россіи. Въ дополненіе сего пред-  
 лагаю слѣдующее средство, которое кажется мнѣ удобнымъ, если токмо

заблаговременно къ оному приступлено будетъ. || Закупить въ Ригѣ No. 871.  
и Либавѣ потребное количество, на годовое содержаніе помянутаго кор- 1803  
пуса, муки, овса и крупъ. Когда сія армія наша будетъ уже въ Гол- 24 Noem.  
стиніи и Мекленбургѣ, слѣдственно порты сихъ обѣихъ земель въ рас-  
поряженіи нашемъ находиться будутъ, то хлѣбъ сей съ удобностію пе-  
ревозенъ быть можетъ на наемныхъ купеческихъ судахъ. || Что каса-  
ется до войскъ, имѣющихъ вступитъ въ Молдавію и Валахію, найдутъ  
они продовольствіе свое въ сихъ-же провинціяхъ безъ отягощенія та-  
мошнихъ жителей. || Въ заключеніи почитаю долгомъ представить В.  
В-ву, что если въ семъ планѣ вообще не упоминается подробно о пред-  
метахъ вспомогательнаго тридцатысячнаго корпуса, то о семъ теперь  
болѣе и сказать было нечего, ибо подробности сіи должны зависѣть  
отъ большей или меньшей податливости, которую найдемъ мы въ вѣн-  
скомъ дворѣ въ соглашеніи общихъ съ нами мѣръ по настоящимъ дѣ-  
ламъ Европы. Не могу однако-же умолчать о томъ, что если вѣнскій  
дворъ, поощренъ будучи таковою съ нашей стороны помощію, рѣшится  
принять участіе въ сей войнѣ, то содѣйствіе его можетъ такой оборотъ  
дать дѣламъ, вообще, что отъ того облегчатся конечно, какъ вынуж-  
денныя предпріятія наши на сѣверѣ Германіи, такъ и приемлемыя отъ  
насъ мѣры на защищеніе Порты.

*(Traductionne).*

J'ai considéré comme un devoir de soumettre à plusieurs reprises déjà à V. M. le danger auquel est exposé tout le nord de l'Allemagne par suite des rapides progrès que fait l'armée française dans ces régions, et aussi les inconvénients qui nous en attendent à divers points de vue, inconvénients qui ne nous permettent pas de rester indifférents au sort des villes hanséatiques, tant à cause des relations commerciales que nous entretenons avec elles, que par des sérieuses considérations politiques. L'entrée des Français à Hanovre et l'occupation de Kuxhawen, ayant amené le blocus de l'embouchure de l'Elbe, ont déjà énormément restreint le commerce de tout le nord. L'intention, évidente en ce moment, du gouvernement français, de s'étendre aux dépens du Mecklembourg, des villes libres de Hambourg et de Lubeck et même du Holstein, une fois réalisée, en détruisant tout notre système du nord, ne nous permettra pas de rester spectateurs impassibles en présence de tels événements. || Le duc de Mecklembourg-Schwérin est déjà menacé par une partie de la cavalerie française massée sur ses frontières. Les visites faites à Hambourg et à Lubeck

No. 871. par le général Berthier nous prédisent le sort qui les attend. Les  
 1803 entretiens de Talleyrand avec M. Dreer nous révèlent l'intention du  
 24 Noem. premier consul à l'égard du Holstein. || Eu égard à l'ambition démesurée de Napoléon, tous ces événements paraissent non-seulement vraisemblables, mais encore promptement réalisables. Aussi, en reconnaissant les inconvénients qui en découleraient pour nous, devons-nous aviser sans délai aux moyens de les prévenir. || L'état d'abondance du Mecklembourg et du Holstein et les richesses des villes hanséatiques devenues la proie de la cupidité des Français leur serviront de moyens pour réaliser leurs entreprises. Une fois établis dans le Holstein, ils exigeront probablement de la cour danoise que tous les ports du Danemark et de Norvège, ainsi que le Sund, soit fermés à la navigation anglaise. S'il ne trouve pas de soutien chez nous, cet état se soumettra, même contrairement à la prudence de son gouvernement, devant la menace de l'invasion des Français et leur accordera tout ce qu'ils lui demanderont. Si un tel événement se réalise, les conséquences les plus funestes s'en suivront pour notre commerce. Si Hambourg, qui souffre déjà beaucoup à cause du blocus de l'Elbe, est appauvri aussi par les contributions qu'en retireront les Français, lesquels, naturellement, si même ils n'introduisent pas leur armée dans la ville, n'en seront pas plus modérés dans leurs exigences et les répéteront très-souvent sous différents prétextes et dénominations, ce port sera réduit à une complète inactivité, plusieurs de ses maisons de commerce cesseront leurs paiements et, par là, une partie de nos négociants, qui spéculent aux bourses de Pétersbourg et de Riga, se trouveront ruinés. On peut dire la même chose pour Lubeck. Mais si les Français réussissent à contraindre le Danemark de fermer le Sund aux Anglais, tout notre commerce cessant complètement pour un temps indéterminé, il en résultera un préjudice incalculable à l'intérieur même de l'état. || Je n'ajoute même pas à ces réflexions combien il serait peu compatible avec la dignité et les intérêts directs de la Russie d'abandonner ses voisins, qui lui sont dévoués depuis les temps les plus reculés entre les mains d'un ambitieux éhonté. Cette opinion est entièrement partagée par V. M. Aussi m'occuperai-je à présent des intentions de Bonaparte à l'égard du midi de l'Europe. || La domination indiscutée sur l'Italie permet au gouvernement français de réaliser ses projets de destruction de l'empire ottoman. Le rassemblement de forces françaises à Otrante et les préparatifs de la flotte ne peuvent pas avoir d'autre but. Les Monténégrins peuvent porter obstacle à une tentative sur les côtes de

l'Albanie autrichienne et dans les contrées voisines du pachalik de Scutari; mais d'après nos renseignements on peut supposer que les Français sont décidés à débarquer simultanément sur quatre points, savoir à Postrovici, à Antivari, à Prévésa et dans le voisinage de l'isthme de Morée. Ces deux derniers points, grâce à leur éloignement, sont en dehors de la défense des Monténégrins. Si le détachement débarqué dans le dernier point s'avance dans la Morée, les trois autres corps d'armée, à en juger d'après le point de ralliement qui leur est fixé, devront se diriger vers la Roumélie. ¶ Si les Français pénètrent dans cette province, la chute de l'empire ottoman est inévitable. La désorganisation de cette région, partagée entre plusieurs petits gouverneurs qui ne veulent pas se soumettre à la Porte et qui ne se préoccupent que de leurs querelles particulières, les mouvements du pacha de Vidin, lequel, naturellement, ne se tiendra pas tranquille dans de pareilles conjonctures et dont les Français se sont assurés l'appui, sont des circonstances dont ils se serviront, et on ne peut pas supposer que la Porte puisse, par ses propres forces, repousser cette attaque combinée dirigée contre elle, lorsqu'elle n'a pas été en état de soumettre jusqu'à ce jour le rebelle Pasvan Oglou. ¶ Depuis que la Russie a abandonné l'intention d'étendre ses frontières aux dépens des possessions ottomanes, l'empire turc, affaibli par les précédents succès de nos armées et par les désordres intérieurs, est devenu le voisin qui convient le mieux à la Russie. Convaincu de son impuissance à entreprendre quelque chose que ce soit contre nous, non-seulement il ne fera aucun acte d'hostilité à notre égard, mais il attend au contraire de nous son salut. Notre influence sur ses relations avec les autres puissances européennes doit nécessairement être en conformité avec la position réciproque des deux états. ¶ Par le changement de la domination dans ces pays, nous perdrons tous les avantages de notre position actuelle, tandis que la France, ayant fait la conquête des provinces européennes de l'empire ottoman, soit qu'elle les tienne en sa possession, soit qu'elle les donne à une autre puissance, conservera irrévocablement sa domination sur elles et acquerra ainsi tous les avantages qui sont actuellement à nous. ¶ Si, à cause de leur éloignement de cette région, les Français jugent utile pour eux de créer ici une république démocratique, en ce cas ils répandront, de ces provinces voisines avec nos états, parmi les habitants de nos provinces méridionales, le mal de leurs doctrines corrompues, dont les effets sont plus funestes encore que les conséquences d'une guerre malheureuse. Aussi ne devons-nous rien perdre de vue de ce qui peut nous en

No. 871.

1803

24 Noem.

No. 877. défendre. Mais si nous permettons aux Français de s'établir dans  
 1807 notre voisinage, aucune surveillance ne saura mettre obstacle à la cor-  
 24 Noem. ruption intellectuelle qui voyage avec eux et dont ils se sont habitué  
 à tirer si adroitement profit. || Je ne peux pas passer sous silence  
 une autre circonstance, qui mérite également d'attirer l'attention de V.  
 M. Que la tentative des Français contre l'Albanie aboutisse ou non, dans  
 les deux cas la république des Sept-Îles restera toujours sur leur che-  
 minet; le protectorat de la Russie sur cette république n'arrêtera pas  
 dans son action le gouvernement français, une fois ses intentions  
 démasquées; le faible détachement de notre armée, qui s'y trouve en  
 garnison, ne sera pas en état de s'opposer à l'armée française supé-  
 rieure en nombre et aux habitants des îles dévoués aux Français, dont le  
 comte Mocenigo rapporte qu'ils sont égaux en nombre avec les bien-pen-  
 sants: il peut facilement devenir leur victime. || Après avoir énuméré ainsi  
 toutes les craintes que m'inspirent les mauvaises intentions du gouverne-  
 ment français à notre égard, il me reste à exposer les moyens qui,  
 s'ils ne réussissent pas à empêcher la réalisation des intentions des  
 Français, les empêcheront au moins de s'établir dans des contrées d'où  
 ils puissent acquérir la possibilité de nous nuire. Ces moyens, d'après  
 moi, sont: de nous mettre sans délai dans une position conforme à  
 la situation actuellement trouble de l'Europe et, en manifestant notre  
 désir de voir prendre des mesures énergiques, de donner d'un côté  
 l'importance qui leur est due à nos conseils, ambitieux dans leur  
 modération, et de l'autre des encouragements aux états faibles, et,  
 dans ce but, de rassembler de suite notre armée, de la former en  
 plusieurs corps, d'en nommer les commandants et de les disposer de  
 la manière suivante: || 1. L'armée qui peut être employée à la  
 défense et à la libération des villes hanséatiques, du Danemark,  
 du Holstein et du Mecklembourg, doit consister dans un corps de près  
 de 40.000 hommes. Elle doit être concentrée en Courlande, en Samo-  
 gythie et dans la partie de la Lithuanie qui confine avec la Prusse et le  
 grand-duché de Posen. Cette armée, pénétrant dans le Holstein, devra  
 se réunir à un corps d'armée danoise de près de 20.000 hommes;  
 à cet effet, on pourrait s'arranger avec la cour danoise, à laquelle  
 des ouvertures ont déjà été faites dans ce but. || 2. Le corps auxiliaire  
 (de réserve), au cas où la cour de Vienne prêterait son concours dans  
 l'intérêt des affaires communes de l'Europe, doit être composé de 30.000  
 hommes. Ce corps peut être disposé de manière qu'au besoin il puisse  
 entrer dans les possessions autrichiennes par la même voie par où  
 est entré le corps de Rosenberg dans la précédente guerre. Il me

semble qu'il serait plus convenable que son lieu de ralliement soit à Brest-Litovsk, pour que, jusqu'à ce nous nous arrangions avec la cour de Vienne, il puisse paraître concentré dans le but de contenir la cour de Berlin. ¶ 3. Un corps d'armée consistant en 20 000 hommes, pour le cas où les Français envahiront les provinces turques, surtout la Morée ou la Roumélie. Ce corps de 20 000 hommes entrera en Moldavie et en Valachie pour défendre ces deux provinces turques ; il doit être formé de l'armée qui se trouve dans la partie méridionale de la Russie et ses régiments seront disposés de manière à pouvoir entrer au premier ordre en Moldavie. La Crimée et le gouvernement Nicolaevski ne doivent non plus être complètement dégarnis de troupes. ¶ 4. Une forte armée de réserve, consistant en 70—80 mille hommes, pour laquelle, aussi bien que pour les corps susdits, on doit nommer les commandants. Cette forte armée de réserve ou d'observation est destinée à servir facilement, d'après la nécessité et les circonstances, au renforcement et au soutien soit de l'armée du Nord, soit du corps auxiliaire ou de l'armée destinée à occuper la Moldavie et la Valachie ; en conséquence, les troupes qui la composeront devront être disposées de manière qu'un de ses flancs commence depuis la Courlande et les confins de Lithuanie et son autre flanc s'étende jusqu'aux provinces méridionales de la Russie. Cette armée aura également la mission de contenir la cour de Berlin et de l'empêcher par là de venir en aide à la France. ¶ 5. Les inspections de Pétersbourg et de Finlande et une partie des régiments de l'intérieur de la Russie, mais qui ne se trouveraient pas à une trop grande distance de Pétersbourg, devront former, en cas de nécessité, l'armée de défense de la Finlande russe et nous couvrir contre toute tentative hostile de la Suède. Tout en passant sous silence la question de la proximité de notre capitale des frontières de la Suède, je suis cependant d'avis que les Russes ne devraient jamais effacer de leur mémoire les alarmes, que je pourrais qualifier d'honteuses, par lesquelles nous avons dû passer à cause de l'attitude de feu le roi de Suède du temps où nous étions préoccupés de la guerre turque. ¶ 6. Enfin, nos forces navales doivent être prêtes, pour qu'en cas de besoin une escadre puisse sortir dans la mer Baltique et une autre dans la mer Noire. Toutes ces armées, dans la supposition qu'elles fussent rassemblées sans retard, n'entreront en action, au Nord, que si les Français introduisent leurs armées dans le Mecklenbourg ou dans le Holstein et les villes hanséatiques ; au Sud, que s'ils débarquent en Albanie. Il est à espérer que les Français profiteront, pour

No. 87.  
1803  
24 Noem.

No. 87.  
1803  
24 Noem. réaliser leurs entreprises dans l'Allemagne du Nord, de la présente saison d'hiver, qui retient nos escadres dans les ports, et comme jusqu'au mois de Mai ils ne pourront pas sortir dans la mer, ils seront obligés d'occuper pendant tout ce temps tout le littoral du Holstein, et nous priverons en conséquence de tout moyen de débarquer. Mais, en ce cas, qui pourrait empêcher notre armée du Nord d'avancer immédiatement et de poursuivre son but? Les soldats russes ne craindront pas une expédition pendant l'hiver, et la cour de Berlin, qui a mainte fois laissé passer les armées françaises à travers ses possessions pour occuper les provinces allemandes, ne pourra pas avec raison refuser d'acquiescer à la prétention de V. M. à une égale bienveillance pour nos armées, envoyées pour la libération de ces pays; sans quoi, le roi de Prusse, l'un des premiers membres, de cette cour, s'accusera lui-même devant la nation allemande, et brisera toutes relations avec la Russie. || La cour danoise, sachant qu'une armée de 40 mille hommes est prête à la soutenir, acceptera sans crainte un arrangement avec nous pour les mesures à prendre en commun, et, si elle ne réussit pas à défendre le Holstein, elle gardera au moins le Jutland et tout le Danemark et, en ne se prêtant à aucune des prétentions françaises, nous donnera le temps d'aller délivrer ses états. || Les armées russes, destinées à occuper la Moldavie et la Valachie après l'entrée des Français dans la Morée et en Albanie et à garantir les principautés contre l'invasion des armées françaises, se dirigeront vers Vidin ou la Bulgarie. L'escadre de la mer Noire, d'après les besoins, renforcera notre détachement de Corfou et ensuite établira sa navigation dans les mers Adriatique et Méditerranée, où les mouvements des Français l'appelleront. Si les Français avaient des forces considérables dans ces deux mers, nous trouverions toujours sans nul doute une aide efficace, en cas de nécessité, dans les escadres anglaises qui croisent dans ces eaux. | Lorsque toutes ces mesures, qui nous sont imposées, non par notre inclination pour la guerre, mais bien, on peut dire, par le souci de notre propre sûreté et de notre défense, auront à être mises en application, elles devront, selon moi, être précédées d'une déclaration, qui fasse connaître les causes qui nous y poussent, avec une description de toute la perfidie du gouvernement français et des dangers auxquels il expose l'Europe entière. Je crois utile, en outre, de rompre en même temps toutes nos relations avec la France, excepté bien entendu celles qui ne nuiraient pas, et de renvoyer en conséquence tous ses agents, tant de la capitale que des ports et autres localités appartenant à la Russie, de même que ceux que nos armées trouveraient en Moldavie et en Vala-

chie. || La pureté de nos intentions nous permet d'espérer que le succès couronnera les entreprises de la Russie et que V. M. acquerra une gloire digne d'Elle: en faisant ce que réclamait la sûreté de l'état, V. M. aura garanti, par la même grande action, les états faibles, qui n'auraient pas pu se défendre par leurs propres forces. || Personne n'est plus profondément convaincu que moi combien il aurait été nécessaire et utile pour l'état de conserver la paix, autant par mon opinion que la guerre la plus heureuse ne remplace que rarement les avantages que l'état retire de l'instruction du peuple et de l'industrie, qui ne se développent qu'en temps de paix, comme aussi parce que l'attention de V. M. I., dirigée jusqu'à ce moment uniquement vers l'organisation intérieure et le bien-être de votre vaste empire et récompensée déjà par de si riches résultats, sera attirée en partie par les événements extérieurs. Je ne puis cependant ne pas reconnaître que les mesures, que je viens de soumettre à V. M., sont nécessitées par les circonstances présentes et même par la sécurité future de la Russie, devant laquelle toutes autres considérations doivent se taire. || En reconnaissant ainsi cette nécessité, je me vois toutefois obligé d'attirer l'attention de V. M. sur les moyens nécessaires à la réalisation de nos entreprises. Bien que notre situation financière actuelle ne me soit pas connue en détail, je sais cependant que cette partie a été depuis les temps les plus reculés et est actuellement encore le côté le plus faible de la Russie, dès qu'il s'agit de dépenses extérieures. Le manque essentiel d'argent se fera vite sentir, lorsque les armées devront être entretenues hors des frontières de l'empire; et bien qu'il existe en effet une petite réserve de monnaie d'argent, elle sera tout au plus suffisante pour une campagne. Si nous considérons tout ce qui nous est arrivé dans les derniers 50 ans et dans les différentes guerres que la Russie a eu à soutenir, nous constatons: 1. Que la guerre de sept ans, sans compter les subsides de la cour de Vienne et les contributions assez fortes prélevées en Prusse et à Berlin, a privé la Russie d'une grande partie de la monnaie d'argent qu'elle possédait, bien que, pour empêcher autant que possible l'argent de sortir de l'empire, nous nous fussions efforcés dans les dernières campagnes à fournir à nos armées l'approvisionnement de Pétersbourg même par les ports de la Prusse, qui se trouvaient alors entre nos mains; 2. Que non-seulement les deux guerres turques ont absorbé tout l'argent et l'or de la Russie, mais que sans l'aide des emprunts contractés à l'étranger il nous aurait été difficile de les continuer; 3. Que la participation que feu l'empereur avait acceptée dans les guerres contre la France, en envoyant des

No. 871.

1803

24 Noem.

No. 87.  
1803  
24 Noem. armées en Allemagne, en Italie et en Hollande, n'aurait pas pu être longtemps continuée sans les subsides de l'Angleterre. || Tous les expédients, dont on peut si commodément se servir dans l'intérieur de la Russie, ne trouvent plus d'emploi lorsqu'il est question de dépenses extérieures et d'entreprises qui exigent absolument de l'argent en numéraire ou des lettres de change qui le remplacent. Aussi ne doit-on nullement négliger aucun des moyens qui peuvent servir à diminuer l'exportation de la monnaie. || Parmi ceux-ci, je considère qu'il serait utile qu'une partie au moins de l'approvisionnement nécessaire aux troupes qui constitueront l'armée du Nord fût achetée en Russie. Pour compléter l'approvisionnement, je propose le moyen suivant, qui me paraît assez commode, à la condition toutefois de s'en occuper à temps. || Qu'on achète à Riga et à Lubow la quantité nécessaire de provisions pour l'entretien annuel du susdit corps d'armée: farine, avoine, gris. Lorsque cette armée sera dans le Holstein et dans le Mecklembourg et lorsque par conséquent les ports de ces deux états seront à notre disposition, toutes les susdites denrées pourront être commodément transportées par des navires de commerce affrétés à cette fin. || Quant aux armées qui devront occuper la Moldavie et la Valachie, elles trouveront leur approvisionnement dans ces provinces, sans être à la charge des habitants. || Pour conclure, je crois de mon devoir de représenter à V. M. que, si en général dans ce plan il n'est pas fait une mention spéciale du corps auxiliaire de 30 mille hommes, c'est parce qu'il n'y a actuellement presque rien à en dire, car tous les détails le concernant doivent dépendre du plus ou du moins de bienveillance que nous trouverons à la cour de Vienne dans ses arrangements avec nous relatifs aux mesures à prendre en commun dans l'état actuel des affaires de l'Europe. Je ne puis cependant passer sous silence que, si la cour de Vienne, encouragée par un pareil secours de notre part, se décide à prendre part dans cette guerre, en ce cas sa coopération peut, en général, donner aux affaires une direction de nature à faciliter, naturellement, tant nos entreprises forcées dans le nord de l'Allemagne, que les mesures à prendre de notre côté pour la défense de la Porte.

---

No. 87<sup>s</sup>. — Extract din instrucțiunile trimise de Comitele A. Vorontzof trimisului rus la Paris Oubril, în 18 (30) Noembrie 1803. Petersburg.

(Сборникъ, LXXVII, p. 420.)

... Je dois vous recommander d'abord d'être très attentif à toutes les mesures que le gouvernement français prendra dans la poursuite de la guerre actuelle contre l'Angleterre, et de nous informer sans délai de tout ce que vous apprendrez à cet égard. Les liaisons entre le cabinet de Berlin et celui des Tuileries n'étant pas douteuses et devant être devenues plus intimes encore depuis l'envoi de M. Lombard à Bruxelles lorsque le premier consul s'y trouvait, il nous importe de connaître jusqu'à quel point cette cour se prête aux vues du gouvernement français et abonde dans son système. Vous devez donc diriger toute votre attention à suivre de près les démarches du ministre de Prusse à Paris. Tout en le surveillant, vous ne négligerez pas non plus de savoir sur quel pied se trouvent actuellement les relations de la cour de Vienne avec la France, et vous ne perdrez pas de vue d'être au courant des démarches du comte de Cobenzl et de l'effet qu'elles produisent à Paris. Je désire aussi que vous mettiez tous vos soins à découvrir et à nous informer des projets subséquents du gouvernement français relativement aux possessions de la Porte ottomane et d'être en même temps au fait des démarches de l'ambassadeur turc à Paris, lequel, d'après les ordres qu'il aura reçus de Constantinople, vous témoignera sans doute la confiance requise et vous communiquera ce qui se passera entre lui et le gouvernement français. Il serait intéressant aussi de connaître les plans, par l'exécution desquels l'ambition démesurée du premier consul veut opprimer les villes hanséatiques et plusieurs états du nord de l'Allemagne.

No. 87<sup>s</sup>.  
1803  
30 Noem.

No. 87<sup>o</sup>. — Memoriul Principelui Adam Czartorijski  
către Impăratul Alexandru I, (din 17 (29)  
Februarie 1804. Petersburg.

(Сборникъ, LXXVII, p. 486.)

No. 87<sup>o</sup>.      Le chancelier de l'empire, par ordre de V. M. I., avait chargé  
1804 l'ambassadeur comte de Worontzoff de fixer l'attention du gouver-  
29 Febr. nement anglais sur les dangers, que court dans ce moment la Tur-  
quie européenne de la part des Français. Il lui fut prescrit de té-  
moigner au ministère britannique que V. M. ne verrait pas avec in-  
différence les troupes françaises mettre pied en Grèce ou en Albanie;  
qu'Elle était dans l'intention de s'y opposer et que, selon notre ma-  
nière de voir, Corfou dans une telle circonstance pouvait devenir une  
place d'armes importante, soit pour arrêter l'ennemi, soit pour con-  
duire et soutenir de là les opérations sur le continent voisin; qu'en-  
fin V. M. désirait que le ministère britannique nous fît part de ses  
opinions sur cet objet important, nous fît connaître quelles liaisons  
il avait déjà contractées dans ces pays, et le parti qu'il comptait  
prendre en cas d'une descente des Français opérée en Grèce; qu'en  
attendant, nous demandions que l'amiral Nelson reçût l'ordre de se  
concerter avec le comte de Mocenigo sur des mesures de précaution  
et de défense, et que M. Foresti ou tout autre agent anglais fût mis  
à même de fournir quelques fonds, dans la supposition qu'il soit né-  
cessaire d'en employer, pour ramener sur un bon chemin les esprits  
égarés dans ces contrées. | Le cabinet de St.-James vient de répon-  
dre à ces ouvertures avec la plus grande confiance et un empressé-  
ment marqué de s'entendre avec la Russie sur l'objet en question;  
peut-être même cet empressement est-il trop vif de sa part et donne  
dans le défaut de vouloir trop hâter des mesures, qu'il faut préparer  
et non précipiter. Cependant, l'on ne saurait lui en faire un tort, at-  
tendu l'extrême importance que doit mettre naturellement ce cabinet  
à voir la Grèce à l'abri de l'atteinte des Français et à pouvoir être  
tranquille sur les suites de leur ambition dans cette partie de l'Eu-  
rope. L'ambassadeur d'Angleterre, dans deux conférences qu'il eut  
avec moi, l'une avant et l'autre après l'arrivée du courrier porteur  
de la dernière communication de la cour de Londres, alla bien plus  
loin dans les ouvertures qu'il me fit et m'avoua que son gouver-  
nement, inquiet sur l'état précaire de l'empire ottoman et de ses  
possessions européennes, qui, sous leur forme présente, resteront un

but d'appât et une cause d'alarme continuelle, avait désiré depuis longtemps de s'expliquer sans réserve avec le ministère de V. M. sur cet objet important et délicat ; qu'on ne pouvait se dissimuler que le gouvernement turc, ayant en lui-même le germe de sa dissolution, devait s'écrouler tôt ou tard ; et que les circonstances du moment, l'audace et l'ambition de Bonaparte, la position critique dans laquelle il se trouve, et la fermentation qui a fait tant de progrès parmi les Grecs, rendent cet événement plus probable et peut-être très-prochain. L'ambassadeur d'Angleterre exprima ensuite combien son gouvernement était intéressé à empêcher que l'empire ottoman devienne la proie des Français, et finit par me dire clairement que, si cet empire ne pouvait pas être sauvé, l'Angleterre désirait au moins être assurée que ce soient ses amis et non ses ennemis qui profitent de sa chute ; et qu'à cet égard elle était prête à s'entendre avec nous et à concourir à nos vues, elle-même ne pouvant en avoir aucune directe sur cette contrée. || Les dernières ouvertures de la cour de Londres, qui ont été la suite de celles que nous lui avons adressées, exigent de notre part une réponse dès à présent et les ouvertures supplémentaires de l'amiral Warren méritent la plus mûre réflexion. || C'est sur ces deux points, qui ne peuvent qu'être liés ensemble, que je vais prendre la liberté de soumettre à V. M. mes idées et mes observations. Il n'est pas douteux que l'empire turc ne menace ruine et que son sort futur ne touche la Russie dans ses intérêts les plus essentiels. Il est donc instant que notre cour, sur ce sujet important, arrête un système, dans lequel tous les cas probables et possibles soient prévus de manière que nous puissions voir clair devant nous et marcher avec assurance vers un but immédiat ou bien éventuel, suivant la tournure que prendront les événements. Le but, que nous devons avoir dès à présent, ne peut être différent de celui de préserver l'empire ottoman dans son état actuel et d'empêcher qu'il ne soit entamé. L'avantage qu'il y a d'avoir un voisin faible et tranquille et les facilités que le commerce de la mer Noire a obtenu dernièrement sont des raisons suffisantes pour se contenter de l'état présent des choses et pour le préférer à toute chance que pourrait offrir l'avenir et dont les suites seraient toujours jusqu'à un certain point incertaines. Cependant, je dois remarquer que les facilités, qu'a obtenues le commerce de la mer Noire et qui sont pour l'empire de Russie un objet de première importance, ne tiennent qu'à l'extrême faiblesse actuelle du gouvernement turc et aux circonstances tout-à-fait particulières amenées par la guerre de la révolution. Par conséquent, ces

No. 87.  
1804  
29 Febr.

No. 87<sup>e</sup>. 1804  
29 Febr. facilités et les avantages incalculables de puissance et de prospérité, qui peuvent en résulter, doivent encore être regardés comme pas entièrement assurés, puisque nous les perdrons sitôt que la Porte parviendrait à reprendre son ancienne force, ou qu'intimidée par les menaces du gouvernement français, égarée par ses promesses astucieuses, elle allait tout d'un coup changer de système et se jeter entre ses bras, ou bien enfin si quelque puissance européenne réussissait à s'emparer de la Grèce, de son Archipel et bientôt après de Constantinople. Il est facile de voir que, dans ce dernier cas surtout, la sûreté de l'empire de Russie serait fortement compromise, et l'un des débouchés les plus essentiels de son commerce se trouverait à la merci d'autrui. En supposant que le gouvernement turc, oubliant sa jalousie enracinée contre nous et convaincu du danger qu'il court en se prêtant aux projets des Français, demeure fidèlement attaché à la Russie et se lie sincèrement avec elle, si Bonaparte exécute son attaque contre lui, la sûreté et le sort de l'empire ottoman restent pourtant, encore fort incertains. || En procédant dans cette matière importante il semble qu'il naisse des difficultés à chaque pas et que ce soit en quelque façon entre des écueils qu'il faille naviguer et contre lesquels on doit se garder de donner en prenant une direction fautive. Les circonstances locales de ce pays, les liaisons que la cour de Russie a contractées avec le gouvernement turc et celles qu'elle ne peut s'empêcher d'avoir avec les habitants qu'il opprime et qui lui sont contraires, augmentent surtout ces difficultés; elles nous embarrassent déjà dans notre conduite actuelle et deviendraient encore plus compliquées, si la guerre venait à s'allumer dans ces contrées. || V. M. I., mue par l'intérêt qu'Elle prend à la conservation de la Porte, a été obligée de donner des ordres pour qu'on rétablisse dans les pays soumis à la domination ottomane un système de surveillance et d'action qui, s'il cessait de notre part, laisserait aux Français gagner un entier ascendant sur ces peuples. Outre ce nouveau motif, il est de l'intérêt constant de la Russie et en quelque façon de son honneur d'entretenir des relations avec les Grecs et autres sujets ottomans de la même croyance, dont elle est censée la protectrice naturelle et qui lui seront toujours de préférence dévoués, tant qu'ils pourront espérer en elle. Cette politique a été suivie par tous les souverains de la Russie depuis Pierre-le-Grand, et s'en départir pourrait avoir non-seulement des suites très nuisibles relativement à nos rapports extérieurs, mais, j'oserais dire, produirait un effet fâcheux même dans l'intérieur; puisque par là on abandonne-

rait une règle de conduite prescrite non-seulement par les intérêts et la dignité de l'empire, mais consacrée aussi en quelque façon par la religion dominante du pays. | Il est inutile d'ajouter que ces inconvénients parviendraient à leur comble, si nous permettions à une autre puissance de nous supplanter par son influence sur les Grecs et d'en profiter pour son propre avantage. Il est à espérer que la Porte, dans l'état critique où elle se trouve, quoique toujours très-portée à la défiance, ne prendra pas ombrage pour le moment d'une conduite, que la force des circonstances nous oblige de suivre et qui est encore ce qui peut lui arriver de plus heureux dans sa position présente. Cependant, si les Français tentent une entreprise contre la Turquie européenne et que la Porte persiste sincèrement à s'y opposer, la faiblesse de ses moyens, qui ne laisse pas d'espérer qu'elle puisse seule leur résister, obligera V. M. d'entrer aussi en lice et de ne rien négliger pour chasser ces nouveaux venus. Faudra-t-il dans ce cas abandonner entièrement les Grecs et prendre pour principe de concourir à les livrer sans réserve à la tyrannie turque? Il semble que l'humanité et la politique s'y opposent également; ce serait, sans aucune prévoyance pour l'avenir, servir à un gouvernement qui, par la position de ses états, par le souvenir des anciens griefs qu'il a contre nous et par les préjugés de sa religion, peut au premier jour nous redevenir hostile; ce serait sacrifier des peuples, qui depuis plus d'un siècle nous sont attachés, n'espèrent qu'en nous et qui, après une telle conduite, n'auraient plus jamais aucune confiance dans les Russes, qu'ils finiraient par détester autant qu'ils en avaient été enthousiastes autrefois. D'ailleurs, en se conduisant de la sorte, on ne gagnerait rien même pour le moment, attendu qu'on aurait tout le pays contre soi, que ces peuples très-belligueux dans leurs foyers se joindraient de cœur et d'âme aux envahisseurs qui leur promettaient l'indépendance. Pour compenser ce grand désavantage, l'on n'aurait que les forces rassemblées par la Porte, sur lesquelles il est assez connu combien peu il faut compter. Ce ne serait donc qu'en promettant aussi de notre côté aux Grecs une amélioration de leur sort que la Russie pourrait venir au secours du gouvernement ture, auquel il faudrait faire entendre que son propre intérêt prescrit une telle conduite de notre part, et exiger de lui, par la suite, que pour prix de notre service ils tiennent les promesses que nous aurions été obligés d'avancer. Il est difficile de prévoir les événements qui pourront résulter d'un conflit aussi singulier d'efforts, d'intérêts et de motifs divers; mais il est très-pos-

No. 87.

1804

29 Febr.

No. 87<sup>o</sup>. 1804  
29 Febr. sible, et il ne faut pas perdre de vue cette supposition, que les choses s'embrouillent au point et tournent d'une façon, qu'elle rendent la chute du gouvernement turc et sa retraite en Asie inévitables. |

Après avoir ainsi tâché d'énumérer les cas possibles à prévoir, il reste à indiquer la règle de conduite qu'il y aurait à suivre à commencer depuis le moment présent et en tâchant d'éviter les inconvénients, qui pourraient avoir lieu dans les différentes suppositions que nous avons faites. Avant tout, il paraît nécessaire que la Russie, ne pouvant manquer en général, par sa conduite noble et soutenue, de se mettre mal avec la France, et qui doit par conséquent chercher avec beaucoup de soin de se faire des amis sur le secours desquels elle puisse se reposer, s'assure aussi, à l'égard de l'objet important dont il est question, des sentiments et de la coopération sincères d'une puissance, qui veuille et soit intéressée de la soutenir à tout événement. Or, il n'y en a aucune qui puisse répondre plus complètement à cette attente que l'Angleterre, dont les vues ne peuvent jamais se croiser avec les nôtres dans cette contrée et qui, pourvu qu'elle soit sûre que les Français ne s'empareront pas d'aucune partie de la Turquie, ne peut guerre avoir, d'après ses intérêts, des prétentions sur cet empire. Plus d'un motif se réunit pour nous engager à nous entendre, avec une entière confiance, avec la cour de Londres, pour garantir la Turquie européenne d'un envahissement de la part des Français; le premier de tous est la sécurité que nous gagnerons sur cet objet, tant pour le présent que pour l'avenir; le second est que, si l'Angleterre ne voit pas ses ouvertures confidentielles reçues par la Russie d'une manière qui réponde à sa confiance, qu'elle ne se détermine à quelque autre parti qui ne serait pas de notre convenance, pour prévenir un événement qu'elle redoute extrêmement; enfin, en nous concertant avec le cabinet de St.-James, nous serons plus dans le cas de le modérer et de l'empêcher de prendre des mesures trop violentes, qui pourraient faire naître les événements que nous désirons retarder et nous entraîner encore plutôt dans une guerre. | Je serais donc d'avis, qu'il faudrait répondre avec franchise et cordialité aux ouvertures et aux questions que nous adressées la cour de Londres et qui du reste ont été provoquées par nos communications antécédentes. On pourrait répéter au cabinet de St.-James que le désir sincère et prononcé de V. M. I. est de préserver l'empire ottoman, autant que cela se pourra, dans son état actuel; que c'est dans ce but que nous avons cru indispensable de redonner plus d'activité à notre influence sur les sujets grecs et es-

clavons de cet empire ; qu'en outre, V. M. a fait prendre des arrangements nécessaires pour que les Sept-Îles soient à l'abri d'une attaque inopinée et qu'Elle va s'occuper à mettre dans un état de défense respectable la forteresse de Corfou, qui peut être regardée comme le boulevard de la Grèce. En remerciant le gouvernement anglais pour l'empressement qu'il a montré à concourir à ces mesures de prudence, nous l'inviterons à y donner de la suite par des ordres réitérés à l'amiral Nelson et à ses agents dans la Grèce ; nous l'engagerons à leur prescrire la plus grande prudence et circonspection, afin de ne pas se compromettre avec la Porte et afin de ne pas provoquer les événements dont on veut se garder, ce qui est le but principal auquel notre cour veut tendre ; cependant si, malgré ces précautions et cette conduite mesurée, les Français entreprennent quelque coup sur la Grèce et réussissent d'y débarquer du monde, qu'alors V. M. est décidée d'agir contre eux ; la garnison de Corfou, augmentée à présent et qui peut l'être encore par la suite, pourra faire une diversion marquante sur le continent opposé, en y débarquant quelques troupes parmi des peuples très-belliqueux, depuis longtemps attachés à la Russie et dont on s'occupe à présent à ranimer le zèle et le dévouement pour nous ; qu'en outre, des ordres sont donnés pour armer diverses expéditions dans les ports de la mer Noire, qui, selon la nécessité, pourront au premier avis porter de nouveaux secours à Corfou et sur le continent de la Grèce ; qu'enfin une armée russe entrera dans ce cas en Valachie et avancera aussi plus loin, selon que les circonstances l'exigeront ; que V. M. invite S. M. Britannique à faire tenir à Malte un corps de troupes anglaises, qui pourrait être également transporté sur le continent de la Grèce pour y agir de concert avec nous ; mais que nous attendons et exigeons du cabinet de St.-James de n'entreprendre rien de pareil qu'à la suite d'une tentative des Français qui autorisera ces mesures et n'en permettra plus d'autres. On aura soin de faire comprendre au cabinet de St.-James que l'inconvénient de se laisser prévenir par les Français, qui d'ailleurs ne sera pas bien grand si le pays est une fois porté en notre faveur, se trouvera du reste compensé par l'avantage de leur laisser prendre sur eux tous les torts. V. M. exprimera de plus son désir que la cour de Londres, lorsqu'il en sera temps, parle avec nous le même langage vis-à-vis des Grecs et du gouvernement ottoman et agisse à cet égard sur le même principe, en s'efforçant de laisser à cet empire son existence, mais en stipulant en même temps, de concert avec la cour de Russie, une amélioration

No. 87<sup>a</sup>.

1804

29 Febr.

No. 87<sup>o</sup>. 1804  
29 Febr. marquante du sort des Grecs, sur le genre de laquelle les deux gouvernements pourront alors s'entendre. ¶ De cette façon, il paraît que la cour de Londres aura lieu d'être contente ; nous aurons répondu avec confiance à sa question principale, qui roule sur les idées que nous pouvons avoir relativement à la manière dont il faut pourvoir à la défense et sûreté de la Turquie ; au reste, ce ne sera que lui faire part des mesures déjà arrêtées et en pleine exécution. Nous calmerons par là ses inquiétudes et nous parviendrons à l'adjoindre à l'exécution d'un plan de conduite qu'il nous convient de suivre. ¶ Je ne crois pas devoir terminer sans soumettre à V. M. ma dernière réflexion qui est, qu'autant qu'il doit entrer dans la politique de la Russie de soutenir l'empire ottoman dans son état actuel, autant et plus encore il est important pour nous, si sa chute devient inévitable, de ne point permettre qu'aucune autre puissance s'établisse sur ses ruines et de s'assurer alors de quelques points principaux, desquels dépend le libre débouché de notre commerce de la mer Noire. | Sans vouloir m'étendre davantage sur une supposition, dont le plus ou le moins de fondement sera décidé par la suite des événements, je me bornerai à observer que, vu l'esprit du gouvernement anglais et sa politique fondée sur ses intérêts, et à en juger encore plus positivement par les dernières ouvertures de l'amiral Warren, je pense que l'on pourra aussi sur cet objet facilement s'entendre, soit à présent, soit plus tard, quand nous le croirons plus nécessaire, avec la cour de Londres, qui probablement s'y prêtera plus aisément qu'aucun autre gouvernement quelconque et acquiescera sans peine à un arrangement éventuel avec nous, par lequel les deux gouvernements se garantiront, en cas de l'anéantissement de l'empire ottoman, l'exclusion de toute autre puissance de ses domaines. L'amiral Warren m'a, en outre, témoigné que sa cour sera prête aussi à employer une partie de ses forces surabondantes dans le nord de l'Allemagne, en cas d'attaque du Danemark par les Français. Comme cette insinuation regarde un objet entièrement différent, je n'en fais ici mention que pour qu'elle soit connue de V. M., me réservant de l'en faire ressouvenir plus tard, lorsque la réponse, que nous attendons de Copenhague, nous aura mis dans le cas d'agir avec plus de certitude relativement aux affaires de cette partie de l'Europe.

---

No. 87<sup>10</sup>. — Scrisórea Impăratului Napoleon I către  
Sultanul Selim III, din 10 Pluvios anul  
XIII (30 Ianuarie 1805). Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 8.298, X, p. 162).

Très-haut, très-excellent, très-puissant, très-magnanime et in- No. 87<sup>10</sup>.  
vincible Prince, le grand empereur des Musulmans, Sultan Sélim, en 1805  
qui tout honneur et vertu abonde, notre très-cher et parfait ami, 30 Jan.  
Dieu veuille augmenter ta grandeur et hauteesse, avec fin très-heu-  
reuse. Toi, descendant des grands Ottomans, empereur d'un des plus  
grands empires du monde, as-tu cessé de régner ? Comment souffres-  
tu que la Russie te donne des lois ? Tu refuses de me rendre ce  
que je te rends : es-tu aveuglé à ce point sur tes intérêts ? Si la Russie  
à 15.000 hommes à Corfou, crois-tu que c'est contre moi ? Ses bâ-  
timents armés prennent l'habitude de se présenter devant Constan-  
tinople : es-tu assez aveugle pour ne pas voir qu'un jour, soit sous  
le prétexte de ramener en Russie les troupes qui sont à Corfou, soit  
sous celui d'accroître ces forces, une escadre et une armée russes,  
favorisées par les Grecs, envahiront ta capitale, et ton empire aura  
cessé avec toi ? Ta dynastie descendra dans la nuit de l'oubli. Le  
reiss-effendi te trahit ; la moitié du divan est vendue à la Russie. La  
mort du capitan-pacha t'a privé de ton meilleur ami. Je t'ai prévenu  
deux fois, je te préviens une troisième. Chasse ton divan, punit le  
reiss-effendi et règne dans Constantinople, ou tu te perds. Quant à  
moi, j'ai voulu être ton ami. Si tu persistes à me refuser ce que la  
France a eu de tout temps, le premier pas à Constantinople, si tu  
veux rester servilement soumis à tes ennemis, je me mettrai aussi  
contre toi ; je n'ai jamais été un ennemi faible. Ton divan ne prend  
aucune mesure pour rétablir l'ordre en Egypte et en Syrie ; il laisse  
perdre la Mecque et Médine ; il insulte à tes amis et se prosterne  
et caresse tes ennemis de tous les temps. La Perse a la guerre ;  
elle est menacée par la Russie et, loin de la secourir, le faible divan, ou  
plutôt les traîtres qui le mènent, ne savent pas même intervenir  
pour elle ; ce n'est que contre moi qu'ils ont du courage. Je t'écris  
donc à toi, tu es le seul ami que la France conserve dans le sérail,  
si toutefois les hommes qui se sont emparés de toutes les issues de  
ton trône permettent à ma lettre de t'arriver. Réveille-toi, Sélim.  
Appelle au ministère tes amis ; chasse les traîtres ; confie-toi à tes  
vrais amis, la France ou la Prusse, ou tu perdras ton pays, ta reli-

No. 87<sup>10</sup>. gion et ta famille. Tes vrais ennemis sont les Russes, parce qu'il  
 1805 veulent régner sur la mer Noire, et qu'ils ne le peuvent sans avoir  
 30 Jan. Constantinople; parce qu'ils sont de la religion des Grecs, qui est  
 celle de la moitié de tes sujets. J'attends ta réponse, pour savoir ce  
 que je dois penser et faire. Si tu ne gouvernes plus, si tu es tout  
 à la disposition des ennemis de la France, je gémirai sur l'aveugle-  
 ment et la mauvaise politique du plus ancien allié de la France;  
 mais je comprendrai que le destin, qui t'a fait si grand, veut détruire  
 l'empire des Soliman, des Mustapha, des Sélim; car tout change sur  
 la terre, tout périt; Dieu seul ne périra jamais. Sur ce, je prie Dieu  
 qu'il augmente les jours de ta Hautesse et les remplisse de toutes  
 prospérités, avec fin très-heureuse. Ton très-cher et parfait ami  
 (s) Napoléon.

En mon château impérial des Tuileries, ce 10 pluviôse an XIII

No. 87<sup>11</sup>. — Memoriul lui Vernègues pentru guvernul  
 Rusiei, din 8 (20) Martie 1805.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 8.)

No 87<sup>11</sup>. Un des objets le plus important sur les données et la politique  
 1805 du gouvernement français est celui qui concerne ses projets d'établis-  
 20 Martie sement dans les provinces de la Turquie. On peut classer de trois  
 manières les principales raisons qui font désirer si vivement à Bona-  
 parte ce nouvel établissement, que l'on a vu au moment de se réa-  
 liser par l'invasion en Egypte et que les moyens de persuasion pou-  
 vaient faire réussir dans les derniers temps du règne de l'Ér Paul I: 1)  
 1) D'arriver, par la foule de ses agents, l'intrigue et les moyens  
 les plus actifs, aux possessions anglaises dans les Grandes Indes,  
 comme la seule diversion adoptée exclusivement pour entamer cette  
 puissance dans la source de son crédit et de ses richesses et la pren-  
 dre, pour ainsi dire, à revers, car la descente en Angleterre est une  
 chimère non-seulement aux yeux des gens qui ont le sens commun  
 en France, mais même de ceux qui passent pour plus habiles et  
 plus déterminés. 2) De reprendre, par des positions avantageuses,  
 une influence dans la Méditerranée et les échelles du Levant, que  
 l'occupation de Corfou et de Malte, ainsi que les nouveaux établis-  
 sements de la mer Noire vont enlever pour jamais au commerce de  
 Marseille; et d'établir, par le démembrement de la Turquie, le seul  
 point de contact avec l'empire de Russie, que l'on ne peut pas atteindre

autrement, tandis que cette puissance peut au contraire attaquer la France quand elle voudra et faire paraître ses flottes et ses armées sur les côtes et le continent de l'Italie et de Provence. || 3) De consolider de cette manière le nouveau royaume de Lombardie, en attendant l'asservissement de toute l'Italie, et se ménager les positions et les établissements qui peuvent inquiéter et éloigner la cour de Vienne de toute entreprise et recouvrement en Italie. || Il n'y a pas de doute que la seule crainte d'une tentative infructueuse, par l'opposition et les préparatifs de la cour de Russie, a pu faire ajourner à Bonaparte des projets irrévocablement arrêtés, et les circonstances actuelles peuvent faire présumer qu'il tentera par la douceur et la persuasion ce qu'il ne peut pas enlever dans ce moment-ci de vive force. On peut même ajouter que le poids de sa couronne et les précautions d'affermissement qu'elle exige le forcent à des ménagements, qu'il doit autant à la tranquillité intérieure de la France qu'à l'opinion favorable qu'il voudrait inspirer aux puissances continentales de l'Europe; mais le jour où cet usurpateur croira être assuré sur son trône, il se livrera à toute la fougue de son caractère et se fera un point d'honneur et de sûreté de réaliser ses jactances sur l'abaissement de l'Angleterre et sur le changement du système politique de l'Europe. On croit cependant pouvoir assurer, malgré toutes les démonstrations affectées de Bonaparte, que c'est l'attitude imposante de la cour de Russie qui l'inquiète le plus. Il juge, avec raison, qu'il pourrait tout entreprendre avec le concours de cette puissance, tout comme il a lieu de désespérer de ses entreprises, s'il en est contrarié. La politique ferme, sage et mesurée du cabinet de St.-Petersbourg est ce qui désoriente le plus Bonaparte depuis quelque temps; il tatonne et cherche vainement ce qui peut lui assurer positivement l'Autriche et la Prusse, avant que d'entreprendre ouvertement contre la cour de Russie, et on peut affirmer que ses conseils l'ont déterminé à temporiser et à préférer même un rapprochement, pour mettre en usage tous les moyens possibles d'adresse et de séduction. On a vu le moment où la guerre allait être déclarée contre la Russie, un manifeste infâme était préparé contre cette cour et même contre l'auguste personne de S. M. l'Empereur, car il faut observer que Bonaparte se livre souvent à toute la violence de son caractère, et ce n'est qu'avec des peines infinies que l'on parvient à le calmer et à le modérer. Je ne pourrai pas actuellement donner des indications précises sur les moyens et la manière, dont le gouvernement français nourrit ses espérances relativement à ses projets sur la Turquie. Je n'ai pu qu'être

No. 87<sup>11</sup>.  
1805  
20 Martie.

No. 87<sup>11</sup>. confirmé dans mes anciennes idées par des personnes marquantes  
1805 pendant le petit moment de liberté que j'ai eu à Paris. On doit déjà  
20 Martie. savoir que le général Menou n'a été principalement placé à Turin  
que pour entretenir des rapports et des liaisons avec l'Égypte, et que  
le caractère entreprenant et militaire du général Brune l'a fait nom-  
mer à Constantinople pour continuer les intelligences avec les an-  
ciens pachas, déjà gagnés, en entraîner d'autres et se mettre même  
à leur tête pour commencer la guerre, si cette levée de boucliers  
offre les apparences de succès pour la prétendue régénération de  
l'empire ottoman et l'expulsion des Russes, que l'on présenterait alors,  
selon l'usage et la tactique française, comme les seuls et véritables  
oppresseurs de la Turquie. J'ai su seulement que l'on faisait souvent  
partir par différentes voies des émissaires pour Constantinople, que  
l'on cherchait avec soin des jeunes gens qui parlassent le grec, et que  
l'on en faisait travailler d'autres pour apprendre l'arabe et le turc.  
Enfin, ce n'est pas à Boulogne et sur les côtes de La Manche que  
le gouvernement français fonde ses espérances, ce n'est plus qu'un  
point apparrant pour attirer l'attention des étrangers et un dépôt de  
troupes; mais c'est en Italie où Bonaparte prétend fixer les destinées  
de son empire: il veut faire de ce peuple une nation guerrière et  
le véritable boulevard de ses états, en se ménageant les ressources  
et les moyens d'attaque qui peuvent un jour le conduire en Turquie;  
ce n'est qu'alors qu'il croira porter le coup le plus fatal au gouver-  
nement britannique, qu'il sera en position d'agiter la Hongrie, de  
couvrir l'Italie et de se rallier avec plus de fruit les mécontents de  
la Pologne et, qu'en se rapprochant des frontières de la Russie,  
il pourra porter des entraves à son commerce de la mer Noire, qu'il  
juge avec fondement être une nouvelle source de richesse et de  
crédit pour une grande puissance, dont la position, la force et les  
moyens doivent tôt ou tard soumettre l'Europe à son entière influence  
et en faire l'arbitre et la sauvegarde de la tranquillité et de la sûreté  
publique.

---

No. 87<sup>12</sup>. — Scrisórea Impăratului Napoleon I către de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, din 1 Fructidor anul XIII (19 August 1805). Lagărul din Boulogne.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 9094, XI, p. 123).

Monsieur Talleyrand, ministre des relations extérieures, je ne vois pas de difficulté à ce que ceux qui ont fait le traité de navigation du Rhin soient chargés de négocier le traité supplémentaire. Faites donner quelque chose aux missionnaires d'Alep. Faites faire une note pour le *Moniteur* sur les affaires d'Egypte; faites en faire une sur la Valachie. Il paraît, par les nouvelles de Constantinople, que le traité de 1778 sera renouvelé; la Porte avait, cependant, toujours promis qu'il ne le serait point. Il faudrait être attentif à cette affaire et m'avertir quand ce traité se conclura; il me semble que les journaux l'annoncent déjà comme renouvelé. Il y a une lettre de Salzburg; il y en a une de Dresde; quand il en arrivera deux autres, il sera bon de lers montrer à M. de Cobenzl.

No. 87<sup>12</sup>.  
1805  
19 Aug.

No. 87<sup>13</sup>. — Extract din scrisórea lui de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, către d'Hauterive, din 19 Vendemiar anul XIV (11 Octombrie 1805). Strasburg.

(Pierre Bertrand, Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon, p. XXII).

Voici . . . . . ce que je voudrais faire des succès de l'empereur: Je les suppose grands. Je voudrais que l'empereur, le lendemain d'une grande victoire, qui ne me paraît plus douteuse, dît au prince Charles: «Vous voilà aux abois, je ne veux pas abuser de mes victoires. J'ai voulu la paix, et ce qui le prouve, c'est que je la veux encore aujourd'hui. Les conditions d'un arrangement ne peuvent plus être les mêmes que celles que je vous aurais proposées il y a deux mois. Venise sera indépendante et ne sera réunie ni à l'Italie, ni à l'Autriche. J'abandonne la couronne d'Italie, comme je l'ai promis. La Souabe, qui est un éternel sujet de discordes entre l'électeur de Bavière et vous, sera réunie à la Bavière, ou à tel autre prince. Je vous aiderai pour vous emparer de la Valachie et de la Moldavie.

No. 87<sup>13</sup>.  
1805  
11 Oct.

- No. 87<sup>13</sup>. A ces conditions, je ferai avec vous un traité offensif et défensif, et  
 1805 toute idée d'alliance avec la Prusse ira au diable. Voulez-vous cela  
 11 Oct. dans vingt-quatre heures? J'y consens; sinon, craignez les chances  
 qui appartiennent presque de droit à une armée victorieuse.» || Voilà  
 mon rêve de ce soir.

---

No. 87<sup>14</sup>. — Scrisórea lui de Talleyrand, ministrul  
 Relațiunilor exterioare al Franciei, către  
 Impăratul Napoleon I, din 25 Vendemiar  
 anul XIV (17 Octombrie 1805). Strasburg.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CXI, p. 156.)

- No. 87<sup>14</sup>. Sire, „ Dans l'éloignement où je suis de V. M., ma plus douce ou  
 1805 plutôt mon unique consolation est de me rapprocher d'Elle, autant qu'il  
 17 Oct. est en moi, par le souvenir et par la prévoyance. Le passé m'explique  
 le présent et ce qu'a fait V. M. me devient un présage de ce qu'Elle  
 doit faire; car, tandis que les déterminations des hommes ordinaires  
 varient sans cesse, celles de V. M., prenant leur source dans sa mag-  
 nanimité naturelle, sont, dans les mêmes circonstances, irrévocable-  
 ment les mêmes. „ Lorsque V. M. quitta Strasbourg, une seule chose  
 tempérait mes regrets. C'était la certitude qu'elle marchait à la vic-  
 toire. A peine quelques jours se sont écoulés, à peine V. M. a-t-elle  
 rencontré l'ennemi, et déjà Elle a vaincu. Mais, quand le vulgaire ne  
 voit dans les succès de V. M. que ces succès mêmes, ceux qui son-  
 gent, qu'après les mémorables campagnes de l'an IV et de l'an V,  
 au 18 brumaire, après la journée de Marengo, et en d'autres circons-  
 tances non moins solennelles, V. M. n'a profité de ses triomphes que  
 pour offrir la paix à ses ennemis, ceux qui savent qu'Elle ne con-  
 sidère chaque victoire que comme un gage de la paix, après laquelle  
 Elle soupire, ne doutent point, qu'après avoir remporté dans cette  
 guerre des avantages signalés sur l'Autriche, Elle ne cède encore au  
 noble penchant de sa grande âme. „ Il ne m'appartient point de re-  
 chercher quel était le meilleur système de guerre: V. M. le révèle  
 en ce moment à ses ennemis et à l'Europe étonnée. Mais, voulant  
 pouvoir lui offrir un tribut de mon zèle, j'ai médité sur la paix future,  
 objet qui, étant dans l'ordre de mes fonctions, a de plus un attrait  
 particulier pour moi, parce qu'il se lie plus étroitement au bonheur  
 de V. M. „ L'Europe compte aujourd'hui quatre grandes puissances,  
 car dans ce rang je ne mets point la Prusse; elle est grande dans

l'opinion, parce que l'un de ses monarques fit de grandes choses et No. 87<sup>14</sup>.  
 parce qu'on s'est habitué à confondre avec Frédéric II l'état dont 1805  
 il fit la gloire ; mais, avec un territoire morcelé, ouvert de toutes 17 Oct.  
 parts, un sol généralement ingrat, une population de dix millions de  
 sujets seulement, peu d'industrie et de capitaux, elle n'est réellement  
 que la première des puissances de second ordre. || A la tête des qua-  
 tre grandes puissances est la France, plus forte que chacune des  
 trois autres, capable même de leur résister à toutes, seule puissance  
 parfaite, parce que seule elle réunit dans une juste proportion les  
 deux éléments de grandeur qui sont inégalement répartis entre les  
 autres, savoir les hommes et la richesse. || Des trois puissances qui  
 partagent avec elle la haute influence en Europe, deux sont ses ri-  
 vales et ses ennemies naturelles. La troisième, séparée d'elle par  
 d'immenses espaces, n'est point directement son ennemie, mais elle  
 l'est indirectement, comme ennemie naturelle de ses plus anciens  
 alliés. || Tant que l'Autriche et l'Angleterre seront rivales de la  
 France, elles seront alliées naturelles et nécessaires. || Tant que l'Au-  
 triche ne sera point en rivalité avec la Russie, il sera facile à l'An-  
 gleterre de les unir dans une alliance commune. || Tant que les Rus-  
 ses seront en contact avec l'empire ottoman et qu'ils en méditeront la  
 conquête, la France sera forcée de les considérer comme ses enne-  
 mis. Il est évident que, d'un tel système de rapports entre les grands  
 états, sortiront des causes sans cesse renaissantes de guerre, que les  
 paix ne seront que des trêves et que l'effusion du sang humain ne  
 sera jamais que suspendue. Il n'est pas moins évident que, dans  
 toutes les guerres qui naîtront de cet état de choses, la France sera  
 partie ou principale ou accessoire, mais toujours nécessaire. Une  
 alliance entre la France et la Prusse avait été considérée comme  
 propre à maintenir la paix sur le continent. Mais une alliance avec  
 la Prusse est aujourd'hui impossible. Frédéric II n'est plus, et avec  
 lui le règne des grandes choses a fini pour le pays auquel il fit  
 prendre rang parmi les puissances. Ce n'est plus son génie qui pré-  
 side aux conseils de la Prusse, mais une politique timide, cauteleuse  
 et intéressée. Elle voudrait s'accroître, mais sans risques. Elle vou-  
 drait recueillir les fruits de la victoire, mais sans avoir combattu. Le  
 monarque qui la gouverne est dans la première jeunesse. Selon  
 toutes les probabilités, il poussera loin sa carrière. Les années ne  
 feront que fortifier son penchant à la parcimonie et au repos. Ainsi,  
 l'on ne peut espérer que, d'ici à un demi-siècle, la Prusse s'associe  
 à aucune noble entreprise. Qu'elle reste donc dans sa petitesse,

No. 87<sup>14</sup>. 1806 17 Oct. puisqu'elle n'a pas voulu profiter de l'occasion qui lui était offerte de s'élever à la grandeur! Qu'elle porte la peine de sa pusillanimité et que, laissée à elle-même, elle attende du temps et de la fortune ce qu'il eût été beau de ne devoir qu'à sa prévoyance et à son courage. D'ailleurs, une alliance avec la Prusse, utile dans l'état actuel des choses, n'aurait pas été sans inconvénients pour l'avenir. Et quoique, dans quelques cas particuliers, elle eût pu produire l'effet qu'on s'en était promis, il était impossible d'espérer qu'en général elle prévînt des guerres dont elle n'aurait pas fait cesser les causes. || Mais ces causes cesseront, et avec elles les guerres qu'elles enfantent, si au système de rapports dont elles sont la conséquence on en substitue un autre qui, ôtant tout principe de mésintelligence entre la France et l'Autriche, sépare les intérêts de l'Autriche de ceux de l'Angleterre, les mette en opposition avec ceux de la Russie et, par cette opposition, garantisse l'empire ottoman. || Telles sont, dans l'état présent de l'Europe, les conditions du problème à résoudre, pour parvenir à une paix qui mérite ce nom, c'est-à-dire à une paix durable. || Pour le résoudre, il faut d'abord que l'Autriche cesse d'être en contact immédiat avec la France et les états qu'elle a fondés. Il faut qu'elle ne confie plus au Milanais, objet de ses regrets, et que l'état vénitien soit, non pas réuni au royaume d'Italie (ce serait ramener le contact qu'il importe d'éloigner), mais interposé entre ce royaume et l'Autriche, comme état indépendant. Il ne doit pas former une monarchie (le monarque pourrait un jour se liguier avec l'Autriche), mais une république, sous l'influence de V. M., se donnant à elle-même des institutions aristocratiques et présidée par un magistrat de son choix. Il faut que l'Autriche n'ait plus entre ses mains une des principales clefs de la Suisse et qu'elle ne puisse plus affaiblir par ses acquisitions et ses empiètements, tourmenter par ses prétentions, asservir par son influence, les voisins de la France dans le midi de l'Allemagne. En un mot, il faut que la maison d'Autriche et ses princes renoncent à toutes leurs possessions en Souabe, qu'elle renonce notamment à la possession de Lindau, à l'île de Meinau et à l'état de Venise, en y comprenant Trieste, qui deviendrait une dépendance de l'état vénitien. || Si l'on imposait à l'Autriche ces sacrifices sans les lui compenser, ce serait une loi dure, qu'elle ne subirait pas, à moins qu'elle ne fût abattue et prosternée plus qu'il ne convient aux intérêts de l'Europe elle-même. Elle pourrait céder pour un temps à la nécessité, mais, couvant intérieurement des projets de vengeance et n'attendant que l'occasion de les exé-

cuter, elle serait plus que jamais engagée dans l'alliance de l'Angle-  
 terre et de la Russie, dont il importe de la détacher. || Dans les  
 âges passés on sentit la nécessité de fortifier l'Autriche, considérée  
 comme un boulevard contre les Ottomans, alors redoutables pour la  
 chrétienté. Nonobstant l'antique rivalité des maisons d'Autriche et  
 de Bourbon et l'antique alliance de la France avec la Porte ottomane,  
 Louis XIV vit les dangers de l'Europe et donna des secours à sa  
 rivale. Aujourd'hui, les Turcs ne sont plus à craindre, ils ont tout  
 à craindre eux-mêmes. Mais les Russes les ont remplacés : l'Autriche  
 est encore le principal boulevard que l'Europe ait à leur opposer et  
 c'est contre eux qu'il faut la fortifier aujourd'hui. || Ainsi, la politi-  
 que exige que, non-seulement les sacrifices que l'Autriche devra faire  
 soient compensés, mais encore le soient de manière à ne lui laisser  
 aucun regret. || Qu'en échange des états vénitiens, du Tyrol, de ses  
 possessions en Souabe et de ses prétentions sur les états voisins, les-  
 quelles demeureront à jamais éteintes, on lui donne la Valachie et la  
 Moldavie, la Bessarabie et la partie la plus septentrionale de la Bulgarie;  
 maîtresse alors de deux fertiles provinces, acquérant pour ses anciens  
 états un débouché par le Danube, qui coulera presque entier sous ses  
 lois, et une portion des côtes de la mer Noire, elle n'aura point à regret-  
 ter des pertes si richement compensées. Elle convoite ces deux provinces,  
 elles les verrait avec un regret amer entre les mains des Russes qui,  
 cependant, les ont déjà presque envahies : elle n'ose se flatter de les  
 obtenir et ne pourrait s'empêcher de regarder comme heureux les  
 événements qui lui en auraient assuré la possession. || L'empire ot-  
 toman n'aurait point lui-même à les regretter. || Les Turcs ont perdu  
 de leur puissance relative, parce que tout a fait autour d'eux des  
 progrès, sans qu'ils en aient fait aucun. Ils ont perdu de leur puis-  
 sance absolue, parce que le ressort de leur gouvernement s'est affaibli.  
 L'étendue de leurs possessions ajoutée à leur faiblesse, parce que leur  
 population, qui décroît sans cesse, étant disséminée sur un vaste ter-  
 ritoire, le peuple conquérant se trouve comme absorbé au milieu  
 du peuple conquis. Leur ôter quelques provinces, ce n'est pas les  
 affaiblir, c'est les fortifier. D'ailleurs, la souveraineté de la Porte ot-  
 tomane sur la Valachie et la Moldavie n'est plus que nominale. La  
 souveraineté réelle de ces provinces est entre les mains des ennemis  
 de l'empire, contre lequel elles ne sont plus une barrière. Elles le  
 soutiendront au contraire entre les mains de l'Autriche ; et par le  
 sacrifice d'une souveraineté idéale, la Porte ottomane aura acheté sa  
 sûreté et l'espoir d'un long avenir. || En entrant dans de nouveaux

No. 87<sup>14</sup>.  
 1805.  
 17 Oct.

No. 87<sup>14</sup>. rapports, la maison d'Autriche prendra une politique nouvelle. ¶ Du  
 1805 moment qu'elle sera en possession de la Valachie et de la Mol-  
 17 Oct. davie, les Russes, aujourd'hui ses alliés, deviendront ses rivaux et ses  
 ennemis naturels. ¶ Les Valaques et les Moldaves, préférant la do-  
 mination des Russes, à cause de la conformité de religion, la tien-  
 dront constamment en éveil. Elle sera forcée de porter de ce côté  
 toute son attention et toutes ses forces. ¶ Loin de s'associer, comme  
 elle ferait peut-être aujourd'hui, aux projets des Russes contre l'em-  
 pire ottoman, elle sera intéressée à les traverser et à les combattre. ¶  
 Si elle en formait elle-même, la France aurait plus de facilité pour  
 les prévenir ou pour en arrêter l'exécution. ¶ L'Autriche, ennemie  
 naturelle des Russes, aura pour alliée naturelle la France. ¶ Les  
 Allemands seront pour toujours exclus de l'Italie, et les guerres, que  
 leurs prétentions sur ce beau pays ont entretenues pendant tant de  
 siècles, pour jamais éteintes. ¶ L'Angleterre ne trouvera plus d'alliés  
 sur le continent, ou n'en trouvera que d'inutiles. ¶ Les Russes, com-  
 primés dans leurs déserts, porteront leur inquiétude et leurs efforts  
 vers le midi de l'Asie, où le cours des événements les mettra en  
 présence et en opposition avec les Anglais, aujourd'hui leurs alliés. ¶  
 Ainsi aura été complètement résolu le problème de la paix la plus  
 durable, que la raison puisse permettre d'espérer. ¶ Maintenant, je  
 suppose qu'après le gain d'une grande bataille, V. M. dise à la maison  
 d'Autriche : ¶ « J'ai tout fait pour conserver la paix ; vous seule vous  
 avez voulu la guerre. Je vous en ai prédit les conséquences, et main-  
 tenant vous les éprouvez ; j'ai vaincu à regret, mais j'ai vaincu ; je  
 veux que ce soit pour l'utilité commune ; je veux extirper d'entre  
 nous jusqu'au dernier germe de mésintelligence. Nos divisions ne peu-  
 vent naître que d'un voisinage trop rapproché. Vous et les princes  
 de votre maison, renoncez à toutes vos possessions en Souabe. Ren-  
 noncez à Lindau, à l'île de Meinau, d'où vous inquiétez la Suisse.  
 Renoncez à l'état vénitien, à Trieste et au Tyrol. De mon côté, je  
 séparerai, comme je l'ai promis, les couronnes de France et d'Italie.  
 Le royaume d'Italie ne sera point agrandi. La République de Venise,  
 à laquelle Trieste sera jointe, sera rétablie, sous la présidence d'un  
 magistrat de son choix. En exigeant de vous des sacrifices, je ne pré-  
 tends point qu'ils restent sans compensations ; je veux même que  
 les compensations les surpassent. Étendez-vous le long du Danube.  
 Occupez la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie. J'interviendrai pour  
 vous faire céder ces provinces par la Porte ottomane, et si les Rus-  
 ses vous attaquent, je serai votre allié. Dès aujourd'hui, l'alliance

peut être conclue, je viens d'en poser toutes les bases. Il est entendu que l'évêche d'Eichstadt, qui est au milieu de la Bavière, lui sera donné.» || J'ose croire, qu'après une victoire, de telles propositions seraient accueillies avec transport par la maison d'Autriche, et alors la plus belle paix terminerait la guerre la plus glorieuse. || V. M. me permettra de lui soumettre, en aperçu, le projet de traité sur lequel les négociations pourraient être ouvertes.

No. 87<sup>14</sup>.  
1805  
17 Oct.

### Projet.

S. M. l'empereur des Français et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, également animés du désir, non seulement de mettre fin à la guerre présente, mais encore de placer leurs états dans un système de rapports qui fasse cesser entre eux toute opposition d'intérêts, de prétentions et de vues, et par cela même toute cause éventuelle de guerre, afin d'établir sur un fondement solide la paix de l'Europe, qui ne saurait être ébranlée tant que les cours de France et d'Autriche seront étroitement et sincèrement unies pour la maintenir, ont nommé à cet effet, S. M. l'empereur des Français . . . , et S. M. l'empereur d'Allemagne . . . , lesquels, après avoir mûrement examiné et pesé tous et chacun des moyens les plus propres à conduire à un but si désirable et s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1-er. — Il y aura dorénavant paix et amitié entre S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur d'Autriche et d'Allemagne, leurs héritiers et successeurs respectifs à perpétuité.

Art. 2. — Les limites de la France sont, depuis la Hollande jusqu'à Bâle le thalweg du Rhin, depuis Bâle jusqu'aux Alpes ses limites actuelles, et, en Italie, celles qui la séparent maintenant du royaume d'Italie, des états du Pape et de l'Étrurie. S. M. l'empereur des Français s'engage pour lui, ses héritiers et ses successeurs à ne rien acquérir par voie d'achat, d'échange, de donation et de réunion, ni par aucune voie semblable quelconque au delà des limites susdites.

Art. 3. — Immédiatement après les ratifications, les couronnes de France et d'Italie seront séparées à perpétuité et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche promet de reconnaître comme roi d'Italie le successeur que S. M. l'empereur des Français se sera donné, conformément aux constitutions du royaume.

Art. 4. — Les possessions de la maison d'Autriche et de ses princes auront à l'avenir pour limites, du côté de l'Allemagne, les limites

No. 87<sup>14</sup>.  
1805  
17 Oct. actuelles de la Silésie autrichienne, du royaume de Bohême, celles de l'archiduché d'Autriche depuis la Bohême jusqu'au point de jonction des frontières de l'archiduché et de l'électorat de Salzbourg, entre Burghausen et Titmaning, puis celles du dit électorat et les limites anciennes des duchés de Carinthie et de Carniole. || S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce dès à présent, tant pour lui que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, aux pays, seigneuries et principautés héréditaires que Sa dite M. et les dits princes possèdent hors des limites ci-dessus. |, S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, s'engage à ne rien conserver au delà de ces mêmes limites de ce qu'ils auraient pu y acquérir par voie de conquête, et à n'y rien acquérir par voie d'achat, d'échange, de donation, de reversion et d'incorporation, ou enfin par aucune autre voie semblable, quelle qu'elle puisse être, renonçant dès à présent à toute expectative et à tout droit éventuel qu'ils pourraient avoir.

Art. 5. — Les échanges, que chacune des hautes parties contractantes voudrait faire pour opérer seulement une rectification de ces limites, ne seront point réputés contraires aux stipulations du présent traité.

Art. 6. — La partie du ci-devant état vénitien et les autres territoires au nord d'Italie, auxquels S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce par l'article 4, seront érigés en république aristocratique indépendante, qui se donnera à elle-même ses institutions et qui sera gouvernée par un magistrat héréditaire, dont le choix, pour cette première fois, sera fait par l'empereur Napoléon. || Les deux hautes parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance et l'intégrité du territoire de la dite république.

Art. 7. — Toutes les prétentions de la maison d'Autriche à la charge des états d'empire situés dans les cercles de Bavière, de Franconie, de Souabe, ses prétentions à l'égard de la Suisse, et réciproquement toutes les prétentions des dits états à la charge de la maison d'Autriche, sont dès à présent et demeurent à jamais éteintes.

Art. 8. — Les territoires situés dans les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe, et auxquels S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce par le même article 4, seront, à l'avenir, tenus et possédés en toute propriété, aux mêmes titres et droits actuels et éventuels que les possédait la maison d'Autriche, par les princes et états d'empire qui ont souffert dans cette guerre, et entre lesquels

ils seront répartis par une convention particulière et spéciale annexée au présent traité. || Les hautes parties contractantes interviendront, pour faire reconnaître et sanctionner par l'empire germanique les changements survenus dans l'état de possession des dits princes et états, en conséquence de la convention précitée.

No. 87<sup>14</sup>.  
1806  
17 Oct.

Art. 9. — S. M. l'empereur des Français ne s'opposera point à ce que, immédiatement après les ratifications du présent traité, S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche fasse occuper par ses troupes et possède en toute souveraineté, lui, ses héritiers et successeurs à perpétuité, la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie et la partie de la Bulgarie au nord d'une ligne tirée du confluent de la Sereth et du Danube à Mancalia, sur la mer Noire.

Art. 10. — S. M. l'empereur des Français interviendra d'une manière efficace pour que la Porte ottomane cède et transporte à la maison d'Autriche ses droits de suzeraineté et de souveraineté sur ces provinces, parce qu'il est convenu, qu'en retour de la cession faite par la Sublime Porte, S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche garantira l'intégrité des autres possessions ottomanes en Europe.

Art. 11. — Dès à présent, S. M. l'empereur des Français garantit à S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche la possession des dites provinces contre toute prétention, entreprise et attaque de la part des Russes.

Art. 12. — Les hautes parties contractantes conviennent et promettent dès à présent de regarder comme leur étant commune à l'une et à l'autre toute agression des Russes dirigée contre l'une d'elles pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être. Elles fixeront par une convention, qu'elles se réservent de conclure, la nature et la qualité du recours que, le cas d'alliance survenant, elles seront mutuellement tenues de se fournir, ainsi que tout ce qui concerne la solde, l'entretien et le commandement des forces que l'un des alliés devra mettre à la disposition de l'autre allié.

Art. 13. — Si, ce qu'à Dieu ne plaise, nonobstant les précautions prises par les hautes parties contractantes pour rendre perpétuelles entre elles la bonne intelligence et la paix, la guerre venait un jour à les diviser, il est convenu que la république helvétique, dont les hauts contractants garantissent l'organisation actuelle, résultante de l'acte de médiation, jouira d'une neutralité pleine, entière et absolue, de telle sorte que les armées des hauts contractants ne puissent, non-seulement pas y établir le théâtre de la guerre, mais encore occuper

No. 87<sup>14</sup>. momentanément aucun point, ni traverser aucune partie de son territoire.  
1806  
17 Oct.

Art. 14 et dernier. — Les ratifications seront échangées à Paris, etc.

Par ce projet, les acquisitions de la France en Italie, non encore reconnues et contestées par l'Autriche, sont par elle reconnues et consenties. || L'Autriche renonce elle-même à tout ce qu'il nous importe qu'elle ne conserve pas. || La forme dans laquelle ces reconnaissances et ces renonciations sont stipulées fait disparaître ce qu'il y aurait d'irritant pour l'orgueil autrichien, si elles étaient explicites. Voulant vivre désormais en état d'amitié et d'alliance avec l'Autriche, il convient de ne point la blesser dans l'instrument même de la réconciliation. Au lieu d'énumérer les acquisitions qui restent à la France et les pertes que fait l'Autriche, il suffisait de dire quelles seraient à l'avenir les limites respectives des deux empires, et c'est ce que j'ai fait. Le résultat est le même, mais l'amour-propre est à couvert. C'est par la même raison qu'il m'a paru convenable de ne point faire dans le traité patent la répartition des territoires que l'Autriche abandonne en Allemagne. Cette répartition nécessite d'ailleurs un examen attentif et des recherches particulières. J'ai l'honneur d'en adresser un projet à V. M. || Les frontières de la France et de l'Autriche sont séparées, du côté de l'Allemagne, par une distance moyenne de cent lieues ; du côté de l'Italie, par une distance moyenne de quatre-vingts lieues. L'espace [intermédiaire] est occupé par des états que V. M. a fondés, ou relevés, ou secourus, et qui sont à jamais attachés à la France. || Les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe sont débarrassés entièrement de l'influence ou tracassière, ou usurpatrice et tyrannique, de la maison d'Autriche. <sup>1</sup> Cette maison, reculée vers l'Est et établie dans des provinces que les Russes convoitent, devient leur ennemie naturelle. || Elle est alliée à la France contre eux. Elle garantit contre toute attaque de leur part l'empire ottoman et la lie elle-même envers cet empire, dont elle garantit à la France l'intégrité. || Enfin, l'acte de médiation de la république helvétique est garanti, et la neutralité de cette république est stipulée pour toutes les guerres à venir, ce qui couvre la France du côté où ses frontières sont ouvertes. Tout semble donc prévu, et de ce qui peut rendre la paix en quelque sorte éternelle, et de ce qui peut rendre la guerre, si elle venait à se rallumer, moins onéreuse et moins inquiétante pour la France. || Ce projet fournirait aussi à V. M. des moyens d'établissement pour des princes de sa maison. <sup>1</sup> La maison d'Autriche, par les renonciations qu'elle fait, perd en Allemagne 1.672 lieues carrées, neuf

cent neuf mille six cent quatre-vingt-seize sujets et 8.663.600 fr. No. 87<sup>14</sup>.  
 de revenus. Au nord de l'Italie, elle perd 2.394 lieues carrées, deux millions deux cent mille sujets et 25.000.000 de francs de revenus. 1805  
 En tout 4.000 lieues carrées (de 25 au degré), deux millions neuf 17 Oct.  
 cent mille sujets et près de 28 millions et demi de revenu. || La Valachie et la Moldavie, au contraire, n'ont que dix-sept cent mille âmes de population. || La Bessarabie et le nord de la Bulgarie sont déserts et les revenus de tous ces territoires montent à peine à 16.000.000. Mais leur étendue est double de ceux auxquels l'Autriche renonce. Leur sol est généralement admirable. Ils produiront de grands revenus dès qu'ils auront des hommes; et ce sera même un avantage pour la maison d'Autriche d'y trouver les rangs clairsemés, puisqu'elle pourra y transporter des colonies d'Allemands laborieux et sur la fidélité desquels elle pourra plus compter que sur celle des Grecs. || A la Moldavie et à la Valachie il a fallu joindre la Bessarabie et une portion de la Bulgarie, pour que les Autrichiens fussent véritablement interposés entre les Russes et les Ottomans, mais encore et surtout pour qu'ils eussent une portion du littoral de la mer Noire, car il importe qu'ils soient sur cette mer, comme sur le continent, les rivaux des Russes. || J'ai regardé comme un devoir de soumettre ce travail à V. M. J'ai à m'excuser auprès d'Elle, de ne le lui présenter qu'ébauché; mais il suffit d'indiquer à V. M. ce qu'il faut longuement développer aux autres, et, d'ailleurs, j'aurais besoin, pour exposer ma théorie, de plus de temps que V. M. n'en met à gagner des batailles et à soumettre des pays. || Je supplie V. M. de recevoir, etc.

No. 87<sup>15</sup>.— Scrisórea lui de Talleyrand, ministrul Rela-  
 țiunilor exterioare al Franciei, către Im-  
 păratul Napoleon I, din 14 Frimar anul XIV.  
 (5 Decembrie 1805). Viena.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CXXXVIII, p. 2<sup>m</sup>.)

Sire, Je reçois la lettre dont V. M. m'a honoré le lendemain de la No. 87<sup>16</sup>.  
 bataille <sup>1)</sup>. Celle que j'avais reçue la veille m'aurait causé de mortelles 1805  
 alarmes, si j'eusse pu prévoir que V. M. s'exposerait autant que j'ap- 5 Decem.  
 prends qu'Elle l'a fait. Je jouis des succès de V. M. en homme

<sup>1)</sup> D'Austerlitz.

No. 87<sup>18</sup>. dont V. M. sait bien que toutes les pensées et toutes les affections  
 1806 ont pour premier objet son honneur et sa gloire. Je jouis de l'idée  
 5 Decem. que cette dernière victoire de V. M. la met en état d'assurer le repos de l'Europe et de garantir le monde civilisé contre les invasions des barbares. || V. M. peut maintenant briser la monarchie autrichienne ou la relever. Une fois brisée, il ne serait pas au pouvoir de V. M. elle-même d'en rassembler les débris épars et d'en recomposer une seule masse. Or, l'existence de cette masse est nécessaire. Elle est indispensable au salut futur des nations civilisées. || De la grandeur et de la puissance passées de la maison d'Autriche il est trop ordinaire de conclure sa grandeur et sa puissance présentes. On oublie que, depuis le règne de Charles-Quint et de ses premiers successeurs, plusieurs siècles se sont écoulés, et que la maison d'Autriche ne compte, depuis longtemps, les divers périodes de son existence que par des revers et des pertes. || La monarchie autrichienne, si l'on ne considère que l'étendue de son territoire et le nombre de ses sujets, peut être considérée comme une monarchie puissante; mais ce n'est pas ainsi qu'il faut en juger. || La France seule est une puissance essentiellement forte. Je ne parle pas de cette force, pour ainsi [dire] surnaturelle, qu'elle tire des qualités de son chef, qui ne lui est malheureusement donné que pour un temps et qui lui manquera sitôt qu'elle aura à pleurer la plus grande et la plus sensible de toutes les pertes. Mais la France possède en elle-même et possède seule tous les éléments de la force, et la Révolution les a combinés de manière à en procurer le développement le plus complet. La France, en effet, n'a pas seulement trente mille lieues carrées et trente millions d'habitants. Mais elle a sur trente mille lieues carrées trente millions d'habitants braves, industrieux et riches, ayant la même langue, les mêmes mœurs, les mêmes manières et presque tous le même culte, régis par une seule et même loi politique et civile et gouvernés par un seul chef; ce qui forme une masse homogène telle qu'il n'en a peut-être jamais existé de semblable dans l'univers. || La monarchie autrichienne, au contraire, est un composé mal assorti d'états différant presque tous entre eux par le langage, les mœurs, la religion, les régimes politique et civil, et qui n'ont d'autre lien commun que l'identité de leur chef. Une telle puissance est nécessairement faible, et tous les armements n'ont fait que mettre toujours plus sa faiblesse au grand jour. Tout ce que je vois depuis que je suis en Autriche, tout ce que j'entends et qui me revient de toute part me prouve jusqu'à l'évidence, que c'est (à) tous ces points de vue que la mo-

narchie autrichienne doit être envisagée relativement à la France. No. 87<sup>15</sup>.  
 Mais elle est, contre les barbares, un boulevard suffisant, comme 1806  
 elle est un boulevard nécessaire. | Aujourd'hui, abattue et humiliée, 5 Decem.  
 elle a besoin que son vainqueur lui tende une main généreuse et lui rende, en s'alliant à elle, la confiance en elle-même, que tant de défaites et tant de désastres lui ôteraient pour toujours. | J'oserai dire à V. M. que c'est là ce qu'attendent de sa politique prévoyante et de sa magnanimité tous les sincères amis de sa gloire. || Si la monarchie autrichienne, trop affaiblie vers l'occident, ne se trouvait plus en mesure de retenir sous son sceptre les états qu'elle aurait conservés, les Hongrois, qui doivent au nom d'indépendance et de liberté leur turbulence et leur inquiétude, pourraient abandonner une bannière humiliée par de continuelles défaites et, trop faibles pour former un état indépendant, se donner aux Russes, avec les mœurs desquels les leurs ont tant d'analogie. Je suis informé, par des voies qui ne sont pas suspectes, que de tels projets trouveraient en Hongrie des partisans nombreux. Or, les Russes, maîtres de la Hongrie, seraient tout-puissants contre l'Europe. | Je supplie V. M. de vouloir bien relire le projet que j'eus l'honneur de lui adresser de Strasbourg <sup>1)</sup>. J'ose, aujourd'hui plus que jamais, le regarder comme le meilleur et le plus salulaire. Les victoires de V. M. le rendent maintenant facile. Il peut très-bien se concilier avec ceux que j'ai eu l'honneur d'adresser récemment à V. M., mais je désirerais que l'affaire se traitât avec un autre que M. de Stadion. Il faudrait un homme qui ait la confiance de l'empereur d'Allemagne. Je désirerais que ce fût le comte de Cobenzl, le sachant porté pour une alliance avec la France. | J'ai vu M. d'Haugwitz <sup>2)</sup> plusieurs fois. Il a reçu la nouvelle de la victoire remportée par V. M. avec des témoignages de joie. Mais il a trahi le secret de la cour de Berlin, lorsque je lui ai annoncé que le maréchal Bernadotte devait se trouver à la bataille. Le corps d'armée du maréchal Bernadotte les inquiétait beaucoup. Ils ont fait passer en Silésie les troupes qu'il tenaient en Westphalie. J'ai vu à la contenance de M. d'Haugwitz que le sentiment dominant de sa cour est la peur. Je le laisse s'amuser lui-même et je l'amuse de ce plan de garantie générale qu'il a fort (à) cœur. Il est au surplus aujourd'hui fort enrhumé. Mais, pendant qu'il se complait et qu'il se

<sup>1)</sup> Cf. No. 87<sup>14</sup>, p. 436.

<sup>2)</sup> Envoyé par le roi de Prusse pour négocier avec Napoléon un traité de garantie pour la Prusse.

No. 87<sup>15</sup>. berce dans ses idées de garantie, je serais heureux si V. M. m'autorisait à faire avec ces gens-ci un arrangement qui, j'en ai la conviction, assurerait bien mieux que toutes les garanties possibles la paix du continent pour plus d'un siècle.

No. 87<sup>16</sup>. — Tractatul de alianță dintre Franția și Prusia încheiat în 15 Decembrie 1805 la Viena.

(Leopold von Ranke, Hardenberg's Denkwürdigkeiten, II, p. 390).

No. 87<sup>16</sup>. Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté l'empereur des Français, 1805  
15 Decem. roi d'Italie, voulant fonder sur une base solide une éternelle union entre leurs états, ont nommé les plénipotentiaires suivants: savoir, Sa Majesté le roi de Prusse, son ministre d'état, de guerre et de cabinet, le comte de Haugwitz, et Sa Majesté l'empereur des Français, son grand maréchal du palais, le général Duroc. Lesquels, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1-er. Il y aura une alliance offensive et défensive entre Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté l'empereur des Français, qui feront cause commune et emploieront toutes leurs forces, si cela devient nécessaire, dans une guerre qui surviendrait à l'une des parties contractantes en conséquence des cas ci-dessous: || 1) Pour la défense de l'empire ottoman, dont les deux parties contractantes garantissent l'indépendance et l'intégrité. || 2) Pour la garantie des états de la Prusse, ainsi que de l'accroissement qu'elle acquiert en vertu de l'article II de cette convention. || 3) Pour la garantie des états de la France avec tous les agrandissements qu'elle pourrait obtenir en Italie. || 4) Pour la garantie du royaume de Bavière avec ses limites comme il les avait lors de la paix de Teschen, et avec les accroissements portés par la articles III et VI de cette convention.

Art. II. Sa Majesté le roi de Prusse prendra possession et conservera en toute souveraineté les états du roi d'Angleterre en Allemagne. Sa Majesté cependant ne pourra pas prétendre avoir une voix de plus au collège des électeurs,

Art. III. Sa Majesté le roi de Prusse cède au roi de Bavière le marquisat d'Anspach, avec la modification que, lors de la rectification des limites entre le marquisat de Baireuth, qui reste à la Prusse, et les provinces bavaraises qui l'avoisinent, de pouvoir réunir à la Prusse un territoire dont la population n'excédera pas vingt mille habitants et qui sera pris sur les propriétés de la Bavière.

Art. IV. Sa Majesté le roi de Prusse cède en toute propriété et souveraineté et au même titre qu'Elle le possède Elle-même le duché de Clèves au prince du Saint-Empire Romain qui sera désigné par Sa Majesté l'empereur Napoléon. No. 87<sup>16</sup>.  
1805  
17 Oct.

Art. V. Sa Majesté le roi de Prusse cède à Sa Majesté l'empereur Napoléon la principauté de Neuchâtel.

Art. VI. Sa Majesté le roi de Prusse reconnaît l'électeur de Bavière avec le titre de roi, et Elle lui garantit, indépendamment de ses états actuels, le Tyrol, les principautés de Passau et d'Eichstaedt, le margraviat de Burgau, les comtés de Tettwang et Argen, de Koenigseck-Rottenfels, d'Isny, la principauté de Lindau, la ville d'Augsbourg, les sept provinces du Vorarlberg avec leurs enclaves, et enfin le marquisat d'Anspach. Elle garantit également aux électeurs de Wurtemberg et de Bade le reste de la Souabe autrichienne, ainsi que la souveraineté entière et absolue de leurs états, comme en jouissent l'Autriche et la Prusse.

Art. VII. Lors de la paix qui mettra fin à la présente guerre, l'empereur restituera à la maison d'Autriche les états qu'il a en sa possession, hormis les anciens états de la république de Venise et ce qui est compris dans l'article VI de cette convention. || La maison d'Autriche ne pourra pas continuer de recruter dans tout l'empire germanique, cette prérogative ne devant être attachée à l'empereur d'Allemagne que dans le cas et après la déclaration d'une guerre d'empire.

Art. VIII. Les deux parties contractantes s'engagent à tenir secrète la présente convention et elles s'entendront sur le temps où elle cessera de l'être.

Les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de trois semaines, ou plus tôt, si faire se pourra.

Fait à Vienne, le 15 Décembre 1805 (24 frimaire an XIV).

(s) Chrétien Henry Curce Conte de Haugwitz.

(s) Duroc.

No. 87<sup>17</sup>. — Tractatul de alianță dintre Franția și Prusia, încheiat la 15 Februarie 1806 la Paris.

(L. von Ranke, loc. cit., II, p. 483).

Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, voulant fonder sur une base solide une éternelle union entre leurs états, ont nommé pour plénipotentiaires, savoir No. 87<sup>17</sup>.  
1806  
15 Febr.

(Acte și Documente).

No. 87<sup>14</sup>. Sa Majesté le roi de Prusse, son ministre d'état et de cabinet, comte de Haugwitz, et Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, son grand-maréchal du palais, le général Duroc, qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants:

1806  
15 Febr.

Art. 1. Sa Majesté le roi de Prusse prendra possession des états que le roi d'Angleterre possède en Allemagne, pour les posséder en toute souveraineté; mais Sa dite Majesté ne pourra pas prétendre à avoir une voix de plus au collège des électeurs.

Art. 2. Sa Majesté le roi de Prusse cède à Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, le principauté de Neuchâtel et le comté de Valengin; à Sa Majesté le roi de Bavière le marquisat d'Anspach, dont il sera pris possession par les troupes françaises au nom de Sa dite Majesté; et au prince qui sera désigné par Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, le duché de Clèves, pour être par le dit prince possédé en toute propriété et souveraineté, aux mêmes titres, droits et prérogatives que Sa Majesté le roi de Prusse le possède lui-même.

Art. 3. La prise de possession des états du roi d'Angleterre en Allemagne et la remise des territoires cédés par Sa Majesté le roi de Prusse auront lieu en même temps et le cinquième jour de l'échange des ratifications du présent traité. La prise de possession de Hameln par les troupes prussiennes, et celle de Wesel par les troupes françaises, devront avoir lieu au même moment et le dixième jour après l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 4. Sa Majesté le roi de Prusse s'engage à fermer, dans ses nouvelles et anciennes possession, à la navigation et au commerce des Anglais, les ports situés sur la mer d'Allemagne, les fleuves et embouchures qui se jettent dans cette mer et le port de Lubeck, de la même manière que l'ont fait les troupes françaises occupant l'électorat de Hanovre.

Art. 5. Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, garantit l'intégrité des états de Sa Majesté le roi de Prusse avec les accroissements résultant du présent traité.

Art. 6. Sa Majesté le roi de Prusse garantit l'intégrité des états de l'empire français, et spécialement les changements introduits en Italie par le traité de Presbourg et ceux qui seront la suite de la guerre que vient de lui déclarer le roi de Naples.

Art. 7. Les deux puissances garantissent conjointement l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, des royaumes de Bavière et

de Wûrtemberg, et de l'électorat de Bade, et les arrangements en Allemagne spécifiés par le traité de Presbourg. No. 87<sup>re</sup>.  
1806

Art. 8 Il y aura alliance entre Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, qui feront cause commune dans toute guerre où l'une des parties contractantes se trouverait engagée pour l'un quelconque des objets compris dans les garanties stipulées ci-dessus. 15 Febr.

Art. 9. Le cas d'alliance survenant, et autant de fois qu'il surviendra, les deux puissances contractantes régleront, par une convention spéciale, le nombre des troupes que chacune d'elles devra mettre en campagne, et tout ce qui concernera la solde, l'entretien et le commandement de celles que l'une des alliées devra mettre à la disposition de l'autre alliée.

Art. 10. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Paris, trois semaines après la signature.

Art. 11. Le présent traité devra rester secret.

(L. S.) Chrétien Henry Curce, Comte de Haugwitz  
(L. S.) Duroc.

Paris, le 15 février 1806.

No. 87<sup>re</sup>.— Comparațiunea opiniunilor emise în consiliul ținut de Impăratul Rusiei Alexandru I în Ianuarie 1806.

(Сборникъ, LXXXII, p. 240).

Noms des membres du conseil qui ont opinés pour les points indiqués ci-après:

M-rs:  
le comte Strogonoff,  
le comte Zavadovsky,

Il est des points sur lesquels les avis des différents membres du conseil se sont tellement rapprochés qu'on peut les envisager comme le résultat prononcé de leurs opinions. || Ces points qui ont été considérés et discutés sous des faces différentes sont:

1) Que la Russie n'a pas de suites graves à appréhender du soulèvement de la Pologne, que cet

No. 87<sup>re</sup>.  
1806  
Januar.

No 87<sup>18</sup>.  
1806  
Januar.

le prince Lopouchin,  
le comte Wassilieff,  
le comte Nicolas Roumiantzoff,  
le comte Kotschoubey,  
le prince Czartorysky.

M-rs :

le c-te Strogonoff,  
le c-te Zavadovsky,  
le c-te Wassilieff,  
le p-ce Lopouchin,  
le p-ce Kourakin,  
le c-te N. Roumiantzoff,  
le c-te Kotschoubey,  
le p-ce Czartorysky.

M-rs :

le c-te Zavadovsky,  
le p-ce Kourakin,  
le c-te Kotschoubey,  
le p-ce Czartorysky,  
le p-ce Lopouchin,  
le c-te Wassilieff.

M-rs :

le c-te Soltikoff,  
le p-ce Kourakin,  
le c-te Kotschoubey,  
le p-ce Czartorysky.

M-rs :

M-rs :

le c-te Soltykoff—le c-te Stro-  
[gonoff,  
le c-te Zavadovsky—le p-ce Kou-  
[rakin,  
le c-te Wassilieff—le p-ce Lo-  
[pouchin,  
de Troschinsky—de Tchitscha-  
[goff,

le p-ce Czartorysky.

N. B. En outre M. Serge Rou-  
miantzoff a été d'opinion de trai-  
ter sous la médiation de l'Espagne

événement pourrait à la vérité lui  
causer des embarras passagers,  
mais que pour le moment il n'est  
plus probable, vu la retraite pro-  
mise des forces de Bonaparte.

2) Que la France avait acquis  
par la possession de la Dalmatie  
les moyens de changer la nature  
des rapports existants entre la Rus-  
sie et l'empire ottoman et d'exé-  
cutter ses vues sur ce dernier pays.

3) Que pour en prévenir les  
suites fâcheuses, il fallait se tenir  
uni à l'Angleterre, tâcher d'un côté  
de conserver la confiance du Di-  
van et de l'autre se ménager des  
intelligences utiles avec les peu-  
ples slaves et grecs de la domi-  
nation ottomane.

4) Tâcher d'empêcher la Prusse  
de s'unir étroitement avec la Fran-  
ce et lui offrir des secours en cas  
de besoin.

5) Tâcher de découvrir les vé-  
ritables sentiments que Bonaparte  
porte à Russie et employer à cet  
effet soit le canal du S-r Lesseps,  
soit une personne de confiance,  
qu'on enverrait en France sous  
un prétexte quelconque pour son-  
der Bonaparte.

et M. le c-te Nicolas Roumiantzoff a opiné pour qu'il ne fût fait aucune démarche envers la France, avis auquel le g-l Wiasmitinoff a adhéré.

No. 87<sup>19</sup>.  
1806  
Januar.

M-rs:  
le g-l Wiasmitinoff,  
le c-te Kotschoubey,  
de Troschinsky,  
de Tchitschagoff,  
le p-ce Czartorysky.

6) Pour tous les cas et à tout événement, tenir les forces russes de terre et de mer sur le pied le plus respectable et les disposer de manière à pouvoir se porter immédiatement là où le besoin l'exigerait et particulièrement en Moldavie et Vallachie, si les Autrichiens voulaient occuper ces principautés ou les Français attaquer l'empire ottoman.

No. 87<sup>19</sup>.—Memoriul Principelui Adam Czartorijski către Impăratul Alexandru I, din 11 (23) Ianuarie 1806. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXII, p. 244).

Les projets que la France a de tout temps manifestés aux dépens de l'empire ottoman, tant par l'invasion de l'Egypte, que pendant l'occupation momentanée des îles qui forment aujourd'hui la république Jonienne, viennent de recevoir un nouveau degré d'évidence par la tenacité avec laquelle Bonaparte a exigé et obtenu la cession de tout le pays ex-vénitien, qui était échu à la maison d'Autriche par les traités de Campoformio et de Lunéville. Cette position donnant à la France toutes les facilités imaginables de réaliser ses projets contre l'empire ottoman, il est de l'intérêt des puissances intéressées à la conservation de cet empire de se concerter dans l'intimité la plus parfaite sur tout ce qui peut contribuer à prévenir un ordre de choses, dont les suites ne tarderaient pas de détruire entièrement l'équilibre politique de l'Europe, qui malheureusement n'a déjà reçu que trop d'atteintes par l'agrandissement gigantesque de la puissance

No. 87<sup>19</sup>.  
1806  
23 Ian.

No. 87<sup>10</sup>. française. || Parmi ces puissances, les plus intéressées à la conservation de l'empire ottoman, la Russie et la Grande-Bretagne, se trouvent naturellement en première ligne. Toute explication tendante à prouver la justesse de ce raisonnement serait oiseuse, puisque la solidité en est évidente. On ne s'attachera donc qu'à examiner les différents cas, dans lesquels les intérêts de ces puissances relativement à la Turquie peuvent être compromis, ainsi que les moyens les plus propres à faire échouer les agressions que Bonaparte pourrait diriger contre les provinces turques, soit qu'il s'y porte ouvertement, soit par l'effet de cette tactique sourde et insurrectionnelle, dont le gouvernement français connaît si bien les ressorts. || Dans l'état d'épuisement et d'inertie où se trouve l'empire ottoman, il est facile de prévoir, quel sera l'effet que produira ce nouvel ordre de choses sur son gouvernement, si on l'abandonne à ses propres moyens. Il n'opposera qu'une résistance faible et inutile aux tentatives des nouveaux voisins de la Turquie, ou bien, effrayé par la proximité du danger, il s'abandonnera sans réserve aux impulsions de la France; ce qui au fond produirait le même effet, en détruisant à Constantinople l'influence que la Russie et l'Angleterre y exercent aujourd'hui. || Pour parer à l'un et l'autre de ces inconvénients, il s'agit donc de déterminer dès à présent les mesures les plus convenables, tant sous le rapport militaire qu'à l'égard des démarches politiques, dont l'ensemble, selon toutes les probabilités, pourra mener au but que l'on se propose. || Dans la supposition que la Porte voudra s'opposer à tout empiètement de la France sur les états de l'empire ottoman, il paraît essentiel que la Russie et la Grande-Bretagne lui fournissent tous les secours dont elles pourront disposer à cet effet. Le corps de troupes russes débarqué à Naples et qui avait reçu ordre de retourner dans la mer Noire, à l'exception de ce qui serait jugé nécessaire pour former la garnison de Corfou, restera tout entier dans la république des Sept-Îles unies. Ces troupes seraient prêtes à passer sur tel point de l'Albanie ex-vénitienne où le besoin l'exigera. Le poste de Corfou sera mis dans l'état de défense le plus respectable; l'escadre russe stationnée dans la Méditerranée se réunira également dans ces parages (à l'exception toutefois des bâtiments qui appartiennent à la flotte de la mer Noire et qui doivent y rentrer, pour le cas dont il sera parlé dans la suite de ce mémoire) et combinera tous ses mouvements avec les troupes de terre. Le cabinet de St.-Pétersbourg tâchera de tirer tout le parti possible des Grecs, ainsi que des autres peuples chrétiens qui habitent l'Albanie, la Bosnie, la Serbie, et qui

par la conformité de religion ont toujours témoigné de l'attachement pour la cour de Russie. En un mot, on ne négligera rien pour former dans ces contrées une masse d'opposition formidable, qui ôtera aux Français tout espoir de réussir dans leurs projets d'agrandissement. || Afin d'assurer le succès de ces différentes mesures, il est indispensable toutefois que la cour de Londres y concoure, en augmentant les forces maritimes qu'elle entretient dans la Méditerranée, et surtout le nombre des bâtiments légers. On établirait d'abord une croisière permanente entre Venise, Trieste et sur toute la côte que les Français vont occuper, autant que le nombre disponible de bâtiments de guerre le permettra. Sans parler de l'utilité qui résulterait, si on pouvait au moyen de ces forces détruire dès leur naissance les établissements maritimes que les Français vont former dans ces parages, ou du moins empêcher qu'ils ne les consolident, cette mesure serait d'un grand avantage pour intercepter toute communication par mer entre les différentes provinces ex-vénitiennes, qui seront au pouvoir de l'ennemi, pour l'empêcher d'y transporter les vivres nécessaires à l'entretien des habitants et des troupes, pour prévenir qu'au moyen d'embarcations légères il ne parvienne à tromper la vigilance des escadres alliées et à se glisser sur tel point qui ne serait point gardé, et enfin pour purger l'Adriatique d'une foule de brigantins français qui infestent ces parages. Il est certainement à regretter que, la cession des provinces vénitiennes à la France s'étant faite d'une manière aussi prompte et inattendue, il paraît maintenant impossible d'en prévenir la prise de possession par les Français. Cependant, il n'est pas encore impossible que le peuple belliqueux qui habite ces provinces, vu les facilités qu'un pays montagneux lui présente, ne se décide à défendre son entrée aux Français. Dans ce cas, il serait certainement convenable d'encourager les habitants dans leur opposition et de les soutenir par toute sorte de secours. L'on pourrait même s'emparer de quelque port, soit en Istrie ou en Dalmatie, et même des bouches du Cattaro. Cette province surtout mérite une attention particulière, par l'excellence des ses ports, la force de sa position et les dispositions connues des habitants, qui détestent les Français. S'il était impossible de prendre poste sur le continent, il serait aisé d'occuper l'une ou plusieurs du grand nombre d'îles, dont est parsemée toute la côte, depuis l'Istrie jusqu'à l'Albanie ex-vénitienne. Enfin, si les circonstances exigeaient la présence des troupes russes sur le continent, il serait à désirer qu'elles puissent être soutenues par une partie des troupes anglaises établies à Malte. Le trajet étant très-peu considérable, ce secours pour-

No. 87<sup>19</sup>.  
1806  
23 Jan.

No. 87<sup>19</sup>. rait toujours arriver à temps. Tous ces objets ne peuvent être traités que dans des instructions éventuelles, envoyées aux commandants russes et anglais dans la Méditerranée, car il y aura une foule de circonstances locales et du moment dont ils peuvent seuls être juges et qui décideront de la possibilité ou de la convenance des mesures ci-dessus indiquées. Il faudrait seulement tâcher d'établir un concert parfait entre les différents commandants des forces de terre et de mer, afin, qu'en agissant toujours sur un plan uniforme, ils puissent se soutenir mutuellement. De cette manière et en comptant plus ou moins sur la coopération des troupes turques, il paraît que les cours alliées n'auront rien négligé de ce côté là pour assurer l'intégrité des possessions ottomanes. Mais pour compléter l'ensemble des mesures ci-dessus énoncées, la Russie croit devoir rassembler une armée au moins de 100 m. hommes sur la frontière de Moldavie, et elle s'en occupera incessamment. Cette force imposante sera toujours prête à se porter partout où le besoin l'exigera, pour soutenir les troupes turques et repousser l'ennemi du territoire ottoman. || Le plan qui vient d'être tracé resterait à peu près le même, si la Porte se laissait aller aux impulsions de la France et paraissait vouloir renoncer à son alliance avec la Russie et la Grande-Bretagne. Dans ce cas, le moyen le plus efficace, pour la retenir dans le système qu'elle paraît suivre actuellement, serait de lui faire craindre que les cours de St.-Pétersbourg et de Londres ne s'arrêteront point au choix des moyens les plus propres à la faire agir conformément à ses véritables intérêts et qu'elles ne balanceront pas à se porter à des opérations hostiles contre elle, dès que l'on aurait acquis un certain degré de certitude sur sa défection. Les forces combinées, de terre et de mer portées et stationnées à Corfou, dans la Méditerranée et sur le Dniestre dirigeraient alors leurs opérations dans ce sens et seraient secondées par la flotte russe de la mer Noire, que l'on aura soin de tenir toujours en état d'agir au premier ordre. L'armée du Dniestre occuperait alors les principautés de Moldavie et de Valachie, tandis que la flotte anglaise débarquerait un certain nombre de troupes en Egypte, dont il ne sera pas difficile de s'emparer au moyen des intelligences que le gouvernement britannique a conservé dans ce pays. Ces mêmes mesures seront effectuées au cas possible où la Porte, poussée par les instigations de la France, demanderait l'évacuation du poste de Corfou avec un certain degré d'insistance. || Mais il s'entend que les cours de St.-Pétersbourg et de Londres ne se porteront à cette extrémité qu'après que leurs ministres à Constantinopole auront épuisé

tous les moyens en leur pouvoir pour maintenir la Porte dans son système actuel, en l'empêchant de pencher vers la France; et en général, dans l'un et dans l'autre des cas sus-énoncés, il est de la plus haute importance que les ministres respectifs concertent entre eux toutes leurs démarches qui seront relatives à l'objet en question. || La même unité d'action doit être établie entre les représentations de la Russie et de la Grande-Bretagne auprès des cours de Vienne et de Berlin, pour tout ce qui concernera les affaires de Turquie. Dans l'incertitude où l'on est encore sur l'existence et la nature des articles secrets qui peuvent avoir été arrêtés à Presbourg, ainsi que sur les stipulations passées entre la Prusse et la France, on ne saurait à la vérité connaître avec précision, quelle sera la conduite que tiendront dorénavant les cours de Vienne et de Berlin vis-à-vis de la Porte. Toutefois, d'après les dispositions de S. M. I. et Royale Apostolique, connues par le ministère de S. M. l'E-r de toutes les Russies, il paraît que, si dans l'état d'épuisement où se trouve l'Autriche on ne peut guère compter sur une coopération directe de sa part dans les mesures salutaires concertées par les cours de St.-Pétersbourg et de Londres pour la conservation de l'empire ottoman, du moins peut-on se flatter qu'elle n'y mettra aucun obstacle et que même elle secondera les opérations des deux cours d'une manière indirecte, aussitôt qu'elle sera instruite des vrais motifs qui les font agir. || Quant à la Prusse, il est certain qu'elle pourrait prendre une part plus active dans les opérations des deux cours dont il s'agit, et il faudra que les ministres respectifs à Berlin réunissent tous leurs soins pour l'y porter. L'intérêt qu'il faut supposer au cabinet de Potsdam à ce que la France n'étende pas ses possessions du côté de l'Orient paraissant devoir être conforme à celui des deux cours, on s'attachera principalement à l'engager de se prononcer clairement à ce sujet, en déclarant que S. M. Prussienne ne pourra voir avec indifférence tout empiètement que le gouvernement français se permettrait sur les états ottomans, et que même Elle envisagerait toute tentative de ce genre comme une agression contre la Prusse.

No. 87<sup>re</sup>.  
1806  
23 Jan.

No. 87<sup>20</sup>. — Al doilea memoriu al Principelui Adam Czartorijski către Impăratul Alexandru I, din 11 (23) Ianuarie 1806. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXII, p. 262).

No. 87<sup>20</sup>.  
1806  
23 Ian.

L'histoire de nos jours nous présente l'empire ottoman dans un état de faiblesse et de dépérissement, qui aurait probablement déjà abouti à une destruction totale, si la cour de Russie, guidée par des considérations d'une importance majeure, n'avait travaillé avec une persévérante sollicitude à éloigner cette catastrophe autant que possible. || En effet, on ne saurait avoir un voisin plus commode que la Turquie, et sous ce rapport seul le cabinet de St.-Petersbourg ne pouvait mettre assez de soins à perpétuer, s'il était possible, l'état de nullité de cet empire, en empêchant toutefois qu'il ne s'écroulât. || Tel était l'intérêt bien avéré de la Russie. La conclusion du traité de Presbourg, qui vient de mettre le royaume d'Italie, ou pour mieux dire la France, en contact immédiat avec l'empire ottoman, ne saurait par lui-même changer encore notre système, mais nous le rendra bien plus difficile à suivre. || Il faut s'attendre à ce que le gouvernement français ne tardera pas à profiter de sa nouvelle position et tâchera de réaliser les projets d'agrandissement qu'il a eu de tout temps sur la Turquie. Quels que soient les moyens qu'emploiera la France à cet effet, il est presque certain que les nouvelles secousses qu'aura à essuyer l'empire turc finiront par amener sa chute, malgré les efforts que la Russie voudrait consacrer à son soutien. || Il suffit d'un coup d'œil rapide sur la constitution et le gouvernement actuel de l'empire ottoman, pour se persuader que cette conjecture est peut-être à la veille de se réaliser. Ce gouvernement, que l'on est étonné de voir exister encore, réunit tous les vices imaginables, dont les moindres sont la pusillanimité, l'ignorance et la vénalité de ses ministres. Son autorité réelle ne s'étend pour ainsi dire que jusqu'aux portes de Constantinople; plus loin, ce n'est qu'une ombre de pouvoir, que la Porte cherche inutilement à soutenir en se donnant l'air d'ordonner à des rebelles puissants ce qu'eux-mêmes désirent et en semant la zizanie parmi eux. Par une suite de ces désordres, la grande majorité des provinces turques est déchirée par différentes factions qui ne reconnaissent aucune autorité supérieure, et dans toute la Turquie européenne il n'y a à proprement parler que les principautés de la Valachie et de Moldavie qui ne soient point en état d'in-

surrection formelle. || D'après cet exposé succinct mais véridique, il est certain que les Français, avec tous les moyens ostensibles et secrets qu'ils possèdent, auront beau jeu toutes les fois qu'il voudront se porter à quelque empiètement contre les provinces ottomanes. Or, en envisageant la subversion totale ou bien une révolution marquante dans l'empire ottoman comme des événements très-prochains, il est essentiel d'examiner quels sont les plus grands avantages que doit en retirer la Russie, si elle ne parvient pas à maintenir l'ordre actuel de choses, et quels sont les moyens qu'elle doit préparer dès à présent pour ne pas être prise au dépourvu et ne pas perdre le fruit de 40 années de travaux et de persévérance. || Tout changement qui s'opérera en Turquie ne peut nous être avantageux, s'il ne met la totalité du continent entre la mer Noire, la Méditerranée et l'Adriatique sous une influence plus absolue encore de la Russie, que n'est celle qu'elle peut exercer sur l'empire ottoman dans son état actuel. Tout partage de la Turquie européenne, et principalement tout partage qui rendrait les Français maîtres d'une partie de ce pays ne saurait nous convenir sous aucun rapport. D'un autre côté, la possession d'une aussi vaste étendue de terrain, habitée par tant de peuples divers et dans un aussi grand éloignement du centre du gouvernement, serait également sujette à des inconvénients innombrables. || Il semble donc que le seul plan convenable à suivre pour la Russie sur un changement futur dans l'empire ottoman serait d'y établir des états séparés, jouissant des formes de l'indépendance quant à leur régime intérieur, mais sous la suzeraineté de la Russie et sous l'égide de sa protection. On excepterait du nombre de ces états les pays que la cour impériale croirait à sa convenance de s'approprier entièrement, tels que la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie. Outre les ressources de tout genre qu'offriraient ces provinces à la Russie, par la nature, la richesse et l'abondance de leurs productions, le Danube, qui les borde dans toute leur étendue, deviendrait une frontière infiniment plus solide que n'est actuellement le Dniestre. La Serbie, le Monténégro et l'Herzégovine s'organiseraient facilement. Déjà ces pays se gouvernent par eux-mêmes. Ce seraient les localités qui indiqueraient la forme du gouvernement la plus convenable à chaque contrée, dont plusieurs, telles que la Macédoine et l'Albanie, demanderaient probablement un régime monarchique. Quoique la Russie, par la force de ses bienfaits, par la conformité de religion avec tous ces peuples et d'extraction avec plusieurs d'entre eux, pourrait déjà être assurée du maintien d'une influence prépondérante sur

No. 87<sup>re</sup>.  
1806  
23 Jan.

No. 87<sup>20</sup>. eux; toutefois, pour la rendre encore plus certaine, on aurait soin de  
 1806 fixer ses droits de suzeraineté et de protection, afin qu'elle puisse  
 23 jan. en tout temps exercer la haute police, conserver l'union et la bonne  
 harmonie entre tous ces différents peuples, et veiller aux intérêts et  
 à la sûreté de l'ensemble de cette association. La Russie, en outre,  
 pour remplir avec une parfaite sécurité ses hautes fonctions dans ce  
 nouvel empire, devrait constamment occuper par ses troupes divers  
 postes choisis, tels que Corfou et autres, ce qui compléterait le de-  
 gré d'autorité dont elle a besoin pour assurer le bonheur et la tran-  
 quillité de ces peuples, sans craindre les intrigues et les entreprises  
 des puissances qui pourraient être jalouses d'une augmentation aussi  
 considérable de ses forces. || Ce n'est qu'un pareil état de choses, sauf  
 peut-être très-peu de modifications, qui puisse être préférable à celui  
 qui existe actuellement. En partant de ce principe, il est donc essen-  
 tiel que dès à présent le cabinet de St.-Petersbourg se forme un  
 plan fixe sur cet important objet. Ce plan devrait toujours être suivi  
 avec la plus persévérante attention, afin d'amener un ordre de choses  
 conforme aux intérêts de la Russie du moment où celui d'à présent  
 cessera d'exister. || Avant tout, il faut cependant supposer que la Porte  
 sera assez éclairée sur ses véritables intérêts, pour s'en tenir reli-  
 gieusement à son alliance avec la Russie et l'Angleterre, et qu'elle  
 se persuadera enfin du désintéressement des vues de la Russie à  
 son égard. Le ministre de cette puissance à Constantinople ne né-  
 gligera rien pour cet effet, et s'il parvient à obtenir des preuves con-  
 vaincantes de l'intention du gouvernement turc de rester fidèle à ses  
 engagements envers les cours de St.-Petersbourg et de Londres,  
 celles-ci réuniront tous leurs soins et leurs efforts pour préserver  
 l'empire ottoman contre toute agression quelconque de la part des  
 Français et pour le maintenir dans son état actuel. Les mesures à  
 prendre pour ce but se trouvent détaillées dans un mémoire séparé  
 et feront l'objet d'un concert particulier entre la Russie et la Grande  
 Bretagne. " Avec le secours de ces deux puissances, il est hors de  
 doute que les Français ne pourront que difficilement réussir dans leurs  
 projets d'envahissement, si la Porte de son côté veut agir de bonne  
 foi. Mais, comme on ne saurait compter là-dessus, d'après la faiblesse  
 et la versatilité du gouvernement turc, et qu'il est important de con-  
 naître le plus tôt possible quels sont les dispositions de la Porte dans  
 le nouvel ordre de choses, M. d'Italinsky sera chargé de demander  
 des réponses catégoriques à ce sujet. Il tâchera en même temps  
 d'approfondir les vrais sentiments de la Porte et veillera avec une

scrupuleuse attention à toutes ses démarches. En attendant, il n'en No. 87<sup>re</sup>.  
 serait pas moins indispensable de se mettre en mesure pour le cas 1806  
 où la Porte s'aviserait de se jeter entre les bras de la France, ou 23 jan.  
 bien si elle se laissait aller à quelque complaisance dangereuse envers cette puissance. || La Porte a paru pendant quelque temps résolue à rester fidèle à son alliance avec la Russie, et elle vient même d'en donner une preuve toute récente, en ratifiant le traité d'alliance de 1793, qui a été renouvelé à sa demande. Cependant, on ne saurait se dissimuler qu'une pareille conduite de sa part n'est qu'une suite de sa faiblesse, et surtout de la crainte qu'elle a de la Russie. Cette crainte, avant le traité de Presbourg, ne pouvait pas être balancée par celle que lui inspirait la France, tant que l'Angleterre restait unie avec nous. Le tort que Bonaparte pouvait faire à la Turquie ou les secours qu'il pouvait lui offrir n'étaient pas à comparer avec nos moyens de lui nuire ou de l'aider. Maintenant, cette disproportion ne sera plus la même. Bonaparte, par sa paix avec l'Autriche, s'est ménagé toutes les ressources qu'il pouvait désirer contre la Turquie, et l'on doit s'attendre qu'il saura en tirer parti avec son habileté ordinaire. D'ailleurs, les dispositions de la Porte à notre égard n'ont jamais été entièrement sincères. En secret, les Turcs penchent toujours pour les Français, en nourrissant leur ancienne jalousie et leur haine contre la Russie. Nous ne pouvions nous fier à leur bonne foi pendant que nous dominions presque seuls à Constantinople. La Porte devra donc nous inspirer encore bien moins de confiance dorénavant. || Il est difficile de prévoir avec certitude quel sera le plan que va adopter Bonaparte relativement à la Turquie. Soit qu'il veuille y faire des conquêtes, ou bien établir son influence à Constantinople de manière que la Porte règle sa conduite d'après sa volonté, la Russie y trouvera un désavantage égal ; et l'on ne peut s'attendre qu'à l'une ou l'autre de ces deux alternatives. Pour prévenir chacune d'elle et l'ordre de choses qui en résulterait, il n'y a pas d'effort que la Russie ne doive faire. Dans cette conjoncture décisive, il faut donc s'attendre à ce que les dispositions de la Porte deviendront plus que jamais vacillantes, à ce que ses déterminations seront plus que jamais motivées par sa faiblesse et sa duplicité. Mais en supposant même que l'on puisse compter avec abandon sur sa sincérité, ses moyens de défense seraient si faibles et si mal dirigés, qu'on ne parviendrait jamais à la soutenir avec succès, si l'on prétendait la défendre par des moyens ordinaires et comme cela se pratiquerait envers un état fort et bien organisé. Ce serait un poids que la Russie même ne

No. 87<sup>20</sup>. parviendrait pas à supporter, et sans pouvoir sauver la Turquie, elle  
 1806 finirait peut-être par se perdre elle-même. || C'est de là que dérive  
 23 jan. la nécessité absolue de déterminer dès à présent les moyens dont  
 se servira la Russie, soit pour la défense de l'empire ottoman, soit  
 pour tirer le plus grand parti de sa destruction, si le sort en a fixé  
 le moment pour l'époque actuelle. Les mesures à adopter ne pour-  
 ront être réputées bonnes, que si elles nous promettent du succès  
 dans les deux hypothèses qu'il faut toujours avoir en vue en même  
 temps. || L'indication des mesures à prendre pour le premier de ces  
 cas se trouve dans le mémoire dont il a été fait mention plus haut  
 et qui devra être communiqué à la cour de Londres. On ne récapitu-  
 lera donc ici que les points principaux de ce mémoire, qui seront  
 également applicables dans l'un et l'autre des cas, en y ajoutant tou-  
 tefois le développement des mesures dont l'exécution ne doit dépendre  
 que de la Russie et qui par leur nature ne peuvent être communi-  
 quées à la cour de Londres. || Pour être prêt à tout événement  
 et pouvoir faire la guerre en Turquie avec avantage, on propose les  
 mesures suivantes. || 1) Rassembler incessamment une armée de 100.000  
 hommes sur le Dniestre. Le général commandant en chef devrait  
 être instruit en détail des intentions de la cour impériale ; et pour  
 prévenir la perte de temps, qu'occasionnerait nécessairement le grand  
 éloignement de cette armée de la capitale, ce général devrait pouvoir  
 agir sans attendre des ordres ultérieurs dans chacun des cas ci-des-  
 sous spécifiés, savoir: || A) L'entrée des Français sur le territoire ot-  
 toman. || B) Une démonstration militaire de la part des Autrichiens,  
 qui pourraient vouloir s'emparer de quelques provinces de l'empire  
 ottoman en vertu des articles secrets du traité de Presbourg. ||  
 C) Un rassemblement de troupes turques sur le Danube, ou bien un  
 renfort marquant des garnisons de Chotin et des forteresses de la  
 Bessarabie. || Et enfin D) Une preuve convaincante qu'obtiendrait le  
 ministre de Russie à Constantinople d'un changement de système de  
 la Porte en faveur des Français. Au nombre de ces preuves seront  
 particulièrement comptées la demande catégorique de faire évacuer  
 le poste de Corfou par les troupes russes et les moindres difficultés  
 que ferait la Porte au libre passage des bâtiments russes par le ca-  
 nal de Constantinople, et surtout au retour des vaisseaux de guerre  
 appartenants à la flotte de la mer Noire. || Le général comman-  
 dant l'armée de Dniestre serait informé de l'échéance de ces diffé-  
 rents cas par une correspondance suivie et régulière, que l'on au-  
 rait soin d'établir entre lui et le ministre de Russie auprès de

la Porte, ainsi qu'avec tous les agents russes avoués et secrets, No. 87<sup>no</sup>.  
qui se trouveront dans les différentes provinces de la Turquie. || 1806

23 Jan.

2) La première opération de l'armée du Dniestre devrait être d'occuper la Moldavie, la Valachie et le Budziak ou Bessarabie. A cet effet, elle suivrait d'abord le plan d'opération ci-annexé, sauf modifications, et en se dirigeant dans la suite d'après ce que les circonstances exigeront. | 3) La totalité des troupes russes qui ont été débarquées à Naples retournera à Corfou. Cette place sera mise dans l'état de défense le plus respectable et protégée du côté de la mer par l'escadre russe, qui a été envoyée dans la Méditerranée de la Baltique. Cette escadre sera renforcée autant que possible par d'autres bâtiments de guerre, que l'on expédierait également d'ici, tandis que les vaisseaux appartenants à la flotte de la mer Noire y retourneraient incessamment. Cette dernière flotte sera constamment tenue en état de faire une démonstration sur Constantinople, aussitôt que l'amiral commandant aura reçu avis de l'entrée des troupes russes en Moldavie, ou bien des notions officielles et directes de Constantinople relativement à l'échéance de quelqu'un des cas ci-dessus mentionnés. Les troupes stationnées à Corfou, les escadres russes et anglaises agirait alors dans le même sens. || On ne saurait ne pas remarquer à cet endroit, que si la Porte se déclare contre nous, l'apparition d'une flotte russe et anglaise aux Dardanelles et l'occupation subite des principautés de Moldavie et de Valachie mettraient déjà Constantinople dans l'état le plus critique, par la disette qui en résulterait, dont la révolte parmi le peuple est la suite ordinaire. || 4) Il faudrait réunir tous les soins imaginables pour tirer le plus grand parti des dispositions que les peuples chrétiens habitants la Turquie européenne ont de tout temps manifestés envers la cour impériale de Russie. Cet objet étant de la plus haute importance, il exige un développement plus particulier, pour faire sentir l'utilité que l'on pourra retirer de ces peuples, ainsi que les inconvénients qui s'en suivront nécessairement, si on les néglige ou les abandonne. || Pour faire la guerre avec avantage en Turquie, il faut absolument chercher à gagner les peuples chrétiens déjà combattant pour ne pas retomber dans un esclavage insupportable, ou prêts à se lever pour s'y soustraire. Celui qui saura s'approprier ces moyens aura sans contredit l'avantage dans la guerre qui se fera pour le sort futur de l'empire ottoman. Bonaparte ne négligera pas de telles armes, d'autant plus que ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il a commencé ses menées sourdes en Turquie Il les continuera avec beaucoup plus de succès, si on le

No. 87<sup>re</sup>. 1806 23 Jan. laisse faire dans ce moment, où la possession de l'Istrie et de la Dalmatie lui en fournit la plus grande facilité. Il pourra soutenir ses intrigues par des secours de toute espèce, dont le transport lui sera aisé, ou bien par une invasion, qu'il peut exécuter à chaque moment. La cour de Russie, qui a plus de moyens d'agir sur les peuples chrétiens de la Turquie et qui, d'après ses anciennes liaisons, est même dans l'obligation de ne point les abandonner, serait à jamais inexcusable, si, dans la crise actuelle, elle laissait échapper des armes aussi puissantes, pour les laisser à la disposition de Bonaparte. Si nous perdons ces moyens, nous ne pourrions défendre l'empire ottoman, et comme après une révolution pareille il va probablement changer de face, nous n'y conserverons aucune influence. Tous les avantages pendant la guerre et dans ses suites seront abandonnés à l'ennemi. Nous perdrons volontairement les meilleurs moyens que nous ayons pour lui faire tête, soit qu'il s'agisse de la défense de l'empire ottoman, ou de sa conquête, et de cette façon nous finirons par être la dupe de notre bonne foi envers un gouvernement qui, sans aucune force intrinsèque pour se défendre par ses propres moyens, nous trahira à la première occasion, tandis que nous aurons abandonné des peuples qui depuis un siècle se sont liés à la Russie et sur lesquels elle pouvait compter à jamais. || Les moyens, qui pour le moment paraissent les plus propres à prévenir ces inconvénients et à nous assurer la coopération des différents peuples dont il s'agit (particulièrement des Serviens et des Monténégrins), se trouvent exposés dans deux mémoires séparés ci-joints. On ajoutera seulement ici que, du moment où les troupes russes entreraient en Moldavie et en Valachie, il deviendrait infiniment plus facile de retenir ces peuples dans nos intérêts, en leur fournissant toute l'assistance qui pourrait leur être nécessaire. D'un autre côté, il est très à craindre que, si Bonaparte parvient à gagner ces peuples et surtout les Serviens, une armée française pourra en très peu de temps nous apparaître sur les bords du Dniestre, et alors il n'est pas douteux que les Turcs, dans l'espoir de reprendre la Crimée, se joindront à elle. Pour écarter jusqu'à la possibilité d'un pareil état de choses, il ne faudra donc regretter ni les soins les plus assidus, ni les sacrifices pécuniaires qui à cet effet pourront devenir nécessaires. || 5) Par les mêmes motifs qui doivent engager la cour impériale à s'attacher de plus en plus les peuples chrétiens de la Turquie, il serait infiniment utile de travailler dès à présent à sonder les différents pachas, qui plus ou moins sont en rébellion ouverte envers la Porte, et qu'elle

n'a pas la force de soumettre. Tels sont les pachas de Widdin, de Rusczuk et autres. Par le moyen d'émissaires secrets, il faudrait donc tâcher de se préparer les voies pour les faire agir selon nos vues, dès qu'il en serait temps. En adoptant les diverses mesures projetées dans ce présent mémoire, la Russie pourra être tranquille sur le résultat des machinations et des tentatives des Français contre l'empire ottoman. Mais il ne faut pas s'abuser sur les suites que peut avoir le manque de vigilance et d'énergie de la part de la Russie dans cette importante conjoncture. L'ennemi ne tarderait pas à s'approprier les immenses ressources qui, dans ce moment-ci, s'offrent d'elles-mêmes à la cour impériale, et le torrent qui détruirait l'empire ottoman menacerait en même temps et d'une manière imminente les provinces méridionales de la Russie.

No. 87<sup>20</sup>.  
1806  
23 Jan.

No. 87<sup>21</sup>. — Memoriul Principelui Adam Czartorijski către Impăratul Alexandru I, din 16 (28) Ianuarie 1806. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXII, p. 278).

Une suite d'événements aussi malheureux que difficiles à prévoir a placé la Russie dans la situation où l'on appréhendait que la mettrait un jour l'agrandissement graduel de la France, si le cabinet de St. Pétersbourg ne trouvait pas dans l'énergie et l'union des principaux états de l'Europe des moyens pour opposer une digue au débordement de la puissance de Bonaparte. Au lieu de décroître, elle a gagné de nouvelles forces dans la lutte trop courte que cet habil ambitieux a eu à soutenir. Plus formidable que jamais, il a renversé ou frappé de terreur les deux puissances, qui seules pouvaient lui faire tête en première ligne, et à leur suite tous les états du second ordre. Les liens, qui s'étaient formés pour arrêter de concert le torrent, sont rompus ou tellement relâchés, qu'ils ne présentent plus pour le moment aucune sécurité au continent; plus le plan, qui devait la lui donner, était combiné dans toutes ses parties, et plus son exécution a dû produire de difficultés, lorsque sur un point elle a été totalement en défaut; enfin la Russie, qui était le soutien de cette masse à peine ébranlée et qui jusqu'ici était réputée hors de l'atteinte de la France, se voit elle-même directement menacée. Dans cet état de choses, pour fixer la conduite qu'il lui convient de tenir, le premier soin doit être sans doute de s'éclairer sur les dangers

No. 87<sup>21</sup>.  
1806  
28 Jan.

No. 87<sup>11</sup>. qu'elle peut courir, sans se les exagérer, ni s'aveugler sur aucun  
 1806 d'eux, afin de pouvoir en déduire avec d'autant plus d'assurance les  
 28 jan. mesures, qu'elle doit adopter pour les détourner. ¶ Ces dangers peuvent être de deux genres, ou bien immédiats, ils sont de nature à donner dès à présent des appréhensions pour l'intégrité des frontières russes, ou plus éloignés, mais non moins graves que ceux-ci, ils naîtront par la suite du temps et mineront successivement les ressources de cet empire. ¶ Les premiers semblent devoir inspirer beaucoup moins d'inquiétudes depuis les dernières communications faites tant par l'Autriche que par la Prusse. L'une et l'autre de ces puissances plient devant Bonaparte, chacune d'après sa position et les circonstances dans lesquelles elle se trouve ; mais en s'arrangeant avec lui, elles éloignent tout danger de celles de nos frontières qui pour le moment semblaient les seules exposées. ¶ Bonaparte, en abandonnant ses projets sur la Pologne, prouve qu'il n'y prenait pas un intérêt bien réel, car jamais il ne s'était trouvé plus à portée de les exécuter avec facilité, et cette circonstance servira probablement à lui aliéner ceux-mêmes des Polonais que ses promesses avaient égarés. Cependant, on ne saurait encore être entièrement tranquilisé à cet égard. ¶ Quoique le traité de Presbourg paraisse être trop au désavantage de l'Autriche, pour qu'on puisse supposer une intelligence secrète entre elle et la France, quoique les communications du cabinet de Vienne aient tout le caractère de la franchise et du désir de se tenir uni à la Russie, l'on n'a pas encore assez de données à ce sujet pour pouvoir être assuré de la non-existence d'articles secrets, dont l'objet serait relatif au sort futur de la Galicie et des états ottomans, arrangements que la Russie ne saurait permettre sous aucun rapport. ¶ D'un autre côté, le retard inexcusable, que met la Prusse de nous communiquer la convention signée le 15 décembre par le comte de Haugwitz, doit faire supposer que cette transaction contient des stipulations bien peu conformes aux liens qui unissent les deux états. Le cabinet de Berlin ne nous a pas informé davantage des modifications, que le roi a proposés à ce traité avant que de consentir à le ratifier et dont le but principal doit être, dit-on, d'écarter tout ce qui s'y trouvait de contraire aux intérêts directs de la Russie. En accordant même pleine croyance à cette assurance, il peut arriver que Bonaparte rejettera les modifications proposées, et dans ce cas, il y a lieu de craindre que la Prusse ne se décide à lui obéir, ou si elle se résoud d'opposer la force à la force et que la guerre se rallume, Bonaparte n'en reprendra pas moins son projet sur la Po-

logne et forcera peut-être l'Autriche à y prêter les mains. || Un re- No. 87<sup>21</sup>.  
virement subit dans ce genre n'est pas impossible tant que nous ne 1806  
saurons pas avec précision la teneur de ce qui a été réglé entre la 28 Jan.  
Prusse et la France et que nous n'apprendrons pas la retraite effective et complète des troupes françaises hors des états autrichiens. Comme la chose est au moment de se décider, il serait bon sans perte de temps de donner pour ces différentes suppositions des ordres éventuels aux généraux Beningsen, Tolstoy et Koutousoff; ce dernier entre autres ne devrait évacuer entièrement la Galicie que lorsqu'il aurait reçu la nouvelle certaine que les troupes françaises se sont en effet retirées vers le Danube. || Ces événements, dans lesquels la Russie, au milieu d'un danger pressant, acquerrait de nouvelles ressources par sa propre influence décisive sur l'esprit des Polonais, sont possibles, mais nullement probables dans ce moment. || Il est à croire que Bonaparte désirera quelques instants de repos et surtout qu'il ne voudra pas commencer une guerre avec la Prusse. Ses efforts vont se tourner de préférence contre l'Angleterre et vers le midi. La Prusse tâchera sans doute de profiter des malheurs de l'Europe pour faire des acquisitions et elle aura pour Bonaparte toutes les complaisances qu'il lui demandera; mais elles ne seront poussées que précisément jusqu'au point auquel la Prusse croira pouvoir s'avancer sans craindre qu'il en résulte une guerre inévitable avec la Russie. || L'Autriche, selon toutes apparences, ne pensera pour le moment qu'à se refaire, en réorganisant son gouvernement intérieur. Elle sera entièrement nulle et passive, mais toujours portée, par système et par les sentiments de l'Empereur François et de son ministre actuel, à rester unie à la Russie. Dans le cas que la cour de Vienne fût obligée d'agir, et aussitôt qu'elle sera en état de le faire, il est probable qu'elle s'y résoudra plus facilement pour s'opposer aux empiètements de la France que pour les favoriser, en se déclarant contre nous. De cette façon, la Russie se trouverait hors de toute atteinte de la part de la France du côté du nord et de ses frontières polonaises. Son attention principale pourra d'autant mieux se porter vers le midi, sans crainte fondée d'en être détournée. C'est de ce côté seul qu'elle a pour le moment les dangers les plus imminents à conjurer. Bonaparte, étant parvenu à arracher à l'Autriche la Dalmatie vénitienne et les bouches du Cattaro, acquiert un surcroît de moyens maritimes et des facilités infinies pour exécuter les plans qu'il médite depuis longtemps sur l'empire ottoman et qui jusqu'ici avaient été entravés par l'éloignement qui le séparait de ce pays. ||

No 87<sup>11</sup>. 1806  
28 Jan. Quels que soient cependant les nouveaux avantages qu'il vient d'obtenir, il se passera probablement quelque temps avant qu'il puisse les mettre en œuvre, et la Russie, soutenue par l'Angleterre, sera très en état de lui faire tête de ce côté; Bonaparte n'y pourra point porter des armées bien considérables; il faudra qu'il laisse la plus grande partie de ses forces pour garder la vaste étendue de pays qu'il tient sous sa dépendance et pour observer l'Autriche et même la Prusse, auxquelles il ne saurait entièrement se fier, par les liaisons que le cabinet de St. Pétersbourg s'efforcera d'y conserver. La Russie, au contraire, libre probablement de toute autre inquiétude, pourra tourner exclusivement ses soins et ses efforts du côté de la Turquie et employer à cet objet la plus grande partie de ses moyens immenses. || La Russie, au milieu des circonstances calamiteuses qui ont empiré l'état de l'Europe, ne se trouve donc pas dans une situation qui doive lui inspirer de trop grandes inquiétudes. Elle les fera cesser entièrement, en redoublant d'énergie et en procédant avec assurance au développement des mesures que son honneur et sa sûreté vont lui dicter. Malgré les malheurs qui ont empêché l'heureuse exécution des plans qui avaient été arrêtés, les fruits de la conduite, qui a été tenue jusqu'à présent, ne seront pas entièrement perdus. Si nos suppositions à l'égard de l'Autriche se vérifient, ce sera une preuve bien marquante de l'avantage que donne une confiance méritée. Bonaparte vainqueur et avec toutes ses forces n'aura pu engager la cour de Vienne à accepter ses bienfaits et à se lier avec lui, uniquement parce qu'il n'inspire pas de confiance. Tandis que cette même cour, dans son malheur et ne pouvant plus s'attendre à être secourue par la Russie, se tient encore à elle, parce que le caractère de S. M. I. lui commande de la confiance. Il ne dépendra que de nous d'empêcher que cette confiance ne s'affaiblisse dans l'Angleterre, et ce même sentiment, qui avait si heureusement germé dans tous les cabinets, contribuera beaucoup à nous préserver de toute entreprise directement hostile de la part de nos voisins et se consolidera même, si le développement des mesures militaires et une conduite soutenue et conséquente répondent au caractère de force et de dignité qu'il convient à la Russie de maintenir. || La France va dominer par la terreur en Allemagne, en Italie et dans la plus grande partie de l'Europe. En vain voudrait-on s'y opposer; le temps seul ou des changements subits et imprévus peuvent remédier à ce mal; mais si Bonaparte prétend atteindre la Russie par son côté vulnérable et sensible, elle saura lui opposer des difficultés

insurmontables, devant lesquelles il peut encore succomber ou du moins reculer et devenir plus raisonnable. || La Russie, quoique hors de l'atteinte de l'ennemi d'un côté et quoique supérieure à ses moyens là où il pourrait tenter de l'attaquer, doit désirer cependant de ne point continuer la guerre. Elle ne l'a jamais souhaité, et maintenant qu'on ne peut plus espérer d'améliorer par la voie des armes le sort de la partie de l'Europe qui gémit sous le joug de Bonaparte, le vœu d'une pacification prompte, si elle est possible, doit sans doute être écouté de préférence. Peut-être par ce moyen pourrait-on plus facilement parvenir à un état de choses, qui donne des sûretés suffisantes pour les pays qui jouissent encore de l'indépendance, et sauver par là quelques états, qui par leur confiance dans le soutien de la Russie se sont dévoués à la cause commune, comme nommément le roi de Naples. Peut-être que Bonaparte, pour gagner l'amitié de la Russie, consentira à lui procurer des avantages, qui pourraient être mis en balance avec ceux qu'il a lui-même obtenus. Ce n'est que par ces motifs que la paix peut devenir désirable à la Russie, et ce n'est qu'autant qu'ils seront remplis que son honneur et son intérêt seront à couvert par un arrangement amical avec Bonaparte. Si la Russie cherche à traiter directement avec lui, elle n'aura pas à se dire d'avoir rien négligé de ce qui pouvait mener à des résultats aussi importants. La Russie, par ce moyen, en allant droit au but, saurait avec plus de promptitude et de précision à quoi elle doit s'en tenir vis-à-vis de la France. Elle aurait l'avantage d'arrêter peut-être les plans, que d'autres cours veulent concerter avec la France à son détriment. D'un autre côté, tout ce qui pourrait faire croire à Bonaparte qu'on le craint ou compromettre le moins la dignité de la Russie, tout ce qui pourrait affaiblir la confiance qu'elle inspire là où ce sentiment lui vaut un retour sincère, doit être soigneusement évité. Ces considérations, quoiqu'en apparence contraires, semblent toutefois pouvoir se combiner. L'envoi d'un employé pour soigner les prisonniers russes en France serait entre autres une manière facile de remplir nos vues à cet égard. Cet envoi paraît dans tous les cas absolument nécessaire pour porter des secours aux sujets de S. M. I. souffrants dans une captivité très-dure, et je ne vois aucun inconvénient de munir cet employé d'une instruction pour écouter ce qu'on pourrait lui dire et pour en rendre compte ici. La dignité n'en serait pas blessée et des explications convenables données aux cours, dont nous sommes intéressés à conserver la confiance, préviendraient aisément tout soupçon défavorable. L'embargo à met-

No. 87<sup>es</sup>.  
1806  
28 Jan.

No. 87<sup>21</sup>. tre sur les propriétés françaises en Russie et le renvoi des agents  
 1806 commerciaux, qui nous débarrasserait d'une foule d'individus dange-  
 28 Jan. reux, aurait aussi à mon avis rempli le double but indiqué plus haut, au  
 moyen des explications qui auraient eu lieu dans cette occasion avec  
 Mr. Lesseps, et je pense qu'il sera nécessaire de revenir à cette  
 mesure aussitôt que celle qui a été adoptée à ce sujet n'aura pas  
 eu l'effet attendu. ¶ Sans vouloir ici m'étendre davantage sur ce point  
 particulier, je me bornerai à observer qu'il est peut-être moins im-  
 portant qu'il ne semble au premier coup d'œil. Ce n'est pas tant  
 une démarche faite auprès de Bonaparte qui le rendra plus docile  
 à nos désirs, mais la contenance que nous garderons, les mesures  
 militaires qu'il nous verra prendre et notre conduite envers les autres  
 états de l'Europe. Ce n'est qu'autant que la Russie lui en imposera  
 et lui deviendra nécessaire, qu'il se décidera à la rechercher, et son  
 intérêt lui indiquera bientôt la manière d'y parvenir. ¶ C'est donc  
 sur ces objets et sur ce qui peut lui donner une pareille impression  
 que notre attention doit principalement se fixer, et d'après les ob-  
 servations réunies dans cette opinion, il semble qu'on peut la résumer  
 comme il suit: ¶ 1) Ne rien négliger pour faire entrer la Prusse dans  
 un système défensif général, qui du moins ne permette pas à Bona-  
 parte d'aller au delà des limites actuelles de sa puissance. Assurer  
 la cour de Berlin de secours puissants, si elle avait besoin, et em-  
 ployer surtout les soins les plus assidus pour arrêter les complai-  
 sances de la Prusse à l'égard de la France, en laissant deviner à la  
 première de ces puissances qu'il y aurait des cas, où la guerre  
 entre elle et la Russie serait inévitable. Du reste, ne pas s'expliquer  
 sur les acquisitions que la Prusse veut faire par la protection de  
 Bonaparte, ne pas se montrer contraire à des avantages qu'elle pour-  
 rait désirer, mais ne pas les sanctionner à présent et attendre pour  
 prendre un parti à ce sujet le moment de la paix générale ou celui  
 que d'autres circonstances peuvent amener. ¶ 2) Encourager l'Autriche  
 dans la confiance qu'elle nous témoigne et dans son désir de rester  
 unie avec nous. Pénétrer si des articles secrets ont en effet été  
 signés à Presbourg et leur teneur; interroger la cour de Vienne sur  
 le système qu'elle veut suivre, sur ce qu'elle compte faire dans ces  
 circonstances, sur ses ressources présentes et à venir. ¶ 3) S'entendre  
 au plus tôt avec l'Angleterre sur les mesures à prendre relativement  
 à la défense de la Turquie. Marquer au ministère anglais la plus  
 grande confiance, afin de le faire consentir à nos vues et à la marche  
 que nous voudrions tenir. ¶ 4) Déclarer au roi de Naples que, quoique

la Russie soit obligée de retirer ses troupes de son royaume (où elles ne peuvent plus lui être utiles, tandis qu'elles sont d'un besoin indispensable pour la défense de la Turquie), elle ne fera pas néanmoins la paix sans y comprendre les intérêts de ce souverain, et lui conseiller de chercher à s'arranger en attendant avec Bonaparte. ||

5) Rassurer la Suède sur la possession de Stralsund. || 6) Témoigner à Constantinople beaucoup de tranquillité sur nous-mêmes et beaucoup d'inquiétude sur la Turquie. Demander une réponse catégorique sur la conduite qu'elle compte tenir et sur les mesures qu'elle compte prendre, en lui offrant l'assistance la plus puissante contre la France. ||

7) Redoubler nos soins pour attacher à la Russie tous les peuples d'une même origine et d'une même religion, sujets de la Porte ; leur fournir sous main de secours pécuniaires et des munitions, afin que ces peuples ne se livrent pas à Bonaparte, mais au contraire deviennent une première barrière contre lui ; et que, si par leur moyen l'on ne peut prévenir la prise des nouvelles provinces esclavonnes par les Français, on leur en rende du moins la possession très-précaire. ||

8) Mettre les forces de terre et de mer sur un pied formidable et en état d'agir à tout moment. Le faire même avec une sorte d'ostentation et en prenant des mesures, qui mettent en évidence les résolutions énergiques et les grands moyens de la Russie. || 9) Tandis que vers le nord et l'occident, conformément à la marche de notre cabinet, la Russie ne prendra qu'une attitude d'observation et de surveillance imposante, elle doit se préparer à prendre une offensive vigoureuse au midi, au moyen de laquelle on soit à même, autant que possible, de prévenir partout Bonaparte au premier avis que l'on aura qu'il va procéder à l'exécution de ses projets. A cet effet, armer une flotte considérable dans les ports de la mer Noire. Réunir une armée de cent mille hommes sur les frontières de la Moldavie, qui marcherait immédiatement en avant, aussitôt que les Français feront la moindre entreprise contre la Turquie ou que l'Autriche, en vertu de quelque concert secret, voudra s'emparer d'une province turque. Laisser dans la Méditerranée toutes les troupes de terre qui s'y trouvent et une escadre, pour être en état, non-seulement de défendre Corfou, mais aussi, dès qu'un seul Français sera entré sur le territoire turc, pour s'opposer de concert avec les Anglais à leurs progrès ultérieurs. || 10) Enfin, sans désirer la continuation de la guerre, ni la craindre d'aucun côté, accueillir les propositions pacifiques, qui pourraient nous être adressées. Tout en convainquant Bonaparte de notre énergie, lui montrer aussi qu'on n'est pas contraire à des voies d'ac-

No. 87<sup>24</sup>.  
1806  
28 Jan.

No. 87<sup>21</sup>. commodement; profiter à cet effet des occasions, en faire naître  
 1806 même pour l'engager à s'expliquer, afin de connaître ses vues et  
 28 Jan. quel parti l'on pourrait tirer de son amitié; mais ne chercher la  
 paix, que la Russie n'est nullement réduite à solliciter qu'autant  
 qu'elle pourra la faire avec honneur et sûreté.

---

No. 87<sup>22</sup>. — *Memoriul rus remis Ducelui de Brunswick, trimisul Regelui Frideric-Wilhelm al Prusiei, în 23 Februarie 1806. Petersburg.*

(L. von Ranke, loc. cit., II, p. 552).

No. 87<sup>23</sup>. Les sentiments d'amitié que Sa Majesté l'empereur de toutes les  
 1806 Russies porte à Sa Majesté le roi de Prusse se sont manifestés en  
 23 Febr. tant d'occasions qu'il serait entièrement superflu de les rappeler ici, si ces mêmes sentiments (et la confiance intime qu'ils produisent) n'étaient pas l'une des principales causes de la franchise (comme de l'étendue) des explications, dans lesquelles on va entrer dans le présent mémoire. || Destiné à faire connaître (avec quelque détail) la manière dont le traité du 15 décembre est envisagé par Sa Majesté Impériale (les appréhensions qu'il fait naître pour l'avenir et les moyens qui peuvent les détruire), ce mémoire doit embrasser le tableau des vues de la Russie, tant antérieurement à l'époque de la conclusion de cet acte, qu'après sa confection. || Les envahissements successifs de Bonaparte, l'accroissement infini de la force française, les dangers qui en naissaient pour tous les états (de l'Europe, sans en excepter la Russie), forcèrent Sa Majesté Impériale à songer aux moyens de rétablir l'équilibre en Europe. Elle travailla (successivement) à y parvenir (tant par des relations directes avec la France, que) par des liaisons purement défensives avec les (principaux états de l'Europe) [principales puissances]; et lorsque la marche de Bonaparte devint plus rapide et qu'elle menaça encore davantage le système général, la Russie prit la résolution d'employer au besoin toutes ses forces pour en arrêter les effets, ainsi que pour secourir les états qui étaient le plus près du danger. Elle chercha néanmoins encore à éloigner de l'Europe les maux de la guerre, en employant les voies de la négociation pour obtenir une paix générale sur des bases solides. Sa Majesté fit usage à cet effet de l'intervention de Sa Majesté Prussienne; mais il ne fut point difficile de s'apercevoir que Bonaparte ne voulait satisfaire à aucune des justes demandes de la

Russie, qu'il voulait au contraire continuer ses envahissements et les prolonger jusqu'à ce qu'il puisse dominer sur la généralité des états de l'Europe. Tout décelait ce plan, la Russie n'a cessé de le signaler à ses co-états (et particulièrement à la Prusse; mais, sans vouloir récriminer sur le passé, on ne saurait que regretter que Sa Majesté Prussienne ne se joignît aux vues de alliés qu'après que la défaite d'Ulm eût infiniment aggravé le mal. | Il eût cependant encore suffi, pour y porter remède, de trouver le moyen de mettre de l'ensemble dans la marche des alliés; il fallait, pour y parvenir, établir une confiance absolue, et malheureusement ce ne fut point le cas même dans le moment le plus décisif, [et de leur faire connaître les motifs désintéressés par lesquels elle était guidée]. || L'Autriche (avait) [leur rendit justice; ayant] souffert de grandes pertes (et), de concert avec la Russie, elle avait demandé et attendait l'effet de l'intervention de la Prusse et sa coopération en cas que sa médiation fût infructueuse. | La crise devenait successivement plus violente, et Bonaparte faisant tous les jours des progrès, devait être arrêté sans le moindre retard, si l'on ne voulait point amener la ruine totale de l'Autriche. Chaque heure, chaque moment étaient précieux. Ce n'est que le désir de ne plus revenir sur le passé qui peut faire garder ici le silence sur la conduite tenue par le plénipotentiaire de Sa Majesté le roi et on ne peut s'empêcher d'observer que la garantie qu'il donna à des cessions de l'Autriche, avant que celle-ci y eût souscrit, ne laissait aucun moyen à l'empereur d'Allemagne d'obtenir des conditions plus avantageuses. Tout le reste de cette transaction dénote l'intention manifeste de lier la Prusse au système funeste de Bonaparte, de faire sanctionner et favoriser par elle la foule de ses injustices et le bouleversement actuel de l'Europe, enfin de s'assurer des moyens de cette cour pour l'accomplissement des projets ultérieurs de Bonaparte, et de l'employer elle-même à ce qui peut la priver d'une assistance indispensable de la part d'autres états, lorsque son tour viendrait d'être subjuguée par la France. Ce sera la place ici d'examiner plus particulièrement les stipulations du 15 décembre, tous les désavantages qu'elles présentent à la Prusse et les raisons que doit avoir la Russie de les envisager comme ouvertement dirigées contre elle, afin d'en déduire les conséquences qui peuvent indiquer la conduite que cette transaction exige de la part de la Russie et de la Prusse. Bonaparte sait que la Prusse juge ne pas être en état de s'opposer aux prétentions de la France sans une assistance étrangère, et il sait que ce sont la Russie et l'Angle-

No. 87<sup>es</sup>.

1806

23 Febr.

No. 87<sup>22</sup>. terre seules qui peuvent aider efficacement la Prusse, si elle se trouvait en lutte avec lui; aussi a-t-il tout préparé pour diminuer l'intérêt que ces deux puissances pourraient prendre à ce qui la concerne et pour les disposer à l'abandonner à elle-même. Le roi de la Grande-Bretagne ne peut se dissimuler que la Prusse a pris des engagements qui doivent la mettre en possession du pays de Hanovre, et la nation est trop attachée au roi et à sa famille pour ne point prendre une part sincère au sort de ce pays. On ne saurait, d'un autre côté, ne pas entrevoir que le cabinet de Berlin a cédé au désir de Bonaparte de préparer des moyens pour détruire l'influence préservatrice de la Russie sur la Turquie et pour encourager cet état à lui faire la guerre, tandis que c'est une sécurité parfaite de ce côté qui peut concourir le plus à ce que la Russie donne une assistance énergique à la Prusse. || Lorsque la Russie a pris la résolution d'adopter pour système le maintien d'un juste équilibre entre les différents états de l'Europe et de se vouer au soutien de leur indépendance, le cabinet de Saint-Petersbourg a senti qu'il ne saurait y destiner des forces très-considérables tant qu'il ne serait pas parfaitement tranquille du côté de la Turquie. Pour s'assurer des bonnes dispositions de la Porte, la Russie a renoncé à tout projet de conquête, lui a montré l'intérêt le plus marqué, a mérité par là sa confiance et a obtenu des stipulations propres à maintenir constamment la paix entre les deux états. Tant que le Divan ne s'en détournera pas et n'écouterà pas les déclamations du cabinet des Tuileries contre la Russie, cette dernière pourra maintenir son système désintéressé à l'égard de l'empire ottoman; mais du moment où elle devra voir en lui un état sur lequel elle ne peut pas compter, elle sera forcée de songer aux moyens de parer à ce danger, et elle ne peut le faire qu'en s'opposant avec vigueur à son ennemi sur tous les points. Donner aux Turcs le temps de rassembler des armées, de ravitailler leurs forteresses serait la faute la plus impardonnable que ferait la Russie, et dût l'Europe entière se lever contre elle, ce ne pourrait être qu'un motif de plus d'aller au-devant de son ennemi, dès qu'on aura la certitude qu'il commence des préparatifs ouvertement hostiles. | La France a parfaitement senti que le moyen d'empêcher la Russie de prendre part au sort de l'Europe était de lui présenter des dangers du côté de l'empire ottoman, et elle a reconnu d'avance quel parti la Russie aurait à prendre dans un cas semblable. C'est pourquoi aussi Bonaparte a exigé du cabinet de Berlin une garantie des possessions ottomanes qui, par sa nature, impose à la Prusse le devoir de

1806  
23 Febr.

s'opposer à ce que la Russie veille à sa propre sûreté. || La première conséquence doit donc être que, d'un côté, la Russie, ayant besoin d'une partie de ses forces pour se garantir contre la mauvaise volonté des Turcs, ne saurait secourir aussi efficacement la Prusse, et de l'autre, que son zèle même en devra être ralenti, si elle pouvait penser que la Prusse voulait l'empêcher de tenir les Turcs en respect et invariablement attachés au système qui a fait leur sécurité jusqu'ici et qui est leur véritable garantie pour l'avenir. || Il n'est aucun doute que, dans la situation où se trouve l'Europe, la Prusse est intéressée à s'assurer de l'assistance de la Russie et, cependant, indépendamment des engagements relatifs à la Turquie, évidemment dirigés contre nous, Bonaparte lui a fait prendre d'autres obligations, qui peuvent l'en priver également. De même que le maintien des rapports actuels entre la Russie et la Porte ottomane est un objet de nécessité indispensable pour la première de ces puissances et d'un avantage non moins grand pour la seconde, de même ceux d'amitié et d'intimité avec l'Angleterre, la Suède et le Danemark sont essentiels à la tranquillité de la Prusse et à sa sûreté, tant pour la conservation du bon voisinage avec les uns, que pour ne pas manquer au cas de besoin de l'assistance de tous. Or, la France, en destinant le Hanovre à la Prusse et en exigeant qu'elle en prît immédiatement possession, a en vue d'alarmer ces trois puissances. || La Russie a pu, guidée par des intérêts majeurs, souscrire à faciliter par ses bons offices l'acquisition de ce pays à la Prusse; mais les moyens mêmes qui devaient opérer cette cession, en procurant à l'électeur de Hanovre des compensations convenables pour ses pertes, et les arrangements salutaires qui devaient en naître pour l'Europe, auraient peut-être pu diminuer les regrets de Sa Majesté Britannique et tranquilliser les rois de Suède et de Danemark à l'égard de leur commerce et de leurs possessions dans le nord de l'Allemagne. || Toutes ces considérations, au contraire, renaîtraient avec une nouvelle force du moment où la Prusse acquerrait le Hanovre des mains de la France et en s'envisageant comme l'alliée de cette puissance. Pour que la Russie voie avec plaisir la Prusse accroître son territoire, il eût été nécessaire que toute augmentation de force fût la base d'un système d'opposition à des empiètements futurs de Bonaparte; mais le cas n'est plus le même, si la Prusse ne s'oppose aucunement à la France et porte, au contraire, atteinte à d'autres états amis et alliés de la Russie. || C'est sur la manière dont l'alliance avec la France sera envisagée par Sa Majesté Prus

No. 87<sup>re</sup>

1806

23 Febr.

No. 87<sup>22</sup>. 1806  
23 Febr. sienne que devra reposer désormais la nature des rapports entre la Russie et la Prusse.—Non! Il n'est point douteux que c'est l'intimité, l'union la plus étroite qui y présideront toujours. ¶ Le roi a cédé, ou plutôt,—il faut le dire,—on a cédé en son nom, dans un moment de crise, à tout ce qu'a voulu Bonaparte, pour éviter les maux de la guerre, et cet acte arraché par des circonstances impérieuses n'aura de durée qu'autant qu'elles se prolongeront. Le roi sent trop bien le peu de solidité qu'a acquis sa monarchie par cette transaction. (Il reconnaît) [Sa Majesté ne saurait nier] que c'est son union avec la Russie qui fait sa principale sûreté contre les prétentions toujours croissantes de la France, et il [ainsi Elle] ne se refusera point aux explications dont la Russie a le besoin le plus pressant, pour ne pas s'écarter un moment de ce que requièrent les liens les plus intimes avec (Sa Majesté Prussienne) [la Prusse]. (On ne s'est point attaché ici à examiner en détail chacun des désavantages que présente pour la Russie et la Prusse même le traité de Vienne; on s'est borné à indiquer les points principaux qui ont frappé le plus Sa Majesté Impériale et que le cabinet français a eu le talent d'y introduire pour la détacher de la Prusse. Il ne sera pas hors de propos cependant de mentionner que ce traité enlève toute son influence dans une grande partie de l'Allemagne, et l'on ne peut que regretter aussi que ce ne soit qu'en ce moment et d'une manière aussi malheureuse pour la cause de toute l'Europe, que la Prusse ait reconnu que, dans ses relations futures avec d'autres états, elle ne considère plus comme autrefois sa politique bornée au nord de l'Allemagne, mais bien liée au système général de l'Europe par la garantie dont elle s'est chargée des possessions ottomanes et celle des usurpations de Bonaparte en Italie assurées à l'empire français, ce qui pourrait devenir un nouvel obstacle à la prétendue séparation des deux couronnes. ¶ C'est en réunissant ces diverses considérations qu'on peut indiquer sur quel pied doivent être à l'avenir les relations entre la Russie et la Prusses et conclure combien il devient nécessaire que cette dernière puissance donne à la première les assurances qui peuvent faire disparaître les justes appréhensions, que les stipulations de Vienne feraient naître, si l'on pouvait supposer que la Prusse voulût les observer comme volontairement arrêtées. On ne peut s'empêcher de le répéter, ce sont des circonstances extraordinaires qui ont donné lieu à cet acte, et sa force doit disparaître avec elles. C'est dans la supposition que cette vérité est sentie et que Sa Majesté Prussienne est portée, par son intérêt, autant que par ses sentiments, à maintenir

l'union la plus étroite et la plus intime avec la Russie,—supposition qui se trouve même changée en certitude par les explications franches et loyales que Son Altesse le duc de Brunswick s'est empressé de donner à Sa Majesté Impériale—qu'on a tracé ici les bases des arrangements qui devraient être pris entre les deux cours pour les préserver de toute atteinte). [On se borne à les effleurer simplement jusqu'à ce que les dispositions du roi soient annoncées d'une manière positive. Il faudrait, avant toute chose, savoir si Sa Majesté se décidera à signer l'engagement suivant]. | 1°. Pour détruire l'impression aussi vive que pénible que Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies a dû éprouver en apprenant qu'un souverain, son ami et allié, s'est allié à son ennemi, Sa Majesté Prussienne déclare de la manière la plus solennelle qu'Elle n'envisagera jamais son traité d'alliance avec la France comme obligatoire [si elle attaque la Russie] (pour les cas qui, d'après ses stipulations, peuvent faire naître une guerre entre la Russie et la Prusse, et afin qu'il ne puisse être donné trop d'étendue à cette déclaration, il est entendu qu'elle se rapporte uniquement aux cas suivants : a. pour le cas d'une guerre qui naîtrait entre la Russie et la France à la suite des mesures que la première de ces deux puissances prendrait, soit pour s'opposer à une invasion française en Turquie, soit pour obliger la Porte ottomane à remplir les engagements qu'elle a contractés envers elle, ou enfin pour l'empêcher d'attaquer la Russie; b. pour le cas d'une guerre qui naîtrait entre la Russie et la France, si la première, soit pour défendre l'empire ottoman, soit pour secourir l'Autriche, prenait des mesures propres à faire évacuer par les troupes françaises des pays qu'elles occupent sans aucun droit réel, particulièrement en Italie et sur le bords de l'Adriatique). || 2°. Sa Majesté Prussienne, ayant accordé à la France la garantie des états, qu'elle possède maintenant à titre de réunion, et ayant compris dans cette garantie des possessions de différents états, pays et territoires qui se trouvent hors de la ligne du système que la Prusse s'était tracé, reconnaît devoir observer la même marche à l'égard de la Russie. Mais considérant que le sort de différents états ne peut être fixé qu'à la paix générale, Elle se borne à garantir dès à présent l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, des possessions de la maison d'Autriche, du nord de l'Allemagne, des états des rois de Suède et de Danemark (et promet de faire cause commune et d'employer toutes ses forces à leur défense, s'ils étaient attaqués). 3°. Sa Majesté Prussienne, reconnaissant que la tranquillité de l'Allemagne ne sau-

No. 87<sup>aa</sup>.

1806

23 Febr.

No. 87<sup>21</sup>  
1806  
23 Febr. rait être rétablie tant que la France conservera des troupes dans cette partie de l'Europe, prend envers Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies l'engagement d'employer tous ses soins pour en faire sortir les troupes françaises dans l'espace de trois mois et promet de n'écouter aucune proposition de la France qui n'aurait pas cette clause pour base. || 4°. Sa Majesté Prussienne s'engage à employer toute son influence pour le maintien dans le nord de l'Allemagne des relations commerciales sur le même pied sur lequel elles se trouvent maintenant, et à n'y apporter de son côté aucunes entraves, gênes ou charges quelconques, qui n'aient pas existé avant l'occupation du Hanovre par les Français. || 5°. Sa Majesté Prussienne, intimement convaincue que les malheurs qui ont assailli les alliés dans la dernière guerre ne sont à attribuer qu'au manque de combinaison dans leurs opérations, a senti qu'il était instant de prévoir le cas où les armées russes et prussiennes seraient obligées d'agir de concert pour la défense commune et pour venir au secours d'autres états qui seraient menacés; en conséquence, Elle déclare être prête à s'entendre immédiatement avec Sa Majesté l'empereur sur un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, par lequel on conviendrait des mesures que chaque état aurait à adopter, aussitôt que le cas d'agir en commun venait à échoir. || En réciprocité de ces différentes déclarations, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies prendrait l'engagement : || (1°. D'employer constamment la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe et toutes celles de l'empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des états de Sa Majesté Prussienne); || 2°. De persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les états de l'Europe, qu'Elle a suivi jusqu'à présent; || [D'assister la Prusse de toutes ses forces en cas qu'elle fût attaquée par la France]; || (3°. De maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers Elle par Sa Majesté Prussienne, de travailler même à conserver à la France l'idée que la Prusse s'envisage comme son alliée sans aucune réserve et de se prêter, dans ce but, à une négociation avec la France pour le rétablissement de la paix générale. A cet égard, il n'est pas hors de raison d'observer que la Russie, n'ayant aucun besoin de rechercher une négociation avec la France, aucun motif de croire que Bonaparte la désire, ne peut envisager cet objet que sous un point de vue secondaire et doit, par conséquent, désirer qu'il ne soit fait aucune ouverture quelconque en son nom à Bonaparte, quoique Sa Majesté Impériale persévère toujours dans le système qu'Elle a

constamment suivi de faire tout ce qui dépendrait d'Elle pour rendre le repos à l'Europe par le retour de la paix générale sur des bases solides et stables et de se prêter en conséquence à tout ce qui sera compatible avec l'honneur et les intérêts de son empire). || C'est en s'entendant sur tous les différents points qui sont énoncés dans le présent mémoire que la Russie et la Prusse pourraient espérer de conserver une influence commune dans les affaires générales et dont le maintien intéresse de plus près la Prusse et la Russie, (sans le soutien de laquelle la première de ces puissances ne conserverait d'autres poids que celui qui résulterait des complaisances qu'elle aurait pour Bonaparte, tandis que lui-même, depuis qu'il croit avoir abattu l'Autriche, s'il réussit à éloigner la Russie de la Prusse, n'aura plus guère de motif pour ménager cette dernière. Leur union, sans donner d'ombrage à personne, parce qu'elle serait purement et simplement défensive, deviendrait la base d'un système fédératif, qui aurait uniquement par objet le maintien de la propriété d'un chacun et auquel pourraient accéder successivement tous les états de l'Europe qui ne sont pas sous la fêrule de la France ou qui voudraient s'affranchir de son oppression. Ce serait le seul moyen peut-être de former un contre-poids au système fédératif que Bonaparte vient d'annoncer et qu'il ne tardera probablement pas de mettre en exécution, dans le but de consolider et légitimer en quelque sorte par un lien commun de tous les états qu'il contraint d'en faire partie l'ordre de choses funeste qu'il a établi. Il est essentiel de procéder sans perte de temps à un semblable concert, avant que le chef du gouvernement français n'ait eu le temps d'achever celui qu'il médite, et Sa Majesté Impériale invite Sa Majesté le roi de Prusse à lui communiquer ses idées à ce sujet, étant prête à faire connaître également celles qu'elle croit propres à rendre une union de cette nature favorable à l'Europe. Le but de ce mémoire a été d'aviser d'abord au plus pressé et d'appliquer en partie dès à présent les principes salutaires manifestés par la cour de Berlin dans ses dernières explications et notamment celui par lequel elle a déclaré que, si elle a été forcée par les circonstances à souscrire un arrangement si désavantageux avec Bonaparte, le motif principal qui l'y a engagée était d'arrêter du moins par là efficacement ses empiètements ultérieurs.

No. 87<sup>re</sup>.  
1806  
23 Febr.

No. 87<sup>23</sup>. — Extract din scrisoarea Ducelui de Brunswick către Regele Frideric-Wilhelm al Prusiei, din 27 Februarie 1806. Petersburg.

(L. von Ranke, loc. cit., II, p. 533).

No. 87<sup>22</sup>.  
1806  
23 Febr. . . . . Dans une seconde audience particulière que j'eus hier le 25 (13), j'ai mis la note ci-jointe marquée A sous les yeux de l'empereur. Il paraît goûter ma proposition relative à la France, mais comme il m'a promis de me répondre par écrit incessamment, je suis dans ce moment-ci encore dans l'attente de la recevoir. L'article de la garantie de l'intégrité de la Porte a beaucoup été approuvé par l'empereur. Il me disait à cette occasion: je la garantis moi-même, le système de l'impératrice Catherine II sur l'Orient est entièrement abandonné, je suis l'ami de la Porte et veux la soutenir; mais je prévois que ce sera par là que la France voudra me susciter des querelles et me compromettre avec la Prusse. Le général de Merveldt qui est ici a donné à l'empereur l'assurance par écrit de la part de sa cour qu'elle n'avait aucune vue hostile contre la Porte. Dans la suite de la conversation que j'eus dans mon audience du 21 (9) avec l'empereur, il échappa à Sa Majesté, en parlant sur l'acquisition du pays de Hanovre: mais ne trouveriez vous pas que, si la Prusse et la France s'agrandissent, qu'il me conviendrait aussi de m'agrandir? ne faut-il pas que les proportions restent? Sur ce que je repris que je ne pouvais point pénétrer d'abord ce qui pourrait être à la bienséance de son vaste empire, que d'ailleurs l'acquisition du pays de Hanovre n'était qu'hypothétique, les revenus en seraient diminués par les échanges stipulés dans le traité, la conversation tomba.

---

No. 87<sup>24</sup>. — Raportul Principelui Adam Czartorijski către Impăratul Alexandru I, din 23 Februarie (7 Martie) 1806. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXII, p. 315).

No. 87<sup>24</sup>.  
1806  
7 Martie. Les nouvelles qui viennent d'arriver de la Valachie portent en substance: «que la Porte a reconnu le titre impérial de Bonaparte; que plusieurs pachas de la Roumélie ont reçu ordre d'envoyer des troupes à Ismaël pour y former un camp; que la garnison de cette

forteresse sera portée à 10 m. hommes, ainsi que celle de Hottin ; que le pacha de Scutari vient en Romélie avec une armée, que l'on dit être de 40 m. hommes ; que les hospodars de Valachie et de Moldavie ont reçu ordre de préparer des vivres pour ces différentes troupes ; que la flotte turque doit être armée et équipée pour le printemps prochain ; que le reis-effendi a manifesté l'intention de déposer les princes actuels de Moldavie et de Valachie ; enfin que tout indique un changement de système, par lequel il paraît certain que la Porte veut annihiler son alliance avec la cour impériale, en s'unissant avec la France.» Les rapports de M. d'Italinsky, reçus postérieurement à l'entrée de ces nouvelles, n'en confirment que la première, ce qui ne doit pas étonner, vu que les ordres de la Porte pour les préparatifs militaires auront été expédiés dans le plus grand secret. Indépendamment de cette circonstance, il est à observer que les nouvelles précitées portent un caractère d'authenticité, auquel il est difficile de se méprendre ; d'ailleurs, elles sont d'une importance tellement grave, qu'en attendant qu'elles soient confirmées officiellement, il paraît de toute urgence de songer dès à présent aux moyens à adopter pour ne pas être pris au dépourvu par les Turcs et pour nous ménager toutes les ressources, dont nous pouvons disposer en cas qu'une guerre contre eux devînt inévitable. || S'il est vrai que les Turcs ont reconnu le titre impérial de Bonaparte et qu'ils font toutes les démonstrations militaires dont parle l'hospodar de Valachie, il ne faut pas douter qu'ils se sont laissé séduire par les Français et qu'ils ont l'assurance d'être soutenus par eux. L'arrivée surtout du pacha de Scutari en Romélie prouve du reste que la Porte se croit parfaitement sûre du côté des Français et qu'elle veut diriger toutes ses forces contre nous. Dès lors, il n'y a qu'une détermination prompte et vigoureuse qui puisse détourner de la Russie les dangers les plus imminents, qui résulteraient de l'approche des armées turco-françaises de nos frontières. Ces dangers et leurs conséquences étant de la plus haute évidence, on croit ne pas devoir s'arrêter ici à les détailler, et on se bornera simplement à observer que, si la Russie ne profite du moment actuel pour déjouer les intrigues des Français à Constantinople et invalider les effets de la duplicité des Turcs, nous devons renoncer dès ce moment à toute influence sur les déterminations de la Porte, nous attendre à voir le théâtre d'une guerre inévitable établi dans l'empire de Russie même et enfin à perdre pour toujours les avantages incalculables, que nous offrent les dispositions des peuples chrétiens de la Turquie européenne.

No. 87<sup>re</sup>. enne, qui n'hésiteront pas à se ranger du côté des Français si nous  
 1806 tardons encore à leur prouver que nous nous occupons de bonne  
 7 Martie. foi de l'amélioration de leur sort. || Si donc il se vérifie que les Turcs  
 ont encore une fois méconnu la loyauté et le désintéressement de  
 S. M. I., s'il est vrai qu'immédiatement après avoir ratifié solennel-  
 lement l'acte du renouvellement d'alliance, ils se sont laissé égarer  
 par la France au point d'armer contre la Russie; dans ce cas, il ne  
 reste à celle-ci qu'un seul parti à prendre, c'est de les prévenir et  
 de les forcer par le moyen d'une démarche vigoureuse à revenir au  
 seul système qui puisse encore prolonger l'existence de l'empire ot-  
 toman. || On tâchera d'indiquer ici les points principaux de ce qu'il  
 y a à faire tant à l'égard de la Turquie que relativement aux autres  
 puissances, qui dans cette occasion peuvent influencer sur les intentions  
 de la cour impériale. || 1) L'expérience ayant suffisamment prouvé  
 que la peur est le seul ressort, qui dans de pareilles circonstances  
 puisse agir sur les Turcs, il faudrait que le général en chef de l'armée  
 du Dniestre fût avisé incessamment de se tenir prêt à marcher au  
 premier ordre pour entrer en Moldavie. Ce général serait muni d'in-  
 structions éventuelles, d'après lesquelles il entrerait immédiatement  
 après avoir acquis des notions positives sur les préparatifs des Turcs  
 contre nous. Ceci paraît indispensable, pour éviter les inconvénients  
 qui pourraient résulter de la grande distance où se trouve cette  
 armée du centre du gouvernement. L'armée du Dniestre s'avancerait  
 aussitôt jusque sur le Danube, en occupant également la Valachie,  
 sans perdre son temps à réduire les forteresses du Budziak, ni celle  
 de Hottin, qui tomberaient d'elles-mêmes aussitôt que leur communi-  
 cation avec la rive droite du Danube sera coupée. Les avantages,  
 qui résulteraient de l'occupation immédiate de la Valachie et de la  
 Moldavie par les troupes russes, seraient principalement de contri-  
 buer avec efficacité à ramener la Porte aux principes de la saine  
 politique, vu que Constantinople ne tarderait pas à se ressentir du  
 manque de vivres, que cette capitale tire en grande partie des deux  
 principautés; les magasins qu'y prépare la Porte tomberaient en  
 notre pouvoir, tandis que la moindre hésitation pourrait nous en priver;  
 l'armée russe se fortifierait aisément sur le Danube, au lieu que sur le  
 Dniestre elle n'aurait pas à beaucoup près les mêmes avantages; cette  
 armée donnerait la main aux Serviens, aux Bulgares et autres peuples  
 chrétiens de ces contrées; enfin, nous aurions pour nous tous les avan-  
 tages qui résultent nécessairement d'une détermination prompte et éner-  
 gique, à laquelle l'ennemi ne s'attend pas; tandis que, si on le laisse

faire, c'est lui qui se les appropriera. || 2) L'entrée de l'armée russe No. 87<sup>14</sup>. en Moldavie serait accompagnée d'un manifeste, dans lequel on expliquerait clairement que ce n'est pas dans des vues hostiles que les armées russes s'avancent sur le territoire ottoman; que c'est uniquement pour maintenir l'indépendance de la Porte, qui, intimidée par la France, paraît vouloir aveuglément suivre ses impulsions; que dans le cas où les Français voulussent attaquer les états ottomans, les troupes russes seraient prêtes à les défendre; que la cour impériale désire religieusement s'en tenir à l'alliance, mais qu'elle a également droit de prétendre que la Porte ne s'en écarte pas; que l'armée russe se retirera dès que la cour impériale aura lieu de se rassurer à cet égard etc. etc. || 3) Il faudrait dès à présent prévenir la cour de Londres des intentions de S. M. I. pour le cas en question, afin de pouvoir compter sur l'assistance de ses flottes dans le développement du plan d'opération qui sera arrêté. || 4) On inviterait la cour de Vienne à se déclarer strictement neutre et on lui ferait espérer tel avantage qu'indiqueront les circonstances, aussitôt que cette nouvelle guerre sera terminée d'une manière satisfaisante pour nous. || 5) Après avoir communiqué à la Prusse les motifs qui font agir S. M. I., on lui représenterait que, comme son traité avec Bonaparte ne sera obligatoire pour elle qu'après la guerre, le roi ne saurait avoir aucune obligation de prendre part à ce qui se passera en Turquie. On l'invitera à diriger toute son attention vers le maintien de la paix dans le Nord de l'Allemagne; on lui témoignera que, si Bonaparte, sans égard aux restrictions que s'est réservées la cour de Berlin, voulait la forcer à remplir dès à présent la stipulation du traité du 15 décembre relatif à la garantie de l'empire ottoman, S. M. I. espère que le roi s'y refusera et que même il défendra son indépendance par tous les moyens que possède la monarchie prussienne; que, prévoyant la possibilité de ce cas, les troupes commandées actuellement par les généraux Beningsen et Tolstoy, en se repliant sur les frontières de la Russie, prendront poste sur la Vistule et seront toujours prêtes à voler au secours des armées prussiennes. Cette mesure aurait le double avantage de servir au but qui vient d'être indiqué et à tenir les Prussiens en respect, s'ils pouvaient s'émanciper au point de vouloir entraver nos opérations du côté de la Turquie. On engagerait en même temps la cour de Berlin à demander des explications catégoriques à la France sur ses intentions à l'égard de l'empire ottoman et à reconnaître formellement la validité de nos engagements actuels avec la Porte pour

1806  
7 Martie.

No. 87<sup>24</sup>. leur durée. || Enfin, 6) Tout en faisant les démarches militaires et  
 1808 politiques ci-dessus, il serait bon d'envoyer quelqu'un à Paris pour  
 7 Martie. faire connaître à Bonaparte que nous sommes prêts à recommencer  
 la guerre plutôt que de consentir ni à ses empiètements sur la  
 Turquie, ni à ce qu'il acquière une prépondérance marquée dans  
 cet empire; que s'il y veut renoncer de bonne foi, nous pourrions  
 encore tolérer l'influence qu'il exerce sur toute l'Italie et nous enten-  
 dre définitivement sur d'autres objets de la même importance; mais  
 que dans le cas contraire, nous réunirons tous nos efforts pour  
 maintenir en Turquie l'ordre de choses qui nous convienne. || Cette  
 ouverture, appuyée de l'occupation des principautés de Moldavie et  
 de Valachie, produira probablement son effet. Bonaparte se con-  
 vaincra que la cour impériale veut sérieusement ne pas se déssaisir  
 de son influence sur l'empire ottoman, influence qui devient de né-  
 cessité absolue pour la sûreté de la Russie même. | Par l'applica-  
 tions de ces différentes mesures, la Russie pourra se flatter de ra-  
 mener la Porte au système qui convient aux deux empires. Elle  
 lui aura prouvé que la cour impériale sait prendre des détermina-  
 tions dignes de ses moyens et du rang qu'elle doit toujours occuper  
 parmi les puissances de l'Europe, aussitôt qu'il s'agit de ses vérita-  
 bles intérêts, et enfin elle se sera ménagé des objets de compensa-  
 tions qui seront d'un poids infini dans les négociations futures pour  
 le rétablissement de la paix générale. Il est à remarquer que ces  
 observations ne présentent pour ainsi dire que l'indication des moyens  
 à adopter pour prévenir les dangers les plus réels, qui menaceront  
 les provinces méridionales de la Russie, si elle ne se met en me-  
 sure dès à présent. Les objets de détail entreront dans le cadre des  
 instructions à expédier aux généraux et aux ministres de S. M. I.,  
 qui seront appelés à concourir à l'exécution de ses hautes inten-  
 tions. || En terminant cet exposé, on ne saurait ne pas répéter en-  
 core que toute expédition, que tenterait la Russie dans ce moment-ci,  
 devrait réussir nécessairement, par la raison que les Turcs ainsi que  
 les Français auront calculé sur l'inactivité et la délicatesse politique  
 dont la cour impériale semble vouloir faire profession; tandis qu'en  
 hésitant le moins de monde, les difficultés augmenteront dans une  
 progression incalculable, la Russie n'en sera pas moins forcée de  
 prendre les armes et l'Europe sera en droit de lui reprocher d'avoir  
 poussé trop loin cette même délicatesse passive, qui certes est ab-  
 solument hors de saison, lorsqu'on a affaire à des puissances qui

ne reconnaissent aucune loi que l'audace et l'intérêt et qui ont ré- No 87<sup>4</sup>.  
duit la duplicité en principe. 1806

7 Martie.

No. 87<sup>25</sup>.— Memoriul Principelui Adam Czartorijski  
pentru Impăratul Alexandru I, din 24 Februa-  
rie (8 Martie) 1806. Petersburg.

(Сборникъ, XXXII, р. 322).

Si la mesure proposée de l'entrée immédiate en Moldavie paraît No. 87<sup>25</sup>.  
encore précoce à V. M. I., parce qu'Elle croit n'avoir pas des don- 1806  
nées assez positives sur les vues hostiles de la Porte contre nous, en 8 Martie.  
attendant qu'elles nous parviennent, ce qui ne peut tarder, on peut  
se borner pour le moment aux démarches suivantes, qui sont dans  
mon opinion les seules qui peuvent prévenir les inconvénients du  
retard de l'entrée en Moldavie, arrêter les préparatifs des Turcs et dé-  
router pour quelque temps leurs plans insidieux. " 1) La crainte étant  
le seul ressort qui agisse sur les Turcs, comme on l'a déjà observé,  
il faudrait que le général Michelson fit immédiatement une démon-  
stration ostensible pour se rapprocher autant que faire se pourra du  
Dniestre, en y mettant une certaine publicité et sans cacher même  
qu'il attend des ordres pour entrer en Moldavie, si la Porte ne fait  
pas rebrousser chemin aux troupes turques qui marchent sur le Da-  
nube. Le général Michelson n'entrerait cependant que dans le seul  
cas, où il recevrait des avis positifs du passage de quelque corps  
marquant de troupes en Moldavie ou en Valachie. Dans ce cas, pour  
prévenir que l'ennemi ne rassemble de grandes forces dans les deux  
principautés et qu'il ne s'empare des magasins qui y sont préparés,  
le général Michelson passerait incessamment la frontière et s'avan-  
cerait jusque sur le Danube, en occupant également la Valachie et  
sans s'arrêter à vouloir prendre Hottin. Les instructions qu'il me  
paraît nécessaire de donner au général, sont comprises dans le projet  
de rescript ci-joint. " 2) Mr. d'Italinsky, étant déjà instruit des in-  
tentions de V. M. I. relativement à la reconnaissance, communiquera  
à la Porte les motifs qui ont déterminé V. M. à se relâcher sur ce  
point. Il demandera en même temps que la Porte se borne à cette  
première complaisance envers Bonaparte et surtout qu'elle donne  
contre-ordre à ses troupes; si non, S. M. l'E-r, pour le bien des deux  
empires, se verra forcée d'occuper les deux principautés, non pour en  
faire la conquête, mais pour aider la Porte à recouvrer son indé-

No. 87<sup>25</sup>. pendance. A cette occasion, Mr. d'Italinsky renouvelerait de la manière  
 1806 la plus positive les assurances de l'intérêt que S. M. I. prend a la  
 8 Martie. conservation de l'empire ottoman. Cette démarche produira proba-  
 blement l'effet désiré, vu qu'elle sera secondée par la crainte qu'in-  
 spireront les mouvements de l'armée du Dniestre. Le projet de rescrit  
 ci-annexé renferme les instructions, dont il me paraît convenable de  
 munir dans cette occasion Mr. d'Italinsky. Pour plus de sûreté, on  
 pourrait aussi faire passer une somme d'argent à Mr. d'Italinsky pour  
 en faire usage selon les circonstances. Si les troupes russes devaient  
 entrer en Moldavie, elles seraient précédés d'un manifeste analogue  
 à la circonstance.

No. 87<sup>26</sup>. — Rescriptul adresat de Impăratul Alexan-  
 dru I ambasadorului Italinsky, în 24 Fe-  
 bruarie (8 Martie) 1806. Petersburg.

(Горинскъ, LXXXII, p. 326).

No. 87<sup>26</sup>. Par les communications, qui vous ont été adressées en dernier  
 1806 lieu par mon ministère, vous aurez été instruit du point de vue sous  
 8 Martie. lequel j'ai envisagé dans ce moment-ci la reconnaissance de titre im-  
 périeur de Bonaparte par la Sublime Porte avant même d'avoir été  
 instruit qu'elle s'y est portée en effet. Vous n'aurez pas tardé sans  
 doute à faire connaître au ministère ottoman combien je suis éloigné  
 de vouloir attirer des embarras réels au Sultan Sélim pour un objet  
 de cette nature, qui dans la conjoncture actuelle ne saurait plus être  
 de la même importance; et je suppose que cette démarche de votre  
 part aura parfaitement tranquilisé la Porte sur les appréhensions  
 qu'a pu produire sur elle le contenu de votre note du 23 janvier  
 (6 février). Mais si je crois pouvoir me relâcher sur ce point, il ne  
 faut pas que le ministère ottoman croie qu'il en sera de même sur  
 les autres prétentions, que le gouvernement français ne manquera pas  
 d'élever après avoir cru obtenir un premier avantage et dont le ré-  
 sultat ne pourrait être qu'un asservissement parfait du divan aux vo-  
 lontés de Bonaparte. Un pareil ordre de choses ne pouvant convenir  
 ni à la Russie, ni à la Porte ottomane, je vous charge d'assurer le  
 ministère de Sa Hautesse de la manière la plus positive que je n'ai  
 jamais varié dans mes dispositions envers l'empire ottoman, dont je  
 suis prêt à devenir le défenseur contre toute agression étrangère;  
 qu'à cet effet j'ai une armée de 100.000 hommes sur les frontières

de Moldavie, toute prête à voler au secours du Sultan Sélim et à se rendre sur tel point de son empire qui serait attaqué. En même temps vous ferez connaître que, puisque pour la sûreté même de mes états je ne pourrai consentir à ce que la Porte se mette dans une dépendance absolue du gouvernement français, surtout après les preuves multipliées d'intérêt et de désintéressement que je n'ai cessé de donner à Sa Hautesse, je me crois en droit de demander qu'elle se borne à la reconnaissance du titre impérial de Bonaparte, en prenant la ferme résolution de décliner toute autre prétention quelconque. Vous ajouterez enfin, qu'ayant appris que la Porte rassemble des troupes en Romélie et en Bessarabie et qu'elle fait divers autres préparatifs de ce genre et qui sont évidemment dirigés contre mon empire, je veux bien croire que ce ne sont que des mesures de précaution, qu'elle a jugé devoir prendre à la suite de la note précitée que vous lui avez remise; mais que j'espère aussi, qu'après la connaissance que vous aurez donné au ministère ottoman de ma manière de penser sur l'objet en question, la Porte se sera empressée de révoquer ses ordres et portera son attention vers les frontières occidentales de l'empire, qui sont les seules menacées et qui réclament exclusivement toute sa vigilance. || Si, contre toute attente, le résultat de vos démarches à la suite des dépêches qui vous ont été adressées le 18 du courant n'avait pas été à cet égard tel que je le présume, je vous charge de demander sans délai que la Porte fasse donner contre-ordre aux troupes qu'elle fait marcher sur le Danube, et vous déclarerez que, dans le cas contraire, je considérerai ces préparatifs comme dénotant des vues hostiles contre moi, vu qu'ils ne peuvent être nécessaires comme mesures de sûreté après ma conduite constante vis-à-vis du Sultan, l'alliance récente qui nous lie et la déclaration que contient le présent rescrit. Par une suite de la conviction dans laquelle je devrai être que les intentions de la Porte ne sont conformes ni à ses intérêts ni aux miens, mon armée du Dniestre entrera incessamment en Moldavie, non pour en faire la conquête, car il me serait bien pénible d'être forcé à agir hostilement contre l'empire ottoman, mais uniquement pour me mettre en garde contre toute agression dirigée par la France et pour rendre à la Porte son indépendance, parce qu'il me sera impossible d'attribuer ses démonstrations militaires contre moi à d'autres causes qu'à la crainte que lui aura inspiré le gouvernement français. || Vous préviendrez le ministère ottoman que l'entrée de mon armée en Moldavie aura également lieu, s'il se laissait entraîner à quelque nouvelle complaisance envers Bonaparte,

No. 87<sup>24</sup>.

1806

8 Martie.

No. 87<sup>re</sup>. laquelle serait contraire aux traités et intérêts réciproques des deux  
 1806 empires, s'il se permettrait de faire tel changement dans l'état actuel  
 8 Martie. de choses en Moldavie et en Valachie sans s'être au préalable concerté avec mon ministère; en un mot, vous ferez sentir que je suis intentionné de m'en tenir scrupuleusement aux différentes stipulations existantes entre nous, et que je m'attends à une conduite analogue de la part du Sultan Sélim. || Aussitôt que vous aurez obtenu des réponses satisfaisantes aux représentations que je vous charge de faire, et que vous aurez lieu d'être persuadé que la révocation des préparatifs militaires contre mon empire a eu lieu en effet, vous en ferez part sans perte de temps à mon ministère. Dans le cas contraire et surtout si la Porte pouvait persister un seul instant dans ses préparatifs hostiles contre moi et ne faisait pas rebrousser immédiatement les renforts précités pour les employer là où l'ennemi commun nous menace, vous mettrez la même diligence à m'en informer et vous aurez soin en même temps d'en donner avis aux commandants de mes forces de terre et de mer tant sur le Dniestre qu'à Corfou, dans la mer Noire et en Perse, lesquels agiront dès lors d'après les instructions éventuelles dont ils sont munis.

---

No. 87<sup>re</sup>.— Extract din declarațiunea prusiană pentru  
 Impăratul Alexandru I al Rusiei, propusă Regelui Frideric Wilhelm de către Baronul Hardenberg, în 24 Martie 1806.

(L. von. Ranke, loc. cit., II, p. 577).

No. 87<sup>re</sup>. Le roi regardera toujours l'empereur de toutes les Russies comme son seul et véritable ami, et c'est sur les sentiments que Sa  
 1806 Majesté ne cesse de lui témoigner qu'il fonde son unique consolation,  
 24 Martie. ses espérances dans les circonstances fâcheuses et critiques du moment. Si elles ont forcé Sa Majesté à des engagements contraires aux vœux de son cœur, Elle ne désire que de rassurer complètement son auguste allié sur ce qu'ils peuvent avoir d'inquiétant pour lui. || Sa Majesté n'hésitera pas de prendre les engagements suivants: ||  
 1°. Que son traité d'alliance avec la France ne doit jamais déroger à son alliance avec la Russie, et que nommément il ne la portera pas à faire la guerre contre elle dans les cas suivants: || a. Que la France attaquaît la Turquie on portât celle-ci à se joindre à elle et à faire la guerre à la Russie; || b. Que la France attaquaît l'Autriche ou le

Danemark ou la Suède, et que la Russie vînt à leur secours ; || No. 87<sup>er</sup>.  
 2°. Qu'Elle garantit: || a. L'intégrité et l'indépendance de la Porte otto- 1806  
 mane; || b. Les possessions de la maison d'Autriche, telles qu'elles 24 Martie.  
 ont été fixées par le traité de Presbourg; || c. Celles des rois de  
 Danemark et de Suède; || Qu'Elle maintiendra ces garanties de toutes  
 ses forces conjointement avec la Russie et qu'Elle est très-prête à  
 concourir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on  
 pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable  
 et permanent en Europe; || 3°. Qu'Elle mettra tous ses soins,  
 comme Elle l'a déjà fait et ne cessera de le faire, pour obtenir que  
 les troupes françaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai  
 possible, et qu'Elle n'entrera dans aucune stipulation avec la France  
 qui les y fixerait ou y prolongerait leur séjour; || 4°. Qu'Elle emploie-  
 ra toute son influence pour le maintien des relations commerciales  
 dans le nord de l'Allemagne et pour faire cesser, le plus tôt que  
 les circonstances le permettront, les entraves qu'Elle serait obligée  
 d'imposer à la navigation anglaise; || 5°. Qu'Elle s'occupera d'abord  
 des moyens nécessaires pour mettre son armée sur un pied formi-  
 dable, et d'un plan d'opération détaillé, mais éventuel, pour la dé-  
 fense commune. Le roi acceptera avec plaisir et reconnaissance  
 les engagements réciproques de Sa Majesté l'empereur de toutes les  
 Russies: 1°. D'employer constamment la majeure partie de ses  
 forces à la défense de l'Europe et toutes celles de l'empire de Russie  
 à l'indépendance et l'intégrité des états prussiens; 2°. De persister  
 dans le système de désintéressement à l'égard de tous les états de  
 l'Europe, qu'Elle a suivi jusqu'à présent; 3°. De maintenir dans le  
 plus profond secret ses engagements pris avec le roi, et de travail-  
 ler même à conserver à la France l'idée que la Prusse l'envisage  
 comme son alliée sans aucune réserve, et de se prêter dans ce but  
 à une négociation avec la France pour le rétablissement de la paix  
 générale, sans qu'il se fasse cependant une ouverture au nom de  
 Sa Majesté l'empereur....

*Anexă.* - - Observațiunile Ducelui de Brunswick asupra  
 memoriului lui Hardenberg din 24 Martie  
 1806.

Ad. 1. Sa Majesté le roi a déjà déclaré à l'empereur Napoléon  
 même, dans sa lettre du 4 janvier, qu'Elle reconnaît devoir à l'em-  
 pereur Alexandre loyauté et confiance, qu'il lui importe qu'il ne

No. 87<sup>27</sup>. 1806  
24 Martie. conçût point de doute sur la nature des nombreux engagements, qu'Elle ne peut lui faire aucun secret de ses nouveaux devoirs, etc. Dans le mémoire raisonné dont j'ai été le porteur, il est dit explicitement: «quelles que peuvent être les mesures auxquelles les circonstances peuvent nous inviter un jour, elles restent subordonnées à jamais au premier devoir, à la première affection de roi, et l'alliance de la Russie est le principe de la politique prussienne, auquel d'autres considérations peuvent s'attacher, mais qui doit les faire disparaître toutes, si l'ombre d'un doute pouvait s'élever.» || Ad. a. Dans un cas pareil, la Prusse interposerait ses bons offices, mais ne ferait point de guerre; si cependant elle devait, en haine de cette mesure, être menacée d'une guerre de la part de la France, elle s'attend à être soutenue par la Russie. || Ad. b. La Prusse ne sortira pas à main armée des limites que sa position topographique dans la nord de l'Allemagne lui a prescrites. Mais si, en haine de ses mesures modérées, elle devait courir le risque d'une guerre avec la France, elle s'attend aux secours de son puissant allié, l'empereur Alexandre. || Ad. 2<sup>o</sup>. La garantie de l'intégrité et de l'indépendance de la Porte ottomane, Sa Majesté le roi l'a déjà accordée à la France; l'accorder à la Russie ne serait que renforcer cette garantie, avec la réserve que, comme Sa Majesté s'est réservée de n'entrer point dans des projets offensifs, Elle ne s'oblige pas à faire la guerre, si la Porte ottomane devait être attaquée.....

---

No. 87<sup>28</sup>. — Memoriul Principelui Adam Czartorijski pentru Impăratul Alexandru I, din 5 (17) Aprilie 1806. Petersburg.

((БОРННИКЪ, LXXXII, p. 334).)

No. 87<sup>29</sup>. 1806  
17 Aprilie. M. d'Italinsky rapporte en date du 2/14 mars, que le général Lacy est arrivé à Constantinople avec une partie des troupes sous ses ordres et que l'on y attendait également un autre transport de ces mêmes troupes, qui retournent dans les ports de la mer Noire, en conformité des ordres qui furent adressés à M. de Lacy le 24 novembre dernier. Il paraît certain que les instructions subséquentes, envoyées à ce général le 8 février et d'après lesquelles il devait rester à Corfou avec la totalité des troupes sous son commandement, ne lui sont point parvenues. || Ce contre-temps, fâcheux sous tous les rapports, aurait pu être prévenu sans doute, si dès le com-

mencement de février on avait envoyé à Constantinople, ainsi qu'il fut proposé, les *duplicata* des instructions ci-dessus, avec ordre au général Lacy de retourner à Corfou. | Mais puisque le mal est fait, on ne s'attachera qu'à représenter les moyens qui paraissent les plus propres à y remédier, en indiquant en même temps les conséquences funestes, qui selon toutes les probabilités résulteraient de la continuation du rôle passif, que la Russie paraît vouloir jouer dans les événements qui se préparent vers l'Orient. | Les Français, profitant du prétexte que leur fournit l'occupation de Cattaro et de la faiblesse du corps russe à Corfou, ne tarderont pas d'attaquer ce dernier poste, soit du côté de l'Albanie, soit en faisant passer quelques troupes de Barlette, de Manfredonia ou de tel autre port du royaume de Naples sur l'Adriatique. | Supposons que les troupes de S. M. I. pourront se concentrer à Corfou même, dont les fortifications sont en bon état, et à l'aide des escadres alliées se soutenir pendant quelque temps. Il n'en est pas moins à craindre qu'à la longue elles ne pourront résister à une supériorité marquée du nombre des ennemis et qu'elles seront obligées de se rendre. Le mal serait alors sans remède. De plus, la diversion qu'effectueraient les Français de ce côté, en occupant la majorité de l'escadre russo-anglaise, leur laisserait le champ libre pour s'emparer de la Sicile, dont la possession entraînerait nécessairement une supériorité marquée dans la Méditerranée en faveur des Français. | Maîtres de ce royaume, ainsi que des Sept-Îles, rien n'arrêterait plus l'exécution de leurs projets sur la Morée et la Turquie en général. Ils n'auront qu'à vouloir, et Constantinople est à eux avant trois mois. Les Grecs, les Monténégrins et tous les autres peuples chrétiens de ces contrées, sans en excepter même les Serviens, s'empresseront de suivre la bannière des Français, qu'ils envisageront dorénavant comme leurs libérateurs, tandis que l'espoir qu'ils fondaient de tout temps sur la Russie s'évanouira pour toujours. | Il paraît donc instant de prévenir un pareil état de choses, dont les résultats funestes seraient incalculables. D'ailleurs l'intégrité de la république de Sept-Îles a été formellement garantie par l'article I de la convention du 21 mars 1800 et par l'art. IV du traité d'alliance, qui vient d'être renouvelé. | La cour de Naples, si intéressante par ses infortunes, ainsi que par la loyauté qu'elle a déployée dans l'exécution de ses engagements envers la Russie, n'attend son salut et la conservation de son dernier asile que de la magnanimité de S. M. I. Enfin, les troupes russes restées à Corfou réclament également la sollicitude pater-

No. 87<sup>es</sup>.  
1806  
17 Aprilie.

No. 87<sup>28</sup>. nelle de leur Auguste Souverain, qui, en abandonnant cette poignée de braves militaires, les sacrifierait en pure perte. || Tou-  
 1806  
 17. Avrilie. tes ces considérations, dont l'importance n'est certainement pas équivoque, paraissent ne laisser d'autre parti à prendre, que de renvoyer incessamment un corps de troupes aux Sept-Îles. Toute autre détermination ne saurait produire l'effet désiré. || En conséquence, l'on propose de donner ordre sans délai de tenir 15 à 20.000 hommes prêts à être embarqués dans les ports de la mer Noire. Ces troupes amèneraient avec elles des provisions de bouche pour 5 mois et une certaine quantité de munitions de guerre en sus de ce qu'il leur faudra pour elles-mêmes, afin de les faire passer aux Monténégrins et autres peuples, qui seront dans le cas de se défendre contre les Français. Le général commandant en chef aurait à sa disposition une somme d'argent suffisante pour subvenir aux dépenses extraordinaires. || La Porte serait prévenue sans perte de temps de ce nouvel envoi de troupes. M. d'Italinsky, en lui en faisant la notification, exposerait conformément à la plus stricte vérité: «que l'ordre de ramener la majorité de troupes de S. M. en Russie avait été expédié au général Lacy bien avant le traité de Presbourg; qu'alors il devait paraître suffisant de ne laisser qu'une simple garnison à Corfou; mais que les choses ayant absolument changé de face depuis, l'E-r avait envoyé contre ordre; que ce contre-ordre n'ayant pu arriver à temps, S. M. I. s'était décidée à renforcer ses troupes dans la Méditerranée, pour remplir ses engagements envers l'empire ottoman (art. IV secret), en empêchant que les Français ne s'emparent d'un poste, qui est sans contredit la clef des états ottomans de ce côté.» || Si la Porte conserve la moindre intention de maintenir son alliance avec la cour impériale, comme elle affecte d'en avoir le désir, elle ne fera aucune difficulté au passage des troupes en question, et dès lors on pourrait espérer de remettre encore les choses sur l'ancien pied. Mais si, au contraire, le ministère ottoman, se laissant diriger par les impulsions de la France, voulût mettre le moindre obstacle à ce passage, sous quelque prétexte que ce soit, on ne pourrait envisager son refus que comme une infraction manifeste de l'alliance, ce qui en tout cas serait encore préférable à l'état d'incertitude où se trouve jusqu'ici la Russie sur les véritables intentions de la Porte. || Dans ce cas, la nécessité de secourir la République Ionienne, la Sicile et les troupes russes à Corfou et à Cattaro n'en devenant que plus urgente, il ne resterait que la voie de la Moldavie, de la Valachie, de la Servie etc. pour remplir ce

but. Le succès ne serait pas douteux, puisque dès lors tous les peuples chrétiens de la Turquie feraient cause commune avec les armées russes, et l'Europe entière (hors la France), loin de prendre ombre de l'exécution de cette mesure, ne pourrait que reconnaître la légitimité des motifs qui y ont porté S. M. I., aussitôt que ces motifs seront connus. Dans le manifeste ou telle autre déclaration, qui serait publiée à cette occasion, on aurait soin d'assurer « que ce n'est aucunement dans des vues hostiles que les troupes russes sont entrées sur le territoire ottoman, mais uniquement pour la défense de cet empire, dont le gouvernement se laisse entraîner par les impulsions de la France au point d'enfreindre les stipulations les plus solennelles. » On promettrait en même temps « d'évacuer les états ottomans aussitôt que la garnison de Corfou serait suffisamment renforcée, et que toute chose serait remise à cet égard sur l'ancien pied. » || Mais pour ne pas nous laisser prévenir par les Turcs et les Français dans le cas présumé, il faudrait que le général Michelson fût muni d'ordres éventuels de marcher vers le Danube aussitôt que M. d'Italinsky le préviendrait que la Porte refuse le passage des troupes russes. || Telles sont les mesures préalables, que paraît exiger l'importance du cas. Si elles rencontrent l'approbation de S. M. I., on s'occuperait incessamment de la rédaction des différentes instructions à expédier, lesquelles renfermeraient nécessairement le développement ultérieur des idées, qui n'ont été qu'indiquées ci-dessus.

---

No. 87<sup>29</sup>.— Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Principele Eugeniū de Beauharnais, Vice-Regele Italiei, din 24 Mai 1806. Saint-Cloud.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 10.269, XII, p. 486).

Mon fils, il faudrait envoyer en Dalmatie un bataillon de 800 Italiens. Envoyez-y également toutes les chaloupes, canonnières, chebecs, etc., que vous avez à Venise. Vous pouvez tout faire sortir, excepté les frégates. J'ai lu les détails de l'affaire de Lesina. Je conçois très-bien que, par le moyen de l'île de Brazza, il est facile de porter secours à cette île; mais je crois que le premier et le plus sûr parti est d'attaquer Raguse; par là, on se trouvera à même de reprendre Curzola, et les ennemis auront beaucoup à faire pour défendre les bouches du Cattaro. Ecrivez aux généraux Lauriston et Molitor que leurs lettres sont remplies de chimères; que les Russes

No. 87<sup>29</sup>.  
1806  
17 Aprilie.

No. 87<sup>29</sup>.  
1806  
24 Mai

No. 87<sup>29</sup>. ne sont pas en Valachie, qu'ils sont bien loin de là, et qu'ils ne  
 1806 pourraient y entrer sans s'attirer toute l'Europe sur les bras; que,  
 24 Maiü. loin d'avoir 18.000 hommes disponibles à Corfou, ils n'en ont pas  
 5.000. Leurs lettres sont pleines de romans; ils n'ont rien à craindre  
 en Dalmatie.

---

No. 87<sup>30</sup>.— Instrucțiunile trimise de Principele Adam  
 Czartorijski trimisului rus la Berlin Alo-  
 paeus, în 12 (24) Maiü 1806. Petersburg.

(L. von Ranke, loc. cit., III, p. 11).

No. 87<sup>30</sup>. Monsieur, || Ayant pris les ordres de Sa Majesté sur le mémoire  
 1806 qui lui a été adressé par le duc de Brunswick, et qui indique les  
 24 Maiü. bases sur lesquelles le baron de Hardenberg a été autorisé à  
 établir avec vous, Monsieur, la négociation secrète, j'ai l'honneur de  
 vous communiquer ici les motifs qui ont dicté à Sa Majesté Impé-  
 riale les autorisations que vous recevez aujourd'hui. Elles sont ren-  
 fermées dans le mémoire ci joint sub lit. A et sont une conséquence  
 immédiate et naturelle des principes qui ont dicté la réponse de Sa  
 Majesté aux premières communications de S. A. le duc de Brunswick.  
 Le roi, dans ses différentes lettres à Sa Majesté, et le duc, dans tous  
 ses entretiens, ont reconnu que le motif qui devait guider l'empereur  
 dans la manière dont il envisageait les nouveaux engagements de  
 la Prusse envers la France était le bien général de l'Europe, qui ne  
 pourrait que perdre ses dernières ressources s'il s'élevait une scission  
 malheureuse entre la Prusse et la Russie. L'empereur n'a pas balancé  
 à adopter ce principe, son attachement et sa confiance pour Sa Ma-  
 jesté Prussienne sont beaucoup trop sincères pour qu'il ait pu s'arrê-  
 ter un moment à l'idée que peut-être il ne retirerait pas de cette  
 marche les avantages qu'elle semblait devoir lui promettre. Il s'est déter-  
 miné en même temps de ne point faire connaître les véritables motifs de  
 cette résolution aux cours qui, poussées par leurs craintes, comme  
 le Danemark, la Suède ou le Mecklembourg, ou lésées sensiblement  
 comme l'Angleterre, pouvaient lui demander de tenir un autre lan-  
 gage à Berlin, et y avaient même des titres par des engagements  
 sacrés. Mais en se décidant à entendre leurs réclamations et à ne  
 point y faire droit, l'empereur se fondait et se fonde sur les heureux  
 effets qui naîtront pour ces états mêmes de la conservation de son  
 inaltérable union avec Sa Majesté Prussienne. || Tout cela a été dé-

veloppé avec le plus grande franchise dans le mémoire remis au duc de Brunswick. Nous y avons indiqué non-seulement nos demandes les plus essentielles, mais même le motif particulier de chacune d'elles, et maintenant nous n'y apportons que les changements devenus indispensablement nécessaires après les nouveaux engagements contractés par la Prusse. Nous nous flattons que leur justice sera reconnue par le ministre d'état baron Hardenberg, et qu'en les présentant au roi, il obtiendra facilement de Sa Majesté l'autorisation de les arrêter définitivement avec vous. La forme pourrait être celle donnée aux déclarations du 24 mai et, quant aux modifications peu essentielles qu'on désirerait y introduire, vous voudrez bien en tout vous régler sur les bases, les principes et les développements contenus dans le mémoire du 23 février et dans celui que je vous transmets aujourd'hui. || Prévoyant que la déclaration que nous demandons concernant le pays de Hanovre sera celle qui sera la plus difficile à obtenir, surtout par l'intention que nous annonçons d'en faire usage vis-à-vis de l'Angleterre, je dois indispensablement vous dire qu'il serait impossible à l'empereur de prendre aucun engagement qui aurait pour base la reconnaissance de cette possession, et la manière dont nous avons indiqué la teneur de cet article est telle qu'il nous semble que la Prusse ne saurait presque pas se refuser à y souscrire. Si tel était le cas et que Sa Majesté Prussienne consentît à ce que nous en donnons communication secrète et confidentielle au ministère britannique, on pourrait en faire un article tout-à-fait séparé, pour ne pas compromettre le secret des autres stipulations. | Dans le cas où votre négociation rencontrerait des obstacles que nous n'aurions pas prévus, vous pourriez proposer à M. le baron de Hardenberg de munir le comte de Goltz d'un pouvoir pour continuer ici ce travail, qui ferait gagner un peu de temps et détournerait aussi l'attention de vos pourparlers avec le ministre de cabinet, et s'il arrivait que le comte de Goltz ne pût souscrire à l'un ou l'autre point, je renverrais de nouveau des instructions définitives pour mettre la dernière main à cette œuvre.

No. 87<sup>so</sup>.  
1806  
24 Maiü.

*Anexă. Memoriul rus. (Lit. A).*

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, intimement convaincu que, dans les circonstances calamiteuses qui affligent maintenant l'Europe, la seule combinaison dont elle puisse attendre son salut est un système d'union intime entre les différents états de

No. 87<sup>30</sup>. l'Europe qui, en ayant pour but la conservation de la propriété d'un  
 1806 chacun, tirerait son poids de la réunion des forces de tous, pour  
 24 Maiü. s'opposer à tout empiètement qui tendrait à blesser ouvertement les  
 droits de l'un deux. || Sa Majesté Prussienne se trouvant en  
 ce moment aussi éminemment menacée que tout autre état, ses  
 forces seules ne lui faisant pas espérer, en cas d'attaque de la France,  
 une résistance proportionnée aux dangers de sa monarchie, la Russie  
 est prête à l'assister de toutes les siennes. Il est évident que, dans ce  
 premier engagement, tout l'avantage est du côté de la Prusse. La  
 Russie n'a pas les mêmes dangers à écarter. Avant que Bonaparte  
 puisse l'atteindre, il faut qu'il désarme la Prusse et l'Autriche, car aucune  
 de ces deux puissances ne fera volontairement cause commune avec  
 lui, et il s'exposerait, en se bornant à demander le passage par leurs  
 états, à les voir se tourner contre lui aux premiers revers. L'avan-  
 tage que la Prusse peut retirer de cette union a donné à Sa Majesté  
 Impériale l'espoir que la Prusse voudrait l'acquérir par des stipulations  
 qui offrent des avantages égaux à la Russie, et c'est ce but qu'on a déve-  
 loppé dans le mémoire remis à S. A. S. le duc de Brunswick le 23 février.  
 On y a tracé les arrangements secrets qui seraient arrêtés entre la Russie  
 et la Prusse et on y a indiqué que d'autres états pourraient par la suite  
 être admis à ce système conservateur. || C'est sur ce pied seul que  
 les engagements entre les deux états peuvent présenter un avantage  
 mutuel et que la Russie peut contracter des obligations envers la  
 Prusse. En convenant de ce principe et en examinant ensuite le  
 mémoire envoyé par S. A. S. le duc de Brunswick à Sa Majesté Im-  
 périale, on verra que les engagements qui y sont proposés ne ca-  
 drent exactement avec le but primitif et le plus essentiel que les deux  
 états puissent avoir: la conservation de la propriété d'un chacun en  
 général, et la sûreté de la Prusse en particulier. Toutefois, il suffira,  
 pour l'adapter avec égalité aux intérêts et aux rapports de la Russie  
 et de la Prusse, de rendre aux différents passages du mémoire en-  
 voyé par le duc leur force et d'en écarter ce qui sous aucun rapport  
 ne saurait se combiner avec le but qu'on se propose et les obligations  
 antérieures de la Russie. || Les engagements ainsi modifiés serai-  
 ent. || 1<sup>o</sup>. Que son traité d'alliance avec France ne doit jamais dé-  
 roger à son alliance avec la Russie, et que nommément il ne la  
 portera point à faire la guerre contre elle dans les cas suivants: ||  
 a) que la France attaquât la Turquie ou portât celle-ci à se joindre  
 à elle et à faire la guerre à la Russie, ou bien à la suite des mesures  
 que la Russie prendrait, soit pour s'opposer à une invasion française

en Turquie, soit pour obliger l'empire ottoman à remplir les engagements qu'il a contractés envers elle, ou enfin pour l'empêcher d'attaquer la Russie; || b) pour le cas d'une guerre qui naîtrait entre la Russie et la France, si la première, soit pour défendre l'empire ottoman, soit pour secourir l'Autriche, prenait des mesures propres à faire évacuer par les troupes françaises les pays qu'elles occupent sans aucun droit réel, particulièrement en Italie et sur les bords de l'Adriatique. || 2°. Que la Prusse garantit: || a) l'indépendance et l'intégrité de la Porte ottomane; || b) l'indépendance et l'intégrité des possessions de la maison d'Autriche, telles qu'elles ont été fixées par le traité de Presbourg; || c) l'indépendance du nord de l'Allemagne, des états des rois de Danemark et de Suède; qu'elle maintiendra ces garanties de toutes ses forces, conjointement avec la Russie, et qu'elle sera très-prête à convenir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable et permanent en Europe. || 3°. Qu'elle mettra tous ses soins, comme elle l'a déjà fait et ne cessera de le faire, pour obtenir que les troupes françaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai possible, et qu'elle n'entrera dans aucune stipulation avec la France qui n'aurait pas cette clause pour base. || 4°. Qu'elle emploiera toute son influence pour le maintien des relations commerciales dans le nord de l'Allemagne sur le pied où elles se trouvaient avant l'occupation du Hanovre par les Français et pour faire cesser dans le terme de six mois les entraves qu'elle se voit obligée d'imposer à la navigation anglaise et immédiatement celle concernant le port de Lubeck. || 5°. Qu'elle s'occupera d'abord des moyens nécessaires pour mettre son armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour être exécuté aussitôt que le cas d'agir viendrait à échoir, soit pour la défense commune, soit pour soutenir les garanties dont les deux états se chargent par l'article 2. En réciprocité de ces différentes déclarations, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies prendrait l'engagement: || 1°. d'employer constamment la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe et toutes celles de l'empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des états de Sa Majesté Prussienne; 2°. de persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les états de l'Europe qu'Elle a suivi jusqu'à présent; 3°. de maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers Elle par Sa Majesté Prussienne, de travailler même à conserver à la France l'idée que la Prusse s'envisage comme

No. 87<sup>oo</sup>  
1806  
24 Maiü.

No. 87<sup>30</sup>. son alliée sous aucune réserve, et de se prêter dans ce but à une  
 1806 négociation avec la France pour le rétablissement de la paix générale. Il Quant au Hanovre, la Russie, ne pouvant pas croire que Sa  
 24 Maiù. Majesté Prussienne veuille jamais s'approprier ce pays sans un consentement du souverain légitime, ne balance pas à demander au roi la promesse qu'il se prêtera à cet égard à ce qui sera réglé à la paix générale, et la Russie fera usage de cette promesse pour engager l'Angleterre à suspendre toute mesure hostile contre la Prusse.

---

No. 87<sup>31</sup>. — Răspunsul dat de Împăratul Napoleon I ambasadorului extraordinar al Sublimei Porți, în 5 Iunie 1806, la Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 10.316, XII, p. 529).

No. 87<sup>31</sup>. Monsieur l'ambassadeur, votre mission m'est agréable. Les assurances que vous me donnez des sentiments du Sultan Sélim, votre  
 1806 maître, vont à mon cœur. Un des plus grands, des plus précieux  
 5 Iunie. avantages que je veux retirer des succès qu'ont obtenus mes armes, c'est de soutenir et d'aider le plus utile comme le plus ancien de mes alliés. Je me plais à vous en donner publiquement et solennellement l'assurance. Tout ce qui arrivera d'heureux ou de malheureux aux Ottomans sera heureux ou malheureux pour la France. Monsieur l'ambassadeur, transmettez ces paroles au Sultan Sélim; qu'il s'en souvienne toutes les fois que mes ennemis, qui sont aussi les siens, voudront arriver jusqu'à lui. Il ne peut jamais rien avoir à craindre de moi; uni avec moi, il n'aura jamais à redouter la puissance d'aucun de ses ennemis.

---

No. 87<sup>32</sup>. — Scrisoarea Împăratului Napoleon I către ministrul Relațiunilor exterioare de Talleyrand, din 9 Iunie 1806. Saint-Cloud.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 10.339, XII, p. 549).

No. 87<sup>32</sup>. Monsieur le prince de Bénévent, les instructions du général Sébastiani se divisent en deux parties: l'une formée des renseignements  
 1806 sur la situation géographique et politique de l'empire ottoman, ex-  
 9 Iunie.

traits de la correspondance du ministre : celle-la n'a pas besoin de m'être soumise ; l'autre partie doit être l'instruction positive dont je vous envoie les bases. 1°. Mon ambassadeur à Constantinople doit s'attacher, dans toutes les circonstances et par tous les moyens, à inspirer confiance et sécurité à la Porte ; à faire bien comprendre que je ne veux rien de l'empire de Constantinople ; que je veux, autant qu'il est en moi, en pacifier toutes les parties, réorganiser et rétablir, s'il est possible, ce formidable empire, qui, dans son état de faiblesse même, en impose à la Russie et la contient. || 2°. Le but constant de ma politique est de faire une triple alliance de moi, de la Porte et de la Perse, dirigée indirectement ou implicitement contre la Russie. || 3°. Je veux être traité comme la puissance la plus favorisée. Mais je veux regagner l'influence que j'ai perdue, par l'adresse, l'insinuation, la confiance, et non par l'arrogance, la force, ou la menace. Mon ambassadeur doit plaire et inspirer de la confiance. Je jugerai qu'il aura inspiré de la confiance et rempli ses instructions toutes les fois qu'il sera instruit par la Porte des demandes de la Russie ou de l'Angleterre. || 4°. Je ne soutiendrai aucun rebelle à la Porte, ni aucun de mes anciens amis d'Egypte ou de Syrie, ni aucun Grec. Ma politique est une et simple : être intimement lié à la Porte. || 5°. Je veux être bien avec la Porte par la confiance, par l'amitié et par le sentiment ; mais cela n'est pas suffisant : je veux que cette liaison apparaisse à la Russie, à l'Angleterre, à toute l'Europe ; que tout ce qui est de l'amitié ait de l'éclat, que tout ce qui est froideur et mécontentement soit secret. 6°. L'étude constante de mon ambassadeur doit être de jeter de la défaveur sur la Russie ; il doit déprécier ses forces militaires, la bravoure de ses troupes, de toutes manières et constamment ; vivre avec la légation russe froidement et sans beaucoup d'égards ; la traiter plutôt avec hauteur qu'avec quelque complaisance. Quelles que soient d'ailleurs les relations de la France avec la Russie, la légation française à Constantinople doit toujours vivre froidement avec la légation russe. Au contraire, elle peut être bien avec l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, lorsque la paix sera faite. || 7°. Le but de toutes les négociations doit être la fermeture du Bosphore aux Russes et l'interdiction du passage de la Méditerranée dans la mer Noire à tous les bâtiments armés ou non armés (c'est une vaine sinagrée que de fermer les sabords et de dire qu'un bâtiment est armé en flûte) ; de ne laisser naviguer aucun Grec sous pavillon russe ; de fortifier et d'armer toutes les places contre la Russie ; de soumettre les Géorgiens, et

No. 87<sup>22</sup>.

1806

9 Junie.

No. 87<sup>32</sup>. de faire reprendre à la Porte l'empire absolu sur la Moldavie et sur  
 1806 la Valachie. || 8°. Je ne veux point partager l'empire de Constanti-  
 9 Iunie. nople; voulût-on m'en offrir les trois quarts, je n'en veux point. Je  
 veux raffermir et consolider ce grand empire, et m'en servir tel quel  
 comme opposition à la Russie.

---

No. 87<sup>33</sup>. — Scrisoarea Împăratului Napoleon I către mi-  
 nistrul Relațiunilor exterioare de Talleyrand,  
 din 11 Iunie 1806. Saint-Cloud.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 10.346, XII, p. 555).

No. 87<sup>32</sup>. Monsieur le prince Bénévent, il est nécessaire de faire une ré-  
 1806 ponse à la note du ministre de Russie du 30 mars, que vous re-  
 11 Iunie. mettez à l'ambassadeur de la Porte qui est ici. Il vous sera facile  
 de démontrer que la Russie ne parle pas comme une puissance  
 amie ou alliée, mais comme une puissance souveraine; que s'il est  
 vrai qu'elle veuille si fort la conservation de l'empire ottoman, pour-  
 quoi ne cesse-t-elle pas de secourir les Serviens par des exhorta-  
 tions et de l'argent? Et si son zèle pour les intérêts de la Porte est  
 tel qu'elle fait un plan de campagne contre la France, qu'elle sup-  
 pose vouloir attaquer la Porte, que n'envoie-t-elle un corps de 3 à  
 4.000 hommes contre les Serviens? Cette simple démonstration leur  
 ferait voir qu'ils n'ont rien à attendre des Russes et épargnerait  
 beaucoup de sang. Mais la Russie ne prend pas elle-même la peine  
 de marquer ses intentions. Est-ce une simple intervention en faveur  
 de paysans? Mais ne sait-on pas que c'est un acte d'hostilité que de  
 soutenir des sujets en révolte contre leur prince? La Russie ne devrait-  
 elle pas dire aux Serviens: Si vous êtes prêts à poser les armes, à livrer  
 les chefs qui vous ont égarés, à rentrer dans l'ordre, je vous obtien-  
 drai de la Porte l'oubli du passé? Au lieu de cela, qu'ose offrir la  
 Russie? De proclamer l'indépendance de la Servie. C'est là juste-  
 ment le but de la révolte soufflée parmi les Serviens. C'est là le  
 développement du grand plan médité depuis longtemps, de pousser  
 ainsi les Ottomans du côté de l'Asie. Si les Grecs de Servie obte-  
 naient ce qu'ont obtenu la Moldavie et la Valachie: l'indépendance,  
 la Morée et les autres parties de l'empire turc, où il y a une si grande  
 quantité de Grecs, aspireraient au même destin, et par là la chute  
 immédiate de l'empire ottoman serait opérée. Ainsi donc la Russie,

pour cacher les véritables actes d'hostilité qu'elle commet, a trouvé No. 87<sup>aa</sup>.  
justes les propositions des Serviens. Encourageant leur révolte, elle 1806  
ose demander, à la puissance qu'elle appelle son amie et son alliée, 11 Juin.  
son déshonneur et le sacrifice de ses intérêts. || Le reste de la note  
du ministre de Russie relative à la Valachie prouve tout aussi bien  
le ton que prend la Russie envers la Porte. De quel droit la Russie  
se mêle-t-elle des affaires intérieures de la Valachie ? La Va-  
lachie appartient-elle à la Russie ou appartient-elle à la Porte ? ||  
Quant aux prétendues notifications faites à l'Autriche, cela est si  
absurde qu'il n'y a point d'observation à faire. || Les Serviens et les  
ennemis de la Porte n'ont aucune intelligence avec la France :  
elle est trop prudente pour soutenir des rebelles. Si les Serviens  
s'adressaient à l'empereur des Français, il en instruirait la Porte et  
ne les écouterait qu'autant qu'ils poseraient les armes, qu'ils livre-  
raient leurs chefs et rétabliraient les choses comme par le passé.  
Par cette conduite différente des deux puissances, la Porte peut  
juger où sont ses véritables amis. Faites enfin une note très-détaillée  
là-dessus, que vous enverrez à M. Ruffin pour qu'il la présente de  
son côté avec quelques variantes. Faites entrer dans cette note un  
résumé des nouvelles de Janina. Retraced la conduite des Russes  
envers les Turcs; appuyez sur les Grecs qui naviguent sous pavillon  
russe, ce que la France n'a jamais exigé pour elle.

No. 87<sup>aa</sup>. — *Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sul-  
tanul Selim, din 20 Iunie 1806. Saint-Cloud.*

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 10.382, XII, p. 580).

Nous avons reçu, de la main de votre envoyé extraordinaire, No. 87<sup>aa</sup>.  
la lettre que vous avez bien voulu nous écrire. Nous l'avons entretenu 1806  
longuement et secrètement sur les vrais intérêts de votre empire; 20 Juin.  
nous lui avons fait connaître que nous étions résolu à employer toute  
notre puissance à mettre un obstacle aux desseins des ennemis de  
la Sublime Porte. Par celle-ci, nous voulons lui en donner à sa pro-  
pre personne de nouvelles assurances. Nous espérons que Votre Hau-  
tesse voudra que ses sujets soient traités dans ses états comme les  
sujets d'une puissance son alliée depuis trois cents ans et de la nation  
la plus favorisée. Et si Votre Hautesse veut nous permettre de finir  
par un conseil, nous lui dirons que les vrais intérêts de son empire

No. 87<sup>34</sup>. veulent qu'Elle ne laisse intervenir aucune puissance étrangère dans  
 1806 ses discussions avec les Serviens; qu'Elle doit employer les moyens  
 20 Juin. les plus vigoureux pour soumettre ces rebelles, qui sont excités et  
 encouragés par la Russie; la demande qu'Elle a faite de leur acor-  
 der l'indépendance le prouve assez. || Quant à la Moldavie et à la  
 Valachie, si Votre Hautesse veut que ces provinces ne lui échappent  
 pas, Elle doit saisir toutes les occasions favorables d'y rappeler les  
 anciennes maisons; les princes Grecs qui les gouvernent actuellement  
 sont les agents des Russes. A ces mesures, Elle doit ajouter celles  
 d'empêcher les bâtiments russes de passer le Bosphore, et de ne point  
 permettre qu'aucun bâtiment grec navigue sous pavillon russe. Que  
 Votre Hautesse méprise les menaces de ses ennemis, qui ne sont  
 point si redoutables qu'ils veulent le faire croire, et qu'Elle compte  
 dans toutes les circonstances sur notre assistance. C'est le seul prix  
 que nous attachons à la possession de la Dalmatie et de l'Albanie. ||  
 Nous avons donné ordre à notre ambassadeur, en qui nous avons  
 pleine confiance, d'employer ses talents et son éloquence à convaincre  
 Votre Hautesse des sentiments d'amitié et d'estime qui nous animent  
 pour Elle.

---

No. 87<sup>35</sup>.— Declarațiunea secretă dată de Regele Fri-  
 deric Wilhelm al Prusiei Impăratului Ale-  
 xandru I al Rusiei, în 1 Iulie 1806, de la Char-  
 lottenburg.

(L. von Ranke, loc. cit., III, p. 45).

No. 87<sup>35</sup>. Nous Frédéric Guillaume III, par la grâce de Dieu roi de Prusse,  
 1806 etc., déclarons par le présent acte: que les engagements récemment  
 1 Iulie. contractés par nous avec la France ayant donné lieu à plusieurs  
 explications confidentielles entre nous et notre auguste allié Sa Ma-  
 jesté l'empereur de toutes les Russies, relativement à l'état de guerre  
 qui subsiste encore entre la Russie et cette puissance, et notre désir  
 constant étant d'écarter tout ce qui pourrait porter la moindre atteinte  
 à l'amitié sincère et à la confiance réciproque qui nous unit, ou  
 nuire aux liaisons intimes heureusement existantes entre nous et nos  
 états, nous n'hésitons pas de prendre sur nous les obligations sui-  
 vantes, en acceptant en même temps celle que Sa Majesté Impériale  
 veut bien prendre en retour envers nous:

Art. 1-er. En général, notre traité d'alliance avec la France ne dérogera jamais à celui de l'année 1800 subsistant entre la Prusse et la Russie. No. 87<sup>es</sup>.  
1806  
1 Julie.

Art. 2. Spécialement, il ne nous portera point à nous joindre contre elle à la France, ni pendant la durée de la présente guerre entre elle et la Russie, ni tant que sera maintenue l'alliance heureusement subsistante en vertu du traité conclu en 1800. Nous nous engageons nommément à ne point faire la guerre à la Russie dans les cas suivants : 1°. que la France attaquât la Turquie et que la Russie prit sa défense ou prit des mesures pour s'opposer à une invasion française dans l'empire ottoman et que la France attaquât la Russie à la suite de ces mesures ou de celles que celle-ci adopterait pour obliger cet empire à remplir les engagements qu'il a contractés envers elle ou enfin pour l'empêcher de l'attaquer; 2°. que la Russie jugeât à propos de secourir l'Autriche en cas d'une infraction de la paix de Presbourg de la part de la France.

Art. 3. Nous garantissons au contraire, conjointement avec Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, l'indépendance et l'intégrité de la Potre ottomano, des possessions de la maison d'Autriche, telles qu'elles ont été fixées par le susdit traité de Presbourg, et du Nord de l'Allemagne, nommément des états du roi de Danemark, promettant de maintenir ces garanties de toutes nos forces, conjointement avec celles de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, et de concourir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable et permanent en Europe.

Art. 4. Un des objets essentiels des engagements que nous prenons réciproquement étant le maintien du repos et de la tranquillité du Nord, nous étendrons également notre garantie commune, stipulée par l'article précédent, sur les états du roi de Suède, dès que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies aura amené ce prince, en vertu de notre alliance avec Elle, et par tels moyens qu'Elle jugera plus prompts et plus efficaces, aux termes de modération que nous avons proposés, et que nommément la liberté du commerce dans la Baltique sera entièrement rétablie.

Art. 5. Nous mettrons tous nos soins, comme nous l'avons déjà fait et ne cesserons de le faire, pour obtenir que les troupes françaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai possible, et nous n'entrerons dans aucune stipulation avec la France qui fût contraire à ce but.

No. 87<sup>as</sup>.  
1806  
1 Iulie.

Art. 6. Nous emploierons toute notre influence par le maintien des relations commerciales dans le nord de l'Allemagne sur le pied où elles se trouvaient avant l'occupation du Hanovre par les Français, et pour faire cesser le plus tôt possible les entraves que nous nous sommes vus obligés d'imposer à la navigation anglaise.

Art. 7. Dès que les discussions avec la Suède seront terminées à notre satisfaction, nous nous occuperons d'abord des moyens nécessaires pour mettre notre armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour être exécuté aussitôt que le cas d'agir viendrait à échoir, soit pour la défense commune, soit pour soutenir les garanties dont nous nous chargeons par l'art. 3.

En réciprocité de ces différentes obligations, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies veut bien prendre les engagements suivants, que nous acceptons :

Art. 1-er. D'employer constamment la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe, et toutes celles de l'empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des états prussiens ;

Art. 2. De persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les états de l'Europe, qu'Elle a suivi jusqu'à présent ;

Art. 3. De prendre des mesures efficaces et promptes pour contenir la Suède et rétablir la liberté de commerce dans la Baltique, ainsi qu'il a été énoncé plus haut à l'art. 4 ;

Art. 4. D'employer ses bons offices pour faire cesser le plus tôt possible les entraves et les mesures hostiles opposées par l'Angleterre au commerce prussien ;

Art. 5. De maintenir, dans le plus profond secret les engagements pris envers Elle par notre présente déclaration.

En foi de quoi, nous avons signé celle-ci et y avons fait apposer le sceau de nos armes, pour être échangée contre une déclaration de la même teneur de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies.

Charlottenbourg, le 1-er Juillet 1806.

(s) Frédéric Guillaume.

(s) Hardenberg.

---

No. 87<sup>36</sup>.— Declarațiunea secretă dată de Impăratul Alexandru I al Rusiei Regelui Frideric Wilhelm al Prusiei, în 12 Iulie 1806, de la Kamennoi Ostroff.

(L. von Ranke, loc. cit., III, p. 120).

No. 87<sup>36</sup>.  
1806  
12 Iulie.

Nous Alexandre I-er, par la grâce de Dieu empereur de toutes les Russies etc., déclarons par le présent acte : que les engagements récemment contractés par le cabinet de Berlin avec le gouvernement français ayant donné lieu à plusieurs explications confidentielles entre nous et notre auguste allié Sa Majesté le roi de Prusse, relativement à l'état de guerre qui subsiste entre nous et la France, et Sa Majesté désirant nous témoigner combien Elle est disposée à écarter tout ce qui pourrait porter la moindre atteinte à l'amitié sincère et à la confiance réciproque qui nous unit, ou nuire aux liaisons intimes heureusement existantes entre nous et nos états, a bien voulu prendre sur Elle les obligations ci-dessous, et notamment par une déclaration signée de sa propre main et munie du sceau de ses armes, en date de Charlottenbourg du 1-er juillet de cette année n. st. Ces obligations sont mot à mot de la teneur suivante :

Art. 1-er. En général, notre traité d'alliance avec la France ne dérogera jamais à celui de l'année 1800 subsistant entre la Prusse et la Russie.

Art. 2. Spécialement, il ne nous portera point à nous joindre contre elle à la France, ni pendant la durée de la présente guerre entre elle et la Russie, ni tant que sera maintenue l'alliance heureusement subsistante en vertu du traité conclu en 1800. Nous nous engageons nommément à ne point faire la guerre à la Russie dans les cas suivants : 1°. que la France attaquât la Turquie et que la Russie prît sa défense ou prît des mesures pour s'opposer à une invasion française dans l'empire ottoman et que la France attaquât la Russie à la suite de ces mesures ou de celles que celle-ci adopterait pour obliger cet empire à remplir les engagements qu'il a contractés envers elle ou enfin pour l'empêcher de l'attaquer ; 2°. que la Russie jugeât à propos de secourir l'Autriche en cas d'une infraction de la paix de Presbourg de la part de la France.

Art. 3. Nous garantissons au contraire, conjointement avec Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, l'indépendance et l'intégrité de la Porte ottomane, des possessions de la maison d'Autriche, telles

No. 87<sup>36</sup>. qu'elles ont été fixées par le susdit traité de Presbourg, et du Nord  
 1806 de l'Allemagne, nommément des états du roi de Danemark, promet-  
 12 Juilic. tant de maintenir ces garanties de toutes nos forces, conjointement  
 avec celles de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, et de  
 concourir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on  
 pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable  
 et permanent en Europe.

Art. 4. Un des objets essentiels des engagements que nous pre-  
 nons réciproquement étant le maintien du repos et de la tranquillité  
 du Nord, nous étendrons également notre garantie commune, stipulée  
 par l'article précédent, sur les états du roi de Suède, dès que Sa  
 Majesté Impériale de toutes les Russies aura amené ce prince, en  
 vertu de notre alliance avec Elle, et par tels moyens qu'Elle jugera  
 plus prompts et plus efficaces, aux termes de modération que nous  
 avons proposés, et que nommément la liberté du commerce dans la  
 Baltique sera entièrement rétablie.

Art. 5. Nous mettrons tous nos soins, comme nous l'avons déjà  
 fait et ne cesserons de le faire, pour obtenir que les troupes fran-  
 çaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai possible, et  
 nous n'entrerons dans aucune stipulation avec la France qui fût con-  
 traire à ce but.

Art. 6. Nous emploierons toute notre influence par le maintien  
 des relations commerciales dans le nord de l'Allemagne sur le pied  
 où elles se trouvaient avant l'occupation du Hanovre par les Français,  
 et pour faire cesser le plus tôt possible les entraves que nous nous  
 sommes vus obligés d'imposer à la navigation anglaise.

Art. 7. Dès que les discussions avec la Suède seront terminées  
 à notre satisfaction, nous nous occuperons d'abord des moyens né-  
 cessaires pour mettre notre armée sur un pied formidable et d'un  
 plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour être exécuté aussitôt  
 que le cas d'agir viendrait à échoir, soit pour la défense commune,  
 soit pour soutenir les garanties dont nous nous chargeons par l'art. 3.

En réciprocité de ces différentes obligations, dont Sa Majesté le  
 roi de Prusse veut bien se charger et que nous acceptons, désirant  
 également de notre côté prouver à Sa Majesté combien nous avons  
 à cœur de maintenir et de resserrer les liens d'amitié et de bonne  
 intelligence qui subsistent si heureusement entre nous, nous n'hésitons  
 pas de prendre les engagements suivants :

Art. 1-er. D'employer constamment la majeure partie de nos for-

ces à la défense de l'Europe, et toutes celles de notre empire au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des états prussiens; No. 87<sup>36</sup>.  
1806

Art. 2. De persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les états de l'Europe, que nous avons suivi jusqu'à présent; 12 Juil.

Art. 3. De maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers nous par Sa Majesté le roi de Prusse en vertu de sa déclaration du 1<sup>er</sup> juillet de cette année n. st.

En foi de quoi, nous avons signé celle-ci et y avons fait apposer le sceau de nos armes, pour être échangée contre ladite déclaration de Sa Majesté.

A Kamenoi Ostroff, ce 12 juillet 1806.

(s) Alexandre.

(s) A. de Budberg.

No. 87<sup>37</sup>. — Raportul lui P. d'Oubril, însărcinat a tracta pentru pacea cu Francia, către Baronul de Budberg, din 7 August 1806. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXII, p. 439).

La démarche de M. de Talleyrand de vouloir que je signe immédiatement un acte préliminaire ne me laissa point sans inquiétude sur ce qui se passerait entre lui et moi les jours suivants. Je n'en fus que plus attentif à tâcher de découvrir quelles mesures le gouvernement français s'occupait à prendre. J'appris que le payeur général des armées d'Allemagne était allé les joindre pour leur compter leur solde arriérée de quatre mois, que les différents corps avaient reçu ordre d'appeler à eux leurs réserves et enfin que les négociations entamées avec les ministres de différents princes d'Allemagne avaient pris une nouvelle activité. C'est avec ces notions que je reçus, dans la matinée du dimanche 13, la lettre de M. de Talleyrand ci-jointe; son ton solennel et son objet même me confirmèrent dans une idée que j'avais déjà eue précédemment, c'est que l'offre que M. de Talleyrand m'avait chargé de transmettre en Angleterre n'était pas goûtée par Bonaparte. Pour ne point refuser de traiter avec le général Clarke et en même temps pour ne point me lier trop les mains, en acceptant d'emblée le titre de plénipotentiaire, je répondis de la manière que V. E. le verra dans la copie ci-jointe de ma lettre à M. de Talleyrand. Je vis dans la soirée le général Clarke chez lui et, comme je l'avais prévu, il me reçut avec beaucoup de cérémonie et débuta par me No. 88<sup>37</sup>.  
1806  
7 August.

No. 87<sup>37</sup>. proposer de procéder à l'échange de nos pleins pouvoirs. Pour justifier mon refus de souscrire à cette demande, je fis prendre lecture  
 1806  
 7 August. au général de la lettre dont j'avais été porteur pour M. de Talleyrand, et de la note remise par M. le comte de Razoumowsky à M. de la Rochefoucauld, qui toutes deux établissaient que je devais être envisagé à Paris simplement comme un agent subalterne, qui, vu la confiance dont l'honorait son souverain, pouvait discuter, signer même, mais nullement se charger de la représentation attachée au caractère de plénipotentiaire. M. le général Clarke parut se rendre à mes représentations, mais en même temps il appuya beaucoup sur l'inquiétude qu'éprouverait Bonaparte, par l'idée qu'il pourrait avoir que je n'étais point muni de pleins pouvoirs. M. Clarke me demanda, pour être à même de dissuader son chef, de faire voir mes pleins pouvoirs confidentiellement; j'y souscrivis, et il se rendit à cet effet chez moi. Dans cette conversation, qui dura, tant chez le général Clarke, que chez moi, depuis huit heures et demie jusqu'à minuit et demie, M. le général Clarke alléguait constamment qu'il ne pouvait me parler d'office, puisque je n'avais produit de pleins pouvoirs; cependant il me déclara très-positivement que Bonaparte n'abandonnerait jamais la Dalmatie, et que M. de Talleyrand, en m'en parlant dans ce sens, avait dépassé les bornes de ce à quoi il était autorisé; j'en pris occasion pour dire que cette circonstance, aussi bien que la nouvelle qui m'était parvenue que les affaires d'Allemagne avançaient beaucoup, augmentait les motifs que j'avais de ne point produire mes pouvoirs. J'observai à M. de Clarke qu'un changement si subit dans les dispositions du chef de la nation française sur deux points importants pour la Russie m'était incompréhensible, surtout parce que je n'avais point rejeté la proposition qui m'avait été faite par M. de Talleyrand de signer un acte préliminaire, et que je n'en avais remis la discussion qu'à l'époque du retour du courrier envoyé en Angleterre; que mon intention de la reprendre était si sincère, que je m'étais déjà occupé d'un contre-projet. Nous nous séparâmes en nous donnant rendez-vous au lendemain à deux heures; cette conférence, qui dura de deux à six heures après midi, n'apporta aucun changement essentiel à la situation des choses, sinon que M. Clarke me dit avoir l'autorisation de traiter avec moi sans échanger de pouvoirs, et qu'il m'invita à lui communiquer le lendemain à trois heures mon contre-projet de l'acte que M. de Talleyrand m'avait proposé de signer. A quoi je souscrivis. Le quinze en effet je fis lecture à M. de Clarke de la pièce ci-jointe en copie. Pour suivre la marche tracée par M. de Talleyrand, je n'en

donnai point copie, mais je consentis à ce que M. de Clarke en prit No. 87<sup>21</sup>.  
 note, donnant pour motif de cette réserve que, n'ayant pu comprendre 1806  
 dans ma rédaction deux points importants, nommément ceux relatifs 7 August.  
 à la Dalmatie et à la Sicile, j'avais dû les remplacer par des idées  
 à moi, et que je ne pouvais par conséquent présenter dans une  
 forme trop officielle. M. de Clarke ne me donna guère d'espoir que  
 mes demandes fussent admises, et il me proposa pour le lendemain  
 une conférence à trois heures, suivie d'un dîner avec M-s Talleyrand,  
 Duroc etc. J'arrivai chez le général Clarke à trois heures précises;  
 il n'était pas encore de retour de St. Cloud; je le vis descendre de  
 sa voiture de course, et après quelques politesses d'usage, il me té-  
 moigna tous ses regrets d'avoir de mauvaises nouvelles à me donner:  
 d'abord il me déclara que les affaires d'Allemagne étaient finies et  
 irrévocablement arrêtées; ensuite il tira de sa poche un papier forte-  
 ment griffonné et qu'il me dit avoir écrit à l'instant sous la dictée de  
 Bonaparte; il m'en lut quelques passages relatifs au chach de Perse,  
 au Grand Turc et à la liberté des mers. Je coupai court à cette  
 discussion, en disant à M. de Clarke que je m'étais douté, d'après  
 l'article ci-joint du «Moniteur», de la nature de la réponse qu'il me  
 ferait; qu'elle était absolument relative à des objets sur lesquels je  
 ne pouvais entendre aucune proposition quelconque. Cette déclara-  
 tion, affirmée avec beaucoup de précision, donna matière à réflexion  
 au plénipotentiaire français; il parut sentir la justesse de mon refus  
 et, en rejetant sur Bonaparte seul tout ce que je trouvais d'inadmis-  
 sible dans ses ouvertures, il me promit d'engager M. de Talleyrand  
 d'aller à St. Cloud pour dissuader Bonaparte de s'y arrêter. Ceci eut  
 lieu après le dîner, et dans l'attente de l'effet que produiraient les  
 réclamations du ministre des affaires étrangères, la conférence entre  
 M. de Clarke et moi fut remise au lendemain. Je reçus un billet  
 d'invitation pour trois heures et en même temps pour un dîner tête-  
 à-tête. J'appris dans la soirée que le général Marmont avait eu  
 ordre de jeter quinze mille hommes en Dalmatie et qu'il était des-  
 tiné au commandement d'une armée sous le nom «d'armée de Servie»;  
 et que le maréchal Berthier avait été instruit de se rendre, dans de  
 certains cas, avec son état-major à Vienne. Ces nouvelles, qui me  
 sont parvenues de bonnes sources, confirmaient quelques propos  
 échappés au général Clarke sur la culpabilité des Autrichiens dans  
 l'affaire de Cattaro et sur la peine qu'éprouverait la Russie si, par  
 sa persévérance à faire la guerre, elle amenait un changement total  
 de l'ordre de choses dans les états héréditaires d'Autriche. Dès le

No. 87<sup>21</sup>.  
1806  
7 August. début de la conférence, le général Clarke déroula un projet de traité qui, indépendamment des articles pour le rétablissement de la bonne harmonie, des missions et des relations commerciales entre la Russie et la France, contenait à peu près les demandes suivantes : || Abandon par la Russie de ses privilèges sur la Moldavie et la Valachie. — Abandon du droit de faire passer des troupes par les Dardanelles, ainsi que des vaisseaux armés. — Ou bien concession du même droit à la France. — Evacuation de Corfou. — Promesse de ne pas rassembler sur les frontières de la Turquie au delà d'un nombre de troupes convenu. — Promesse de n'accorder de pavillon qu'aux sujets nés russes. — Reconnaissance du nouveau roi de Naples, de ceux de Hollande, de Bavière, de Wurtemberg etc. — Promesse d'employer tous ses soins pour faire souscrire l'Angleterre à une paix équitable, qui ne compromette pas l'équilibre de la Méditerranée. || Je n'attendis pas la fin de la lecture de cet étrange projet, pour déclarer péremptoirement à M. le général de Clarke que jamais je ne le signerais ; qu'il était inutile de le discuter et que la négociation, dont j'étais chargé, devant se rompre, je préférerais que ce fût pour quelque raison de forme que pour le texte d'un traité dont le projet seul prouvait d'une part et devait naître de l'autre une aigreur infinie. Ce fut vers quatre heures après-midi que je m'exprimai ainsi. Le général Clarke éclata plusieurs fois en reproches sur ce que j'étais venu à Paris avec des autorisations insuffisantes et parla avec beaucoup d'effusion sur les malheurs qui en seraient la suite. | Mon intention ne pouvait être d'aggraver ceux de l'Europe. Je voulus calmer l'effervescence du plénipotentiaire français. Je proposai différents actes préliminaires dont le croquis est joint ici, mais rien de non-définitif ne lui parut admissible ; il m'assura, avec l'accent de la vérité, que Bonaparte ne consentirait pas à arrêter sa marche et à suspendre ses opérations dans la saison la plus favorable par un acte préliminaire ou signé *sub spe rati*, qui dans le fond pourrait n'être qu'un leurre diplomatique. Notre discussion fut très-vive, mais ne dégénéra cependant point en dispute. Toutefois, dans la chaleur de la conversation, M. de Clarke en avait assez dit, pour qu'à l'aide des notions que j'ai détaillées plus haut, il ne me reste guère de doute que, si je rompais la négociation, Bonaparte entreprendrait quelque chose de décisif sur les états héréditaires d'Autriche, sous prétexte de faire exécuter le traité de Presbourg, sur les côtés de la mer Ionienne sous prétexte d'aller attaquer les Russes à Corfou, et en Servie sous

prétexte de faire rentrer ce peuple dans le devoir. || C'est l'appréhension que le reste de l'Europe n'eût pas dans le moment actuel des forces suffisantes à opposer à ce torrent, qui me détermina à ramener la discussion sur le projet de traité, et je le réduisis aux termes dans lesquels je l'ai signé plus tard <sup>1)</sup>, à l'exception que le général Clarke voulut y laisser une clause pour mitiger notre droit de passer par les Dardanelles, qu'il insistât pour que l'évacuation de l'Allemagne n'eût lieu qu'après l'échange des ratifications ou au moins après qu'on aurait reçu la nouvelle de l'évacuation de Cattaro. Enfin, il demandait aussi que l'article relatif aux négociations pour la paix avec l'Angleterre fût maintenu dans sa première force et valeur. C'est contre ces trois stipulations que je me prononçai décidément à 3 heures et demie du matin. De son côté, M. de Clarke ne voulut point se départir de ces trois points et nous nous séparâmes, quoiqu'il eût bien compté me déterminer à signer ce jour même et qu'il eût fait venir chez lui pour les écritures un secrétaire du bureau des affaires étrangères. || Indépendamment des autres motifs que j'avais de ne point précipiter de conclusion, l'attente où j'étais d'un courrier de Londres m'y disposait encore. Cette même raison, à ce que je crois, agissait dans un sens inverse sur le plénipotentiaire français, qui par tous les moyens imaginables cherchait à accélérer notre travail. C'est sans contredit dans ce but qu'il se rendit le lendemain dès les dix heures du matin chez moi, pour m'offrir de retrancher l'article relatif au passage de nos troupes par les Dardanelles, de modifier celui qui concernait les négociations avec la cour de Londres; mais il ne voulut point se départir de la rédaction de l'article qui avait rapport à l'évacuation de l'Allemagne. Il resta chez moi jusqu'à cinq heures du soir, vint me trouver à six, pour ne me quitter qu'à minuit, toujours dans la vue de me persuader de signer l'acte tel qu'il était. Au nombre des arguments que j'employai pour m'y refuser était celui que, puisque je faisais une chose diamétralement opposée à mes instructions, je devais au moins obtenir un point qui me justifia, et que je ne le trouvais tout au plus que dans la stipulation de l'évacuation immédiate de l'Allemagne. M. de Clarke fut dans toute cette journée d'une vivacité extrême, à laquelle je ne répondis qu'a-

No. 87<sup>27</sup>.

1806

7 August.

<sup>1)</sup> Cf. Martens, Recueil, VIII, p. 472: le traité signé le 8 (20) juillet 1806 à Paris, mais non-ratifié et dont voici la teneur de l'art. VI: «L'indépendance de la Porte ottomane est réciproquement promise, et les deux hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à la maintenir, ainsi que l'intégrité de son territoire.»

No. 87<sup>er</sup>.  
1806  
7 August.

vec beaucoup de sang-froid et de retenue ; il lui échappa de me dire de la part de M. de Talleyrand que, si je ne voulais point signer, je pouvais retourner à St.-Pétersbourg; je répliquai très-sèchement que j'espérais que M. de Talleyrand ne me ferait point faire de messages semblables sans avoir au préalable pris les ordres de Bonaparte. Le général Clarke parut un peu piqué de cette réponse et le fut en général de la résistance, que j'avais mise à souscrire à ses demandes. Après avoir causé encore quelque temps, il me quitta pour aller chez M. de Talleyrand. Moi, exténué des fatigues de cette journée et de la précédente, j'allais me mettre au lit, lorsqu'on vint me chercher de la part de ce ministre. Je m'y rendis à deux heures du matin et j'y restai jusqu'à quatre, toujours pressé de signer et toujours refusant de le faire autrement que *sub spe rati*. M. de Talleyrand employa toute sa logique pour m'y déterminer, et néanmoins je m'en retournai chez moi sans avoir rien terminé et avec la certitude, d'après les assertions de M. de Talleyrand, que ma négociation était rompue. | Cette dernière conférence avait eu lieu dans la nuit du 19 au 20, et dans la matinée qui la suivit, je reçus un courrier de la part de M. le comte de Strogonoff, qui m'exprimait au nom du ministère britannique le désir de connaître avec plus de précision l'étendue qu'on voudrait donner à l'établissement projeté pour le roi de Naples ; ce même courrier était porteur de dépêches de M. Fox pour lord Yarmouth, par lesquelles on l'autorisait à ne plus faire du maintien de la Sicile dans son état actuel une condition *sine qua non*; il me demanda où en était ma négociation ; je lui répondis que je l'envisageais comme rompue. Il en parut très-peiné et m'engagea de travailler à la renouer; j'y souscrivis et, pour y parvenir, j'adressai un billet au général Clarke pour lui annoncer l'arrivée du courrier de Londres: ce général venait en ce moment chez moi pour me prier de me rendre chez M. de Talleyrand. Ce ministre m'annonça, au nom de Bonaparte, qu'il avait encore consenti à modifier dans mon sens l'article relatif à l'évacuation de l'Allemagne; qu'il s'attendait qu'après cette complaisance je signerai sans difficulté. J'essayai alors de représenter les avantages qu'il y aurait de mener de front les négociations de France et d'Angleterre, et je dis que je serais à même d'y travailler très-efficacement, n'ayant qu'à me louer des réponses qui m'étaient venues de Londres sur les premières propositions que j'y avais transmises. M. de Talleyrand rejeta de nouveau toute idée de négociations communes et me déclara que Bonaparte demandait que je signasse immédiatement et définitivement le traité tel qu'il

avait été discuté, m'assurant de la manière la plus positive que, si No. 87<sup>er</sup>.  
je ne prenais point ce parti, le lendemain je n'aurai plus les mêmes 1806  
conditions. Je me décidai alors à signer l'acte tel que j'ai eu l'hon- 7 August.  
neur de le présenter à V. E. Je ne récapitulerai point de nouveau  
les motifs de cette détermination. Il me suffira de dire, qu'en rompant  
je faisais éclater une nouvelle guerre, qui de la part de la France  
serait poussée avec une grande énergie contre des états nullement  
préparés à s'opposer, à eux; qu'en signant, au contraire, je fournissais  
à ces états le temps de se mettre en mesure. Reconnaisant cepen-  
dant combien je m'étais écarté des directions qui m'avaient été don-  
nées, je sentis le besoin d'exposer moi-même tout ce qui m'avait fait  
agir ainsi. Sachant que je ne pourrais le faire par écrit avec assez  
de précision et de détail, j'avais annoncé à M. de Talleyrand et à  
lord Yarmouth la résolution de me rendre à St.-Petersbourg pour me  
justifier d'avoir dépassé les bornes de mes instructions.

No. 87<sup>38</sup>.— Nota circulară a Baronului Budberg către  
membrii corpului diplomatic cu reședința în  
St.-Petersburg, cu ocasiunea intrării trupe-  
lor ruse în Moldova și Muntenia, din 23 Oc-  
tobre 1806.

(Сопинскъ, LXXXIX, p. 127).

Le soussigné, ministre des affaires étrangères, ayant reçu ordre No. 87<sup>39</sup>.  
de S. M. I. de communiquer aux cours amies et alliées les motifs 1806  
qui ont déterminé S. M. à faire entrer ses armées en Moldavie et en 23 Oct.  
Valachie, a l'honneur d'adresser à Mr. N. N. la note suivante. || Toute  
l'Europe est informée que la paix entre la Russie et la Sublime Porte  
avait été conclue après une guerre, où les victoires des armées russes  
ne furent arrêtées que par la modération et la magnanimité de l'Im-  
pératrice Catherine II de glorieuse mémoire. || Au milieu des vicis-  
situdes qui, depuis cette époque, ont opéré tant des changements nui-  
sibles à la balance politique et à la liberté de l'Europe, non-seule-  
ment cette paix a été religieusement observée, mais encore la Russie  
et la Sublime Porte ont contracté des alliances et transigé d'un  
commun accord sur des intérêts, qui concernaient le bien-être et la  
sûreté des deux empires. || Ces engagements réciproques venaient

No 87.  
1806  
23 Oct.

d'être renouvelés au mois de septembre 1805. Les deux puissances avaient senti que les circonstances générales exigeaient la continuation de la bonne intelligence entre elles ; l'alliance défensive avait été consolidée et plusieurs nouveaux cas prévus, dans lesquels les deux cours se promettaient une assistance mutuelle. || C'est à cette conduite que la Sublime Porte devait non-seulement sa tranquillité, mais encore tous les bons offices que S. M. I. n'a cessé de lui rendre et les secours qu'Elle n'a pas manqué de lui prêter pour la défendre et la soustraire aux dangers de tout genre, dont elle a été si souvent menacée par tous les gouvernements qui ont dominé en France depuis la révolution. || Ce système politique, fondé sur des intérêts si réels et sur des engagements aussi positifs, commença cependant à souffrir des altérations remarquables de la part des Turcs quelques mois après la signature du dernier traité, sans que S. M. I. eût donné à la Porte le moindre prétexte de violer ses promesses et d'offenser un voisin puissant, à la magnanimité duquel elle devait en grande partie la conservation de son existence. || Sa Hautesse éloigna de ses conseils les hommes sages qui composaient son Divan et les fit remplacer par d'autres, évidemment indiqués et mis en avant par les agents d'un gouvernement, envers lequel les traités existants entre la Russie et la Porte contenaient des mesures de défense commune. || Ce changement, indifférent par lui-même dans toute autre circonstance, mais qui cessait de l'être dans celle-ci, par les motifs qui l'avaient provoqué, fut suivi d'un ordre émané pour empêcher les chrétiens grecs qui naviguaient sous pavillon russe de continuer à jouir d'un privilège depuis longtemps établi, confirmé par un long usage et qui n'avait jamais été interrompu depuis qu'en temps de guerre. || Plusieurs traités, et notamment celui du mois de septembre 1805, contenaient la faculté accordée à S. M. I. de faire passer et repasser ses vaisseaux de guerre et ses troupes à travers le Bosphore et les Dardanelles. Dès le premier moment de son administration, le nouveau Divan signifia qu'il n'entendait plus maintenir la promesse stipulée à ce sujet ; en conséquence, toutes les facilités que les deux puissances avaient voulu se procurer pour soutenir leurs intérêts communs, défendre les côtés maritimes et les îles qu'elles occupent dans la Méditerranée et pour opposer en général des obstacles aux entreprises dangereuses de la France dans cette partie étaient détruites par l'effet immédiat de cette défection et de ce manque de foi inattendue. || Une pareille démarche dénotait déjà que la Sublime Porte, non-seulement ne se faisait aucun scrupule de

violer ses engagements dans des cas particuliers, mais qu'elle avait pris la résolution d'adopter, en général, un système de conduite politique suggéré par les ennemis de la Russie, sans être nullement arrêtée par les traités et l'expérience des avantages qu'elle en avait retirés jusqu'alors. S. M. I. aurait pu prendre des mesures décisives pour mettre la Porte dans l'alternative ou de rester fidèle à ses engagements ou de subir les conséquences de sa défection; mais désirant donner aux Turcs le temps de revenir de leurs erreurs et d'apercevoir les pièges qui leur étaient tendus, d'ailleurs sous l'apparence d'une amitié stérile et trompeuse, S. M. voulait bien condescendre à donner ordre à son ministre à Constantinople de démontrer au nouveau Divan l'injustice et l'inconséquence de sa conduite. || Telle était la situation des affaires, lorsque l'ambassadeur français arrive à Constantinople avec des lettres qui prescrivent à Sa Hautesse d'une manière impérieuse les démarches les plus hostiles envers S. M. I. et qui bouleversaient entièrement tout le système sur lequel est fondé la paix entre la Porte et la Russie. La forme de gouvernement et le bonheur des peuples chrétiens, qui habitent les deux provinces privilégiées de Moldavie et de Valachie, avaient fixé depuis longtemps l'attention des souverains de Russie et de Constantinople. Des règlements arrêtés d'un commun accord, dictés par la sagesse et l'équité et justifiés par l'expérience la plus heureuse, avaient finalement établi l'administration de ces provinces sur des principes utiles à la prospérité du pays, convenables à la sûreté des deux empires et propres à écarter tous les soupçons et les motifs de méfiance. || Une des bases principales de cet arrangement salulaire était la conservation des voïvodes ou hospodars dans leurs charges pendant l'espace de sept années et leur inamovibilité durant cet intervalle, à moins qu'ils n'eussent commis des délits prouvés d'après l'examen qui devait se faire conjointement par la Porte et par la Russie. De cette mesure, calculée dans l'intention de soustraire les peuples chrétiens aux vexations qui accompagnent toujours les changements fréquents des gouverneurs, dépendaient également l'exécution et la maintien de tous les autres règlements contenus dans les différentes conventions pour la sûreté et le bien-être de ces provinces frontières, et notamment dans le Hatti-Chérif émané en 1802. ] Ce sont ces dispositions que l'ambassadeur de France a prescrit à la Porte de changer. En conséquence, les deux hospodars ont été destitués sans aucun motif ni examen préalable, avant l'époque fixée, et l'un d'eux obligé de fuir les menaces et les persécutions et de

No. 87<sup>es</sup>.  
1806  
23 Oct.

No. 87<sup>39</sup>. se réfugier sur le territoire de S. M. I. : L'ambassadeur de France  
 1806 n'en resta pas là. Abusant de l'aveuglement extrême du ministère  
 23 Oct. turc, il fit une nouvelle tentative pour l'éloigner de plus en plus de  
 la ligne que lui traçaient ses engagements envers la cour impériale  
 de Russie. Le général Sébastiani présenta au Divan une note, dans  
 laquelle, entre autres, il insista sur la clôture du Bosphore pour tous  
 bâtiments de guerre et transports russes et il ajouta que ce passage  
 ne pourrait leur être accordé à l'avenir sans commettre une hostilité  
 envers la France et sans donner aux troupes de cette puissance le  
 droit de traverser les états de l'empire ottoman pour aller com-  
 battre l'armée russe sur le Dniestr. ¶ Cette démarche, au lieu d'éclairer  
 enfin le ministère ottoman sur les dangers de sa position, n'a fait  
 que produire une nouvelle preuve de sa déférence servile envers la  
 France, qui avait dicté sa conduite dans l'affaire de la déposition des  
 hospodars. La Porte fit remettre à l'envoyé de Russie un office, par  
 lequel, après s'être étendu sur son désir de maintenir la neutralité  
 et tâchant de couvrir du voile de l'amitié les démarches les moins  
 faites pour en inspirer, elle n'en demanda pas moins péremptoirement  
 la renonciation au droit de passage par le Bosphore. ¶ S. M. I. peut  
 d'autant moins se désister sur ce point important, qui a été stipulé  
 de la manière la plus précise dans ses derniers traités avec la Su-  
 blime Porte, que tout ce qu'exige l'entretien de ses troupes à Corfou  
 ne saurait être [transporté] que de ses ports de la mer Noire. ¶ Au  
 nombre des prétentions que le général Sébastiani élève dans son office  
 et qui toutes tendent à susciter des embarras à la Sublime Porte, en  
 cherchant de la détacher de plus en plus de la Russie et de la mettre  
 dans une alternative, dont tout le désavantage ne peut être que pour  
 elle, il en est encore une, que S. M. I. ne saurait passer sous si-  
 lence. L'ambassadeur de France dit : « Tout renouvellement ou con-  
 tinuation d'alliance avec les ennemis de la France, tels que l'An-  
 gleterre ou la Russie, seraient non-seulement une violation manifeste  
 de la neutralité, mais un concours de la Sublime Porte à la guerre que  
 ces puissances font à la France, qui se verrait dans la nécessité de  
 prendre des mesures conformes à ses intérêts et à sa dignité. » ¶  
 L'empereur peut-il douter de l'effet que produira à Constantinople  
 cette insinuation, à la suite de toutes les complaisances qu'on y a  
 eues pour le gouvernement français ? Peut-il compter encore sur  
 des dispositions amicales de la part d'un gouvernement, qui d'allié  
 se fait neutre et qui, cédant aux impulsions de ennemis de S. M., se  
 laisse aveugler au point de manquer aux engagements les plus so-

lennels qu'il a contractés avec la Russie? Cette conduite du ministère turc fut accompagnée de préparatifs pour faire entrer des troupes en Moldavie et en Valachie et d'ordres relatifs à des armements extraordinaires dans tout l'empire. S. M. I., en prenant en considération toute la série de ces événements, a dû se convaincre que l'intention de la Sublime Porte était de détruire les rapports existants avec la Russie et d'en substituer d'autres, opposés aux traités et par conséquent aux droits de S. M. I. et à la sûreté de ses frontières. Ce changement subit, soutenu depuis avec tant d'obstination, a acquis une nouvelle importance aux yeux de S. M. I., en voyant qu'il est l'ouvrage des conseils et des instigations de ses ennemis, dans le moment même où ils paraissent se flatter d'être en paix avec la Russie, et que leurs projets sinistres sur la faiblesse de la Porte tendent non-seulement à l'opposer et à lui faire prendre les armes contre S. M. I., mais à profiter du voisinage qu'ils viennent d'acquérir nouvellement pour étendre leurs conquêtes dans cette partie et augmenter les moyens déjà trop formidables qu'ils possèdent, afin de rendre plus général le joug qu'ils cherchent à imposer à l'Europe entière. Dans ces circonstances, S. M. I. a senti la nécessité de mettre ses propres frontières à l'abri de toute insulte, de protéger les peuples dont Elle a promis, du consentement de la Porte, de conserver les privilèges, et de prévenir et déjouer les projets de ses ennemis; en conséquence, elle a ordonné à son armée d'occuper les deux provinces de Moldavie et de Valachie. L'intention de S. M. I. n'est pas de se prévaloir de ses forces pour la destruction de la Porte, mais de la ramener, par le seul moyen efficace qui existe, aux principes dont elle s'est écartée contre ses intérêts et ses engagements, et de prendre des précautions pour se mettre à l'abri d'une seconde défection dans la crise dangereuse où l'Europe se trouve actuellement. Si Sa Hautesse, dirigée par des conseillers plus fidèles et plus éclairés, se montre disposée à réparer de bonne foi les erreurs et les torts commis depuis qu'Elle a violé les traités avec la Russie, S. M. I. profitera alors de ces bonnes dispositions pour donner au monde de nouvelles preuves de sa magnanimité; mais si la Porte s'obstine à vouloir soutenir les démarches injustes et imprudentes dans lesquelles elle vient de se précipiter, elle ne pourra qu'attribuer à elle-même les malheurs qui en seront la suite inévitable. S. M. I. se croira autorisée dans ce cas à faire usage de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour forcer la Sublime

No. 87<sup>ae</sup>.  
1806  
23 Oct.

No. 87<sup>39</sup>. Porte à adopter un système, dans lequel S. M. I. aura le plus grand  
 1806 soin de concilier la conservation de ses droits et de ses intérêts avec  
 28 Oct. le bien général de l'Europe, qu'Elle regardera toujours comme insé-  
 parable du sien propre.

---

No. 87<sup>39</sup>. — Depeşa Baronului Budberg către ambasa-  
 dorul rus la Constantinopole Italinsky, din  
 Noembrie 1806. Petersburg.

(L. von Ranke, loc. cit., V, p. 411).

No. 87<sup>39</sup>. Lorsque, par ordre de Sa Majesté Impériale, je vous expédiai le  
 1806 . courrier Koutilschkowsky, on a dû nécessairement calculer ici le  
 Noembr. temps qui serait nécessaire pour recevoir votre réponse et préparer  
 simultanément les moyens d'obtenir par d'autres voies les résultats,  
 que les représentations de notre auguste cour auprès de la Sublime  
 Porte ne vous auraient point offerts. Ce courrier aurait pu être de  
 retour vers le 1-er octobre, et comme nous n'en avions aucune nouvel-  
 le à cette époque, Sa Majesté était fondée à conclure que la Porte  
 ne vous avait point donné de réponse satisfaisante, ou du moins  
 qu'elle tâchait de tirer la négociation en longueur et de préparer  
 ses moyens de résistance de concert avec l'ennemi commun. Quoique  
 ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne pût convenir aux intérêts les  
 plus essentiels de Sa Majesté Impériale, Elle ne voulut cependant  
 rien précipiter, et se flattant toujours que le Sultan Sélim apprécierait  
 enfin d'un côté les preuves réitérées de sa modération et de sa  
 loyauté, de l'autre les pièges que lui tendaient des ministres peu  
 dignes de la confiance de leur souverain, Sa Majesté voulut bien  
 remettre jusqu'au 15 octobre toute détermination ultérieure, con-  
 vaincue que, si, vers ce temps, il ne nous arrivait encore rien de  
 votre part, on ne saurait plus douter de l'existence de l'un des deux  
 cas présumés. Ce ne fut point sans un sentiment bien pénible  
 que Sa Majesté vit approcher le jour fixé, sans qu'un avis quelcon-  
 que sur le résultat de vos démarches auprès de la Sublime Porte  
 vint éclairer la marche, que dorénavant la cour impériale aurait à  
 suivre à son égard. Dans cet état d'incertitude, il ne restait à l'em-  
 pereur d'autre parti à prendre que de suivre avec persévérance et  
 fermeté le plan que Sa Majesté Impériale s'était tracé d'avance pour  
 le maintien de sa dignité et de ses droits, autant que pour ramener  
 la Porte par une commotion extraordinaire aux seuls principes que

ses intérêts positifs lui commandent de suivre invariablement. En conséquence, le général de Michelson, commandant-en-chef l'armée du Dniester, reçut l'ordre d'entrer en Moldavie, non en ennemi, comme la malveillance ne manquera pas de le faire envisager, mais dans l'unique but de faire rétablir les anciens rapports qui ont si longtemps subsisté entre les deux empires d'après les traités, de prévenir les effets pernicioeux de l'influence française qui s'établit à Constantinople et qui menace la Porte d'un asservissement total, et enfin de paralyser le dessein hautement annoncé par l'ambassadeur Sébastiani de faire traverser les états ottomans à une armée française pour venir nous attaquer sur le Dniester. || Tels étaient les motifs pressants des ordres donnés au général de Michelson en date du 16 octobre; tel était aussi le sens et l'esprit de ces ordres, que ce général a dû manifester dans toutes les communications qu'il a pu avoir à son entrée en Moldavie, tant avec le gouvernement de cette principauté et avec celui de Valachie, qu'avec les différents pachas commandants des places fortes sur le Dniester et le Danube. || Huit jour après l'expédition de ces ordres, savoir le 23 octobre, nous reçûmes vos rapports du 6 (18) du même mois, par lesquels vous annonciez la réintégration des princes Mourousi et Ypsilanti, en vous bornant à ce simple avis, sans entrer dans le moindre détail sur tout ce qui aurait pu éclairer l'opinion du ministère impérial dans une circonstance de cette nature. Quel qu'eût été le désir de l'empereur, notre auguste maître, de révoquer dès lors les ordres donnés au général de Michelson, Sa Majesté Impériale a cru devoir attendre les éclaircissements ultérieurs qu'annonçait votre rapport du 6 (18) octobre, pour avoir des données positives et détaillées sur un objet d'une importance si majeure, et afin de pouvoir prendre ses mesures en conséquence. || Sur ces entrefaites, nous reçûmes vos différentes dépêches du 16 (28) octobre. Je ne vous cacherai pas, Monsieur, que par leur contenu Sa Majesté Impériale n'a pu observer sans peine et sans surprise que, dans une pareille crise, vous avez cru devoir vous borner au seul point de la réintégration des princes de Moldavie et de Valachie. Quel que soit l'intérêt que, sous tant de rapports, l'empereur a dû prendre à maintenir vis-à-vis de la Porte cette partie de ses droits, vous ne pouviez cependant ignorer, Monsieur, que ce ne sont pas les seuls que Sa Majesté est dans le cas de revendiquer, et que d'ailleurs le but principal de la cour impériale étant de s'assurer d'une manière positive des dispositions de la Porte, cette démonstration isolée et exécutée avec tant de mauvaise

No. 87<sup>22</sup>.

1806

Noembr

No. 88<sup>re</sup>. 1806  
Noembr. grâce ne pouvait suffire pour nous donner à cet égard toute la garantie qui nous est indispensable. En effet, qui nous répond que cette satisfaction partielle ne vous a été donnée par la Porte que d'après le conseil de nos ennemis communs mêmes? Les différentes conférences qu'a eues l'ambassadeur Sébastiani avec Ibrahim Kehaya et les autres ministres de la Porte dans le cours de cette négociation, ne militent que trop en faveur de cette hypothèse. Supposons toutefois que la réinstallation des hospodars eût été le seul grief que nous ayons eu à la charge de la Porte; comment dans ce cas même pourrait-on compter avec certitude sur l'exécution stricte et plénière de la réparation que la cour impériale vient d'obtenir, après les tergiversations plus qu'équivoques du prince Mourousi et dans le triste état où se trouve la Valachie, dont la plus belle partie se trouve envahie par les troupes de Pasvan-Oglou, sans que la Porte paraisse avoir ni l'intention ni les moyens nécessaires pour réprimer ces désordres? Ne serait-ce donc que sous ce dernier rapport, Sa Majesté ne pourrait se contenter de la satisfaction donnée, avant de s'assurer qu'elle aura son plein effet, et c'est à cette fin que la présence des troupes russes doit contribuer efficacement à rendre aux deux principautés, et particulièrement à la Valachie, cet état de calme et de sécurité que la cour impériale leur a garanti par les transactions les plus solennelles. Vous avez très-bien compris que ce n'est pas la personne des hospodars Mourousi et Ypsilanti qui intéresse essentiellement la cour impériale, mais bien la tranquillité et le bien-être des deux principautés confiées à leur administration; c'est de là que dérive l'obligation où se trouve la Russie de soutenir un ordre des choses qui n'a été établi que par son intervention et sous ses auspices, et elle ne saurait tolérer plus longtemps les vexations dont Pasvan-Oglou et d'autres agas voisins de la Valachie accablent cette malheureuse province, sans déroger essentiellement à ce qu'elle doit à sa propre considération. Indépendamment de ces considérations, qui se rapportent exclusivement aux deux principautés, il en est d'autres qui ne permettraient pas à Sa Majesté Impériale d'envisager la satisfaction qu'Elle vient d'obtenir comme un gage suffisant de la sincérité de la Porte dans son retour au principe qui a motivé nos réclamations. Pour ne pas répéter encore les nombreux griefs exposés dans ma dépêche du 26 août, je me bornerai à en récapituler ici les principaux, sans le redressement desquels Sa Majesté Impériale ne croira jamais pouvoir compter sur les dispositions amicales de la Porte à son égard avec cette sécurité qu'exige la sûreté

de ses états combinée avec la situation actuelle des affaires générales. || La prétention de vouloir empêcher le passage des bâtiments de guerre et de transport de Sa Majesté par le canal de Constantinople et les difficultés réitérées, que la Porte s'est permis de manifester dans des occasions récentes, ne démontrent que trop évidemment l'aveugle soumission du gouvernement turc à la volonté de la France et les écarts incalculables auxquels ces dispositions peuvent l'entraîner, puisqu'il ne respecte déjà plus les traités les plus solennels. Pour obtenir à cet égard une garantie proportionnée à l'importance que nous devons mettre à la conservation de notre droit de passage par le canal, Sa Majesté Impériale croit devoir demander une déclaration solennelle et authentique, par laquelle la Porte s'obligera de ne jamais et dans aucun cas y porter la moindre atteinte, sous quelque prétexte que ce soit. Un autre objet, auquel la cour impériale doit attacher une égale importance, c'est le renouvellement du traité d'alliance entre la Porte et la Grande-Bretagne. Les motifs, qui font désirer à Sa Majesté Impériale que ce renouvellement ait lieu le plus tôt possible, ne sont encore qu'une suite de ses dispositions constamment amicales envers la Sublime Porte et de la sollicitude avec laquelle Sa Majesté tâche de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, car s'il est évident d'un côté que la despotique influence du gouvernement français (?), il ne l'est pas moins de l'autre, qu'en persistant dans son refus envers le gouvernement britannique, elle pourrait bien provoquer enfin le ressentiment d'une puissance dont les grands moyens maritimes ne laisseraient pas de lui devenir funestes. En résumant le contenu de cette dépêche, que j'ai l'honneur de vous adresser par ordre exprès de notre auguste souverain, vous observerez que Sa Majesté Impériale ne croit pouvoir envisager les rapports existants entre la Russie et l'empire ottoman comme replacés sur leurs anciennes bases, que: 1°. lorsque les droits et prérogatives assurés aux principautés de Moldavie et de Valachie par les différentes stipulations y relatives seront rétablis dans toute leur force et vigueur, et que nommément la dernière de ces provinces sera délivrée des rebelles, qui la dévastent, par les soins de la Porte, ou bien par les troupes de Sa Majesté, et qu'en même temps sa tranquillité et son bien-être à l'avenir seront suffisamment garantis par l'établissement d'une force nationale capable de défendre la province contre les voisins du Danube; 2°. lorsque la Porte aura formellement renoncé à l'intention d'entraver, sous quelque prétexte que ce soit, le passage des bâtiments de guerre et de transport de

No. 87<sup>re</sup>.  
1806  
Noem.

No. 87<sup>99</sup>. Sa Majesté par le Bosphore; et || 3<sup>o</sup>. lorsqu'elle aura renouvelé son  
 1806 traité d'alliance avec l'Angleterre. || Vous êtes chargé, Monsieur, a  
 Noembr. faire parvenir ces différentes demandes à la connaissance du Grand  
 Seigneur par la voie qui vous paraîtra la plus convenable et de  
 ne pas laisser ignorer à S. H. toute l'importance que notre auguste  
 souverain attache à ce qu'elles soient dûment accueillies par Elle.  
 Mais vous aurez soin en même temps d'assurer le Sultan Sélim  
 de la manière la plus positive, que ce n'est que bien à contre-  
 cœur que l'empereur s'est vu dans la nécessité de recourir à l'oc-  
 cupation militaire des deux principautés et que cette détermination,  
 loin de cacher quelque intention hostile contre les états ottomans,  
 n'a d'autre but que ceux annoncés ci-dessus, mais plus particulière-  
 ment encore le vif désir de Sa Majesté Impériale d'être d'autant plus  
 à portée de déjouer les projets d'envahissement que le gouvernement  
 français a toujours manifestés aux dépens de la Turquie et qui, dans  
 la conjoncture actuelle, où Bonaparte se prévaut sans doute du  
 prétexte de la réinstallation des hospodars, pourraient bien être à la  
 veille d'être mis à exécution. || En général, vous n'omettez rien pour  
 convaincre de plus en plus le Sultan Sélim de la constance des senti-  
 ments d'amitié et de considération que l'empereur lui a voués, en  
 ajoutant que Sa Majesté n'attendra que l'accession de la Porte aux  
 justes demandes que vous êtes chargé de lui adresser par la pré-  
 sente, pour lui en donner de nouveau les preuves les moins équi-  
 voques. Dès lors, Sa Majesté apporterait les plus grandes facilités à  
 s'arranger sur les différents autres points en contestation; les relations  
 intimes, qui ont si heureusement subsisté depuis tant d'années entre  
 Saint-Petersbourg et Constantinople, se rétabliront sur des bases plus  
 solides que jamais, et certes les deux empires ne pourront qu'y ga-  
 gner sous tous les rapports. Pour consolider d'autant plus un si heu-  
 reux état des choses, Sa Majesté sera prête à recevoir le ministre  
 que le Sultan Sélim jugera à propos de lui envoyer. pour constater  
 aux yeux de l'Europe entière un accommodement qui mettra le comble  
 aux vœux de Sa Majesté Impériale et dont les heureux résultats  
 subsisteront dès lors, sans qu'il paraisse nécessaire que la Porte ac-  
 crédite ici un ministre en permanence. Vous voudrez bien, Monsi-  
 eur, vous acquitter des différents offices que vous prescrit la présente  
 dépêche avec le moins de délai que possible, et m'informer égale-  
 ment du résultat de vos démarches, pour que je puisse en rendre  
 un compte exact à Sa Majesté Impériale.

---

No. 87<sup>40</sup>. — Memoriul Baronului Budberg pentru Împăratul Alexandru I, către sfârșitul anului 1806. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXII, p. 488).

Les derniers rapports de M. d'Italinsky viennent de confirmer No. 87<sup>40</sup>.  
la nouvelle que la Porte, en cédant aux justes réclamations de V. 1806.  
M. I. relativement à la déposition arbitraire des hospodars, les a réinstallés dans leurs postes. ¶ Avant l'entrée de ces rapports, Votre Majesté avait donné ordre à son armée du Dniester d'entrer en Moldavie. Cette détermination a dû paraître suffisamment motivée par le retard considérable qu'éprouvait le retour du courrier expédié d'ici le 26 août pour Constantinople, ainsi que par les avis qui nous parvenaient de Moldavie et de nos frontières et qui tous ne parlaient que de rassemblements de troupes et d'autres préparatifs de guerre, qui ne pouvaient être dirigés que contre la Russie. ¶ Il s'agit actuellement de discuter si la rétractation de la Porte dans l'affaire des hospodars est un acte suffisamment rassurant pour engager V. M. I. à révoquer dès à présent la mesure, qu'Elle avait prise dans sa haute sagesse et qui doit être effectuée à l'heure qu'il est par l'entrée de ses troupes en Moldavie. Avant d'énoncer mon opinion sur un objet de cette importance, je prendrai la liberté d'exposer ici quelques réflexions sur la nature de nos relations avec la Porte et sur ce que nous avons à en attendre d'après telle résolution que V. M. I. jugera à propos de prendre dans la circonstance actuelle. ¶ L'état de désorganisation et de dépérissement graduel où se trouve l'empire ottoman est tel, que chaque jour, pour ainsi dire, peut amener la dissolution totale de ce vaste corps délabré. Une conséquence immédiate de cette triste situation c'est que la Porte, en réunissant tous ses soins à conserver les faibles débris de son existence politique et ne pouvant pour y réussir, se passer d'un appui étranger, doit nécessairement céder à l'influence exclusive de telle puissance qui saura s'emparer d'elle, et par une suite de la même conséquence cette puissance sera toujours celle qui lui inspirera le plus de crainte. Jusqu'à la cession de la Dalmatie aux Français, la Russie jouissait sans partage de cette prérogative, et l'Europe entière est témoin de la loyauté et de la modération avec lesquelles la cour impériale a soutenu l'empire ottoman, dans un temps où il n'aurait dépendu que d'elle d'en démembrer telle partie qui eût été à sa convenance. Mais depuis que la

No. 87<sup>10</sup>.  
1806.

paix de Presbourg a rendu les possessions françaises contiguës à celles de la Turquie, il était à prévoir que la Porte, dans l'espoir d'écarter les dangers dont la menaçait ce voisinage et comptant toujours sur la modération et peut-être même sur l'impassibilité de la Russie, n'hésiterait pas de se jeter entre les bras de la France, dès qu'elle croirait pouvoir le faire impunément. Dès lors, il était à présumer que notre influence à Constantinople diminuerait en proportion de ce qu'augmenterait celle des Français; et la Russie devait se préparer dès ce moment à soutenir par d'autres moyens une prépondérance devenue de nécessité absolue pour sa gloire, comme pour sa propre sûreté; sa gloire y est intéressée, parce qu'il serait indigne que la Turquie s'avisât d'enfreindre ouvertement les engagements les plus solennels; sa sûreté n'admet pas que le divan soit en même temps influencé par la Russie et par la France et exige par conséquent impérieusement que les Turcs soient décidément ou pour ou contre nous. || Dans des temps plus heureux et moins extraordinaires, la réinstallation des hospodars serait sans doute une satisfaction éclatante, dont la Russie aurait tout lieu d'être satisfaite. Mais aujourd'hui que le système permanent de désorganisation et d'empiètements que professe la France doit prescrire des mesures de précaution analogues à tout gouvernement régulier, jaloux de conserver ses droits et son indépendance, il ne s'agit plus pour la Russie de faits isolés, si elle veut préserver ses provinces méridionales des effets malfaisants de l'animosité des Français réunis aux Turcs, dont la malveillance à notre égard n'est pas moins constatée. Ce n'est donc plus d'un acte détaché de justice de la part du divan que la Russie peut se contenter dans les circonstances actuelles; bien loin de suffir pour remettre les choses sur l'ancien pied, cette mesure lui a, peut-être, été dictée par les Français mêmes, dans le dessein de gagner du temps et de pouvoir ensuite faire agir la Porte contre la Russie avec d'autant plus d'avantage qu'ils auront tout préparé à leur gré. D'ailleurs, le divan n'ayant pas assez de fermeté pour se maintenir neutre entre la Russie et la France, si même il pouvait en avoir la volonté, il ne pourra à la longue se dispenser de prendre fait et cause pour l'une de ces puissances; et si notre traité d'alliance avec la Porte devrait nous assurer la préférence que nous sommes en droit d'exiger, notre intérêt bien avéré nous commande en même temps de ne rien négliger, afin d'être parfaitement sûrs du côté de la Turquie, dans un moment où les affaires générales de l'Europe réclament plus que jamais toute l'attention de la cour de Russie. En résumant l'exposé

qui vient d'être fait, il paraît évident que, tant que l'ambassadeur de Bonaparte jouera un rôle prépondérant à Constantinople, nous ne pourrons jamais nous fier aux Turcs; l'exécution de nos traités de leur part ne cessera d'être précaire et nous risquerons d'être attaqués par eux au moment où l'on s'y attendra le moins. || Pour prévenir de pareils résultats et pour nous assurer tous les avantages que nous offre notre position actuelle vis-à-vis de la Turquie, je serais d'avis: || De ne rien changer aux ordres du 16 et du 23 octobre adressés au général de Michelson jusqu'à la réception des rapports ultérieurs annoncés par M. d'Italinsky, pour pouvoir juger avec plus de précision jusqu'à quel point nous pourrions compter sur les dispositions et la sincérité du ministère ottoman. || Si ces nouvelles sont de nature à pouvoir être envisagées comme une garantie suffisante de la stricte exécution des traités par les Turcs, d'ordonner alors au général Michelson de faire halte là où il se trouve. La Porte serait incessamment instruite de cette détermination; mais on lui ferait connaître aussi, que comme nous ne saurions nous désister sur aucune des prétentions, que nous avons le droit de former à sa charge, en vertu de nos traités, l'armée de S. M. I. ne quittera la Moldavie que lorsque nous aurons obtenu une pleine et entière satisfaction sur tous nos griefs; on lui ferait sentir en même temps que, comme Bonaparte ne laissera probablement pas de profiter de l'occasion que lui offre la réintégration des hospodars, qui avaient été destitués d'après sa volonté, pour tomber sur les états ottomans limitrophes de la Dalmatie, l'armée russe serait là tout à propos pour repousser une pareille invasion; enfin, après avoir représenté à la Porte que son existence ne pourra être que précaire tant que les Français seront en Dalmatie, on tâchera de l'engager à agir de concert avec nous pour les en expulser. || Des demandes de ce genre de notre part, appuyées par la position de l'armée russe en Moldavie, quoique dans une attitude non hostile, ne manqueraient probablement pas d'amener une rupture entre la Porte et la France, ou du moins une interruption totale de toute relation entre ces deux puissances, ce dont les résultats ne pourraient qu'être avantageux pour nous, puisqu'ils replaceraient la Porte sous notre influence exclusive, nous ôteraient ainsi toute appréhension de ce côté, en éloignant le théâtre des événements de nos frontières, et nous faciliteraient en même temps les moyens de cultiver et de fortifier les dispositions favorables que les peuples chrétiens de la Turquie et particulièrement les Serviens (nation brave et nombreuse, qui pourra nous être de la plus grande utilité, si on

No. 87<sup>40</sup>. juge à propos de les soutenir par des armes et de l'argent; mais  
 1806. qui aussi pourra nous devenir très-redoutable, si on la met dans le cas de s'abandonner aux Français), que ces peuples, dis-je, ne cessent de nous témoigner. Tels seraient les avantages du plan proposé sous le rapport de nos relations avec la Porte. Quant à l'influence que l'exécution de ce plan pourra avoir sur les affaires générales, il serait difficile dans ce moment de rien préciser à cet égard; mais il semble, qu'en suscitant des embarras à Bonaparte sur le plus de points que possible, ses forces en seront nécessairement plus partagées, et ceci ne peut tourner qu'à l'avantage commun des puissances alliées.

---

No. 87<sup>41</sup>.— Scrisórea Impăratului Napoleon I către ambasadorul său la Constantinopole Generalul Sébastiani, din 1 Decembrie 1806. Posen.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.337, XIV, p. 5).

No. 87<sup>41</sup>. Vous trouverez ci-joint les imprimés qui vous feront connaître  
 1806 l'état des choses. Le grand-duc de Berg, avec 100.000 hommes, est  
 1 Decem. maître de Varsovie. Les Russes, qui ont voulu défendre cette place, ont été battus et chassés. Je suis à Posen, maître de tout le pays situé entre le Rhin et la Vistule, ainsi que de toutes les places fortes. Les Polonais se lèvent, et 60.000 sont déjà sous les armes. Dans cette situation, faites à la Porte les participations nécessaires. Il faut que les hospodars du choix de la Porte soient rétablis et les partisans des Russes chassés. C'est le moment où la Porte peut recouvrer son indépendance. Vous êtes autorisé à signer un traité secret offensif et défensif, par lequel je garantirai à la Porte l'intégrité de ses provinces de Moldavie et de Valachie, et de la Servie. Pressez-la de réunir des troupes du côté de Choczim, et je m'engagerai à ne faire la paix avec la Russie que de concert avec elle. Faites ce qui vous sera possible pour faire sortir la Porte de son engourdissement. Je vous envoie une lettre pour le Grand Seigneur; vous en ferez faire la traduction en turc.

---

No. 87<sup>42</sup>.— Scrisórea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim, din 1 Decembrie 1806. Lagărul imperial din Posen.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.338, XIV, p. 5).

La Prusse, qui s'était liguée avec la Russie, a disparu; j'ai détruit ses armées et je suis maître de ses places fortes. || Mes armées sont sur la Vistule et Varsovie est en mon pouvoir. || La Pologne prussienne et russe se lève et forme ses armées pour reconquérir son indépendance. C'est le moment de reconquérir la tienne. || Chasse les hospodars rebelles, que la plus injuste violence t'a obligé de rétablir, au mépris de ton firman qui les avait déclarés traîtres. || Remets en place tes vrais serviteurs et les hospodars de ton choix. || N'accorde pas aux Serviens ces concessions qu'ils te demandent les armes à la main. || Fais marcher tes troupes sur Choczim: tu n'a plus rien à craindre de la Russie. || J'ai chargé mon ambassadeur de contracter avec toi tous les engagements nécessaires. Si tu as été prudent jusqu'à cette heure, une plus longue condescendance envers la Russie serait faiblesse et perdrait ton empire.

No. 87<sup>42</sup>.  
1806  
1 Decem.

No. 87<sup>43</sup>.— Raportul ambasadorului Sébastiani către de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, din 24 Decembrie 1806. Constantinopole.

(Сборникъ, LXXXII, p. 473).

La guerre a été déclarée à la Russie avec solennité. Le corps des ulémas, les janissaires et tous les grands de l'empire ont unanimement énoncé à Sa Hautesse leurs vœux pour repousser l'injuste agression des Russes et venger enfin l'honneur national, tant de fois outragé. L'enthousiasme est grand parmi le peuple, parmi les ulémas, parmi les janissaires. Le ministère seul est timide, froid et presque incertain encore. Après la promesse qui m'avait été faite et que j'ai eu l'honneur de vous transmettre, le reis-effendi avait renouvelé des négociations avec l'ambassadeur d'Angleterre pour l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie et de (?) par les troupes russes. J'ai été obligé de lui parler avec force, pour le déterminer à prendre la parti que lui commandaient l'honneur, la sûreté de l'état, la religion et surtout le vœu du souverain et de la nation. Il

No. 87<sup>43</sup>.  
1806  
24 Dec.

No. 87<sup>43</sup>. a dû céder à des considérations aussi impérieuses, à des forces aussi  
 1806 majeures; mais il l'a fait de mauvaise grâce, et la traduction de la  
 24 Dec. note qu'il a remise à M. d'Italinsky, dont il est le rédacteur, vous  
 prouvera, par sa faiblesse, qu'il n'appartenait pas au parti courageux  
 de la guerre. L'ambassadeur d'Angleterre a tenu dans cette circon-  
 stance une conduite pleine de violence et d'absurdité. Il s'est porté  
 pendant trois jours de suite au palais du divan, en a forcé l'entrée  
 et s'est abandonné à des menaces outrageuses contre ce gouver-  
 nement. Les deux vaisseaux qu'il a dans le port et les cinq qu'il a  
 aux Dardanelles lui inspiraient cette audace et forçaient les ministres  
 de la Porte à écouter ses invectives. Sa conduite a révolté tous les  
 musulmans et n'a pu rien changer à une détermination vraiment na-  
 tionale. J'ai opposé à tant d'extravagances une conduite mesurée, mais  
 ferme, et j'ai lieu de croire que cette différence a été sentie par Sa  
 Hautesse. M. Arbuthnot a, comme à son ordinaire, répandu des nou-  
 velles fausses sur la situation de l'Europe, de l'armée et de l'empire  
 français, d'après une lettre qu'il dit avoir reçue du ministre d'Angle-  
 terre à Vienne, M. Adair. Cette lettre, qu'il a successivement envoyée  
 à tous les membres du corps diplomatique et qui m'a été commu-  
 niquée par M. l'Internonce, porte que la moitié de l'armée française  
 a péri dans les différents combats qui ont eu lieu depuis l'ouverture  
 de la campagne; qu'une dyssentérie affreuse plonge le reste dans les  
 hôpitaux; que le roi de Prusse a refusé la ratification de l'armistice  
 conclu à Charlottenbourg; qu'il a joint ses forces à l'armée russe,  
 qui, réunies, vont accabler l'empereur Napoléon; que la position de  
 la France est d'autant plus fâcheuse que, le Portugal et l'Espagne  
 s'étant réunis à la coalition contre la France, ces deux puissances  
 vont porter la guerre jusqu'au cœur de l'empire. Il a même ajouté  
 que Paris est en pleine révolte. || J'ai persifflé un peu les nouvelles  
 et le gazetier dans une lettre adressée au drogman de la Porte, et  
 M. le marquis d'Alménara a démenti officiellement tout ce qui a été  
 dit sur l'Espagne avec énergie et loyauté. || J'espère que, malgré l'ar-  
 gent que répandent ici l'ambassadeur d'Angleterre et ses satellites  
 les Morousi, et la crainte qu'impriment les forces navales anglaises  
 dans l'Archipel, je parviendrai dans quelque temps à faire prendre  
 par cette cour des mesures sévères contre la Grande-Bretagne. Si le  
 ministère était aussi musulman que le sont les habitants de la Ro-  
 mélie, on ne souffrirait pas longtemps à Constantinople les bravades  
 anglaises. Mais excepté les ulémas et les militaires, tout est corrompu  
 à un point dont il est difficile de se faire une idée. Dix régiments

partent demain de cette capitale pour l'armée. Soixante mille hommes, commandés par Passwan-Oglou, Mustapha Baïractard et Aïdine-pacha sont entrés en Valachie et marchent au-devant des Russes. Toute la Turquie européenne se lève avec un zèle magnanime, et toutes les divisions intestines ont disparu à l'approche de l'ennemi extérieur. Le grand-visir va partir incessamment pour se mettre à la tête des troupes. Ali-pacha montre une grande vigueur en cette circonstance. Le prince des Abases et le pacha d'Erzerum vont attaquer la Géorgie et, dans toutes les parties de l'empire ottoman, la haine contre les Russes imprime un tel mouvement que le gouvernement lui-même ne pourrait plus l'arrêter. Cependant, toutes ces levées, toutes ces marches de troupes se font avec beaucoup de désordre; cette population armée est peu capable de résister aux troupes réglées de l'Europe. Cette guerre de la part des Turcs ne peut être regardée par la France que comme une diversion utile, et c'est aujourd'hui que l'arrivée de plusieurs officiers français de toute arme est plus que jamais nécessaire en Turquie. J'envoie M. de Coigni, mon beau-frère et mon aide-de-camp, à l'armée du Danube, pour pouvoir vous donner des nouvelles promptes de toutes les opérations militaires, et M. de Lascours va partir pour Erzerum. L'escadre sera bientôt prête, au nombre de vingt vaisseaux. Que n'ai-je des officiers de génie et d'artillerie pour réparer les châteaux des Dardanelles et du Bosphore et mettre à couvert, avec des batteries, Constantinople? L'embargo sur tout les bâtiments russes a été mis hier. M. d'Italinsky s'embarque demain à bord de l'un des vaisseaux anglais. Le prince Suzzo va être nommé hospodar de Valachie. Il a l'inspection sur la Moldavie jusqu'à ce qu'on ait donné un prince à cette province. Je suis dans des rapports très intimes avec le (?). Il a toujours montré beaucoup d'attachement à la France, et dans ce moment il prend des mesures pleines de vigueur.

---

No. 87<sup>42</sup>.  
1806  
24 Dec.

No. 87<sup>44</sup>. — Scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, către Imperatul Napoleon I, din 30 Decembrie 1806. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCXXI, p. 290).

No 87<sup>44</sup>.      Sire, " Un courrier me remet en ce moment les dépêches de Constantinople et de Vienne, que j'ai l'honneur d'adresser à V. M. " Le 1806 cabinet de Vienne s'est expliqué sur l'échange des galères, il ne se 30 Dec. prête point à cette proposition. Du reste, il ne paraît pas montrer un grand intérêt aux affaires du Levant, quoique M. de Stadion ait assuré que le cabinet avait faire remettre à celui de Saint-Pétersbourg des notes très-fortes sur l'occupation de la Moldavie, notes dont eux-mêmes, à Vienne, n'attendent aucun effet. Le courrier qui apporte les lettres de Constantinople en est parti le 10 décembre. On avait depuis quelques jours la nouvelle de l'invasion des Russes en Moldavie, où ils avaient répandu d'avance qu'ils ne se présentaient qu'en amis. La Porte poursuivait ses préparatifs et faisait rassembler des troupes sur le Danube. " Le général Sébastiani paraît avoir donné des conseils sur les armements à faire et sur les points qu'il faut mettre en défense. Son plan tient à l'opinion, dans laquelle il est, que les Russes vont tenter de s'unir aux Serviens, aux Monténégrins; ils vont tenter, à ce qu'il pense, de révolter la Morée et de mettre en feu tout le pays où il y a des Grecs. Pour que V. M. puisse comparer les opinions de Constantinople avec les notions recueillies sur la marche des Russes dans les environs des pays où ils sont, je dois lui rendre compte de ce que j'ai su par mon courrier (homme fort intelligent), qui est revenu par la Valachie. Les Russes n'étaient plus à Bucarest: Mustapha Baraïctar, successeur de Tersanick-Oglou à Roustchouck et disposé à défendre l'empire ottoman, les avait prévenus à Bucharest, en envoyant dans cette ville un corps de quatre à six mille hommes, dès qu'il avait été informé de l'entrée des Russes en Moldavie: le pacha de Widdin devait y envoyer un autre corps. Le courrier ajoute que Mustapha, informé de l'arrestation du consul général à Yassy, a fait arrêter à Bucharest le consul de Russie et l'a fait conduire à Roustchouck. Les lettres de Bucharest, qui ne sont que du 6 décembre, ne parlent pas de cet événement: mais lorsque le courrier y a passé le 15, le consul de Russie était arrêté. Si la Valachie et la Bulgarie sont passablement gardées, les communications des Russes avec la Servie et le Monté-

négro se trouveraient interrompues. On dit dans le pays que les Russes ont en Moldavie environ vingt mille hommes. L'ambassadeur de Perse et le ministre ottoman n'étaient pas encore partis de Constantinople. On croyait qu'ils se mettraient en route dans quelques jours. Le Grand Seigneur regarde l'alliance comme déjà conclue et il s'abandonne avec confiance aux dispositions de V. M. Quoique les lettres du consul de V. M. à Baïra soient d'une date très-ancienne et que nous en ayons reçu de plus récentes, je les joins cependant ici, parce qu'elles annoncent les bonnes dispositions de Kilidj Beg, princes des Abazes, qui, par sa position près de la Géorgie, peut être employé avec avantage dans la guerre de la Perse contre la Russie et couvrir à l'orient de la mer Noire les frontières ottomanes.

No. 87<sup>44</sup>.  
1806  
30 Dec.

No. 87<sup>45</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Talleyrand, din 31 Decembrie 1806. Pultusk.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.532, XIV, p. 160).

Monsieur le prince de Bénévent, je reçois votre dépêche du 30; j'y vois avec plaisir les bonnes nouvelles de Constantinople. Je suis aise surtout que les Turcs aient occupé Bucharest. Envoyez en toute hâte une réponse, qui est ci-jointe, à la lettre du Grand Seigneur. Instruisez Sébastiani et nos différents consuls de tout ce qui s'est passé. Quant à la cour de Vienne, recommandez à M. Andréossy d'observer tous ses mouvements et de rester tranquille. Recommandez à M. Sébastiani de faire passer toutes les nouvelles et bulletins en Perse. Faites mettre dans le *Moniteur* des articles de Bucharest, pour faire connaître la conduite hypocrite de la Russie et la situation de ses affaires avec la Porte.

No. 87<sup>46</sup>.  
1806  
31 Dec.

No. 87<sup>46</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim, din 1 Ianuarie 1807. Varsovia.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.533, XIV, p. 160).

Salut et bonheur à notre très-grand et fidèle ami! Nos usages sont d'ouvrir l'armée par des vœux pour ceux qui nous chers, et nos premiers vœux sont pour vous. J'ai reçu avec joie les lettres de Votre Hautesse et j'ai vu ses nobles résolutions. Vous n'avez pas

No. 87<sup>47</sup>.  
1807  
1 Januar.

No. 87<sup>46</sup>. voulu provoquer la guerre; on vous la déclare. Que tout son poids  
 1807 retombe sur les ennemis qui envahissent votre empire! Ils ne vous  
 1 Janvier. avaient demandé d'éloigner de la Moldavie et de la Valachie vos  
 serviteurs fidèles, que pour s'ouvrir l'entrée de ces provinces. Mais  
 j'apprends que vos armées se rassemblent et que, averti par une  
 inspiration d'en haut de l'invasion des Russes dans le moment même  
 où ils passaient le Dniester, vous avez résolu de leur opposer toutes  
 vos forces. La même voix qui, pour sauver votre empire, vous ré-  
 vélait la marche de vos ennemis, vous a excité à m'envoyer un de  
 vos fidèles ministres pour signer, en votre nom, le traité d'alliance  
 qui doit nous unir et qui assurera, par sa conclusion, une garantie  
 à notre puissance. J'attends votre plénipotentiaire; il me dira ce que  
 vous avez fait, vos projets, vos ressources, et nous concerterons en-  
 semble les opérations de la guerre. Je suis venu jusque dans les  
 états voisins de vos frontières chercher et poursuivre nos ennemis. Une  
 armée de 80.000 Russes, commandée par leurs meilleurs généraux,  
 a été enfoncée, battue, chassée sur tous les points. Elle a déjà perdu  
 cinquante lieues de pays, son artillerie, ses bagages, un grand nombre  
 de morts et de prisonniers. Le moment est arrivé de faire remonter  
 l'empire ottoman à son ancienne grandeur. Il n'y a pas un instant  
 à perdre. Vos frontières sont envahies. Appelez tous vos fidèles su-  
 jets à la défense de ce qu'ils ont de plus cher. Ce sont vos villes,  
 vos mosquées, c'est jusqu'au nom musulman que les Russes vou-  
 draient détruire, et les projets de vos ennemis vous forcent à  
 les vaincre. Je pris Dieu qu'il bénisse vos armes, qu'il augmente les  
 jours de Votre Hautesse, et qu'il les remplisse de gloire et de pros-  
 périté, avec fin très-heureuse. | Votre très-cher et parfait ami.

Ecrit en notre château impérial de Varsovie, le 1-er de l'an 1807.

No. 87<sup>47</sup>. — Extract din memoriul Baronului Budberg  
 pentru Impăratul Alexandru I, din 4 (16) Ia-  
 nuarie 1807. Petersburg.

(Горинъ, LXXXVIII, p. 1).

No. 87<sup>47</sup>. Quoique nous n'ayons encore aucun avis officiel sur la déclai-  
 1807 ration de guerre de la Porte, je suppose un instant que cette nouvelle  
 16 Janvier. se confirmera, et c'est en partant de ce point que je prends la li-  
 berté de soumettre à V. M. I. mon opinion sur cet événement, ainsi  
 que les mesures à prendre qui me paraissent les plus propres dans

les circonstances actuelles à rendre cette nouvelle guerre, si elle doit avoir lieu, aussi avantageuse que possible pour la Russie. Les dispositions plus qu'équivoques que les Turcs nous ont témoignées depuis leur paix avec la France, les infractions que la Porte s'est permises à ses engagements les plus positifs vis-à-vis de la cour impériale, la mauvaise grâce avec laquelle ces infractions ont été redressées, enfin les succès inouïs que Bonaparte a remportés sur la Prusse et que Sébastiani a eu soin d'exagérer encore pour s'emparer d'une influence exclusive sur le Divan; toutes ces causes sont tellement avérées, qu'il me paraît superflu de démontrer que, si même les troupes de V. M. I. ne fussent point entrées en Moldavie et en Valachie, nous n'en aurions pas moins eu la guerre avec les Turcs. Mais supposons que l'on aurait pu encore conserver quelque doute sur cette vérité, ce doute a été parfaitement anéanti par la déclaration de la Porte de rassembler, à l'instar de la cour de Vienne, un corps d'observation sur les frontières occidentales de l'empire ottoman. Cette détermination visiblement dirigée contre nous était déjà par elle-même une déclaration de guerre, en ce qu'elle annonçait une nouvelle infraction à tous les traités qui ont été conclus entre les deux empires depuis la paix de Kaïnardgi, vu que dans tous ces traités il a été nommément stipulé que jamais troupes turques n'entreraient en Moldavie, ni en Valachie, excepté celles qui seraient destinées pour la garnison des places fortes. Il résulte de cette observation irrécusable que, puisque nous ne pouvions d'aucune manière éviter une rupture avec la Porte sans nous compromettre de la manière la plus imminente, on ne saurait envisager que comme infiniment avantageux pour nous de pouvoir actuellement établir notre ligne de défense sur le Danube, où les troupes de V. M., malgré leur petit nombre, sont suffisantes pour tenir l'ennemi en respect, tandis que si nous avions été réduits à nous défendre sur le Dniéstr, sans point d'appui et sur une ligne infiniment plus faible sous tous les rapports, on aurait au moins dû doubler le nombre de ces mêmes troupes. D'après ces différentes considérations, je ne saurais envisager l'occupation préalable des deux principautés par les troupes russes que comme une mesure qui était dictée par la plus impérieuse nécessité et qui va devenir de la plus grande utilité dans nos opérations futures contre la Porte, si cette puissance veut effectivement la guerre. Dans ce cas, il paraîtrait convenable *pour le moment actuel* de nous mettre sur une défensive formidable, dont la base serait le Danube depuis Orsova jusqu'à la mer Noire. Les seuls points que nous ne possé-

No. 87<sup>er</sup>.  
1807.  
16 Januar.

No. 87<sup>47</sup>. 1807  
16 Januar. dons pas encore sur toute cette rive gauche du Danube sont Giurgew, Braïla et Ismaël. On tâcherait de s'emparer de ces trois forteresses, soit par surprise, soit par tout autre moyen, pourvu que cela puisse se faire sans nous coûter du monde. Dans le cas contraire, il faudrait simplement se borner à cerner ces trois places, de manière à pouvoir espérer de les prendre par famine. || Le corps d'armée du général Michelson se trouvant ainsi disposé sur le Danube, son aile gauche s'appuyerait sur les forteresses de la Bessarabie et sur la mer Noire, tandis que par sa droite il se mettrait en relation immédiate avec les Serviens, qui viennent de se rendre maîtres de Belgrade. || La possession de cette place importante permettant à ce brave peuple de concentrer, pour ainsi dire, toutes ses forces, on pourrait par leur moyen s'ouvrir une communication avec les Herzégoviniens, les Monténégrins et nos troupes qui se trouvent dans ces parages, de sorte que notre ligne de défense se prolongerait proprement depuis la mer Noire jusqu'à l'Adriatique. || Pour assurer davantage le succès de nos opérations de ce côté, on tâcherait de gagner les différents pachas et agas qui sont sur la Danube et parmi lesquels Mustafa Baïraktar de Ruscuk et Passwan-Oglou sont les plus notables. On leur promettait la souveraineté de leurs gouvernements actuels sous la protection de la Russie et on ferait d'autres démarches analogues auprès d'eux, en ne négligeant toutefois aucune précaution pour se mettre à l'abri de l'inconstance du premier et de la perfidie reconnue de l'autre. || Quant aux Serviens, le moyen le plus sûr de les attacher encore plus à nos intérêts serait de créer dès à présent Czerni-George prince et de lui assurer le gouvernement héréditaire de son pays, également sous la suzeraineté de la Russie. || Tandis que sur le Danube nous nous bornerons à opposer partout une forte résistance aux efforts que les Turcs pourront diriger contre nous, on ferait simultanément usage de tous les moyens que nous possédons pour les inquiéter en Asie..... || Pendant que toutes ces différentes opérations auront lieu, les flottes de la mer Noire et de la Méditerranée feraient des démonstrations correspondantes, tant du côté du canal de Constantinople, que de celui des Dardanelles. En plaçant sur ces flottes quelques troupes de débarquement, on parviendrait d'autant plus aisément à réduire l'ennemi, en l'inquiétant et en le menaçant sans cesse sur différents points, d'après un plan combiné entre les deux flottes et le général en chef de l'armée de terre. || Telles seraient les mesures qui paraissent les plus propres à nous faire agir avec succès contre les Turcs. Mais, comme je l'ai dit plus haut, ce

n'est que pour le moment actuel, attendu que si la grande armée parvenait à repousser les Français jusque derrière la Vistule et l'Oder, on pourra donner beaucoup plus d'extension à nos opérations contre les Turcs, ce qui alors deviendrait l'objet d'une nouvelle discussion.

No. 87<sup>47</sup>.  
1807  
16 Januar.

No. 87<sup>48</sup>.— Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Francisc al Austriei, din 20 Ianuarie 1807. Varsovia.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.670, XIV, p. 273).

Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté, datée du 21 décembre, que m'a remise M. le baron de Vincent. Je ne puis que la remercier des sentiments qu'Elle y exprime. Je ne partage pas moins qu'Elle le désir sincère de voir la bonne harmonie, si heureusement rétablie entre nous, se maintenir et l'Europe se pacifier. Cette pacification aurait probablement eu lieu sans les circonstances de Constantinople, qui ont précipité l'exécution des projets que la Russie laissait entrevoir depuis un demi-siècle. J'ai dit à M. le baron de Vincent que la puissance russe, non fondée sur une armée plus ou moins forte, mais sur une influence religieuse bien prononcée à l'égard des Grecs, devait un jour resserrer les liens entre l'Autriche et la France. Toutefois, Votre Majesté peut être parfaitement certaine qu'aucun refroidissement avec Elle ne viendra jamais de moi, et qu'au contraire je serai toujours désireux de lui donner des marques de ma haute considération et des sentiments tout particuliers que je lui ai voués.

No. 87<sup>48</sup>.  
1807  
20 Januar.

No. 87<sup>49</sup>.— Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim, din 20 Ianuarie 1807. Varsovia.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.671, XIV, p. 274).

Très-haut, très-excellent, très-puissant, très-magnanime et invincible prince, le grand empereur des Musulmans, Sultan Sélim, en qui tout honneur et toute vertu abondent, non très-cher et parfait ami, Dieu veuille augmenter votre gloire et hauteuse, avec fin très-heureuse. J'ai lu avec un vif intérêt la lettre de Votre Hauteuse. J'ai été indignée, comme Elle, de la proclamation des généraux russes; Elle a pris le parti de défendre ses états; Elle peut être

No. 87<sup>49</sup>.  
1807  
20 Januar.

No. 87<sup>49</sup>. certaine que je la seconderai de tous mes moyens. L'armée russe  
 1807 continue à fuir devant moi. Le moment est venu de consolider  
 20 januar. l'empire des Ottomans. Il faut que Votre Hautesse prenne toutes les  
 mesures énergiques qu'offre la fidélité de ses peuples, pour ne laisser  
 à nos ennemis communs aucun instant de repos. Sur ce je prie Dieu,  
 très-haut, très-excellent, très-puissant, très-magnanime et invincible  
 prince, notre très-cher et parfait ami, qu'il augmente les jours de  
 Votre Hautesse et les remplisse de toutes les prospérités, avec fin  
 très-heureuse. „ Votre très-cher et parfait ami.

Ecrit en notre camp impérial de Varsovie, le 20 janvier 1807.

No. 87<sup>50</sup>.— Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, mi-  
 nistrul Relațiunilor exterioare al Franciei, către ambasadorul la Viena Andréossy, din  
 26 Ianuarie 1807.

(Albert Vandal, Napoléon et Alexandre I-er, I, p. 20).

No. 87<sup>50</sup>. .....J'ai fait remarquer au baron de Vincent, que la lettre  
 1807 de l'empereur Napoléon entraînait plus en matière sur les questions  
 26 januar. qui intéressent les deux gouvernements que celle de l'empereur  
 d'Autriche. J'appuie sur cette observation, parce que le premier  
 mot de M. de Vincent était que nous ne faisons point un pas  
 et que nous restions en arrière. La lecture raisonnée de la lettre de  
 l'empereur Napoléon a prouvé le contraire. Elle nous a même placés,  
 pour rendre trivialement mon idée, dans la position de deux per-  
 sonnes qui se rencontrent et dont l'une fait à peine un signe de  
 tête, que l'autre a déjà marché deux pas en avant. La dernière a  
 mieux témoigné sans doute l'intention et le désir d'un rapproche-  
 ment. || Après l'analyse de ces deux lettres, faite avec soin et avec  
 détail dans ce sens, j'ai dit à M. de Vincent que la politique de l'em-  
 pereur n'était point comme celle du cabinet de Vienne, qu'elle ne  
 variait point suivant les circonstances, qu'elle était uniforme et con-  
 stante; que la cour de Vienne, au contraire, après avoir parlé de  
 l'alliance, en avait aussitôt éloigné l'époque en faisant naître des ob-  
 stacles chimériques de la guerre qui s'est élevée entre la France et  
 la Prusse. J'ai ajouté que l'empereur persévérerait dans les disposi-  
 tions qu'il avait manifestées pour un rapprochement plus intime entre  
 les deux empires. J'ai même été plus loin. J'ai fait remarquer à M.  
 le baron de Vincent que les affaires de l'empire ottoman étaient le

véritable nœud des difficultés actuelles, et je lui ai proposé de faire un traité éventuel, dont l'objet serait, s'il y a moyen de conserver l'empire des Turcs, d'en garantir l'indépendance et l'intégrité, ou de s'entendre et de se concerter sur ce qu'il y aurait à faire de ses débris pour l'intérêt des deux puissances, si, dans une supposition contraire, il était prouvé qu'il n'est pas plus possible de le conserver dans son entier que de réparer une glace qui se serait brisée en un grand nombre de morceaux.

No. 87<sup>50</sup>.

1807

26 Ianuar.

No. 87<sup>51</sup>. — Mesagiul Impăratului Napoleon I către Senatul, din 29 Ianuarie 1807. Lagărul imperial din Varsovia.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.722, XIV, p. 315).

Sénateurs, nous avons ordonné à notre ministre des relations extérieures des vous communiquer les traités que nous avons faits avec le roi de Saxe et avec les différents princes souverains de cette maison. La nation saxonne avait perdu de son indépendance le 14 octobre 1756 ; elle l'a recouvrée le 14 octobre 1806. Après cinquante années, la Saxe, garantie par le traité de Posen, a cessé d'être province prussienne. Le duc de Saxe-Weimar, sans déclaration préalable, a embrassé la cause de nos ennemis. Son sort devait servir de règle aux petits princes, qui, sans être liés par des lois fondamentales, se mêlent des querelles des grandes nations. Mais nous avons cédé au désir de voir notre reconciliation avec la maison de Saxe entière et sans mélange. Le prince de Saxe-Cobourg est mort ; son fils se trouvant dans le camp de nos ennemis, nous avons fait mettre le séquestre sur sa principauté. Nous avons aussi ordonné que le rapport de notre ministre des relations extérieures sur les dangers de la Porte Ottomane fût mis sous vos yeux. Témoins dès les premiers temps de notre jeunesse de tous les maux que produit la guerre, notre bonheur, notre gloire, notre ambition, nous les avons placés dans les conquêtes et les travaux de la paix. Mais la force des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons mérite notre principale sollicitude. Il a fallu quinze ans de victoires pour donner à la France des équivalents de ce partage de la Pologne, qu'une seule campagne faite en 1772 aurait empêché. Eh ! qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre de campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les maux qui résulteraient de la perte

No. 87<sup>51</sup>.

1807

29 Ianuar.

No. 87<sup>51</sup>. de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les dé-  
 1807 lices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage pré-  
 29 januar. voyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres  
 et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la  
 Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos pro-  
 vinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares. Et si,  
 dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre  
 coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité  
 et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. L'empereur de Perse,  
 tourmenté dans l'intérieur de ses états, comme le fut pendant soi-  
 xante ans la Pologne, comme l'est depuis vingt ans la Turquie, par  
 la politique du cabinet de Saint-Petersbourg, est animé des mêmes  
 sentiments que la Porte, a pris les mêmes résolutions et marche en  
 personne sur le Caucase pour défendre ses frontières. || Mais déjà  
 l'ambition de nos ennemis a été confondue: leur armée a été défaite  
 à Pultusk et à Golymin, et leurs bataillons épouvantés fuient au loin  
 à l'aspect de nos aigles. || Dans de pareilles positions, la paix, pour  
 être sûre pour nous, doit garantir l'indépendance entière de ces deux  
 grands empires. Et si, par l'injustice et l'ambition démesurée de nos  
 ennemis, la guerre doit se continuer encore, nos peuples se mon-  
 treront constamment dignes, par leur énergie, par leur amour pour  
 notre personne, d'es hautes destinées qui couronneront tous nos tra-  
 vaux; et alors seulement une paix stable et longue fera succéder,  
 pour nos peuples, à ces jours de gloire, des jours heureux et paisibles.

No. 87<sup>52</sup>.— *Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de  
 Talleyrand, din 29 Ianuarie 1807. Varsovia.*

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.720, XIV, p. 318).

No. 87<sup>52</sup>. Monsieur le prince de Bénévent, écrivez à M. Sébastiani que  
 1807 j'ai donné l'ordre au général Marmont d'aider les pachas qui l'en-  
 29 januar. tourent en munitions de guerre et en secours de toute espèce, mais  
 que je ne désire point que mes troupes puissent s'éloigner de plus  
 de deux lieues de la Dalmatie, sans m'en être entendu avec la Porte;  
 et que je ne suis pas éloigné d'envoyer aujourd'hui 25.000 hom-  
 mes sur le Danube, si la Porte le demande. Ecrivez-lui qu'il y  
 a un fort près de Raguse, dont l'occupation par mes troupes serait  
 fort utile pour la défense de Raguse. On pourrait s'arranger, et la

garnison turque pourrait y rester mi-partie avec les troupes françaises. No. 87<sup>52</sup>.  
 Ce fort est peu de chose, mais il est important par sa position. Si 1807  
 la Porte veut, je lui enverrai 6 vaisseaux de ligne, qui navigueraient 29 Januar.  
 dans la mer Noire avec la flotte turque et seraient ensemble les  
 maîtres de cette mer. Mais je ne puis envoyer ces 6 vaisseaux qu'en  
 les faisant échapper; il faut donc que cela soit tenu très-secret, et  
 c'est une affaire à traiter avec le Sultan lui-même. L'habileté de mes  
 marins m'assurerait la supériorité sur les Russes, ces vaisseaux étant  
 soutenus par 12 ou 15 vaisseaux turcs. J'y embarquerais quelques  
 compagnies d'artillerie pour aider à la défense du Bosphore, si cela  
 convient et ne donne point d'alarmes.

---

No. 87<sup>53</sup>. -- Scrisoarea Mareşalului Berthier către Generalul Marmont, comandantul armatei franceze din Dalmația, din 29 Ianuarie 1807. Varsovia.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.734, XIV, p. 322).

Sa Majesté a appris avec peine, général, la prise de l'île de Curzola; la garnison vient de débarquer dans le royaume de Naples. No. 87<sup>54</sup>.  
 Faites redemander le commandant de Curzola et faites-en un bon 1807  
 exemple, s'il est coupable. Sa Majesté part cette nuit pour rejoindre 29 Januar.  
 l'avant-garde de son armée et chasser les Russes au delà du  
 Niemen. L'infanterie russe ne vaut pas la nôtre et, dans les affaires  
 qu'il y a eu, il n'y a pas d'exemple qu'elle nous ait fait ployer. |  
 Un courrier parti de Constantinople le 2 janvier arrive à Varsovie.  
 Le 30 décembre, la Porte avait déclaré solennellement la guerre à  
 la Russie et le 29 leur ambassadeur était parti avec 5 à 600 per-  
 sonnes, grecques ou autres, attachées à la Russie. Il règne à Constan-  
 tinople un grand enthousiasme pour la guerre. L'armée ennemie  
 du général Michelson, forte de 30.000 hommes, avait 10 000 hommes  
 à Bucharest: les Turcs avaient 15 000 hommes. Il y a eu quelques  
 escarmouches de peu de conséquence. Vingt régiments de janissaires  
 sont partis de Constantinople; on annonce que vingt autres sont  
 partis d'Asie pour passer en Europe. Déjà près de 60.000 hommes  
 étaient réunis à Rassow; Paswan-Oglou en a 20.000. Le courrier  
 dit que dans toute la Turquie on déploie la meilleure volonté. Vous  
 connaissez, général, les Turcs de l'Asie, mais ceux de l'Europe sont  
 meilleurs; ils sont plus accoutumés au genre de guerre d'Europe  
 et ils ont souvent eu des succès. Il est possible que l'armée de

No. 87<sup>es</sup>. 1807  
29 Januar. Michelson arrive au Danube; mais le passera-t-elle? on ne doit pas le croire. || L'intention de l'empereur, général, est que vous envoyiez cinq officiers du génie et autant d'artillerie à Constantinople. Vous écrirez au pacha de Bosnie, à celui de Scutari, qu'ils vous envoient des firmans que ces officiers sont arrivés. || Envoyez des officiers d'état-major aux pachas de Bosnie et de Bulgarie et aidez-les de tous vos moyens, comme conseils, officiers, approvisionnements et munitions dont vous pouvez disposer. Il serait possible que la Porte demandât un corps de troupe, et ce corps ne peut avoir qu'un objet, celui de garnir le Danube. || L'empereur n'est pas très-éloigné de vous envoyer 25.000 hommes sur Widin, et alors vous rentreriez dans le système de la grande armée, puisque vous en feriez l'extrême droite; et 25.000 Français qui soutiendraient 60.000 Turcs obligeraient les Russes, non pas à laisser 30.000 hommes, comme il l'ont fait, mais à y envoyer une armée du double; ce qui ferait une grande diversion pour la grande armée de l'empereur. Mais tout cela n'est encore qu'hypothétique. | Ce que vous pouvez faire dans ce moment, général, c'est d'envoyer vingt ou trente officiers, si les pachas vous les demandent; mais ne donnez point de troupes, à moins que cela ne soit quelques détachements à cinq à six lieues des frontières, pour favoriser quelques expéditions. || Sa Majesté me charge de vous dire que vous pouvez compter sur les Turcs comme sur de véritables alliés, et vous êtes autorisé à leur fournir ce que vous pourriez en cartouches, canons, poudre, etc., s'ils vous le demandent. Un ambassadeur de Perse et un de Constantinople se rendent à Varsovie et, quand vous recevrez cette lettre, ils seront déjà arrivés à Vienne. Ces deux grands empires sont de cœur attachés à la France, parce que la France seule peut les soutenir contre les entreprises ambitieuses des Russes. Dans cette grande circonstance, les Anglais hésitent et paraissent vouloir rester en paix avec la Porte. Cette dernière puissance s'est servie pour cela de la menace de transporter 40 000 hommes jusqu'aux portes d'Ispahan, et nos relations sont telles avec la Perse que nous nous porterions sur l'Indus; ce qui était chimérique autrefois devient assez simple dans ce moment, où l'empereur reçoit fréquemment des lettres des Sultans, non des lettres d'emphase et trompeuses, mais dans le véritable style de crainte contre la puissance des Russes et portant une grande confiance dans la protection de l'empire français. || Vous devez publier que vous n'attendez que les firmans de la Porte pour passer sur le Danube et marcher à la rencontre des Russes. Il sera

utile que cela se redise dans le pays ; cela intimidera les Russes, No. 87<sup>12</sup>.  
 qui, soldats et officiers, craignent les armées françaises. || Telle est  
 la situation des affaires. || Envoyez des officiers au général Sébastiani <sup>1807</sup>  
 pour correspondre avec lui. L'éloignement de la Dalmatie à Varsovie <sup>29 Januar.</sup>  
 est tel, que vous devez beaucoup prendre sur vous. Bien entendu  
 que les détachements français ne s'éloigneraient jamais à plus de  
 deux lieues au delà des frontières. || L'Empereur a ordonné au gé-  
 néral Andréossy d'envoyer à Widin un officier de son ambassade,  
 pour servir de correspondance intermédiaire avec Constantinople; mais  
 cela n'empêche pas que vous envoyiez de votre côté. Quand vous  
 lirez cette lettre, il est probable que l'empereur sera maître de Koe-  
 nigsberg, de Grodno et de tout le cours du Niemen. || Il y a un fort  
 près de Raguse qui paraît influencer sur la défense de cette place, et  
 il est possible que le général Sébastiani obtienne qu'il soit remis  
 entre nos mains: écrivez-lui à cet égard. || Jusqu'à cette heure, nous  
 paraissions toujours assez bien avec l'Autriche, qui paraît comprendre  
 qu'elle a beaucoup à gagner avec la France et à perdre avec les Russes.  
 Les Autrichiens craignent les Français, mais ils craignent aussi les Rus-  
 ses. Il paraît qu'ils ont vu d'un mauvais œil l'occupation de la Valachie et  
 de la Moldavie. || Il est bon que des officiers français parcourent les dif-  
 férents provinces de la Turquie. Ils feront connaître tout le bien que l'em-  
 pereur veut au Grand Seigneur; cela servira à exalter les têtes et vous  
 en obtiendrez des renseignements utiles, et que vous me transmet-  
 trez. || En deux mots, général, l'empereur est aujourd'hui ami sin-  
 cère de la Turquie et ne désire que lui faire du bien; conduisez-  
 vous donc en conséquence. || L'empereur regarde comme l'évène-  
 ment le plus heureux, dans notre position, celui de la déclaration  
 de guerre de la Turquie à la Russie; car déjà des recrues destinées  
 pour l'armée qui nous est opposée ont été envoyées à l'armée de  
 Michelson. Le Bosphore aujourd'hui fermé, l'escadre de Corfou, par  
 cela seul, cesse d'être redoutable. L'empereur a un bon agent à Ia-  
 nina; écrivez-lui. Sa Majesté remarque que vous ne vous entremettez  
 pas assez dans les affaires des pachas de Bulgarie, de Bosnie et de  
 Scutari, avec lesquels vous devez fréquemment correspondre.

---

No. 87<sup>54</sup>.— Extract din al 55-lea buletin al mareî armate  
franceze, din 29 Ianuarie 1807. Varsovia.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.737, XIV, p. 326).

No. 87<sup>54</sup>.  
1807  
29 Ianuar  
.... Un Tartare vient d'arriver de Constantinople, d'où il est parti le 1-er janvier; il est expédié à Londres par la Porte. Le 30 décembre, la guerre contre la Russie avait été solennellement proclamée. La pelisse et l'épée avaient été envoyées au grand vizir. Vingt-huit régiments de janissaires étaient partis de Constantinople; plusieurs autres passaient d'Asie en Europe. L'ambassadeur de Russie, toutes les personnes de sa légation, tous les Russes qui se trouvaient dans cette résidence et tous les Grecs attachés à leur parti, au nombre de 7 à 800, avaient quitté Constantinople le 29. Le ministre d'Angleterre et les deux vaisseaux anglais restaient spectateurs des événements et paraissaient attendre les ordres de leur gouvernement. Le Tartare était passé à Widin le 16 janvier. Il avait trouvé les routes couvertes de troupes qui marchaient avec gaieté contre leur éternel ennemi: 60.000 hommes étaient déjà à Rustchuk et 25.000 hommes d'avant-garde se trouvaient entre cette ville et Bucharest. Les Russes s'étaient arrêtés à Bucharest, qu'ils avaient fait occuper par une avant-garde de 15.000 hommes. Le prince Soutzo a été déclaré hospodar de Valachie. Le prince Ypsilanti a été déclaré traître, et l'on a mis sa tête à prix. Le Tartare a rencontré l'ambassadeur persan à moitié chemin de Constantinople à Widin et l'ambassadeur extraordinaire de la Porte au delà de cette dernière ville. Les victoires des Pultusk et de Golymin étaient déjà connues dans l'empire ottoman. Le courrier tartare en a entendu le récit de la bouche des Turcs avant d'arriver à Widin....

---

No. 87<sup>55</sup>.— Scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Rela-  
țiunilor exterioare al Franciei, către Impē-  
ratuluî Napoleon I, din 8 Februarie 1807,  
două ore după amează. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCXXV, p. 295).

No. 87<sup>55</sup>.  
1807  
8 Febr.  
Sire, Le général Andréossy a remis à l'empereur d'Autriche la lettre de V. M. L'empereur lui a dit qu'il ne pouvait que se louer des bontés de V. M., de la manière dont Elle avait accueilli les officiers qu'il avait envoyés près d'Elle, et des mesures sévères prises pour

réprimer ou prévenir sur les frontières de la Gallicie tout ce qui serait contraire au bon ordre. || Le général Andréossy paraît prendre beaucoup d'ascendant sur les Russes; cela me revient de plusieurs côtés. || Le général Andréossy a envoyé un officier à Widdin. || L'Angleterre fournit à la Russie un subside de deux millions sterling; cela paraît certain. | Nous n'apprenons point de nouvelles des Russes sur lesquelles on puisse compter, par la voie de la Gallicie. M. Jaubert est arrivé ce matin ici <sup>1)</sup>. Il a laissé l'ambassadeur persan près de Temeswar, il le suppose arrivé aujourd'hui à Vienne; le ministre de la Porte ottomane arrivera plus tard; M. Jaubert l'a laissé à Andrinople. Tous deux ont les pouvoirs les plus étendus pour conclure une alliance dont V. M. dictera les conditions. | C'est le 3 janvier que M. Jaubert est parti de Constantinople. La guerre, quoiqu'elle fût déclarée, n'était pas dans les intentions des ministres ottomans. L'invasion des Russes l'avait rendue nécessaire. On n'a pu l'éviter, mais on ne la voulait pas. Il résulte de cet éloignement pour la guerre de la lenteur dans les préparatifs. M. Jaubert ne croit pas que les Turcs aient plus de soixante mille hommes sur le Danube; d'autres troupes y arrivent, mais lentement. Si les Russes n'ont pas encore tenté le passage du Danube, c'est qu'ils n'ont que vingt-deux à vingt-cinq mille hommes. || Il n'y a eu avant l'entrée des Russes à Bucharest qu'un engagement peu important. Les Turcs y ont perdu environ cinq cents hommes, et depuis ils ont obtenu un avantage près d'Ibraïl <sup>2)</sup>, où ils ont tué aux Russes trois cents hommes. De tous les pachas qui ont été en état de révolte contre la Porte, le pacha de Janina est celui sur lequel on peut compter le plus, il peut fournir quarante mille hommes; le pacha de Widdin se tient à l'écart, il se plaint du peu d'égards que la Porte a pour lui. Il est jaloux du commandement donné à Mustapha Baraïctar, qui commande toute l'avant-garde de Turcs. Il annonce qu'il se bornera à défendre son pachalick, si les Russes veulent y entrer. | Widdin est le seul point par où nous puissions communiquer avec Constantinople: Paswan-Oglou laisse ce passage ouvert. | Les Serviens sont maîtres de la ville et de la citadelle de Belgrade. M. Jaubert, à son passage à Nicopolis, qui est sur la rive méridionale du Danube, entre Roustchouk et Widdin, a vu les Russes sur l'autre rive. Ils étaient en petit nom-

1807  
8 Febr.

<sup>1)</sup> Il revenait d'une mission en Perse.

<sup>2)</sup> Braïla

No. 87<sup>55</sup>. bre. || Ypsilanti <sup>1)</sup> a été nommé par les Russes chef des deux principautés. M. Jaubert croit le prince Moruzzi <sup>2)</sup> toujours d'intelligence avec les Russes, quoique les dehors de sa conduite ne laissent aucune prise sur lui. || M. Jaubert doute que Passwan-Oglou se prête volontiers à l'établissement d'un officier français à Widdin. Cet homme est ombrageux et craint toujours de voir épier ses démarches. M. Jaubert l'a vu avec peine: d'abord il s'y refusait. Les Français, disait-il, sont trop amis de la Porte pour être les miens; il s'est cependant entretenu longtemps avec lui et a beaucoup parlé des hauts faits de V. M. || Partout M. Jaubert a remarqué la plus grande confiance en V. M. || Les dernières nouvelles que nous avons de V. M. sont du 4 à midi. Nous n'avons rien reçu depuis la lettre que m'a écrite le maréchal Berthier. Nous ne recevons plus de nouvelles de Paris. || Je supplie V. M., etc.

---

No. 87<sup>56</sup>. — Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, către Impăratul Napoleon I, din 28 Februarie 1807, un-spre-zece ore seara. Varsovia.

(Pierre Betrand, loc. cit., No. CCXXXVIII, p. 313).

No. 87<sup>56</sup>. Sire, || M. Outrey, l'interprète de M. Romieu, qui accompagne l'ambassadeur de Perse, est arrivé ce matin à Varsovie. L'ambassadeur a passé la dernière nuit et arrivera ce soir probablement: l'ambassadeur turc sera ici demain au soir. || ..... La Perse et la Turquie entreront volontiers avec la France dans une alliance commune, soit temporaire, soit perpétuelle, contre la Russie. Mais entreront-elles aussi volontiers dans une alliance contre l'Angleterre? C'est ce que M. Outrey et M. Jaubert ne peuvent pas assurer. || ..... Il paraîtrait naturel que l'alliance (dans quelque hypothèse qu'elle soit faite) fût commune et réciproque entre les trois empires. M. Jaubert pense néanmoins qu'il vaut mieux que V. M. fasse une alliance séparée avec la Perse et une autre avec la Turquie; il fonde son opinion sur ce que la Perse et la Turquie ont des intérêts si différents, qu'il deviendrait presque impossible de les accorder. || A tout événement, j'ai ébauché, d'après les idées que je viens d'exposer, un projet de traité que

---

<sup>1)</sup> Ancien hospodar de Valachie, destitué par la Porte en 1806.

<sup>2)</sup> Ancien hospodar.

j'aurai l'honneur d'adresser demain à V. M. || Je la supplie de me donner ses ordres sur les points suivants : || Dois-je proposer aux deux ambassadeurs une alliance commune et réciproque entre les trois empires ou à chacun d'eux une alliance séparée avec la France? Dois-je proposer l'alliance pour un temps ou pour toujours? Contre la Russie seulement ou contre la Russie et l'Angleterre, même pour la guerre actuelle? || Dois-je la proposer comme devant être conclue immédiatement, ou comme devant l'être plus tard, et dans des moments plus libres? || Dans cette dernière hypothèse, qui me paraît de beaucoup préférable, dois-je inviter les ambassadeurs à se rendre, après quelques jours de repos, à Berlin et de là à Paris? M. Jaubert ne devrait-il pas alors les accompagner? || L'inquiétude qu'excitera en Europe, et surtout en Angleterre, leur présence, et l'idée qu'ils viennent pour s'allier avec la France produira seule un grand effet, tel qu'il permette de différer et de renvoyer à Paris la conclusion du traité quelconque que V. M. voudra adopter.

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
28 Febr.

No. 87<sup>re</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Talleyrand, ministrul Relațiilor externe al Franței, din 3 Martie 1807. Osterreich.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.918, XIV, p. 450).

Monsieur le prince de Bénévent, je reçois votre lettre du 28 février à onze heures du soir. Je vous ai envoyé hier un courrier. Les affaires ici vont bien. Les subsistances commencent à arriver. Il paraît que la force de l'armée ennemie n'a point bougé de Koenigsberg. L'ennemi s'est seulement étendu pour prendre des cantonnements. Du reste, je vais faire aujourd'hui une attaque pour repousser les postes qui se sont trop rapprochés de nos cantonnements. Je pense que je déciderai ce que vous devez faire de M. de Vincent lorsque je vous écrirai de partir de Varsovie, où il ne serait pas impossible cependant que je me rendisse moi-même, pour recevoir les ambassadeurs persan et turc. Quel traité faire avec la Perse? Comment voulez vous que je réponde à cette question, quand vous ne m'avez pas encore fait remettre le mémoire de M. Jaubert, qui me fasse connaître ce que c'est que la Perse? Ce traité, d'ailleurs, peut se faire à Paris, c'est le moins pressant. Cela est différent pour la Porte. Mais tant que vous ne me ferez pas connaître ce qu'elle veut,

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
3 Martie.

No. 87<sup>57</sup>. quel est le but de la mission de son ambassadeur, je ne puis vous  
 1807 envoyer d'instruction. || J'ai lu et relu la dépêche de M. de Stadion;  
 3 Martie. je n'y comprends rien et ne sait quelle réponse vous faire. Si M. de  
 Vincent vous a expliqué cette note pour la rendre intelligible, vous  
 ne me l'avez pas dit. Que veut la maison d'Autriche? Je ne le sais  
 pas. Veut-elle traiter pour garantir l'intégrité de la Turquie. J'y con-  
 sens. Veut-elle un traité par lequel, la Russie venant à acquérir un  
 accroissement de puissance ou de territoire en Turquie, les deux  
 puissances feraient cause commune pour obtenir l'équivalent? Cela  
 peut encore se faire. Enfin la maison d'Autriche veut-elle gagner quel-  
 que chose dans tout ceci? Se mettre du côté de celui qui lui don-  
 nera de l'avantage? Que veut-elle? Je ne sais rien de tout cela. C'est  
 à M. de Vincent d'expliquer là-dessus ce qu'il veut, de manière que  
 tout cela soit bien clair. Il faut aller plus loin: après avoir dit à M.  
 de Vincent tout ce que je vous dis là, ajoutez que, si les affaires  
 avec la Prusse ne s'arrangent pas et que la maison d'Autriche  
 veuille faire cause commune avec nous, on pourrait lui donner une  
 partie de la Silésie. Par ce moyen, elle aurait repris à la monarchie  
 prussienne ce que cette monarchie lui a pris en d'autres temps. Mais  
 cette dernière ouverture me paraît bien hasardée. La maison d'Au-  
 triche ne sait elle-même que faire, et dès lors il est bien difficile de  
 la pénétrer. Faites-moi connaître votre opinion sur ce que veut la  
 maison d'Autriche, et ce qu'il faut faire pour se l'assurer. Ce doit  
 être là mon premier intérêt. Du reste, pour rassurer M. de Vincent,  
 vous pouvez lui dire qu'il viendra à Thorn ou à Osterode avec vous,  
 si vous y venez; qu'on est embarrassé de ce grand nombre de di-  
 plomates à l'armée, mais que lui, militaire, ne fera pas beaucoup  
 d'embarras dans un quartier général. Dites-lui cela comme venant  
 de vous et comme étant votre opinion.

No. 87<sup>58</sup>.— Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, mi-  
 nistrul Relațiunilor exterioare al Franței,  
 către Impăratul Napoleon I, din 4 Martie 1807,  
 un-spre-dece ore seara. Varsovia.

(Pierre Betrand, loc. cit., No. CCXLII, p. 321).

No. 87<sup>58</sup>. Sire, || Un de mes courriers arrivé ce matin m'a remis deux dépê-  
 1807 ches chiffrées du général Sébastiani en date du 27 et du 30 janvier..... ||  
 4 Martie. J'ai l'honneur d'adresser le tout à V. M. Le 25 janvier, jour de la con-

lérance, M. Arbuthnot, ministre d'Angleterre, avouant le concert qui existait entre l'Angleterre et la Russie et que c'était par une suite de ce concert que les troupes russes étaient entrées en Moldavie, déclara que, si la Porte ne consentait pas à renouveler son ancienne alliance avec la Russie et l'Angleterre et à renvoyer l'ambassadeur de France, la paix entre l'empire ottoman et l'Angleterre serait inévitablement rompue. | Le 29, M. Arbuthnot se retira précipitamment avec tous les négociants anglais à bord de la frégate l'*Endymion*, qui était depuis quelque temps dans le port de Constantinople. De là, il adressa une note, portant que le refus réitéré qu'on lui avait fait de passeports pour ses courriers et les justes raisons qu'il avait de craindre pour sa propre sûreté lui avaient fait un devoir de se retirer avec les négociants de sa nation vers la flotille anglaise stationnée à Ténédos. La frégate coupa ses câbles, laissa ses ancres et fit voile en toute diligence..... Avant la guerre, les Ottomans avaient cent soixante et dix-neuf mille hommes de troupes; ils ont ordonné une levée de deux cent sept mille cinq cents. L'état remis par la Porte ottomane et qui est joint à cette lettre indique les points où ces troupes doivent agir: mais le général Sébastiani ne dissimule point que ces trois cent quatre-vingt-six mille hommes ne font pas une véritable armée. Une convention a été faite entre la Porte et les Serviens. Ils rentrent dans leurs foyers et remettent à la Porte Belgrade et toute leur artillerie. Passwan-Oglou est mort. Hamet Serdar, l'un de ses lieutenants, lui succède: quoique rebelle, il sera mieux disposé pour la Porte; du moins on le présume; il est ennemi des Russes. Depuis la prise de Bucharest, il paraît qu'il n'y a point eu d'action entre les Russes et les Turcs. Le général Sébastiani annonce que l'armée sur le Danube fait bonne contenance; le grand visir a du partir le 22 février pour en aller prendre le commandement....

No. 87<sup>58</sup>.

1807

4 Martie.

---

No. 87<sup>59</sup>. — Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiilor externe al Franței, către Împăratul Napoleon I, din 5 Martie 1807, cinci ore seara. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCXLIV, p. 325).

..... Les ambassadeurs de Perse et de Turquie sont disposés à partir pour Berlin; mais, en ne les pressant pas, comme il est toujours difficile de mettre les Orientaux en mouvement, je les retiendrai

No. 87<sup>60</sup>.

1807

5 Martie.

No. 87<sup>60</sup>. 1807  
5 Martie. ici sans peine jusqu'à ce que V. M. m'ait donné de nouveaux ordres à leur sujet. || L'intention de la Turquie est de conclure un traité d'alliance. — On lui donnera toute l'étendue que voudra V. M. Le projet de triple alliance que j'avais conçu pourra très-aisément être réduit à la Turquie seulement, si V. M. désire ne terminer d'abord qu'avec elle. | La dépêche du général Andréossy, que j'ai l'honneur d'adresser à V. M., m'est arrivée ce matin. || Les nouvelles des agents russes égarent de plus en plus l'opinion à Vienne: le gouvernement est toujours indécis, mais il dissimule mal son penchant pour les Russes....

---

No. 87<sup>60</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Talleyrand, ministrul Relațiilor exterioare al Franței, din 6 Martie 1807. Osterode.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.943, XIV, p. 478).

No. 87<sup>60</sup>. 1807  
6 Martie. Je reçois votre lettre du 3 à quatre heures après midi. Vous renvoyez les ministres persan et ottoman un peu trop vite, surtout le ministre ottoman. Il faut que ce dernier reste, qu'il fasse connaître positivement ce que veut la Porte; si la guerre est réellement déclarée, quel plan de campagne a été adopté; si elle veut de mes troupes ou si elle n'en veut pas; de quelle espèce de secours elle a besoin de moi; etc. .... || .... Confiez au gouvernement <sup>1)</sup> et au directeur de la guerre que mon intention est d'envoyer, d'ici à trois semaines, le maréchal Masséna en Moldavie avec 30.000 hommes, pour s'y réunir au général Marmont et à 40.000 hommes qui partent de la Dalmatie. Mon intention serait de joindre aux 30.000 hommes du maréchal Masséna 15.000 Polonais, lesquels resteraient à Kamienic, en faisant insurger cette province. Je ne suis point très-fâché que ces nouvelles courent, surtout dans le camp russe. .... || Je vous le répète, laissez l'ambassadeur ottoman à Varsovie encore quelque temps. Notifiez-lui, au reçu de cette lettre, qu'il m'attende à Varsovie. Vous ne me dites pas quels sont ses pouvoirs. Sa cour désire-t-elle que j'envoie 20.000 hommes pour couvrir Constantinople? S'il dit non, veut-elle que je les envoie pour balayer le Danube? Comment les traiterait-on? Qui en aurait le commandement? Enfin voyez s'ils ont songé à quelque chose et s'ils désirent quelque

---

<sup>1)</sup> Du duché de Varsovie.

chose. S'il y avait un congrès, l'ambassadeur a-t-il des pouvoirs pour ce congrès? Que veut la Porte à la paix générale? Voilà des choses sur lesquelles il faut que vous m'éclairiez....

No. 87<sup>60</sup>.  
1807  
6 Martie.

No. 87<sup>61</sup>.— Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare ale Franței, către Impăratul Napoleon I, din 7 Martie 1807, nouă ore seara. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCXLV, p. 327).

Sire, || Un courrier de Constantinople m'a apporté deux dépêches du général Sébastiani, en date du 9 et du 10 février, et une dépêche du général Andréossy du 1-er mars; j'ai l'honneur de les adresser à V. M. || Les intentions de la cour de Vienne sont toujours suspectes au général Andréossy. Il la croit secrètement d'accord avec les Russes; il la croit affligée de ce que l'invasion de la Valachie et de la Moldavie n'ait point eu l'effet qu'on s'en promettait, qui était d'effrayer les Turcs; il la croit affligée de ce que Czerni George, le chef des Serviens, a fait sa paix avec la Porte; il croit qu'elle avait favorisé la prise de Belgrade par les insurgés; il croit qu'elle a été au moment de se déclarer contre la France, que son dessein n'est qu'ajourné, qu'elle le couve dans l'ombre et le silence, et qu'elle en prépare l'exécution en faisant une levée de quatre-vingt mille hommes dans ses états allemands, et en prenant des mesures pour obtenir de la Hongrie soit huit régiments nouveaux, soit une force équivalente, sous le nom de milice. || Toutefois, le général Andréossy reproche à l'archiduc Charles de se réjouir également et des pertes des Russes et des pertes des Français, qu'il regarde les uns et les autres *comme les plus cruels ennemis de l'Autriche*. || Ce n'est plus avec 400 hommes seulement, mais avec 1.400 que le prince de Pless doit être entré en Bohême. Ces hommes étaient des cavaliers montés: on achète les chevaux, on a envoyé les hommes à Budweiss. Le prince de Pless et les officiers qu'il a avec lui doivent, dit-on, retourner par la Gallicie. Le général Andréossy croit cette nouvelle vraie; mais il n'en a pas néanmoins une certitude complète. J'ai déjà eu l'honneur d'écrire à V. M. que M. de Vincent n'ait absolument le fait. || La Porte ottomane désire de faire avec V. M. une alliance offensive et défensive: son ambassadeur a des pleins pouvoirs pour la conclure et il est autorisé à stipuler le passage des troupes fran-

No. 87<sup>61</sup>.  
1807  
7 Martie.

No. 87<sup>es</sup>. çaises sur quelque portion du territoire ottoman que ce soit. || Le prince Moruzzi a essayé de tromper le général Andréossy et nous, 1807 en parlant d'une confédération de pachas qu'il formait, et la Porte, 7 Martie. en lui parlant de sa liaison avec nous. || Le 9 février, date de la principale dépêche du général Sébastiani, le Divan ne montrait plus la même vigueur contre les Anglais: l'opinion de Constantinople était peu favorable à une guerre; mais les Anglais paraissaient la vouloir, à ce que croit M. Sébastiani. Le contre-amiral Louis était à Ténédos avec quatre vaisseaux et trois frégates. L'amiral Collingwood devait arriver avec une flotte dont la force n'était pas connue; les Russes avaient dans la Méditerranée 14 vaisseaux et trois mille hommes de débarquement; et, quoiqu'ils pussent se porter sur Cattaro, il était possible qu'ils se réunissent aux Anglais. Les châteaux des Dardanelles n'étaient point dans un état rassurant; on y travaillait, mais avec lenteur. Quelques-uns disaient que les Anglais voulaient agir contre l'Egypte; mais il paraissait plus probable au général Sébastiani qu'ils agiraient contre la capitale, pour opérer une diversion puissante en faveur des Russes. || Sa Hautesse a écrit à V. M. une lettre dont j'ai l'honneur de lui adresser la traduction. Cette lettre contient la reconnaissance des rois de Naples et de Hollande. || Le général Sébastiani, informé par une lettre du commissaire général de V. M. à Smyrne (cette lettre annoncée par la dépêche n'y est pas jointe) que les Anglais avaient enlevé dans le port de Smyrne des matelots français, a demandé à la Porte l'arrestation de tous les Anglais qui se trouveraient dans toute l'étendue de l'empire ottoman. Mustapha Baraïctar, agha de Roustchouk, a été nommé pacha à trois queues et général en chof. Il dirige les opérations de l'armée, en attendant l'arrivée du grand visir, qui a dû quitter Constantinople le 25 février et se porter à Ismaïl, pour y prendre l'offensive contre les Russes. || Quelques engagements qui ont eu lieu en Valachie ont été en faveur des Turcs. Les Russes se sont repliés sur Bucharest et s'y tiennent renfermés. La nouvelle des engagements est contenue dans les lettres du 1-er drogman de la Porte qui sont ci-jointes. || Le père du prince Ypsilanti a été décapité et, suivant l'usage, ses biens ont été confisqués. Il avait à Thérapia une très-belle maison de campagne, que le Grand Seigneur a achetée de ses propres deniers et a fait offrir au général Sébastiani pour être le palais d'été des ambassadeurs de France. Le général Sébastiani demande à cet égard les ordres de V. M. || Le courrier, parti le 11 février de Constantinople, a rencontré deux jours après le consul de Russie

à Bucharest, que l'on conduisait prisonnier à Constantinople; il a vu beaucoup de troupes qui se rendaient par détachement sur le Danube. || Le 20 février, à son arrivée à Widdin, tout était calme: un parti avait désiré que l'autorité de Passwan-Oglou pût passer à son fils, qui n'a que onze ans; mais un parti plus considérable s'était déclaré pour Hamet Serdar, dont il a été question dans mes précédentes dépêches. Il jouissait à cette époque d'une autorité non contestée et se disposait à faire passer huit mille hommes en Valachie contre les Russes.....

No. 87<sup>61</sup>.

1807

7 Martie.

---

No. 87<sup>62</sup>.— Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, către Impăratul Napoleon I, din 8 Martie 1807, cinci ore după amiază. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCXLVI, p. 332).

..... Les ambassadeurs persan et ottoman resteront et attendront ici V. M.; ils ne sont point pressés. J'ai fait à l'ambassadeur persan les questions que V. M. me prescrit. J'ai eu pour cela ce matin avec lui une conférence de deux heures. L'ambassadeur a des pouvoirs pour une alliance offensive et défensive. Ce que la Porte veut, c'est l'intégrité de son territoire et son indépendance parfaite; si elle peut souhaiter quelque chose encore, c'est de recouvrer la Crimée. Mais c'est un souhait très-subordonné aux événements. La Porte dirige ses principales forces en Valachie et en Moldavie, où elle a été attaquée; elle en enverra aussi contre les Russes en Géorgie. La Porte verrait avec plaisir des troupes françaises en Valachie et en Moldavie, si elles y arrivaient par la Pologne; mais elle n'est pas assez maîtresse des peuples de la Bosnie, ni assez sûre des dispositions de ses habitants, pour ne pas craindre que des troupes étrangères qui arriveraient de ce côté ne fussent exposées à beaucoup d'inconvénients et d'embarras. || Des troupes étrangères, même françaises, pour couvrir ou défendre Constantinople, causeraient plus d'effroi que de satisfaction. || Si des troupes étaient envoyées en Valachie et en Moldavie, il n'y aurait aucune difficulté pour le commandement, il n'y en aurait aucune pour les subsistances. || Mais l'envoi de troupes françaises n'a pas été prévu par les instructions de l'ambassadeur; il n'est chargé que de demander l'envoi d'officiers français, et il insiste sur ce point. La Porte a des troupes nombreuses, mais mal organi-

No. 87<sup>63</sup>.

1807

8 Martie.

No. 87<sup>62</sup>. sées, elle a besoin d'officiers qui les dirigent. || J'ai adressé il y trois  
 1807 jours à V. M. un état des forces de terre de l'empire ottoman, remis  
 8 Martie. par la Porte au général Sébastiani. || J'ai eu quelque peine à faire  
 comprendre à l'ambassadeur ce que c'était qu'un congrès. || S'il y  
 avait un congrès, il serait obligé de demander de nouvelles instructions ||  
 Ma mission, a-t-il répété plusieurs fois, a bien plutôt la guerre pour  
 objet que la paix. || L'ambassadeur, parti de Constantinople depuis  
 deux mois et demi, ignore complètement ce qui s'est passé avec les  
 Anglais; il ne sait que mal les nouvelles de ce qui s'est passé à  
 l'armée sur le Danube V. M. a sous les yeux des lettres jusqu'à la  
 date du 9 février. J'ai donné connaissance à l'ambassadeur des suc-  
 cès des armées ottomanes. || J'ai vu les membres de la commission  
 de gouvernement, ainsi que le directeur de la guerre, et je leur ai  
 fait part du projet qu'avait V. M. d'envoyer en Valachie et Moldavie  
 trente mille Français, sous le commandement du maréchal Masséna, qui  
 se réuniraient à 40.000 venant de Dalmatie sous les ordres du général  
 Marmont, et de joindre aux trente mille hommes du maréchal Mas-  
 séna quinze mille Polonais, qui resteraient à Kaminiec pour opérer  
 une insurrection dans cette partie de la Pologne. Celui des membres  
 du gouvernement à qui je me suis adressé d'abord pour faire cette  
 confidence est M. Stanislas Potocki, parce qu'il a des terres aux en-  
 virons de Kaminiec.....

No. 87<sup>63</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de  
 Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare  
 al Franciei, din 9 Martie 1807. Osterode.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.977, XIV, p. 512).

No. 87<sup>63</sup>. Monsieur le prince de Bénévent, je reçois votre lettre du 6 Mars.  
 1807 Voici ce que vous répondrez à M. de Vincent. Le plan de l'empereur  
 9 Martie. dans les affaires actuelles est celui-ci: restituer au roi de Prusse  
 son trône et ses états et maintenir l'intégrité de la Porte. Quant à  
 la Pologne, cela se trouve contenu dans la première partie de la  
 phrase. Si ses bases de paix conviennent à l'Autriche, nous pouvons  
 nous entendre. La tranquillité de l'Europe ne sera stable que lorsque  
 la France et l'Autriche, ou la France et la Russie marcheront en-  
 semble. Je l'ai proposé plusieurs fois à l'Autriche; je le lui propose  
 encore. Quant à l'observation de M. de Vincent, que l'abattement de  
 la Prusse est tel qu'elle ne peut pas se tirer d'affaire, elle est raison-

nable. Vous pouvez dire à M. de Vincent que vous êtes autorisé à No. 87<sup>62</sup>.  
signer tout traité éventuel fondé sur ces bases. || Il faut également 1807  
que vous écriviez dans ce sens à M. Andréossy, non pour qu'il pro- 9 Martie.  
voque rien, mais pour qu'il s'en explique dans ces termes, lorsque  
M. de Stadion lui en parlera, mais avec lui seul. La fin de tout ceci  
sera un système entre la France et l'Autriche, ou entre la France  
et la Russie; car il n'y aura de repos pour les peuples, qui en ont  
tous besoin, que par cette union. || Dites aussi à M. de Vincent  
qu'il faut que, de son côté, il nous dise ce qu'ils désirent. Qu'ils  
voient que nous sommes prêts à les rassurer sur toute espèce de  
craintes, et à nous expliquer franchement sur toutes les questions  
qu'ils nous posent.

No. 87<sup>64</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napo-  
leon I către de Talleyrand, ministrul Rela-  
țiunilor exterioare al Franciei, din 11 Mar-  
tie 1807, două ore dimineața. Osterode.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.986, XIV, p. 518).

Monsieur le prince de Bénévent, je reçois votre lettre du 8 No. 87<sup>64</sup>.  
mars à cinq heures après midi. Puisque la Porte ne veut pas de 1807  
troupes à Constantinople, ni par la Bosnie, vous pouvez assurer 11 Martie.  
l'ambassadeur qu'il n'en sera plus question. Quant aux officiers qu'il  
demande, il faut qu'il spécifie leur nombre, leur grade, leur arme,  
et qu'il me fasse une demande positive et détaillée. De même pour  
l'ambassadeur de Perse; qu'il fasse connaître le nombre, le grade,  
l'arme et la manière dont ils seront traités.....

No. 87<sup>65</sup>. — Scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul  
Relațiunilor exterioare al Franciei, că-  
tre Impăratul Napoleon I, din 18 Martie  
1807, șase ore dimineața. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCLXV, p. 366).

Sire, || M. de Vincent m'a fait annoncer ce matin qu'il venait de No. 87<sup>65</sup>.  
recevoir des dépêches de Vienne et qu'il me demandait une confé- 1807  
rence: je l'ai vu immédiatement. || A l'époque où il exprimait ici 18 Martie.  
les vœux de sa cour pour le rétablissement de la paix et la dispo-

No. 87<sup>es</sup> 1807 sition où elle était d'y concourir par ses bons offices, M. de Meerveldt <sup>1)</sup> avait l'ordre de faire à Pétersbourg une démarche semblable.

18 Martie. Il a eu à ce sujet plusieurs conférences avec M. le baron de Budberg: celui-ci lui a dit que le cabinet prussien avait déjà fait parvenir à Pétersbourg des paroles conciliatrices, mais que la Prusse, ayant tout perdu et devant naturellement désirer de recouvrer le plus possible, n'était pas dans une situation où elle pût être un bon intermédiaire et remplir les vues de la Russie; que l'Autriche était dans un cas différent, que sa médiation était plus désintéressée, qu'elle devait à ce titre convenir à toutes les parties, qu'on pouvait dès lors s'en promettre d'heureux fruits et que, par cette raison, l'empereur Alexandre accepterait avec plaisir les bons offices de l'Autriche. M. de Meerveldt en a aussitôt informé sa cour par une dépêche datée du 17 février. || La Russie, considérant comme deux guerres distinctes celle qu'elle a avec la France et celle qu'elle a avec l'empire ottoman, est disposée à les terminer l'une et l'autre simultanément, mais par des paix distinctes, et toutes deux sans la médiation d'Autriche. || Relativement à la France, M. de Budberg paraît s'être contenté de manifester l'intention de traiter. S'il a indiqué des conditions, la dépêche reçue par M. de Vincent n'en parle pas. Quant à l'empire ottoman, il a indiqué les anciens traités comme devant être la base du rétablissement de la paix, au moyen de quoi la Russie retirerait ses troupes du territoire ottoman et renoncerait à rien acquérir sur la Turquie. | V. M. remarquera sans doute que par le rétablissement de la paix sur la base des anciens traités, l'empire ottoman ne recouvrerait pas son entière indépendance; j'en ai fait l'observation à M. de Vincent, mais il pense que cette proposition de la Russie n'est qu'une première ouverture, qu'elle sera amenée à modifier au point de renoncer à l'influence qu'elle a acquise par le traité de Sistova sur la Valachie et la Moldavie. | J'ai demandé à M. de Vincent s'il me ferait sur ces objets une communication écrite; il m'a répondu qu'il n'en avait pas l'ordre, probablement, m'a-t-il dit, parce que les choses n'étaient pas assez avancées. J'aurais désiré d'avoir une copie de la dépêche de M. de Stadion pour l'envoyer à V. M.; M. de Vincent n'était pas autorisé à me la donner; mais il m'a fait lire la dépêche; je l'ai lue deux fois, de manière que je n'ai pas la crainte de ne point avoir présenté le vrai sens dans la lettre que j'ai l'honneur d'écrire à V. M. || J'ai

---

<sup>1)</sup> Ambassadeur autrichien à St.-Petersbourg.

parlé à M. de Vincent des démarches de sa cour comme ne pouvant No. 87<sup>es</sup>.  
manquer d'être appréciées; mais je ne pouvais, lui ai-je dit, lui faire 1807  
aucune réponse sur le fond même de ses communications, les avan- 18 Martie,  
tages remportés par l'armée française ayant dû influencer sur les dispo-  
sitions du cabinet de Pétersbourg, qui depuis les conférences de M.  
de Budberg avec M. de Meerveldt a dû se trouver bien informé  
de l'état des choses. | Je supplie V. M., etc.

No. 87<sup>es</sup>.— Scrisoarea Impăratului Napoleon I către  
Sultanul Selim, din 3 Aprilie 1807. Finken-  
stein.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.377, XV, p. 17).

Mon ambassadeur m'apprend la bonne conduite et la bravoure No. 87<sup>es</sup>.  
des Musulmans de Constantinople contre nos ennemis communs. 1807  
Tu t'es montré le digne descendant de Sélim et de Soliman. 3 Aprilie.  
Tu m'as demandé quelques officiers, je te les envoie. J'ai regretté que tu  
ne m'eusses pas demandé quelques milliers d'hommes; tu ne m'en a  
demandés que 500; j'ai ordonné aussitôt qu'ils partissent. J'entends  
qu'ils soient soldés et habillés à mes frais et que tu sois remboursé  
des dépenses qu'ils pourront t'occasioner. Je donne ordre au comman-  
dant de mes troupes en Dalmatie de t'envoyer les armes, les muni-  
tions et tout ce que tu demanderas Je donne le même ordre à Na-  
ples, et déjà des canons et des canonnières ont été mis à la disposi-  
tion du pacha de Janina. Généraux, officiers, armes de toute espèce,  
argent même, je mets tout à ta disposition: tu n'as qu'à demander.  
Demande d'une manière claire, et tout ce que tu demanderas, je te  
l'enverrai sur l'heure. || Arrange-toi avec le schah de Perse, qui est  
aussi l'ennemi des Russes; engage-le à tenir ferme et à attaquer vi-  
vement l'ennemi commun. || J'ai battu les Russes dans une grande  
bataille. Je leur ai pris 75 canons, 16 drapeaux et un grand nombre  
de prisonniers. Je suis à quatre-vingts heures en avant de Varsovie  
et je vais profiter de quinze jours de repos que je donne à mon  
armée pour me rendre à Varsovie et y recevoir ton ambassadeur. ||  
Je sens le besoin que tu as de canonnières et de troupes. Je les avais  
offerts à ton ambassadeur; il n'en a pas voulu, dans la crainte d'alar-  
mer la délicatesse des Musulmans. | Confie-moi tous tes besoins.  
Je suis assez puissant et assez intéressé à tes succès, tant par amitié  
que par politique, pour n'avoir rien à te refuser. || Ici on m'a pro-

No. 87<sup>66</sup>. 1807 posé la paix; on m'accordait tous les avantages que je pouvais désirer; mais on voulait que je ratifiasse l'état de choses établi entre la Porte et la Russie par le traité de Sistova, et je m'y suis refusé. 3 Aprilie. J'ai répondu qu'il fallait qu'une indépendance absolue fût assurée à la Porte, et que tous les traités qui lui avaient été arrachés pendant que la France sommeillait fussent révoqués.

---

No. 87<sup>67</sup>. — Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, către Impăratul Napoleon I, din 4 Aprilie 1807, nouă ore seara. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCLXXXIII, p. 409).

No. 87<sup>67</sup>. 1807 .....Le général Andréossy, qui dans ses dépêches précédentes avait 4 Aprilie. attribué les recrutements et les préparatifs de l'Autriche au dessein qu'il lui supposait de prendre les armées françaises à revers, et qui, en dernier lieu avait pensé qu'ils pouvaient bien n'avoir réellement d'autre cause que l'inquiétude et d'autre objet que la défense, paraît aujourd'hui ne pas douter qu'ils ne fussent destinés contre l'empire ottoman, dont, selon lui, le cabinet de Vienne a depuis longtemps projeté et même arrêté le partage avec l'Angleterre et la Russie. Cette opinion, il est vrai, s'accorde mal avec la distribution des forces autrichiennes: assurément le cabinet de Vienne voulant agir contre l'empire ottoman ne se serait pas borné à tenir, comme il fait, sur l'immense ligne des frontières de cet empire dix-sept régiments, qui ne sont guère que des milices, et n'aurait pas laissé le gros de ses forces disséminé dans la Haute-Autriche, dans la Bohême et au nord de la Hongrie: cette opinion s'accorde mal encore avec l'opinion où le général Andréossy annonce lui-même qu'on était à Vienne, que les Anglais essaieraient d'effrayer la Porte et de l'entraîner par la peur, mais qu'ils éviteraient d'en venir aux dernières violences; s'il était vrai d'ailleurs que l'Autriche convoitât quelque partie de l'empire ottoman, elle sait bien que c'est du côté de la France qu'elle trouverait ou l'obstacle le plus insurmontable ou l'appui le plus irrésistible; et elle n'aurait pas manqué de saisir avidement les propositions éventuelles que V. M. n'avait autorisé à lui faire dans les premiers jours de janvier dernier. M. le général Andréossy dit que le cabinet de Vienne a été fort affligé du non suc-

cès des Anglais à Constantinople; M. de Vincent, à qui j'ai été bien No. 87<sup>er</sup>.  
 aise d'annoncer ces nouvelles, m'a montré un plaisir personnel très 1807  
 grand et m'a dit: On en sera charmé chez nous. — Mais le général <sup>4</sup> Aprilie.  
 Andréossy paraît s'être arrangé pour trouver plausible tout ce qui  
 peut nous faire suspecter d'une manière ou de l'autre les intentions  
 de la cour de Vienne. || Je lui ai écrit le 8, le 11, le 12, le 19, le  
 22 et le 31 mars, lui donnant successivement les instructions que  
 V. M. me prescrivait de lui donner. Il devait, d'après ses instructions,  
 ne rien proposer, mais s'attacher à pénétrer les intentions du cabinet  
 et mettre adroitement M. de Stadion sur la voie de s'ouvrir et de  
 s'expliquer avec lui. Le langage qu'il aurait à tenir, à raison des  
 ouvertures qui lui seraient faites, lui était, pour chaque circonstance,  
 tracé d'après les ordres de V. M.; il a vu M. de Stadion, qui lui a  
 dit que la Russie écouterait volontiers des propositions de paix et  
 évacuerait sans difficultés la Valachie et la Moldavie, et qui a ajouté  
 que l'Angleterre elle-même avait besoin de la paix. C'était le cas de  
 répéter à M. de Stadion une partie de ce que j'avais dit ici à M. de  
 Vincent et dont j'avais instruit en très-grands détails le général An-  
 dréossy; mais, trouvant que M. de Stadion ne s'ouvrait pas assez à  
 son gré, il paraît avoir gardé le silence..... || La dépêche de Constan-  
 tinople que j'ai l'honneur d'envoyer à V. M. annonce que les An-  
 glais ont repassé les Dardanelles, et ils paraissent avoir beaucoup  
 souffert des batteries turques. Sa Hautesse a été charmée d'apprendre  
 que V. M. se proposait de joindre six vaisseaux français à l'escadre  
 turque pour agir dans la mer Noire et d'y embarquer quelques  
 compagnies d'artillerie. Elle désire que V. M. y joigne deux com-  
 pagnies d'artillerie légère pour faire une descente en Crimée, où son  
 intention, si V. M. l'approuve, est d'envoyer dix mille hommes. Elle  
 désire aussi des officiers de marine et des contremaitres. Le Grand  
 Seigneur recevra avec plaisir, à ce que mande le général Sébastiani,  
 vingt-cinq mille Français allant à Widdin et de là directement sur  
 le Dniester. On recevra garnison française dans les forts que V. M.  
 désire de faire occuper près de Raguse.....

---

No. 87<sup>68</sup>.— Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon către de Talleyrand, din 5 Aprilie 1807. Finkenstein.

(Correspondance de Napoléon Ier, No. 12.302, XV, p. 38).

No. 87<sup>68</sup>.  
1807  
5 Aprilie. . . . Ensuite, il [le général Sébastiani] demandera que l'armée turque passe le Pruth ; il fera entendre que je pourrai me porter du côté de Kaminietz. L'armée de Michelson est très-faible ; tous les efforts de l'ennemi sont de ce côté ; les Turcs doivent profiter de la circonstance. Le général Sébastiani dira aussi qu'ils doivent envoyer à leur ministre près de moi des pleins pouvoirs pour assister à un congrès et des instructions, afin que, lorsqu'il s'agira de traiter de la paix, elle n'éprouve pas de délais. Il exprimera de nouveau à cette occasion l'intention où je suis de ne pas faire la paix sans y comprendre la Porte et sans y ménager tous ses intérêts. || Ecrivez à mon consul à Roustchuk qu'il ait à prévenir Moustafa-Pacha que, selon son désir, je lui envoie un officier du génie et un colonel, dont il pourra se servir ; que j'attends son arrivée à Jassy et au delà du Pruth, pour me porter à sa rencontre.

No. 87<sup>69</sup>.— Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim, din 7 Aprilie 1807. Finkenstein.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.324, XV, p. 52).

No. 87<sup>69</sup>.  
1807  
7 Aprilie. Très-haut, très-magnanime, très-puissant et invincible prince, le grand empereur des Musulmans, Sultan Sélim, notre cher et fidèle ami, en qui tout honneur et toute vertu abondent : Dieu veuille augmenter les jours de Votre Hautesse et les remplir de prospérité, avec fin très-heureuse ! || J'ai reçu la lettre que Votre Hautesse m'a écrite le 9 du mois de mars. Mon ambassadeur m'a instruit de tout ce qui s'est passé. L'énergie que Votre Hautesse a montrée dans cette circonstance lui a fait remporter une victoire importante et a décidé la retraite honteuse de la flotte anglaise. La mesure, qu'Elle a prise, de prohiber les marchandises anglaises, est une juste punition, qui sera très-sensible à cette nation mercantile et avide. Il faut que Votre Hautesse fasse mettre aux Dardanelles un grand nombre de canons et surtout de mortiers, et que l'on exerce les canonnières à tirer à boulets rouges. Je désire beaucoup aussi que les forces navales de Votre Hautesse n'entrent point dans la Méditerranée, mais au

contraire dans la mer Noire, où elles sont sûres de se trouver supérieures et de faire un grand mal à l'ennemi commun. || Mon ambassadeur a parfaitement rempli mes intentions en étant agréable à Votre Hautesse; sur le bien qu'Elle me dit de lui et d'après le contentement qu'Elle a de ses services, je lui ai accordé la grande décoration de la Légion d'honneur. Je désire que Votre Hautesse le lui apprenne Elle-même. J'ordonne que cette grande décoration soit expédiée avec cette lettre, et je prie Votre Hautesse de vouloir la lui remettre; elle acquerra pour lui un nouveau prix, en la recevant de la main d'un si grand souverain. Tous les projets de Votre Hautesse, dont m'a fait part mon ambassadeur, auquel je réponds en détail par le moyen des chiffres, sont dignes d'Elle et seront couronnés d'un plein succès. Elle et moi nous voulons la paix, mais une paix honorable, qui laisse à toutes les grandes puissances la liberté de faire chez elles ce qui leur convient et qui ne permette à aucun souverain de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre. L'article préliminaire de toute paix que je ferai sera toujours l'indépendance pleine et entière de tous les états de Votre Hautesse. Elle peut compter sur toute mon assistance, comme je compte sur Elle et sur cette noble conduite qui retentit dans toute l'Europe et qui replace l'empire ottoman dans ce haut rang qui lui appartient. Sur ce je prie Dieu qu'il augmente les jours de Votre Hautesse et qu'il les remplisse de gloire et de prospérité, avec fin très-heureuse. || Votre très-cher et parfait ami.

Ecrit en notre château impérial de Finkenstein, le 7 avril de l'an 1807.

---

No. 87<sup>70</sup>. — Extract din scrisoarea lui de Talleyrand, ministrul Relațiilor externe al Franței, către Împăratul Napoleon I, din 7 Aprilie 1807, nouă ore seara. Varsovia.

(Pierre Bertrand, loc. cit., No. CCLXXXVI, p. 419).

Sire, M. de Vincent a reçu ce matin un courrier de sa cour, et il est venu m'apporter lui-même les deux notes que j'ai l'honneur d'adresser à V. M. La note principale, qui a été envoyée de Vienne à M. de Vincent, contient l'offre positive et officielle de l'intervention amicale et des bons offices de l'Autriche pour le rétablissement de la paix en Europe. Persuadé qu'une paix solide et assurée ne peut être obtenue que par les soins réunis des puissances principalement

No. 87<sup>70</sup>.

1807

7 Aprilie.

No. 87<sup>70</sup>.

1807

7 Aprilie.

No. 87<sup>re</sup>. intéressées dans la guerre et par une négociation dans laquelle on  
 1807 combinerait autant que possible les rapports essentiels de toutes les parties,  
 7 Avrilie. l'empereur François annonce qu'il fait en même temps l'offre de ses  
 bons offices à tous les cabinets qui devront d'abord intervenir dans les  
 conférences, c'est-à-dire aux cours de France, de Londres, de Berlin et de  
 Pétersbourg. Il ne se permet point de suggérer un mode particulier de  
 négociations, ni de rien préjuger sur les préalables qu'on pourrait trouver  
 nécessaire de fixer pour un premier rapprochement, mais il propose  
 pour être le lieu des négociations tel endroit de sa monarchie dont  
 la situation serait trouvée réciproquement convenable. || M. de Vincent  
 m'a dit, en me remettant cette note: «On espère à Vienne  
 qu'elle sera favorablement reçue, d'autant plus que dans les propositions  
 qu'elle renferme on s'est rapproché autant qu'il a été possible de celles  
 qui ont été faites à Memel de la part de l'empereur Napoléon, et qui de Memel  
 ont été communiquées à Vienne.»—J'ai lu les notes en présence de M. de  
 Vincent, et je lui ai dit: «Il n'est point, dans tout cela, question de la  
 Turquie, et l'empereur ne peut entendre à des propositions, de quelque  
 nature qu'elles soient, dans lesquelles la Turquie ne serait pas comprise.  
 Il s'est à cet égard expliqué dans les termes les plus péremptoires.» «La  
 Turquie, m'a dit M. de Vincent, n'est pas nommée, il est vrai, mais elle est  
 bien clairement indiquée. Les cabinets nommés sont ceux dont l'Autriche  
 a précédemment sondé les dispositions. C'est tellement l'intention et le  
 désir de ma cour que la Turquie soit comprise dans la paix, que l'offre  
 que je suis chargé de faire ici, et qui sera faite dans les mêmes termes  
 à Londres, Pétersbourg et Memel, sera communiquée à la cour de  
 Constantinople et qu'un courrier a été expédié pour cet effet.» M. de  
 Vincent m'a présenté alors la dépêche qu'il a reçue de M. de Stadion et  
 qui le lui dit positivement. «Au surplus, que notre intervention soit  
 acceptée sous la réserve expresse que la Turquie prendra part aux  
 négociations. cela ne fera, nous en sommes sûrs, de difficultés d'aucun  
 côté »—J'ai demandé à M. de Vincent ce qu'il fallait entendre par les  
 préalables dont parle la note. «Je ne vois pas, m'a-t-il répondu, que  
 ce puisse être autre chose qu'un armistice et les conditions auxquelles  
 il serait fait. Mais ma cour ne se croira en mesure de le proposer qu'autant  
 que son intervention aura été acceptée.»—«L'empereur, ai je repris, a  
 fait connaître par ses derniers messages les conditions auxquelles il  
 est disposé à traiter de la paix: ces conditions sont justes et modérées.  
 Votre note ne dit rien des dispositions de nos ennemis à cet égard.»—«Mon opinion, m'a ré-

pondu M. de Vincent, est qu'on tiendra pour fait ce qui est fait et No. 87<sup>10</sup>.  
que les négociations auront pour objet, non un retour sur le passé, <sup>1807</sup>  
mais la sécurité de l'avenir; et, m'a-t-il ajouté, ce que je vous dis <sup>7</sup> 19 Aprilie.  
là comme mon opinion est aussi celle de ma cour».....

---

No. 87<sup>11</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I  
către Regele Frideric Wilhelm al Prusiei, din  
19 Aprilie 1807.

(Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat, IX, p. 406).

..... Il est aussi nécessaire que juste que la paix soit accordée No. 87<sup>11</sup>.  
à l'Europe, à la Porte Ottomane et à d'autres états alliés de la <sup>1807</sup>  
France et impliqués dans la guerre actuelle. Je ne balance pas à dé- <sup>19</sup> Aprilie.  
clarer que la France a toujours regardé la liaison entre la Russie  
et l'Angleterre comme en opposition avec les principes de sa  
politique. On s'intéresse à elle; pourquoi refuserait-on la même  
chose à l'égard de la Turquie? Je me flatte que Votre Majesté sera  
convaincue de la force des motifs qui me décident; et si Elle admet  
que toutes les puissances belligérantes des deux côtés prennent part  
au prochain congrès, Elle ôtera le seul obstacle qui s'oppose effec-  
tivement à l'ouverture des négociations.....

---

No. 87<sup>12</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I  
către de Talleyrand, din 26 Aprilie 1807, de ce  
ore seara. Finkenstein.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.474, XV, p. 187).

...Ecrivez à Sébastiani. Donnez-lui des nouvelles de Danzig; dites- No. 87<sup>12</sup>.  
lui que la mauvaise saison me retient dans mes positions, qui pro- <sup>1807</sup>  
tègent le siège de cette place; que nous en sommes à 20 toises et <sup>26</sup> Aprilie.  
que nous y avons 60 bouches à feu en batterie. Ecrivez-lui égale-  
ment que la Russie m'a fait des propositions de paix, que l'Autriche  
a offert sa médiation, et que j'ai déclaré que je ne traiterai point  
sans mes alliés, parmi lesquels la Porte tient le premier rang; qu'il  
convient que la Porte envoie des instructions à son ministre à Var-  
sovie pour assister au congrès, si toutefois il y en a; que je ne  
séparerai jamais ma cause de celle de la Porte; mais que le moment

(Acte și Documente).

87<sup>73</sup>. où on parle de paix est celui où il faut redoubler de préparatifs et  
 1807 multiplier les ressources; que j'apprendrai avec plaisir que le vizir  
 26 Avrilie. aura passé le Danube, et qu'alors, et quand j'aurai pris Danzig, je  
 me mettrai en mouvement pour chasser loin les Russes.....

---

No. 87<sup>73</sup>.— Memoriū rus sub titlul: «Câte-va idei cari ar putea găsi loc în instrucțiunile negociatorului rus ce va fi însărcinat să tracteze despre pace. — Puncte de discutat între plenipotențiarul rus și frances.» Iunie 1807.

(Сборникъ, XXXIX, p. 33).

No. 87<sup>73</sup>. *L'intégrité de l'empire de Russie proprement dit.* || D'après les  
 1807 dispositions que l'ennemi a manifestées lors des premières propositions  
 Iunie. d'armistice qui lui furent faites, il ne paraît nullement qu'il veuille  
 contester ce point capital. Il ne faudrait donc pas même en faire mention, si ce n'est pour faire sentir que la Russie est bien loin de se trouver dans une position telle à devoir faire le sacrifice d'une partie quelconque de son territoire. || *La restitution des états du Roi de Prusse.* || Cet objet sera traité directement entre les deux puissances. Le négociateur russe se bornera donc à soutenir celui du roi de Prusse de tous ses moyens et devra toujours agir sur le même plan et d'après les mêmes principes avec lui pour tout ce qui concernera les intérêts de la Prusse. Quelles que soient les conditions que pourra obtenir cette puissance pour elle, il n'est pas présumable qu'elle puisse de sitôt remonter au (même?) degré de force et que par conséquent elle ne pourra de longtemps donner le moindre ombrage à la France; néanmoins, il faut s'attendre à ce que Buonaparte, pour s'en assurer complètement, exigera que la Prusse accède à la ligue du Rhin, et c'est là ce qu'il faudrait soigneusement éviter, vu que la Prusse, quoique nominativement rétablie, deviendrait alors nécessairement vassale de Buonaparte et serait par conséquent un instrument de plus, dont il pourrait se servir contre la Russie. || *Restitution du duché de Mecklembourg à son souverain.* || Les liens du sang qui unissent la maison de Mecklembourg à S. M. I. semblent exiger que le plénipotentiaire russe insiste avec fermeté sur la restitution de ce pays au souverain légitime. Il n'est pas probable que Buonaparte fasse beaucoup de difficulté à y consentir, surtout si l'on a soin de lui représenter sans cesse les grands avantages qu'il acquiert, en faisant

sa paix avec la Russie, avantage dont il est parlé ailleurs. || *Indemnité en faveur du roi Ferdinand.* || Pour prix de la reconnaissance de Joseph Bonaparte comme roi de Naples, le plénipotentiaire russe devrait tenter de s'assurer de quelque dédommagement en faveur du roi Ferdinand pour le sacrifice du reste de son royaume. Pour le moment il serait difficile de trouver une indemnité pour ce souverain; mais comme le développement ultérieur des événements peut en fournir, on pourrait se borner à stipuler d'une manière aussi précise que possible, qu'à la première occasion après la conclusion de cette paix où il s'agirait de dédommager quelqu'autre prince dépossédé, on aura soin des intérêts du roi Ferdinand, en lui faisant avoir un équivalent pour le royaume de Naples. || *Indemnité en faveur de la Sardaigne.* || Le roi de Sardaigne n'étant point en guerre avec la France, il ne serait peut-être pas même question de lui. Néanmoins faudrait-il lui assurer également quelque dédommagement pour la Savoie et le Piémont sur le même pied que sera stipulé en faveur du roi Ferdinand. || *Les villes hanséatiques et particulièrement Hambourg et Lubeck.* L'importance de laquelle sont ces places pour le commerce de la Russie est un motif suffisant, pour que le plénipotentiaire de cette puissance en demande l'évacuation et, bien qu'il y ait peu de probabilité que Buonaparte y consente, il ne faudrait pas moins mettre un certain degré d'insistance sur ce projet, ne serait-ce que pour, en s'en désistant, avoir le droit de faire aussi renoncer Buonaparte à l'une de ses prétentions. || Si la Prusse pouvait obtenir Hambourg et Lubeck en compensation des provinces auxquelles elle sera dans le cas de renoncer, alors voici l'arrangement qui pourrait se faire et qui paraîtrait devoir convenir à chacune des trois principales puissances contractantes. L'acquisition des ces deux villes procurerait à la Prusse des avantages réels, qui la dédommageraient en grande partie de ses sacrifices territoriaux. En cédant pour sa part la principauté de Yever, soit en faveur de la Hollande ou bien à telle autre destination que voudrait lui donner la France, la Russie acquerrait le droit de prétendre également à quelque indemnité et, comme le terrain entre Curisch-Haf et notre frontière jusqu'au Memel serait ce qui nous conviendrait le mieux, à cause des débouchés qu'offre cette rivière pour toutes nos productions des provinces ci-devant polonaises, il faudrait tâcher de l'obtenir à cette occasion, soit en procurant à la Prusse quelque arrondissement équivalent en Allemagne, soit en lui cédant le terrain qui se trouve à l'orient de l'angle que forme le Niemen au-dessus de Grodno jusqu'à la petite

No. 87<sup>13</sup>  
1807  
Juin.

No. 87<sup>72</sup>. rivière Swislocz, ou même jusqu'à celle de Ros. Dans l'un et l'autre cas, on tirerait une ligne depuis la source de celle de ces petites rivières qui formerait alors la frontière jusqu'à la source du Narew, aux environs de Nowydwor. | Il se pourrait que, par haine pour l'Angleterre, Buonaparte demandât la clôture des ports russes pour le commerce de cette puissance. Comme il ne conviendrait pas par plus d'une raison que la Russie y consente et que, cependant, cela ne paraîtrait pas un motif suffisant pour rompre les négociations, si aucune autre difficulté ne s'opposait à une conclusion, voici à peu près le langage que tiendrait le plénipotentiaire russe. En partant du principe qu'il ne pourrait être qu'avantageux aux deux puissances de consolider avec le temps la paix actuelle par des liaisons plus intimes, le plénipotentiaire représenterait qu'il ne saurait être de l'intérêt de la France de susciter de nouveaux embarras à la Russie, en la brouillant avec l'Angleterre ; que toutefois cela pourrait bien être le cas, si la Russie fermait dès à présent ses ports aux Anglais ; que comme nous ne sommes nullement en mesure pour le moment de nous opposer aux entreprises que les Anglais voudraient tenter dans la Baltique, il était nécessaire d'éviter tout ce qui pourrait leur servir de prétexte plausible ; mais qu'en gagnant du temps (six mois par exemple), en s'arrangeant avec la Suède, en engageant le Danemark de manière ou d'autre à se joindre à nous, on parviendrait à former une force maritime capable non-seulement de défendre la Baltique, mais même de forcer l'Angleterre à adopter des principes plus libéraux à l'égard de la navigation et la liberté des mers. Ce but ne pouvant être que de la convenance du gouvernement français, comme de celle de toutes les nations commerçantes, il est à croire que les arguments ci-dessus ne manqueront pas leur effet. | Parmi les avantages qui résulteront pour la France de la paix avec la Russie et que le plénipotentiaire russe aurait à mettre en évidence, il pourrait appuyer particulièrement sur les points suivants : || 1) *La dissolution de l'alliance de la Russie avec l'Angleterre et l'Autriche, comme une suite naturelle de notre paix isolée.* | Les cours de Vienne et de Londres ont sans doute bien mérité par leur conduite injustifiable d'être abandonnées par la Russie. Buonaparte n'ignore pas combien nous serons au-dessus de tout reproche à cet égard ; néanmoins, il est à supposer qu'il mettra le plus grand prix à pouvoir ainsi isoler deux puissances qui, si elles avaient voulu faire leur devoir, auraient très-probablement fait pencher la balance en faveur des alliés. Il doit surtout lui importer d'isoler par là l'Angleterre, qui, réduite à ses

propres forces, ne pourra plus à beaucoup près mettre la même ténacité dans les prétentions que jusqu'ici elle a mises en avant. | 2) *La reconnaissance de Buonaparte comme empereur des Français et roi d'Italie; celle de tous les changements qu'il a opérés en Allemagne, en Italie et en Hollande.* || Le titre d'*empereur des Français* ayant été décerné à Buonaparte par la nation, il n'y aurait aucun inconvénient à le reconnaître comme tel. Pour celui de roi d'Italie, il semble qu'il faudrait articuler plus précisément ce qui se comprend aujourd'hui sous la dénomination de royaume d'Italie, pour ne pas sanctionner d'avance et implicitement l'incorporation des états du Pape et du royaume d'Étrurie. Pour la ligue du Rhin, les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Hollande, etc., quelque douloureux qu'il puisse être de reconnaître toutes ces innovations destructives de l'ordre des choses qui a subsisté jusqu'ici, il faudra bien en passer par là, s'il est une fois décidé qu'il faut faire la paix; et quant à la reconnaissance du roi Joseph, elle sera subordonnée aux indemnités à demander pour le roi Ferdinand, comme cela est dit ailleurs. || Si le négociateur russe réussit à mettre en évidence tous les avantages qui résultent pour Buonaparte des deux points ci-dessus, il est probable que celui-ci sera assez coulant sur les demandes que nous avons à lui faire. || Les avantages de moindre importance que nous pouvons offrir à Buonaparte sont: || 3) *L'évacuation de la Moldavie et de la Valachie.* || Il serait sans doute à désirer, qu'en faisant la paix avec la France nous puissions conserver la faculté de nous arranger de gré à gré avec la Porte. Mais comme il ne faut pas se flatter de pouvoir éviter l'intervention de Buonaparte dans cet arrangement, il faudrait tâcher, en promettant l'évacuation des deux principautés, d'obtenir pour condition que, jusqu'à la paix définitive entre la Russie et la France, la Moldavie et la Valachie resteront en pleine jouissance des droits et privilèges à elles concédés depuis le traité de Kainardji. || 4) *Évacuation des Sept-Îles et de Cattaro.* || Supposant comme de raison que Buonaparte insistera sur ces deux points, il ne paraît pas facile de ne pas y consentir, quelque pénible qu'il soit de livrer ainsi à la vengeance de leurs ennemis des peuples qui nous ont donné tant de preuves de leur dévouement. Pour soustraire autant que possible les Ioniens à l'oppression de leur persécuteurs, on pourrait essayer de stipuler: qu'après le départ des troupes russes, aucunes autres troupes étrangères n'y entreraient sous aucun prétexte et que la République se gouvernerait par elle-même, selon ce qui a été convenu entre la Russie et la Porte par la convention

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
Juin.

No. 87<sup>re</sup>. du 21 Mars 1800. || Le poste de Cattaro serait évacué par les troupes russes sans autre restriction, puisqu'à la rigueur il appartient déjà à la France depuis le traité de Presbourg.

1807  
Juin.

*Aneră.*—Memorandum rus sub titlul: «După ce a făcut războiul cu lealitate, Rusia va face tot ast-fel și pacea »

*Avantages que la France retire de la paix.* | La France y gagnera la dissolution des liens qui unissaient la Russie à l'Angleterre et à l'Autriche, et la reconnaissance de tout ce qu'a fait Buonaparte. En outre, la Russie accordera tout ce qui sera compatible avec ses premiers intérêts et sa dignité pour faire une paix solide et honorable.

*Demandes de la Russie.* | En réciprocité elle désire: 1) le rétablissement du roi de Prusse, 2) un accommodement raisonnable avec la Porte, 3) la restitution du Mecklembourg à son souverain, et 4) quelques indemnités pour les rois de Naples et de Sardaigne. || *Prusse.* | Tout ce que la France fera en sa faveur, la Russie saura le reconnaître. Si on ne la rétablit dans toute son intégrité, du moins lui faudrait-il l'Elbe pour frontière. Frontière de la Vistule. La Russie ne peut l'accepter qu'en autant que la Prusse serait dédommée. Comment? — (La Bohème.) — Duplicité avec laquelle l'Autriche en a agi envers la Russie comme envers la France. *Turquie.* | La Russie est prête à s'arranger avec la Porte sous la médiation de la France et sur la base des traités qui ont subsisté jusqu'à la dernière rupture. Elle fera même le sacrifice de tel des avantages que lui assurent ces traités, en autant que cela sera possible. (Passage des bâtimens de guerre, Barataires, etc.) *Mecklembourg.* || Comme l'occupation de ce pays a eu lieu à la suite de l'occupation de la Moldavie et de la Valachie, il semble que, dès que celles-ci seront évacuées, le Mecklembourg sera aussi restitué. Peut-être serait-il juste de faire avoir quelque dédommagement au duc. | *Naples et Sardaigne.* Indemnité pour l'une et pour l'autre, ce sont des alliés malheureux que la Russie ne peut totalement abandonner et d'ailleurs, en reconnaissant le roi Joseph et en sanctionnant définitivement l'incorporation de la Savoie et du Piémont, elle est en droit de s'attendre que l'on fera quelque chose en leur faveur.

Si l'on proposait une alliance, on répondrait: que pour le moment il semblerait suffisant de faire la paix, mais que, si à l'avenir

l'intérêt des deux nations l'exigeait, on pourrait resserrer les nœuds qui vont se former. Tâcher de cette manière qu'il s'explique plus clairement sur la Turquie. Ceci peut amener la conservation sur le rétablissement des empires d'Orient et d'Occident. Quelles seraient dans ce cas les limites des deux empires? || Si Buonaparte proposait de fermer les ports aux Anglais, on lui dirait que cette mesure effectuée dès à présent nous attirerait une guerre maritime, qui ne saurait être à notre avantage pour le moment; mais qu'en temporisant, on pourrait s'arranger avec la Suède et le Danemark, ce qui formerait une force maritime formidable, qui mettrait la Baltique à couvert de toute insulte et qui pourrait même forcer les Anglais à adopter des principes plus libéraux. || En cas qu'il ne fût pas possible d'avoir la Vistule pour frontière, il serait bon de se procurer la lisière jusqu'au Memel à échanger contre la principauté de Yever. Mais il faudrait encore quelque compensation pour la Prusse.

No. 87<sup>73</sup>.  
1807  
Juin.

---

No. 87<sup>74</sup>. — Memoriul Baronului Hardenberg pentru Regele Frideric Wilhelm al Prusiei, din 22 Iunie 1807. Sczawel.

(L. von Ranke, loc. cit., III, p. 458).

Faut-il faire un armistice, ou se presser de faire la paix? Il vaut mille fois mieux conclure promptement celle-ci, que de souscrire à un armistice qui obligerait à la cession des trois forteresses de Graudenz, Colberg et Pillau, condition qui ne peut qu'inspirer de la méfiance dans les intentions de l'empereur Napoléon. || La paix ne sera pas difficile, s'il la veut sincèrement. La Prusse n'est liée par aucun traité avec l'Angleterre, elle n'a aucune obligation envers l'Autriche. La Russie se trouve dans le même cas à l'égard de cette dernière; elle peut se regarder comme déliée de ses engagements avec la cour de Londres, parce que celle-ci n'a rien fait depuis le commencement de la guerre pour remplir les siens. L'Autriche et l'Angleterre, en nous laissant seuls dans la lutte, sont causes que le but qu'on s'était proposé ne peut être atteint. Il n'y a guère d'apparence, d'après les dernières données, que des secours suffisants et assez prompts nous arrivent de la part de ces deux puissances. Lord Gower n'a annoncé qu'un secours pécuniaire de 2.800.000 L. Sterl. et 15.000 hommes de troupes. Cette somme, absolument insuffisante, doit être partagée entre la

No. 87<sup>74</sup>.  
1807  
22 Juin.

No. 87<sup>74</sup>. Russie, l'Autriche et la Prusse. On n'est pas même d'accord encore  
 1807 sur le lieu du débarquement des troupes. L'Autriche tarde toujours  
 22 juin. à se déclarer, et il est craindre que ses lenteurs et ses tergiversations  
 continueront. La Russie se trouve pour le moment hors d'état de  
 continuer seule la guerre avec ce qui reste de forces à la Prusse.  
 Ce n'est donc qu'avec la Suède qu'existe un engagement de la part  
 des deux cours alliées de ne poser les armes que conjointement;  
 mais la Suède a fait un armistice, le roi de Suède croit superflu  
 d'accéder à la convention de Bartenstein; il faudra agir autant que  
 possible de concert avec lui, mais la nécessité fait la loi. || L'armis-  
 tice ne semble admissible que sous la cession exigée; elle serait si  
 nuisible à la Suède même, que celle-ci, qui ne peut pas continuer  
 plus que nous la guerre sans des secours efficaces de l'Angleterre  
 et de l'Autriche, doit trouver une négociation de paix justifiée. Il  
 faudrait accepter l'armistice, s'il peut être obtenu sans la cession des  
 forteresses, parce qu'il nous donnerait le temps de nous concerter  
 avec la Suède et d'attendre les nouvelles de Vienne, qui ne peuvent  
 qu'être décisives. Voilà donc à quoi nos soins doivent tendre;  
 mais si nous ne pouvons l'obtenir, il ne reste qu'à aborder inces-  
 samment la question de la paix même, car la cession des forteresses  
 rendrait la continuation de la guerre à peu près impossible et nous  
 priverait à coup sûr de l'assistance de l'Autriche et de l'Angleterre,  
 dussent-elles même être déterminées à nous la donner d'une manière  
 efficace. || Il paraît qu'en négociant la paix dans de pareilles circon-  
 stances, ce n'est que par un nouveau système politique qu'on pourra  
 parvenir à un état de choses favorable à la Russie et à la Prusse,  
 et à terminer enfin les guerres qui désolent l'Europe. Nous nous  
 trouvons dans le cas prévu dans l'article 14 de la convention de  
 Bartenstein, de nous concerter sur les mesures à prendre pour  
 notre propre sûreté. Il faut convenir d'un arrangement, qui à la fois  
 soit agréable à Napoléon et établisse un état de possession fort et  
 solide, garanti par une alliance entre la Russie, la Prusse et la  
 France. C'est le système que Napoléon a ardemment désiré autre-  
 fois. Fondé sur des bases également profitables aux trois puissances,  
 il en imposera à tout le reste de l'Europe et forcera même l'An-  
 gleterre à une paix équitable et à établir des principes moins oné-  
 reux à l'égard de la liberté des mers. Ce système adopté, Napoléon  
 ne peut vouloir affaiblir la Prusse, il doit au contraire tâcher de la  
 rendre forte. Le mission de M. le maréchal de Kalckreuth aurait  
 pour but: || 1<sup>o</sup>. de négocier, conjointement avec le prince Labanoff,

l'armistice sans la cession des forteresses; 2°. de faire entrevoir les idées que les deux souverains alliés ont sur la paix et d'entendre celles de Napoléon; 3°. de préparer la voie à une prompte négociation de paix, surtout si Napoléon insiste sur la cession susmentionnée. || Je partagerais les pleins pouvoirs avec lui et me rendrais à portée d'entamer incessamment la négociation conjointement. Le maréchal M. de Kalckreuth lâcherait, par manière de conversation, qu'un partage de la Turquie européenne serait le moyen d'accommoder toutes les parties intéressées et de donner à la France l'empire de la Méditerranée; que de nouveaux rapports à établir entre la Russie, la Prusse et la France pourraient faire obtenir à Napoléon ce qui a toujours fait l'objet de ses vœux, la liberté de mers. Si l'on entrait dans cette idée, il ajouterait que je serais le porteur d'un plan relatif à cet objet. || Le roi munirait M. de Kalckreuth d'une lettre à Napoléon.

No. 87<sup>14</sup>.  
1807  
22 Juin.

*Anexă.*— Planul prusian pentru o pacificare generală și o alianță între Franția, Rusia și Prusia, și pentru împărțirea Turciei europene.

Partage de la Turquie européenne entre : la Russie: la Moldavie et la Valachie sur la rive gauche de l'Aluta, la Bessarabie, la Romaine avec les forts sur la côté d'Asie, la Bulgarie; : l'Autriche: la Dalmatie, la Bosnie, la Servie, une partie de la Valachie; | le roi Ferdinand: l'Albanie et les Sept-Îles; | le roi de Sardaigne: la Macédoine; | la France: la Thessalie, la Livadie, Négropont, la Morée, Candie et toutes les îles européennes de l'Archipel; || la Sicile et la Sardaigne cédées au roi Joseph et à la France. || Rétablissement d'un royaume de Pologne, moyennant la rétrocession des provinces ôtées à la Pologne par le dernier partage, excepté le département de Posen et Danzig et Thorn, qui resteraient à la Prusse; — et pour la Russie, ce qu'il lui faut pour les communications nécessaires. || Translation du roi de Saxe en Pologne. | Séparation entière des états prussiens de l'Allemagne; la Prusse cède à la France toutes ses provinces de Westphalie, ainsi que le bas pays de Baireuth, pour donner celui-ci à la Bavière; la Prusse acquiert: la Saxe électorale et la Lusace, la partie des pays de Bamberg et de Würzburg sur la rive septentrionale du Mein, suivant le cours de cette rivière depuis sa sortie du pays de Baireuth jusqu'à Schweinfurth et tirant de là une ligne droite jusqu'au pays de Fulda; la Prusse conserve toutes

No. 87<sup>74</sup>. ses provinces allemandes, excepté les susdites cédées à la France. ||  
 1807 La France disposera de la ville de Brême et procurera au grand-duc  
 22 Juin. de Würzburg une indemnité pour ce qu'il cède à la Prusse. || La  
 Prusse, devant obtenir la souveraineté de l'Elbe, aura Lubeck et Ham-  
 bourg. Elle acquiert de plus une souveraineté limitée sur les états  
 suivants, qui, également séparés de l'Allemagne, formeront un système  
 fédératif sous sa direction, savoir: les ducs de Mecklembourg, les  
 princes d'Anhalt, Schwarzbourg, Reuss, Stolberg et les maisons  
 ducales de Saxe. | L'électeur de Hesse-Cassel et le prince de Fulda  
 sont rétablis dans leurs états, tels qu'ils les possédaient avant la  
 présente guerre, et entrent également dans ce système. || Alliance entre  
 la Russie, la Prusse et la France. || Offre à l'Angleterre de lui aban-  
 donner la conquête de l'Egyp<sup>te</sup>, de lui restituer le pays de Hanovre,  
 de lui laisser Malte, à condition qu'elle adoptera des principes libé-  
 raux pour le droit maritime. Temps donné pour la reconnaissance de  
 la liberté des mers; le printemps prochain, en cas de refus, ferme-  
 ture de la Baltique.

---

No. 87<sup>75</sup>. — Instrucțiunile date de Baronul Hardenberg  
 Comitelui Kalckreuth, trimis prusian la Na-  
 poleon I, în 23 Iunie 1807. Taurroggen.

(L. von Ranke, loc. cit., III, p. 463).

No. 87<sup>75</sup>. Le roi, ainsi que son allié l'empereur de toutes les Russies, vou-  
 1807 lant sincèrement la paix, ont regardé la conclusion d'un armistice  
 23 Juin. comme un préalable naturel. La Russie vient de le conclure à des  
 conditions honorables et le roi se flatte qu'il sera signé avec lui sur  
 le même pied. Si l'armistice devait n'être qu'une simple suspension  
 d'armes sans être suivi de la paix, la demande des trois forteresses  
 faite par Napoléon serait à comprendre, mais la Prusse et la Russie  
 veulent la paix et sont prêtes à la conclure incessamment. Dans les  
 deux cas, la demande de la France est donc inadmissible: dans le  
 premier, il serait impolitique de l'accorder; y insister alors qu'on veut  
 négocier serait marquer une injuste défiance. C'est le statu quo de  
 position des armées respectives que l'on propose pour base de l'ar-  
 mistice. | Le roi rendant une entière justice aux talents du maré-  
 chal comte de Kalckreuth et voulant lui donner une preuve de sa  
 confiance, a fait choix de lui pour proposer à Napoléon un tel ar-  
 mistice, le conclure et le signer au nom de Sa Majesté avec le pléni-

potentiaire français. Leurs Majestés pensent, qu'en faisant entrevoir leurs idées sur la paix et en entendant celles de Napoléon, le maréchal parviendra aisément à préparer les voies à une négociation dont il resterait chargé de concert avec le baron de Hardenberg. || Le partage de la Turquie européenne serait le moyen d'accommoder toutes les parties intéressées et de donner à la France la prépondérance qu'elle désire dans la Méditerranée. De nouveaux rapports à établir entre la Russie, la Prusse et la France pourraient faire obtenir à Napoléon ce qui a toujours fait l'objet de ses vœux, la liberté des mers. Le roi s'en rapporte à l'habileté du maréchal du soin de faire naître à Napoléon ces idées, en sorte qu'il soit le premier à en proposer l'exécution. | Le ministre baron de Hardenberg, devant être chargé conjointement avec la maréchal de la négociation qui suivrait la conclusion de l'armistice, se rendrait alors sans délai au quartier général de Napoléon, afin qu'elle soit entamée incessamment de concert avec le plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies. Le baron de Hardenberg emportera le plein pouvoir commun aux deux négociateurs. || Le maréchal reçoit avec cette courte instruction le plein pouvoir nécessaire pour la négociation de l'armistice et une lettre du roi à l'empereur des Français, destinée à prouver à Napoléon le désir de Sa Majesté de terminer la présente guerre d'une manière qui puisse le satisfaire.

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
23 Iunie

---

No. 87<sup>re</sup>.— Scrisoarea Impératului Napoleon I către Generalul Lemarois, din 24 Iunie 1807. Tilsit.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.819, XV, p. 480).

Monsieur le général Lemarois, faites mettre dans les journaux de Varsovie la nouvelle suivante: || «Une révolution a eu lieu à Constantinople. Le Sultan Sélim et douze des principaux de la Porte ont été égorgés par les janissaires. Le Sultan Moustapha a été mis sur le trône. La cause de cette insurrection du peuple vient des progrès des Serviens et du peu d'énergie dont les janissaires se plaignent de la part du gouvernement. Ils accusaient les ministres de s'entendre avec les Serviens et les Russes. Le nouveau Sultan a proclamé qu'il ne ferait point la paix avec la Russie que les anciennes frontières ne soient rétablies et la Crimée reconquise. || «L'armée du grand vizir a passé le Danube, le 1-er juin, à Silistrie. || «Michelson s'est retiré en toute hâte, et Bucharest et toute la Valachie a été

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
24 Iunie.

No. 87<sup>76</sup>. reconquise. Les affaires des Russes vont au plus mal. L'armée du  
 1807 grand vizir est forte et paraît bien animée. » || Le journaliste peut  
 24 Juin. dire que ces nouvelles sont officielles et certaines.

No. 87<sup>77</sup>. — Buletinul al 86-lea al marei armate franceze,  
 din 25 Iunie 1807. Tilsit.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.827, XV, p. 485).

No. 87<sup>77</sup>. Le 25 juin, à une heure après midi, l'empereur, accompagné  
 1807 du grand-duc de Berg, du prince de Neuchâtel, du maréchal Bes-  
 25 Juin. sières, du grand maréchal du palais Duroc et du grand écuyer Cau-  
 laincourt, s'est embarqué, sur les bords du Niemen, dans un bateau  
 préparé à cet effet; il s'est rendu au milieu de rivière, où le général  
 la Riboisière, commandant l'artillerie de la garde, avait fait placer  
 un large radeau et élever un pavillon. A côté était un autre radeau  
 et un pavillon pour la suite de Leurs Majestés. Au même moment,  
 l'empereur Alexandre est parti de la rive droite, sur un bateau, avec  
 le grand-duc Constantin, le général Bennigsen, le général Ouvarof,  
 le prince Labanof, et son premier aide de camp le comte de Lieven. ||  
 Les deux bateaux sont arrivés en même temps. Les deux empereurs  
 se sont embrassés en mettant le pied sur le radeau; ils sont entrés  
 ensemble dans la salle qui avait été préparée, et y sont restés deux  
 heures. La conférence finie, les personnes de la suite des deux em-  
 pereurs ont été introduites. L'empereur Alexandre a dit des choses  
 agréables aux militaires qui accompagnaient l'empereur, qui, de son  
 côté, s'est entretenu longtemps avec le grand-duc Constantin et le  
 général Bennigsen. La conférence finie, les deux empereurs sont  
 montés chacun dans leur barque. On conjecture que la conférence  
 a eu le résultat le plus satisfaisant. Immédiatement après, le prince  
 Labanof s'est rendu au quartier général français. On est convenu que  
 le moitié de la ville de Tilsit serait neutralisée. On y a marqué le  
 logement de l'empereur de Russie et de sa cour. La garde impériale  
 russe passera le fleuve et sera cantonnée dans la partie de la ville  
 qui lui est destinée. || Le grand nombre de personnes de l'une et  
 l'autre armée, accourues sur l'une et l'autre rive pour être témoins  
 de cette scène, rendait ce spectacle d'autant plus intéressant que ces  
 spectateurs étaient des braves des extrémités du monde.

No. 87<sup>78</sup>. — Scrisoarea Baronului Hardenberg către Regele Frideric Wilhelm al Prusiei, din 29 Iunie 1807. Piktupœhnen.

(L. von Ranke, loc. cit., III, p. 493).

Voici le mémoire que Votre Majesté se proposait de remettre à l'empereur Alexandre. Il pourrait être ostensible pour Napoléon, et en cas que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies hésitât à parler en son nom de ce qui regarde la Turquie, malgré ce que Napoléon a déjà dit à ce sujet, il me semble qu'Elle ne compromettrait rien en communiquant le mémoire comme mon idée, ce qui aurait peut-être en même temps l'effet de détruire les préventions de ce souverain contre moi.

No. 87<sup>78</sup>.  
1807  
29 Iunie.

*Anexă.* — Memoriul prusian întocmit de Baronul de Hardenberg pentru Impăratul Alexandru I al Rusiei.

Ce n'est que par un nouveau système politique, qui unisse la Russie, la France et la Prusse, et par un état de possession également convenable à ces trois puissances, qu'on pourra parvenir à terminer enfin les guerres qui désolent l'Europe. Fondé sur des bases grandes et libérales, il en imposera au monde entier et forcera l'Angleterre à une paix équitable et à céder sur cet objet si intéressant pour toutes les nations, la liberté des mers. Loin de nous les palliatifs, les demi-mesures, les arrière-pensées! Ce système une fois adopté, il faut le poursuivre avec énergie et avec conséquence. Dès lors aussi, l'empereur Napoléon ne peut vouloir affaiblir la Prusse; il doit, au contraire, la rendre plus forte. Et ce sera le moyen le plus sûr de se l'attacher et d'établir une confiance réciproque. || Le génie du grand homme auquel nous avons à faire et les vues généreuses et magnanimes de l'ami et de l'allié le plus intime du roi aviseront sans doute aux moyens d'arriver à ce but. Mais si l'on pouvait se résoudre à mettre fin à l'empire ottoman en Europe, je croirais qu'il serait tout trouvé, et peut-être la dernière révolution à Constantinople <sup>1)</sup> en aurait-elle préparé la voie. La France y trouverait de quoi s'assurer l'empire de la Méditerranée; la Russie un accroissement de puissance reconnu depuis longtemps infiniment utile à ses inté-

<sup>1)</sup> Le déposition du Sultan Sélim III.

No. 87<sup>re</sup>. rêts; on pourrait accorder des avantages à l'Autriche; peut-être quel-  
 1807 ques indemnités au roi Ferdinand et à Sa Majesté Sarde. Enfin, on  
 29 Juin. y rencontrerait la possibilité de rétablir une Pologne indépendante, sans blesser les intérêts des trois puissances qui ont participé à son partage. Ce rétablissement serait effectué par la rétrocession des provinces ôtées à la Pologne par le dernier partage de 1795, excepté le département de Posen qui resterait à la Prusse, et le district qu'il faudrait à la Russie pour conserver les communications nécessaires. Le roi de Saxe serait transféré en Pologne et y obtiendrait une monarchie beaucoup plus considérable que les états qu'il posséda jusqu'ici. La Russie et l'Autriche auraient leurs compensations dans la Turquie européenne. La Prusse, par la cession de la Saxe électorale et des Lusaces. La Prusse céderait à la France toutes ses provinces au delà du Weser et le bas pays de Baireuth, dont Sa Majesté l'empereur Napoléon disposerait peut-être en faveur de la Bavière. Elle obtiendrait en échange la lisière du pays de Bamberg sur la rive droite du Mein. La Prusse conserverait toutes ses autres provinces allemandes, excepté les susdites, qu'elle céderait à la France. Elle obtiendrait la souveraineté de l'Elbe et aurait Hambourg avec son territoire et Lubeck avec le sien. La France disposerait de la ville de Brême et de son territoire. La Prusse serait entièrement séparée de l'Allemagne à l'égard de toutes ses possessions. L'électeur de Hesse-Cassel, le prince de Nassau-Fulda et le duc de Brunswick-Wolfenbüttel seraient rétablis dans leurs anciennes possessions en Allemagne. La Suisse ne pourrait-elle pas être érigée en royaume pour le prince Jérôme Napoléon?

No. 87<sup>re</sup>. — Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
 Impăratul Napoleon I, din 6 Iulie 1807. Tilsit.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 70).

No. 87<sup>re</sup>. Monsieur mon frère, la conférence que nos plénipotentiaires ont  
 1807 eue hier, motive, de ma part, la note que je joins à cette lettre. C'est  
 6 Iulie. mon désir sincère de former notre union sur des bases solides et inébranlables qui me guide uniquement dans ma démarche. Elle est trop juste pour ne pas entrer dans mes raisons. Sur ce, je prie Dieu, Monsieur mon frère, qu'il veuille tenir Votre Majesté Impériale en sa sainté et digne garde.

*Anexă.*—Notă autografă a Impăratului Alexandru I.

Dans la conférence qui eut lieu hier entre les plénipotentiaires, No 87<sup>re</sup>.  
 plusieurs points ont arrêté les progrès d'un ouvrage, qu'il serait si 1807  
 désirable de voir terminé au contentement réciproque des deux par- 6 Iulie.  
 ties contractantes. C'est pour écarter tout mésentendu que je m'adresse  
 directement à Sa Majesté l'empereur Napoléon, pour lui énoncer avec  
 franchise mes désirs. Quand il m'a témoigné ses dispositions favo-  
 rables pour procurer quelques acquisitions à la Russie, je lui parlai  
 de la frontière sèche qu'avait la Russie depuis Grodno jusqu'au Boug,  
 et qu'il serait intéressant de voir par elle changée contre une fron-  
 tière qui semble naturelle, formée par le Wavre, le Narew et le  
 Boug. L'empereur Napoléon y acquiesça d'abord et, depuis ce mo-  
 ment, ce point n'a jamais été envisagé autrement. Dans la conférence  
 d'hier, cependant, on a tâché de lui donner une tout autre interpré-  
 tation, et *au lieu de suivre le cours du Narew, on a remonté à sa*  
*source*. Par là, loin de remplir le but en question, celui de donner  
 une frontière naturelle à la Russie, cette acquisition proposée se  
 trouverait de nulle valeur pour elle et lui laisserait la plus grande  
 partie de sa frontière sèche. || J'ai témoigné à l'empereur Napoléon que  
 j'étais prêt, pour acquiescer à ses plans, de céder Jéver et les Sept-  
 Îles, mais il se rappellera en même temps combien mes vœux étaient  
 prononcés pour améliorer par ces cessions le sort d'un allié malheureux.  
 C'est avec confiance que j'en appelle à sa justice, à cette amitié qu'il  
 me témoigne et qui m'a fait concevoir un espoir si riant pour l'avenir.  
 Il ne dépend que de l'empereur Napoléon de me prouver cette ami-  
 tié, de changer mon espoir en certitude et de cimenter à jamais  
 cette union entre la Russie et la France qui doit faire le bonheur  
 du globe entier. Je ne lui demande que : 1) de s'en tenir à la pre-  
 mière démarcation des limites entre la Russie et le duché de Var-  
 sovie convenue entre nous ; 2) par réciprocité de l'évacuation de la  
 Moldavie et de la Valachie, de la cession de la principauté de Jéver,  
 de Cattaro et des Sept-Îles, d'améliorer le sort du roi de Prusse par  
 une restitution de 200.000 âmes à la gauche de l'Elbe, comprenant  
 la vieille Marche, le reste de Magdebourg et le Halberstadt, dont l'em-  
 pereur Napoléon est convenu lui-même m'avoir donné la promesse,  
 et en fixant la Netze et la Dreventz pour limites avec le duché de  
 Varsovie. Ce sont là les seuls vœux que j'ai à former et qu'il est si  
 facile à l'empereur Napoléon de réaliser. Son amitié alors me sera  
 prouvée d'une manière non-équivoque et constatée aux yeux de la

No. 87<sup>80</sup>. Russie, qu'il identifiera par là à sa politique. Tous les autres articles  
1807 du traité, j'y acquiesce pleinement. Quant à Memel et à son terri-  
7 Iulie. toire, je suis prêt à y renoncer, et la Saxe conservera par là l'équi-  
valent qu'elle devait céder à la Prusse.

---

No. 87<sup>80</sup>.— Tractatul de pace și de amicitie semnat la  
Tilsit între Franția și Rusia, în 7 Iulie 1807.

(Albert Vandal, loc. cit., I, p. 499.—Сборникъ, LXXXIX, p. 51).

No. 87<sup>80</sup>. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la  
1807 Confédération du Rhin, et S. M. l'empereur de toutes les Russies, étant  
7 Iulie animés d'un égal désir de mettre fin aux calamités de la guerre, ont  
à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: || S. M. l'em-  
pereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du  
Rhin, M. Maurice Talleyrand, prince de Bénévent, son grand cham-  
bellan et ministre des relations extérieures, grand-cordon de la Lé-  
gion d'honneur, chevalier grand-croix des ordres de l'Aigle-Noir et  
de l'Aigle-Rouge de Prusse et de Saint-Hubert, || Et S. M. l'empe-  
reur de toutes les Russies, M. le prince Alexandre Kourakine, son  
conseiller privé actuel, membre du Conseil d'état, sénateur, chance-  
lier de tous les ordres de l'empire, chambellan actuel, ambassadeur  
extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur de  
toutes les Russies près S. M. l'empereur d'Autriche, et chevalier des  
ordres de Russie de Saint-André, de Saint-Alexandre, de Sainte-  
Anne de première classe, et de Saint-Wolodimir de la première classe,  
de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Saint-Hubert de  
Bavière, du Danebrog et de l'Union parfaite du Danemark, et bailli  
grand-croix de l'ordre souverain de Saint-Jean de Jérusalem, || Et  
M. le prince Dmitry Lobanof de Rostof, lieutenant général des armées  
de S. M. l'empereur de toutes les Russies, chevalier des ordres de  
Sainte-Anne de la première classe, de l'ordre militaire de Saint-Geor-  
ges, et de l'ordre de Wolodimir de la troisième classe; || Lesquels,  
après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus  
des articles suivants:

Art. 1-er.— Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifi-  
cations du présent traité, paix et amitié parfaite entre S. M. l'empereur  
des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur des Russies.

Art. 2. — Toutes les hostilités cesseront immédiatement de part

et d'autre, sur terre et sur mer, dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue. Les hautes parties contractantes la feront porter, sans délai, par des courriers extraordinaires, à leurs généraux et commandants respectifs.

No. 87<sup>oo</sup>.  
1807  
7 Julie.

Art. 3. — Tous les bâtimens de guerre ou autres appartenant à l'une des parties contractantes ou à leurs sujets respectifs, qui auraient été pris postérieurement à la signature du présent traité, seront restitués, ou, en cas de vente, le prix en sera restitué.

Art. 4. — S. M. l'empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, consent à restituer à S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes et territoires conquis et dénommés ci-après, savoir : La partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe; La marche de Prignitz, l'Ucker-Marck, la moyenne et la nouvelle marche de Brandebourg, à l'exception du Cöthuserkreys, ou cercle de Cöthbus, dans la basse Lusace, lequel devra appartenir à S. M. le roi de Saxe; le duché de Poméranie; la haute, la basse et la nouvelle Silésie, avec le comté de Glatz; la partie du district de la Netze située au nord de la chaussée allant de Driessen à Schneidemühl et d'une ligne allant de Schneidemühl à la Vistule par Waldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg, la navigation par la rivière de Netze et le canal de Bromberg, depuis Driessen jusqu'à la Vistule, et réciproquement, devant être libre et franche de tout péage; la Poméranie, l'île de Nogat, les pays à la droite du Nogat et de la Vistule, à l'ouest de l'ancienne Prusse et au nord du cercle de Culm, l'Ermeland et enfin le royaume de Prusse, tel qu'il était au 1<sup>er</sup> janvier 1772, avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Neiss, Brieg, Kosel et Galtz, et généralement toutes les places, citadelles, châteaux et forts des pays ci-dessus dénommés, dans l'état où lesdites places, citadelles, châteaux et forts se trouvent maintenant, et, en outre, la ville et la citadelle de Graudentz.

Art. 5. — Les provinces qui, au 1<sup>er</sup> janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne et qui ont passé depuis, à diverses époques, sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article et de ceux qui sont spécifiés en l'article 9 ci-après, possédés en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie, et régies par des constitutions qui, en assurant les libertés

7<sup>es</sup>. et les privilèges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des états voisins.

7  
lie.

Art. 6. — La ville de Dantzick, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indépendance, sous la protection de S. M. le roi de Prusse et de S. M. le roi de Saxe, et gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner elle-même.

Art. 7. — Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le roi de Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers les possessions de S. M. le roi de Prusse. Ladite route, le nombre des troupes qui pourront y passer à la fois, et les lieux d'étapes, seront déterminés par une convention spéciale faite entre leursdites Majestés, sous la médiation de la France.

Art. 8. — S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Saxe, ni la ville de Dantzick ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'un péage, droit ou impôt, de quelque nature qu'ils puissent être, la navigation de la Vistule.

Art. 9. — Afin d'établir, autant qu'il est possible, des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles, qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de la Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure et suivant le thalweg de cette rivière, le thalweg de la Bohra jusqu'à son embouchure, le thalweg de la Narew, depuis le point susdit jusqu'à Suratz, de la Liza jusqu'à sa source près le village de Mien, de l'affluent de la Nurzeck prenant sa source près le même village, de la Nurzeck jusqu'à son embouchure au-dessus de Nurr, et enfin le thalweg du Bug, en le remontant jusqu'aux frontières russes actuelles, sera réuni, à perpétuité, à l'empire de Russie.

Art. 10. — Aucun individu, de quelque classe et condition qu'il soit, ayant son domicile ou des propriétés dans le territoire spécifié en l'article précédent, ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié soit dans les provinces de l'ancien royaume de Pologne qui doivent être restituées à S. M. le roi de Prusse, soit dans le duché de Varsovie, mais ayant en Russie des biens-fonds, rentes, pensions ou revenus, de quelque nature qu'ils soient, être frappé dans sa personne, biens, pensions et revenus de tout genre, dans son rang et ses dignités, ni poursuivi ni recherché en aucune façon quelconque pour aucune part, ou politique, ou militaire, qu'il ait pu prendre aux événements de la guerre présente.

Art. 11. — Tous les engagements et toutes les obligations de S. M. le roi de Prusse, tant envers les anciens possesseurs, soit de charges publiques, soit de bénéfices ecclésiastiques, militaires ou civils, qu'à l'égard des créanciers et des pensionnaires de l'ancien gouvernement de Pologne, restent à la charge de S. M. l'empereur de toutes les Russies et de S. M. le roi de Saxe, dans la proportion de ce que chacune de leursdites Majestés acquiert par les articles 5 et 9, et seront acquittés pleinement, sans restriction, exception, ni réserve aucune.

No. 87<sup>o</sup>.  
1807  
7 Julie.

Art. 12. — LL. AA. SS. les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklembourg-Schwerin seront remis chacun dans la pleine et paisible possession de ses états ; mais les ports des duchés d'Oldenbourg et de Mecklembourg continueront d'être occupés par des garnisons françaises, jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre.

Art. 13. — S. M. l'empereur Napoléon accepte la médiation de S. M. l'empereur de toutes les Russies à l'effet de négocier et conclure un traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 14. — De son côté, S. M. l'empereur de toutes les Russies, voulant prouver combien il désire d'établir entre les deux empires les rapports les plus intimes et les plus durables, reconnaît S. M. le roi de Naples, Joseph-Napoléon, et S. M. le roi de Hollande, Louis-Napoléon.

Art. 15. — S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît pareillement la Confédération du Rhin, l'état actuel de possession de chacun des souverains qui la composent et les titres donnés à plusieurs d'entre eux, soit par l'acte de Confédération, soit par les traités d'accession subséquents. Sa dite Majesté promet de reconnaître, sur les notifications qui lui seront faites de la part de S. M. l'empereur Napoléon, les souverains qui deviendront ultérieurement membres de la Confédération, en la qualité qui leur sera donnée par les actes qui les y feront entrer.

Art. 16. — S. M. l'empereur de toutes les Russies cède, en toute propriété et souveraineté, à S. M. le roi de Hollande, la seigneurie de Jever dans l'Ost-Frise.

Art. 17. — Le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun à LL. MM. les rois de Naples et de Hollande et aux souverains confédérés du Rhin, alliés de S. M. l'empereur Napoléon.

No. 87<sup>es</sup>.  
1807  
7 Julie.

Art. 18. — S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît aussi S. A. I. le prince Jérôme-Napoléon comme roi de Westphalie.

Art. 19. — Le royaume de Westphalie sera composé des provinces cédées par S. M. le roi de Prusse à la gauche de l'Elbe et d'autres états actuellement possédés par S. M. l'empereur Napoléon.

Art. 20. — S. M. l'empereur de toutes les Russies promet de reconnaître la disposition qui, en conséquence de l'article 19 ci-dessus et des cessions de S. M. le roi de Prusse, sera faite par S. M. l'empereur Napoléon (laquelle devra être notifiée à S. M. l'empereur de toutes les Russies), et l'état de possession en résultant pour les souverains au profit desquels elle aura été faite.

Art. 21. — Toutes les hostilités cesseront immédiatement, sur terre et sur mer, entre les forces de S. M. l'empereur de toutes les Russies et celles de Sa Hautesse, dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue. Les hautes parties contractantes la feront porter, sans délai, par des courriers extraordinaires, pour qu'elle parvienne le plus promptement possible aux généraux et commandants respectifs.

Art. 22. — Les troupes russes se retireront des provinces de Valachie et de Moldavie, mais lesdites provinces ne pourront être occupées par les troupes de Sa Hautesse jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la Russie et la Porte ottomane.

Art. 23. — S. M. l'empereur de toutes les Russies accepte la médiation de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, à l'effet de négocier et conclure une paix avantageuse et honorable aux deux empires. Les plénipotentiaires respectifs se rendront dans le lieu dont les parties intéressées conviendront, pour y ouvrir et suivre les négociations.

Art. 24. — Les délais dans lesquels les hautes parties contractantes devront retirer leurs troupes des lieux qu'elles doivent quitter en conséquence des stipulations ci-dessus, ainsi que le mode d'exécution des diverses clauses que contient le présent traité, seront fixés par une convention spéciale.

Art. 25. — S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur de toutes les Russies se garantissent mutuellement l'intégrité de leurs possessions et de celles des puissances comprises au présent traité de paix, telles qu'elles sont maintenant, ou seront en conséquence des stipulations ci-dessus.

Art. 26. — Les prisonniers de guerre faits par les parties con-

tractantes ou comprises au présent traité de paix seront rendus réciproquement, sans échange et en masse.

No. 87<sup>oo</sup>.  
1807  
7 Iulie.

Art. 27. — Les relations de commerce entre l'empire français, le royaume d'Italie, les royaumes de Naples et de Hollande et les états confédérés du Rhin, d'une part, et, d'autre part, l'empire de Russie seront rétablies sur le même pied qu'avant la guerre.

Art. 28. — Le cérémonial des deux cours des Tuileries et de Saint-Pétersbourg entre elles et à l'égard des ambassadeurs, ministres et envoyés qu'elles accréditeront l'une près de l'autre, sera établi sur le principe d'une réciprocité et d'une égalité parfaites.

Art. 29. — Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et par S. M. l'empereur de toutes les Russies. L'échange des ratifications aura lieu dans cette ville dans le délai de quatre jours.

Fait à Tilsit, le 7 juillet (25 juin) 1807.

Ch.-M. Talleyrand

Prince de Bénévent.

Le prince Alexandre Kourakine.  
Le prince Dmitry Lobanof de Rostof.

Articole separate și secrete ale tractatului de pace și de amicitie de la Tilsit din 8 Iulie 1807.

1. Les troupes russes remettront aux troupes françaises le pays connu sous le nom de Cattaro.

2. Les Sept-Îles seront possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. l'empereur Napoléon.

3. Consent S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, à ne point inquiéter ni rechercher directement ou indirectement aucun sujet de la Sublime Porte et spécialement les Monténégrins, pour aucune part qu'ils aient prise ou pu prendre aux hostilités contre les troupes françaises, pourvu que désormais ils vivent paisiblement.

4. S. M. l'empereur de toutes les Russies s'engage à reconnaître S. M. le roi de Naples Joseph-Napoléon comme roi de Sicile, aussitôt que le roi Ferdinand IV aura une indemnité, telle que les îles Baléares ou l'île de Candie ou toute autre de même valeur.

5. Si, lors de la paix future avec l'Angleterre, le Hanovre vient à être réuni au royaume de Westphalie, un territoire formé de pays cédés par S. M. le roi de Prusse à la rive gauche de l'Elbe et ayant

No. 87<sup>80</sup>. une population de trois à quatre cent mille âmes cessera de faire  
1807 partie de ce royaume et sera rétrocédée à la Prusse.  
7 Iulie.

6. Les chefs des maisons de Hesse-Cassel, de Brunswick-Wolfenbützel et de Nassau-Orange jouiront d'un traitement annuel et viager, dont jouiront également les princesses leurs épouses, si elles leur survivent. || Le traitement du chef de la maison de Hesse Cassel sera de deux cent mille florins de Hollande. Le traitement du chef de la maison de Brunswick-Wolfenbützel sera de cent mille florins de Hollande. Ces traitements seront acquittés par S. M. le roi de Westphalie. || Le traitement du chef de la maison de Nassau-Orange sera de soixante mille florins de Hollande et acquitté par S. A. I. le grand-duc de Berg.

7. Les articles ci-dessus séparés et secrets auront la même force et valeur que s'ils avaient été textuellement insérés dans le traité patent de ce jour et ils seront ratifiés en même temps.

Fait et signé à Tilsit, le 25 juin (7 juillet) 1807.

Ch. Maurice Talleyrand

Prince de Bénévent.

Le prince Alexandre Kourakine.

Le prince Dmitry Lobanof de Rostof.

No. 87<sup>81</sup>.-- Tractatul de alianță ofensivă și defensivă  
dintre Franția și Rusia, semnat la Tilsit în  
7 Iulie 1807.

(Albert Vandal, loc. cit., No. I, p. 505. - Сопущен. LXXXIX, p. 60).

No. 87<sup>81</sup>. S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. l'empereur des  
1807 Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, ayant  
7 Iulie. spécialement à cœur de rétablir la paix générale en Europe sur des bases solides et, s'il se peut, inébranlables, ont, à cet effet, résolu de conclure une alliance offensive et défensive et nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: [suivent les noms et titres des princes Kourakine et Lobanof de Rostof, pour la Russie, et de Charles-Maurice Talleyrand, prince de Bénévent, pour la France], . Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants:

Art. 1-er — S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. l'em-

pereur des Français, roi d'Italie, s'engagent à faire cause commune, soit par terre, soit par mer, soit enfin par terre et mer, dans toute guerre que la Russie ou la France serait dans la nécessité d'entreprendre ou de soutenir contre toute puissance européenne.

No. 87<sup>es</sup>.  
1807  
7 Julie.

Art. 2. — Le cas d'alliance survenant et chaque fois qu'il surviendra, les hautes parties contractantes régleront par une convention spéciale les forces que chacune d'elles devra employer contre l'ennemi commun, et les points où ces forces devront agir; mais, dès à présent, elles s'engagent à employer, si les circonstances l'exigent, la totalité de leurs forces de terre et de mer.

Art. 3. — Toutes les opérations de guerre communes seront faites de concert, et ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne pourra, dans aucun cas, traiter de la paix sans le concours ou le consentement de l'autre partie.

Art. 4. — Si l'Angleterre n'accepte pas la médiation de la Russie ou si, l'ayant acceptée, elle n'a point le 1-er novembre prochain consenti à conclure la paix en reconnaissant que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une égale et parfaite indépendance sur les mers et ne restituant les conquêtes par elle faites sur la France et ses alliés depuis <sup>1)</sup> 1805, où la Russie a fait cause commune avec elle, une note sera, dans le courant dudit mois de novembre, remise au cabinet de Saint-James par l'ambassadeur de S. M. l'empereur de toutes les Russies. Cette note, exprimant l'intérêt que Sa dite Majesté Impériale prend au repos du monde et l'intention où Elle est d'employer toutes les forces de son empire pour procurer à l'humanité le bienfait de la paix, contiendra la déclaration positive et explicite que, sur le refus de l'Angleterre de conclure la paix aux conditions susdites, S. M. l'empereur de toutes les Russies fera cause commune avec la France, et pour le cas où le cabinet de Saint-James n'aura pas donné au 1-er décembre prochain une réponse catégorique et satisfaisante, l'ambassadeur de Russie recevra l'ordre éventuel de demander ses passeports ce jour et de quitter immédiatement l'Angleterre.

Art. 5. — Arrivant le cas prévu par l'article précédent, les hautes parties contractantes feront de concert, et au même moment, sommer les trois cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne, de

<sup>1)</sup> Ici figurent dans la minute et l'original, à la place de «1805», ces mots «le temps»; «1805» est porté en marge, et c'est cette variante qui a été adoptée, ainsi que le constate un parafe.—*Note de Vandal.*

No. 87<sup>es</sup>. 1807  
7 Julie. fermer leurs ports aux Anglais, de rappeler de Londres leurs ambassadeurs et de déclarer la guerre à l'Angleterre. Celle des trois cours qui s'y refusera sera traitée comme ennemie par les hautes parties contractantes, et la Suède s'y refusant, le Danemarck sera contraint de lui déclarer la guerre.

Art. 6. — Les deux hautes parties contractantes agiront pareillement de concert et insisteront avec force auprès de la cour de Vienne, pour qu'elle adopte les principes exposés dans l'article 4 ci-dessus, qu'elle ferme ses ports aux Anglais, rappelle de Londres son ambassadeur et déclare la guerre à l'Angleterre.

Art. 7. — Si, au contraire, l'Angleterre, dans le délai spécifié ci-dessus, fait la paix aux conditions susdites (et S. M. l'empereur de toutes les Russies emploiera toute son influence pour l'y amener), le Hanovre sera restitué au roi d'Angleterre, en compensation des colonies françaises, espagnoles et hollandaises.

Art. 8. — Pareillement, si par une suite des changements qui viennent de se faire à Constantinople, la Porte n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, après qu'elle l'aura acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après l'ouverture des négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane, et les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.

Art. 9. — Le présent traité restera secret et ne pourra être rendu public ni communiqué à aucun cabinet par l'une des parties contractantes sans le consentement de l'autre. || Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Tilsit dans le délai de quatre jours.

Fait à Tilsit, le 7 juillet 1807.

Charles-Maurice de Talleyrand

Prince de Bénévent.

Le prince Alexandre Kourakine.

Le prince Dmitry Lobanof de Rostof.

---

No. 87<sup>82</sup>. — Extract din stipulațiunile dintre Francia și Rusia relative la Cattaro și insula Corfu, semnate la Tilsit în 27 Iunie (9 Iulie) 1807.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 68).

.....Les vaisseaux [russes] de la mer Noire doivent rester à Corfou, à moins que le commandant ne préfère, par des raisons particulières, soit d'entrer à Venise, soit dans un port de Naples; ils doivent attendre là une lettre de l'ambassadeur de France à Constantinople qui fasse connaître si on a pu obtenir le passage dans la mer Noire; dans quelque endroit que cette escadre se mette, elle doit toujours se tenir à portée des batteries de côtes et à l'abri d'une surprise de mer, soit de la part des Turcs, soit de la part des Anglais. L'adjudant commandant français Guilleminot, accompagné d'un officier russe, doit se rendre au quartier-général du général Michelson: il doit être porteur de lettres du prince de Bénévent au grand vizir et à l'ambassadeur de France à Constantinople, sur les ordres qui ont été donnés ce matin. Le général Michelson doit être prévenu des mêmes dispositions: toute hostilité devant cesser, si la Porte adhère au traité et accepte la médiation de la France, le général Michelson recevra des ordres pour conclure cette suspension d'armes avec le grand-vizir, conformément aux termes du traité. Si, au contraire, la Porte voulait rester en guerre avec la Russie et refusait la médiation de la France, ce qui n'est pas à présumer, le général Michelson restera maître de ses opérations....

No. 87<sup>82</sup>.  
1807  
9 Iulie.

No. 87<sup>83</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I, din 9 Iulie 1807. Tilsit.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.884, XV, p. 501).

Monsieur mon frère, j'envoie à Votre Majesté une idée sur la manière dont je conçois que doivent être commencées nos affaires actuelles avec l'Angleterre. Je lui envoie également un petit résumé de ce qu'il paraîtrait convenable de faire relativement à nos affaires de la Porte et de la Dalmatie.

No. 81<sup>83</sup>.  
1807  
9 Iulie.

*Aneză.*—Resumatul ordinelor de dat de către guvernul francez și cel rus pentru afacerile Porții și ale Adriaticei.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.885, XV, p. 502. — Сборникъ, LXXXIX, p. 68).

No. 87<sup>es</sup>.  
1807  
9 Iulie.

*Ordres à donner par la Russie.*

2<sup>o</sup>) Ordre à donner au général Michelson de se conformer au traité; l'autoriser à conclure un arrangement avec le grand vizir, si celui-ci déclare que la Porte adhère à la paix.

3<sup>o</sup>) Envoyer à l'officier qui commande les vaisseaux russes l'ordre de passer dans la mer Noire, s'il reçoit l'assurance de la part

*Ordres à donner par la France.*

1<sup>o</sup>) Faire connaître à l'ambassadeur turc, à Varsovie, le traité de paix et lui remettre une note contenant l'offre de la médiation de la France.

2<sup>o</sup>) Expédier un officier français au quartier-général du général Michelson, pour notifier la paix au grand vizir et lui faire connaître l'intention où est l'empereur de Russie d'évacuer la Valachie et la Moldavie, si, de son côté, la Porte promet de ne point entrer en Valachie et en Moldavie que les affaires ne soient arrangées et si, acceptant ma médiation, la Porte envoie des pleins pouvoirs pour conclure sa paix avec la Russie. L'officier français continuera sa route jusqu'à Constantinople et portera des dépêches à l'ambassadeur de France avec les nouvelles instructions qui dérivent de l'état de paix avec la Russie. || *Nota.* L'adjutant commandant Guilleminot est l'officier français qui se rendra auprès du général Michelson et à Constantinople

3<sup>o</sup>) Indication à donner à l'ambassadeur de France, si la situation de Constantinople le permet, de demander le passage des vais-

de l'ambassadeur de France qu'il peut y passer.

4°) Envoyer par un officier russe, qui accompagnerait l'officier français qui se rend en Dalmatie, l'ordre au général qui commande à Cattaro de se rendre par terre ou par mer avec ses troupes sur le territoire de Venise et d'attendre là de nouveaux ordres de l'ambassadeur de Russie à Vienne.

6°) Faire partir un officier russe par Otrante, lequel portera l'ordre à la garnison de Corfou de remettre la citadelle à la garnison française et de se rendre par terre ou par mer à Venise, ou de rester à Zante ou Céphalonie, et d'y vivre en bonne intelligence avec les Français.

seaux russes qui sont à Corfou dans la mer Noire et, au cas qu'il l'obtienne, d'envoyer un courrier à Corfou et en Dalmatie, pour en instruire l'officier commandant les vaisseaux russes destinés à se rendre dans la mer Noire.

4°) Envoyer par un officier français au général Marmont, avec l'officier russe qui se rend à Cattaro, l'ordre de prendre possession de la forteresse et de rétablir ses rapports avec les Monténégrins.

5°) Expédier en Italie l'ordre de recevoir la garnison russe de Cattaro dans la terre ferme de Venise, où elle resterait, si telle est l'intention de l'empereur de Russie, jusqu'à ce que l'on ait arrangé le passage avec la cour de Vienne.

6°) Envoyer, avec l'officier russe qui partira par Otrante, l'ordre aux troupes françaises de prendre possession de la forteresse de Corfou, en gardant les Russes à Corfou et dans les îles voisines, ou en les acheminant par terre ou par mer à Venise avec la garnison russe de Cattaro, jusqu'à ce que le passage soit arrangé avec la cour de Vienne. || *Nota.* La France se chargerait de l'approvisionnement des troupes russes, par la facilité qu'elle a de tirer des vivres, soit de la côté de Naples, soit de l'Albanie, soit de la Dalmatie.

No. 87<sup>es</sup>.  
1807  
9 Iulie.

No. 87<sup>84</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Talleyrand, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, din 9 Iulie 1807. Tilsit.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 12.886, XV, p. 505).

No. 87<sup>84</sup>.  
1807  
9 Iulie.

Monsieur le prince de Bénévent, l'adjutant commandant Guillemot doit se rendre au quartier-général de Michelson. Il ira de là auprès du grand vizir et il sera porteur d'une lettre, dans laquelle vous notifierez au grand vizir la paix qui vient d'être conclue et les articles du traité qui concernent la Porte. Vous ferez connaître qu'il faut que le grand vizir suspende les hostilités et qu'il conclue un armistice avec le général Michelson, qui évacuera la Valachie et la Moldavie, mais que lui-même ne doit pas entrer dans ces provinces avant que la traité définitif soit réglé. Vous donnerez mes instructions à l'adjutant commandant Guillemot et vous lui communiquerez les articles qui concernent la Porte. || De là cet officier se rendra à Constantinople. Il sera porteur d'une lettre chiffrée de vous pour Sébastiani. Vous ferez connaître à mon ambassadeur par cette lettre que mon système sur la Porte chancelle et est au moment de changer; que, cependant, je ne suis pas décidé; que la meilleure amitié subsiste entre moi et la Russie; que l'empereur Alexandre a passé vingt jours ici et que j'ai lieu d'espérer que notre union sera constante; que, d'un autre côté, le sort du Sultan Sélim m'a été au cœur, et que le peu d'égards qu'on a eu pour mon ambassadeur et pour mes troupes m'a été sensible; qu'il doit envoyer l'adjutant commandant avec des firmans de la Porte pour que le traité soit exécuté; que les troupes ottomanes restent sur le Danube, tandis que les Russes resteront sur leurs frontières, sans que la Valachie et la Moldavie soient occupées par personne; que les Sept-Îles me sont données en toute propriété, ainsi que Cattaro, mais que cela doit rester secret; qu'il faut qu'il obtienne, s'il est possible, le passage par le Bosphore des quatre vaisseaux russes qui appartiennent à la mer Noire; que, s'il l'obtient, sans trop choquer cependant la populace de Constantinople, il en fasse part, par une lettre signée de sa main, au général Michelson, qui l'enverra à Corfou. Il dira dans cette lettre que le gouverneur peut faire partir tant de vaisseaux et qu'il ne leur arrivera rien. Il faut ménager la Porte; qu'elle envoie un ambassadeur à Paris et qu'elle accepte clairement ma médiation. Vous ferez sentir que j'ai été choqué du renvoi de mes canonnières

et de ce qu'on a assez peu ménagé mon ambassadeur pour ne pas lui faire de notification. Sébastiani témoignera, s'il est possible, l'intérêt que je prends à Sélim; mais il y mettra assez de ménagements pour ne pas accélérer sa mort. Il fera connaître qu'il est ridicule que l'empereur Moustafa ne m'ait pas écrit, à moi, qui seul ai protégé son empire; car, enfin, les Turcs n'auraient pas résisté à la Russie, si je ne les avais pas protégés. Je reste encore ami de la Porte; mais je suis redevenu ami de la Russie. Il faut donc toujours chercher des moyens de conciliation, en évitant désormais tous ceux d'irritation et d'exaspération. Vous ferez aussi une note au ministre turc à Varsovie, pour lui annoncer que la paix est faite et que la Porte y est comprise. Vous toucherez légèrement l'article de mon mécontentement sur le peu d'égards qu'on a eu pour mon ambassadeur depuis le nouveau règne et sur le renvoi presque honteux de mes canonniers. Recommandez positivement à Sébastiani de renvoyer en Dalmatie tous les canonniers et tous les Français que j'ai à Constantinople.

No. 87<sup>84</sup>.  
1807  
9 Iulie.

No. 87<sup>85</sup>. -- Rescriptul Impăratului Alexandru I către Generalul Michelson, comandantul trupelor din Principatele dunărene, din 28 Iunie (10 Iulie) 1807. Tilsit.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 131).

При рескриптѣ моемъ отъ 15-го сего мѣсяца, доставилъ я къ вамъ копію съ акта перемирія, заключеннаго между арміями нашею и французскою, и въ то же время предписалъ я вамъ прекратить наступательныя противу турокъ дѣйствія, если и они тому сообразоваться будутъ. Нынѣ препровождаю выписку изъ мирнаго трактата, подписаннаго обоюдными полномочными въ 25-й день сего мѣсяца. Хотя въ 23-й статьѣ сего акта и положительно сказано, что войска мои оставить Молдавію и Валахію, однакожь условлено между мною и Императоромъ Наполеономъ, чтобы выходъ изъ тѣхъ княжествъ арміи, начальству вашему ввѣренной, зависѣлъ отъ нижеслѣдующихъ обстоятельствъ, а именно: когда Порта согласится принять посредничество Франціи къ возстановленію мира съ Россією, когда она обяжется вывести и свои войска изъ Валахіи и не занимать уже сего княжества ни Молдавіи, пока продолжаться будутъ мирныя переговоры и, нако-

No. 87<sup>86</sup>.  
1807  
10 Iulie.

No. 87<sup>85</sup>  
1807  
10 Iulie

пецъ, когда она, принявъ посредничество Франціи, назначить отъ себя полномочныхъ для трактованія и возстановленія окончательно съ нами мира. На основаніи сихъ постановленій, поручаю вамъ, сообщивъ оныя великому визирю, предложить ему заключить съ вами предварительный договоръ, въ коемъ все вышесказанныя статьи должны быть помѣщены наяснѣйшимъ образомъ. Если таковой договоръ состоится, то вы имѣете вывести изъ Молдавіи и Валахіи войска, подъ начальствомъ вашимъ состоящія, и занять лучшую, по усмотрѣнію вашему, позицію по сѣ сторону Дубестра. Въ противномъ же случаѣ, если бы великій визирь подъ какими бы то ни было предлогами не согласился на все вышеизображенныя условія, тогда вы, безъ всякой отсѣлки, имѣете исполнять предписанія, отъ 15-го сего мѣсяца вамъ данныя, оставаясь въ нынѣшнихъ вашихъ позиціяхъ. || Французской службы полковникъ Гиллеминно, который отправляется вмѣстѣ съ симъ курьеромъ, имѣетъ повелѣніе отъ Императора Наполеона подтвердить предложенія, какия вы по сему дѣлать будете великому визирю, и отправиться потомъ въ Константинополь для доставленія французскому послу сообразныхъ по сему же предмету наставленій. || Въ заключеніе нахожу нужнымъ сказать вамъ, что тайный совѣтникъ Лашкаревъ, о назначеніи коего вы уже предувѣдомлены министромъ иностранныхъ дѣлъ, въ непродолжительномъ времени отправится отсюда въ Молдавію. Подтверждая вамъ все по сему предмету отъ Генерала Будберга къ вамъ писанное, я желаю, чтобы г. Лашкаревъ особенно употребленъ былъ въ преговорахъ, какіе откроются между вами и великимъ визиремъ: на каковой конецъ и будетъ ему дана надлежащая полная мочь, а вамъ поручаю снабдить его нужными инструкціями на основаніи предписаній, въ семъ рескриптѣ заключенныхъ.

*(Traducțiune).*

Avec mon rescrit du 15 de ce mois [v. st.], je vous ai envoyé la copie de l'acte d'armistice conclu entre notre armée et l'armée française et je vous ai en même temps prescrit de cesser toute attaque contre les Turcs, s'ils s'y conformaient aussi. Je vous envoie à présent une partie du traité de paix signé par les plénipotentiaires des deux parties le 25 de ce mois [v. st.]. Quoiqu'il soit dit positivement dans le 25-ème article de cet acte que mon armée évacuera la Moldavie et la Valachie, il a cependant été établi entre moi et l'empereur Napoléon que l'évacuation de l'armée confiée à votre commandement dépendra des circonstances suivantes, savoir: que la Porte consente

à accepter la médiation de la France pour le rétablissement de sa No. 87<sup>85</sup>.  
 paix avec la Russie, qu'elle s'oblige à retirer également son armée de 1807  
 la Valachie et qu'elle n'occupe plus cette principauté ni la Moldavie 10 Iulie.  
 tant que dureront les négociations de la paix et, enfin, qu'en acceptant  
 la médiation de la France, elle nomme ses plénipotentiaires pour les  
 négociations et le rétablissement définitif de sa paix avec nous. Je  
 vous charge de communiquer ces conditions au grand vizir et de  
 lui proposer de conclure, sur leur base, une convention préliminaire,  
 dans laquelle tous les susdits articles devront être insérés de la  
 manière la plus claire. Si une pareille convention est conclue, vous  
 retirerez de la Moldavie et de la Valachie l'armée placée sous votre  
 commandement et vous occuperez la position que vous jugerez la  
 meilleure en-deça du Dniester. Si, au contraire, le grand vizir, sous  
 quelque prétexte que ce soit, ne consentait pas à toutes les con-  
 ditions susmentionnées, remplissez alors sans y rien changer mes  
 instructions du 15 de ce mois, en conservant vos positions actuel-  
 les. Guilleminot, colonel de l'armée française, qui part avec ce  
 courrier, a l'ordre de l'empereur Napoléon de confirmer les propo-  
 sitions que vous ferez au grand vizir et de se rendre ensuite à  
 Constantinople, pour porter à l'ambassadeur français les instructions  
 nécessaires sur cet objet. En terminant, je crois nécessaire d'ajouter  
 que le conseiller intime Lachkareff, de la nomination duquel vous êtes  
 déjà informé par le ministre des affaires étrangères, partira dans peu de  
 jours d'ici pour se rendre en Moldavie. En vous confirmant tout ce  
 que le général Budberg vous a écrit sur cet objet, je désire que  
 Mr. Lachkareff soit employé de préférence dans les négociations qui  
 s'ouvriront entre vous et le grand vizir. A cette fin, il lui sera donné  
 les pleins pouvoirs nécessaires; quant à vous, je vous charge de lui  
 donner les instructions nécessaires sur la base des prescriptions con-  
 tenues dans ce rescrit.

---

No. 87<sup>86</sup>. -- Extracte din rapoartele trimisului francez la  
 curtea Rusiei, Generalul Savary, către Impē-  
 ratul Napoleon I, din 6 August 1807. Petersburg.

(Собрание, LXXXIII, pp. 5 și 7).

Le 24 juillet, lendemain du jour de mon arrivée, je me rendis No. 87<sup>86</sup>.  
 chez l'empereur à l'heure du dîner. Je fus présenté à S. M. l'im- 1807  
 pératrice. .... Après le dîner, l'empereur, me prenant à part devant 6 August.

toute la cour, me mena dans le jardin, où je restai seul avec lui pendant une demi-heure. Voici ce qui s'est dit: .... L'empereur: st. Quelle nouvelle y avait-il à l'armée lorsque vous l'avez quittée? || Réponse: Sire, l'empereur recevait au moment de mon départ un courrier de Constantinople, qui lui apportait la même nouvelle que Votre Majesté lui avait apportée à Tilsit relativement aux succès que vos troupes avaient obtenus sur les Turcs et à l'occupation de quelques îles du Danube. || L'empereur: Ah, j'en avais eu le rapport et le voilà confirmé. L'empereur, lors de l'événement arrivé à Constantinople <sup>1)</sup>, a eu la bonté de me dire qu'il se regardait comme tout-à-fait dégagé avec cette puissance et... par une extrême bonté de sa part, m'a fait espérer... Vous a-t-il parlé de cela? || Réponse: Je crois comprendre Votre Majesté dans ce moment. Elle me fait l'honneur de m'entretenir d'une chose de laquelle il m'a été parlé, mais sans aucune instruction. || L'empereur: L'empereur, qui juge mieux que personne, a paru voir aussi que l'empire de Constantinople ne pouvait longtemps encore occuper une place parmi les puissances de l'Europe. Nous avons beaucoup parlé de cela; et j'avoue que, si cette puissance doit s'écrouler un jour, la position de la Russie lui fait espérer d'hériter une partie de la dépouille. L'empereur a eu la bonté de me comprendre là-dessus, et je m'en rapporte entièrement à lui quand il croira le moment arrivé.... je compte beaucoup sur l'attachement qu'il m'a témoigné, je ne presserai pas ce moment. || Réponse: Sire, Votre Majesté a bien établi sa confiance et ne peut mieux s'en rapporter qu'à la connaissance parfaite qu'Elle a de l'empereur. L'empereur: S'il vous donne des instructions là-dessus, nous en reparlerons.

Le 25 juillet, j'allai dîner chez l'ambassadeur d'Autriche. Les ministres d'Espagne, de Danemark, de Hanovre et l'ambassadeur d'Angleterre y étaient. || La conversation pendant le dîner fut générale et lord Gower ne desserra pas les dents. Après le dîner, le général Merveldt me reparla longtemps des événements de la campagne dernière et fit le furieux de ce que l'on avait fait la paix. Une telle conversation devait bientôt tomber. Le général Merveldt la fit tourner sur le point qui était le motif principal des honnêtetés qu'il me faisait, et voici comment il s'expliqua: || Le général Merveldt: Je vous avoue que je désire beaucoup connaître le traité de Tilsit. ||

<sup>1)</sup> La déposition du Sultan Sélim III.

Réponse: Je le crois, mon général, mais sans doute qu'on ne tardera pas beaucoup à le publier. Moi-même je ne l'ai pas. || Le général Merveldt: Et comment êtes-vous donc ici? || Réponse: Comme un courrier. J'avais depuis longtemps manifesté le désir de voir Pétersbourg et, comme j'avais fait les trois quarts du chemin, j'ai saisi cette occasion de venir visiter une ville aussi étonnante. || Le général Merveldt: Je vous avoue qu'il me paraît difficile que vous ayez fait une paix durable sans nous. || Réponse: Mon général, je ne comprends pas cela. Pour une paix durable, certes cela a été l'intention de l'empereur, autrement il ne l'aurait pas faite. Quant à avoir traité sans vous, je vous répondrai que je ne croyais pas que nous eussions encore quelques comptes à régler ensemble. || Le général Merveldt: Loin de moi cette pensée, mais vous avouerez pourtant que c'est ce qui a été arrêté relativement aux Turcs qui fera la base de la paix ou le motif de la guerre, parce qu'enfin nous ne pouvons pas être indifférents au sort de la Valachie et de la Moldavie. || Réponse: Mon général, je ne puis rien vous dire à ce sujet, puisque je ne sais rien; mais il est probable que vous saurez à quoi vous en tenir là-dessus, parce que le traité de paix ne peut pas tarder à être publié. || Le général Merveldt: Mais on assure que non, et je vous dirai franchement que c'est de ce traité que dépendra le sort du monde; et si enfin il faut encore tirer l'épée, il sera nécessaire de s'y résoudre; mais pour lors on jettera le fourreau. || Réponse: Permettez-moi de vous observer que votre imagination se forme quelquefois des fantômes, pour se donner le plaisir de les combattre, et que dans ce moment-ci vous cherchez déjà un motif de guerre dans un traité qui est à peine signé. Je vous le répète, général: je suis convaincu que l'empereur veut la paix et qu'il l'a voulue, parce que j'ai vu toutes les immenses ressources qu'il avait pour poursuivre la campagne; et s'il s'est arrêté, c'est parce qu'il est accoutumé à donner cet exemple après ses victoires, vous le savez. || Le général Merveldt: Voilà ce qu'il a d'admirable votre empereur, c'est de ne jamais pousser à bout une grande puissance, dans la crainte de trop grands événements. || Réponse: Mon général, il n'a jamais commencé la guerre sans avoir d'avance calculé toutes les chances et au delà même des probabilités ordinaires, et il est toujours si préparé à un événement quelconque, qu'il ne craint pas même tout ce que peut enfanter une grande conception dans la fièvre de l'agonie. Rassurez-vous, mon général, et persuadez-vous de ses intentions pacifiques, et croyez bien au dé-

No. 87<sup>86</sup>. sir.... Le général Merveldt: Oh, je le crois bien; on ne veut pas la guerre quand on fait la paix, cela paraît ainsi à tout le monde; mais, par une fatalité ordinaire, il arrive des incidents, on dit que les ministres sont soldés, et enfin, insensiblement, on court aux armes. Voilà pourquoi, vous dis-je, je suis curieux de savoir si vous posez les armes franchement, et je vous assure que je pense qu'il vaudrait autant perdre le dernier Hongrois et le dernier Allemand, que de vous laisser Braunau et que de perdre la Valachie et la Moldavie. Réponse: Mais, mon général, ces provinces ne sont pas à vous et vous voulez les prendre.... Vous me surprenez et je ne puis vous répondre, parce que je n'ai nulle connaissance du traité de paix. Quant à poser les armes franchement, il me semble que nous ne sommes pas occupés de vous. Aviez-vous une part indirecte à cette guerre? Etiez-vous intéressés à ce qu'elle se prolonge? Il me semble au contraire que toutes les relations de la France avec vous ont été dans le sens diamétralement opposé....

---

No. 87<sup>87</sup>. — Referatul Baronului Budberg către Impăratul Alexandru I, din 19 August 1807. Petersburg.

(Сборникъ. LXXXIX, p. 88).

No. 87<sup>87</sup>. 1807 19 Aug. Подносі у сего донесенія генерала Михельсона и тайнаго совѣтника Лашкарева, относительно начавшихся между симъ послѣднимъ и турецкими полномочными переговоровъ, почитаю долгомъ предетивить В. И. В. мѣншіе мое сколь важно для насъ должно быть, чтобы до окончательнаго мира войска наши, хотя частію, оставались въ обонхъ княжествахъ и не удалялись бы за Днѣстръ. Хотя пунктомъ мирнаго договора нашего съ Францією и постановлено, чтобы по подписаніи перемирія между нашею и турецкую армією, обоюдныя войска выступили за Дунай и Днѣстръ, на все время пока переговоры объ окончательномъ мирѣ будутъ продолжаться, но вся сія статья обращается въ единственную пользу Порты и въ нашу невыгоду. Когда войска наши будутъ за Днѣсторомъ, что будетъ мѣшать туркамъ дѣлать набѣги черезъ Дунай въ Валахію и разорять сію землю? На случай же несостоянія окончательнаго мира, да и въ всякое время когда туркамъ вздумается, 3-хъ или 4-хъ дней для нихъ будетъ достаточно перебраться за Дунай и занять не только тѣ крѣпости цо сю сторону Дуная, гдѣ нынѣ ихъ войска находятся, но и овладѣть наивыгоднѣйшими мѣстами и укрѣпленіями, которыя теперь въ нашихъ рукахъ. — прежде нежели армія

наша изъ за Днѣстра можетъ принять какія либо мѣры вопреки тому. По сему размышленію заготовилъ я депешу къ генералу Михельсону и подношу у сего на Высочайшее разсмотрѣніе.

No. 87<sup>87</sup>.

1807

19 Aug.

(Traduction).

En présentant ci-joint à V. M. les rapports du général Michelson et du conseiller intime Lachkareff, relatifs à l'ouverture des négociations entre ce dernier et le plénipotentiaire turc, je crois de mon devoir de soumettre à V. M. I. mon opinion au sujet de l'importance qu'il y a pour nous que nos armées, en partie du moins, restent dans les principautés jusqu'à la paix définitive et ne se retirent pas en-deça du Dniester. Bien qu'on ait stipulé, par un article de notre traité de paix avec la France, qu'après la signature de l'acte d'armistice entre l'armée turque et la nôtre, les deux armées se retireront au-delà du Danube et du Dniester pour tout le temps que dureront les négociations pour la paix définitive, cet article ne profite qu'exclusivement à la Porte et est à notre désavantage. Lorsque nos armées seront en-deça du Dniester, qui pourrait empêcher les Turcs de faire des incursions en Valachie, en passant le Danube, et de dévaster le pays? En cas de non-conclusion de la paix définitive et toutes les fois qu'ils le voudront, trois à quatre jours leur seront suffisants pour passer le Danube et occuper non-seulement les forteresses du côté gauche de ce fleuve, où se trouvent actuellement nos armées, mais aussi les autres localités et places fortes qui se trouvent actuellement entre nos mains, avant même que notre armée d'en-deça du Dniester ait pu prendre les moindres mesures pour s'y opposer. J'ai préparé sur la base de cette opinion une dépêche pour le général Michelson et je la soumet ci-joint à l'appréciation suprême de V. M. I.

No. 87<sup>88</sup>. — Depesă Baronului Budberg către Generalul Michelson, din 20 August 1807. Petersburg.

(Сборникъ. LXXIX, p. 133).

Донесенія вашего высокопр—ва на Высочайшее имя и почтеннѣйшія отношенія ко мнѣ при разныхъ случаяхъ, получены здѣсь исправно. Последнія отъ 5-го сего мѣсяца прибыли вчерашній день по по нарочной эстафетѣ. Государь Императоръ указать мнѣ позволилъ по содержанию оныхъ сообщать вамъ, м. г., Высочайшую его волю, что

No. 87<sup>88</sup>.

1807

20 Aug.

No. 87<sup>ss</sup> симъ и имѣю честь исполнить. || Е. И. В. совершенно согласенъ съ замѣ-  
 1807 чаніями въ предыдущихъ донесеніяхъ вашихъ сдѣланными о неудоб-  
 20 Aug. ности, какая на случай несостоянія окончательнаго съ Портою мира  
 можетъ послѣдовать отъ отступленія нашихъ войскъ по сю сторону  
 Дибѣстра. Первоначальныя о перемиріи наставленія, въ семъ смыслѣ дан-  
 ныя вашему высокопр—ву въ Высочайшемъ рескриптѣ отъ 28-го іюня,  
 были основаны на статьѣ мирнаго нашего трактата съ Франціею: но  
 крайнее неудобство мѣры сей неоспоримо доказывается несоразмѣрнымъ  
 разстояніемъ, въ каковомъ обоюдныя арміи, по ихъ отступленіи, будутъ  
 находиться отъ мѣстъ нынѣ занимаемыхъ. Турки при первой рѣши-  
 мости успѣють перейти Дунай, овладѣть всѣми наивыгоднѣйшими мѣ-  
 стами и даже большею частью крѣпостей, гдѣ нынѣ находятся наши  
 войска, прежде нежели оныя еще чрезъ Дибѣстръ опять переправятся.  
 Главный пунктъ перемирія состоять долженъ въ томъ, чтобы военныя  
 дѣйствія повсюду прекращены были, и чтобъ вслѣдъ затѣмъ переговоры  
 объ окончательномъ мирѣ начались. Два пункта, полномочными уже под-  
 писанные и которые ваше высокопр—во сообщили, все то заключаютъ.  
 Желательно весьма, чтобъ на семъ остановить и самый актъ перемирія  
 и Госудиръ Императоръ особенно то поручаетъ усердному вашему стара-  
 нію. Нужно только дать больше пространство первому пункту, дабы вклю-  
 чить въ перемиріе и сербовъ, или постановить о томъ особую статью;  
 о выводѣ же обоюдныхъ войскъ желательно, чтобъ совсѣмъ было умол-  
 чено, по причинамъ выше означеннымъ: пусть турецкія войска остаются  
 тамъ, гдѣ до перемирія они были, лишь бы и мы сохранили нами за-  
 нимаемыя мѣста, хотя бъ то было съ уменьшеніемъ нынѣ тамъ на-  
 ходящагося числа войскъ. Ежели однакоже (что крайне было бы сожа-  
 лительно) сдѣлано уже о томъ постановленіе и переимѣнить того нельзя,  
 то стараться покрайней мѣрѣ, подъ разными сколь можно благовидными  
 предлогами, длить совершенный выводъ войскъ до окончательнаго мира,  
 что для насъ, конечно необходимо. || Вторая и пятая статьи, въ турецкомъ  
 проектѣ представленныя, не могутъ входить въ актъ перемирія и под-  
 лежать рѣшенію окончательнаго мирнаго трактата; но ежели во вза-  
 имство снисхожденія нашего на другія статьи можемъ мы одержать  
 столь для насъ нужную статью сохраненія хотя нѣкоторой части войскъ  
 въ княжествахъ, то можно согласиться на немедленное возвращеніе о-  
 острова Тенедоса и на отзывъ морскихъ нашихъ силъ изъ Адриатическаго  
 моря въ тѣ порты, изъ коихъ туда они прибыли. По силѣ секретныхъ  
 статей мирнаго нашего договора съ Франціею, о томъ и другомъ даны  
 уже и повелѣнія; но при семъ случаѣ можно то выставить какъ бы  
 особенное снисхожденіе наше, тѣмъ болѣе, что статьи сіи, яко секрет-

ныя, могутъ не быть извѣстны турецкому полномочному. Можно даже, No. 87<sup>ss</sup>.  
 ежели-бъ то къ пользѣ послужило, 3-й и 4-й пункты турецкаго проекта 1807  
 безъ всякой перемѣны помѣстить въ актѣ перемирія : желательно, однако 20 Aug.  
 же, чтобы не распространяясь далѣе, остановиться при двухъ уже под-  
 писанныхъ пунктахъ со включеніемъ только въ перемиріе сербовъ. ||  
 Къ сему еще долженъ я присовокупить, что условленное постано-  
 вленіе дабы на случай несостоянія мира военныя дѣйствія начать не  
 прежде весны, отнюдь не согласно съ нашими выгодами. Съ турецкой  
 стороны желаютъ того потому, что прежде весны не могутъ они полу-  
 чить подкрѣпленія въ войскахъ изъ Азии, между тѣмъ какъ мы во вся-  
 кое время превосходнымъ числомъ можемъ усилить наши войска. По  
 симъ уваженіямъ весьма нужно для насъ перемѣнить сію статью и  
 вмѣсто того постановить, чтобы на случай начатія вновь военныхъ  
 дѣйствій обѣ стороны обѣщались о томъ напередъ за тридцать дней.  
 Е. Н. В. съ полною довѣренностью полагается на усердное во всемъ  
 томъ стараніе вашего высокопр— ва.

*(Traductionne).*

Les rapports de V. Ex. à S. M. l'empereur, ainsi que ceux que vous m'avez personnellement adressés à différentes occasions, ont tous été exactement reçus. Les derniers, en date du 5 de ce mois, sont arrivés hier par courrier spécial. Vu leur contenu, l'empereur a daigné m'ordonner de vous communiquer, Mr., sa volonté suprême, ce que j'ai l'honneur de faire par la présente. S. M. I. est complètement d'accord avec les observations contenues dans vos précédents rapports relatifs aux difficultés qui peuvent être la suite de la retraite de nos armées en-deça du Dniester, au cas où la paix définitive avec la Porte ne pourrait pas être conclue. Les premières instructions concernant l'armistice, données à V. Ex. en ce sens par le rescrit impérial du 28 juin <sup>1)</sup>, ont été basées sur un article de notre traité de paix avec la France ; mais l'inconvénient suprême de cette mesure consiste incontestablement dans les distances disproportionnellement inégales, auxquelles les deux armées se trouveraient, après leur retraite, des positions qu'elles occupent actuellement. Les Turcs pourront passer le Danube au premier moment et occuper les positions les plus avantageuses et même la plupart des forteresses où se trouvent actuellement nos armées, avant même que celles-ci aient passé de nouveau le Dniester. Le but principal de l'armistice doit

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>ss</sup>, p. 589.

No. 87<sup>re</sup>. être la cessation complète des hostilités et l'ouverture immédiate des  
 1807 négociations pour la paix définitive. Les deux points, signés déjà  
 20 Aug. par les plénipotentiaires et que vous nous avez communiqués, contiennent tout ce qu'il faut dans ce sens. Il serait beaucoup à désirer que l'acte même s'arrêtât à ces stipulations, et l'empereur en confie d'une manière spéciale le soin à vos persévérants efforts. Il faut seulement donner une plus grande extension au premier point, pour comprendre aussi les Serviens dans l'armistice, ou insérer un article spécial dans ce but ; quant à la retraite des deux armées, il est à désirer, par les motifs sus-énoncés, qu'elle soit complètement passée sous silence: que les armées turques restent là où elles se trouvaient au moment de l'armistice, à la condition que nous conservions les positions occupées par nous, même si nous devons réduire le nombre des troupes qui s'y trouvent actuellement. Si cependant (ce qui serait extrêmement regrettable), on avait déjà stipulé la retraite des armées et qu'il fût impossible d'y apporter des modifications, il est essentiel pour nous que vous tâchiez du moins de traîner, sous différents prétextes les plus favorables, les choses en longueur en ce qui concerne la retraite complète de nos armées. Les deuxième et cinquième articles du projet turc ne peuvent pas figurer dans l'acte d'armistice, car ils doivent former l'objet des négociations du traité définitif de paix; mais si, en échange de notre bienveillance à l'égard de certains articles, nous pouvons obtenir l'article, qui nous est si nécessaire, relatif au maintien d'une partie au moins de nos armées dans les principautés, on peut acquiescer à la restitution immédiate de l'île de Ténédos et au rappel dans les ports d'où elles étaient parties de nos forces maritimes de la mer Noire. En vertu des articles secrets de notre traité de paix avec la France, des ordres sont déjà donnés tant pour le premier que pour la second de ces objets; mais on pourrait à cette occasion représenter ces ordres comme l'effet d'une indulgence particulière de notre part, d'autant plus que ces articles, étant secrets, ne peuvent pas être connus du plénipotentiaire turc. On peut même, si cela était d'une utilité quelconque, insérer sans changement dans l'acte d'armistice les troisième et quatrième points du projet turc; il serait cependant à désirer que, sans aller plus loin, on s'arrêtât aux deux points déjà signés, en introduisant cependant les Serviens dans l'armistice. Je dois enfin ajouter aussi que la disposition dont on est convenu et qui stipule, qu'en cas de non-conclusion de la paix, les hostilités ne recommenceront pas avant le printemps, n'est nullement d'accord avec nos intérêts. Les Turcs y tiennent, parce qu'ils ne

peuvent pas recevoir des renforts d'Asie avant le printemps, tandis que nous pouvons renforcer en tout temps nos armées par un nombre supérieur de troupes. Par ces considérations, il est d'une grande nécessité pour nous que cet article soit modifié et qu'on stipule, à sa place, qu'en cas de réouverture des hostilités, les deux parties seront tenues de s'en donner avis trente jours d'avance. S. M. I. s'en remet entièrement à ce sujet aux efforts persévérants de V. Ex.

No. 87<sup>es</sup>.  
1807  
20 Aug.

---

No. 87<sup>es</sup>. — Extract din scrisoarea trimisului frances la curtea Rusiei, Generalul Savary, către Impăratul Napoleon I, din 23 Septembrie 1807. Petersburg.

(Горинскъ, LXXXIII, p. 78).

Sire, M. de Montesquiou est arrivé ici le 15 Septembre et m'a remis la dépêche de Votre Majesté, qui renfermait celle pour l'empereur de Russie. . . . . Deux jours avant l'arrivée de M. de Montesquiou, l'empereur m'avait communiqué l'armistice conclu avec les Turcs. Il était de fort mauvaise humeur contre les articles 2 et 4 et, en s'échauffant contre son général qui l'avait signé, il m'a dit : «Je vous en prie, faites changer cela sans que je sois obligé d'en occuper l'empereur de cette misère. Ecrivez à ce M. Guilleminot. J'enverrai votre lettre par mon général, auquel je fais laver la tête. Il ne m'est pas possible de ratifier une pareille négociation. Ce serait la première fois que les Turcs auraient parlé sur ce ton-là aux Russes, et je ne conçois pas que M. Guilleminot ait été ouvrir une discussion qui ne pouvait pas être dans ses instructions.» J'ai trouvé l'empereur si monté, il m'a demandé avec tant d'instance de lui donner cette lettre pour M. Guilleminot, que je n'ai pu me refuser à lui écrire celle dont je joins ici la copie, n'ayant là d'autre but que de prouver à l'empereur Alexandre que je présumais que ce n'était que par excès de zèle que M. Guilleminot avait fait conclure ce deux articles. . . . .

No. 87<sup>es</sup>.  
1807  
23 Sept.

---

No. 87<sup>90</sup>.— Extract din raportul trimisului francez la curtea Rusiei, Generalul Savary, către Împăratul Napoleon I, din 23 Septembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 82).

No. 87<sup>90</sup>.  
1807  
23 Sept. .... Le lendemain, 11 septembre, jour de la fête de Saint Alexandre, je fus invité à me rendre à l'église, où devait officier le métropolitain. ... Le soir il y eut Hermitage, où je fus invité, et le surlendemain, à la grande parade, je vis que l'empereur avait à me parler. ... Pendant que les troupes défilaient, il me fit tout-à fait approcher et me dit: «Vous dînez avec moi aujourd'hui et ne partez pas le soir; j'ai à vous entretenir.» | .... Après dîner je passai dans le cabinet de l'empereur et, après avoir un peu causé de choses indifférentes, il me parla ainsi: | «Je suis bien aise de vous voir et de vous entretenir, général. Voici l'armistice conclu avec les Turcs, je l'ai reçu ce matin. J'ai d'abord fait laver la tête à mon général pour avoir conclu les articles 2 et 4. Mais enfin, ils le sont, et comme je ne puis y souscrire et que je ne veux pas occuper l'empereur de cette misère, ce qui d'ailleurs demanderait trop de temps, j'ai pensé qu'il aurait assez de confiance en vous, pour ne pas trouver mauvais que vous ayez fait ce que je désire en cette occasion. Il s'agirait de me donner une lettre pour ce Guillemot et de lui faire voir le ridicule de ces deux articles, afin qu'il fasse revenir les Turcs sur leur contenu. Je ne crois pas qu'il ait eu cette instruction de l'empereur. Il a voulu montrer son zèle, et je vous avoue que je ne me soucie pas que cela soit à mes dépens. Dans le cas contraire, qu'il vous le dise, parce qu'alors je m'adresserai à Paris. Il aurait dû voir là-bas qui, des Turcs ou de moi, avait le droit de parler haut; mais Michelson est mort dans ces entrefaites et son successeur m'a fait cette sottise. D'abord, je n'entends point me laisser lier jusqu'au mois de mai, si la paix ne suit pas cet armistice. C'est une condition absurde et contre tout principe. L'empereur sait que je ne veux point envahir, mais il est trop juste pour vouloir que les Turcs me dictent des lois. Quant au vaisseau pris par Sényavine, je ne le rendrai pas; d'abord, il est en mer avec l'escadre, et puis, c'est un trophée assez chèrement payé, pour que je tienne à le conserver; il était inutile de faire mention de cela. Votre empereur à ma place ne le rendrait pas au monde entier et je suis convaincu qu'il ne pensera jamais à me le redemander. Je vous en prie, général, arrangez cela

et évitez-moi le désagrément d'en importuner l'empereur. Envoyez-moi votre lettre pour Guilleminot. Mon courrier repart demain et il la portera.» || Réponse: J'écrirai, Sire, mais j'observe à Votre Majesté que je ne puis faire que des observations à M. Guilleminot dans l'hypothèse où ce qu'il a fait ne serait point dans ses instructions. || L'empereur: Sans doute, mais je vous assure que cela n'est nullement dans ses instructions. L'empereur me l'avait dit à Tilsit, et ce n'est que pour éviter des tracasseries que je m'adresse à vous....

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
23 Sept.

No. 87<sup>re</sup>. — Extract din instrucțiunile date de Impăratul Alexandru I ambasadorului său la Paris, Generalul Comite Tolstoi, din 26 Septembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 97).

....En résumant l'exposé que je viens de vous faire, vous trouverez: que constamment guidé par les mêmes principes de justice, de désintéressement et par la même sollicitude pour la conservation de mes alliés, je n'ai rien négligé de ce qui était en mon pouvoir pour les soutenir et les défendre. Indépendamment des démarches diplomatiques qui, par mes ordres, ont été faites à cet effet, je me suis trouvé deux fois en guerre contre la France, et on ne m'accusera certainement pas d'avoir eu quelque vue d'intérêt particulier dans aucune de ces circonstances. Voyant la ruine progressive des bases sur lesquelles reposaient depuis tant de siècles le repos et le bien-être de l'Europe, j'ai senti qu'il était du devoir et de la dignité du souverain de la Russie de ne point rester spectateur oisif de ce bouleversement total. J'ai fait tout ce qui était humainement possible: mais au point où en étaient venues les choses par les fautes d'autrui, ayant à combattre à moi seul toutes les forces de la France réunies aux immenses ressources que lui fournissent l'Allemagne, l'Italie, la Hollande et jusqu'à l'Espagne, me trouvant complètement abandonné par les alliés sur lesquels j'avais cru pouvoir le plus compter, enfin voyant les frontières de mon empire menacées par une combinaison de fautes et d'inconvénients, auxquels il m'était impossible de remédier pour le moment, j'ai pensé que j'étais pleinement en droit de profiter des propositions que, pendant cette guerre, l'empereur des Français m'avait fait faire à plusieurs reprises et je me déterminai à mon tour de proposer un armistice, qui bientôt après fut suivi de la paix dé-

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
26 Sept.

No. 87<sup>91</sup>. finitive entre la Russie et la France, signée à Tilsit le 25 Juin (7  
1807 Juillet) et ratifiée de part et d'autre le surlendemain de ce jour. Vous  
26 Sept. trouverez cet acte, ainsi que les articles secrets qui y appartiennent, parmi les papiers que j'ai chargé le comte de Romanzoff de vous transmettre ensemble avec les présentes. ¶ Quelqu'eussent été les motifs de cette longue rupture entre la Russie et la France et quelque soit l'état des choses qui en est résulté, je suis déterminé à ensevelir le passé dans un parfait oubli et à remplir scrupuleusement les engagements que je viens de contracter, aimant à croire que l'empereur des Français de son côté ne cessera d'être dans des dispositions analogues, comme il m'en a bien positivement assuré lui-même. Je désire cultiver avec une attention suivie les liens qui viennent de se former entre les deux empires, tâcher même de les resserrer en chaque occasion qui présenterait quelque intérêt réciproque et éviter autant que possible tout ce qui, en donnant lieu à des discussions désagréables, pourrait altérer la bonne harmonie si heureusement rétablie. Tels sont, à mon avis, les moyens les plus propres à nous faire atteindre le but et à faire tourner à notre avantage les rapports nouvellement établis entre la Russie et la France. Telles sont aussi les règles générales, que je vous recommande de suivre dans votre conduite publique, et à moins que je ne me sois singulièrement abusé sur le prix que l'empereur Napoléon a paru attacher à mon amitié, j'ai tout lieu de croire que vous trouverez ce souverain animé du même désir que moi de cimenter de plus en plus les relations d'amitié qui nous unissent. Quant aux instructions particulières que nécessitent les objets actuellement en discussion entre les cours de St.-Petersbourg et des Tuileries, je crois devoir commencer par une inspection rapide des articles du traité de Tilsit, qui par leur nature n'ont pu encore être mis en exécution, ce qui me fournira occasion de vous faire connaître mes désirs et mes intentions relativement à chacune de ces stipulations. ¶ L'article IV contient la nomenclature des pays que la France restitue au roi de Prusse, mon allié. Quelque sensible que je sois à la marque d'amitié que l'empereur Napoléon a voulu me donner par là, je ne saurais toutefois l'envisager comme effective que lorsque tous ces pays seront évacués aux termes fixés par la convention conclue entre les maréchaux Berthier et Kalckreuth à Königsberg le 12 juillet dernier. Les stipulations des articles IV, V, VI et VII de mon traité avec la France, ainsi que celles passées à la même époque entre la France et la Prusse sont assurément très-positives; néanmoins, il paraît

que, sous différents prétextes, les autorités françaises ne s'empressent pas trop de remplir les engagements contractés par leur gouvernement. Vous trouverez parmi les papiers qui vous seront communiqués plusieurs offices du comte de Lehndorff, ministre de Prusse près de ma cour, relatifs aux difficultés que rencontre l'évacuation des états prussiens et pour l'aplanissement desquels le roi a envoyé le général-major de Knobelsdorff près de l'empereur Napoléon. Conformément au désir que m'en a témoigné Sa Majesté Prussienne, je vous engage particulièrement à prendre connaissance de ses justes motifs de plaintes, à vous concerter avec le général-major de Knobelsdorff ou telle autre personne qui le remplacerait sur les représentations à faire au gouvernement français, et à appuyer de votre mieux ces représentations, en autant qu'il sera possible sans en venir à des explications, qui nous écarteraient du but principal que nous devons avoir en vue et que je vous ai indiqué plus haut. En vous acquittant de cette tâche, vous ferez sentir soit à M. de Champagny, soit à l'empereur lui-même, que d'après le vif intérêt que je prends au sort du roi de Prusse, il me serait bien pénible de voir les malheurs de ce prince aggravés dans un moment, où, par des sacrifices de tout genre, il mériterait bien que du moins l'on observât envers lui ce qui est équitable et juste. Lorsque vous aurez occasion d'entretenir l'empereur Napoléon sur cette matière, vous pourrez même ajouter que je compte trop sur les assurances qu'il m'a données durant notre séjour à Tilsit, pour ne pas être persuadé que les motifs de plainte du roi de Prusse ne proviennent que de quelque mésentendu parmi les employés et qu'il suffira que Sa Majesté Impériale en soit instruite, pour qu'il y soit porté remède et pour que les articles précités du traité de paix et ceux de la convention du 12 juillet entre la France et la Prusse soient exécutés sans réserve et sans retard. Je ne saurais assez vous recommander tout ce qui est relatif à cet objet, et je me plais à vous assurer d'avance que je reconnaitrai avec un sensible plaisir tout ce que, en appuyant les représentations du général Knobelsdorff, vous pourrez obtenir en faveur du roi son maître. Par l'article XIII l'empereur Napoléon a accepté ma médiation à l'effet de négocier et de conclure un traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre un mois après l'échange des ratifications du traité de Tilsit. Vous trouverez parmi les papiers qui vous seront communiqués par le comte de Romanzoff copie d'une note, par laquelle vous verrez la manière dont le cabinet de St.-James

No. 87<sup>u</sup>.  
1807  
26 Sept.

No. 87<sup>al</sup>. a reçu cette proposition de ma part ; il ne l'a acceptée qu'à condition que je lui fisse part des articles secrets du traité. Je n'ai pas dû le satisfaire sur une aussi étrange proposition et, depuis, le lord Gower a déclaré que l'Angleterre n'acceptait pas la médiation que j'avais offerte. ¶ Je dois présumer que le cabinet de St.-James, devant cacher à la nation le désir qu'il a évidemment de perpétuer la guerre et d'en étendre le fléau, pour déguiser ses projets, va entreprendre une négociation directe à Paris. Si vous trouviez occasion de faciliter cette négociation, ou bien si vous étiez invité à y prendre part en qualité de mon représentant, je vous autorise pleinement à adhérer à une pareille invitation et à vous mettre en relation avec mon ministre à Londres, pour tâcher d'aplanir de concert avec lui les difficultés qui entraveraient ce rapprochement. Dès que tel sera le cas, j'aurai soin de vous faire tenir les notions ultérieurement nécessaires pour votre direction. J'ai chargé le comte de Romanzoff de vous instruire de la violence inouïe que vient de commettre l'Angleterre contre le Danemark, et vous verrez, par la copie de la note que j'ai fait remettre au lord Gower, que je ne me propose pas de rester tranquille spectateur d'un fait si directement contraire à mes intérêts et à ceux de la France. ¶ Il n'échappera pas à la vive pénétration de l'empereur Napoléon que son propre intérêt devient aujourd'hui très-grand à ce que je sois dégagé le plus tôt possible de la guerre qui retient vis-à-vis des Turcs une partie si considérable des forces dont je puis disposer. Tâchez de fixer son attention sur ce point ; vous pouvez tirer de cette circonstance un parti très-avantageux pour le bien de mon service ; vous amènerez les diverses conversations, que vous aurez avec ce prince, jusqu'à lui dire que la manière la plus prompte de terminer cette guerre serait que, par la voie de sa médiation, jointe à la crainte qu'ont les Turcs de mes armes, j'obtinsse la possession de la Valachie et de la Moldavie ; qu'en un mot les limites de mon empire fussent de ce côté-là reculées jusqu'au Danube. Combien de points de détail et de discussion, qui nécessairement prolongeraient la négociation et peuvent amener le renouvellement de la guerre, tomberaient par cette seule résolution ! Vous pouvez rappeler souvent que, si la paix dégageait cet emploi de mes troupes, je pourrai donner tout de suite à cette armée une direction fort avantageuse aux intérêts de l'empereur Napoléon ; je la placerai alors dans mes états de manière à tenir en échec les forces de la maison d'Autriche et paralyser le désir qu'elle a peut-être de s'allier à l'Angleterre. Je n'attends pas de trop grandes oppositions à mes vues, puisqu'elles

sont de l'intérêt de l'empereur des Français et qu'elles répondent  
assez aux vues qu'il a sur l'empire ottoman. Vous mettrez aussi  
quelque soin à lui expliquer que cette acquisition préparera d'autant  
mieux ce qu'il médite et que, l'ayant obtenue, je serai plus à même  
de l'y servir; vous pourrez aussi placer dans la conversation que  
personnellement vous désirez beaucoup que les Russes, mes su-  
jets, aient tout de suite une preuve évidente de l'utilité qu'a retirée  
mon empire de ce que j'ai changé de système en politique et que  
j'ai préféré la France à l'Angleterre. ¶ Vous ne négligerez pas aussi  
de faire entendre que je me regarde parfaitement en droit de con-  
server la lisière depuis le Couban jusqu'au Phase et les forteresses  
que vous trouverez nommées ci-après. ¶ Si, contre toute attente, vous  
trouviez une opposition bien prononcée et qui ne variera pas,  
vous ferez connaître qu'il est juste au moins qu'une guerre que  
j'ai mis tant de soins à éviter obtienne son dédommagement, et pour  
vous mettre à même de combattre avec connaissance de cause ce  
qui pourrait vous être allégué, je dois vous dire que l'explosion de  
cette dernière guerre avec les Turcs ne peut être attribuée qu'aux  
infractions successives que la Porte s'est permis aux engagements  
les plus solennels contractés envers la Russie. Je n'examinerai point  
ici combien le gouvernement français a pu prendre part à cette con-  
duite de la Porte; nous étions ennemis alors, nous avons cessé de  
l'être. Bref, j'ai cru devoir me borner, pendant trop longtemps peut-  
être, à opposer la modération et le désintéressement les plus purs à  
une série de provocations. Mais enfin, lorsque le danger augmenta  
au point qu'il fallut de toute nécessité prévenir les projets hostiles  
de la Porte dans un moment où l'ennemi principal s'approchait des  
frontières de l'empire, il ne me fut plus permis de balancer et mes  
troupes eurent ordre de passer le Dniéstr. ¶ Malgré que cette me-  
sure n'eut d'autre but que d'engager les Turcs à remplir la teneur  
des traités, la Porte n'en eut pas moins l'air de l'envisager comme  
un premier acte d'hostilité et elle s'en prévalut pour me déclarer  
la guerre. Il n'en est pas moins de fait, et il ne vous sera pas dif-  
ficile de le prouver, en vous pénétrant des lumières que le ministre  
dirigeant le département des affaires étrangères vous communiquera  
sur cet objet, que c'est elle-même qui la première a donné lieu à  
la rupture de la bonne harmonie entre les deux empires. ¶ En par-  
tant de ce point de vue, il ne serait donc pas hors de saison du  
tout que j'exigeasse de la Porte des dédommagements pour les frais  
que cette guerre m'a occasionnés, et comme ces dédommagements

No. 87<sup>re</sup>.

1807

26 Sept.

No. 87<sup>91</sup>. ne peuvent consister qu'en cessions territoriales, voici ce qui sous  
 1807 ce rapport me conviendrait le mieux: 1°. Tout le pays compris  
 26 Sept. sous la dénomination de Bessarabie, avec les forteresses de Bender, Ackerman, Kilia, Ismaïl; 2°. La forteresse de Hottin; et 3°. La lisière à commencer de l'embouchure du Couban jusqu'au Phase, avec les forteresses d'Anapa, Sudgiuk-Kalé, Solhum-Kalé, Anaclia, Poti et le château Isgaur. En vous indiquant ainsi les acquisitions que j'ambitionnerais en faisant ma paix avec la Porte, mon intention n'est nullement que vous commenciez par les proposer comme un objet sur lequel j'aurais pris une décision positive. Vous tâcherez d'abord de pressentir le cabinet des Tuileries sur les dispositions qu'il compte apporter dans l'œuvre de la médiation dont il s'est chargé, et ce n'est qu'au cas que vous trouviez ces dispositions de nature à vous faire espérer que la France se prêterait à mes vues sans trop de difficulté que vous pourrez avancer comme une idée venant de vous-même les propositions dont je viens de vous parler. Je présume que les deux premiers points ci-dessus seront les plus difficiles à obtenir. Vous tâcherez de sonder à cet égard le ministère français et vous ne manquerez pas de me faire connaître sans délai la manière dont cette ouverture aura été reçue. Quant au troisième de ces points, j'ai lieu de croire qu'il rencontrera moins de difficultés; néanmoins, si encore cela pouvait être, je ne puis faire moins que d'exiger que les forteresses qui se trouvent sur la lisière mentionnée soient rasées et qu'il soit établi une route militaire, dont nous ne saurions nous passer, pour entretenir de ce côté nos communications avec la Géorgie. || Indépendamment des objets dont je viens de vous entretenir et relativement auxquels vous ne procéderez qu'avec la plus grande circonspection jusqu'au moment où vous trouverez le cabinet des Tuileries dans des dispositions analogues à mes intentions, il y a d'autres points qui m'intéressent particulièrement, que je désire faire entrer dans les négociations futures entre la Russie et la Porte et sur lesquels je vous recommande également de pressentir le gouvernement français. | 1°. Le rétablissement des traités qui ont subsisté entre la Russie et la Porte jusqu'à la dernière rupture, à l'exception des articles qui par le changement des circonstances, ne sauraient plus avoir le même intérêt pour moi, comme par exemple le passage des bâtiments de guerre par le canal de Constantinople, la co-suzeraineté sur la République Ionienne etc. Je serais prêt de plus à convenir d'un arrangement équitable à l'égard des barataires et d'autres abus de ce genre, qui dans ces derniers temps ont donné lieu à des

plaintes assez fondées de la part du ministère ottoman. || 2°. Dans la supposition que je n'obtiens pas la Valachie et la Moldavie, il faudra stipuler la confirmation de tous les privilèges accordés à ces principautés, et notamment ceux énoncés dans le hatti-chérif de 1802. Cette demande ne saurait être susceptible d'aucune modification, à moins que je ne veuille sacrifier les habitants de ces pays à la haine et à la vengeance de Turcs. Dans les pourparlers que vous aurez sur cet article, je suppose qu'il sera question de l'hospodar Ipsilanti, qui régit dans ce moment-ci ces deux provinces. Ce prince ayant donné des preuves non-équivoques de son attachement à la Russie, je verrais avec plaisir qu'il pût être maintenu dans le gouvernement, sinon des deux principautés à la fois, du moins de l'une d'entre elles; mais comme le cabinet des Tuileries a eu des préventions contre lui, ceci rencontrera probablement des difficultés, qu'il n'est nullement d'une haute importance de combattre; aussi je n'en fais mention ici que comme d'un objet d'un intérêt parfaitement secondaire, qui ne doit dans aucun cas entraver la marche des négociations sur les points essentiels. || 3°. L'érection de la Servie, soit en principauté à l'instar de la Moldavie et de la Valachie, soit avec tel autre gouvernement qui sera le plus compatible avec le caractère et les mœurs de cette nation. Après toutes les preuves de dévouement qu'elle a données à la Russie et dans la position désespérée où elle s'est placée vis-à-vis de la Porte, je ne me pardonnerais pas d'abandonner absolument cette nation à son sort; et à tout événement, s'il devenait inévitable de la faire rentrer sous la domination des Turcs, il faudrait du moins obtenir de ceux-ci l'engagement le plus solennel d'ensevelir le passé dans l'oubli et de ne pas rechercher les Serviens, sous quelque prétexte que ce soit, pour la conduite qu'ils ont tenue pendant ces dernières années. || En découvrant à l'empereur Napoléon tout l'intérêt que je prends aux Serviens, vous lui ferez connaître en même temps que je compte assez sur son amitié pour ne pas douter qu'il déférera aux vœux que vous lui témoignerez à cet égard, et ce d'autant plus que, dans tel développement de circonstances dont j'ai déjà eu occasion de parler, on pourrait tirer le plus grand parti de ce peuple brave et belliqueux. || Je vous ai déjà observé que la manière dont vous mettrez ces objets sur le tapis devra dépendre du plus ou moins de dispositions que vous trouverez dans le gouvernement français d'entrer dans mes vues. Si ces dispositions n'existaient pas, vous n'avancerez rien et vous tâcherez simplement de faire naître les occasions de vous expliquer dans le sens indiqué, en vous ser-

No. 87<sup>me</sup>.  
1807  
26 Sept.

No. 87<sup>1</sup>.  
1807  
26 Sept.

vant des arguments que je vous ai tracés. Dans l'hypothèse contraire, vous pourrez donner une certaine latitude à vos ouvertures, d'après le degré de probabilité que vous en trouverez de réussir, et vous ferez valoir en temps et lieu la confiance, avec laquelle je m'adresse préalablement dans cette circonstance à l'empereur Napoléon, puisque je compte entièrement sur la sincérité des sentiments qu'il m'a témoignés personnellement. J'ai chargé le comte de Romanzoff de vous donner connaissance de ce qui a été écrit dans ces derniers temps au général Michelson et au prince Prosorowsky en conformité des articles XXI et XXII du traité de Tilsit. Vous observerez que, malgré que dans ce dernier article il soit expressément dit que mes troupes se retireront de la Moldavie et de la Valachie, elles y restent cependant jusqu'à ce moment-ci et que même elles doivent s'y maintenir jusqu'à nouvel ordre. Cette modification est le résultat d'arrangements verbaux entre moi et l'empereur Napoléon, qui m'a fait connaître que non-seulement il n'insisterait pas sur l'évacuation des deux provinces. mais que même il tâcherait de traîner en longueur les négociations dont il s'agit dans l'article XXIII, afin de prolonger le séjour de mes troupes dans ces contrées. ¶ L'évacuation des pays dont il est question dans l'art. XXIV n'étant plus applicable à la France et à la Russie, puisque toute mon armée est rentrée dans l'empire et qu'il n'y a non plus de troupes françaises dans le district nouvellement réuni à la Russie, je désire simplement, comme je l'ai dit, que l'empereur Napoléon veuille bien faire remplir à la lettre la convention conclue entre les maréchaux Berthier et Kalckreuth pour l'évacuation des états prussiens. Vous ne saurez assez répéter que j'attache à ce point la plus haute importance..... ¶ Avant même la signature du traité de Tilsit, l'empereur Napoléon s'est empressé de rétablir dans leurs possessions les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklembourg-Schwerin, pour me donner un témoignage de son désir de m'être agréable. J'aime à croire que la rentrée de ces princes dans leurs états n'aura rencontré aucune difficulté et que dorénavant ils en resteront paisiblement en possession. S'il en était autrement et que quelqu'un de ces princes s'adressât à vous pour réclamer votre intervention auprès du gouvernement français, je vous autorise à soutenir de votre mieux leurs agents dans les représentations qu'ils seront chargés de faire, en faisant valoir les liens du sang qui m'unissent à ces maisons souveraines. Le duc de Saxe-Weimar, qui se trouve dans la même catégorie, m'a fait parvenir un mémoire, dont vous trouverez une copie parmi les papiers que vous transmettra le comte

de Romanzoff et dans lequel il expose le désir d'obtenir, à titre d'indemnité pour les pertes qu'il a essuyées pendant la dernière guerre, la ville d'Erfurt avec son territoire, la seigneurie de Blankenhayn et quelques fiefs étrangers enclavés dans le territoire de Weimar et d'Eisenach. L'une de mes sœurs étant mariée au prince héréditaire de ce pays, l'intérêt que je prends à la prospérité de cette maison s'explique de soi-même. Je vous recommande donc particulièrement de ne négliger aucune occasion de le témoigner. Mais quelque agréable qu'il me serait de procurer ainsi quelques avantages aux princes auxquels je m'intéresse, il faudra cependant que vous évitiez avec soin de faire des démarches inutiles et plus encore d'essuyer un refus. C'est pourquoi vous aurez toujours à cœur d'agir avec une certaine réserve et vous ferez bien de ne vous mettre ostensiblement en avant qu'après avoir acquis un certain degré de certitude sur ce que les demandes que vous aurez à soutenir pourront être accueillies sans obstacle. || Telles sont à peu près les directions que j'avais à vous donner sur l'état actuel et positif de mes relations avec la France, qui se fonde en grande partie sur le traité de Tilsit. Quant aux modifications que le cours des événements peut amener, il ne m'appartient pas de les prévoir et je me bornerai par conséquent à vous recommander de surveiller avec la plus grande vigilance les plans et les opérations du gouvernement français dans leurs différentes ramifications et dans toute leur étendue. Pour y parvenir, vous tâcherez de vous ménager des intelligences secrètes parmi les classes que vous jugerez pouvoir vous être le plus utiles, et à cet effet vous êtes pleinement autorisé à employer autant d'argent qu'il faudra, pourvu qu'en même temps vous observiez toutes les précautions nécessaires pour que votre dignité ne soit jamais compromise. Je présume que, malgré l'éclat que la fortune de l'empereur Napoléon fait rejaillir sur la France, il s'y trouve encore beaucoup d'individus, qui, soit par des motifs fondés, ou non, sont mécontents du régime actuel. Il s'en présentera sans doute chez vous, pour vous communiquer leurs doléances et pour vous offrir leurs services. Vous agirez prudemment, en établissant pour règle de ne pas vous fier à eux, à moins qu'après un examen scrupuleux, si vous avez moyen de le faire, vous ne trouviez que l'individu qui se sera présenté chez vous est en effet digne de quelque attention et peut vous donner quelque lumière utile à recueillir, et enfin qu'il n'est pas un émissaire secret du gouvernement. En général, vous ne sauriez prendre trop de précautions contre ces derniers, qui savent s'introduire chez le ministres

No. 87<sup>re</sup>.  
1807  
26 Sept.

No. 87<sup>91</sup>. 1807  
26 Sept. étrangers sous toutes espèces de formes, et comme la multiplicité des employés ne saurait que leur faciliter le but auquel ils visent, je vous recommande de ne vous servir dans les affaires diplomatiques de quelque importance que de ceux qui vous sont spécialement adjoints au collège des affaires étrangères et que j'aurais occasion de nommer dans la suite. || Si dans les conversations que vous aurez, soit avec les ministres français, soit avec l'empereur Napoléon, il était question de combinaisons pour l'avenir, du système que je pourrai suivre dans tel cas, ou bien de tout autre objet de ce genre, vous ferez sentir, dans les termes que vous jugerez les plus convenables, que, religieux observateur des engagements que j'ai une fois contractés, je ne demande pas mieux que nous tenions les engagements réciproques des stipulations du traité de Tilsit.....

---

No. 87<sup>92</sup>. — Scrisoarea Adjutantului-Comandant Guilleminot către Generalul Savary, din 28 Septembrie 1807. Bucuresci.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 192).

No. 87<sup>92</sup>. 1807  
28 Sept. La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 15 de ce mois, relativement à l'armistice conclu à Slobodzéria le 12 (24) août, vient de m'être remise. J'ai été extrêmement sensible aux reproches qu'elle contient; mais je ne crois pas les mériter; j'ose me flatter que Votre Excellence en demeurera convaincue, si elle daigne m'accorder un moment d'attention. Avant de répondre aux différents paragraphes de sa lettre, je crois utile de lui observer que : 1) je ne faisais point partie dans la cause; 2) que mon rôle n'étant que celui de médiateur, je n'ai proposé ni dû proposer aucune condition, encore moins en dicter à personne; et que 3) mes instructions portaient de ménager les Turcs, tout en ménageant la Russie dans les choses et dans les formes. C'est sur les articles 2 et 4 que roulent les reproches de Votre Excellence, et à ce sujet j'ai l'honneur de lui observer que ces articles ont passé, sur la proposition du plénipotentiaire turc, sans aucune espèce de discussion, sans la moindre objection de la part de M. de Lachkareff. Mon devoir était d'aplanir les difficultés et non de les faire naître. Cependant, je représentai à M. de Lachkareff que le terme qu'il accordait pour la durée de l'armistice me paraissait trop long; mais ce plénipotentiaire me répondit que cela n'était que plus avantageux

pour son gouvernement, puisque, par ce moyen, il enchaînait les No. 87<sup>es</sup>.  
 Turcs. Il a écrit, et je le sais positivement, dans le même sens à 1807  
 sa cour. Quant au 4<sup>e</sup> article de l'armistice, par lequel il est 28 Sept.  
 convenu qu'on se rendrait les vaisseaux pris, il n'y eut qu'une seule  
 objection de faite, et ce fut par moi. Les Turcs exigeaient que les  
 Russes rendissent leurs vaisseaux sans se soumettre à la réciprocité.  
 Je demandai qu'elle eût lieu, et elle fut reconnue. A l'époque des  
 conférences, j'ignorais complètement que l'escadre russe avait battu  
 celle des Turcs et que, dans cette action glorieuse pour les Russes,  
 les Ottomans avaient perdu trois vaisseaux, dont un, de 80 canons,  
 était tombé en pouvoir de leurs ennemis. Quand bien même ce  
 fait m'eût été connu, j'ose le demander à Votre Excellence, devais-je  
 m'opposer à ce que M. de Lachkareff consentît à la restitution des  
 vaisseaux pris par sa nation, surtout lorsqu'il n'y avait de sa part aucune  
 opposition? Mon devoir eût été seulement d'appuyer ce plénipotentiaire,  
 dans le cas où il se serait refusé à cette restitution. Il n'en fit rien, ce  
 n'était pas à moi de le faire. Chaque fois qu'il y a eu discussion, j'ai  
 cherché à rapprocher les parties. J'ai souvent soutenu avec chaleur  
 les intérêts de la Russie, et la preuve en est dans les plaintes  
 que le négociateur turc a portées contre moi à son gouvernement.  
 Il a écrit à Constantinople que je ne parlais, que je n'agissais qu'en  
 faveur de la Russie, qu'il éprouvait la plus grande difficulté à diriger  
 les affaires suivant les intérêts de la Sublime Porte et que les plus  
 grandes contrariétés venaient de la part de l'officier chargé de la mé-  
 diation de la France. Cela convaincra sans doute Votre Excellence que  
 M. de Lachkareff a dû presque toujours me trouver disposé à le se-  
 conder. Ce plénipotentiaire agissait-il contre les instructions de sa  
 cour, en acceptant les conditions de l'armistice? C'est ce que je ne  
 devais pas examiner, c'est ce qu'il ne m'était pas possible de croire. Je  
 devais supposer qu'un homme de son âge, revêtu d'un pareil caractère  
 et habitué depuis longtemps à traiter avec les Turcs, savait ce qu'il avait  
 à faire. Tous les jours il expédiait des courriers au général en chef  
 Michelson et tous les jours il en recevait. Les négociations avaient  
 donc une marche conforme aux intentions de ce dernier, qui, d'ail-  
 leurs, avait reçu des instructions en ma présence, par l'officier russe  
 qui m'a accompagné de Tilsit à son quartier-général. D'un autre côté,  
 M. de Lachkareff instruisait aussi régulièrement sa cour de ses opé-  
 rations, et il est certain que, si sa cour avait cru devoir alors désap-  
 prouver sa conduite, elle eût eu tout le temps de le faire avant  
 l'échange des ratifications. Ce n'était donc pas à moi à élever des

No. 87<sup>re</sup>. difficultés, quand la partie intéressée paraissait ne pas vouloir en faire naître. || J'en viens maintenant à ce que Votre Excellence exige, dans le cas où je n'aurais pas d'instructions contraires, c'est-à-dire que je détermine les Turcs à revenir de leurs prétentions, en un mot que je rompe ce qui a été fait et signé, pour travailler sur nouveaux frais. J'ai l'honneur d'observer à ce sujet à Votre Excellence que, sans avoir précisément des instructions contraires, je crois devoir ne pas me rendre à ses désirs, et en voici le motif. Pendant la durée des conférences, j'ai exactement instruit le général Sébastiani de ce qui s'y passait. Ce général, loin de désapprouver ma conduite, me mandait, au contraire, de continuer à rendre aux Turcs tous les services qui étaient en mon pouvoir, et lorsque lesdites conférences furent terminées, il daigna m'écrire en ces termes : «Je reconnais tous les jours, Monsieur, les effets de la bonne conduite que vous avez tenue dans la négociation de l'armistice de Slobodzéria. Je rends compte à Sa Majesté de ce que vous avez fait, d'une manière qui ne peut que vous être avantageuse et vous donner de nouveaux droits à sa bienveillance.» || Puisque j'ai reçu l'approbation de cet ambassadeur, c'est que j'ai agi dans le sens qu'il doit agir lui-même près de la Sublime Porte. Me comporter différemment maintenant, ne serait-ce pas contrarier les opérations et compromettre conséquemment les intérêts de notre souverain ? Je dois donc éviter toute marche, qui n'aurait pas la même direction que celle que j'ai tenue. Que Votre Excellence soit elle-même mon juge. || Convaincu de la nécessité de ne pas prendre part à la rupture d'armistice qui semble se préparer, je vais me rendre à Paris. Si Sa Majesté décide différemment et qu'Elle m'honore de nouveau de sa confiance, j'aurai tout le temps de venir assister aux nouvelles conférences, d'ici jusqu'à ce que le négociateur turc ait reçu le pouvoir de les entamer. || Je ne me consolerais jamais d'avoir reçu de reproches de Votre Excellence, si je n'avais l'espoir d'obtenir son suffrage, après qu'elle aura eu pris lecture de cette lettre.

---

No. 87<sup>93</sup>. — Extract din depeşa Impăratului Napoleon I către Generalul Savary, trimis frances la Petersburg, din 6 Octombrie 1807. Fontainebleau.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13.225, XVI, p. 80).

.... Les Russes, par suite de l'armistice, avaient évacué Bucarest; immédiatement après, un courrier de Saint-Pétersbourg étant arrivé le 12 septembre à leur quartier-général, ils sont rentrés dans la ville et ont réoccupé tout le pays. Vous sentez que cela inquiète beaucoup les Turcs. J'attends l'ambassadeur de Russie, pour m'entendre avec lui sur toutes ces questions. Lorsque les circonstances veulent que vous parliez des Prussiens, faites comprendre leur mauvaise conduite. D'ailleurs, vous savez que, dans le traité de paix, j'ai stipulé la restitution de la Prusse comme la Russie a stipulé l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie. Il est donc nécessaire que nous nous entendions sur tout cela et, avec le désir que l'empereur Alexandre et moi avons de tout concilier, nous lèverons les difficultés sur tous les points.

No. 87<sup>93</sup>.  
1807  
6 Oct.

No. 87<sup>94</sup>. — Insemnarea lui de Champagny, ministrul Relaţiunilor exterioare al Franciei, din 9 Octombrie 1807.

(Горинскъ, LXXXVIII, p. 223).

Préparer pour le général Savary des instructions, qui seront expédiées vers le 11 ou le 12 et portées par un officier français. Ces instructions auront pour objet de faire connaître au général la situation actuelle des choses. On lui enverra les articles du traité d'alliance de Tilsit. On lui fera connaître que les articles patents ne sont pas encore exécutés; que, suivant ces articles, la Moldavie et la Valachie devaient être évacuées et un armistice conclu; que l'armistice signé par les plénipotentiaires a été ratifié par les généraux respectifs, et cependant que les dernières nouvelles reçues de la Valachie annoncent que l'évacuation, commencée par les Russes, a été suspendue. (On enverra à M. Savary copie de l'armistice.)

No. 87<sup>94</sup>.  
1807  
9 Oct.

No. 87<sup>94</sup>. L'article secret du traité de Tilsit annonce ce qu'il serait fait dans le cas où la Porte rejetterait la médiation de la France; mais elle 1807  
9 Oct. l'a acceptée avec empressement. On espère donc que M. Tolstoy aura des pouvoirs pour arranger les affaires de la Porte; mais il est à désirer, qu'en attendant, l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie ait lieu conformément au traité à l'armistice et que cet armistice soit exécuté en tout point. Par le traité d'alliance, la Russie devait offrir sa médiation à l'Angleterre; elle l'a offerte; la réponse de l'Angleterre a été négative; ce qu'il y avait d'odieux était suffisamment expliqué par l'expédition de Copenhague. Au 1-er novembre, la Russie doit, par une note à la cour de Londres, lui faire connaître ses engagements avec la cour de France et la sommer d'accéder à leurs vues communes. Sans doute que M. Tolstoy aura tous les pouvoirs nécessaires pour faire passer une telle note à Londres. Si cela n'était pas fait, il serait indispensable que la Russie se hâtât de se mettre en règle à cet égard. Au 1-er décembre, les ports doivent être fermés; il faut que ceux de la Suède et du Portugal le soient également, de gré ou de force. Si le traité n'était pas exécuté par la Russie, il ne pourrait l'être par la France; chacune des deux puissances doit remplir les clauses qui sont à sa charge. Si les troupes russes restent en Valachie et en Moldavie, les troupes françaises ne doivent pas évacuer la Silésie. Telle est même une des grandes raisons, qui, jointes au retard des contributions, ont suspendu l'évacuation des provinces prussiennes, et, par cette suspension, on n'est contrevenu à aucun traité avec la Russie, car aucun des traités conclus avec cette puissance ne stipulait l'époque des évacuations. || Il est vrai qu'un article disait qu'il serait fait à cet égard une convention; mais une convention a été faite à Koenigsberg pour les provinces prussiennes, à Rustchuk pour les provinces turques. Ainsi, le vœu de l'article a été rempli; mais il faut qu'une convention soit exécutée comme l'autre. || Faire intervenir la Russie directement dans l'évacuation des provinces prussiennes eût été chose inconvenante, car alors elle aurait eu à se mêler de presser le recouvrement des contributions, ce qui ne lui aurait pas été agréable. Aussi, quand M. de Lobanoff proposa, lors du traité, de fixer le terme des évacuations, on lui répondit qu'il fallait attendre ce qui serait réglé sur les lieux; et de là les deux conventions dont on vient de parler. || Ces renseignements mettront M. Savary à portée de traiter cette affaire avec l'empereur et ses ministres et d'en causer avec le prince Lobanoff. Il saura ce qu'il doit répondre, si on lui parle de la non-éva-

cuation de Berlin. Il alléguera, d'un côté, la non-évacuation de la Valachie et de la Moldavie et, de l'autre, le non-paiement des contributions; mais il n'insistera pas sur la non-évacuation des provinces turques, si on ne lui parle pas de celle des provinces prussiennes. Il s'occupera seulement de faire revêtir le comte de Tolstoy de tous les pouvoirs nécessaires pour terminer toutes les affaires dont on vient de l'entretenir. || Faire un rapport sur ce qu'on a entendu par cette pression du traité d'alliance de Tilsit. Les conquêtes faites par l'Angleterre depuis 1805. Quelles sont ces conquêtes. || Avec le montant des sommes dues à l'électeur de Hesse et le nom du débiteur.

No. 87<sup>14</sup>.  
1807  
9 Oct.

No. 87<sup>95</sup>. — Extract din raportul trimisului extraordinar frances la curtea Rusiei, Generalul Savary, către Impăratul Napoleon I, din 9 Octombrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 116).

..... Le 4 octobre j'ai vu M. le comte de Roumiantzof, ministre des affaires étrangères ... " Le comte: .... Général, j'ai le désir de bien servir et la Russie et l'empereur Napoléon. Mes sentiments sont connus ici depuis longtemps, mais j'ai le désir aussi d'aller vite et je regrette toujours le temps perdu. || Réponse: Je vous connais ces sentiments-là, M. le comte, et j'en ai déjà rendu compte à l'empereur. Mais qu'entendez-vous par aller vite? .... Le comte: ... Puisque nous y sommes, je vais vous dire ce que j'entendais par ne pas perdre de temps. C'est au sujet du grand ouvrage que vous connaissez. Il ne m'est sans doute pas permis d'approfondir la pensée des deux empereurs sur ce projet; mais, entre nous soit dit, il serait d'un grand intérêt pour nous qu'on l'entreprit bientôt. Non pas que l'empereur Alexandre veuille faire aucune conquête, mais parce que l'empire ottoman s'en va tellement que, même sans secours quelconque, nous allons être obligés de nous présenter pour recueillir ses dépouilles. Imaginez-vous, général, que lorsqu'en vertu de l'armistice que vous connaissez, nous avons commencé l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie, toutes ces bandes de Turcs se sont mises à la poursuite de nos troupes et ont massacré et pillé tous les malheureux habitants qui repassaient sous

No. 87<sup>96</sup>.  
1807  
9 Oct.

No. 87<sup>es</sup>. leur domination. Si je vous racontais tous les détails de ces désordres et combien l'on a eu de peine à faire concevoir à ces misérables ce que c'est qu'un armistice, que chacun devait rester chez soi et en paix, vous vous convaincriez qu'il n'est pas possible d'espérer que cela aille encore loin. Tous les infortunés habitants de ces provinces sont venus se jeter dans nos frontières, abandonnant tout ce qu'ils possédaient. Néanmoins, l'évacuation convenue s'est opérée et doit être terminée en ce moment. Je ne sais quand il conviendra à votre empereur de faire faire cette dislocation ; nous sommes de ce côté-là à ses ordres. Mais à moins qu'il n'ait de grandes raisons pour différer ou ajourner cette affaire, je vous assure qu'il ne peut y avoir de circonstance plus favorable. Vous voyez ce que les Anglais viennent de faire en Danemark <sup>1)</sup> ; il paraît aussi que, dans ce moment, ils attaquent la Norvège. Tout cela paraît destiné par eux à l'accroissement de la Suède <sup>2)</sup> et par conséquent recule beaucoup l'espérance d'un acheminement à la paix. En second lieu, l'empereur a dû vous dire que l'on avait signifié à son ministre à Londres que l'on ne se prêterait à aucun arrangement contraire à l'empire turc. Il est donc vraisemblable que, quand on sera décidé à exécuter ce projet, on ne pourra le faire sans la guerre. L'Angleterre, même en cédant actuellement à la nécessité de faire la paix, sera bien aise de retrouver alors un motif de guerre. D'un autre côté, l'Autriche ne restera pas indifférente à une telle opération et, d'ici là, elle peut être en état de parler un peu haut, tandis qu'aujourd'hui elle n'est rien <sup>3)</sup>. Votre empereur sait sûrement tout cela et a probablement déjà pensé à quelque chose, dont il fera part au nôtre, et il est bien à désirer que cette intimité soit entretenue. Je vous assure, général, qu'il n'en coûtera pas plus de faire de suite le partage que de différer. L'empereur Alexandre ne veut point s'agrandir, je vous le cautionne, et vous le connaissez assez pour voir si ce que je vous dis est vrai ; mais, incontestablement, il sera forcé de venir recevoir les débris de ce pays, même sans le secours de personne. Ne vaudrait-il donc pas mieux de profiter d'une circonstance aussi favorable ? Une autre chose encore, c'est que l'empereur Napoléon nous a fait changer de

<sup>1)</sup> Le bombardement de Copenhague.

<sup>2)</sup> Les Anglais disent ici qu'ils donneront le Danemark à la Suède et qu'ils garderont Copenhague comme une Gibraltar (propos de M. Stuart).— *Note de Savary*.

<sup>3)</sup> Le comte Roumiantzof avait eu la veille une longue conférence avec le comte de Merveldt.— *Note de Savary*.

religion en huit jours, après une guerre malheureuse qui ne nous laisse aucun beau côté pour l'histoire. Sans doute, en s'alliant et en s'unissant d'amitié avec l'empereur Alexandre, il n'a pas eu l'intention de le mettre dans une position difficile vis-à-vis de la nation. Cependant, voyez avec quelle peine l'opinion se retourne en un sens si opposé et combien peu elle a fait de progrès depuis votre arrivée, malgré tout ce qui a été fait et dit pour cela. La raison en est que l'on se demande ce que l'on a gagné à la guerre, surtout depuis que l'on connaît l'armistice ridicule accordé aux Turcs. L'on se dit : « Mais pourquoi ne prend-on pas aussi, quand tout le monde prend ? Nous aurions fait au moins une paix honorable. » || Soyez sûr, général, que si votre empereur aide le nôtre et montre un beau côté à la nation, le revirement des esprits se fera en un instant, et il ne peut qu'y gagner. Je vous certifie qu'il sera content de nous dans tout état de choses ; mais, pour peu qu'il nous aide, ses désirs seront devancés ici. ] Réponse : Voilà, M. le comte, une matière bien importante et qui est tout-à-fait hors de mes pouvoirs. Mais j'ai bien compris tout ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire et je suis convaincu que l'on a beaucoup à faire pour amener le changement nécessaire dans les esprits. Ne doutez nullement de tout l'intérêt que l'empereur mon maître mettra à aider le vôtre, si cela devient nécessaire. . . .

No. 87<sup>a</sup>  
1807  
9 Oct.

---

No. 87<sup>96</sup>. Extract din instrucțiunile trimise de către de Champagny, ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, Generalului Savary, trimis francez la curtea Rusiei, în 13 Octombrie 1807. Fontainebleau.

(Уберникъ, LXXXIII, p. 134).

Monsieur, j'ai eu l'honneur de vous écrire par M. de Tchourakoff retournant à St.-Petersbourg. S. M. l'empereur et roi m'ordonne aujourd'hui d'entrer avec vous dans le détail de toutes les obligations que la France et la Russie ont contractées par les traités de Tilsit, de ce que chacune des deux puissances doit avoir déjà fait, et de ce qu'elle devra incessamment faire pour les remplir. Je dois, en même temps, vous faire connaître ce que S. M. vous charge de demander, les explications qu'Elle vous prescrit de donner, le langage enfin que vous devez tenir, soit vis-à-vis de l'empereur de Russie, soit vis-à-vis de

No. 87<sup>96</sup>.  
1807  
13 Oct.

No. 87<sup>96</sup> ses ministres. Les traités de Tilsit, en tant qu'ils ont eu pour objet  
 1807 le rétablissement de la paix entre la France et la Russie, ont été de  
 13 Oct. part et d'autre complètement exécutés. En tant qu'ils ont établi la  
 paix entre la France et la Prusse, leur exécution complète n'a été  
 retardée que par la Prusse, qui n'a point encore acquitté les contribu-  
 tions, au paiement desquelles l'époque des évacuations a été et a dû  
 être subordonnée. || Mais les deux empereurs n'ont pas borné leurs  
 soins à cette double paix. Ils ont voulu stipuler pour l'Europe en-  
 tière, lui faire rendre ou lui conquérir et lui assurer un repos du-  
 rable. || Après avoir, pour ainsi dire, jeté dans quelques articles du  
 traité de paix les fondements de ce grand et noble ouvrage, ils y  
 ont mis la dernière main dans le traité secret d'alliance, dont j'ai  
 l'honneur de vous adresser une copie. Dans le traité de paix, les  
 deux monarques s'étaient réciproquement portés pour médiateurs,  
 l'empereur Napoléon entre la Russie et la Porte ottomane, et l'em-  
 pereur Alexandre entre la France et l'Angleterre. Il avait été, de plus,  
 convenu que les hostilités cesseraient immédiatement entre la Russie  
 et la Porte et que leurs troupes respectives se retireraient de la Va-  
 lachie et la Moldavie. Le traité d'alliance a prévu le cas où la  
 médiation offerte ne serait point acceptée, soit par l'Angleterre, soit  
 par la Porte et réglé pour ce cas les obligations des deux puissan-  
 ces. || Un armistice a été conclu entre la Russie et la Porte; il a  
 été ratifié par les généraux respectifs. L'obligation d'évacuer la Va-  
 lachie et la Moldavie y est rappelée et confirmée. Cependant, les troupes  
 russes continuent d'occuper ces deux provinces. Les dernières nou-  
 velles annoncent qu'elles avaient commencé de se retirer, qu'elles se  
 sont arrêtées et qu'elles sont même revenues sur leurs pas. S. M.,  
 ne pouvant soupçonner la loyauté de l'empereur Alexandre, n'avait  
 attribué cet incident qu'à quelque mésentendu. Vos dernières let-  
 tres, qu'Elle reçut hier, lui ont fait supposer qu'il pouvait provenir  
 du mécontentement que deux clauses de l'armistice paraissent avoir  
 causé à l'empereur de Russie. Mais, quoi qu'il faille penser de ces  
 deux clauses, que S. M. a regardées comme peu graves dans leurs  
 conséquences, l'une parce que les Turcs ne se mettront pas dans le cas  
 d'une rupture avec la Russie, l'autre, celle relative à la reddition des  
 vaisseaux capturés, parce qu'elle est vraiment inexécutable et que, par  
 cela même, elle n'a pas besoin d'être annulée, il est certain qu'elles  
 n'ont aucun rapport direct ou indirect avec celle de l'évacuation,  
 qu'elles ne la changent, ne l'affaiblissent, ne la modifient en aucune  
 manière, et qu'elles ne pouvaient pas être un motif d'en suspendre

l'exécution. C'est ce que vous devez représenter, en demandant que l'évacuation ne soit plus différée. Il n'est pas probable que l'on veuille justifier les Russes de ne s'être point retirés des deux provinces sur le Danube, en alléguant que les troupes françaises sont encore en Silésie et dans les marches de Brandebourg quoique le dernier terme fixé pour l'évacuation de la Prusse se trouve expiré. Il vous serait aisé de faire sentir combien les deux cas sont différents. La clause relative à l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie est inconditionnelle et absolue; le terme fixé par l'armistice est de rigueur. Il n'en pouvait pas être de même à l'égard de la Prusse, qui ne devait être évacuée qu'après avoir payé ses contributions. C'est aussi pour cela que les époques des évacuations n'ont point été fixées par le traité, comme le prince Lobanoff l'avait d'abord demandé. La Russie n'aurait pu intervenir dans les évacuations des provinces prussiennes, sans intervenir aussi pour presser le paiement de leurs contributions, et c'était là une obligation dont il ne lui convenait pas de se charger. Ainsi, n'évacuant pas les provinces turques, les Russes manquent à un engagement actuel, au lieu qu'en continuant d'occuper les provinces prussiennes, la France ne fait qu'user d'un droit incontestable, tant que les contributions n'ont pas été acquittées. [ Toutefois, vous ne ferez usage de ces arguments qu'autant qu'on vous parlerait de la non-évacuation de la Silésie et de Berlin. L'empereur a voulu que, si l'on vous en parlait, vous fussiez instruit de ce qui s'est passé, pour pouvoir répondre. Mais si l'on ne vous en dit rien, vous vous bornerez à demander, mais sans insister, l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie. [ La Porte a accepté la médiation de la France. On le sait à St.-Petersbourg, puisque le préambule de l'armistice le dit en termes exprès. L'empereur Alexandre avait désiré que la négociation eût lieu à Paris, et même l'article du traité avait été dressé en conséquence. Ensuite, on pensa que ce serait éveiller la défiance des Turcs et leur donner un sujet de se plaindre, si on fixait le lieu de la négociation sans leur concours. [ La Porte a proposé d'elle-même de traiter à Paris; elle a fait connaître qu'elle envoyait des pleins pouvoirs et des instructions à son ambassadeur ordinaire, Mouhib-effendi. Vous devez en informer l'empereur Alexandre, qui n'en peut être que satisfait, et inviter le cabinet à donner de son côté des pouvoirs à M. de Tolstoy pour entrer en négociation, la nomination d'un plénipotentiaire de Russie étant, avec l'évacuation des provinces turques, la seule chose qui reste à faire pour l'exécution complète des traités en tant qu'ils regardent l'empire ot-

No. 87<sup>ee</sup>.

1807

13 Oct.

No. 87<sup>96</sup>. toman, sauf toutefois les obligations qui naîtraient de la rupture des  
 1807 négociations, cas que le traité d'alliance a aussi prévu. || Le pléni-  
 13 Oct. potentiaire ottoman aura les pouvoirs les plus étendus. Il est à dési-  
 rer et vous voudrez bien faire en sorte qu'il en soit donné de sembla-  
 bles à M. de Tolstoy, pour prévenir l'inconvénient d'avoir à demander  
 de nouvelles instructions à des distances si grandes....

---

No. 87<sup>97</sup>.— Extract din scrisoarea Impăratului Napo-  
 leon I către Generalul Savary, trimis fran-  
 ces la Petersburg, din 14 Octombrie 1807.  
 Fontainebleau.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13.253, XVI, p. 103).

No. 87<sup>97</sup>. Monsieur le général Savary, je reçois votre lettre du 23 sep-  
 1807 tembre. | ....Guilleminot, en Valachie, s'est mêlé de beaucoup plus de  
 14 Oct. choses qu'il ne devait. Ses instructions ne lui disaient pas de signer  
 l'armistice, ni de stipuler des conditions absurdes, telles que la re-  
 mise des vaisseaux de guerre et la reprise des hostilités au 1-er  
 mars, si l'on ne s'arrangeait pas. La lettre que vous lui avez écrite  
 n'a donc aucun inconvénient. Si cet officier est encore à Bucharest,  
 ce que je ne crois point, et que, pour soutenir sa pointe, il vous ré-  
 pondit qu'il a agi d'après ses instructions, vous ne devez pas le croire.  
 J'ai écrit à Sébastiani, pour faire revenir la Porte sur ces deux ar-  
 ticles. Mais le principal n'est pas ces deux articles: c'est la remise  
 des places fortes qui a dû indisposer l'empereur Alexandre. M. de  
 Champagny vous écrit longuement et vous envoie diverses pièces  
 que vous ne connaissez pas, telles que les articles secrets du traité  
 avec la Russie et le traité d'alliance, afin que vous soyez au fait de  
 toutes les affaires. || ....Après ce que vous m'écrivez, je puis penser  
 que du 15 au 17 l'ambassadeur Tolstoï sera ici. Il eût été très-né-  
 cessaire qu'il arrivât plus tôt, afin de pouvoir envoyer des ordres et  
 des instructions aux vaisseaux russes. || Les prisonniers russes sont  
 arrivés à Cologne et à Coblenz; on en a formé sept bataillons. On  
 leur avait donné de mauvaises armes à Metz; j'ai ordonné qu'on les  
 leur retirât et qu'on leur en donnât de meilleures. L'Angleterre  
 n'a fait ici, ni directement, ni indirectement, aucune proposition. Tout  
 porte à penser qu'elle est dans le système de continuer la guerre.  
 Notre première opération doit être, aussitôt que lord Gower sera  
 chassé de Saint-Petersbourg, de faire chasser le ministre anglais

de Vienne. A l'heure qu'il est, celui qui est à Lisbonne doit avoir quitté cette ville. ¶ Quant aux affaires de Turquie, c'est une chose qui demande bien des combinaisons, sur laquelle il faut marcher bien doucement; elle est trop compliquée, pour que vous puissiez connaître mes intentions. J'attends pour tout cela M. de Tolstoï. Au reste, il paraît que cet empire tombe tous les jours. ¶ L'ambassadeur de la Porte, qui était d'abord allé à Vienne et de Vienne s'est rendu à Paris, y était à peine arrivé qu'il a reçu un courrier qui le rappelait à Constantinople.

No. 87<sup>97</sup>.  
1807  
14 Oct.

---

No. 87<sup>98</sup>.— *Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Champagny, ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, din 23 Octombrie 1807. Fontainebleau.*

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13.288, XVI, p. 133).

Monsieur de Champagny, je vous renvoie la lettre de Perse. Il faut me présenter une réponse, dans laquelle je dirai que j'ai fait ma paix avec la Russie; que, si on le désire, j'interviendrai pour faire celle de la Perse; que l'empereur de Russie m'a assuré, dans les conversations que j'ai eues avec lui, qu'il ne voulait rien de la Perse; que j'ai regretté de n'avoir pas auprès de moi un ambassadeur persan muni de pleins pouvoirs et des instructions nécessaires pour faire comprendre la Perse dans la paix. ¶ Vous écrirez au général Sébastiani, et vous me présenterez un projet de réponse au Sultan Mustafa, pour lui dire que mon ambassadeur ayant été quinze jours sans avoir de ses nouvelles et sans recevoir de notification de son avènement au trône et les 500 canonniers, que j'envoyais à Constantinople, ayant été renvoyés de la Bosnie, où ils étaient arrivés, j'avais eu lieu de penser qu'il n'appréciait pas tout le prix de mon amitié pour son empire; que cependant je ne l'en ai pas moins fait comprendre dans la paix de Tilsit; que je l'ai fait par suite de l'amitié que m'avait inspirée le Sultan Sélim; qu'aujourd'hui que je suis assuré, et que les dépêches de mon ambassadeur en font foi, qu'il hérite de l'amitié de l'empereur Sélim pour moi, il me trouvera toujours disposé à soutenir les intérêts de son pays; que j'attends le ministre qu'il m'annonce avec les pouvoirs et instructions nécessaires.

No. 87<sup>99</sup>.  
1807  
23 Oct.

---

No. 87<sup>99</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Savary, trimis frances la Petersburg, din 1 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13.318, XVI, p. 156).

No. 87<sup>99</sup>.      Monsieur le général Savary, je vous ai expédié un courrier hier;  
 1807      mais au moment même arrive Montesquiou, qui m'apporte votre  
 1 Noem.      lettre du 9 octobre, avec le rapport qui y était joint.... J'attendais Tolstoï pour écrire à l'empereur. " ....Quant à nos affaires, elles sont de trois espèces: 1<sup>o</sup>. faire la guerre à l'Angleterre; 2<sup>o</sup>. obliger l'Autriche et la Suède à se déclarer contre l'Angleterre; 3<sup>o</sup>. arranger les affaires de la Porte. 1<sup>o</sup>. Déclarer la guerre à l'Angleterre: par les pièces que je vous ai envoyées, vous avez vu que la Russie devait faire une déclaration au 1-er décembre, chasser lord Gower et déclarer la guerre à l'Angleterre. Je juge, comme la Russie, que cette déclaration aujourd'hui n'aboutira à rien et que l'affaire de Copenhague a changé la face des choses. Vous vour bornerez à demander que Gower soit chassé et la guerre déclarée. 2<sup>o</sup>. Pour ce qui regarde la Suède: l'île de Seeland est évacuée par les Anglais. Par le traité que je viens de conclure avec le Danemark, cette puissance doit faire cause commune avec la Russie; si la Russie déclare la guerre à la Suède, le Danemark la lui déclarera aussi et une armée danoise doit l'attaquer en même temps. 3<sup>o</sup>. Quant aux affaires de la Porte: je sens la nécessité de terminer quelque chose, et je suis prêt à m'entendre là-dessus avec la Russie. Mais cette affaire est bien intéressante pour moi. Je remets à vous en écrire après avoir vu Tolstoï. J'aurais besoin même d'avoir une entrevue pour cela avec l'empereur, après que la guerre aura été déclarée par la Russie à l'Angleterre. Faites passer désormais vos courriers par Varsovie et Dresde, parce que, s'il arrivait que j'allasse en Italie, je donnerais l'ordre que, de Varsovie, on les dirigeât sur Milan. Cependant, je suis encore très-incertain sur ce voyage. Cela dépendra de beaucoup d'autres circonstances. P. S. J'envoie décidément Caulaincourt comme ambassadeur extraordinaire en Russie. Il aura 600.000 francs de traitement, ce qui, joint à ce qu'il a, le mettra dans le cas de faire une figure convenable. Vous pouvez donc compter qu'il sera à la fin de novembre à Saint-Petersbourg. J'avais d'abord voulu envoyer Laforest, mais j'ai craint qu'il ne fût trop vieux et qu'on crût qu'il n'avait pas assez ma confiance, ce qui m'importe par-dessus tout.

---

No. 87<sup>100</sup>.—Extract din raportul trimisului frances la curtea Rusiei, Generalul Savary, către Impăratul Napoleon I, din 4 Noembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 174).

Sire, l'empereur de Russie, qui était parti de Saint-Pétersbourg No. 87<sup>100</sup>.  
le 11 octobre à six heures du matin, est rentré à son palais d'hiver 1807  
le 22, à huit heures du soir. Le lendemain, 23, il a passé la revue 4 Noem.  
des troupes qu'il se propose de faire marcher en Finlande. Le même  
jour il me fit inviter à dîner à la cour, en me faisant dire de venir  
de bonne heure. ....Après le dîner, l'empereur... me fit appeler  
dans son cabinet et me dit :..... || L'empereur :..... Je vous rends la  
lettre de M. Guilleminot et vous remercie bien de la franchise de  
votre communication <sup>1)</sup>. Il est évident que c'est mon général qui  
a fait la faute. Vous voyez quels hommes j'ai à employer ! Je vous  
demande ce que votre empereur aurait fait à un de ses généraux  
qui se serait conduit ainsi ? Après un instant de silence, il continue :  
Maintenant que nous nous connaissons, général, je vous dirai de con-  
fiance que la moindre condescendance de l'empereur de ce côté-là  
ferait ici un effet bien heureux. Vous devez entendre tous les jours,  
et l'on me le répète, que votre empereur n'a voulu que nous en-  
dormir et m'a séduit pour gagner du temps, qu'il ne nous pardon-  
nera pas et qu'il finira par nous donner une tape lorsqu'il n'aura plus  
besoin de nous. Votre nation passe pour être légère, mais à coup  
sûr elle n'est pas si frivole que celle-ci. L'on tient ces propos, il  
est vrai, même chez les grands. Il faut que je vive au milieu de  
tout cela. Certainement, il est possible que l'empereur tire encore  
l'épée en Europe, mais qu'il conserve un ressentiment contre nous  
et qu'il veuille nous donner cette tape, foi d'homme d'honneur,  
je ne le crois pas. Je vous dis tout ceci en amitié et non  
d'office. Observez bien que tout ce monde était accoutumé sous  
Catherine, dans les guerres de Potemkine, à se battre uniquement  
pour dépouiller les vaincus ; nous sommes un peu asiatiques de  
ce côté-là ; aujourd'hui c'est autre chose, et l'on se plaint. Adieu,  
général, venez me voir demain à onze heures et amenez-moi M.

<sup>1)</sup> Pendant l'absence de l'empereur, M. Guilleminot avait répondu à la lettre que je lui avais écrite à la sollicitation de l'empereur Alexandre. Elle était de nature à pouvoir lui être communiquée. Je l'ai fait. Je la joins ici.—  
*Note de Savary.*

No. 87<sup>1.4</sup>. Deponthon. J'espère qu'il ira voir Cronstadt et me donnera son avis sur un ouvrage que j'ai le projet d'y faire construire <sup>1)</sup>. Le 1807  
4 Noem. lendemain, 24, je me rendis effectivement au palais pour présenter M. Deponthon à l'empereur. M. Louis de Périgord venait d'arriver une demi-heure avant. Je profitai de l'occasion pour remettre la lettre de Votre Majesté adressée à l'empereur Alexandre. Avant d'en prendre lecture, l'empereur me dit: «Hier, en vous quittant, j'ai eu des nouvelles d'Odessa et de Sébastopole. Voyez Roumiantzof, pour qu'il vous montre les lettres de Richelieu et de Traversay. Il paraît qu'il y a des mouvements à Constantinople et que les Anglais y ont eu le dessus, puisque Sébastiani a jugé à propos d'envoyer sa famille à Odessa, où elle est arrivée. Que vous mande l'empereur?» Réponse: Je n'ai fait que parcourir sa lettre, Sire, mais j'ai déjà vu qu'il demande instamment le départ de l'ambassadeur d'Angleterre et le rappel de celui de Votre Majesté à Londres. Il est fort mécontent de la réponse de l'Angleterre à l'offre de votre médiation et voit dans cette conduite une résolution de continuer la guerre. D'ailleurs, Votre Majesté touche à l'époque de ses engagements, et même l'on pense à Paris que, sans ce motif, celui du refus de la médiation et la violation du Danemark, cela serait plus que suffisant pour ne plus différer de rompre avec l'Angleterre. L'empereur: Très-bien. J'aurai dans tous les cas été scrupuleux au terme et, comme je vous l'ai dit, je ne veux pas donner à cela d'autre direction que celle qui convient à l'empereur; maintenant qu'il s'est expliqué, toutes ses intentions seront remplies. Donnez-nous quelques jours pour régler les écritures..... Voyez Roumiantzof et causez avec lui..... En sortant de chez l'empereur, j'avais été chez le comte Roumiantzof et lui avais demandé de la part de Sa Majesté de me communiquer la lettre de MM. de Richelieu et Traversay au sujet de événements de Constantinople. Il me les montra. M. de Richelieu écrit d'Odessa, en date du 10 octobre de notre calendrier: Ministre des affaires étrangères: «J'aime à croire que Votre Excellence est exactement informée des nouveaux événements survenus à Constantinople. Nous n'en avons ici aucune nouvelle, lorsque, tout à coup, il arriva un bâtiment italien portant uniquement la famille du général Sébastiani et sa vaisselle plate. Cet ambassadeur m'écrivit par le même bâtiment et me demande de donner un passeport à toute sa suite, pour se

<sup>1)</sup> L'empereur a envoyé M. Deponthon visiter la passe des canonnières entre la côte de Finlande et Cronstadt. — *Note de Savary.*

«rendre à Vienne par Radzivilof. Quoique je n'aie pas demandé No. 87<sup>100</sup>.  
 «l'autorisation à Votre Excellence, j'ai pensé que notre situation avec 1807  
 «la France me ferait excuser, et non-seulement j'ai donné le pas- 4 Noem.  
 «seport, mais j'ai écrit à la douane de Radzivilof, afin que l'on ait  
 «pour l'enfant et la suite de M. Sébastiani les plus grands soins <sup>1)</sup>. ||  
 «Un autre bâtiment italien est entré ce matin portant la famille de  
 «l'Internonce d'Autriche, qu'il renvoie aussi à Vienne. || «Le capitaine  
 «du navire m'apprend qu'il y a eu une révolution à Constantinople;  
 «que l'on a coupé des têtes, entre autres celle du 1-er drogman,  
 «uniquement pour avoir été accusé d'avoir vendu au général Sébas-  
 «tiani les délibérations du Divan, lors de l'apparition des Anglais.  
 «Le capitaine ajoute que, peu de jours avant son départ, on répan-  
 «dait le bruit qu'il était arrivé un envoyé anglais et que l'on allait  
 «s'arranger avec eux. Si cela est, je m'attends d'un jour à l'autre à  
 «voir arriver le général Sébastiani lui-même. Je m'empresserai de vous  
 «en rendre compte, etc. etc.» | Le comte Roumiantzof me dit alors  
 en riant: «Vous voyez, général, que l'on va être obligé d'annoncer  
 dans les journaux que l'empire ottoman est mort et que l'on invite  
 les héritiers à se présenter à la succession. Au reste, nous aurons  
 infailliblement d'autres détails, et le général Sébastiani aura écrit  
 lui-même à votre cour.»...

Le jeudi, 29, je me rendis au palais impérial; avant le dîner l'empereur me dit: nous causerons ce soir. Effectivement, à peine était-on sorti de table, qu'il me fit appeler et, après m'avoir fait asseoir, il commença ainsi: L'empereur: Vous pourrez écrire incessamment à l'empereur. J'espère que tout sera bientôt fini. On fait une note pour l'ambassadeur d'Angleterre, et comme assurément il ne pourra pas y répondre, ses passeports seront tout prêts. Je vous ferai donner toutes ces pièces, pour que vous les puissiez joindre à votre courrier. Je n'ai encore rien reçu de la Suède, mais je ne perds pas mon temps de ce côté-là. Mes troupes marchent pendant ce délai..... Quant à l'Autriche, je ne vois pas encore bien ce que l'empereur désire. Je lis dans votre note que, par des opérations combinées, nous la forcerons à se déclarer aussi. Mais cela ne me suffit pas. Comme c'est principalement dans l'intention de le servir que je mets tant d'intérêt à cela, dites-lui de vous en-

<sup>1)</sup> L'empereur a fait louer M. de Richelieu pour sa conduite dans cette occasion. -- *Note de Savary.*

No. 87<sup>100</sup>. voyer, ou de m'envoyer, ou enfin de remettre à Tolstoï la déclaration qu'il veut que je fasse à l'Autriche. Je n'y changerai pas un mot, elle sera copiée littéralement. Qu'il dise de quel jour elle doit être datée, pour qu'elle concorde avec la sienne, et quel jour elle doit être remise, afin qu'elle nous guide. Je ferai donner ordre à Kourakine de s'entendre avec le général Andréossy pour cette affaire..... || .....Avez-vous vu chez Roumiantzof la lettre de Richelieu ? | Réponse: Oui, Sire. || L'empereur: Eh bien! Cela paraît positif. Ma foi, il en arrivera ce que l'empereur voudra. Je me ferais un scrupule de lui en parler. Vous vous rappelez ce que je vous ai dit à ce sujet. Mais comme il devine juste, votre empereur! Il me souvient qu'à Tilsit, étant à une manœuvre, nous venions de parler de cela, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'événement de Sélim, et il me dit: «Voilà un décret de la Providence, qui vient me dégager et qui me dit que l'empire turc ne peut plus exister.» Nous causons de cela, mais ne lui en parlez pas. Je ne suis occupé que de lui prouver que je suis aussi loyal allié que je lui ai fait noblement la guerre. Loin de nous ce temps-là!... || Croiriez-vous que Wilson<sup>1)</sup> a demandé à me voir? Il faut être bien imprudent. Nous verrons dans quelques jours. Adieu, général.

Le samedi, 31 octobre, conformément aux ordres de l'empereur je vis M. de Roumiantzof. Voici notre conversation: « Le comte: L'empereur a dû vous dire, mon général, qu'il avait refusé de voir ce M. Wilson. Celui-ci est venu me visiter hier et, après de longues plaintes sur les changements défavorables qu'il voyait se succéder relativement à la position des Anglais en Russie, il entra en matière. Il faut vous dire d'abord que ce simple officier n'a déployé ici aucun caractère que celui de courrier; mais cependant notre ministre, M. d'Alopéus, me mande qu'il tient de M. Canning lui-même que M. Wilson était chargé de faire des propositions verbales à l'empereur Alexandre et que, si elles étaient acceptées, il n'y a nul doute que lord Gower était chargé dans ce cas de cultiver les dispositions dans lesquelles on croyait trouver ce prince et que, probablement, il avait reçu par Wilson même une instruction pour cette circonstance. Wilson ne manque pas d'esprit et, dans une très-longue narration qu'il m'a faite hier, voici ce qu'il m'a dit et ce que l'empereur m'a chargé de vous rendre. C'est Wilson qui parle: |

<sup>1)</sup> Officier de l'armée anglaise envoyé en mission à Pétersbourg.

«Il n'y a rien, M. le comte, que le cabinet de Londres ne fasse pour No. 87<sup>100</sup>.  
 conserver l'amitié de la Russie. Je suis particulièrement chargé de 1807  
 vous le dire et de vous assurer que nous ne chercherons point à 4 Noem.  
 vous entraîner dans une nouvelle guerre avec la France. Nous en  
 prendrons l'engagement formel. Nous sommes résolus de continuer  
 la guerre seuls, ou avec d'autres alliés; elle sera longue sans doute,  
 parce que nous sommes décidés à ne point faire la paix avant d'a-  
 voir obtenu en Allemagne une certaine quantité de pays, comme  
 barrière formidable entre la France et les autres puissances, de ma-  
 nière que l'ambition de celle-là ne trouble plus la tranquillité de  
 l'Europe.» | Le comte Roumiantzof: Et sous quelle domination,  
 Monsieur, se propose-t-on d'établir cette barrière, et qui en aura la  
 clef? | Wilson: Mais nous ne voulons la faire reconnaître que  
 comme agrandissement de la Prusse et de la Russie, et ce n'est qu'à  
 leur profit que nous en ferions l'acquisition. | Le comte Roumian-  
 tzof: Vous n'y pensez pas. Vous voulez que nous portions notre  
 frontière jusque vers celle de la France, et vous appelez cela ne pas  
 nous entraîner dans une nouvelle guerre! Je ne puis vraiment pro-  
 longer une discussion là-dessus. Wilson: Nous ne demandons  
 pas, M. le comte, autre chose que l'amitié de la Russie. Considérez  
 bien notre situation et la vôtre: Nous ne pourrions jamais avoir  
 de différends ensemble, puisque nous ne pouvons pas faire de con-  
 quêtes, ni nous opposer à celles qu'il vous conviendra d'entreprendre.  
 Contents de notre puissance maritime et de l'extension de notre com-  
 merce, nous ne pouvons, au contraire, que désirer votre accroisse-  
 ment de puissance continentale et même, si vous avez besoin de notre  
 secours pour y parvenir, nous sommes à vos ordres. Je suis chargé  
 aussi de vous dire que, depuis longtemps, le bruit public annonce  
 que vous serez mis en possession de la Valachie et de la Moldavie;  
 l'Angleterre le verra avec plaisir et elle est prête à accéder à cette  
 acquisition. Seulement, elle désire que ce résultat ne soit pas la suite  
 d'un partage avec d'autres puissances, parce que nous ne voudrions  
 jamais consentir au démembrement de l'empire turc; mais comme  
 conquête, elle vous reconnaîtra tout ce que vous voudrez. Le  
 comte Roumiantzof: Voilà, Monsieur, des propositions auxquelles  
 je n'étais pas préparé. Je me les rappelle très-bien et je les soumettrai  
 à Sa Majesté, en lui demandant ses ordres à ce sujet; mais je vous  
 observerai que, dans tout ce que vous venez de m'exposer, je vois  
 pour premier principe la guerre avec la France. | Wilson: Non,  
 M. le comte, je vous le répète, nous ne voulons même pas nous im-

No. 87<sup>100</sup>. miscer dans vos relations avec la France, mais soyez assuré que, 1807  
4 Noem. quelle que soit l'intimité dans laquelle vous avez le projet de vivre avec cette puissance, vous aurez infailliblement des sujets de mécontentement de l'ambition de son empereur, qui saura vous rencontrer, lorsqu'il le croira utile à sa gloire. Nous, au contraire, nous ne pourrons jamais vous porter ombrage. Je suis chargé de vous assurer que nous ne ferons point d'instance pour renouveler le traité de commerce que nous avons avec vous<sup>1)</sup>. Nous ne demandons aucune préférence; nous ne désirons être traités que comme la France le sera. Veuillez bien, M. le comte, être persuadé de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire et qu'il n'y a aucun sacrifice que l'Angleterre ne fasse pour conserver l'amitié de la Russie. Je dois aussi vous avertir que l'Angleterre se propose d'attaquer sans délai et de prendre les Îles Ioniennes, qui ont été cédées à la France, ne voulant pas les lui laisser, à quelque prix que ce soit. Notre intention n'est pas de les garder, mais de forcer la France à vous les laisser à la paix. ¶ Je restai encore seul avec le ministre et lui demandai de me répéter cette conversation, ce qu'il fit de si bonne grâce, qu'il me permit d'en prendre note dans son cabinet même. ¶ Il ajouta: ¶ Le comte: Maintenant, général, il faut que vous sachiez que j'ai porté ces propositions devant l'empereur et que je vous dise, qu'après en avoir conféré longtemps avec lui, il s'est vivement écrié: «Voilà une belle occasion de prouver à l'empereur la sincérité de mes sentiments et combien je veux «être fidèle allié.» Et il m'a ordonné de rappeler sur-le-champ la mission de Londres, sans même laisser quelqu'un pour la garde de nos archives, parce que, dit-il, «on s'en servira pour me faire «de nouvelles propositions. Je n'attache aucune importance «à toutes ces paperasses, mais beaucoup à leur ôter tout «espoir d'intrigues. Préparez la note et les passeports du lord «Gower, de même que la communication au sénat; apportez-les-moi «après-demain. Je verrai le général Savary à dîner lundi; mon intention «est de les lui montrer. Faites en sorte que je sois débarrassé de tout «cela dans la semaine, afin qu'il puisse expédier à Paris.» ¶ Voilà, mon général, comme l'empereur Alexandre a répondu aux propositions de l'Angleterre. Je vous en prie, faites-le connaître chez vous, et combien je vous serais reconnaissant, si vous vouliez bien dire à l'em-

<sup>1)</sup> Ce traité est expiré au mois de juin dernier, vers l'époque du traité de Tilsit. — *Note de Savary.*

pereur que je m'estime heureux d'avoir répondu à ses désirs par une première besogne dans ce nouveau ministère! Maintenant, parlons d'autre chose. Relisons la lettre de Richelieu au sujet de l'arrivée de M. Sébastiani, et je vais vous en montrer une que je reçois à l'instant du prince Kourakine, qui, comme vous savez, est à Vienne. Elle donne de l'importance à celle de Richelieu et jette un jour sur les événements de Constantinople. Lisez-là vous-même, je vous en prie. Je fis lecture de cette lettre, dans laquelle le prince Kourakine s'exprime ainsi: «Il vient d'arriver de Constantinople un tartare, qui court après l'ambassadeur ture, qui est parti d'ici il y a huit jours pour Paris.—Ce tartare, ayant ordre de n'aller que jusqu'à Vienne, ne verra pas l'ambassadeur; et le chargé d'affaires ture ici n'ayant pas voulu prendre sur lui d'ouvrir la dépêche dont il était porteur, nous ne savons pas positivement ce qu'elle contient; mais le chargé d'affaires dit que les têtes volent à Constantinople et que l'on s'est aperçu trop tard du danger qu'il y avait à se livrer à une perfide amie comme la France. Le tartare ayant dit qu'il était arrivé un ambassadeur anglais, il y a tout lieu de penser que ce courrier apportait à l'ambassadeur ture, qui se rend à Paris, l'ordre de rétrograder. Les nouvelles particulières de Constantinople disent la même chose.» Lorsque j'eus achevé de lire la lettre du prince Kourakine, le comte Roumiantzof me dit: «Vous voyez, général, que ces vilains marabouts vont s'arranger avec les Anglais; voilà pourquoi ceux-ci nous pressent tant.»...

No. 87<sup>100</sup>.  
1807  
4 Noem.

Lundi, 2, j'ai dîné chez l'empereur. Le soir nous eûmes une longue conversation dans son cabinet. Il m'a remis le deux déclarations dont je joins ici copies<sup>1)</sup>. Comme Votre Majesté l'aura vu par les rapports qui précèdent, l'empereur Alexandre savait une partie des petites tracasseries de Corfou et avait déjà donné des ordres sévères pour les réprimer. J'avais donc une raison pour lui en parler. Il m'a répondu: «L'empereur ne s'étonnera plus de ce mauvais esprit, lorsqu'il saura que presque tous les officiers de cette flotte ont été élevés sur la flotte anglaise, que même beaucoup de capitaines de vaisseaux sont Anglais. . . Du reste, général, que l'on soit sans inquiétude là-dessus; on cause beaucoup chez nous, mais l'on n'entreprend jamais rien. Remerciez l'empereur de tous les bons traitements que re-

<sup>1)</sup> Pour la rupture des relations avec l'Angleterre.

No. 87<sup>100</sup>. 1807  
4 Noem. goivent mes troupes à Padoue; des lettres particulières nous annoncent que le bien-être dans lequel elles sont est encore mieux que ce que l'empereur vous en dit.» [ R é p o n s e: L'empereur attendait M. de Tolstoï pour lui faire donner connaissance de quelques mécontentements, que l'on a eus de la conduite d'un petit nombre d'officiers prisonniers. Ce sont des plaintes dont l'ambassadeur de Votre Majesté fera le cas qu'elles méritent et qu'il traitera avec l'importance qu'il croira nécessaire. L'empereur me mande aussi qu'il lui tarde de voir arriver M. de Tolstoï, pour l'entretenir sur une autre matière. Il paraîtrait que les troupes de Votre Majesté, après avoir évacué Bucarest, ont reçu immédiatement l'ordre d'y rentrer et de réoccuper le pays d'où elles s'étaient retirées. Votre Majesté comprendra sans doute que les Turcs ont été fort inquiets et qu'ils ont fait parvenir leurs plaintes à Paris. L'empereur m'ajoute qu'il attend votre ambassadeur, pour s'entendre avec lui là-dessus, et il me dit positivement, qu'avec le désir qu'a Votre Majesté de tout concilier et le sien, il est impossible que toute espèce de difficultés ne puisse pas s'aplanir. Je me trouve avoir induit l'empereur en erreur, parce que M. de Roumiantzof m'avait dit qu'on avait ordonné à M. de Lachkareff de redresser les deux articles de l'armistice, mais que, néanmoins, l'évacuation convenue aurait lieu, parce que l'on espérait que l'intermédiaire de M. Guilleminot avait tout concilié. Cependant, voilà cette partie à peu près dans le même état qu'avant l'armistice. Il est probable que les premières dépêches de M. de Tolstoï entretiendront Votre Majesté sur cette matière. Je suis bien aise de lui en avoir donné avis, parce que, s'il n'avait point d'instructions sur ce point, il serait important que Votre Majesté lui en fit parvenir de suite. L'empereur: Cela a été prévu, général. Tolstoï a ordre de ne point insister là-dessus, parce que, si l'empereur veut absolument que j'en passe par cet armistice, il sera satisfait, quoique, je l'avoue, il me déplaît, d'autant plus que je pouvais dicter la loi de ce côté-là, au lieu de la recevoir; mais je ne sais point faire une affaire d'une misère; j'en excepte toutefois la restitution du vaisseau turc. Séniavine me mande qu'il l'amène. Je me reprocherais de vous avoir fait écrire cette lettre à M. Guilleminot, si elle vous attirait quelque désagrément. Rappelez-vous que c'était précisément pour éviter d'en tourmenter l'empereur que je vous l'avais demandée, parce que je supposais que cet officier pouvait faire changer les deux articles, qui n'auraient été d'aucune importance entre deux nations également civilisées, mais avec ces misérables il faut commencer par parler haut. Je vous répéterai ensuite ce que

je vous ai dit avant-hier, c'est que c'est là le beau côté que je puis No. 87<sup>100</sup>  
 offrir à la nation, qui ne revient pas d'un changement si subit et 1807  
 dans lequel elle ne voit pour elle aucun avantage. Vous êtes sur les 4 Noem.  
 lieux et vous pouvez en juger. Si donc l'empereur veut nous conquérir,—non pas moi, ma religion est toute éclairée,—mais toute cette immense nation, c'est en nous donnant l'apparence d'un avantage sur les Turcs, d'ailleurs accoutumés à nous redouter. Du reste, je vous le dis encore, il sera satisfait. Tolstoï a ordre de parler en ces mêmes termes. Dites-le à l'empereur; je ne connais rien qui puisse de nouveau mettre le trouble entre nous deux, mais je ne crois pas qu'il intéresse à sa gloire à nous faire passer sous la loi des Turcs. Je parierais qu'il ne le pense pas, et c'est un moyen dont se sert la malveillance ici. Ajoutez-lui aussi qu'un second courrier du prince Kourakine de Vienne annonce que les bruits répandus sur Constantinople viennent d'être démentis par les rapports de M. Guilleminot, qui a passé par cette capitale, dit-on <sup>1)</sup>. J'attends maintenant des lettres de Tolstoï avec impatience. Faites partir l'auto avec ces deux pièces (les deux notes ci-jointes) et, dans trois jours, après que Gower sera parti, j'expédierai un feldjäger à Paris pour porter la même chose à Tolstoï et, en même temps, répondre longuement aux lettres aimables de l'empereur....

No. 87<sup>101</sup>.—Scrisoarea Comitelui Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, către ambasadurul rus la Paris, Comitele Tolstoi, din 6 Noembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 218).

Monsieur le comte, Le général Savary m'a témoigné, Monsieur No. 87<sup>101</sup>.  
 l'ambassadeur, le désir qu'avait M. de Champagny de connaître les 1807  
 motifs qui avaient empêché l'évacuation de la Valachie et de la Mol- 6 Noem.  
 davie par nos troupes. Il est aisé de le satisfaire et je prie Votre Excellence de vouloir bien en parler à ce ministre en ces termes : L'empereur, également fidèle à ses principes et à ses engagements, avait ordonné que, dès que l'armistice serait conclu, arrêté et ratifié,

<sup>1)</sup> La lettre de M. Guilleminot, datée de Bucarest, est du 28 septembre. Il se proposait à cette époque de partir pour Paris; or, il n'a pu avoir connaissance des faits dont M. de Richelieu rend compte dans sa lettre d'Odessa du 10 octobre. — *Note de Savary*.

No. 87<sup>101</sup>. ses troupes évacueraient les deux provinces ci-dessus nommées. Il  
 1807 avait donné cet ordre et ses pleins pouvoirs au général Michelson. ||  
 8 Noem. Vous savez, Monsieur l'ambassadeur, que lorsque ce général se mou-  
 rait, M. de Laschkareff conclut un armistice qui, sans nécessité quelcon-  
 que, contenait deux articles, qui sous aucun rapport ne pouvaient  
 être admissibles. L'empereur Napoléon a jugé cet acte et cette cir-  
 constance comme l'avait fait l'empereur notre maître. || Afin de le  
 rendre valide, il fallait à cet acte bizarre une sanction, que M. de  
 Michelson pouvait seul lui donner et que très-certainement il lui  
 aurait refusé; mais il vint à mourir. M. de Laschkareff pressa le  
 plus ancien général de cette armée de ratifier l'armistice et, afin de  
 le pouvoir faire, de se constituer de son propre chef comme ayant  
 pouvoirs suffisants; il n'en avait aucun. L'empereur a cassé le gé-  
 néral Meyendorff, qui venait de se permettre une démarche aussi  
 coupable. || Ce même général, qui avait donné sa ratification sans  
 examen et sans pouvoirs, ordonna l'évacuation de ces provinces,  
 fidèle en ce point aux instructions que son prédécesseur avait reçues. ||  
 L'évacuation promise a donc eu lieu; mais au moment de s'accomplir,  
 cette mesure a dû être forcément changée, et c'est ce même M. de  
 Meyendorff, qui se pressait si fort d'accomplir les stipulations d'un  
 armistice qui n'avait aucune validité, qui fut empêché par les Turcs  
 d'achever l'évacuation déjà commencée. || Malgré les stipulations qui  
 plaçaient le Danube comme barrière, les Turcs passèrent ce fleuve et  
 commirent toutes sortes d'excès, vexations et pillages; deux officiers  
 préposés du gouvernement de ces provinces furent immolés à leur rage  
 barbare. || Mais ce qui nécessita le général de Meyendorff de commander  
 aux troupes de rester, ce fut lorsqu'il vit les Turcs rentrer dans la for-  
 teresse de Galatz, que nos troupes venaient d'évacuer. || Cependant,  
 l'article 3 de ce même armistice porte les paroles que voici: || «Jus-  
 qu'à la conclusion de la paix, les troupes ottomanes ne pourront  
 occuper aucune des forteresses qui seront, en conséquence du pré-  
 sent armistice, évacuées par les troupes russes. Les habitants seuls  
 peuvent y rentrer.» || Le général de Meyendorff fit occuper de nou-  
 veau Galatz par nos troupes et les Turcs sortirent à leur approche. ||  
 Il est évident, d'après la narration que je viens de faire, que l'éva-  
 cuation promise était liée à la conclusion et ratification de l'armistice  
 et que, quoique celle-ci n'en soit pas une, n'ayant pas reçu sa sanc-  
 tion finale, l'évacuation a été ordonnée et commençait à avoir son  
 plein effet. || Il est encore évident que ce sont les Turcs qui, dès  
 l'origine de l'armistice, l'ont annulé eux-mêmes par l'enfreinte d'un

des articles les plus conséquents. || Dès lors, nous nous sommes re- No. 87<sup>107</sup>.  
trouvés, malgré nous, sans armistice et par conséquent en l'état qui l'a- 1807  
vait précédé, c'est-à-dire en l'état de guerre. || Il est bon de remarquer 6 Noem.  
que tout cela se passait avant que l'armée russe eût pu connaître  
seulement que S. M. I., désapprouvant quelques articles de la conven-  
tion, ne voulait pas qu'elle fût ratifiée. Pour compléter ce tableau, il  
faut ajouter que, pendant ces entrefaites, S. M. I., qui voulait la paix  
et le désire encore, prescrivit au maréchal prince de Proserofsky,  
auquel Elle venait de donner le commandement de son armée et  
qu'Elle avait investi du pouvoir de traiter de l'armistice et de la paix,  
de proposer aux Turcs de rayer de l'armistice : 1°. l'article qui ne  
permet la reprise des armes qu'au printemps, 2°. celui qui promet  
que nous restituerons les vaisseaux de guerre pris au milieu des  
combats. S. M., s'étant aperçue que, dans l'article additionnel qui  
concernait les Serviens, il ne leur était assuré qu'une tranquillité se-  
condaire et dont la durée n'était, par je ne sais quel principe, stipulée  
que jusqu'à l'arrivée des plénipotentiaires pour la paix, ordonna aussi  
d'étendre à l'armée des Serviens le bénéfice de l'armistice pur et  
simple. || Le plénipotentiaire turc, auquel on avait fait proposer ces  
changements, répondit que l'on ne changerait rien à l'armistice et qu'il  
avaient renvoyé ses pleins pouvoirs. || Je ne sais quelle étrange lo-  
gique pouvait conduire Galib effendi à faire ce raisonnement : qu'un  
acte, qui ne pouvait avoir force qu'après la ratification qu'y donnerait  
le général Michelson, avait obtenu toute sa validité parce qu'il avait  
été ratifié par le premier venu et que ce même acte nous obligeait  
à tout, lorsque les Turcs de leur côté l'avait totalement enfreint. ||  
Le prince de Proserofsky, qui pouvait recourir aux armes, préféra  
encore la voie de la négociation et, par une lettre directe au vizir,  
promit l'acceptation de l'armistice, si l'on y changeait les articles que  
S. M. réprouvait. Cette démarche est trop récente, pour que nous  
ayons pu en connaître le succès. Ici finit, Monsieur l'ambassadeur,  
le récit historique que je devais vous tracer. Mais cette confiance  
n'est pas la seule que nous devons, vous et moi, au ministre d'un  
monarque, sur l'amitié duquel l'empereur vient d'acquérir de nou-  
veaux droits par un témoignage complet de toute la sienne. Peut-  
être M. de Champagny, partant du principe de cette étroite amitié  
qui lie les deux empereurs et désirant nous obliger, vous demandera,  
Monsieur l'ambassadeur, ce que nous proposons à nous donc main-  
tenant ? D'obtenir la paix, et je ne vois pas qu'il soit d'une néces-  
sité absolue de ne pouvoir y parvenir qu'à travers un armistice avec

No. 87<sup>101</sup>. des gens qui à peine conçoivent ce que c'est. || L'on peut maintenant  
 1807 poser pour principe que l'on a essayé de l'armistice et que l'expé-  
 6 Noem. rience a prouvé que la Porte ottomane pouvait prendre des enga-  
 gements sans pouvoir parvenir à se faire obéir par les hordes militaires  
 qui se sont emparées des principales forteresses sur le Danube. ||  
 Si l'armistice était indispensable, il faut s'en tenir au traité de Tilsit,  
 dont l'article 22 porte nommément ce qui suit: «Les troupes russes  
 «se retireront de la Valachie et de la Moldavie, mais lesdites pro-  
 «vinces ne pourront être occupées par les troupes de Sa Hautesse  
 «jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive  
 «entre la Russie et la Porte ottomane». || Il n'échappera pas à un  
 ministre aussi éclairé que l'est M. de Champagny que, dans cet ar-  
 ticle, il n'est pas question de la Bessarabie, dans laquelle par consé-  
 quent nos troupes doivent rester et y occuper les forteresses que  
 nous possédons. Il jugera de même que, pour satisfaire à l'article 22  
 et lui donner sa force, il faut que les troupes ottomanes éva-  
 cuent de leur côté les forteresses en-deçà du Danube, dans les-  
 quelles elles ont des corps de troupes très-considérables. || Il  
 ne lui échappera pas non plus qu'il fallait, dans la supposition de  
 l'armistice projeté, trente-cinq jours de marche pour l'armée russe  
 et autant pour atteindre et reprendre les positions qu'elle avait, si  
 l'armistice n'amenait pas la paix et forçait à la guerre. Les Turcs  
 n'auraient que le Danube à repasser. Y a-t-il égalité, et sur quelles  
 circonstances serait fondé un tel désavantage? || Je pense, comme  
 j'ai eu l'honneur de vous le dire, qu'on peut arriver à la conclusion  
 de la paix sans répéter l'inutile essai de l'armistice; la médiation de  
 l'empereur Napoléon peut nous y conduire, en abrégant les délais. ||  
 Il se peut que M. de Champagny désire connaître quelles sont les  
 conditions qui peuvent nous convenir. Vous voudrez bien lui montrer  
 en cette occasion une confiance sans bornes et sans réserve quel-  
 conque. || Nous demanderons à la Porte le renouvellement de tous  
 les traités, conventions et actes précédents. Nous lui demanderons  
 pour indemnité une frontière qui donne à cette paix une stabilité  
 inaltérable. || Puisqu'une convention secrète et dont vous êtes instruit  
 nous annonce que les hautes parties contractantes s'entendront pour  
 soustraire au joug des Turcs toutes les provinces de l'empire otto-  
 man en Europe, Constantinople et la Romélie exceptées, pourquoi,  
 Monsieur l'ambassadeur, n'obtiendrions-nous pas par le traité de paix  
 que le Danube fût la limite des deux empires? La Porte ottomane  
 tire peu d'avantages réels des provinces qu'elle nous céderait et elles

n'ajoutent surtout rien à sa puissance militaire. Ces hordes de Kirgialis qui se sont constituées en hordes guerrières, ces débris des armées de Passwan-Oglou et de ses compétiteurs et rivaux qui marchent aujourd'hui sous la bannière de Mustapha Baïraktar, sont des armées rebelles qui n'ont envers la Porte qu'une déférence apparente et momentanée. Ce sont eux qui possèdent la majeure partie des forteresses sur les deux rives du Danube ; ils ont déjà détaché par cette position la Valachie et la Moldavie du corps des états qui appartiennent à la Porte ; ils menacent et méditent la ruine du siège de l'empire ottoman et regardent la Valachie et la Moldavie comme une proie facile, sur laquelle ils tomberont toutes les fois que les Russes ne seront pas là pour couvrir de leur égide ces deux provinces déjà si malheureuses. Il faudra régler aussi une limite du côté de la Géorgie. La confiance sans bornes que vous allez montrer au ministère français n'est-elle pas le fruit de l'amitié des deux monarques, des diverses promesses qu'ils se sont faites ? Elle doit plaire à l'empereur Napoléon et vous concilier sa confiance. Si ce prince jugeait que sa médiation puissante peut conduire la négociation de la paix à Paris même, sans l'exposer à des délais, que l'on éviterait plus facilement sur les lieux, S. M. consent, Monsieur l'ambassadeur, que vous soyez muni des pleins pouvoirs qu'Elle avait confiés au prince de Proserofsky. Je vous les ferai parvenir sans délai ; ils seront amples et complets et ne vous borneront, Monsieur l'ambassadeur, qu'à ne pas signer le traité avant que sa rédaction n'ait été transmise ici et mise sous les yeux de l'empereur. Je livre, Monsieur l'ambassadeur, par cette dépêche beaucoup d'étoffe à votre zèle, à votre intelligence et à votre talent. Je vous invite par ordre de mon maître à montrer à S. M. l'empereur des Français un entier abandon, une ferme confiance en ses bonnes dispositions à notre égard. Il se présente aujourd'hui pour lui une occasion d'être utile à l'empire de Russie. Il l'embrassera sans doute, et notre empereur sera charmé de produire aux yeux de ses peuples une preuve de l'utilité des nouveaux liens politiques qu'il vient de contracter.

---

No 87<sup>01</sup>.  
1807  
6 Noem.

No. 87<sup>102</sup>. — Depeşa Comitelui Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, către ambasadorul rus la Paris, Comitele Tolstoi, din 6 Noembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 223).

No. 87<sup>102</sup>.      Monsieur le comte,    Vous verrez, M. le comte, par la copie de ma  
1807      dépêche à M. d'Alopéus, quelle étrange négociation le cabinet britannique  
6 Noem.      désirait entamer ici. M. Wilson, que vous connaissez peut-être et qu'il  
             avait choisi pour cela, me fit entendre, entre autres, que l'Angleterre  
             désirait notre agrandissement; qu'il était de son intérêt, mais que  
             la France s'y opposerait certainement; que la Grande-Bretagne était  
             décidée à faire à la France une longue guerre, sans nous inviter à  
             y prendre part; que ne voulant rien acquérir et voulant poser une  
             barrière contre la France, elle destinait tout ce qui formerait cette  
             barrière à la Russie et au roi de Prusse; qu'elle allait conquérir  
             les Iles Ioniennes et les garder jusqu'à la paix, pour nous en faire  
             cadeau encore; qu'elle verrait avec plaisir que nous fissions acquisition  
             de la Valachie et de la Moldavie; et le prix de tout cela était  
             de lui répondre de la neutralité du Nord, apparemment contre l'em-  
             pereur Napoléon, de rattacher à son système le Danemark et l'en-  
             gager à souffrir patiemment ce qui venait de lui arriver, et que nous  
             même nous reprenions avec l'Angleterre la plus grande intimité et  
             nos anciennes relations, hors le renouvellement du traité de commerce,  
             sur lequel ils n'insisteraient plus. C'est au moment même de toutes  
             ces offres, que l'empereur s'est décidé à confirmer, pour ainsi dire,  
             son nouveau système politique par la publication de la déclaration  
             que vous connaissez. Par ordre de S. M. I. j'ai fait part de tout cela  
             en son temps au général Savary, mais j'ai pensé qu'il était bon que  
             vous en eussiez connaissance.

---

No. 87<sup>103</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I  
             către trimisul francez la Petersburg, Generalul  
             Savary, din 7 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13,339, XVI, p. 172).

No. 87<sup>103</sup>.      Monsieur le général Savary, Caulaincourt partira dans trois jours;  
1807      mais je ne veux pas perdre un moment à vous expédier un cour-  
7 Noem.      rier, pour vous faire connaître que M. de Tolstoï m'a remis hier ses

lettres de créance, à Fontainebleau. Il a été ensuite présenté à l'im- No. 87<sup>103</sup>.  
 pératrice et aux princes et princesses. Il a dîné, selon l'usage, chez 1807  
 le grand maréchal. Le soir il a assisté au spectacle. Je l'ai fait in- 7 Noem.  
 scrire du voyage de Fontainebleau et fait loger au palais, où il a  
 couché et où il restera tout le temps que j'y resterai. J'ai porté toute  
 la journée le cordon de l'ordre de Saint-André. La manière dont on  
 l'a traité a déjà excité des réclamations de quelques membres du  
 corps diplomatique. On leur a répondu que ce n'était que la réci-  
 procité du traitement qui a été fait à mon envoyé à Saint-Péters-  
 bourg. M. de Tolstoï m'a remis, dans l'audience que je lui ai donnée  
 aujourd'hui, la lettre particulière de l'empereur et la vôtre. J'ai causé  
 plus d'une heure avec lui sur différents objets. Nous sommes con-  
 venus qu'il écrirait au prince Kourakine et que je lui remettrais un  
 projet de note pour décider la cour de Vienne à déclarer la guerre  
 à l'Angleterre. Je lui ai parlé franchement des affaires de Constanti-  
 nople relativement à la Russie, en lui faisant comprendre que tout  
 ce qui pouvait resserrer nos liens me convenait, que le monde  
 était assez grand pour nos deux puissances, qu'il fallait toujours  
 s'entendre et ne donner lieu à aucun sujet de refroidissement; que  
 je pensais que la Russie réunissait des troupes pour marcher contre  
 la Suède, si cette puissance refusait de faire cause commune avec  
 le continent; que, quant à moi, mes troupes étaient sur les frontières  
 du Portugal et allaient y entrer. ¶ M. de Tolstoï m'a beaucoup parlé  
 de l'évacuation de la Prusse. Je lui ai dit que je la désirais aussi,  
 mais que les Prussiens ne finissaient rien; que je m'attendais que  
 des arrangements allaient enfin avoir lieu, et que cela ne tarderait  
 pas. J'ai ajouté d'ailleurs qu'il entraît sans doute dans la politique  
 de la Russie de garder la Valachie et la Moldavie; que si tel était  
 le projet de la Russie, il était de compensation que je gardasse quel-  
 ques provinces de la Prusse; que si la Russie avait des idées plus  
 étendues sur l'empire de Turquie, il fallait que M. de Romanzof lui  
 envoyât des instructions plus précises; que, quant à moi, je voulais  
 tout ce qui pourrait resserrer nos liens. ¶ Quant à l'escadre russe,  
 voici les nouvelles les plus récentes que j'en aie: je vous envoie en  
 original la lettre du ministre de la marine. Il paraît que cette escadre  
 a positivement passé devant Cadix le 19 octobre. Je regrette que  
 l'amiral ne soit pas entré dans ce port, puisque les Anglais n'étaient  
 pas en force pour l'en empêcher, vu que mon escadre était prête à  
 appareiller pour le secourir. Du moment que j'aurai d'autres nouvel-  
 les, je m'empresserai de les envoyer à Saint-Pétersbourg. M. de Tolstoï

No 87<sup>103</sup>. ne m'a pas paru, du reste, connaître toutes les intentions de l'empereur. J'espère qu'il aura été content. Il est nécessaire qu'on lui écrive et qu'on lui fasse connaître tout ce que l'on veut. Je suppose que, si la Suède fait la folie de vouloir résister, la Russie n'aura pas besoin qu'une division française et danoise passe en Norwège pour l'appuyer. Je suppose que Caulaincourt sera rendu à Saint-Pétersbourg avant le 5 décembre. ....

---

No. 87<sup>104</sup>. — Extract din raportul ambasadurului rus la Paris, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumanțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 7 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 174).

No. 87<sup>104</sup>. Monsieur le comte, En revenant hier à Fontainebleau, je  
1807 reçus du ministre des relations extérieures le billet ci-joint, en  
7 Noem. réponse à celui par lequel je lui annonçai mon retour. Au sortir de l'audience de l'empereur, je me rendis à son invitation. . . . .  
A la suite de ces objets secondaires, il me parla des affaires générales, il m'annonça que l'ambassadeur de la Porte avait reçu des pleinpouvoirs pour traiter avec moi de la paix sous la médiation de la France, et me demanda à plusieurs reprises si je n'étais point chargé de faire quelque communication sur les vœux futurs de l'empereur. Je répondis que ses désirs ne portaient que sur l'exacte exécution du traité de Tilsit et que, lorsque, par là, la confiance réciproque serait rétablie, on pourrait seulement s'entendre sur d'autres plans; que j'avais espéré de trouver déjà les états prussiens évacués, d'après l'espoir que l'empereur m'en avait donné, et que si mes instructions ne me prescrivaient point de faire des réclamations formelles à ce sujet, c'était parce que l'on n'avait pas pu prévoir les retards du gouvernement français. Sa réponse fut très-vague et celle d'un homme qui, ne jouissant d'aucun crédit, n'avait été chargé que de me sonder, pour préparer son maître à l'entretien qu'il allait avoir avec moi dans l'audience particulière que j'avais demandée. Il me dit simplement que l'empereur de Russie n'avait jamais témoigné de désir bien marqué à cet égard.

---

No. 87<sup>105</sup>.—Raportul ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 7 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 177).

Monsieur le comte, ! Le remise de la lettre autographe dont S. M. I. No. 87<sup>105</sup>.  
 m'avait chargé pour l'empereur Napoléon ne pouvant avoir lieu que 1807  
 dans une audience particulière, je demandai hier à M. de Champagny de 7 Noem.  
 me l'obtenir, et ce matin un billet du chambellan de service m'avertit  
 qu'elle avait été accordée et fixée à midi. A cette heure je me rendis  
 dans les grands appartements. Je fus de suite introduit chez l'em-  
 pereur et, demeuré seul avec lui, il commença un entretien, qui se  
 prolongea pendant deux heures et aux intéressants détails duquel je  
 vais consacrer cette dépêche. Après des protestations de franchise  
 et de loyauté de part et d'autre, il me dit que les objets à discuter  
 entre les deux puissances se réduisaient à trois points principaux :  
 aux affaires de la Prusse, à celles de la Turquie et à la guerre avec  
 l'Angleterre. Je répliquai que les vœux de mon souverain se bor-  
 naient à l'exacte exécution du traité de Tilsit ; que lui, l'ayant rempli  
 scrupuleusement, ne pouvait voir qu'avec peine le peu d'empres-  
 sement de sa part à faire jouir le roi de Prusse des avantages que  
 lui assurait ce traité, et que j'étais chargé de lui demander de la  
 manière la plus pressante l'évacuation des états prussiens. Il objecta  
 que le traité de Tilsit ne renfermait aucune stipulation précise à cet  
 égard et que, d'ailleurs, les troupes russes occupaient encore la Mol-  
 davie et la Valachie. Je revins encore au traité de Tilsit ; j'observai  
 que nous ne pouvions pas nous regarder en paix tant qu'il n'était  
 point fidèlement exécuté, c'est-à-dire tant que les pays restitués au  
 roi de Prusse ne seraient point évacués par les troupes françaises.  
 Je lui retraçai dans les couleurs les plus vives la malheureuse posi-  
 tion de cet infortuné monarque, l'impossibilité où il était de satis-  
 faire aux prétentions exorbitantes de la France. « Vous avez tort »,  
 reprit-il, « de vous intéresser tant à lui, vous verrez qu'il vous  
 jouera encore de mauvais tours. » Et qui, Sire, répliquai-je,  
 osera nous en jouer, tant que nous serons d'accord avec V. M. ?  
 « D'ailleurs », ajouta-t-il, « j'évacue, j'ai même retiré déjà quelques  
 troupes ; cela ne va pas si vite, on ne déplace pas une armée  
 comme on prend une prise de tabac. » Passant de là aux  
 affaires de la Turquie, il me dit que V. E. ayant fait au gé-

No. 87<sup>105</sup>. néral Savary quelques ouvertures sur l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie, il devait supposer que c'était sur ces deux principautés que portaient les vues de ma cour, que lui ne voyait aucun avantage pour la France au démembrement de l'empire ottoman, qu'il ne demandait pas mieux que de garantir son intégrité, qu'il le préférerait même, ne se souciant guère de l'Albanie et de la Morée, où il n'y a, comme il prétend, que des coups et de l'embaras à gagner. Cependant, que si nous tenions infiniment à la possession de la Moldavie et de la Valachie, qu'il s'y prêterait volontiers et qu'il nous offrait le thalweg du Danube; mais que ce serait à condition qu'il pût s'en dédommager ailleurs. Je le pressai de m'apprendre ce qu'il entendait par là et où il comptait prendre des compensations. Il voulut éluder toute explication là-dessus, mais mes instances devenant toujours plus pressantes et l'ayant presque mis au pied du mur par l'observation que, lui, connaissant les agrandissements que nous désirons, il était on ne peut pas plus juste que nous fussions également instruits de ceux qu'il convoitait, il me dit, après avoir hésité quelque temps et comme faisant un grand effort: «Eh bien, c'est en Prusse.» Il n'entra dans aucun détail, mais d'après ce que j'ai lieu de supposer, c'est le cours de l'Oder qu'il voudra et très-vraisemblablement aussi la Silésie et ses forteresses. Il consent même à un plus grand partage de l'empire ottoman, s'il pouvait entrer dans les plans de la Russie. Il m'autorise à offrir Constantinople, car il assure n'avoir contracté aucun engagement avec le gouvernement turc et de n'avoir aucunes vues sur cette capitale. Cependant, dans cette supposition, il ne saurait mettre les intérêts de la France tout-à-fait de côté, ni s'expliquer d'avance sur les vues qu'ils commanderaient. Ainsi, il propose d'évacuer les pays restitués à la Prusse par le traité de Tilsit, si nous renonçons à nos vues sur la Moldavie et la Valachie. Dans le cas contraire, il nous accorde le thalweg du Danube contre une compensation aux dépens de la Prusse. Dans la troisième supposition, qui annoncerait un entier démembrement de la Turquie européenne, il consent à une extension pour la Russie jusqu'à Constantinople, cette capitale y comprise, contre des acquisitions sur lesquelles il ne s'est point expliqué. || Ce ne sera qu'en nous énonçant avec précision sur ces trois objets que nous pouvons espérer de terminer les affaires de la Prusse. Je croirais donc pouvoir me dispenser, M. le comte, de vous prier de faire connaître au plus tôt les hautes intentions de S. M. l'empereur à ce sujet. Je me suis borné en attendant à nier, comme à moi non

connu, le désir que l'on prête à ma cour d'acquérir les deux provinces ottomanes, parce qu'elles m'ont paru trop chères au prix où on les met, et j'ai répété jusqu'à satiété que tout ce que l'empereur demandait était de voir strictement remplir les conditions du traité de Tilsit. Il me parla ensuite des engagements que nous avons contractés avec lui à l'égard de l'Angleterre. Il m'annonça qu'un courrier arrivé hier au soir de Madrid avait porté la nouvelle que le Portugal consentait à fermer ses ports, à déclarer la guerre, et que le prince-régent avait suspendu son départ. Un traité conclu à Fontainebleau, et dont il me promit communication, nous assure la coopération du Danemark et l'ambassadeur de France à Vienne est chargé de réclamer celle de l'Autriche. Toute l'Europe ainsi ligüée contre la reine des mers, il ne reste que la Suède à faire entrer dans cette vaste confédération. L'empereur Napoléon désire que la Russie l'y oblige, ainsi que le stipule le traité d'alliance signé à Tilsit. «Quand même», observa-t-il, «vous seriez contraints de recourir aux armes, ce que je crois assez probable, car ce roi a la tête près du bonnet, cela ne doit pas vous effrayer; vous ne pouvez que retirer des avantages d'une guerre avec la Suède. Le Danemark s'est engagé à vous aider et, si vous voulez, j'enverrai des troupes françaises à votre secours», — offre que je m'empressai de décliner. Après avoir épuisé ainsi toutes les mesures indirectes contre l'Angleterre, il se propose de revenir à ses projets de descente et veut que nous menacions alors la puissance britannique dans les Indes orientales. Il me demanda même mon opinion sur une expédition combinée de troupes russes, françaises et persanes à faire agir dans ces contrées. Je crus devoir lui en prouver l'impossibilité, mais il se flatte, par toutes ces mesures, de venir à bout de l'Angleterre et de la déterminer à la fin à quelques ouvertures de paix. Il s'informa si nous pouvions soutenir longtemps la stagnation dans le commerce, qui résulterait de cet ordre de choses, et si la Russie en souffrirait beaucoup? «Au moins autant que la France», fut ma réponse. Il convint que son empire perdait beaucoup et ajouta que, s'il pouvait obtenir cinq années de paix, il ne tarderait pas d'avoir cent vaisseaux dans ses ports, vérité dont le gouvernement britannique n'est que trop persuadé et qui est bien le principal obstacle au rétablissement de la paix entre ces deux nations. «Et lorsqu'une fois», dit-il, «nous serons parvenus à tout arranger et à tout asseoir sur des bases précises et claires, nous pourrons songer à désarmer et à diminuer nos forces de terre», car il suppose que la Russie éprouve pour leur

No. 87<sup>105</sup>.  
1807  
7 Noem.

No. 87<sup>105</sup>. entretien autant d'embarras que lui et il m'avoua même qu'il serait  
 1807 très-embarrassé de faire rentrer toutes ses troupes en France, n'ayant  
 7 Noem. pas les moyens de les entretenir dans l'intérieur. Ainsi se termina  
 ce long et intéressant entretien. Il se peut que quelques particu-  
 larités soient échappées à ma mémoire; le peu d'habitude que j'ai des  
 affaires, dans une carrière où je suis absolument neuf, est mon  
 excuse.

---

No. 87<sup>106</sup>.-- Scrisoarea particulară și secretă a ambasadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 7 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Уборникъ, LXXIX, p. 133).

No. 87<sup>106</sup>. Monsieur le comte, Les appréhensions que j'eus l'honneur de  
 1807 vous témoigner, dès avant mon départ de St.-Petersbourg, sur l'in-  
 7 Noem. suffisance de mes capacités pour une place de cette haute impor-  
 tance, augmentent à mesure que j'apprends davantage à connaître  
 l'étendue de mes attributions et de ma responsabilité. Des négocia-  
 tions pour le rétablissement de la paix avec la Turquie vont s'ouvrir  
 à Paris. L'empereur Napoléon demande pour moi des pleins pouvoirs  
 beaucoup moins limités, afin de ne pas être continuellement exposé  
 aux longueurs qu'entraîne la grande distance entre Paris et St.-  
 Pétersbourg. Je ne saurais me charger d'une œuvre si majeure; je  
 suis décidé à ne point le faire, je n'ai jamais été négociateur et n'ai  
 rien de ce qu'il faut pour une vocation aussi difficile. Déjà, à présent,  
 je me trouve souvent très-embarrassé, manquant de talents et de lu-  
 mières pour lutter contre un ministère composé de gens si habiles  
 et si profondément versés dans les affaires; il est plus fort que moi  
 de pouvoir me retenir et il est impossible que ma vivacité ne nuise  
 pas à la longue aux affaires. D'ailleurs, ma manière de voir est  
 toujours la même, les bontés de l'empereur Napoléon n'ont pu la  
 varier. Ainsi, les intérêts de notre cour, les sentiments personnels  
 que j'ai eu le bonheur de vous inspirer, enfin la parole que vous  
 m'avez donnée, tout, M. le comte, doit vous porter à appuyer de la  
 manière la plus forte la demande que j'ose mettre aux pieds de Sa  
 Majesté Impériale. Je suis fermement résolu à ne point rester ici, je  
 me rendrai plutôt malade; j'attends donc de votre amitié de m'éviter  
 ce désagrément, qui ne manquerait pas de faire un mauvais effet

et auquel, cependant, je ne craindrais pas de m'exposer, si on n'avait point égard à ma demande. J'ai fait sentir ici que je n'y étais venu que pour entretenir la bonne harmonie entre les deux cours et de soigner tout ce qui pouvait avoir rapport à ce but intéressant; mais que je n'étais nullement autorisé à entrer dans de grandes négociations, comme celle relative aux affaires de la Turquie. Vous aurez donc un prétexte plausible d'envoyer ici un autre plénipotentiaire, avec de pleins pouvoirs tels qu'on les demande, de n'envisager ma mission que comme une ambassade extraordinaire. De plus, lorsque l'empereur Napoléon s'informa si j'avais été remplacé dans le poste de gouverneur militaire et dans mes autres emplois, je lui répondis qu'il n'avait été que provisoirement conféré au ministre de la guerre, ce qui présente un second moyen d'arranger l'affaire de mon rappel. J'ose seulement demander à Votre Excellence de faire en sorte que le général Savary ne puisse jamais soupçonner ce désir si prononcé de ma part, car l'on pourrait croire à cette cour de m'avoir mécontenté, et il s'en faut de beaucoup que ce soit le cas, car jamais aucun membre du corps diplomatique n'a, par l'empereur Napoléon, été traité comme moi. Je dois encore vous avouer, M. le comte, que j'ai été un peu surpris, lorsque le ministre des relations extérieures et ensuite l'empereur Napoléon lui-même me communiquèrent les ouvertures que Votre Excellence doit avoir faites au général Savary relativement à la Moldavie et la Valachie et qui ne sauraient cadrer avec la teneur de mes instructions, me prescrivant d'énoncer ce désir de notre cour comme une idée venant uniquement de moi. Mes dépêches exposent les motifs qui m'ont déterminé à me refuser à toute cession de cette nature. Il me semble qu'il serait plus conforme à nos intérêts de commencer par obtenir l'exécution de la paix de Tilsit et de terminer les affaires de la Prusse, afin d'arrêter à temps la gangrène de ce côté-là. Les vues de Bonaparte à notre égard sont évidentes; il les a souvent annoncées dans ses publications politiques et, jusqu'à cette heure, rien ne nous prouve encore qu'il ait cessé d'être conséquent dans ses plans. Il veut faire de nous une puissance asiatique, nous refouler dans nos anciennes frontières et porter ainsi sa domination jusque dans le cœur de nos provinces. Par les agrandissements qu'il nous offre contre Constantinople et sur lesquels il élude de s'expliquer, j'ai lieu de supposer qu'il entend nos provinces polonaises. Il cherche à en éloigner nos troupes, pour y avoir beau jeu, en nous proposant d'en jeter une partie contre la Suède, d'employer l'autre à des expéditions lointaines en Perse et dans les Indes

No. 87<sup>100</sup>.

1807

7 Noem.

No. 87<sup>106</sup>. orientales. Le congé qu'il prit du prince Poniatovsky n'indique que trop ses projets sur la Pologne; il lui dit en quittant Varsovie :  
 1807 7 Noem. «Adieu, mon prince, vous avez de l'énergie, vous avez 30.000 hommes; «organisez-les, doublez en le nombre, et ce que n'a pas pu se faire «à présent pourra l'être dans deux ans.» Enfin, il est impossible de prévoir où son imagination volcanique l'entraînera, et je crois qu'en développant à mon retour à St.-Petersbourg mieux que je ne saurais le faire par écrit toutes les notions que j'ai été à même de recueillir sur les projets ultérieurs de ce gouvernement, et les lumières puisées dans les intéressants entretiens que j'ai eus avec l'empereur Napoléon, je ne serai point inutile à ma cour.

---

No. 87<sup>107</sup>.—Raportul ambadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi, către ministrul Afacerilor străine al Rusiei, Comitele Rumianțov, din 8 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 185).

No. 87<sup>107</sup>. Monsieur le comte, Il est encore quelques détails de mon entretien avec l'empereur Napoléon, dont je crois devoir faire l'objet  
 1807 8 Noem. d'une seconde dépêche. Après des choses flatteuses sur le compte de S. M. l'empereur, sur son séjour à Tilsit, il me parla de la nation russe et me demanda s'il était vrai qu'il y avait parmi elle des têtes chaudes, mécontentes de la paix, et des vieillards qui bavardaient beaucoup. Je répondis: où n'y a-t-il pas des têtes chaudes, nous en avons lors du règne glorieux de l'impératrice Catherine et j'ajouterai, qu'ayant été pendant trois ans gouverneur militaire de St.-Petersbourg, je savais à quoi m'en tenir là-dessus, et que, quant aux vieillards, que lorsqu'ils avaient le bonheur d'approcher de l'empereur, qu'ils osaient lui énoncer leur opinion avec franchise, mais qu'ils étaient trop sages pour se permettre de se prononcer en public sur les affaires de leur souverain. Je convins que la nation avait été mécontente de la paix, que j'avais été un des premiers à l'être et que nous le serions toujours, tant que nous ne verrions point de réciprocité, et que par conséquent il était de l'intérêt de la France de remplir scrupuleusement les engagements contractés à Tilsit. A cela il dit: «La critique est aisée et l'art est difficile; qu'auriez vous donc fait? Vous ne pouviez essayer que de plus grandes pertes.» Alors je lui démontrai que nous n'avions été qu'au commencement de nos moyens;

que la nation en avait mis de bien grands à la disposition du gouvernement, qui par là avait été à même de se passer de subsides étrangers; qu'elle avait été prête à faire de nouveaux sacrifices et qu'il s'en fallait de beaucoup que les dons gratuits de la noblesse eussent été absorbés. Ensuite il dit: «il ne faut plus que nous nous fassions la guerre, on n'y attrape que des boulets et des coups de sabre.» Puis il me parla de nos généraux, me dit des choses obligantes sur ceux qui avaient servi dans les dernières guerres. Il approuva notre refus de ratifier l'armistice avec les Turcs et me prévint qu'il avait fait sévèrement réprimander l'adjudant Guillemillot d'avoir permis l'article qui stipule la restitution de nos trophées, comme contraire à la dignité d'une grande puissance. Sensible à ce que j'avais promis de faire à l'égard des officiers français et piémontais, il me dit: «Vous avez été hier fort aimable pour moi, il faut que je vous donne aujourd'hui ma revanche. Je vous charge d'offrir 50.000 fusils à l'empereur, qui m'a témoigné le désir d'avoir des armes françaises; il a aussi voulu m'envoyer des cadets pour apprendre le service de la marine; je leur procurerai tous les moyens de s'instruire», et lorsque je lui fis part du désir de S. M. d'y joindre aussi des officiers de génie et de l'état-major, il me promit pour eux les mêmes facilités.

No. 87<sup>107</sup>.  
1807  
8 Noem.

---

No. 87<sup>108</sup>. — Extract din depeşa ministrului Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, către trimisul frances la Petersburg, Generalul Savary, din 8 Noembrie 1807. Paris.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 209).

..... Hier l'empereur a donné à M. de Tolstoï une longue audience, dont Sa Majesté a bien voulu m'entretenir. Il résulte de ces entretiens que M. de Tolstoï n'est pas dans tous les secrets de la politique russe, que le comte Roumiantzof vous a presque entièrement divulgués. L'ambassadeur, lui, ne pense qu'à la stricte exécution du traité de Tilsit. Ses vues personnelles n'ont pas la Turquie pour objet. Il semble même plutôt blâmer qu'approuver cet objet de l'ambition du cabinet russe. . . .

No. 87<sup>108</sup>.  
1807  
8 Noem.

---

No. 87<sup>109</sup>.—Extract din instrucțiunile trimise de ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, trimisului frances la Petersburg, Generalul Savary, din 8 Noembrie 1807. Paris.

(Сборникъ. LXXXIII, p. 211).

No. 87<sup>109</sup>.

1807  
8 Noem.

Monsieur, je vous ai parlé du comte de Tolstoï; il me reste à vous entretenir des affaires que j'ai déjà traitées avec lui et des intérêts communs de la Russie et de la France, que votre séjour à Saint-Petersbourg a si bien servis. M. le comte de Tolstoï m'a beaucoup parlé, dans la conférence que j'ai eue avec lui, de l'évacuation de la Prusse; il en a parlé à l'empereur; il m'en a entretenu encore hier chez moi après diner. Il semblerait que c'est le premier objet de sa mission et la principale recommandation qui lui a été faite par son gouvernement. Nous sommes autorisés à avoir une toute autre opinion, d'après le silence qui a été gardé avec vous sur ce point et même d'après quelques réponses que vous a faites l'empereur Alexandre. Mais comme il serait possible qu'on vous en parlât aussi à Saint-Petersbourg, je crois utile de vous faire connaître à cet égard les intentions de l'empereur. L'empereur ne se regarde pas comme obligé à cette évacuation; le traité de Tilsit n'en a pas fixé le terme, et l'empereur Alexandre se rappellera que c'était avec intention que ce terme n'avait pas été fixé pour les provinces prussiennes, comme pour la Valachie et la Moldavie, et dans la vue de ne pas sacrifier toutes les chances de l'avenir et d'être prêt à tout événement. On s'est donc borné à dire qu'une convention déterminerait cette époque. La convention n'a pas été faite entre la France et la Russie; donc la Russie n'a rien encore à demander à la France à cet égard. Veut-on faire la convention? C'est alors le cas de s'entendre sur ce qu'on désire de part et d'autre. L'empereur Alexandre trouvera l'empereur Napoléon prêt à embrasser l'un ou l'autre des deux partis, qu'il lui plaira de choisir. Si l'empereur de Russie veut la stricte exécution du traité de Tilsit, comme le réclame son ambassadeur, l'empereur évacuera les provinces prussiennes, lorsque le roi de Prusse aura rempli ses engagements, et l'empereur de Russie fera évacuer également la Valachie et la Moldavie. Comme j'ai eu l'honneur de vous le mander déjà, nous exécuterons la convention de Koenigsberg comme les Russes exécuteront l'armistice conclu en Valachie. Ces deux conventions, appuyées l'une et l'autre sur le traité de Tilsit, sont également respectables. L'empereur Alexandre a-t-il

d'autres vues? désire-t-il retenir la Valachie et la Moldavie? L'empereur pourra s'y prêter, mais ce ne peut être qu'avec un avantage égal pour lui, de manière à maintenir l'état respectif des deux puissances, établi par le traité de Tilsit. C'est ce que l'on déterminerait de part et d'autre. Que les Français évacuent la Prusse et que les Russes restent en Valachie et en Turquie — n'est pas une chose admissible; la Russie paraîtrait avoir protégé son allié et la France aurait sacrifié le sien. La Prusse a mis des lenteurs inconcevables à exécuter la convention de Koenigsberg; la commission nommée pour son exécution a disputé longtemps sans avoir le pouvoir de conclure; elle a disputé sur le montant des contributions; maintenant elle dispute sur le mode de paiement; un temps précieux a été perdu; les contributions n'ont pas été payées; les limites du duché de Varsovie n'ont pas été réglées; rien n'est fait. Il semble que le gouvernement prussien n'était point pressé de se débarrasser de la présence des troupes françaises. Cependant, je dois vous dire que l'empereur n'a point approuvé la demande qui a été faite par M. Daru des places de Colberg et de Graudenz en nantissement de paiement; elle était contre les intentions de l'empereur, qui ne veut point faire des démarches infructueuses et qui ne cherche pas à obtenir par une transaction ce que ses armes n'ont pas conquis. Il est probable que M. Daru a demandé plus pour avoir moins. L'empereur m'a chargé d'improver cette conduite. Sa Majesté a donc tout droit de rester en possession des provinces prussiennes; mais Elle tempérera l'exercice de ce droit par des motifs de condescendance et d'égards pour Leurs Majestés. Il donne ordre d'évacuer la rive droite de la Vistule et la reine pourra faire ses couches à Koenigsberg sans être inquiétée par le voisinage des armées françaises. Tels sont, Monsieur, tous les motifs de la conduite de l'empereur à l'égard de la Prusse: elle ne laisse pas que d'être onéreuse pour la France même, car il a fallu créer des armées pour remplacer celle qui reste en Allemagne. Ainsi a été formée l'armée qui marche contre le Portugal. Elle est actuellement assez avancée en Espagne; on ne s'attend à aucune résistance. La cour de Vienne a eu une politique plus sage que celle de Lisbonne. D'après les insinuations verbales faites ici à son ambassadeur, elle s'est déterminée à envoyer un courrier à Londres, porteur d'une dépêche, dans laquelle, après avoir rappelé ses tentatives souvent réitérées pour disposer l'Angleterre à la paix, le ministre comte de Stadion s'exprime ainsi: «La cour de Londres n'a répondu à ces démarches que par le refus de la médiation de

No. 87<sup>100</sup>.

1807

8 Noem.

No. 87<sup>100</sup> la Russie, refus encore confirmé par l'expédition de la Zélande, mesure  
 1807 attentatoire aux droits des puissances neutres et accompagnée de  
 Noem. déclarations officielles diamétralement en opposition avec les principes adoptés par les autres grandes cours.» Et enfin, il termine par ordonner à l'ambassadeur autrichien de faire la proposition: «Que la cour de Londres déclare sincèrement la volonté d'entrer en négociation pour la paix maritime sur des bases convenables aux intérêts des puissances qui ont à y prendre part et que, comme témoignage préalable de ses intentions à cet égard, elle ne se refuse point à revenir complètement sur les mesures hostiles qu'elle a prises contre la cour danoise, ainsi que sur la déclaration dont il les a accompagnées... Je me vois forcé d'ajouter, quoique à regret, que Sa Majesté vous prescrit que, dans le cas où la cour d'Angleterre se refusât à ces propositions, on qu'elle mît des retards volontaires à sa réponse, vous auriez à demander vos passeports et à quitter Londres avec toute votre mission.» Le courrier porteur de la dépêche est à Paris; l'empereur lui permet de passer par Calais pour se rendre à Londres. J'ai invité M. de Tolstoï à profiter de cette occasion pour écrire au ministre russe à Londres et à l'engager à agir dans le même sens que le prince de Stahremberg et à appuyer ses démarches. M. de Tolstoï s'est déterminé à écrire, quoiqu'il n'eût point de pouvoirs à cet égard, pouvoirs qui lui avaient été donnés pour Vienne, mais non pour Londres, parce qu'on n'avait pas supposé qu'il pût y avoir un moyen de correspondre avec l'Angleterre. Une convention signée avec le ministre d'Autriche et ratifiée par sa cour accorde le passage à travers les états autrichiens aux Russes de la garnison de Cattaro. On ne fait nulle attention au nombre de ces troupes; aussi la garnison de Corfou se trouve implicitement comprise dans la convention, qui stipule que les arrangements relatifs à la subsistance des troupes et les paiements des secours qui leur seront fournis dans les états autrichiens seront convenus entre les deux cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. J'en ai prévenu M. le comte de Tolstoï, qui doit en écrire au prince Kourakine. Il ne reste donc rien à demander à la cour de Vienne, mais il faut déterminer la Suède: l'empereur Alexandre a tout moyen pour cela; sa volonté n'est pas douteuse; vous n'aurez donc qu'à lui dire l'importance que l'empereur met à cette mesure. La Prusse a été invitée également à déclarer la guerre à l'Angleterre et son ministre me répond de l'empressement avec lequel elle accédera à la cause du continent. Ainsi, le continent entier sera armé

contre l'Angleterre. ¶ La Porte persiste dans ses intentions hostiles à l'égard de cette puissance, et l'occupation d'Alexandrie ne peut que l'encourager à suivre le système de l'Europe. Son ambassadeur à Paris a reçu les pleins pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix avec la Russie, sous la médiation de la France; mais M. de Tolstoï n'a aucun pouvoir et les intentions de l'empereur Alexandre ne sont pas encore bien connues. La Porte fait les démarches les plus pressantes pour obtenir l'exécution de l'armistice. ....

No. 87<sup>109</sup>.  
1807  
8 Noem.

No. 87<sup>110</sup>.—Scrisoarea ambasadorului francez la Constantinopole, Generalul Sébastiani, către Maresălul Principe Prosoroffsky, din 8 Noembrie 1807. Constantinopole.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 263).

M. Paskevitch, aide de camp de S. M. l'empereur de Russie, m'a remis la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire de Fokschany le 21 octobre. ¶ L'armistice conclu à Slobosia entre le ministre plénipotentiaire de la Sublime Porte, sous la médiation de M. le colonel Guillemot, ne m'a été connu qu'après sa conclusion. Ce colonel français, qui venait de la grande armée avec des instructions de ma cour, a pendant toute la négociation rempli les devoirs de l'envoyé d'une cour, non-seulement médiatrice, mais sincèrement attachée à la cour de Pétersbourg. Ce n'est que par la lettre de Votre Excellence et par la copie de celle de M. le général Savary à M. le colonel Guillemot, qui y était jointe, que j'ai connu d'une manière positive le refus de S. M. l'empereur Alexandre de ratifier l'armistice de Slobosia et la volonté de ce prince auguste pour la suppression ou la modification de quelques articles. Ma cour, n'ayant pas pu prévoir qu'un armistice, que M. de Laschkareff avait conclu avec toute la maturité d'une longue discussion, ne serait pas ratifié, ne m'a donné aucun ordre qui soit relatif à cet objet. Si toutes les instructions que j'ai reçues de ma cour, si tous les ordres qui m'ont été transmis depuis la paix de Tilsit ne me parlaient pas de l'union intime qui existe entre S. M. Napoléon-le-Grand et S. M. l'empereur Alexandre et ne me prescrivaient de saisir toutes les occasions de donner des preuves de l'amitié de mon souverain pour la personne de l'empereur Alexandre, je n'aurais ni dû, ni pu entretenir la Sublime Porte de l'utilité et du besoin de revenir sur cet

No. 87<sup>110</sup>.  
1807  
8 Noem

No. 87<sup>110</sup>. armistice. || J'ai donc fait connaître au divan la lettre qui m'a été  
 1807 adressée par Votre Excellence. Déjà il était informé des objets qu'elle  
 8 Noem. renferme, par celle que Votre Excellence a écrite au grand-visir. Voici,  
 prince, ce que j'ai pu observer et ce qui m'a été répondu. || La  
 Sublime Porte a vu avec autant de surprise que de peine que la  
 cour de Russie n'ait pas voulu ratifier cet armistice et que l'éva-  
 cuation des deux provinces n'ait pas encore eu lieu. La Sublime  
 Porte m'a répondu que M. de Laschkareff, muni de pleins pouvoirs,  
 avait traité avec liberté et que toutes les stipulations avaient été  
 réglées sans surprise et en présence de M. le colonel Guillemintot;  
 que M. le général Meyendorff avait ratifié cet armistice et que la Su-  
 blime, Porte, à ma sollicitation, en avait exécuté les conditions, en faisant  
 repasser son armée sur la rive droite du Danube et en mettant en  
 liberté et renvoyant à Odessa tous les prisonniers russes; que revenir  
 sur un armistice aussi authentique et déjà exécuté par elle, c'était  
 même blesser la cour de France, qui y avait pris part; que l'éva-  
 cuation des provinces de Moldavie et de Valachie étant d'ailleurs  
 stipulée par le traité de Tilsit, cette évacuation aurait déjà dû être  
 faite. Mais que pour donner encore une nouvelle preuve de déférence  
 et d'égards à l'interposition des bons offices de la France, d'amour  
 pour la paix et de son désir d'un rapprochement avec la cour de  
 Russie, la Sublime Porte consent à ce que l'article de l'armistice qui  
 prescrit la restitution réciproque des vaisseaux pris de part et d'autre  
 soit supprimé. || Quant à l'article qui fixe le commencement d'avril  
 pour l'époque de la cessation de l'armistice en cas que la paix dé-  
 finitive ne soit pas encore conclue, je n'ai pu, ni dû demander qu'on  
 en rapprochât le terme, par une raison très-simple et que Votre  
 Excellence elle-même trouvera juste. S. H. Sultan Mustapha ayant  
 demandé à l'empereur Napoléon que sa médiation pour la paix entre  
 la Sublime Porte et la Russie s'exercât à Paris et ayant envoyé des  
 pleins pouvoirs pour cet objet à son ambassadeur en France Muhib  
 effendi, la distance des deux cours est telle qu'elle exige ce temps  
 pour achever l'œuvre salutaire de la paix. Pour ce qui regarde les  
 Serviens, S. H., voulant employer tous les moyens de douceur et de  
 paternité pour ramener ses peuples à leur devoir et à la soumission  
 qu'ils lui doivent et ayant déjà pris des mesures de conciliation pour  
 cette pacification, aucune hostilité ne sera commise contre eux avant  
 la paix définitive. S. H. en prend l'engagement par mon organe et  
 Elle le prend également par l'organe de son ambassadeur à Paris  
 vis-à-vis de M. le comte de Tolstoy. Mais Elle croit incompatible à

son honneur et sa dignité de faire encore un traité, dans lequel il serait question de ses sujets. La Sublime Porte m'a fait sentir d'ailleurs qu'elle trouverait moins de dispositions chez les chefs des Serviens pour faire cesser leur révolte, s'ils savaient qu'elle ne peut en aucune manière employer des moyens de rigueur et de répression, quoiqu'elle soit bien décidée à n'en employer aucun avant la paix définitive et à mettre en usage tous les moyens possibles de douceur pour arriver à une prompto pacification. Quant au poste du Cartal et à l'île du Danube que des Turcs occupent, la Sublime Porte a déjà donné des ordres pour que l'une et l'autre de ces positions fussent évacuées aussitôt que Votre Excellence aurait commencé l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie; et le gouvernement a enjoint à tous les commandants des postes de la rive droite du Danube, depuis Orsova jusqu'à la mer Noire, de défendre sous les peines les plus sévères à leurs troupes de passer sur la rive gauche. Votre Excellence peut rassurer les peuples des deux provinces, aucune troupe turque n'y entrera et la Sublime Porte observera scrupuleusement la stipulation du traité de Tilsit et de l'armistice, qui leur en donnent la garantie. La Sublime Porte ne doute point que les deux provinces ne soient évacuées et moi-même, en ma qualité de ministre d'une puissance médiatrice, je ne puis m'empêcher de le demander instamment et de croire que cette évacuation aura lieu incessamment. Voici, M. le maréchal, ce que j'ai pu faire, et je ne cache point à Votre Excellence que c'est avec une extrême difficulté que je suis parvenu à obtenir la suppression d'un article, qui assurait à la Sublime Porte la restitution d'un bâtiment de haut bord qu'elle désirait recouvrer. Si Votre Excellence est, comme je l'espère, contente de cet arrangement, elle peut me le mander par le retour du tartare et la Sublime Porte expédiera aussitôt à Votre Excellence, par le canal du reis-effendi, ministre des affaires étrangères, un acte authentique portant suppression de cet article, ou si Votre Excellence l'aime mieux, un nouvel armistice signé et dans lequel l'article en question ne se trouvera point. La Sublime Porte ayant retiré depuis longtemps à Galib-effendi ses pleins pouvoirs et cette affaire n'exigeant point une négociation, elle désire de la voir terminée d'une manière aussi simple et aussi courte. Heureux, M. le maréchal, si j'ai pu remplir les désirs de S. M. l'empereur Alexandre, dont j'admire les hautes qualités et à qui je désire de donner toujours des preuves de mon profond respect, je dois remercier Votre Ex-

No. 87<sup>me</sup>.  
1807  
8 Noem.

No. 87<sup>110</sup>. cellence de m'avoir donné lieu de connaître M. Paskevitch, dont  
 1807 j'ai su apprécier les qualités. J'espère qu'il aura été content de son  
 8 Noem. voyage et de la réception que les Turcs lui ont faite.

No. 87<sup>111</sup>.—Extract din depeşa ministrului Relaţiunilor  
 exterioare al Franciei, de Champagny, către  
 trimisul frances la Petersburg, Generalul  
 Savary, din 10 Noembrie 1807. Fontainebleau.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 216).

No. 87<sup>111</sup>. Monsieur, je profite de l'occasion d'un courrier de M. le comte de  
 1807 Tolstoï, pour vous entretenir de nos relations actuelles avec la Turquie;  
 10 Noem. elles ne laissent pas que d'être pénibles pour l'empereur, par les ré-  
 clamations qui lui sont adressées, tant pour l'exécution de l'armistice,  
 que pour l'ouverture de la négociation pour la paix, et par la diffi-  
 culté d'y répondre d'une manière nette et satisfaisante. Chaque cour-  
 rier qui arrive de Turquie apporte de nouvelles plaintes et de nou-  
 velles demandes. Je joins, pour votre instruction, une copie des  
 pièces que j'ai reçues hier. A peine M. de Tolstoï est-il été ar-  
 rivé, que l'ambassadeur turc s'est adressé à moi pour savoir si l'am-  
 bassadeur russe était autorisé à traiter de la paix avec lui. Il a bien  
 fallu lui dire que non, et je ne puis vous exprimer à combien de  
 plaintes et de réclamations cette réponse a donné lieu. Je suis  
 loin de vous inviter à communiquer ces détails à l'empereur Ale-  
 xandre. S. M. veut épargner à son grand allié, objet de son affection  
 particulière, jusqu'à l'ennui que pourrait occasionner cette opposi-  
 tion à des vues qui ne sont pas encore bien connues. Il préfère en  
 avoir seul le désagrément. C'est par le même motif que j'en ai très-  
 peu parlé à M. le comte de Tolstoï. Mais cela ne peut qu'ajouter  
 au désir de l'empereur de voir l'empereur Alexandre s'expliquer et  
 de connaître ses vues dans toute leur étendue. Jusque-là et jusqu'à  
 ce que la Prusse ait rempli ses engagements, les états prussiens ne  
 seront pas évacués. Cependant, dans ce moment, nos troupes doivent  
 avoir abandonné la rive droite de la Vistule et rien n'empêche que  
 le roi de Prusse ne se rende à Koenigsberg. ....

No. 87<sup>112</sup>.—Instrucțiunile date lui de Caulaincourt, ambasadorul Francei la Petersburg, în 12 Noembrie 1807. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., I, p. 208. — (БОРННИКЪ, LXXXVIII, p. 292).

M. Tolstoï paraît n'avoir eu aucune instruction particulière sur No. 87<sup>112</sup>. la manière d'exécuter le traité de Tilsit, et une instruction propre 1807 à faire connaître les vues de l'empereur Alexandre semblait néces- 12 Noem. saire. L'empereur de Russie a accepté la médiation de l'empereur Napoléon pour faire sa paix avec la Turquie, la Turquie l'a acceptée et son ambassadeur à Paris a des pleins pouvoirs pour la conclure. M. de Tolstoï n'a point de pouvoirs. La négociation ne peut donc avoir lieu; ce qui, joint à l'occupation actuelle de la Valachie et de la Moldavie et aux ouvertures faites par le comte de Roumiantsof au général Savary, ainsi qu'aux mouvements de l'armée russe, porte à penser que la Russie a des vues sur ces deux provinces. L'empereur n'est pas très-opposé à cette occupation de la Valachie et de la Moldavie par les Russes. Sous quelques rapports, elle peut servir ses intérêts, en le mettant dans le cas de recevoir l'équivalent par la possession de quelques provinces prussiennes de plus, ce qui, en affaiblissant encore cette monarchie, consolide le système fédératif de l'empereur. A cette considération se joint celle que, dans l'état de décadence où se trouve la Porte, ces provinces sont comme perdues pour elle; on ne peut espérer qu'elle en tire les ressources qu'elles peuvent fournir; le pays sera ravagé, ses habitants seront pillés et vexés par les deux partis; les cris et les plaintes retentiront aux oreilles de l'empereur. Il sera appelé à intervenir dans des querelles sans cesse renaissantes, et l'amitié de la France et de la Russie serait en danger d'être troublée. D'un autre côté, l'intérêt personnel de l'empereur de Russie exige qu'il ait entre ses mains des terres et des biens pour donner à ses officiers. Il faut qu'il puisse se glorifier aux yeux de ses peuples d'avoir, comme ses prédécesseurs, accru son empire: mais s'il retient la Valachie et la Moldavie, le traité de Tilsit est violé en apparence, et cette violation ne peut pas être au profit d'une seule des parties contractantes. Il faut une compensation à l'empereur, et il ne peut la trouver que dans une partie des états de la Prusse, dont le traité stipule la restitution, partie égale en population, en richesses, en ressources de tout genre aux deux provinces turques. De cette manière, l'allié de la France, l'allié de la Russie éprouveraient une perte égale. Tous les deux seraient

No. 87<sup>112</sup>. également déchus de l'état où les avait laissés le traité de Tilsit.  
 1807 La Prusse, il est vrai, n'aurait plus qu'une population de deux mil-  
 12 Noem. lions d'habitants; mais n'y en aurait-il pas assez pour le bonheur de la famille royale et n'est-il pas de son intérêt de se placer sur-le-champ et avec une entière résignation parmi les puissances inférieures, lorsque tous les efforts pour reprendre le rang qu'elle a perdu ne serviraient qu'à tourmenter ses peuples et à nourrir d'inutiles regrets? Probablement, on vous insinuera à Pétersbourg que l'empereur peut prendre lui-même cette compensation dans les provinces turques les plus voisines de son royaume d'Italie, telles que la Bosnie, l'Albanie. Vous devez repousser tout arrangement de ce genre; il ne peut convenir à l'empereur. Il entraîne des conséquences qu'on ne prévoit pas. Ces provinces seraient à conquérir par l'empereur; elles ne sont point entre ses mains, comme la Valachie et la Moldavie sont maintenant entre les mains des Russes. Il faudrait donc combattre pour les conquérir et combattre encore pour les garder, car les préjugés de ces pays et le caractère des habitants mettraient beaucoup d'obstacles à une possession tranquille. Ces provinces ne seraient pas une acquisition précieuse pour l'empereur. Elles sont peu riches, sans commerce, sans industrie et par leur position très-difficiles à rattacher au centre principal de son empire. Par cette prétendue compensation, on ne lèguerait à l'empereur qu'une source de tracasserie à terminer par les armes, sans profit et sans gloire. Des conséquences plus graves en seraient le résultat: la destruction de l'empire ottoman. Ainsi entamé dans le nord et le couchant, il serait impossible qu'il se soutînt davantage. La soustraction de la Valachie et de la Moldavie ne lui ôte rien de sa force; il y a vingt ans que ces deux provinces, soumises à l'influence russe, sont perdues pour lui. Mais si cette perte est suivie de la séparation des provinces occidentales, l'empire est frappé au cœur, le reste d'opinion qui le soutient est détruit, la Porte ottomane, menacée par les Russes d'un côté, attaquée par les Français de l'autre, a cessé d'exister. Cette chute de l'empire ottoman peut être désirée par le cabinet de Pétersbourg, on sait qu'elle est inévitable; mais il n'est point de la politique des deux cours impériales de l'accélérer. Elles doivent la reculer jusqu'au moment où le partage de ces vastes débris pourra se faire d'une manière plus avantageuse pour l'une et pour l'autre et où elles n'auront pas à craindre qu'une puissance, actuellement leur ennemie, s'en approprie, par la possession de l'Égypte et des îles, les plus riches dépouilles. C'est la plus forte objection de l'empereur contre le partage de l'empire ottoman :

(*Addition dictée par l'empereur*.) «Ainsi, le véritable désir de l'empereur dans ce moment est que l'empire ottoman reste dans son intégrité actuelle, vivant en paix avec la Russie et la France, ayant pour limites le thalweg du Danube, plus les places que la Turquie a sur ce fleuve, telles qu'Ismaïl etc., si toutefois la Russie consent que la France acquière sur la Prusse une augmentation pareille. » «Cependant, il est possible que l'idée du partage de l'empire ottoman soit décidée à Saint-Pétersbourg. Dans ce cas, l'intention de l'empereur est de ne point trop choquer cette cour sur cet objet, préférant faire ce partage seul avec elle, de manière à donner à la France le plus d'influence possible dans ledit partage, que de porter les Russes à y faire intervenir l'Autriche. Il ne faut donc point se refuser à ce partage, mais déclarer qu'il faut s'entendre verbalement sur cet objet.» || Rappelez à l'empereur Alexandre les conversations qu'il a eues sur ce sujet avec S. M. et comment les deux empereurs sont convenus de ne rien entreprendre à cet égard qu'après s'en être entendus, soit dans le voyage à Paris que doit faire l'empereur Alexandre, soit dans tout autre point où les deux souverains doivent se réunir. Mais si ces vues de partage existent, tirez-en au moins cette conséquence, que l'empereur des Français ne doit point évacuer la rive gauche de la Vistule, afin d'être prêt à tout événement; et lorsqu'on vous parlera de l'Albanie et de la Bosnie comme objet de compensation pour l'empereur, faites sentir l'inégalité de cette compensation et ses dangers et revenez sur la possession de quelques provinces prussiennes de plus, comme objet d'un arrangement parfaitement égal, convenable à tous les intérêts, d'une exécution prompte et facile et sans aucune de ces conséquences que la politique la plus prévoyante ne peut prévoir, ni prévenir. L'empereur ne peut désarmer, lorsque de si grands intérêts sont encore en balance. La Russie occupe les places du Dniester, la Valachie et la Moldavie, et renforce ses armées de ce côté, loin de songer à les rappeler. L'empereur, qui a toute confiance dans l'empereur Alexandre, veut bien régler sa marche sur la sienne, mais il faut que les deux empires marchent d'un pas égal. Tel sera le principe de la conduite de l'empereur. Raison, justice, prudence, ne lui permettent pas de prendre un autre parti et aucun obstacle ne pourra le détourner de cette route. L'empereur ne désarmera pas. Il n'évacuera les états prussiens que quand les négociations pour la paix avec la Turquie seront commencées et que l'empereur l'Alexandre aura déclaré que son intention est de restituer la Valachie et la Moldavie, ou bien il évacuera partiellement,

No. 87<sup>112</sup>.

1807

12 Noem.

No. 87<sup>112</sup>. lorsque les arrangements dont je vous ai parlé, arrangements relatifs  
 1807 à un nouvel état de choses, auront été convenus entre les deux puis-  
 12 Noem. sances. L'empereur est prêt pour l'un et pour l'autre parti. L'un et l'autre lui conviennent. En regardant comme plus avantageux à la Russie l'arrangement qui lui laisserait la Valachie et la Moldavie, il le préférerait par cette unique raison; mais il faudrait, au préalable, s'entendre sur les conditions de l'arrangement et sur la forme à lui donner. Il faudrait, sur les bases que je vous ai développées, qu'il fût fait une convention interprétative du traité de Tilsit, que vous seriez autorisé à signer. Elle garantirait à la Porte l'intégrité des provinces qui lui seraient laissées. Cette convention resterait secrète. Chacun des deux empereurs énoncerait d'une manière publique son refus d'évacuer telle ou telle province, sous de spécieux prétextes, et on arriverait à faire à Paris, d'une part, un traité entre la Russie et la Turquie, sous la médiation de la France, de l'autre part, une convention entre la France et la Prusse, sous la médiation de la Russie, pour sanctionner les arrangements qui auraient été convenus secrètement entre les deux grandes puissances. . . . Telles sont donc, sur ce point important de politique, les intentions de l'empereur. Ce qu'il préférerait à tout serait que les Turcs pussent rester en paisible possession de la Valachie et de la Moldavie. Cependant, le désir de ménager le cabinet de Saint-Pétersbourg et de s'attacher de plus en plus l'empereur Alexandre ne l'éloignent pas de lui abandonner ces deux provinces, moyennant une juste compensation à prendre dans les provinces prussiennes; et enfin, quoique très-éloigné du partage de l'empire turc et regardant cette mesure comme funeste, il ne veut pas qu'en vous expliquant avec l'empereur Alexandre et son ministre vous la condamnerez d'une manière absolue, mais il vous prescrit de représenter avec force les motifs qui doivent en faire reculer l'époque. Cet antique projet de l'ambition russe est un lien qui peut attacher la Russie à la France et, sous ce point de vue, il faut se garder de décourager entièrement ses espérances. || J'ai d'abord appelé votre attention sur cet objet de la mission que vous avez à remplir, puisqu'il est le plus important par ses conséquences et celui qui embrasse le plus d'intérêts, mais il n'est pas le premier dont vous ayez à vous occuper. Avant d'en venir là, il faut que la Russie ait déclaré la guerre à l'Angleterre. La conduite de l'Angleterre dans la Baltique est seule un motif de guerre et le prétexte le plus spécieux. La Russie affaiblirait sa propre dignité, si elle souffrait, sans le venger, un pareil attentat dans une mer dont elle protège l'indépendance.

Elle affaiblirait sa considération au-dehors, sa puissance au-dedans. No. 87<sup>112</sup>.  
 La guerre dût-elle être immédiatement suivie de la paix, il faut 1807  
 qu'elle soit déclarée, que le ministre russe à Londres soit rappelé, 12 Noem.  
 que l'ambassadeur anglais soit chassé. Ce devoir est imposé à la  
 Russie, non-seulement par toutes les convenances politiques, mais  
 encore par le traité de Tilsit, qui lui en fait une obligation expresse.  
 Il est impossible de douter qu'elle ne soit remplie au moment où  
 vous arriverez à St. Pétersbourg. La Russie devra alors faire déclarer  
 la Suède pour la cause commune et l'y contraindre en cas de refus.  
 La Suède doit, comme la Russie, défendre l'indépendance de la Bal-  
 tique. Le Danemark, par le traité qu'il vient de conclure avec la  
 France, a pris l'engagement de s'unir aux mesures qui auront pour  
 objet de forcer la Suède à prendre parti pour le continent. Faites  
 connaître que, si la chose est jugée absolument nécessaire, une armée  
 française et danoise sera prête à entrer en Scanie par la Norvège,  
 lorsque la Russie envahirait la Finlande. || L'Autriche a d'elle même  
 et d'après de simples insinuations verbales adhéré aux vœux de la  
 France. Vous trouverez ci-joint un extrait de la dernière dépêche  
 de ce cabinet au prince Stahremberg, qui doit amener le prompt dé-  
 part de cet ambassadeur, et l'Autriche va être en guerre avec l'An-  
 gleterre. Grand et puissant effet de l'alliance des deux premières puis-  
 sances du globe ! A leur voix, le continent se lève tout entier et va,  
 au gré de leurs désirs, se coaliser contre l'ennemi du continent. Cet  
 état de guerre de tant de puissances contre ces insulaires, qui anéantira  
 leur commerce, paralysera leur industrie, rendra stérile pour eux la  
 mer, le plus fertile de leurs domaines, est une belle conception et le  
 plan le plus vaste, comme le plus difficile à exécuter. Il est exécuté.  
 On peut en attendre d'utiles résultats, ce qui n'empêchera pas d'y  
 joindre un plan d'opérations actives, auxquelles serviraient les flottes  
 dont on peut encore disposer. On pourra songer à une expédition dans  
 les Indes; plus elle paraît chimérique, plus la tentative qui en serait faite  
 (et que ne peuvent la France et la Russie!) épouvanterait les Anglais.  
 La terreur semée dans les Indes anglaises répandrait la confusion à  
 Londres et, certainement, quarante mille Français, auxquels la Porte  
 aurait accordé passage par Constantinople, se joignant à quarante mille  
 Russes venus par le Caucase, suffiraient pour épouvanter l'Asie et  
 pour en faire la conquête. C'est dans de pareilles vues que l'em-  
 pereur a laissé l'ambassadeur, qu'il avait nommé pour la Perse, se  
 rendre à sa destination. Il me reste à vous entretenir d'autres  
 objets, qui ont un rapport moins direct avec la politique et dont l'idée

No. 87<sup>112</sup>. n'a pu être suggérée à l'empereur que par son extrême sollicitude  
 1807 pour les intérêts de l'empereur Alexandre. La Russie éprouve un  
 12 Noem. grand mal-être par le résultat des dettes qu'elle a faites pendant la  
 dernière guerre; la guerre maritime va accroître cet embarras, en la  
 privant de ses débouchés ordinaires. L'empereur propose d'y sup-  
 pléer, en faisant faire, dans le courant de l'hiver ou au printemps,  
 des achats pour plusieurs millions de bois de mâtures et autres  
 objets d'approvisionnements pour la marine. Ces objets seraient payés  
 aussitôt qu'ils seraient fournis; ils resteraient en dépôt dans les ports  
 de Russie jusqu'au moment où le transport en deviendrait possible,  
 mais il faudrait que ce dépôt fût sacré et qu'on donnât toute garantie  
 que, même en cas de guerre entre les deux empires, il n'y serait  
 porté aucune atteinte et que les agents français chargés de sa garde  
 et de sa surveillance jouiraient de toute liberté et de toute sûreté. L'  
 empereur, dans les mêmes vues, se propose de faire construire  
 trois vaisseaux de 74 canons dans les ports de Russie; mais il de-  
 manderait une pareille garantie. Ces mesures occuperaient des bras,  
 verseraient de l'argent dans le pays et seraient propres à prévenir  
 quelques mécontentements. Elles doivent être agréables à l'empereur  
 Alexandre, et c'est sous ce point de vue qu'il faut les présenter.  
 L'empereur tient à l'exécution de traité de commerce de 1787, traité  
 qui n'est ni avantageux ni désavantageux à la France et dont la durée  
 n'est pas expirée; mais dans son esprit de modération et d'équité,  
 l'empereur ne réclame pas pour les Français des privilèges inusités  
 dans d'autres pays. Il ne s'opposerait pas à un système général, que  
 paraît avoir embrassé le ministère russe et qui a pour objet la des-  
 truction des corporations de négociants étrangers. Il désire que la  
 nation française soit toujours la mieux traitée, mais non au détriment  
 des négociants russes et d'une manière opposée aux vues de l'ad-  
 ministration. Tous les règlements qui sont surtout nuisibles aux An-  
 glais lui paraîtront convenables. Il est utile que les commerçants  
 français soient favorisés. Il est plus utile encore que le commerce  
 anglais soit soumis à des entraves et totalement découragé.

---

No. 87<sup>113</sup>. — Extract din depeşa Comitelui de Metternich, ambasadorul austriac la Paris, către Comitele de Stadion, ministrul Afacerilor străine al Austriei, din 12 Noembrie 1807 Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 100, p. 140).

M. le Comte de Tolstoy est arrivé à Paris le 1-er Novembre, accompagné de M. de Nesselrode, conseiller d'ambassade, d'une demi-douzaine d'attachés et d'un aide de camp. || .... Il me serait difficile de peindre à Votre Excellence la simplicité et la franchise parfaite, avec lesquelles il s'est expliqué vis-à-vis de moi. Il me répéta ce qu'il m'avait fait dire par le comte de Nesselrode, que ses instructions lui prescrivait de s'en tenir entièrement à moi. Il ajouta pouvoir me dire tout-à-fait confidentiellement que l'empereur son maître se souvenait avec plaisir de m'avoir connu personnellement dans des moments où de grands espoirs avaient lié les deux empires; que la position de la Russie et de l'Autriche n'avait fait qu'empirer depuis, mais que nous étions heureusement encore debout et qu'il comptait sur l'amitié que je témoignerais ici à son ambassadeur. .... Voulant le sonder sur le degré de confiance qu'il me montrerait par rapport à la Turquie, je lui dis que j'avais appris ici de source sûre que le sort de ce pays allait être mis sur le tapis. «Vous allez donc faire ici votre paix avec la Porte?» lui demandai-je. — «Oui», me répondit-il, «mais c'est de toutes les négociations la plus facile, parce que nous ne voulons rien. Je désirerais que vous eussiez pu voir les mines étonnées de ces messieurs, quand je leur ai dit, de la manière la plus ronde et la plus simple, que nous ne demandions aucune cession à la Porte. Je sais que l'on croit également chez vous que nous voulons acquérir la Moldavie et la Valachie; je vous jure qu'il n'en est rien: et qu'en ferions-nous?» Je lui fis remarquer que le temps présent me paraissait effectivement devoir provoquer de préférence des mesures conservatrices et que nulle lésion d'un tiers ne me paraissait possible sans un nouvel agrandissement de la France; il se rangea complètement à mon avis et me pria d'assurer positivement ma cour que la Russie ne prétendait à aucun agrandissement aux dépens de la Turquie, et de détruire des données fausses, qui auraient pu prendre racine chez nous. || Je ne me permets pas de juger sur ces apparences le fond de la politique russe; mais je me suis gré d'avoir fixé il y a longtemps mon opinion sur l'exagération extrême des relations d'amitié entre les cabi-

No. 87<sup>113</sup>.

1807

12 Noem.

No. 87<sup>113</sup>. nets de Saint-Pétersbourg et des Tuileries, qu'il entrerait dans la po-  
 1807 litique française d'accréditer généralement. Mes rapports font foi de  
 12 Noem cette vérité; je n'ai plus de doute maintenant qu'elle gagnera chaque  
 jour en évidence. . . .

---

No. 87<sup>114</sup>.— Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
 Impăratul Napoleon I, din 3 (15) Noembrie  
 1807. Petersburg.

(Сборник, LXXXVIII, p. 305).

No. 87<sup>114</sup>. Monsieur mon frère, j'ai à remercier Votre Majesté pour les deux  
 1807 lettres qu'Elle a bien voulu m'écrire du 16 et 28 Septembre. J'y ai  
 15 Noem vu avec plaisir qu'Elle rend justice à mes sentiments pour Elle. Je  
 la prie de croire qu'ils lui sont voués pour toujours. J'ai rompu avec  
 les Anglais et leur ambassadeur, que j'ai renvoyé, a déjà quitté Pé-  
 tersbourg. Au lieu de décembre, comme nous en étions convenus,  
 c'est en octobre que le tout a été terminé. Je ne doute pas que la  
 Suède se rangera de notre côté; toutes mes troupes sont déjà ar-  
 rivées, il se peut même qu'elles ne seront pas nécessaires. Dès  
 que Votre Majesté m'aura fait connaître ses déterminations, je suis  
 prêt à tenir le même langage qu'Elle à l'Autriche. Quant à la Porte,  
 j'ai dû arrêter l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie, et voici  
 mes raisons: L'armistice a été mal conclu, on y a inséré des articles  
 que je ne peux pas admettre. J'ai cassé le général qui s'est permis  
 de le ratifier sans en avoir le droit, car le général en chef était mort  
 dans les entrefaites. A peine cet armistice s'est-il trouvé ratifié que  
 les Turcs se sont permis des infractions, en passant à plusieurs re-  
 prises le Danube et en occupant Galatz. Le même général s'est vu  
 dans la nécessité d'arrêter l'évacuation, qu'il avait déjà commencée.  
 Depuis, j'ai fait proposer des changements à l'armistice, dont le gé-  
 néral Savary a rendu compte à Votre Majesté; mais les Turcs ont  
 refusé de les admettre; en conséquence, l'armistice n'existe pas et  
 je ne peux pas retirer mes troupes. Mes nouvelles de Constantinople  
 y viennent encore à l'appui; elles portent que les Anglais prennent  
 une grande prépondérance au Divan; je dois donc me tenir plus sur  
 mes gardes que jamais. J'ai chargé mon ambassadeur de rendre compte  
 de tout au ministère de Votre Majesté et j'en ai instruit en détail  
 le général Savary. Que Votre Majesté soit convaincue que mon désir

est d'être d'accord en tout avec Elle. Sur ce, je prie Dieu qu'il veuille No. 87<sup>114</sup>.  
avoir Votre Majesté en sa sainte garde. De votre Majesté Impé- 1807  
riale le bon frère. 15 Noem.

No. 87<sup>115</sup>.—Extract din scrisoarea trimisului frances la  
curtea Rusiei, Generalul Savary, către Impē-  
ratorul Napoleon I, din 18 Noembrie 1807. Pe-  
tersburg.

(Сборникъ, LXXIII, p. 219).

....A peine mon courrier de 4 novembre était-il en chemin No. 87<sup>116</sup>.  
pour Paris, que M. de Saint-Aignan, parti de Fontainebleau le 14 1807  
octobre, est arrivé et m'a remis les dépêches de Votre Majesté, ainsi 18 Noem.  
que celles de M. de Champagny, dont l'objet principal est l'évacu-  
ation de la Valachie et de la Moldavie. || A cette occasion, j'ai eu  
avec l'empereur et le comte Roumiantzof deux conversations, que je  
rends mot pour mot dans le rapport ci-joint; je n'ai rien à y ajouter,  
non plus qu'à la lettre à M. de Champagny. C'est la situation exacte  
de Saint-Petersbourg au moment où le courrier part.....

*Anecd.*—Raportul Generalului Savary către Impēratul  
Napoleon I, din 18 Noembrie 1807.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 220).

Notes ou observations du général Savary présentées à l'empereur de Russie.	Réponses de l'empereur de Russie.
--	--------------------------------------

Par la dépêche écrite de Fon-  
tainebleau le 14 octobre et reçue  
à Pétersbourg le 10 novembre,  
on témoigne le désir de connai-  
tre les motifs qui retardent l'éva-  
cuation de la Valachie et de la  
Moldavie par les troupes russes.  
On observe que la paix ne peut  
être rétablie entre la Russie et  
la Porte que préalablement cette

A l'époque du traité de Tilsit,  
il a été envoyé au général Mi-  
chelsson, commandant l'armée de  
Moldavie, une instruction avec des  
pouvoirs de traiter d'un armistice  
avec les Turcs et de le ratifier.  
Pendant le temps des négociations,  
il est mort. A une si grande di-  
stance, son successeur n'ayant pu  
être désigné de suite, le plus an-

No. 87<sup>115</sup>. opération n'ait eu lieu. puisqu'elle  
 1807 est la base du traité de paix et  
 18 Noem. celle de l'armistice qui a été conclu, lequel armistice est le préliminaire de la paix définitive que l'on veut rétablir. || On ajoute que l'évacuation n'ayant pas lieu, par cela même l'armistice se trouve annulé et que, conséquemment, les négociations de paix ne peuvent s'entamer. || Il en résulte donc l'état de guerre continuel entre la Russie et la Porte et, cependant, celle-ci a accepté la médiation de la France. Il a été conclu un armistice par suite de cette médiation et la Porte fait connaître qu'elle donne à son ambassadeur à Paris les pouvoirs les plus étendus pour traiter de la paix définitive avec la Russie; mais on demande comment ces négociations pourront s'ouvrir, tant que l'opération qui en est la première base ne sera point exécutée? A l'époque où l'armistice a été conclu, la Russie n'a point fait d'objections sur la principale clause de son contenu, mais seulement sur deux articles, qu'elle a rejetés tout à fait, en témoignant son mécontentement sur le peu de dignité qui avait été observé envers la force de ses armes dans les conférences où elle jouait le premier rôle. || Il a été rendu compte à Paris de cet incident. Les observations de la Russie sur l'inconvenance de ces deux articles et son refus d'y sous-

cien général a pris le commandement de l'armée et s'est arrogé le droit de négocier, de conclure et de ratifier cet armistice, sans y être en aucune manière autorisé. || Pendant l'intervalle qui s'est écoulé après sa ratification, depuis le moment de l'expédition qu'il m'en a faite jusqu'à celui où il a reçu le refus de mon acceptation, à moins d'être en contradiction avec lui-même il a dû se mettre en devoir de l'exécuter et il a effectivement commencé sa marche rétrograde vers le Dniéster avec toute l'armée. || Il avait déjà fait quatre marches en arrière, lorsque tout à coup des hordes de Turcs repassèrent le Danube, rentrèrent dans Galatz, tuèrent des officiers et des membres du gouvernement moldave, se livrèrent à tous les désordres ordinaires aux Turcs et s'avancèrent à la poursuite des troupes russes. Le général qui avait ratifié l'armistice, effrayé lui-même de cette infraction, s'arrête d'abord; puis, revenant sur ses pas, chasse les Turcs de Galatz et les force de repasser le Danube. || C'est dans ces entrefaites qu'il reçut le refus de mon acceptation à cet armistice, avec l'ordre de demander sur-le-champ aux Turcs de changer ou d'annuler les deux articles en question, et de s'aider de votre lettre à M. Guilleminot pour accélérer la chose, tant mon désir de conclure cette paix était sincère. Les Turcs

crire y ont été approuvés. L'empereur Alexandre avait le droit de s'y attendre. || L'empereur Napoléon lui-même, dans ses dépêches du 14 octobre, désapprouve en ce point la conduite de l'officier qui avait l'honneur d'être chargé de sa médiation. Il ajoute qu'il fait donner ordre à son ambassadeur à Constantinople de faire revenir les Turcs sur ces deux articles. || Il a donc partagé le mécontentement de l'empereur Alexandre et, en ce qu'il dépendait de lui, il s'est empressé d'en faire cesser la cause ; mais l'on observe que, quant à la clause principale de l'armistice, les deux articles en question n'ont aucun rapport direct ou indirect avec elle, qu'ils ne l'affaiblissent ni ne la modifient en rien. || La conséquence de ces articles est de nulle valeur, parce que, d'abord, les Turcs se garderont bien de rompre les premiers avec la Russie et que celle-ci sera toujours la maîtresse de recommencer les hostilités, quand elle aura jugé le moment convenable. Ses succès infaillibles justifieront ses droits. Ainsi, l'époque fixée serait, au contraire, favorable à ses intérêts, en endormant encore la sécurité des Turcs. || L'article relatif à la restitution des vaisseaux pris est annulé de lui-même, parce qu'il est vraiment inexécutable et, conséquemment, il ne peut être un obstacle à l'exécution de l'armis-

ont refusé positivement de rien No. 87<sup>116</sup>.  
changer à l'armistice, qu'ils ve- 1807  
naient de rompre en repassant 18 Noem.  
sur la rive gauche du Danube et  
en rentrant dans Galatz. J'ai donc  
dû regarder les choses comme  
étant encore dans leur premier  
état et ne point ordonner l'éva-  
cuation convenue dans l'armistice,  
qu'ils venaient de rompre. || Néan-  
moins, l'on n'a pas donné de suite  
aux hostilités, dans l'espérance  
qu'une médiation puissante leur  
ferait entendre raison et remet-  
trait les choses dans l'état qu'il  
convenaient qu'elles fussent. ||  
Maintenant, j'observe que, puis-  
que les Turcs ont eux mêmes les  
premiers manqué aux engage-  
ments réciproques, je tiens beau-  
coup à faire annuler l'acte, qu'il  
ne me convient point de garder  
dans mes archives, et que, quand  
même je n'aurais pas de réflexions  
à faire sur les deux articles en  
question, j'en aurais beaucoup sur  
les conséquences d'une évacuation  
comme celle convenue. L'infraction  
faite de la part des Turcs  
m'avertit de me mettre en garde,  
et il serait déraisonnable de ne  
point prendre des sûretés contre  
une pareille conduite. || Il est  
d'abord important de savoir qu'une  
fois derrière le Dniéster, j'ai trente-  
cinq marches à faire pour arriver  
au Danube et que, conséquem-  
ment, si je n'ai pas de caution de  
l'exactitude des Turcs à observer  
l'armistice, je leur donne, en me

No. 87<sup>115</sup> tice. || Telles sont les observations  
 1807 que l'on fait à Paris. On n'y parle  
 18 Noem. pas de l'exécution des traités, ni de  
 fidélité dans les engagements pris  
 entre les deux monarques. L'em-  
 pereur Napoléon, au contraire, dit  
 qu'il a trop de confiance dans la  
 loyauté de son allié, l'empereur  
 de Russie, pour douter un seul  
 instant de la validité des motifs  
 qui l'ont déterminé à ne pas en-  
 core remplir cette partie du ré-  
 sultat de leurs entretiens particu-  
 liers; mais toujours animé du  
 désir de tout concilier, et la paix  
 entre la Russie et la Porte étant  
 la seule chose qui reste à faire  
 de tout le traité de Tilsit, il tra-  
 vaille sincèrement à la faire con-  
 clure, il y marche par les chemins  
 que le traité a tracés. Maintenant,  
 s'il est survenu quelque difficulté  
 qui empêche qu'on n'y arrive par  
 cette voie, il est sans doute in-  
 dispensable de la lui faire con-  
 naître, et l'empereur Alexandre  
 peut compter que la sincérité des  
 sentiments, qui lui attachent l'em-  
 pereur Napoléon, est le meilleur  
 gage qu'on puisse lui offrir pour  
 le persuader des dispositions fa-  
 vorables dans lesquelles il se trou-  
 vera, si de nouvelles circonstances  
 nécessitaient de nouveaux arran-  
 gements. || On demande de plus,  
 par la même dépêche du 14, que  
 l'ambassadeur russe à Paris soit  
 investi des mêmes pouvoirs de  
 traiter qu'aura l'ambassadeur turc,  
 parce que, à des distances aussi

retirant, le temps de réoccuper  
 toutes les places de guerre et de  
 les mettre en état de ne les ven-  
 dre cher lorsqu'il faudra y rentrer  
 définitivement. Je dois donc ne  
 pas m'y exposer; et puisqu'il est  
 nécessaire de se rapprocher pour  
 redresser les deux articles de l'ar-  
 mistice, il n'en coûtera pas davan-  
 tage de les faire rédiger différem-  
 ment et de prendre des précautions  
 contre les Turcs, qui promettent  
 toujours ce que l'on voudra, mais  
 dont les chefs de bandes feront en-  
 suite ce que bon leur semblera. Ils  
 ont beau dire que ce sont des re-  
 belles que l'on ne peut contenir; je  
 dois y prendre garde et me charger  
 de les contenir moi-même, afin de  
 ne pas m'exposer à être obligé de  
 faire une guerre sanglante, lors-  
 qu'il s'agira d'exécuter ce qui a  
 été convenu. Voilà ce qui a pro-  
 longé l'occupation de la Valachie  
 et de la Moldavie. || Aujourd'hui,  
 les circonstances paraissent com-  
 mander d'elles-mêmes un change-  
 ment dans les dispositions qui avai-  
 ent été arrêtées primitivement. Si  
 les avis de Vienne, d'Odessa et au-  
 tres sont fondés, il est plus que pro-  
 bable que la France a perdu son  
 influence à Constantinople. Une  
 lettre interceptée de l'ambassadeur  
 anglais à Vienne, adressée à lord  
 Gower ici, lui dit que lord Paget,  
 autrefois ministre à Vienne et qui  
 s'était embarqué sur la flotte de  
 Collingwood aux Dardanelles, est  
 enfin parvenu à débarquer à Cons-

éloignées, on veut éviter l'inconvénient de demander de nouvelles instructions. Ce désir émane encore de celui de faire conclure la paix entre la Russie et la Porte et d'achever l'exécution du traité de Tilsit.

Puisque l'armistice conclu présente autant d'inconvénients dans son exécution, il est urgent de déterminer sur quelles autres bases on pourrait l'établir de nouveau? Ne serait-il pas possible d'indiquer de quelle manière il conviendrait à

Constantinople; qu'il y a été reçu malgré que le général Sébastiani ait déclaré qu'il regarderait la réception d'un ministre anglais comme une déclaration de guerre. Il est probable que tout ce qui se conclura là sera contre vous et, par conséquent, contre moi, et que, conséquemment, si j'avais évacué la Moldavie et la Valachie, je devrais commencer par y rentrer, afin de n'avoir pas à combattre les Turcs sur mes propres frontières. || Je reviendrai ensuite à ce que l'empereur m'a dit à Tilsit, non pas une fois, mais dix, à l'occasion de ces provinces, et j'y ai plus de confiance qu'en tout ce que les circonstances amèneraient ou obligeraient d'exécuter. Alors, pourquoi renoncer à des avantages que j'ai, lorsque l'expérience de ce qui vient de se passer me prouve ce qui arrivera, si j'évacue de nouveau? En supposant même que vous ayez encore le dessus à Constantinople, vous n'empêcherez jamais les bandes d'insurgés turcs de repasser le Danube et de recommencer le pillage de ces provinces. Les ordres de la Porte ne sont rien à un mille de Constantinople.

L'empereur, après avoir pris connaissance et lu attentivement tout ce qui précède, me dit: «Vous avez parfaitement rapporté tout ce que je vous ai dit. Maintenant je ne demande qu'à faire tout ce que l'empereur désire. Voyez Rou-

No. 87<sup>112</sup>.

1807

18 Noem.

No. 87<sup>113</sup>. la Russie d'évacuer ces provinces  
 1807 et pourrait-on préciser comment  
 18 Noem. elle désire se précautionner contre  
 une nouvelle infraction de la part  
 des Turcs, jusqu'à l'époque où l'on  
 prendra des mesures pour sous-  
 traire ces provinces à leurs vexa-  
 tions? || Parce qu'enfin, il faut bien  
 qu'un armistice occupe l'intervalle  
 qu'il y a entre le moment où les  
 hostilités cessent et celui où la  
 paix définitive se conclut. Sans  
 doute, il convient que les Turcs,  
 tout extraordinaires qu'ils soient,  
 aient aussi quelques sûretés ou,  
 au moins, les apparences d'une  
 caution, qui n'existera réellement  
 que dans la loyauté de la Russie. !  
 Jusqu'à présent, ils sont encore  
 une puissance et à moins que,  
 par suite des événements suppo-  
 sés arrivés à Constantinople, ils ne  
 rejettent tout-à-fait la médiation  
 de la France, il entre dans les  
 principes de loyauté de celle-ci de  
 leur tendre une main secourable  
 jusqu'à la fin.

Tout ce que l'empereur a dit  
 à Tilsit sera religieusement exé-  
 cuté et je ne vois rien dans le  
 traité secret qui contrarie ce que  
 la Russie désire, mais bien au  
 contraire, le moyen d'y arriver  
 plus vite, en hâtant l'entière exé-  
 cution du premier traité. Il faut  
 donc faire la paix ; pour cela il  
 faut un armistice, et puisque le  
 premier ne convenait pas, quel est  
 celui que l'on désire? Il est instant  
 de mettre les plénipotentiaires, qui

miantzof. Je lui ai parlé et il vous  
 fera connaître dans quels termes  
 il me conviendrait que cet armi-  
 stice fût renouvelé et surtout  
 quelles précautions il est nécessaire  
 que nous prenions contre l'indis-  
 cipline des Turcs. Il est inutile  
 de répéter tout ce que je vous ai  
 dit à ce sujet. J'ai eu assez de  
 confiance en vous, pour vous  
 avouer que cette condescendance  
 de l'empereur me sera de la plus  
 grande utilité. Sans doute, ce n'est  
 point indiscret de ma part, puis-  
 que lui même m'en a parlé le pre-  
 mier, et vous pourrez apprendre  
 ici que je m'étais toujours opposé  
 au moindre agrandissement de ter-  
 ritoire. Mais aujourd'hui, et surtout  
 depuis cette déclaration contre  
 l'Angleterre, il serait vraiment  
 malheureux que l'on ajoutât aux  
 plaintes, qui vont s'élever de toutes  
 parts, les cris, que l'évacuation de  
 la Moldavie et de la Valachie ne  
 manquerait pas de faire jeter.»

doivent traiter de la paix définitive bientôt, en état de se rapprocher. Il y a tout à gagner à en finir promptement pour l'exécution de l'article du traité de Tilsit.

Les pouvoirs étendus demandés pour l'ambassadeur russe à Paris paraissent indispensables. Trouverait-on quelques inconvénients à ne point les limiter, en les accompagnant toutefois d'une instruction? Il me semble que, si le cas d'en faire usage ne se présente pas, rien ne l'obligera à s'en servir, au lieu que, s'il se trouvait en avoir besoin, la distance qui le sépare de sa capitale est un grand inconvénient, s'il se présente un cas où il ne puisse pas transiger. Mais avant tout, il est nécessaire d'être en armistice avec les Turcs d'une manière quelconque; sinon, il est inutile de traiter, ou bien veut-on faire leur épitaphe?

A la lecture de cette dernière réplique de ma part, l'empereur Alexandre se prit à rire et me dit: «Ma foi! Tout ce que l'empereur voudra. Je compte uniquement sur lui. Je vous dirai même que, dans nos conversations de Tilsit, il m'a souvent dit qu'il ne tenait point à cette évacuation, qu'on la traînerait en longueur pour se disposer et qu'il n'était pas possible de souffrir plus longtemps les Turcs en Europe; il me laissait même entrevoir le projet de les jeter en Asie. Ce n'est qu'ensuite qu'il est revenu à leur laisser Constantinople et quelques provinces environnantes.»

C'est le samedi, 14 novembre, à huit heures du soir, que je fus admis chez l'empereur de Russie et que je lui donnai communication de tout l'exposé qui précède. Après m'avoir fait les réponses que j'ai rapportées à la marge ci-contre, il changea de conversation.....

Le lendemain, 15 novembre, il y eut parade, messe, cour après la messe, et je ne pus voir le comte de Roumiantzof que le soir; il avait travaillé avec l'empereur le matin. Je vais rapporter mot à mot ce qu'il m'a dit et ce qu'il a bien voulu me répéter deux fois. J'ai pu l'écrire sur-le-champ. C'est M. Roumiantzof qui parle: „Mon général, l'empereur a eu la bonté de me dire ce qu'il vous avait dit et m'a ajouté qu'il était étonné que vous vous en fussiez si bien rappelé. Il m'a chargé de vous remercier du bon

No. 87<sup>115</sup>. esprit avec lequel vous traitez les affaires et de m'entretenir avec  
 1807 vous sur tout cela, en réponse à ce que vous demandez de la part de  
 18 Noem. votre cour. Nous nous connaissons, général, je ne parle pas ici  
 comme le ministre de Russie, mais comme quelqu'un qui a grand  
 plaisir à causer avec vous. Je vous sais gré de ne nous avoir  
 point parlé d'exécution du traité et, en général, ce langage qui ne  
 convient point à l'intimité de nos deux maîtres, qu'il faut toujours  
 entretenir. D'ailleurs, vous savez ce que sont les traités les mieux  
 rédigés; quand ils ne reposent pas, comme le nôtre, sur le désir  
 réciproque des deux monarques de parfaitement vivre ensemble, ils  
 ne manquent jamais de présenter un moyen de les enfreindre ou  
 d'éluder leur exécution. Par exemple, le traité en question parle de  
 la Valachie et de la Moldavie, mais ne dit pas un mot de la Bessa-  
 rabie, quoiqu'évidemment l'intention ait été de l'y comprendre aussi.  
 Au reste, il n'est pas question ici de se chicaner, mais au contraire  
 de s'obliger à l'envi l'un et l'autre, et c'est dans cet esprit que je  
 suis. Nous pouvons vous aider beaucoup, nous le voulons; vous serez  
 contents et toujours contents de nous. Je vous ai déjà fait ma pro-  
 fession de foi, général; je ne serais jamais venu aux affaires sans  
 cette alliance et n'aurais même pas voulu m'immiscer aucunement dans  
 ce qui concerne le gouvernement. Je vous répéterai encore que je ne  
 m'arrête jamais aux petites affaires, je vais au but par le chemin le plus  
 droit. Lorsque vous avez demandé la déclaration de guerre à l'An-  
 gleterre, je n'ai point cru qu'il était question d'un petit changement  
 de politique ne tenant à aucun système et pouvant encore se repla-  
 cer dans sa première forme. S'il n'avait été question que de cela, je  
 n'aurais pas voulu y mettre mon nom; mais je me suis dit: Quo  
 demande-t-on? De préparer de grands événements, qui en feront  
 oublier de malheureux et qui mettront les deux états dans des rap-  
 ports de politique, qui ne pourront jamais les troubler. Sur-le-champ,  
 sans m'arrêter aux sacrifices que cela pouvait coûter, ma résolution  
 a été prise, et vous n'avez pas attendu vingt-quatre heures l'exécution  
 de ce que vous désiriez, quoique cette guerre ne soit en aucune  
 manière favorable à nos intérêts, mais au contraire nous expose à  
 toutes sortes de dommages. Je savais tout cela. Nous vous l'avions  
 promis pour décembre; il était de votre convenance de la faire faire  
 en octobre, et cela a eu lieu. Loin d'en être fâchés, nous vous re-  
 mercions de nous avoir fourni une occasion de faire ce qui vous  
 était de quelque intérêt. En cela ne voyez que notre désir de vous  
 être agréables. Maintenant, vous demandez que nous fassions dé-

clarer la Suède. Vous voyez de quelle manière on s'en occupe, et No. 87<sup>115</sup>.  
 assurément, elle vous satisfera pleinement dans quelque temps; elle 1807  
 y est toute disposée. Nous n'avions pas encore pensé à nous, et 18 Noem.  
 nous ne le ferions pas, sans votre demande au sujet de cette évacuation. Je puis vous assurer, qu'avant les temps malheureux qu'il faut faire oublier, l'empereur n'a jamais songé à faire une conquête, que même il montrait de l'humeur lorsque l'on voulait lui parler du projet de Catherine; moi-même, lors de vos dissensions et au lieu d'aller vous faire la guerre en Italie et en Autriche, j'ai voulu faire exécuter ce projet. Aujourd'hui il serait terminé et l'Europe y souscrirait. Mais j'ai dû y renoncer. Il semblait déjà que nous devions obtenir ces avantages de votre empereur. Je ne sais ce qu'il a dit et fait au nôtre; mais actuellement toutes ces idées germent en lui, et même sans cela, la situation des esprits nous forcerait à avoir recours au vôtre. Remarquez quel changement vous avez opéré sur nous, ce que vous nous avez déjà fait faire! Notre histoire n'en offre point d'exemples. Vous voyez aussi ce que nous aurons à faire pour calmer les esprits dans quelque temps. Je ne crains pas de vous dire que la confiance que l'on a en moi les contiendra encore un mois ou deux; mais ensuite, il faudra chercher de quoi les satisfaire. Je m'en occupe déjà et je compte même avoir recours à votre commerce pour cela. Nous en reparlerons. || Le seul beau côté que nous pouvions présenter à la nation c'était celui-là (la Moldavie et la Valachie), et vous venez nous l'enlever! Comment donc répondrons-nous, quand elle nous demandera pourquoi nous n'y avons pas tenu et comment cet avantage nous a été retiré, puisque nous perdons déjà tant à la guerre de l'Angleterre? || Je viens de vous dire qu'il n'était pas question de se chicaner, mais de s'obliger. Nous devons compter sur ce que l'empereur a dit à Tilsit et, conséquemment, sur ces deux provinces. Reste donc à savoir quand on jugera à propos de nous les laisser occuper tout-à-fait, quoique le traité d'alliance laisse entrevoir l'époque; mais l'empereur vous a témoigné assez de confiance pour vous faire connaître de quel intérêt il serait pour lui que l'empereur Napoléon lui laissât des avantages de ce côté. Moi je dirais plus: c'est que plus tard ce seront peut-être les circonstances qui nous feront obtenir ce que nous désirons; aujourd'hui, c'est de vous que nous le tiendrons, si votre empereur veut nous aider, et il ne doit pas être indifférent au sentiment de reconnaissance qui suivra un tel procédé de sa part. Croyez-moi, il contribuerait lui-même ainsi à amener le revirement des esprits. Je suis persuadé que, s'il voyait

No. 87<sup>118</sup>. la chose d'ici, il ne s'y opposerait pas, au lieu que, quand les cir-  
 1807 constances auront amené cet événement, vous conviendrez que cela  
 18 Noem. ne pourra plus être la même chose. Les deux empereurs sont d'accord  
 sur la question intentionnelle; il n'y a donc plus à discuter que  
 l'exécution. Or, nous vous disons franchement ce que nous désirons  
 tenir de vous. Voilà toute la diplomatie qu'il y aura dorénavant entre  
 la France et nous. Je ne regarde pas comme affaires de petites formes  
 ministérielles; quand on a intention de bien vivre, tout cela n'est rien.  
 Il faut aller au fait. Nous voulons ce que votre empereur a demandé  
 de nous. L'empereur vous a dit quels inconvénients il y avait pour  
 lui à évacuer la Moldavie et la Valachie et, puisque les Turcs se  
 sont donné le premier tort, en venant les occuper, voilà une occasion  
 d'en venir à ce que l'on se propose. Si l'on n'est pas disposé chez  
 vous à le faire maintenant, quoique je ne voie pour vous aucune raison  
 de différer, nous ne vous demandons que de ne pas nous mettre dans  
 l'obligation de faire une longue guerre, et qui sera meurtrière, lorsqu'il  
 faudra entrer en possession définitive. Du reste, nous prendrons la  
 forme que vous voudrez. Je répondis au comte Roumiantzof: J'ai  
 bien compris, M. le comte, toutes les bonnes raisons que l'empereur  
 m'a fait connaître, ainsi que toutes celles que vous venez d'y ajouter.  
 Je m'en référerai à ce que j'ai eu l'honneur de lui répondre et je vous  
 demanderai comment vous voulez vous precautionner contre les diffi-  
 cultés que vous croyez rencontrer en revenant occuper ces provinces,  
 parce qu'enfin, à moins de déchirer tout ce qui a été convenu à ce  
 sujet il y a trois mois, il faut y donner suite. La paix avec les Turcs  
 peut mener à tout ce que vous désirez; il n'y a donc aucune raison  
 pour ne pas la conclure. D'ailleurs, la France est médiatrice dans  
 cette affaire. Le traité de Tilsit a tracé le chemin que l'on doit suivre:  
 l'armistice est son premier point; il a été conclu. Mais un incident  
 paraît mettre obstacle à son exécution; ce n'est pas une raison pour  
 le rejeter entièrement. Il ne m'appartient pas de combattre ce  
 que vous me dites de violation de traité de la part des Turcs. Je  
 me borne à vous demander, comment vous voulez les prévenir?  
 Mais j'ai l'honneur de vous le répéter: d'abord l'armistice, parce  
 qu'il le faut pour négocier la paix et que la paix mène à tout.  
 Les plénipotentiaires ne peuvent pas se rapprocher avant. Le  
 comte Roumiantzof: Très-bien, mon général, je vais mander  
 à M. de Tolstoï ce qui conviendrait que l'on nous accordât. Par  
 exemple, en quoi contrarierait-il votre empereur de nous laisser oc-  
 cuper les places de guerre? Du reste, nous évacuerions le pays. Je

ne vois pas d'autre précaution à pouvoir prendre contre ces vilains-là. No. 87<sup>115</sup>.  
 En même temps, il sera envoyé au comte Tolstoï des pouvoirs pour 1807  
 traiter de la paix, tels que vous les avez demandés. Mais vous verrez, 18 Noem.  
 mon général, que ces Turcs n'entendront encore rien à cela et qu'à  
 la fin l'empereur sera obligé de terminer tout cela avec eux. Ob-  
 servez encore que tous nos établissements de la mer Noire sont sous  
 la garde de votre ambassadeur à Constantinople. ¶ Si, dans une  
 matinée, il a le dessous et que l'escadre anglaise passe, c'en est fait  
 d'Odessa, de Sébastopol et de tout notre commerce sur cette côte,  
 qui n'a pas la moindre protection. Voyez quelle chance nous courons.  
 Néanmoins, vous serez contents. ¶ Il paraît, d'après une lettre du  
 prince Kourakine, reçue aujourd'hui, qu'enfin M. de Sébastiani a re-  
 pris le dessus, heureusement ou malheureusement, comme vous  
 voudrez. Mais, sans cela, nous aurions été obligés de nous défendre  
 dans la mer Noire, en allant occuper les Dardanelles. Pouvez-vous  
 me dire le contraire? ¶ Tenez, général, il vaut mieux que vous nous  
 donniez cela aujourd'hui, que de nous l'abandonner quand cela ne  
 sera plus pour nous d'un double prix comme dans le moment actuel,  
 et l'intention de votre empereur ne peut pas être d'embarrasser son  
 allié. L'Europe ne dira rien. Qu'est l'Europe? Où est-elle, si ce n'est  
 entre vous et nous? Je pense toujours que votre empereur n'aime  
 pas les bagatelles et nous aurons plaisir à le servir. Il a accordé ces  
 provinces dans ses conversations. Maintenant, dites-lui de nous laisser  
 faire le reste et de nous dire seulement où il veut que nous nous  
 arrêtions. ¶ Je vous certifie qu'il sera content de nous. Dites que  
 c'est moi, le fils du maréchal Roumiantzof, qui vous l'ai assuré.

---

No. 87<sup>116</sup>.— Extract din depeşa trimisului frances la cur-  
 tea Rusiei, Generalul Savary, către ministrul  
 Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Cham-  
 pagny, din 18 Noembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 234).

Monseigneur, M. de St. Aignan, arrivé ici le 10 de ce mois, m'a No. 87<sup>116</sup>.  
 remis la dépêche chiffrée que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser de 1807  
 Fontainebleau le 14 octobre, à laquelle était jointe la copie également chif- 18 Noem.  
 frée du traité d'alliance. ¶ Mon premier soin, aussitôt la réception  
 de cette lettre, a été de m'occuper des moyens de suivre les instruc-  
 tions qu'elle contenait. ¶ V. E. aura pu voir par mes dernières dé-

No. 87<sup>116</sup>. pêches que, sans connaître encore les intentions formelles de l'empereur, j'avais déjà pressenti le comte de Roumiantzof sur les motifs de la non-exécution de l'armistice avec les Turcs. Aujourd'hui, pour obéir à S. M., j'ai dû demander à l'empereur de Russie lui-même l'exécution du traité de Tilsit et de l'armistice, toutefois en le faisant dans les termes convenables. Je n'ai pu, pour appuyer ma demande, m'aider d'aucun des arguments que V. E. avait pensé que je pouvais employer et qui sont tous relatifs à la Prusse, l'empereur Alexandre ne m'ayant rien dit à ce sujet. || Les explications successives que j'ai eues à cette occasion et dont je rends un compte exact à S. M., lui feront connaître la vraie raison de la non évacuation de la Moldavie et de la Valachie. La premier tort a été malheureusement de la part des Turcs vis-à-vis des Russes. Ceux-ci voulaient remplir leurs engagements; les autres leur ont fourni un prétexte plus que suffisant pour retourner sur leurs pas. || Maintenant, la Russie, dont les troupes occupent les provinces qu'elle espère posséder un jour, ne paraît pas disposée à une évacuation comme celle qui avait été convenue et qui l'exposerait à de nouveaux inconvénients. || J'ai eu avec le comte Roumiantzof des entretiens suivis sur ce sujet. L'intention du gouvernement russe n'est pas cachée. L'empereur Alexandre demande positivement à l'empereur Napoléon que ce qu'il lui a promis se fasse maintenant. Il est porté à le désirer par le besoin qu'il a de présenter à ses peuples un résultat du traité de Tilsit, en quelque sorte une justification de la paix, qu'on a hautement désapprouvée. Les dernières mesures prises contre les Anglais rendent les circonstances plus impérieuses encore. Il est nécessaire d'offrir à la nation russe une compensation à la guerre qui se prépare et qui lui paraît si directement opposée à ses intérêts. Cette nation, en acquérant des provinces qu'elle devra à la nouvelle alliance de son souverain, ne s'en plaindra plus comme elle fait aujourd'hui, la regardant, disent les ennemis de la France, comme impolitique, inutile et dangereuse pour la Russie. || J'ai fait mon devoir, en suivant les ordres de l'empereur. Je crois le faire également, en lui rendant compte de tous les motifs que la Russie présente à l'appui de ses prétentions. || Il me reste à désirer que S. M. soit satisfaite des rapports que j'ai l'honneur de lui adresser. Ils sont exacts et contiennent toutes les raisons que m'ont répétées officiellement et à plusieurs reprises l'empereur Alexandre et son ministre. Ce dernier m'a fait voir la dépêche qu'il adresse sur tous ces objets à M. le comte de Tolstoï, qui a ordre de la montrer à V. E. L'ambassadeur de Russie

à Paris recevra les instructions et pleins pouvoirs, dont l'empereur No. 87<sup>116</sup>.  
désire qu'il soit muni pour traiter avec l'ambassadeur de la Porte 1807  
ottomane..... 18 Noem.

No. 87<sup>117</sup>.—Instrucțiunile trimise de Comitele Rumian-  
tov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei,  
ambasadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi,  
în 26 Noembrie 1807. Petersburg.

(Обриски, LXXXIX, p. 259).

Monsieur le comte, L'empereur a lu, M. l'ambassadeur, avec No. 87<sup>117</sup>.  
beaucoup d'attention les deux dépêches dans lesquelles vous lui ren- 1807  
dez compte de ce que l'empereur Napoléon vous avait dit relative- 26 Noem.  
ment à la Valachie et la Moldavie. Il a vu avec plaisir que ce mo-  
narque vous a manifesté pour lui en cette occasion tous les sentiments  
de cette amitié, sur laquelle l'empereur notre maître se repose avec  
d'autant plus de confiance qu'il est sûr de la justifier par ses propres  
sentiments. Sa Majesté qui vous envoie par ce courrier les pleins  
pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix et la conclure, me pre-  
scrit de compléter par cette dépêche tout ce qui vous a été écrit  
dans celle que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 6 de ce mois  
et que le courrier Stoss a dû déjà vous remettre. Je vais obéir à  
ses ordres. Un courrier du maréchal prince de Proseroffsky, qui  
vient d'arriver aujourd'hui, m'a apporté la copie de la lettre qu'il a  
reçue de la part du général Sébastiani, dont je vous fais part. Elle  
prouve que les Turcs sont prêts à redresser un des articles de l'ar-  
mistice et s'entêtent à vouloir conserver l'autre. Cette réticence d'une  
part et ce retour des Turcs à une opinion qu'ils venaient de nous  
déclarer très-récemment ne pouvoir jamais admettre, je vous le con-  
fesse, M. l'ambassadeur, fixe peu l'attention de Sa Majesté. L'em-  
pereur persévère dans cette pensée que, sans recourir une seconde  
fois à l'inutile essai d'un armistice, que les Turcs violeraient tout de  
suite, l'on peut signer la paix à Paris, et il livre à l'activité, pour  
ainsi dire magique, de l'empereur Napoléon d'en accélérer la marche  
et la conclusion, comme il livre à son amitié le soin de la lui faire  
conclure honorable et avantageuse pour son empire. Afin d'y par-  
venir, Sa Majesté désire, M. l'ambassadeur, que vous expliquiez sans  
détour que, lorsqu'Elle manifeste le désir de conserver par ce traité

No. 87<sup>117</sup>, de paix la possession de la Moldavie et de la Valachie et de cette  
 1807 étroite lisière de pays qui, ne formant pas province, porte le nom de  
 26 Noem. Bessarabie, Sa Majesté ne manifeste aucun nouveau projet d'agrandissement. Dans les diverses et fréquentes entrevues, que Sa Majesté a eues avec l'empereur des Français et dont Elle aime à se retracer le souvenir, il y en a eu plus d'une où la conversation des deux empereurs a eu pour objet la Porte ottomane. Sa Majesté doit à l'empereur des Français d'avoir fixé ses déterminations relativement à la Turquie. Elle se rappelle avec quel talent et quelle énergie ce souverain lui a prouvé la nécessité absolue de comprimer vers l'Asie cette puissance, si distincte de celles qui composent l'Europe par les principes d'un gouvernement aussi barbare que le sont ses mœurs. Elle se rappelle que l'empereur Napoléon, se destinant à lui-même l'acquisition de la Morée, de l'Albanie et des Îles Joniennes, qu'il possède déjà, arrêta avec Elle d'un commun concert que la Russie ajouterait à son empire la Moldavie et la Valachie. Le traité d'alliance porte un article relatif à ce sujet, qui de vive voix a dû être et a été en effet précisé davantage. Il résulte de ce tableau fidèle que l'empereur ne propose rien de nouveau, rien dont on ne soit convenu, et il désire cet accomplissement aux conditions que l'empereur des Français y a mises; que ce monarque retienne donc au même instant la part qui devait étendre sa monarchie et, si quelques circonstances bien difficiles à supposer l'empêchaient d'exercer sa volonté à cet égard dès aujourd'hui, vous pouvez assurer M. de Champagny que nous sommes prêts à passer un acte, s'il le faut, par lequel nous nous engagerons à ne jamais porter obstacle à cet agrandissement de l'empire français, même à contribuer à le lui faire avoir, par l'influence qu'à la paix nous reprendrons à Constantinople, et à son défaut par l'emploi de nos forces contre la Porte, si l'empereur Napoléon le désirait. Vous voudrez bien, M. l'ambassadeur, avec cette franchise qui vous est naturelle, tracer ce tableau à l'empereur Napoléon. Il n'en méconnaîtra sûrement pas la véracité. Cherchez, je vous prie, à fixer et arrêter sur ce seul point les idées réciproques; placez l'état des choses dans son véritable cadre et veillons tous à n'en pas sortir; ici nous continuons à suivre à nous exécuter les stipulations de Tilsit, et cette seule idée charme déjà notre empereur. Tout nouveau plan, qui nous en écarterait, exigerait de longues et difficiles discussions. Le temps presse, et le vœu de l'empereur des Français, comme le nôtre, est que vous puissiez sans délais signer la paix. || Vous voudrez bien expliquer aussi que, si la Porte ottomane se refusait à nous céder ce

que nous occupons déjà, nous ne réclamons pas de secours pour l'y No. 87<sup>117</sup>.  
réduire. || Que l'empereur Napoléon nous prête son influence, pour 1807  
constater aux yeux de l'Europe l'amitié qui subsiste entre la France 26 Noem.  
et la Russie, voilà à quoi se bornent nos vœux, et si le Sultan se  
montrait sans égard pour ce que lui ferait proposer ce monarque en  
notre faveur, nous nous chargeons seuls de le venger, lui et nous.  
L'empereur a donné une grande attention à la dépêche où vous lui  
rendez compte, M. l'ambassadeur, de ce que l'empereur Napoléon  
vous avait témoigné qu'il nous verrait avec plaisir acquérir même  
Constantinople, pourvu que la France à son tour trouvât ailleurs une  
compensation. Sa Majesté a de nouveau retrouvé ici une preuve de  
cette amitié et de cette constante disposition à l'obliger, à laquelle le  
séjour de Tilsit l'avait comme accoutumée, et c'est pour montrer qu'Elle  
a vivement à cœur de consolider cette amitié et de veiller à en  
écarter tout ce qui peut l'altérer, qu'Elle me charge de vous prescrire  
en son nom de vous expliquer sur cet objet sans aucune réserve.  
Voici sa pensée: Sa Majesté verra toujours avec une extrême satis-  
faction la prospérité et l'agrandissement de l'empire français. Elle est  
à cet égard prête, aujourd'hui et dans la succession des temps, à  
écouter tout ce qu'on lui proposera d'exécuter d'un commun accord  
et dans la vue d'une utilité réciproque. Mais Elle ne dissimule pas  
qu'Elle verrait avec une peine infinie que, lorsqu'il reste tant de chances  
sur le globe pour la fortune et le génie de l'empereur Napoléon, il  
portât ses vues d'agrandissement sur la Prusse, ou tout autre état  
faible limitrophe de son empire. || L'empereur vous rappelle, M. l'am-  
bassadeur, cette grande et profonde leçon en politique, écrite sous  
la dictée de l'empereur Napoléon et qui se trouve dans un des écrits  
échangés à Tilsit: || «Gardons-nous de rien faire qui échange les  
rapports généraux de commerce et de géographie, que la nature a  
établis entre les deux états.» || Plus bas: || «La politique de l'em-  
pereur Napoléon est que son influence immédiate ne dépasse pas  
l'Elbe; et cette politique, il l'a adoptée, parce que c'est la seule qui  
puisse se concilier avec le système d'amitié sincère et constant qu'il  
veut contracter avec le grand empire du Nord. Ainsi, les pays situés  
entre le Niémen et l'Elbe seront la barrière qui séparera les grands  
empires et amortiront les coups d'épingles qui, entre les nations,  
comme il a été exposé ci-dessus, précèdent les coups de canons.»  
Cette règle que proposait l'empereur Napoléon comme un principe  
constant, l'empereur notre maître l'a adoptée. || L'alliance de la  
Russie et de la France, cimentée surtout par une connaissance per-

No. 87<sup>117</sup>. sonnelle et par la vive amitié des deux empereurs, est un événement  
 1807 qui frappe l'Europe et doit nécessairement avoir de grands développ-  
 26 Noem. pements. Serait il avantageux d'en affaiblir la marche, et dès son ori-  
 gine, par des épisodes qui y seraient étrangers, ou qui pourraient  
 même être considérés par les puissances qui nous observent comme  
 y étant contraires? || L'empereur Napoléon, avec cette justesse de  
 coup d'œil, qui lui est propre, a aperçu que l'interruption de notre  
 commerce avec l'Angleterre pèserait sur nous-mêmes et vous en a  
 parlé. Veuillez, M. l'ambassadeur, ramener dans la conversation ce  
 monarque à ce sujet et dites-lui que nous l'avons jugé comme il le  
 fait; mais que nous n'avons pas balancé de faire ce sacrifice impor-  
 tant à une amitié, que l'empereur chérit et qu'il regarde comme très-  
 utile à son empire. Veuillez faire apercevoir que ce sacrifice s'est fait  
 au moment des offres que nous faisait l'Angleterre. L'empereur vous  
 a demandé si nous pouvions soutenir longtemps cette stagnation de  
 notre commerce? Vous voudrez bien lui dire que nous avons con-  
 sidéré qu'il faudra peut-être la soutenir quelques années, pour réduire  
 l'Angleterre à lui demander la paix, et que Sa Majesté s'y est décidé  
 volontiers, jalouse comme Elle l'est de faire tout ce qui dépendra  
 d'Elle pour contribuer à procurer à la France la paix générale, que  
 désire l'empereur, son ami et son allié. . Je suis persuadé qu'il  
 n'échappe pas aux vastes talents politiques de ce monarque, que rien  
 ne peut porter à l'Angleterre de coup sensible que l'interruption  
 complète de toute relation avec la Russie. C'est à cet égard le talon  
 d'Achille. Votre Excellence verra bientôt la nation se soulever contre  
 son ministère, lui reprocher d'avoir amené un tel état de choses, lui  
 redemander le commerce avec la Russie, et ne pouvant y parvenir  
 qu'après avoir satisfait la France, réclamer la paix à tout prix. . Sa  
 Majesté vous charge, M. l'ambassadeur, de remercier l'empereur  
 Napoléon de la communication qui vous a été faite du traité qu'il  
 a conclu avec le Danemark, et d'assurer que Sa Majesté, de son côté,  
 s'est déterminé à ne pas souffrir la neutralité de la Suède, parti  
 auquel cette puissance désirait se livrer. L'empereur prend déjà mi-  
 litairement ses mesures en conséquence. . Enfin, tout ce qui a été  
 le résultat de ce séjour de Tilsit, dont notre souverain parle avec  
 tant de plaisir, va de sa part être accompli et le sera plus tôt que  
 l'on n'en était convenu. Vous trouverez, M. l'ambassadeur, quelque  
 satisfaction à en entretenir l'empereur Napoléon, et Sa Majesté vous  
 saura gré de le faire. Elle se plaît particulièrement au souvenir de  
 Tilsit, à l'intime amitié qu'Elle y a contractée, à tout ce qui y a été

convenu et concerté, et n'a d'autre désir que d'en voir l'exécution No. 87<sup>117</sup>.  
 et de pouvoir donner à ses peuples une preuve de l'utilité de cette 1807  
 grande et importante alliance qu'Elle a conclue et qui change tout-à- 26 Noem.  
 fait la direction de notre politique. Muni de pleins pouvoirs, tra-  
 vaillez à obtenir une paix qui convienne à nos intérêts, à notre an-  
 cienne et constante prépondérance sur les Turcs, qui soit digne en  
 un mot de celui qui s'est chargé si obligeamment pour nous d'en  
 être le médiateur. Elle est aisée à conclure ; nous demandons :  
 1°. L'oubli du passé, le rétablissement des traités et conventions sur le  
 pied sur lequel nous en avons joui avant la guerre. 2°. Une juste  
 indemnité et qui ait encore cet avantage que, posant de nouvelles  
 frontières, elle les pose de manière à nous dégager de toute future  
 discussion avec la Porte et rende la paix inaltérable par sa propre  
 force. 3°. Assurer la tranquillité des Serviens. Afin de compléter  
 cet article, je désirerais que M. de Champagny consultât le sénateur  
 Pontécoulant, qu'une longue indisposition a retenu à Bukarest. Il lui  
 dira, je n'en fais aucun doute, quel est le triste état de ces provinces  
 chrétiennes et ce qu'elles deviendraient dès l'instant où les armées  
 russes en seraient sorties et ne leur serviraient plus d'égide. Les  
 boyards des deux provinces viennent de renouveler encore leurs  
 prières à l'empereur de ne les point livrer aux Turcs et de les ajouter  
 à son empire.

---

No. 87<sup>118</sup>. — Depeşa Comitelui Rumianțov, Ministrul afacerilor străine al Rusiei, către ambasadorul rus la Paris, Comitele Tolstoi, din 26 Noiembrie 1807. Petersburg.

(Собрание, LXXXIX, p. 266).

Monsieur le comte, J'ai eu si souvent l'occasion de m'expli- No. 87<sup>118</sup>.  
 quer envers Votre Excellence sur la manière dont j'envisage tout ar- 1807  
 mistice avec les Turcs, qu'il serait déplacé de vous en entretenir 26 Noem.  
 encore, si je n'avais cru utile de vous faire connaître quelques  
 faits qui viennent à l'appui de mon opinion sur cet objet et que  
 vous pourrez citer avec succès dans l'occasion. A peine l'armistice  
 était-il conclu, que les Turcs envoyèrent plusieurs bâtiments chargés  
 de munitions de guerre, et notamment de poudre, destinés à ra-  
 vitailler la garnison d'Ismail. Nos postes sur le Danube arrêtaient  
 ces bâtiments et, sur le rapport qui en fut fait au maréchal prince  
 Prozorowsky, celui-ci se contenta à renvoyer ces bâtiments au grand-

No. 87<sup>118</sup>. visir, en lui faisant dire que c'était sans doute la plus grande preuve  
 1807 qu'il puisse donner de sa modération et de son désir pour la paix. ||  
 26 Noem. Les termes de l'armistice portaient expressément que la suspension  
 d'armes s'étendrait aussi aux Serviens jusqu'à l'arrivée des plénipotentiaires qui traiteraient de la paix. Cependant, les Turcs n'en continuèrent pas moins de harceler les Serviens, et il s'en est suivi plusieurs combats, qui ont même été rapportés dans les feuilles publiques. || Je ne vous cite ces particularités, M. l'ambassadeur, que pour vous prouver de plus en plus que, si même la Porte avait l'intention de conclure un armistice, elle n'aurait pas le pouvoir d'en faire exécuter les stipulations par les hordes militaires qui forment ses armées. Vous n'aurez donc pas de peine, M. l'ambassadeur, à convaincre les personnes, avec lesquelles vous traiterez de cet objet, de l'inutilité de toute transaction de cette nature avec un tel peuple. Je joins ici les pièces probantes, que vous pourrez produire, si vous le jugez à propos, et j'ai l'honneur d'être etc.

---

No. 87<sup>119</sup>.—Instrucțiunile trimise de Comitele Rumiantov ambasadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi, în 27 Noembrie 1807. Petersburg.

(Горюхи, LXXXIX, p. 279).

No. 87<sup>119</sup>. Monsieur l'ambassadeur, Afin de ne rien épargner de ce qui  
 1807 peut vous faciliter, Monsieur l'ambassadeur, la négociation de la paix  
 27 Noem. dont vous êtes chargé, l'empereur m'a prescrit de vous faire une confiance, qui n'est uniquement que pour vous, et c'est pourquoi vous voudrez bien détacher cette dépêche de notre correspondance ministérielle; vous la garderez sous votre propre clef, et qu'en un mot personne n'en ait connaissance que vous. Si vous trouviez que l'empereur Napoléon ne voulût absolument pas consentir que nous acquérions par le traité de paix la Moldavie et de la Valachie, parce qu'il n'est pas encore en mesure de prendre possession de la Morée et de l'Albanie, vous proposeriez alors, M. l'ambassadeur, comme de vous-même, de prendre les ordres de l'empereur notre maître sur un moyen terme, qui consisterait en ce que par le traité même nous acquérions la possession de la Bessarabie et que la Valachie et la Moldavie nous restassent en séquestre entre nos mains jusqu'à la paix entre l'Angleterre et la France, et que le revenu, comme la défense et l'administration de ces deux provinces, fussent

à la pleine et entière disposition de S. M. I. jusqu'à la paix ci-dessus No. 87<sup>119</sup>.  
 mentionnée. Au reste, M. l'ambassadeur, l'empereur ne vous permet 1807  
 d'user de ce moyen de conciliation que lorsque vous aurez épuisé 27 Noem.  
 tous les autres moyens de persuasion, qui peuvent nous acquérir dès  
 à présent la possession franche de la Moldavie, Valachie et Bessara-  
 bie, et S. M. I. connaît trop le zèle de Votre Excellence pour le bien  
 de l'état et votre dévouement pour sa personne et vos talents, pour  
 appréhender un instant que vous fassiez trop tôt usage de la confi-  
 dence que je viens de vous faire par son ordre.

No. 87<sup>120</sup>.—Extract din scrisoarea trimisului frances la  
 curtea Rusiei, Generalul Savary, către Impă-  
 ratul Napoleon I, din 6 Decembrie 1807. Pe-  
 tersburg.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 237).

Sire, j'ai reçu les lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur No. 87<sup>120</sup>.  
 de m'écrire sous la date des 30 octobre, 1-er et 7 novembre; j'espère 1807  
 qu'Elle a reçu maintenant les dépêches que portait M. de Faudois, 6 Decem.  
 parti d'ici le 4 novembre, ainsi que celles que portait un courrier à  
 moi, qui est parti le 18, et que, par ces deux expéditions, Votre  
 Majesté aura vu que tout ce qu'Elle désirait de la part de la Russie  
 contre l'Angleterre est effectué. J'ai également un compte favorable  
 à lui rendre de l'activité qui règne dans les préparatifs contre la  
 Suède; tout est maintenant arrivé et l'empereur, en m'entretenant  
 de cette expédition, m'a dit qu'il espérait que dans un mois il oc-  
 cuperait toute la Finlande jusqu'à Abo. Il fait un froid bien rigoureux  
 et c'est un misérable pays, où les troupes russes souffriront beaucoup;  
 il faut y importer de quoi faire vivre les hommes et les chevaux;  
 pendant que tout cela s'organise, on ne perd pas de temps ici, on  
 presse l'ambassadeur de Suède de faire décider sa cour et on lui a  
 signifié que l'on ne voulait point d'autres arrangements, si ce n'est  
 celui d'entrer dans la cause commune. Je regarde donc Votre Ma-  
 jesté comme bien servie de ce côté-là. Quant au troisième point,  
 qui est l'affaire des Turcs, mes dépêches du 18 auront déjà fait con-  
 naître à Votre Majesté tout ce que l'on désire ici à ce sujet, et  
 j'espère que celle-ci la satisfera pleinement sur les intentions où est  
 l'empereur de Russie relativement à la Valachie et à la Moldavie.  
 J'ai fidèlement rendu tout ce qu'il m'a dit et tout ce que je lui ai

No. 87<sup>120</sup>. 1807  
6 Decem. répondu ; Votre Majesté désire connaître quels sont ses projets, et je puis lui certifier qu'il n'en a point d'autres que ceux qu'il m'a manifestés et qu'il est animé du meilleur désir de consolider tout l'ouvrage de Tilsit. Avant d'avoir eu avec lui la conversation dont je joins ici le rapport, il avait reçu un courrier du comte Tolstoï, qui lui rendait compte de celle que Votre Majesté avait eue avec cet ambassadeur au sujet de l'acquisition de ces deux provinces par la Russie et des compensations qu'Elle avait le projet de retenir en Prusse. Je l'ai trouvé peiné et même affecté de cette proposition. Il m'a parlé longtemps sur cette matière et m'a répété souvent combien il éprouvait de mal d'être encore obligé d'entretenir Votre Majesté de la Prusse. Je n'ai pas remarqué qu'il éprouvât un autre sentiment que celui d'un véritable chagrin ; parfois il se cabrait contre cette idée, mais il revenait toujours aux bons termes ; il m'a répété souvent que Votre Majesté lui avait promis de laisser l'existence au roi de Prusse et je ne fais nul doute que, si c'est au dépens de ces provinces qu'il doit posséder celles des Turcs, il renoncera tout-à-fait à ce projet, quoiqu'il m'ait dit combien il désirait les acquérir ; et comme il a compté dessus, si ses espérances sont déçues, les relations de la France en Russie en souffriront indubitablement. J'ajouterai à Votre Majesté que j'ai eu plusieurs occasions de me convaincre que le parti russe dans les provinces était beaucoup plus fort que l'autorité de la Porte ; tous les militaires qui reviennent de cette armée me donnent des détails, qui me prouvent que, si même l'évacuation avait lieu, les Valaques et les Moldaves seuls, joints aux Serviens, secouraient tout-à fait le joug des Turcs ; je ne doute point que le cabinet russe n'ait organisé cette insurrection lors de l'entrée des troupes russes dans ces provinces ; il a même, à cette époque, envoyé le prince moldave Ypsilanty à Bucarest, où il a rassemblé ses partisans. On regarde à Pétersbourg cette acquisition comme impossible à échapper à la Russie, et tout porte à croire que les esprits de la population sont tels, que tôt ou tard ils appartiendront à la Russie ; c'est ce que le comte Roumiantzof m'a répété encore hier, en me disant qu'il désirait que la France eût au moins l'air de les leur donner, parce que cela amènerait le rapprochement que l'empereur s'efforçait d'opérer entre les deux nations. Je dois dire à Votre Majesté que, si les Russes sont obligés de renoncer à ces deux provinces, cet événement produira ici un changement qui ne nous sera point favorable, et les esprits qui commencent à nous revenir ne manqueront point à nous abandonner

de nouveau, pour se jeter dans le parti anglais, qui est déjà fort-  
ment ébranlé, et par là ranimeraient l'opposition contre nous; alors  
le gouvernement lui-même resterait presque sans force, et il convient  
qu'il l'attend de nous....

No. 88<sup>126</sup>.  
1807  
6 Decem.

*Ancră.*—Raportul Generalului Savary către Impăratul  
Napoleon I, din 6 Decembrie 1807. Petersburg.

(Сопущъ, LXXXIII p. 240).

Sire, j'ai mis sous les yeux de l'empereur de Russie l'extrait des différentes dépêches que j'ai reçues de Votre Majesté sous la date du 30 octobre, des 1-er et 7 Novembre, après avoir eu toute-fois le soin d'en retrancher ce que j'avais cru ne devoir point communiquer. L'empereur m'écrivit, une heure après que j'avais envoyé chez lui, la lettre que je joins ici. Le 1-er décembre je fus invité à dîner à la cour. Après le dîner, l'empereur me fit passer dans son cabinet et nous eûmes l'entretien suivant. Il me laissa à peine parler et commença ainsi: L'empereur: Général, j'ai bien à vous remercier de tout ce que vous m'avez fait lire. Dites à l'empereur combien je suis reconnaissant de tout ce qu'il m'accorde pour mes cadets, pour les fusils, et n'oubliez pas de lui dire tout ce que vous me voyez éprouver pour la belle réception qu'il a faite à mon ambassadeur. Le sien sera reçu avec les mêmes distinctions et, sans doute, j'aurai grand plaisir à lui prouver la sincérité de mon attachement. Ce matin j'ai vu la magnifique porcelaine, et je vous assure que je ne m'en faisais pas une idée. J'étais déjà en redevance, mais si l'autre service qui arrive est aussi beau que cela, il me sera impossible de m'acquitter. Maintenant, je vais vous parler d'une chose qui m'affecte. Tolstoï m'écrivit, et je ne puis vous taire le chagrin que me fait éprouver son rapport. || Il paraîtrait, d'après ce qu'il m'écrivit, que l'empereur lie l'occupation de la Prusse à l'affaire de la Valachie et de la Moldavie. Jamais je n'ai pensé que ces deux points eussent le moindre rapport entre eux et, comme je vous ai toujours parlé franchement, vous allez connaître là-dessus ma profession de foi. || L'empereur doit se rappeler qu'à Tilsit il n'a pas pu me faire accepter les dépouilles d'un prince, qui était encore mon allié; il voulait me faire prendre Mémel et je l'ai supplié de ne pas me faire violence de ce côté-là. Il a vu avec quelle répugnance j'ai consenti à un petit arrangement de frontière, qui enlevait un coin de terre à la Prusse. L'empereur a eu la bonté de m'écouter, et c'est toujours avec

No. 87<sup>110</sup>. un sentiment d'admiration que je me rappelle que c'est à mon intercession qu'il a conservé à ce prince l'existence chétive qu'il a encore aujourd'hui. || Ce n'est que par condescendance qu'il l'a fait, puisque le succès de ses armes lui permettait tout; mais il n'a jamais été question de faire une même affaire de l'occupation des provinces turques et des provinces prussiennes. Si cela était ainsi, je vous demande à quoi aurait servi mon intercession pour ces malheureux et si je n'aurais pas été en opposition avec le principe qui me faisait une loi d'honneur de ne rien accepter de ce que le succès de mes armes ne m'avait point donné le droit de défendre ? || Si, en obtenant de l'empereur qu'il veuille bien leur remettre leur pays, j'avais pris l'engagement secret de consentir à leur démembrement en échange de l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie, n'aurais-je pas concouru à leur destruction ? || L'empereur ne m'a jamais parlé de cela et, de plus, j'ajouterai qu'il a vu combien j'en aurais éprouvé de peine. Il sait que nous avons été alliés. Je ne demande qu'à être dégagé de cette alliance; mais, en honneur, ce n'est pas la simple promesse qui m'a été faite de leur rendre leur pays qui suffit pour me dégager de tout ce que je leur dois; il faut au moins les remettre en possession de ce que l'empereur a bien voulu leur laisser. Si, après cela, ils s'attirent quelques nouveaux malheurs, je ne me croirai plus obligé de les aider; mais ils s'en garderont bien. Que peuvent-ils faire? Réponse: Sire, j'ai eu occasion d'entretenir plus d'une fois Votre Majesté des affaires de Prusse et il me souvient très-bien qu'Elle m'a toujours répondu qu'Elle ne prenait plus à ce pays d'autre intérêt que celui du souvenir d'une ancienne alliance, mais sans y mettre aucun office. Elle m'a même ajouté qu'Elle regardait comme un bienfait particulier tout ce que l'empereur ferait pour le roi de Prusse. || Cependant, M. de Tolstoï paraît avoir fait de la demande de l'évacuation de la Prusse le point principal de sa mission, il a même mis de la chaleur dans ses instances, et l'on a dû penser que cette affaire était l'objet capital de ses instructions. Votre Majesté connaît les motifs qui ont prolongé l'occupation de ce pays et le désir de l'empereur de terminer promptement. J'observerai que, si Votre Majesté juge à propos d'intercéder près de la France pour l'évacuation de la Prusse, il faut aussi qu'Elle intervienne près de la Prusse pour l'acquittement des contributions qu'elle doit encore à la France et avant le paiement desquelles les troupes françaises ne sortiront point des provinces prussiennes. L'empereur n'a point proposé le démembrement de la Prusse. Il a pressenti M. de Tolstoï sur les compensations qu'il dé-

sirait obtenir en échange de [l'acquisition de] la Valachie et de la Moldavie par Votre Majesté et, comme il ne l'a pas trouvé instruit sur cette partie des projets de Votre Majesté, comme il l'aurait désiré, ce n'était pas à lui de lui faire connaître la politique de son pays. L'empereur a le désir de tout concilier et veut tout ce qui peut resserrer les liens entre la Russie et la France. Il ne demande qu'à connaître les intentions de Votre Majesté. Si Elle fait une affaire d'office de l'évacuation de la Prusse, Elle trouvera l'empereur prêt à entrer en accommodement aussitôt qu'on lui aura fait savoir ce que désire Votre Majesté. Si Elle veut retenir la Valachie et la Moldavie, il est également disposé à s'y prêter, toutefois avec un avantage égal pour lui, de manière à maintenir l'état respectif des deux puissances. Mais Votre Majesté ne saurait trouver convenable que, protégeant son allié, la France abandonnât tout-à-fait le sien. L'empereur m'avait écouté attentivement et me répondit ainsi : L'empereur : Vous avez très-bien dit, général, je n'ai jamais fait une affaire d'office de l'évacuation de la Prusse, parce que j'ai toujours cru à ce que l'empereur m'avait promis pour ce pays ; aussi vous ai-je dit que je trouvais toute simple l'occupation prolongée jusqu'à l'acquittement des contributions, et je dirai plus, c'est que je les ai pressés à Mémel d'en finir absolument comme l'empereur le voulait, et vous n'avez pas entendu une seule réclamation de ma part sur cette évacuation. Aujourd'hui, il paraît être question de toute autre chose que d'argent. Le royaume de Prusse est tellement réduit, que la moindre acquisition que l'on ferait sur lui lui coûterait l'existence ; alors à quoi mon intercession aurait-elle servi ? Qu'aurais-je obtenu de ce que l'on m'avait promis et comment, après avoir refusé les dépouilles du roi de Prusse à Tilsit, pourrais-je à présent entrer dans le partage de ses provinces, avant même qu'on lui eût rendu son existence ? L'empereur se rappellera qu'il n'a pas été question entre nous de la Prusse comme compensation de la Valachie et de la Moldavie ; il voyait bien, qu'avec les sentiments que je conservais à ces malheureux, un pareil arrangement était incompatible. D'ailleurs, il pensait que le démembrement de la Prusse n'offrait rien à sa gloire qui fût digne d'elle. Il avait trouvé des vues d'acquisition pour la France d'un autre côté ; il avait nommé l'Albanie, la Morée, Candie, les Îles Ioniennes, et j'étais tellement dans cette persuasion, que je lui ai à peine donné le temps de désirer la remise de ces îles, ainsi que de Cattaro. Il me rendra aussi la justice de se rappeler que je n'avais point parlé de la Valachie et de la Moldavie, que c'est lui qui m'en a parlé le premier,

No. 87<sup>100</sup>.

1807

6 Decem.

No. 87<sup>130</sup>. en me disant: qu'après une longue guerre, il fallait se remontrer à sa nation avec un beau côté, qui pût faire oublier les sacrifices. || Je n'avais pas le projet de faire cette acquisition. Depuis votre arrivée, nous en avons parlé et j'ai eu assez de confiance en vous pour vous faire connaître toutes les raisons que j'avais de désirer conserver ces provinces; mais, si je devais les posséder aux dépens de la Prusse, par suite d'un accord passé dans la situation actuelle où est le pays dont j'ai été l'allié, j'aime mieux y renoncer. Je ne voudrais pas de tout l'empire ottoman à ce prix; je fais de cela une affaire d'honneur, et vous devez comprendre que, ce que l'empereur m'avait promis pour le roi de Prusse n'ayant pas été fait, je me regarde encore comme obligé d'intercéder pour lui. Maintenant, veut-il protéger son allié, a-t-il des raisons de ne pas consentir de quelque temps à l'occupation définitive de ces provinces? N'en parlons plus d'ici là. Entre nous, je vous dirai que je suis un peu surpris de ce changement, parce que je me rappelle que l'empereur m'a dit qu'il fallait éviter de se rencontrer, parce que l'on se touchait, les querelles de douanes finissant souvent par des coups de canon.

Le 5 décembre, je reçus de nouveau une invitation de dîner à la cour. Je fus introduit comme de coutume dans le cabinet de l'empereur. Sa Majesté me rappella de ce qui avait fait le sujet de sa dernière conversation, et toujours dans le même sens, en ajoutant: L'empereur: Si je désire autant que mon intercession pour la Prusse ne soit pas sans résultat, c'est que le motif qui m'y porta dans le temps m'en fait un devoir. Aujourd'hui, non-seulement moi, mais toute l'Europe sait que l'empereur n'a laissé d'existence à la maison de Brandebourg qu'à mon intercession. Lui-même l'a dit à son sénat, à son corps législatif, à toute sa nation. Les paroles de l'empereur ont consacré à jamais l'amitié qui nous lie, et ce que sa générosité a accordé à cette amitié, il ne peut pas vouloir maintenant le refuser. Quand je me rappelle plus en détail nos entretiens de Tilsit, je me persuade davantage qu'il y a quelque fausse interprétation dans ce que m'écrit Tolstoï. Ne taisez rien à l'empereur de tout ce que je vous ai dit, général, parce que je vous ai parlé à cœur ouvert. Il n'y a que la franchise des explications qui puisse prévenir toute espèce de malentendus entre lui et moi.

No. 87<sup>121</sup>.—Extract din raportul trimisului francez la curtea Rusiei, Generalul Savary, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, de Champagny, din 6 Decembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIII, p. 245).

.....L'armée de Finlande passe dans ce moment les frontières de la partie suédoise. L'empereur Alexandre interprète le silence du roi de Suède comme un refus de se prêter aux arrangements proposés, et l'indécision du cabinet de Stockholm va coûter au royaume une de ses provinces. Les lettres où V. E. a bien voulu m'instruire en détail de ses entretiens avec le comte de Tolstoï m'avaient préparé à répondre à ce qui pourrait m'être dit à ce sujet. J'ai fait observer, quand on m'en a parlé, que l'empereur n'avait pu qu'être surpris de voir l'ambassadeur de Russie insister sur l'évacuation de la Prusse, comme si cette affaire était l'objet principal de ses instructions, tandis que jusqu'à présent l'empereur Alexandre n'avait pas témoigné d'autre intérêt sur le sort de ce royaume que celui que pouvait laisser le souvenir d'une ancienne alliance. J'ai fait voir que cette évacuation ne dépendait que de l'exécution de conditions auxquelles la Russie était absolument étrangère, puisqu'il s'agissait de paiement de contributions. En observant qu'aucun terme n'avait été fixé pour le départ des troupes françaises, j'ai fait valoir la condescendance de l'empereur pour Leurs Majestés Prussiennes, en consentant à rapeler son armée en-deçà de la Vistule pour laisser à la reine la liberté de se rendre à Koenigsberg. On a senti toutes ces réflexions; on est même convenu que le comte Tolstoï avait outrepassé ses instructions ou les avait mal comprises, en traitant comme une affaire principale une affaire qui n'était que secondaire. Mais en même temps j'ai pu voir que, si cet ambassadeur n'était pas entièrement désapprouvé, c'est que l'écart qu'on aurait pu lui reprocher semble être justifié aux yeux de sa cour par les découvertes qu'il prétend avoir faites. Il paraît que les dépêches de M. de Tolstoï ne font appréhender rien moins qu'un démembrement total des provinces que le traité de Tilsit a conservées à la Prusse. V. E. saura mieux que moi où l'ambassadeur de Russie a pu puiser de semblables données. M. de Tolstoï paraît avoir dans le caractère et dans l'esprit une timidité qui a pu tromper son jugement. Il n'a pas fallu davantage que ses rapports, pour que sa cour prît la chose au sérieux, et déjà l'on m'a témoigné des craintes à ce sujet. Je n'avais aucune instruction

No. 87<sup>121</sup>.  
1807  
6 Decem.

No. 87<sup>121</sup>. pour répondre catégoriquement. J'ai dû me renfermer dans le sens  
 1807 des lettres de l'empereur et de celles de V. E., qui ne laissaient en-  
 6 Decem. trevoir rien de semblable à ce que le comte de Tolstoï annonce.  
 Je m'applaudis de ne m'être pas servi dans le temps des arguments  
 contenus dans la dépêche chiffrée de V. E. du 14 octobre, lorsqu'il  
 s'agissait de demander l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie.  
 On n'aurait pas manqué de les rétorquer contre moi, aujourd'hui que  
 la France paraît vouloir reconnaître quelque rapport entre le sort de  
 ces provinces et celui de la Prusse. || Dans les conversations que  
 j'ai eues à cette occasion avec l'empereur de Russie, ce prince s'est  
 montré fermement opposé au démembrement dont parle son ambas-  
 sadeur. Il le trouve, dit-il, trop contraire aux dispositions du traité  
 de Tilsit pour y croire. Il compte trop sur la loyauté de son plus  
 fidèle allié. Il a déjà trop de garanties de sa générosité. Il m'a ajouté  
 qu'il serait prêt à renoncer aux espérances que lui donne le traité  
 secret, si le sort futur de la Moldavie et de la Valachie devait être  
 lié au sort des provinces du royaume de Prusse. Je rends compte  
 de ces conversations à S. M. J'ai cru devoir lui rapporter fidèlement  
 jusqu'aux expressions dont on s'est servi avec moi. C'est le moyen  
 de pouvoir faire mieux juger de l'impression qu'ont causée ici les  
 premiers rapports de l'ambassadeur de Russie. Il pourrait devenir  
 dangereux qu'une telle impression ne fût pas promptement effacée.  
 Le parti anglais a conservé ici des amis zélés, qui sauront profiter  
 du premier moment et qui ne laisseront pas échapper la première  
 occasion de nos nuire, en alarmant l'esprit du souverain contre les  
 intentions de la France. Il faut ici une grande vigilance et bien des  
 soins pour maintenir les choses dans l'état où elles sont pour nous.  
 L'empereur et son ministre, le comte de Roumiantzof, sont les  
 seuls vrais amis de la France en Russie. C'est une vérité qu'il se-  
 rait dangereux de taire. La nation serait toute prête à reprendre les  
 armes et à faire de nouveaux sacrifices pour une guerre contre nous.  
 Un grand moyen de rapprochement entre les deux pays, et que le  
 gouvernement semble attendre de la France, c'est l'accroissement de  
 la puissance russe du côté de la Turquie. Cet événement, en ajou-  
 tant à la force de l'empereur Alexandre, donnera à son alliance la  
 direction et l'utilité que l'empereur en attend. || .... Le comte de Rou-  
 miantzof fait partir demain les pouvoirs nécessaires au comte de  
 Tolstoï pour traiter avec le plénipotentiaire turc. Il écrit à cet am-  
 bassadeur une longue lettre, qu'il a ordre de montrer à V. E.....

---

No. 87<sup>122</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Savary, trimisă la Petersburg, din 7 Decembrie 1807. Veneția.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13.384, XVI, p. 222).

..... Toutes les nouvelles qu'on vous a données de Turquie sont No. 87<sup>122</sup>.  
controuvées. Mon premier but, comme le premier sentiment de mon 1807  
cœur, est de modifier ma politique de manière à accorder mes in- 7 Decem.  
térêts avec ceux de l'empereur Alexandre.

No. 87<sup>123</sup>.—Scrisoarea particulară și secretă a ambasadurului rus la Paris, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 15 Decembrie 1807. Paris.

(Горинскі, LXXXIX, p. 294).

Monsieur le comte, Les affaires de la Turquie n'étant guère No. 87<sup>123</sup>.  
de nature à pouvoir se traiter par offices, je dois les remettre jus- 1807  
qu'au retour de l'empereur Napoléon et de son ministre des relations 15 Dec.  
extérieures. D'ailleurs, Votre Excellence est déjà au fait des contre-  
propositions de la France et du prix auquel elle a mis la cession  
de la Moldavie et de la Valachie. Je crois donc même devoir sus-  
pendre toute démarche ultérieure à ce sujet jusqu'à ce que je con-  
naisse les décisions, que S. M. I. aura jugé à propos de prendre à  
la suite des ouvertures que me fit l'empereur Napoléon à Fontaine-  
bleau. Je dois vous avouer, M. le comte, qu'il me répugnera infiniment  
de mettre sous les yeux du ministère français notre justification,  
pleine de détails, sur le séjour prolongé de nos troupes dans la  
Moldavie et la Valachie, tandis que lui prend si peu de peines à  
expliquer les retards, que son gouvernement apporte à l'évacuation  
de la Prusse. J'ose d'ailleurs espérer que les vœux, que j'ai exprimés  
à Votre Excellence, de voir charger un autre que moi de cette im-  
portante négociation, auront été exaucés. Dans le cas contraire, je  
lui réitère encore ma demande d'être relevé de mon poste, car à  
tous les motifs que j'ai déjà allégués, vient encore se joindre celui  
de ma santé, qui ne prospère pas dans ce climat.

No. 87<sup>124</sup>.—Raportul ambasadorului francez la curtea  
Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Na-  
poleon I, din 23 Decembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 339).

No. 87<sup>124</sup>. 1807  
23 Dec. Le 21, un fourrier de la cour vint me rappeler l'invitation à  
diner de l'empereur. Sa Majesté avait réuni à ce diner, en outre du  
comte Roumianzoff, du prince Labanoff et de plusieurs généraux et  
ministres, M.M. de Kotchoubey et Osterman Tolstoï, deux chefs de  
l'opposition, l'un du civil, l'autre du militaire. | Avant le diner, l'em-  
pereur me dit : «Général, je vous vois ici avec plaisir et je m'empresse  
de vous mettre en possession de tous vos droits. Nous causerons  
après le diner». | L'impératrice me dit plusieurs choses obligeantes  
sur mon premier séjour ici, et on passa pour se mettre à table. |  
Pendant le diner, l'empereur parla de la rapidité avec laquelle Votre  
Majesté voyageait et de la vitesse dont Elle allait à cheval, que lui  
seul et moi la suivions à Tilsit. Il fut ensuite question du prince de  
Neufchâtel. Sa Majesté dit que c'était un des hommes qui lui avait  
inspiré le plus d'estime. Elle me demanda si Votre Majesté avait fait  
beaucoup de promotions dans l'armée. etc. Elle ajouta qu'on lui avait  
dit que Votre Majesté avait renoncé au blanc pour son infanterie ;  
que pour Elle, Elle était pour le blanc ; que les armées françaises  
avaient fait des choses si glorieuses sous cette couleur, qu'Elle lui don-  
nait la préférence. Après le diner, la conversation continua quelques  
minutes avec moi sur Pétersbourg et des objets indifférents. L'em-  
pereur passa ensuite dans son cabinet et me fit demander. Il me  
dit : | L'empereur : Jusqu'à la réponse des dépêches que porte  
l'autois, nous n'aurons rien de bien important à traiter ; mais je veux  
vous mettre en possession de tous vos droits. (L'empereur me  
prit par la main, me fit asseoir à sa droite et continua ainsi) :  
Vous avez toute ma confiance. L'empereur ne pouvait faire un choix  
qui me convînt plus personnellement et qui fût plus convenable pour  
le pays, à cause de votre rang près de lui. Mandez-lui que c'est une  
nouvelle marque d'amitié qu'il m'a donnée. Je ne vous verrai jamais  
assez. Dans les jours d'étiquette, vous serez l'ambassadeur tant que vous  
voudrez ; dans les autres moments, vous connaissez le chemin de mon  
cabinet ; je vous y verrai avec plaisir. || L'ambassadeur : C'est l'hon-  
neur que j'apprécie le plus ici, Sire, et le seul qui puisse me dédommager  
d'être loin de mon maître. || L'empereur : Je sais que vous avez fait un  
sacrifice en vous éloignant de l'empereur, mais Laforêt ne convenait

point. Je ne pouvais le voir comme cela. Il fallait ici un officier gé-  
néral et un homme qui rallia la société par des formes. L'empereur  
Napoléon choisit toujours bien. L'ambassadeur: Si monsieur de  
Laforêt était venu, le général Savary serait resté avec lui, ou un  
autre aide de camp de l'empereur. || L'empereur: Deux personnes ne  
font pas bien les affaires. Ce sont deux intérêts personnels, qui se mettent  
souvent à la place de celui des choses. Mes intentions sont droites, je  
n'ai point d'arrière-pensée dans mon attachement pour l'empereur Napo-  
léon; je le lui ai prouvé par toutes mes démarches. Le général Savary  
a pu vous dire qu'il a trouvé faites d'avance toutes les choses qu'il  
avait été chargé de demander. Nous avons fait en octobre ce qui  
ne devait avoir lieu qu'en décembre, et le général Savary doit avoir  
mandé à l'empereur que moi et Roumianzoff l'avons toujours pré-  
venu pour la guerre avec l'Angleterre. Je l'aurais peut-être dé-  
clarée plus tôt, s'il n'avait pensé comme moi qu'il fallait attendre le  
signal de l'empereur Napoléon. Quant aux Suédois, comme je vous  
l'ai dit hier, nous sommes en mesure. D'un instant à l'autre la ré-  
ponse arrivera. Des lettres de consuls m'annoncent que les Anglais  
ont expédié avant leur départ deux courriers en Suède pour an-  
noncer mes préparatifs, et qu'on y est fort effrayé. Ils ne sont pas  
en force. Si le roi ne fait pas ce qu'il doit à la paix, j'agirai. Sous  
peu on pourra passer. L'empereur a parlé à Tolstoy de la Prusse.  
Cela m'a peiné, Savary vous l'aura dit. Il n'avait jamais été question  
de la faire entrer en compensation des affaires de Turquie. C'est  
l'empereur Napoléon qui a prononcé à Tilsit le premier mot sur la  
Valachie et la Moldavie, ainsi que sur une autre partie de la Tur-  
quie. Lui-même a désigné son lot. Lui-même s'est regardé comme  
entièrement dégagé par la déposition du Sultan Sélim. Certes, il n'a  
pas été dit, un mot qui pût faire penser que la pauvre Prusse dût  
être un équivalent dans cet arrangement, que l'anarchie et les révo-  
lutions des provinces en question amènent encore plus que l'intérêt  
de la Russie. Le général Savary a pu vous dire quel était mon éloi-  
gnement pour cet arrangement; que je ne pouvais consentir à par-  
tager de fait les dépouilles d'un malheureux prince, que l'empereur  
a désigné à l'Europe et à la France comme rétabli en considération  
de moi, et ne peut d'honneur cesser d'être mon allié tant qu'il n'est  
pas remis en possession de ce que lui rend la paix. L'ambassa-  
deur: Sire, l'empereur Napoléon porte à Votre Majesté le même  
attachement. Toutes ses pensées sont pour les intérêts et la gloire  
de Votre Majesté. Elle a dû en trouver de nouvelles preuves dans

No. 87<sup>124</sup>.  
1807  
23 Dec.

No. 87<sup>124</sup>. ce qu'il a dit au comte de Tolstoy, si celui-ci en a rendu un compte  
 1807 fidèle à Votre Majesté. Elle ne peut avoir de doute sur ses vérita-  
 23 Dec. bles intentions. Car la stricte exécution du traité de Tilsit est ce  
 que l'empereur peut désirer le plus. C'est la première fois qu'il sé-  
 pare sa cause de celle d'un de ses anciens alliés. Il fallait que ce fût  
 pour Votre Majesté, car toutes les raisons qu'Elle allègue pour tenir  
 à la Prusse mon maître pouvait s'en faire des motifs pour tenir à  
 la Turquie. La position des deux puissances est la même sous les  
 rapports d'honneur, auxquels Votre Majesté semble attacher tant de  
 prix. Je le répète à Votre Majesté, la pensée de l'empereur Napo-  
 léon a cherché dans cette circonstance les intérêts personnels de  
 Votre Majesté plus que les siens. Je prie Votre Majesté de peser  
 cette observation. L'empereur: Je vous comprends; ce que vous  
 dites est juste. Avec cette manière de traiter les affaires on doit tou-  
 jours s'entendre. Cette lettre de Tolstoy m'avait peiné. Je ne puis  
 consentir à un arrangement, qui n'est pas conforme aux intentions  
 que l'empereur m'a manifestées lui-même. L'ambassadeur: Sire.  
 quand M. de Tolstoy aura résidé plus longtemps près de l'empereur,  
 il présentera mieux dans leur véritable intention les ouvertures qui  
 lui seront faites. L'empereur: Voilà ce qui me plaît dans le choix  
 que l'empereur a fait de vous. Vous comprendrez mieux qu'un autre  
 ce qu'il veut, et nous nous entendrons toujours. L'ambassadeur:  
 Que Votre Majesté fasse connaître ses intentions à son ambassadeur,  
 l'empereur mon maître ne demande pas mieux que de régler sa mar-  
 che sur celle de Votre Majesté. L'empereur est prêt à tout, et sa  
 pensée la plus chère est pour les intérêts et la gloire de Votre Ma-  
 jesté. J'ai l'honneur de le lui répéter. Votre Majesté me permet-Elle  
 de revenir sur une partie de cette conversation? L'empereur:  
 Avec plaisir. L'ambassadeur: J'avais à cœur, Sire, de faire con-  
 naître à Votre Majesté les véritables intentions de mon maître et j'ai  
 commencé par là. Maintenant, je dois aussi répondre relativement à ses  
 intérêts. Les compensations dont Votre Majesté parle en Turquie  
 sont une conquête à faire, tandis que, par la non-exécution du traité  
 de Tilsit et de l'armistice qui en a été la conséquence, celles de  
 Votre Majesté sont faites. Il faudrait se battre pour conquérir et se  
 battre encore pour conserver. Ces provinces n'ont point de commerce  
 et aucun des avantages que recueillerait Votre Majesté. Si Elle veut  
 peser avec une entière impartialité tout ce que présente la position  
 de l'une et de l'autre puissance, Elle ne doutera plus que la posi-  
 tion de la France relativement à la Turquie serait la même que

celle de la Russie relativement à la Prusse, si l'attachement de l'em-  
 pereur Napoléon pour l'empereur Alexandre ne faisait pencher la  
 balance de son côté. || L'empereur : Cela se peut. Vous présentez  
 bien la chose. Mais je m'en réfère toujours à ce que m'a dit l'em-  
 pereur Napoléon. J'ai été au-devant de tout ce qu'il a pu désirer. Ses in-  
 térêts ont été la base de ma conduite. Je n'ai compté les miens pour  
 rien, car je n'ai point de nouvelles de ma flotte. J'attends donc  
 l'effet de la bonne amitié qu'il m'a témoignée ; il a des preuves de  
 la mienne. Je ne puis entrer dans un arrangement, dont il n'a jamais  
 été question entre nous et qui dépouillerait un prince qui a déjà  
 tout perdu. Qu'il soit remis en possession de tout ce que le traité  
 lui restitue et que l'empereur a dit lui avoir rendu pour moi ; ensuite  
 il en arrivera ce que Dieu voudra. Je ne doute point des intentions  
 de l'empereur, mais ici il faut quelque chose qui prouve à la nation  
 et à l'armée que notre alliance n'est pas seulement à votre avantage.  
 Il est de votre intérêt de la nationaliser. Je vous parle franchement,  
 ce sera même me servir personnellement. L'empereur, d'après ce  
 qu'il m'a dit à Tilsit, n'a pas des Turcs une opinion qui le fasse te-  
 nir à eux. C'est lui qui a fait notre lot et le sien. Quelque chose à  
 l'Autriche pour satisfaire son amour propre plutôt que son ambition,  
 telles étaient ses intentions. Elles ne peuvent avoir changé, puisque  
 j'ai été depuis lors au-devant de tout ce qu'il a pu désirer. Quant  
 à la conquête à faire pour lui, mes troupes sont prêtes, s'il revient  
 à ses premières intentions. Ce sont les Turcs qui ont rompu l'ar-  
 mistice. Si je n'étais de bonne foi avec l'empereur, j'aurais donc un  
 prétexte de rompre avec eux, sans porter atteinte au traité de Til-  
 sit. L'ambassadeur : Les arrangements dont Votre Majesté me  
 parle me semblent rentrer dans le cercle de ceux que les empe-  
 reurs se sont réservés de traiter dans une entrevue. Si les Turcs  
 ont maltraité quelques Valaques, ce sont encore leurs sujets. La  
 Prusse, de son côté, n'a pas toujours eu la mesure et les égards  
 que l'état de paix lui commandait ; mais ce sont de ces petits évé-  
 nements, qui sont plutôt du ressort de la police que de la politique  
 et qui ne peuvent influer sur les grands intérêts qui nous lient.  
 L'empereur : J'ai envoyé des instructions à Tolstoy, comme vous  
 avez pu le voir par ma conversation avec le général Savary. L'em-  
 pereur vous en enverra sûrement d'après les dépêches de l'au-  
 dois. Nous causerons souvent et nous nous entendrons. Il sera nécessaire  
 que nous nous concertions ce que nous ferons au printemps, si les  
 Anglais menacent nos côtes. Mon armée est bien réorganisée et en

No. 87<sup>124</sup>  
 1807  
 23 Déc.

No. 87<sup>124</sup>. mesure d'agir, soit contre les Anglais, soit contre les Suédois.

1807 L'ambassadeur: L'empereur secondera sûrement Votre Majesté  
23 Dec. de tous ses moyens, et pour le moment une armée française et danoise sera prête, s'il est nécessaire, à pénétrer en Scanie, pour secourir les opérations de Votre Majesté. L'empereur: Au revoir. Je suis bien aise d'avoir causé avec vous (et en me serrant le bras), en s'expliquant ainsi on s'entend toujours.

No. 87<sup>125</sup>. — Raportul ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Francei, de Champagny, din 23 Decembrie 1807. Petersburg.

(Горюхи, LXXXVIII, p. 362).

No. 87<sup>126</sup>. Après avoir rendu compte à V. E. de tout ce qui s'est passé  
1807 avant, pendant et depuis mon audience, je lui dois celui de ce que  
23 Dec. j'ai fait pour me conformer à mes instructions. Elle se divise en trois articles principaux. La guerre à l'Angleterre étant déclarée, le premier se trouve décidé. Le second le sera incessamment, comme V. E. le verra par ma conversation avec M. de Roumianzoff. Les troupes sont en Finlande, et l'empereur ira lui-même à son armée, si la Suède ne fait pas cause commune avec le continent. Les Suédois ne sont pas en mesure. La Russie a une belle armée, qui souffrira beaucoup, puisque le pays est si aride qu'il faut y porter tout de Pétersbourg. Instruit par la correspondance du général Savary et par les détails qu'il a bien voulu y ajouter, j'ai pensé qu'il était de l'intérêt de la chose de ne point reprendre l'initiative sur les affaires de Turquie, qui forment le troisième article, et de n'en parler qu'autant qu'on m'y forcerait, ou qu'on me presserait pour l'évacuation de la Prusse. La dépêche de M. de Tolstoy, qui rendait compte de son audience à S. M., avait cabré l'empereur et le ministère, cependant par des motifs différents. Le premier en fait l'affaire d'un chevalier, et le second une affaire d'état, par la crainte d'avoir sur la frontière une province française. Le ministère s'appuie à cet égard d'un mot prétendu de l'empereur Napoléon, que la plupart des guerres commençaient par des querelles de douanes et que, pour être amis entre grands états, il ne fallait pas être voisins. L'amour-propre prend aussi sa place de la politique pour s'opposer à la proposition d'un équivalent en Prusse. On en fait une

affaire d'honneur, au moins jusqu'à ce qu'elle soit remise en possession. On pourrait en induire que ce grand intérêt n'ira pas au delà de cette époque, si les vues d'agrandissement du ministère pouvaient changer les sentiments de l'empereur. Mais, à cet égard, ie ne puis encore ascoir une opinion bien précise, car ce n'est qu'en sondant le terrain qu'on pourra s'assurer de l'intention de ce prince dans la réponse qu'il a faite au général Savary et à moi, en parlant de la Prusse: «Quand elle sera remise en possession de ce que lui rend la paix de Tilsit, il en arrivera ce que Dieu voudra.» Dans tous les cas, il sera bien difficile de l'amener à l'idée d'un démembrement de la Prusse sans aucun dédommagement pour cette puissance, et s'il y consentait, l'opposition du ministère serait plus forte que la sienne, par la crainte de nous avoir pour voisins, si l'empereur tenait à la Silésie. Voilà le point de vue sous lequel on envisage les choses ici, tout en voulant cependant conserver les provinces turques, que l'empereur a dit au général Savary qu'il évacuerait plutôt que de faire perdre un village à la Prusse. Le ministère n'a pas mis ainsi son honneur au-dessus de l'intérêt de l'état; mais je ne connais pas encore assez le pays, pour prononcer si cette évacuation se fera ou non. Je ne sais si l'empereur le pourrait sans inconvénient, dans la position où sont les esprits et où l'a placé la guerre avec l'Angleterre. Le public, comme l'armée, paraît avoir besoin de voir qu'il est résulté un avantage réel pour l'empire de ses nouvelles relations avec la France. Dans l'incertitude où la déclaration de guerre a placé les esprits, tous les regards sont fixés sur la Valachie et la Moldavie: les nouveaux ministres pour justifier leur conduite, les anciens pour fron-der ou se taire, et l'armée pour avoir des récompenses. Tous les renseignements qui parviennent de ces provinces donnent la certitude que les Russes arment les gens du pays. Si cela prouve qu'ils ont l'intention de l'évacuer, l'empereur ne consentant pas à d'autres arrange-ments, cela prouve aussi qu'ils y conserveraient leur influence. Voilà quelle était la situation des affaires à mon arrivée et le résultat des réflexions que m'ont fait faire mes entretiens avec le général Savary, sa correspondance et ce qui m'a été dit par l'empereur et le ministre. Le comte de Roumianzoff est un homme délicat pour lui, mais qui peut tout entendre, s'il y a quelque chose à gagner pour son pays. Il tient au système de Catherine; il aurait voulu que les armées eussent fait le conquête de la Turquie, au lieu de s'épuiser contre la France. Entré au ministère dans la pensée d'attacher son nom à une grande époque, et surtout dans l'espoir de conquérir par sa politique

No. 87<sup>me</sup>.  
1807  
23 Dec.

Nu. 87<sup>138</sup>. ce que son père a ébranlé par ses talents militaires, tout ce qui  
 1807 pourra le conduire à ce but lui paraîtra un succès, pourvu que ce  
 23 Dec. soit de nature à être adopté par l'empereur. Mais c'est ici que se  
 rencontrent les grandes difficultés, car l'empereur, quoique bon, peut-  
 être à l'excès, tient à ses premières impressions et ne revient jamais,  
 s'il croit qu'on a voulu l'influencer. Son caractère n'a point changé  
 depuis six ans, que j'ai eu l'honneur d'être envoyé près de lui. Je  
 soumetts à V. E. mes observations et je passe à ma conversation  
 avec le ministre, hier, avant le dîner, dans le salon de l'empereur, et  
 avec S. M. dans son cabinet, après avoir eu l'honneur de dîner avec  
 Elle. Dans l'une et l'autre, comme il a été question de la dépêche  
 du comte Tolstoy, je me suis attaché à faire sentir le poids des rai-  
 sons que mes instructions me chargeaient d'alléguer. Dans celle avec  
 le ministre, qui était moins précise, je me suis appliqué à lui faire  
 sentir qu'en politique ce qu'il offrait n'était pas un juste équivalent  
 et que tous les sacrifices, comme tous les frais, seraient pour la  
 France, si elle ne trouvait pas un dédommagement en Prusse. Avec  
 l'empereur, qui me parlait avec chaleur et qui en fait une affaire  
 de sentiment par rapport à notre auguste maître et d'honneur par  
 rapport à la Prusse, je me suis principalement attaché à lui faire  
 sentir que le compte-rendu par M. de Tolstoy n'était sûrement pas  
 rédigé dans le sens dans lequel l'empereur lui avait parlé; que l'in-  
 térêt de l'empereur ne lui faisait désirer que l'exécution du traité  
 de Tilsit; que ce n'était donc que dans la pensée des intérêts  
 de l'empereur Alexandre qu'il avait fait des ouvertures, M. de Tol-  
 stoy étant arrivé sans instructions, dans le moment où l'on devait  
 s'attendre de l'en trouver muni pour l'exécution d'un des articles du  
 traité et de l'armistice conclu depuis; que c'était la première fois que  
 l'empereur abandonnait un de ses alliés et que ce ne pouvait être  
 que pour l'empereur Alexandre; que je le priais de peser cette ob-  
 servation; que la France, relativement à la Turquie, et la Russie,  
 relativement à la Prusse, se trouvaient réciproquement dans la même  
 position, et que l'attachement de notre auguste maître pour l'empe-  
 reur Alexandre et le prix qu'il attachait à son alliance pouvaient  
 seuls lui faire abandonner un ancien allié; que l'empereur Napoléon  
 ne demandait pas mieux que de régler sa marche sur celle de l'em-  
 pereur Alexandre, et que c'était lui en avoir donné une preuve que  
 d'entrer dans le détail des intérêts de sa gloire et de l'accroissement  
 de sa puissance, son ministre ne connaissant point ses vues; que  
 c'était dans cette intention que l'empereur avait parlé au comte Tolstoy.

L'empereur Alexandre ayant beaucoup appuyé sur l'état de malheur de la Prusse, sur ses pertes, sur le deshonneur d'un abandon avant qu'elle fût remise en possession de ce que lui rend la paix, j'ai ajouté aux raisonnements, dont j'ai l'honneur de vous rendre compte, que tout ce que S. M. alléguait en faveur des Prussiens nous pourrions le lui alléguer pour tenir aux Turcs, si la pensée de notre auguste maître ne se rattachait dans tous les moments à ce qui peut contribuer à sa gloire et à lui être utile. L'empereur m'a paru apprécier cette explication de sentiment, que j'ai appuyée de toutes les raisons de la politique, et il m'a paru aussi qu'elle détruisait quelques préventions dont il n'avait pu se défendre: car, après avoir réfléchi un moment, il m'a serré le bras et m'a dit: «Ce que vous dites est juste; je suis bien aise de cette explication, car j'ai été peiné de la lettre de Tolstoy; mais je m'en réfère à ce que m'a dit l'empereur Napoléon à Tilsit sur les arrangements relatifs à la Turquie. Je ne puis abandonner un prince malheureux, qui ne peut cesser d'être mon allié tant qu'il n'est pas en possession de ce que l'empereur lui a rendu à ma considération à la face de l'Europe.» Il paraît instant que V. E. me donne quelques instructions sur la conduite que je dois tenir relativement à la Suède. L'empereur Alexandre croit qu'elle fera la paix. L'ambassadeur qui est ici a des nouvelles qui annoncent un changement dans les dispositions de cette cour. L'empereur Alexandre ne paraît pas disposé à lui faire du mal, si elle fait cause commune avec le continent, et il paraît bon que V. E. me fît connaître les intentions de l'empereur, pour agir suivant les circonstances et empêcher le ministère russe, qui est tout disposé à envahir, de se mettre à l'abri d'entendre dans la capitale le canon suédois de Finlande. Si les vues de l'empereur sont de conserver pour l'avenir une existence à cet ancien allié, il est temps de s'en occuper, car le ministère est ici tout disposé, je le répète, à profiter, en tout état de cause, de la circonstance. Il est arrivé hier deux courriers aux affaires étrangères. Celui de Londres, parti avant la nouvelle de la déclaration de guerre, confirme tout ce que le général Savary a eu l'honneur de vous mander sur les propositions de Wilson et C<sup>o</sup>. On ne croyait pas la guerre si près d'être déclarée. Celui de Vienne donne des nouvelles de Constantinople. Les Anglais y faisaient de nouvelles démarches et paraissaient reprendre crédit. Voilà ce que m'a dit le ministre. Je regrette de n'avoir à parler à V. E. que de difficultés dans le début de ma nouvelle carrière. M. de Tolstoy ayant annoncé les intentions de l'empereur pour des achats et la construction de

No 87<sup>115</sup>.  
1806  
23 Dec.

No. 87<sup>125</sup>. quelques vaisseaux, je n'ai le mérite de rien. J'attends la réponse à  
 1807 la dépêche du général Savary, portée par M. de Faudois, pour don-  
 23 Dec. ner suite à ces négociations. Les difficultés de mon début ne me  
 rebutent point, et si d'autres servent l'empereur avec plus de talents,  
 ma fidélité le dispute à tous.

*Anerd.*—Conversațiunea ambasadorului francez la Pe-  
 tersburg, de Caulaincourt, cu Comitele Rumian-  
 țov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei.

(Уборникъ, LXXXVIII, p. 370).

Le ministre: Nous avons grand plaisir à vous voir ici, Mon-  
 sieur l'ambassadeur, et il ne dépendra pas de moi que les liens qui  
 unissent les deux états ne se resserrent encore. L'ambassadeur:  
 J'apporte le même désir, et c'est tellement dans l'intérêt des deux  
 états et dans la volonté de mon auguste maître, que ce sentiment  
 sera la base de toutes les communications que je serai dans le cas  
 de vous faire. Le ministre: Je ne me serais jamais chargé des  
 affaires sans cette alliance. C'est une grande époque, à laquelle il est  
 glorieux d'attacher son nom. L'ambassadeur: L'empereur con-  
 naît votre caractère et apprécie comme on doit le faire ici, Monsieur  
 le comte, les motifs qui vous guident. Le ministre: Nous avons  
 mis de côté tout autre intérêt que celui de servir votre cause. Nous  
 sommes à vous. Vous serez toujours contents de nous. Mais mettez-  
 nous dans le cas de prouver à la nation que quelques-uns des avan-  
 tages de notre alliance sont pour nous. L'ambassadeur: Vous  
 nous trouverez toujours disposés à cela. L'empereur ne demande pas  
 mieux que de régler sa marche sur la vôtre; mais il faut la con-  
 naître. Le ministre: Le seul beau côté que nous puissions pré-  
 senter à la nation c'est la possession de la Valachie et de la Mol-  
 davie, et vous demandez maintenant un équivalent, que nous ne  
 pouvons céder avec honneur et auquel vous n'avez pas pensé quand  
 il a été question de la Turquie. L'ambassadeur: Il nous en faut  
 un, qui équivalle en partie à ce que vous voulez; cela doit vous  
 paraître juste et je ne vois pas qu'il puisse être ailleurs. Au reste,  
 nous voulons nous entendre et vous obliger, et l'empereur ne pou-  
 vait le faire aux dépens de son allié que pour l'empereur Ale-  
 xandre. C'est la première fois; mais vous ne pouvez vouloir qu'il le  
 détruise entièrement, quand le vôtre n'éprouverait aucune perte. D'ail-  
 leurs, que nous offrez-vous? Une guerre pour conquérir et une  
 guerre pour conserver. Outre cela, point de commerce et aucun des

avantages que vous recueilleriez. Si vous étiez l'arbitre chargé de faire le lot de chacun, votre délicatesse vous empêcherait de le faire ainsi. Le ministre. C'est un empire qui s'en va. Ce que vous pouvez avoir l'air de nous donner maintenant et qui nous attachera pour jamais à votre système, nous serons peut-être obligés de le recueillir dans peu, sans en avoir même l'intention. L'ambassadeur: Je vous le répète, Monsieur le comte, nous sommes tout disposés à nous entendre. L'empereur cherche tous les moyens de contribuer à la gloire et au succès de l'empereur Alexandre. Ses ouvertures à M. de Tolstoy, qui n'avait aucune instruction, en sont une preuve, que votre sagacité ne peut récuser. Secondez-nous, nous vous seconderons beaucoup. Vous voulez que votre intérêt nous fasse sacrifier notre ancien allié. Ne laisserez-vous rien perdre au vôtre pour l'intérêt de la Russie? La raison d'état parle avant tout. Comptez sur nous, Monsieur le comte. Nous voulons, je vous le répète, nous entendre et vous obliger; mais pour cela il faut bien que quelqu'un fasse des sacrifices; ce ne peut ni ne doit être nous, ni vous. (On nous interrompt; dans une autre occasion, il me parla ainsi.) Le ministre: L'empereur attend une réponse de Suède; le temps la retarde; mais nous sommes en mesure: 50.000 hommes sont en Finlande et la chose sera promptement décidée. Tout porte à croire que la Suède entendra raison; c'est au moins l'opinion de son ambassadeur. Sous tous les rapports, nous remplirons nos engagements. L'empereur l'a prouvé, puisqu'il a déclaré la guerre aux Anglais le jour où une nouvelle, heureusement fausse, lui annonçait que sa flotte était dans leurs ports. Il est esclave de sa parole. L'empereur Napoléon peut compter sur nous; mais pour notre honneur, pour votre intérêt, car il est lié au nôtre, donnez-nous les moyens de présenter à la nation un avantage du nouvel ordre de choses. Les Turcs ne sont dignes d'aucun intérêt et ce qu'on leur ôte est soustrait à l'anarchie, au malheur, même à la mort. L'empereur Napoléon le pense lui-même. Il l'a dit à l'empereur Alexandre, en lui donnant l'idée de tout ce que nous demandons maintenant. Ne changez donc pas de manière de penser, de projets, quand nous avons changé de religion pour vous et que nous voulons vous servir. L'ambassadeur: Mon maître connaît et apprécie depuis longtemps les grandes qualités de l'empereur Alexandre. Ses sentiments ne sont point changés. Vous pouvez, vous devez compter entièrement sur nous. Nous sommes prêts à seconder vos opérations contre les Suédois, en entrant en Scanie avec les Danois.

---

No. 87<sup>125</sup>.  
1807  
23 Dec.

No. 87<sup>126</sup>.— Extract din raportul ambasadurului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 28 Decembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 379).

No. 87<sup>126</sup>.  
1807  
28 Dec. Le ministre des affaires étrangères m'ayant communiqué les dépêches adressées à M. de Tolstoy, en réponse à celle où il rend compte des communications que l'empereur lui a faites à Fontainebleau, il en est résulté de nouveau diverses explications sur les affaires de Turquie. Nous nous sommes renfermés de part et d'autre dans les mêmes raisonnements que contient ma dépêche du 23 et la conversation qui y est jointe. Comme on en revient toujours aux prétendues ouvertures faites par notre auguste maître à Tilsit et qu'on cite même des expressions d'une note ou explication confidentielle qu'il y aurait donnée par écrit, je me suis principalement attaché à prouver ces trois points: 1) Qu'ôter plus que la Valachie et la Moldavie à l'empire turc, c'est le détruire, ce qui ne paraît pas être dans l'intérêt actuel des deux puissances, l'Angleterre pouvant profiter utilement des circonstances et envahir de son côté. 2) Que vouloir plus rentrer dans les grands intérêts, que les souverains pouvaient seuls traiter dans une entrevue. 3) Qu'il fallait un équivalent à la France et que la politique la plus prévoyante devait le chercher en Prusse. | Quant aux griefs que l'on allègue contre les Turcs, j'ai répondu que la France pourrait en alléguer autant contre la Prusse, qui, sous tous les rapports, ne montrait depuis la paix que de l'animosité. Mon refrain a toujours été que nous désirions nous entendre, mais que tous les avantages ne pouvaient pas être du côté de la Russie; que la stricte exécution du traité de Tilsit était le véritable intérêt de la France; que tout ce que la pensée de l'empereur avait embrassé au delà était dans l'intérêt de l'empereur Alexandre et pour l'avantage de la Russie bien plus que pour le nôtre. J'ai ajouté que les ouvertures dont M. de Tolstoy avait rendu compte avaient été faites dans l'intention d'être agréable à l'empereur, de même que celles relatives à des achats d'objets pour la marine et à la construction de trois vaisseaux....

---

No 87<sup>127</sup>. — Extract din raportul ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Francei, de Champagny, din 29 Decembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 380).

.... Les Serviens ont écrit au général Miloradovitch, qui commande l'armée de Valachie, pour le prévenir que la Porte avait envoyé près d'eux un évêque chargé de leur proposer de reconnaître leur forme particulière de gouvernement, ainsi que leurs privilèges, et de leur donner toutes les assurances nécessaires à leur tranquillité, s'ils voulaient rentrer dans le devoir. Le ministre [le comte de Roumiantzoff] m'a assuré qu'on leur avait positivement répondu qu'ils devaient se soumettre à la Porte. Des nouvelles arrivées de Constantinople donnent un peu d'inquiétude. On croit avoir la certitude que les Anglais y ont repris le dessus, si ce n'est ostensiblement, au moins sous main, et que la Porte, tout en ayant l'air de leur résister, se préparait à recevoir leur flotte, qu'on apprend être partie de Sicile avec des troupes et qui a dû être renforcée par trois vaisseaux envoyés d'Angleterre. Les mêmes nouvelles portent que le nouveau pacha, commandant à Ténédos, qui avait reçu l'ordre de traiter avec les Anglais, a été empoisonné, dans la crainte qu'il ne révélât au général Sébastiani qu'on avait eu un instant cette intention. Le ministère paraît ajouter tellement foi à ces nouvelles, que le comte de Roumiantzoff, après me les avoir données, a ajouté : «Vous voyez ce qu'est ce gouvernement, la confiance qu'on peut avoir en lui. Aujourd'hui encore on veut lui laisser une existence quelconque. Qui sait si demain, dans huit jours, nous ne serons pas obligés d'expédier chacun courrier sur courrier pour faire marcher des troupes et pourvoir à la défense commune, car c'est votre intérêt comme le nôtre.» V. E. jugera de l'importance qu'il faut attacher à ces nouvelles et si l'envie de garder la Valachie et la Moldavie ne fait pas exagérer les prétendus succès des Anglais. Comme c'est cependant dans les choses possibles et que le ministre, paraissant prévoir ce qu'il donne aujourd'hui comme une nouvelle positive, disait un jour au général Savary que, si cela arrivait, il faudrait aller défendre les établissements de la Crimée à Constantinople, je prie V. E. de m'indiquer la marche que je devrai suivre dans cette conjoncture. On semble attendre d'autres nouvelles

No. 87<sup>127</sup>.  
1807  
29 Dec.

No. 87<sup>127</sup>. sous peu de jours. Si les premières se confirment, j'enverrai un officier au général Sébastiani, pour savoir exactement ce qui se passe.  
1807  
29 Dec.

Le roi de Suède a reçu le 19 la déclaration de la Russie. On attend d'un moment à l'autre sa réponse, et j'expédierai un nouveau courrier à V. E. pour lui rendre compte de ce qui se fera alors, ne voulant point retarder celui-ci. || Le résultat de mes observations depuis le dernier courrier et de mes conversations, soit avec le ministre, soit avec l'empereur, que j'ai rencontré hier se promenant, est que lui, personnellement, n'a aucune vue d'agrandissement; mais que, pour légitimer aux yeux de son peuple, ou plutôt des grands et de l'armée, son alliance avec la France et la déclaration de guerre à l'Angleterre, il faut qu'il puisse montrer qu'il en est résulté un avantage. C'est pour cela qu'il demande avec instance à l'empereur Napoléon de lui en laisser acquérir un quelconque et de choisir lui-même ceux qu'il voudra en Turquie. Peut-être est-ce une chose nécessaire pour empêcher que ceux, qui lui répètent sans cesse qu'il sera dupe de sa bonne foi, ne reprennent de l'influence. Le même sentiment, qui le fait tenir si fortement à ne pas laisser démembrer la Prusse, le fait aussi faire la guerre à la Suède. C'est un chevalier, esclave de sa parole, qui serait sourd à tout ce que la politique de ses ministres leur fait dire pour profiter de l'occasion et éloigner les Suédois de Pétersbourg, s'il n'avait pas promis à l'empereur Napoléon. || Quant au ministre, il est toujours politique; il veut agrandir l'empire; mais tous ses raisonnements n'empêcheront pas l'empereur de faire évacuer la Moldavie et la Valachie, si on l'exige; je crois maintenant pouvoir l'assurer. Mais là finira la confiance. Ce ne sera cependant pas le terme de notre alliance, mais nous ne trouverons plus cet enthousiasme, ni ce sentiment qui aime à prévenir les désirs de l'empereur et qui fait que l'empereur Alexandre se contentera d'une seule page dans l'histoire de ce siècle. Je sou mets ces réflexions à V. E. et la prie de causer en détail avec M. le général Savary sur ce qu'elles renferment, car c'est le tableau exact de la position de la France à Pétersbourg, où, comme toujours, on a besoin d'être gouverné par quelqu'un. C'était l'Angleterre; c'est maintenant la France. On le serait plutôt par la Suède que de se passer de gouverneurs; mais il faut — pardonnez-moi l'expression — un os à ronger au ministère, quelques terres à manger à l'armée et un homme qui, instruit de ce que sa cour veut que l'empereur fasse, sache le lui faire désirer. Avec ces formes et du caractère vis à vis du ministère, on peut tout espérer et attendre de cette alliance.

---

No. 87<sup>128</sup>.—Extract din scrisoarea ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Împăratul Napoleon I, din 31 Decembrie 1807. Petersburg.

(Serge Tatlistcheff. Alexandre I-er et Napoléon, p. 200).

Sire, l'alliance de la Russie avec Votre Majesté et surtout la guerre avec l'Angleterre ont renversé toutes les idées de ce pays. C'est, on peut le dire, presque un changement de religion. L'expérience du ministre, la confiance qui l'environne depuis longtemps, peut-être plus que ses talents, les souvenirs de Catherine qui se rattachent à son nom, à son opinion et qui sont l'orgueil nécessaire de la nation depuis ses défaites, tout cela a servi l'empereur dans le parti qu'il a pris, mais ce n'est que pour un temps. Le peu d'esprit et le mérite qu'il y a est du bord opposé, le ministre excepté. Lui-même a raconté au comte Roumiantzof, et je crois encore à quelques personnes de sa confiance, tout ce qui s'était passé à Tilsit, probablement plus dans le sens dans lequel il veut avoir entendu que dans celui où cela a été dit. Peu importe! Il n'en est pas moins résulté cette opinion que la Russie déclarait la guerre à l'Angleterre et faisait des sacrifices pour servir le système de la France, parce qu'il en résulterait pour elle des avantages considérables, tels que l'acquisition de la Valachie, de la Moldavie, même de la Finlande. Voilà l'opinion. L'empereur se trouve donc, en quelque sorte, engagé vis-à-vis de sa nation, et son amour-propre compromis vis-à-vis des personnes de sa confiance, s'il n'obtient rien. Voilà sa position ou, pour mieux dire, son embarras, car son honneur de chevalier lui ferme la porte que Votre Majesté lui ouvre pour en sortir en Prusse. Le général Savary pourra dire à Votre Majesté si ce tableau est exact. Il y ajoutera sans doute comme moi que cette situation, avec l'opposition qui existe, est un état de crise. Certes, l'empereur triomphera de tous les obstacles, si son opinion ne change pas. Mais si lui se croit trompé et le ministre, qui a cru attacher son nom à de glorieux avantages, dupe de sa confiance dans ce que l'empereur lui a annoncé, on ne peut calculer les conséquences de ces réflexions. Je le répète, Sire, voilà la situation des affaires à Pétersbourg et la vérité, telle que je la dois à mon maître. Après, je dois ajouter qu'on est trop pressant, pour qu'on puisse être bercé longtemps d'espérances; mais en même temps qu'on est trop engagé, pour pouvoir changer de système de quelque temps. L'empereur et le ministre, quelque

No. 87<sup>128</sup>.  
1807  
31 Dec.

No. 87<sup>128</sup>. mécontents qu'ils puissent devenir, n'oseraient le témoigner à la nation: ils se sont trop prononcés. Leur amour-propre seul répond d'eux  
 1807 à Votre Majesté. Puis, ils sont mal avec leurs voisins et la guerre,  
 31 Dec quoique quelques jeunes officiers la rêvent encore, n'est pas une chance qu'aucun parti veuille courir, quelle que soit la tournure des affaires. La politique de Votre Majesté pourrait donc faire un choix, s'il n'était pas fait. D'un mot, Elle peut faire de l'empereur Alexandre son chevalier envers et contre tous, car je dois le dire à Votre Majesté, son ambition désire quelque chose pour son pays, mais il lui est attaché sans arrière-pensée.\* ¶ [L'ambassadeur arrivait à la conclusion que l'empereur Alexandre était on ne peut plus impatient d'obtenir une réponse au sujet de ses communications sur la Turquie.]

---

No. 87<sup>129</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Francei, de Champagny, din 31 Decembrie 1807. Petersburg.

(Сборникъ, LXXVIII, p. 392).

No. 87<sup>130</sup>. ....Quant à la Turquie, les affaires sont dans la même situation  
 1807 que lorsque j'ai écrit ma dépêche du 28, qui est jointe à celle-ci. ||  
 31 Dec. Dans ma conversation avec le comte de Roumianzoff, j'ai fait sentir la nécessité de s'occuper d'une expédition dans l'Inde, du mal qu'elle ferait aux Anglais, du résultat qu'elle aurait, si 40.000 Français, passant par Constantinople, menaçaient cette contrée, en même temps que 40.000 Russes déboucheraient par le Caucase. Le ministre ne paraît pas croire à la possibilité de cette expédition, sur laquelle je reviendrai souvent. Mais sa principale raison est qu'on ne peut faire de projets tant qu'on ne sera pas convenu des arrangements qu'on veut faire en Turquie, et que les Turcs ne sont pas gens auxquels on puisse se fier. || Le général Andréossy a profité du passage de l'aide de camp de S. M. le roi de Naples par Vienne, pour m'écrire une lettre dans laquelle il me donne quelques détails, dont j'ai fait usage dans mes entretiens avec l'empereur et M. de Roumianzoff, d'abord pour combattre les bruits qu'on avait répandus que les Anglais étaient au moment de reprendre leur influence à Constantinople, ensuite pour engager le ministère à éloigner de Vienne un nommé

Pozzo di Borgo, qui paraît être un espion à la solde de l'Angleterre. No. 87<sup>129</sup>.  
 J'ai aussi, d'après les renseignements du général Andréossy, engagé 1807  
 l'empereur à se méfier de M. Anstett, secrétaire de légation, que ses 31 Dec.  
 relations avec les Anglais et ses liaisons intimes avec le comte Rasoumowsky devaient rendre suspect. Par rapport à ce dernier, j'ai ajouté que l'affectation, avec laquelle il fréquentait l'ambassadeur de d'Angleterre, et la publicité, avec laquelle il désapprouvait tout ce qu'avait fait l'empereur Alexandre, étaient une véritable insulte pour le caractère de l'ambassadeur de Russie, le prince Kourakine, qui se montrait, au contraire, plein de franchise et de loyauté et entièrement prononcé en faveur du système de Tilsit....

No. 87<sup>130</sup>.—Extract din raportul ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 10 Ianuarie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 324).

.....Je lui annonçais ensuite [à M. de Champagny] que j'avais reçu No. 87<sup>130</sup>.  
 par M. Marin des instructions intéressantes tant sur les affaires de la Tur- 1808  
 quie, que sur d'autres communications à faire au ministère français. Il 10 Ianuar.  
 m'appointa pour le lendemain, afin d'être mis au fait avant le retour de l'empereur. Je me rendis chez lui à l'heure désignée. J'emportai celles des dépêches de Votre Excellence, qui me paraissaient de nature à lui devoir être communiquées in-extenso, et je débutai par lui lire article par article celle relative à la Turquie, en m'arrêtant surtout à chaque réflexion, à chaque argument, qui me paraissait propre à fixer ses idées et à bien séparer dans son esprit les affaires de la Turquie avec celles de la Prusse. La lecture faite, je lui témoignai combien il serait utile que l'empereur en eût une connaissance complète; que j'étais embarrassé, ne sachant comment m'y prendre; que s'il croyait pouvoir la mettre sous ses yeux, je prendrai sur moi de lui laisser cette dépêche pendant quelques jours; mais que je lui demandai de faire ressortir les passages et les arguments qui devaient déterminer l'empereur à nous favoriser dans cette circonstance et qui pour la plupart étaient tirés de ses propres idées, mises en avant à Tilsit dans ses entretiens particuliers avec S. M. l'empereur notre auguste maître, et que j'espérais bien, qu'appuyé par ses représentations et ses efforts, j'obtiendrai une réponse bien précise et bien

No. 87<sup>130</sup>.  
1808  
10 januar. claire à chaque article, et en un mot un oui sans restriction à toutes les prétentions de la Russie. Il répondit que, pour un oui sans restrictions, l'empereur l'accordait bien rarement, et me fit l'observation, qu'à en juger d'après les propositions que je lui faisais, la destruction de l'empire ottoman avait été décidée. Je répliquai: il n'y a que Votre Excellence qui en doute encore; cet empire est dans une anarchie complète, il n'a plus aucune valeur. Il m'objecta que les services que la Porte avait rendus à la France dans la dernière guerre, en détournant vers elle une partie considérable de nos forces, avaient été trop réels pour que l'empereur Napoléon pût les oublier entièrement et sacrifier cette puissance. Je lui fis valoir par contre tous ceux que nous venions de lui rendre, je lui prouvai que l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie ne compenserait pas tout le mal que nous faisait notre rupture avec l'Angleterre; je lui récapitulai tout ce que nous avions déjà fait pour la France, à commencer par la cession de Corfou jusqu'à nos démonstrations vis-à-vis de la Suède, et déplorai que, nonobstant d'aussi grands sacrifices, nous ne pouvions même pas obtenir que les engagements contractés par le traité de Tilsit fussent remplis. Cet entretien me laissa cependant quelque espoir de réussir à arranger les affaires de la Turquie, sans y faire entrer celles de la Prusse. Je le terminai en demandant à M. de Champagny de m'obtenir une audience particulière au retour de l'empereur.

---

No. 87<sup>131</sup>.—Raportul ambasadurului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 11 Ianuarie 1808. Paris.

(Сопущеніе, LXXXIX, p. 358).

No. 87<sup>131</sup>.  
1808  
11 januar. Monsieur le comte, Ce ne fut que hier après le lever que j'eus l'honneur de remettre à l'empereur Napoléon la lettre autographe dont j'ai été chargé pour lui de la part de notre auguste souverain. Le retard qu'avait éprouvé la remise de cette lettre provenait d'un oubli, ou plutôt d'un mésentendu de M. de Champagny. La conversation qui s'en suivit roula d'abord sur des objets indifférents, entre autres sur le spectacle qu'il y avait eu la veille à la cour et auquel toute ma légation avait été invitée. Elle se prolongea assez longtemps, sans devenir plus intéressante. A la fin, voyant que l'empereur cherchait à éluder de parler d'affaires, je lui dis: je n'ai fait,

Sire, aucun rapport à ma cour depuis le retour de Votre Majesté, No. 87<sup>181</sup>.  
 il lui tarde de recevoir une réponse à la dépêche que j'ai communi- 1808  
 quée à M. de Champagny, je demande donc vos ordres à ce sujet. 11 januar  
 Il m'assura qu'il m'enverrait une lettre pour le général Caulaincourt;  
 que comme M. Savary avait été envoyé sans instructions quelcon-  
 ques, parce que dans ce temps il n'y avait rien eu à traiter, il en  
 avait fait remettre au général Caulaincourt à son départ; qu'il fallait  
 qu'il attendit des nouvelles de son arrivée et les réponses qu'on lui  
 ferait chez nous, aussi bien que celles de l'Angleterre, afin de pouvoir  
 les combiner avec les propositions contenues dans les dépêches de  
 Votre Excellence; que, pour lui, il n'y avait absolument rien de  
 changé, qu'il était toujours dans les mêmes dispositions et que l'on  
 ne me refuserait jamais rien de ce qui était juste d'après le traité  
 de Tilsit. Il revint en effet à ses anciennes idées et me répéta ce  
 qu'il m'avait dit dans ses conférences de Fontainebleau: Évacuez la  
 Valachie et la Moldavie et j'évacuerai la Prusse; la Grèce ne saurait  
 me convenir encore; le traité de Tilsit stipule l'évacuation de la  
 Valachie et de la Moldavie, il ne fixe pas l'époque de celle de la  
 Prusse. Si nous voulons nous tenir strictement aux conditions de ce  
 traité, il faut rester à ce principe; mais le comte Roumiantzoff paraît  
 attacher infiniment de prix à l'acquisition de ces deux principautés;  
 si vous persistez dans le désir de les acquérir, il me faut ailleurs  
 une compensation; ce serait la Silésie qui me conviendrait, pas pour  
 moi, mais pour donner à un autre. J'observai que pour nous c'était  
 la même chose, que nous n'envisagions pas sa domination comme  
 limitée par le Rhin, mais que nous ne pouvions voir avec indifférence et  
 sans inquiétude la Prusse occupée par ses armées et des troupes fran-  
 çaises stationnées dans le duché de Varsovie. Il m'assura que celles-ci  
 avaient été diminuées de la moitié et qu'elles commençaient à se retirer  
 derrière l'Oder. Je lui observai cependant que M. Marine, qui venait  
 de traverser cette province, y avait remarqué des dispositions indi-  
 quant le contraire, qu'il y avait vu beaucoup de troupes et qu'il  
 avait trouvé toute la division du maréchal Davout occupée à élever  
 des retranchements sur la Vistule, que ces démonstrations ne pou-  
 vaient être dirigées que contre la Russie, que nous étions le seul  
 ennemi que la France pouvait avoir à combattre dans ces contrées  
 et que, par conséquent, nous étions obligés de concevoir des inquié-  
 tudes. Il y répondit très-vaguement, que les affaires de la Prusse  
 allaient s'arranger, le prince Guillaume étant arrivé ici, que ce serait  
 dorénavant à lui d'en traiter, et qu'elles ne sauraient faire ombrage

No. 87<sup>131</sup>. à la Russie. Ma réponse fut : tant que je ne verrai pas une frontière  
 1808 assurée à la Prusse, tant que l'armée française ne se sera pas retirée  
 11 januar. derrière l'Elbe, je ne cesserai d'envisager les affaires de la Prusse  
 comme celles de la Russie. Comment voulez-vous, Sire, que nous  
 ne soyons pas alarmés ? Nous sommes dans le même cas que le reste  
 de l'Europe, rien n'est fixé, rien n'est stable ; tant que les troupes de  
 Votre Majesté occuperont la Prusse et le duché de Varsovie, il est  
 impossible que nous n'ayons pas d'appréhensions. Il chercha à me  
 rassurer, il me répéta que la moitié de ses troupes avait déjà quitté  
 le duché de Varsovie, que celles stationnées dans la Prusse fran-  
 chissaient même déjà l'Oder. « Il ne faut pas croire aux projets d'en-  
 vahissement que l'on me prête ; ce sont des folies, cela ne saurait  
 nullement me convenir ; qu'est-ce que je pourrais gagner en allant  
 tenter le sort des armes au milieu de votre nation ; tous vos moyens  
 réunis et moi éloigné de mes ressources, je risquerais beaucoup. D'a-  
 ailleurs, si je nourrissais de semblables projets, je ne me serais pas  
 empressé d'évacuer Vienne, comme je l'ai fait, et Berlin ensuite. »  
 Comment, Sire, Berlin ? || « C'est tout comme ; il ne faut pas s'agrir ;  
 vous voyez que depuis votre arrivée les choses ont déjà beaucoup  
 changé à l'égard de la Prusse, nous nous rapprochons assez, le corps  
 de Soult repasse en partie l'Oder, j'ai restitué deux forteresses en  
 Silésie. Toutes les belles phrases, que contient la dernière dépêche  
 que vous avez reçue, sont les mêmes que j'ai débitées à Tilsit et  
 que l'on me renvoie à présent. Il ne s'agit pas de se tromper, ce se-  
 rait trop enfant. Il faut que nous fassions une paix stable et solide,  
 et je dois vous avouer que je crains encore la Prusse ; je lui ai fait  
 beaucoup trop de mal, pour espérer qu'elle puisse l'oublier ; je ne  
 saurais lui accorder les moyens de se rendre une armée, sans cela  
 je serais obligé d'augmenter mes forces, pour en avoir à leur oppo-  
 ser, et après la paix avec l'Angleterre je ne dois cependant pas en  
 entretenir autant que j'ai à présent, ni au delà du Rhin. » Mais,  
 Sire, répondis-je, vous ne pouvez pas douter du désir sincère de  
 l'empereur Alexandre de concourir à rendre la paix aussi stable que  
 possible ; il a donné trop de preuves de ses dispositions pacifiques,  
 de sa modération, pour qu'il puisse rester la moindre méfiance à cet  
 égard. Il répondit par des choses flatteuses sur le compte de  
 S. M. I., s'étendit en éloges sur tout le bien qu'il faisait à son pays, les  
 soins qu'il continuait à donner à l'administration intérieure, parla des  
 dispositions heureuses qu'il lui avait trouvées, de l'immense différence  
 qu'il y avait entre lui et les autres souverains de l'Europe, nommé-

ment l'empereur d'Autriche, pour lequel il avait peu d'estime. ¶ No. 87<sup>131</sup>.  
 «Vous me parlez toujours, ajouta-t-il, de l'empereur Alexandre; certainement, je suis assuré de lui et de ses sentiments pour moi, mais je ne suis pas sûr de l'avenir, ni garanti contre les dangers auxquels il peut être exposé. C'est pas les vrais Russes que je crains, mais les Russes Anglais.» Je crus alors devoir lui faire entendre que je connaissais trop bien l'état des choses dans ma patrie, pour ajouter la moindre foi à de pareilles assertions, et que, si je n'avais pas eu lieu d'être parfaitement rassuré à ce sujet, il ne m'aurait pas vu à Paris; que je ne comprenais pas sa dernière appréhension, que je ne voyais à présent chez nous que des Russes Français et que je ne savais pas si ceux-là étaient à craindre pour lui. Il récapitula encore toutes les stipulations du traité de Tilsit, prétendant que tous les beaux procédés entre les deux souverains étaient très-bien, mais ne les dégageaient pas des obligations qu'ils avaient contractées; que nous avions déclaré la guerre à l'Angleterre, que lui était depuis longtemps en guerre avec elle; que nous allions forcer la Suède à entrer dans la grande coalition du continent, que lui avait déjà réduit le Portugal; qu'il ne restait plus pour nous qu'à retirer nos troupes de la Moldavie et de la Valachie. Je lui renouvelai toutes les représentations que je lui avais si souvent faites, mais je ne réussis pas à l'engager de séparer les affaires de la Péninsule de celle de la Turquie, ni à obtenir la moindre réponse décisive. Ce ne sera donc qu'en sacrifiant tout-à-fait la Prusse que nous pouvons nous flatter d'obtenir les deux principautés et, comme les dépêches de Votre Excellence me laissent sans instructions claires et précises pour cette chance (*sic*), car il n'est pas dit si je dois insister sur la cession de la Moldavie et de la Valachie en notre faveur, dans le cas où l'empereur Napoléon n'y consentirait qu'avec la condition de garder pour lui une compensation prise sur les provinces restituées à la Prusse par le traité de Tilsit, je dois encore recourir à vous, Monsieur le comte, et vous demander ce délai, car je sens, combien il doit vous tarder d'en finir. Les détails de cette conversation, que j'ai cherché à rendre avec la plus grande fidélité, en conservant même presque toujours les propres expressions de Napoléon, si faciles à connaître, vous prouveront combien il est difficile d'obtenir ici une décision et que jusqu'à présent je ne suis avancé d'un seul pas. L'empereur des Français, comme tous les grands hommes d'état, ne connaît de sentiments que celui de son intérêt. Celui-ci lui prescrit de ne pas laisser subsister à côté de lui des puissances, qui pourraient contre-balancer la

1808  
11 Januar.

No. 87<sup>131</sup>. sienne. C'est pour arriver à ce but et parce que la Russie est en-  
 1808 core seule en état de lui tenir tête, qu'il laisse ses armées en Prusse,  
 11 januar. qu'il exige les forteresses de l'Oder, la barrière de l'empire de Russie.

No. 87<sup>132</sup>.—Instrucțiunile trimise de Comitele Rumian-  
 țov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei,  
 ambasadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi,  
 în 11 Ianuarie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 362).

No. 87<sup>132</sup>. Monsieur le comte, || Je vais placer ici une observation qui man-  
 1808 que à la dépêche du 27 Novembre, que je vous ai adressée au sujet  
 11 januar. du projet de traité de paix entre les Turcs et nous. || Lorsqu'il sera  
 question dans la rédaction de ce projet du Danube pour limite, il  
 faut dire que c'est l'un des bras ou embouchures de ce fleuve nommé  
 celui de Soulina et Georgiewskoy (Суллинское и Георгиев-  
 ское іярло), attendu que c'est le seul bras navigable jusqu'à son embou-  
 chure, les autres ne l'étant pas, à cause de leur peu de profondeur. Sa Ma-  
 jesté vous charge, en conséquence, Monsieur l'ambassadeur, de demander  
 pour frontière entre la Russie et la Turquie le véritable lit du Danube,  
 qui n'est autre que le bras que je viens de mentionner. Il nous serait  
 encore plus avantageux, sans doute, de reculer cette frontière jus-  
 qu'aux lacs de Babada et de Raselm, et c'est à votre zèle pour le  
 bien de la patrie que l'empereur abandonne d'obtenir ce résultat, s'il  
 était possible. Les avantages réels, qui résultent d'une démarcation  
 claire et précise de frontière entre deux empires, ne sauraient être  
 révoqués en doute, et l'empereur Napoléon est trop éclairé pour ne  
 pas les apprécier. En parlant des affaires de Turquie, je ne dois  
 pas omettre d'instruire Votre Excellence des faits les plus marquants  
 contenus dans les dernières dépêches de M. le maréchal prince de  
 Prosorowsky. || Le commandant d'une des forteresses turques en-  
 deçà du Danube, se voyant menacé d'une attaque de la part de l'un  
 de ces chefs de bandes nombreux qui n'obéissent point à l'autorité  
 de la Porte, et craignant de ne pouvoir lui résister, proposa au ma-  
 réchal de faire occuper par des troupes russes le poste qui lui était  
 confié. Quelque avantageuse que fût cette proposition, M. le prince  
 de Prosorowsky ne crut point devoir l'accepter, appréhendant que  
 cette mesure pourrait être contraire au désir qu'a l'empereur d'éviter  
 la reprise des hostilités, dans un moment où les négociations pour

le rétablissement de la paix allaient être entamées. Sous ce dernier No. 87<sup>122</sup>.  
 rapport, M. le maréchal ne s'est point trompé; mais je dois vous 1808  
 confier, Monsieur l'ambassadeur, que Sa Majesté n'a point approuvé 11 januar.  
 cette délicatesse extrême, qui l'a empêché de profiter des offres du  
 commandant turc, d'abord parce qu'elle ne sera assurément pas ap-  
 préciée par ce peuple à demi barbare et puis parce que l'occupation  
 de la forteresse mentionnée n'aurait rien changé à la position des  
 affaires, puisque cette place se trouve en-deçà de la ligne qui doit doré-  
 navant former notre frontière. | Votre Excellence sentira, sans doute,  
 que ce fait vient à l'appui de ce que j'ai eu l'honneur de lui mander  
 précédemment de l'impossibilité où se trouvait la Porte ottomane de  
 se faire obéir, et par conséquent de l'inutilité d'un armistice ou trêve,  
 qui n'en serait jamais une. On sera probablement déjà instruit à  
 Paris de l'arrivée d'un évêque du rit grec, envoyé de Constantinople  
 à Belgrade et chargé de nouvelles propositions d'accommodement  
 de la part de la Porte auprès du peuple servien. Indépendamment  
 des lettres dont cet évêque était porteur pour Czerni Georges et  
 pour les principaux Serviens, de la part du patriarche de Constanti-  
 nople, et qui toutes donnent les assurances les plus positives d'une  
 amnistie et d'un oubli parfait du passé, il a été autorisé à promettre  
 verbalement aux habitants de la Servie que la Porte consentait à  
 leur donner une forme de gouvernement selon leurs désirs, pourvu  
 qu'ils veuillent dorénavant vivre en paix. | Ne voulant rien décider  
 dans une circonstance aussi grave sans le consentement de la Russie,  
 Czerni Georges a prétexté devoir convoquer les anciens de la nation  
 pour demander leur avis sur la réponse à donner à l'évêque. En  
 attendant, il a été expédié un courrier au maréchal prince de Pro-  
 sorowsky, qui n'a pas hésité de prescrire à M. de Rodofinikin, qui  
 se trouve à Belgrade, de suggérer aux Serviens une réponse à peu  
 près dans ce sens: || «Qu'ils avaient reçu les propositions du Sultan  
 «avec le plus profond respect et qu'ils les accepteraient avec recon-  
 «naissance, si Sa Hautesse daignait consentir à mettre sous la ga-  
 «rantie de la Russie et de la France les promesses que la Porte  
 «leur faisait; que, dans ce cas, ils s'empresseraient d'envoyer des dé-  
 «putés à M. l'ambassadeur Sébastiani à Constantinople et au maré-  
 «chal prince de Prosorowsky, pour les supplier d'obtenir de leurs  
 «souverains respectifs qu'ils veuillent bien se charger de cette ga-  
 «rantie.» | Comme il se pourrait que ces particularités ne fussent  
 pas encore connues à Paris, j'abandonne à Votre Excellence d'en faire  
 part aux ministres de l'empereur Napoléon, qui apprécieront sans

No. 87<sup>132</sup>. doute les motifs qui ont dirigé la conduite de M. le prince de Pro-  
 1808 sorowsky dans cette occasion, et qui portent si évidemment le ca-  
 11 Januar. ractère de cette union et de cette intimité, que l'empereur notre  
 maître désire imprimer à tout ce qui peut concerner les intérêts  
 communs de la Russie et de la France, ainsi que du désir qu'a S. M. I.  
 d'écarter tout ce qui pourrait entraver la conclusion de sa paix avec  
 la Porte ottomane.

No. 87<sup>133</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napo-  
 leon I către de Champagny, ministrul Rela-  
 țiunilor exterioare al Franciei, din 12 Ia-  
 nuarie 1808. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 13.446, XVI, 287).

No. 87<sup>133</sup>. Monsieur de Champagny, je vous renvoie vos portefeuilles..... ||  
 1808 J'ai lu les dépêches de Russie. Je ne vois pas d'inconvénient à ce  
 12 Januar. que vous fassiez échanger les pouvoirs du Turc avec le ministre  
 russe et que vous expédiez un courrier à Constantinople, pour an-  
 noncer que les négociations sont entamées. Vous ferez une note au  
 comte de Tolstoï, pour lui faire connaître que j'ai donné des ordres  
 pour les achats que l'empereur me permet de faire dans ses états,  
 qu'une amnistie entière est accordée pour tout ce qui s'est passé  
 en Dalmatie et en Albanie, et que j'ai été fort aise de donner cette  
 marque de déférence à l'empereur. Vous communiquerez à Caulain-  
 court la note de M. Tolstoï. Vous enverrez au général Sébastiani un  
 courrier, pour le prévenir que les négociations sont commencées et  
 vous le chargerez de présenter ces deux questions: 1°. Si les Russes  
 voulaient conserver la Moldavie et la Valachie, la Porte est-elle dans  
 l'intention de faire cause commune avec la France dans la guerre?  
 Quels sont ses moyens de guerre? 2°. Si les Anglais débarquaient  
 à Corfou, la Porte se charge-t-elle d'obliger Ali-Pacha à approu-  
 visionner cette forteresse et à protéger le passage des courriers et des  
 troupes par la terre ferme? Nous n'avons que de mauvais procédés  
 de ce pacha. Cet objet est très important à prévoir, car il est pro-  
 bable qu'à la belle saison les Anglais voudront attaquer par terre.  
 Accordera-t-on le passage pour 4 à 5.000 hommes, force suffisante  
 pour secourir Corfou et qui ne peut donner aucune inquiétude à Ali-  
 Pacha?.....

No. 87<sup>134</sup>.—Extract din instrucțiunile trimise de către de Champagny, ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, ambasadorului francez la Petersburg, de Caulaincourt, în 14 Ianuarie 1808. Paris.

(Сборникъ. LXXXVIII, p. 424).

L'espérance, que j'ai nourrie chaque jour depuis mon retour à No. 87<sup>134</sup>, Paris, de recevoir la nouvelle de l'arrivée de V. E. à St-Petersbourg, 1808 a suspendu quelque temps ma correspondance avec vous. Je la re- 14 Ianuar  
prend avec empressement. L'empereur attend avec impatience le résultat de vos premières démarches à la cour de Pétersbourg. Le temps a confirmé les vues de politique énoncées dans les instructions que vous avez reçues. Si on en jugeait par le langage actuel de M. de Tolstoy, la politique de la cour de Russie aurait un peu varié. La correspondance du général Savary avait donné lieu de penser que l'empereur de Russie, uniquement occupé de son agrandissement en Turquie, ne prenait qu'un faible intérêt à ce qui pouvait se passer ailleurs et que le sort de la Prusse lui était presque indifférent. M. de Tolstoy, au contraire, ne voit que la Prusse et ses intérêts. Il avoue naïvement que, pour lui, la Valachie et la Moldavie ne sont rien, mais il s'inquiète de voir des armées françaises encore si près des frontières de la Russie; il s'inquiète même des fortifications qu'on fait à Prague. Tout ce qui touche la maison de Prusse excite en lui les plus tendres émotions. Je ne sais à quel point il peut être conduit en cela par ses affections particulières. Une dépêche de sa cour, qu'il a eu ordre de me communiquer, annonce le prix que l'empereur de Russie met à l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie; mais elle annonce aussi le projet de ne pas abandonner la Prusse. Il est vrai que M. de Tolstoy avait répandu l'alarme à sa cour, en annonçant la prétendue découverte qu'il croyait avoir faite d'un projet de démembrement total de la Prusse. Vous savez que telle n'est point l'intention de l'empereur. S. M. veut que les choses restent dans l'état déterminé par le traité de Tilsit: que la Valachie et la Moldavie soient évacuées par les Russes, et alors il évacuera les états prussiens, lorsque les contributions auront été acquittées. Par amitié et par égard pour l'empereur Alexandre, l'empereur se serait déterminé à laisser aux Russes la Valachie de la Moldavie, mais il voulait une compensation pour lui: celle que la Russie lui offre dans la possession de l'Albanie et de la Morée ne peut lui convenir; elle

No. 87<sup>134</sup>. déciderait la question de l'existence de l'empire turc, et l'empereur  
 1808 ne veut pas en hâter la ruine. La Silésie est la seule compensation  
 14 januar. qu'il puisse admettre et, certes, cette province ne lui offre pas à  
 beaucoup près les immenses avantages que la Russie retirera de la  
 conservation des deux provinces turques. Je ne fais que vous répéter  
 ici ce que renfermaient vos instructions. Il est probable qu'elles vous  
 auront fourni le sujet de quelques entretiens, si ce n'est avec l'em-  
 pereur, du moins avec son ministre des affaires étrangères, et il im-  
 porte beaucoup que vous fassiez connaître ce que vous avez pu  
 pénétrer de ses véritables dispositions. On ne peut en juger sûrement  
 par les discours de M. Tolstoy, dont la direction politique semble ré-  
 sultier de ses opinions personnelles autant que des ordres de sa cour;  
 au surplus, on ne peut que se louer de la manière franche et loyale  
 avec laquelle il traite d'affaires. . . . Depuis longtemps l'ambassadeur  
 ottoman, qui a reçu de la Porte les pouvoirs nécessaires pour traiter  
 de la paix, était impatient de voir M. le comte Tolstoy investi de  
 pouvoirs semblables. Je lui ai fait connaître dernièrement qu'il les  
 avait reçus, et aujourd'hui je leur écris à l'un et l'autre, pour les  
 inviter à se faire chez moi une communication réciproque de leurs  
 pouvoirs. Ainsi s'ouvrira la négociation pour la paix, mais elle ne  
 prendra une véritable activité que lorsque le cabinet de Pétersbourg  
 se sera fixé à des vues que l'empereur puisse adopter. La Porte se  
 conduit fort bien à l'égard de la France, de qui seule elle peut at-  
 tendre son salut, et le Sultan Mustapha paraît aussi dévoué à l'em-  
 pereur que son prédécesseur Sélim.....

---

No. 87<sup>135</sup>.— Nota ministrului Relațiunilor exterioare  
 al Franciei, de Champagny, către ambasado-  
 rului rus, Comitele Tolstoi, din 14 Ianuarie  
 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 356).

No. 87<sup>135</sup>. Votre Excellence m'ayant annoncé qu'elle a reçu de sa cour  
 1808 des pleins pouvoirs pour traiter de la paix avec l'ambassadeur de la  
 14 januar. Porte ottomane, qui depuis longtemps a reçu les siens, S. M. l'em-  
 pereur et roi a daigné m'honorer de son choix, pour remplir en son  
 nom le rôle de médiateur. Votre Excellence ne m'a point laissé  
 ignorer que le vœu de sa cour, conforme au but du traité de Tilsit,  
 est pour une prompte paix. Divers motifs, que Votre Excellence con-

naît trop bien pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici, semblent demander que du moins les premières ouvertures ne soient pas différées. J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer, M. le comte, de vous trouver au ministère des relations extérieures avec l'ambassadeur ottoman, pour la communication des pleins pouvoirs respectifs. Je ne vous indique ni un jour, ni une heure, désirant que Votre Excellence me fasse connaître ceux qui lui conviendront le plus.

No. 87<sup>135</sup>.  
1808  
14 janvier.

No. 87<sup>136</sup>.—Instrucțiunile trimise de ministrul Relațiilor exterioare al Franței, de Champagny, ambasadorului Francei la Petersburg, de Caulaincourt, în 15 Ianuarie 1808. Paris.

(C'opieazul, LXXXVIII, p. 420).

J'ajoute encore quelques lignes à la lettre, que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier. L'empereur ne vous écrit pas par ce courrier, il attend que nous ayons reçu de vos nouvelles. Nous espérons qu'elles ne tarderont pas, ayant appris par une voie indirecte que vous êtes arrivé à St. Pétersbourg le 17 décembre au soir. S. M. vous recommande de plus en plus de suivre la direction que vous indiquent vos instructions. Elle me charge d'y ajouter cette observation. La situation actuelle des choses convient à l'empereur, rien ne presse de la changer; il ne faut donc pas accélérer la détermination du cabinet de St. Pétersbourg, surtout si cette détermination ne devait pas être conforme aux vues de l'empereur. Cela s'appliquerait encore plus au partage de l'empire turc en Europe, mesure que l'empereur veut éloigner, parce que dans la circonstance actuelle il ne pourrait se faire avec avantage pour lui. Vous devez donc chercher à gagner du temps, en y mettant assez d'art pour que ces délais ne soient point désagréables à la cour de Russie, à laquelle vous ne pouvez trop faire entendre que la guerre avec l'Angleterre et la paix à laquelle il faut la forcer doit être le premier objet de l'attention et des efforts des deux empereurs. M. Tolstoy agit ici d'une manière différente. Il se montre pressé de tout terminer, et tout arrangement se bornant à l'exécution stricte du traité de Tilsit serait, dit-il, très-conforme à ses opinions particulières et à ses premières instructions. M. de Tolstoy a-t-il toute la pensée du cabinet de St. Pétersbourg ?

No. 87<sup>136</sup>.  
1808  
15 janvier

No. 87<sup>137</sup>.—Raportul ambadoruluî rus la Paris, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 3 (15) Ianuarie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 354).

No. 87<sup>137</sup>.  
1808  
15 Ianuar. Monsieur le comte, Avant de réexpédier M. Marin, j'ai voulu encore faire une tentative auprès du ministre des relations extérieures, pour voir s'il ne serait pas possible d'en obtenir des réponses moins évasives que celles que me donna l'empereur Napoléon dans son audience du 10. Je me rendis donc chez lui hier au matin et lui annonçai que j'allais faire partir un courrier et regrettai vivement de n'avoir par cette occasion que des réponses dilatoires à transmettre à ma cour, et qu'il serait pourtant à désirer qu'elle sût à quoi s'en tenir. L'idée qui flatte le plus l'empereur, répondit-il, est celle que le traité de Tilsit soit ponctuellement exécuté; que si nous voulions évacuer la Moldavie et la Valachie, la France évacuerait la Prusse; et que je ne devais pas être surpris que, puisque la Russie prenait tant d'intérêt à la Prusse, la France en témoignât également à la Turquie, n'ayant porté les armes contre nous qu'à l'instigation du gouvernement français. Et si l'empereur de Russie ne veut pas évacuer la Moldavie et la Valachie et qu'il veut les garder coûte que coûte? Il répliqua que l'empereur ne s'y opposait pas et serait toujours jaloux de favoriser les vues de l'empereur Alexandre, mais que, dans ce cas, il voulait seulement s'indemniser sur les provinces de la Prusse, qu'il gardait encore. Pour que votre réponse soit catégorique, il faut que vous me disiez quelle est cette province? Il me répéta que c'était la Silésie, pour la donner à une des puissances limitrophes de cette province. Je lui demandai alors si c'était à la Saxe, mais il ne connaissait pas les intentions de l'empereur à ce sujet. En lui parlant de l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie, je lui ai cependant fait entendre clairement que je n'y comprenais pas la Bessarabie et que, quant aux arrangements à prendre en Géorgie, je n'en faisais même pas mention, ne pouvant pas douter que l'empereur Napoléon ne voulût nous y favoriser, vu qu'il était de son intérêt de nous procurer des avantages du seul côté d'où nous pourrions un jour menacer l'Angleterre, par une attaque dirigée contre ses possessions dans les Indes orientales. Il chercha cependant à me prouver le contraire et allégua que, si le traité ne nommait pas la Bessarabie, cette omission ne pouvait provenir que

d'un mésentendu. A cela je lui objectai qu'il était bien permis qu'il y eût No 87<sup>127</sup>.  
 aussi une fois un mésentendu en notre faveur; que l'acquisition de 1808  
 cette lisière était un objet de trop peu d'importance, pour mériter 15 januar  
 la moindre attention de la part de son gouvernement. Il répéta aussi  
 qu'il pourrait s'arranger dans le courant de la négociation et m'in-  
 vita, en attendant la réception de nouvelles instructions, de me ren-  
 dre chez lui avec l'ambassadeur ture, pour échanger nos pleins pou-  
 voirs, et m'adressa effectivement bientôt après une note à ce sujet,  
 dont je transmets ci joint une copie. M. de Champagny m'a dit aussi  
 que les instructions qui avaient été données au général Caulaincourt  
 étaient fondées sur les mêmes principes qu'il venait de me dével-  
 opper, et que cet ambassadeur n'était autorisé à ne rien conclure  
 à St.-Pétersbourg, à moins que ce ne fût une convention qui pût  
 servir de base aux négociations pour la paix de la Porte et de la  
 Russie. Une convention semblable ne nous serait peut-être pas  
 défavorable, en ce qu'elle nous assurerait, d'une manière plus positive  
 que ne fait le traité de Tilsit, les avantages, que la France serait  
 disposée à nous procurer dans notre négociation avec la Turquie.  
 J'ai exposé mes idées sur les principaux articles de cette convention  
 dans les projets ci-joints. dressés pour les deux suppositions. Ce ne  
 sont que purement des idées à moi. Je ne les ai communiquées  
 jusqu'à présent à personne et je ne vous les transmets que pour  
 fixer votre attention sur des objets, dont j'ai été plus à même d'ap-  
 précier l'importance et de connaître les détails. Je ne me suis point  
 relâché vis-à-vis de M. de Champagny sur l'acquisition de la Mol-  
 davie et de la Valachie et ai terminé ma dernière conférence en lui  
 déclarant positivement que je n'étais autorisé à conclure la paix avec  
 la Turquie qu'à condition qu'elle nous cédât ces deux provinces, et  
 je finirai par déclarer au ministère français et à l'empereur lui-même,  
 si j'en ai une occasion favorable, que je demanderai mon rappel, ne  
 voyant aucune possibilité de conclure cette paix à l'avantage de ma  
 patrie, malgré toutes les assurances données à Tilsit par l'empereur  
 Napoléon.

*Anera A.* — Proiect de convențiune între Rusia și  
 Francia relativă la Prusia și la pacea cu  
 Turcia.

Art. 1-er. — S. M. l'empereur de Français, roi d'Italie, toujours  
 disposé à donner une pleine et entière exécution aux stipulations du

No. 87<sup>137</sup>. traité de Tilsit, renouvelle la promesse de retirer ses armées des provinces dont ledit traité assure la restitution à S. M. le roi de Prusse.  
 1808  
 16 januar. Tous les pays, villes et places fortes appartenants depuis la paix à ce souverain et qui jusqu'à présent sont encore occupés par les armées de S. M. l'empereur et roi, ou de ses alliés, seront évacués et remis à S. M. Prussienne dans le terme de . . . . . à dater de la présente convention. S. M. l'empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, promet de ne point ajouter de nouvelles contributions à celles qui ont déjà été imposées à la Prusse, et de se contenter, pour garantie de celles qui restent encore à acquitter, des sûretés offertes par le roi dans la note présentée au ministère de France en date du 30 Décembre 1807 par le baron de Brockhausen, lesquelles consistent dans . . . .

Art. 2. — S. M. I. de toutes les Russies s'engage de son côté à retirer ses troupes des principautés de Moldavie et de Valachie, ainsi qu'Elle s'y est obligée par le traité de Tilsit, et n'ayant rien plus à cœur que la stricte observation des engagements qui y ont été pris, S. M. I. promet que, le jour où la nouvelle de la remise des forteresses de Cüstrin et de Stettin et de l'évacuation des états prussiens par les armées françaises parviendra à St.-Pétersbourg, l'ordre en sera expédié au commandant en chef des forces de S. M. I. dans les deux principautés de les leur faire quitter immédiatement. Il est entendu que, conformément à l'article du traité de Tilsit, les forces ottomanes ne pourront point occuper ces provinces avant la conclusion de la paix.

Art. 3. — S. M. l'empereur des Français consent à ce que S. M. l'empereur de toutes les Russies continue de faire occuper la province de Bessarabie et la conserver, pour être réunie à l'empire russe lors de la paix future avec la Porte, comme une compensation légitime des frais occasionnés par l'occupation des principautés, à laquelle S. M. I. n'a été provoquée que parce que le divan avait manqué aux engagements qu'à l'égard de ces provinces subsistaient entre les deux empires.

Art. 4. — S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, déclare être toujours prêt à faciliter par sa médiation le rétablissement des relations amicales entre la Russie et la Sublime Porte et promet d'apporter tous ses soins à la conclusion d'un traité entre les deux puissances, fondé sur les bases suivantes: 1. Le renouvellement des traités précédents, et nommément de ceux de Jassy et de Constantinople en 1798; le rétablissement dans toute leur intégrité des privi-

lèges et avantages dont jouissait la Russie au moment de la rupture; No. 87<sup>127</sup>.  
 celui de la libre navigation de tous bâtiments portants pavillon russe 1808  
 dans le canal de Constantinople et les Dardanelles; la reconnaissance 15 Ianuar.  
 de l'état indépendant des Serviens et de la constitution qui sera  
 adoptée pour cette nation du consentement et sous la garantie de la  
 France et de la Russie; enfin la cession de la Bessarabie à S. M.  
 l'empereur de toutes les Russies, stipulée plus haut, ainsi que celle  
 d'une lisière contiguë à la Géorgie, comprise entre cette province et  
 le Phasc.

Art. 5. — Dans le cas où le divan se refuserait à conclure la  
 paix sur les bases arrêtées entre les hautes parties contractantes,  
 S. M. l'empereur Napoléon s'engage à ne point mettre d'opposition  
 aux mesures, que S. M. l'empereur de toutes les Russies pourrait  
 être dans le cas d'employer pour l'y contraindre.

*Anexa B.* — Proiect de convențiune între Rusia și  
 Francia în cazul schimbului Moldovei și  
 Munteniei contra Silesiei.

Art. 1-er. — S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, toujours  
 disposé à donner une pleine et entière exécution aux stipulations du  
 traité de Tilsit, renouvelle la promesse de retirer ses armées des  
 provinces dont ledit traité assure la restitution à S. M. le roi de  
 Prusse. Tous les pays, villes et places fortes appartenants depuis la  
 paix à ce souverain et qui jusqu'à présent sont encore occupés par  
 les armées de S. M. l'empereur et roi, ou de ses alliés, seront évacués  
 et remis à S. M. Prussienne dans le terme de . . . . . à compter du  
 présent acte. | Cette stipulation ne sera néanmoins pas appliquée à  
 la Silésie, que S. M. I. et R. conserve la faculté d'occuper, en vertu  
 des arrangements particuliers que les hautes parties contractantes  
 prennent entre elles par la présente convention relativement à cette  
 province.

Art. 2. — S. M. l'empereur de toutes les Russies, désirant complaire  
 autant qu'il est en son pouvoir à son illustre ami et allié, consent  
 à ce que S. M. I. et R., moyennant une convention particulière à  
 faire avec S. M. Prussienne, fasse l'acquisition de la Silésie, pour en  
 disposer comme bon lui semblera, en accordant toutefois, à titre de  
 compensation, au roi, la remise entière des contributions mises sur  
 ses états et non-acquittées jusqu'à ce jour. Et par contre, S. M.  
 l'empereur Napoléon promet et garantit à S. M. l'empereur de toutes

No. 87<sup>137</sup>. les Russies, de la part de la Porte ottomane, la cession à la perpétuité de Moldavie et de la Valachie, avec la Bessarabie et les bouches du Danube, en sorte que le thalweg de ce fleuve et son dernier bras du côté de l'empire ottoman serviront de frontière entre les deux états.

1808  
15 januar.

Art. 3. — S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, déclare être prêt à faciliter par sa médiation le rétablissement des relations amicales entre la Russie et la Sublime Porte, promet d'apporter tous ses soins et bons offices à la conclusion d'un traité entre les deux puissances, fondé sur les bases suivantes: „ Le renouvellement des traités précédents, et nommément celui de Jassy; le rétablissement dans toute leur intégrité des privilèges et avantages dont jouissait la Russie au moment de la rupture; celui de la libre navigation de tous bâtiments portant pavillon russe dans le canal de Constantinople et les Dardanelles; la cession des provinces mentionnées dans l'article précédent, ainsi que d'une lisière contiguë à la Géorgie et comprise entre cette province et le Phasc; enfin la reconnaissance de l'état indépendant des Serviens et de la constitution qui sera adoptée pour ce peuple du consentement et sous la garantie de la France et de la Russie.

Art. 4. — Dans le cas où le divan se refuserait à conclure la paix sur les bases arrêtées ci-dessus entre les hautes parties contractantes, S. M. l'empereur Napoléon s'engage à ne point mettre d'opposition aux mesures, que S. M. l'empereur de toutes les Russies pourrait être dans le cas d'employer pour l'y contraindre.

No. 87<sup>138</sup>.—Extract din instrucțiunile date de ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, ambasadorului francez la Petersburg, de Caulaincourt, in 18 Ianuarie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 431).

No. 87<sup>138</sup>. ..... J'ai mis sous les yeux de l'empereur vos dépêches jusqu'au No. 13 inclusivement. S. M. a remarqué avec quelle fidélité vous vous êtes conformé à vos instructions et il approuve entièrement la direction que vous avez suivie. Un autre courrier vous fera connaître d'une manière plus particulière ses intentions sur chacun des points traités dans vos dépêches. Je me borne aujourd'hui

1808  
18 januar.

à vous recommander de suivre constamment la même ligne relative- No. 87<sup>136</sup>.  
 vement à la Turquie: vous n'avez rien à demander, vous n'avez qu'à 1808  
 répondre aux demandes qui vous seront faites; mais, dans les occa- 18 Januar.  
 sions, vous devez parler de la déférence que veut avoir l'empereur  
 pour les vœux de l'empereur Alexandre, qui seuls peuvent le dé-  
 terminer à s'écarter de la marche que lui tracent les intérêts de son  
 empire, et il faut montrer la possibilité de tout concilier, pour peu  
 qu'on veuille s'entendre. || .....Les nouvelles qu'on vous a données de  
 Constantinople ne sont pas fondées, c'est de très bonne foi que la  
 Porte a repoussé la proposition des Anglais. Vous savez actuelle-  
 ment que ce n'est pas vers le Levant que leurs troupes de Sicile  
 ont été dirigées et lord Paget a tout-à-fait échoué dans ses négo-  
 ciations. La Porte fait toutes sortes d'avances à l'empereur, qui se  
 tient à son égard dans une très-grande réserve. || L'ambassadeur turc,  
 à l'instant d'ouvrir les conférences avec M. Tolstoï, m'a adressé une  
 note, dans laquelle il réclame l'indépendance et l'intégrité de l'empire  
 ottoman, qu'il dit avoir été solennellement promises par le géné-  
 ral Sébastiani. Ses visites, et il m'en fait souvent, ont toujours le  
 même objet.....

No. 87<sup>139</sup>.—Depeşa Comitelui de Metternich, ambasado-  
 rul austriac la Paris, către Comitele de Sta-  
 dion, ministrul Afacerilor străine al Austriei,  
 din 18 Ianuarie 1808. Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 103, p. 147).

M. de Talleyrand, qui fait maintenant profession d'attachement à No. 87<sup>139</sup>.  
 la cour d'Autriche et qui dans les derniers temps m'a fourni des 1808  
 véritables gages de son désir d'établir entre nous et la France des 18 Januar.  
 relations plus intimes, a eu avec moi deux jours de suite des con-  
 versations, dont il me suffira de retracer à Votre Excellence les prin-  
 cipaux traits, pour la convaincre de la considération qu'ils méritent.  
 «La négociation avec l'Angleterre peut être regardée comme finie»,  
 me dit avant-hier M. de Talleyrand, au sortir d'une longue conférence  
 avec l'empereur; «des suites que doit nécessairement avoir l'obstina-  
 tion du ministère anglais sont immenses, et il faut que vous preniez  
 maintenant un parti, et cela le plus vite possible. Vos relations avec  
 la France sont placées dans la véritable ligne; vous avez joué le

No. 87<sup>139</sup>. plus beau et le plus honorable rôle, il faut ne pas vous endormir, 1808 et au contraire vous immiscer dans les affaires qui se préparent. 18 Januar. Toute illusion de votre part serait plus que dangereuse, elle vous perdrait. L'empereur nourrit deux projets : l'un est fondé sur des bases réelles, l'autre est du roman. Le premier est le partage de la Turquie, le second celui d'une expédition aux Indes orientales. Il faut que vous soyez des deux, il ne doit paraître de soldats français et russes que là où il y aura également des autrichiens, et le même jour devront entrer des Français, des Autrichiens et des Russes dans Constantinople. — Quelles sont vos idées à cet égard ? » « — Mes idées sont très simples », lui dis-je. « Une grande puissance doit faire tout ce qu'elle peut pour parer à des bouleversements, qui ne sont heureux pour personne, dans un siècle surtout où déjà tant a été détruit ; elle a deux moyens de parvenir à ce but, celui de l'opposition ouverte et celui de la persuasion. Dans le calcul d'une opposition ouverte doit nécessairement entrer celui de toutes les chances de la guerre ; dans celui de la persuasion, le plus ou moins d'espoir de réussir. Le jour où cette puissance est convaincue que l'un et l'autre de ces moyens sont infructueux, elle doit se décider à se mettre de la partie. » « — Voilà également ma manière de voir », me dit M. de Talleyrand ; « il faut vous mettre de la partie, parce que vous aurez beau faire, vous ne parviendrez pas à arrêter le torrent ; si vous vous opposez, vous serez écrasés ; si vous restez passifs, vous serez réduits au second rang des puissances. Vous savez que de nouveaux bouleversements n'entrent point dans mes plans ; mais rien ne peut influencer sous ce rapport sur les déterminations de l'empereur, dont vous connaissez le caractère. La France et la Russie veulent partager la Turquie ; on ne demandera pas mieux que de vous voir rester spectateurs tranquilles ; c'est surtout la Russie qui le désirera ; et toutes deux se réunissent sur un calcul très-simple et sans contredit très-peu honorable ; mais les parts seront plus petites en les faisant pour trois, au lieu de les faire pour deux. » « Vous envoyez un courrier à Vienne », ajouta-t-il, « et vous aurez un beau rapport à faire à votre cour. » Le reste de la conversation roula sur la négociation avec l'Angleterre ; M. de Talleyrand établit en thèse que l'empereur eût fait la paix aux conditions suivantes : Mettre de côté, de part et d'autre, les questions de droit ; Garantir à l'Angleterre les possessions de Malte, du cap de Bonne-Espérance ; lui demander Sainte-Lucie et Tabago pour la France ; Garantir aux rois de Sicile et de Sardaigne leurs possessions actuelles ; Rendre

à l'Angleterre le Hanovre et à la Suède la Poméranie; rendre à No. 87<sup>189</sup>. la maison de Bragance le Portugal; Le sort de Surinam pourrait être un point de contestation. 1808  
 «Je suis convaincu», ajouta-t-il, 18 januar. «que la paix faite, l'empereur n'eût que très-difficilement repris les armes; maintenant, rien ne les lui fera poser.» Je ne me permets pas de décider à quel point sont vraies les précédentes thèses de M. de Talleyrand et si l'après-coup ne les embellit point. Les *Moniteur* des 7 et 10 janvier parlent toutefois en leur faveur, et M. de Talleyrand m'a dit plusieurs fois dans ces derniers temps, ainsi qu'à M. de Tolstoy, que le Portugal ne serait pas un point de litige. Nous avons parlé de la Prusse. Le résultat que M. de Talleyrand tire de nouveau de sa position est celui de la déclarer perdue sans nulle ressource. Il prétend que le moment actuel influe sur cette destruction, mais que les événements seuls de la guerre l'ont mise dans un état à ne pouvoir se relever, et qu'on ne fait que l'achever par le système fiscal sous lequel on l'a placée en ce moment. «Vous me devez», me dit-il, «d'avoir fini à Presbourg l'affaire des contributions, et l'empereur m'en a voulu souvent depuis; aussi m'a-t-il écarté à Tilsit de cet arrangement, et si les militaires s'en étaient mêlés chez vous, vous n'en auriez pas fini encore.» Je revis M. de Talleyrand hier au soir. «Eh bien», me dit-il, «avez-vous ruminé notre conversation d'hier? Quelle est votre façon de voir aujourd'hui? Êtes-vous d'accord avec moi?» — «Mes principes ne changent pas d'un jour à l'autre», répondis-je, «et je suis prêt à vous répéter tout ce que je vous ai dit hier.» — «Avez-vous envoyé votre courrier?» me demanda-t-il. — «Non, je ne perds rien à attendre un jour de plus; peut-être aurons-nous des nouvelles d'Angleterre et le cercle de ce soir me fournira-t-il des données intéressantes.» — «Croyez-vous qu'on entrera à Vienne dans vos idées?» — «Vous devez vous être bien convaincu depuis longtemps que nous y voyons juste», repris-je, «et le parti qu'on prendra sera conforme à nos véritables intérêts; mais vous tombez comme une bombe dans ma maison, et je m'en vais, d'après toutes les lois de la guerre, vous la renvoyer. Croyez-vous qu'on nourrisse à Pétersbourg le désir du partage de la Turquie?» — «Oui, on l'y a conçu bien longtemps avant nous, parce que notre politique a jusque dans les derniers temps toujours été conservatrice pour la Porte», répondit M. de Talleyrand. — «Où le désire-t-on plus, à Paris ou à Pétersbourg?» — «A Pétersbourg naguère, mais je crois que la partie est égale maintenant.» — «Viendra-t-on à nous, si nous ne disons mot?» — «Non, par les raisons que je vous ai dites hier.»

No. 87<sup>139</sup>. — «Mais si nous nous annonçons, nous acceptera-t-on?» — «Oui, 1808 parce qu'on aura grand besoin de vous.» | — «Est-on convenu de 18 januar. quelques bases de partage?» — «Non, mais le partage est entamé, parce que même la France ne parviendra pas à faire évacuer la Valachie et la Moldavie aux Russes.» | — «Connaissez-vous beaucoup la Turquie et ne vous faites-vous peut-être une idée fausse des moyens qu'il faudrait employer pour la réduire?» || — «Je le crains, et nous sommes le gouvernement européen qui connaissons peut-être moins la Porte; vous la connaissez mieux, mais vous savez que pareille considération n'arrête jamais l'empereur; il fait connaissance sur les lieux.» : — «Oui, je crois effectivement que nous jugeons mieux la Turquie, parce que nous la jugeons sans partialité, que nous ne formons de vœux que pour sa conservation. Les Russes voient par des lunettes grecques, et nulle lunette n'est bonne en politique. Eh bien, je vous réponds que la conquête de la Turquie coûtera trois cent mille hommes en peu d'années, par les maladies, les brigandages etc., et que, dans vingt-cinq à trente ans, ces pays ne se ressentiront encore d'aucune civilisation sous un règne quelconque.» — «Je le sais, mais ces considérations n'arrêtent pas l'empereur.» --- «Quelles sont vos idées sur un partage possible? Je ne vois rien qui puisse vous tenter dans la Turquie européenne; je vois, d'un autre côté, une quantité de choses qui tentent les Russes et beaucoup d'autres qui, dans un cas de partage complet, nous seraient de stricte nécessité!» — «La Morée, les îles adjacentes et l'Égypte nous conviennent; il vous faut le cours du Danube, la Bosnie et la Bulgarie; si les Russes ne possédaient pas la Crimée, Constantinople devrait vous appartenir; dans la position actuelle des choses, ils ont plus de droits à l'obtenir.» — «Quand croyez-vous que commencera l'exécution de ce plan?» || — «Le plus vite possible, et c'est également le plus vite possible qu'il faut vous en mêler, car dans peu de mois on ne vous saura plus gré de ce qui, dans ce moment, vous maintient encore au rang que vous devez occuper.» Votre Excellence conviendra qu'on ne fait pas de la politique plus laconiquement, qu'on ne partage pas plus facilement un vaste empire et qu'on ne se défait pas plus promptement de trois à quatre cent mille combattants. Mais tel est le tableau véritable des négociations à Paris et tout négociateur, qui ne marchera pas ainsi, aura beau courir après la vérité et les principes, il mourra essouffé en route avant d'avoir atteint ses adversaires. Je glissai dans notre conversation la remarque combien l'empereur notre maître était ennemi de tout bouleversement et com-

bien, sous ce rapport, on avait mal jugé dans les derniers temps son système politique. «C'étaient des chicanes», me dit M. de Talleyrand; «il ne s'agit d'ailleurs maintenant d'aucune levée générale; une portion de votre armée suffira, et vous aurez d'autant plus de moyens d'organiser le reste.» — «Mais comment dirigerait-on pareil mouvement combiné?» — «Pouvez-vous croire que l'empereur se départirait de cette besogne? Il mènera tout cela d'Italie.» || Vous trouverez, sans doute, Monsieur le comte, dans le présent rapport, de quoi vous occuper longtemps et très-sérieusement; mais c'est en m'appliquant à débayer le fatras et à préciser les questions, que je mets ma cour à même de saisir de points de vue positifs. Qu'elle me permette d'établir brièvement les miens. || Il me paraît plus que probable que les données que M. de Talleyrand m'a soumises sont parfaitement conformes aux vues de l'empereur. Tout annonce un grand mouvement, et le sénat a été assemblé avant-hier pour une conscription nouvelle. M. de Champagny y a lu un rapport, qu'on dit renfermer des passages fulminants contre l'Angleterre. Les sénateurs avaient été invités à cette réunion dans la nuit. Il paraît décidé que les grands mouvements qui se portaient vers l'Espagne ne seront plus poussés avec la même vigueur; la brouille renouvelée avec Lucien Bonaparte peut avoir influé sur cet objet de convoitise. Le moins de valeur qu'on semble attacher au Portugal provient de la résistance très-prononcée qu'on y éprouve; il faudra maintenant bien le garder, et par conséquent le défendre, mais je crois qu'on n'en entreprendrait plus la conquête, si elle n'était faite. Le maréchal Bessières, qui doit être chargé du commandement du 4<sup>e</sup> corps d'armée, qui se rassemble à Bayonne, ne fait aucun apprêt de départ. On se rejettera donc sur la Turquie, faute de trouver mieux sous la main et parce que l'empereur nourrit depuis longtemps l'idée de frapper le commerce anglais dans ces parages. Des projets de colonisation et de civilisation, de grands mouvements enfin, ne sont et ne seront jamais indifférents à Napoléon. L'Egypte est pour lui une ancienne thèse à défendre. Nous devrions beaucoup sacrifier pour la conservation de la Porte, mais notre existence réelle et notre considération politique, les principaux éléments de la vie d'un grand état, doivent mettre des bornes à nos vœux. Nous ne pouvons sauver la Turquie; il faut donc aider à la partager et tâcher d'en avoir le plus grand lot possible. Nous ne pouvons rien opposer aux principes destructeurs et envahissants de l'empereur des Français; il faut donc les écarter de nous. Je ne suis pas d'accord avec le point de vue

No. 87<sup>139</sup>.  
 1808  
 18 januar.

No 87<sup>130</sup>. de M. de Talleyrand sur la convoitise des Russes. Elle existe sans  
 1808 doute, elle est très-ancienne, mais elle a éprouvé de grandes modifi-  
 18 janvier. cations dans les derniers temps. Les Russes s'agrandiraient volontiers  
 aux dépens de la Porte, mais ils craignent de partager le gâteau  
 avec de plus forts mangeurs et d'établir encore plus de contact entre  
 eux et la France. Cette crainte que je suppose chez les Russes doit  
 les porter à nous rechercher dans une de ces occasions, où tout ca-  
 binet, comme tout individu craintif et ambitieux, doit essentiellement  
 viser à se procurer un point d'appui dans un complice. Je n'ai  
 pas le projet de communiquer à M. le comte de Tolstoy aucun des  
 faits consignés dans ce rapport; nous en avons vingt fois touché les  
 principes, et c'est d'après ces conversations que j'ai cru pouvoir éta-  
 blir ma thèse susmentionnée sur les vœux de la Russie. M. de Tol-  
 stoy ne semble pas attacher une grande valeur à la conquête de la  
 Morée pour la France; il croit, et non sans raison, que cette posses-  
 sion absorbera, et neutralisera par conséquent, une grande masse de  
 ses forces, sans nul fruit pour elle, aussi longtemps qu'elle sera en  
 guerre avec l'Angleterre, et que tous les établissements qu'elle for-  
 meraient seraient bien vite renversés le jour où des circonstances  
 nouvelles disposeraient autrement les questions en France même. Si  
 M. de Tolstoy devait venir à moi avec quelque ouverture qui pour-  
 rait lui être faite ici, je me conduirais vis-à-vis de lui comme je viens  
 de le faire vis-à-vis de M. de Talleyrand, et notre position ne sera  
 jamais plus heureuse que le jour où nous serons priés de ne pas  
 oublier nos propres intérêts par les deux puissances amies pour la  
 forme et rivales au fond. Napoléon commence toujours par «agir»,  
 et tout retard dans le parti que nous devons prendre me paraîtrait  
 infiniment dangereux. Il serait assez difficile de supposer que l'on  
 voulût assigner Constantinople aux Russes, et il me paraît très-pro-  
 bable que, des trois généraux alliés, le Français aurait le plus de  
 prétentions à y établir son quartier-général. M. de Talleyrand,  
 dans notre conversation d'hier, me dit: «Il faut que nous devenions  
 alliés, et ce bienfait sera le résultat du traité de Tilsit; quelque pa-  
 radoxale que puisse paraître cette thèse, je ne l'ai pas moins conçue  
 à Tilsit même; mais l'empereur n'était alors pas de cet avis.» «Ce  
 traité», continua-t-il, «n'est qu'un expédient, qu'on veut faire  
 passer pour un système; il vous met dans la meilleure des  
 positions, parce que chacune des parties contractantes a besoin de vous  
 pour surveiller l'autre, et que, si vous suivez une marche sage, con-

forme à l'esprit du moment, que ni vous ni personne ne saurait No. 87<sup>139</sup>.  
changer, vous sortirez de la grande lutte, en dernier résultat, plus 1808  
glorieux qu'aucune autre puissance.» 18 januar.

No. 87<sup>140</sup>.—Raportul ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 13 (25) Ianuarie 1808. Paris.

(Упомянуто, LXXXIX, p. 381).

Monsieur le comte, Un courrier du cabinet de Vienne porta No. 87<sup>140</sup>.  
la semaine dernière au comte de Metternich les notifications du ma- 1808  
riage de l'empereur son maître. Il eut l'honneur de les remettre à 25 januar.  
l'empereur Napoléon dans une audience particulière, qui s'est prolongée pendant plusieurs heures et où il s'entretint avec lui de différents objets. Les négociations avec l'Angleterre, qui venaient de se rompre, furent le sujet principal de cette conversation. L'empereur se récria beaucoup sur l'aveuglement et l'obstination du ministère britannique et parut assuré qu'il ne se soutiendrait pas. Il ne concevait pas que ce cabinet ne fût pas plus alarmé de ses vues sur l'Orient, et dit en propres termes: ne pense-t-il donc pas au sort dont Constantinople peut être menacé; mais regrettant d'avoir laissé échapper cette phrase, il ajouta que c'étaient cependant des projets difficiles à réaliser pour le moment et que l'on ne saurait y songer que dans un avenir bien éloigné. Toutefois, l'ambassadeur d'Autriche ne partage pas à cet égard la tranquillité, que l'empereur Napoléon suppose au cabinet de St. James; il nourrit les plus vives inquiétudes sur le sort de la Porte ottomane et m'en a parlé à plusieurs reprises. Il envisage le partage de cet empire comme une conséquence inévitable de la rupture de la négociation avec l'Angleterre, et il me paraît craindre infiniment que sa cour ne soit point appelée à y prendre part. Mes pourparlers avec l'ambassadeur turc vont sans doute encore augmenter sa méfiance. En conséquence de la note que M. de Champagny m'avait adressée, cette négociation vient de s'ouvrir, mais j'ai cru lui devoir déclarer, avant de consentir à conférer avec l'ambassadeur de la Porte, que je ne pouvais traiter de rien sans avoir reçu les réponses aux dépêches que je venais d'adresser à Votre Excellence par M. Marin. Il me répondit qu'il me demandait seulement d'échanger les pleins pouvoirs, parce que

No. 87<sup>140</sup>. l'ambassadeur turc le pressait continuellement et qu'il ne voyait que  
 1808 ce moyen de se débarrasser de lui pour quelque temps. M'étant  
 25 janvier. rendu à cette observation, j'ai eu samedi dernier la première conférence, dont les détails peu intéressants sont consignés dans le protocole ci-joint. C'est le comte Nesselrode que j'ai chargé de le tenir.

*Anecđ.* — Protocolul conferinței pentru pace dintre plenipotențiarul rus și cel turc, din 23 Ianuarie 1808, la Paris.

Son Excellence M. le comte Tolstoy, ambassadeur de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, et Son Excellence Muhib effendi, ambassadeur de la Sublime Porte ottomane, ayant été nommés par leurs augustes souverains pour négocier et conclure, sous la médiation de Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, un traité de paix et d'amitié, à l'effet de mettre un terme aux conséquences affligeantes de la rupture qui s'est malheureusement élevée entre les deux empires, et Sa Majesté l'empereur des Français ayant nommé pour assister de sa part aux conférences, en qualité de plénipotentiaire médiateur, Son Excellence Monsieur de Champagny, ministre des relations extérieures, ce dernier invita les deux plénipotentiaires à se rendre au ministère des relations extérieures, pour y procéder à la vérification des pleins pouvoirs respectifs. Ce fut le 11 (23) janvier que, conformément à cette invitation, ils se rendirent à l'endroit désigné. Après les civilités d'usage, M. le ministre médiateur ayant observé que cette première conférence devait avoir pour objet l'échange et la vérification des pleins pouvoirs, Son Excellence M. l'ambassadeur ottoman produisit les siens et demanda qu'ils restassent en dépôt chez le plénipotentiaire médiateur pendant la durée de la négociation. Cette demande, n'ayant rien de contraire aux usages, fut agréée. On procéda ensuite à la lecture des pleins pouvoirs. M. l'ambassadeur de Russie observa que, dans celui donné par le Grand Seigneur, il était allégué que c'était en vertu de l'armistice que les négociations avaient lieu, que ce fait n'était point exact, puisqu'il n'existait point d'armistice, celui que M. Laschkareff avait signé n'ayant point été ratifié par l'empereur de Russie, parce qu'il contenait deux articles que S. M. I. n'avait pas cru pouvoir admettre, dont l'un stipulait la restitution des vaisseaux de guerre pris aux Turcs et l'autre statuait de la reprise des hostilités pour le cas où les négociations de paix n'auraient pas de résultat satisfaisant, ar-

ticle auquel Sa Majesté n'avait pu se prêter, attendu qu'il ne fixait No. 87<sup>100</sup>.  
 cette reprise qu'à la fin de l'hiver. || L'ambassadeur de la Su- 1808  
 blime Porte objecta qu'il ne pouvait qu'envisager l'acte d'armistice 25 januar.  
 comme valide, vu qu'il avait été ratifié par le commandant en chef  
 de l'armée, qui s'y était trouvé pleinement autorisé par les pleins  
 pouvoirs dont il avait été revêtu. Il ajouta qu'il espérait, au reste,  
 qu'une pareille circonstance, étrangère à l'objet pour lequel les plé-  
 nipotentiaires étaient réunis, n'en traverserait point la marche de leurs  
 négociations, ni ne retarderait le rétablissement de la paix entre les  
 deux grandes puissances. L'ambassadeur de Russie répliqua que le  
 général, qui s'était trouvé muni des pleins pouvoirs pour la conclu-  
 sion de l'armistice, était mort pendant sa négociation, et que celui  
 qui l'avait momentanément remplacé n'avait point été confirmé dans  
 ce poste et avait encouru le désaveu de l'empereur, ainsi qu'une  
 juste punition, pour avoir osé prendre sur lui de ratifier l'armistice  
 sans y être autorisé. L'ambassadeur poursuivit, en disant qu'il ne  
 citait ces circonstances que comme un simple fait historique et parce  
 qu'il en était question dans le plein pouvoir de Sa Hautesse. Mais  
 que, néanmoins, la mention qui en était faite dans cette pièce ne lui  
 semblait pas de nature à en infirmer la validité. Il ajouta qu'il demandait  
 seulement à ne pas entrer encore en négociation, n'ayant point jusqu'à  
 ce moment reçu des instructions complètes. M. le ministre mé-  
 diateur demanda alors aux plénipotentiaires, si réciproquement ils  
 avaient trouvé leurs pleins pouvoirs suffisants et, sur leur réponse  
 affirmative, il consentit à prendre ces actes en dépôt. S'adressant en-  
 suite à l'ambassadeur ottoman, il lui renouvela la proposition faite  
 par M. le comte Tolstoy de différer de quelques jours la reprise des  
 conférences, pour donner à celui-ci le temps de recevoir de St.-Pé-  
 tersbourg le complément d'instructions qui lui était nécessaire. L'am-  
 bassadeur de la Sublime Porte exprima vivement le regret que lui  
 faisait éprouver ce retard, ainsi que le désir de ne pas le voir se  
 prolonger. Il termina la séance, en assurant que, pour ce qui le con-  
 cernait, il était prêt à signer le traité qui pourrait être conclu.

---

No. 87<sup>141</sup>. — Extract din depeşa Comitelui Metternich, ambasadorul austriac la Paris, către Comitele Stadion, ministrul Afacerilor străine al Austriei, din 26 Ianuarie 1808. Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 104, p. 155).

No. 87<sup>141</sup>. ..... Le courrier Mainz m'ayant remis le 21 les dépêches de Votre  
1808 Excellence, j'ai demandé le même jour encore une audience particu-  
26 Ianuar. lière à l'empereur, pour lui remettre les lettres de notification du mariage de notre auguste maître. Sa Majesté me fit indiquer l'heure de son lever pour le lendemain, et j'ai rédigé dans les annexes les détails de mon long entretien avec lui. ; ..... L'empereur m'a fait sauter à pieds joints dans la discussion sur le sort de la Porte ottomane, et si j'avais pu entrevoir une teinte officielle marquée dans les deux conversations que j'avais eues relativement à cet intéressant objet avec M. de Talleyrand, je n'étais cependant nullement autorisé à croire qu'il serait aussi directement abordé....

*Aneră.* — Extract din raportul Comitelui Metternich despre întrevvedereea sa cu Napoleon I.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 105, p. 156).

...II[Napoléon] repassa aux affaires d'Angleterre, et j'entame maintenant la partie intéressante de notre conversation. «Comment la question de Constantinople ne vient-elle pas dans l'idée des ministres anglais?» me demanda l'empereur. — «Parce que, apparemment», lui dis-je, «ils ne croient pas que l'existence de la Porte puisse être menacée par Votre Majesté, celui de ses alliés qui s'est toujours le plus fortement prononcé pour sa conservation! Et, après nous, peut-être nulle puissance n'a-t-elle effectivement un intérêt plus direct à la soutenir que la France!» ; — «Notre intérêt est plus prononcé que le vôtre», reprit l'empereur; «vous n'êtes dans le cas de désirer la conservation de la Porte que depuis qu'elle est tombée dans son état de nullité actuelle; anciennement étiez-vous et deviez-vous être rivaux; mais nulle époque de l'histoire n'a posé les questions de cette manière entre la France et la Turquie. Des circonstances impérieuses peuvent seules me forcer à porter atteinte à cette puissance, que je devrais soutenir par tous les moyens; les Anglais peuvent m'y contraindre malgré moi, et il faut que je les cherche où je les trouve. Je n'ai besoin de rien, de nul agrandissement; l'Egypte et quelques

colonies me seraient avantageuses, mais cet avantage ne saurait No. 87<sup>me</sup>.  
compenser l'agrandissement prodigieux de la Russie. Vous ne pouvez 1808  
pas voir non plus cet agrandissement d'un œil indifférent, et je vois 26 januar.  
que ce qui doit essentiellement nous réunir très-étroitement c'est le  
partage de la Turquie, le jour où les Russes,» -- il se reprit ici sur-  
le-champ et, ravalant les Russes, y substitua la phrase: «Quand on  
sera établi à Constantinople, vous aurez besoin de la France pour  
vous prêter secours contre les Russes; la France aura besoin de vous  
pour les contre-balancer. Il n'est pas encore question de partage,  
mais quand il en sera question, je vous le dirai, et il faut que vous  
en soyez. Quelle que soit la part qui puisse vous échoir, vous aurez  
un bien puissant intérêt à avoir les mains dans l'affaire, et il faut  
que vous les y ayez. Vous avez des prétentions tout-à fait justes et  
géographiques (et ce sont les seules qui valent) sur le cours du  
Danube.» Je répondis à l'empereur que ce n'était qu'avec une  
véritable surprise que je voyais agiter la question de la destruction  
d'un empire, à la conservation duquel nous étions tous deux si émi-  
nemment intéressés; que d'un autre côté, je ne pouvais que partager  
son opinion sur les résultats, qui nécessairement devaient être la suite  
de la chute de l'empire ottoman; que si la France elle-même aban-  
donnait cet ancien allié, nous n'aurions sans doute pas la force de  
le soutenir seuls; s'il devait tomber en lambeaux, ajoutai-je, il serait  
de la nature des choses que nous ne saurions être indifférents ni sur  
le choix des acquisitions que feront les puissances copartageantes,  
ni sur la part qui nous reviendrait. «Votre Majesté voit», lui dis-je,  
«que je lui parle avec une grande franchise; je le puis d'autant plus  
qu'Elle doit concevoir que, sur une question aussi neuve, aussi im-  
prévue, je ne saurais avoir la moindre instruction de ma cour, et que  
tout ce que je lui dis ne peut être que le résultat du premier effet  
qu'elle produit sur moi. Je ne m'appuie donc que sur les thèses gé-  
nérales suivantes: qu'en Europe il n'existe plus que trois puissances, que  
ces puissances ont un intérêt réciproque à se ménager; que nous, étant  
placés entre la Russie et la France, nous avons un intérêt plus direct à  
être bien avec la France, parce qu'elle pourrait nous faire plus de  
mal que la Russie; que la France s'en trouvera toujours mieux, si  
elle compte sur nos principes politiques plutôt que sur ceux de la  
cour de Saint-Petersbourg; que dans les grandes questions qui s'a-  
gitent entre la France et cette puissance, nous ne pouvons qu'être  
toujours très-directement intéressés;—que si enfin un empire voisin  
doit crouler, il est digne d'une grande puissance de le soutenir, ou

No. 87<sup>141</sup>. de s'immiscer au moins dans les questions qui doivent naître de  
 1808 tout bouleversement de ce genre.» — «Vous avez parfaitement  
 26 januar. raison», me dit l'empereur; et il partit de là pour déclamer contre  
 les Russes, contre leur peu de civilisation, de stabilité dans les vues  
 et les principes. Il coula cette question à fond, avec ample connais-  
 sance de cause, et s'il fonde des projets sur la coopération de la  
 Russie, il ne leur en abandonnera certainement pas la conduite. ||  
 Il revint sur notre compte. «Il y a bien quelques petites questions»,  
 me dit-il, «mais elles ne sont rien, et comme je viens de vous l'assurer,  
 je n'ai nul sujet de plainte sur votre compte depuis la paix de Pres-  
 bourg; s'il y a de petits coups d'épingle, on rend des coups d'é-  
 pingle.» ..... Il me repara de la guerre contre les Prussiens,  
 de la désorganisation de cet état, de la faiblesse de son ministère,  
 de la duplicité de Haugwitz, qui lui avait offert vingt fois, et  
 entre autres encore à Brünn, le partage de l'Autriche, ce dont il  
 m'autorisa de demander à voir les preuves à M. de Champagny. ||  
 Il avait fait attendre son déjeuner et son service; depuis près de  
 deux heures nous avons parcouru cinquante fois son cabinet, quand  
 à la fin il me dit: «Je n'ai rien à ajouter, résumons notre conver-  
 sation!» || «Vous manderez à votre cour que, depuis la paix de  
 Presbourg, je n'ai non-seulement plus eu de sujet de grief contre  
 sa conduite, mais que j'ai à me louer beaucoup de la stricte neu-  
 tralité qu'elle a observée dans les derniers temps; qu'il n'est pas  
 encore question du partage de la Turquie, mais que dès qu'il le  
 sera, vous y serez, non-seulement admis, mais même appelés comme  
 de juste, pour défendre et discuter d'un commun accord vos inté-  
 rêts et vos vues.».....

---

No. 87<sup>142</sup>.—Raportul ambasadorului frances la curtea  
 Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Rela-  
 țiunilor exterioare al Franciei, de Champagny.  
 din 29 Ianuarie 1808. Petersburg.

(Горюхи, LXXXVIII, p. 442).

No. 87<sup>143</sup>. ..... Je n'ai encore fait mention de la conversation que j'ai eue  
 1808 le 21 avec l'empereur qu'en ce qui concerne les affaires de Suède;  
 29 januar. elle a cependant été intéressante sous plus d'un rapport, et je crois  
 devoir en rendre un compte plus détaillé à Votre Excellence. ||  
 En me promettant de hâter l'expédition de Finlande, S. M. m'a

de nouveau exprimé le désir de voir s'opérer une diversion en Scanie No. 87<sup>14</sup>.  
 par les troupes françaises. Elle m'a dit qu'il fallait que les deux armées pussent se donner la main, si le golfe gelait à la fin de février 1808  
 ou en mars. De là S. M. m'a parlé de l'utilité dont serait quelques 29 Januar.  
 démonstrations à Boulogne, les Anglais craignant par dessus tout une descente. J'assurai S. M. que l'empereur y avait une belle armée et qu'il ne négligeait aucun des moyens, qui pouvaient servir au succès de la cause commune. Je profitai de l'occasion pour appeler son attention sur une expédition dans l'Inde, comme un des points les plus vulnérables pour l'Angleterre, et je tâchai de piquer l'amour-propre du militaire et du prince qui aime la gloire. L'empereur en causa assez longtemps, mais toujours en me disant qu'il était déjà entré en détail à cet égard avec notre auguste maître, qui, comme lui, regardait la chose comme presque impossible. Ses réflexions décélaient cependant plutôt l'incertitude du succès qu'une opposition formelle à ce projet, car tout roulait sur les déserts à traverser, sur la difficulté de se procurer des subsistances. Il ne me fut pas difficile de répondre au premier article, puisque les troupes venues d'Irkoutsk pour nous combattre en Pologne ont fait plus de chemin qu'il n'y en a pour se rendre des frontières de Russie dans l'Inde. Quant aux autres—l'expérience de ce que l'empereur Napoléon a fait en tant de circonstances m'a suffi, pour trouver les moyens d'y répondre également. S. M. a terminé cette conversation, en me disant que nous en reparlerions et qu'Elle pensait qu'il fallait envoyer sur les lieux des officiers instruits, pour reconnaître le pays et s'assurer de ce qu'il faudrait faire pour ne pas avoir à douter du succès. J'ai saisi cette occasion pour lui dire que l'empereur n'avait laissé continuer sa route à son ambassadeur en Perse que dans la pensée qu'il pourrait être utile à l'armée de S. M., si Elle traversait ce pays. L'empereur me demanda enfin par où je supposais que devaient agir les armées françaises et russes, si ce concert était adopté, et quels moyens je croyais qu'on emploierait. Ma réponse fut que la géographie voulait que l'armée française passât par Constantinople et l'armée russe par le Caucase, si elle ne pouvait avoir assez de bâtiments pour traverser la Caspienne. J'ai aussi entretenu S. M. de la nécessité de prendre des mesures pour bien recevoir les Anglais, s'ils venaient au printemps insulter les côtes. L'empereur parut satisfait de l'intérêt que je lui témoignais et me répéta que je devais toujours lui parler ainsi; que je le devais, par l'attachement qu'il porte à mon maître et parce que nous étions une ancienne connaissance. :

No. 87<sup>142</sup>. Dans une conférence avec le ministre, il m'a dit que l'empereur  
 1808 avait donné ordre de répondre aux Serviens, qui venaient de faire  
 29 janvier. une seconde communication sur les nouvelles offres que la Porte  
 leur faisait, qu'ils devaient se soumettre et obtenir, s'ils le pouvaient,  
 des sûretés dans la garantie de la France et de la Russie, l'empereur ne voulant se charger pas même d'une protection sans que ce fût de concert avec l'empereur Napoléon. Les affaires de Turquie l'occupent beaucoup depuis quelques jours. Le général Miloradovitch est parti hier pour retourner à Bucarest, où se trouve sa division. M. Baycoff, connu par plusieurs missions, doit le suivre incessamment. Quelques renseignements me font penser que sa mission actuelle est relative aux propositions des Serviens. Aussitôt que j'aurai plus de détails à ce sujet, j'en instruirai V. E. Un officier de marine russe, qui était prisonnier, est arrivé le 22 en courrier de Constantinople. La permission que lord Paget a obtenue de débarquer aux Dardanelles a renouvelé toutes les inquiétudes. On assure que les Turcs et les Anglais s'entendent pour ajourner toute entreprise jusqu'à ce qu'on connaisse la tournure, que prendront les négociations entamées à Paris entre la Russie et la Porte....

---

No. 87<sup>143</sup>.—Instrucțiunile trimise de ministrul Relațiilor  
 nilor exterioare al Franței, de Champagny,  
 ambasadorul în Franța la Petersburg, de Caulaincourt, în 29 Ianuarie 1808. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., I, p. 237; Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 287).

No. 78<sup>143</sup>. Monsieur l'ambassadeur, je vous ai annoncé que j'aurais à  
 1808 vous faire connaître d'une manière plus particulière les intentions  
 29 janvier. de l'empereur sur la direction politique que vous devez suivre. C'est ce que je fais aujourd'hui. Vous avez très-bien exprimé les intentions de l'empereur. On ne peut trop dire à la cour de Pétersbourg, et il faut qu'elle en soit bien persuadée, que le premier intérêt de la France et le premier vœu de l'empereur ont pour objet la stricte exécution du traité de Tilsit, que l'empereur ne songe pas à démembrer la Prusse, qu'il n'ambitionne aucune de ses provinces et que, lorsqu'il demande la Silésie en compensation de la Valachie et de la Moldavie, qui resteraient aux Russes, c'est beaucoup moins par le prix qu'il met à l'acquisition de cette province que par l'impossibilité de trouver ailleurs le juste dédommagement d'un pareil

sacrifice. Mais cet arrangement même, il ne le conclura qu'avec regret et uniquement dans la vue d'obliger l'empereur Alexandre et de donner à son autorité une force plus imposante. L'empereur préférerait de beaucoup que les choses restassent telles que le traité de Tilsit les a établies. Peuvent-elles rester ainsi? Le peuple de Pétersbourg, qui ne sera plus distrait par le bruit des armes et par la perspective d'un nouvel agrandissement de l'empire, ne supportera-t-il pas avec plus d'impatience les privations et les pertes, auxquelles l'expose l'interruption de ses anciennes relations avec l'Angleterre? Ce mécontentement du peuple ne sera-t-il pas encouragé par les mécontents de la cour et de l'armée? L'armée entière ne sera-t-elle pas fatiguée de son inactivité et ne verra-t-elle pas avec un extrême regret s'évanouir les espérances de fortune, que lui offrait une conquête nouvelle? Le parti anglais ne peut-il pas tirer un grand avantage de ces dispositions? Examinez, Monsieur, s'il est possible que l'empereur Alexandre, aidé de tout l'appui que lui donne le nom de l'empereur, surmonte ces difficultés? Le moment critique sera le printemps prochain. C'est alors que l'interruption des relations commerciales avec l'Angleterre se fera plus vivement sentir. L'empereur Alexandre peut-il, sans changer de système, ou sans danger d'une révolution, atteindre l'hiver suivant, sans pouvoir dire à ses peuples: «Grâce à mon alliance avec la France, j'ai accru l'empire de Russie et, si vous avez éprouvé quelques privations, elles sont bien plus que compensées par l'illustration qui accompagne le nom russe et par l'acquisition de riches provinces, qui augmentent la richesse de l'empire en même temps que sa puissance?» Enfin, combien de temps croyez-vous qu'on puisse conserver la tranquillité de cet empire, seulement en nourrissant des espérances que la paix dispenserait de réaliser? S'il est vrai que, par votre rang, votre représentation et l'impulsion que vous donnerez au corps diplomatique, qui sera bientôt composé de personnes dévouées à la France, vous puissiez influencer sur l'esprit de la société de Saint-Petersbourg, qu'on représente comme exerçant elle-même une grande influence sur la cour et l'armée, vous êtes invité à ne négliger aucun moyen d'atteindre ce but, et tous ceux qui peuvent vous être fournis d'ici seront mis à votre disposition. Mais ce résultat sera-t-il tel que vous puissiez parvenir à réaliser le vœu de l'empereur, de se borner à exécuter le traité de Tilsit, en maintenant l'alliance de la France et de la Russie jusqu'à la paix avec l'Angleterre, et sans exposer l'empereur Alexandre au danger d'une révolution? L'empereur sait bien qu'il con-

1808

29 Januar.

No. 87<sup>143</sup>. servera cette alliance et assurera à l'empereur Alexandre la tranquille  
 1808 possession de son trône, soit par l'abandon de la Valachie et de la  
 29 januar. Moldavie, soit par le partage de l'empire turc. Mais cette alliance sera  
 chèrement payée: une nouvelle scène de bouleversements s'ouvrira  
 en Europe, qui sans doute offrira au génie de l'empereur des chances  
 qu'il saura faire tourner à son avantage, mais qui aussi éloignera la  
 paix avec l'Angleterre et redoublera pour la France et pour l'Europe  
 les calamités d'une guerre si longtemps prolongée et devenue plus  
 coûteuse et plus inquiétante par des expéditions de plus en plus  
 lointaines. Cependant, dans vos entretiens avec l'empereur Alexandre  
 et le comte de Roumiantsof, ne rejetez pas absolument l'idée de ce  
 partage: informez-vous comment on veut le faire, quels sont les moyens  
 d'exécution, quelles puissances on veut y faire entrer, et ne cachez  
 pas combien il est peu favorable aux intérêts de la France, qui ne  
 peut y avoir un lot avantageux, fût-il même très-étendu. Faites voir  
 aussi l'avantage de différer cette mesure jusqu'à la paix avec l'An-  
 gleterre, ou au moins jusqu'au moment où on aurait pu lui arracher  
 l'empire de la Méditerranée, qui la met en état de recueillir dès ce  
 moment les plus précieuses dépouilles de l'empire ottoman.

No. 87<sup>144</sup>.—Extract din raportul ambasadorului rus, Co-  
 mitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov,  
 ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 19  
 (31) Ianuarie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 391)

No. 87<sup>144</sup>. .....Il est évident que le désir énoncé de notre part d'acquérir la  
 1808 Moldavie et la Valachie n'a été si favorablement accueilli par lui [Napo-  
 31 januar. léon] que pour motiver une seule raison, quelque peu valable qu'elle puisse  
 être, de ne pas évacuer la Prusse et forcer le roi à souscrire à toutes  
 les conditions qu'il lui impose; en attendant, il se gardera bien de  
 finir si promptement les affaires de la Turquie, dont il a su si adroi-  
 tement attirer la négociation à Paris, pour les terminer ou les retarder  
 à son gré.

No. 87<sup>145</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I. din 2 Februarie 1808.  
Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, XVI, p. 586).

Monsieur mon frère, le général Savary vient d'arriver. J'ai passé des heures entières avec lui pour m'entretenir de Votre Majesté. Tout ce qu'il m'a dit m'a été au cœur et je ne veux pas perdre un moment pour la remercier de toutes les bontés qu'Elle a eues pour lui et pour mon ambassadeur. Votre Majesté aura vu les derniers discours du parlement d'Angleterre et la décision où l'on y est de pousser la guerre à outrance. Dans cet état de choses, j'écris directement à Caulaincourt. Si Votre Majesté daigne l'entretenir, il lui fera connaître mon opinion. Ce n'est plus que par de grandes et vastes mesures que nous pourrons arriver à la paix et consolider notre système. Que Votre Majesté augmente et fortifie son armée. Tous les secours et assistance que je pourrai lui donner, Elle les recevra franchement de moi; aucun sentiment de jalousie ne m'anime contre la Russie, mais le désir de sa gloire, de sa prospérité, de son extension. Votre Majesté veut-elle permettre un avis à une personne qui fait profession de lui être tendrement et vraiment dévouée? Votre Majesté a besoin d'éloigner les Suédois de sa capitale; qu'Elle étende de ce côté ses frontières aussi loin qu'Elle le voudra; je suis prêt à l'y aider de tous mes moyens. Une armée de 50.000 hommes, russe, française, peut-être même un peu autrichienne, qui se dirigerait par Constantinople sur l'Asie, ne serait pas arrivée sur l'Euphrate qu'elle ferait trembler l'Angleterre et la mettrait aux genoux du continent. Je suis en mesure en Dalmatie; Votre Majesté l'est sur le Danube. Un mois après que nous en serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes et l'Angleterre serait soumise. Je ne me refuse à aucune des stipulations préalables, nécessaires pour arriver à un aussi grand but. Mais l'intérêt réciproque de nos deux états doit être combiné et balancé. Cela ne peut se faire que dans une entrevue avec Votre Majesté, ou bien après de sincères conférences entre Romanzof et Caulaincourt et l'envoi ici d'un homme qui fût bien dans le système. M. de Tolstoï est un brave homme, mais il est rempli de préjugés et de méfiance contre la France et est bien loin de la hauteur des événements de Tilsit et de la nouvelle position, où l'étroite amitié qui règne entre Votre Majesté et moi a placé l'univers. Tout peut être signé et décidé avant

No. 87<sup>146</sup>.  
1808  
2 Febr.

No. 87<sup>145</sup>. le 15 mars. Au 1-er mai nos troupes peuvent être en Asie et à la même époque les troupes de Votre Majesté à Stockholm. Alors, les  
1808  
2 Febr. Anglais, menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargée. Votre Majesté et moi aurions préféré la douceur de la paix et de passer notre vie au milieu de nos vastes empires, occupés de les vivifier et de les rendre heureux par les arts et les bienfaits de l'administration; les ennemis du monde ne le veulent pas. Il faut être plus grands, malgré nous. Il est de la sagesse et de la politique de faire ce que le destin ordonne et d'aller où la marche irrésistible des événements nous conduit. Alors cette nuée de pygmées, qui ne veulent pas voir que les événements actuels sont tels qu'il faut en chercher la comparaison dans l'histoire et non dans les gazettes du dernier siècle, fléchiront et suivront le mouvement que Votre Majesté et moi aurons ordonné; et les peuples russes seront contents de la gloire, des richesses et de la fortune, qui seront les résultats de ces grands événements. Dans ce peu de lignes, j'exprime à Votre Majesté mon âme tout entière. L'ouvrage de Tilsit réglera les destins du monde. Peut-être de la part de Votre Majesté et de la mienne un peu de pusillanimité nous portait à préférer un bien certain et présent à un état meilleur et plus parfait; mais puisqu'enfin l'Angleterre ne veut pas, reconnaissons l'époque arrivée des grands changements et des grands événements.

---

No. 87<sup>146</sup>. — Instruction n° 1 date de l'Impérator Napoleon I  
ambasadorului sãu la Petersburg, de Caulaincourt, în 2 Februarie 1808. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 519; Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 309).

No. 87<sup>146</sup>. M. le général Caulaincourt. j'ai reçu vos lettres. La dernière, à  
1808  
2 Febr. laquelle je réponds, est du 13 janvier. Vous trouverez ci-joint une lettre pour l'empereur Alexandre. Je ne doute pas que M. de Tolstoï n'écrive bien des bêtises. C'est un homme qui est froid et réservé devant moi, mais qui, comme la plupart des militaires, a l'habitude de parler longuement sur ces matières, ce qui est un mauvais genre de conversation. Il y a plusieurs jours qu'à une chasse à Saint-Germain, étant en voiture avec le maréchal Ney, ils se prirent de propos et se firent même des défis. On a remarqué trois choses échappées à M. de Tolstoï dans cette conversation: la première, que nous aurions

la guerre avant peu ; la deuxième, que l'empereur Alexandre était No. 87<sup>44</sup>. trop faible et que si lui, Tolstoï, était quinze jours empereur, les choses prendraient une autre direction ; enfin que, si l'on devait par- 1808 2 Febr. tager l'Europe, il faudrait que la droite de la Russie fût à l'Elbe et la gauche à Venise. Je vous laisse à penser ce qu'a pu répondre à cela le maréchal Ney, qui ne sait pas plus ce qui se passe et est aussi ignorant de mes projets que le dernier tambour de l'armée. Quant à la guerre, il a dit à M. de Tolstoï que, si on la faisait bientôt, il en était enchanté, qu'ils avaient toujours été battus, qu'il s'ennuyait à Paris à ne rien faire ; que quant à la prétention d'avoir la droite à l'Elbe et la gauche à Venise, nous étions loin de compte ; que son opinion à lui au contraire était de la rejeter derrière la Dniester. Le prince Borghèse et le prince de Saxe-Cobourg étaient dans cette même voiture : vous pouvez juger de l'effet que peuvent produire des discussions aussi ridicules. Tolstoï a tenu de pareils propos à Savary et à d'autres individus. Il a dit à Savary : « Vous avez perdu la tête à Saint-Petersbourg ; au lieu des déserts de la Moldavie et de la Valachie, c'est vers la Prusse qu'il faut porter vos regards. » Savary lui a répondu ce qu'il avait à lui répondre. Je fais semblant d'ignorer tout cela. Je traite très-bien Tolstoï, mais je ne lui parle pas d'affaires ; il n'y entend rien et n'y est pas propre. Tolstoï est, en un mot, un général de division, qui n'a jamais approché de la direction des affaires et qui critique à tort et à travers. Selon lui, l'empereur a mal dirigé les affaires de la guerre : il fallait faire ceci, il fallait faire cela, etc. etc. Mais quand on lui répond : « Dites donc, les ministres ? » il répond que les ministres n'ont jamais tort en rien, puisque l'empereur les prend où il veut ; que c'est à lui à les bien choisir. Ne faites aucun usage de ces détails. Ce serait alarmer la cour de Saint-Petersbourg et ne pourrait que produire un mauvais effet. Je ne veux pas dégoûter ce bon maréchal (*sic*) Tolstoï, qui paraît si attaché à son maître. Je n'ai voulu vous instruire de tout cela que pour votre gouverne ; mais le fait est que la Russie est mal servie. Tolstoï n'est pas propre à son métier, qu'il ne sait pas et qui ne lui plaît pas. Il paraît cependant personnellement attaché à l'empereur, mais les jeunes gens de sa légation le sont beaucoup moins ; ils s'expriment d'ailleurs, même en secret, de la manière la plus convenable sur ma personne ; ce pays n'est choqué que de celle dont ils parlent de leur gouvernement et de leur maître. || Aussitôt que j'ai reçu votre lettre du 13, j'ai envoyé un aide de camp à Copenhague et j'ai fait donner l'ordre à Bernadotte de faire passer en Scanie

No. 87<sup>146</sup>. 14.000 Français et Hollandais. M. de Dreyer en a écrit à sa cour  
 1808 de son côté et goûte fort cette idée. || Dites bien à l'empereur que  
 2 Febr. je veux tout ce qu'il veut; que mon système est attaché au sien ir-  
 révocablement; que nous ne pouvons pas nous rencontrer, parcc que  
 le monde est assez grand pour nous deux; que je ne le presse point  
 d'évacuer la Moldavie ni la Valachie; qu'il ne me presse point d'éva-  
 cuer la Prusse; que la nouvelle de l'évacuation de la Prusse avait  
 causé à Londres une vive joie, ce qui prouvait assez qu'elle ne peut  
 que nous être funeste. Dites à Romanzoff et à l'empereur que je  
 ne suis pas loin de penser à une expédition dans les Indes, au par-  
 tage de l'empire ottoman, et à faire marcher à cet effet une armée  
 de 20 à 25.000 Russes, de 8 à 10.000 Autrichiens et de 35 à 40.000  
 Français en Asie et de là dans l'Inde; que rien n'est facile comme  
 cette opération; qu'il est certain qu'avant que cette armée soit sur  
 l'Euphrate, la terreur sera en Angleterre; que je sais bien que, pour  
 arriver à ce résultat, il faut partager l'empire turc; mais que cela  
 demande que j'aie une entrevue avec l'empereur; que je ne pour-  
 rais pas d'ailleurs m'en ouvrir à M. de Tolstoï, qui n'a pas de pou-  
 voirs de sa cour et ne paraît pas même être de cet avis. Ouvrez-  
 vous là-dessus à Romanzoff; parcourez avec lui la carte et fournis-  
 sez-moi vos renseignements et vos idées communs. Une entrevue avec  
 l'empereur déciderait sur-le-champ la question; mais si elle ne peut  
 avoir lieu, il faudrait que Romanzoff, après avoir rédigé vos idées,  
 m'envoyât un homme bien décidé pour ce parti, avec lequel je puisse  
 bien m'entendre; il est impossible de parler de ces choses à Tolstoï. ||  
 Quant à la Suède, je verrais sans difficulté que l'empereur Alexandre  
 s'en emparât, même de Stockholm. Il faut même l'engager à le faire,  
 afin de faire rendre au Danemark sa flotte et ses colonies. Jamais  
 la Russie n'aura une pareille occasion de placer Pétersbourg au centre  
 et de se défaire de cet ennemi géographique. Vous ferez comprendre  
 à Romanzoff, qu'en parlant ainsi, je ne suis pas animé par une po-  
 litique timide, mais par le seul désir de donner la paix au monde,  
 en étendant la prépondérance des deux états; que la nation russe  
 a, sans aucun doute, besoin de mouvement; que je ne me refuse à  
 rien, mais qu'il faut s'entendre sur tout. J'ai levé une conscription,  
 parce que j'ai besoin d'être fort partout. J'ai fait porter mon armée  
 en Dalmatie à 40.000 hommes; des régiments sont en marche pour  
 porter celle de Corfou à 15.000 hommes. Tout cela, joint aux forces  
 que j'ai en Portugal, m'a obligé à lever une nouvelle armée; que  
 je verrai avec plaisir les accroissements que prendra la Russie et les

levées qu'elle fera; que je ne suis jaloux de rien, que je secondrai No. 87<sup>146</sup>.  
la Russie de tous mes moyens. Si l'empereur Alexandre peut venir 1808  
à Paris, il me fera grand plaisir. S'il ne peut venir qu'à moitié chemin, 2 Febr.  
mettez le compas sur la carte et prenez le milieu entre Pétersbourg  
et Paris. Vous n'avez pas besoin d'attendre une réponse pour prendre  
cet engagement; bien certainement, je serai au lieu du rendez-vous  
quand il le faudra. Si cette entrevue ne peut avoir lieu d'aucune  
manière, que Romanzoff et vous rédigiez vos idées, après les avoir  
bien pesées; qu'on m'envoie un homme dans l'opinion de Romanzoff.  
Faites-lui voir comment l'Angleterre agit, qu'elle prend de toute main.  
Le Portugal est son allié: elle lui prend Madère. C'est donc avec  
de l'énergie et de la décision que nous porterons au plus haut point  
la grandeur de nos empires, que la Russie contentera ses sujets et  
asseoira la prospérité de sa nation. C'est le principal; qu'importe le  
reste? ¶ L'empereur est mal servi ici. Les deux vaisseaux russes qui  
sont à Porto-Ferrajo depuis quatre mois ne veulent pas sortir de ce  
misérable port, où ils dépérissent, au lieu d'aller à Toulon, où ils  
auraient abondamment de tout. Les vaisseaux russes qui sont à  
Trieste, qui pourraient être utiles à la cause commune, y sont inu-  
tiles; et je ne réponds pas que, si les Anglais assiégeaient Lisbonne,  
Siniavin ne concourût pas à sa défense et finît par se laisser pren-  
dre par eux. Il faut que le ministère donne des ordres positifs à ces  
escadres et leur dise si elles sont en paix ou en guerre. Ce mezzo  
termine ne produit rien et est indigne d'une grande puissance. Sur  
ce je prie Dieu, etc. P. S.—Le Moniteur vous fera connaître les  
dernières nouvelles d'Angleterre, si vous ne les avez pas.

---

No. 87<sup>147</sup>.—Raportul ambadorului rus, Comitele Tol-  
stoi, către Comitele Rumianțov, ministrul  
Afacerilor străine al Rusiei, din 25 Ianuarie  
(6 Februarie) 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 396)

Monsieur le comte, Dans une de mes dépêches, expédiées par No. 87<sup>147</sup>  
le dernier courrier prussien, j'ai rendu compte à Votre Excellence 1808  
d'un entretien que j'ai eu avec le général Savary immédiatement après 6 Febr.  
son retour. Il s'est renouvelé depuis et a encore roulé sur le même sujet.  
Avant-hier la conversation entre nous devint fort animée; lui persistait  
toujours à m'attribuer d'avoir sonné le tocsin à St. Pétersbourg, et moi

**No. 87<sup>141</sup>.** à l'assurer que je m'étais borné à rapporter des faits, dont la simple exposition en disait plus que tout ce que j'aurai pu dire et n'avait aucun besoin de commentaire, pour démontrer combien son gouvernement était peu disposé à remplir les promesses qu'il avait faites à l'empereur notre auguste maître. Je n'eus pas de peine à m'apercevoir que c'était par ordre du sien et dans l'intention de me sonder que M. Savary était venu me trouver. J'eus donc soin d'arranger mes réponses de manière à pouvoir être rapportées là où elles devaient l'être. L'événement a prouvé que je ne me suis point trompé. || Ce que j'avais dit au général a été rendu de suite à l'empereur et celui-ci n'a pas perdu un instant pour me ménager une occasion de me voir et de m'en parler. Le lendemain du jour où cet entretien avait eu lieu, il me fit avertir que, le temps lui ayant paru beau, il s'était décidé à chasser dans la forêt de St. Germain et m'invitait à m'y rendre sans délai, parce qu'il allait partir de suite. Peu d'instants après que j'eus reçu ce billet d'invitation, M. de Savary accourut chez moi et m'annonça qu'il venait des Tuileries, que l'empereur était prêt à monter en voiture et qu'il se proposait de me parler d'affaires. En effet, à la fin de cette chasse, à laquelle n'avaient assisté que le prince Murat, le prince de Neufchâtel et le maréchal Bessièrès, l'empereur entama en plein champ une conversation, qui dura pendant trois heures. || Il m'aborda par sa question habituelle si je n'avais pas reçu de nouvelles et me trouva l'air inquiet. Je répondis que je ne l'étais nullement, mais voyant où il en voulait venir, je lui témoignai craindre qu'on ne le fût en Russie; et m'ayant là-dessus accusé d'avoir fait naître ces inquiétudes, je m'offris de lui faire voir tout ce que j'avais écrit, mes rapports ne contenant absolument que ce que j'étais prêt à lui répéter. Mais me réitérant encore la même demande, je lui retraçai la différence qu'il y avait entre sa manière d'agir et celle à laquelle nous avions eu lieu de nous attendre de sa part après les promesses qu'il avait faites à S. M. l'empereur, lui rappelant qu'à Tilsit il n'avait jamais été question de lier les affaires de la Turquie à celles de la Prusse et que, fidèles à ce principe, on séparait encore chez nous ces questions, comme le lui prouvaient mes dernières instructions, que je lui avais communiquées, et qu'il est donc à supposer que ce n'est que dans cette conviction et fondé sur les protestations qu'il avait faites à l'empereur mon auguste maître, que celui-ci avait cru pouvoir énoncer le désir d'acquérir la Moldavie et la Valachie, comme indemnité des frais que la guerre de Turquie avait entraînés, et qu'en revanche nous étions tout prêts à

**1808**  
**6 Febr.**

lui donner l'assistance nécessaire, pour lui procurer la part qu'il s'était réservée de cet empire ; que jamais il n'avait fait entendre à Tilsit que ce fût sur la Prusse qu'il voulait prélever cette compensation, tout comme il n'y avait jamais été question des prétentions élevées à la charge de cette puissance par l'organe du sieur Daru, qui n'avaient été faites qu'après la conclusion du traité. | Il y objecta, en m'exposant les difficultés et même l'impossibilité qu'il y aurait pour lui, dans ce moment-ci, de réaliser ses vues sur l'empire ottoman ; il en convoite Candie et la Morée et prévoit dans l'occupation de ces pays de très-grands obstacles de la part des Anglais, qui feront leur possible pour se rendre maîtres de l'Archipel, ne sachant même pas comment il pourra se maintenir dans les Sept-Îles, et m'observa aussi, qu'en nous procurant la possession de la Moldavie et de la Valachie, il étendrait trop notre influence, car il nous mettait ainsi en contact avec les Serviens, qui nous étaient tout dévoués, et à même d'entretenir par eux plus facilement des relations avec les Monténégrins et les peuples de la Grèce, unis à la Russie d'affection comme de religion, plan beaucoup trop gigantesque pour qu'il pût consentir de le réaliser aussi vite que je le semblais désirer. Il me fut cependant impossible de voir dans ces arguments une raison plausible pour lui de chercher sa compensation en Prusse, le seul pays qui nous séparait encore de la puissance française, aussi peu que de retarder son évacuation, que, à en juger par le *Moniteur* du 2 février, il faisait maintenant dépendre de la paix générale, de la restitution de la flotte danoise et de l'accession de la Suède à la coalition contre l'Angleterre, conditions qu'il n'avait jamais mises en avant jusqu'ici et qui, plus que toute autre chose, prouvaient comment il était disposé envers l'empereur de Russie, qui ne cesse de s'intéresser au sort du roi de Prusse et de réclamer à son égard l'exécution du traité de Tilsit. « Et comment voulez-vous, Sire, poursuivis-je, que nous soyons sans alarmes, lorsque nous vous voyons lever 80.000 hommes dans le même instant où vous m'assurez en avoir 800.000 et être embarrassé de les entretenir ? Contre qui peuvent-elles être dirigées, ces forces imposantes et toujours augmentées ? Allié de la Russie, vous n'avez plus d'ennemi sur le continent, et si vous vous en méfiez (M. Savary et M. de Caulaincourt ont dû vous dire si vous avez raison de la suspecter et quelles sont les vraies dispositions de l'empereur mon maître), vous ne pouvez pas avoir la prétention qu'elle place en vous une confiance aveugle et sans bornes. Ajoutez à cela que vos troupes occupent toujours le duché de Varsovie, qu'elles y élè-

No. 87<sup>ter</sup>.  
1808  
6 Febr.

No. 87<sup>147</sup>.  
1808  
6 Febr.

vent des retranchements vers nos frontières, et il me semble que ces circonstances parvenues à St.-Pétersbourg n'ont pu qu'y causer de justes appréhensions, n'étant nullement faites pour tranquilliser. Ces circonstances, Sire, me paraissent telles, que jamais et dans aucun cas je n'aurais osé les laisser ignorer à ma cour, sans me rendre coupable envers ma patrie et mon souverain.» || Il me reproduisit alors les mêmes arguments que déjà il avait allégués, car il lui arrive en général de se répéter souvent, en m'assurant cependant que, quoiqu'il ne fût pas à son avantage de faire dans ce moment le partage de l'empire ottoman, parce que les Anglais l'empêcheraient de s'emparer des provinces qui lui convenaient, il s'y prêterait toutefois par complaisance pour l'empereur notre auguste maître, pour lequel il professe la plus haute estime et le plus grand attachement; qu'il ne pouvait qu'approuver son désir d'acquérir les deux principautés, parce qu'elles le rendraient maître de la Mer Noire, m'observant toujours, comme il l'avait déjà fait à tant de reprises, que si nous voulions qu'il nous sacrifiât son allié, qu'il était juste que nous lui abandonnions le nôtre et ne nous opposions pas à ce qu'il conservât la Silésie, qui n'était d'ailleurs pas trop rapprochée de nos frontières pour que l'acquisition qu'il en ferait pût nous causer le moindre ombrage, d'autant moins qu'il ne voulait ni la garder pour lui, ni la donner à un prince de sa maison, mais pour la céder à une puissance qui lui en saura gré, et que c'était uniquement pour diminuer les moyens de la Prusse, à laquelle il avait fait beaucoup trop de mal pour pouvoir faire fond sur elle. Au sujet de la conscription, il me dit qu'elle ne devait nullement surprendre, qu'elle n'avait été ordonnée que pour remplir les cadres de son armée et remplacer ceux, en très-grand nombre, auxquels il accordait des congés; qu'il ne croyait au reste pas que ce fût le moment de diminuer ses forces; que pour contenir toute l'Europe il fallait des troupes et qu'il ne verrait pas même avec plaisir que la Russie désarmât. Je l'interrompis pour lui prouver que des forces aussi considérables que les siennes me paraissaient plus que suffisantes pour remplir ce but et lui répétai: «Vous m'avez assuré, Sire, que votre armée était de 800.000 hommes et que vous étiez embarrassé de l'entretenir. Les avez-vous ces 800.000 hommes, ou ne les avez-vous pas? Si vous ne les avez pas, pourquoi m'avoir dit les avoir, et si vous les avez, pourquoi en augmenter le nombre et contre qui les diriger? vous ne pouvez pas avoir d'ennemi sur le continent, lorsque vous êtes l'allié de la Russie. Vous savez qu'elle a à peine 300.000

hommes. Une telle disproportion peut-elle ne pas l'alarmer? Il fit alors No 87<sup>14</sup>.  
 l'énumération de toutes les expéditions qu'il projette, de tous les 1808  
 points qu'il occupe, me parla de l'envoi d'une forte armée en Es- 6 Febr.  
 pagne, de la nécessité de garnir de troupes toutes les côtes de l'Italie,  
 de la réserve qu'il formait dans ce pays, de l'envoi de renforts en  
 Dalmatie, des camps à établir à Boulogne et le long de la Manche,  
 de la soi-disante grande armée, qui doit toujours être à portée de  
 surveiller les contingents des princes d'Allemagne, d'une  
 division qu'à la demande de la Russie et du Danemark il  
 envoie en Scanie pour réduire le roi de Suède, et enfin d'une ex-  
 pédition contre les grandes Indes, car il prétend qu'il n'y a pas  
 de raison de ne pas réussir, parce qu'Alexandre et Tamerlan y  
 avaient échoué; qu'il fallait faire mieux qu'eux, qu'il ne s'agissait que  
 d'atteindre l'Euphrate, qu'une fois parvenu sur les bords de ce fleuve,  
 il n'y avait pas de raison pour ne pas arriver aux Indes. Ensuite, re-  
 venant aux objections qu'il m'avait faites, il chercha à me tranquil-  
 liser au sujet du Moniteur du 2 février, à m'engager à n'y faire  
 aucune attention, m'assurant que l'article qui me causait tant d'in-  
 quiétude n'avait eu pour but que de faire sensation en Angleterre et  
 d'en imposer à cette puissance; que même les prétentions que Daru  
 avait été chargé de faire valoir ne voulaient rien dire, qu'il ne s'y  
 accrocherait pas et remplirait scrupuleusement le traité de Tilsit aus-  
 sitôt que nous aurions de notre côté consenti à évacuer les provin-  
 ces ottomanes, ou convenu d'un arrangement quelconque. Il ajouta  
 qu'il croyait m'avoir prouvé que je n'avais pas de logique, et moi je  
 ne pus m'empêcher de lui observer que la sienne était très-peu per-  
 suasive et que j'étais habitué à ne juger que par les faits et non  
 par les paroles. Là-dessus, prenant son chapeau des deux mains  
 et le jetant à terre, il me tint ce discours, trop remarquable pour ne  
 pas être transcrit mot à mot: «Ecoutez, M. de Tolstoy, ce n'est  
 «plus l'empereur des Français qui vous parle, c'est un général de  
 «division qui parle à un autre général de division; que je sois le  
 «dernier des hommes, si je ne remplis pas scrupuleusement ce que  
 «j'ai contracté à Tilsit et si je n'évacue pas la Prusse et le duché  
 «de Varsovie, lorsque vous aurez retiré vos troupes de la Moldavie  
 «et de la Valachie. Comment pouvez-vous en douter? Je ne suis ni  
 «un fou ni un enfant, pour ne pas savoir ce que je contracte, et ce  
 «que je contracte je le remplis toujours. Et vous, quelle assurance  
 «pouvez-vous me donner?» | «Je ne crois pas, Sire, avoir à vous en  
 donner», fut ma réplique; «tout ce que mon souverain promet, il le

No. 87<sup>147</sup>. tient, et l'a prouvé en toute occasion, et tout récemment encore.» ||  
 1808  
 6 Febr. Alors il me fit espérer que, dans un an, tout serait fait et arrangé à l'amiable entre la France et la Russie, et lorsque je lui témoignai ma surprise sur un terme aussi reculé, il ajouta : «S'entend à dater «de l'époque du traité de Tilsit, dans six mois d'ici. On voit bien «quo vous n'êtes pas diplomate, vous voulez faire marcher les affaires «comme les brigades et les régiments, vous voudriez les faire aller «au galop; vous ne savez donc pas que des affaires telles que celles «qui nous occupent maintenant et dont jamais peut-être il n'en a «existé de plus importantes en Europe, pour pouvoir se développer, «doivent être bien mûries; mais vous avez l'air d'avoir un système «à vous et même différent de celui de votre cour.» || Je répondis que je n'avais et n'oserai jamais avoir d'autre système que celui adopté par mon souverain; que toutes les représentations que je me permettais de lui faire ne tendaient qu'à appuyer et à développer ces mêmes instructions de ma cour, que je m'étais empressé de lui communiquer, et qu'il n'avait pas pu trouver que mes idées fussent opposées à la teneur de ces instructions; qu'il était permis à un chacun d'avoir sa façon de penser et sa conviction; mais que, tant que l'on servait, l'on ne saurait avoir d'autre système politique que celui de son souverain. || Cependant, il continua sur le même ton et parut vouloir couler à fond cette matière. «On voit, me dit-il, que vous avez toujours tenu «à un parti opposé à la France et c'est là ce qui fait naître en vous cette «méfiance, car je parie que c'est ma conduite passée qui vous la cause, «et il serait pourtant facile de prouver qu'elle n'a été que la suite «des sottises de mes voisins, qui ont très-souvent provoqué de ma «part une marche tout-à-fait opposée à mes intentions.» Pour mieux me le prouver, il m'allégua l'exemple de la Prusse, à laquelle, à ce qu'il soutient, il n'avait pas songé à faire la guerre, mais qui l'y avait forcé. Sur cet article, il me fut cependant impossible de tomber d'accord avec lui; je lui répliquai donc que, dans ce cas, il fallait que je fusse prophète, ayant dit au roi de Prusse, de Sttetin, lorsque ce souverain m'avait invité à quitter ses états avec le corps de troupes que j'avais l'honneur de commander, qu'il s'exposait aux suites les plus funestes, s'il consentait au départ des troupes russes avant que l'armée française n'aurait évacué l'Allemagne et ne fût rentrée en France. || L'accusation d'appartenir à tel ou tel parti fut si souvent répétée, que je crus cependant devoir lui faire sentir combien elle m'humiliait et le prier instamment de vouloir bien ne plus me considérer ni comme partisan de l'Angleterre, ni comme celui de la

France ; que je ne voulais être que Russe et bon Russe et que toutes les séductions et tous les appas de la France et de l'Angleterre ne pourraient jamais me faire changer de principes. Absorbé d'un autre côté, il semble en effet que l'empereur a ajourné ses vues sur l'empire ottoman ; il m'a parlé trop souvent et avec trop d'affectation du désavantage qu'il y aurait pour lui de les réaliser dans ce moment-ci, pour que je puisse les supposer si prêtes à se développer. Il lui répugne à ne soustraire que quelques provinces à la puissance du divan, parce qu'alors, comme il prétend, il exciterait son ressentiment sans l'avoir mis hors d'état de le satisfaire et de lui nuire, ce qui était contraire à ses principes et à sa manière d'agir. Il dit préférer que l'on maintienne l'intégrité de l'empire ottoman jusqu'à ce qu'il serait à même de l'anéantir tout-à-fait et de reléguer les Turcs en Asie, et avança encore comme argument en faveur de cette marche plus lente la jalousie, si peu dangereuse dans les effets qu'elle peut avoir, que donnerait nécessairement à la cour de Vienne un partage de la Turquie. Je cherchai par contre à faire valoir toutes les considérations susceptibles de le déterminer à ne pas s'opposer à l'acquisition que nous ferions de la Moldavie et de la Valachie. Je lui représentai que pourtant le seul moyen, par lequel on pouvait se flatter de réduire l'Angleterre, consistait dans la création et la réunion d'une marine considérable et imposante ; que toutes les mesures prohibitives dont il frappait le commerce n'aboutiraient à rien et n'empêcheraient même pas les Anglais de répandre leurs marchandises sur le continent ; je lui citai à l'appui de cette assertion que jamais le commerce de contrebande n'avait été plus actif qu'il ne l'est actuellement en France, où il avait même l'air d'être autorisé par le gouvernement, malgré qu'il le défendit avec la dernière sévérité aux autres puissances, et je cherchai à lui démontrer qu'il était de son intérêt même de nous voir acquérir la Moldavie et la Valachie, parce que ces deux provinces nous donneraient une prépondérance sur la mer Noire et les moyens d'augmenter nos escadres dans ces parages, qui, ainsi portées à un degré de force considérable et réunies à la flotte turque, ne tarderaient pas à lui offrir un secours de quarante vaisseaux. En terminant, l'empereur, pour achever de me rassurer, ajouta encore ces paroles remarquables : « Et je ne vous dis pas encore que je n'évacuerai pas la Prusse, lors même que vous aurez acquis le Danube pour frontière. »

No. 87<sup>147</sup>.  
1808  
6 Febr.

No. 87<sup>148</sup>.—Scrisoarea particulară și secretă a ambasadurului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 28 Ianuarie (9 Februarie) 1808. Paris.

(Сборник, LXXXIX, p. 415).

No. 87<sup>148</sup>.      Monsieur le comte,      L'empereur Napoléon m'a communiqué  
1808      dans sa dernière conversation un fait curieux, que Votre Excellence  
9 Febr.      n'apprendra certainement pas sans intérêt, quoiqu'il ait rapport à des  
événements moins récents. Mais comme il m'a demandé de lui en  
garder le secret, je n'ai pas voulu en faire mention dans la dépêche  
consacrée aux détails de cet entretien et vous supplie, Monsieur le  
comte, de n'en faire usage que vis-à-vis de S. M. l'empereur. || Lors-  
que je le vis me témoigner un intérêt bien vif à la Porte ottomane,  
je lui demandai ce qui avait pu exciter cet intérêt, qu'il me semblait  
que cette puissance était bien loin de le mériter, qu'il n'y avait abso-  
lument aucun fond à faire sur ses dispositions, que sa mauvaise foi  
était aussi constatée que sa faiblesse, et que la France en avait elle-  
même eu des preuves, et même récemment, dans la guerre qu'elle  
lui avait faite en 1800 et à laquelle nous n'avions cependant pas eu  
beaucoup de peine à la déterminer.      Il répondit que son intérêt  
pour la Porte venait de l'ancien attachement de celle-ci pour la  
France et auquel elle n'avait que bien rarement manqué, et qu'il ne  
lui serait pas difficile de me prouver que, même lorsqu'elle avait fait  
la guerre au Directoire, conjointement avec nous, elle n'avait agi que  
d'après les suggestions et les conseils de la France, qui, dans ce  
temps, avait mieux aimé de voir quelques vaisseaux de plus dirigés  
contre elle, que d'exposer le divan, qu'elle était alors hors d'état de  
protéger et de secourir, au ressentiment de l'Angleterre et de la  
Russie, dont les effets auraient pu amener et sa chute et la conquête  
de Constantinople.      Dans cette confidence et dans plusieurs autres  
indices, je crois apercevoir le dessein de nous aigrir toujours davantage  
contre la Porte et de nourrir en nous autant que possible le désir  
d'avoir les deux principautés, auxquelles l'empereur Napoléon est bien  
loin de vouloir que nous renoncions, et s'il renchérit, ce n'est que  
pour nous faire payer plus cher cette acquisition.

---

No. 87<sup>149</sup>.—Extract din raportul ambasadurului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Imperatul Napoleon I, din 9 Februarie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 278).

[Conversation de l'empereur Alexandre avec de Caulaincourt, No. 87<sup>149</sup>.  
le 8 février, au sujet de l'équivalent à prendre par la France pour la cession des principautés danubiennes à la Russie.] L'empereur: Je ne pensais pas à la Turquie; c'est l'empereur qui m'en a parlé le premier en ces termes: «Vous n'avez rien contre ces Turcs? Moi je les déteste depuis l'Égypte.» Et, en apprenant la déposition du Sultan: «C'est la providence qui me dégage. Rien ne m'attache à celui-ci.» [Caulaincourt lui faisant observer qu'un partage immédiat de l'empire ottoman ferait l'affaire de l'Angleterre, il poursuivit:] La situation de l'Europe par rapport à l'Angleterre était lors du traité de Tilsit moins avantageuse que maintenant, pour me donner ce qui m'a été promis. Je puis répondre à tout, parce que l'empereur lui-même m'a dit: Tout, dans la rédaction du traité, s'est fait avec intention. Il m'a lui même fait remarquer que les articles qui rendaient des provinces à la Prusse, par égard pour moi, a-t-il dit au monde entier, étaient rédigés d'une manière positive, tandis que ce qui regardait la Turquie avait du vague. On ne stipula par écrit rien de ce que l'empereur pensait et m'a surtout répété, pour que cela ne pût servir de prétexte à l'Angleterre pour refuser la médiation. Alors, comme à présent, comme toujours, je vous le répète, mon premier désir a été d'être agréable à l'empereur. Un mot de lui me suffisait. L'ambassadeur: C'est cet acharnement même de l'Angleterre qui force à être plus prévoyant. Quant à la Prusse, Sire, en perdant une province, elle renoncerait à l'idée d'avoir une armée; la famille royale en serait plus riche et le peuple plus heureux. Déjà déchue du second rang, qu'importe celui où elle se trouvera placée, pourvu que le roi ait un revenu considérable et point de charges. Dans tout ceci, Sire, je raisonne d'après le désir que je connais à mon maître d'aller au-devant de ce que Votre Majesté souhaite, plutôt que d'après une sage politique, car elle conseille sûrement de porter son attention avant tout sur la querelle avec l'Angleterre. L'empereur: Je vais vous parler franchement. La Prusse, dans l'état actuel, n'aura pas 30.000 hommes. Quant aux Turcs, s'ils n'avaient pas eux-mêmes enfreint l'armistice ridicule

1808  
9 Febr.

No. 87<sup>100</sup>. qui a été fait, si je n'avais pas compté sur ce que m'a dit l'empereur, comme lui pouvait compter sur moi, mes troupes auraient évacué la Valachie et la Moldavie. Rien n'est plus vrai, quoiqu'il en eût coûté peut-être la vie à cent mille habitants. Mais ce n'est pas fait et, dans la position actuelle, où je pourrais légitimer l'occupation de ces provinces par mille bonnes raisons, que les Turcs eux-mêmes m'ont fournies par leur conduite depuis l'armistice et qu'ils me fourniraient d'ailleurs quand je voudrais si je n'étais pas de bonne foi, mon seul désir est de m'entendre avec l'empereur. Il ne faut pas affaiblir l'empire ottoman. Eh bien, l'Etrurie, le Portugal sont de riches équivalents. L'ambassadeur : Sire, c'est en offrir en Amérique. Ce n'est ni le roi d'Italie, ni le roi d'Espagne qui ont stipulé à Tilsit. C'est à la France que Votre Majesté veut sûrement donner des équivalents, puisque c'est à son ambassadeur qu'Elle fait l'honneur d'en parler. L'empereur : La Silésie n'est pas plus près de vous que l'Etrurie. Votre position, je vous le dis franchement, serait menaçante pour ce pays-ci. Tant de places fortes, le voisinage du duché de Varsovie, où est toujours le maréchal Davout, tout cela vous donnerait une force telle qu'elle inquiéterait tout le monde ici. Pour moi, je vous le répète, j'ai une confiance sans bornes dans l'empereur. Je voudrais l'inspirer à tout le monde. A Dieu ne plaise que je lui soupçonne un projet quelconque contre la Russie, mais une sage prévoyance est le premier devoir d'un souverain. Je veux que ce pays soit l'allié de la France, non-seulement sous mon règne, mais après moi. Vous voyez, par la manière dont je vous parle, que j'ai toute confiance en vous. Eh bien, l'empereur lui-même m'a tracé la marche que je dois suivre. Pour être amis entre grandes puissances, — m'a-t-il dit plusieurs fois, — il ne faut pas avoir de point de contact. Les querelles de douane amènent des coups de canon. Les armées de Frédéric, qui sont venues nous combattre, sont toujours parties de la ligne de l'Oder. Ces souvenirs sont trop récents, la Silésie trop voisine et cette ligne trop offensive, pour que cet arrangement puisse se faire, quand même il ne serait plus question de ce pauvre roi de Prusse, auquel personne ne s'intéresse plus. Moi-même je dis à tout ce qui m'entoure que vous n'évacuez pas son pays parce qu'il ne paie pas. Est-ce cela seulement qui vous y retient? L'ambassadeur : C'est la principale raison. (En riant :) Votre Majesté me permettra de lui dire qu'Elle n'en a point de si bonnes pour rester en Valachie. Mais cette réflexion m'est personnelle, car l'empereur ne permettrait

pas un doute sur les intentions de Votre Majesté. || L'empereur No. 87<sup>140</sup>.  
 (en riant aussi :) Nous causons. J'aime qu'on me parle fran- 1808  
 chement. Votre réflexion n'est pas si mauvaise. || L'ambassadeur : 9 Febr.  
 Je désirerais que Votre Majesté les trouvât toutes bonnes. Au reste,  
 elles me sont suggérées autant par l'intérêt de sa gloire que par  
 mon devoir. Je reviens, avec la permission de Votre Majesté, sur  
 cette ligne de l'Oder. Elle n'est que défensive pour la Silésie. Les  
 principales places de cette province ne sont que sur la frontière  
 d'Autriche, car la ligne de l'Oder c'est proprement Stettin et Cüstrin,  
 qui ne sont pas en Silésie. Puis, comment cette province donnerait-  
 elle à la France une position si menaçante contre la Russie? Elle  
 ne lui est pas limitrophe. Au reste, Sire, qu'iraient chercher les ar-  
 mées françaises en Russie? De quel avantage serait l'occupation d'une  
 province ou même de deux? A cet égard, la guerre, si elle pouvait  
 éclater un jour, offrirait plus d'avantages aux armées russes vers le  
 couchant ou le midi qu'aux nôtres vers le nord. || L'empereur :  
 Vous me ferez plaisir, général, de mander tout cela à l'empereur.  
 C'est à ce qu'il m'a dit que je me réfère. S'il ne le veut pas, il  
 faudra bien prendre son parti. || (Alexandre s'arrêta un moment. Son  
 front s'assombrit; il devint pensif, comme s'il cherchait quelque chose,  
 puis continua :) || Il a maintenant dans ses mains des compensations,  
 qui lui donnent le moyen de me laisser ce qu'il m'a fait espérer,  
 sans détruire l'empire ottoman, ni arracher à la Prusse ce qu'il lui  
 a rendu pour moi. J'en reviens toujours aux conversations comme  
 aux principes de Tilsit. J'espère que l'empereur me prouvera qu'il  
 n'y tient pas moins que moi. C'est son ouvrage: il faut tâcher de ne  
 rien détruire de ce que sa prévoyance d'alors n'a point condamné.

No. 87<sup>150</sup>.—Raportul ambasadorului rus, Comitele Tol-  
 stoi, către Comitele Rumianțov, ministrul  
 Afacerilor străine al Rusiei, din 29 Ianuarie  
 (10 Februarie) 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 417).

Monsieur le comte, || L'ambassadeur d'Autriche a reçu hier un No. 87<sup>140</sup>.  
 courrier de sa cour et, avec cette même confiance qu'il m'a témoignée 1808  
 dans toutes les occasions, il s'est empressé de me communiquer le 10 Febr.  
 contenu des dépêches qu'il lui a portées. Elles ont principalement  
 rapport aux affaires de la Turquie et contiennent des instructions

No. 87<sup>140</sup>. éventuelles au comte Metternich, pour le cas où l'Autriche serait  
 1808 appelée à jouer un rôle dans les mutations que l'empereur pourrait vou-  
 10 Febr. loir faire subir à cet empire. L'intégrité de la Porte ottomane est  
 cependant le premier désir de la cour de Vienne et elle charge son  
 ambassadeur de le manifester au ministère français, lorsque celui-ci  
 lui ferait quelque ouverture à ce sujet. Si cependant il fallait re-  
 noncer à cette idée et que le partage de la Turquie aurait été ir-  
 révocablement prononcé, il est autorisé à accéder à tous les arran-  
 gements, mais concertés à cet égard entre la Russie et la  
 France, et même à offrir des secours militaires pour les mettre en  
 exécution. Par cette offre, la cour de Vienne a eu envie d'éviter que  
 l'on n'employât à cette expédition les troupes des princes de la Con-  
 fédération du Rhin, qui, partageant les peines, acquerraient le droit  
 de participer aux bénéfices, et qu'alors il pourrait bien être question  
 de les récompenser aux dépens de la monarchie autrichienne, qui,  
 si elle devait payer l'avantage de faire des acquisitions en Turquie  
 par des cessions de l'une de ses possessions allemandes ou polonaises,  
 perdrait plus qu'elle ne gagnerait. Elle est décidée à ne consentir  
 à aucune cession de cette nature. La crainte qu'il pourrait en être  
 question est née dans le ministère autrichien d'un bruit, qui a couru  
 à Munich et qui annonçait que 15.000 hommes de troupes bavaroises  
 allaient marcher vers les frontières de la Turquie. Mais toute cette  
 communication adressée au comte Metternich me paraît motivée par  
 la crainte, plus réelle encore, que le partage de l'empire ottoman ne  
 se fasse sans que la cour de Vienne y soit admise. Ce n'est tou-  
 tefois pas ce cabinet seul, qui, dans cette circonstance, est en butte  
 à des appréhensions gratuites; je soupçonne celui des Tuileries d'avoir  
 craint une paix séparée entre nous et la Porte, et c'est, je suppose,  
 la raison pour laquelle M. de Champagny m'a tant pressé d'échanger  
 mes pleins pouvoirs avec l'ambassadeur ture. || L'ambassadeur  
 d'Autriche m'a encore fait part qu'à Venise il avait été mis un em-  
 bargo sur tous les vaisseaux marchands, mesure dans laquelle je  
 crois voir un indice de la prochaine occupation de Trieste, dont l'em-  
 pereur m'a parlé hier, parce que ce sera dans ce port qu'il fera em-  
 barquer les troupes destinées à cette occupation.

---

No. 87<sup>151</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 15 Februarie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 463).

..... Le ministre [le comte de Roumiantzof] m'ayant engagé à passer No. 87<sup>151</sup>.  
chez lui dans la matinée du 8, je m'y rendis. Je me conformai à ce que 1808  
me prescrivait V. E., en remettant les deux notes relatives aux ap- 15 Febr.  
provisionnement de la marine et aux grâces accordées à Cattaro. Je lui dis ensuite que le prince Guillaume <sup>1)</sup> était traité avec des égards particuliers. Il me répondit que ce serait agréable à l'empereur. J'ajoutai qu'un quatrième parlementaire avait été expédié par M. de Metternich pour enjoindre à M. de Stahremberg de se conformer aux premiers ordres de sa cour et que, pour répondre aux déclarations hostiles des Anglais, on levait la conscription. Tout cela arrêta peu le ministre. Il me dit: «Et sur les affaires de Turquie, M. l'ambassadeur, vous donne-t-on quelque chose de positif, comme M. de Tolstoï l'espérait? L'empereur lui a parlé d'une manière précise de la Silésie, comme équivalent de la Valachie et de la Moldavie. C'est trop près de nous et trop loin de vous, pour que le prix que vous y attachez ne soit pas fait pour donner de l'inquiétude à un prince qui serait moins confiant et moins loyal que l'empereur Alexandre. L'empereur a dit, à la vérité, que c'était pour la donner, mais vous y aurez des troupes; tout cela sera matière à discussion pour l'avenir. Nous tenons trop à votre alliance, si nous ne tenions pas à ce que vous nous avez promis en faveur de la Prusse, pour pouvoir consentir à un arrangement de cette nature, surtout quand il est si contraire à tout ce que l'empereur Napoléon a dit à Tilsit. Si c'est pour donner, donnez autre chose. L'empereur a tant de pays dans les mains. Si c'est pour vous, cela ne vous convient pas avec notre alliance. Travaillons à la cimenter. N'offrons pas tout de suite les moyens de la détruire. L'empereur ne vous en a rien témoigné; mais la dépêche du comte de Tolstoï l'a profondément affecté. Il en était si peiné, elle l'a surpris à un tel point, que je l'ai moi-même engagé à ne vous en pas parler de quelques jours. Son opinion, ses résolutions pour la guerre à la Suède, sa prévenance pour vous, rien n'en

<sup>1)</sup> Principele Wilhelm, fratele Regelui Prusiei, care mersese la Paris ca să tracteze despre evacuarea statelor acestui Rege.

No. 87<sup>151</sup>. a changé, vous apprécierez cela sans doute. Cette affaire ne peut finir  
 1808 ainsi. C'est pour vous et non pour nous que nous faisons maintenant  
 15 Febr. la guerre. Ne résultera-t-il de notre alliance actuelle aucun des avantages que vous nous avez promis? Tenez, M. l'ambassadeur, ne faites point de cette alliance une de ces conventions du moment, qui sont le résultat d'une guerre et qui ne jettent aucunes racines. Faites pour nous ce que vous avez promis, et vous verrez tout ce que nous ferons pour vous. L'empereur Alexandre n'est pas allié ni ami à demi.» || Je répondis à tout cela que V. E. me répétait, ce que je n'avais cessé de dire, que l'empereur désirait avant tout faire ce que pouvait être utile ou agréable à l'empereur Alexandre; qu'elle me faisait espérer un courrier plus détaillé; que la guerre avec l'Angleterre me semblait devoir être l'unique pensée du moment; que quant à ce que mandait M. de Tolstoï relativement à la Silésie, j'étais étonné de le voir, lui, politique et ministre, aussi éloigné de cette idée; que cette guerre contre l'Angleterre mettait en problème s'il était de l'intérêt de la Russie de détruire l'empire ottoman dans les circonstances actuelles; que lui ôter la Bosnie et la Morée, c'était le livrer aux Anglais, ou par sa faiblesse, ou par son mécontentement; que l'intérêt des possessions russes dans la mer Noire devait la ranger à cette opinion; qu'une fois ce principe adopté, il fallait à la France un autre équivalent, et que je lui demandais où il le prendrait ailleurs qu'en Prusse; que puisque la Russie voulait dîmer après la paix sur la Turquie, il n'y avait pas de raison pour que la France n'élevât pas la même prétention à l'égard de la Prusse; que quant au voisinage, je ne le voyais pas si contigu; que la Silésie étant loin de la France, l'influence militaire qu'il voulait donner à cette acquisition ne me paraissait nullement mériter l'importance qu'il y attachait; que tout ce qui ne touchait pas à la métropole n'était que colonie et, dans cet état, n'avait qu'une position défensive; que c'était donc militairement un point bien moins important que la Valachie et la Moldavie, qui tenaient à la Russie et lui donneraient le Danube pour frontière: que les armées avaient plus d'avantage d'aller du nord au couchant que du couchant au nord; que comme on ne donnait en général rien pour rien, je lui demandais de nouveau où il chercherait ailleurs qu'en Prusse cet équivalent; que notre modération, comme notre intérêt, puisque l'empereur selon lui était déjà si puissant, ne nous faisait rien désirer de plus que l'exécution du traité de Tilsit; que comme nous ne nous en écarterions que pour complaire à l'empereur Alexandre et lui prouver que le désir de faire une chose, qui contri-

buerait à sa gloire et à la prospérité de la Russie, passait avant tout, No. 87<sup>151</sup>.  
 je pensais qu'il fallait trouver quelque chose qui fût aussi à notre 1808  
 convenance et qui n'offrît pas à l'Angleterre un nouveau prétexte de 15 Febr.  
 continuer la guerre et une occasion de faire la loi aux Turcs ; que nous prouvions combien nous tenions à l'alliance, puisque la prévoyance de l'empereur cherchait à tout concilier, sans anéantir la Turquie, dont l'existence était pour le moment actuel nécessaire à la tranquillité d'une partie des possessions russes. Je finis par dire que j'étais plus sensible que je ne pouvais l'exprimer aux bontés de l'empereur Alexandre, mais que ce n'était pas quand il ne pouvait douter du désir qu'avait l'empereur Napoléon de tout arranger, pour peu qu'on voulût s'entendre, qu'il devait s'affecter d'une réponse de M. de Tolstoï, qui élevait peut-être quelques difficultés ; mais que des difficultés n'étaient point des obstacles insurmontables, quand on était amis autant que l'étaient l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre. M. de Roumianzoff me dit à la fin de la conversation que, pour son compte, il pensait que tout s'arrangerait, s'il n'était pas question de la Silésie ; qu'au reste, l'empereur m'en parlerait sûrement lui-même. En effet, S. M., chez laquelle j'eus l'honneur de dîner ce même jour, après avoir échangé avec moi les mêmes questions et réponses que le ministre et m'avoir rappelé tout ce qu'Elle prétend que l'empereur lui a dit à Tilsit, en répétant souvent qu'Elle s'en référerait à ce qui lui avait été promis et qu'Elle y tenait, ajouta : « Davout est à Varsovie ; cela et la Silésie menacent trop la tranquillité de ce pays. J'ai toute confiance en l'empereur, mais je ne puis l'inspirer à tout le monde ; on s'inquiéterait ici. Mon premier devoir est d'être prévoyant. Je veux que cette alliance dure et ne point laisser du prétexte pour changer de système. L'empereur peut prendre un riche équivalent en Etrurie et en Portugal. » Je répondis que c'était en offrir en Amérique ; que ce n'était ni le roi d'Espagne, ni le roi d'Italie qui avaient stipulé à Tilsit ; que c'était sûrement à la France que S. M. prétendait en offrir, puisque c'était à son ambassadeur qu'Elle faisait l'honneur d'en parler. S. M. appuya beaucoup sur la position offensive que la ligne de l'Oder donnait à la France. Elle rappela que c'était de là qu'était parti Frédéric pour combattre la Russie. Je dois faire remarquer à V. E. que l'empereur, dans sa conversation, parlait toujours de la Silésie comme d'une province française, tandis que le ministre ne la considérait, dans la sienne, que comme une province donnée à un autre souverain, mais ayant garnison française. Ignorant les intentions de S. M., je n'ai point fait

No. 87<sup>141</sup>. expliquer sur cette différence. J'ai fortement réfuté l'opinion que la  
 1808 Silésie donnait à la France une position offensive contre la Russie,  
 15 Febr. la question paraissant en être réduite à ce point et la maison de  
 Prusse ne plus être le premier obstacle. J'ai beaucoup appuyé sur  
 ce que, la Silésie n'étant point limitrophe de la Russie, sa possession  
 ne pouvait être nullement inquiétante pour cette puissance. L'em-  
 pereur s'étant étendu sur le peu de moyens qui restaient, même  
 dans l'état actuel, à la Prusse, comparativement à la Saxe, j'en ai pris  
 occasion de lui faire observer, qu'étant déjà déchu du second rang  
 comme puissance, peu importait celui qu'elle occuperait désormais ;  
 que la famille royale gagnerait des revenus et par conséquent une  
 existence plus agréable à avoir une moindre étendue de territoire,  
 puisque cela la dispenserait d'entretenir une forte armée ; qu'elle serait  
 même par là dans le cas de rendre son peuple plus heureux. J'ai remar-  
 qué que l'intérêt de l'empereur pour cette maison n'était plus le même.  
 Est-ce parce que cela l'ennuie, ou parce qu'il est trop préoccupé de ses  
 propres intérêts ? Le ton qu'il prenait en parlant de la situation de la  
 Silésie et l'attention qu'il paraissait y mettre me feraient pencher pour  
 cette dernière opinion. || Comme l'empereur, tout en me répétant  
 sans cesse combien il était attaché à notre auguste maître, combien  
 il tenait à cette alliance, quel prix il mettait à remplir ses engage-  
 ments et à être, disait-il, en avance, appuyait beaucoup sur le pré-  
 tendu changement de l'empereur Napoléon et sur la différence qu'il  
 prétendait y avoir entre ce qu'il lui avait dit et ce qu'il proposait  
 maintenant, citant même qu'il lui avait fait remarquer à Tilsit que  
 tout ce qui était stipulé pour la Prusse était positif, tandis qu'il n'y  
 avait que du vague dans les articles relatifs à la Turquie, je me  
 suis attaché à lui faire observer que, d'après son propre dire, il ne  
 pensait pas avant Tilsit à ce qu'il demandait aujourd'hui, quoique la  
 position de son empire n'eût point changé ; qu'il ne pouvait donc  
 s'étonner si la prévoyance de l'empereur Napoléon avait fixé aussi  
 son choix sur un autre équivalent ; que la réflexion pouvait avoir  
 changé quelques-unes des vues de l'un et de l'autre, sans avoir pour  
 cela changé leur intention, ni leurs sentiments ; que j'étais garant de  
 ceux de mon maître et que je pouvais répondre qu'il voulait très-  
 positivement ce qui était agréable à l'empereur Alexandre. Mais que,  
 de quelque manière qu'on retournât cependant la question, et même  
 la carte, je ne trouvais qu'en Prusse un équivalent pour la France.  
 L'empereur était souvent pensif, même sombre, pendant cette con-  
 versation, quoique toujours très-modéré et même conciliant de pa-

roles, comme de ton. De mon côté, j'y ai mis toutes les formes possibles. L'empereur m'a paru le sentir. Il me dit une fois: «Si on ne s'arrangeait pas, il faudrait bien prendre son parti.» Il s'arrêta un moment à ce mot, puis revint sur les compensations qu'il proposait: l'Etrurie, le Portugal. J'ai aussi fait sentir que le comte de Tolstoï, parlant toujours de la Prusse, en remettant cependant une lettre de M. de Roumianzoff qui exprime pour la première fois le désir de l'empereur d'avoir la Valachie et la Moldavie <sup>1)</sup>, il n'était pas étonnant qu'on n'eût pu juger tout de suite quelle était la pensée véritable de l'empereur Alexandre. A la fin de la conversation, l'empereur a été un moment comme indécis, puis il m'a dit: «Il faut mûrement réfléchir à tout cela, rendez compte à l'empereur de tout ce que je vous ai dit.» Je n'ai cessé de lui répéter que, pour peu qu'il le voulût, l'empereur Napoléon avait trop le désir de lui être agréable pour qu'on ne s'entendît pas, mais qu'il me semblait que toute l'attention du moment devait porter sur la guerre avec l'Angleterre. ¶ L'empereur a beaucoup admiré les armes que je lui ai présentées. Il m'a dit avoir lu avec grand plaisir les notes sur la déclaration anglaise et y avoir reconnu les aimables attentions de l'empereur. Je l'ai assuré que la même intention, qui les avait dictées, présidait à tout ce qui pouvait l'intéresser. ¶ J'ai revu le ministre le 11. Il m'a parlé de cette conversation et m'a répété encore une partie de ce qu'il m'avait dit dans celle que j'avais eue précédemment avec lui; il a ajouté que l'empereur avait surtout été blessé et affligé qu'on eût dit à M. de Tolstoï qu'on ne pouvait abandonner les Turcs, parce qu'ils avaient fait dans le temps une puissante diversion en notre faveur et attiré sur eux une partie des forces russes; que cette raison, qu'on donnait pour bonne aujourd'hui, existait à Tilsit et que l'empereur Napoléon en avait cependant donné d'opposées; que l'empereur Alexandre avait aussi été blessé que, dans l'état actuel des choses, on mît dans la même balance son alliance, même son amitié, avec celles des Turcs, et que l'on comparât sa conduite loyale et désintéressée avec celle de ces marabouts. M. de Roumianzoff m'a encore dit que, dans la position actuelle, il ne voyait pas comment, si on ne s'entendait pas, on pourrait évacuer les provinces turques; qu'après tous les sacrifices que la Russie avait faits pour notre alliance, il m'avouait franchement qu'il ne savait pas comment on justifierait une telle conduite aux yeux de la nation; que l'empereur aurait l'air d'être dupe; qu'on le lui avait dit, mais qu'il ne voulait

No. 87<sup>141</sup>.

1808

15 Febr.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>117</sup>, p. 673.

No. 87<sup>141</sup>. pas y croire; que ce qu'il y voyait de plus fâcheux, c'était cette réflexion, à laquelle il n'y avait rien à répondre: quels avantages l'alliance de la France a-t-elle procurés à la Russie? Que le moindre bruit qui circulerait à cet égard affligerait cruellement l'empereur, qui tenait à nationaliser cette alliance, à laquelle tout l'attachait; qu'il était impossible que l'empereur Napoléon ne tint pas sa parole à un allié comme l'empereur Alexandre; que, pour lui, il pensait que tout se concilierait; mais qu'il désirait que ce fût promptement, parce que cet état était pénible pour l'empereur et qu'une pareille incertitude ne pouvait durer dans ce pays; que les nouvelles de l'Allemagne parlaient déjà du projet sur la Silésie et que les lamentations, qui arriveraient, ne feraient qu'augmenter les difficultés. Pourquoi la France ne s'agrandirait-elle pas elle-même, au lieu d'un de ses voisins? a-t-il fini par me dire: «Pourquoi prendre la Silésie et pas autre chose? Vous avez tant de pays dans les mains, cherchez-en même d'autres, si vous le voulez. L'empereur est droit, vous devez en convenir. Nous marchons franchement dans votre système. Quand vous nous devez cette justice, tenez donc à vos promesses comme nous tenons aux nôtres. L'empereur Napoléon veut-il oublier tout ce qu'il a dit à l'empereur Alexandre et exiger en quelque sorte l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie? Eh bien, prenons les choses à la lettre; qu'on évacue, qu'on fasse même la paix; reste à savoir à quelles conditions? Les Turcs ne nous feront pas la loi. L'empereur Napoléon l'a tenté le premier, et l'a dit à l'empereur Alexandre Si vous êtes nos alliés, nos amis, vous ne voudrez pas que cette paix nous soit désavantageuse. Ne vous ôtez pas le mérite, que nous voulons vous donner aux yeux de la nation. Nous voulons tenir de vous ce que vous ne pourriez pas nous empêcher de garder, si nous n'avions pas tant de loyauté. Nous réclamons ce que l'empereur Napoléon nous a promis. Sa parole vaut tous les traités du monde. Nous ne sommes pas gens à employer des subtilités. Le général Savary a eu connaissance des propositions que nous avons reçues dans le temps et du cas que nous en avons fait. Les mêmes agaceries de la part de l'Angleterre se renouvellent, vous le savez, par le canal de la Suède; vous ne nous refuserez pas la justice de dire que nous les méprisons. Une longue alliance avec vous, quelques avantages pour ce pays peuvent seuls justifier la conduite que l'empereur a tenue. Nous sommes conséquents en tenant à vous; l'empereur y tient autant par sentiment que par honneur. Ne nous éloignez donc pas malgré nous.» J'ai répondu par les assurances réitérées du désir de tout concilier, si on voulait s'entendre. J'ai fait remarquer que je ne de-

mandais rien, n'exigeais rien, que je me bornais à répondre et à affirmer sur mon honneur que l'empereur désirait avant tout que la Russie fût satisfaite. J'ai dit qu'il me semblait qu'il ne fallait pas tant se récrier sur ce qui pouvait nous convenir, quand on avait trouvé pour soi ce qu'on désirait depuis si longtemps ; qu'on disait bien à la France : agrandissez votre territoire, mais qu'on ne disait pas où on trouverait les indemnités de ceux au dépens desquels se feraient ces agrandissements ; qu'il était aussi plus aisé de dire : prenez autre chose que la Silésie, que d'indiquer ce qu'on pourrait prendre ; que ce n'était pas une province à la Chine qu'on pouvait nous offrir, quand on en prenait une qui était dans sa poche ; que l'empereur Napoléon ne tenait pas moins que l'empereur Alexandre à ses engagements, mais que des transactions de cette nature ne se jetaient pas au moule ; que d'ailleurs cette affaire était à peine entamée, puisque la lettre à M. de Tolstoï était la première ouverture qui eût été faite ; que sans la guerre avec l'Angleterre, tout cela irait sûrement plus vite, et que sous ce rapport l'intérêt commun voudrait peut-être qu'on ajournât tout. Ces raisons, et principalement l'attente d'un courrier et l'espoir de voir S. M. ramenée par ce que le général Savary aura pu lui dire et par cette explication, calment un peu les esprits. On a cette affaire fort à cœur. Par ce que j'apprends, je crois pouvoir assurer V. E. que l'idée, qu'on a, que la possession de la Silésie est un acheminement au rétablissement de la Pologne, est ce qui cabre le plus. La Prusse ne forme plus la première difficulté. Cependant, on semble faire entendre que, si elle devait perdre quelque chose, il faudrait la dédommager un peu. L'empereur, aussi bien que le ministre, paraissent fortement prononcés contre la possession de la Silésie, à cause du voisinage ; mais en même temps ils sentent qu'il leur faut quelque chose pour légitimer dans l'opinion la guerre contre l'Angleterre et même celle contre la Suède. || Je me résume. Les difficultés ne me paraissent plus que relatives au voisinage et à la crainte de la réunion d'une force militaire trop considérable, à cause de la contiguïté du duché de Varsovie et de la Silésie. Les intérêts de la Prusse ne sont que secondaires, et il n'en serait même pas question, si elle obtenait, pour ce qu'on lui prendrait, une petite indemnité quelconque. Les idées ont changé depuis les nouvelles d'Etrurie et de Portugal. On a beaucoup d'amour-propre dans ce pays-ci. On répète tant à l'empereur que c'est faiblesse de ne pas garder ce qui est à sa convenance, quand la France dispose des trônes qui sont à la sienne, qu'il commence à en être piqué.

No. 87<sup>44</sup>.  
1808  
15 Febr.

**No. 87<sup>151</sup>.** L'opinion en est là, et c'est le gouvernement qui l'a laissé se former, en faisant penser que son alliance avec la France aurait pour résultat l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie. Peut-être ajournerait-on pour quelque temps toute discussion, plutôt que d'évacuer ces provinces. C'est même une chose probable, si l'empereur ne se désiste pas du désir d'avoir la Silésie. V. E. jugera mieux que moi, d'après les détails que j'ai l'honneur de lui transmettre, du parti qu'il convient de prendre. || Plusieurs choses sont répétées dans le compte que je rends à V. E. de mes diverses conversations; mais j'ai cru devoir m'astreindre à rapporter avec une exactitude scrupuleuse tout ce qui m'a été dit. Un homme plus habitué aux affaires aurait sans doute mieux fait. J'offre à l'empereur plus de zèle que de talents. Si je me suis trompé en quelque chose, V. E. pourra me mettre à même de réparer mes torts, car je lui rapporte à la lettre tout ce qui s'est passé.

---

**No. 87<sup>152</sup>.**—Extract din depeşa Generalului Sébastiani, ambasador frances pe lângă Poarta otomană, către ministrul Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 15 Februarie 1808. Constantinopole.

(A. Lefebvre, Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire, III, p. 376; Testa, Traité de la Porte ottomane, II, p. 307).

**No. 87<sup>153</sup>.** [Le 15 février, Sébastiani fut invité à se rendre dans le sein du Divan, pour y entendre la réponse à sa dernière communication, portant que la Turquie devra peut-être céder la Moldavie et la Valachie pour faire la paix avec la Russie.] «Sa Hautesse, dirent les ministres, a remarqué avec un extrême chagrin le changement qui s'est opéré dans les dispositions de la France. Jusqu'ici S. M. l'empereur des Français lui avait donné de témoignages d'amitié et d'intérêt, qui la consolait de l'incertitude et des dangers de sa position. Aujourd'hui, Elle lui fait part d'un projet qui doit entraîner la Turquie dans les plus effreux désordres; et Elle n'accompagne une communication aussi importante d'aucune offre de secours, d'aucune promesse d'assistance. Jamais la Sublime Porte ne consentira à céder la Moldavie et la Valachie; elle préférerait mille fois la guerre à une pareille humiliation. Sa Hautesse est accablée de douleur: Elle a résolu d'écrire Elle-même à S. M. Impériale et de lui exposer la situation critique dans laquelle se trouve son empire.»

---

No. 87<sup>153</sup>. — Extract din scrisoarea ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 17 Februarie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 282).

.....L'empereur est sérieux; il craint de passer pour dupe : c'est le mot dont on s'est servi auprès de lui. Sa manière de faire et de raisonner, pour ramener, dit-il, les esprits, autant que ses demi-confidences après son retour de Tilsit, l'ont en quelque sorte lié envers la nation. Il sent maintenant qu'il s'est trop engagé, en laissant établir l'opinion qu'on aurait les provinces turques. La Prusse ne l'intéresserait plus que faiblement, si on lui donnait un petit dédommagement pour ce qu'elle perdrait, afin que cela pût avoir l'apparence d'un échange, et si ce qu'elle perdrait n'était pas la Silésie, car la grande difficulté actuelle vient de ce qu'on pense que l'occupation de cette province couvre le projet de ressusciter la Pologne. La demande de Berlin effaroucherait peut-être moins. Le ministre, comme j'ai déjà eu l'honneur de le mander à Votre Majesté, accroit par sa propre opinion sur cette affaire les craintes de l'empereur. Il ne s'agit plus de scrupules de chevalier. Je m'en réfère sur cet objet à ce que j'ai précédemment mandé, quoique la situation des choses ait un peu changé depuis. Si on évacue les provinces turques, la société, l'armée, tout le monde criera au déshonneur. Cette opinion, qu'on a laissée si librement s'établir, qu'on a même encouragée dans le temps, pour populariser la guerre à l'Angleterre, en insinuant que les prétendus sacrifices qu'on faisait pour la France donneraient à la Russie de plus grands avantages, cette opinion, dis-je, a peut-être servi le gouvernement; mais, si elle lui était utile alors, elle l'embarrasse beaucoup maintenant, puisqu'il ne sait trop sous quel prétexte fondé il pourrait garder, et qu'il ne peut évacuer. L'opinion de ce pays est toujours contre le système actuel du souverain; son embarras du moment perce, comme l'inquiétude du ministère. L'un et l'autre sont cependant de caractère à le soutenir, mais comme c'est sans adresse et que ce gouvernement, tout despotique qu'il est de nom, est cependant très-influencé par l'opinion, qu'il ne dirige pas, il en résulte que, pour soutenir son système, il faut que Votre Majesté soutienne le souverain et le ministre qui marchent dans son sens. On dit sans cesse à l'empereur Alexandre qu'il a tort de ne pas prendre ou garder ce qui est à sa convenance, quand la France s'approprie ce

No. 87<sup>153</sup>.  
1808  
17 Febr.

No. 87<sup>14</sup>. 1808  
17 Febr. qui est à la sienne. Cela se répète tout haut à la cour, comme dans les sociétés, et, si on ne me l'a pas dit en propres termes, on me l'a fait entendre. Il est positif qu'on s'attendait bonnement à voir l'Etrurie et même le Portugal servir d'équivalent aux provinces turques. Les dépêches de M. de Tolstoï ayant détruit cet espoir et ramené les choses au point où elles étaient à mon arrivée, l'empereur est devenu plus accessible à ces insinuations et méfiant, par conséquent, sur les intentions du cabinet des Tuileries. Je puis, cependant, affirmer à Votre Majesté qu'il n'a pas renoncé à l'espoir de voir tout s'arranger comme il le désire. Il est hors de doute que, dans l'embarras d'assigner un autre équivalent à Votre Majesté, il aurait évacué, il y a six semaines, la Valachie et la Moldavie plutôt que de sacrifier la Prusse; maintenant, ce n'est plus la même chose: on veut compter à Votre Majesté l'Etrurie et le Portugal comme des acquisitions pour la France et on croirait son amour-propre, même son honneur, offensé, si on ne gardait pas ce qu'on a entre les mains. C'est sous ce rapport que le ministre voit les choses, autant qu'il m'appartient d'en juger. Quant à l'empereur, il partage, sans doute un peu cette opinion et il la fortifie de l'idée que Votre Majesté lui a promis et que sa parole doit être sacrée; c'est son refrain..... Certes, Votre Majesté peut prendre le parti qu'Elle voudra, sans qu'il en résulte la guerre, ni même, pour le moment, un changement trop frappant dans le système politique. Ces gens-ci sont engagés, ils le sentent, et par amour-propre même, si ce n'est par intérêt personnel, ils auront, au moins pendant quelque temps, l'air de marcher d'accord avec la France. Mais en ne faisant rien pour eux, l'amour-propre les détachera, comme il les attache maintenant, et l'empereur ne reviendra pas, s'il adopte une fois les préventions qu'on lui donne. D'un autre côté, si de la déférence pour ce qu'il désire, pour ce qui lui est peut-être nécessaire, le captive, comme je le crois, pour toute sa vie, vivra-t-il longtemps? Peut-on répondre de quelque chose dans un pays où, à très-peu d'individus près, il n'y a ni hommes, ni principes? Ce que Votre Majesté fera pour cette nation la changera-t-elle? Reviendra-t-elle franchement à la France? Oubliera-t-elle ses habitudes anglaises de quinze ans, et surtout ses revers? Enfin, notre alliance se naturalisera-t-elle ici? Voilà ce sur quoi je n'oserais émettre une opinion. Il n'appartient qu'à Votre Majesté de lire dans cet avenir. Tout ce que je puis lui répéter, c'est que je crois l'empereur encore dans les mêmes sentiments qu'en partant de Tilsit, quoiqu'un peu méfiant et surtout inquiet de l'idée qu'on croira qu'il a été dupe,

s'il n'obtient rien aux conditions qu'il le désire. Le ministre, moins No. 87<sup>153</sup>.  
confiant dans le principe, se trouve par cela même dans la position 1808  
où il était; cependant, il paraît plus inquiet, quoiqu'il espère encore 17 Febr.  
voir ses vœux réalisés. Il sera moins traitable que l'empereur sur la  
Silésie, mais plus sur toute autre chose, comme Votre Majesté le  
verra par ma dépêche à M. de Champagny <sup>1)</sup>. Le grand-duc <sup>2)</sup> a toujours  
la même admiration: c'est un sentiment militaire. Les impératrices  
sont bienveillantes, la mère même prévenante. Quant à la cour et  
à la ville, ceux qui peuvent avoir une opinion se divisent en deux  
partis: les plus nombreux attendent l'événement, depuis qu'on a vu  
l'empereur se prononcer pour la France; eux sont là pour dire que  
l'avantage de la Russie est d'être alliée de la France, parce qu'elle  
aura gagné ce qu'elle désire depuis si longtemps, et le contraire si  
elle n'obtient rien. Les autres, moins nombreux, mourront Anglais,  
parce qu'ils sont nés ainsi et qu'ils ne sont plus rien, ou plutôt  
qu'ils n'ont besoin de rien. Si Votre Majesté se décide à accorder  
quelque chose à ce pays, je la supplierais de régler sa politique de  
manière à ce que cet avantage soit bien connu au printemps, pour  
faire diversion aux embarras que l'opposition et le commerce susci-  
teront au gouvernement à l'ouverture de la navigation. Cette époque  
mérite toute l'attention de Votre Majesté. " Il sera possible d'ajour-  
ner toute discussion sur les affaires de Turquie jusqu'à la paix avec  
l'Angleterre. Mais les Russes n'évacueront rien, et cet état d'incer-  
titude ne sera pas sans inconvénient avec le caractère de l'empereur  
Alexandre. Votre Majesté remarquera que je me suis réservé ce moyen  
notamment avec le ministre, mais je le regarde plutôt comme le  
moyen de pouvoir, en toute circonstance, donner aux affaires la tour-  
nure qui pourrait convenir à Votre Majesté Impériale que comme  
un avantage pour son service, ou la disposition des esprits.

---

No. 87<sup>151</sup>.—Extract din raportul ambadorului frances la  
curtea Rusiei, de Caulaincourt, către mini-  
strul Relațiunilor exterioare al Franciei, de  
Champagny, din 17 Februarie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 481).

..... Le 16, je vis l'empereur au bal chez l'impératrice- No. 87<sup>154</sup>.  
mère. Il me prit à part pour me parler de sa conversation avec l'am- 1808  
17 Febr.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>151</sup>, p. 751.

<sup>2)</sup> Marele-Duce Constantin, fratele Împăratului Alexandru I.

No. 87<sup>14</sup>. **b**assadeur de Suède. Il me répéta, mais avec plus de détails, ce que  
1808 le ministre m'avait dit la veille; il s'étendit surtout plus que celui-ci  
17 Febr. sur les ouvertures faites de la part de l'Angleterre. «L'ambassadeur,  
me dit-il, était chargé de me proposer la neutralité de la Baltique  
comme la condition de celle de la Suède. Il a beaucoup exalté les  
avantages que la Russie retirerait de cet arrangement, m'a aussi parlé  
des ménagements que l'Angleterre gardait pour moi et des sacrifices  
qu'elle était prête à faire en ma faveur, pour conserver la neutralité  
de la Suède. Il m'a enfin donné à comprendre que, si on s'entendait  
sur ce point, ce ne serait peut-être pas tout ce qu'on pourrait avoir  
à se dire. Je lui ai répondu toujours de même, que je ne voulais  
point de grâce des Anglais; que je ne prétendais avoir autour de moi  
que des amis ou des ennemis; que ce que je demandais d'ailleurs  
à la Suède était fondé sur des traités; qu'ayant épuisé tous les mo-  
yens pour rappeler le roi à ses véritables intérêts, il ne me restait  
qu'à agir; qu'il devait savoir qu'être ennemi de la France, c'était être  
le mien.» | Après avoir remercié S. M. des détails qu'Elle voulait  
bien me donner, je lui représentai qu'il était enfin temps d'agir ré-  
ellement; que la Suède ne cherchait qu'à gagner du temps; qu'on  
en avait déjà trop perdu. J'ajoutai que, si on avait commencé il y  
avait un mois, tout serait peut-être fini maintenant et que la Suède  
ferait cause commune avec nous. Je l'engageai plus fortement que  
jamais à envoyer enfin la déclaration et à faire entrer ses troupes  
sur le territoire suédois. Je fus très-pressant à cet égard. L'em-  
pereur m'avoua qu'on avait trop tardé; mais il rejeta la faute sur les  
contrariétés du temps et sur le défaut de prévoyance et d'activité de  
l'ancien ministre de la guerre. Il m'assura que les troupes étaient en  
marche, qu'une grande partie était sur la frontière depuis dix jours  
et qu'il s'attendait à recevoir à chaque instant la nouvelle de l'entrée  
du général Buxhövdén en Finlande. S. M. finit par me donner l'as-  
surance que la déclaration allait être envoyée sans plus de délais. |  
En effet, comme je l'ai déjà annoncé à V. E., elle part ce soir même. |  
Je suis certain, comme l'empereur me l'assuré, que les troupes sont  
en marche et sont déjà réunies en partie sur la frontière depuis dix  
jours; mais tout se fait lentement et le refrain perpétuel est: de-  
main, demain. J'ai quelques raisons de penser qu'on a mis un  
peu d'affectation dans la manière, avec laquelle on a appuyé sur les  
prétendues ouvertures de l'Angleterre. Je ne serais pas éloigné de  
croire qu'elles n'ont pas été aussi positives qu'on le prétend et que  
l'ambassadeur de Suède n'a pas attaché à ces mots: «que ce n'était

pas tout ce qu'on pourrait avoir à se dire» toute l'importance qu'on veut y donner. V. E. sera plus en mesure que moi de juger, si, comme quelques indices me porteraient à le croire, ce n'est pas un moyen qu'on chercherait à employer pour hâter la décision des affaires de Turquie dans un sens favorable à la Russie. Je dois encore dire à V. E., qu'en terminant ma conversation avec l'empereur, je causai encore avec le comte de Roumianzoff, qui me répéta ce que l'empereur et lui m'avaient déjà dit. Il revint sur ces prétendues ouvertures pour la neutralité de la Baltique, puis il ajouta : «Vous voyez, M. l'ambassadeur, que rien ne change les déterminations de l'empereur. On ne peut être plus loyal. Vous nous avez bien pressés et nous avons eu l'air de nous faire tirer l'oreille; cependant, je vous le jure, tous ces retards n'ont eu d'autres causes que les mille bêtises faites au ministère de la guerre. Vous en avez la preuve, puisque l'empereur vous disait toujours demain, comme vous me l'avez souvent observé, et que rien cependant ne finissait. Quand il vous le disait, il croyait la chose certaine. Nous sommes de bonne foi, M. l'ambassadeur; mais, de grâce, arrangez les choses de manière qu'il résulte tout de suite de notre alliance quelques avantages pour la Russie. L'incertitude, où vous nous laissez, ne me change pas; elle n'a même point encore fait varier l'empereur; mais elle est fâcheuse pour l'opinion, qui n'a pas fait en faveur de notre alliance et du système que nous suivons tous les progrès, auxquels on devait s'attendre si l'empereur Napoléon avait tout de suite exécuté ce qu'il avait fait espérer. Tenez, je vous parle franchement. La Prusse vient de nous faire remettre une note, qui a extrêmement peiné l'empereur. Cette cour dit qu'elle a lieu de penser que la non-évacuation de ses états ne tient qu'à l'occupation de la Valachie et de la Moldavie; que cela a été dit au prince Guillaume par M. de Champagny. Enfin, elle semble nous dire que l'état de malheur où elle est dépend de nous. L'empereur Napoléon sait le contraire et ce langage, qui vous met à votre aise à Paris, a l'inconvénient de produire des lamentations, qui sont tout ce que je crains. Je vous l'ai déjà dit, les dernières dépêches de M. de Tolstoï ont aussi affecté l'empereur, je vous le répète. Vous le rassurez, en lui disant qu'on peut s'entendre et surtout que l'empereur est aussi occupé qu'à Tilsit de ses intérêts; mais tout cela l'inquiète. Au fait, vous voulez nous obliger. En nous faisant attendre, vous n'arrangez ni vos affaires, ni le nôtres. Tout le monde voulait venir à vous ici. Je lui répétai à peu près tout ce que je lui ai si souvent dit. Quant à la Prusse, j'ajoutai que la situation de

No. 87<sup>144</sup>.  
1808  
17 Febr.

No. 87<sup>154</sup>. l'Europe liait bien de fait l'occupation d'un pays à celle de l'autre ;  
 1808 mais que nous n'en étions pas, comme M. de Tolstoï, à ne voir que  
 17 Febr. le petit intérêt de la Prusse; que celui de la Russie occupait beaucoup plus l'empereur ; qu'au reste, le traité de Tilsit était sûrement ce qui pouvait nous convenir le mieux; mais que je ne voyais, dans la note dont il me parlait, que la preuve que la Prusse mettait ce qu'elle pensait à la place de ce qu'on lui avait dit, et qu'il savait comme moi qu'elle n'avait pas payé ses contributions, ni même rien terminé sur les arrangements à prendre sur cet objet. V. E. jugera par tout ceci qu'on est plus pressant que jamais sur les affaires de Turquie. Je suivrai toujours la même marche, jusqu'à ce que les détails, qu'elle a bien voulu me promettre par un prochain courrier, m'aient mis à même de connaître les dernières intentions de l'empereur.

No. 87<sup>155</sup>.—Extract din depeşa ambasadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi, către ambasadorul rus la Viena, Principele Kurakin, din 7 (19) Februarie 1808. Paris.

(Сборник, LXXXIX, p. 428).

No. 87<sup>155</sup>. ..... Le tableau des affaires générales, que vous voulez bien me tracer à la suite des renseignements sur la cour de Vienne, n'a pu également  
 1808 me causer une satisfaction infinie, en me prouvant surtout  
 19 Febr. combien ma manière de voir à cet égard était conforme à celle de Votre Excellence. Habitué, en observateur éclairé, à approfondir la politique du gouvernement français et à l'envisager dans son vrai jour, la marche qu'il suit à notre égard ne peut, Monsieur l'ambassadeur, rien avoir ni de surprenant, ni de nouveau pour vous. Vous savez que jamais on n'a obtenu la moindre réciprocité de sa part; il sera donc bien difficile de le porter à nous accorder des concessions, qui n'ont nullement été stipulées et sur lesquelles nous ne sommes fondés à compter que d'après de simples assurances, ou plutôt des discussions verbales. C'est à cette circonstance qu'il faut attribuer les retards, si fâcheux, qu'éprouve toujours la conclusion de la paix avec la Turquie. Ce n'est pas à Constantinople et sur le Danube que nous rencontrerons des obstacles insurmontables, tout comme ce ne seront jamais les Anglais qui pourront entraver cette œuvre. Mais c'est à Paris même que j'éprouve des difficultés, auxquelles je n'aurais certainement pas dû m'attendre après les pro-

messes qu'on m'a dit à Pétersbourg avoir été faites à Til-<sup>No. 87<sup>144</sup></sup>  
sit. Tous mes efforts jusqu'à présent auprès de l'empereur Napoléon  
n'ont eu pour but que de les aplanir, et, parvenu cependant à dé-<sup>1808</sup>  
terminer avec précision des objets que le traité avait laissés dans le  
vague, je n'attends plus que des réponses définitives de St.-Péters-<sup>19 Febr.</sup>  
bourg pour entrer en négociation avec l'ambassadeur turc.....

---

No. 87<sup>156</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances  
la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Im-  
păratul Napoleon I din 20 Februarie 1808. Pe-  
tersburg.

(S. Tatistcheff, loc. cit., p. 290).

[Le lendemain de l'arrivée à St.-Pétersbourg de la dépêche de No. 87<sup>144</sup>,  
M. de Champagny à M. de Caulaincourt, en date du 29 janvier 1808 <sup>1</sup>), <sup>1808</sup>  
l'ambassadeur de France eut une longue conversation avec l'empereur Alexandre.] <sup>20 Febr.</sup>  
L'empereur: Eh bien, vous parle-t-on de la  
Turquie? L'empereur doit avoir pris un parti. Il sait s'il veut on  
non tenir ce qu'il m'a dit à Tilsit. L'ambassadeur: L'empe-  
reur veut tout ce qu'il voulait alors, Sire, mais les choses  
n'étant pas au point où on pouvait l'espérer alors, il a été  
forcé de tourner pour lui ses vues d'un autre côté, et cela pour  
complaire à Votre Majesté, car il ne désire rien. L'Angleterre se  
prononçant pour une guerre éternelle, il ne faut pas lui donner les  
moyens de se procurer les riches dépouilles de l'empire ottoman,  
ni mettre cet empire entre ses mains, en le détruisant. || L'empe-  
reur: L'Etrurie, le Portugal, le Hanovre, qui devait être rendu à  
l'Angleterre, et tant d'autres royaumes, qui sont dans vos mains, sont  
des équivalents assez considérables pour deux provinces ruinées, que  
les Turcs me donneraient sans vous, si je ne voulais les tenir de  
votre empereur. (En riant:) Vous avez tout: vous n'avez donc qu'à  
choisir. L'ambassadeur: J'ai déjà répondu à Votre Majesté  
pour l'Etrurie. Quant au Portugal, la reine d'Etrurie y trouvera peut-  
être un dédommagement. Quant au Hanovre, ce n'est rien nous don-  
ner, puisque nous l'occupons lors de la paix de Tilsit et qu'elle en  
règle le sort. Votre Majesté peut facilement donner ainsi. Au résultat,  
ses alliés seront riches et les nôtres pauvres. || L'empereur: Les  
Sept-Îles et Cattaro, que je vous ai rendus, n'est-ce rien encore? ||  
L'ambassadeur: Les Sept-Îles étaient une possession embarras-

<sup>1</sup>) Cf. doc. 87<sup>143</sup>, p. 732.

No. 87<sup>156</sup>.  
 1808  
 20 Febr. sante pour Votre Majesté, surtout dans son système actuel D'ailleurs, le traité de Tilsit nous les rend et ne donne point la Valachie et la Moldavie à Votre Majesté. Cattaro était à l'Autriche. Point de Cattaro, point de Braunau. L'empereur: Je me moque bien de Braunau. Entre nous, me croyez-vous fort attendri sur leur sort? Cattaro est la clef de la Dalmatie. Je suis bien aise que l'empereur l'ait. J'aime à le voir puissant, je ne m'en offusque nullement. Moi, je suis sans ambition et je ne tiens à ces provinces turques que pour consolider le système actuel et éviter l'effusion du sang. Sans l'empereur, je n'y aurais point pensé. Elles ont tant souffert, qu'il faudra un demi-siècle pour les remettre. L'ambassadeur: Ce n'est cependant pas une petite chose que de réaliser le grand projet de l'impératrice Catherine et de donner à cet empire le Danube pour limite. Voilà le présent, et pour l'avenir, s'il se faisait autre chose, ce serait bien avoir le pied à l'étrier. Si Votre Majesté ne prise pas cette acquisition, pourquoi en veut-Elle? Si Elle la prise, pourquoi tient-Elle tant à cette Prusse, qui tient si peu à la Russie, qui est si peu reconnaissante de ce que Votre Majesté a fait pour elle? Puisque Votre Majesté me permet de lui parler franchement, je lui avoue que je ne conçois pas cet intérêt. L'empereur: Si la Prusse doit perdre quelque chose encore, pour que chacun ait sa part du dommage, vous avez entre les mains le lot qui doit lui revenir, par la réunion du Hanovre au royaume de Westphalie. C'est une chose faite. Le Hanovre est comme réuni, et il n'a été encore rien rendu à la Prusse. L'ambassadeur: Votre Majesté me dit là une chose qui m'étonne tant, que si tout autre me la disait, je n'y croirais pas. L'empereur: L'empereur doit me dégager aux yeux de l'Europe, en mettant la Prusse dans la position que lui assigne la paix de Tilsit. Ceci est réellement une affaire d'honneur pour moi. Pourquoi n'a-t-il pas annoncé ce désir de la Silésie à Tilsit? Peut-être se serait-on arrangé d'une autre manière. Qu'il calcule tout ce que j'ai fait. Je ne suis en retard que sur mes intérêts; mais ce que je désire, je veux qu'il me le donne, pour que mon alliance de sentiment devienne nationale. Comment justifier ce démembrement de la Prusse? L'ambassadeur: C'est une petite difficulté. Napoléon et Alexandre sont trop puissants pour que personne trouve leurs raisons mauvaises. Que la Prusse soit lésée quand la Turquie l'est, cela paraîtra juste, puisque le même traité les rétablit. Que la Prusse soit un peu sacrifiée pour que l'Europe ne soit pas bouleversée, ce qui arriverait par la destruction actuelle de l'empire ottoman, voilà ce qu'on n'aura pas de peine à justifier

aux yeux du siècle, ni à ceux de la postérité. | L'empereur: Je vous ai déjà dit mes raisons pour que vous n'ayez pas la Silésie. Je vous parle franchement... | La Valachie et la Moldavie ne valent point la Silésie. Sans ce sot armistice, ces provinces seraient évacuées. Je ne manquerai jamais de prétexte plausible pour les avoir. Vous reculerez cela, mais n'empêcherez pas les Turcs de faire des sottises. Le Grand Seigneur, le Divan, sont-ils maîtres de leurs pachas? Vous serez cause que 200.000 hommes seront égorgés, si je me décide à évacuer. Et qu'y gagnerez-vous? Ne semblerait-il pas, aux difficultés qu'on me fait, qu'il est question d'une chose imprévue, de vous prendre quelque chose, de m'approcher de vous? On dirait que cela vous coûte quelque chose? Si vous voulez être vrai, et l'empereur le sait, car il me l'a dit, la Porte même n'y perdra rien. D'anciens traités et les habitudes du pays, autant que la religion, lui ont ôté toute influence sur ces provinces, qui ne lui rapportent rien. L'ambassadeur: Ces arguments peuvent s'appliquer de même pour motiver le démembrement de la Prusse. Ce qu'elle perdrait ôterait-il quelque chose à Votre Majesté? Le roi lui-même n'y gagnerait-il pas aisance et tranquillité? Mais la grande question n'est pas là, Sire. L'intérêt de la France c'est le traité de Tilsit pur et simple. Ce qui est au delà c'est l'intérêt de Votre Majesté. Eh bien, l'empereur oublie le sien. Il cherche le moyen de tout concilier; mais lorsqu'il veut faire ce que Votre Majesté désire, ce qui lui est utile, n'a-t-il rien à prétendre pour lui-même? L'acquisition de la Valachie et de la Moldavie remplit la page de l'histoire. Le règne de Votre Majesté réalise ce que les précédents ont fait désirer, et la France ne retirera d'autre avantage de cet arrangement qu'une acquisition éloignée? Au reste, la difficulté de tout cela, d'où vient-elle, Sire? De la crainte d'offrir des avantages aux Anglais, de la nécessité de sacrifier beaucoup de choses à l'intérêt de la guerre qu'on leur fait. | L'empereur: C'est à Boulogne, c'est par des escadres, mais surtout par de fortes armées sur vos côtes, que vous les menacerez, que vous les effraierez. Que fait à l'Angleterre l'armée qui est en Silésie, en Prusse? Rien. Elle inquiète tout le monde, excepté moi, parce que j'ai toute confiance en l'empereur. Ne suffit-il pas que vous occupiez les côtes, Stettin, même Colberg? Vous avez déjà Danzig. L'ambassadeur: Il faut des troupes pour empêcher l'introduction des marchandises anglaises. La Prusse n'a encore rien fini. Une armée annoncée aux Anglais, mieux que tous les traités du monde, qu'ils n'auront ni commerce, ni in-

No. 87<sup>me</sup>.  
1808  
20 Febr.

No. 87<sup>146</sup>.fluence, où elle est. Cela leur fait bien autant de mal que l'apparition  
 1808 d'une flotte. L'empereur va compléter les cadres des corps qui sont  
 20 Febr. sur les côtes avec la conscription. Il a des vaisseaux partout, il faut  
 des troupes pour les monter; il ne néglige aucun moyen d'inquiéter  
 l'Angleterre. || L'empereur: Je ferai aussi de mon côté ce que je  
 pourrai. || L'ambassadeur: Au moins quelques démonstrations, si  
 ce ne sont des dispositions réelles, sur les frontières de la Perse  
 feraient d'autant meilleur effet dans ce moment, que les Anglais sont  
 déjà effrayés de ce projet. Votre Majesté pourrait donner quelques  
 ordres pour cela. || L'empereur: C'est une bonne idée. Je m'en  
 occuperai. A propos: j'ai eu des nouvelles de Goudovitch. Les Persans  
 demandent à terminer le traité de paix, entamé depuis longtemps.  
 Vous pourriez écrire un mot au général Gardanne <sup>1)</sup>, pour l'engager à  
 seconder un officier que j'enverrai pour finir cette affaire. Ce serait  
 un acheminement, si nous pensions réellement à aller dans l'Inde.  
 Cette paix ferait un grand effet en Angleterre. || L'ambassadeur:  
 Je ne suis pas autorisé à correspondre avec le général Gardanne,  
 mais je connais trop les intentions de l'empereur mon maître et je  
 sais combien il est franchement l'allié de Votre Majesté, pour hésiter.  
 Je suis sûr de faire une chose qui lui sera agréable, en remplis-  
 sant les intentions de Votre Majesté. L'empereur: Je vais  
 m'occuper de cela. Les Anglais croient cette expédition possible.  
 Je sais que Wilson et d'autres s'en sont occupés dans le temps  
 et que les Anglais, tout en vous accusant, travaillaient à empêcher  
 les Persans de faire la paix avec moi. Entendons-nous, général,  
 et ôtons même tout prétexte de penser qu'on peut nous éloigner  
 les uns des autres. Je suis franchement votre allié et d'aucun autre.  
 Soyez de même pour moi. Ne me parlez pas des Turcs sous ce  
 rapport. || L'ambassadeur: L'empereur est loin de les mettre  
 sur la même ligne que Votre Majesté, et il le lui prouve bien.  
 Mais il ne peut s'en plaindre, quand le Sultan actuel se lie à lui plus  
 intimement que son prédécesseur, quand il met toute sa flotte à sa  
 disposition. Sans s'intéresser à eux autant sûrement qu'à ce qui  
 touche Votre Majesté, on doit cependant rendre justice à leur con-  
 duite. L'empereur ne presse rien. L'état actuel des choses est peut-  
 être plus avantageux pour nuire à l'Angleterre que celui d'un dé-  
 membrement quelconque de la Turquie. Mais ce qu'une sage politique  
 peut conseiller à cet égard ne l'emporte point, je le répète, sur le

<sup>1)</sup> Trimis frances in Persia.

désir de complaire à Votre Majesté. || L'empereur: Non-seulement No. 87<sup>146</sup>.  
Savary a écrit franchement à l'empereur tout ce que je pensais, mais 1808  
il s'est chargé, comme je vous l'ai dit, d'une lettre de moi, qu'il croy- 20 Febr.  
ait devoir éclairer l'empereur sur mes intentions. Il y répondra sans  
doute. || L'ambassadeur: Ce sont des affaires qu'il est, ce me  
semble, bien difficile de traiter dans une lettre, et peut-être encore  
plus de finir. M. de Tolstoï les terminerait peut-être plus prompte-  
ment, s'il connaissait la dernière pensée de Votre Majesté. L'em-  
pereur: C'est une grande affaire, d'après la nouvelle direction que  
lui a donnée l'empereur. || L'ambassadeur: Votre Majesté me per-  
met-Elle de lui parler comme particulier, car ici mes instructions fi-  
nissent. || L'empereur: Tant que vous voudrez, nous causons. ||  
L'ambassadeur: Je vois que Votre Majesté est un peu en dé-  
fiance par suite des dépêches qu'Elle a reçues de Paris. Cependant,  
qu'a fait l'empereur? Il a parlé franchement à l'ambassadeur de Votre  
Majesté, qui n'avait point d'instructions. Votre Majesté a répondu né-  
gativement. Elle part d'une base qui n'existe plus pour la France,  
puisque l'intérêt même de Votre Majesté veut que la Turquie ne soit  
pas démembrée en ce moment. Il faut donc mettre quelque chose  
en place. L'empereur indique ce qu'il désire. Votre Majesté y trouve  
des ailleurs. — Mais ou? — peut-on lui répondre. L'autre jour, Votre  
Majesté me paraissait ne mettre d'autre opposition aux arrangements  
proposés, que celle qui résultait de l'idée que la possession de la  
Silésie, voisine du duché de Varsovie, menaçait la Russie. Ajour-  
d'hui, son intérêt pour la Prusse semble s'être réveillé et se joindre  
à cette opinion. M. de Tolstoï dit à Paris que Votre Majesté veut  
évacuer les provinces turques et qu'Elle demande l'évacuation des  
provinces prussiennes; en même temps, il remet une lettre du comte  
de Roumiantzof, qui annonce le désir de garder la Valachie et  
la Moldavie, sans désigner un équivalent à la France. Que résumer  
de ces diverses opinions? Si Votre Majesté avait dit: Je ne puis  
entrer dans un arrangement qui vous donne la Silésie; je voudrais  
sauver la Prusse, mais puisque je ne puis tout lui conserver, cher-  
chons une autre équivalent; alors, quoique je n'en voie aucun qui  
vaille les provinces turques et que j'ignore à quoi l'empereur pour-  
rait consentir à cet égard, il serait possible de trouver, dans ce  
principe une fois adopté, le moyen de se concilier promptement. On  
ne pourra y parvenir tant que durera l'incertitude actuelle. Je ré-  
pète à Votre Majesté que je ne suis pas ambassadeur, en lui parlant  
ainsi. Je vois à Votre Majesté des doutes, des inquiétudes. Je connais

No. 87<sup>186</sup>. les intentions de mon maître, et je veux les faire cesser. Au fait, on s'est  
 1808 parlé deux fois à Paris. M. de Tolstoï a-t-il fait une objection, pro-  
 20 Febr. posé un moyen de conciliation? Je pense que non. Je supplie donc  
 Votre Majesté de croire que l'empereur est son chevalier, qu'il l'est,  
 qu'il veut l'être et que, pour peu qu'on veuille s'entendre, tout s'ar-  
 rangera. Je connais l'attachement de l'empereur pour Votre Majesté  
 et, quand je lui en réponds, c'est que je suis certain qu'Elle n'aura  
 pas à me reprocher dans un an de l'avoir trompée. ¶ L'empereur:  
 Général, j'estime votre franchise, je vous assure que j'ai confiance  
 en vous. Roumiantzof a pu vous le dire et je vous le répète. Je  
 compte sur l'empereur. Il voit comme j'agis. Il doit l'apprécier.  
 Tout a tellement changé depuis Tilsit! Ce qu'il veut aujourd'hui  
 est si différent de ce qu'il m'a dit alors, qu'il ne faut pas être  
 surpris de m'en trouver étonné. Tolstoï, qui est allé à Paris dans  
 les mêmes idées que j'avais en partant de Tilsit, peut aussi avoir  
 témoigné quelque surprise à l'empereur. C'est tout naturel: nous  
 sommes francs avec vous. M. de Champagny dit au prince Guillaume  
 que la non-évacuation de la Prusse tient à l'occupation de la  
 Valachie et de la Moldavie. Est-ce vrai? De là des lamentations.  
 Ces gens-là m'écrivent, me pressent et me désespèrent. — C'est  
 pour vous qu'on nous a rendu la moitié de nos états, — disent-  
 ils, — mettez-nous donc dans le cas d'y rentrer. Il faut que nous  
 payions des sommes énormes et nous ne possédons pas le pays qui  
 doit nous les fournir. — Ils n'ont pas de quoi dîner, c'est à la lettre.  
 Je n'ai pas fatigué l'empereur de ces lamentations, quoiqu'elles fussent  
 de nature à intéresser tout souverain. Vous voulez avoir une de  
 leurs provinces. Les déchargerez-vous alors des contributions qu'elle  
 doit payer? C'est un pays ruiné. Mais prenons la carte. (Alexandre  
 en étendit une, la parcourut et suivit du doigt la ligne  
 de l'Oder.) Où prendre un équivalent? La vieille Prusse? C'est  
 trop voisin. Berlin, Berlin? Ce serait leur ôter la vie que de leur  
 prendre la capitale. ¶ L'ambassadeur: Ce n'est cependant que la  
 capitale. ¶ L'empereur: Oui, mais on crierait plus pour Berlin en  
 Europe que pour la Silésie. D'ailleurs, Berlin vous mène sur l'Oder,  
 à Stettin, à Cüstrin. Qu'y a-t-il de là entre nous? Je vous parle fran-  
 chement. Il ne faut rien faire qui éloigne de vous et inquiète. Je veux  
 vous faire des amis. ¶ L'ambassadeur: Je ne fixe pas plus l'at-  
 tention de Votre Majesté sur un point que sur un autre. Je n'ai  
 point mission pour cela; je lui représente seulement que, c'est en mettant  
 chacun ses idées en avant, qu'on finit par s'entendre. ¶ L'empereur: Ne

pourrait-on pas faire un arrangement avec l'Autriche? Lui donner en Italie No. 87<sup>100</sup>.  
pour la Bohême? Enfin, faire des échanges? L'empereur a tant de moyens 1808  
dans les mains et tant de ressources dans l'esprit, qu'il ne sera pas 20 Febr.  
embarrassé. Il est, d'ailleurs, nanti de l'Etrurie, et quoi que vous en  
pensiez, cela vaut la peine d'en parler. Puis, le Hanovre. Vous avez  
arrangé vos affaires depuis la paix, les miennes seules ne se font pas. L'  
L'ambassadeur: Entrer en pourparlers avec l'Autriche, c'est tout faire  
traîner, et Votre Majesté est pressée; d'ailleurs, on ne couche jamais bien  
trois. Votre Majesté le sait. Au reste, je rendrai compte de tout cela à l'em-  
pereur. L'empereur: Agrandissez la France même. Je vois avec plai-  
sir sa puissance; mais ne vous étendez pas si près de nous. Si c'est  
pour vous seuls que vous voulez quelque chose, ce qui est près de  
vos frontières et ce que vous pouvez acquérir par des échanges  
vaut beaucoup mieux. Ce qui est loin ne peut être bon que pour  
d'autres, et ceux qui en ont envie, ou à qui l'empereur pourrait le  
donner, ne me valent pas. Ils ne sont et ne seront jamais pour la  
France des alliés comme moi. J'espère que l'empereur appréciera  
enfin mes raisons, quand même il ne se rappellerait pas ce qu'il m'a  
dit à Tilsit. Je ne suis pas dévoué à demi. J'agis dans la pensée  
d'une grande alliance, qui doit durer plus que moi. Si l'empereur a  
le même désir, il pensera comme moi. L'ambassadeur: L'em-  
pereur, en n'agrandissant pas la France, prouve sa modération. Les  
équivalents qu'il demande sont loin de lui. Cela prouve aussi qu'on  
ne doit pas y attacher l'importance que pourrait y mettre Votre Ma-  
jesté. L'empereur: Il faut beaucoup réfléchir sur tout cela. Je  
tiens à l'empereur, je lui suis attaché. Je veux attacher à son sys-  
tème toute ma famille, toute la nation. Faites quelque chose pour  
cela. Vous nous faites espérer, vous nous promettez, vous disposez  
de votre côté de ce qui vous convient, et vous discutez sur tout ce  
que nous demandons, comme si c'était un de vos lots. Général, j'ai  
tout fait pour votre cause. Je m'en fais gloire. Je veux encore con-  
tribuer à celle de l'empereur, mais ne faites pas tant les difficiles  
sur ce que je désire et ce qu'on m'a promis. Ce sera pendant bien  
des années plus pour l'opinion que pour la puissance réelle: ce pays  
est ruiné. Je ne m'inquiète pas de la vôtre. J'y ajouterais même, si  
je pouvais. Mais ne faites rien qui inquiète ici et éloigne de moi,  
comme de vous. L'ambassadeur: Votre Majesté voit, au fond de  
ma pensée, que nous ne demandons qu'à nous entendre. Qu'Elle nous  
en donne un peu les moyens et Elle sera sûrement satisfaite, car

No. 87<sup>146</sup>. l'empereur Napoléon veut travailler à la gloire de Votre Majesté  
 1808 autant et plus qu'à la sienne. L'empereur: J'écrirai sous peu à  
 20 Febr. Tolstoï, mais mandez cela. J'attends la réponse de l'empereur.

---

No. 87<sup>157</sup>.—Extract din raportul ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 10 (22) Februarie 1808. Paris.

(Сборникъ. LXXXIX, p. 425).

No. 87<sup>157</sup>. Monsieur le comte, Depuis couple de jours, tout nous annonce  
 1808 le prochain départ de l'empereur. Plusieurs de ses aides de camp  
 22 Febr. ont été expédiés; parmi eux, le général Savary. Le prince Murat a  
 quitté Paris avant-hier soir, les gardes se mettent en marche par  
 détachement de 100 à 200 hommes. On en infère qu'elles sont des-  
 tinées à des escortes. Des préparatifs de départ se font encore chez  
 M. de Champagny; enfin, il n'est question dans la ville que du voyage  
 de l'empereur. Ces circonstances m'ont déterminé à me rendre ce  
 matin chez le ministre des relations extérieures, pour lui demander  
 des explications et des renseignements sur des faits aussi marquants.  
 Je lui exposai, qu'à la veille de recevoir de St.-Petersbourg des ré-  
 sponses aux dernières propositions que j'avais été chargé de faire, les  
 bruits qui faisaient partir l'empereur très-prochainement de Paris ne  
 pouvaient que me causer beaucoup de peine, parce que, s'ils se vé-  
 rifiaient, l'œuvre de la paix avec la Turquie se verrait retardée au  
 delà de toute mesure, et qu'il était cependant urgent de mettre un  
 terme à cet état d'incertitude, vu qu'au printemps, où les Turcs au-  
 raient rassemblé des forces très-considérables sur le Danube, je  
 devrais prévoir que la reprise des hostilités serait immanquable. Les  
 réponses de M. de Champagny furent aussi vagues que de coutume.  
 Il n'affirma, ni ne nia les projets de voyage de l'empereur; me dit  
 que, si en effet ils devaient se réaliser, son absence ne serait que  
 de six semaines; que c'était en Espagne qu'il se rendait; que s'il  
 devait accompagner l'empereur (car c'est toujours conditionnellement  
 qu'il parle), je pourrais toujours communiquer avec lui par écrit, ce  
 qui n'apporterait aux affaires qu'un délai de 15 jours; que la Porte,  
 retenue par la France et son ambassadeur à Constantinople, ne re-  
 commencerait dans aucun cas les hostilités; que d'ailleurs il pensait  
 que nous n'avions pas lieu de craindre les Turcs; qu'il croyait que  
 nos vues à l'égard de l'empire ottoman avaient suggéré à son sou-

verain de plus vastes plans, qui se discuteraient lorsque l'empereur Alexandre, notre auguste maître, viendrait à Paris. || Je répondis que nous étions dans le cas de ne craindre personne, mais qu'il devait cependant convenir que, lorsqu'il y avait moyen d'éviter une guerre et d'arranger les affaires à l'amiable, on ne devait pas laisser venir les choses à des extrémités toujours malheureuses pour l'humanité, quel qu'en soit le résultat; mais que je n'appréhendais que trop, par les temporisations de son gouvernement, que nous serions forcés à la fin de décider les affaires de la Turquie les armes à la main; que j'étais ici depuis cinq mois, sans avoir recueilli jusqu'à présent que des promesses, et qu'au moment où la très-prochaine arrivée des réponses de St.-Petersbourg, qui ne saurait être retardée au delà de 8 jours, me donnait l'espoir de toucher à la fin au but, le départ de l'empereur me présageait de nouveau retards et devait naturellement me faire croire à l'impossibilité de ne jamais rien terminer avec son gouvernement; que je l'invitais, en conséquence, de soumettre mes inquiétudes à son souverain; que je les lui manifestais surtout pour ne pas encourir le reproche d'avoir négligé les intérêts de ma cour dans une circonstance aussi importante. Je lui proposai encore de faire évacuer, à la Silésie près, tous les autres états prussiens, car les discussions entre nos deux cours ne portent plus que sur cette province. Il m'opposa des difficultés militaires, des obstacles pour les communications, enfin des objections vagues et dénuées de fondement....

No. 87<sup>157</sup>.  
1808  
22 Febr.

No. 87<sup>158</sup>. - Extract din scrisoarea ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 25 Februarie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 396).

.....Ma position est toujours la même: parfaite à la cour, convenable avec la société. Je l'attire, elle vient à moi, mais lentement. L'espèce d'incertitude où l'on est sur les affaires de Turquie met la société en défiance. L'acquisition des provinces a été donnée comme une chose si positive, qu'on les regarde comme une propriété acquise, dans le public au moins. S'il faut les évacuer, on croira perdre une province russe. Si Votre Majesté consent à indemniser la Prusse de la perte de la Silésie, je regarde comme favorable l'arrangement qui la lui cédera. On se plaindra un peu, mais l'opinion de ce pays consolera l'empereur: lui seul s'intéresse aux Prussiens....

No. 87<sup>158</sup>.  
1808  
25 Febr.

No. 87<sup>159</sup>.—Extract din raportul ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 25 Februarie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 501).

No. 87<sup>159</sup>.  
1808  
25 Febr. .... Je commence par rendre compte à V. E. de ma conversation du 19 avec S. M. Je passerai ensuite à celle du ministre et je répondrai après, autant que je le puis, aux différentes questions que V. E. me fait l'honneur de m'adresser<sup>1)</sup>. L'empereur, chez lequel j'avais eu l'honneur de dîner, commença la conversation en me parlant des affaires de Suède; il m'assura que ses troupes avaient passé la frontière. Je lui répétais qu'il était bien temps d'agir, qu'on avait même trop tardé; que le discours du roi d'Angleterre à l'ouverture du parlement ne laissait plus aucun doute sur les intentions de la Suède. L'empereur ne connaissait pas encore ce discours. Il me le demanda. Je le lui envoyai aussitôt que je fus de retour chez moi. || S. M. passa ensuite aux affaires de Turquie. Elle me répéta plusieurs fois: «Eh bien, votre courrier n'a-t-il rien apporté? L'empereur doit avoir pris son parti. Tiendra-t-il ou non à ce qu'il m'a dit à Tilsit?» || Je lui répondis à peu près de même que dans mes précédentes conversations. Je lui dis que les choses n'étaient pas au point où on l'avait espéré alors; que l'empereur, pour tâcher de régler sa politique sur la sienne, avait été obligé de tourner ses vues d'un autre côté; que la guerre à l'Angleterre ne permettait guère de songer dans ce moment au partage de l'empire ottoman; qu'il n'y avait donc qu'en Prusse que nous pouvions prendre un équivalent; que, si l'allié de la France devait perdre quelque chose aux arrangements projetés, il était juste que l'allié de la Russie perdît également, d'autant plus que c'était pour sa convenance particulière que ces arrangements avaient lieu. L'empereur me parla alors de l'intérêt qu'il prenait à la Prusse. Il me dit que cette cour se plaignait extrêmement de sa situation; qu'elle serait toujours hors d'état d'acquitter ce qu'elle devait, si on ne lui rendait pas les provinces qui pouvaient lui en fournir les moyens. Il insista de nouveau sur la nécessité de faire ce que stipulait en sa faveur le traité de Tilsit. Je lui répétais qu'en effet l'exécution stricte du traité de Tilsit était ce que l'empereur pouvait désirer de mieux. Que tout ce qu'il faisait au delà n'était que pour satisfaire la Russie, et qu'il fallait bien qu'elle nous

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>143</sup>, p. 732.

donnât aussi quelque chose à notre convenance; qu'en voulant nous faire renoncer à nos vues sur la Silésie, il fallait au moins nous indiquer des équivalents convenables. S. M. ne m'en indiqua aucun, mais voulut me faire envisager comme tels, outre le Portugal et l'Etrurie, le Hanovre, qui, disait-Elle, pouvait être regardé comme réuni, et les Sept-Îles, ainsi que Cattaro. Je lui fis observer qu'on ne pouvait nous présenter comme une acquisition le Hanovre, que nous possédions déjà lors de la paix de Tilsit et dont ce traité réglait le sort. Que le même traité nous rendait les Sept-Îles, sans faire mention de la Valachie et de la Moldavie. Que pour Cattaro, il appartenait à l'Autriche et que Braunau en répondait. L'empereur me parut à cette occasion très-indifférent au sort de l'Autriche. Il y eut un moment, dans la suite de la conversation, où, cherchant un moyen de conciliation, il me dit: «Et l'Autriche, ne pourrait-on pas faire un arrangement avec elle, lui prendre la Bohême pour quelque chose en Italie?» Je lui fis sentir qu'un pareil arrangement était bien difficile à faire, que cela mènerait loin, et qu'il était pressé. || Il ne manqua pas de mettre encore en avant les craintes, que donnerait à ce pays-ci la cession de la Silésie. Il me dit que déjà le séjour prolongé de l'armée française dans le duché de Varsovie donnait de l'inquiétude à tout le monde, excepté à lui, qui avait la plus entière confiance dans l'empereur. Il ajouta que, puisque la guerre avec l'Angleterre était le but principal, c'était une armée à Boulogne qui lui nuirait, et non celle que nous conserverions en Silésie. Je répondis à cela que l'empereur ne négligeait pas de menacer les Anglais sur les côtes; mais qu'en même temps la présence d'une armée en Prusse leur prouvait mieux que tous les traités qu'ils devaient renoncer à toute influence dans ce pays; que c'était leur faire au moins autant de mal que pouvaient leur en causer les troupes rassemblées à Boulogne et même l'apparition d'une flotte. L'empereur me dit aussi que tout agrandissement de la France elle-même ne l'offusquait nullement, qu'il se plaisait à voir l'empereur augmenter sa puissance; mais que, pour éviter toute discussion, tout sujet de mécontentement entre les deux nations, il fallait que ces acquisitions ne fussent pas aussi voisines des frontières de Russie que la Silésie; que, pour lui, il n'avait point d'ambition, et que le seul désir de nous attacher la nation russe et de consolider le système qu'il avait adopté le ferait tenir à l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie. Selon lui, les Turcs ne perdraient pas grand'chose en perdant ces provinces, déjà dévastées, qu'un demi-siècle rétablirait à peine et où depuis long-

No. 87<sup>159</sup>  
1808  
25 Febr.

No. 87<sup>189</sup>. temps ils n'avaient plus aucune influence. «Ils me les auraient déjà  
 1808 cédées, ajouta-t-il, si je ne voulais les tenir de vous.» Je lui fis  
 25 Febr. remarquer que le Sultan Mustapha se montrait encore plus attaché  
 à l'empereur que son prédécesseur, qu'il mettait sa flotte à sa dis-  
 position, que cette conduite méritait au moins qu'on lui rendît justice;  
 que la Prusse, à laquelle la Russie tenait tant, ne se montrait nul-  
 lement reconnaissante de ce que cette puissance avait fait pour elle.  
 Je me suis attaché, en général, à persuader à S. M. que l'empereur  
 ne désirait que ce qui lui était utile et qu'il était prêt à faire tout  
 ce qui pourrait contribuer à sa gloire et à la prospérité de son em-  
 pire..... Le 23 je vis le ministre. L'arrivée d'un courrier, autant que la  
 certitude que le général Savary, étant à Paris, avait fait connaître posi-  
 tivement les intentions du cabinet de St.-Petersbourg, le rendaient plus  
 pressant, mais toujours dans de bons termes et dans un esprit de concilia-  
 tion. Voici ce qu'il me dit : «Nous avons eu aussi aujourd'hui des nou-  
 velles du comte Tolstoï. Je crois, comme je vous l'ai déjà dit confidentiel-  
 lement, qu'il n'est pas fort pour les affaires. Quand une chose l'étonne,  
 il se cabre plutôt que de chercher un moyen de concilier. Finissons  
 toutes ces affaires. Il faut en causer, M. l'ambassadeur, car rien ne  
 s'arrange à Paris; ce qu'on mande même nous dérange ici. Je suis  
 fâché qu'on se soit aussi clairement expliqué avec le comte Tolstoï.  
 Cela est venu mal à propos et affecte l'empereur autant que cela le  
 dispose mal. J'aimerais mieux qu'on lui eût parlé d'une manière  
 moins positive. L'empereur est quelquefois au moment de donner  
 l'ordre de demander la stricte exécution du traité de Tilsit. Je m'y  
 expose, je vous le dis franchement; ce n'est pas à l'ambassadeur que  
 je parle en ce moment. Vous connaissez le pays, vous pouvez appré-  
 cier tout ce que l'empereur Alexandre a fait pour l'empereur; vous  
 pouvez donc juger de l'effet que cela produirait. Je vous sers véri-  
 tablement plus que nous par ce moyen, car en ne donnant pas suite  
 pour ce qui nous regarde aux pensées de Tilsit, il faudra que chacun  
 rentre chez soi. Mais alors nous ne vous aurons aucune obligation et  
 cette alliance n'aura servi que vos intérêts. Est-ce là ce que vous  
 pouvez vouloir? Les Turcs, en rentrant en Valachie et en Moldavie,  
 feront beaucoup de victimes; mais le moment actuel passé, ils nous  
 donneront ces provinces, si nous y tenons encore. Ce n'est rien leur  
 ôter de fait. C'est peu nous donner aussi, dans l'état où elles sont.  
 Vous connaissez l'empereur et le pays; quel avantage recueillerez-  
 vous d'un changement dans la religion de Tilsit? Agrandissez la  
 France; nous sommes bien aises que vous soyez puissants, car nous

voulons franchement être vos amis. Mais quand vous disposez de No 87<sup>109</sup>.  
 tout ce qui vous convient et que nous voulons vous laisser le mé- 1808  
 rite de nous donner, ne faites pas tant les difficiles, d'autant plus 25 Febr.  
 qu'on ne pourrait nous empêcher d'avoir ce que nous demandons,  
 si nous n'étions pas de si bonne foi. Soyez juste: ce que nous avons  
 fait pour vous frappe tout le monde. Qu'avez-vous fait pour nous?  
 Ceci est conversation et point reproche, je vous l'assure; mais il ne  
 faut pas faire les choses au moment où on semblerait n'y consentir  
 que parce qu'on ne peut faire autrement. Paraissez y mettre de l'o-  
 bligeance pour l'empereur. Vous ne savez pas combien cela le tou-  
 chera. Ce sera le souvenir de sa vie. En fait de procédés, rien n'est  
 perdu avec lui. Comme je m'y attendais, les lamentations de la Prusse  
 sont arrivées. Cela peine l'empereur. Cependant, depuis que vous avez  
 causé avec lui, il est plus tranquille. Je vous assure qu'il a confiance  
 en l'empereur Napoléon. Nous voulons nous entendre, ne nous en  
 ôtez pas les moyens.» || L'ayant pressé de s'expliquer sur ce mot  
 moyens, il continua: «Je ne sais pas à quoi l'empereur pourrait  
 consentir. Savez-vous à qui on destine la Silésie? Votre intention  
 est-elle de la réunir au duché de Varsovie? Comptez-vous y conserver  
 des troupes? Donneriez-vous quelque chose en compensation à la  
 Prusse? Si vous vous expliquiez sur tous ces points, je pourrais ha-  
 sarder d'en reparler à l'empereur. On s'entendrait peut-être. Au fait,  
 les affaires de Turquie n'ont jamais été liées à celles de Prusse. C'est  
 vous qui avez inséré au traité que c'était par égard pour l'empereur  
 que vous rendiez telle et telle chose à cette puissance. L'empereur  
 Napoléon l'a encore déclaré depuis à la France. Vous nous avez  
 donc fait un point d'honneur de lui rendre une existence; qu'elle  
 lui soit rendue de manière ou d'autre. Dédommangez-la ailleurs, si  
 vous lui ôtez d'un côté. Par la suite des temps, il en arrivera ce  
 que Dieu voudra. L'occupation de côtes seules vous rend aussi puis-  
 sants contre l'Angleterre que celle de tout le pays. Quand je vous parle  
 comme je le fais, je vous prouve combien je désire qu'on puisse s'enten-  
 dre, quoique vous ayez changé toute la question. M. l'ambassadeur, tâ-  
 chez qu'on ménage le comte Tolstoï, de manière qu'il n'arrive rien ici qui  
 heurte.... Peut-être M. de Tolstoï est-il maladroit; il est peut-être difficile  
 de traiter avec lui certaines affaires; vous connaissez mon opinion sur  
 lui; mais quelle que soit sa manière de voir et d'agir, le fait est que rien  
 de ce qu'on lui a dit depuis le retour d'Italie n'est sur l'air de Tilsit.  
 Le général Savary et vous pouvez dire si nous n'avons pas la même  
 religion et si nous ne marchons pas dans le même sens qu'alors.

No. 87<sup>159</sup>. Traitez bien le comte de Tolstoï pour ce pays et pour l'empereur,  
 1808 dont c'est le choix personnel. Je ne fais pas le ministre avec vous;  
 25 Febr. vous le voyez. On peut me parler de tout. Faisons les affaires ici. Comme je le connais peu conciliant, je vous avoue que je suis moi-même embarrassé pour lui écrire certaines choses. Il faut cependant lui répondre. Point de changement, cela ferait un mauvais effet. Vous pouvez aussi parler de tout à l'empereur. Il se familiarise avec toutes les idées; mais il ne faut pas qu'il soit heurté par des dépêches comme les dernières. Vous n'avez encore rien fait pour nous. Vous changez même ce que vous nous avez fait espérer. Je pense qu'il viendra sans doute à l'empereur Napoléon une idée qui arrangera tout. Je ne vous parle ni de nos sacrifices, ni de l'état de notre commerce. Nous ne comptons pas avec vous; mais il est temps cependant qu'on voie résulter quelques avantages de cette alliance. Nous vous éviterons, si vous voulez, l'embarras de demander ces provinces aux Turcs. Laissez-nous faire, ils nous les donneront, j'en suis certain. Vous voulez la Silésie (en prenant la carte d'Allemagne), voyez donc ce qui restera à la Prusse. C'est ce que vous lui avez rendu de mieux, quoique ce soit bien peu lié avec ses états». Je répondis à ceci que c'était lui ôter le moyen d'avoir des querelles; que la Silésie était un bras inutile, puisqu'il ne tenait pas au corps. Il en plaisanta, mais répliqua que ce bras valait presque mieux que le corps; puis, montrant le Hanovre, la Poméranie et les états au delà de l'Elbe, il ajouta: «Tout cela est à vous. Ne nous disputez pas une acquisition aussi éloignée de vous et qui n'a rien de contraire à vos véritables intérêts. Tenez, M. l'ambassadeur, vous m'inspirez tant de confiance que je vais vous faire part d'une réflexion, que je n'ai pas même faite à mon maître. Quand je le vois disposé à évacuer la Valachie et la Moldavie, ce qui ôterait à notre alliance toute sa force, comme toute son influence, je ne regrette pas, je vous assure, ces provinces, mais je suis inquiet de ce qui en résultera et des moyens qu'en tireront nos ennemis communs, pour attaquer le système dans lequel je veux affermir mon pays. A quoi mènerait cette évacuation? A des difficultés interminables. Pourrait-elle se faire juste en même temps? Nous évacuerions peut-être au jour dit, mais le moindre retard de votre part amènerait des explications, d'où il résulterait nécessairement un état pire que celui dont on veut sortir. Je ne vous dissimule pas que l'empereur m'a encore parlé de cette ligne de l'Oder comme du point de départ de Frédéric.» Dans mes réponses je me suis moins attaché à la stricte exécution du traité de

Tilsit qu'à prouver que l'état de guerre avec l'Angleterre forçait la France à désirer d'ajourner le partage de l'empire ottoman et à chercher en Prusse un équivalent pour la Valachie et la Moldavie. J'ai ajouté qu'indemniser la Prusse sans pouvoir indemniser la Turquie ramènerait les choses au point de la difficulté. J'ai toujours appuyé sur le désir de se concilier, sur la certitude qu'on s'entendrait, parce que nous avions avant tout le désir de complaire à l'empereur Alexandre. J'ai représenté M. de Tolstoï comme ne marchant pas dans la ligne où nous étions. Sous ce rapport, le ministre m'a parfaitement compris; mais il ménage, de même que moi, près de l'empereur les intentions de cet ambassadeur, pour pouvoir attaquer son peu de mesure et de moyens.... Le ministre ne me parlant point de l'occupation de la Prusse, je n'ai pas touché cette corde; car c'est ce qui occupe peut-être le plus l'empereur et le public après la Valachie. Ce sera sans doute la chose la plus difficile à faire entendre. Je mène à cette idée par toutes les conversations indirectes, mais j'évite la question principale, puisqu'on ne m'en parle pas. La question revenant toujours sur les moyens de tout concilier, M. de Roumianzoff m'a parlé de la lettre, que M. de Tolstoï a communiquée à V. E., comme contenant des vues qui pourraient mener à ce résultat <sup>1)</sup>. D'après les détails qu'il m'a donnés, il paraît qu'il y répond d'avance aux questions, que V. E. me fait sur le partage de la Turquie <sup>2)</sup>. Il s'est expliqué très-clairement sur cet objet. Je ne lui ai répondu que comme s'il s'agissait d'une vieille idée, inadmissible pour le moment, à cause des avantages que l'Angleterre pourrait en recueillir. D'après ce qu'il m'a dit, l'empereur Alexandre est prêt à coopérer à la conquête de la partie de la Turquie que l'empereur Napoléon voudra prendre. Il fera à cet égard tout ce qu'on désirera. Il ne tient pas à y faire intervenir l'Autriche, à moins que cela n'entre dans les projets de la France. Sur l'observation, que j'ai faite, que cette puissance pourrait peut-être s'en alarmer, il m'a répondu : «Quand nous nous entendrons, il faudra bien que tout le monde soit content.» Si on veut donner à l'Autriche pour la faire concourir à l'opération, la cour de Pétersbourg en sera également satisfaite. Quant aux moyens, sans préciser la force de l'armée, le ministre assure qu'elle est assez considérable pour donner la loi à toute la Turquie. Tout ce que je disais ne paraissant tendre qu'à chercher un moyen de s'arranger sur un équivalent en Prusse, j'ai passé fort légèrement sur ce projet

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>111</sup>, p. 673.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>112</sup>, p. 732.

No. 87<sup>159</sup>. de partage de la Turquie. Les affaires se trouvent dans une position  
 1808 à pouvoir attendre une réponse de V. E., si les ordres qu'elle m'an-  
 25 Febr. nonce ne me tracent pas une nouvelle marche. Je me suis princi-  
 palement attaché à laisser entrevoir des moyens de conciliation dans  
 tous les partis qu'on propose, en donnant cependant la préférence à  
 celui qui assurerait la Silésie à la France, comme étant le plus po-  
 litique et le plus prompt. L'empereur peut maintenant donner aux  
 affaires la direction qu'il jugera convenable. Il n'est pas plus engagé  
 d'une manière que de l'autre.....

No. 87<sup>160</sup>. — Depeşa Comitelui de Metternich, ambasadorul austriac la Paris, către Comitele de Stadion, ministrul Afacerilor străine al Austriei, din 26 Februarie 1808. Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 106, p. 166).

No. 87<sup>160</sup>. Les dépêches de Votre Excellence renferment les instructions  
 1808 les plus complètes et les plus précises, qu'elle pouvait me transmet-  
 26 Febr. tre sur des questions d'une immense importance. Elles m'ont prouvé  
 que j'ai eu le bonheur de procéder, depuis qu'on les aborda vis-à-  
 vis de moi, dans la ligne que Sa Majesté Impériale regarde comme  
 la plus conforme à ses intérêts. M'étant rendu le lendemain de  
 l'arrivée du courrier chez M. de Talleyrand, je le prévins que ce  
 courrier avait apporté une réponse à ma dépêche qui renfermait les  
 détails de nos premiers entretiens. «Elle est telle que j'ai pu la pré-  
 voir et la désirer», lui dis-je; «on me charge de vous parler franche-  
 ment, de vous dire que rien ne peinerait plus l'empereur, ne serait  
 plus contraire à ses principes, à la conviction intime des véritables  
 intérêts de son empire, que la destruction de la Porte; on m'a or-  
 donné de faire valoir toutes les bonnes raisons qui devraient s'op-  
 poser à ce désir, même de la part de la France; on soutiendra la  
 Porte aussi longtemps que l'on pourra, on sera du partage quand il  
 sera impossible de l'arrêter, à la condition expresse cependant du plus  
 parfait accord entre les trois puissances copartageantes.» — «La que-  
 stion me paraît un peu plus éloignée», me dit M. de Talleyrand;  
 «vous vous êtes mis dans la meilleure position et vous ne trouverez  
 jamais personne plus pénétré de votre cause que moi. Je déteste  
 l'idée du partage de la Porte; je vous dirai même, plus explicitement,  
 qu'elle est en désaccord avec mes principes politiques; mais rien en  
 peut en faire revenir l'empereur. Arrêtez-vous à cette vérité, regar-

dez-la comme certaine, et que votre cour entre tout-à-fait dans ma No. 87<sup>100</sup>.  
 manière de voir. Si j'étais empereur d'Autriche, je dirais ce qu'a dit 1808  
 Frédéric II du roi de France: «Aucun coup de canon ne se tirera 26 Febr.  
 «en Europe sans ma permission.» Voilà comme vous vous soutiendrez,  
 comme vous sortirez victorieux de la lutte dans laquelle ont péri tant  
 d'autres. Connaissait-on déjà, au moment du départ de votre courrier,  
 les détails de votre entretien avec l'empereur?» <sup>1)</sup> — «Non», répon-  
 dis-je; «mais ces détails ne feront que renforcer l'opinion de l'em-  
 pereur François, que je vous énonce tout entière; ils lui prouveront  
 ce que vous me confirmez en ce moment, que les entreprises directes  
 sont ajournées.» — «Ne dites pas ajournées», interrompit M. de Tal-  
 leyrand; «je vous dis tout au plus moins imminentes.» — «Mais  
 croyez-vous que la Russie partage les vues de Napoléon?» lui de-  
 mandai-je. — «Avec passion», me dit-il; «la conquête de la Turquie  
 est une des idées favorites de l'empereur Alexandre; il y attache la  
 gloire de son règne, le gage de sa sécurité personnelle. Il s'est dans  
 plusieurs conversations expliqué dans ce sens vis-à-vis de moi.» Je  
 demandai à M. de Talleyrand un conseil, qui me parut tout-à-fait  
 essentiel, relativement à ma conduite à observer vis-à-vis de M. de  
 Champagny. Je le prévins que ma cour avait vu avec plaisir que  
 je n'avais traité jusqu'à présent les questions que dans des voies non  
 officielles; mais je ne pus m'empêcher de lui faire entrevoir le faux  
 jour, dans lequel je serais placé vis-à-vis du ministre des affaires  
 étrangères depuis mon entretien avec l'empereur, si ce prince de-  
 vait avoir informé M. de Champagny des détails de notre conversa-  
 tion. «J'ai, sans doute, l'excuse», ajoutai-je, «de ne pas avoir voulu  
 mettre d'empressement à aborder un sujet, qui nous est odieux; mais  
 il ne faudrait pas qu'il pût se douter que je traite la question à son  
 insu.» M. de Talleyrand m'assura, non-seulement ne pas savoir que  
 l'empereur en eût parlé à M. de Champagny, mais avoir même des  
 motifs de supposer que le secret ne subsiste qu'entre le souve-  
 rain, lui Talleyrand et moi. Je convins donc avec lui que j'at-  
 tendrais que M. de Champagny m'accostât de lui-même et que M.  
 de Talleyrand se chargerait de rapporter à son maître les détails de  
 notre entretien de ce jour. || Voilà où en sont les choses dans ce  
 moment-ci vis-à-vis de la France. J'évite expressément, autant que  
 possible, de montrer soit de l'empressement, soit de l'inquiétude; je  
 me suis mis dans l'attitude d'écouter sans aller au-devant des pro-

<sup>1)</sup> Cf. anexa doc. 87<sup>141</sup>, p. 723.

No. 87<sup>160</sup>. pos et mon rôle est basé sur des données tellement fortes, qu'il ne  
 1808 dépendra que de moi de faire valoir mes droits et d'en user, le jour  
 26 Febr. même où j'en croirai le moment venu. Ces détails répondent parfaitement au vœu que m'exprime Votre Excellence dans sa dépêche du 8 février, «de ne faire d'autre usage des données qu'on m'avait antérieurement fournies, que celui indiqué par les circonstances». Habitué à suivre strictement les ordres de ma cour dans les moments où mon rôle devient actif, je garderai pour moi seul les instructions plus détaillées au milieu de circonstances où le calme est d'absolue nécessité. Deux questions très-importantes ressortent de toutes les données, que j'ai fournies jusqu'à présent à Sa Majesté Impériale sur le grand bouleversement que M. de Talleyrand m'a, le premier, annoncé et que Napoléon m'a depuis confirmé. La Russie est-elle d'accord avec la France sur le principe général du partage de la Turquie? | La France veut-elle se servir de notre assentiment pour faire entrer la Russie dans ses projets? M. de Talleyrand établit la première de ces thèses, du moins quant au désir de la Russie. | M. de Tolstoy la combat définitivement, quant aux stipulations effectives. Ce fait ne présente point de contradiction directe. | Je suis, depuis l'entretien que j'eus avec l'empereur, parti constamment du second point de vue, savoir: que la France pourrait vouloir se servir de notre assentiment pour faire entrer la Russie dans les projets de partage que nous redoutons. Je ne prévois de complication que dans cette seule supposition; c'est donc elle qu'il n'a point fallu perdre de vue; elle admettait même une supercherie assez conforme au caractère de la politique française: on pouvait, en supposant que le cabinet de Saint-Pétersbourg répugnât au partage, nous y représenter comme ayant les premiers agité cette question et en ayant même seuls le désir. Il s'agissait de déjouer cette manœuvre, sans nous compromettre dans le cas qu'elle n'existât pas; les moyens de remplir ce but se trouvèrent tout naturellement sous ma main. | J'ai eu l'honneur de prévenir Votre Excellence que j'avais, après les premières ouvertures de M. de Talleyrand, fait entrevoir à M. de Tolstoy la possibilité de la destruction de la Porte comme un rêve politique à moi. Je lui ai dit, depuis mon entretien avec l'empereur, que ce rêve avait acquis un certain degré de force par un mot que Napoléon m'avait dit sur la nécessité d'aller frapper des coups contre l'Angleterre partout où l'occasion s'en présenterait et que le mot de Constantinople même était sorti de sa bouche.

Il m'a témoigné beaucoup de curiosité sur les détails qui pourraient avoir accompagné cette expression. Je ne lui en ai point donné et me suis borné à lui dire un jour: «Malheur à vous, si vous ne trouvez pas le mot assez important pour éveiller toute votre attention et la nôtre.» J'insistai pour savoir si pareille corde n'avait pas été touchée vis-à-vis de lui; cette question, présentée sous vingt aspects différents, ne me valut jamais que des réponses conformes à la première que me fit M. de Tolstoy: «Non, et si on me parlait du partage de la Turquie, je répondrais: Commencez par exécuter les stipulations du traité de Tilsit et nous discuterons autre chose après.» «Mais», lui demandai-je, «vous y refuserez-vous quand on insistera et ferez vous la guerre pour défendre la Porte contre les atteintes françaises?» L'ambassadeur m'assura qu'il faudrait bien partager le gâteau d'un commun accord, si on ne pouvait le sauver. Il conçut alors l'idée que, comme on commençait à connaître ici sa façon de penser, il serait possible que M. de Caulaincourt fût destiné à faire des ouvertures directes à Pétersbourg. Je saisis l'occasion de l'arrivée du courrier, pour dire au comte de Tolstoy, qu'ayant l'habitude de demander bien longtemps d'avance des instructions sur les points de vue principaux de ma cour, je venais d'en recevoir sur mon rêve politique, qui ne l'était plus tant depuis que le mot de Constantinople avait été prononcé. «Eh bien», lui dis-je, «ces instructions sont tout-à-fait telles que je les ai prévues, et vous m'en accorderez encore plus de confiance dans ma manière de juger et mon maître et son ministre. On empêchera aussi longtemps que la saine raison ne s'y opposera pas; on agira quand il faudra agir; mais ce qui surtout me fait plaisir, c'est l'ordre de m'entendre avec vous et de vous assurer que nous regarderons cette cause comme entièrement commune. Voilà ce que je dirai ici le jour où on me parlerait de quelque chose de plus précis, et voilà ce que je vous autorise à mander chez vous.» Il désira que je lui promisse de le tenir au courant de ce qu'on pourrait me dire ici, et je m'y engageai à charge de revanche. Voilà où en sont les choses vis-à-vis de M. de Tolstoy. Un courrier, qu'il eut à expédier peu de jours après notre entretien, en porta le récit à Saint-Pétersbourg <sup>1)</sup>. L'ambassadeur, à ses raisonnements près, ne peut pas y avoir mandé autre chose que ce que je viens d'avoir l'honneur de tracer ci-dessus. Votre Excellence se convaincra que nous sommes

No. 87<sup>100</sup>.  
1808  
26 Febr.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>150</sup>, p. 749.

No. 87<sup>160</sup>. dans le cas d'attendre une réponse du cabinet russe à la communi-  
 1808 cation, également précise quant au principe et vague quant au fait,  
 26 Febr. des ouvertures de la France sur le sort de la Porte, communication  
 que je n'ai cru devoir ni plus ni moins préciser. C'est maintenant  
 à l'ambassade de Sa Majesté à Pétersbourg à contrôler ce qu'on  
 ordonnera à M. de Tolstoy de me répondre. | Notre position, au  
 reste, me paraît parfaitement conforme à ce que nous aurions à dé-  
 sirer. Elle a cela de commun avec toutes celles, dans lesquelles les  
 questions sont simplement et franchement abordées. Vous en éta-  
 blissez trois, Monsieur le comte, dans votre dépêche du 1-er février,  
 qui sans contredit sont du plus haut intérêt: | 1°. Si la France a  
 déjà fait à la Russie des ouvertures analogues à celles dont j'ai rendu  
 compte; | 2°. Comment elles ont été considérées; | 3°. Jusqu'où en  
 sont venues les explications entre les deux cours sur les plans d'opé-  
 rations et de partage. | J'ai répondu autant que j'ai pu aux deux pre-  
 mières dans le cours de la présente dépêche. Un grand système  
 d'abandon aux vues de la France ressort directement du traité de  
 Tilsit; je ne crois pas que la destruction de la Porte y ait été sti-  
 pulée. Votre Excellence se sera convaincue que j'ai toutes les raisons  
 de supposer que cette affaire n'a, depuis le rétablissement des mis-  
 sions, point passé ou ne passe point par M. de Tolstoy. | Elle doit  
 donc lui revenir un jour de Saint-Pétersbourg, si M. de Caulaincourt  
 l'y traite; et c'est encore un des points de vue sur les lesquels il sera  
 peut-être possible que notre ambassadeur puisse nous fournir des  
 notions très-intéressantes. | En supposant que la chose soit abordée  
 en Russie, je ne vois nulle raison de supposer que des plans mili-  
 taires soient arrêtés. M. de Tolstoy m'assure qu'on presse beaucoup  
 sa cour sur une opération contre les Suédois; il ne paraît pas qu'elle  
 ait grande envie de s'y prêter et, si elle le fait pour la forme, on se  
 sert de ce prétexte pour renforcer le plus possible l'armée. Toutes  
 mes conversations avec l'ambassadeur, que vingt fois j'ai amenées  
 sur des plans d'opérations contre les Turcs (si on était malheureu-  
 sement forcé de concourir à ce fléau), me prouvent qu'il ignore par-  
 faitement les vues de la France et ses plans d'opérations du côté de  
 l'Orient. | Ces mêmes conversations ont souvent ramené les Serbes  
 sur le tapis. Le comte de Tolstoy ne s'est jamais démenti sur les  
 conditions sous lesquelles il n'hésiterait pas à signer la paix avec les  
 Turcs, savoir: l'indépendance de la Valachie et de la Moldavie, sous  
 la condition du dernier traité, et celle de la Servie, sous la protec-  
 tion et la garantie de la Russie et de l'Autriche<sup>1)</sup>. Une des phrases,

que j'ai trouvées dans les dernières dépêches du comte de Merveldt, No. 87<sup>160</sup>.  
 me prouve que l'ambassadeur doit effectivement avoir des pouvoirs 1808  
 étendus pour avancer ou pour reculer la négociation de la paix. 26 Febr.  
 M. de Romanzow paraissait convaincu, au commencement de janvier,  
 que les négociations étaient entamées ici. M. de Tolstoy s'est toujours  
 refusé au vœu, que si souvent lui a exprimé l'ambassadeur ottoman,  
 d'ouvrir les conférences; il oppose vis-à-vis de la cour d'ici le man-  
 que de foi de la France envers la Prusse. Le peu de zèle, que met  
 le cabinet des Tuileries dans la poursuite de sa médiation, prouve  
 catégoriquement qu'il vise à la destruction de la Porte; il n'a jamais  
 tenu une question ouverte que dans l'intention d'en détruire l'objet. ||  
 Je croirais urgent que l'on fit entrer dans les stipulations expresses  
 du plan d'opération la clause qu'il ne saurait être exécuté que  
 par les trois cours impériales, avec exclusion complète des troupes  
 de la Confédération. La Russie aurait un intérêt égal au nôtre à  
 écarter de toute coopération active de petits souverains avides d'ac-  
 quisitions et de compensations pour les frais de la guerre, qui, vu  
 l'état actuel de l'Allemagne et de la Prusse, ne pourraient plus être  
 prises que sur l'Autriche ou sur la Russie, cession que Votre Ex-  
 cellence regarde avec raison comme absolument inadmissible sous le  
 point de vue même d'agrandissements quelconques. Les explica-  
 tions les plus franches et les plus simples sur tous ces objets et  
 vis-à-vis des deux cours impériales me paraissent aussi conformes  
 au véritable intérêt de la cause que naturelles, dans une occurrence  
 où nous ne désirons que la conservation d'une puissance tierce et  
 où notre coopération dans un sens opposé à nos principes, loin d'être  
 recherchée par nous, ne sera jamais que le résultat de la nécessité  
 dans laquelle se trouve toute grande puissance de concourir à ce  
 qu'elle ne pourrait empêcher sans compromettre son existence.

---

No. 87<sup>161</sup>.— Scrisoarea secretă a ambasadorului rus, Co-  
 mitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov,  
 ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 16  
 (28) Februarie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 435).

Monsieur le comte, Dans aucune des dépêches que Votre Ex-No. 87<sup>161</sup>.  
 cellence m'a fait l'honneur de m'adresser successivement, je n'ai jusqu'à 1808  
 28 Febr.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>161</sup>, p. 732.

No. 87<sup>161</sup>.  
 1808  
 28 Febr.

présent trouvé le moindre raisonnement qui combatte, ou approuve mon opinion sur les affaires générales. Néanmoins, je crois, pour l'acquiesce de ma conscience, devoir persévérer dans le parti que j'ai pris de l'énoncer avec vérité et franchise, en dépit de la certitude où je suis de ne pas être écouté et de n'obtenir aucun résultat. Les protestations du désir bien constant de consolider les relations d'amitié entre les deux cours, que je recueille dans chaque conférence avec M. de Champagny, dans chaque audience de l'empereur, et les soins assidus que l'on met à me prouver l'impossibilité que, dorénavant, il puisse jamais éclater de nouvelle rupture entre les deux empires, n'auront certainement pas échappé à Votre Excellence. Cependant, ces protestations et ces assurances, à toute occasion renouvelées, cadrent bien peu avec les événements qui se passent sous nos yeux. Malgré mes instances les plus pressantes, les affaires de la Turquie et celles de la Prusse, bien loin d'être terminées, sont menacées de nouveaux délais par le voyage que l'empereur va faire en Espagne. Tout me prouve en lui un désir bien prononcé, et formé même depuis Tilsit, de traîner ces affaires en longueur. Dans cette intention, il nous a suggéré l'idée d'acquiesce la Moldavie et la Valachie, il l'a saisie avec empressement lorsque S. M. l'empereur l'énonça et nous a promis verbalement de la favoriser, tout en stipulant dans le traité l'évacuation de ces deux provinces, contradiction dont il était facile de prévoir les suites, qu'elle nous fait éprouver maintenant. Le projet d'acquiesce ces provinces devait naturellement augmenter les difficultés d'une paix avec la Turquie et en retarder la conclusion. Il fournit à Napoléon le prétexte de ne pas évacuer les états prussiens et, loin d'être fidèle à ses promesses, il s'en écarte tout-à-fait lorsqu'il s'agit d'en venir à l'application, en proposant un échange dont jamais il ne fut question entre les deux souverains. Les explications qui durent s'en suivre ont fait perdre plusieurs mois; à la fin, au moment où l'ultimatum de notre cour doit arriver et terminer toutes les discussions, l'empereur, par son départ précipité pour l'Espagne, y apporte de nouveaux retards et achève de donner la mesure de la sincérité de ses dispositions envers son auguste allié. Elle me semble démentie jusqu'à l'évidence par les difficultés, toujours croissantes, qu'éprouvent l'explication et l'exécution de ce traité de Tilsit, dans lequel tout ce qui est à l'avantage de la Russie est si vaguement stipulé. Le moment de développer ses arrière-pensées à notre égard n'est pas venu encore; de là ces temporisations, ces réponses dilatoires, ces nouveaux obstacles. Il lui faut quelque répit, pour exécuter ses projets sur l'Espagne. C'est

lorsqu'il aura consommé la chute de cette monarchie, occupé tous ses ports, épuisé ses ressources, accaparé les richesses immenses des églises, qu'il tournera de nouveau son activité vers le Nord, qu'il viendra résoudre les dernières questions sur le sort de l'Europe, et il faut convenir que la sécurité de notre gouvernement et la pusillanimité de l'Autriche ne favorisent que trop ses desseins. Pendant qu'il sera occupé des affaires du midi, les événements amèneront d'eux-mêmes la reprise des hostilités avec les Turcs. Elles arrêteront des forces considérables sur le Danube, tandis que la guerre avec la Suède une fois éclatée pourrait bien ne pas être terminée aussitôt que nous le voudrions. Nos armées ainsi disséminées sur une vaste étendue de pays, le point central de nos frontières, à mon avis le plus essentiel et le seul auquel on aurait dû songer dès le mois de septembre de l'année passée, sans perdre un seul instant, resterait sans défense quelconque et sans espoir d'être aussi promptement secouru que les circonstances l'exigeront, vu le temps que demande le rassemblement de nos armées et duquel j'ai eu un exemple frappant en 1806, où, après les désastres de la Prusse, nous avons à peine eu 70.000 hommes à faire avancer contre la grande armée française, les 40.000 hommes commandés par le général Buxhövdén, et qui se trouvaient dans un état de désordre et de délabrement complet, ne nous ayant rejoint qu'après le passage de la Vistule. Dans l'état de choses que je viens d'exposer à Votre Excellence, je lui demande ce que nous aurions à opposer à une armée française de 200.000 hommes, et il est pourtant hors de doute que les forces stationnées en Allemagne, complétées par la nouvelle conscription, et même sans les contingents de la Confédération du Rhin, montent à ce nombre. C'est appuyé d'une force aussi imposante que l'empereur viendra traiter avec nous ; c'est lui qui alors nous pressera de terminer et de souscrire à toutes les conditions qu'il nous proposera. Je ne saurais assez vous répéter, Monsieur le comte, combien est grande son activité et quelle est la force de sa volonté, car ce qui chez nous semblerait impossible s'exécute ici avec le plus grand ordre, avec la plus grande promptitude, malgré tous les immenses sacrifices que ce pays a faits et fait encore journellement. Je vous supplie de me dire, si, dans cette supposition, il serait avantageux pour nous de négocier avec l'empereur Napoléon, sans avoir préparé les moyens de repousser la force par la force, dans le cas où il voudrait nous imposer des conditions qui compromettraient l'existence politique de la Russie et qui seraient incompatibles avec l'honneur et la dignité nationale. Je vous demande

No. 87<sup>101</sup>  
1808  
28 Febr.

No. 87<sup>101</sup>. encore, quel mal il peut résulter de l'augmentation de notre armée,  
 1808 que je propose, et de la formation de plusieurs corps d'armée dans  
 28 Febr. nos provinces polonaises, quand même mes appréhensions sur les  
 vues de la France ne seraient pas fondées. En prenant ces mesures  
 de précaution, nous ne nous exposons à d'autres risques qu'à celui  
 de devoir imposer à la nation quelques nouveaux sacrifices, mais  
 l'excellent esprit dont elle est animé doit nous rassurer à cet égard.  
 Nous serions préparés à tout événement et en mesure de vendre  
 cher l'indépendance et l'existence de la Russie, si la France voulait  
 y attenter, à quoi elle renoncerait vraisemblablement, si elle nous  
 voyait prêts à repousser ses attaques. En négligeant ces précautions,  
 nous nous mettons hors d'état de résister et dans l'affreuse alterna-  
 tive de souscrire à tout, ou de voir envahies nos provinces polonaises  
 et allemandes, sans pouvoir être promptement secourus. Il me semble  
 qu'entre le choix de ces deux chances l'empire de Russie ne devrait  
 jamais être dans le cas de pouvoir balancer. ¶ Il est encore une  
 autre circonstance, sur laquelle je ne puis ne pas appeler l'attention  
 de Votre Excellence et lui exposer tous les malheurs qui en résul-  
 teraient infailliblement, si elle ne réussit à la prévenir. Par mes dé-  
 pêches, elle aura vu que l'empereur Napoléon m'a confié qu'il es-  
 pérerait au mois de mai ou de juin avoir une entrevue avec notre  
 auguste souverain, et à laquelle il renvoie l'arrangement définitif des  
 affaires. Je ne saurais, Monsieur le comte, vous cacher, combien cette  
 idée me pénètre d'inquiétudes, ne pouvant qu'y voir le complément  
 de nos malheurs. Que Votre Excellence daigne se rappeler toutes  
 les circonstances dans lesquelles l'empereur a lui-même conduit les  
 négociations et mené les affaires. La convention de Potsdam, la cam-  
 pagne de 1805, les résultats de la bataille d'Austerlitz, enfin, plus  
 que tout le reste, le traité de Tilsit, sont autant de preuves évidentes  
 combien il est dangereux que l'empereur, notre auguste maître, avec  
 son caractère confiant et généreux, défende lui-même des questions  
 dont dépend le sort de sa nation, et cela contre un homme aussi  
 prodigieux que l'empereur Napoléon et des ministres aussi habiles  
 que ceux qu'il emploie. Dans l'empereur Napoléon le désir d'amener  
 cette entrevue est très-naturel; sûr des facilités qu'il rencontrera, il  
 y trouve tout son intérêt; mais moi, je ne puis qu'y voir la perte  
 de la Russie, étant intimement convaincu qu'il y sera conclu des  
 arrangements qui mettront le comble à ses malheurs. ¶ Dans une  
 circonstance aussi majeure, qui décidera peut-être de la conservation  
 de ma patrie, tout autre sentiment devant se taire, je vous ai exposé

mon opinion avec toute la force de la vérité. La franchise, avec la- No. 87<sup>101</sup>.  
 quelle j'ai osé l'énoncer en toute occasion, doit attester le dévouement 1808  
 profond dont je suis pénétré pour S. M. I., et dans lequel je crois 28 Febr.  
 ne le céder à personne. J'en appelle à celui qui vous a, Monsieur  
 le comte, de tout temps caractérisé, à votre zèle pour le service, à  
 votre droiture, à votre loyauté, pour vous conjurer d'employer tous  
 vos efforts afin de détourner S. M. l'empereur du projet d'avoir une  
 entrevue avec l'empereur Napoléon. Votre Excellence ne saurait ren-  
 dre à sa patrie de service plus signalé.

No. 87<sup>102</sup>.—Extract din raportul ambasadorului rus, Co-  
 mitetele Tolstoi, către Comitele Rumianțov,  
 ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 17  
 (29) Februarie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 441).

Monsieur le comte, || Après les dernières représentations que j'ai No. 87<sup>103</sup>.  
 faites à M. de Champagny et dont Votre Excellence a trouvé l'ex- 1808  
 posé dans ma dépêche n°. 96<sup>1)</sup>, j'ai eu plusieurs fois occasion de voir 29 Febr.  
 ce ministre, mais je n'ai pu obtenir de réponse plus positive, ni plus  
 satisfaisante. L'empereur lui-même, dans une audience particulière,  
 qu'il m'accorda le 24 à son lever, pour lui présenter M. de Czerni-  
 cheff, me parla beaucoup d'autres objets, sans toucher celui de son  
 départ. Il se plaignit surtout de la pusillanimité du gouvernement  
 danois, qui tantôt demandait les secours de la France et tantôt les  
 craignait, et s'étendit beaucoup sur les désagréments que l'on es-  
 suyait lorsqu'on avait à faire à de petits états. En attendant, il n'est  
 point parti et, comme toujours, personne ne sait quand il se mettra  
 en route. Il se peut que mes représentations l'aient en effet encore  
 retenu à Paris; je commence même à me flatter que le courrier, que  
 j'attends avec une si grande impatience, arrivera encore avant son  
 départ. Elle est d'autant plus vive, que je me pénétre toujours da-  
 vantage de l'impossibilité d'arranger les affaires de la Prusse (qu'il  
 serait cependant si important de terminer), tant que je n'aurai pas  
 été mis à même de régler celles de la Turquie. L'empereur s'en est  
 expliqué dans ce sens vis-à-vis du prince Guillaume, qui, dans le dé-

1) Cf. doc. 87<sup>105</sup>, pag. 772.

No. 87<sup>163</sup>. espoir de ne rien avancer, a demandé l'autre jour une nouvelle audience. Il n'en a remporté que la restitution des prisonniers prussiens  
1808  
29 Febr. qui étaient encore en France. Les questions majeures sont restées indécises. L'empereur lui a déclaré qu'elles dépendaient de plans plus vastes, de la paix générale, mais surtout de l'évacuation de la Moldavie et la Valachie, avant laquelle la France ne pourrait évacuer les états prussiens ; que ce n'était pas lui qui ne remplissait pas le traité de Tilsit, mais bien la Russie, en occupant toujours ces deux provinces.....

---

No. 87<sup>163</sup>. — Analisa scrisorii ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 29 Februarie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 315).

No. 87<sup>163</sup>. Le 28 février, l'ambassadeur de France eut avec le comte Roumiantzof sa  
1808 première conférence sur le «grand objet» : le partage de l'empire ottoman  
29 Febr. entre la France, la Russie et l'Autriche. Le ministre russe demanda s'il avait des instructions particulières de Napoléon sur la manière de s'entendre et sur le partage à faire? La lettre impériale à la main<sup>1)</sup>, l'ambassadeur déclara qu'il n'en avait pas et invita son interlocuteur à lui faire connaître ses vues, ou plutôt celles de sa cour. Roumiantzof céda «Tout ce que propose l'empereur Napoléon», dit-il, nous convient. Voulût-il même acquérir de grandes possessions dans l'Inde, que l'empereur Alexandre verrait cela avec plaisir et le seconderait. Il y faut des établissements à la France, pour qu'elle y forme des matelots. L'empereur Napoléon vous mande-t-il s'il veut aussi chasser les Turcs d'Asie?»<sup>1)</sup> «Non», répondit Caulaincourt et il ajouta que, selon lui, la question de partage n'était posée qu'en Europe, qu'il n'était question de l'Asie qu'à propos de l'expédition; que, puisque Napoléon les engageait à raisonner, à pressentir leurs vues, ils devaient tous les deux le faire dans différentes hypothèses; qu'enfin, ce qui intéresserait réellement la Russie conviendrait sûrement à l'empereur des Français. Le ministre reprit: «Qu'entend l'empereur par ce partage? Est-ce celui du traité d'alliance, ou le tout? N'avait-on pas dit à M. de Tolstoï que la première alternative n'était plus dans la politique du moment? La France s'était réservé à Tilsit la Morée et l'Archipel, même Candie. Tout annonce aujourd'hui qu'elle admet l'Autriche au partage. La Russie le verrait avec satisfaction et serait prête à sacrifier à cette combinaison même quelques-unes de ses propres convenances, pourvu que tout s'arrange bien.» Puis, brusquement: Vous ne me dites rien de la Silésie? Un mot là-dessus m'aurait cependant fait plaisir. La lettre de l'empereur est dans l'esprit de Tilsit: il ne

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>163</sup>, p. 736.

peut pas songer à changer les transactions qui y étaient convenues.» L'am- No. 87<sup>145</sup>.  
 assadeur objecta qu'il n'était pas plus difficile de raisonner dans trois hypo- 1808  
 thèses que dans une; que le comte n'avait qu'à prendre la carte et à lui indiquer 29 Febr.  
 ses vues, soit pour le grand partage européen, soit pour le partiel, soit enfin pour  
 un démembrement en Asie; que, quant à la Silésie, sur laquelle il revenait, bien  
 qu'elle fût tout-à-fait étrangère au grand objet, il fallait la considérer comme une  
 de ces «questions prussiennes» du ressort de l'ambassadeur de Russie à Paris; qu'il  
 était évident que le sentiment qui avait dicté sa lettre à Napoléon<sup>1)</sup> était le même  
 qui l'avait inspiré à Tilsit et qui l'avait porté vers la Russie dès les premiers  
 jours de son règne; qu'il n'était pas animé d'une politique timide et que leur  
 devoir à eux était «de bannir toutes les arrière-pensées, qui empêchaient de  
 faire de grandes choses». Après avoir protesté de sa confiance et surtout de  
 son dévouement au système, Roumiantzof continua: «Je ne vois pas d'homme  
 capable de traiter d'aussi grands intérêts. L'empereur Alexandre penche toujours  
 pour l'entrevue; moi aussi je la désire, parce qu'il m'a promis de l'accompa-  
 gner et que le plus beau jour de ma vie sera celui où je pourrai mettre mon  
 respect aux pieds de l'empereur Napoléon; mais le prix même que j'attache à  
 cette grande alliance, à tout ce qui doit en résulter, me fait désirer qu'on jette  
 au préalable quelques bases, sur lesquelles on traiterait. Il faut s'expliquer avant,  
 afin d'être sûrs de s'entendre quand on se verra et d'éviter qu'une entrevue  
 comme celle-là reste sans résultat. Je ne suis pas timide, mais prudent. Vous  
 connaissez ce pays. Rendez donc justice à mes intentions: comme l'empereur,  
 je veux l'attacher, non-seulement à vous, mais à vos neveux.» «Tout ce que  
 vous me dites là», répondit l'ambassadeur, «me prouve que, ainsi que le dit et  
 le répète l'empereur Napoléon, une entrevue est indispensable, si vous n'avez  
 personne à lui envoyer et que vous ne puissiez aller à Paris vous-même, car  
 c'est un homme tout-à-fait dans votre esprit que l'empereur demande.» Cau-  
 laincourt releva encore une fois les termes si francs et si positifs de la lettre  
 impériale et en conclut que les résultats de l'entrevue ne sauraient être mis en  
 doute. Il appuya sur le fait que ce n'était que pour complaire à l'empereur  
 Alexandre et dans son intérêt plutôt que dans le sien, que Napoléon prenait  
 ce parti. Il convint que, si l'entrevue des souverains ne devait pas avoir lieu,  
 le comte Roumiantzof était la seule personne qui puisse être chargée de la  
 négociation et, quant aux idées à échanger pour mieux s'entendre, il lui répéta  
 la proposition de prendre la carte en mains et de raisonner avec lui, se déclara-  
 rant prêt à causer de tout ce qui lui plairait. «J'adopte cette idée», s'écria le  
 ministre russe, «et puisque votre cour ne vous donne pas d'instructions posi-  
 tives sur les vues qu'elle a dans ce partage, j'en parlerai à l'empereur et nous  
 reviendrons là-dessus quand j'aurai des ordres.» Des deux diplomates aucun  
 ne voulant s'avancer, le reste de leur entretien fut consacré à des questions  
 qui ne touchaient qu'indirectement à l'objet principal. Roumiantzof reparla de  
 la Silésie, en y mettant une telle insistance que son interlocuteur le soup-  
 çonna d'envisager le partage proposé comme un moyen de justifier la pré-  
 sence de troupes françaises dans cette province, sans que la Russie puisse en  
 demander la raison. Aussi écarta-t-il la question prussienne sans l'é luder, ne vou-

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>145</sup>, p. 735.

No. 87<sup>164</sup>. lant ni prendre d'engagement, ni laisser croire à une arrière-pensée. Alors, le  
 1808 ministre russe revint sur les avantages que la France retirerait d'un établis-  
 29 Febr. sement dans les Indes et assura que l'empereur Alexandre, qui jusque-là ne  
 goûtait guère ce projet, s'y montrait favorable depuis la lettre de Napoléon.  
 «C'est», dit-il, «l'endroit vulnérable pour l'Angleterre. Je vous confesse que je  
 serais enchanté de voir le projet réussir, car malgré ses grands talents, l'em-  
 pereur Napoléon n'a pas encore porté de coups sensibles aux Anglais. Il fau-  
 drait aussi une grande expédition chez eux, dans leur île.» — «Prenez-vous-en  
 à votre ancien ministère», riposta Caulaincourt; «c'est lui qui nous a forcé à  
 y renoncer, pour courir à Vienne. Mais fiez-vous à l'empereur : il portera le coup  
 de massue quand il en sera temps et vous aurez votre part de gloire, puisque  
 vous contribuerez au succès de ses grandes vues.»

No. 87<sup>164</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances  
 la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Im-  
 păratul Napoleon I, din 1 Martie 1808. Peters-  
 burg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 319).

No. 87<sup>164</sup>. [Le 1-er mars, Caulaincourt dînant à la table de l'empereur Ale-  
 1808 xandre, celui-ci, après avoir dit que Roumiantzof lui avait rendu  
 1 Martie. compte de leur entretien du 28 février, demanda si Napoléon n'avait  
 pas fait connaître à son représentant ses vues sur le grand ob-  
 jet?] L'ambassadeur : L'empereur m'écrit, Sire, dans la même  
 pensée qu'à Votre Majesté. Cela suffit pour Votre Majesté, qui a le  
 souvenir de Tilsit, et pour moi, qui connais le désir qu'il a de tout  
 faire pour la gloire de Votre Majesté et l'avantage de la Russie.  
 L'empereur : Je croyais, d'après une expression de sa lettre,  
 que la vôtre contiendrait les bases de l'arrangement qu'il pro-  
 pose. Roumiantzof vous l'aura dit. L'ambassadeur : Oui, Sire.  
 Je lui ai lu la lettre de l'empereur. Je puis la lire aussi à Votre  
 Majesté. En voilà l'extrait, qu'Elle peut parcourir<sup>1)</sup>. L'empereur :  
 Vous me ferez plaisir. (Après avoir lu l'extrait:) Ce sont les  
 mêmes paroles. Il semble cependant, d'après le désir de l'empereur  
 de faire une expédition dans l'Inde, qu'il faut partager toute la Tur-  
 quie, même Constantinople, qui serait le point de départ. S'il ne  
 s'agit que du partage projeté à Tilsit, tout est prêt. Si l'on veut  
 le partage entier, alors il faut s'entendre. Je pense, et je l'ai même  
 dit à Roumiantzof, qu'il faut en raisonner la carte à la main.

<sup>1)</sup> Acest extract conține paragrafele 2, 3 și 4 din doc. 87<sup>164</sup>, pp. 737-739;  
 Cf. Albert Vandal, loc. cit., III, p. 551, și Сопущъ, LXXXIX, p. 433.

L'ambassadeur: Ce que l'empereur mande à Votre Majesté No. 87<sup>104</sup>.  
 et à moi me semble suffire pour mettre nos idées en avant. Tout 1808  
 ce qu'on fait ayant pour but de complaire à Votre Majesté, la même 1 Martie.  
 intention présidera à tout. L'empereur: Mon ambition n'al-  
 lait pas au delà de la Valachie et de la Moldavie. Encore était-ce  
 parce que j'y voyais un moyen de consolider notre alliance. Alors  
 l'empereur ne voulait point détruire la Turquie. Ses vues ont changé.  
 Tout ce qui lui convient me convient aussi. Je suis enchanté qu'il ne soit  
 plus question de la Silésie. L'empereur n'en dit rien. Roumiantzof vous  
 en a parlé hier, ainsi que de l'inconvénient de se voir sans s'entendre.  
 Pour moi, au style de la lettre de l'empereur, je reconnais les pensées de  
 Tilsit. Je suis certain du succès: je n'ai donc aucun doute sur l'ac-  
 complissement de ce qui y a été stipulé. Franchement, cette question  
 de l'empire ottoman doit annuler tout ce qui a été proposé et dit  
 sur la Prusse depuis Tilsit. Cela rétablit la question telle que l'a  
 consacrée le traité. L'ambassadeur: L'empereur n'a jamais  
 pressé Votre Majesté sur l'évacuation des provinces turques. On a  
 été trop content en Angleterre de l'idée de l'évacuation de la Prusse,  
 pour que Votre Majesté ne sente pas que l'intérêt commun veut que  
 la Prusse ne soit pas évacuée dans l'état de guerre actuel avec l'An-  
 gleterre. Confiance et facilités réciproques, cela mènera tout à bien.  
 Votre Majesté apprécie sans doute toute la confiance que l'empereur  
 lui témoigne, et je viens de déduire ses raisons pour ne pas évacuer  
 dans ce moment. Dirigées contre l'ennemi commun, elles nous sont  
 communes avec Votre Majesté. L'empereur Napoléon lui demande  
 de ne pas le presser. L'empereur dit à Votre Majesté qu'il veut tout  
 ce qu'Elle veut: cela est clair. Il m'ordonne de m'aboucher avec le  
 comte Roumiantzof: c'est pour jeter les premières idées. Ensuite, les  
 souverains seuls peuvent s'entendre, à moins que Votre Majesté n'ait  
 à envoyer à l'empereur un homme bien dans l'esprit de la chose.  
 L'empereur: J'en ai bien un, mais je ne puis m'en passer ici. Sans  
 lui, comment faire marcher ma marine: c'est Tchitchagof. (Que pen-  
 sez-vous de lui? franchement; allons, dites-moi ce que vous en pen-  
 sez. L'ambassadeur: Du bien, Sire, je l'ai même mandé à l'em-  
 pereur, en lui disant que je le voyais souvent; il a tout ce qu'il faut  
 pour apprécier les avantages de ce grand parti. Mais est-il assez dé-  
 cidé pour conclure? Je ne le connais que depuis peu de temps.  
 L'empereur: Comme je vous l'ai dit, je ne puis m'en passer ici;  
 c'est une idée qui m'est venue, je ne veux rien vous cacher. J'ai  
 encore le comte Potocki, qui est un homme tout-à-fait dans cet es-

No. 87<sup>144</sup> prit, mais il n'a jamais traité de grandes affaires. C'est un savant, et  
 1808 il n'est plus jeune. | L'ambassadeur: Sire, il n'est pas Russe; il  
 1 Martie. faut quelqu'un qui sache les affaires et qui y attache la nation. Votre  
 Majesté me pardonnera cette observation. L'empereur (en prenant la main à Caulaincourt): Je vous en remercie, général. L'empereur Napoléon pense comme vous; je me loue tous les jours du choix qu'il a fait, en vous envoyant près de moi; je voudrais pouvoir en faire un qui lui fût aussi agréable. Au reste, cette idée sur tel ou tel ne signifie rien. Mon parti est pris. Le moyen que je préfère est de voir l'empereur; je vous réponds positivement: si c'est du projet de partage convenu à Tilsit qu'il s'agit, tout est prêt; nous sommes d'accord avant de nous être vus; si c'est le partage du tout, abouchez-vous avec Roumiantzof, prenez les cartes, raisonnez, voyez ce qu'on peut faire, ce qui peut convenir à chacun. Tout sera prêt de même quand nous nous serons expliqués. Constantinople est un point important, trop loin de vous et que vous regarderez peut-être comme trop important pour nous. J'ai une idée: pour que cela ne fasse pas de difficultés, faisons-en une espèce de ville libre. Au reste, raisonnez bien de tout cela avec Roumiantzof, prévoyez tout. J'écrirai franchement à l'empereur; vous enverrez vos vues; un de vos officiers portera tout cela et si, comme je le pense, cela convient à l'empereur, qu'il réponde qu'on peut s'entendre, qu'il sera tel jour à tel endroit, après avoir calculé le temps qu'il faut à nos courriers pour arriver ici et celui qui m'est nécessaire pour aller au rendez-vous. Je ne manquerai pas, j'irai jour et nuit. L'ambassadeur: Sire, ceci rentre tout-à-fait dans les intentions de l'empereur; je ne retarderai point le comte de Roumiantzof; il sera nécessaire de s'expliquer aussi sur les moyens dont Votre Majesté peut disposer et pour le partage et pour l'expédition. Il faut s'aboucher aussi avec les personnes qui connaissent le mieux l'Asie, pour savoir quels sont les moyens de coopération les plus avantageux, car il serait bon de donner à l'empereur Napoléon des idées sur tous les moyens d'exécution. || L'empereur: Pour cela, je suis encore tout prêt, général, et je donnerai à l'empereur le nombre de soldats qu'il désire; je les lui choisirai en ami, vous pouvez l'en assurer. Mon armée du Danube est prête; je ne ferai pas attendre l'empereur. Si l'expédition peut se faire, ce ne peut être que par Constantinople; un petit corps pourrait aller par Astrabad. L'ambassadeur: Votre Majesté peut combiner sa coopération de beaucoup de manières: un corps par Astrabad et un débarquement à

Trébizonde; mais il faut toujours remonter vers Hérat et le Can-<sup>No. 87<sup>164</sup>.</sup>  
dahar. [ L'empereur: Je suis prêt à faire tout ce qui sera utile à  
l'empereur, tout ce qui pourra contribuer à sa gloire. Entendons-nous  
bien, ne laissons rien dans le doute, et il verra que je ne suis ni  
ami, ni allié à demi. Je donnerai des ordres à Roumiantzof pour  
que vous ayez tous les renseignements que vous désirerez sur l'Asie;  
il faut frapper l'Angleterre partout. L'ambassadeur: Sire, la  
prise de Stockholm sera un coup terrible pour Londres. L'intérêt de  
la chose, comme celui de Sa Majesté, veut qu'on se presse; il faut  
marcher comme des gens qui veulent aller à Stockholm et point  
comme une armée qui a tout l'hiver pour se rendre à Abo. L'em-  
pereur: Cela ira bien, soyez-en sûr.

1808  
1 Martie.

No. 87<sup>165</sup>. — Extract din raportul ambasadorului francez la  
curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăra-  
tul Napoleon I, din 2 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 324).

[Le 2 mars, eut lieu la deuxième conférence de Caulaincourt avec le<sup>No. 87<sup>166</sup>.</sup>  
comte de Roumiantzof. Ce dernier relut la lettre de Napoléon, puis dit:]  
Ceci est une grande affaire; il faut, comme le dit l'empereur Napoléon,  
y penser mûrement. Je vois, comme je le disais l'autre jour<sup>1)</sup>, deux sys-  
tèmes à discuter: l'un, que nous avons déjà traité, qui est l'acqui-  
sition de la Valachie et de la Moldavie, pour lesquelles vous voulez  
garder la Silésie, et l'autre, le partage de l'empire ottoman. Si vous  
entendez ce partage comme à Tilsit, nous demandons peu de chose  
au delà de ce que nous occupons. Si vous acquérez l'Égypte et né-  
cessairement beaucoup d'autres choses en même temps, nous pouvons  
prétendre à un plus grand accroissement. Rien ne nous éloigne de  
voir l'Autriche entrer dans le partage, si elle rend des services; mais  
il faut que son lot soit peu considérable, car cette puissance sera  
nécessairement dans une position influencée, et il ne faut pas que  
ce qu'on fera pour elle altère dans l'opinion l'idée qu'on a de notre  
alliance. Les choses reviennent, à ma grande satisfaction, au point  
de départ de Tilsit. C'était nécessaire pour cimenter notre alliance,  
pour détruire tout ce qui pouvait ramener aux anciennes idées. L'em-  
pereur, ne pouvant frapper l'Angleterre au cœur, veut détruire une  
à une toutes les sources de sa prospérité, tous les débouchés de  
son commerce. Croyez-moi, Monsieur l'ambassadeur, sa gloire, comme

1808  
2 Martie.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>163</sup>, p. 790.

No. 87<sup>163</sup>. ses talents, surpassent tout ce que l'histoire nous a transmis ; pour  
 1808 la postérité, il aura cependant peu fait, s'il ne soumet cette rivale. La  
 2 Martie. France a toujours désiré l'Égypte. Sous le règne de l'impératrice Catherine, elle nous avait fait proposer, par l'empereur Joseph II, de nous laisser aller à Constantinople, si nous lui laissions prendre l'Égypte. Tout ce qui agrandira la France, tout ce qui ajoutera à la puissance de l'empereur, sans vous trop rapprocher de nous, car il ne faut pas, comme on dit, être nez à nez, nous convient, et nous vous aiderons même. Mais faites aussi pour nous, et pas moins qu'on ne voulait autrefois. Dites-nous positivement que le système de partage en Turquie détruit le système d'échange de la Silésie contre la Valachie et la Moldavie. L'empereur adopte peu à peu toutes les idées ; il n'est plus éloigné de celle d'une expédition dans l'Inde ; mais, de vous à moi, il a toujours une petite pensée pour les intérêts de la Prusse, c'est aussi dans notre intérêt. Ne nous rapprochons pas ; donnez-nous une assurance à cet égard, et nous ferons ce que vous désirerez. L'expédition des Indes est toute pour vous ; faites pour nous plus qu'à Tilsit, puisque nous faisons aussi plus qu'il n'a été convenu alors, et nous vous seconderons avec plaisir, quoique notre intérêt ne nous fasse pas désirer un autre arrangement que celui prévu. Tout ce qui est sur l'air de cette lettre est, je vous l'avoue, et vous m'en croirez facilement, beaucoup plus de mon goût que ces paroles du retour de l'empereur à M. de Tolstoï. « On me cite ce que j'ai dit : qu'est-ce que cela signifie ? Il ne s'agit pas ici d'enfantillages. » Je vous dis cela maintenant, Monsieur l'ambassadeur, pour vous prouver que, si j'ai même alors tenu à votre alliance, j'y tiens doublement aujourd'hui. Nous n'avons pas brouillé les cartes alors, vous m'y avez aidé, je vous en remercie, et la preuve que je sais le prix de la conduite que vous avez tenue, c'est la confiance avec laquelle je vous parle en ce moment. Aidez-moi de vos conseils, pour que nous fassions de ceci une grande œuvre. Expliquons-nous d'abord franchement sur la première question. L'ambassadeur : Comme je l'entends aussi, Monsieur le comte, il y a ce que vous appelez deux systèmes, et peut-être même un troisième. Mais, comme à ma dernière conférence, je vous répète que la question doit, ce me semble, s'établir ainsi : Se bornera-t-on au partage partiel dont on a parlé à Tilsit ? Partagera-t-on toute la Turquie d'Europe, ou bien, ce qui ferait le troisième système, comme vous l'appelez, fera-t-on un démembrement en Asie ? Dans tous les cas, quels seront les lots de chacun ? Mais parlons des deux premiers ;

ne parlons pas encore de l'Egypte, pour commencer et finir en Europe, et ne lions pas au grand objet les petits intérêts allemands. La lettre de l'empereur Napoléon à l'empereur Alexandre dit, ce me semble, tout ce qu'on peut désirer; c'est pour moi le commandement de Dieu, tout s'y trouve. Nous pensons à ce partage pour vous complaire. Prenez la carte; vos intérêts y sont écrits avant les nôtres, vous en conviendrez, et ce que nous avons à espérer plutôt qu'à désirer ne vaut certainement pas ce que vous occupez déjà; toute la population est là. Après tout, les coups que l'empereur veut porter aux Anglais dans l'Inde vous affranchiront, comme nous, de leur tyrannie. Votre empire a aussi des côtes, vous avez une marine. Quant à ce qu'a mandé M. de Tolstoï, je l'ignore; les véritables paroles de mon maître, c'est moi qui les ai répétées. Enfin, lisez ce qu'il écrit, voilà la loi et les prophètes. Il me paraît qu'on peut juger du lot qu'on destine à l'Autriche par le secours qu'on lui demandera. Sur cela, comme sur tout, quelles sont vos vues, Monsieur le comte? On voit mieux sur la carte; en raisonnant de cette manière, on arrive plus tôt au but. Le ministre: Il faut que je vous dise encore une chose, Monsieur l'ambassadeur: l'empereur a l'intention de mettre ses flottes, qui sont dans vos parages, à votre disposition. Je l'ai fait expliquer à cet égard; c'est non-seulement pour agir contre l'Angleterre, mais aussi pour seconder vos flottes dans une expédition faite en Egypte, soit sur les côtes d'Afrique, soit même aux Indes. Mais l'empereur désirerait avoir l'assurance que le grand-duché de Varsovie restera dans l'état actuel et ne sera pas donné à un autre état. A Tilsit, les choses ont été arrangées, on ne peut pas dire très-bien, mais passablement pour notre tranquillité. Depuis, cela a un peu changé, vous l'avouerez! Il faut donc s'expliquer en amis, avant les grands changements dont l'atmosphère est chargée, comme dit l'empereur Napoléon; j'aborde, comme vous voyez, toutes les questions, afin de prévenir tout mésentendu. L'ambassadeur: L'empereur a déjà daigné me faire part d'une partie de ses instructions pour sa flotte. L'empereur Napoléon sera sûrement sensible à cette marque de confiance. Je lui rendrai aussi compte de l'extension que vous leur avez fait donner. Je puis vous assurer, Monsieur le comte, que vos intentions, comme vos principes, sont appréciées autant qu'elles doivent l'être. Mais en même temps que je me plais à vous assurer que l'empereur vous rend la justice qui vous est due, je vous avoue que je ne comprends pas certains doutes, je n'y conçois rien. Cela contraste avec la confiance que nous vous témoignons.

No. 87<sup>tes</sup>.

1808

2 Martie.

No. 87<sup>165</sup>. Nous vous engageons à éloigner la Suède de vous, à placer de cette  
 1808 manière votre capitale au centre, nous vous y aidons même, et vous  
 2 Martie. adoptez tous les doutes des coteries de Kœnigsberg; cela n'est pas  
 trop sur l'air de Tilsit, avouez-le, Monsieur le comte. Le mi-  
 nistre: Jugez mieux, je vous prie, mes intentions. Je dois dire ce  
 que me reprocheraient un jour mon souverain, mon pays et vous-  
 même, peut-être, si cela faisait difficulté. C'est le désir de voir notre  
 alliance prendre enfin le caractère d'intimité et de confiance qui lui  
 convient et qui peut seul la rendre durable, qui me rend si prévo-  
 yant; mais voyons les cartes. L'ambassadeur: Cherchons ce  
 qui nous convient. Que désirait l'empereur à Tilsit? Il doit savoir  
 aussi ce que voulait l'empereur Napoléon. Le ministre: Il ne  
 s'est jamais expliqué là-dessus d'une manière bien positive. Il me  
 semble que nous avons la Moldavie, la Valachie et la Bulgarie; la  
 France la Morée, peut-être l'Albanie, Candie. L'ambassadeur:  
 Ce n'est pas tout; que faisait-on du reste? Même en laissant la Ro-  
 mémie aux Turcs, car c'est de ce système que nous parlons main-  
 tenant, n'est-ce pas, Monsieur le comte? Le ministre: Oui, nous  
 désirons que vous ayez ce qui est à votre convenance. L'Autriche  
 n'a rien fait; il lui faut peu de chose, si elle agit. Mais il sera bon  
 de s'en servir. L'ambassadeur: Mais que lui donnez-vous? Le  
 ministre: La Croatie: si c'est trop peu, quelque chose en  
 Bosnie. L'ambassadeur: La Bosnie est le véritable chemin  
 de l'Albanie. A vue de pays, c'est notre lot naturel. Mais vous ou-  
 bliez la Serbie. Le ministre: On peut la rendre indépendante,  
 lui laisser son gouvernement, sous votre influence et la nôtre.  
 L'ambassadeur: Deux grandes influences dans un pays, n'est-ce  
 pas comme deux maîtresses dans une maison? Le ministre:  
 Vous avez raison. Cela aurait des inconvénients. On pourrait donner  
 cette province à un archiduc d'Autriche. L'empereur Napoléon pour-  
 rait le choisir dans une branche cadette, pour que cela ne revînt ja-  
 mais à la branche régnante. L'ambassadeur: N'avez-vous pas  
 quelques engagements avec les Serviens? Le ministre: Point  
 sous ce rapport. Seulement de ne point les livrer aux Turcs et de  
 tâcher de leur obtenir un gouvernement particulier, même sous l'in-  
 fluence de la Porte, c'est-à-dire de ne point les livrer aux Turcs pour  
 être massacrés. L'ambassadeur: Ce que vous prenez est im-  
 mense; toutes ces provinces se lient entre elles, toute la population  
 vous restera et sera pour vous, puisqu'elle est chrétienne, tandis que,  
 dans les autres, la grande majorité des habitants est composée de

Turcs, qui suivront par conséquent le gouvernement ottoman dans sa fuite. Vos provinces seront donc peuplées et les nôtres désertes. | No. 87<sup>166</sup>.  
 1808  
 2 Martie.

Le ministre: Si les Turcs sont chassés d'Europe, ce qui me paraît inévitable si on veut une expédition en Asie, car je doute qu'on obtienne le passage du Grand Seigneur à qui on aurait coupé d'avance bras et jambes, et même sans cela, s'ils sont, dis-je, chassés de Constantinople, ce que je regarde comme contraire à nos intérêts, à moins qu'elle ne soit donnée à un gouvernement invalide comme celui des Turcs, cette ville, par sa position, par la nôtre, par tous les intérêts de notre commerce, dont la clef est au Bosphore et aux Dardanelles, nous revient, ainsi qu'un grand territoire, qui comprenne ces points. L'ambassadeur: La clef de la mer Noire et celle de la mer de Marmara, c'est beaucoup pour une porte, Monsieur le comte; ce serait déjà beaucoup d'en avoir une. Ceci, il me semble, ne serait même proposable qu'en ayant chacun la sienne. | Le ministre: L'une sans l'autre, ce n'est rien. C'est la géographie et notre mer Noire, plus encore que notre intérêt politique, qui veulent que nous ayons Constantinople. Vous en êtes loin et vous aurez d'assez belles possessions, pour n'avoir rien à nous envier. Votre lot est beau et, comme je vous l'ai dit, nous verrons avec plaisir toutes les acquisitions que vous ferez sans nous toucher. | L'ambassadeur: Nous vous prouvons que nous avons les mêmes sentiments; mais parlons de l'expédition, car après le désir de faire ce qui peut être agréable et surtout utile à l'empereur Alexandre, c'est la raison déterminante, par conséquent la première chose dont il faut convenir. | Le ministre: Cela sort de la pensée de Tilsit; cependant, l'empereur s'y prêtera; mais il doit en résulter des avantages pour nous, car votre intérêt plus que le nôtre vous porte dans l'Inde, en Egypte. | L'ambassadeur: Mais vos avantages ne sont pas douteux. Ils sont, j'ose le dire, plus palpables que les nôtres. Il ne tient qu'à vous de finir. Répondez: Partons pour l'entrevue! et tout sera en mouvement dans un mois, comme le dit l'empereur Napoléon. | Le ministre: Cela s'éclaircira d'ici à quelques jours. Nous occupons la Valachie et la Moldavie; Tilsit nous les a tacitement promises contre un équivalent, qu'il ne tient qu'à vous de prendre. Vous ne pouvez donc nous compter cela pour des avantages attachés à cette coopération. | L'ambassadeur: On ne vous les comptera pas pour tout, sans doute; mais si chacun parlait de ce qu'il occupe pour établir ses droits, nous ne nous entendrions bientôt plus, Monsieur le comte, surtout en me servant de vos arguments. A cet égard, l'empereur a daigné

No. 87<sup>165</sup>. me répondre d'une manière plus positive. Au reste, vous êtes con-  
 1808 venu vous-même que ce projet vous convenait. | Le ministre:  
 2 Martie. J'en conviens encore; je dis ce à quoi nous pouvons prétendre, mais  
 je vous assure en même temps que nous vous seconderons avec  
 plaisir. | L'ambassadeur: Il serait bon de s'entendre un peu sur  
 les moyens d'exécution. L'empereur Napoléon dit quel nombre de  
 troupes il a réuni. Connaissiez-vous la force de votre armée du Da-  
 nube? Le ministre: Pas exactement; je sais qu'elle est assez  
 forte. Nous sommes, je vous assure, d'une grande bonne foi avec  
 vous, Monsieur l'ambassadeur. Dans le temps, je vous ai parlé  
 d'une forteresse sur la rive gauche du Danube, qu'un chef turc vou-  
 lait nous livrer. Ce chef c'est Mustapha Baraïctar. Je vous le confie. Il  
 renouvelle encore ses propositions. J'en reçois à l'instant la nouvelle  
 du prince Prosorovsky, qui a formellement refusé. Ces chefs ont  
 toujours peur que la Porte les fasse assassiner. Celui-là sait que sa  
 tête est à prix, quoiqu'on lui envoie chaque jour de nouveaux titres. |  
 L'ambassadeur: Je suis toujours sensible à votre confiance, Mon-  
 sieur le comte. Vous voyez que je vous parle avec la même fran-  
 chise. Il vaudrait, je crois, mieux rédiger chaque jour vos idées, vos  
 vues par écrit: si vous le jugiez convenable, nous en userions ainsi  
 à la première conférence. | Le ministre: Rien ne presse encore;  
 il faut asseoir nos idées. Demain, je rendrai compte de cet entretien,  
 et nous nous reverrons. Nous aurons perdu quelques jours, mais nous  
 sommes, comme vous savez, en carême. J'ai fait mes dévotions et  
 n'ai pu m'occuper d'autre chose depuis quelques jours. | L'ambas-  
 sadeur: L'empereur m'a paru décidé pour l'entrevue, quoiqu'il eût  
 jeté les yeux sur quelqu'un. | Le ministre: Il penche pour cette  
 course. (En réfléchissant:) J'ai bien deux personnes en vue pour  
 cela; mais l'une, qui y convient, je crois, par son esprit et son ju-  
 gement, autant que par sa haine contre les Turcs, blesserait beaucoup  
 de convenances: c'est M. de Richelieu; l'autre est M. d'Alopeus de  
 Stockholm, brouillé depuis des années avec son frère, à cause de son  
 anglomanie. Mais ce nom en us ne convient pas à Paris, et pour ce  
 pays-ci il faut un Russe. L'empereur a pensé à M. de Tchitchagof.  
 Vous l'a-t-il dit? | L'ambassadeur: Oui, Monsieur le comte. Me  
 permettez-vous une réflexion? Ce ne sont pas les Turcs qu'il faut  
 haïr, ce sont les Anglais. Leurs prôneurs ne peuvent traiter de telles  
 affaires. | Le ministre: Quant à M. de Tchitchagof, il est depuis  
 longtemps admirateur de l'empereur Napoléon. Son esprit est tout-à-

fait à la hauteur de ces événements; mais avec l'air de la décision, No. 87<sup>165</sup>.  
c'est un homme qui ne conclut pas. C'est cependant ce que nous 1808  
avons de mieux. 2 Martie.

No 87<sup>166</sup>.—Extract din raportul ambasadorului francez la  
curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăra-  
tul Napoleon I, din 4 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 332).

[Le 4 mars, eut lieu la troisième conférence de Caulaincourt avec le No. 87<sup>166</sup>.  
comte Roumiantzof.] Le ministre: L'empereur, a qui j'ai rendu 1808  
compte de notre conférence, pense que nous avançons vers le but: 4 Martie.  
il verra avec plaisir, je suis chargé de vous le dire et de répéter,  
que l'empereur Napoléon acquière tout ce qui peut lui convenir. ||  
L'ambassadeur: Qu'entendez-vous par là, Monsieur le comte? ||  
Le ministre: Mais, qu'outre la Morée et l'Archipel, par exemple,  
vous preniez l'Albanie, dont il n'a pas été question; ce pays est près  
de vous et offre des ressources précieuses à votre marine. L'empe-  
reur Alexandre a eu de lui-même l'idée que cela convenait à l'em-  
pereur Napoléon. Outre cela, vous pouvez encore acquérir l'Egypte,  
même la Syrie, si c'est à votre convenance. L'ambassadeur:  
L'Albanie n'a jamais pu faire question. Souvent vous me l'avez nom-  
mée, et avant-hier encore, comme une acquisition sur laquelle vous  
n'éleviez point de doutes. Ce que vous prétendriez nous offrir sans  
l'Albanie serait comme le don de la Valachie sans la Moldavie. Puis,  
vous nous menez tout de suite en Asie, Monsieur le comte. Je ne  
demande pas mieux que de vous suivre; cependant, marchons pas à  
pas, classons nos idées et partageons d'abord l'Europe, car c'est de  
ce point qu'il faut, je crois, partir. || Le ministre: Eh bien; la  
Valachie et la Moldavie, voilà ce qui nous convient, en y ajoutant  
la Bulgarie et peut-être même la Serbie; la France prendrait la  
Morée, l'Albanie, l'Archipel et une partie de la Bosnie; l'autre partie  
et la Croatie seraient pour l'Autriche. Tout cela, dans le cas où  
la Romélie et Constantinople resteraient aux Turcs. || L'ambas-  
sadeur: Depuis la dernière fois, vous avez bien augmenté votre  
lot, Monsieur le comte <sup>1)</sup>; si cela traîne, vous mangerez tout. L'Au-  
triche ne vous remerciera pas du lot que vous lui faites. Je ne  
sais même trop que penser du nôtre. Voyez la carte: la Serbie  
est tout-à-fait hors de votre géographie. || Le ministre: L'empe-

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>165</sup>, p. 798.

No. 87<sup>166</sup>. reur n'y tient pas ; n'en parlons plus sous ce rapport, si vous ne  
 1808 voyez pas la chose admissible. Alors, donnez-la, comme nous avons  
 4 Martie. dit, à un archiduc d'une branche cadette, ou à un prince quelconque  
 de l'Europe: celui de Cobourg, par exemple, si vous voulez, ou tout  
 autre. Si vous désirez nous obliger, faites-en la dot d'une de nos  
 grandes-duchesses (celle que vous voudrez), quoique la propriété du  
 mari, si vous le croyez nécessaire. Etant de la religion grecque, elle  
 ralliera au prince qu'on lui fera épouser tous les habitants de ce pays;  
 ils sont plus que fanatiques, et quand j'ai cette idée, je crois servir  
 la cause de la paix et indiquer le seul moyen de maintenir la tran-  
 quillité parmi ces sauvages. Peut-être même serait-il bon de stipuler  
 que les enfants seront élevés dans la religion grecque. Je n'attache,  
 au reste, aucune importance à cette idée, qui m'est toute personnelle. ||  
 L'ambassadeur: L'empereur serait sûrement fort aise de faire  
 quelque chose qui serait personnellement agréable à la famille im-  
 périale, mais la Servie serait une médiocre dot pour une grande-  
 duchesse, avec l'obligation d'y rester. Mettre ainsi une de ces prin-  
 cesses entre vous et nous, ne serait-ce pas agir de fait contre vos  
 principes sur les inconvénients du contact entre grandes puissances  
 et donner lieu peut-être à quelques difficultés, car vous régnerez  
 de fait où sera cette princesse. Comme vous voyez, j'abonde dans  
 votre sens; au reste, vous savez que je n'ai pouvoir ni pour vous  
 refuser, ni pour vous accorder. | Le ministre: Que ce pays soit  
 donc indépendant, c'est tout ce que nous voulons dans l'état de choses  
 dont nous parlons. || L'ambassadeur: Je raisonne toujours dans  
 la pensée que l'expédition aux Indes et notre coopération sont les  
 conséquences de tous les arrangements sur la Turquie. C'est sous-  
 entendu dans tous les cas. Le ministre: Je pense aussi que  
 c'est l'intention de l'empereur. Mais il doit nous en revenir quelque  
 avantage proportionné aux forces que nous fournirons. Tout annonce  
 que l'Autriche est déjà prévenue sur cela, car elle rassemble beau-  
 coup de troupes sur la frontière turque et, sans que M. de Stadion  
 en convienne positivement, nous savons que c'est d'accord avec vous.  
 La lettre de l'empereur dit clairement que l'Autriche coopérera, donc  
 elle aura part. Notre intimité, notre attachement à votre cause ne  
 peut être comparé au sien, pas plus que ce qu'ils feront et ce que  
 nous avons fait pour vous. S'ils retirent donc des avantages de leur  
 coopération, la nôtre doit à plus forte raison nous en assurer; vous  
 ne pouvez pas nous compter comme tels la Valachie et la Moldavie,  
 c'est indépendant de toute coopération. | L'ambassadeur: Mais

la Bulgarie, n'est-ce donc rien? Et les deux provinces dont vous parlez, Monsieur le comte, sont-ce des propriétés, parce que vous y êtes encore? || Le ministre: En un mot, nous voulons vous seconder, vous obliger; nous ne tenons pas à tel ou tel coin de terre, puisqu'il n'y a pas d'habitants et que, dans l'état actuel, la Bulgarie est presque déserte; mais il faut quelque chose qui parle à la nation et qui prouve que l'empereur n'a pas donné son armée sans qu'il en soit résulté des avantages. C'est pour vous que nous irons aux Indes, nous n'y avons aucun intérêt personnel. | L'ambassadeur: On dirait que vous n'êtes pas en guerre avec l'Angleterre! Nous voulons aussi vous obliger, Monsieur le comte, et surtout faire quelque chose qui attache votre nation à son maître; voilà notre but dans cette affaire, croyez-moi! Vous et moi, nous ne pouvons que jeter des idées en avant, tâcher de prévoir les difficultés, pour qu'on s'entende plus tôt; voilà notre rôle, car je ne puis rien stipuler, vous le savez. Abordons donc franchement la question; l'empereur Napoléon s'est prononcé; vous savez combien nous désirons vous complaire pour tout ce qui a déjà été convenu. || Le ministre: Avec plaisir, mais il faudra toujours s'entendre et s'expliquer sur la Silésie. | L'ambassadeur: On voit bien que les distances ne sont rien en Russie. Quel rapport la Silésie peut-elle avoir avec le grand objet dont nous nous occupons? Vous savez que M. de Tolstoï est guéri, Monsieur le comte, et que vous pouvez vous en rapporter à lui sur cet article. Je suis fâché que vous n'ayez pas encore fait rédiger vos vues, nous irions plus vite. | Le ministre: L'empereur Napoléon veut que nous fassions cela ensemble, c'est une affaire qu'on ne peut confier. Puisqu'elle passe par vous seul, il faudrait qu'un de vos secrétaires la rédigeât sous notre dictée commune; je voulais aussi en causer encore une fois avec vous. Demain je verrai l'empereur, après-demain nous nous réunirons encore, et vous pourrez expédier dimanche. Mais parlons de Constantinople. Si, comme l'expédition projetée doit le faire penser, toute la Turquie doit être partagée et que cette ville ne reste pas à un gouvernement insignifiant comme celui des Turcs, notre lot est de l'avoir, notre position nous y mène, comme au Bosphore et aux Dardanelles. La Servie doit alors être donnée en toute propriété à l'Autriche, ainsi qu'une partie de la Macédoine et de la Romélie jusqu'à la mer, pour que cette puissance nous sépare, d'après le principe émis dans la note de l'empereur Napoléon à Tilsit, que, pour rester amis, il ne faut pas être voisins. Cet arrangement attachera, bien plus que vous ne pouvez le penser, ce pays

No. 87<sup>me</sup>.

1808

4 Martie.

- No. 87<sup>166</sup>. à votre système, à votre dynastie; votre cause sera la nôtre. Vous  
 1808 aurez le reste de la Macédoine et la partie de la Romélie qui est à  
 4 Martie. l'ouest, en général tout ce qui vous conviendra, toute la Bosnie, si  
 vous voulez, en compensation de ce que l'Autriche aurait en Ro-  
 mélie et en Macédoine, pour nous séparer. De plus, l'Egypte, la Syrie,  
 si cela vous convient. || L'ambassadeur: La part n'est pas égale.  
 Constantinople à lui seul vaut mieux que tout ce que vous nous  
 offrez en Europe; vous n'êtes pas généreux aujourd'hui, Monsieur  
 le comte. || Le ministre: C'est plutôt vous qui auriez tout. Qu'est-  
 ce que c'est que Constantinople et ce qui l'entoure, quand il n'y aura  
 plus de Turcs? Enfin, comment voyez-vous la chose? || L'ambas-  
 sateur: Constantinople m'effraye, je vous l'avoue. C'est un beau ré-  
 veil que d'ouvrir les yeux empereur de Constantinople! De votre  
 frontière actuelle jusque-là, c'est un empire tout entier. Quelle posi-  
 tion, on peut dire, sur deux parties du monde! Ce sont de ces idées  
 avec lesquelles il faut se familiariser, pour oser en parler. || Le mi-  
 nistre: La géographie le veut ainsi, autant que l'intérêt de notre  
 commerce; elle a bien voulu autre chose pour nous. Ce n'est pas aussi  
 avantageux que vous croyez, c'est loin de nous, ce sera une ville et un  
 pays sans habitants, mais notre position est telle que nous ne pouvons pas  
 ne point tenir à Constantinople et aux Dardanelles, à cause de la mer  
 Noire. || L'ambassadeur: Je ne comprends pas bien la possibilité de  
 l'acquisition de Constantinople; mais si on l'admettait, je vous avoue que  
 je ne consentirais pas à celle des Dardanelles par la même puis-  
 sance. || Le ministre: A qui les donneriez-vous donc? | L'am-  
 bassateur: Je les prendrais pour la France. || Le ministre: Pour-  
 quoi cela? Quel avantage trouveriez-vous à vous rapprocher autant  
 de nous? || L'ambassadeur: Si l'on pouvait vous accorder Con-  
 stantinople, il faudrait nécessairement qu'il en résultât de grands,  
 même d'étonnants avantages pour la France. Où les chercher en Eu-  
 rope? Je n'en vois pas. En Asie, serait-ce l'Egypte, la Syrie? Cela  
 peut-il se comparer? Enfin, vous nous les offrez; il faut un moyen  
 de communiquer avec ces acquisitions, et je ne le trouve avec sû-  
 reté que par les Dardanelles. Alors, encore, je vous demanderais si  
 vous nous seconderiez pour conquérir ces deux provinces? Après  
 tout, en me parlant de la Syrie et de l'Egypte, vous avez prétendu  
 nous obliger, Monsieur le comte. De quel prix est cette offre, sans  
 les Dardanelles? || Le ministre: L'empereur ne s'est pas expliqué  
 sur cette coopération particulière, mais vous savez comme il est cou-  
 lant sur toutes ces choses, et tout ce qui prouve le prix qu'il met

à cette alliance et arrange l'empereur Napoléon est facilement adopté No. 87<sup>100</sup>.  
 par lui. Mais notre commerce, Monsieur l'ambassadeur, du vivant de 1808  
 l'empereur, on ne l'inquiétera pas, je veux le croire; mais, ensuite, 4 Martie  
 quelle sûreté aura-t-il, si vous avez cette clef? L'ambassadeur:  
 Votre commerce ne consiste que dans les productions de votre sol.  
 Toute l'Europe en a besoin, la France comme les autres puissances.  
 Ce sont leurs bâtiments qui les transportent, et non les vôtres; quel  
 dommage pourriez-vous donc éprouver de notre position aux Dar-  
 danelles? Aucun, je vous assure; c'est la vôtre qui peut gêner tout  
 le monde, la nôtre, — personne. Le ministre: Voyez tout ce  
 que vous acquérez de cette manière. Quelle influence! Et nous, qu'au-  
 rons-nous? Une ville d'un grand nom et rien de plus. J'aimerais  
 cent fois mieux le Sund. L'ambassadeur: La comparaison ne  
 nuit pas à Constantinople. Pressez votre armée de Finlande. Vous  
 irez: nous sommes en marche. Le ministre: Les îles seules  
 sont pour vous une richesse incalculable; elles vous donneront d'ex-  
 cellents matelots. L'Egypte et la Syrie, vous en disposerez pour qui  
 vous voudrez; et nous, qu'aurons-nous pour cela? Si vous tenez aux  
 Dardanelles, ne pourriez-vous pas nous donner la Serbie? L'am-  
 bassadeur: De cette manière vous nous mettez dans votre poche,  
 en disant que vous ne voulez pas nous avoir dans la vôtre. Que  
 laissez-vous à l'Autriche, puisqu'on s'en sert? Voyez la carte, Mon-  
 sieur le comte; la géographie ne veut décidément pas que la Serbie  
 soit à vous. Nous parlons aussi de l'Asie, c'est là que vous pouvez  
 prendre. Trébizonde est sous votre main. Voilà une belle acquisition  
 pour le ministre du commerce. En tout, Monsieur le comte, faites  
 cette réflexion: tout ce que vous acquérez se touche et consolide  
 votre puissance, tout ce que vous nous proposez est pour la nôtre  
 presque au bout du monde. Vous serez donc en tout état de cause  
 forts partout, et nous faibles. Le ministre: Mais jusqu'où vien-  
 driez-vous et par où, si vous aviez les Dardanelles? || L'am-  
 bassadeur: Mais au moins jusqu'à Rodosto; on pourrait prendre pour  
 frontière la chaîne des montagnes depuis Pristina jusque vers An-  
 drinople. Le ministre: Mon opinion est que nous ne pouvons  
 céder ni Constantinople, ni les Dardanelles. Au reste, je prendrai les  
 ordres de l'empereur; peut-être sera-t-il plus facile. Nous voulons,  
 soyez-en certain, vous aider, vous seconder de toutes manières et  
 que vous ayez tout ce qui est à votre convenance; nous devons  
 trouver les mêmes sentiments dans l'empereur Napoléon pour ce qui  
 est à la nôtre. Sa lettre m'a fait grand bien et grand plaisir à l'em-

No. 87<sup>166</sup>. pereur. || L'ambassadeur: Nous ne jetons que des idées en avant;  
 1808 l'empereur Napoléon aura sûrement celles qui concilieront tout et  
 4 Martie. assureront l'avenir par le présent.

---

No. 87<sup>167</sup>.— Resumatul scrisorii Sultanului Mustafa IV  
 către Impăratul Napoleon I, din 9 Moharem  
 1223 (4 Martie 1808). Constantinople.

(Testa, loc. cit., II, p. 308; A. Lefebvre, loc. cit., III, p. 376).

No. 87<sup>167</sup>. Le Sultan rappelle à l'empereur Napoléon tous les témoignages de fidélité  
 1808 que son gouvernement lui avait donnés, sa bonne foi inaltérable dans l'exé-  
 4 Martie. cution de ses engagements, les promesses formelles qui lui avaient été faites après  
 la conclusion du traité de Tilsit, et les espérances légitimes qu'il avait dû en  
 concevoir. Il finit par solliciter de nouveau la protection de l'empereur et le  
 supplier de lui garantir l'intégrité de son territoire.

---

No. 87<sup>168</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napo-  
 leon I către ambasadorul său la Petersburg,  
 de Caulaincourt, din 6 Martie 1808. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 564).

No. 87<sup>168</sup>. .....Le Sr. de Champagny vous envoie une note, qui a été remise  
 1808 à Sébastiani, que vous pourrez montrer au ministère. J'ai demandé  
 6 Martie. à la Porte ce qu'elle ferait, si on ne lui rendait pas la Valachie et  
 la Moldavie et quel moyen elle avait d'en contraindre l'évacuation.  
 Elle a répondu qu'elle ferait la guerre et a fait une énumération  
 immense de moyens. || N'oubliez pas que le ministre de Prusse est  
 toujours à Londres, et quoiqu'on dise qu'il a ordre de revenir, il  
 ne revient jamais.....

---

No. 87<sup>169</sup>. — Extract din raportul ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Împăratul Napoleon I, din 7 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 339).

[Le 7 mars 1808, Caulaincourt remit à l'empereur Alexandre une lettre de Napoléon, annonçant que les escadres françaises tenaient de nouveau la mer. Alexandre en témoigna une grande joie. Puis il aborda avec l'ambassadeur le sujet de sa négociation avec le comte Roumiantzof.] L'empereur: L'empereur vous fait-il connaître ses vues, entre-t-il dans quelques détails sur ce qu'indique sa dernière lettre? <sup>1)</sup> L'ambassadeur: Non, Sire, il en attend la réponse. L'empereur: Ce ne sera pas long; il paraît que vous vous entendez bien avec Roumiantzof et que cela avance? L'ambassadeur: Nos opinions sont différentes pour Constantinople et les Dardanelles, quoique je n'aie rien à accorder, ni à refuser. C'était au reste la première idée de Votre Majesté. Elle pensait qu'il faudrait peut-être rendre cette ville indépendante <sup>2)</sup>. L'empereur: Les choses ont changé; l'empereur demande une expédition dont il n'était pas question. On s'entendra, soyez-en certain. Il est des choses auxquelles je suis obligé de tenir, même pour marcher franchement et soutenir votre système. L'empereur Napoléon veut faire des avantages à ce pays; moi, je veux le seconder en franc allié; il faut donc que ces avantages soient marquants et qu'ils justifient les sacrifices que nous ferons. Vous verrez Roumiantzof demain et vous finirez par convenir vous-même que je suis modéré dans mes demandes, eu égard à ma position géographique et à ce que je fais pour vous. Je me fais, je vous l'assure, une fête de voir l'empereur. L'ambassadeur: Ce désir est sûrement partagé. L'empereur: Avez-vous des nouvelles d'Angleterre? Celles qui arrivent ici annoncent beaucoup d'inquiétude; ce sera bien autre chose quand ils sauront vos flottes dehors et que nos troupes marchent. Le prince de Ponte-Corvo a-t-il passé? L'ambassadeur: Il écrivait le 11 à l'empereur qu'il devait voir le lendemain à Kiel le prince royal et qu'il se mettrait en mouvement. L'empereur a aussi donné des ordres pour que la Suède soit menacée par l'île de Rugen. L'empereur: C'est une bonne chose, mais on dit que vous n'envoyez aux Danois que des troupes étrangères. Vous m'aviez cependant parlé de Fran-

No. 87<sup>169</sup>.  
1808  
7 Martie.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>145</sup>, p. 735.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>161</sup>, p. 794.

No. 87<sup>169</sup>. çais. Les Suédois sont de bons soldats ; il est instant de presser cette  
 1803 opération, car on dit que les Anglais ont déjà envoyé des forces à  
 7 Martie. Gothenbourg. | L'ambassadeur : Les Anglais sont fort inquiets  
 chez eux, car la nation veut la paix ; elle raisonne et voit la folie de  
 la lutte actuelle. Au reste, Votre Majesté peut être convaincue, et je  
 suis chargé de lui en répéter l'assurance, qu'il ne sera écouté, ni  
 fait aucune proposition sans s'être entendu avec Elle. L'empereur  
 désire bien qu'Elle soit en possession de la Finlande, et pour l'avan-  
 tage personnel de Votre Majesté, et pour que les belles de Péters-  
 bourg n'en entendent plus le canon. : L'empereur : Mandez à l'em-  
 pereur que c'est une affaire en bon train, que je le remercie et pour  
 moi et pour les belles de Pétersbourg ; (en riant) je le leur dirai ;  
 il est toujours aimable pour moi, j'y suis bien sensible ; vous le  
 savez, il n'a pas affaire à un ingrat. Au revoir, général. Des affaires  
 me pressent, ce qui me prive de vous voir plus longtemps, mais je  
 vous retrouverai sous peu de jours.

No. 87<sup>170</sup>.--Analisa raportului ambadorului francez la  
 curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impē-  
 ratul Napoleon I, din 9 Martie 1808. Peters-  
 burg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 341).

No. 87<sup>170</sup>. Le 9 mars, Roumiantzof et Caulaincourt se réunirent pour la quatrième  
 1808 fois, pour discuter sur le partage de l'empire ottoman. Leur entretien roula  
 9 Martie. sur les mêmes sujets que les précédents. Mêmes questions, mêmes répon-  
 ses. Après être plusieurs fois revenu sur les mêmes choses, le ministre finit  
 par dire que l'empereur ne pouvait consentir à voir la France posséder les  
 Dardanelles, que c'était désobliger ses amis pour une langue de chat,  
 qu'il ne pouvait de même voir Constantinople en d'autres mains que les  
 siennes, qu'il fallait que l'Autriche fût entre eux et eût, outre la Serbie, la Ma-  
 cédoine jusqu'à la mer ; qu'il verrait avec plaisir que la France prit de son côté  
 tout ce qui était à sa convenance, mais que ce n'était pas travailler pour l'a-  
 venir et pour le grand système d'alliance, qui devait exister entre les deux pays,  
 que de se rapprocher sur ce point, lequel deviendrait un objet continuel de  
 difficultés ; que cela forcerait chacun à y entretenir une armée, ce qui était  
 contre le principe d'une politique prévoyante. | L'ambassadeur représenta  
 que l'offre des Echelles du Levant et de la Syrie devenait, par cette difficulté,  
 presque nulle ; que la Russie se trouverait de cette manière des possessions  
 immenses, sans que la France eût un juste équivalent, lorsqu'elle faisait cepen-  
 dant tout pour lui complaire ; qu'il lui paraissait que la France ne pouvait lais-  
 ser à l'Autriche, dans la partie qu'il désignait, tout ce qu'il proposait, par con-

séquent Salonique; que cela resserrait trop vers la mer les possessions que la France acquerrait en Albanie. Il demanda si l'empereur s'était expliqué sur la coopération dont il lui avait parlé pour la conquête de la Syrie et de l'Égypte. Roumiantzof répondit que non, mais qu'il prévoyait que cela n'était pas admissible; que les forces russes étaient employées en Suède, sur les côtes, à cause de la guerre avec l'Angleterre, de plus, sur les frontières de la Perse, et qu'elles le seraient enfin pour la conquête de la Turquie et l'expédition de l'Inde. Caulaincourt exprima l'avis que, dans cet état de choses, il fallait revenir à l'établissement d'un gouvernement indépendant à Constantinople et que cette première idée de l'empereur Alexandre lui paraissait la meilleure. Le ministre se récria fort contre cette opinion et dit: «L'idée de l'empereur ne signifie rien, puisqu'il en est revenu et que ce n'était qu'une réflexion générale. Qu'est-ce qui légitimera aux yeux de la nation la mise à votre disposition (et pour un intérêt qui vous est tout-à-fait personnel) d'une armée pour aller dans l'Inde? Si nous n'avons pas Constantinople dans le partage, on sera encore plus mécontent du nouvel ordre de choses qu'on ne l'est de celui-ci; travaillons pour l'avenir. Vous faites des difficultés sur la possession de Constantinople; l'empereur Napoléon ne parle pas ainsi, j'en suis sûr; il a offert lui-même cette acquisition à M. de Tolstoi, lorsqu'il était question des autres affaires. Il nous faut une acquisition marquante dans le grand partage; il nous en faut une même sans cela, je vous le répète, puisque nous vous donnons une armée. Ne disputez pas sur quelques morceaux de terre, sur quelques avantages, que notre position peut nous offrir. La Bulgarie est sans habitants, la portion de la Romélie qui nous reviendra n'en a pas davantage; nous n'aurons donc que ce que la géographie veut qu'on nous donne et, de fait, point d'avantages du moment bien réels. Cela ne vous convient-il pas? Donnez-nous la Servie.» «La Servie», répliqua l'ambassadeur, «vous rapproche trop de nous. Comme je vous l'ai déjà dit, cette possession est hors de votre géographie, elle serait inquiétante pour l'Autriche.» Il ajouta qu'il ne voyait pas pourquoi la Russie était, elle, si éloignée de concéder les Dardanelles à la France, si elle tenait tant à Constantinople; que si elle regardait comme impossible de consentir à cet arrangement, il n'y avait qu'à instituer à Constantinople un gouvernement indépendant, avec un territoire en Europe; que l'empereur Alexandre avait de prime abord senti la nécessité d'adopter peut-être cette idée; que le ministre lui-même n'en avait pas paru éloigné dans les premières conférences et qu'on ne comprenait pas pourquoi il avait changé d'opinion. Sans répondre positivement, Roumiantzof se récria de nouveau et avec encore plus de force sur cette proposition, puis il dit: «Toute réflexion faite, Constantinople nous revient, si vous voulez faire quelque chose qui dure et nous traiter comme nous méritons de l'être. Je vous le répète, l'empereur Napoléon nous l'a offert.» Il finit cependant par demander à qui il faudrait en donner la souveraineté. La réponse fut que ce devrait être à un prince français, parce que, le peuple étant grec ou arménien, la Russie y aurait nécessairement une grande influence, et par son voisinage, et par la population, laquelle ne pouvait donc être balancée que par le souverain; qu'on pourrait au reste prendre un prince tout-à-fait étranger. «Puisque c'est une position que vous envisagez sous le rapport du commerce», ajouta l'ambassadeur, «il faut tâcher d'y rendre l'influence mixte.» Le ministre répondit que c'était inadmissible, qu'il fallait que la Russie eût Constantinople et les Dardanelles; que pour

No. 87<sup>170</sup>. prouver, cependant, que la Russie n'avait dans ses prétentions d'autre désir  
 1808 que d'établir les choses sur un pied qui pût être stable et éviter toutes contes-  
 9 Martie. tations pour l'avenir, il proposait, si on adoptait l'arrangement que désirait la  
 Russie, de laisser la France s'emparer des Echelles du Levant et de lui garantir  
 cette possession contre les Turcs et les Anglais. Caulaincourt lui demanda si  
 cette garantie s'étendrait à la Syrie et à l'Egypte, qu'il lui avait aussi propo-  
 sées, et si l'on accorderait dans ce cas le passage aux troupes françaises pour  
 se rendre en Asie, à Smyrne et ailleurs, toutes les fois qu'on voudrait en en-  
 voyer; enfin, si la Russie coopérerait à la conquête des Echelles du Levant.  
 La réponse fut que, comme il l'avait déjà dit, la Russie ne pouvait coopérer  
 par terre à ces conquêtes, mais qu'on pourrait y employer les bâtiments mis  
 par elle à la disposition des Français; qu'elle s'engagerait par un traité formel  
 à la garantie des Echelles et à les défendre, en cas d'attaque, par une force de  
 terre et de mer qu'on stipulerait, mais que cela ne s'étendrait pas à la Syrie  
 et à l'Egypte, qui étaient trop éloignées; qu'au reste, dans l'état d'intimité où  
 étaient les deux puissances, on s'aiderait sans doute avec plaisir, mais que pour  
 les points éloignés ce ne pourrait être que par une flotte. <sup>11</sup> Caulaincourt  
 voulut savoir si la Russie garantirait cette propriété à la France dans le traité  
 à intervenir avec l'Angleterre. Roumiantzof répondit: oui, pour les Echelles. Il  
 revint sur la nécessité de donner encore d'autres indemnités à la Russie pour  
 sa coopération à l'expédition des Indes et répéta plusieurs fois que cette coopé-  
 ration serait un sacrifice contraire aux intérêts du pays, si elle n'obtenait pas  
 Constantinople et les Dardanelles; qu'au reste, elle ne voulait pas influencer  
 seule sur ces passages; qu'elle verrait avec plaisir les châteaux d'Asie, soit  
 au Bosphore, soit aux Dardanelles, entre les mains des Turcs, et qu'elle  
 ne prétendrait à rien en Asie sur ce point. L'ambassadeur admit que la Rus-  
 sie serait la maîtresse partout où elle n'aurait que des Turcs devant elle;  
 mais qu'il fallait une autre garantie que les Turcs au monde commerçant; que,  
 si elle se croyait trop lésée par l'abandon des Dardanelles ou de Constantinople  
 avec un territoire en Europe entre les mains d'un prince tout-à-fait étranger,  
 elle pourrait chercher des dédommagements en Asie; que Trébizonde lui en  
 offrait, qui étaient bien au delà de ce qu'elle pouvait prétendre. <sup>12</sup> Le ministre  
 tint bon pour Constantinople et les Dardanelles. Il assura, en plaisantant, que  
 l'empereur Napoléon serait plus juste que son ambassadeur n'était traitable;  
 que, dans tout ceci, la Russie ne désirait rien qui pût réellement porter ombrage  
 à la France; que l'empereur Alexandre prouvait, par ce qu'il offrait à la France,  
 comme par ce qu'il demandait, qu'il voulait avant tout être agréable à son ami  
 et allié et qu'il n'avait que de justes prétentions; qu'il était sûr que, sans que  
 Caulaincourt s'en doutât, l'empereur des Français les mettrait d'accord, sans rien  
 rabattre de ce qu'il demandait; qu'il ne fallait pas sortir d'une position passable  
 pour se mettre dans une mauvaise; que l'empereur Alexandre ne s'inquiétait pas  
 de ce l'empereur Napoléon acquerrait ou acquerrait encore loin de lui; que ce qui  
 contribuerait à sa gloire et à la prospérité de la France, il le verrait même avec  
 plaisir et qu'il y concourrait, quand il le pourrait, en franc et bon allié; que  
 ces protestations n'étaient pas de vaines paroles, mais qu'elles étaient écrites  
 au fond du cœur de l'empereur Alexandre; que, quant à lui, l'alliance avec la  
 France était dans sa politique, comme dans ses opinions particulières, même  
 avant qu'il ne fût ministre; qu'il ne fallait pas que l'obligeance fût un vain mot;

que l'empereur Alexandre prouvait toujours qu'il était empressé de faire ce qui No. 87<sup>170</sup>.  
 était agréable à l'empereur Napoléon et qu'il comptait par conséquent sur les 1808  
 preuves d'une entière réciprocité. || Roumiantzof finit par dire qu'il ne serait 9 Martie.  
 pas étonné que les Tucs et les Anglais s'entendissent pour attaquer la France  
 et la Russie pendant qu'elles discuteraient; que, d'ailleurs, la Turquie se dé-  
 composait d'elle-même; qu'il ne fallait donc pas disputer à la Russie ce que la  
 géographie voulait qu'elle eût et ce que des prétentions très-modérées lui fai-  
 saient désirer, quand tout ce qu'elle demandait allait lui échoir d'un moment  
 à l'autre faute d'héritiers; qu'il désirait que l'empereur des Français pro-  
 fitât de l'occasion, pour paraître leur donner ce qu'ils seraient sans doute obligés  
 de prendre avant peu, puisque l'empire ottoman n'aurait probablement pas la  
 force de faire son testament. | La conférence avait duré quatre heures sans que  
 la négociation eût avancé d'un pas. Voyant que le ministre russe s'obstinait  
 dans sa réserve et voulant arriver à un résultat pratique, M. de Caulaincourt  
 lui dit, en prenant la plume: «Je vais écrire, Monsieur le comte: dictiez! De  
 cette manière, vous montrerez en peu de mots à l'empereur à quel point nous  
 sommes et quelles sont celles de mes objections, sur lesquelles nous ne pou-  
 vons nous accorder. Il vous donnera ses ordres. Sans cela, nous ne serons pas  
 plus avancés dans huit jours que nous ne le sommes à présent.» || Roumiantzof  
 dicta à Caulaincourt une note, qui résumait leurs débats et qu'il garda pour la  
 montrer à l'empereur, mais qu'il lui renvoya dans la nuit.

---

No. 87<sup>171</sup>. — Notă dictată de Comitele Rumianțov d-lui  
 de Caulaincourt, resumând desbaterile lor  
 asupra împărțirii Imperiului Otoman, în 9  
 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 349).

Dans l'idée du traité d'alliance: La Russie aurait la No. 87<sup>171</sup>.  
 Moldavie, la Bessarabie, la Valachie et la Bulgarie; La France 1808  
 aurait l'Albanie, partie de la Bosnie, la Morée, Candie; L'Autriche, 9 Martie.  
 la Croatie et partie de la Bosnie. La Servie serait indépendante  
 et donnée à un prince de la maison d'Autriche, ou à tout autre prince  
 étranger, épousant une grande-duchesse de Russie. Dans l'idée  
 du grand partage: La Russie aurait la Moldavie, la Bessarabie,  
 la Valachie, la Bulgarie et partie de la Romélie, la frontière russe  
 partant de la Bulgarie et suivant celle actuelle de la Servie jusqu'à  
 la chaîne des montagnes qui se dirige sur Trajanopoli, d'où la Maritza  
 servirait de frontière à cette puissance jusqu'à la mer. La France  
 aurait la Bosnie, l'Albanie, la Morée, Candie, Chypre, Rhodes, toutes  
 les îles de l'Archipel, Smyrne et les Echelles du Levant, la Syrie et  
 l'Egypte. L'Autriche aurait la Servie en toute propriété comme pro-  
 vince autrichienne, la Macédoine jusqu'à la mer, sauf les parties que  
 la France pourrait désirer pour fortifier sa frontière d'Albanie, de

No. 87<sup>171</sup>. manière aussi à ce que cette puissance ait Salonique. On tirerait  
 1808 donc une ligne de Scopia sur Orfana, où la frontière autrichienne-  
 9 Martie. aboutirait à la mer. La Croatie, dont il n'est point parlé, pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche, au gré de l'empereur Napoléon. Soit qu'on adopte l'une ou l'autre idée, les trois puissances copartageantes contribueront à une expédition aux Indes; la Russie ne prétend à rien aux Indes pour sa coopération.

*Aneră.* — Obiecțiunile prezentate de d-l de Caulaincourt și neadmise de Comitele Rumianțov.

1°. La possession de Constantinople par la Russie. 2°. La nécessité de donner les Dardanelles à la France, si elle pouvait consentir à voir la Russie s'établir à Constantinople (l'Autriche pourrait être dédommagée en Croatie ou Bosnie de la perte qu'elle ferait en Macédoine). 3°. Si on ne peut s'entendre sur les deux premières objections, revenir à la première idée de l'empereur Alexandre et aviser aux moyens d'établir un gouvernement indépendant à Constantinople. 4°. Demander formellement si l'empereur de Russie ne coopérerait point à la conquête de la Syrie et de l'Egypte, qu'il offre? Nota.—Si la France avait les Dardanelles, ou qu'on établît un gouvernement indépendant à Constantinople avec un arrondissement en Europe, la Russie pourrait être dédommagée en Asie, du côté de Trébizonde.

---

No. 87<sup>172</sup>.—Instrucțiunile trimise de ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, de Champagny, ambasadorului francez la Petersburg, de Caulaincourt, în 9 Martie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 525).

No. 87<sup>173</sup>. J'ai reçu hier au soir vos dépêches depuis le No. 42 inclusivement. Je les ai mises sous les yeux de S. M., qui a donné aux numéros 35 et 38 une attention particulière et m'a chargé de vous faire la réponse que j'ai l'honneur de vous adresser. || L'empereur voit avec peine que, dans vos conférences avec l'empereur Alexandre et son ministre, on mette sans cesse en avant quelques discours, qu'il n'a pas tenu dans le sens qu'on lui attribue, et qu'on les oppose à ces engagements aussi clairs qu'inviolables qui sont consignés dans

les traités de Tilsit et qui seuls peuvent faire titre pour les parties contractantes. Deux traités ont été signés à Tilsit, le traité de paix et le traité d'alliance. || Par le premier, la France s'engage à évacuer les provinces restituées au roi de Prusse, la Russie s'engage également à évacuer la Valachie et la Moldavie. || Par le traité d'alliance il est dit que, si l'Angleterre refuse la médiation offerte par la Russie, la Russie déclarera la guerre à l'Angleterre. L'empereur des Français s'engage également à réunir ses forces à celles de l'empereur Alexandre pour soumettre l'empire turc, si la Turquie refusait la médiation de la France. || L'Angleterre a refusé la médiation de la Russie et a incendié Copenhague. La Russie lui fait la guerre ; elle a exécuté le traité. „ La Turquie a tenu une conduite opposée, elle a accepté la médiation de la France, elle a signé un armistice avec la Russie, tel que l'a désiré le plénipotentiaire russe; elle s'est montrée sourde aux insinuations de l'Angleterre. On ne peut disconvenir qu'elle ne soit tout-à-fait dans le cas de l'application de l'article du traité, qui garantit l'indépendance de l'empire ottoman. Voilà les obligations réciproques qui résultent des traités conclus à Tilsit. L'empereur ne les viole pas, il ne viole aucun de ses engagements, lorsqu'il parle de la Valachie et de la Moldavie comme n'appartenant pas plus à la Russie que la Silésie à la France. Quelque conversation qu'on allègue et quelque interprétation qu'on donne à ses discours, on ne peut méconnaître les droits que lui donnent les traités de Tilsit, traités qu'il a exécutés jusqu'à ce jour avec autant d'exactitude qu'aucune des parties contractantes. Veut-on maintenant que ces traités ne soient pas exécutés ? L'empereur pourra y consentir, par déférence pour les vœux de son allié ; mais il est évident qu'on doit s'entendre sur les altérations qui, de part et d'autre, pourront y être apportées, et il faut qu'elles conviennent également aux deux puissances. Ces arguments sont incontestables, l'évidence du droit qu'ils soutiennent est sentie par toute l'Europe, par la cour de Vienne, par M. de Tolstoï lui-même, qui dans son début trouvait tout naturel que la Valachie et la Moldavie fussent évacuées ; et cela serait bien autrement senti, si les dispositions secrètes du traité de Tilsit étaient connues. Voudrait-on que la Turquie n'acceptât la médiation de la France que pour être plus promptement dépouillée ? L'empereur n'aime pas les Turcs, il a en aversion leurs mœurs, leur gouvernement, leurs préjugés ; il les trouve des barbares. Mais que font à la politique ses sentiments et ses goûts ? L'intérêt public doit passer avant ses affections et il serait de son devoir de soutenir les Turcs, si les Turcs

No. 87<sup>118</sup>.  
1808  
9. Martie.

No. 87<sup>173</sup>. étaient la seule barrière à opposer à l'agrandissement immense d'un  
 1808 empire déjà sans bornes. || Qu'a gagné l'empereur à la paix de Til-  
 9 Martie. sit ? Qu'a acquis la France par ce traité ? Rien. Le roi de Westphalie  
 a été mis à la place de l'électeur de Hesse-Cassel ; voilà tout. Ce roi  
 est le frère de l'empereur ; mais son successeur ne sera plus que le  
 parent du chef de l'empire français. Que résultera-t-il d'avantageux  
 pour la France de ce faible lien et quelle sera son influence sur la  
 Westphalie ? Qu'on en juge par la conduite de l'Espagne, qui a été  
 la première alliée du gouvernement révolutionnaire de France, au-  
 teur du renversement de la maison de Bourbon, et qui depuis douze  
 ans fait cause commune avec la France dans une guerre qui est au-  
 tant une guerre de famille que de politique. || Ainsi, dans peu d'an-  
 nées et peut-être au moment où elle désarmera, la France verra  
 diminuer son influence au-dehors ; ses conquêtes seront comme per-  
 dues pour elle. Il n'en est pas de même de la Russie ; c'est pour  
 elle qu'elle acquiert et c'est elle qui conservera, qui jouira. La Va-  
 lachie et la Moldavie et peut-être la Finlande, incorporées à son ter-  
 ritoire, y seront à jamais unies, et le bienfait de cette acquisition  
 augmentera avec le temps, par l'effet d'une meilleure administration.  
 Le résultat est un accroissement considérable de puissance et de  
 richesses, et un accroissement dont il sera difficile de fixer la limite,  
 car ces premières acquisitions en entraînent d'autres encore plus im-  
 portantes, toutes concourant à ajouter à la prospérité et à la force  
 permanente de l'empire russe. | L'empereur peut-il ne faire aucune  
 attention à des considérations de cette importance ? Son affection pour  
 l'empereur Alexandre doit-elle l'entraîner à servir aveuglément ses  
 vues, sans consulter ce que lui prescriraient l'intérêt de la France et  
 l'intérêt de l'Europe, qui seraient justement effrayées de ce colosse de  
 puissance que la Russie cherche à élever, si le génie et la prévoyance  
 de l'empereur ne les rassuraient ? L'empereur a donc pour lui ces  
 pressantes considérations, qui justifient sa conduite. Il a de plus l'esprit  
 et la lettre des traités de Tilsit. Ajoutez encore cette réflexion. Pour-  
 quoi la France serait-elle si empressée à abandonner à la Russie la  
 Valachie et la Moldavie, lorsque la Russie élève tant d'obstacles  
 contre l'occupation par les Français d'une province, qu'elle reconnaît  
 n'être pas à la convenance de la France, à cause de l'éloignement  
 de ses frontières ? Ou la Russie compte sur la durée de l'alliance  
 qui l'unit à la France, et, dans ce cas, comment peut-elle s'inquiéter  
 de voir les Français en Silésie ? Ou bien la Russie calcule que cette  
 alliance ne durera pas, et alors il est de l'intérêt de la France d'avoir

contre elle une position défensive. La Russie, s'armant contre la France, doit compter sur la coopération de la Prusse. La France doit-elle donc être pressée de mettre entre les mains de la Prusse des armes, qu'elle paraît si disposée à employer? || Voilà dans quel sens l'empereur désire que vous raisonniez avec M. le comte de Roumianzoff. Il a trouvé que vous n'aviez pas mis assez de vigueur dans les réponses que vous lui avez faites. Il approuve tout ce que vous jugerez convenable de dire à l'empereur et pense même que vous ne devez contredire ce prince qu'autant que cela est nécessaire, pour qu'il sache qu'on n'adhère pas encore à toutes ses vues. Mais quand vous discutez avec son ministre, l'égalité est établie, et l'empereur désire que vous employiez toutes les armes que vous donne l'évidence incontestable de son droit dans la cause que vous avez à défendre: elle est celle de la stricte justice et de la saine politique. || Cela ne veut pas dire qu'on rejette toutes les vues de la Russie sur l'empire turc, ou qu'on refuse d'y coopérer; mais seulement qu'on examinera les conséquences de leur exécution, qu'on les trouve d'une extrême importance et que, lorsque la France ne peut se prêter à cette exécution qu'en violant les traités par lesquels elle s'est liée, elle ne doit le faire légèrement et est fondée à demander pour elle des avantages proportionnés à ceux auxquels elle consent. Ce ne peut donc être l'objet d'une détermination soudaine; mais c'est la matière d'une importante négociation. L'empereur donnera beaucoup d'attention à toutes les ouvertures, qui lui seront faites par la Russie, et sera principalement dirigé par le désir de complaire à l'empereur Alexandre et de faire tout ce qui sera personnellement avantageux à ce prince.

---

No. 87<sup>173</sup>.—Analisa raportului ambadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 10 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 351).

Le 10 mars, les deux négociateurs se réunirent pour la cinquième fois. No. 87<sup>174</sup>. Roumiantzof dit à Caulaincourt qu'il avait mis sous les yeux de l'empereur la note rédigée la veille <sup>1)</sup>. Il ajouta que Sa Majesté tenait formellement à Constantinople; que tout grand partage de l'empire ottoman qui ne donnerait pas cette

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>171</sup>, p. 811.

**No. 87<sup>12</sup>.** ville à la Russie serait contre l'opinion de la nation et mécontenterait plus que  
**1808** la situation actuelle, quelque mauvaise qu'elle fût; que l'empereur et lui avaient  
**10 Martie.** bien réfléchi aux moyens de tout concilier avec l'éloignement que l'ambassadeur montrait pour qu'ils occupassent Constantinople et surtout les Dardanelles; qu'ils s'étaient convaincus de l'impossibilité de fournir des troupes pour une expédition dans l'Inde, sans acquérir les avantages, que la géographie, plus encore que son ambition, donnaient à la Russie; que le désir de l'empereur Alexandre de s'entendre avec l'empereur Napoléon lui avait cependant suggéré un moyen, qui concilierait probablement l'intérêt que pouvait avoir la France à désirer les Dardanelles avec ce qu'une sage prévoyance obligeait Sa Majesté de se réserver; qu'il proposait donc de fixer par un traité la route militaire, que la France pourrait désirer pour traverser en tout temps les Dardanelles et se rendre d'Europe en Asie et d'Asie en Europe. L'ambassadeur objecta au ministre que ce qu'il lui disait ne répondait qu'en partie à ses objections et point d'une manière satisfaisante; qu'il lui paraissait indispensable de revenir à l'idée d'un gouvernement indépendant pour Constantinople; qu'il lui demandait cependant, puisqu'il ne stipulait pas et que sa mission se bornait à faire connaître des vues, de convenir qu'en tout état de cause la France posséderait la Dardanelle d'Asie, comme faisant partie des Echelles, qu'il avait lui-même offertes. Sur quelques objections, que Roumiantzof fit avec chaleur, Caulaincourt ajouta que cette position n'avait rien d'inquiétant pour les Russes, puisque ce ne serait qu'une colonie, tandis que leur empire d'Europe (en supposant qu'on adoptât leur projet) serait vis-à-vis; qu'ayant alors leur marine dans la mer Noire et la mer de Marmara, cette possession ne serait qu'un faible moyen de protection pour assurer la possession des Echelles et au besoin le passage des troupes; que le ministre savait mieux qu'un autre qu'il fallait des précautions avec les Turcs et ne point se mettre à leur merci. Roumiantzof finit par répondre qu'il avait prévu que cette idée pourrait être mise en avant et que l'empereur, qu'il avait consulté, s'y était entièrement refusé. Caulaincourt répliqua qu'il voyait avec regret qu'on n'était pas plus conciliant sur les petites choses que sur les grandes; que ce n'était, cependant, qu'en donnant beaucoup de facilités sur les objets peu importants qu'on pouvait accélérer et même rendre possible une négociation comme celle-là, vu la distance où l'on était de Paris. Le ministre russe assura alors que l'empereur Alexandre avait approuvé tout ce qu'il avait dit la veille relativement à la garantie des Echelles; que, quant à la Syrie et à l'Égypte, il ne pouvait coopérer à la conquête de ces provinces, ni les garantir. Répondant à une interrogation de l'ambassadeur, Roumiantzof déclara: «L'empereur mettra sûrement ses flottes à la disposition de l'empereur Napoléon; mais la marine a un chef particulier: ce chef est, comme le Dieu d'Israel, un dieu jaloux de tous les autres dieux et, par-dessus le marché, un dieu un peu entêté. Ne me faites pas me quereller avec lui, ce serait désagréable à l'empereur. Voyez l'amiral Tchitchagof: il est de retour; traitez cela directement avec lui, je vous aiderai de tout mon pouvoir; votre discrétion m'en fera même un devoir. Vous voyez que je veux vous servir; pour m'en donner les moyens, il faut ménager certaines gens.» M. de Caulaincourt répondit que cela lui paraissait changer beaucoup les choses et le mettait dans un grand embarras vis-à-vis de sa cour, qu'il avait prévenue par la poste, qu'il garderait cependant la réserve désirée, dans l'espoir que ce se-

rait pour peu de jours et que le ministre ferait décider la chose comme il le No. 87<sup>174</sup>. lui avait promis. Il lui demanda ensuite s'il ne trouvait pas d'inconvénient à ce 1808 que l'ambassadeur en parlât à l'empereur, ainsi que de la possession des Dar-10 Martie. danelles d'Asie, qui n'étaient qu'une partie des Echelles, qu'il offrait à la France, parce que cette idée lui paraissait concilier tous les intérêts? Le ministre pria son interlocuteur de garder le secret jusqu'au lendemain, jour où il verrait l'empereur, lequel ne tarderait pas à écrire sa lettre à l'empereur Napoléon. Ainsi, l'officier que l'ambassadeur se proposait d'expédier à Paris pourrait partir sous peu de jours; mais l'empereur voulait qu'il fût accompagné jusqu'à sa frontière par un de ses feldjaegers, pour qu'il aille plus vite. Comme il l'engageait à rédiger ce qu'il disait être arrêté, Caulaincourt lui répondit qu'il avait écrit la veille tout ce qu'il pouvait écrire; que c'était maintenant à lui d'en faire autant, puisque l'empereur Napoléon disait positivement que c'étaient ses idées, ses vues personnelles qu'il désirait connaître; que la même intention se manifestait encore dans l'indication du choix à faire, si on lui envoyait quelqu'un; qu'il valait donc mieux qu'il rédigeât ses vues; que cela donnerait, d'ailleurs, le moyen de s'entendre sur les motifs qui fondaient ses prétentions, comme sur les raisons qu'il opposait à ses objections; que la proposition étant faite par l'empereur Napoléon, c'était à l'empereur Alexandre et à son ministère à y répondre. Roumiantzof se laissa convaincre, en exprimant l'espoir que l'empereur Napoléon approuverait toutes ses propositions. ¶ En prenant congé de l'ambassadeur, le ministre lui dit: «Nous avons le désir de vous donner des facilités sur tout. Que l'empereur réunisse Naples à son royaume d'Italie et qu'il donne en dédommagement au roi la Syrie, Candie, etc. Je vous parle ainsi, Monsieur l'ambassadeur, pour vous donner la mesure de notre opinion sur tout ce qui peut vous arranger. Ne nous touchons pas, pour rester amis. Faites-nous un lot qui soutienne, aux yeux de notre nation, comme à ceux de l'Europe, notre alliance, et le temps vous prouvera que nous n'avons d'autre but, d'autre désir, que de voir la puissance de l'empereur et la prospérité de la France s'accroître; vous éprouverez même, soyez-en certain, à quel point nous sommes fidèles à nos alliés.»

No. 87<sup>174</sup>.— Extract din raportul No. 24 al ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 12 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 356).

[Le 12 mars, dînant à la cour, Caulaincourt eut un long entretien No. 87<sup>174</sup>. avec l'empereur Alexandre.] ¶ L'empereur:..... Parlons de la grande 1808 affaire. Roumiantzof m'a lu ses vues <sup>1)</sup>. J'ai fait peu de changements, et 12 Martie. tous à votre avantage. Ma foi, vous avez un beau et bon lot! ¶ L'ambassadeur: C'est plutôt celui que Votre Majesté s'est fait qui est beau et bon; tout se lie, tout se tient; il a l'avantage de la position géographique et de la population. ¶ L'empereur: Et vous! Quel nombre de posses-

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>171</sup>, p. 811.

No. 87<sup>114</sup>. sions, sans compter l'Albanie et la Morée! L'ambassadeur : Des  
 1806 morceaux partout, et tous loin de nous. L'empereur : Comment !  
 12 Martie. Cela touche à la Dalmatie, à Cattaro, et tient à l'Italie, à toutes vos  
 possessions. L'ambassadeur : Oui, Sire, si Votre Majesté avait  
 les états de l'empereur d'Autriche et qu'Elle nous les donnât. Avec  
 cela, nous toucherions à ces possessions. Sans cela, il n'y a que la  
 mer entre, tandis que dans le lot de Votre Majesté tout se lie à ce  
 qu'Elle a déjà. L'empereur : Il faut faire quelque chose qui dure,  
 qui inspire de la confiance, qui prouve que notre système actuel est  
 le meilleur. Je vous assure, je suis modéré dans mes prétentions, je  
 ne demande que ce que l'intérêt du pays me force à exiger et ce  
 sur quoi je ne puis céder. L'ambassadeur : Je demande cepen-  
 dant à Votre Majesté la permission de la ramener à la première idée  
 qu'Elle avait eue, celle d'un gouvernement indépendant à Constanti-  
 nople. L'empereur : Je n'avais pas envisagé alors l'importance  
 de tout ce que l'empereur me demandait. Regardez ce que je vous  
 ai dit sur cela comme non-venu. Si je fournis une armée pour  
 aller dans l'Inde, il faut qu'il en résulte des avantages qui dédom-  
 magent la Russie de ses sacrifices. Il ne faut donc point laisser de  
 doutes sur la possession de Constantinople. L'empereur Napoléon  
 sera, soyez-en sûr, de cet avis. L'ambassadeur : Mais les Dar-  
 danelles, Sire? Si Votre Majesté les possède avec Constantinople, le  
 passage sera moins libre que le Sund, qui a cependant une puis-  
 sance différente sur chaque rive. L'empereur : Ne soyons pas  
 voisins ; je me rappelle les bons conseils de l'empereur Napoléon.  
 Je ne puis céder sur ce point, Roumiantzof vous l'aura dit. Moi, ni  
 personne, ne pourrais sortir de chez moi, ni entrer, sans votre per-  
 mission, si vous étiez là. Je suis sans aucun doute sur les intentions  
 de l'empereur Napoléon, mais je ne veux rien faire qui laisse de  
 l'inquiétude à l'opinion, ni de l'incertitude entre nous. On attend  
 depuis longtemps un résultat ; faites qu'il soit digne de l'empereur.  
 Il faut qu'on voie enfin les avantages, que vous nous avez tacitement  
 promis. J'écrirai à l'empereur, je vous remettrai ma lettre, pour que  
 Saint-Aignan la porte. Les Echelles du Levant, savez-vous que c'est  
 ce qu'il y a de plus riche, de plus peuplé ! Smyrne, quelle richesse !  
 En général, votre position est superbe sous tous les rapports, vous  
 êtes maîtres partout. Les possessions de Varsovie, les troupes que  
 vous y avez vous donnent toujours une position menaçante pour  
 nous, si on se brouillait un jour, ce qui n'arrivera jamais par nous,  
 je vous assure. ‡ (Ces dernières paroles furent dites sur un ton de

plaisanterie, qui semblait insinuer que Napoléon ne se départirait pas No. 87<sup>114</sup>.  
 du duché de Varsovie.) || L'ambassadeur : Varsovie est au roi de 1808  
 Saxe, Sire, et non pas à l'empereur. Votre Majesté parle de notre 12 Martie.  
 position. Qu'est-elle, cependant ? l'attitude de gens prudents, que l'An-  
 gleterre force à être prévoyants ; rien de plus ! Après tout, pouvons-  
 nous jamais être l'ennemi naturel de la Russie ? Nous sommes  
 trop loin d'elle, Sire, et quand nous nous en rapprocherons, ce ne  
 sera que pour marcher avec elle. L'ennemi de la Russie, Sire,  
 c'est l'Autriche. Si le partage a lieu, elle le sera plus que jamais :  
 la géographie ne peut pas vous en faire un allié. Mais, grâce à  
 nos guerres avec elle, Votre Majesté n'en a rien à redouter pendant  
 un demi-siècle ; la France a donc encore rendu ce service à la Rus-  
 sie ; cet avantage ne peut échapper à la politique, qui calcule tout.  
 Quand l'impartialité pèsera tout en Russie, Sire, on n'aura jamais  
 un doute sur les intentions de la France à son égard ; jusque-là, on  
 sera plus d'une fois injuste. Mais l'empereur Napoléon n'en sera pas  
 moins le fidèle allié de l'empereur Alexandre. Je reviens à la Tur-  
 quie, Sire. Votre Majesté nous offre en Asie ce que nous ne deman-  
 dons pas, et nous compte ce qu'Elle nous offre. L'empereur :  
 Sans l'Asie, vous avez encore le plus beau lot, à cause de votre  
 marine. || L'ambassadeur : Votre Majesté nous propose une route  
 militaire pour aller aux Echelles du Levant, mais d'où partent ces  
 Echelles ? Des Dardanelles d'Asie, probablement. Sans cela, quelle  
 sûreté pour cette route ? Puis, Elle nous porte réellement en compte  
 ce qu'Elle nous offre en Asie pour ce qu'Elle prend en Europe : passe  
 encore si Elle nous offrait de nous aider à en faire la conquête, in-  
 dépendamment de l'expédition des Indes ; de cette manière, cela ac-  
 querrait peut-être quelque prix. L'empereur : Prenez en Asie  
 tout ce que vous voudrez, excepté ce qui touche aux Dardanelles ;  
 cela ôterait tout le prix à ce que vous nous donneriez. Quant à cette  
 coopération pour la conquête des Echelles, je l'avais toujours re-  
 fusée ; je n'avais promis que ma garantie. Mais je ne veux pas vous  
 refuser ce soir tout ce que vous me demandez. Si les bases que j'ai  
 proposées sont adoptées, que le grand partage ait lieu et que je sois  
 par conséquent aux Dardanelles et à Constantinople, je coopérerai  
 avec vous à cette conquête, mais non compris la Syrie et l'Egypte. ||  
 L'ambassadeur : Votre Majesté y met sûrement une obligeance  
 qui me pénètre de reconnaissance, mais j'ai l'honneur de lui faire  
 observer que je ne fais que causer sur l'Asie pour faciliter les mo-  
 yens de s'entendre. J'ignore les intentions de l'empereur ; je ne puis

[No. 87<sup>174</sup>. ni accepter, ni refuser, ni donner; je n'ai d'autre mission que de  
 1808 présenter les moyens de s'entendre et de raisonner dans ce sens.  
 12 Martie. Si j'ai donc dit trop ou trop peu dans toute la négociation, je prie  
 Votre Majesté d'en rejeter le blâme sur moi, car l'empereur ne m'a  
 donné aucune autre instruction que celles qui sont dans la lettre  
 qu'Elle a reçue de lui <sup>1)</sup>. || L'empereur: Vous faites votre devoir,  
 en cherchant à rendre votre lot le meilleur possible; c'est tout simple.  
 Mais l'empereur appréciera mes raisons, je l'espère beaucoup, puisque  
 voilà une occasion de faire pour moi ce que son amitié m'a tou-  
 jours promis. Je suis prêt à partir, comme a dû vous le dire Rou-  
 miantzof, aussitôt que je saurai que les bases proposées conviennent  
 à l'empereur. Je me fais une fête de le voir; ce sera à Erfurt, s'il  
 veut: il aura moins de chemin à faire. J'ai pensé que cela lui con-  
 viendrait mieux, que nous serions seuls et que nous n'aurions pas  
 les embarras de la cour de Weymar. En cela, je ne veux que  
 ce qui plaira à l'empereur. J'espère, général, que vous serez du vo-  
 yage et de l'entrevue: je vous y invite. || L'ambassadeur: Je le  
 désire, Sire, et je demande à l'empereur la permission d'aller mettre  
 mon respect à ses pieds. || L'empereur: Je prie l'empereur de  
 calculer le temps qu'il faudra à son courrier et quinze jours pour  
 mon voyage, car je ne veux m'arrêter nulle part, pour éviter toutes  
 les lamentations; mandez cela à l'empereur. || L'ambassadeur: Je  
 le lui manderai mot pour mot, Sire.....

---

No. 87<sup>175</sup>.—Analisa raportului No. 25 al ambasadorului  
 frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, că-  
 tre Impăratul Napoleon I, din 12 Martie 1808.  
 Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 361).

No. 87<sup>176</sup>. En sortant de chez l'empereur Alexandre, Caulaincourt se rendit chez Roumian-  
 1808 tzof, qui lui donna lecture d'une notice qu'il venait de rédiger sur le partage <sup>2)</sup>,  
 12 Martie. en lui demandant de lui en dire son avis, vu qu'il ne voulait, disait-il, que tenir le  
 langage qui pouvait convenir à l'empereur Napoléon. L'ambassadeur lui signala  
 quelques expressions du préambule, qui denotaient un certain mécontentement  
 qu'on avait ressenti à Saint-Petersbourg avant la réception de la lettre impériale  
 du 2 février <sup>1)</sup>. Il s'éleva aussi contre l'assimilation des acquisitions offertes à la  
 France en Asie à celles qui résulteraient du partage de la Turquie d'Europe,  
 objet sur lequel les deux négociateurs n'avaient jamais été d'accord. De cette  
 manière, fit-il observer, le ministre russe avait l'air d'offrir à la France beau-

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>146</sup>, p. 735.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>176</sup>, p. 822.

coup, tandis que, dans le fait, il lui revenait bien moins qu'à la Russie; en un No. 87<sup>116</sup>. mot, que, s'il avait été question de l'Asie, c'était parce qu'il l'avait voulu et pour 1808 lui donner le moyen de développer ses vues dans toutes les hypothèses, la France 12 Martia. n'ayant peut-être pas plus d'envie que la Russie d'y avoir des possessions.

Le comte Roumiantzof protesta que ces offres étaient une preuve du désir qu'avait l'empereur Alexandre d'être agréable à son allié; qu'il était inutile de changer la rédaction de ses vues, puisque, même sans cela, le lot français était très-grand et tout ce qu'il pouvait être; que cela ne faisait rien à la question, puisque tout ce qui conviendrait à la France, sans la rapprocher de la Russie, serait vu par celle-ci avec plaisir; que les Russes ne prenaient qu'un très-mince intérêt aux Autrichiens et que leur premier désir était toujours que les Français fussent contents. Il ajouta, d'un ton prophétique et qui semblait cacher des sous-entendus: «J'ai, Monsieur l'ambassadeur, de fortes raisons de croire, — et je vous le dis comme une nouvelle preuve de toute ma confiance en vous, car je ne l'ai pas même dit à l'empereur, — que le moment des grands changements est arrivé; que l'empereur Napoléon désire ce qui va se faire; que c'est même indispensable, avec les grands projets qu'il médite depuis quelque temps. Ce que nous demandons ne fera point difficulté, soyez-en sûr. Vous avez entre vos mains assez de dédommagements, et ceux que vous acquerez dans la Turquie d'Europe valent certainement à eux seuls tout ce que vous nous y donnerez. Je ne parle pas de tout ce que le génie de l'empereur sait faire tourner en sa faveur.» Revenant à la notice, Caulaincourt répéta qu'il n'était pas plus d'accord avec le ministre sur Constantinople que sur les Dardanelles et qu'il ne savait pas pourquoi il avait supprimé cette observation. Roumiantzof répondit en riant: «Vous êtes bien tenace; je n'ai pas voulu faire mention de cette difficulté, parce que cela n'en faisait pas une, j'en suis certain, dans l'esprit de l'empereur Napoléon, lorsqu'il a écrit à l'empereur Alexandre. Ecrivez, au reste, de votre côté, mais vous perdrez votre procès», ajouta-t-il en plaisantant. «Sans instruction», répondit l'ambassadeur, «je ne puis rien vous refuser, vous le savez; c'est mon opinion personnelle, ma conscience, si vous voulez, qui vous le refuse; je ne capitule pas avec elle, quand il est de mon devoir de dire ce que je pense.» Le ministre assura alors son interlocuteur de l'estime et de la confiance, qu'il était parvenu à inspirer à l'empereur Alexandre, comme à lui-même, sur la satisfaction qu'ils avaient de sa manière de traiter. Puis il reprit: «Quant aux Dardanelles, tous les gens, qui veulent éloigner l'empereur Alexandre de votre alliance, lui répètent depuis Tilsit que, si l'union de la France avec la Russie lui donne un jour une partie de la Turquie et Constantinople, la France voudra avoir les Dardanelles; on s'en est fait une arme; mais l'empereur repousse tout, en ne laissant jamais achever ceux qui lui tiennent ce langage. Croyez-moi, l'empereur Napoléon veut de grandes choses et nous le seconderons. Entendons-nous donc sur le seul moyen de mettre tout ce pays, autant que moi, dans vos intérêts.» Il appuya ensuite beaucoup sur la garantie des Echelles, en relevant que l'empereur Alexandre n'entendait cependant par là que ce qui était depuis la Syrie jusqu'à Smyrne. Caulaincourt rappela que Sa Majesté venait d'ajouter sa coopération pour cette conquête. Après avoir répondu qu'il l'ajouterait avec plaisir à sa note, il dit qu'il fallait que l'Autriche garantît à l'empereur Napoléon Salonique et toute cette côte. Il termina la conférence, en assurant qu'il reverrait Sa Majesté et, qu'aussitôt

No. 87<sup>175</sup> que sa note serait approuvée, il en ferait prévenir l'ambassadeur, mais que ce  
 1808 ne pouvait être avant deux ou trois jours. L'empereur Alexandre, fit-il, écrirait  
 12 Martie. lui-même à l'empereur Napoléon. Quant à la notice, le ministre n'y nommerait  
 personne et ne la signerait pas, parce qu'il croyait que l'empereur des Français  
 préférerait qu'elle eût la forme d'un mémoire plutôt que celle d'une note of-  
 ficielle, laquelle exigerait une réponse également officielle. Dans ce cas, Cau-  
 laincourt était d'avis que l'empereur Alexandre devait s'en expliquer dans sa  
 lettre à Napoléon, de manière à donner à la note en question toute l'authen-  
 ticité nécessaire. Le ministre répondit que cela rentrait absolument dans les in-  
 tentions de son souverain.

---

No. 87<sup>176</sup>. — Notă redactată de Comitele Rumianțov, mi-  
 nistrul Afacerilor străine al Rusiei, resumând  
 cererile Rusiei în cazul împărțirii Imperiu-  
 lui Otoman, în 12 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatishcheff, loc. cit., p. 365; A. Thiers, Histoire du Consulat et de l'Empire,  
 Leipzig 1845-62, VIII, p. 357).

No. 87<sup>176</sup>. Puisque S. M. l'empereur des Français et roi d'Italie, etc., vient  
 1808 de juger que, pour arriver à la paix générale et affermir la tranquil-  
 12 Martie. lité de l'Europe, il y fallait affaiblir l'empire ottoman par le démem-  
 brement de ses provinces, l'empereur Alexandre, fidèle à ses enga-  
 gement et à son amitié, est prêt à y concourir. | La première pensée,  
 qui a dû se présenter à l'empereur de toutes les Russies, qui aime  
 à se retracer le souvenir de Tilsit, lorsque cette ouverture lui a été  
 faite, c'est que l'empereur son allié voulait porter tout de suite à  
 exécution ce dont les deux monarques étaient convenus dans le traité  
 n'alliance relativement aux Turcs et qu'il y ajoutait la proposition  
 d'une expédition dans l'Inde. | L'on était convenu à Tilsit que la  
 puissance ottomane devait être rejetée en Asie, ne conservant en  
 Europe que la ville de Constantinople et la Romélie. L'on en avait  
 alors tiré cette conséquence, que l'empereur des Français acquerrait  
 l'Albanie, la Morée et l'île de Candie. | L'on avait dès lors adjugé  
 la Valachie, la Moldavie à la Russie, donnant à cet empire le Da-  
 dube pour limite, ce qui comprend la Bessarabie, qui, en effet, est  
 une lisière au bord de la mer et que communément l'on considère  
 comme faisant partie de la Moldavie; si l'on ajoute à cette part la  
 Bulgarie. l'empereur est prêt à concourir à l'expédition de l'Inde, dont  
 il n'avait pas été question alors, pourvu que cette expédition dans  
 l'Inde se fasse, comme l'empereur Napoléon vient de la tracer lui-  
 même, à travers l'Asie-Mineure. L'empereur Alexandre applaudit  
 à l'idée de faire intervenir dans l'expédition de l'Inde un corps de  
 troupes autrichiennes et, puisque l'empereur son allié paraît le dé-

sirer peu nombreux, il juge que ce concours trouverait une compensation suffisante, si l'on adjugeait à l'Autriche la Croatie turque et la Bosnie, à moins que l'empereur des Français ne trouvât sa convenance à en retenir une partie. L'on peut, outre cela, offrir à l'Autriche un intérêt moins direct, mais très-considérable, en réglant ainsi qu'il suit le sort de la Servie, qui est sans contredit une des belles provinces de l'empire ottoman. Les Serviens sont un peuple belliqueux, et cette qualité, qui commande toujours l'estime, doit inspirer le désir de bien arrêter leur destinée. Les Serviens, pleins des sentiments d'une juste vengeance contre les Turcs, ont secoué le joug de leurs oppresseurs avec hardiesse et sont, dit-on, résolus de ne le reprendre jamais. Il paraît donc nécessaire, pour consolider la paix, de songer à les rendre indépendants des Turcs. La paix de Tilsit ne prononce rien à leur égard: leur propre vœu, exprimé vivement et plus d'une fois, les a portés à prier l'empereur Alexandre de les admettre au nombre de ses sujets; ce dévouement pour sa personne lui fait désirer qu'ils vivent heureux et satisfaits, sans vouloir étendre sur eux sa domination. Sa Majesté ne cherche pas des acquisitions qui pourraient entraver la paix. Elle fait avec plaisir ce sacrifice et tous ceux, qui peuvent conduire à la rendre prompte et solide. Elle propose par conséquent d'ériger la Servie en royaume indépendant, de donner cette couronne à l'un des archiducs qui ne fût pas chef de quelque branche souveraine et qui fût assez éloigné de la succession au trône d'Autriche. Dans ce cas-ci, l'on stipulerait même que jamais ce royaume ne pourrait être réuni à la masse des états de cette maison. Toute cette supposition de démembrement des provinces turques, telle qu'elle est énumérée ci-dessus, étant calquée d'après les engagements de Tilsit, n'a paru offrir aucune difficulté aux deux personnes, que les deux empereurs ont chargées de discuter entre elles quels étaient les moyens d'arriver aux fins que se proposent Leurs Majestés Impériales. L'empereur de Russie est prêt à prendre part à un traité entre les trois empereurs, qui fixerait les conditions ci-dessus énoncées; mais, d'un autre côté, ayant jugé que la lettre qu'il venait de recevoir de la part de l'empereur des Français<sup>1)</sup> semblait indiquer la résolution d'un beaucoup plus vaste démembrement de l'empire ottoman que celui qui avait été projeté entre eux à Tilsit, ce monarque, afin d'aller au-devant de ce qui pourrait convenir aux intérêts des trois cours impériales, et surtout afin de donner à l'em-

No. 87<sup>116</sup>.

1808

12 Martie.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>145</sup>, p. 735.

No. 87<sup>116</sup>. pereur son allié toutes les preuves d'amitié et de déférence qui  
 1808 dépendent de lui, a annoncé que, sans avoir besoin d'un plus grand  
 12 Martie. affaiblissement de la Porte ottomane, il y concourrait volontiers.

Il a posé en principe de son intérêt, en ce plus grand partage, que sa part d'augmentation d'acquisitions serait modérée en étendue ou extension et qu'il consentait que la part de son allié surtout fût placée sur une bien plus grande proportion. Sa Majesté a ajouté, qu'à côté de ce principe de modération, Elle en plaçait un de sagesse, qui consistait à ce qu'Elle ne se trouvât pas, par ce nouveau plan de partage, moins bien placée qu'Elle ne l'était aujourd'hui, pour ses relations de limites et commerciales. Partant de ces deux principes, l'empereur Alexandre verrait, non-seulement sans jalousie, mais même avec plaisir, que l'empereur Napoléon acquière et réunisse à ses états, outre ce qui a été mentionné ci-dessus, toutes les îles de l'Archipel, Chypre, Rhodes et même ce qui restera des Echelles du Levant, la Syrie et l'Egypte. || Dans le cas de ce plus vaste partage, l'empereur Alexandre changerait sa précédente opinion sur le sort de la Servie; il désirerait, cherchant à faire une part honorable et très-avantageuse à la maison d'Autriche, que la Servie fût incorporée à la masse des états autrichiens et que l'on y ajoutât la Macédoine, à l'exception de la partie de la Macédoine que la France pourrait désirer pour fortifier sa frontière d'Albanie, de manière à ce que la France puisse obtenir Salonique. Cette ligne de la frontière autrichienne pourrait se tirer de Scopia sur Orfana et ferait aboutir la puissance de la maison d'Autriche jusqu'à la mer. La Croatie pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche, au gré de l'empereur Napoléon. || L'empereur Alexandre ne dissimule pas à son allié que, trouvant une satisfaction particulière à tout ce qui a été dit à Tilsit, il place, d'après le conseil de l'empereur son ami, ces possessions de la maison d'Autriche entre les leurs, afin d'éviter le point de contact, toujours si propre à refroidir l'amitié. La part de la Russie dans ce nouvel et vaste partage eût été d'ajouter, à ce qui lui avait été adjugé dans le projet précédent, la possession de la ville de Constantinople avec un rayon de quelques lieues en Asie et en Europe, une partie de la Romélie, de manière que la frontière de la Russie, du côté des nouvelles possessions de l'Autriche, partît de la Bulgarie et suivît la frontière de la Servie jusqu'un peu au delà de Polismick et, de là, la chaîne de montagnes qui se dirigent depuis Polismick jusqu'à Trayanopol y compris, et puis la rivière Maritza jusqu'à la mer. Dans la conversation qui a eu lieu

sur ce second plan de partage, il y a eu cette différence d'opinion, No. 87<sup>1re</sup>.  
 que l'une des deux personnes supposait que, si la Russie possédait Constantinople, la France devait posséder les Dardanelles, ou au moins s'approprier celle qui était sur la côte d'Asie. Cette assertion a été combattue de l'autre part, par l'immense disproportion que l'on venait de proposer dans les parts de ce nouvel et plus grand partage, et que l'occupation même du fort qui se trouvait sur la rive d'Asie détruisait tout-à-fait le principe de l'empereur de Russie de ne pas se retrouver plus mal placé qu'il ne l'était maintenant, relativement à ses relations géographiques et commerciales. L'empereur Alexandre, mû par le sentiment de son extrême amitié pour l'empereur Napoléon, a déclaré, pour lever la difficulté : || 1°. Qu'il conviendrait d'une route militaire pour la France, qui, traversant les nouvelles possessions de l'Autriche et de la Russie, lui ouvrirait une route continentale vers les Echelles et la Syrie. || 2°. Que si l'empereur Napoléon désirait posséder Smyrne, ou tel autre point sur la côte de Natolie, depuis le point de cette côte qui est vis-à-vis de Mytilène jusqu'à celui qui se trouve vis-à-vis de Rhodes, et y envoyait des troupes pour les conquérir, l'empereur Alexandre est prêt à l'assister dans cette entreprise, en joignant à cet effet un corps de ses troupes aux troupes françaises. || 3°. Que si Smyrne ou telle autre possession de la côte de Natolie, tels qu'ils viennent d'être indiqués, ayant passé sous la domination française, venait ensuite à être attaqué, non-seulement par les Turcs, mais même par les Anglais, en haine de ce traité, S. M. l'empereur de Russie se portera en ce cas au secours de son allié, toutes les fois qu'il en sera requis. || 4°. Sa Majesté pense que la maison d'Autriche pourrait sur le même pied assister la France en la prise de possession de Salonique et se porter au secours de cette échelle, toutes les fois qu'elle en sera requise. 5°. L'empereur de Russie déclare qu'il ne désire pas acquérir le rive méridionale de la mer Noire, qui est en Asie, quoique dans la discussion il avait été pensé qu'elle pouvait être de sa convenance. 6°. L'empereur de Russie a déclaré que, quelques fussent les succès de ses troupes dans l'Inde, il ne prétendait pas y rien posséder et consentait volontiers à ce que la France fit pour elle toutes les acquisitions territoriales dans l'Inde, qu'elle jugerait à propos; qu'elle était également la maîtresse de céder une partie des conquêtes qu'elle y ferait à ses alliés. || Si les deux alliés conviennent entre eux d'une manière précise qu'ils adoptent l'un ou l'autre de ces deux projets de partage, S. M. l'empereur Alexandre trouvera un plaisir extrême

1806

12 Martie.

No. 87<sup>176</sup> à se rendre à l'entrevue personnelle, qui lui a été proposée et qui  
 1808 peut-être pourrait avoir lieu à Erfurt. Il suppose qu'il serait avanta-  
 12 Martie. geux que les bases des engagements que l'on y doit prendre soient  
 d'avance fixées avec une sorte de précision, afin que les deux em-  
 pereurs n'aient à ajouter, à l'extrême satisfaction de se voir, que celle  
 de pouvoir signer sans retard le destin de cette partie du globe et  
 nécessiter par là, comme ils se le proposent, l'Angleterre à désirer  
 la paix dont elle s'éloigne aujourd'hui à dessein et avec tant de  
 jactance.

---

No. 87<sup>177</sup>.—Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
 Impăratul Napoleon I, din 1 (13) Martie 1808.  
 Petersburg.

(Сборникъ. LXXXVIII, p. 535).

No. 87<sup>177</sup> Monsieur mon frère, la lettre de Votre Majesté du 2 février <sup>1)</sup> m'a  
 1808 replacé au temps de Tilsit, dont le souvenir me restera toujours si  
 13 Martie. cher. En la lisant, je croyais me retrouver à ces heures que nous  
 passions ensemble, et ne puis assez lui en exprimer tout le plaisir  
 qu'elle m'a causé. Les vues de Votre Majesté me paraissent aussi  
 grandes que justes. Il était réservé à un génie aussi supérieur que  
 le sien de concevoir ce plan si vaste. C'est ce même génie qui en  
 guidera l'exécution. J'ai exprimé avec franchise et sans réserve au  
 général Caulaincourt les intérêts de mon empire et il est chargé de  
 présenter à Votre Majesté mes idées <sup>2)</sup>. Elles ont été discutées à fond  
 entre lui et Roumianzoff et, si Votre Majesté y adhère, je lui offre  
 une armée pour l'expédition des Indes, une autre pour l'aider à s'em-  
 parer des Echelles situées dans l'Asie-Mineure. De même, j'écris aux  
 différents commandants de ma flotte d'être entièrement aux ordres  
 de Votre Majesté. J'espère qu'Elle reconnaîtra dans toute ma conduite  
 le désir constant de lui prouver toute l'étendue des sentiments que  
 je lui ai voués, de même que celui de resserrer de plus en plus les  
 liens qui nous unissent et qui doivent influencer sur les destins du  
 monde. Si les idées que je propose à Votre Majesté sont d'accord  
 avec les siennes, je suis prêt à me rendre à l'entrevue qu'Elle désire  
 avoir avec moi. Je m'en fais une fête d'avance, et il ne me faut que  
 quinze jours arriver à Erfurt, lieu qui me semble le plus propre pour

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>145</sup>, p. 735.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>176</sup>, p. 822.

nous réunir. Le général Caulaincourt est chargé d'expliquer à Votre No. 87<sup>177</sup>.  
Majesté les raisons qui me le font préférer. J'envisage ce moment 1808  
comme un des plus beaux de ma vie. La conquête de la Finlande 13 Martie.  
n'a pas été difficile. Mes armées occupent déjà les points les plus  
importants et marchent sur Abo, tandis qu'on bombarde Swéaborg.  
Je compte que dans peu tout sera fini de ce côté et le moment où  
l'Angleterre doit fléchir, grâce à toutes les mesures réunies que prend  
Votre Majesté, ne me paraît plus éloigné. Sur ce, je prie Dieu, Mon-  
sieur mon frère, qu'il veuille tenir Votre Majesté en sa sainte et digne  
garde.

No. 87<sup>178</sup>. — Resumatul depeşei Generalului Sébastiani,  
ambasador frances pe lângă Poarta otomană,  
către ministrul Relaţiunilor exterioare al  
Franciei, de Champagny, din 14 Martie 1808.  
Constantinopole.

(A. Lefebvre, loc. cit., III, p. 377 ; Testa, loc. cit., II, p. 309).

Les informations transmises de Paris par l'ambassadeur turc Muhib-effendi No. 87<sup>178</sup>.  
ont détruit les dernières espérances, que la Porte avait mises dans l'amitié de 1808  
la France. Il prévient sa cour qu'elle ne doit plus compter sur l'appui de 14 Martie.  
cette puissance, que l'empereur Napoléon est irrévocablement engagé dans les  
voies de la politique russe et que, si son nouvel allié l'exigeait absolument, il  
n'hésiterait pas à lui sacrifier la Turquie, comme il lui sacrifiait en ce moment  
la Suède. Jusqu'ici le Sultan et les ministres s'étaient plaints, mais avec  
dignité, avec mesure : ils avaient exprimé plus de douleur que de colère. Les  
dernières informations de Muhib-effendi les ont transportés d'indignation ; la  
défiance et la haine ont remplacé les sentiments de confiance et d'admiration  
que leur inspirait naguère l'empereur Napoléon. « La France est regardée  
comme une alliée infidèle, qui a trahi la Sublime Porte : cette conviction est  
générale. Il est impossible de la détruire, et la Turquie a aujourd'hui plus de  
haine contre la France que contre la Russie. »

No. 87<sup>179</sup>. — Depeşa d-lui Hübsch către Baronul Blome, mi-  
nistrul danes la Petersburg, din 14 Martie  
1808. Constantinopole.

(Горинскі, LXXXVIII, p. 539).

Par ma dépêche du 6 de ce mois j'ai eu l'honneur de vous an- No. 87<sup>179</sup>.  
noncer la négociation, qui s'était entamée entre l'ambassadeur de France 1808  
et la Porte, relativement à un certain nombre de troupes qui devait 14 Martie.  
traverser le territoire ottoman pour se rendre à Corfou. La Porte,  
après bien des difficultés, avait fini par acquiescer à la demande de

No. 87<sup>179</sup>. M. l'ambassadeur, en lui promettant qu'elle enverrait un capigi-bachi  
 1808 exprès pour s'entendre avec Aly-pacha de Janina. Etant incertaine né-  
 14 Martie. anmoins sur la réussite de la mission du commissaire qui devait en  
 être chargé, elle voulait confier le soin de cette affaire à une per-  
 sonne capable de la mener à un heureux résultat sans la compro-  
 mettre avec Aly-pacha. Sous ce prétexte vrai, ou spécieux, elle dif-  
 férait de jour en jour l'envoi du capigi-bachi. M. l'ambassadeur,  
 mécontent de ce retard et de l'inexécution de la promesse de la Porte,  
 s'en est plaint fortement, en lui faisant voir que ses lenteurs pour-  
 raient avoir des conséquences funestes. Les plaintes du général Sé-  
 bastiani ont été écoutées et la Porte a donné des ordres pour que  
 le capigi-bachi partît demain, mais elle a fait savoir en même temps  
 à M. l'ambassadeur qu'elle ne garantissait pas le succès de cette mis-  
 sion; qu'elle avait au contraire de fortes raisons pour appréhender le  
 contraire. Pour mieux lui démontrer combien ses craintes sont fon-  
 dées, elle lui a communiqué les derniers avis qu'elle a reçus ces  
 jours-ci de l'Albanie, par lesquels Aly-pacha lui annonce que le gé-  
 néral français commandant à Corfou lui avait demandé de laisser  
 occuper par les troupes françaises, qu'il devait envoyer, la place de  
 Prévisa, conformément aux ordres que la Porte devait déjà lui avoir  
 adressés; que dans le cas où il le refuserait, les troupes y entreraient  
 de force. Le général français sollicite aussi Aly-pacha de lui faire  
 fournir des vivres et des fourrages pour le besoin de ses troupes.  
 Aly-pacha, en donnant cet avis à la Porte, demande des ordres et des  
 instructions, pour savoir la conduite qu'il doit tenir à l'égard du com-  
 mandant de Corfou, dont il envoie la lettre en original. Cette nouvelle  
 a fait une grande sensation sur les ministres du divan; ils sont très-  
 inquiets et craignent que l'opposition, qu'Aly-pacha a pu mettre à  
 l'occupation de Prévisa, n'ait donné lieu à des hostilités et ne soit  
 le signal de la guerre. Je dois au capitan-pacha la connaissance de  
 ce nouveau sujet de mésintelligence entre la France et la Porte; il  
 m'en a fait part dans une conférence particulière, que j'ai eue au-  
 jourd'hui avec lui. Pendant que je me trouvais chez lui, le Grand  
 Seigneur y est venu; le capitan-pacha a profité de cette occasion pour  
 faire connaître à Sa Hautesse le sujet de notre conversation, qui avait  
 roulé uniquement sur la situation actuelle de l'empire, sur les dan-  
 gers dont il était menacé, depuis le rapprochement de la Russie à  
 la France, sur les difficultés toujours renaissantes qui retardaient  
 l'époque de la paix et qui laissent aujourd'hui de si faibles espé-  
 rances sur sa conclusion définitive. Après le départ du Grand Seigneur

le capitan-pacha est venu reprendre son entretien avec moi. Il m'a No. 87<sup>re</sup>.  
 confié qu'il avait part au Grand Seigneur de tout ce qui s'était dit 1808  
 entre nous avant son arrivée; Sa Hautesse l'avait chargé spécialement 14 Martie.  
 de m'en témoigner sa satisfaction et de me faire connaître en même  
 temps le désir qu'Elle a de se réconcilier avec l'empereur Alexandre.  
 Désirant que ses sentiments soient bien connus de S. M. I., Elle avait  
 chargé le capitan-pacha de me dire qu'Elle s'adressait à moi à cet  
 effet; que son intention et son vœu étant de rétablir les anciennes  
 relations d'amitié et de bonne harmonie entre les deux empires, Elle  
 attendait de moi que j'en rendrai compte à la cour impériale et  
 qu'Elle espérait même que mon entremise ne lui serait pas infruc-  
 tueuse. Je n'oserais pas m'immiscer dans une affaire de cette impor-  
 tance, si je n'étais autorisé à présumer, par ce que vous m'avez fait  
 l'honneur de m'écrire de la part de M. le comte de Roumianzoff, que  
 la connaissance de ces détails serait pour lui d'un grand intérêt; c'est  
 ce qui m'engage, M. le baron, à vous les communiquer avec em-  
 pressement, vous priant de lui en faire part immédiatement. Il jugera  
 sans doute convenable de vous manifester son opinion, que je vous  
 prie instamment de me transmettre, si toutefois il le trouve agréable,  
 afin que je me trouve à même de pouvoir donner une réponse au  
 Sultan, qui m'a témoigné le plus vif désir de connaître les dispositions  
 de la Russie à son égard. Il vient de s'opérer un nouveau chan-  
 gement dans le ministère. Caja-pacha, que l'affection du Grand Seigneur  
 avait élevé à la dignité de caïmacan et qui semblait devoir conserver  
 toujours ce poste éminent, a été déposé; on attribue sa déposition  
 aux menées sourdes des envieux qu'il avait dans l'intérieur du sé-  
 rail. Le Sultan a voulu pourtant lui adoucir, autant que possible, sa  
 démission, en usant à son égard de ménagement et de procédés qui  
 attestent qu'il ne lui a pas retiré sa confiance. Il doit se rendre au  
 camp du grand-vizir, où il commandera un corps de troupes de douze  
 mille hommes. La direction des affaires a été remise à Hadji-Musta-  
 pha-effendi, ancien ministre de l'intérieur. L'ex-ministre des relations  
 extérieures, Halet-effendi, dont j'ai eu l'honneur de vous annoncer la  
 déposition, a été envoyé en exil à Kutaya.

---

No. 87<sup>180</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 15 Martie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 549).

No. 87<sup>180</sup>.  
1808  
15 Martie. .... Des nouvelles, arrivées de Constantinople ces jours derniers, affirment que les Turcs ont signé un traité secret avec les Anglais et que le commandant des Dardanelles, que l'on avait cru remplacé, avait été envoyé à Malte pour conclure de nouveaux arrangements. Ceci s'accorde assez avec ce qu'avait rapporté un officier russe arrivé dernièrement de Constantinople.... Dans une de ses dernières conversations avec moi, M. de Roumianzoff, s'appuyant probablement sur ces nouvelles, me disait encore : «Les Turcs et les Anglais s'entendront indubitablement pour nous attaquer, tandis que nous discuterons. C'est un empire désorganisé, qui tombe de lui-même et qui n'aura même pas la force de faire son testament. Je désire donc que l'empereur Napoléon profite de l'occasion et paraisse nous donner ce qu'il ne peut justement nous refuser et ce qui peut-être va nous échoir bientôt faute d'héritiers.»....

No. 87<sup>181</sup>.—Extract din scrisoarea ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 16 Martie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 374).

No. 87<sup>181</sup>.  
1808  
16 Martie. [Caulaincourt envoie à Napoléon la notice de Roumiantzof <sup>1)</sup> et les détails de ses conférences à Pétersbourg sur le partage de l'Orient. Il lui communique qu'il n'a pu décider l'empereur Alexandre et son ministre a une entrevue avec l'empereur des Français avant que les bases de l'arrangement ne fussent acceptées par celui-ci. Sa lettre continue ainsi:] Malgré le secret promis, il y a eu de petits conseils. L'opinion de M. de Roumiantzof y a toujours prévalu, c'était la plus envahissante; aussi Votre Majesté trouvera-t-Elle, dans le détail de ces conférences, que l'ambition croissait chaque jour. Elle y verra aussi le cachet de l'inquiétude et même l'esprit de méfiance, que professe la société. Le ministre, malgré ses protestations, n'en a pas été exempt, sans avoir cependant changé de

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>176</sup>, p. 822.

principes ou au moins de conduite, dans les moments où il en No. 87<sup>161</sup>.  
 avait le plus. Je le dis franchement à Votre Majesté, ce cabinet, de- 1808  
 puis les pourparlers pour la Silésie, se méfie de la politique de la 16 Martie.  
 France, peut-être même de ses intentions à son égard. Soit in-  
 térêt personnel ou public, je dois rendre au ministre cette justice,  
 c'est qu'il marche, tout en se défiant, comme un homme fidèle  
 à son système et qui veut soutenir l'alliance de la France. L'em-  
 pereur seul est confiant; si on ne l'inquiétait pas de cent mille  
 manières, il dirait franchement à l'empereur Napoléon: «Faites les  
 parts, je m'en rapporte à vous!» Il était inquiet, la lettre de Votre  
 Majesté l'a rassuré. Dit-il un mot, profère-t-il une plainte d'après les  
 soupçons qu'on lui a donnés, en lui répondant d'une manière posi-  
 tive on le ramène de suite; ne le peut-on pas, en prenant l'air af-  
 fecté de ses doutes il en revient de suite, c'est chose oubliée. L'em-  
 pereur est de cœur, comme d'opinion, à Votre Majesté; c'est la nation  
 et le ministère qu'il faut conquérir, et pour cela il faut quelques  
 sacrifices. L'occupation de la Silésie est ce qui inquiète le con-  
 seil et ce qui afflige l'empereur; c'est là la grande affaire, celle  
 qu'on voulait nouer à toutes les autres; tous les coups d'épingle  
 qui viennent de Varsovie entretiennent cette opinion, si générale-  
 ment répandue, qu'un jour ou l'autre le corps d'armée qui est là  
 leur tombera sur le corps. Un peu de circonspection sur ce point  
 servirait puissamment les intérêts de Votre Majesté à Pétersbourg.

.... La prise de possession de l'Finlande ne trouve que des censeurs...  
 Ni la cour ni le ministère ne croient à des changements prochains  
 en Espagne et M. de Roumiantzof ne les envisage que comme une  
 conséquence du grand partage. En général, on est trop préoccupé  
 de l'Orient, pour songer sérieusement à la Castille.... Je reviens au  
 grand objet. J'aurais pu toucher la corde de l'occupation des Darda-  
 nelles par les Autrichiens, mais on est si persuadé qu'il y a un traité  
 d'alliance fait ou en négociation avec eux et on est si intrigué, qu'on  
 n'aurait pas manqué d'en conclure que j'en proposais un des articles;  
 je ne pourrais au reste assurer à Votre Majesté si on aimerait mieux  
 l'Autriche que la France aux Dardanelles, car ce n'est pas toujours  
 une idée politique ou militaire qui dirige ce cabinet. Cette cour tient  
 à Constantinople par vanité et aux Dardanelles par intérêt; elle sent  
 qu'elle ne peut être maîtresse chez elle et assurer le commerce de  
 la mer Noire, et on peut dire de tout son empire, si elle n'a pas  
 ce point. Le ministère du commerce est dans les mains du comte  
 de Roumiantzof; c'est, on peut le dire, sa maîtresse; il disputera donc

No. 87<sup>181</sup>. fortement comme ministre des affaires étrangères tout ce qu'on voudra  
 1808 lui prendre; c'est un grand inconvénient pour traiter les affaires du  
 16 Martie. commerce; de cette manière, il est toujours deux contre un. Je m'en plains chaque jour. L'empereur avait dans le principe l'idée de faire de Constantinople une ville indépendante; toutes les personnes consultées l'en ont guéri; on consentira à y laisser les Turcs, parce qu'on est sûr de les dominer et d'avoir le passage à la première occasion. || L'empereur veut franchement l'entrevue; le ministre paraît la désirer, mais seulement dans le cas où il serait sûr des bases sur lesquelles il traiterait. .... || Je me résume sur l'article de la Turquie. Que Votre Majesté réunisse l'Italie à la France, peut-être même l'Espagne, qu'elle change les dynasties, fonde des royaumes; qu'Elle exige la coopération de la flotte de la mer Noire et d'une armée de terre pour conquérir l'Egypte; qu'Elle demande les garanties qu'Elle voudra; qu'Elle fasse avec l'Autriche les échanges qui lui conviendront; en un mot, que le monde change de place: si la Russie obtient Constantinople et les Dardanelles, on pourra, je crois, obtenir d'elle tout ce qu'elle pourra offrir et lui faire tout envisager sans inquiétude. .... || Le ministre a beau paraître modéré, calme, conciliant, l'ambition perce et personne ne peut la cacher au nom de Constantinople. .... || Quant à l'envoi d'un homme pour traiter, si le souverains ne pouvaient se voir, plus on y pense, moins l'on en trouve. Il n'y a que M. de Roumiantzof, et l'ôter d'ici sans emmener l'empereur, c'est tout renverser et changer. ....

---

No. 87<sup>182</sup>. —Depeşa ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relaţiunilor exterioare al Francei, de Champagny, din 22 Martie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 505).

No. 87<sup>182</sup>. M. le général Koutousoff va prendre le commandement de l'armée  
 1808 du Danube, sous les ordres du prince Prosorofsky, que son grand  
 22 Martie. âge rend peu propre à la guerre. Trois régiments du gouvernement de Kieff vont rejoindre cette armée. On fait en général de grands préparatifs et on dirige beaucoup d'artillerie sur ce point. || Le 21, j'ai eu une nouvelle conférence avec le comte de Roumiantzof. Un courrier était arrivé la veille, apportant la nouvelle que les Turcs se réunissaient, qu'il leur arrivait beaucoup de troupes d'Asie. Le prince

de Proserofsky mandait qu'il estimait leur nombre à quatre-vingts No. 87<sup>100</sup>. mille hommes, mais qu'il était sans inquiétude et qu'il avait les 1808 moyens de les vaincre. A ces détails étaient jointes des nouvelles de 22 Martie. Constantinople même, qui annonçaient différents changements dans les agents du gouvernement. Il paraissait que le général Sébastiani aurait été à différentes reprises fort embarrassé, peut-être même.... peu en sûreté. Suivant les mêmes nouvelles, la Turquie, quoique en sous main, se serait tout-à-fait rapprochée de l'Angleterre; elle chercherait la manière de renouer avec la Russie, si cette puissance voulait lui promettre de s'entendre avec l'Angleterre, ou au moins tolérer son alliance avec elle. Toutes les inquiétudes, tous les soupçons de la Porte étaient tournés contre la France et la fermentation très-grande en général contre tout ce qui est chrétien. Il paraissait que les efforts des Turcs seraient dirigés principalement contre la France, si elle se reconciliait avec la Russie. || A ces détails, le ministre en a joint d'autres, transmis par le prince Kourakin. Il mande que le général Andréossy lui communique les nouvelles qu'il recevait de Constantinople; elles sont semblables quant aux dispositions hostiles des Turcs et ne diffèrent qu'en ce que le général Andréossy a donné au prince Kourakin copie d'un billet, que lui écrit l'officier français qui est à Widdine, et d'après lequel on pourrait concevoir quelques alarmes sur la position du général Sébastiani et mettre même en doute s'il est encore à Constantinople. A tous ces détails, que le ministre me donna les dépêches à la main, il a ajouté les réflexions suivantes: Voilà, m'a-t-il dit, ce que j'avais prévu arrivé. L'empereur Napoléon n'est pas bien instruit de ce qui s'est passé et de ce qui se passera encore à Constantinople; les nouvelles que je vous donne sont de bonne source; croyez-moi, ce qui se fait là vous intéresse comme nous; je ne sépare pas nos intérêts. Rappelez-vous ce que je vous ai dit dans un autre temps, il faut que l'empereur Napoléon sache la vérité. | Le ministre me lut ensuite son projet de dépêche à M. de Tolstoï <sup>1)</sup> et m'engagea, pour me prouver, me dit-il, sa confiance, à lui dire si je pensais qu'il dût en retrancher quelque chose. Sur mes observations, il retrancha une phrase par laquelle il disait à cet ambassadeur de se conduire d'après ce qui avait été dit à Tilsit. Le reste de la dépêche portait sur l'état de guerre où les préparatifs des Turcs placent en ce moment la Russie, tandis qu'elle n'a profité aucunement des avantages que sa

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>100</sup>, p. 834.

No. 87<sup>183</sup>. position et l'hiver lui offraient. Elle doit, comme il le pense judi-  
 1808 cieusement lui-même, séparer les affaires de la Prusse de celles de  
 22 Martie. la Turquie, qui ne peuvent avoir rien de commun, quoique l'empereur y prenne cependant un égal intérêt; que dans la position où les Turcs placent les choses, il paraît que les négociations sont au moins superflues; qu'il peut le déclarer à l'ambassadeur, mais qu'on doit pourtant ne rien faire sans consulter V. E., l'intention de l'empereur étant que tout cela suive la marche qui conviendra le mieux à l'empereur Napoléon. Sur mes observations, il a encore ajouté qu'il l'autorisait à suivre cependant les négociations, {si l'empereur le jugeait convenable. M. de Tolstoï est aussi chargé de remercier l'empereur et Votre Excellence de l'avis qu'on a bien voulu faire donner au prince Kourakin.

No. 87<sup>183</sup>.—Instrucțiunile trimise de Comitele Rumiantov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, ambasadorului rus la Paris, Comitele Tolstoi, în 11 (23) Martie 1808. Petersburg.

(СЪДЪРЖАНІЕ. LXXXIX, p. 460).

No. 87<sup>183</sup>. Monsieur le comte, Le silence que j'ai gardé depuis la réception  
 1808 de votre dépêche, Monsieur l'ambassadeur, du 30 décembre 1807 (11  
 23 Martie. janvier 1808)<sup>1)</sup>, a été le résultat de deux motifs d'une égale valeur: 1°. l'importance de l'objet, qui exigeait une longue méditation; 2°. les apparences presque certaines d'un changement dans les dispositions de la Porte, qui par lui-même eût pu décider, et sans démarches de notre part, l'empereur Napoléon à prendre une détermination différente de celle qu'il venait de vous annoncer. | Sa Majesté me charge maintenant de vous prescrire, de sa part, Monsieur l'ambassadeur, de continuer à représenter, comme vous l'avez fait, que ce qui concerne la Moldavie et la Valachie n'a aucun rapport avec ce qui regarde la Prusse et de séparer constamment ces deux intérêts, également confiés à votre sollicitude. Mais l'empereur exige que vous ne fassiez ni dans l'un et l'autre cas aucune démarche, aucun office, qui puisse blesser la cour où vous êtes et affaiblir

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>181</sup>, p. 704.

l'amitié réciproque des deux monarques. Quant au second point, No. 87<sup>100</sup>.  
 Sa Majesté vient d'être confirmée dans cette constante opinion, qu'Elle  
 a toujours eue, comme le sait très-bien Votre Excellence, qu'il n'y  
 avait aucune sûreté avec les Turcs, que l'on ne pouvait se promettre  
 aucune détermination stable de la part d'un gouvernement versatile  
 et frappé dans ce moment d'une espèce de vertige, sans force et en  
 proie à des convulsions domestiques. Des nouvelles transmises par  
 le maréchal prince de Prosorowsky et quelques renseignements ob-  
 tenus de bonne source, et de Constantinople même, font foi des grands  
 armements que faisait la Porte dans le dessein de s'allier avec l'An-  
 gleterre et de commencer sous ses auspices une guerre contre les  
 deux alliés. A peine ces nouvelles venaient d'être reçues, qu'elles  
 ont obtenu aux yeux de l'empereur un nouveau degré de vérité. ¶  
 Le prince de Kourakin vient d'informer par courrier Sa Majesté de  
 l'obligeance et de l'empressement, avec lesquels M. d'Andréossy  
 lui avait confié les prompts et grands armements que faisaient les  
 Turcs, dans le ferme dessein de reprendre la guerre contre nous ; cet  
 ambassadeur a pressé le nôtre de faire tout de suite connaître cet  
 état de choses au maréchal Prosorowsky, afin de l'empêcher d'être  
 surpris inopinément par l'attaque de forces aussi supérieures. ¶ Sa  
 Majesté a éprouvé une satisfaction particulière, lorsque je lui ai rendu  
 compte de cette démarche de l'ambassadeur de France à Vienne. Elle  
 y a bien reconnu l'intérêt et l'amitié d'une cour alliée et vous pre-  
 scrit, Monsieur l'ambassadeur, de témoigner à l'empereur Napoléon  
 combien Elle a été sensible à ce procédé, et vous voudrez bien le  
 dire aussi à M. de Champagny. Dans les deux versions, arrivées  
 ici à la même époque, il n'y a qu'une différence: il me semble que  
 M. d'Andréossy suppose l'inimitié des Turcs dirigée contre nous tous  
 seuls et l'influence de M. de Sébastiani aussi grande que nous pou-  
 vons le désirer. Je ne dois pas vous dissimuler, Monsieur l'ambas-  
 sadeur, que nous avons des preuves de la méfiance et de l'inimitié  
 secrète, qui agitent à Constantinople presque tous les esprits contre  
 toutes les puissances chrétiennes, sans en excepter la France, et que,  
 s'il y a tendance, c'est vers l'Angleterre. ¶ Le prince de Kourakin  
 a suivi le conseil de M. d'Andréossy et il a tout de suite averti le  
 prince de Prosorowsky. Sa Majesté va lui expédier également un  
 courrier, pour lui prescrire la conduite qu'il aura à tenir dans cette  
 reprise de la guerre, et Elle se flate que la Providence voudra bien  
 permettre à ses armes de repousser cette injuste agression et la con-  
 duira à la paix, qu'Elle avait offerte, par la victoire. | Cette nouvelle

1808  
23 Martie.

No. 87<sup>183</sup>. situation de nos affaires avec les Turcs, cet état de choses involon-  
 1808 taire, cette nécessité de nous défendre aujourd'hui contre une force  
 23 Martie. supérieure, lorsque nous avons été les maîtres de détruire tout cet  
 hiver les faibles corps qu'ils nous opposaient alors, changent tout  
 maintenant et semblent, non pas paralyser, mais annuler tout-à-fait la  
 négociation commencée à Paris. Si cependant M. de Champagny en  
 jugeait autrement, s'il croyait qu'il serait avantageux de la continuer,  
 vous voudrez bien ne pas vous en écarter tout-à-fait. || Le général  
 de Savary et, depuis, M. de Caulaincourt peuvent également attester  
 que je n'ai cessé de répéter que, quelque chose que l'on fasse, on  
 ne pouvait pas empêcher qu'il n'arrivât un jour que la gazette an-  
 nonçât que la Porte ottomane venait de mourir sans faire de testa-  
 ment et que l'on invitait ses héritiers à se présenter, eux et leurs  
 titres, à cet héritage.

---

No. 87<sup>184</sup>.—Extract din depeşa ambasadurului frances  
 la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către mi-  
 nistrul Relaţiunilor exterioare al Franciei,  
 de Champagny, din 24 Martie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 568).

No. 87<sup>184</sup>. Sachant qu'il était arrivé un nouveau courrier du prince Pro-  
 1808 sorofsky, j'ai encore vu le ministre hier. Il m'a annoncé que M. Or-  
 24 Martie. dofsky, porteur de ses dépêches au comte de Tolstoï, partait au-  
 jourd'hui. J'en profite pour transmettre de nouveaux détails à V. E.  
 Le prince Prosorofsky mande qu'il a reçu les dépêches du prince  
 Kourakin et ajoute que les nouvelles, qui lui parviennent de la Tur-  
 quie à l'instant où il-expédie son courrier, annoncent que les forces  
 turques sont beaucoup moins considérables qu'il l'avait mandé pré-  
 cédemment; qu'il n'est même pas probable que les corps d'Asie soi-  
 ent réunis avant la fin de mai; qu'il est sans inquiétude pour le  
 moment sur une attaque; que les garnisons de Giurgéwo et d'Is-  
 mail seules ont été renforcées....

---

No. 87<sup>185</sup>.—Extract din depeşa ministrului Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, către ambasadorul frances la Petersburg, de Caulaincourt, din 2 Aprilie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 590).

.....Nous n'avons aucune connaissance d'un prétendu traité No. 87<sup>186</sup>. secret conclu par les Turcs avec les Anglais et nous n'y croyons pas. Si la Sublime Porte s'est alarmée des prétentions de la Russie, elle n'a que mieux senti la nécessité de s'attacher de plus en plus à la France, seule capable de la protéger. Voilà ce que nous apprennent les dernières dépêches du général Sébastiani, datées du 5 mars. || Les Autrichiens nient le prétendu rassemblement de leurs troupes sur les frontières de la Turquie. Le général Andréossi n'en parle pas. Nous n'avons avec cette cour aucune relation intime et il ne lui a été fait ni ouverture, ni insinuation, sur aucun projet dont la Turquie pourrait être l'objet. Je l'ai déclaré formellement à M. le comte de Tolstoï.....

No. 87<sup>186</sup>.—Depeşa ministrului Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, către ambasadorul frances la Petersburg, de Caulaincourt, din 2 Aprilie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 594).

J'ai reçu le 14 de ce mois vos dépêches depuis la No. 43 jus- No. 87<sup>186</sup>. qu'au No. 48, que m'a apportées le courrier Lange. Je les ai mises sous les yeux de S. M. l'empereur. La direction que vous annoncez avoir suivi a obtenu l'approbation de S. M. l'empereur; il n'a rien vu à ajouter aux instructions qu'il vous a transmises. S. M. attendait la réponse de l'empereur Alexandre à la lettre qu'il lui avait écrite. || L'empereur avait jugé utile de connaître les dispositions de la Turquie relativement à la cession des deux provinces occupées par les armées russes et l'ambassadeur de S. M. à Constantinople avait été chargé de sonder à cet égard la Sublime Porte. Je vous envoie une copie exacte des deux lettres, que m'a adressées le général Sébastiani en réponse à celles que je lui avais écrites dans cette intention. Elles vous feront connaître combien peu les Turcs sont disposés

No. 87<sup>186</sup>. à cette cession, dont la crainte semble réveiller en eux cet antique  
 1808 fanatisme, qui a fait autrefois leur gloire et leur puissance. L'empereur  
 2 Avrilie. m'a autorisé à vous communiquer ces réponses et vous permet d'en donner connaissance au ministère russe. La copie que je vous envoie a été faite sur l'original, qui était chiffré; il n'y a été fait ni suppression, ni changement. La Sublime Porte et son ambassadeur ont témoigné tant à Constantinople qu'à Paris quelque inquiétude sur la fin de l'armistice. L'empereur m'a chargé de les rassurer, en leur faisant connaître que la suspension d'armes, établie par le traité de Tilsit plus encore que par l'armistice, serait maintenue jusqu'à ce que les négociations pour la paix aient amené un résultat ou aient été formellement rompues. L'empereur ne doute pas que telles soient les intentions de l'empereur Alexandre et s'en est rendu garant.

No. 87<sup>187</sup>.— Extract din depeşa ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 2 Aprilie 1808. Petersburg

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 572).

No. 87<sup>187</sup>. Le courrier porteur des dépêches que V. E. m'a fait l'honneur  
 1808 de m'adresser le 9 mars, est arrivé ici le 26 au matin. Mes précédentes  
 2 Aprilie. dépêches ont dû prouver à V. E. que je marche dans la ligne que me trace son No. 7 <sup>1)</sup>. J'en ferai mon texte aussitôt qu'un nouveau courrier m'aura mis dans le cas de reprendre les négociations. Il paraît qu'on attend ici une réponse, ou un développement quelconque sur ce qui a déjà été dit à M. de Tolstoï. Depuis le dernier courrier de cet ambassadeur, et même depuis l'arrivée des dépêches de V. E. du 19 février, ma position s'est bien améliorée. On peut discuter; la méfiance ne repousse plus d'avance ce qu'on a à dire..... M. de Merfeldt <sup>2)</sup> a donné lundi dernier un grand dîner pour l'arrivée du ministre de Hollande. Quatre jours avant il était venu chez moi. J'ai été à son dîner et je le lui ai rendu jeudi. Il m'a donné quelques nouvelles de Turquie; il m'a dit que le général

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>173</sup>, p. 812.

<sup>2)</sup> Ambasadorul austriac la Petersburg.

Sébastiani avait eu un différend très-vif avec le reïs-effendi, que l'armée turque se renforçait beaucoup et que plusieurs corps asiatiques l'avaient déjà rejointe. On parle beaucoup dans la ville d'une entrevue de l'empereur Napoléon avec l'empereur Alexandre. M. de Merfeldt est allé dernièrement chez M. de Roumianzoff lui demander à brûle-pourpoint pourquoi on en faisait un secret, si cela était, puisque cette entrevue pouvait intéresser toute l'Europe. Le ministre lui a simplement répondu qu'on ne pouvait empêcher les oisifs de faire des nouvelles..... Le ministre de Prusse a reçu le 18 mars la copie d'une lettre du prince Guillaume, qui mande que V. E. lui a dit que l'empereur ne tenait pas à quelques millions de plus ou de moins pour l'évacuation de la Prusse; que son occupation était liée à celle de la Valachie et de la Moldavie. Le ministre ne m'en a point parlé. Il rejette cela, comme contraire à ce qui a été dit en dernier lieu à M. de Tolstoï..... Il n'y a pas eu de nouvelles directes de Constantinople depuis le départ du dernier courrier. Une seule dépêche du prince Proserofsky est arrivée le 30. Elle portait que les Turcs continuaient à se renforcer; qu'il était même arrivé quelques troupes d'Asie, mais pas en aussi grand nombre qu'on l'avait dit précédemment. L'empereur lui a donné ordre de rester sur la défensive et d'employer tous les moyens possibles pour ne rien engager. L'empereur veut, m'a dit le ministre, qu'on reste dans cette position défensive jusqu'à ce qu'on connaisse les intentions de l'empereur Napoléon, et il ne sera rien fait, à moins que les Turcs ne viennent en force pour attaquer les Russes. . . .Après avoir rendu compte à V. E. de l'état des affaires, je crois devoir répondre au reproche qu'elle m'adresse, en disant que l'empereur aurait désiré un peu plus de vigueur dans mes réponses au ministre. Ce reproche m'a été fort sensible, je l'avoue à V. E. La preuve que je n'ai pas manqué de force, c'est que je n'ai cédé sur rien; à tel point que le ministre, qui se cabrait encore plus que l'empereur sur la cession de la Silésie, était venu à me dire qu'il pourrait mettre de nouveau cette idée en avant, si on pouvait espérer un dédommagement quelconque pour la Prusse. Je prie à cet égard V. E. de vouloir bien remettre sous les yeux de l'empereur les différents ordres qu'il m'a donnés et mes rapports sur la situation où je me suis trouvé. Obligé de renouer sans cesse ce que M. de Tolstoï ne cessait de rompre, je crois avoir servi mon maître comme il devait l'être. On croirait difficilement ici que j'aie pu encourir le reproche qui m'est adressé. Au reste, il ne m'appartient pas de me juger. Je suis loin d'avoir la prétention de ne pas me

No. 87<sup>187</sup>.  
1808  
2<sup>e</sup> Avrilie.

No. 87<sup>187</sup>. tromper. Je puis être un fort mauvais diplomate; mais je ne manque  
 1808 point de fermeté quand je parle au nom de l'empereur, ou que je  
 2 Avrilie. défends ses intérêts. Je ne suis pas du nombre de ceux qui ont besoin de coups d'éperon pour le servir.....

No. 87<sup>188</sup>.—Analisa scrisoriî ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 5 Aprilie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 380).

No. 87<sup>189</sup>. Dans les derniers jours de mars, un manifeste d'Alexandre décréta la réunion de la Finlande à son empire. || Cet événement produisit une excellente  
 1808 impression sur les cercles de Pétersbourg, qui s'étaient montrés jusque-là les  
 5 Avrilie. plus réfractaires à l'idée de l'alliance française. L'empereur demanda à son ancien confident Novossiltzof : «Vous plaindrez-vous encore de mon alliance avec la France? Qu'ont produit celles avec votre chère Angleterre?» A partir de ce jour, on vit paraître aux réceptions de M. de Caulaincourt tous les anciens opposants, sans exception. Alexandre, tout à la joie, ne s'en cachait pas vis-à-vis de l'ambassadeur. Seul, le vieux Roumiantzof dissimulait sa satisfaction, en affectant de parler de l'acquisition de la Finlande comme de celle d'un désert de plus sur la Caspienne. Sa pensée ne pouvait se détacher du Danube et même du Bosphore. Caulaincourt s'en montrait quelque peu effrayé. «Il ne m'appartient pas de lire dans l'avenir», écrivait-il, «mais qui arrêtera ce colosse, s'il a un doigt sur Tornéo et un coude sur Constantinople? Pour peu qu'il ait de l'humeur, qui l'empêchera de mettre Stockholm à contribution chaque hiver, si Votre Majesté ne crée pas au nord une seule puissance, pour qu'elle puisse lui résister?»

No. 87<sup>189</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 12 Aprilie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 610).

No. 87<sup>189</sup>. ..... Dans notre conférence du 9, le ministre me parla des affaires  
 1808 de Turquie. Il avait reçu des nouvelles de Constantinople par le  
 12 Avrilie. prince Prosoroffsky et le prince Kourakin. Celles du dernier sont les mêmes qui ont été portées à Paris par un courrier extraordinaire et dont le général Andréossy m'a donné un extrait, pour me pré-

munir contre ce qu'aurait pu mander le prince Kourakin. Le prince Prosoroffsky mande que le général Sebastiani avait été deux fois au moment de quitter Constantinople ; qu'il avait eu une audience du Grand Seigneur, dans laquelle il lui avait remis une lettre de l'empereur, et qu'il avait enfin obtenu ce qu'on lui avait d'abord refusé, le passage d'un corps de troupes pour se rendre à Corfou ; que cependant sa position était mauvaise et que d'un moment à l'autre il pourrait être dans le cas de partir ; qu'il annonçait même son prochain départ et en faisait tous les préparatifs. Il mande aussi que divers renseignements et lettres particulières font plus que jamais regarder comme probable un rapprochement secret entre les Turcs et les Anglais ; qu'il est arrivé des renforts à l'armée turque, mais qu'il ne voit encore rien d'inquiétant dans leur nombre. Il annonce qu'il restera donc sur la défensive, à moins que les Turcs ne viennent l'attaquer avec des forces supérieures. Le ministre m'a encore assuré que l'intention formelle de l'empereur était qu'on restât dans une entière inaction, qu'on évitât même jusqu'aux escarmouches, ne voulant absolument rien faire avant de s'être entendu avec l'empereur Napoléon. Je dis à M. de Roumianzoff, à cette occasion, qu'il paraissait que les Turcs étaient décidés à faire la guerre ; qu'ils l'avaient annoncé ouvertement, lorsqu'on s'était trouvé dans le cas de leur demander ce qu'ils feraient si la Russie ne leur rendait pas la Valachie et la Moldavie. « Cette question a aussi été faite par le général Sébastiani à Constantinople », reprit M. de Roumianzoff, « et la réponse a été telle que vous le dites. » Il ajouta que cela ne lui faisait rien ; que le désir de complaire à l'empereur Napoléon avait fait perdre à la vérité à la Russie tous les avantages de sa position pendant l'hiver, mais qu'il l'avait vu sans regrets ; qu'ils auraient raison des Turcs quand ils le voudraient, mais que ce qu'ils avaient le plus à cœur avant tout et en toutes circonstances était de s'entendre avec nous et de n'agir que de concert, comme l'établissait le traité ; que c'était là l'intention de l'empereur, qui ne séparait jamais ses intérêts de ceux de son auguste allié. ¶ J'observai à M. de Roumianzoff que le traité, si on le prenait à la lettre, était à l'avantage des Turcs, qui en avaient rempli toutes les conditions ; que ce n'était pas leur faute si M. de Tolstoï avait toujours fait attendre des instructions ; qu'enfin, si la Russie n'avait pas agi pendant l'hiver, elle n'avait fait en cela que se conformer aux conventions qu'elle avait signées....

No. 87<sup>188</sup>.

1808

12 Avrilie.

No 87<sup>190</sup>.—Nota remisă de ambasadorul rus, Comitele de Tolstoi, ministrulul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, în 14 Aprilie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 626).

**No. 87<sup>190</sup>.** Je m'empresse de communiquer à V. E., en la priant de vouloir  
**1808** bien les mettre sous les yeux de S. M. I. et R., les nouvelles in-  
**14 Aprilie.** structions que je viens de recevoir de ma cour <sup>1)</sup>. Elles sont relatives  
aux affaires de la Prusse et à celles de la Turquie, qui constituent  
toujours les objets principaux confiés à mes soins. Les délais, que  
S. M. l'empereur mon auguste maître a mis à répondre aux propo-  
sitions que S. M. l'empereur Napoléon m'a avait chargé de lui faire  
parvenir <sup>2)</sup>, ont été motivés par les apparences presque certaines d'un  
changement dans les dispositions de la Porte, de nature à décider  
S. M. I. et R. Elle-même à changer les déterminations qu'Elle avait  
prises à ce sujet. Les nouvelles reçues de la Turquie annoncent de  
très-grands armements de la part du divan et même le dessein de  
s'allier à l'Angleterre. Les notions, que M. le général Andréossy avait  
bien voulu communiquer à M. le prince de Kourakin, ont confirmé  
la vérité de cette assertion. S. M. l'empereur a été infiniment sen-  
sible à ce procédé, qui appartenait si bien à l'ambassadeur de son  
auguste allié, et me charge de le témoigner à V. E. Elle a cepen-  
dant cru s'apercevoir d'une différence marquante entre les données  
qui lui ont été fournies par M. le général Andréossy et celles qui  
lui sont parvenues directement de Constantinople et des bords du  
Danube. Les premières, tout en constatant de grands efforts faits par  
les Turcs en vue de porter leurs armées à un degré de force auquel  
elles n'avaient jamais été, les supposent uniquement dirigées contre  
la Russie, tandis que les renseignements pris sur les lieux mêmes  
attribuent tous ces mouvements à un esprit d'inimitié et de méfiance  
secrète fomenté par l'Angleterre contre toutes les puissances chré-  
tiennes, sans en excepter la France. Des indices aussi positifs ne per-  
mettent plus à S. M. I. de douter de l'intention de la Porte de re-  
commencer la guerre. Il ne lui reste donc qu'à repousser l'injuste  
agression qu'elle médite et à se défendre contre des forces supérieu-  
res, après avoir prouvé sa modération et son désir sincère de la paix.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>123</sup>, p. 834.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>131</sup>, p. 704.

en ne faisant pas attaquer durant l'hiver les faibles corps qui étaient seuls opposés à ses armées. Un changement aussi clairement manifesté dans les intentions du gouvernement ottoman, détruisant les motifs qui avaient fait entamer la négociation à Paris, semblerait devoir, non-seulement la paralyser, mais même l'annuler tout-à-fait. S. M. I. croit également que ce nouvel état de choses n'admet plus le rapport que S. M. I. et R. avait établi entre les affaires de la Turquie et celles de la Prusse et, qu'appréciant les motifs qui obligent actuellement la Russie à maintenir l'occupation de la Moldavie et de la Valachie, Elle ne fera plus dépendre de l'évacuation de ces deux provinces celle des états restitués au roi de Prusse par le traité de Tilsit. S. M. me charge de renouveler mes représentations à cet égard et de réclamer tout l'intérêt de son auguste allié en faveur de S. M. Prussienne. Elle a appris avec une satisfaction infinie l'espoir, que, dans l'audience du 17 février, S. M. I. et R. a bien voulu me donner d'une prochaine évacuation des états prussiens, aussi bien que de celle du duché de Varsovie. Elle ose se flatter que S. M. l'empereur et roi le réalisera et sera convaincue de toute la réciprocité, que ce nouveau témoignage d'amitié lui assurera de la part de S. M. l'empereur, mon auguste souverain.

No. 87<sup>190</sup>.  
1808  
14 Aprilie.

---

No. 87<sup>191</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către ambasadorul său la Petersburg, de Caulaincourt, din 18 Aprilie 1808. Bayonne.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 656).

M. le général Caulaincourt, je reçois à Bayonne votre lettre du No. 87<sup>191</sup>. 24 mars. Vous avez dû en recevoir une de moi. Immédiatement 1808 après avoir reçu votre courrier à Paris, je suis parti. S'il m'eût ap- 18 Aprilie. porté l'avis que le rendez-vous était arrêté, je m'y serais rendu incontinent. Je vois avec plaisir les succès de l'empereur de Russie en Suède. J'espère ne pas être retenu longtemps ici. L'infant Don Carlos s'y trouve. J'attends le vieux roi Charles, qui désire vivement me parler, et le prince des Asturies, qui est le nouveau roi. Les affaires s'embrouillent beaucoup en Espagne. Vous direz à l'empereur que le roi Charles proteste contre son abdication et qu'il s'en rap-

No. 87<sup>191</sup>. porte entièrement à mon amitié. Cela ne laisse pas de beaucoup  
 1808 m'embarrasser. Dites cela à l'empereur seulement. J'espère cependant  
 18 Avrilie. être bientôt libre de tout cela. Vous recevrez bientôt un mémoire  
 sur les affaires de Constantinople. Vous devrez, en attendant, ne pas  
 dissimuler à M. de Romanzoff qu'il y a des choses scabreuses et  
 que si c'était là l'ultimatum de la Russie<sup>1)</sup>, il serait difficile à arranger;  
 mais que je ne le suppose pas; que c'est parce que j'avais prévu  
 ces difficultés que j'avais demandé l'entrevue, et non pas pour une  
 vaine formalité; qu'il faut certainement trente courriers  
 pour finir cette affaire; que trente courriers, à deux  
 mois chacun, consumeront trois ans; que nous aurions  
 terminé en trente conférences, qui, à deux par jour, au-  
 raient employé quinze jours..... Répétez bien à M. de  
 Romanzoff que la question de la Turquie est une affaire de chicane;  
 qu'on veut une entrevue pure et simple et sans conditions. Vous ne  
 manquerez pas d'insister sur ce que ce n'était point une vaine formalité,  
 mais un moyen expéditif d'arranger tout. Je trouve que vous ne  
 parlez pas assez haut et que vous n'avez pas assez défendu mes in-  
 térêts. En attendant, voilà la Russie maîtresse d'une belle province  
 qui est du plus grand résultat pour ses affaires et dont je ne suis  
 d'aucune manière jaloux. || Je n'ai pas le temps de vous en écrire da-  
 vantage. Je suis fort occupé ici de choses qui me donnent beaucoup  
 d'embarras. Daru vous expédiera cette lettre par une estafette.

No. 87<sup>192</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances  
 la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Im-  
 păratul Napoleon I, din 20 Aprilie 1808. Pe-  
 tersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 386).

No. 87<sup>193</sup>. [La nouvelle du départ de Napoléon pour l'Espagne étant par-  
 1808 venue à Pétersbourg, l'empereur Alexandre s'en expliqua avec de  
 20 Aprilie. Caulaincourt.] «Voilà donc l'empereur parti. Le moment où je  
 pouvais m'absenter de Pétersbourg avec le moins d'inconvénients se

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>176</sup>, p. 822.

passera, et rien ne sera fini. Je n'avais cependant pas pris la moitié No. 87<sup>109</sup>.  
 du compas. Je faisais les trois quarts du chemin, pour que quelques 1808  
 jours pussent suffire à l'empereur et qu'il eût la facilité de s'occuper 20 Avril.  
 de ses autres affaires. Celles de Turquie sont aussi importantes. Qui  
 sait ce que les Turcs vont faire? Pour complaire à l'empereur, je n'ai  
 jamais profité d'aucun de mes avantages sur eux. Maintenant, il  
 ajourne tout sans rien décider. Qu'en arrivera-t-il? Il sait, cependant,  
 ce qui se passe, puisque son ambassadeur à Vienne m'en a lui-même  
 fait prévenir. Ce que vous avez écrit à l'empereur lui convient-il?  
 Vous en dit-il un mot? Enfin, que vous mande-t-il?» || [Caulaincourt  
 s'exprima dans le sens des instructions reçues le 9 mars <sup>1)</sup>]; il ajouta,  
 d'après les instructions que lui avait envoyées Napoléon, que celui-ci  
 avait attendu sept semaines une réponse à sa lettre du 2 février <sup>2)</sup>;  
 que si sa proposition avait été accueillie avec autant de confiance  
 qu'il avait mis à la faire, tout se serait terminé de suite; qu'on ne  
 pouvait se plaindre des restrictions qui causaient le retard de l'entre-  
 vue, puisqu'elles venaient de la cour de Russie. La réponse de Cau-  
 laincourt ne satisfait pas Alexandre, qui lui dit:] || «C'est moins con-  
 trariant pour moi que pour les affaires.... Je tiens à l'alliance de  
 la France par attachement personnel pour l'empereur et parce que  
 je crois que c'est l'alliance naturelle et raisonnable de la Russie.  
 Vous voyez que je vous parle franchement. Vous avez vu quelle  
 bonne tournure avaient prise les affaires il y a quelques jours, comme  
 tout avait pris subitement une autre face. Eh bien, ce qui est arrivé  
 depuis a déjà tout dérangé. Je ne puis vous dire combien j'étais sa-  
 tisfait de l'opinion qui régnait alors. Cela reviendra, j'espère. Le diable  
 c'est que tout manque, ou s'ajourne, au moment même où il est le  
 plus important que nos affaires marchent bien.»

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>112</sup>, p. 812.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>146</sup>, p. 735.

No. 87<sup>193</sup>.—Scrisoarea Comitelui Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, către Baronul Blome, ministrul danes la curtea Rusiei, din 21 Aprilie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 528).

No. 87<sup>193</sup>. J'ai lu, Monsieur le baron, avec beaucoup d'intérêt la lettre, que  
1808 vous avez reçue de M. le baron de Hübsch en date du 14 mars<sup>1)</sup>, et  
21 Aprilie. je l'ai mise sous les yeux de l'empereur. S. M. I. parfaitement satisfaite de son zèle, me charge, Monsieur le baron, de vous prier de le lui témoigner. L'empereur attache surtout un très-grand prix à ce que vous vouliez bien lui écrire que Sa Majesté lui saura un gré infini, si sans délai il témoignait à Sa Hautesse combien l'empereur a été sensible au désir qu'a témoigné le Grand Seigneur de reprendre avec lui les liens d'amitié. Sa Majesté désire ardemment le rétablissement de la paix avec la Porte ottomane. Elle a confié à l'empereur Napoléon, comme au médiateur de cette paix, les seules conditions qui lui paraissaient, en changeant l'état des frontières, devoir amener une paix stable et solide. Sa Majesté est persuadée que l'empereur des Français a communiqué ces conditions à la Porte ottomane, et il dépend par conséquent de Sa Hautesse de faire dire à l'empereur mon auguste maître, par l'empereur Napoléon, qu'Elle les accepte. || L'empereur sera charmé que le Grand Seigneur connaisse le cas particulier, qu'il fait de sa personne, et le désir, qu'il a, de pouvoir établir entre lui et ce souverain les relations de la plus étroite amitié. J'abandonne tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous écrire aux talents et au zèle de M. le baron de Hübsch et à cette extrême obligeance, que j'ai toujours trouvée, Monsieur le baron, en vous-même, lorsqu'il est question des intérêts de ma cour.

No. 87<sup>194</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 26 Aprilie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 647).

No. 87<sup>194</sup>. ..... Dans la matinée du 23, il arriva un courrier de M. de Tolstoï.  
1808 Il était porteur de dépêches en date du 1 et du 2 de ce mois Dans  
26 Aprilie. ....

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>179</sup>, p. 827.

la première de ces dépêches, M. de Tolstoï mande qu'on parle beau-  
 coup du départ de l'empereur pour l'Espagne, mais qu'il n'y croit  
 pas. Dans la seconde, écrite le 2 au matin, il dit qu'il vient d'apprendre  
 que ce bruit était véritable et que S. M. devait partir dans la jour-  
 née ; qu'il n'est même pas bien sûr qu'Elle ne se soit pas mise en  
 route pendant la nuit. || Il demande des instructions pour terminer  
 avec le plénipotentiaire de la Porte, en témoignant son étonnement  
 de n'en avoir pas encore reçu. Il ne prévoit pas (c'est M. de Rou-  
 mianzoff qui me l'a rapporté) qu'on puisse terminer sans cela ni les  
 affaires de Prusse, ni aucune autre. J'ai su par une autre voie qu'il  
 mande aussi que la France ne veut que gagner du temps pour pou-  
 voir régler les affaires entièrement à son avantage et être assurée de  
 n'avoir rien à faire sur un autre point, quand elle s'occupera des af-  
 faires de Turquie. Il en conclut qu'il est instant de la faire prononcer  
 et de terminer avec les Turcs d'une façon ou d'autre. Je prie V. E.  
 de garder entièrement le secret avec lui, soit sur ce que le ministre  
 m'a dit de ses dépêches, soit sur ce que j'en ai appris par une autre  
 voie. Car s'il se plaignait de ce qu'on me donne connaissance de ce  
 qu'il écrit, je ne saurais plus rien. .... J'ai vu M. de Roumianzoff le  
 soir même de l'arrivée du courrier de M. de Tolstoï. Je l'ai trouvé  
 plus éloigné que l'empereur du projet de porter la guerre en Suède,  
 quoique je lui en fisse sentir l'utilité, la nécessité même. Il me ré-  
 pond toujours, quand je le presse sur ce point, que c'est un objet  
 tout-à-fait militaire et qui n'est pas de sa compétence. || .... En  
 me parlant du voyage de l'empereur, il m'a témoigné le regret  
 de voir s'ajourner les déterminations qui regardent la Russie. Les  
 affaires de Turquie pressent selon lui au moins autant que celles  
 d'Espagne. La Russie n'a point profité de ses avantages pendant l'hiver,  
 pour complaire à l'empereur Napoléon et attendre ses résolutions,  
 et elle va se trouver les Turcs sur les bras avec toutes les forces  
 de leur empire. D'après la tournure de la conversation, j'ai cru  
 remarquer que l'éloignement, que M. de Roumianzoff m'a plusieurs  
 fois montré pour une négociation avec l'Angleterre, provenait de l'idée  
 que l'empressement, que l'on témoignait pour cette négociation,  
 était produit par le désir d'éluder par là tous les arrangements pro-  
 jetés sur la Turquie. || Les membres de l'ancien ministère blâment  
 l'empereur de n'avoir pas fait occuper la Turquie par ses troupes, en  
 même temps que la France faisait occuper l'Espagne par les siennes ;  
 mais cela n'a pas plus d'importance que les bavardages de la so-  
 ciété. || On n'a aucune nouvelle de Turquie. On ne me parle pas de la

No. 87<sup>104</sup>.  
 1808  
 26 Avrilie.

No. 87<sup>100</sup>. Prusse..... Le ministère est, dit-on, plus tranquille sur les dispositions de l'Autriche, qui avaient paru donner pendant quelque temps un peu d'inquiétude.

---

No. 87<sup>100</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către ambasadorul său la Petersburg, de Caulaincourt, din 26 Aprilie 1808. Bayonne.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 558).

No. 87<sup>100</sup>.  
1808  
26 Aprilie. .... Les Albanais viennent d'assassiner un adjutant commandant et quatre officiers italiens sans prétexte, ni raison. Une grande fermentation règne à Constantinople. Tout se prépare donc pour conduire à bonne fin l'entrevue, que je compte pouvoir avoir lieu en juin. Pour cela, il faut que la Russie montre moins d'ambition. Je n'ai point de nouvelles de l'Autriche; je vois qu'elle arme et désarme; j'ignore ce qu'elle fait. Vous allez recevoir bientôt un courrier de M. de Champagny avec les premières notes sur les affaires de Turquie. Je le répète, il est fâcheux que l'entrevue n'ait pas eu lieu: au lieu d'être ici, je serais à Erfurt. Je crois qu'il faudra trop de temps pour se mettre d'accord avec des courriers.

---

No. 87<sup>100</sup>.—Depeşa Comitelui de Metternich, ambasadorul austriac la Paris, către Comitele de Stadion, ministrul Afacerilor străine al Austriei, din 27 Aprilie 1808. Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 107, p. 171).

No. 87<sup>100</sup>. Les catastrophes qui font crouler le trône d'Espagne sont assurément faites pour combler la mesure de la politique astucieuse, destructive et criminelle de Napoléon, politique qu'il n'a cessé de suivre depuis son avènement. Qu'on se persuade bien de cette vérité, qu'on se dépouille enfin de toute illusion, et on acquerra ce degré de force, qu'on ne retrouve souvent que dans les moments extrêmes. Le bouleversement d'Espagne n'est, sous le rapport du principe, pas plus que la réunion de la Ligurie, l'organisation actuelle de la Hollande, les cent et une destructions que nous avons vues et desquelles toutes les puissances de l'Europe ont été les spectatrices

plus ou moins bénévoles, plus ou moins tranquilles. Le fracas de la chute d'un grand trône est épouvantable, il résonne au loin, et cependant tous les principes n'en sont pas plus lésés que par le passage d'une escouade qui arrache d'un asile sacré un malheureux Bourbon pour le fusiller à Vincennes. ¶ Le sceptre de Charles IV ne lui appartient plus depuis nombre d'années; faible et débile usufruitier de l'héritage de ses frères, on l'appelle maintenant, lui et son malheureux successeur, devant un tribunal monstrueux et d'une création nouvelle: un roi, qui n'ose abdiquer en faveur de son successeur légitime, et le fils, qui n'ose régner qu'en vertu de l'autorisation d'un ambassadeur français, ne règnent plus. Votre Excellence se convaincra, par l'affreux article que j'ai marqué dans le journal semi-officiel du 24 avril, que ce tribunal existe; l'Espagne n'a donc plus de souverain; l'arbitre du grand empire s'est de fait déclaré son maître. Il y a longtemps qu'il prouve qu'il est celui de toute la partie de l'Europe en deçà de l'Inn et de la Vistule. ¶ Je nourrissais en 1805 et 1806 le rêve d'opposer à ce colosse une barrière marquée par le Weser, les forêts de la Thuringe et les frontières de l'ouest de la monarchie autrichienne. La Prusse a déjoué les plans qui devaient la sauver, elle et ses voisins; elle devait nécessairement être victime de ses calculs isolés, elle le fut, et toutes les puissances qui suivront ses errements le seront également. Cette ligne, la seule qui couvrirait notre flanc droit, qui nous privait de toute inquiétude dans notre dos et qui, depuis la paix de Presbourg et la perte du Vénitien (la principale et la plus précieuse de toutes les acquisitions que jamais pût faire l'Autriche), depuis la cession surtout de la Dalmatie, ne nous laissait que le soin de veiller à notre flanc gauche, n'est plus à rétablir. La Prusse est effacée de la liste des puissances; la Turquie, dont la faiblesse même était un bienfait pour nous, est en contact immédiat avec la France: nous la sauvions de sa destruction totale par notre seule position géographique; on ne pouvait l'atteindre sans nous passer sur le corps. S'attacher à de vieilles idées, à d'anciens plans peu applicables, serait s'égarer; ne s'attacher à aucun, c'est se perdre. ¶ L'Autriche et la Russie sont intactes, la Turquie végète, mais elle existe. L'Espagne va sans doute changer de maître, sa chute n'altère pas notre position; elle n'ajoute rien à la puissance de la France. Napoléon reviendra dans sa capitale ni plus fort, ni moins agité que naguère il la quitta. Espérer un laps de temps quelconque sans mouvements de sa part, serait se faire illusion; suivre implicitement toutes ses vues, serait combler ses pro-

1808  
27 Aprilie. jets de destruction; les heurter de front, serait s'exposer à être écrasé sous son poids; nous ne pouvons donc viser qu'à les modifier. Il faut y entrer, pour en avoir le droit; il faut un plan fixe et inébranlable, pour en avoir la possibilité. C'est à cela que tendent tous mes calculs politiques, et il me paraît que c'est également vers ce but que devraient se diriger tous nos soins. Nous aurions grand tort de mépriser ce qui se fait en Espagne. Je n'avoue pas moins que la chute de ce trône n'est pas une surprise pour moi; mes dépêches font foi depuis longtemps de la conviction intime que j'ai nourrie de la possibilité de cette catastrophe. Napoléon ne fait que soulever davantage le voile, assurément très-transparent, qui couvre ses intentions générales; il croira lui-même ne rien avoir fait, ni d'extraordinaire, ni de nouveau, lors de son retour des Pyrénées; tout ce qui est en deçà de la ligne de la Confédération lui paraît tellement soumis à son bon plaisir, que les changements qu'il aura opérés en Espagne ne lui paraîtront guère plus considérables que la nomination de son beau-frère au gouvernement du Piémont. Mais comme il est impossible qu'il ne porte pas ses regards au delà des limites de ce qu'il appelle son empire, nous serons sans nul doute exposés à des complications majeures d'ici à très-peu de temps. Nous avons encore la faculté de prévoir, de fixer notre volonté et notre marche; nous n'aurons ni le temps, ni la possibilité de le faire, le jour où nous serons abordés par des questions directes. Je me suis convaincu avec infiniment de satisfaction que notre auguste maître s'occupe, dans sa haute sagesse, à déterminer les bases invariables de sa conduite prochaine. Qu'il daigne me permettre d'aborder de loin les questions les plus imminentes! Il reste trois puissances, qui peuvent fournir des champs de bataille à l'homme qui ne saurait s'en passer: l'Autriche, la Russie et la Turquie. Une alliance, quelque monstrueuse qu'elle soit, garantit pour le moment la Russie d'une attaque directe. Rien n'annonce des vues hostiles de Napoléon contre l'Autriche: toutes les mesures qu'il prend depuis longtemps visent à la destruction de la Porte; elle ne peut être sauvée que par la plus ferme volonté et la plus intime réunion des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg, par la paix immédiate avec la Russie et par une guerre heureuse des deux cours impériales contre la France. Il ne suffira pas à la Turquie, pour éviter les coups que lui prépare Napoléon, que nous nous tenions à l'écart; notre inaction ne la sauvera pas et elle nous perdra. Toutes les puissances, et je n'en excepte peut-être que l'Angleterre, qui, après avoir commis la faute

de signer la paix d'Amiens, n'y a pas ajouté celle de ne pas se pré-<sup>No. 87<sup>100</sup>.</sup>parer sur-le-champ à une nouvelle guerre, ont tout perdu, en atta-<sup>1808</sup>chant aux traités qu'elles ont conclus avec la France la valeur d'une<sup>27 Aprilie.</sup> paix. Il n'en existe pas avec un système révolutionnaire, et que Robespierre déclare la guerre éternelle aux châteaux, ou que Napoléon la fasse aux puissances, la tyrannie est la même et le danger n'en est que plus universel. Croire que nous puissions rester au delà d'un certain terme spectateurs tranquilles des bouleversements présents et à venir en Europe, baser cet espoir sur des promesses de la France, serait se tromper étrangement. Elle nous inviterait au repos, que nous aurions un motif de plus de ne pas confondre cette offre avec l'état de calme et de quiétude, auquel il faut renoncer aussi longtemps que vivra Napoléon. La Turquie est menacée; elle croulera, parce que jamais cet homme n'a menacé en vain et que je ne vois nulle part les moyens prêts pour la sauver. Il faut donc que toutes les inquiétudes, que peuvent nous inspirer les complications qui doivent résulter pour nous de ce bouleversement, loin de nous paralyser, excitent toutes nos facultés. Refuserons-nous d'agir de concert? on agira sans nous. Refuserons-nous le passage des troupes françaises à travers notre territoire? il faudra donc être prêt à se battre pour les empêcher, ou voir effectuer des passages de troupes contre notre gré. Reste à savoir si notre refus n'arrangerait pas mieux Napoléon que notre consentement. Rien assurément n'est plus dangereux que d'admettre des troupes françaises sur son territoire: l'exemple récent de l'Espagne le prouve suffisamment. | Votre Excellence sait que, de tout temps, je suis parti du point de vue que le salut de l'Autriche et de la Russie dépend de leur plus parfait accord sur des questions d'un intérêt commun. Supposons qu'il soit possible d'établir cet accord: il est dans l'ordre des choses que ces deux puissances fassent tous leurs efforts pour dissuader Napoléon de ses projets destructeurs contre la Porte, mais qu'elles finissent par y prendre une part commune dans le cas que ces efforts fussent infructueux. C'est alors qu'il s'agira de mesures diplomatiques, et surtout militaires, pour couvrir les deux empires contre les entreprises, que les Français pourraient tenter en dehors des lignes qu'auront à traverser leurs colonnes. A ce moment, les armées autrichiennes et russes, qui ne seraient pas destinées à agir en Turquie (et il en resteraient de fortes masses), devraient se regarder comme une seule et même armée et prendre des positions militaires assez fortes, pour leur permettre de serrer le sac dans lequel on aura fait

No. 87<sup>186</sup>. entrer les armées françaises. Supposons, au contraire, que le cabinet  
 1808 de Saint-Pétersbourg continue à suivre, aussi imprudemment qu'il le  
 27 Aprilie. fait, les impulsions qu'il reçoit d'ici ; qu'il les exagère même, comme  
 il n'a pas laissé de le faire ; que nous ne parvenions pas à faire  
 écouter la voix de la raison à cette cour ; et, dans cette supposition  
 surtout, il deviendra urgent de prendre une part active à des projets  
 impossibles même à modifier, si nous n'y entrons pas directement.  
 Si la France et la Russie conviennent de la destruction de la Tur-  
 quie et nous demandent d'un commun accord le passage de troupes  
 françaises, le refuserons-nous ? Je suppose que nous le fassions et  
 que l'intérêt qu'auraient les deux alliés de ne pas nous voir troubler  
 leurs projets, ou de ne pas les arrêter dans leur exécution, les  
 porte à ne pas insister sur cette demande ; qu'opposerons-nous au  
 retour de l'armée française après la conquête de la  
 Turquie ? || Votre Excellence voit que j'établis ici la possibilité que  
 les armées françaises puissent arriver à Constantinople, en ne pé-  
 nétrant que par l'Albanie et par l'Ukraine ; j'ignore si cette pos-  
 sibilité existe, mais il ne paraît guère probable que, dans ce cas  
 même, Napoléon fasse respecter longtemps par les troupes qui vien-  
 draient du duché de Varsovie la neutralité de la Galicie, en leur  
 faisant contourner sa frontière. Je résume ce long et sans doute  
 trop fastidieux raisonnement. — Il me paraît constant : 1°. Qu'il est  
 impossible de regarder l'état de paix avec la France comme un état  
 de repos ; 2°. Que le retour de Napoléon après son expédition d'Es-  
 pagne sera le signal de nouveaux mouvements ; 3°. Que la partie  
 occidentale de l'Europe étant soumise et ayant subi les changements  
 de dynastie et de forme que Napoléon médite depuis longtemps, il  
 ne peut tourner son activité que vers l'Orient ; 4°. Que tout in-  
 dique que le partage de la Turquie est le premier but vers lequel  
 il tend ; 5°. Qu'une alliance offensive et défensive entre la Russie et  
 l'Autriche, ayant pour résultat une guerre heureuse contre la France,  
 l'arrêterait seule dans ses projets ; 6°. Que cette alliance, vu les  
 dispositions morales et physiques des deux empires, n'étant pas pos-  
 sible, il est essentiel de songer à un accord de nature à garantir  
 leur existence réciproque ; 7°. Que si nous ne parvenons pas, d'un  
 commun accord avec la Russie, à arrêter par la voie de la persuasion  
 les projets destructeurs de Napoléon contre la Porte, il faut y prendre  
 une part active ; que, si on parvient à soustraire la Tur-  
 quie au danger qui la menace, il n'en faut pas moins se  
 concerter sur les mesures à opposer à l'inquiète activité

de ce prince; [ 8°. Que, si Napoléon ne renonce pas à ce boule-<sup>No. 87<sup>196</sup>.</sup>  
versement, qu'il ne peut guère entreprendre sans nous, il s'agit de <sup>1808</sup>  
prendre des mesures diplomatiques et militaires pour ne pas le <sup>27 Aprilie.</sup>  
laisser sortir d'une ligne de conduite à convenir. || Je regarderais  
cette dernière entreprise comme entièrement chimérique, si la con-  
quête de la Turquie présentait aussi peu de difficultés que celle du  
Portugal et si nous étions aussi isolés et aussi faibles que l'Espagne,  
si nous avions l'élite de notre armée sur la Baltique, un souverain  
tel que Charles IV et des ministres tels que le prince de la Paix;  
c'est dans ces nuances considérables que consiste la différence de  
notre position avec celle de l'Espagne. Nos dangers sont grands,  
ils sont imminents; la chute du dernier trône des Bourbons ne les  
augmente pas; elle aura produit un immense bienfait, si elle réveille  
généralement un sentiment d'indignation et, chez nous en particulier,  
la conviction que la paix avec Napoléon n'en est pas une et que  
nous ne pouvons nous sauver que par la plus prudente activité et  
par le plus constant emploi de nos puissants moyens.

No. 87<sup>197</sup>. —Depeşa Comitelui Rumianțov, ministrul Afa-  
cerilor străine al Rusiei, către ambasado-  
rul rus la Paris, Comitele Tolstoi, din 28 Apri-  
lie 1808. Petersburg.

(Горный, LXXXIX, p. 527).

Monsieur le comte, Le dernier courrier, qui nous est arrivé No. 87<sup>197</sup>.  
de Vienne, était porteur entre autres d'une lettre de M. de Hübsch, <sup>1808</sup>  
chargé d'affaires du Danemark à Constantinople, au baron de Blome, <sup>28 Aprilie.</sup>  
ministre de la même puissance près notre auguste cour <sup>1</sup>). Cette lettre  
porte en substance que, M. de Hübsch s'étant trouvé en conférence  
chez le capitán-pacha et le Sultan étant survenu, ce souverain avait  
chargé son grand-amiral de dire au chargé d'affaires du Danemark:  
«Que Sa Hautesse désirait se réconcilier avec l'empereur de toutes  
les Russies; qu'Elle voulait que ces sentiments soient bien connus  
de S. M. I.; que Sa Hautesse s'adressait à cet effet à lui, M. de  
Hübsch; que son intention et son vœu étant de rétablir les anciennes  
relations d'amitié et de bonne harmonie entre les deux empires, Elle  
attendait de lui qu'il en rendrait compte à la cour impériale de

<sup>1</sup>) Cf. doc. 87<sup>199</sup>, p. 827.

No. 87<sup>197</sup>. Russie et qu'Elle espérait même que son intervention ne lui serait point infructueuse.» L'empereur, de son côté, ne demandant pas mieux que de terminer cette guerre par une paix stable et solide, m'a ordonné d'adresser sur ce sujet à M. de Blome la lettre dont je joins ici une copie <sup>1)</sup>. Il n'échappera pas à Votre Excellence combien dans cette occasion le procédé de l'empereur prouve le prix qu'il attache à l'amitié de l'empereur Napoléon et à la médiation dont il s'est chargé, et vous voudrez bien, Monsieur l'ambassadeur, relever cette circonstance, en communiquant la copie de ma lettre à M. de Blome à la personne avec laquelle Votre Excellence se trouve en relation, par l'absence de M. de Champagny.

---

No. 87<sup>198</sup>.—Instrucțiun trimise de Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, ambadoruluî rus la Paris, Comitele Tolstoi, în 28 Aprilie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 529).

No. 87<sup>198</sup>. Monsieur le comte, Pour compléter les notions que je transmets aujourd'hui à Votre Excellence sur les affaires de la Turquie, je crois devoir lui communiquer l'extrait ci-joint d'une lettre qui m'est parvenue d'une personne dont les rapports méritent toute confiance. Vous y verrez, Monsieur l'ambassadeur, que la méfiance des Turcs contre la France semble être montée à son plus haut degré et que l'on peut s'attendre avec raison à ce que cet état des choses ne saurait manquer d'amener sous peu une rupture ouverte entre ces deux puissances. D'un autre côté, les derniers rapports de M. de Hübsch annoncent comme positif le départ du général Sébastiani de Constantinople, ce qui prouverait sans réplique que cet ambassadeur a dû renoncer à tout espoir de ramener la Porte à un système conforme aux vues et aux intérêts des cabinets de St.-Petersbourg et des Tuileries. En vous instruisant de ces circonstances, Monsieur l'ambassadeur, je ne puis qu'abandonner à vos lumières et à votre zèle reconnu pour le service de S. M. I. d'en tirer tout le parti qu'elles vous offrent. Elles vous serviront surtout à démontrer au ministère français combien il devient de plus en plus urgent de combiner la conduite à tenir vis-à-vis de la Porte dans la plus grande

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 88<sup>193</sup>, p. 846.

intimité, ainsi que les mesures les plus propres à empêcher que les Turcs, en abandonnant les intentions du continent, n'embrassent pas ceux (*sic*) de l'Angleterre, ce qui ne manquerait pas d'éloigner de beaucoup le but salulaire auquel tendent tous les efforts des souverains de la Russie et de la France.

No. 87<sup>198</sup>.  
1808  
28 Aprilie.

*Aneră.*—Extract dintr'o scrisoare rusească asupra situațiunii în Turcia.

Des nouvelles, qui méritent crédit et attention, annoncent: qu'Ali-pacha de Janina vient d'inviter tous les Turcs de ces parages de se rassembler à Prévesa et de songer à la défense de la religion, vu que la Porte ottomane est en guerre avec les Français; que les courriers qui portent cette déclaration n'ont pas pu passer, à cause des neiges. Les mêmes nouvelles assurent que la Porte a envoyé des personnes de distinction, pour donner de vive voix aux gouverneurs des provinces une idée précise de son état politique; qu'une de ces personnes, qui était chargée de conférer avec l'un des pachas, lui annonça que la Porte était dans une situation bien critique; que tous ces messages de la Porte se tiennent fort secrets.

No. 87<sup>199</sup>.—Extract din depeșă ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 28 Aprilie 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXVIII, p. 657).

Le 27 j'ai encore vu le ministre. Il m'a assuré que, quoique les circonstances pussent devenir pressantes, l'empereur attendrait cependant des nouvelles de S. M. avant de prendre un parti relativement à la Turquie. Il m'a dit qu'il pensait que l'empereur ne pouvait tarder à me faire connaître ses intentions à cet égard; qu'il ne pouvait tout-à-fait oublier la Russie dans son voyage de Paris à Madrid, et que probablement on m'expédierait un courrier avant qu'il fût arrivé en Espagne. L'empereur, a-t-il ajouté, sait, par ses ministres à Constantinople et à Vienne, que cela presse. Son génie embrasse si facilement les plus grands objets, qu'il peut tout faire marcher de front.

No. 87<sup>199</sup>.  
1808  
28 Aprilie.

No. 87<sup>200</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către  
Impăratul Alexandru I, din 29 Aprilie 1808.  
Bayonne.

(Correspondance de Napoléon I-er, XVII, No. 13.792, p. 54).

No. 87<sup>200</sup>. 1808 29 Aprilie. Monsieur mon frère, j'ai reçu par M. de Czernitchef la lettre de  
Votre Majesté du 24 mars, avec les publications qu'Elle a jugé à  
propos de faire sur l'occupation de la Finlande et sur la prohibition  
des marchandises anglaises. J'ai vu l'un et l'autre de ces actes avec  
le plaisir que j'éprouve à tout ce que fait Votre Majesté. La saison  
avance; la présence des Anglais, le peu des moyens des Danois, me  
font craindre que l'expédition du maréchal Bernadotte n'éprouve des  
retards. Tout cependant est en mesure, les circonstances feront le  
reste. J'ai ici le prince des Asturies, qui s'est fait proclamer Ferdi-  
nand VII. J'attends demain le roi Charles IV, son père. Celui-ci proteste.  
Cette querelle de famille et les symptômes de révolution qui s'an-  
noncent en Espagne me donnent quelque embarras; mais je serai  
bientôt libre pour concerter la grande affaire avec Votre Majesté.  
Le travail de M. de Romanzof<sup>1)</sup> est loin de pouvoir concilier les di-  
férents intérêts; c'est cependant là où il faut travailler à arriver.  
J'ignore tout ce que fait l'Autriche et n'ai aucune liaison, ni intelli-  
gence sur ses mouvements. Votre Majesté peut compter là-dessus.  
J'ai bien des tracas et des embarras avec la Porte et ses cent pachas,  
qui tous font à leur guise. Mes escadres ont eu le petit succès de  
ravitailler Corfou pour deux ans en munitions de toute espèce, de  
guerre et de bouche, et sont rentrées à Toulon. Je désire fort le  
moment de revoir Votre Majesté et de lui dire de vive voix tout ce  
qu'Elle m'inspire.

No. 87<sup>201</sup>. — Analisa raportului ambasadorului frances  
la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Im-  
păratul Napoleon I, din 30 Aprilie 1808. Pe-  
tersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 397).

No. 87<sup>201</sup>. 1808 30 Aprilie. D'ordre de sa cour, l'ambassadeur français de Caulaincourt informa le  
comte Roumiantzof que, la Sublime Porte ayant témoigné quelques inquié-  
tudes sur la durée de l'armistice avec les Russes, l'empereur Napoléon l'a-  
vait fait rassurer, en lui déclarant que cette suspension d'armes était établie

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>178</sup>, p. 822.

par le traité de Tilsit plus encore que par l'armistice de Slobodzéia et qu'elle No. 87<sup>186</sup> serait maintenue, — la France s'en portant garante, — jusqu'à ce que les 1808 négociations pour la paix eussent amené un résultat ou fussent formellement 30 Avril. rompues <sup>1)</sup>. M. de Caulaincourt remit en même temps au ministre russe copie de deux dépêches de Constantinople, par lesquelles le général Sébastiani faisait connaître le refus catégorique des Turcs de céder les principautés danubiennes à la Russie <sup>2)</sup>. || L'empereur Alexandre se montra fort affecté de cette démarche, dont il était impossible de méconnaître le caractère désobligeant. Interpellant Caulaincourt sur un ton plus vif que de coutume : — « Parlons franchement », fit-il. « Depuis Tilsit, j'ai agi loyalement. Tout ce que j'ai promis à l'empereur je l'ai fait. A cet égard, aucun sacrifice ne m'a coûté. Le général Savary doit, comme vous, cette justice à la marche de ma politique. Sous aucun rapport je ne m'en suis écarté. Parlez-moi clairement : quel est le but de ces lettres ? L'empereur a-t-il changé ? Veut-il nous préparer à un changement ? Tout ce dont il a été question, c'est lui qui l'a proposé. Ma politique est de tenir à mes engagements. L'empereur a annoncé de grands projets ; je me suis mis en mesure de le seconder, pour qu'il n'attendit ni un jour, ni une heure : j'aime sa gloire. A entendre le général Sébastiani, nous serions maîtres de la Turquie avant que vous n'eussiez pu en passer les frontières. L'empereur sait bien que, si j'avais plus tôt fini de mon côté, je ne me serais pressé que pour aller plus vite à lui et l'aider. Voilà ma manière. Nous avons assez versé de sang pour être amis et l'être tout-à-fait, croyez-moi. Quel est donc le but de ces lettres ? Est-ce pour faire valoir les raisons des Turcs ? Leurs armements ne m'étonnent point. Avec moi, il faut parler franchement : j'ai confiance en l'empereur. Ce que j'ai dit depuis Tilsit parle assez haut, pour qu'il sache si on peut l'avoir en moi. Ce n'est pas avec l'ambassadeur que je cause ; je n'ai pas voulu faire de ceci une affaire diplomatique. Quand une chose me donne un doute, j'aime mieux vous l'exprimer que d'en faire une affaire ministérielle ; ceci entre nous. » || L'ambassadeur chercha à prouver que les investigations du général Sébastiani avaient été faites dans l'intérêt de la Russie, pour tirer au clair une question sur laquelle il lui importait d'être renseignée. Quant à la déclaration du cabinet des Tuileries à la Porte, il prétendit qu'elle était plus dans la lettre des traités que l'attitude de la cour de Russie, tout en étant conforme aux assurances de cette puissance. || « Cela est vrai », reprit l'empereur ; « mais vous avez l'air de fonder la prolongation de l'armistice sur le traité de Tilsit et, dans ce que je vous ai dit, j'avais l'intention de montrer à l'empereur ma confiance et ma déférence. J'ai cru le devoir à ses communications, et la politique ne me fera jamais manquer à un procédé. J'ai, sous ce rapport, comme sous tous les autres, plus consulté ce qui pouvait être convenable à l'empereur que ce qui était dans mes intérêts. » Puis, le traité de Tilsit à la main, il prouva qu'aucune de ses stipulations ne lui imposait une pareille obligation et qu'il était bien plus autorisé à invoquer lui-même l'article 8 du traité d'alliance, qui obligeait la France à faire cause commune avec lui contre la Turquie. || M. de Caulaincourt maintint que les Turcs n'avaient pas tort, puisqu'ils avaient voulu négocier et qu'ils avaient été de bonne foi en signant l'armistice. || Alexandre répondit :

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>186</sup>, p. 837.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>178</sup>, p. 827.

No. 87<sup>201</sup>. «Le général Savary a été chargé par l'empereur de me dire qu'il ne tenait pas 1808 à cet armistice, que je n'ai jamais ratifié<sup>1)</sup>. Je vous parle clairement, général 30 Avrilie, parce qu'il faut savoir et dire ce que l'on a dans l'âme, quand on veut qu'une alliance soit durable et intime, comme doit l'être celle-ci. Les arrière-pensées n'amènent jamais rien de bon. Ce qu'on ne devine pas un jour, on l'apprend l'autre. Cette marche est franche. Tout ce qui dérivait du système véritable de Tilsit et convenait à l'empereur, je l'ai fait ou j'étais prêt à le faire. Je vous parle franchement, comme vous voyez. J'ai désiré l'entrevue, je la désire encore. Je tiens à voir l'empereur, ce sera un grand plaisir pour moi. La saison avance » . . . .

---

No. 87<sup>202</sup>.— O scrisoare din Constantinopole, datată din Aprilie 1808.

((*Горюхиъ*, LXXXIX, p. 553).

No. 87<sup>202</sup>. L'apparition de Fonton à Constantinople prouve assez que la 1808 cour de St.-Petersbourg serait bien aise d'avoir ici, auprès du mi-  
Avrilie. nistère, un homme à elle, qui en cas de besoin pourrait agir. J'ai appris, il y a quelque temps, qu'un nommé Rasich-effendi, commis au bureau du divan impérial et expédié en novembre de l'année passée en Crimée, pour y porter des secours en argent aux prisonniers turcs qui s'y trouvaient, a été appelé à Pétersbourg. Cette découverte a réveillé toute mon attention et il m'a réussi d'apprendre qu'un nommé Hamyd-bey, secrétaire dans le bureau de Lamedgi, a été expédié, il y a quelques jours, à Rodosto, pour s'y entretenir avec M. Fonton. Enfin, j'ai eu la satisfaction de pouvoir transmettre aujourd'hui mot pour mot les propres termes, dans lesquels s'est exprimé dans un rapport à Sa Hautesse Elle-même un de ses confidents relativement aux entretiens de Fonton avec Hamyd-bey. On voit par cette pièce, que Sultan Mustafa ne se fie pas aveuglément à ses ministres et qu'il entretient une correspondance secrète et intime avec des personnes hors du ministère. On y voit le désir de la Porte de faire sa paix séparée avec la Russie et que, si elle ne se prononce pas librement, c'est qu'elle est arrêtée par la crainte de la France. Le dernier postscript prouve que le confident du Grand Seigneur chercha à dissiper des alarmes, qu'il croit d'autant plus mal fondées, que, suivant lui, la Porte ne doit point compter sur une paix à Paris par la médiation de la France. Il serait possible que, lorsque la Porte se verra débarrassée de Sébastiani, qui est un véritable épouvantail à ses yeux, elle prononçât plus librement son désir de se rapprocher de la Russie.

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>115</sup>, p. 661.

*Aneră.* —Reflecțiunile supuse Sultanului Mustafa IV de unul din confidenții săi asupra convorbirilor lui Hamyd-bei cu dl Fonton la Rodosto.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 554).

(Traducțiune din turcesce).

Le protocole des entretiens que Hamid-bey, un des commis au bureau de Lamedgi, a eus ces jours avec M. Fonton, premier interprète de Russie, à Rodosto, a été mis sous les yeux de Sa Hautesse. J'en ai eu copie et je l'ai lue avec attention. Il est tout naturel que Fonton, qui a tous ses immeubles dans les états de Sa Hautesse, désire la paix, et il est à croire qu'il n'épargnera rien pour l'amener. Si l'on veut se conformer aux conjonctures du moment, il conviendra d'acheminer au ministre des affaires étrangères de Russie la lettre envoyée dernièrement à la Sublime Porte et dictée par ledit interprète au ministère de Russie, dans la vue de préparer les voies à une paix séparée. || Il est vrai qu'au premier coup d'œil il se présente quelques difficultés, telles, par exemple, qu'au cas que les Français venaient à en avoir vent, l'empereur en soit choqué, qu'il ne gâte l'affaire et qu'il ne s'ensuive des explications désagréables; d'un autre côté, il n'est pas moins vrai que, malgré qu'on ait remis entièrement les rênes de la négociation entre les mains des Français, le terme de l'armistice s'est écoulé, sans que jusqu'à ce moment on ait retiré le moindre avantage réel des démarches faites par la France. Il ne serait donc pas hors de propos de travailler à la paix par une autre voie. On en infère que, vu l'union et l'accord qui règnent en apparence entre la Russie et la France, l'empereur des Français serait choqué d'apprendre que la Porte cherche à traiter de son chef de la paix: car, comme les points essentiels de la paix de Tilsit n'ont pas encore été exécutés jusqu'ici, les personnes versées dans la politique entrevoient que la paix entre la France et la Russie ne sera pas de longue durée et que les hostilités recommenceront sous peu. Comme jamais médiateur n'est intervenu avec succès pour négocier la paix entre la Porte et la Russie, il n'est pas improbable que, si la Porte manifeste le désir de négocier de son chef de la paix, le ministère russe n'en accepte avec plaisir la proposition. || L'expérience que nous avons des projets, des plans et de la politique oppressive de la France, nous prouve assez qu'elle n'a nullement besoin de cette lettre pour trouver un prétexte d'exécuter les plans et les projets qu'elle pourrait avoir conçus contre l'empire ottoman. D'après

No. 87<sup>302</sup>.

1808

Avrilie.

No. 87<sup>103</sup>. cela, il conviendrait, selon mon faible avis, quoique les Français en  
 1808 puissent apprendre ou non, d'expédier cette lettre ensemble avec une  
 Aprilie. autre lettre amicale, qui serait adressée de la part du kaïmakan au  
 premier ministre russe. Je pense même qu'il ne serait peut-être pas  
 inutile d'envoyer Fonton à Pétersbourg, conformément à sa propre  
 demande consignée dans le protocole, chargé d'une lettre de la part  
 de Sa Hautesse à l'empereur de Russie; on le munirait alors d'in-  
 structions verbales. Au reste, ce sera aux membres du conseil d'état  
 de prendre en mûre délibération si l'envoi de la lettre sultanique  
 peut avoir des inconvénients ou non, et on se réglera d'après la ré-  
 solution prise par le conseil. Il a été exposé à Sa Hautesse que Fonton  
 voulait vendre ses biens-fonds et immeubles à Constantinople et se  
 retirer entièrement en Russie; mais la chose n'est pas ainsi. Il conte,  
 par un mémoire qui se trouve entre les mains du drogman de la Porte,  
 que Fonton n'est nullement intentionné de vendre ses propriétés;  
 mais qu'il s'agit simplement de vendre une maison située à Béchik-  
 tasch, de la valeur d'environ 10.000 piastres, qui lui a été donnée en  
 hypothèque; ce qui vient à l'appui de cette assertion, c'est que M.  
 Fonton a dit à Hamyd-bey, qu'ayant des biens immeubles à  
 Constantinople, il ne pouvait pas lui convenir de sacri-  
 fier la Porte. Le Baylikgi-effendi vient de recevoir une lettre de  
 Rasich-effendi, qui a été envoyé en Crimée pour porter aux prison-  
 niers musulmans en Russie les secours pécuniaires, qui leur ont été  
 accordés par la munificence souveraine, et qui a été invité de se rendre  
 à Pétersbourg. J'ai entendu moi-même de la bouche du reïs-effendi  
 et en présence du Baylikgi, que, dans la lettre en question, le Rasich-  
 effendi dit entre autres: «je pense que nous aurons des pourparlers utiles  
 à la Porte», mais lorsque je demandai à voir cette lettre pour en tirer  
 quelque chose de satisfaisant, il m'a répondu qu'il l'avait brûlée. |  
 P. S. On n'entend rien aux dépêches de notre ambassadeur à Paris.  
 D'après mon faible avis, la France n'espère pas de terminer nos né-  
 gociations de paix. D'après cela, il faut aviser aux moyens de faire  
 une paix séparée avec la Russie. La lettre de Fonton au ministère  
 russe a été envoyée au camp. On n'y a pas jugé convenable d'expé-  
 dier de lettre, mais on a trouvé à propos que Fonton se rende lui-  
 même en Russie.

---

No. 87<sup>203</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către ambasadorul său la Petersburg, de Caulaincourt, din Mai 1808. Bayonne.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 559).

..... Les affaires de Turquie demandent de grandes discussions. Il est fâcheux que l'empereur ait ajourné l'entrevue: au lieu de venir en Espagne, j'aurais été à Erfurt. J'espère sous dix ou douze jours avoir terminé mes opérations ici.....

1808  
Mai.

No. 87<sup>204</sup>.—Extract din raportul ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 6 Mai 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 671).

..... J'ai eu l'honneur d'accuser le 28 à V. E. réception de ses dépêches des 2 et 3 avril<sup>1)</sup>. Aujourd'hui je réponds à leur contenu. || Je vis le soir même du 28 le ministre, qui m'attendait pour le travail des communications par terre et par eau, dont je ne puis obtenir la solution, faute de quelques renseignements qui n'arrivent pas. || Je lui communiquai la copie des dépêches du général Sébastiani, en lui observant qu'elle était faite sur le chiffre, comme me l'indiquait V. E., et j'appuyai sur cette nouvelle marque de confiance de l'empereur, qui prouvait à la Russie combien ses démarches à Constantinople avaient été franches. Je saisis cette occasion pour me conformer au surplus de votre dépêche, tant sur les inquiétudes des Turcs, que sur la nécessité où avait été l'empereur de se rendre garant de l'intention où était l'empereur Alexandre de prolonger l'armistice jusqu'à un résultat quelconque des négociations, condition imposée, lui dis-je, par la bonne foi, si elle ne l'était d'ailleurs positivement par le traité de Tilsit. J'appuyai là-dessus, afin d'avoir un engagement positif à cet égard. Je lui fis remarquer que l'engagement pris par l'empereur mon maître me paraissait si conforme aux intentions du sien de ne rien entreprendre qu'on ne se fût entendu, que je n'avais aucun doute à cet égard sur ses intentions et que je ne lui en parlais que parce que je connaissais le désir, qu'avait ma cour, de tenir la sienne au courant de tout ce qu'elle faisait pour les in-

No. 87<sup>204</sup>.  
1808  
6 Mai.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>185</sup> și 87<sup>186</sup>, p. 837.

No. 87<sup>104</sup>. 1808. 6 Maiü. **Intérêts de la Russie, comme pour les siens. M. de Roumianzoff me répondit qu'il mettrait les deux lettres du général Sébastiani sous les yeux de l'empereur et qu'il lui rendrait compte de notre conversation. Il me parla des Turcs comme toujours; me dit que leurs préparatifs étaient considérables; que leurs dispositions hostiles n'étaient pas ignorées et que les communications de M. le général Andréossy, autant que les rapports du prince Prosoroffsky, ne laissaient point de doute sur les intentions de la Porte; que l'empereur Napoléon ne pouvait donc douter qu'il ne fût instant, pour l'intérêt de la Russie et pour la sûreté même de son armée, de terminer cette affaire. Ma réponse fut qu'il n'avait pas dépendu de l'empereur que cela ne se terminât; mais que M. de Tolstoï avait toujours suspendu la négociation, faute d'instructions. M. de Roumianzoff répliqua que le ministre russe n'avait ajourné que pour répondre aux nouvelles intentions de l'empereur. Il passa de là aux nouvelles, qu'il recevait, me dit-il, à l'instant, de Constantinople, par Vienne. (Le courrier venait en effet d'arriver). Il me lut une lettre du baron de Hübsch, adressée au ministre de Danemark <sup>1)</sup>. Celui-ci me l'a remise depuis, de même que la lettre que M. de Roumianzoff lui a écrite à ce sujet et qui sert de réponse aux ouvertures que fait la Porte par l'entremise de M. le baron de Hübsch<sup>2)</sup>. J'ai l'honneur de transmettre ces deux pièces à V. E., mais, comme elles m'ont été remises de confiance, je désire qu'il ne soit pas parlé de cette communication. Il faut observer que c'est par le canal du baron de Hübsch et de M. de Blume que s'est traité l'échange des prisonniers entre la Russie et la Turquie. || Le 30, l'empereur me fit de nouveau inviter à dîner. Je passai ensuite dans son cabinet. S. M. commença par me parler des deux lettres du général Sébastiani, que le comte de Roumianzoff lui avait remises; il me parut inquiet de l'intention qu'on pouvait avoir en lui communiquant ces lettres, et après m'avoir parlé de sa droiture, de la franchise de son caractère, il me dit: «Parlez-moi clairement. Quel est le but de ces lettres? L'empereur a-t-il changé? Veut-il me préparer à un changement? Le général Sébastiani semble craindre que nous ne soyons maîtres de la Turquie avant que vous en ayez seulement franchi les frontières. L'empereur a annoncé de grands projets, je me suis mis en mesure de le seconder au premier signal, et si mes opérations étaient finies plus tôt que les siennes, ne sait-il pas que je ne me**

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>178</sup>, p. 827.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>193</sup>, p. 846.

presserais que pour employer tous mes moyens à l'aider? Ma con- No. 87<sup>401</sup>.  
 duite depuis Tilsit parle assez haut. On doit savoir la confiance qu'on 1808  
 peut avoir en moi.» || Je montrai beaucoup d'étonnement des doutes 6 Maiü.  
 qu'élevait S. M. Je lui représentai que la franchise même de nos  
 communications devait les écarter tous; que les lettres du général  
 Sébastiani, écrites au commencement des négociations, prouvaient clai-  
 rement que l'empereur avait, dans ses relations avec la Porte même,  
 suivi la direction qu'avait désiré la Russie; qu'il avait été nécessaire,  
 pour l'intérêt même de cette puissance, de savoir de quel oeil les  
 Turcs verraient la cession de la Valachie et de la Moldavie; que ces  
 lettres prouvent aussi qu'ils ont parfaitement senti qu'ils ne pouvaient  
 compter sur l'assistance de la France. Je fis remarquer à S. M. que  
 l'empereur avait suivi, au moins aussi fidèlement qu'Elle, la ligne tracée  
 à Tilsit, et que la réunion de la Finlande était une preuve convain-  
 cante que notre alliance n'était pas stérile. || L'empereur reprit, en  
 me parlant de la prolongation de l'armistice promise aux Turcs par  
 S. M. Je lui dis que cette prolongation était conforme au traité de  
 Tilsit et de plus aux assurances, que j'avais reçues de lui-même et  
 de son ministre. Il me dit qu'il avait donné ces assurances comme  
 une preuve de sa déférence et de sa confiance pour l'empereur Na-  
 poléon, et non comme une suite des obligations contractées à Tilsit.  
 Il tenait l'extrait des divers traités, et me dit qu'ils ne contenaient rien  
 qui pût le lier à cet égard; que, même à prendre la chose au pied de la  
 lettre, il était dans le cas de l'article huit du traité d'alliance. || Je répliquai  
 que, le traité à la main, les Turcs n'avaient pas tort; qu'ils avaient rempli  
 toutes les conditions qui leur avaient été imposées et conclu l'armistice  
 de bonne foi; que ce n'était pas leur faute, si M. de Tolstoï n'avait ja-  
 mais eu de pouvoirs; qu'au reste, la Russie n'avait pas à se plaindre  
 de sa position, étant d'un côté sur le Danube et de l'autre à Tornéo. ||  
 .....Le 3 mai, je vis de nouveau le ministre. Il me rapporta que l'em-  
 pereur lui avait dit, après avoir lu les deux lettres du général Sé-  
 bastiani: Est-ce pour me préparer à un changement qu'on me com-  
 munique cela? Au reste, je veux voir l'ambassadeur. Je ne veux pas  
 me prévenir contre ce que fait l'empereur Napoléon. Je lui suis réelle-  
 ment attaché; il m'en coûterait trop, après avoir fait tout ce qui a pu  
 lui être agréable, tout ce qu'il a désiré, de voir qu'il change pour  
 moi. Ma conduite est loyale, ma marche a été franche. Je veux qu'on  
 me parle clairement. Je ferai venir l'ambassadeur. Quant à l'espèce  
 d'engagement pris, dit-on, par l'empereur Napoléon avec les Turcs,  
 pour la prolongation de l'armistice, je le tiendrais, si les traités le

No. 87<sup>204</sup>. stipulaient; je suis esclave de ma parole; mais plus je les lis, ces  
 1808 traités, plus je vois que rien ne m'engage. Par déférence pour l'em-  
 6 Maiü. pereur Napoléon, je n'ai jamais voulu que mes troupes profitassent  
 des avantages de leur position et agissent offensivement. J'ai donné  
 à cet égard les ordres les plus précis; mais je l'ai fait par égard  
 pour l'empereur, pour lui prouver mon désir de m'entendre surtout  
 avec lui. Je me suis expliqué de cette manière toutes les fois que  
 l'ambassadeur m'en a parlé; mais je ne puis admettre que ce soit  
 une obligation du traité de Tilsit. L'empereur ne peut prendre un  
 engagement semblable et aussi désavantageux pour moi, quand il sait  
 par son ambassadeur à Vienne, qui en a prévenu le mien, que les  
 Turcs font d'immenses préparatifs et que les firmans pour me com-  
 battre sont sortis. Ce n'est pas là un état d'armistice. Faut-il que  
 j'attende pour combattre que les 400.000 hommes soient réunis? Je  
 ne veux pas qu'on attaque avant de m'être entendu avec l'empereur,  
 si cependant les Turcs restent tranquilles et n'augmentent pas trop  
 leurs forces. | «Je dois maintenant vous dire», ajouta ensuite le mi-  
 nistre, «que l'empereur, que j'ai revu depuis votre conversation, m'a  
 paru avoir repris tout confiance. Vous l'avez remis dans son assiette.  
 Je vous le répète, M. l'ambassadeur, comme je l'ai dit souvent au  
 général Savary, il y aurait conscience à ne pas parler franchement  
 à un prince comme celui-là, car jamais homme n'a été plus loyal,  
 plus droit, plus attaché à votre empereur, je dois vous le dire. Il  
 est tout-à-fait revenu de ses doutes, hormis sur l'armistice; il ne  
 l'entend que comme je vous l'ai dit. Nous étions d'accord sur ce  
 point, si l'empereur n'eût pas tout ajourné. Il ne peut vouloir que  
 nous soyons victimes des intérêts qui l'appellent ailleurs. Je vous  
 l'avoue de gentilhomme à gentilhomme, car je ne puis faire de ces  
 confidences à l'ambassadeur, je voulais que l'on agit aussitôt que le  
 général Andréossy nous a prévenus des préparatifs des Turcs et de la  
 publication des firmans; mais l'empereur, par cette délicatesse que  
 vous lui connaissez, ce désir de complaire en tout à l'empereur Na-  
 poléon, s'y est opposé. Comme je vous l'ai dit dans le temps, le  
 prince Proseroffsky sait que l'empereur, par ses relations avec vous,  
 désire qu'il n'agisse qu'à son corps défendant et seulement si on  
 l'attaque, ou si les Turcs se renforcent d'une manière inquiétante. Il  
 a l'ordre d'éviter toute espèce d'engagement et même de discussion.  
 Ce parti est tout-à-fait dans l'opinion de ce général. Il n'a rien été  
 et il ne sera rien changé à ces ordres. Nous avons pu avoir une et  
 même deux forteresses qu'on voulait nous livrer; la délicatesse de

l'empereur lui a fait rejeter cette proposition, pour ne rien faire qui pût vous donner un doute sur nos intentions. Voilà la conduite que nous avons tenue. Mais quant à prendre un engagement positif de ne point agir, «quelles que soient les circonstances», que la négociation n'ait eu un résultat, nous nous y refusons, par les bonnes raisons que je vous ai données, et, si vous parlez de traités, parce qu'ils ne nous y obligent pas, que le terme est passé». || Je pris le texte de mes réponses dans la dépêche de V. E. du 9 mars <sup>1)</sup>; j'ajoutai de plus qu'on ne pouvait recommencer les hostilités sans décliner avant la médiation; que je lui demandais si cette conduite se trouvait dans la ligne des convenances qu'il me vantait tant; que dire qu'on agirait si les Turcs se renforçaient, équivalait à dire qu'on agirait quand on serait prêt; qu'on n'avait pas plus le droit de se fâcher des armements de Turcs que de ceux de la Russie; qu'ils ne s'étaient pas plaints de la marche des divisions qu'on avait envoyées en Moldavie et en Valachie; que ce qu'on trouvait juste pour soi devait, à un homme loyal comme l'empereur, le paraître aussi de la part des autres; que je niais que la lettre des traités fût pour la Russie; qu'elle était, comme la saine raison, du côté de la garantie de l'empereur Napoléon. || M. de Roumianzoff me répéta qu'ils avaient le plus grand désir de complaire à l'empereur Napoléon et de s'entendre avec lui, mais que la bonne foi même qu'ils mettaient dans toutes leurs relations avec la France ne leur permettait pas de prendre un engagement positif sur une chose, qui ne pouvait qu'être conditionnelle; mais qu'il était persuadé, d'après les ordres qu'on avait donnés au prince Proseroffsky, qu'il n'agirait pas. Il ajouta que, pour me donner une nouvelle preuve de son désir de ne rien entendre, ni faire que de concert avec l'empereur Napoléon, l'empereur lui avait donné ordre de me montrer la réponse adressée au ministre de Danemark pour être communiquée à M. de Hübsch. C'est cette réponse que Votre Excellence trouvera ci-jointe <sup>2)</sup>. || M. de Roumianzoff appuya fortement sur le prix qu'il espérait qu'on attacherait à la franchise de ses communications. Je le remerciai, en lui faisant cependant sentir, en plaisantant, que cette réponse servait plus que toute chose la Russie, puisqu'elle augmenterait la défiance de la Turquie contre nous. || Nous revînmes à parler de l'armistice à peu près dans les mêmes termes que précédemment; je lui observai que je l'en-

No. 87<sup>204</sup>.  
1808  
6 Mai.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>172</sup>, p. 812.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>193</sup>, p. 846.

No. 87<sup>104</sup>.  
 1808  
 6 Maiü.

gageais à me donner une réponse plus positive sur les intentions de l'empereur; que celle qu'il me faisait me paraissait si différente des assurances précédentes et tellement s'écarter de la lettre des traités, qu'il devenait indispensable de s'expliquer; que son opinion à cet égard me semblait entièrement en opposition avec la bonne intelligence et l'accord qui devait régner entre les deux alliés et contraire même aux intérêts de la Russie; qu'il me semblait indispensable de revenir sur ce objet. Ses réponses furent toujours les mêmes. Il ajouta cependant que le cabinet de Pétersbourg n'était que conséquent dans sa conduite; que le général Andréossy avait dit lui-même au prince Kourakin, en lui communiquant les dépêches de Constantinople, qu'il ne fallait pas s'arrêter aux opinions particulières du général Sébastiani, qui agissait encore plus d'après ses opinions que d'après les instructions de sa cour; qu'il paraissait contradictoire de donner d'un côté des avis comme ceux communiqués au prince Kourakin et de témoigner tant d'intérêt à la Russie, tandis que de l'autre on donnait la garantie qu'elle n'agirait pas, ce qui était lui lier les mains, pour ne les lui lâcher que quand les Turcs seraient en force pour l'accabler; que M. de Tolstoï avait eu en dernier lieu l'ordre de s'en expliquer ainsi, si on lui en parlait; qu'en tout état de cause rien n'empêchait que les négociations ne continuassent. ' M. de Roumianzoff me parla encore après cela des ordres donnés au prince Prosoroffsky, en ajoutant que ce qui le portait d'ailleurs à croire à un état de calme, c'était que les renforts des Turcs n'étaient encore marquants que dans les places frontières, où leurs forces s'étaient portées de 8.000 hommes à 40.000; mais qu'il ne paraissait pas que l'armée du grand-vizir à Andrinople eût encore été considérablement renforcée; qu'il ne la croyait que de 9.000 hommes; qu'il n'était donc pas probable que le prince Prosoroffsky s'ébranla, connaissant le désir de l'empereur, tant que les choses resteraient dans cet état; mais que rien ne l'en empêcherait, si de nouvelles levées turques le menaçaient et compromettaient la sûreté de son armée. Je lui fis sentir de nouveau que ces réponses étaient peu conformes à la lettre des traités et aux relations qui subsistaient entre nous; que la Russie, en possession de la Finlande, occupant sans de trop bonnes raisons la Valachie et la Moldavie, nous devait, à ce qu'il me semblait, et plus de confiance, et plus de déférence, dans une affaire dans laquelle on ne pouvait nier que le bon droit ne fût de notre côté. «Si sous un prétexte quelconque nous passions la Vistule et en agissions en vieille Prusse comme vous en Turquie, que diriez-vous,

M. le comte?» ajoutai-je en plaisantant. ¶ «C'est bien différent», re-  
 prit-il ; «vous avez fait la paix avec la Prusse et elle a exécuté le traité à  
 la lettre, tandis que nous sommes encore en guerre avec les Turcs.» ¶  
 «Vous pouvez être en guerre toute la vie avec eux», répliquai-je, «si  
 votre plénipotentiaire n'a point de pouvoirs; car ce n'est qu'ici qu'on  
 sait qu'il en a»..... ¶ La conversation finit par l'assurance réitérée de la  
 part du comte de Roumianzoff, que l'empereur voulait toujours et surtout  
 s'entendre avec l'empereur Napoléon. Il ajouta qu'il ne fallait pas se don-  
 ner tant de peine pour les Turcs ; qu'il était certain qu'eux-mêmes nous  
 forceraient à des mesures contre eux ; que c'était, comme il me  
 l'avait déjà dit, une succession qu'on serait obligé de recueillir, faute  
 d'héritiers ; qu'il se moquait de toutes les forces des Turcs ; que les  
 circonstances étaient devenues telles qu'on serait obligé d'agir même  
 sans ambition ; qu'il avait parlé franchement à cet égard au général  
 Savary, comme à moi ; que, si son opinion était connue de l'empereur  
 Napoléon, il espérait qu'il lui rendrait justice, qu'il avait vu les  
 choses telles qu'elles étaient ; que c'était comme cela qu'il fallait les  
 envisager, pour ne pas se tromper ; qu'au reste, quelque difficultés  
 qu'on élevât, il avait trop la volonté de faire marcher le système  
 actuel, qu'il y était trop dévoué, pour ne pas les aplanir, si j'y portais  
 de mon côté les mêmes sentiments ; mais que la Russie ne pouvait  
 se placer vis-à-vis des Turcs dans une position pire que celle où la  
 guerre l'avait laissée. Je répondis dans le même sens. ¶ Quoiqu'on  
 ne se passât rien de part, ni d'autre, la conversation fut toujours sur  
 un ton amical. ¶ Il me paraît probable, quoiqu'on ait décliné tout  
 engagement positif relativement à l'armistice, que l'on n'entreprenne  
 rien que l'empereur n'ait fait connaître ses intentions sur les grandes  
 affaires de Turquie. ¶ Comme j'ai eu l'honneur d'en rendre compte  
 à V. E., l'opinion, que l'acquisition de la Finlande et surtout sa réu-  
 nion avait fait prononcer en notre faveur, s'est de nouveau éloignée  
 de nous et s'est tournée contre le souverain et le ministre, depuis  
 le départ de l'empereur pour le midi et l'ajournement qui en résulte  
 pour les affaires de Turquie ; mais c'est surtout le retard de l'expédition  
 de Scanie, qu'on attribue toujours à un contre-ordre, qui a fait le plus de  
 mal..... ¶ L'incertitude sur les affaires de Turquie et la crainte d'un  
 changement de système détacherait plus l'empereur qu'une contra-  
 riété momentanée, quelque positive qu'elle fût. Je prie V. E. de donner  
 une attention particulière à cette observation, notamment si l'expédi-  
 tion de Scanie ne réussit pas, car ce bruit du contre-ordre est ce qui  
 m'a mis le plus mal à mon aise avec le ministère et avec tout le

No. 87<sup>100</sup>.  
 1808  
 6 Mait.

No. 87<sup>264</sup>. monde. On ne manquera pas d'attribuer tous les événements de l'été à ce retard. || ..... On persiste à croire au rassemblement des troupes autrichiennes sur les frontières de la Turquie, et il ne faut pas s'en étonner, l'ambassadeur d'Autriche parlant hautement de divers régiments de Croates qui y ont été envoyés, et nommément plusieurs régiments d'infanterie, qui ont été rendus mobiles. Mais le ministère russe paraît y attacher maintenant moins d'importance..... || *P. S.* L'empereur ayant eu la bonté d'envoyer chez moi à une heure du matin son aide de camp général, avec un billet de sa main, pour m'annoncer la prise de Swéaborg, je lui ai répondu que je ne croyais pouvoir faire un meilleur usage de cette bonne nouvelle qu'en l'adressant sur-le-champ à l'empereur, auquel tout ce qui l'intéressait faisait toujours grand plaisir. Dès le matin, j'ai écrit au comte Tolstoï, pour lui témoigner le désir de ne pas être des derniers à faire mon compliment à S. M. sur cette heureuse nouvelle. Il est venu lui-même chez moi me dire que l'empereur était sensible à mon attention et me recevrait à midi. Je me suis rendu à cette audience. Après avoir félicité S. M., j'ai amené la conversation sur l'expédition de Suède, sur les préparatifs que faisait le prince de Ponte-Corvo pour son passage et sur la nécessité de le seconder. L'empereur m'a encore dit qu'il était prêt à le faire, aussitôt qu'on aurait la certitude que le prince de Ponte-Corvo avait agi. S. M. m'a confirmé en même temps qu'Elle comptait partir, dans quatre ou cinq jours, pour faire une tournée en Finlande, qui en durerait huit à dix. Elle a daigné ajouter qu'Elle recevait à l'instant un courrier de Moldavie; qu'on lui mandait que les Turcs se renforçaient, mais que tout était cependant tranquille; qu'il venait de tomber une grande quantité de neige et que la saison était si mauvaise, que les Turcs quittaient depuis quelques jours leurs retranchements. J'ai saisi cette occasion pour témoigner à l'empereur le regret, que j'éprouvais, de ne pouvoir répéter à S. M. les assurances positives de la prolongation de l'armistice, telles qu'il avait bien voulu me les donner précédemment. Il m'a répondu : «Quand il s'agit de faire quelque chose qui soit agréable à l'empereur Napoléon, vous m'y trouvez tout disposé. Roumianzoff vous l'a dit, il était d'avis que nous agissions aussitôt que nous avons su par Vienne que les firmans contre nous étaient partis; mais moi je suis fidèle à mon système de m'entendre sur tout avec l'empereur, dût-il en résulter des inconvénients. Je n'agirai point, à moins que les Turcs ne m'y forcent. Je vous observe, cependant, que je n'ai pris ce parti et n'y tiens que parce que j'ai pensé que cela conviendrait à l'empe-

reur, car si on le regarde comme une des conséquences du traité de Tilsit, je vous l'ai dit l'autre jour, le traité à la main, et je vous le répète, je ne me regarde pas comme engagé. Soyez cependant tranquille, général, le prince Prosoroffsky n'agira point avant que je ne connaisse les intentions définitives de l'empereur, qui, je l'espère, ne tarderont pas à vous être transmises.» J'ai répondu à S. M. qu'Elle savait que l'empereur ne disputait pas avec Elle sur des mots et que toute la difficulté, s'il y en avait une, n'était causée que par le comte de Roumianzoff, qui avait mis un peu trop son opinion particulière à la place de celle de S. M.

No. 87<sup>204</sup>.  
1808  
6 Mai.

No. 87<sup>205</sup>.—Extract din scrisoarea secretă a ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 25 Aprilie (7 Mai) 1808. Paris.

(Уборникъ, LXXXIX, p. 519).

Monsieur le comte, L'ambassadeur d'Autriche a reçu il y a environ 8 jours un courrier de sa cour. On lui dépeint l'impression qu'a produite à Vienne la catastrophe de l'Espagne. Elle a pénétré d'inquiétudes le cœur de l'empereur, elle a dessillé les yeux de l'archiduc Charles. Le comte de Metternich commence à se flatter que cette terrible leçon ne sera point perdue pour sa cour et lui fera faire des réflexions sages et utiles. Sa position est des plus précaires, ses dangers sont imminents, quoique rien ne les annonce; un accord entre elle et la Russie peut seul la sauver. Le bouleversement de l'Espagne a occupé un instant l'activité de Napoléon; à son retour de Bayonne il lui faudra de nouveaux champs de bataille, car espérer la paix et le repos de l'Europe tant qu'il vivra, est se livrer à des illusions dont trop d'exemples nous ont montré le danger..... L'Autriche est la puissance la plus exposée. L'empereur ne lui pardonne pas d'avoir, après la paix de Presbourg, préparé de nouveaux moyens de résistance. Il ne s'en cache pas, et Votre Excellence aura remarqué, dans plusieurs de ses entretiens, qu'il se reprochait de n'avoir point anéanti cette puissance, comme maintenant il détruit la Prusse. Laisserons-nous la tomber, ou chercherons-nous à la sauver? C'est la question, à laquelle il est le plus urgent d'être préparé, parce que c'est la première qui se présentera. Une alliance entre la Russie et l'Autriche peut encore avoir des dangers pour lui, il est donc à

No. 87<sup>206</sup>.  
1808  
7 Mai.

No. 87<sup>205</sup>. supposer que tous ses efforts doivent tendre à la prévenir. Avant  
 1808 que d'attaquer le colosse russe, il lui faudra abattre tout autour de  
 7 Mai. lui, chercher à l'isoler entièrement, le séparer donc de l'Autriche. La Galicie joint nos possessions; il importe, par conséquent, à la France de l'enlever à la cour impériale. Il est probable, et les différents articles que l'on a insérés dans les feuilles françaises viennent à l'appui de cette supposition, qu'il lui propose de l'échanger contre des provinces ottomanes, peut-être même contre la Silésie. L'Autriche ne devra jamais s'en dessaisir et la Russie courir plutôt les chances d'une nouvelle guerre que d'y consentir; car, indépendamment du danger d'être séparée de l'unique puissance qui est encore en état de lui offrir des secours conséquents, ce serait un pas immense que ferait la France vers le rétablissement de la Pologne, que nous aurions également à craindre. C'est sur ce point que j'ai cherché surtout à fixer les idées du comte de Metternich, et il en a écrit dans ce sens à sa cour. Celle-ci, partant du principe que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, porte ses inquiétudes premières sur une demande d'entrée et de passage de troupes, que le gouvernement français pourrait lui faire sous prétexte de les diriger vers la Turquie, parce qu'en Espagne l'entrée des armées françaises devint à la fois et le moyen et le signal des troubles. L'opinion particulière du comte Metternich est que, tout dangereux qu'il serait d'admettre des troupes françaises dans les états héréditaires, sa cour ne saurait cependant s'y refuser, parce que s'opposer à des projets arrêtés entre la Russie et la France ne les empêcherait pas et exposerait l'Autriche à une lutte trop inégale<sup>1)</sup>. Il croit donc qu'elle doit chercher à y entrer, pour avoir la possibilité de les modifier et tâcher surtout de détourner tout mouvement militaire de la Pologne, où il faudrait concentrer toutes les forces autrichiennes, afin qu'elles puissent donner la main à nos armées et ne jamais en être occupées. Ces ouvertures, qu'il m'a faites avec la plus grande confiance, vous prouveront au moins, Monsieur le comte, combien peu sont fondés tous les bruits qui annoncent des négociations directes entre les cours de France et de Vienne, dont l'objet serait la Turquie. Il est évident que ces bruits n'ont été imaginés que dans l'intention de semer la zizanie entre nous et l'Autriche; elle n'a jusqu'ici été abordée par aucune question directe de ce genre et mes relations confidentielles avec son ambassadeur à Paris, qui m'ont valu la communication de

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>196</sup>, p. 848.

plusieurs dépêches qu'il a reçues en dernier lieu, me mettent à même de rassurer entièrement Votre Excellence et de démentir toutes les nouvelles répandues à ce sujet <sup>1)</sup>. Le désir de s'entendre et de s'unir avec nous me paraît au contraire s'augmenter de jour en jour dans le cabinet autrichien, et le comte de Metternich m'a cité comme autant de preuves de ce désir les facilités que M. le prince Kourakin a rencontrées dans les dernières négociations dont il a été chargé. || Mais je ne saurais dissimuler, qu'à côté d'une intention, si analogue à nos vrais intérêts, j'aperçois toujours un sentiment de cette funeste jalousie, si inhérente au cabinet de Vienne. Les opérations de notre armée en Turquie lui causent de la méfiance. L'acquisition de la Moldavie et de la Valachie, que les dépêches du comte Merveldt répètent être le but de toutes nos négociations avec la France, est jalousée par elle au plus haut point. M. de Metternich cherche à y ramener souvent la conversation ; je l'ai toujours assuré que rien n'était fait jusqu'à présent et que, si nous continuons à maintenir l'occupation de ces deux provinces, c'est parce que nous voyons si peu de dispositions de la part de la France à évacuer les états prussiens. Je me suis appliqué à démontrer que sa cour, bien loin d'envier les agrandissements que nous pourrions obtenir, devrait concourir à nous les procurer ; que plus nous étions forts, plus nous serions à même de la secourir, tout comme nous ne nous opposerions jamais aux acquisitions qu'elle aurait la chance de faire, principe que notre conduite passée à son égard avait attesté dans toutes les circonstances. Cependant, il sera difficile de faire entièrement cesser cette jalousie ; j'en craindrais toujours les effets, comme l'entrave la plus dangereuse dans des rapports plus intimes entre nous et la cour de Vienne. ! Il s'agirait donc d'écarter soigneusement tout ce qui pourrait la réveiller, et rien ne saurait mieux remplir ce but qu'une prompte pacification avec la Porte ottomane. Mais c'est bien plus encore pour dégager les forces considérables si nécessaires ailleurs, que cette pacification serait à désirer. La peur et la corruption sont les deux grands, les seuls ressorts à faire agir sur l'esprit des Turcs. Il faut les battre, et sacrifier pour y parvenir fût-ce même 30.000 hommes, et leur donner la paix pour un certain nombre d'années, en leur assurant des avantages auxquels ils n'auraient pas dû s'attendre après un échec éclatant, car l'expérience prouve que les Turcs observent beaucoup plus scrupuleusement une trêve qu'une paix.

No. 87<sup>305</sup>.  
1808  
7 Maiü

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>139</sup>, p. 719, și doc. 87<sup>141</sup>, p. 728.

No. 87<sup>205</sup>. Si nous leur accordons ces avantages sans avoir remporté préalablement  
 1808 de victoire, ils croiront les devoir à la France et s'attacheront plus in-  
 7 Maiü. timement à elle. Dégagés de ce côté, nous aurions de quoi augmenter  
 considérablement nos armées en Pologne, à renforcer encore par la  
 moitié de celles qui agissent maintenant contre la Suède. Nos opé-  
 rations contre cette puissance doivent être regardées comme terminées.  
 Il n'y a nulle raison de tenter le passage du golfe de Bothnie, si  
 hasardeux, lorsqu'on n'est pas maître de la mer. 20.000 hommes  
 suffisent pour occuper et défendre la Finlande; le reste doit marcher en  
 Pologne, où avant six mois il faut que nous ayons une armée de 200.000  
 hommes, bien complète, bien équipée, bien pourvue de magasins, si  
 nous ne voulons pas nous exposer à une perte certaine. Tant que  
 ces forces n'y seront point réunies, je sens qu'il faudra entretenir  
 avec le plus grand soin nos relations actuelles avec la France et  
 éviter soigneusement tout ce qui pourrait lui faire ombrage. Mais  
 c'est pour pouvoir nous arracher un jour à ces relations malheureu-  
 ses et faire la paix avec l'Angleterre, que je désire l'augmentation  
 de nos armées et leur concentration en Pologne. Sans ces mesures  
 de précaution, un rapprochement avec le gouvernement britannique  
 deviendrait impossible, car, comme il pourrait nous exposer à des  
 altercations sérieuses avec la France, il faut que nous soyons en  
 état de soutenir au besoin une nouvelle guerre continentale. D'ail-  
 leurs, si nous ne sommes pas préparés à cette guerre, nous ne l'évi-  
 terons dans aucun cas: je ne crois pas que Napoléon vienne nous  
 attaquer, s'il voit dans notre cabinet une marche plus ferme et plus  
 courageuse et dans nos provinces polonaises une armée de 300.000  
 hommes, pour la soutenir, quand même nous ferions la paix avec  
 l'Angleterre. || Je ne saurais, Monsieur le comte, me défendre de  
 vous représenter encore que cette paix doit être l'unique but, le but  
 principal de notre politique, et le moyen d'y parvenir l'objet de tous  
 nos efforts, car rien n'atteste davantage la perte de notre indépen-  
 dance, rien ne dégrade tant notre gouvernement dans l'opinion pu-  
 blique et aux yeux de notre propre nation, que cette guerre, si con-  
 traire à nos vrais intérêts, entreprise pour ceux de la France, et qui  
 ne nous offre aucun avantage quelconque. Et de quel prix l'empereur  
 Napoléon a-t-il payé jusqu'à présent un service aussi essentiel?  
 Nous ne voyons même pas en lui une volonté bien décidée de cher-  
 cher à cicatiser les plaies que cette guerre a frappées et de rendre  
 cet état de choses au moins tolérable, car de ses grands projets  
 d'achats de munitions navales aucun ne s'est réalisé jusqu'à pré-

sent. || Mais ce raisonnement m'écarterait trop de mon sujet. J'y reviens, pour récapituler les points, sur lesquels, d'après mon opinion, il faudrait baser notre système politique, et les résultats, vers lesquels il faut tendre: || 1°. Porter nos armées au plus grand degré de force dont la Russie serait susceptible. Lever pour cet effet beaucoup de recrues dans les provinces polonaises, afin de rendre moins dangereux l'esprit séditieux qui les agite, les envoyer insensiblement sur le Caucase et en Finlande, et réunir dans ces provinces pour le moins 200.000 hommes de troupes d'élite, en un mot une armée telle que la Russie n'en eut jamais, car jamais elle n'eut de plus grands dangers à parer. Elle devra y être cantonnée dans une position d'où elle pourra s'unir facilement avec les corps autrichiens postés en Galicie, avec lesquels elle ne formerait qu'une seule masse. || 2°. Conclure le plus promptement possible une paix avec la Turquie, et de la manière que j'ai indiquée plus haut, pour pouvoir répartir sur des points plus véritablement menacés les forces considérables que cette guerre arrête sur le Danube. || 3°. Borner nos opérations contre la Suède à l'occupation de la Finlande, ne nous laisser sous aucun prétexte entraîner au delà du golfe de Bothnie et renvoyer dans le camp de Vitebsk la moitié des troupes qui y sont employées, mais peu à peu et sous prétexte d'un manque de vivres en Finlande. || 4°. S'entendre avec l'Autriche sur les projets, que l'empereur Napoléon pourrait former à son retour de l'Espagne, et être préparé à répondre à toutes les propositions, qu'il pourrait vouloir mettre en avant. Il n'est pas possible d'espérer que son activité se lasse, et on n'est jamais embarrassé lorsqu'il ne médite pas de nouveaux bouleversements. Une alliance, qui offrirait peut-être encore l'espoir d'arrêter ses plans ultérieurs, n'étant pas possible, vu les dispositions morales et physiques des deux empires, on pourrait au moins songer à un accord modifié et préservateur, qui aurait pour but l'existence réciproque et qui serait entretenu dans le plus grand secret, car réveiller même l'attention de Napoléon serait infiniment dangereux. || 5°. Et, en dernier résultat, la paix avec l'Angleterre. || Je n'ai fait, Monsieur le comte, que répéter dans cette dépêche ce que je n'ai cessé de vous représenter avec si peu de succès, mais dans un moment où j'ai presque acquis la certitude de l'entrevue entre l'empereur notre auguste maître et l'empereur des Français, et au sujet de laquelle vous n'avez pas jugé pouvoir me

No. 87<sup>205</sup>.

1808

7 Mai.

No. 87<sup>205</sup>. donner la moindre lumière, j'ai cru devoir vous retracer de nouveau  
 1808 les malheurs, que nous présage le système que nous suivons et in-  
 7 Maiü. diquer les moyens, qui pourront encore nous sauver.

No. 87<sup>206</sup>.—Extract din scrisoarea ambasadorului fran-  
 ces la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către  
 Impăratul Napoleon I, din 7 Maiü 1808. Pe-  
 tersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 400).

No. 87<sup>208</sup>. .....J'y ai déjà gagné ceci, c'est qu'il [l'empereur Alexandre] a re-  
 1808 doublé de bienveillance et de bonté pour moi depuis trois semaines,  
 7 Maiü. et notamment depuis dix jours, pendant que tout le monde s'éloi-  
 gnait autant de votre ambassadeur, Sire, qu'on cherchait à s'en rap-  
 procher peu de jours avant. Je me suis tenu plus droit que de cou-  
 tume, et on est venu dîner chez moi comme précédemment. Je prie  
 Votre Majesté de croire que je soutiendrai honorablement son pa-  
 villon quels que soient les événements. Je l'ai porté en triomphe  
 pendant ces derniers temps, de manière à me rassurer pour l'a-  
 venir et à pouvoir, je crois, tranquilliser Votre Majesté sur les  
 dangers que peut courir l'empereur, puisque les mécontents se  
 plaisent à répandre qu'une grande expédition anglaise menacera sous  
 peu Cronstadt et sera pour la capitale le signal des plus grands  
 événements. L'empereur, comme le ministre, me paraissent compter  
 toujours sur l'entrevue et la désirer. Je ne garantirais pas à Votre  
 Majesté que l'armée du Danube n'agît pas d'ici là, si des réponses  
 un peu positives ne les tranquillisent pas. Car il ne faut pas se le  
 dissimuler : l'empereur seul est d'avis d'attendre. Tout le monde se  
 méfie de la France, le ministre comme les autres; mais, comme on  
 craint encore plus Votre Majesté, je crois qu'on ne fera en dernière  
 analyse que ce qu'Elle voudra, si son ambassadeur connaît assez ses  
 intentions pour se conduire suivant les circonstances.....

No. 87<sup>207</sup>. — Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
Impăratul Napoleon I, din 28 Aprilie (10 Mai) 1808. Petersburg.

(Сборникъ, LXXXVIII, p. 692).

Monsieur mon frère, Swéaborg s'est rendu le 21 avril (3 mai), et je m'empresse de le mander à Votre Majesté, comme une nouvelle qui n'est pas sans intérêt dans les circonstances du moment. Son amitié pour moi lui en fera trouver un autre, dont je ne doute pas et qui m'est bien précieux. La place est taillée dans le roc et se trouve armée de 1.900 bouches à feu. Une flottille de guerre de 100 bâtiments est tombée également en mon pouvoir; enfin, cet événement complète la prise de possession de la Finlande. En attendant, la Porte m'a fait connaître par le chargé d'affaires de Danemark, Hübsch, qu'elle désirait s'arranger avec moi <sup>1)</sup>. J'y ai répondu, que je partageais son désir, mais que ce ne serait que par l'entremise et la médiation de Votre Majesté, en qui j'aime à placer toute ma confiance <sup>2)</sup>. Le duc de Vicence rendra compte à Votre Majesté de tous les détails à ce sujet.

No. 87<sup>207</sup>.  
1808  
10 Mai.

No. 87<sup>208</sup>. — Extract din raportul ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 21 Mai 1808. Petersburg.

(Albert Vandal, loc. cit., I, p. 341).

[Le 21 mai 1808, l'empereur Alexandre eut un entretien avec No. 87<sup>208</sup>. de Caulaincourt sur les négociations relatives au partage de l'empire ottoman et sur une entrevue avec Napoléon.] «Moi», dit-il, «j'ai toujours désiré l'entrevue, j'ai toute confiance en l'empereur. Il vous écrivait bien de mettre le compas sur la carte; mais, par ma lettre <sup>3)</sup>, il semblait qu'on devait préalablement s'entendre sur quelques bases; puis, il n'y aurait pas eu d'inconvénient à trouver les grandes discussions terminées en nous voyant. Les détails étaient encore assez importants, pour nous occuper. Vous a-t-on répondu quelque chose

1808  
21 Mai.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>172</sup>, p. 812.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>192</sup>, p. 846.

<sup>3)</sup> Cf. doc. 87<sup>177</sup>, p. 826.

No. 87<sup>00</sup>. sur ce que vous avez envoyé? Y a-t-il des difficultés sur la lan-  
 1803 gue de chat? || L'ambassadeur: Trente courriers ne tireront pas  
 21 Maiü. au clair ce qui se fera dans trois jours d'entrevue, et l'on ne finirait pas  
 en deux ans ce qui se fera en dix jours. Il y a tant de choses sca-  
 breuses dans cette grande affaire, que des souverains seuls peuvent  
 s'entendre. Le comte Roumiantsof a les bras un peu longs. || L'em-  
 pereur: J'ai désiré l'entrevue. C'est une preuve de l'amitié de  
 l'empereur, à laquelle j'ai été fort sensible. || L'ambassadeur: Cette  
 proposition prouvait à Votre Majesté toute la confiance qu'il met  
 en Elle. La manière d'y répondre, si Votre Majesté me permet  
 de le lui dire, c'est d'accepter l'entrevue sans conditions. Les in-  
 térêts de la Russie se trouvent plus liés à cette affaire que ceux  
 de la France. En témoignant à l'empereur Napoléon autant de con-  
 fiance qu'il en place en Elle, Votre Majesté ne fait que répondre à  
 la sienne. C'est Votre Majesté qui désire ce partage: l'empereur Na-  
 poléon y consent, pour lui être agréable. Il ne peut donc sacrifier  
 dans cette circonstance tous les intérêts de la France et ceux de  
 son ancien allié. Dans une affaire de cette importance, les discus-  
 sions diplomatiques arrêtent plus qu'elles n'avancent. || L'empereur:  
 Je crois cela; pour mon compte, j'ai toujours pensé ainsi. Au reste,  
 j'ai toute confiance; je veux trop tout ce qui peut être avantageux  
 à l'empereur Napoléon, pour qu'il ne pense pas de même à mon  
 égard, et je le lui ai prouvé. Comment voudriez-vous arranger cela?  
 Parlez-moi franchement. || L'ambassadeur: Accepter l'entrevue  
 sans conditions, Sire. || L'empereur: Avec plaisir.....

*Anexa.*—Nota redactată de Caulaincourt și acceptată  
 de Împăratul Alexandru I, prin care el anunță  
 că primesce întrevederea cu Napoleon I fără  
 condițiuni.

L'empereur Alexandre accepte l'entrevue sans conditions préa-  
 lables. || Sa position relativement aux Anglais et aux Suédois lui  
 fait désirer qu'elle n'ait pas lieu avant le mois de juillet. || L'em-  
 pereur Alexandre préférerait par les mêmes raisons que l'empereur  
 Napoléon pût autoriser son ambassadeur à arrêter avec lui l'époque  
 fixe de l'entrevue d'après les circonstances, et que les affaires de  
 l'empereur Napoléon le missent alors dans le cas de se rendre au  
 rendez-vous aussitôt qu'il recevrait l'avis du départ de l'Empereur  
 Alexandre. Ce départ serait calculé de manière à ce qu'il y eût au

moins trente jours entre l'époque du départ du courrier expédié de No. 87<sup>209</sup>. Pétersbourg et celle où les deux souverains devraient se trouver à 1808 Erfurt. || Pour ne pas trop prolonger l'attente dans laquelle serait 21 Maiü. l'empereur Napoléon, l'empereur Alexandre s'arrangerait de manière à ce que la première entrevue ait lieu avant le 1-er août. || Changement dicté par l'empereur Alexandre pour être substitué au paragraphe ci-contre: || L'empereur Alexandre espère que la première entrevue pourra avoir lieu avant le 1-er août. Il ne prend pas d'engagement plus positif, son départ dépendant des attaques que les Anglais et les Suédois pourraient tenter. Ces motifs seuls peuvent retarder l'entrevue.

No. 87<sup>209</sup>.—Raportul d-lui de Verninac către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 23 Maiü 1808. Paris.

(Testa, loc. cit., II, p. 308).

Monseigneur, j'allai rendre visite hier à l'ambassadeur turc, No. 87<sup>209</sup> ainsi que j'ai l'habitude de le faire de temps à autre. Comme il dor- 1808 mait, le premier interprète me proposa un tour de promenade dans 23 Maiü. le jardin. Cet interprète est M. Theologo, qui fit dernièrement un voyage à Bayonne. Après quelques moments d'une conversation indifférente: Ne s'occupe-t-on pas beaucoup de nous dans le public, me dit-il? On assure, répondis-je, que l'empereur a fait prolonger l'armistice, et je vous en félicite.—La prolongation de l'armistice n'est rien, si l'on ne travaille point à la paix; il n'en est pas encore question et je vois avec chagrin que la Porte ne prend aucun des moyens propres à se l'assurer prompte et avantageuse.—Vous me surprenez, Monsieur;—je croyais que la Porte se la ménageait par tous les procédés d'une confiance entière envers l'auguste médiateur, qui en est l'arbitre.—Je m'expliquerai franchement, repartit M. Theologo, et j'irai droit au fait. Aux termes du traité de Tilsit, les Russes auraient dû évacuer la Valachie et la Moldavie; non-seulement ils sont restés dans les provinces, mais ils s'y sont singulièrement renforcés. Or, de deux choses l'une: cette inexécution du traité a été consentie par l'empereur Napoléon, ou elle n'a pas son assentiment; c'est une infraction que s'est permise l'une des parties contractantes, ou bien c'est une modification apportée d'accord entre elles aux engagements qu'elles avaient pris ensemble; dans le premier cas, l'em-

No. 87<sup>209</sup>. 1808. 23 Maiü. pereur Napoléon, qui est sans doute assez puissant pour faire respecter le traité, voudra-t-il sacrifier à cela le sang de ses soldats et les intérêts qui l'unissent à la Russie? Dans le fond, pouvons-nous espérer qu'il révoquera, sans la considération de quelque avantage personnel, l'acte de condescendance auquel il a pu s'abandonner en faveur de son allié? Dans l'un ou l'autre cas, un danger grave nous presse et, ne pouvant y échapper par la voie des armes, nous devons recourir à la ressource des faibles. Si la Russie agit sans l'aveu de l'empereur, par des concessions, qu'il fasse respecter la traité; si l'empereur a relâché le lien des engagements pris à Tilsit, méritons, par la même complaisance, qu'il le resserre. Donnons, en un mot, à une puissance qui n'est pas essentiellement notre ennemie, pour ne rien donner à celle qui de tout temps aspire à nous anéantir, ou pour éviter d'être la proie de l'une et de l'autre. Cette politique est le seul moyen de salut dans les circonstances critiques où nous sommes. Mais tout indiquée qu'elle est par notre position, elle ne prévaudra point dans le divan sur les préjugés et les sentiments qui y dominent; la paix ne se fera point, nous serons battus et notre ruine est infaillible. Ce que je vous dis là, continua M. Theologo, j'eus le courage de le dire à M. l'ambassadeur, ces jours derniers; je m'attachai à lui faire sentir que, les difficultés existantes ne pouvant se résoudre que par un abandon de territoire, il ne nous restait plus qu'à savoir bien placer nos sacrifices et qu'à les faire servir à nous assurer un protecteur puissant, qui sauvât du moins notre existence et notre gloire. L'ambassadeur me répondit que les Français étaient autant nos ennemis que les Russes et tous les infidèles; que la Porte ne pouvait rien céder ni aux uns, ni aux autres; que le sandjac-chérif (l'étendard de Mahomet) dissiperait toutes les armées chrétiennes; et lorsque je lui rappelai les défaites des troupes les plus renommées, la chute de tant de trônes et tout ce dont nous avons été les témoins depuis quinze ans: Vous êtes chrétien vous-même, me dit-il, et vous désirez notre perte; mais vous devriez rougir de vos opinions et craindre d'avoir à en rendre compte à la Porte! Je crains si peu, m'ajouta M. Theologo, les suites d'une opinion que je crois utile au bien de mon souverain, que j'en ai fait part au réis-effendi; je lui ai envoyé dernièrement un mémoire entièrement rédigé dans le sens de la conversation que j'ai avec vous. Ces confidences de M. Theologo m'étonnent d'autant plus que, depuis qu'il est en France, il ne m'avait pas dit un seul mot d'affaire et s'était tenu dans une réserve extrême. M. Theologo, en me parlant, était très-ému et pa-

raissait affecté. Quoique je ne proférasse pas un mot qui dût encourager son épanchement, il me parla de la situation intérieure de l'empire. D'après les nouvelles particulières qui m'arrivent, dit-il, le mal est au comble; à peine avons-nous pu réunir 30.000 hommes pour opposer aux Russes; tout est en défection dans l'Asie; on s'y rit des khatichérifs (commandements du Grand Seigneur même); le trésor est dénué; les Grecs de la péninsule et ceux d'au delà de l'isthme s'exaltent de plus en plus; chacun s'occupe de l'avenir; comme Grec, je dois entrevoir avec satisfaction l'espérance d'un changement; comme employé de la Porte, dans un poste effrayant de responsabilité, je souffre de voir qu'on ne prend pas les moyens de conjurer l'orage; j'ai fait solliciter mon rappel, par mes amis; on a répondu qu'il n'était pas encore temps; ma position est la plus fâcheuse du monde. || J'ai cru, Monseigneur, que ces ouvertures de M. Theologo pouvaient intéresser le bien du service de S. M., et cette considération me détermine à les porter à votre connaissance.

No. 87<sup>209</sup>.  
1807  
23 Maiü.

No. 87<sup>210</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către ambasadorul său la Petersburg, de Caulaincourt, din 31 Maiü 1808. Bayonne.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 561).

..... Il me semble que vous ne dites pas suffisamment ma raison. Je voulais l'entrevue, pour tâcher d'arranger nos affaires avec la Russie. En Russie on ne l'a pas voulu, puisqu'on ne l'a voulu que conditionnellement et dans le cas où j'adopterais tout ce que propose M. de Romanzoff<sup>1)</sup>. C'était justement pour traiter ces affaires que je désirais l'entrevue. Il y a un cercle vicieux, que vous n'avez pas assez senti, ni fait sentir. Aujourd'hui, je suis dans les mêmes dispositions, je désire l'entrevue. Depuis le 20 juin, je suis disponible, mais je veux l'entrevue sans condition. Bien mieux, il faut que l'on convienne avant que je n'adopte pas les bases proposées par M. de Romanzoff, qui me sont trop défavorables. J'ai dit à l'empereur Alexandre: Conciliez les intérêts des deux empires. Or, ce n'est pas concilier les deux empires que de sacrifier les intérêts de l'un à ceux de l'autre et compromettre même son indépendance. D'ailleurs, nous nous rencontrerions dès lors nécessairement, car la Russie, ayant les débou-

No. 87<sup>210</sup>.  
1808  
31 Maiü.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>176</sup>, p. 822.

No. 87<sup>210</sup>. chés des Dardanelles, serait aux portes de Toulon, de Naples, de  
 1808 Corfou. Il faut donc que vous laissiez pénétrer que la Russie voulait  
 31 Maiü. beaucoup trop et qu'il était impossible que la France voulût consentir à ces arrangements; que c'est une question d'une solution très-difficile, et que c'est pour cela que je voulais essayer de s'arranger dans une conférence. Le fond de la grande question est toujours là: Qui aura Constantinople?....

---

No. 87<sup>211</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I, din 3 Iunie 1808. Bayonne.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 14.059, XVII, p. 311).

No. 87<sup>211</sup>. Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté du 28  
 1808 avril <sup>1)</sup>. J'ai appris avec plaisir les succès que ses armes ont obtenus.  
 3 Iunie. La prise de la flottille suédoise est bien importante et bien précieuse pour Votre Majesté. || Les affaires d'Espagne me retiendront ici encore un mois; après quoi, je pourrai me rendre où Votre Majesté le jugera nécessaire pour l'entrevue, afin de concilier les différents intérêts de nos empires. || L'Espagne change de souverain. Je ne garde rien pour moi. La grandeur de la France n'y gagnera rien, si ce n'est plus de sûreté pour l'avenir. Je me réserve d'écrire dans peu de jours à Votre Majesté sur toutes ces affaires. Je la prie, en attendant, de ne pas douter de mes inaltérables sentiments.

---

No. 87<sup>212</sup>.—Depeşa ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către ministrul Afacerilor străine al Rusiei, Comitele Rumianţov, din 28 Maiü (9 Iunie) 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 551).

No. 87<sup>212</sup>. Monsieur le comte, || Les dépêches en date du 28 avril, que  
 1808 Votre Excellence m'a adressées par le prince Volkonsky au sujet des  
 9 Iunie. affaires de la Turquie <sup>2)</sup>, me prescrivaient de faire de leur contenu l'objet d'une communication à la personne avec laquelle je me trouverai en relations d'affaires pendant l'absence de M. de Champagny. Le prince de Bénévent étant toujours à Valençay, je dois attendre son retour pour m'acquitter de cet ordre suprême. En vous soumettant ces circonstances, je ne saurais m'empêcher, Monsieur le comte,

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>207</sup>, p. 875.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>197</sup>, p. 853, şi doc. 87<sup>198</sup>, p. 854.

de vous exprimer le regret avec lequel je renonce à l'espoir d'une négociation directe entre nous et la Porte, comme étant beaucoup plus propre à terminer promptement cette guerre que la médiation de la France, qui ne nous a valu jusqu'à présent que des retards et des entraves. Je viens d'être confirmé dans cette opinion par une dépêche de M. le prince de Kourakin, qui m'apprend la démarche inouïe du général Sébastiani, par laquelle cet ambassadeur est parvenu à déterminer le prince Prosoroffsky à prolonger la suspension d'armes, en s'appuyant sur une stipulation qui n'a jamais existée. J'avoue que j'ai de la peine à comprendre comment le général en chef d'une armée se laisse engager par les avis d'un agent étranger à différer l'exécution des ordres positifs de sa cour, si toutefois il les avait reçus. Nous n'avons vu jusqu'ici des exemples de faiblesse aussi marquante que dans les fastes des armées prussiennes et autrichiennes. || Ils ont conduit au tombeau ces deux monarchies, et je ne pouvais certes pas m'attendre à les voir imités par un maréchal russe. Quoiqu'il en soit, j'y ai trouvé la solution du problème que je ne pouvais comprendre. La déclaration que l'instruction du 11 mars <sup>1)</sup> me prescrivit de faire à la cour de France, et que je consignai dans ma note du 2 (14) avril <sup>2)</sup> devait me faire croire à une reprise d'hostilités immédiate; vous jugerez donc de ma surprise, Monsieur le comte, en voyant qu'elle ne s'exécutait pas, jusqu'à ce que le prince Kourakin m'eût informé des motifs qui y avaient donné lieu. Partageant mon opinion sur la nécessité d'adopter vis-à-vis des Turcs une marche plus ferme et plus décisive, il partage également mes regrets sur la prolongation de l'armistice et croit qu'il serait maintenant trop tard pour en revenir à la première décision. A cet égard, je ne saurais être de son avis; je ne vois pas ce qui empêcherait une reprise d'hostilités. Les accroissements successifs de l'armée ottomane nous en fournissent un prétexte plausible, et le silence que garde toujours le gouvernement français, après la déclaration que nous lui avons faite dans ma note du 14, non-seulement nous justifie auprès de lui, mais a l'air d'approuver nos projets et pourrait être très-bien interprété comme tel. Mais il faudrait, pour remplir une semblable résolution, ne point tarder à l'exécuter et profiter des peu de moments précieux qui absorbent encore les soins de l'empereur Napoléon du côté opposé. Ils sont courts ces moments et, si, dans deux mois, nos discussions avec la Turquie ne sont pas terminées et la paix faite, il

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>183</sup>, p. 834.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>190</sup>, p. 842.

No. 87<sup>112</sup>. en sera vraiment trop tard, car Napoléon, débarrassé des affaires de  
 1808 l'Espagne, aura tous les moyens et toutes les facilités d'arranger les  
 9 juin. nôtres à son gré. Et comment serait-il possible de s'en rapporter encore à sa médiation, après que son ambassadeur à Constantinople, qui bien sûrement n'osait point agir d'après ses propres impulsions, a fourni une preuve aussi évidente de sa duplicité et de ce que nous avions à nous attendre de l'intervention de la France? Cette lettre de Sébastiani en date du 8 mars ne pouvait être inconnue à Votre Excellence à l'époque de l'expédition du prince Volkonsky, qui eut lieu le 28 avril v. st., et pourtant elle se flatte d'un changement en mieux et rejette les ouvertures faites par le canal du baron de Hübsch. J'aime à espérer que cette mesure n'a été motivée que par le peu de confiance que doit inspirer cet intermédiaire danois, qui est Français à brûler, et qu'elle n'annonce point un refus absolu de mettre à profit les dispositions du divan en faveur d'une négociation directe qu'il annonce <sup>1)</sup>. Pour prouver à Votre Excellence combien ces dispositions semblent fondées, j'ai l'honneur de lui communiquer sous ce pli des notions de Constantinople <sup>2)</sup>, qui me sont parvenues par une voie indirecte, mais très-sûre, et qui confirment les données transmises à cet égard par le baron Hübsch. Il s'accumule trop de preuves incontestables des vraies intentions de la France à notre égard, pour qu'il soit possible que notre auguste cour puisse entretenir encore l'espoir d'obtenir par sa médiation les avantages auxquels elle est en droit de prétendre. Trop de motifs au contraire semblent se prononcer pour le parti de négocier cette affaire directement, et je me flatte que Votre Excellence les saura apprécier. Dans sa dernière lettre particulière, elle m'annonce que nos affaires du côté de la Turquie s'améliorent, en s'appuyant sur les notions annexées à une des dépêches. Mais, comme les preuves que ces renseignements contiennent sont très-peu convaincantes, je dois croire que Votre Excellence veut m'abuser ou se faire illusion à elle-même. Plus le terme des arrangements de l'Espagne approche, plus les embarras entre nous et la France s'augmenteront, plus on nous suscitera de nouvelles difficultés, non-seulement au sujet de la Turquie, mais aussi de la Prusse, et peut-être de la Pologne. Il est donc urgent de mettre ces instants à profit, et je ne saurais assez répéter la nécessité d'organiser des moyens de défense respectables, à moins qu'on ne veuille souscrire à tout.

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>170</sup>, p. 827.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>102</sup>, p. 858.

No. 87<sup>213</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către ambasadorul său la Petersburg, de Caulaincourt, din 15 Iunie 1808. Bayonne.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 561).

.....Je consens à l'entrevue. Je vous laisse le maître d'en désigner l'époque. Vous ne recevrez pas cette lettre avant le 1-er juillet. L'empereur ne sera pas fixé avant le 15. Vous devez me prévenir de manière qu'il y ait 16 ou 18 jours pour le temps que mettra votre lettre à arriver, 10 jours pour me rendre au lieu du rendez-vous et 5 ou 6 jours pour faire les préparatifs. Il faut donc que l'empereur ne soit rendu au lieu de l'entrevue que le 35<sup>e</sup> jour après le départ de votre lettre de Saint-Petersbourg. Ce ne peut donc pas être avant le mois de septembre, et, à vous dire vrai, je préfère cette saison à toute autre; d'abord, parce qu'il fera moins chaud, et, ensuite, parce que mes affaires seront finies ici et que j'aurai pu passer quelques jours à Paris.....

No. 87<sup>213</sup>,  
1808  
15 Iunie.

No. 87<sup>214</sup>.—Extract din scrisoarea ambasadorului rus, Comitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 9 (21) Iunie 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 564).

Monsieur le comte, || Dans le Moniteur ci-joint, Votre Excellence trouvera la confirmation de la nouvelle que j'eus l'honneur de lui mander par le prince Volkonsky. C'est Joseph Bonaparte qui va recueillir la dernière dépouille des Bourbons. Mais son avènement au trône sera teint de beaucoup de sang..... || Quel parti ne pourrions-nous pas tirer des conjonctures présentes, si immédiatement après la paix de Tilsit on se fût occupé avec activité de l'accroissement de l'armée et de l'organisation d'une milice? Quel avantage, quelle supériorité même ne nous donneraient pas maintenant dans les négociations 200.000 hommes réunis en Pologne et dans le camp de Vitepsk! || Je vous conjure encore, Monsieur le comte, de ne pas laisser passer ce moment précieux sans terminer nos affaires avec la Turquie. Nous ne devons nous attendre à rien de la part du gou-

No 87<sup>214</sup>,  
1808  
21 Iunie.

No. 87<sup>214</sup>. vernement français. Les preuves de l'attachement le plus sincère ne nous ont valu jusqu'à présent que des assurances banales, des promesses qui ne se réaliseront jamais et qui n'ont été prodiguées que pour gagner le temps nécessaire au développement des affaires d'Espagne. Le sort de cette monarchie devrait, il me semble, nous prouver le danger qu'il y a de laisser à l'empereur Napoléon les facilités de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays et d'acquérir une trop grande influence sur les déterminations de son gouvernement. Il nous apprend encore quelle valeur il faut attacher à ses protestations d'amitié, qu'aucun fait n'étaye. Voilà un an que dure cette funeste alliance, quels sont les fruits que nous en avons retirés? || La Russie est-elle évacuée? Les principautés ottomanes sont-elles à nous? La conquête de la Finlande peut-elle contre-balancer la réunion de la Toscane et des états du Pape, la conquête du Portugal et de l'Espagne, l'occupation du Danemark et celle des états prussiens? || Les protestations de Napoléon peuvent-elles compenser la perte de notre commerce, la décadence de notre prospérité et le tort que ces maux passagers, mais sensibles, doivent faire à l'empereur dans l'esprit de sa nation? On se flatte à tort que l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie gagnera la nation au système actuel. Les avantages de cet agrandissement ne sont pas faits pour être appréciés de tout le monde, tandis que les conséquences qui résultent de l'impossibilité de vendre et d'exporter nos productions territoriales pèsent sur toutes les classes. Elles iront au-devant des sacrifices qu'il faudra faire pour se soustraire à cet état de choses.....

---

No. 87<sup>215</sup>.—Extract din raportul ambasadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Imperatorul Napoleon I, din 24 Iunie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 411).

No. 87<sup>216</sup>. [Dans un entretien que Caulaincourt eut le 14 juin avec l'empereur de Russie, celui-ci lui demanda si l'empereur Napoléon, qui venait d'envoyer un courrier<sup>1)</sup>, n'écrivait rien sur les affaires de Turquie et sur l'entrevue projetée.] || L'ambassadeur: L'empereur désire comme toujours l'entrevue. Il la désire avec confiance et sans

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>210</sup>, p. 879.

conditions, parce que le projet de M. de Roumiantzof<sup>1)</sup> présente quelques difficultés qui ne peuvent être conciliées que dans une entrevue. Cinquante courriers, comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté, ne finiront pas ce qui s'arrangera en dix jours. || L'empereur: Aussi ai-je accepté l'entrevue avec toute confiance et sans conditions<sup>2)</sup>. Les Anglais me forcent à l'ajourner; mais, au plus tard en août, je serai libre et je m'empresserai de me rendre au rendez-vous. La mer ne sera pas encore fermée alors, mais la saison sera trop avancée pour qu'ils puissent rien entreprendre. Mais sur quoi reposent les difficultés? || L'ambassadeur: Votre Majesté avait Elle-même prévu l'une; M. de Roumiantzof et moi, les autres. Les bases de M. de Roumiantzof font bien la part de la Russie, mais ne concilient rien. Constantinople est un point si important, que sa possession et le débouché des Dardanelles vous rendraient doublement maîtres de tout le commerce avec le Levant, avec l'Inde même. Sans rien préciser, les bases du projet de M. de Roumiantzof ne peuvent être acceptées. || L'empereur: Constantinople, par l'éloignement des Turcs, ne sera plus qu'une ville de province au bout de l'empire. La géographie veut que je l'aie, parce que si elle était à un autre, je ne serais plus maître chez moi, et qu'il est cependant sans inconvénient pour les autres, l'empereur l'avouera, que j'aie la clef de la porte de ma maison. || L'ambassadeur: Cette clef est aussi celle de Toulon, de Corfou, du commerce du monde. || L'empereur: Mais on peut faire tel arrangement, qui garantirait que cette route ne sera et ne pourra jamais être fermée au commerce de qui que ce soit et en quelque temps que ce soit. || L'ambassadeur: Si Votre Majesté régnait toujours, cette garantie pourrait avoir un grand prix, mais la prévoyance veut que, dans une affaire qui réglera les destinées du monde, l'empereur prenne toutes les sûretés possibles pour son empire. Le successeur de Votre Majesté sera-t-il l'ami, l'allié de la France? Votre Majesté peut-Elle le garantir? M. de Roumiantzof fait le lot de la Russie pour qu'il soit bon et sûr en tout état de cause. Tout en voulant ce qui peut convenir à Votre Majesté et lui être utile, l'empereur ne peut cependant, dans un arrangement de cette importance, lui sacrifier les intérêts et la sûreté de la France. Concilier les uns et les autres, ce n'est pas tout s'approprier. || L'empereur: Je ne demande pas mieux que de m'entendre; mais

No. 87<sup>215</sup>.  
1808  
24 Juin.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>176</sup>, p. 822.

<sup>2)</sup> Cf. anexa doc. 87<sup>208</sup>, p. 876.

No. 87<sup>215</sup>. quand vous avez la plus grande part et que toutes les conséquences  
 1808 de ce grand événement seront à votre avantage, il faut bien que j'aie  
 24 juin. ceux que la géographie me donne. C'est d'ailleurs bien moins que  
 vous ne pensez. L'empereur ne peut vouloir les Dardanelles. Veut-il  
 les donner à quelqu'un, quel inconvénient que je les aie? ¶ L'am-  
 bassadeur: Si Votre Majesté les possédait, Elle serait aux portes  
 de Corfou, de Toulon. ¶ L'empereur: Bien moins que vous êtes  
 aux portes de Portsmouth et l'Angleterre à celles de Brest et de  
 Cherbourg. ¶ L'ambassadeur: Aussi sommes-nous rivaux, même  
 en paix. Peut-être ne serons-nous jamais amis, certainement pas al-  
 liés. Votre Majesté me permettra de lui répondre que sa comparaison  
 même fournit une raison contre le projet de M. de Roumiantzof, car  
 Elle veut que nous restions amis. Pour cela, il ne faut que des avan-  
 tages qui ne nous nuisent pas réciproquement. En suivant les vues  
 de M. de Roumiantzof, la puissance réelle dans le Levant serait la  
 Russie, dont les nouvelles acquisitions se lieraient avec son vaste  
 empire. Il n'y aurait donc plus cet équilibre qui conserve la paix.  
 La France, qui n'acquiert que loin d'elle, la France aux Dardanelles,  
 à Constantinople même, n'est redoutable pour personne, parce que  
 c'est une propriété éloignée, une espèce de colonie, tandis que dans les  
 mains de la Russie c'est un établissement formidable. Toutes ces rai-  
 sons prouvent à Votre Majesté qu'une entrevue peut seule mettre  
 d'accord sur de tels intérêts. Ce sont de ces grandes transactions,  
 dans lesquelles les souverains seuls peuvent s'entendre. ¶ L'empe-  
 reur: Je le crois aussi, mais je ne veux pas placer mon pays dans  
 une position plus gênante que celle où il se trouve par son voisi-  
 nage des Turcs. La France aux Dardanelles, nous perdrons plus que  
 nous n'aurions gagné.

---

No. 87<sup>216</sup>. — Extract din memoriul dat de Principele  
 Adam Czartorijsky Impăratului Alexandru I,  
 în 26 Iunie (8 Iulie) 1808. Petersburg.

(Сборникъ, VI, p. 372).

No. 87<sup>216</sup>. Au moment de m'éloigner d'auprès Votre Majesté Impériale pour  
 1808 quelque temps, je crois de mon devoir de lui exposer par écrit ma  
 8 Iulie. manière d'envisager les affaires du temps et ce que je prévois pour  
 l'avenir. ¶ Le moment actuel est trop important, pour que l'opinion  
 d'un chacun ne dût offrir quelque intérêt. Je dirai la mienne en

aussi peu de mots que possible. || Je pense que vos rapports actuels No. 87<sup>216</sup>.  
 avec le gouvernement français finiront pour Votre Majesté Impériale 1808  
 de la manière la plus funeste. || Napoléon n'a qu'un seul but, qu'il 8 Julie.  
 poursuit uniquement et sans relâche depuis qu'il gouverne la France ;  
 c'est celui d'abaisser, de soumettre, de détruire tous les gouverne-  
 ments existants, afin que le sien et celui de sa dynastie deviennent  
 inébranlables. || Il doit nécessairement vouloir abaisser la Russie.  
 Cette puissance, telle qu'elle est, ne peut que lui faire encore om-  
 brage. || Tant que la Russie se soumettra à ses désirs, tant qu'elle  
 concourra à l'exécution de ses plans, il la laissera peut-être tranquille.  
 Du moment où il entreverra quelque opposition de sa part, il cher-  
 chera à l'abattre de vive force. || Ce qu'il y a de plus fâcheux dans  
 notre position, c'est, qu'en cédant à toutes les volontés de Napoléon,  
 la Russie ne sert que les intérêts de ce conquérant; elle augmente  
 ses moyens à lui, diminue dans une proportion bien plus grande  
 encore les siens propres ; elle se met hors d'état de résister à Na-  
 poléon, lorsqu'un jour il jugera à propos de lui porter les derniers  
 coups ; et c'est ce qu'il ne manquera pas de faire, aussitôt qu'il se  
 croira être sûr du succès. || Si Votre Majesté pouvait en douter,  
 Elle n'a qu'à réfléchir un moment sur la conduite que Napoléon a  
 constamment tenue avec tous les pays où il est parvenu à établir  
 son influence. Voyez, Sire, quel a été le sort de la Prusse, qui avait  
 si bien servi ses intérêts. Aussitôt qu'il l'a aperçue isolée, avec un  
 commerce détruit, sans ressources pécuniaires, brouillée avec plusieurs  
 puissances, abandonnée des autres, excepté d'une seule, qui était trop  
 loin pour la secourir à temps, il s'est hâté de tomber sur la Prusse et  
 de l'anéantir. || La catastrophe avec l'Espagne est encore plus frap-  
 pante. Et avec qui Napoléon a-t-il agi de la sorte ? avec un prince,  
 avec un état qui a été son plus fidèle allié et dont les flottes, les  
 troupes et toutes les ressources ont été à sa pleine disposition. || Ce  
 sont des exemples, sans en citer plusieurs autres, que les gouverne-  
 ments qui existent encore doivent continuellement avoir devant les  
 yeux, afin qu'ils sachent à quoi ils doivent s'attendre à leur tour. ||  
 La marche de Napoléon est toujours graduelle, et partout elle a été  
 la même. Avec nous également il a commencé, lors du traité de  
 Tilsit, par imposer des conditions, qui, au premier moment, pourraient  
 avoir une apparence de modération, mais qui dans le fond étaient  
 très-dures et prouvaient du reste qu'il n'avait pas sincèrement l'idée  
 de ménager les intérêts de Votre Majesté. D'ailleurs, l'exécution du  
 traité mit encore plus d'inégalité dans les avantages d'une part et

No. 87<sup>116</sup>. les inconvénients de l'autre, puisque les conditions relatives à la  
 1808 Prusse, par le fait, n'ont pas été remplies et que Napoléon occupe  
 8 Julie. toujours les états du roi, afin d'achever à la première occasion ce  
 malheureux souverain et afin d'avoir plus de forces disponibles à  
 portée des frontières de la Russie et de l'Autriche. Cependant, la  
 Russie, en cédant à la paix sur tous les points qui avaient été l'objet  
 de la guerre, croyait à ce prix avoir acheté la tranquillité dont elle  
 avait grand besoin et dont elle était dans le cas de tirer un grand  
 profit. C'est ce qui ne pouvait nullement convenir à Napoléon. Il ne  
 lui fallait pas que la Russie jouît d'un repos salulaire; il lui fallait  
 que son commerce et ses finances fussent ruinés, et il exigea une  
 rupture avec l'Angleterre. Il voulait que nos forces fussent dissé-  
 minées, que la frontière qui lui est opposée fût dégarnie, et il nous  
 entraîna dans une guerre avec la Suède. Enfin, je demande pourquoi  
 Napoléon remet-il sans cesse de terminer notre pacification avec les  
 Turcs, si ce n'est pour nous empêcher d'obtenir quelque avantage sur  
 eux, et pour avoir un moyen de plus de diviser nos forces et de  
 nous tenir en alarme. La Russie donc, après avoir fait des sacri-  
 fices à la paix, doit continuer à supporter toutes les calamités de la  
 guerre, qui cette fois est contraire à ses intérêts et n'a pour dernier  
 but que ceux de Napoléon. Après avoir ainsi placé la Russie dans  
 la position qui, pour cette époque, répond le mieux à ses projets,  
 position sous tous les rapports incertaine et précaire et remplie  
 d'inconvénients tellement graves qu'ils minent les premières ressour-  
 ces de l'état, Napoléon, assuré que les choses ici, montées de cette  
 façon, mûriront d'elles-mêmes et accéléreront l'exécution de ses pro-  
 jets, a été porter au midi son activité, qui au nord n'avait plus mo-  
 mentanément d'emploi. Le sort du Portugal et de l'Espagne fut  
 décidé. Je supprime toutes les réflexions, qui se présentent en foule sur  
 le mode dont ces événements ont été amenés et sur les suites qu'ils  
 auront. Les affaires d'Espagne n'ayant retenu Napoléon qu'un in-  
 stant et étant déjà comme terminées, c'est probablement sur l'Au-  
 triche qu'il va maintenant porter ses regards. L'Autriche a trois  
 cent mille hommes sur pied; les sentiments secrets de ce gouverne-  
 ment ne peuvent être douteux et sont très-suspects à Napoléon. Il  
 craint cette puissance et n'oubliera pas qu'il ne dépendait que d'elle  
 de le perdre, quand il était au delà de la Vistule. L'Autriche seule  
 sur le continent le gêne encore dans sa marche; s'il la détruit, rien  
 ne l'arrêtera plus; il va donc se défaire de ce dernier obstacle et  
 lui fera payer cher l'honneur d'être capable de lui donner encore

de l'inquiétude. || La position des armées de l'Europe française s'étend depuis la Vistule, par la Saxe, la Franconie, le Tyrol, l'Italie, jusqu'en Albanie. L'Autriche, entourée de toutes parts, sera attaquée sur trop de points, par des forces trop considérables, pour pouvoir résister à la longue. Elle succombera, si elle est abandonnée à ses propres forces; elle succombera à plus forte raison, si la Russie se laisse induire à l'attaquer de concert avec la France. || Aussitôt que l'Autriche n'existera plus, qu'elle aura été morcelée en un royaume de Hongrie, d'Autriche, de Bohême, de Pologne, faisant tous partie de la ligue du Rhin, Napoléon sera délivré de l'appréhension de laisser derrière soi une puissance, qui pourrait le faire repentir de l'envie qu'il aurait de s'avancer contre nous. Il acquerra au contraire un surcroît immense de force à nous opposer en cas de rupture. La Russie serait alors la seule puissance que Napoléon aurait à subjuguer. Croira-t-on qu'il résistera à cette dernière tentation et, qu'avec toutes les chances qu'il aurait alors pour réussir, il abandonnera une entreprise, sans laquelle son ambition ne sera jamais satisfaite, qui mettrait le comble à sa renommée et qui, en complétant ses vastes conceptions, leur donnerait le degré de solidité dont elles sont susceptibles? || Comment se flatter qu'un homme qui, dans sa carrière rapide, ne s'est jamais laissé fléchir, ni détourner d'une ligne de ce qu'exigeait tout le calcul de son ambition, par aucun sentiment, par aucune autre considération quelconque; qui en a agi exactement de la même manière avec tous les états et tous les princes; que cet homme, dis-je, s'arrête tout à coup sur nos frontières, y change subitement de caractère, de façon d'agir, d'intérêt, et, je ne comprends pas pour quelle raison, fasse une exception unique de la Russie et de la seule personne de Votre Majesté Impériale! || Si donc, dans la crainte de périr bientôt après, l'on désirât de sauver l'Autriche et que l'on voulût empêcher sa ruine, qui triple les probabilités, ou, plutôt, ne laisse plus de doute sur le succès de toute entreprise contre nous, il faudrait que la Russie pensât à soutenir la cour de Vienne et à la secourir en cas d'attaque. N'est-on pas en état, ou ne veut-on pas prendre cette résolution, il ne faut pas non plus s'abuser sur les suites. || Les affaires de Turquie serviront probablement de prétexte à la querelle avec l'Autriche et la demande de la Galicie y sera mêlée. Si l'Autriche se soumet sans coup férir aux exigences de Napoléon, si elle consent à coopérer à ses fins, il la laissera vivre peut-être, mais je ne crois pas que ce soit pour longtemps. || Pour ce qui est de la Turquie, il faudra voir ce qui conviendra mieux à Na-

No. 87<sup>16</sup>.  
1808  
8 Julie.

No. 87<sup>216</sup>. poléon. Sera-ce de laisser encore subsister les Turcs, pour les tenir  
 1808 comme en laisse et les lâcher contre nous au premier besoin? Sera-  
 8 Julie. ce de partager l'empire ottoman et de le transformer à sa guise?  
 Dans l'un et l'autre cas, les avantages seront pour lui et les incon-  
 vénients pour nous. || Lorsque l'Autriche et la Turquie seront réduites  
 à l'état qui convient le plus aux plans de Napoléon et à ses intérêts,  
 notre heure alors sonnera. Le voudrait-il même, nul autre objet ne  
 pourrait plus l'occuper sur le continent. " Il commencera peut-être  
 par demander le passage des troupes françaises par l'empire, pour  
 aller faire une expédition aux Indes, comme il les a fait passer par  
 le cœur de l'Espagne pour aller prendre Gibraltar et conquérir l'A-  
 frique. Il voudra qu'une armée russe concoure à cette expédition  
 lointaine. || Aussitôt que les forces françaises auront occupé les posi-  
 tions les plus avantageuses, aussitôt que les troupes russes seront  
 assez disséminées, le trésor et les particuliers assez ruinés, que le  
 mécontentement et la fermentation dans l'intérieur seront arrivés à  
 un degré suffisant, en un mot aussitôt que Napoléon sera sûr de ne  
 pas trouver de résistance capable de l'arrêter et de pouvoir porter  
 des coups décisifs et d'un résultat non douteux, attendez-vous, Sire,  
 chez vous, à un dénouement, à des catastrophes semblables à ceux  
 dont vous avez été spectateur chez les autres. La Pologne sera  
 rétablie. Napoléon préparera la rupture, en demandant la cession des  
 provinces polonaises; ou bien il la provoquera, en intervenant dans  
 les affaires intérieures et prenant fait et cause pour ou contre quel-  
 que parti, qu'il dira se former en Russie. || Enoncer d'avance quelles  
 seront précisément toutes ses demandes et dans quelle gradation elles  
 se suivront, serait difficile. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les prétextes  
 pour augmenter ses exigences ne lui manqueront pas et qu'il les  
 mettra en avant à propos et avec habileté. || Au premier refus, et  
 même sans l'attendre, il marchera avec de grandes forces et une grande  
 rapidité. Je laisse à Votre Majesté à juger de ce qui en arrivera, si  
 nous ne sommes nullement préparés à le recevoir; sans armée à lui  
 opposer, sans argent pour subvenir aux frais d'un armement indis-  
 pensable, sans alliés qui puissent nous secourir, en un mot aux abois  
 et sans aucun moyen quelconque, qui soit assez efficace pour lui  
 tenir tête et surtout assez prompt pour que Napoléon n'en paralyse  
 l'effet en gagnant de vitesse, que deviendra alors la Russie? quel  
 sera le sort de Votre Majesté et celui de toute sa famille? Rappelez-  
 vous, je le répète, de ce qui s'est passé en Espagne et voyez si,  
 pour autant qu'il dépendra des sentiments et de la volonté de Na-

poléon, vous pouvez croire qu'il réserve pour la Russie une autre conduite. || Cet horoscope est affreux, mais, d'après le cours des événements, il n'est point outré. Nous vivons dans des temps où, lorsqu'on prophétise les choses les plus terribles et les plus étonnantes, on ne fait qu'exposer des vérités devenues banales. Il y a peut-être encore quelque mérite à les dire, il n'y en a aucun à les avoir aperçues. || A tant de maux trouver des remèdes n'est pas de ma compétence, et je me garderai bien de donner des conseils à Votre Majesté Impériale. || Je prendrai seulement la liberté de lui observer, qu'en continuant à céder sur toute chose à la France, ces malheurs n'en deviennent que plus inévitables, car tout ce que fait Napoléon, toutes ses démarches et ses exigences y conduisent directement....

No. 87<sup>216</sup>.  
1808  
8 Iulie.

No. 87<sup>217</sup>.—Raportul ambasadurului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Impăratul Napoleon I, din 10 Iulie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 414).

[Ayant reçu la lettre de Napoléon du 3 juin 1808 <sup>1)</sup>, l'empereur Alexandre dit à Caulaincourt:] || «Je suis bien aise que l'empereur ait apprécié mes raisons et que ses propres affaires le portent à fixer l'entrevue au mois de septembre. C'est aussi l'époque où je n'aurai rien à craindre des Anglais. Ce n'est ni pour l'importance des expéditions qu'ils peuvent entreprendre, ni pour leurs connaissances, c'est uniquement pour que l'on ne me voie pas m'éloigner au moment du danger. Je commence au reste à être de votre avis. Je ne crois pas qu'ils entreprennent rien contre vous. Ils ne veulent pas mettre contre eux les gens qu'ils croient encore pour. Mais tout cela ne signifie rien. Qu'il résulte un avantage réel pour ce pays de notre alliance, et je vous garantis qu'il n'y aura partout qu'une voix en sa faveur. Pour moi, je n'ai qu'une manière de voir. Je crois que la géographie veut notre alliance; qu'elle est, par conséquent, dans l'intérêt de mon empire. Je marche donc franchement dans ce sens. Aucun obstacle ne m'arrêtera, comme aucun petit désagrément ne m'a changé. Je ne donne de l'importance qu'aux choses qui viennent de l'empereur et je porte dans tous mes arrangements avec lui un sentiment de droiture, qui ne peut que mener à

No. 87<sup>217</sup>.  
1808  
10 Iulie.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>211</sup>, p. 880.

No. 87<sup>217</sup>. tout bien terminer. Notre entrevue donnera, j'espère, des avantages réciproques aux deux états. Je ne suis, ni ne serai jaloux d'aucun de ceux qu'a, ou que peut avoir l'empereur. Je suis fort aise que les affaires d'Espagne soient terminées. Je puis vous en parler aujourd'hui, que tout est fini. Roumiantzof vous a prié de faire passer une lettre à mon ministre <sup>1)</sup>, qui prouvera à l'empereur mon empressement à aller au-devant de ce qui peut lui être agréable et à donner à tout ce qui lui appartient des marques de mon attachement. Je n'ai pas hésité aussitôt que j'ai su son choix fait, et vous avez vu, par ma discrétion pendant tout le temps de ces événements, quel prix j'attache à voir sa dynastie acquérir des avantages. Ce sont de grands moyens contre les Anglais. Tant mieux : ils ne peuvent être mis en de meilleures mains. Il faut en finir avec eux et j'espère que nous leur porterons cet hiver le dernier coup sur tous les points. Il faut espérer qu'il gèlera et que vous passerez, et nous aussi, en Suède, pendant que les autres expéditions marcheront; car avec eux il faut frapper partout, pour les forcer à la paix. L'époque de l'entrevue me convient parfaitement. Puisque l'empereur ne me presse pas, je prendrai toutes mes précautions. Quelques jours ne font rien et on est au moins tranquille. Puis, on arrange ses affaires à loisir. Une fois avec l'empereur, je vous avoue que je ne veux pas être pressé de revenir. Je ne me rappelle pas bien l'époque de l'expédition de Copenhague. C'était à peu près celle où la Baltique n'est plus tenable. Je vais prendre des renseignements positifs et nous conviendrons du jour. Nous avons le temps, puisque l'empereur Napoléon veut bien vous autoriser à l'arrêter. Mais vous pouvez lui mander d'avance que je crois pouvoir partir d'ici, si ce n'est dans les derniers jours d'août (style russe), au plus tard le 1-er septembre, ce qui revient au 13 de votre style. J'arriverais donc du 25 au 30 de votre style à Erfurt. Si cela convient à l'empereur, cela m'arrangera tout-à-fait, et il sait pourquoi. Sous peu, au reste, nous déterminerons le jour, car nous saurons ce que font les Anglais. L'empereur vous parle-t-il de ses vues dans le partage de la Turquie?» [Caulaincourt répondit que son maître ne lui en parlait pas, mais que le projet du comte de Roumiantzof avait paru à Napoléon inadmissible.] " L'empereur: C'est cette langue de chat, sans doute? " L'ambassadeur: Et Constantinople donc, Sire! Je n'ai pas caché ces difficultés à Sa Majesté, ni à son ministre. " L'empereur: Avez-vous dit à l'empe-

<sup>1)</sup> Pentru recunoascerea lui Josef Bonaparte ca Rege al Spaniei.

reur que Roumiantzof appelle cela la langue de chat? || L'am- No. 87<sup>217</sup>.  
 bassadeur: Oui, Sire, je ne cache rien à l'empereur. C'est le moyen 1808  
 de le bien servir, et Votre Majesté aussi. || L'empereur: Je suis 10 Iulie.  
 de cet avis. Aussi, parlerai-je de confiance à l'empereur. J'en ai une  
 entière en me rendant à l'entrevue et je ne doute pas de l'heureuse  
 influence qu'elle aura sur les affaires et la tranquillité du monde.  
 Je n'ai jamais varié dans mon admiration pour l'empereur et je ne  
 varierai pas dans l'attachement que je lui porte maintenant, pas plus  
 que dans le système qui me lie au sien. Il y a aujourd'hui un an  
 des ratifications de Tilsit. L'empereur me doit cette justice: aucune  
 difficulté, aucun obstacle ne m'a arrêté pour remplir tous les enga-  
 gements que j'y ai pris. Le général Savary, comme vous, mon gé-  
 néral, vous devez rendre cette justice au cabinet russe... Mandez  
 bien à l'empereur que je me fais une fête de le voir. Il me faut  
 quinze jours pour m'y rendre. Nous irons ensemble.

---

No. 87<sup>218</sup>.—Extract din memoriul asupra Turciei, Rusiei  
 și Austriei, adresat de Generalul Sébastiani  
 Impăratului Napoleon I, în 12 Iulie 1808. Paris.

(Testa, loc. cit., II, p. 310).

Mémoire sur la Turquie, sur la Russie et sur l'Au- No. 87<sup>219</sup>.  
 triche. || Votre Majesté m'a ordonné de lui faire un rapport sur la 1808  
 situation actuelle de l'empire ottoman; je vais lui soumettre les ob- 12 Iulie.  
 servations, que j'ai été à portée de faire pendant mon séjour à Con-  
 stantinople. J'ai cherché à connaître, non-seulement le gouvernement  
 et la capitale où j'ai résidé, mais encore les différentes provinces de  
 cette monarchie; dans toutes mes recherches, je n'ai eu et je n'aurai  
 jamais qu'un but, le service de Votre Majesté. || Situation inté-  
 rieure. || L'empire ottoman est une monarchie militaire; tant que  
 les princes de la dynastie régnante ont été belliqueux, qu'ils ont  
 commandé leurs armées et parcouru leurs provinces, la monarchie  
 a été florissante; mais depuis qu'ils se sont renfermés dans le sé-  
 rail, que les vézirs et les pachas commandent les troupes et que le  
 divan gouverne l'état, la monarchie est tombée dans l'abaissement  
 et est livrée au désordre. || Votre Majesté, avant mon départ pour  
 Constantinople, en me parlant de la Turquie, dit: Il ne faut à cet  
 empire pour le relever qu'un prince courageux, qui se mette à la  
 tête de ses janissaires, qui parcoure ses provinces et qui fasse tomber

No. 87<sup>218</sup>. les têtes des pachas qui méconnaissent son autorité.—Toutes les observations, que j'ai pu faire dans différentes circonstances, ont confirmé cette vérité. ¶ Malheureusement pour l'empire ottoman, aucun de ses princes actuels n'a les qualités, qui sont nécessaires pour opérer ce changement. ¶ Sultan Sélim, homme éclairé et convaincu de la nécessité de modifier la constitution de l'état, entreprit, peut-être avec trop de légèreté, des changements, qui, en blessant la religion et les usages, indisposèrent la nation et surtout les ulémas et les janissaires.—S'il eût été doué d'un courage et d'une fermeté même ordinaires, il eût triomphé de tous les obstacles; mais, pusillanime jusqu'à l'excès, il fut précipité du trône. ¶ Sultan Moustapha régnant n'a point la lumière de son prédécesseur et en a toute la faiblesse.—Son règne me paraît devoir amener la fin de cette dynastie; car, si un mouvement le renversait lui-même et plaçait sur le trône Sultan Mahmoud, son frère, la Turquie serait gouvernée par un prince faible, doux et valétudinaire, atteint d'une épilepsie incurable. ¶ Voilà les seuls rejetons de la famille des Ottomans, qui est menacée de s'éteindre tout naturellement.—Sultan Sélim n'a pas eu d'enfants.—Sultan Moustapha paraît frappé de la même stérilité, puisque depuis quatorze mois aucune de ses femmes n'a donné de signe de fécondité. ¶ La faiblesse des princes ottomans, depuis Mahomet IV, a été telle, que les vastes provinces de cet empire se sont pour ainsi dire isolées, et les opinions religieuses forment le seul centre d'union auquel se rattachent encore ses parties.—Tous les pachas, tant d'Europe que de l'Asie, sont presque indépendants, car ils ont à la fois l'administration de la justice et des finances de leurs provinces, jointe à la puissance militaire; ils font servir les forces et les moyens qu'ils ont à leur disposition à leur propre agrandissement et à faire la guerre à leurs voisins. ¶ Il résulte de cet état des provinces que les tributs n'entrent plus dans le trésor de l'état, et aujourd'hui les finances dont le Sultan et le divan gèrent l'administration ne s'élèvent pas à 24 millions tournois, parce qu'elles ne se composent plus que de la capitation grecque de la capitale et des environs, du produit des douanes, qui est presque nul depuis la guerre, et des successions des employés de l'état. — Les seules ressources pécuniaires, que pourra trouver le Grand Seigneur dans un moment de crise et de besoin, seront les avanies que l'on fera supporter aux Grecs et aux Juifs, aux Arméniens et aux Turcs, et les joyaux de la couronne. ¶ Après avoir exposé les ressources financières de l'empire ottoman, il est utile d'en faire connaître les forces militaires. Depuis la de-

1808  
12 Julie.

struction du corps des Nisam-gédit, des troupes de nouvelle création, le corps des janissaires constitue la seule infanterie de l'état, les spahis et les timariates forment la cavalerie. — Un corps de canonniers, sous le nom de toptchis, d'à peu près 7.000 hommes, est destiné à la défense des châteaux des Dardanelles et du Bosphore et au service de l'artillerie en campagne. || Tous les Turcs sont soldats, dès qu'ils sont en état de porter les armes: ils doivent marcher à la voix de leur souverain et de la religion; mais l'esprit d'isolement des provinces est tel, que, pendant la dernière campagne, l'armée vézirienne du Danube ne s'est pas élevée à plus de 40.000 hommes, dont 15.000 avaient été levés dans Constantinople et 10.000 dans Andrinople et ses environs; le reste de l'armée se composait de quelques corps de troupes envoyés par des pachas et d'un petit nombre de vrais croyants d'Asie, qui, de leur propre mouvement et poussés par leur zèle, étaient venus grossir l'armée. || La Turquie européenne au delà d'Andrinople n'a rien fourni, et l'Asie, comme on l'a dit, n'a donné que 15.000 hommes. || L'armée du grand vézir doit être évaluée indépendamment des forces des pachas de Rustchuck et de Widdin; les premières se montaient à 25.000 hommes et les secondes à 7 ou 8000. — Ces troupes étaient infiniment meilleures et plus aguerries que celles du grand vézir. || Dans un moment de crise et de danger, l'armée vézirienne ne s'élèvera pas de beaucoup au-dessus de 40.000 hommes; mais les puissances qui attaqueraient l'empire ottoman auront à combattre toute la population musulmane des provinces attaquées et une grande partie de celles des provinces voisines. || Le Grand Seigneur a des ressources considérables en artillerie et en munitions de guerre. — Son matériel d'artillerie est très-bon et plus que suffisant pour les besoins de son armée. || Les forces maritimes de l'empire ottoman se composent de vingt-deux vaisseaux de ligne en état de tenir la mer, dont trois à trois ponts, de douze frégates et autant de corvettes. — La construction de tous ces bâtiments est parfaite, leur armement pourrait être également bon, car l'arsenal de Constantinople offre d'immenses ressources. Dans l'état actuel des choses, la Sublime Porte ne peut pas armer au delà de quinze vaisseaux, avec des frégates et des corvettes en proportion; encore les équipages seront-ils composés d'hommes qui n'ont aucune habitude de la mer et que l'on prendra dans les rues de Constantinople. || Les excellents matelots que fournissaient les îles de l'Archipel n'arrivent plus à Constantinople, depuis que ces îles se regardent comme

No. 87<sup>218</sup>.  
1808  
12 Julie.

No. 87<sup>18</sup>. indépendantes et prêtes à passer sous une autre domination. — Les  
 1808 officiers qui commandent ces forces maritimes n'ont aucune connais-  
 12 Julie. sance théorique de l'art de la navigation et très-peu d'expérience. |  
 Jusqu'au moment de la déposition du Sultan Sélim, la Turquie avait  
 eu un gouvernement faible à la vérité, mais entouré du prestige des  
 idées religieuses.—Son successeur n'a obtenu que le titre pompeux  
 de Padi-Scha et le droit de commander dans le sérail, mais l'au-  
 torité, ou plutôt ce simulacre de puissance, qui reste encore aux  
 anciennes formes de la monarchie, est entre les mains des ulémas,  
 et particulièrement entre celles du mufti actuel, le même qui a eu  
 une grande influence lors de la révolution dont le résultat a été la  
 déposition du Sultan Sélim. | Deux fois Sultan Moustapha a essayé  
 de déposer le mufti et de composer le divan de ses créatures, et  
 deux fois il a couru le danger de perdre sa couronne.—Les affaires  
 se traitent chez le chef de la loi, qui commande en maître et qui,  
 toutes les fois qu'on veut lui disputer sa souveraine puissance, fait  
 réunir et soulever les janissaires.—Quoiqu'il en soit, le Sultan et le  
 mufti n'exercent leur faible autorité que dans Constantinople et dans  
 une petite partie de la Bithynie. Les provinces sont mécontentes, la  
 cour est dans le mépris, le gouvernement est dans une véritable  
 agonie ; mais cette agonie peut être longue.—Un ancien nom, d'an-  
 ciens usages et, plus que tout cela, le centre de la religion, réunis-  
 sent les Musulmans animés par la même croyance, et je ne pense  
 pas, qu'à moins d'un schisme religieux, aucun pacha puisse se former  
 une principauté indépendante et héréditaire ; il serait même possible  
 qu'à la paix le Sultan pût reprendre les rênes du gouvernement de  
 la capitale et qu'il se maintînt encore quelques années, d'autant plus  
 que les janissaires n'ont pas contre lui la haine qu'ils avaient contre  
 son prédécesseur. | Les hommes qui composent aujourd'hui le divan,  
 tant au camp qu'à Constantinople, sont persuadés que la durée de  
 l'empire dépend de la conservation de la bienveillance de Votre Majesté  
 et que cette bienveillance ne peut être conservée que par l'état de guerre  
 avec l'Angleterre. — Des orages fréquents, mais momentanés, trou-  
 bleront la tranquillité de Constantinople, causeront la perte de quelques  
 hommes importants, mais le ministère, quel qu'il soit, ne s'écartera jamais  
 du principe d'union avec la France.—Je suis même obligé de dire à  
 Votre Majesté une vérité bien constante et universellement reconnue ;  
 l'Europe est pleine d'admiration pour le vaste génie de Votre  
 Majesté, mais l'Orient reconnaît dans votre personne sacrée l'envoyé  
 de Dieu. Tous ceux qui seront employés dans l'Orient par ordre de

Votre Majesté doivent être bien persuadés de cette vérité et y coor- No. 87<sup>318</sup>.  
 donner toutes leurs opérations. M. de la Tour-Maubourg connaît bien 1808  
 l'état des choses en Turquie et, par son zèle, par ses lumières et 12 Julie.  
 son dévouement à Votre Majesté, il est en état de remplir ses inten-  
 tions. || Il me paraît nécessaire de mettre sous les yeux de Votre  
 Majesté la situation de la population grecque, arménienne et juive  
 en Turquie. || Les Arméniens, tant schismatiques que catholiques, sont  
 soumis et assez affectionnés aux Turcs, ne s'occupent presque pas  
 d'affaires politiques et ne prendront jamais part à aucun mouvement;  
 cependant, ils sont véritablement attachés à la France et la serviraient  
 avec zèle et fidélité, si la France occupait quelques-uns des pays  
 qu'ils habitent. || On compte 500.000 Arméniens, répandus dans l'an-  
 cienne Arménie et dans d'autres provinces de l'Asie.—Il y a en outre  
 40.000 Arméniens à Constantinople, dont les plus riches sont les ban-  
 quiers du gouvernement et des seigneurs turcs. || Les Grecs peuvent  
 être divisés en quatre classes: Grecs d'Asie, Grecs de l'Archipel,  
 Grecs habitants de l'ancienne Grèce et Grecs de Constantinople. || La  
 population grecque en Asie peut s'élever à environ 150.000 âmes.  
 Ces Grecs, adonnés au commerce et quelques-uns à la culture des  
 terres, ne peuvent être envisagés pour le moment sous aucun point  
 de vue important. || Les Grecs de l'Archipel, bons navigateurs, com-  
 merçants, manufacturiers dans quelques îles, sont animés de la haine  
 la plus vive contre les Turcs, se regardent comme indépendants et  
 sont prêts à lever l'étendard de la révolte en faveur d'une puissance  
 qui voudrait occuper l'Archipel. Ils ont préféré les Russes à toute  
 autre puissance, et par affinité de religion, et parce qu'ils en attendaient  
 la liberté. Depuis la guerre conduite par Orloff et la dernière con-  
 duite par Siniavin, leurs espérances ayant été trompées et eux-mêmes  
 ayant été traités avec hauteur et dureté, leurs regards se sont  
 tournés vers la France. || D'ailleurs, doués d'une imagination mobile  
 et active, ils s'entretiennent chaque jour des victoires de Votre Ma-  
 jesté, s'exaltent par des récits et nourrissent le désir et l'espoir de  
 faire partie de son vaste empire, surtout depuis la conquête des Îles  
 Ioniennes. || Les Grecs qui habitent l'ancienne Grèce, la Macédoine  
 et l'Épire sont animés des mêmes sentiments que les Grecs de l'Ar-  
 chipel; étant plus belliqueux que ceux-ci, étant de plus comprimés et  
 vexés par les Turcs, ils saisiraient avec avidité une occasion de ven-  
 geance, surtout s'ils pouvaient compter sur l'appui de la France, car  
 ils ne veulent plus s'exposer aux malheurs dont ils furent accablés  
 pendant l'avant-dernière guerre des Russes, qui les abandonnèrent à

No. 87<sup>ais</sup>. la fureur de leurs ennemis. Il ne faut pas regarder comme ennemis  
 1808 des Turcs les Grecs, qui habitent la portion de la Macédoine qui ap-  
 12 Julie. partient au bey de Sérès. Comme ce Grec les traite avec douceur  
 et qu'il les favorise pour ainsi dire de préférence aux Turcs, que de  
 plus ils jouissent d'une grande protection pour la culture et le com-  
 merce du coton et du tabac, source de leur prospérité, s'ils ne mar-  
 chaient sous les drapeaux de leur bey, du moins ils ne prendraient  
 aucune part aux entreprises contre lui. | La population grecque de la  
 Romélie, de la Bosnie et de la Bulgarie, superstitieuse, vile, timide,  
 disséminée, loin d'être d'aucun secours à une puissance qui atta-  
 querait ses provinces, lui sera à charge, puisqu'il faudra la défendre  
 de la fureur des Turcs. | Les Grecs de Constantinople sont ou  
 boyards, ou négociants; ceux-ci ne s'occupent que de leur commerce.  
 Les boyards, ne possédant aucun immeuble, aucune industrie, ne  
 vivent que des ressources qui leur sont offertes par les principautés  
 de Moldavie et de Valachie; tant qu'ils ont eu de l'argent, ils ont  
 eu accès dans les maisons des ministres turcs; mais, aujourd'hui, qu'ils  
 sont accablés de misère, ils sont chargés de tout le mépris que doivent  
 inspirer les hommes les plus vils et les plus abjects qui existent. |  
 Parmi les familles de princes, celles des Souzzo et Callimachi  
 sont les seules attachées à la France. Ils ont quelque influence, mais  
 elle ne peut pas balancer celle des Morousi, qui, avec les richesses  
 dont ils sont encore possesseurs, se sont faits des protecteurs et qui  
 portent jusqu'à l'exagération la haine contre la France. — Les Grecs  
 de Constantinople n'ont point d'influence sur les Grecs des provinces;  
 ils en sont même haïs, parce que dans tous les temps ils se sont rendus  
 les instruments des vexations des Turcs. | Pour acquérir de l'influence  
 sur les Grecs, il faudrait caresser les évêques et leurs prêtres, qui, par la  
 religion, exercent un grand pouvoir sur leurs concitoyens. | Jamais les  
 Russes n'ont entretenu plus de correspondance, plus de relations avec  
 les Grecs que dans ce moment; cependant, je ne pense pas qu'ils puissent  
 être pour eux d'un grand secours dans le cas d'une invasion; ce ne serait  
 qu'après plusieurs années que la population grecque pourrait être  
 d'une grande utilité à la Russie. || La Servie seule fournirait des  
 soldats qui combattraient dans les rangs des Russes, parce qu'ils  
 ont eu le temps de s'aguerrir et de s'organiser. Les Juifs, nombreux  
 en Turquie, ressemblent aux Juifs des autres pays; ils ne s'occupent  
 que de trafiquer. | Situation extérieure. | Votre Majesté con-  
 naît la situation extérieure ou politique de la Turquie. | Cette puis-  
 sance se regarde comme naturellement amie avec la France; mais,

depuis le traité de Tilsit, les intrigues des Grecs et, plus encore, les insinuations de l'Autriche lui ont fait concevoir les inquiétudes les plus vives et les plus grands soupçons. || Ces inquiétudes et ces soupçons sont entretenus par Ali-pacha, qui a de l'influence à Constantinople; malgré tout cela, je le répète, la Turquie ne se passera pas un seul instant du système d'union avec la France; jusqu'à ce que la paix de la Turquie avec la Russie ait eu lieu, les soupçons et les inquiétudes existeront toujours. Je ne me suis occupé que d'inspirer aux ministres et aux particuliers sécurité et confiance, afin de leur faire attendre avec calme l'issue des négociations. || Depuis mon arrivée à Paris, je suis parvenu à inspirer la même confiance à l'ambassadeur ottoman. — J'ai écrit dans le même sens à quelques ministres et membres du corps des ulémas, avec lesquels j'ai conservé des rapports. || Les lettres de l'ambassadeur Mouhib-effendi produiront un très-bon effet, et jusqu'à présent sa correspondance avait été dans un sens tout contraire. || La Sublime Porte est, par système, ennemie de la Russie et la nation ottomane est animée de la haine la plus invétérée, comme la plus active, contre la Russie. — Le divan craint la Russie et sent que cette puissance, qui peut attaquer la Turquie sur le Danube, sur le Phase et sur le Bosphore, est d'autant plus redoutable que les Grecs lui sont dévoués. — Ce ne fut qu'avec une répugnance extrême et comptant sur l'appui de la France que les Turcs osèrent déclarer la guerre à la Russie après l'invasion de la Moldavie et de la Valachie. || Dans tous les cas, la Porte craindra et ménagera la Russie, qui exercera une véritable influence à Constantinople. — La Porte fera des sacrifices pour obtenir la paix, dont elle sent le besoin pressant; mais, si elle est obligée de céder les deux provinces, un mouvement insurrectionnel à Constantinople aura lieu, à moins que le traité ne se fasse de l'aveu et avec le concours du pacha de Rustchuck, qui plus que tous les autres s'opposera à l'établissement des Russes sur le Danube. — Un mouvement insurrectionnel de cette nature exposerait à de grands dangers les Français qui sont dans Constantinople et ceux des autres Echelles. || La Turquie a été indignée de la mauvaise foi des Anglais et des tentatives qu'ils ont faites sur Constantinople et sur l'Egypte. Elle continuera son état de guerre avec la puissance britannique, mais plus encore pour plaire à Votre Majesté que pour se venger. L'Angleterre a effacé par ses dernières opérations le souvenir des services, qu'elle a rendus à la Turquie, et en a perdu le fruit pour toujours. L'Autriche est dans le mépris à Constanti-

No. 87<sup>me</sup>.

1808

12 Juile.

No. 87<sup>118</sup>. nople et, depuis la défaite de Joseph II dans le Banat, les **Turcs** se croient en état, non-seulement de résister à cette puissance, mais en même temps de conquérir ses provinces. || Les Turcs regardent tout le reste de l'Europe comme appartenant à la France, et cette opinion est infiniment avantageuse. || Quelques observations sur l'attaque et la défense de la Turquie. || La France ou la Russie peuvent aisément envahir la Turquie, mais la possession tranquille et assurée m'en paraît difficile. || La Turquie, sans armée régulière, sans autres places fortes qu'Ismaïl et Widdin, n'est pas en état d'arrêter la marche d'une armée européenne qui se dirigerait sur Constantinople, ou sur tel autre point de l'empire. || Cette armée rencontrerait pourtant des obstacles dans les troupes ottomanes dévouées à la Porte et dans les populations essentiellement belliqueuses des provinces qu'elle traverserait. || Cette armée serait harcelée sur ses flancs et sur ses derrières, ses transports seraient difficiles et elle trouverait dans le pays des moyens de subsistance bien peu considérables, et parce qu'il offre aujourd'hui peu de ressources, et parce que les Turcs, attaqués et chassés, laisseraient, en se retirant, les traces de la dévastation la plus effrayante. || Il faudrait donc, pour attaquer la Turquie, avoir d'avance des moyens de subsistances et de transport bien assurés. || Il est facile de voir que la possession de la Turquie offrira bien des difficultés à la puissance qui l'aura envahie. La religion musulmane isole des autres nations et des autres religions le peuple ottoman; mais elle l'établit dans un état de guerre contre tous les infidèles. || Les Turcs sont très-superstitieux, très-ennemis des chrétiens, très-braves, très-capables de porter l'exaltation de la haine religieuse jusqu'au martyre; accoutumés d'ailleurs à des insurrections continuelles, à des guerres intestines toujours renaissantes, le dernier des citoyens devenant facilement chef de parti et commandant, tous les jours veraient éclater des révoltes contre l'armée chrétienne. || Les villes n'ayant pas même d'enceinte, aucune place forte n'offrant pas même les moyens de mettre à l'abri le matériel de l'artillerie, les vivres et les armes, il faudrait nécessairement établir des camps retranchés sur différents points et combattre les Turcs jusqu'à leur destruction ou leur émigration; s'il était possible d'opérer un schisme religieux, qui renversât les principes de la religion mahométane et qui rompît cette barrière qui la sépare de toutes les autres religions, alors la possession de la Turquie serait aussi facile que sa conquête; mais ce schisme me paraît très-difficile. || La Russie, par sa position géographique, peut plus aisément conquérir et conserver la Turquie. || Des bords

du Danube, où sont les troupes russes, il n'y a que dix-huit jours de marche pour arriver à Constantinople, deux grandes routes carossables y conduisant : l'une par Rustchuch, Tirnova, EskiZara et Andrinople, l'autre par Silistria, Schumla, Quarante-Eglises; une flotte russe peut agir en même temps sur Varna, Sisépoli et Derkos, en appuyant les opérations de la gauche de l'armée de terre et lui assurant par mer ses approvisionnements. || L'armée russe, arrivant à Constantinople par terre et secondée par la flotte, s'emparerait de l'escadre ottomane, qu'elle armerait aisément avec les Grecs de l'Archipel accourus en foule; elle s'en servirait ensuite comme moyen de défense; — d'ailleurs, ses possessions du Phase et de Crimée et celles d'Odessa lui offriraient de grandes ressources, tant en hommes qu'en munitions de toute espèce. — Les châteaux du Bosphore ne sont à proprement parler que des batteries pour défendre le passage et n'offrent aucun moyen de résistance contre les attaques par terre. || Les Russes, arrivés à Constantinople, maîtres de l'escadre ottomane, ayant de plus des communications aussi sûres que promptes par mer, tireraient encore de très-grands avantages de tout le clergé grec, et notamment le patriarcat, qui y réside; c'est par son moyen qu'elle propagerait l'insurrection servienne et chercherait à appeler les Grecs de toutes les autres provinces à la défense de la religion. || Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que la Russie elle-même peut de longtemps posséder l'intérieur de la Turquie européenne; non-seulement elle aurait à combattre la haine religieuse des Turcs, mais une haine de nation très-exaltée. || Les Grecs de la Bulgarie et de la Romélie, sur lesquels elle paraît compter, ne seraient pour elle d'aucune utilité, mais plutôt à charge. || Tout décèle évidemment de la part de la Russie le désir de recommencer la guerre avec la Porte, et j'ai cru le voir aussi bien dans les relations politiques avec la cour de Constantinople, que dans ses rapports avec les Grecs et dans la position de son armée. || Les armées françaises pourraient agir également contre la Turquie et, quoique les difficultés qu'elles auraient à surmonter surpassent de beaucoup celles qui s'opposeraient aux Russes, il n'est point douteux qu'elles parviendraient jusqu'à Constantinople et qu'elles traverseraient même l'Asie, si Votre Majesté le voulait. || Deux routes d'opérations militaires contre la Turquie s'offrent à l'armée de Dalmatie, celle de Bosnie et celle littorale de l'Albanie. || Je joins à ce mémoire un itinéraire depuis Spalato jusqu'à Constantinople, fait par M. de Tracy, officier du génie de la plus grande distinction et mon

No. 87<sup>116</sup>.

1808

12 Julie.

No. 87<sup>218</sup>. aide de camp, qui a suivi lentement cette route et qui l'a observée  
 1808 avec soin; il m'a été impossible de faire un itinéraire de la route  
 12 Julie. d'Albanie. ¶ La route de Bosnie, qui est la plus courte, offre pourtant  
 une distance d'environ 75 jours de marche de troupes. ¶ La Bosnie,  
 dont la surface est d'environ cinq à six cents lieues carrées, offre  
 une population d'environ 600.000 âmes, dont 500.000 Turcs, 60.000  
 Grecs et 40.000 Latins. ¶ Le pays est montueux, riche en bestiaux  
 et produisant du blé suffisamment pour la consommation de ses ha-  
 bitants. ¶ La plus riche de ses productions est celle du fer, qu'on  
 exploite en assez grande quantité pour que l'exportation s'élève à  
 deux ou trois millions tournois. ¶ Les Bosniaques, turcs ou chré-  
 tiens, ne parlent qu'un dialecte de la langue slave et ignorent  
 entièrement la langue turque. Le pacha de Bosnie n'a qu'un fan-  
 tôme de puissance, le pouvoir réel est entre les mains d'ayans  
 ou chefs de villes. La Bosnie est, de toutes les provinces de la  
 Turquie européenne, celle qui entretient le moins de rapports avec  
 la capitale de l'empire turc. C'est en Bosnie que se trouve l'en-  
 thousiasme de la religion dans toute sa force; les guerres, que  
 les Bosniaques ont soutenu contre les chrétiens, ont porté leur  
 haine au dernier degré d'exaltation; d'ailleurs, les Bosniaques turcs  
 ne sont pas des soldats oisifs comme les habitants turcs du reste de  
 la Turquie européenne: ils sont cultivateurs et, par conséquent, prêts  
 à se défendre ou à périr pour la conservation de leurs propriétés. ¶  
 Après avoir traversé la Bosnie et une petite portion de l'ancienne  
 Serbie révoltée, on se trouve sur les bords du Vardar, dans les  
 riches plaines de l'ancienne Macédoine, dont une grande partie est  
 sous le gouvernement du bey de Sérès. ¶ Cette partie de la Turquie  
 est peut-être la plus peuplée et celle qui jouit de la plus grande  
 prospérité. — Le bey, dont il sera parlé dans un mémoire joint à  
 celui ci, est un homme sage et considéré et qui aura pour succes-  
 seur un fils qui lui ressemble. ¶ De Sérès, deux routes conduisent à  
 Constantinople, l'une par Salonique et les bords de la mer de  
 Marmara, l'autre par Philippopoli et Andrinople; la route de Salo-  
 nique offre un pays mieux cultivé, celle de Philippopoli est un peu  
 plus courte. ¶ La route que l'armée française pourrait tenir, en  
 partant de Raguse et de Cattaro, se dirigeant sur l'Albanie, m'est  
 peu connue; elle me paraît pourtant très-longue et très-difficile. — On  
 rencontre dans ce pays la meilleure infanterie turque, les Albanais. ¶  
 Le pacha de Scutari a plus de consistance que tous les autres pa-  
 chas, parce que son gouvernement est devenu héréditaire; on trouve

ensuite le petit pachalick de Berat, les montagnes de la Chimère, et tous les pachalicks de Yanina jusqu'à Salonique, où les deux routes se joignent. C'est en Albanie qu'on trouverait toutes les difficultés que peut opposer un peuple belliqueux, obstiné à la guerre et dirigé par un homme ambitieux et féroce. | La route de l'Albanie n'est pas carrossable. C'est peut-être aussi le seul pays de la Turquie où les Grecs pourraient agir contre les Turcs. Je ne pense pas cependant que l'on puisse beaucoup compter sur cette nation. La France peut aussi attaquer la Turquie par mer. Une expédition maritime bien combinée peut franchir les Dardanelles, arriver à Constantinople, y débarquer une armée et s'emparer de la capitale. — On ne pourrait passer les Dardanelles sans s'exposer à un danger réel d'échouer dans cette entreprise; mais, en faisant un petit débarquement dans le golfe de Saros, on s'emparerait de la presqu'île jusqu'à Gallipoli. — Les îles de l'Archipel qu'on voudrait occuper se livreraient avec empressement à l'armée française, excepté l'île de Candie, dont la population est pour la plus grande partie mahométane. | L'occupation des îles de l'Archipel offrirait de grandes ressources pour la marine, mais cette expédition serait dangereuse, à moins que l'armée de terre ne fût très-forte, parce que la population de Constantinople est très-considérable et parce que tous les environs de l'Asie et de l'Europe ferait des efforts inouïs contre cette armée. | Une partie plus vulnérable du côté de la mer, c'est la Morée; elle pourrait être envahie très-brusquement et la conservation en serait facile, parce que la population est presque entièrement grecque et qu'il ne s'agirait que de défendre l'isthme de Corinthe, pour entièrement l'isoler du continent. | Zante et Céphalonie faciliteraient les opérations; on trouverait en Morée de grandes ressources en blé, et Véli-pacha s'est tellement aliéné les esprits des habitants, que l'on pourrait compter sur l'armement et le concours des Maniotes. || Dans le cas où Votre Majesté voudrait défendre les Turcs contre les Russes, il serait difficile de décider les pachas à souffrir le passage d'une armée française, et ce ne serait qu'après que les Russes auraient passé le Danube, que l'armée turque serait dispersée et les affaires désespérées, que les pachas imploreraient le secours de la France. | S'il était possible que ce secours arrivât à temps, il n'est pas douteux qu'il produirait un grand effet, surtout si le corps de troupes était conduit par un général qui connût le pays et le caractère des Musulmans, ainsi que la manière de combattre des deux nations, des Turcs et des Russes. | Coup d'œil sur les provinces de la Turquie prises ensemble

No. 87<sup>10</sup>.  
1808  
12 Iulie.

No. 87<sup>118</sup>. et séparément. || Les états qui composent l'empire ottoman peuvent se diviser en Turquie d'Europe et Turquie d'Asie. || La Turquie d'Europe est gouvernée par un grand nombre de pachas et de beys, mais ceux qui ont une véritable autorité et de grands moyens sont au nombre de quatre. || Le pacha de Scutari commande à toute l'Albanie supérieure. Ali-pacha de Yanina est maître de toute l'Albanie inférieure, de la Morée et de Négropont. || Ismaël-bey de Sérès possède la plus belle et la plus riche partie de la Macédoine. || Mustapha-pacha de Rustchuck commande à toutes les provinces qui s'étendent depuis la rive droite du Danube jusqu'aux portes de Constantinople. || Les autres pachas de la Turquie d'Europe, tels que ceux de Bosnie, de Widdin et de Salonique, etc. sont loin de posséder les ressources et les avantages de ceux dont je viens de parler. || Le pacha de Scutari est puissant par la position du pays dont il est souverain et par l'avantage, qu'il a eu, de recevoir comme héritage le pouvoir qu'il exerce et les richesses qu'il possède. Les Albaniens sont les meilleurs soldats de l'infanterie turque; on les appelle Arnauts. || Ali-pacha de Yanina, né à Tébélén, dans les montagnes de l'Albanie, s'est élevé des derniers rangs de la milice au poste éminent qu'il occupe. Soit immédiatement par lui-même, ou par ses deux fils, il gouverne l'ancienne Grèce. || Quoique Ali-pacha n'ait pas eu les avantages que le pacha de Scutari avait reçus de sa naissance, son habileté, son audace, un très-long exercice du pouvoir, l'avantage d'être né dans le pays, tout contribue à le faire regarder comme le premier d'une race de princes destinée à gouverner ces contrées, intéressantes sous tant de rapports, de la même manière que les différents souverains, à peu près indépendants, en Asie, gouvernaient les provinces, qui autrefois étaient de simples pachalicks. || Les pachas de Yanina et de Scutari, souvent en discussion pour leurs intérêts particuliers, sont et seront toujours unis dans les circonstances vraiment critiques. Ismaël-bey de Sérès est un vieillard peu guerrier, mais juste est ferme dans l'administration et dans l'emploi du pouvoir absolu dont il est revêtu. La protection qu'il accorde aux rayas, en les traitant sur le même pied que les Turcs, lui a concilié tous les cœurs et a enrichi ses états aux dépens de ceux de ses voisins, car un grand nombre de rayas vexés dans les pachalicks voisins sont venus chez lui et y ont trouvé sûreté et protection. || Il a des finances en très-bon état, il affecte actuellement une grande déférence aux ordres de la Porte, mais au fait il est parfaitement indépendant; il a un fils d'environ trente ans,

qui paraît destiné à lui succéder; il est aimé et passe pour un bon militaire. || Le bey de Sérès est actuellement très-uni avec Mustapha-pacha de Rustchuck, qui gouverne un pays immense et qui a des troupes nombreuses. || Mustapha-pacha est un soldat, et rien de plus; encore même, il se pourrait que l'existence brillante dont il jouit, comparée à celle qu'il avait autrefois, eût diminué son goût pour la guerre. || Il paraît qu'il pense plus à jouir de sa fortune présente qu'à des idées d'agrandissement. Cependant, son union intime avec Ismaël-bey doit donner quelque ombrage et le rend plus redoutable. || Au reste, il est tout prêt à trahir son pays, sitôt qu'il aperçoit pour lui quelque avantage à le faire. | Le pachalick de Salonique, qui était si considérable autrefois, n'est plus rien à présent. || Le pacha actuel est l'ancien pacha de Bosnie, Méhémet-pacha, homme d'esprit, de zèle, dévoué à la France. Il était kiaya du grand-vézir Jussuf-pacha, qui commandait l'armée turque en Egypte; il avait été depuis pacha du Caire. Les beys qui gouvernent Salonique y causent des désordres fréquents, et souvent le pacha nommé par la Porte est fort longtemps sans pouvoir être admis dans la ville et y jouir de ses droits, qui sont bien peu considérables. — Le pacha a des revenus très-modiques. || Le pachalick de Widdin est dans le même cas que celui de Salonique; les agrandissements de ses voisins et la révolte des Serviens ont resserré ses limites et y ont diminué son importance. | Depuis la mort de Passwan-Oglou, cette province a cessé de jouer un rôle. Le pacha actuel est un homme faible et sans caractère. Le pachalick de Bosnie est, par sa position actuelle, moins important qu'autrefois: il se trouve enclavé dans les états chrétiens, qui peuvent devenir des ennemis dangereux. Cette province est pour ainsi dire isolée et sans communication avec les états musulmans, depuis la révolte de la Servie. Dans les observations sur les moyens d'attaque et de défense de la Turquie, on a donné une idée des ressources de la Bosnie, pays assez abondant en blé, mais surtout en bestiaux. On a fait connaître le caractère fier et sauvage des Bosniaques, qui supportent avec peine toute espèce d'autorité. Les pachas nommés par la Porte ont été obligés de fixer leur résidence à Trawnick, parce que Bosna-Seraï, qui est la capitale, est trop peuplée et trop difficile à maintenir dans l'ordre. || A Trawnick, qui est une ville de 15 à 20.000 âmes, c'est avec peine que le pacha se fait obéir; le seul moyen que puissent employer les pachas pour exciter les peuples à marcher pour la défense de l'empire, c'est l'influence de la

No. 87<sup>118</sup>.  
1808  
12 Julie.

No. 87<sup>218</sup>. religion, la haine des infidèles et le besoin qu'ont tous les vrais  
 1808 croyants de se réunir contre les chrétiens, non pour la défense de  
 12 Iulie. telle ou telle province, mais pour celle de leur sainte religion. || Ce  
 qui est dit ici-dessus ne doit être entendu que de la Bosnie dans  
 ses anciennes limites, car actuellement l'autorité du pacha s'étend sur  
 la partie de la Servie située entre l'Albanie et la Servie révoltée  
 jusqu'aux états du bey de Sérès. || Cette partie de la Servie conser-  
 vée par les Turcs est peuplée de rayas animés du même esprit que  
 leurs compatriotes et comprimés par la présence des troupes tur-  
 ques, parmi lesquelles se trouvent beaucoup d'Albanais. || Cette partie  
 de l'ancienne Servie est sans cesse agitée par des révoltes et dé-  
 vastée par les Serviens et les Turcs. : La Turquie d'Asie est gou-  
 vernée en grande partie par des princes héréditaires. || Les pachas  
 nommés par la Porte ne commandent que dans la moindre partie  
 de ces contrées. : L'Asie-Mineure presqu'entière est sous la puis-  
 sance de trois princes souverains et qui jouissent des avantages  
 de la souveraineté de primogéniture. . . . . : Sur l'armée  
 russe de Moldavie et de Valachie. || L'armée turque, qui  
 borde la rive droite du Danube depuis Orsowa jusqu'à la mer  
 Noire, et qui forme les garnisons de Giurgiova, d'Ismail, de Wid-  
 din et d'Orsowa, se compose toujours de 25.000 hommes du  
 pacha de Rustchuck, dont 6.000 de cavalerie, et de 8.000 hommes  
 du pacha de Widdin, dont 3.000 de cavalerie. || L'armée du grand-  
 vèzir à Andrinople est d'environ 15.000 hommes, 3.000 cavaliers  
 seulement. : L'armée russe occupe la rive gauche du Danube et  
 entretient ses correspondances avec l'insurrection servienne par l'île  
 d'Ostrou<sup>1)</sup>. || L'armée russe, lors de mon passage, avait 4.000 hommes  
 dans la petite Valachie; la plus grande partie de ce corps se trouvait  
 à Crayova et fournissait des détachements à Zernitz<sup>2)</sup> et à l'île d'Ostrou. :  
 Le général Milloradowich, qui commande toutes les autres forces  
 russes qui se trouvent dans la Valachie, a son quartier général à  
 Bukarest; 1.500 hommes forment la garnison de cette ville. — Le  
 général Milloradowich observe et garde la route de Giurgiova et  
 de Rustchuck avec un régiment de cosaques, un régiment de hus-  
 sards et 1.500 hommes d'infanterie; 2.000 hommes seulement obser-  
 vent la garnison d'Ismail. : Le petit parc d'artillerie du corps du

<sup>1)</sup> Ostrov.

<sup>2)</sup> Cerneți.

général Milloradowich est à Busco <sup>1)</sup>, où se trouve un régiment de cavalerie pour le garder. Le général Milloradowich, jeune, bien vu à la cour, aime la guerre et la fait avec distinction ; il professe pour Votre Majesté la plus grande admiration et le respect le plus profond. Il fait l'accueil le plus gracieux à tous les Français qui passent dans son commandement. Dévoué entièrement à la personne de l'empereur Alexandre, il n'a d'autres opinions, d'autres affections que son souverain. Il se prononce ouvertement et fortement contre les Anglais et en faveur des Français ; il a pour les Grecs la plus grande aversion. La province de Valachie est dans un état de misère difficile à peindre. Le séjour de l'armée russe, qui pèse entièrement sur elle, et la rapacité d'Ipsilanti l'ont réduite au dernier état de misère ; le mécontentement des boyards et du peuple est très-grand, mais ce mécontentement est incapable de produire aucun effet. — Avilis et accoutumés à trembler sous un prince grec, qui n'avait d'autres troupes que deux cents Albanais, ils ne conçoivent pas la possibilité de résister à l'autorité. Un corps d'environ trois mille hommes, avec la plus grande partie du parc de siège, se trouve à Fockschan, sous le commandement du général Kaminski. Deux régiments de cosaques, placés sur les bords du Sêret, entretiennent la communication avec les troupes du Bas-Danube, fortes d'environ 3.000 hommes, que le lieutenant-général Kaminski commande également. Le reste des troupes de l'armée russe, dont la totalité peut se monter à 30.000 hommes, se trouve sur le Dniéster, aux environs de Bender, et sur le Pruth. La garnison d'Iassi, où se trouve le quartier général, est de 15.000. Cette armée de 30.000 hommes s'est plus que doublée en force par l'arrivée d'un corps de 25.000 hommes, commandés par le général en chef Kutusow, que j'ai vu à Iassi, et de 10.000 cosaques commandés par le général Glatow, que j'ai vu également. L'armée russe s'est accrue de 10.000 hommes d'infanterie, qui formaient l'année dernière la garnison des Sept-Îles. Le corps de troupes du général Kutusow est cantonné sur la rive gauche du Dniéster, aux environs de Kiew, Kaminiek et Kotim. Les 10.000 cosaques du général Glatow sont dans les environs de Bender et même sur le Pruth. Le corps du général Markow, venant de Corfou, est cantonné à Botischan, dans la partie de la Moldavie qui est limitrophe de la Bukowine autrichienne. L'armée russe, qui a perdu tant de monde l'année passée par des

No. 87<sup>118</sup>.  
1808  
12 Iulie.

1. Buzău.

No. 87<sup>216</sup>. maladies causées par le mauvais air, avait déjà vers le milieu du  
 1808 mois de mai un grand nombre de malades. || L'armée russe n'a pres-  
 12 Iulie. que point d'hôpitaux, et ceux qui existent sont administrés avec tant  
 d'ignorance et si peu de soins, que les malheureux qui y sont en-  
 voyés y périssent presque tous. || Le prince Prosorowsky avait de-  
 mandé à sa cour la permission de réunir toute son armée et de la  
 faire camper sur les bords du Séret et du Pruth. || Le maréchal  
 Prosorowsky est un vieillard octogénaire, qui a conservé plus de  
 forces physiques et de facultés morales qu'on en a à cet âge. — Je  
 doute pourtant qu'il fût en état de résister aux fatigues d'une cam-  
 pagne active ; mais le général Kutusow lui a été envoyé pour le  
 remplacer, si l'âge et les infirmités ne permettaient pas au vieux ma-  
 réchal de conserver son commandement. || Le maréchal Prosorowsky,  
 très-laborieux dans son cabinet, s'occupe même des affaires politi-  
 ques. Deux agents diplomatiques pour les affaires des Grecs, le sé-  
 nateur Kunitchow <sup>1)</sup> et M. Baïkow, sont chargés de la correspondance  
 avec M. Rodofinikin pour les affaires de Servie et des relations se-  
 crètes avec tous les Grecs importants de la Turquie européenne. ||  
 Le maréchal Prosorowsky désire la guerre et fera tout ce qui dé-  
 pendra de lui, je crois, pour y parvenir. || Il doit son commande-  
 ment à la bienveillance de l'impératrice-mère. || Le vieux maréchal  
 paraît aussi appartenir au système d'union avec la France ; celui qui  
 lui appartient encore davantage est le général en chef Kutusow ;  
 il m'a dit qu'il n'avait pas obtenu de commandement pendant la der-  
 nière campagne, parce qu'au sénat et au conseil il s'était opposé avec  
 force à la guerre contre la France. || Quelques généraux grecs, employés  
 dans l'armée russe, poussent avec force à la guerre contre la Turquie  
 et appartiennent entièrement au parti anglais. || Dans toute l'armée  
 russe, on parle hautement et avec un mépris extrême contre l'armée  
 autrichienne. || Sur l'Autriche, ses provinces et son armée. ||  
 En quittant la Moldavie, je suis entré dans les états d'Autriche par  
 la Bukowine et j'ai parcouru cette province, la Galicie, la Silésie  
 autrichienne et la Moravie. || .... Je me suis arrêté trois jours à  
 Vienne et j'ai vu, chez le général Andréossy, les ministres autrichiens  
 et le corps diplomatique. || Il m'est impossible d'avoir une opinion  
 formée sur l'esprit qui dirige aujourd'hui le cabinet autrichien. J'ai  
 cru pourtant remarquer qu'il était flottant et incertain. Toute l'an-  
 cienne noblesse de l'Allemagne pousse à la guerre et à l'union avec

<sup>1)</sup> Kuşnicov.

l'Angleterre . . . . . | . . . . . Les dispositions de l'Autriche m'ont paru très-pacifiques, non par attachement à la France, car je crois qu'elle nous hait autant que l'Angleterre elle-même. — La cour d'Autriche caresse la cour de Pétersbourg, s'éloigne le moins possible de la cour de Londres, cherche à plaire à la Prusse et même aux petites puissances du sud de l'Allemagne;..... mais si on lui donne de la confiance, si on fait taire ceux qui parlent avec légèreté sur son compte, l'Autriche demeurera tranquille aussi longtemps que Votre Majesté le désirera. || Le prince Kurakin <sup>1)</sup> a été presque embarrassant pour moi à Vienne, parce que, toutes les fois que je l'ai vu chez le général Andréossy, il a cherché à aborder brusquement les questions relatives à la Turquie, que j'ai évitées avec soin. | J'ai écarté également les confidences, qu'il était disposé à me faire sur le sort de l'empire ottoman, et je me suis contenté de lui dire toujours que, depuis le traité de Tilsit, je n'avais pas eu l'occasion de traiter aucune affaire importante à Constantinople, si ce n'était celle de faciliter par tous les moyens possibles le rapprochement des cours russe et ottomane et de favoriser dans toutes les occasions les vues et les intérêts de S. M. l'empereur Alexandre. Mes réponses ont paru le satisfaire et c'est avec plaisir que j'ai vu M. le prince Kurakin se prononcer hautement et avec force contre l'Angleterre.

No. 87<sup>110</sup>.  
1808  
12 Iulie.

---

No. 87<sup>219</sup>. — Analisa raportului ambadorului francez la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Imperatul Napoleon I, din 31 Iulie 1808. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 419).

Tout en assurant l'ambassadeur de France que son alliance, comme son amitié pour Napoléon n'étaient pas un vain mot, l'empereur Alexandre revenait sans cesse au grand ouvrage qui devait les cimenter et les rendre indissolubles. Les nouvelles reçues de Turquie annonçaient de nouveaux troubles à Constantinople. Sélim, le Sultan déposé, avait été massacré par ordre de Mustapha; celui-ci, détrôné et emprisonné à son tour. Les provinces étaient en pleine insurrection: les pachas révoltés ne reconnaissaient plus l'autorité de la Porte. L'armée turque du Danube avait rompu l'armistice et franchi ce fleuve. | «Tout le pays est en mouvement», dit Alexandre à Caulaincourt, après lui avoir communiqué ces nouvelles, «pour attaquer les Serviens et mes troupes. D'après cela, le maréchal

No. 87<sup>210</sup>.  
1808  
31 Iulie.

---

<sup>1)</sup> Ambador rus la Viena; după întrevaderea din Erfurt, ambador la Paris.

No. 87<sup>119</sup>. Prosorovsky sera peut-être obligé d'agir, pour ne pas se laisser surprendre et  
 1808 ne se pas trouver dans une mauvaise position. Ce sont les Turcs qui ont en-  
 31 Julie. freint l'armistice sur plusieurs points: ne fût-ce même que contre les Serviens, puis-  
 qu'ils y sont compris, je ne puis les abandonner. Ces Turcs sont, comme me  
 le disait l'empereur, des barbares sans organisation, sans gouvernement. On ne  
 sait réellement à quoi cela ressemble. C'est plus que jamais le cas de donner  
 aux projets de Tilsit, à l'affranchissement réel de ce pays, la couleur libérale  
 qui appartient à ce grand événement. Notre siècle, encore plus que la politique,  
 repousse ces barbares en Asie. C'est une noble et louable action que celle qui  
 affranchira ces contrées; ce n'est pas de l'ambition. Nous nous accorderons,  
 soyez-en certain, sur la langue de chat. L'humanité veut que ces barbares  
 ne soient plus en Europe dans ce siècle de lumières et de civilisation. Sur la  
 frontière du Caucase, ils nous ont continuellement harcelés pendant l'hiver. Ils  
 continuent depuis la belle saison, même avec plus d'audace. Mais je ne vous  
 en ai pas parlé. Je n'aime pas à me faire un mérite des petits sacrifices, que  
 je puis faire à la bonne harmonie; je tiens avant tout à ce qui peut arranger  
 l'empereur et lui convenir. Ma marche est franche et droite. Rien ne m'en fera  
 dévier. Le prince Prosorovsky me mande qu'il me donnera sous peu de jours  
 des nouvelles plus positives, mais qu'il sait que Constantinople est dans la plus  
 grande fermentation et menacé des plus cruels événements. Je vous dirai en-  
 core que je sais par Vienne que l'Internonce d'Autriche agit à Constantinople  
 contre vous, comme contre nous. Il contrecarre tout ce que vous y faites et cherche  
 à augmenter la défiance. Le général Andréossy l'a dit lui-même à Kourakine. Je le  
 savais aussi par une autre voie et par Constantinople. M. de Latour-Maubourg a fait  
 tout ce qu'il a pu pour empêcher les Turcs de rompre l'armistice, mais vainement. Il  
 a écrit, il y a peu de temps, dans ce sens au prince Prosorovsky. Les Autrichiens  
 intriguent encore en Servie. On ne conçoit réellement rien à leur conduite? Que  
 veulent-ils? Je ne puis croire que ce soit la guerre. S'entendent-ils, comme quelques  
 personnes et une lettre pourraient contribuer à me le faire croire, avec les  
 Turcs et les Anglais? Croient-ils le moment favorable, parce que l'empereur a  
 quelques troupes employées en Espagne? C'est de la folie. Ses mesures sont  
 si bien prises! Puis, nous nous entendons si bien! Je vous le jure, général, rien  
 ne nous brouillera, de mon côté au moins; je vous en réponds. Je ne dévierai  
 pas du système que j'ai adopté et de la marche que je me suis tracée. Nous  
 nous entendons si bien, dis-je, que ce ne serait qu'un déjeuner pour vous.»  
 Revenant ensuite à l'Autriche, l'empereur Alexandre répéta que sa conduite ne  
 pouvait se concevoir; qu'il y avait de la folie à ne pas voir la véritable position  
 des affaires; que l'empereur Napoléon était trop puissant, qu'il avait trop de  
 génie, pour qu'il fût raisonnable de lutter contre lui; que l'Autriche, ayant  
 adopté un système pacifique, devait le suivre sous tous les rapports et s'y at-  
 tacher franchement; que vouloir voir le monde autrement qu'il n'était, c'était  
 courir à sa perte; qu'il voudrait que les événements qui s'étaient passés eussent  
 éclairé tout le monde, comme lui; mais que l'esprit humain était fait ainsi: qu'on  
 voulait toujours un autre ordre de choses que celui qu'on avait et que ces rê-  
 veurs modernes ne savaient cependant que répondre, quand on les mettait au  
 pied du mur; qu'il avait dit cela plusieurs fois à des personnes qui critiquaient  
 dans le commencement le système actuel; qu'il leur avait demandé: «Eh bien,

que voulez-vous mettre à la place? Qu'auriez-vous fait d'autre?... et qu'elles No. 87<sup>220</sup>. n'avaient su que répondre; que les deux empereurs s'entendant, le reste du 1807 monde devait vivre en paix, ou ceux qui bougeraient courir le risque d'être 31 Julie. écrasés.

---

No. 87<sup>220</sup>.—Analisa tractativelor diplomatice dintre Rusia și Austria din Iunie—Iulie 1808.

(F. Martens, Recueil de traités et conventions de la Russie etc., III, p. 19).

..... Dans le courant des années 1807 et 1808, le gouvernement autrichien s'occupa activement de la réorganisation de l'armée, et l'archiduc Charles 1808 fit preuve d'une énergie infatigable dans l'exécution de cette réforme. ¶ On Jun.-Julie. comprend que ces armements de l'Autriche ne pouvaient échapper à l'attention de la Russie et de la France. L'ambassadeur de Russie à Vienne fut chargé de les surveiller attentivement et de communiquer à St.-Petersbourg toutes les données à ce sujet. L'empereur Alexandre I s'en préoccupait vivement par deux motifs: 1) parce qu'il redoutait une nouvelle guerre européenne; 2) parce qu'il ignorait contre qui notamment étaient dirigés les armements de l'Autriche. ¶ Ayant été obligé, par la conduite de cette puissance elle-même, à conclure la paix avec la France, l'empereur Alexandre était fermement décidé à ne pas recommencer la guerre. En outre, l'entente existant entre l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon à l'égard de leurs vues politiques en Occident et en Orient pouvait forcer la Russie à se ranger du côté de la France contre l'Autriche.... ¶ ..... Kourakine crut de son devoir d'éclaircir contre qui étaient dirigés les armements de l'Autriche. C'était d'autant plus urgent, qu'en 1808 la Russie se trouvait en guerre avec la Turquie et que le succès des armes russes donnait à l'empereur Alexandre l'espoir légitime d'étendre les limites de son empire au dépens de son adversaire. Le cabinet de Vienne ne pouvant envisager cette question de sang-froid, les appréhensions de la Russie au sujet des intentions réelles de l'Autriche n'étaient donc que très-naturelles. Le gouvernement autrichien s'empressa de déclarer catégoriquement qu'il n'avait aucunement l'intention de prendre part à la guerre entre la Russie et la Turquie. Si des troupes autrichiennes étaient concentrées sur les frontières de la Serbie, ce ne sont que celles qui s'y trouvaient ordinairement en garnison. Mais les explications du cabinet de Vienne ne se bornèrent pas là. ¶ Dans les premiers jours de juillet 1808, le comte Stadion, sur l'ordre de l'empereur, entra franchement en pourparlers avec l'ambassadeur de Russie sur les affaires de l'Europe en général et celles de l'empire ottoman en particulier. Il déclara que l'Autriche ne pouvait tolérer plus longtemps les violences et les insultes que Napoléon lui infligeait; la rupture avec la France était donc probable et même inévitable. Le cabinet de Vienne désirait s'assurer d'avance du concours de la Russie, puissance avec laquelle il avait toujours entretenu les relations les plus amicales. Le prince Kourakine écouta attentivement les ouvertures du ministre autrichien et partagea entièrement son avis, que la Russie ne pouvait admettre la ruine de la monarchie autrichienne. Cependant, le gouvernement russe ignorait encore jusqu'à quel point l'Autriche était disposée à res-

No. 87<sup>200</sup>. pecter les intérêts russes en Orient, et pendant la durée de la guerre avec la 1808 Turquie. La cour de Vienne consentirait-elle à ne pas mettre d'obstacle à l'annexion à la Russie de quelques provinces turques? Le comte Stadion donna à l'un.-Julie. l'ambassadeur une réponse pleinement satisfaisante. Le prince posa alors la question plus directement: «Vous me faites comprendre, M. le comte, que vous ne verriez pas d'un œil jaloux que la Russie étendit sa domination jusqu'au Danube?» — «Non, certainement», répondit résolument le comte de Stadion. «Mais je vous avoue», continua le ministre, «que si les deux principautés vous étaient finalement cédées, il y a une petite partie de la Valachie, qui nous a été cédée en 1718, par la traité de Passarowitz, qui serait à notre très-grande convenance. Cependant, nous ne ferons jamais valoir d'autres prétentions sur ce territoire, que celles que l'amitié, qui existe entre nos maîtres, pourra admettre, que celles qui pourront dériver d'engagements à l'amiable entre nous.» Mais si la Russie, ajouta encore le ministre autrichien, compte sur la coopération de Napoléon pour atteindre son but, son espoir sera trompé. Napoléon n'a en vue que ses propres intérêts et la réalisation de ses desseins personnels. (Dépêche du prince Kourakine, du 2 (14) juillet 1808.) || Les explications du comte de Merfeldt, ambassadeur de l'Autriche à St.-Petersbourg, furent encore plus franches. A la fin de juillet, il vint trouver le chancelier de l'empire, comte Roumiantzow, et proposa la médiation de l'Autriche pour terminer la guerre entre la Russie et la Porte. Le comte Roumiantzow lui exprima ses remerciements, mais ajouta que Napoléon avait déjà accepté le rôle de médiateur. L'ambassadeur annonça alors que son gouvernement était disposé à coopérer à l'annexion de la Valachie et de la Moldavie à la Russie, «sous certaine modalité». Le comte Roumiantzow feignit de ne pas comprendre son interlocuteur, qui s'efforça de prouver qu'il était dans les intérêts de la Russie d'ajourner ses desseins concernant les principautés danubiennes et d'attendre que les circonstances permettent à la Russie et à l'Autriche de procéder au partage de toutes les possessions turques, sans avoir à consulter une troisième puissance, surtout une puissance aussi formidable que la France contemporaine. Le comte Roumiantzow, se contenta de répondre à cette proposition inattendue, qu'il n'était pas encore question du partage général de l'empire ottoman, mais que, si ce moment arrivait, il était évident que le consentement et le concours de l'Autriche seraient indispensables. (Dépêche du comte Roumiantzow au prince Kourakine, du 27 juillet 1808.) || Malgré l'importance des communications faites par l'ambassadeur d'Autriche, le comte Roumiantzow n'y attachait pas grande importance, car le comte de Merfeldt ne jouissait ni de sa confiance, ni de sa sympathie. Le comte de Merfeldt n'était pas «persona grata» à la cour de St.-Petersbourg et, pour répondre au désir de l'empereur Alexandre I, dès le commencement de 1808 il devait être remplacé par le prince de Schwarzenberg, à la condition cependant que l'ambassadeur d'Autriche jouirait à la cour de tous les honneurs accordés à l'ambassadeur de France, Caulaincourt. Si l'on prend en considération que le comte de Merfeldt fit la proposition précitée après avoir été rappelé et au moment de son départ, on comprend aisément que le comte Roumiantzow n'y accorda aucune portée sérieuse || Les déclarations du comte Stadion se présentent sous un tout autre jour. Elles prouvent que le cabinet de Vienne employait tous les moyens, pour obtenir l'alliance de la Russie en vue de la prochaine guerre

contre Napoléon. Pour atteindre ce but, l'Autriche était même décidée à ad- No. 87<sup>220</sup>.  
mettre l'annexion à la Russie des principautés danubiennes. || Mais en 1808 1808  
l'empereur Alexandre reconnut l'impossibilité d'une nouvelle alliance avec l'Aut.-Iun.-Julie.  
triche, au cas même où son refus le priverait de l'appui de la cour de Vienne  
dans l'affaire de l'annexion des provinces turques ci-dessus mentionnées. La  
Russie était épuisée et aspirait au repos et à la tranquillité. L'alliance avec  
l'Autriche eût été immédiatement suivie d'une guerre contre la France. ....

No. 87<sup>221</sup>.—Extract din depeşa ministrului Relaţiunilor  
exterioare al Franciei, de Champagny, către  
ambasadorul frances la curtea Rusiei, de  
Caulaincourt, din 16 August 1808. Paris.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 430).

.... Entre les grandes puissances, les traités seuls ne doivent pas No. 87<sup>221</sup>.  
être la règle des procédés. Il faut, en allant au delà des traités, in- 1808  
spirer de la confiance et la justifier. Une liaison de souverains est 16 Aug.  
encore plus déterminée par le sentiment que par le besoin. || C'est  
d'après ce principe, que l'empereur évacue les états prussiens sans  
exiger de la Russie l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie,  
qu'il était en droit de prétendre....

No. 87<sup>222</sup>.—Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
Impăratul Napoleon I, din 13 (25) August 1808.  
Petersburg.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 761).

Monsieur mon frère, j'ai à remercier Votre Majesté pour sa lettre No. 87<sup>222</sup>.  
de Bayonne du 8 juillet et pour tout ce qu'Elle veut bien m'y dire 1808  
des affaires d'Espagne. Son ambassadeur m'a rendu compte du contenu 25 Aug.  
de la lettre qu'il venait de recevoir avant-hier de sa part. Je vois  
avec plaisir que Votre Majesté a rendu justice au sentiment qui m'a  
fait aller au-devant de ses désirs. Il est naturel et n'est qu'une suite  
de l'attachement que je désire lui prouver en toute occasion. Ce que  
Votre Majesté se propose de faire pour le roi de Prusse m'a rempli  
de la plus vive reconnaissance et je n'ai pas voulu tarder un mo-  
ment pour lui exprimer tout le plaisir qu'Elle m'a causé par cette  
nouvelle. J'ose encore une fois recommander avec les plus vives in-  
stances ses intérêts à votre amitié pour moi. Quant aux affaires d'Es-

No. 87<sup>1808</sup>. 25 Aug. pagne, j'espère que les troubles, que les Anglais se plaisent à y exciter, seront calmés sous peu. Votre Majesté doit connaître déjà les événements de Constantinople. Le Sultan Sélim a péri, Mustapha est enfermé et Mahmoud, aussi faible de corps que d'esprit, n'est qu'un fantôme de souverain. Les différents partis s'entre-déchirent plus que jamais; enfin, il me semble que toutes ces circonstances ajoutent de nouvelles facilités pour l'exécution du grand plan, en dégageant Votre Majesté de ses derniers liens envers la Porte. C'est avec la même surprise qu'Elle, que j'ai appris les armements incompréhensibles de l'Autriche. J'ai cru lui devoir un avis et mon ambassadeur a eu l'ordre de lui représenter tout l'abîme qu'elle se préparait. Je jouis de l'espoir de revoir Votre Majesté sous peu. A moins que je ne reçoive d'Elle des nouvelles qui s'y opposent, je compte me mettre en route le 13 septembre et dans 15 jours je me trouverai à Erfurt. J'attends cette époque avec la plus vive impatience, pour lui réitérer tous les sentiments dont je suis pénétré pour Elle. Sur ce, je prie Dieu qu'il veuille tenir Votre Majesté en sa sainte et digne garde.

---

No. 87<sup>1808</sup>.—Analisa planului de împărțirea Imperiului Otoman, elaborat de d-l d'Hauterive din ordinul Impăratului Napoleon I, în Septembrie 1808. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., I, p. 402).

No. 87<sup>1808</sup>. Septem. Préparant l'entrevue d'Erfurt, Napoléon jugeait que M. de Talleyrand pourrait lui être d'un utile secours. Il l'initia pleinement au mystère de ses relations avec la Russie, l'autorisa à compiler les rapports de Caulaincourt, la note de Roumiantzof sur le partage, les divers mémoires de Champagny<sup>1)</sup>. En même temps, M. d'Hauterive, l'une des lumières du département des relations extérieures, était appelé à fournir des vues par écrit sur le partage de l'Orient avec la hâte que permettait l'immensité d'un tel sujet; il se mit fiévreusement à l'œuvre et commença par présenter un mémoire de quinze pages. || M. d'Hauterive, disciple de Talleyrand, détestait l'idée de démembrer la Turquie. D'autre part, il savait que l'empereur s'y était attaché avec force; il connaissait les stipulations de Tilsit, les conférences tenues à Saint-Petersbourg, et considérait que ces préliminaires avaient préjugé la question. Il s'efforça donc de faire rentrer dans le cadre de ses principes un projet qui en était la négation même; par suite de cette discordance, sa conclusion dément ses prémices, et à la question posée: faut-il détruire la Turquie? il finit par répondre: oui, après avoir déduit toutes les raisons qu'il aurait eues d'opiner pour la négative. || Il éta-

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>1808</sup>, p. 918.

blit en principe que le partage est susceptible des conséquences les plus fun- No. 87<sup>222</sup>.  
 nestes. Est-il possible de l'éviter? Pour lutter contre l'Angleterre, usurpatrice des 1808  
 mers, les deux grandes Puissances du continent, France et Russie, ont été con- Septem.  
 duites à adopter un système parallèle et infini d'agrandissements; la Turquie,  
 placée sur la voie qu'elles doivent suivre pour frapper leur ennemie dans l'Inde,  
 est aujourd'hui le premier état qui doive éprouver les effets de cette obliga-  
 tion d'envahir. La Turquie est donc condamnée. M. d'Hauterive émet toutefois  
 le vœu que le partage puisse être admis «à l'état de simple projet, exécutable  
 seulement dans de meilleures circonstances». Joignant à son mémoire l'ébauche  
 d'une convention préliminaire, il y indique à grands traits un mode très-simple  
 et sommaire à employer ultérieurement pour la fixation des parts. La pénin-  
 sule des Balkans serait coupée en deux, d'après une ligne tracée du nord au  
 sud, en suivant un degré de longitude depuis Nicopolis, sur le Danube, jus-  
 qu'au point correspondant sur la mer Égée. Toutes les parties à l'est de cette  
 ligne, y compris Constantinople et les Dardanelles, seraient abandonnées à la  
 Russie, la moitié occidentale se partagerait entre la France et l'Autriche, la pre-  
 mière se réservant de fixer le lot de la seconde et s'appropriant, dans tous les  
 cas, l'Égypte et les îles. D'Hauterive propose enfin que le plan de partage, arrêté  
 pour l'avenir et à titre éventuel, soit notifié à l'Angleterre, «comme un acte  
 comminatoire, destiné à une exécution immédiate, s'il ne produit pas sur elle  
 l'effet de vaincre l'obstination de son gouvernement à refuser à l'Europe et  
 au monde la paix, dont l'un et l'autre ont besoin».

No. 87<sup>224</sup>.— Extract din depeşa ambadorului rus, Co-  
 mitele Tolstoi, către Comitele Rumianțov,  
 ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din  
 21 August (9 Septembrie) 1808. Paris.

(Сборникъ, LXXXIX, p. 685).

Monsieur le comte, J'ai l'honneur de vous transmettre sous No. 87<sup>224</sup>.  
 ce pli le précis de la conversation que j'ai eue à la chasse avec 1808  
 l'empereur Napoléon et dont j'ai fait mention dans une des dépêches 9 Sept.  
 expédiées par le dernier courrier prussien. Plusieurs particularités  
 ont dû m'en échapper, parce qu'elle eut lieu en voiture et que je  
 n'étais même pas placé tout-à-fait vis-à-vis de l'empereur. Peu de  
 jours après, le général Savary vint me trouver et me dit à cette oc-  
 casion que M. de Caulaincourt commençait à se plaindre de notre  
 climat. D'autre part, il me revient que cet ambassadeur désire son  
 rappel. On parle dans le public de quelques changements qui auraient  
 lieu dans le ministère et de plusieurs nouvelles promotions. D'après  
 ces bruits, M. de Champagny échangerait le ministère des relations  
 extérieures contre celui de la marine....

*Anexă. — Convorbirea Impăratului Napoleon I cu  
ambasadorul rus, Comitele Tolstoi.*

No. 87<sup>ma</sup>.  
1808  
9 Sept.

Après le déjeuner au pavillon de la Muette, l'empereur monta en calèche pour aller au rendez-vous de chasse. Il avait avec lui le prince Guillaume de Prusse, le prince de Neufchâtel et moi. Il m'adressa d'abord la parole et me dit : || Avez-vous des nouvelles ? — Non, Sire. — J'en ai, reprit-il, du 10 Août, de très-fraîches, et vous n'en avez pas, ajouta-t-il en ricanant; je le sais fort bien, je sais aussi pourquoi. Il tâcha de me donner à entendre qu'il n'en ignorait pas la raison. — Je ne sais pas, lui répondis-je, s'il est de l'intérêt de la Russie que Votre Majesté en soit informée avant moi. || Et ces beaux conseils, poursuivit-il, que l'on a voulu donner à l'empereur, où en serait la Russie maintenant, si on les eût suivis ? Monsieur de Tolstoy a aussi donné des conseils; eh bien, vos conseils ? || J'ignore, Sire, si d'autres en ont donné, mais dans ce cas j'ai certainement été le premier ; si ma cour les avait écoutés, elle aurait dû à ses propres mesures ce qu'elle doit maintenant à l'Espagne. || Non, me répondit-il, l'empereur Alexandre fait un grand bien à la Russie, — et il se confondit en protestations sur la sincérité et la constance de ses sentiments pour lui. || Mais ce n'est pas tout, lui observai-je; je vous rappellerais, Sire, ce que vous m'avez si souvent répété: ce ne sont pas les grandes protestations entre souverains qui constituent une paix solide, ce n'est pas par elles, mais par les faits, que je juge les rapports entre puissances; ce n'est pas l'empereur Napoléon qui a traité avec l'empereur Alexandre de ses intérêts personnels, ce sont ceux de la Russie et de la France que nous discutons. || L'empereur y objecta, en alléguant toutes les acquisitions que nous avons faites, parla de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie dans le sens comme si ces provinces appartenaient déjà à la Russie et comme telles étaient déjà reconnues par lui, soutenant que lui n'avait rien acquis depuis Tilsit. || Comment Votre Majesté peut-Elle dire cela; et la Toscane et les états du Pape de... || Ne me laissant pas le temps de faire l'énumération de toutes ses acquisitions: — Ah, je sais, m'interrompit-il, vous voulez parler de ce que je donne à mes frères; mais ce n'est pas à la France; les enfants de ces frères ne seront plus amis et les petits-enfants seront certainement ennemis. — Mais, Sire, lui répliquai-je, je ne suis pas ici pour travailler pour l'éternité, pourvu que nous restions bons amis pendant votre règne. || Vous avez pris la Finlande. Le roi ne restera plus que le grand:

duc de Suède, il sera votre vassal et sous votre influence immédiate. || Je ne crois pas, lui dis-je, qu'il soit sous notre seule influence, car Votre Majesté fera de son mieux pour qu'il se trouve aussi sous la sienne. Il rit beaucoup de cette assertion et nous tombâmes d'accord que la position du roi de Suède était assez désagréable, étant ainsi placé entre la Russie et la France. Il ajouta : « Mais cet imbécile ne mérite pas qu'on le ménage » ; il revint encore à nos prétendus agrandissements et soutint que bientôt la Russie serait plus imposante que la France. | La Finlande, Sire, lui objectai-je, est une province dont vous n'auriez jamais voulu, si vous l'eussiez connue ; la Moldavie et la Valachie ne nous donnent pas plus de deux millions d'habitants, qui demandent encore des troupes pour être soutenus. Notre souverain d'ailleurs ne cherche point à faire des conquêtes, il n'a en vue que le bonheur de ses peuples et la paix avec ses voisins, tandis que vous, Sire, vous êtes un conquérant comme on n'en a jamais connu dans aucun siècle et dont les vues n'ont pas de bornes. Vous avez trois soldats contre un et trois fois plus de moyens que nous. Je ne serai rassuré que lorsque nous en aurons autant. J'ai dit au comte Metternich, le jour de la fameuse audience, qu'il avait eu tort de n'avoir pas déclaré tout uniment à Votre Majesté que sa cour n'avait organisé des mesures de défense qu'à la suite des craintes que vous lui inspiriez pour sa conservation. || L'histoire, m'observa-t-il alors, ne fournit pas d'exemple que les peuples du midi aient envahi le nord, ce sont les peuples du nord qui inondèrent le midi ; ah, bah, il fait beaucoup trop froid chez vous, qui voudra de votre neige, et vous, pourtant, vous pouvez désirer notre beau climat. | Je lui répondis qu'il y avait une grande différence entre ces temps-là et ceux d'à présent ; que le nord étant presque aussi corrompu que la France, celle-ci n'avait rien à craindre de lui ; que, quant à moi, je préférerais ma neige au beau climat de France. Puisque Votre Majesté m'autorise, continuai-je, à lui parler avec franchise, je lui dirai que j'ai conseillé, que je conseille et conseillerai toujours à ma cour de se ménager des moyens de défense et d'organiser des mesures telles que Votre Majesté ne puisse jamais songer à attaquer la Russie ; mais je lui donne ma parole que je n'ai jamais engagé mon souverain à profiter des circonstances présentes pour lui faire la guerre. | Oh, je le sais fort bien, répondit-il, et ne vous le reproche pas. | Je ne dis même pas, repris-je, que pour le moment votre alliance, si elle est sincère, ne soit utile à la Russie, malgré les grands sacrifices qu'elle a faits ; mais c'est

No. 87<sup>me</sup>.

1808

9 Sept.

**No. 87<sup>224</sup>.** le temps qui prouvera si j'ai raison. || Il me parla ensuite de la Turquie, pour m'informer que Mustapha Baïractor avait fait déclarer au prince Prosorovsky qu'il maintiendrait l'armistice avec la Russie, mais qu'il ne saurait reconnaître celui avec les Serviens. Je lui répondis que j'espérais bien que le maréchal n'y aurait pas consenti, parce que jamais nous ne pourrions abandonner les Serviens. Il finit par me promettre que les affaires de la Prusse seraient bientôt terminées et que, par là, une grande puissance se trouverait placée entre la France et la Russie, ainsi que j'en avais si souvent énoncé le désir. Il me parla aussi beaucoup de l'ambassadeur de Perse et prétendit qu'il y avait eu quelques affaires entre nos troupes et les Persans. Je ne pus m'empêcher de lui observer que cet empereur de Perse, dont on disait que c'était le représentant, n'est qu'un chan, maître seulement de quelques provinces, comme il y en avait plusieurs dans ce pays.

---

**No. 87<sup>225</sup>.**—Proiectul de convențiune între Francia și Rusia, redactat de d-l de Talleyrand, după indicațiunile Impăratului Napoleon I, și cu observațiunile acestuia, în Septembrie 1808. Paris

(Mémoires du Prince de Talleyrand, I, p. 401).

**No. 87<sup>226</sup>.** L'empereur me proposa de le suivre à Erfurt et de me charger de la négociation qu'on devait y faire, sauf à faire signer le traité, qui pourrait en être le résultat, par son ministre des relations extérieures. J'acceptai..... Il me fit donner toute la correspondance de M. de Caulaincourt, que je trouvai excellente. En peu d'heures il me mit au courant des affaires qui s'étaient faites à Pétersbourg, et je ne m'occupai plus que des moyens d'empêcher, autant qu'il était en moi, que l'esprit d'entreprise ne dominât trop dans cette singulière entrevue. | ..... Le mois de septembre avançait. J'avais lu toutes les correspondances, mais l'empereur n'avait pas encore eu avec moi la conversation principale sur les affaires qu'il y aurait à traiter. Peu de jours avant celui qui avait été fixé pour mon départ, le grand maréchal m'écrivit que l'empereur me faisait dire de me rendre le soir aux grandes entrées. J'étais à peine dans le salon qu'il m'emmena chez lui. «Eh bien! vous avez lu toute la correspondance de Russie», me dit-il, «comment trouvez-vous que j'ai manœuvré avec l'empereur Alexandre?» Et alors il repassa, en s'y délectant, tout ce qu'il avait dit et écrit depuis un an; il finit en me faisant remarquer l'ascendant

qu'il avait pris sur l'empereur Alexandre, quoique, de son côté à lui, No. 87<sup>me</sup>.  
 il n'eût exécuté que ce qui lui convenait du traité de Tilsit. «Maintenant», ajouta-t-il, «nous allons à Erfurt; je veux en revenir libre de 1808  
 faire en Espagne ce que je voudrai; je veux être sûr que l'Autriche Septem.  
 sera inquiète et contenue, et je ne veux pas être engagé d'une manière précise avec la Russie pour ce qui concerne les affaires du Levant. Préparez-moi une convention qui contente l'empereur Alexandre, qui soit surtout dirigée contre l'Angleterre, et dans laquelle je sois bien à mon aise sur le reste; je vous aiderai: le prestige ne manquera pas.» Je fus deux jours sans le voir. Dans son impatience, il avait écrit ce qu'il voulait que renfermassent les articles et me l'avait envoyé, en me mandant de lui en apporter la rédaction le plus tôt possible. Je ne le fis pas attendre: peu d'heures après, je me rendis chez lui, avec le projet de traité rédigé tel qu'il l'avait conçu:

Sa Majesté l'empereur des Français, etc.... Et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, etc.... || Voulant rendre de plus en plus étroite et à jamais durable l'alliance qui les unit et se réservant de s'entendre, aussitôt que besoin sera, sur les nouvelles déterminations à prendre et les nouveaux moyens d'attaque à diriger contre l'Angleterre, leur ennemie commune et l'ennemie du continent, ont résolu de poser dans une convention spéciale les principes qu'ils sont déterminés à suivre.... (Ici l'empereur m'interrompit et dit: «Principes est bien, cela n'engage point.»).... invariablement et qui les dirigeront dans toutes leurs démarches pour parvenir au rétablissement de la paix; || Ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, etc.... qui sont convenus des articles suivants:

Art. 1-er. — Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté l'empereur de Russie confirment et, en tant que besoin, renouvellent l'alliance conclue entre eux à Tilsit, s'engagent, non-seulement à ne faire avec l'ennemi commun aucune paix séparée, mais encore à n'entrer avec lui dans aucune négociation et à n'écouter aucune de ses propositions que d'un commun accord.

Art. 2. — Résolues de rester inséparablement unies pour la paix comme pour la guerre, les hautes parties contractantes conviennent de nommer des plénipotentiaires pour traiter de la paix avec l'Angleterre et de les envoyer, à cet effet, dans celle des villes du continent que l'Angleterre désignera.

Art. 3. — Dans tout le cours de la négociation, si elle a lieu,

No. 87<sup>ans</sup>. les plénipotentiaires respectifs des deux hautes parties contractantes  
 1808 agiront invariablement avec le plus parfait concert, et il ne sera  
 Septem. permis à aucun d'eux, non-seulement d'appuyer, mais même d'accueillir ou d'approuver, contre l'avis de l'autre, aucune proposition ou demande du plénipotentiaire anglais.

Art. 4. — Les deux hautes parties contractantes s'engagent chacune à ne recevoir de la part de l'ennemi, pendant la durée des négociations, aucune proposition, offre ou communication quelconque, sans en faire immédiatement part aux plénipotentiaires respectifs.

Art. 5. — Il sera proposé à l'Angleterre de traiter sur la base de l'uti possidetis, en y comprenant l'Espagne; et la condition sine quâ non, dont les hautes parties contractantes s'engagent à ne se départir jamais, sera que l'Angleterre reconnaisse, d'une part, la réunion de la Valachie, de la Moldavie et de la Finlande à l'empire russe, et, de l'autre, Joseph-Napoléon Bonaparte comme roi d'Espagne et des Indes

Art. 6. — La Porte ottomane ayant éprouvé depuis le traité de Tilsit plusieurs révolutions et changements, qui semblent ne lui laisser aucune possibilité de donner et ne laissent, par conséquent, aucune espérance d'obtenir d'elle des garanties suffisantes pour les personnes et les biens des habitants de la Valachie et de la Moldavie, et Sa Majesté l'empereur de Russie, qui, depuis la même époque, a contracté envers eux des engagements particuliers et qui, par une conséquence des révolutions susdites, s'est vu forcé à d'énormes dépenses pour garder ces provinces, étant, pour tous ces motifs, résolu de ne s'en point dessaisir, d'autant plus que leur possession seule peut donner à son empire une frontière naturelle et nécessaire, Sa Majesté l'empereur Napoléon ne s'opposera point, en tant que cela le concerne, à ce qu'elles soient réunies à l'empire russe et Sa Majesté se désiste de la médiation par Elle offerte et acceptée par la Russie dans le traité de Tilsit.

(« — Je ne veux point de cet article-là ; il est trop positif. — Cependant, Sire, ne s'opposera point est certainement une des expressions qui engagent le moins ; de plus, l'article suivant est un grand correctif. »)

Art. 7. — Néanmoins, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies se bornera, quant à présent, à occuper, comme par le passé, la Valachie et la Moldavie, y laissant toutes choses sur le pied où elles sont aujourd'hui, et proposera même d'entamer, soit à Constantinople, soit dans une île du Danube, et sous la médiation de la France, une

négociation, afin d'obtenir à l'amiable la cession de ces deux provinces. Mais cette négociation ne devra réellement s'ouvrir que lorsque les négociations avec l'Angleterre auront eu une issue quelconque, afin de ne point donner lieu à de nouvelles discussions qui puissent éloigner la paix. No. 87<sup>245</sup>.  
1808  
Septem.

(« — Cet article est bon ; avec ma médiation, je reste le maître, et l'article précédent inquiétera l'Autriche, qui est ma véritable ennemie. — Votre ennemie, Sire, momentanément peut-être ; mais au fond, sa politique n'est point en opposition avec celle de la France ; elle n'est point envahissante, elle est conservatrice. — Mon cher Talleyrand, je sais que c'est là votre opinion ; nous parlerons de cela quand l'affaire d'Espagne sera finie. »)

Art. 8. — Sa Majesté l'empereur Napoléon agira conjointement avec Sa Majesté l'empereur Alexandre pour obtenir de la Porte ottomane une cession amiable. Toutes les notes et toutes les démarches des deux cours alliées pour atteindre ce but seront faites de concert et dans le même esprit.

Art. 9. — Dans le cas où un refus de la Porte ottomane ferait reprendre les hostilités et continuer la guerre, l'empereur Napoléon n'y prendra aucune part et se bornera à aider la Russie de ses bons offices. Mais, s'il arrivait que l'Autriche ou toute autre puissance fit cause commune avec la Porte ottomane dans ladite guerre, Sa Majesté l'empereur Napoléon ferait immédiatement cause commune avec la Russie, devant regarder ce cas comme étant celui de l'alliance générale qui unit les deux empires.

(« — Cet article-là est incomplet ; toute mon idée n'y est pas ; continuons ; je vous dirai ce qu'il faut y ajouter. »)

Art. 10. — Les hautes parties contractantes s'engagent d'ailleurs à maintenir l'intégrité des autres possessions de l'empire ottoman, ne voulant, à leur égard, rien déterminer et entreprendre elles-mêmes, ni souffrir qu'il soit rien entrepris par qui que ce soit, qu'elles n'en soient préalablement convenues.

Art. 11. — Dans les négociations avec l'Angleterre, Sa Majesté l'empereur Napoléon fera cause commune avec la Russie, pour faire reconnaître la réunion de la Valachie et de la Moldavie à l'empire russe, que la Porte ottomane y ait ou non consenti.

Art. 12. — En retour du désistement fait par l'empereur Napoléon dans l'article ci-dessus, Sa Majesté l'empereur Alexandre se désiste de l'engagement éventuel pris envers lui par le cinquième des

No. 87<sup>225</sup> articles secrets du traité de Tilsit <sup>1)</sup>, et ledit article demeure nul et comme  
1808 non avenu.»

Septem.

(« — C'est, à peu de chose près, tout ce que je vous ai dit; laissez-moi cela, je l'arrangerai. Il faut ajouter à un des derniers articles, à celui où je vous ai arrêté: Quo dans le cas où l'Autriche donnerait des inquiétudes à la France, l'empereur de Russie, sur la première demande qui lui en serait faite, s'engage à se déclarer contre l'Autriche et à faire cause commune avec la France, ce cas étant également un de ceux auxquels s'applique l'alliance qui unit les deux puissances<sup>2)</sup>. — C'est là l'article essentiel, comment avez-vous oublié cela? Vous êtes toujours Autrichien! — Un peu, Sire, mais je crois qu'il serait plus exact de dire que je ne suis jamais Russe et que je suis toujours Français. — Faites vos dispositions pour partir: il faut que vous soyez à Erfurt un jour ou deux avant moi. Pendant le temps que durera le voyage, vous chercherez les moyens de voir souvent l'empereur Alexandre. Vous le connaissez bien, vous lui parlerez le langage qui lui convient. Vous lui direz, qu'à l'utilité dont notre alliance peut être pour les hommes, on reconnaît une des grandes vues de la providence. Ensemble, nous sommes destinés à rétablir l'ordre général en Europe. Nous sommes jeunes l'un et l'autre, il ne faut pas nous presser. Vous insisterez beaucoup sur cela, car le comte de Romanzoff est ardent dans la question du Levant. Vous direz qu'on ne fait rien sans l'opinion publique et qu'il faut que, sans être effrayée de notre puissance réunie, l'Europe voie avec plaisir se réaliser la grande entreprise que nous méditons. La sûreté des puissances limitrophes, l'intérêt bien entendu du continent, sept millions de Grecs rendus à la liberté, etc..... voilà un beau champ pour faire de la philanthropie; je vous donne sur cela carte blanche; je veux seulement que ce soit de la philanthropie lointaine. Adieu.»)

---

No. 87<sup>226</sup>. — Analisa «Notei asupra situațiunii prezente», prezentată de către d-l de Champagny, în 29 Septembrie 1808, la Erfurt.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 444).

No. 87<sup>227</sup>. La négociation diplomatique d'Erfurt, entamée dès le 29 septembre par  
1808 les plénipotentiaires respectifs, Roumiantzof et Champagny, eut pour point  
29 Sept. de départ une «Note sur la situation présente», rédigée par le ministre des re-

<sup>1</sup> Cf. doc. 87<sup>220</sup>, p. 581.

<sup>2</sup> Cf. doc. 87<sup>220</sup>, p. 928 (art. 10).

relations extérieures de France. Ce document établissait que l'Europe s'attendait à de grands résultats de l'entrevue des deux empereurs. Son attente et ses vœux seront remplis, s'il en sort la paix générale. Ils seront trompés, si la France et la Russie ne parviennent pas à vaincre l'obstination de l'Angleterre et à l'amener à composition. De là une double question: Que doivent faire les souverains alliés pour arriver à la paix? Que doivent-ils entreprendre, s'ils ne peuvent y parvenir? Pour atteindre le premier but, ils écriront au roi d'Angleterre. Le ministère anglais, même s'il ne veut pas la paix, n'osera l'avouer. Il fera des réponses évasives, qui nécessiteront des répliques et qui feront gagner du temps. Ce délai, il importe de le mettre à profit, en établissant un concert unanime des puissances du continent sur les conditions de la paix. Seule, l'Autriche témoigne des dispositions douteuses. Il faut lui forcer la main, en exigeant d'elle, comme preuve de sa sincérité, la reconnaissance du nouvel ordre de choses établi en Espagne. Devant l'unanimité de l'Europe, l'Angleterre cédera. La base de la paix sera l'*uti possidetis*. La France consent à ce que la Russie garde la Finlande, la Valachie et la Moldavie, qu'elle possède de fait. Mais il ne faut pas dévoiler ce consentement avant l'ouverture des négociations. Il ne faut pas surtout que la Turquie s'en doute. La France perdrait toute son influence sur elle. Elle se jetterait dans les bras de l'Angleterre, qui pénétrerait ainsi dans la mer Noire. Cela rendrait la paix plus difficile et la guerre plus désavantageuse pour la Russie. Celle-ci doit donc se contenter de la possession des provinces danubiennes, à la conservation desquelles par elle la France ne mettra aucun obstacle. Si toutefois l'Angleterre proposait des conditions inadmissibles pour la paix, les deux cours impériales se réserveraient d'aviser aux moyens ultérieurs de vaincre l'obstination du cabinet de Londres.

No. 87<sup>227</sup>. — *Scrisoarea ministrului Relațiunilor exteriore al Francei, de Champagny, către Imperatul Napoleon I, din 6 Octombrie 1808. Erfurt.*

(A. Thiers, loc. cit., IX, p. 259).

Traitant cette question avec toute la bonne foi possible, bien persuadé que le délai demandé, celui qui subordonne toute démarche pour l'obtention des deux provinces à l'issue de la négociation avec l'Angleterre<sup>1)</sup>, est autant dans les intérêts de la Russie que dans ceux de la France, j'espérais éteindre le sentiment de méfiance qu'annonçait la réponse de M. de Romanzoff; mais je n'ai pu l'ébranler. Celui qui est prêt à saisir une proie, qu'il a longtemps convoitée, est sourd à toutes les raisons qui peuvent retarder sa jouissance. Il y a trente ans que M. de Romanzoff a rêvé cette acquisition; c'est le triomphe de son système; là est sa réputation et son honneur. Tout autre intérêt lui paraîtra faible auprès de celui-là. L'empereur Alexandre,

No. 87<sup>227</sup>.  
1808  
6 Oct

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>225</sup>, p. 920. și doc. 87<sup>226</sup>, p. 934.

No. 87<sup>227</sup>. qu'aucun motif personnel ne pousse et à qui tous les intérêts de son  
 1808 empire sont également chers, doit être beaucoup plus accessible à  
 6 Oct. la force des raisons, qui, pour son intérêt, lui prescrivent de retarder, non pas une jouissance, mais une simple prise de possession d'une province qui ne peut lui échapper. Je ne suis donc convenu de rien avec M. de Romanzoff; quand même j'y aurais été autorisé, je n'étais pas plus disposé que lui à céder, et je regarde comme inutile de lui en parler encore avant l'arrivée de Votre Majesté <sup>1)</sup>. Sur le reste, nous sommes à peu près d'accord.

No. 87<sup>228</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către ministrul Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 8 Octombrie 1808. Erfurt.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 14.264, XVII, p. 630).

No. 87<sup>228</sup>. Monsieur de Champagny, je vous envoie des observations, que  
 1808 vous communiquerez à M. de Romanzoff. Je tiens à la rédaction  
 8 Oct. de l'article 6 telle que je l'ai faite <sup>2)</sup>, puisque je ne peux pas céder ce qui ne m'appartient pas, et que vouloir me faire adopter l'article qu'ils proposent <sup>3)</sup> est une pure fantaisie. Vous verrez le parti que j'ai pris pour l'article en discussion. Voyez si cela peut s'arranger comme cela.

*Anexă.* — Observațiuni asupra proiectului de tractat.

Il a été fait des objections sur l'article 4. Le plénipotentiaire français adopte le contre-projet. || Le contre-projet ne dit pas davantage que l'article et il a l'inconvénient de compromettre la dignité de la France en pure perte || Le contre-projet, article 7, peut être adopté, en y ajoutant cette seule phrase: «Il ne sera donné aucun éveil à la Porte sur les intentions de la Russie, que l'on n'ait connu l'effet des propositions faites par les puissances à l'Angleterre.» || On supprime, comme on le désire, l'article 11, comme sous-entendu, et l'on adopte l'article 12 du contre projet || Toute la discussion ne peut donc tomber que sur la seule phrase ajoutée à l'article 7. Elle est cependant une conséquence immédiate de la dé-

<sup>1)</sup> Napoleon se afla cu Impăratul Alexandre la Weimar.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>225</sup>, p. 920

<sup>3)</sup> Cf. doc. 87<sup>230</sup>, p. 927 (art. 8).

marche qui est faite. Car, si l'Angleterre est portée à entrer en négociation, il est évident que, la nouvelle lui survenant qu'une puissance d'une masse aussi considérable entre dans ses intérêts, cela la rendra plus exigeante dans les négociations. A quoi bon lui rouvrir sans raison les portes de la Syrie, de l'Egypte, de l'Afrique et de la Morée? Les comptoirs français seraient pillés, plusieurs milliers d'hommes empoisonnés et égorgés, le commerce interrompu, et tout cela en pure perte pour la Russie. Et si la paix était faite entre la Russie et la Porte pendant que les négociations auraient lieu avec l'Angleterre, ce serait un incident qui aurait plus d'inconvénients que d'avantages, puisque l'Angleterre verrait plus clair dans les affaires qui seraient traitées à Erfurt et le traité fait avec la Porte lui ferait comprendre que les idées de partage sont éloignées et l'effrayerait moins. Tout porte donc à exécuter scrupuleusement l'article proposé.

No. 87<sup>228</sup>.  
1808  
8 Oct.

No. 87<sup>229</sup>. — *Scrisoarea ministrului Relațiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, către Împăratul Napoleon I, din 8 Octombrie 1808. Erfurt.*

(A. Thiers, loc. cit., IX, p. 260).

Sire, [ Deux heures de conférence avec M. le comte de Romanzoff n'ont amené aucun résultat. Son système paraît être irrévocablement arrêté; il veut les provinces turques; il les veut à tout prix; il les veut aujourd'hui plutôt que demain. Ses objections sont moins contre l'article VI<sup>1)</sup>, dont Votre Majesté veut maintenir la rédaction, que contre l'addition qu'Elle propose à l'article VII du contre-projet, et qui consiste en ces mots: «Il ne sera donné aucun éveil à la Porte sur les intentions de la Russie, qu'on n'ait connu l'effet des propositions faites par les deux puissances à l'Angleterre.» Ces mots effarouchent beaucoup M. de Romanzoff. Aucun délai ne lui paraît admissible, et surtout un délai indéterminé. — Quand, comment connaîtra-t-on, dit-il, l'effet de ces propositions? Un premier résultat ne mettra-t-il pas dans le cas d'en attendre un second, celui-ci un troisième, et notre arrangement avec la Turquie ne sera-t-il pas continuellement ajourné? Il appliquait ce raisonnement à tout. Si je lui parlais des ménagements dus aux Français établis dans le Levant, il me demandait: Mais voulez-vous attendre qu'ils soient revenus en France? Quand pourront-ils y revenir? La paix avec l'Angleterre lui

1808  
8 Oct.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>228</sup>, p. 920.

No. 87<sup>229</sup>. paraît difficile, et c'est pour cela qu'il ne veut pas y subordonner la  
 1808 paix avec la Turquie. Il m'a parlé aussi de la nécessité de frapper  
 8 Oct. l'opinion des Russes par la certitude de cette importante acquisition  
 et m'a paru avoir quelques craintes, si tel n'était pas le résultat du  
 voyage de l'empereur Alexandre. On m'a plutôt laissé deviner ces  
 craintes qu'on ne me les a montrées; mais le sentiment qui perçait  
 à chaque mot était celui de la défiance, défiance des événements,  
 défiance aussi de nos intentions. C'est d'après cela qu'il mettait moins  
 d'importance à l'article VI. Peu lui importe, en effet, de quelle ma-  
 nière cet article prononce le consentement de la France aux acqui-  
 sition de la Russie, si l'article suivant permet à celle-ci d'agir et de  
 marcher à son but. C'est encore pour cela qu'un délai indéterminé  
 l'effraie davantage: il craint d'exposer à des chances un avantage,  
 qui lui paraît presque acquis dans ce moment. Il consentirait plutôt  
 à un délai dont le terme serait fixé. Il veut que tout soit précis.  
 «Le vague des articles de Tilsit,» dit-il, «nous a fait trop de mal; une  
 année a été perdue, et tel est encore l'unique résultat de notre  
 alliance avec vous.» || Cette obstination de M. de Romanzoff n'est pas  
 le produit du moment. Elle tient à de longues réflexions qui n'ont  
 eu qu'un but, à une attente impatientement supportée, enfin à l'opinion  
 que, dans le moment actuel, rien ne peut s'opposer à l'exécution des  
 vues de la Russie. Je désespère de la vaincre.

---

No. 87<sup>230</sup>.—Convențiunea secretă de alianță între Franția  
 și Rusia, semnată la Erfurt, în 12 Octombrie 1808.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 14.370, XVII, p. 835).

No 87<sup>230</sup>. Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, et Sa Majesté  
 1808 l'empereur de toutes les Russies, voulant rendre de plus en plus  
 12 Oct. étroite et à jamais durable l'alliance qui les unit et se réservant de  
 s'entendre ultérieurement, s'il y a lieu, sur les nouvelles déterminations  
 à prendre et les nouveaux moyens d'attaque à diriger contre  
 l'Angleterre, leur ennemie commune et l'ennemie du continent, ont  
 résolu d'établir, dans une convention spéciale, les principes qu'ils sont  
 déterminés à suivre invariablement dans toutes leurs démarches, pour  
 parvenir au rétablissement de la paix. Ils ont, à cet effet, nommé  
 pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir: || Sa Majesté l'empe-  
 reur des Français, le comte de Champagny, et Sa Majesté l'empereur

de toutes les Russies, le comte de Romanzof, lesquels sont convenus No. 87<sup>220</sup>.  
de ce qui suit: 1808

Art. 1-er. — Leurs Majestés l'empereur des Français et l'empereur de Russie confirment et, en tant que besoin est, renouvellent l'alliance conclue entre eux à Tilsit; s'engagent, non-seulement à ne faire avec l'ennemi commun aucune paix séparée, mais encore à n'entrer avec lui dans aucune négociation et à n'écouter aucune de ses propositions que d'un commun accord. 12 Oct.

Art. 2. — Ainsi résolues de rester inséparablement unies pour la paix comme pour la guerre, les hautes parties contractantes conviennent de nommer des plénipotentiaires pour traiter de la paix avec l'Angleterre et de les envoyer, à cet effet, dans la ville du continent que l'Angleterre désignera.

Art. 3. — Dans tout le cours de la négociation, si elle a lieu, les plénipotentiaires respectifs des hautes parties contractantes agiront constamment avec le plus parfait accord, et il ne sera permis à aucun d'eux, non-seulement d'appuyer, mais même d'accueillir ou d'approuver, contre les intérêts de l'autre partie contractante, aucune proposition ou demande des plénipotentiaires anglais, qui, prises en elles-mêmes et favorables aux intérêts de l'Angleterre, pourraient aussi présenter quelque avantage à l'une des parties contractantes.

Art. 4. — La base du traité avec l'Angleterre sera l'*uti possidetis*.

Art. 5. — Les hautes parties contractantes s'engagent à regarder comme condition absolue de la paix avec l'Angleterre qu'elle reconnaisse la Finlande, la Valachie et la Moldavie comme faisant partie de l'empire de Russie.

Art. 6. — Elles s'engagent à regarder comme condition absolue de la paix que l'Angleterre reconnaisse le nouvel ordre de choses établi par la France en Espagne.

Art. 7. — Les hautes parties contractantes s'engagent à ne recevoir de la part de l'ennemi, pendant la durée des négociations, aucune proposition, offre ou communication quelconque, sans en faire immédiatement part aux cours respectives; et, si lesdites propositions sont faites au congrès réuni pour la paix, les plénipotentiaires devront respectivement se les communiquer.

Art. 8. — Sa Majesté l'empereur de Russie, d'après les révolutions et changements qui agitent l'empire ottoman et qui ne laissent aucune possibilité de donner et, par conséquent, aucune espérance d'obtenir des garanties suffisantes pour les personnes et les biens des habitants de la Valachie et de la Moldavie, ayant déjà porté les limites de son

No. 87<sup>220</sup>. empire jusqu'au Danube, de ce côté, et réuni la Valachie et la Moldavie à son empire, ne pouvant qu'à cette condition reconnaître l'intégrité de l'empire ottoman, Sa Majesté l'empereur Napoléon reconnaît ladite réunion et les limites de l'empire russe de ce côté portées jusqu'au Danube.

1808  
12 Oct.

Art. 9. — Sa Majesté l'empereur de Russie s'engage à garder dans le plus profond secret l'article précédent et à entamer, soit à Constantinople, soit partout ailleurs, une négociation, afin d'obtenir à l'amiable, si cela se peut, la cession de ces deux provinces. La France renonce à sa médiation. Les plénipotentiaires ou agents des deux puissances s'entendront sur le langage à tenir, afin de ne pas compromettre l'amitié existant entre la France et la Porte, ainsi que la sûreté des Français résidant dans les Echelles, pour empêcher la Porte de se jeter dans les bras de l'Angleterre.

Art. 10. — Dans le cas où, la Porte ottomane se refusant à la cession des deux provinces, la guerre viendrait à se rallumer, l'empereur Napoléon n'y prendra aucune part et se bornera à employer ses bons offices auprès de la Porte ottomane; mais s'il arrivait que l'Autriche ou quelque autre puissance fît cause commune avec l'empire ottoman dans ladite guerre, Sa Majesté l'empereur Napoléon ferait immédiatement cause commune avec la Russie, devant regarder ce cas comme un de ceux de l'alliance générale qui unit les deux empires. || Dans le cas où l'Autriche se mettrait en guerre contre la France, l'empereur de Russie s'engage à se déclarer contre l'Autriche et à faire cause commune avec la France, ce cas étant également un de ceux auxquels s'applique l'alliance qui unit les deux empires.

Art. 11. — Les hautes parties contractantes s'engagent d'ailleurs à maintenir l'intégrité des autres possessions de l'empire ottoman, ne voulant ni faire elles-mêmes, ni souffrir qu'il soit fait aucune entreprise contre aucune partie de cet empire, sans qu'elles en soient préalablement prévenues.

Art. 12. — Si les démarches faites par les deux hautes parties contractantes pour ramener la paix sont infructueuses, soit que l'Angleterre élude la proposition qui lui sera faite, soit que les négociations soient rompues, Leurs Majestés Impériales se réuniront de nouveau, dans le délai d'un an, pour s'entendre sur les opérations de la guerre commune et sur les moyens de la poursuivre avec toutes les forces et toutes les ressources des deux empires.

Art. 13. — Les deux hautes parties contractantes, voulant reconnaître la loyauté et la persévérance avec laquelle le roi de Danemark

a soutenu la cause commune, s'engagent à lui procurer un dédom- No. 87<sup>200</sup>.  
magement pour ses sacrifices et à reconnaître les acquisitions qu'il 1808  
aura été dans le cas de faire dans la présente guerre. 12 Oct.

Art. 14. — La présente convention sera tenue secrète, au moins pendant l'espace de dix années.

(ss) J. B. Nompère de Champagny | Comte Nicolas de Romanzof.

No. 87<sup>231</sup>. — Extract din raportul ministrului Relațiunilor  
exterioare al Franciei, de Champagny, către  
Impăratul Napoleon I, din 5 Noembrie 1808.  
Paris.

(Testa, loc. cit., II, p. 329).

Sire, Votre Majesté trouvera dans la correspondance de ce jour No. 87<sup>231</sup>.  
une dépêche de Constantinople en date du 10 octobre. Elle ne ren- 1808  
ferme rien de nouveau. Moustapha-Baïractar gouverne toujours l'em- 5 Noemb  
pire turc avec vigilance et sévérité. Il brave et le ressentiment des  
janissaires et des ulémas et le mécontentement des ministres offensés  
de ses manières brusques et grossières... || Le peuple se lasse de  
ne pas voir la paix conclue avec les Russes. Il perd toute confiance  
dans la France; il se regarde presque comme abandonné par elle.  
L'impatience de Moustapha-Baïractar est au comble. Les ministres  
ont beaucoup de peine à l'empêcher de recommencer les hostilités  
avant le retour du courrier qu'il avait envoyé en France. (Ce cour-  
rier est parti de Paris en même temps que Votre Majesté pour Er-  
furt). || Cette dépêche m'a été apportée par M. Boutin, officier du  
génie... || M. Boutin estime à 40.000 hommes les forces turques sur  
le Danube, quoique les Turcs les fassent monter à 80.000. Il estime  
que les Russes peuvent avoir dans la Valachie et dans la Moldavie  
au moins 30.000 hommes. On lui a dit qu'ils avaient des forces con-  
sidérables au delà du Dniéster. Il ne doute pas que les Turcs ne  
succombent promptement dans la lutte qui probablement va s'enga-  
ger; mais il croit qu'ils se battront en désespérés.

No. 87<sup>232</sup>.—Extract din depeşa ambasadorului rus, Principele Kurakin, către Impăratul Alexandru I, din 26 Octombrie (7 Noembrie) 1808. Viena.

(Сборникъ, LXXIX, p. 763).

No. 87<sup>232</sup>. .....Le comte Tolstoy a fait sa cour à l'archiduc Charles, il y a  
1808 quelques jours. Son Altesse Royale avait désiré de le voir, à titre  
7 Noemb. d'ancienne connaissance. Le général vint chez moi au sortir de sa  
visite. Il me rendit l'entretien qu'il avait eu. L'archiduc lui avait  
expliqué tous les détails de leur nouvelle organisation, lui avait  
montré le parti qu'en pourrait tirer l'Autriche, si elle se voyait ma  
heureusement dans le cas de se défendre contre quelque nouvelle  
agression, et ajouta que ce qui, à côté de ces mesures, était le plus  
à désirer pour eux, c'est l'union la plus étroite, l'accord le  
plus parfait avec la Russie; que sous ce rapport, il ne sou-  
haitait rien tant que de nous voir terminer nos affaires avec la Porte,  
de quelque manière que ce fût. «Prenez les principautés», dit l'ar-  
chiduc, «gardez-les, arrondissez-vous, mais terminez, pour que vous  
puissiez reporter votre grande influence et vos forces vers le centre  
de l'Europe». Le comte Tolstoy m'a autorisé à faire à V. M. I. le  
récit de son entretien....

---

No. 87<sup>233</sup>. —Raportul ministrului Relaţiunilor exterioare  
al Franciei, de Champagny, către Impăratul  
Napoleon I, din 1 Decembrie 1808. Paris.

(Testa, loc. cit., II, p. 330).

No. 87<sup>233</sup>. Sire, le secrétaire-interprète de l'ambassadeur ottoman, qui me  
1808 témoigne beaucoup de bonne volonté, est venu me prévenir secrète-  
1 Dec. ment d'une visite que l'ambassadeur a rendu à M. de Romanzoff. Le  
ministre russe lui avait envoyé samedi dernier le prince Gagarin,  
pour lui exprimer le désir qu'il avait de le voir, et lundi l'ambas-  
sadeur s'est rendu à cette invitation. M. de Romanzoff l'a fort bien  
accueilli, lui a donné café et confiture, et puis est entré en matière.  
Il lui a dit que la Russie n'était pas ennemie de la Turquie, qu'au  
contraire elle désirait faire avec elle une paix solide, que le prince  
Prozorowsky avait reçu des instructions en conséquence, qu'il allait  
traiter directement avec la Porte, et qu'on ne demanderait à la Porte  
que de consentir à prendre le Danube pour limite entre les deux

états, la Russie promettant d'ailleurs de respecter l'intégrité de l'em- No. 87<sup>233</sup>.  
pire turc. || Ma conférence avec l'ambassadeur ottoman devait l'avoir 1808  
préparé à cette ouverture. Il en a cependant été très-étonné. Il avait 1 Dec.  
supposé que c'était la faute de la France, si la paix ne se faisait pas  
avec la Russie, et les Morousi, avec lesquels il est lié et en cor-  
respondance, lui avaient inspiré l'idée que la Russie, qui se défie  
toujours de la France, voulant s'assurer l'amitié de la Porte, la trai-  
terait avec plus de faveur, lorsqu'elle négocierait directement avec  
elle. Il n'a pas répliqué à M. de Romanzoff, qui a essayé de  
lui démontrer la nécessité de cette union, mais il se propose d'en-  
voyer un courrier à sa cour, pour lui faire part de cette conversa-  
tion. Il me demande une audience pour demain. || J'ai vu lundi  
M. de Romanzoff; il ne m'a pas fait part de cet entretien, sans doute  
parce qu'il avait à m'entretenir de plus grandes affaires, l'expédition  
de notre courrier. Mais déjà il m'avait prévenu des visites que lui  
faisait l'ambassadeur ottoman; et, prévoyant qu'il serait dans le cas  
de le voir, il m'avait consulté sur ce qu'il devait lui dire; l'ambas-  
sadeur est sorti de chez lui fort triste et fort mécontent. || Voilà ce  
que me dit l'interprète, qui souvent se plaint à moi de son ambas-  
sadeur. Je suis bien loin d'accorder à un Grec une certaine confiance  
et j'ai toujours regretté d'être obligé d'admettre un pareil intermé-  
diaire entre l'ambassadeur et moi. On court risque d'être mal entendu,  
mal traduit et quelquefois d'être trompé. La correspondance d'aujour-  
d'hui ne me fournit aucune lettre à mettre sous les yeux de V. M.

No. 87<sup>234</sup>.— Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon  
I către ambasadorul său la Petersburg, de  
Caulaincourt, din 7 Ianuarie 1809. Valladolid.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 572).

..... Les nouvelles de Constantinople, les nouvelles d'Autriche et No. 87<sup>234</sup>.  
aussi le besoin de me rapprocher de France m'ont rappelé au cen- 1809  
tre..... Dites à l'empereur..... que je suis prêt à me porter sur 7 Ianuar.  
l'Autriche, si cette puissance ne change pas de conduite et que, si  
ce n'eût pas été pour ne rien faire de contraire à notre alliance,  
déjà je me serais mis en guerre avec cette puissance, car les af-  
faires d'Espagne..... ne m'empêchent pas de me croire deux fois  
plus fort que l'Autriche, quand je suis sûr de la Russie.... que je

No. 87<sup>234</sup>. désire que nous prenions enfin le ton convenable avec l'Autriche.  
 1809 Je l'ai proposé à Erfurt. Autrement, nous ne pourrions terminer rien  
 7 januar. de bon sur les affaires de Turquie. ....

No. 87<sup>235</sup>.— Scrisoarea Impăratului Napoleon I către am-  
 basadorul său la Petersburg, de Caulaincourt,  
 din 14 Ianuarie 1809. Valladolid.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 573).

No. 87<sup>235</sup>. M. de Caulaincourt, vous trouverez ci-joint la lettre que je vou-  
 1809 lais écrire à l'empereur; mais j'ai trouvé qu'il y avait beaucoup trop  
 14 januar. de choses pour une lettre qui reste. Je vous l'envoie, pour que vous  
 vous en serviez comme d'instruction générale. J'écrirai à l'empereur  
 une lettre moins signifiante.

*Anexă.*—Extract din proiectul de scrisoare a Impăra-  
 tului Napoleon I către Impăratul Alexan-  
 dru I, transformat în instrucțiune pentru  
 ambasadorul de Caulaincourt.

..... Quand Votre Majesté lira cette lettre, je serai rendu dans ma capitale. Ma garde et une partie de mes vieux cadres sont en mouvement rétrograde sur Bayonne. Je voulais former mon camp de Boulogne, qui aurait donné beaucoup d'inquiétude aux Anglais, mais les armements de l'Autriche m'en ont empêché. J'avais réuni 20.000 hommes à Lyon, pour les embarquer sur mon escadre de Toulon et menacer les Anglais de quelque expédition d'Egypte ou de Syrie, qu'ils redoutent beaucoup; les armements de l'Autriche m'en ont encore empêché. Je vais leur faire passer les Alpes et les faire entrer en Italie. J'ai des preuves certaines que l'Autriche a pris l'engagement de ne pas reconnaître le roi Joseph. Son chargé d'affaires a suivi les insurgés. Il a fui de Madrid et il est à Cadix. J'ai des preuves certaines que l'Autriche avait promis de fournir 20.000 fusils aux insurgés. L'espérance de l'Angleterre était de soutenir les troubles de l'Espagne, de nous faire rompre avec la Turquie et de faire déclarer l'Autriche et, avec la Suède, de contre-balancer notre puissance. J'ai regret que Votre Majesté n'ait pas adopté à Erfurt des mesures énergiques contre l'Autriche. La paix avec l'Angleterre sera impossible, tant qu'il y aura la plus légère probabilité d'exciter des troubles sur le continent. Votre Majesté comprendra aisément que je n'attache

aucune importance à la reconnaissance du roi Joseph par l'Autriche. No. 87<sup>me</sup>.  
 J'en attache bien davantage à ce qu'elle désarme et fasse cesser l'état 1809  
 d'inquiétude où elle tient l'Europe. Je prévois que la guerre est iné- 14 januar.  
 vitable, si Votre Majesté et moi ne tenons envers l'Autriche un lan-  
 gage ferme et décidé et si nous n'arrachons son faible monarque du  
 tourbillon d'intrigues anglaises où il est entraîné. Votre Majesté sait  
 le peu de cas que je fais de ses forces et de ses armes. Qui les connaît  
 mieux que Votre Majesté? Il n'en est pas moins vrai que l'Europe  
 est en crise, et il n'y aura aucune espérance de paix avec l'Angle-  
 terre que cette crise ne soit passée. Si l'Autriche veut la paix, Votre  
 Majesté et moi la garantissons; qu'elle désarme, qu'elle reconnaisse  
 la Valachie, la Moldavie, la Finlande sous la domination de Votre  
 Majesté et qu'elle cesse de faire un obstacle aux intérêts de nos deux  
 puissances. Si au contraire elle s'y oppose, qu'une démarche soit faite  
 de concert par nos ambassadeurs et qu'ils quittent à la fois. L'em-  
 pereur ne les laissera pas partir et la paix sera rétablie. S'il est  
 assez aveugle pour les laisser partir que vous et moi prenions des  
 arrangements pour en finir avec une puissance qui, depuis quinze ans  
 toujours vaincue, trouble toujours la tranquillité du continent et  
 flatte en secret le penchant de l'Angleterre. Mon désir est sans aucun  
 doute celui de Votre Majesté: c'est que l'Autriche soit heureuse,  
 tranquille, qu'elle désarme et n'intervienne près de moi que par des  
 moyens conciliants et doux, et non par la force. Si cela est impos-  
 sible, il faut la contraindre par les armes: c'est le chemin de la  
 paix. Votre Majesté voit que je lui parle clairement. Des intelligen-  
 ces très-directes me font connaître que l'Angleterre était déjà très  
 alarmée de la marche de mes divisions sur Boulogne. L'Autriche  
 lui a rendu un service essentiel, en m'obligeant à la contremander.  
 Votre Majesté est sans doute bien persuadée du principe qu'un seul  
 nuage sur le continent empêchera les Anglais de faire la paix: or,  
 il ne doit pas y en avoir, si nous sommes unis de cœur, d'intérêts  
 et d'intentions; mais il faut de la confiance et une ferme volonté.

**No. 87<sup>236</sup>.—** Analisa raportului ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Imperatul Napoleon I, din 15 Februarie 1809. Petersburg.

(Albert Vandal, loc cit., II, p. 9).

**No. 87<sup>236</sup>. 1809 15 Febr.** En Orient, Alexandre s'était engagé vis-à-vis de Napoléon à ne reprendre les hostilités qu'après trois mois; il emploierait ce temps à négocier avec les Turcs, à réunir un congrès, à tenter un essai de pacification sur la base de la cession des principautés. Si la Porte se refusait à cet abandon, il recommencerait la guerre, porterait sur le Danube toutes ses forces disponibles, mais n'entendait en distraire aucune part pour menacer la frontière autrichienne et faire au profit de Napoléon la police de l'Allemagne. En général, dans les questions où les termes et l'esprit des traités réclamaient sa coopération, il s'acquitterait en procédés courtois plus qu'en services effectifs: il fournirait un inépuisable contingent de paroles aimables, de déclarations tendres, de professions enthousiastes, mais en tout accorderait à Napoléon l'amitié du tsar plus que l'appui de la Russie. Restant en guerre contre les Anglais, se privant de tout commerce direct avec eux, il ne participerait plus autrement à une lutte où il ne se reconnaissait qu'un intérêt secondaire. Quant à reprendre les vastes projets dont on s'était entretenu l'an passé, à remettre en question le démembrement de la Turquie, il s'était fait une règle de demeurer sourd à toute suggestion de ce genre.

---

**No. 87<sup>237</sup>.—** Analisa raportului ambasadorului frances la curtea Rusiei, de Caulaincourt, către Imperatul Napoleon I, din 17 Martie 1809. Petersburg.

(Albert Vandal, loc. cit., II, p. 64).

**No 87<sup>237</sup>. 1809 17 Martie.** ....«Après le dîner, l'empereur daigna m'appeler dans son cabinet.» Il protesta en premier lieu de sa loyauté, de son dévouement, puis, venant à l'Autriche et déjà moins affirmatif, émit le désir de ne rien précipiter. Caulaincourt fit observer que l'attitude prise tout récemment à Vienne précisait la situation. Bien informé des circonstances, citant des faits, accumulant des détails, il conclut du spectacle belliqueux que donnait l'Autriche à la nécessité urgente pour l'alliance franco-russe de se mettre elle-même sur le pied de guerre, de rassembler ses moyens. «Je parlais,» écrivait-il à Napoléon, «des grandes réunions de troupes en Bohême et sur l'Inn, enfin de tout ce qui se passait, pour convaincre Sa Majesté qu'il était temps de prendre un parti pour l'état de guerre, où l'on pouvait être d'un moment à l'autre; qu'il était même instant pour Votre Majesté de savoir par où agiraient les troupes russes et en quel nombre, enfin si elles entreraient en Transylvanie et en Galicie aussitôt qu'on aurait la nouvelle des hostilités. Je lui fis sentir que les opérations de Votre Majesté, la grande di-

rection militaire, dépendraient nécessairement du concert et du nombre, comme No. 87<sup>237</sup>. de la disposition des moyens que la Russie emploierait; que l'état d'hostilité 1809 de l'Autriche, constaté depuis si longtemps, ne pouvait plus laisser de doutes 17 Martie sur les intentions de cette puissance....» || «Je veux encore croire que la paix est possible», telle fut en substance la réplique d'Alexandre. Et il développa ce thème longuement, contre toute évidence, ajoutant que le cabinet de Vienne n'avait pas répondu expressément à l'offre de la double garantie et que cette démarche suprême pouvait changer ses résolutions. Au reste, s'il fallait combattre, l'empereur le trouverait prêt; la Russie ne serait pas en retard; mais se livrer dès à présent à des mouvements guerriers pourrait nuire au but pacifique, que les souverains se proposaient tant à Paris qu'à Pétersbourg. Il parlait aussi de ses embarras, des trois guerres qu'il avait à soutenir, celles de Suède, d'Angleterre et de Turquie, et à cet égard de récentes circonstances ne le laissaient point à court d'arguments. En Orient, la négociation avec la Turquie s'était rompue sur une question qui intéressait la France plus encore que la Russie; le cabinet de Pétersbourg avait exigé, comme condition préalable de la paix, que la Porte renonçât aux bons rapports récemment rétablis avec les Anglais<sup>1)</sup> et expulsât de Constantinople leur chargé d'affaires; les Turcs n'ayant point souscrit à cette exigence, le congrès de Jassy s'était séparé; il fallait recommencer une campagne sur le Danube et obtenir par la force l'abandon des principautés. Contre la Suède, la Russie avait dû pousser vivement les hostilités, le gouvernement de Stockholm ne manifestant aucun désir de paix, et même porter au delà du golfe de Bothnie une partie de son armée. Au nord comme au sud, elle avait à combattre et à faire front; ses deux ailes restaient engagées, ce qui ne lui permettait point de garnir le centre autant qu'elle l'eût voulu et de passer dès à présent sur l'Allemagne. || A ces raisons, Caulaincourt ne se fit nullement faute de répondre que les guerres de Turquie et de Suède n'exigeaient pas un vaste déploiement de forces, que la Russie, maîtresse sur le Danube et en Finlande des territoires qu'elle entendait garder, n'avait qu'à maintenir ses positions, à observer une défensive imposante, et qu'elle conservait assez de troupes disponibles pour opérer vigoureusement contre l'Autriche. Alexandre se rejeta alors sur l'insuffisance de ses moyens financiers, sur les brèches faites à son trésor, sur les pertes que lui infligeait la rupture des rapports commerciaux avec l'Angleterre; il termina par une allusion aux services d'argent qu'il pourrait se trouver dans le cas de demander à la France.

No. 87<sup>238</sup>.—Nota circulară a Sublimei Porți către reprezentanții puterilor străine, din 24 Safer 1224 (10 Aprilie 1809). Constantinopole.

(Testa, loc. cit., II, p. 334).

La cour de Russie, ayant profité des circonstances pour envahir No. 87<sup>239</sup>. le territoire de l'empire ottoman par surprise et usurper de la même 1809 10 Aprilie.

<sup>1)</sup> Cf. Martens, Nouveau Recueil de traités etc., I, p. 160; tractatul de pace dintre Anglia și Turcia, din 5 Ianuarie 1809.

No. 87<sup>ans</sup>. manière les forts et les provinces de cet empire, contrairement aux  
 1809 traités existants et sans que la Sublime Porte eût toléré la moindre  
 10 Avril. infraction aux engagements contractés par elle, la guerre était devenue  
 inévitable et les armées respectives allaient agir, lorsque la Russie  
 montra des dispositions pacifiques et équitables et demanda un ar-  
 mistice, afin de restituer à la Sublime Porte les provinces et les for-  
 teresses arbitrairement occupées par elle et de faire la paix dans un  
 bref délai. || La Sublime Porte, de son côté, désirant suivre son sys-  
 tème favori d'empêcher l'effusion du sang et toujours disposée à  
 mettre en pratique sa maxime de contribuer à atteindre un but aussi  
 salulaire qu'est la sûreté et le repos de l'humanité, un armistice a  
 été, en conséquence, conclu et arrêté entre les deux parties. || Lorsque  
 la guerre éclata, comme il a été dit ci-dessus, et dans le but d'em-  
 pêcher la navigation des ports et aux ports russes de la mer Noire  
 et d'intercepter toute communication entre la Russie et les états ot-  
 tomans, il avait été résolu de fermer le passage de ladite mer, et  
 cette résolution fut, à son temps, communiquée par des notes offi-  
 cielles aux représentants des puissances amies de la Sublime Porte. ||  
 Cette mesure demeura en vigueur jusqu'à la convention pour la sus-  
 pension des hostilités; mais, attendu qu'un armistice est un temps de  
 conciliation et de paix, il fut accordé la permission aux marchands  
 des puissances amies de cet empire de naviguer dans la mer sus-  
 mentionnée, conformément aux droits et privilèges qui leur ont été  
 au temps passé octroyés à ce sujet. || Mais aujourd'hui la Russie  
 suit de nouveau une ligne de conduite contraire aux règles et aux  
 principes qui sont l'apanage de tout gouvernement indépendant, et  
 elle a non-seulement annoncé que ses troupes allaient recommencer  
 les hostilités, mais elle a effectivement attaqué de nouveau le ter-  
 ritoire ottoman, bien que cette agression ait été repoussée (grâces  
 en soient rendues au Tout-Puissant) par suite de la défaite que  
 l'armée russe a essuyée du côté d'Islabozy et de Giurgevo. || Dans  
 cet état des choses, il est indispensable d'empêcher les navires mar-  
 chands d'aller des états ottomans en Russie et vice-versa et d'inter-  
 rompre toute communication entre les deux pays, tant par mer que  
 par terre, en fermant le détroit de la mer Noire. Cette mesure n'aura  
 qu'un effet provisoire et ne durera qu'aussi longtemps qu'il n'y aura  
 aucun inconvénient de permettre de nouveau aux navires apparte-  
 nant aux puissances amies de naviguer et faire le commerce, comme  
 autrefois, dans la mer Noire. || Des ordres ayant été par conséquent  
 envoyés aux officiers de la marine impériale et aux commandants

des détroits de veiller avec soin à ce que ces derniers soient fermés et cette mesure devant être aussi portée à la connaissance de ceux de nos amis les ministres étrangers qu'il appartiendra, la présente note officielle a été rédigée et est transmise à notre ami estimé, le représentant de....

No. 87<sup>228</sup>.  
1809  
10 Avrilie

No. 87<sup>239</sup> — Instrucțiunile trimise de ministrul Relațiilor  
exterioare al Franciei, de Champagny,  
ambasadorului frances la curtea Rusiei, de  
Caulaincourt, în 2 Iunie 1809. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., II, p. 93).

Monsieur l'ambassadeur, l'empereur ne veut pas que je vous cache que les dernières circonstances lui ont fait beaucoup perdre de la confiance que lui inspirait l'alliance de la Russie, et qu'elles sont pour lui des indices de la mauvaise foi de ce cabinet. On n'avait jamais vu prétendre garder l'ambassadeur de la puissance à laquelle on déclarait la guerre. . . . Six semaines sont écoulées et l'armée autrichienne occupe le grand-duché comme une de ses provinces. Le cœur de l'empereur est blessé ; il n'écrit pas à cause de cela à l'empereur Alexandre ; il ne peut pas lui témoigner une confiance qu'il n'éprouve plus. Il ne dit rien, il ne se plaint pas, il renferme en lui-même son déplaisir ; mais il n'apprécie plus l'alliance de la Russie... Quarante mille hommes que la Russie aurait fait entrer dans le grand-duché auraient rendu un véritable service et auraient au moins entretenu quelque illusion sur un fantôme d'alliance. [[ L'empereur a mieux aimé que je vous écrivisse ces mots que de vous envoyer dix pages d'instructions, mais il veut que vous regardiez comme annulées vos anciennes instructions. Ayez l'attitude convenable, paraissez satisfait ; mais ne prenez aucun engagement et ne vous mêlez en aucune manière des affaires de la Russie avec la Suède et la Turquie ; remplissez vos fonctions d'ambassadeur avec grâce et dignité, ne faites que ce que vous avez strictement à faire ; mais qu'on n'aperçoive aucun changement dans vos manières et dans votre conduite. Que la cour de Russie soit toujours contente de vous, autant que vous paraissez l'être d'elle ; par cela même que l'empereur ne croit plus à l'alliance de la Russie, il lui importe davantage que cette croyance, dont il est désabusé, soit partagée par toute l'Europe. Anéantissez cette lettre du moment que vous l'aurez lue et qu'il n'en reste aucune trace.

No. 87<sup>239</sup>.  
1809  
2 Iunie.

No. 87<sup>240</sup>.—Extract din discursul Impăratului Napoleon I la deschiderea sesiunii Corpului legislativ, din 3 Decembrie 1809, la Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 16.031, XX, p. 56).

No. 87<sup>240</sup>.  
1809  
3 Dec. .... Les provinces illyriennes portent sur la Save les frontières de mon grand empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les premiers intérêts de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Je protégerai la Porte, si la Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre; je saurai la punir, si elle se laisse dominer par des conseils astucieux et perfides. || .... Mon allié et ami, l'empereur de Russie, a réuni à son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la Valachie et un district de la Galicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. Mes sentiments pour son illustre souverain sont d'accord avec ma politique. ....

No. 87<sup>241</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Champagny, ministrul Relațiilor externe, al Franței, din 9 Decembrie 1809. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 16.035, XX, p. 61).

No. 87<sup>241</sup>.  
1809  
9 Dec. Monsieur le duc de Cadore, je pense qu'il est nécessaire d'expédier un courrier en Russie pour porter mon discours au corps législatif. Vous ferez connaître les véritables nouvelles de la défaite des Russes au duc de Vicence<sup>1)</sup>, et vous lui ferez connaître que c'est à cause de ces défaites que j'ai cru nécessaire de parler de la réunion de la Valachie et de la Moldavie à l'empire russe; qu'ainsi l'empereur doit voir que je ne biaise pas et que je fais même plus que je ne promets. Je désire aussi que le duc de Vicence, dans les discussions qui ont lieu, fasse sentir que la Russie aurait pu mieux agir dans cette dernière guerre; que ses troupes n'ont pas tiré le sabre une fois dans la campagne; que les Autrichiens avaient la conviction qu'elles ne feraient rien; et qu'elles n'avaient pas encore passé leurs frontières quand j'étais à Vienne; que cette conduite sans couleur, je ne l'imiterai pas, et que, quand il s'agira d'une coopération de ma part, ce sera avec 2 ou 300.000 hommes que je marcherai. Le duc de Vicence doit dire à M. de Romanzof cette propre phrase: «Vous sentez qu'il n'y a rien dans la conduite passée que l'empe-

<sup>1)</sup> D-l de Caulaincourt.

reur n'ait saisi ; dans les affaires d'Autriche vous avez été sans cou- No. 87<sup>241</sup>.  
leur. Comment l'empereur a-t-il agi ? Il vous a donné une province 1801  
qui paie plus que les frais que vous avez faits pour la guerre, et il 9 Dec.  
déclare tout haut que vous avez réuni la Finlande, la Moldavie et  
la Valachie à votre empire.»

No. 87<sup>242</sup>.—Analisa tractativelor diplomatice dintre Au-  
stria și Rusia din Noembrie 1809—Martie 1810.

(F. Martens, loc. cit., III, p. 34).

.... Les traditions historiques et la juste appréciation des intérêts respec- No. 87<sup>243</sup>.  
tifs exigeaient le rétablissement des anciens rapports d'amitié entre l'Autriche 1809-1810  
et la Russie. La guerre désastreuse de 1809 et la paix qui venait d'être con- Nbr-Mart  
clue devaient encore plus confirmer François I dans la conviction que Napo-  
lén était l'ennemi le plus dangereux de ses états. D'un autre côté, l'intrépidité  
remarquable de Napoléon et l'énergie avec laquelle, sans s'arrêter à aucun  
obstacle, il infligeait à l'Autriche un désastre après l'autre devaient inspirer à  
l'empereur Alexandre des inquiétudes pour la sécurité de son propre empire. ||  
C'est ainsi que la solidarité des intérêts devait contribuer à un nouveau rap-  
prochement et au rétablissement graduel des anciennes relations. || Ce fut  
l'empereur d'Autriche qui fit le premier pas dans cette direction, en envoyant  
à St.-Petersbourg, à la fin de l'année 1809, le comte de St. Julien, porteur d'une  
lettre autographe qui exprimait le désir de rétablir les anciens rapports d'amitié  
avec la Russie. L'empereur Alexandre s'empessa d'expédier le comte Schouvalow  
avec une réponse conforme aux sentiments exprimés par François I. De plus,  
le comte Schouvalow avait reçu l'ordre de rester à Vienne et d'occuper le poste  
de représentant diplomatique de la Russie jusqu'à la nomination d'un ambas-  
sadeur. Les instructions dont il était muni par l'empereur sont dignes d'une  
attention particulière ; elles contiennent une appréciation détaillée et remarquable  
des rapports de la Russie, non-seulement avec les puissances européennes, mais  
aussi avec celles de l'Asie et les Etats-Unis d'Amérique. La paix de Tilsit consti-  
tuait, d'après les paroles d'Alexandre I, le point de départ d'une nouvelle époque,  
qui modifie complètement les anciennes combinaisons politiques. L'alliance entre  
la Russie et la France devait établir de nouvelles bases pour les rapports entre  
toutes les puissances de l'Europe. « Cette alliance entre deux aussi puissants em-  
pereurs, placés pour ainsi dire aux deux extrémités de l'Europe, sans aucun  
point de contact entre eux, devait nécessairement produire les résultats les plus  
heureux pour le bien général et, si ce principe n'était pas encore généralement  
admis, on ne pouvait l'attribuer qu'à cette espèce de répugnance qu'ont toujours  
les hommes de quitter une longue et ancienne routine. » L'amitié avec Napo-  
lén était devenue la base de la politique d'Alexandre I et c'était de ce point  
de vue qu'il envisageait les rapports avec toutes les puissances, sans exception.  
(Instructions du 28 novembre 1809.) || L'empereur parlait avec sympathie et  
regret de la Prusse. Il ne pouvait refuser ses sympathies à un ami personnel  
et au chef d'un état dont la position géographique était d'une haute gravité

No. 87<sup>42</sup>. pour la Russie, et il déplorait en même temps la situation dans laquelle se 1809-1810 trouvait plongée la Prusse. ¶ Après avoir indiqué les rapports politiques de la Nbr.-Mart. Russie avec différentes autres puissances, l'empereur déterminait ses relations avec l'Autriche. Dans l'impossibilité de prévenir l'explosion d'une guerre avec la France, il ne lui restait plus qu'une chose à faire, — c'était de remplir fidèlement les engagements contractés. Toutefois, bien que l'Autriche n'eût tenu aucun compte des conseils amicalement donnés par la Russie, Alexandre I persistait dans la ferme conviction que, pour le bien-être général, l'empire d'Autriche devait être sauvegardé et conserver une place honorable au sein des autres puissances européennes. C'est pourquoi il s'était fait l'avocat de l'Autriche auprès de Napoléon après la dernière guerre, si désastreuse pour cette puissance. ¶ En vue de ces considérations, l'intérêt de la Russie exigeait le rétablissement des rapports d'amitié, rompus pour le moment, et le comte Schouvalow avait pour mission d'appliquer tous ses efforts à obtenir ce résultat. Mais l'empereur ne dissimulait pas à son plénipotentiaire qu'il y avait encore de grands obstacles et qu'il était de toute nécessité de les écarter préalablement. L'article 3 du traité de Vienne, qui cédait à la Russie une partie de la Galicie, pouvait tout d'abord devenir une pierre d'achoppement. L'empereur ne désirait ni plus ni moins que l'exécution fidèle de cet article dans le plus bref délai. Quant à la Turquie, le comte Schouvalow était autorisé à déclarer que la Russie ne convoitait rien de plus que la frontière du Danube. En conséquence, les provinces conquises par les armes russes, savoir: la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie devaient être réunies à la Russie. ¶ Enfin, au sujet de la Pologne, le comte était chargé de donner l'assurance à la cour de Vienne que ni Napoléon, ni l'empereur Alexandre ne songeaient au rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites. ¶ Telles étaient les instructions du comte Schouvalow, qui, dès ses premières conférences avec le comte de Metternich, successeur du comte Stadion, dut se convaincre que les difficultés ci-dessus mentionnées exerçaient une grande influence sur les rapports entre l'Autriche et la Russie. Il fut dans le cas de recueillir de la bouche même de François I des plaintes sur la conduite du Prince Galitzine, désigné primitivement pour tracer la nouvelle ligne de démarcation en Galicie; il aurait pris une attitude très-hostile à l'égard de l'Autriche. Le comte Schouvalow ayant répliqué que le prince n'avait fait qu'exécuter les ordres dont il avait été muni, François I rompit l'entretien par ces mots : « Actuellement que c'est fini, il faut oublier tout cela. C'est arrivé par un concours de circonstances. » (Dépêche du comte Schouvalow du 2 (14) mars 1810.) ¶ Le cabinet de Vienne s'exprimait avec encore moins de détours au sujet des vues de la Russie sur l'empire ottoman. Dans ses entretiens avec le comte Schouvalow, le comte de Metternich s'étendait en termes généraux sur l'amitié de l'Autriche pour la Russie, etc., mais il ne disait rien de précis. Il fit seulement observer, au sujet de la Serbie, qu'il n'y aurait pas lieu pour l'Autriche d'intervenir, si la Russie ne se proposait pas d'incorporer cette province. Quelques jours après, le plénipotentiaire de Russie eut avec le nouveau ministre autrichien une autre conversation sur les affaires de Turquie, qui prit une tournure différente. Le comte Schouvalow confirma que la Russie se proposait d'incorporer la Moldavie et la Valachie et de garantir les droits de la nation serbe. En réponse, le comte Metternich déclara qu'il avait donné aux Serbes le conseil de se réconcilier avec le gouvernement turc. En apprenant les décisions

de l'empereur Alexandre au sujet de la Serbie et des principautés danubiennes, No. 87<sup>249</sup>, le comte de Metternich répondit sans détour: «En ce cas, il faudra vous battre » 1809-1810. Toutefois, il offrit en même temps la médiation de l'Autriche pour la conclusion Nbr-Mart. de la paix entre la Russie et la Porte, en ajoutant que, d'après son avis, toute médiation, pour être efficace, devait s'appuyer sur des baïonnettes. Le comte Schouvalow ne put partager cette opinion, qui jetait un jour particulier sur les dispositions amicales du cabinet de Vienne pour la Russie. ....

No. 87<sup>243</sup>.—Analisa tractativelor diplomatice dintre Austria și Rusia din Aprilie—Iunie 1810.

(F. Martens, loc. cit., III, p. 56).

La question des principautés danubiennes, qui devaient être annexées à la Russie, était un sujet constant de préoccupation pour le cabinet de Vienne. Le 1810 comte de Metternich ne dissimulait point à l'ambassadeur de Russie que l'Autriche ne pouvait envisager avec indifférence un pareil agrandissement des possessions russes aux dépens de l'empire ottoman. Aussi surveillait-il attentivement tout ce qui se passait dans les provinces conquises par les troupes russes. Il protestait même d'une façon catégorique contre les impositions exigées des sujets autrichiens domiciliés dans les principautés et démontrait que les autorités russes n'avaient pas le droit d'empêcher les consuls autrichiens d'exhiber les insignes de leur qualité. (Dépêche du comte Schouvalow, 23 mars (4 avril) 1810) || Lorsque bientôt après, à l'occasion du mariage de Napoléon I et de Marie-Louise, le comte de Metternich dut se rendre à Paris, les mêmes prétentions furent énoncées par le prince de Metternich, père du comte, qui remplissait les fonctions de ministre des affaires étrangères. || Le prince de Metternich et le conseiller du ministère Hudelist renouvelèrent avec le comte Schouvalow les pourparlers, relatifs aux droits des consuls et sujets autrichiens dans les principautés, occupées de fait par les troupes russes. Le comte Schouvalow continuait à soutenir l'opinion que, les principautés étant occupées par l'armée russe, son gouvernement avait tout le droit de n'y admettre aucune sorte d'agents politiques de puissances étrangères. Quant aux sujets autrichiens, ils devaient obéir aux autorités locales russes. En un mot, concluait le comte Schouvalow, les principautés danubiennes étaient annexées à la Russie «par la déclaration de l'empereur Alexandre I et par le fait»; elles devaient être considérées comme partie intégrante du territoire russe. || Ni le prince de Metternich ni Hudelist ne partageaient cette opinion. Ils démontraient qu'un traité international pouvait seul faire considérer les provinces en question comme annexées à la Russie. Tant qu'un traité n'avait pas été conclu entre la Russie et la Porte, les principautés danubiennes étaient des provinces turques et l'Autriche avait le droit d'y entretenir des agents diplomatiques. De même, les sujets autrichiens dans les provinces conquises par la Russie devaient jouir, comme par le passé, des droits et des prérogatives que leur assuraient les traités entre l'Autriche et la Porte. || Le comte Schouvalow protesta énergiquement contre cette théorie, la déclarant absolument contraire au droit international. De plus, le comte citait à l'appui de son opinion un exemple tout récent: l'annexion de la Fin-

No. 87<sup>42</sup>. lande à la Russie. La prise de possession avait suffi pour annexer définitive-  
 1810 ment à la Russie cette province de la Suède. Le prince de Metternich admettait  
 April-Juin. cependant que la théorie soutenue par le comte Schouvalow avait été constam-  
 ment mise en pratique par Napoléon I et se trouvait conforme au «nouveau»  
 droit international. Enfin, il crut nécessaire d'ajouter que la cour de Vienne  
 avait l'intention de n'envoyer dans les principautés que de agents commerciaux  
 et non diplomatiques. Le comte Schouvalow maintint son opinion que les prin-  
 cipautés danubiennes pouvaient se passer d'agents commerciaux ou diplomatiques  
 autrichiens, qui, dans tous les cas, ne devaient être nommés qu'avec le consente-  
 ment du gouvernement russe. (Dépêche du comte Schouvalow, du 21 mai (2 juin)  
 1810) || Les pourparlers avec les ministres autrichiens et les renseignements secrets  
 recueillis par le comte Schouvalow lui prouvèrent que la cour de Vienne n'était au  
 fond nullement disposée à maintenir des relations amicales avec la Russie. Le  
 comte acquit la certitude que l'archiduc Charles exerçait de nouveau une influence  
 décisive sur la politique extérieure de l'Autriche et proclamait hautement la  
 nécessité de contrecarrer les vues de la Russie à l'égard de la Porte. L'empereur  
 François lui-même alla jusqu'à dire : «Ces Messieurs (les Russes) auront  
 bien chaud cet été.» En outre le comte Schouvalow apprit que la cour de  
 Vienne avait même eu l'intention de s'allier à Napoléon, pour agir en commun  
 contre la Russie. L'empereur des Français, malgré l'alliance solennelle avec  
 l'empereur Alexandre I conclue à Tilsit et confirmée à Erfurt, était parfaite-  
 ment prêt à marcher contre la Russie (Dépêche du comte Schouvalow, du 27  
 mai (8 juin) 1810.) || Telles étaient au commencement de l'année 1810 les dis-  
 positions de la cour de Vienne à l'égard de la Russie. Il faut conclure de tout  
 ce qui précède, que l'Autriche était sur le point de s'allier aux ennemis de la  
 Russie et d'empêcher ouvertement et secrètement la réalisation de ses desseins.  
 La direction prise par la politique de l'Autriche s'explique par les résultats mal-  
 heureux de la guerre de 1809 et par la position que la Russie avait prise à  
 l'égard d'Autriche. Mais il est douteux que l'esprit d'hostilité, qui régnait à  
 Vienne, fût en accord avec les véritables intérêts de l'Autriche. || L'empereur  
 Alexandre I avait des doutes à ce sujet. Il persistait dans l'opinion qu'il avait  
 employé tous les moyens pour empêcher la dernière guerre et que l'Autri-  
 che ne devait s'en prendre qu'à elle-même de ses résultats si onéreux. ||  
 Les idées de l'empereur Alexandre I sur les relations de la Russie et de  
 l'Autriche sont énoncées avec clarté et précision dans les instructions re-  
 çues par M. Alopéus, qui fut nommé au commencement de 1810 ministre  
 de la Russie à Naples. M. Alopéus devait, pour se rendre à son poste, passer  
 par Vienne, et comme il n'y jouissait pas d'un caractère officiel, il pouvait,  
 selon l'idée de l'empereur, entrer dans des communications plus franches avec  
 les ministres autrichiens. En vue de ce qui précède, Alopéus fut chargé d'em-  
 ployer tous les moyens pour arriver à connaître les intentions réelles de la cour  
 de Vienne. || Dans ces instructions, l'empereur Alexandre I commence par dé-  
 clarer qu'il ne saurait désirer la destruction de la monarchie autrichienne, con-  
 sidérée par lui comme un «boulevard utile» à la sûreté de son propre empire.  
 Mais son alliance avec l'empereur Napoléon I avait extrêmement affecté l'em-  
 pereur d'Autriche, dont la méfiance n'était pas encore apaisée. || Sur ces entre-  
 faites, le mariage de Napoléon avec la fille de François I unit ces deux souve-  
 rains par les liens d'une proche parenté. Dans le cas, continue l'empereur Ale-

xandre, où le trône russe eût été occupé par un homme moins clairvoyant, ce No. 87<sup>243</sup>, rapprochement eût excité ses appréhensions, mais : « Sa Majesté ne tombe pas 1810 en une pareille erreur. Elle désire que la France et l'Autriche soient parfaite-ment bien ensemble et que l'une, comme l'autre, sentent l'avantage qu'il y a pour chacune des deux prises à part, et pour les deux réunies, qu'elles s'assurent de l'amitié complète de la Russie, et cette amitié, Sa Majesté est prête à la leur offrir à cet extrême degré et en toute occasion. » C'est pourquoi l'alliance entre l'Autriche et la France ne saurait effrayer la Russie. || Cependant, une entente plus intime avec l'Autriche semble désirable à l'empereur, qui n'a nullement l'intention de s'opposer aux vues de la cour de Vienne quant à l'Allemagne et à l'Italie. Mais la cour de Vienne ne doit jamais oublier qu'elle ne peut entreprendre quoi que ce soit dans ces deux pays, sans s'être assurée du consentement ou tout au moins du silence de la Russie. Si l'Autriche voulait s'adjoindre une des provinces de la Turquie, qui gémissent actuellement sous le joug, pourrait-elle y parvenir contre le gré de la Russie ? La politique de l'Autriche en Orient et en Occident exige son alliance avec la Russie. || Quant aux affaires turques en particulier, la Russie ne prétend pas s'emparer de la Serbie, mais voudrait seulement voir ce pays indépendant de la Porte. L'empereur Alexandre I reconnaissait que, pour décider du sort des autres provinces de la Turquie, le concours de l'Autriche était indispensable. M. Alopéus fut informé, sous le sceau du plus grand secret, que dès l'hiver de 1807 Napoléon I proposa à l'empereur Alexandre de partager toutes les provinces de la Turquie d'Europe. Alexandre I répondit à Napoléon que le partage de la Turquie d'Europe et l'affaiblissement complet de cette puissance était contraire aux intérêts de son empire. Si la chute de l'empire ottoman semble inévitable, il faudrait, d'après l'avis de l'empereur, engager l'Autriche à prendre part au partage. || Alopéus fut chargé de communiquer confidentiellement à la cour de Vienne les négociations avec Napoléon, pour prouver une fois de plus les bonnes dispositions et l'amitié de la Russie à l'égard de l'Autriche. (Instructions du 31 mars 1810.) || Mais Alopéus n'était pas destiné à remplir la mission qui lui était confiée. Pendant son séjour peu prolongé à Vienne, il put seulement se convaincre que l'alliance des trois empires : la Russie, la France et l'Autriche, paraissait inadmissible aux hommes d'état de ce dernier pays, tandis qu'Alopéus considérait cette alliance comme la meilleure garantie de la paix européenne....

---

No. 78<sup>244</sup>.—Raportul Comitelui de Metternich către Imperatul Francisc I al Austriei, din 9 Iulie 1810.  
Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 133, p. 307).

J'ai pris à tâche de tirer au clair avant mon départ de Paris les No. 87<sup>244</sup>, rapports actuellement existants entre les cabinets français et russe 1810 et les vues du premier sur les affaires de Turquie. J'entreprendrai, 9 Iulie. Sire, de vous rendre le compte le plus circonstancié du résultat

No. 87<sup>244</sup>. actuel de mes observations. || Il s'est élevé, il y a quelque temps, un différend entre l'empereur Napoléon et la cour de Saint-Pétersbourg au sujet d'une convention signée par les plénipotentiaires, à laquelle l'empereur des Français a refusé sa ratification. Le cabinet russe, très-inquiet sur les projets de ce prince relativement au rétablissement de la Pologne, désirait le lier par un engagement écrit. Le plénipotentiaire français adhéra à la rédaction proposée par le comte Romanzow et qui portait la promesse de la France: Que jamais la Pologne n'existerait plus. L'empereur s'est accroché à cette phrase et a refusé de ratifier, à moins qu'on ne la remplaçât par la promesse: Que la France ne contribuerait ni directement, ni indirectement au rétablissement de la Pologne. || Si le comte de Romanzow fait de la politique dans son genre, en attachant une valeur particulière à telle phrase plutôt qu'à telle autre, l'empereur Napoléon prouve, par sa réticence, qu'il ne cherchait qu'un prétexte futile pour ne pas même se lier par une simple phrase. Je serai dans le cas de revenir plus bas sur cet objet. || J'ai saisi, peu après le retour de l'empereur de son voyage aux côtes, une occasion opportune pour le sonder sur la question turque. L'empereur, sans entrer dans beaucoup de détails, me dit que nous devions à Erfurt et à notre refus de reconnaître le roi Joseph la promesse, qu'avait obtenue l'empereur Alexandre, que lui, Napoléon, ne s'opposerait pas à la réunion des deux principautés danubiennes à la Russie. Je fis observer à l'empereur que ce fait me paraissait embrasser trop intimement la politique française, pour qu'il me fût possible de croire qu'une considération secondaire eût influé sur cette détermination. L'empereur passa à un autre sujet, mais je n'en étais pas moins sûr qu'il y reviendrait dans une autre occasion. || Il entama effectivement la conversation, quelques jours plus tard, en me demandant si je n'avais point de nouvelles des frontières turques. Sur ma réponse négative, l'empereur me dit qu'il paraissait que la campagne allait s'ouvrir. Son opinion, qu'il discuta assez longuement, fut que les Turcs seraient forcés de céder les principautés. «C'est», ajouta-t-il, «une grande affaire pour les Russes et pour vous; je ne crois pas que la Porte y perde beaucoup; les principautés étaient depuis longtemps bien plus russes que turques; mais c'est cet agrandissement de la Russie qui formera un jour la base de la réunion de la France et de l'Autriche. Le Danube est d'un intérêt immense pour vous. Regardez la carte; ces pays-là devraient bien plutôt vous appartenir à vous qu'aux Russes. Possédés

par ces derniers, ils seront un sujet éternel de jalousie pour vous.» No. 87<sup>\*\*\*</sup>.  
 Il revint ensuite aux conférences d'Erfurt et eut l'air de regretter 1810  
 d'avoir été jeté forcément hors de sa ligne, qui, ajouta-t-il, est infi- 9 Julie.  
 niment plus conforme aux intérêts de l'Autriche et de la Porte qu'à  
 ceux de la Russie. || Je saisis ce dernier point de vue, pour répéter  
 à Sa Majesté ce que je lui avais dit antérieurement sur mes doutes  
 qu'une considération secondaire puisse jamais influencer sur une question  
 d'une aussi haute importance. Je demandai s'il n'y aurait pas moyen d'ar-  
 ranger le tout de la manière qui, selon l'empereur lui-même, était de  
 notre intérêt commun, en tâchant de rétablir un état, dût-il même être  
 modifié, mais qui se rapprocherait du statu quo ante bellum  
 et qui n'attaquerait pas la Porte dans les bases de son existence. Je  
 trouvai le moment trop favorable, pour ne pas parler de la Serbie  
 et de notre désir de voir également cette province rentrer dans l'ordre  
 et obéir à son légitime souverain; je ne cachai pas à l'empereur  
 combien il nous serait impossible de jamais consentir à une extension  
 de la domination russe sur la Serbie, en tout ou en partie. «La  
 Serbie», me dit l'empereur, «doit vous appartenir nécessairement un  
 jour, et vous ne risquez rien du côté des Russes, car, en m'en-  
 gageant à Erfurt à ne pas m'opposer à leur agrandisse-  
 ment par les principautés, j'ai expressément stipulé que  
 jamais ils ne passeraient le Danube. Ils ont trop peur»,  
 ajouta-t-il, «pour risquer de se compromettre. L'empereur a de bonnes  
 intentions, mais c'est un enfant. Le comte de Romanzow est toujours  
 dans les espaces imaginaires. Que voulez-vous que l'on fasse d'un  
 homme, qui ne sait chercher le salut que dans le bénéfice du temps!» ||  
 L'empereur, qui, dans plusieurs occasions, s'était prononcé vis-à-vis  
 de moi dans le même sens sur le compte du chancelier de l'empire,  
 venait d'être directement provoqué par une algarade que le comte  
 de Romanzow avait faite à Caulaincourt sur le refus de la ratifica-  
 tion française, et dont l'empereur venait d'être informé; je savais qu'il  
 avait fait citer Kourakin par le ministre des relations étrangères, pour  
 lui faire témoigner sa surprise du langage du cabinet russe, qu'il dit  
 ne pas pouvoir, ni vouloir confondre avec les véritables intentions de  
 l'empereur. || «Les Serbes», reprit l'empereur, «ont déjà voulu se  
 soumettre à vous.» Je lui répondis qu'effectivement ce malheureux  
 peuple, craignant de se voir livré sans appui à des vengeances par-  
 ticulières, lié avec nous par des rapports quotidiens et une foule  
 d'intérêts, avait souvent demandé notre appui. «Nous avons fourni,  
 dans ces occasions», lui dis-je, «une preuve irrécusable de notre con-

No. 87<sup>244</sup>. 1810 9 Julio. viction que l'un de nos premiers intérêts est la conservation de la Porte ottomane. Nous n'avons cessé de jouer le rôle de conciliateur entre elle et les Serbes.» J'ajoutai que, comme je l'ai su depuis, les chefs de l'insurrection avaient également réclamé l'appui et l'intervention de la France, mais qu'il fallait distinguer le vœu de la nation de l'intérêt particulier de quelques-uns de ses chefs. || L'empereur revint à la conquête des principautés par les Russes et répéta plusieurs fois que cette conquête établirait nécessairement les bases d'une alliance entre la France et l'Autriche; «et voilà la seule naturelle», ajouta-t-il. «J'ai dû agir contre mes propres intérêts, en aidant à l'agrandissement de la Russie, qui a bien joué son jeu, en mettant à profit le temps où j'étais occupé avec vous; mais je n'avais pas le choix: vous vouliez la guerre, il a donc fallu vous la faire le mieux possible, et un de mes grands moyens était de paralyser la Russie. Ne croyez pas que je me sois fait illusion. Les Russes seraient tombés sur moi si j'eusse été battu, mais il eût fallu pour cela que je le fusse bien. Je leur ai fait la promesse que je ne m'opposerais pas à ce qu'ils fissent la conquête de la Moldavie et de la Valachie; je regarderai néanmoins toute idée de conquête de leur part sur la rive droite du Danube comme une lésion de leurs engagements envers moi.» || L'empereur me parla ensuite de la crainte, que le cabinet russe avait de ses intentions, tant à l'égard des affaires turques qu'à celui de la Pologne. Il me cita les propres paroles, que Votre Majesté Impériale a trouvées consignées au commencement de la présente dépêche et qui marquent le différend qui s'est élevé entre les deux cours au sujet de la ratification de la convention polonaise. «Jamais je n'accorderai», me dit l'empereur, «ce que me demande le comte de Romanzow. Il faudrait que je fusse Dieu, pour décider que jamais une Pologne n'existera! Je ne puis promettre que ce que je puis tenir. Je ne ferai rien pour son rétablissement, mais si, jamais, dans la suite des temps, la Lithuanie s'insurgeait et prenait fait et cause pour la Pologne, ou si, dans une occasion opportune, les Varsoviens mêmes cherchaient à s'agrandir aux dépens de la Russie, pourquoi m'y opposerais-je, si le cabinet de Saint-Pétersbourg se trouvait à cette époque engagé dans une cause qui différerait de la mienne?» || Je fis observer à Sa Majesté que les raisons, pour lesquelles on devait maintenir le duché de Varsovie dans une position subalterne, me paraissaient, en me plaçant au point de vue français, devoir tirer leur force principale de l'indépendance qu'acquerrait ce même duché de l'in-

fluence française, en s'agrandissant. || L'empereur me dit que ce motif l'empêcherait de contribuer à cet agrandissement, qu'il en prendrait volontiers l'engagement ; « mais », ajouta-t-il, « je ne prendrai jamais un engagement dont l'accomplissement serait placé hors de mes moyens, et je ne le ratifierai point. » || Le courrier, expédié de Vienne le 17 juin, nous a remis les dépêches dans la matinée du 4 de ce mois. J'ai trouvé les nouvelles des frontières de la Turquie d'une telle importance, que j'ai sur-le-champ pris la résolution de me rendre le lendemain matin à Saint-Cloud, et, en ayant été empêché, je vis l'empereur à son coucher. Sa Majesté congédia tout le monde et me fit passer dans son cabinet. || M'étant muni d'un extrait des nouvelles de Bucarest, j'en fis lecture à Sa Majesté, qui alla chercher une carte, sur laquelle nous suivîmes les opérations de l'armée russe. L'inspection de cette carte me prouva combien l'empereur suivait tous les mouvements de armées russes ; il piqua sur-le-champ ses épingles d'après les renseignements que je lui apportais, et je le trouvai fortement impressionné des succès si prompts et, à ce qu'il paraît, si décisifs de l'armée russe. C'est surtout le point de Varna qui eut l'air de l'occuper le plus. L'empereur, après avoir passé plus d'un quart d'heure à inspecter sa carte, se leva et, me prenant par le bras, me dit avec un accent altéré et par phrases coupées : « Voilà la paix ! Oui, c'est la paix ! Les Turcs sont forcés de la faire. Eh bien, c'est comme je vous le disais dernièrement, l'alliance entre la France et l'Autriche ; nos intérêts sont communs ; maintenant, vous devez songer à vous refaire de vos pertes, — le moment est arrivé ; — la perte du Danube est odieuse pour vous ; remonte-t-on plus facilement le Danube là-bas que plus haut ? » || Je laissai dans cette occasion, comme dans toutes les précédentes, parler l'empereur, sans m'engager dans une discussion avec lui. Je me bornai à lui dire que, depuis longtemps, nous avions regardé les rapports d'amitié avec la France comme conformes à nos intérêts ; que ces mêmes intérêts se réunissaient sur la conservation de la Porte, comme d'un voisin tranquille et nullement inquiétant ; que nous étions les premiers appelés à regarder la possession de l'une des rives du Danube par les Russes comme très-préjudiciable, et que cette même perte devait nous faire regarder le retour de points commerciaux sur l'Adriatique comme infiniment plus précieux encore. || L'empereur me dit : « Tout peut revenir ; ces points-là sont comme des bouts de cheveux pour moi ; la Carniole même n'a point de valeur. » — Et il revint toujours à la phrase : « Oui, voilà l'alliance vé-

No. 87<sup>44</sup>.

1810

9 Julie.

No. 87<sup>244</sup>. 1810 9 Juil. ritable entre nous, alliance basée sur des intérêts communs, la seule durable; il n'existe pas encore d'alliance entre nous; une alliance de famille est assurément quelque chose, mais elle n'est pas tout. Romanzow, dans ses chimères, croyait qu'une alliance de famille n'était rien, qu'au contraire elle nous ramènerait à un état de refroidissement, parce que, en me brouillant un jour avec l'impératrice, je me brouillerais naturellement aussi avec son père. Il ne sait pas que l'empereur Napoléon ne se brouillera jamais avec sa femme; qu'il ne se brouillerait pas avec elle, lors même qu'elle serait infiniment moins distinguée qu'elle ne l'est sous tous les rapports: ainsi, une alliance de famille est beaucoup, mais elle n'est pas tout....» | Je m'accrochai à l'alliance de famille; je lui en développai tous les avantages, et ne touchai pas plus que les précédentes fois à la corde de rapports politiques plus intimes, convaincu de la nécessité de ne m'aventurer et de le forcer à me développer lui-même ses idées. Je n'en saisis pas moins de nouveau cette occasion, pour le supplier de terminer au plus vite possible mes affaires, afin que je pusse aller rejoindre Votre Majesté Impériale. «Les questions politiques deviennent trop importantes», lui dis-je, «pour que le ministre ne soit pas près de son maître.» L'empereur me promit qu'il mettrait immédiatement la main à l'œuvre pour me faire partir. || Votre Majesté Impériale doit avoir été informée directement des derniers événements de Suède. || Peu après la mort du prince royal, le roi expédia ici un courrier à l'empereur Napoléon, pour l'informer qu'il était résolu de proposer à la diète le choix de son successeur dans la personne du prince Chrétien, frère du prince royal défunt. L'empereur m'assura, en m'apprenant cette nouvelle, qu'il n'avait rien à dire contre ce choix et qu'il l'approuvait, comme le parti le plus sage. «Le choix du fils de Gustave», me dit-il, «eût été plus légitime, mais sa grande jeunesse présente de véritables inconvénients.» Je n'en ai pas moins appris depuis que l'empereur avait, sur une soi-disant invitation de la nation suédoise, songé à donner ce royaume à un prince de sa famille. Il avait pensé au roi de Naples, et, dans cette supposition, il donnait Naples à Jérôme et la Westphalie à Louis. Tous les membres de la famille ayant protesté contre la couronne de Suède, il songea à Berthier ou à Bernadotte. Voulant éclaircir directement cette question bizarre, je saisis le moment où nous parlions des affaires polonaises, pour lui dire que les Russes ne craignaient pas seulement le duché de Varsovie, mais qu'on avait à Pétersbourg des inquiétudes sur les rapports qui

avaient l'air de s'établir entre lui, Napoléon, et la Suède. L'empereur me répondit sans hésiter: «Les Suédois se jettent absolument à ma tête. Il veulent maintenant que je leur donne un de mes maréchaux pour roi. Ils me parlent de Berthier ou de Bernadotte. Berthier ne quittera jamais la France, mais Bernadotte c'est autre chose. Ils désireraient un de mes parents; mais il y a un obstacle insurmontable, celui de la religion. Un maréchal n'y regarde pas de si près. Je vais vous montrer ma correspondance avec le roi de Suède.» — Et il appela son secrétaire de cabinet, Meneval, pour lui demander ces papiers; après avoir fait des recherches, celui-ci vint nous dire que les pièces étaient entre les mains de Champagny. || Ne voyant pas les lettres, je demandai à l'empereur si le roi partageait le vœu de la nation. «Il ne m'en parle pas», me dit l'empereur; «ma correspondance de Copenhague ne m'en dit rien non plus, mais ce sont les Suédois arrivés ici en dernier lieu qui me tourmentent.» || Je ne cachai pas à Sa Majesté que le choix, en admettant même l'unanimité la plus parfaite du roi et de la nation, me paraissait infiniment plus une question française et russe, que française et suédoise, et je lui demandai ce qu'il comptait faire. «Je laisserai faire la nation», me dit l'empereur, «et je ferai tout ce qu'elle voudra, sans influencer son opinion. Si les Suédois prennent pour roi un maréchal, c'est pour reconquérir la Finlande; s'ils prennent le prince d'Augustenbourg, ils se vouent à la paix. Si un maréchal monte sur le trône de Suède, je me trouverai dans des complications naturelles avec la Russie, que je suis bien loin de chercher, mais que peut-être je ne pourrai pas éviter.» || L'empereur me congédia après une conversation de plus de deux heures, et voilà, Sire, la manière dont j'envisage les choses dans le grand moment de crise auquel nous touchons de près: || L'empereur, le jour même où il garantit à l'empereur Alexandre les principautés, ne visait qu'à le gagner à ses intérêts, et agit d'après son impulsion ordinaire, qui le porte à placer toutes les puissances dans une attitude dépendante de lui et forcément inquiètes entre elles. La fin de la guerre entre la Russie et la Porte ne lui convient pas; la prolongation d'une brouille, dans laquelle les Russes usaient de grands moyens et qui, en nous présentant en perspective un résultat fâcheux pour nos intérêts, nous tenait également en suspens, devait lui convenir sous tous les rapports; et c'est dans ce sens qu'effectivement il souffla à la fois la discorde à Saint-Petersbourg et à Constantinople. Mais le moment est arrivé où

No. 87<sup>244</sup>.

1810

9 Julie.

N<sup>o</sup>. 87<sup>244</sup>. il va voir une armée russe, naguère occupée, se placer sur des points  
 1810 menaçants pour lui; il doit craindre, qu'avec le sentiment de la force,  
 9 Julie. ne renaisse en Russie celui de l'indépendance; il veut et doit donc  
 vouloir mettre à profit les combinaisons du moment, pour nous at-  
 tacher à ses intérêts; et c'est dans cette considération, si naturelle  
 et si simple, dans cette considération qui se lie si intimement à la  
 nature même des choses, que réside, à mon avis, la grande faute po-  
 litique du cabinet russe, faute que des acquisitions, sûres également  
 en d'autres temps, ne sauraient compenser. || Nul doute que la Rus-  
 sie ne songe pas à des complications avec la France; elle ne peut  
 pas en vouloir provoquer après la triste épreuve qu'elle a faite dans  
 les campagnes de 1805 et de 1807, sans compter les raisons qui  
 ressortent du caractère connu de son souverain; mais elle voudrait  
 mettre à profit les résultats auxquels elle est arrivée. Jouir paisible-  
 ment d'immenses conquêtes, concentrer ses moyens militaires dans  
 ses provinces les plus menacées par les tendances de l'esprit qui y  
 règne, vivre en paix avec nous, cajoler la France, soutenir même  
 les restes de l'empire ottoman, pour ne pas évoquer des coparta-  
 geants, — tel sera, sans doute, son système politique le plus prochain.  
 Pourra-t-elle le mettre en pratique? Parviendra-t-elle à la jouissance  
 paisible de conquêtes qui nous imposent une foule de privations,  
 qui sapent jusque dans ses fondements la puissance ottomane, qui,  
 en laissant l'empire russe s'avancer dans tous les sens vers le centre  
 de l'Europe, provoquent par la force même des circonstances mille  
 complications? Je ne puis qu'en douter. Je trancherais la question, si  
 les affaires allaient mieux pour la France en Espagne et en Portugal.  
 Jamais Napoléon n'eût souffert les résultats actuels de l'ouverture de  
 la campagne russe, sans un empêchement majeur, qu'il ne lui a pas  
 été possible de vaincre jusqu'à présent. Mais, s'il ne peut pas s'op-  
 poser, aussi activement qu'il le voudrait, à ce qu'il regarde lui-même  
 comme entièrement contraire à ses intérêts, il ne doit pas moins  
 viser à laisser tout en suspens et à fatiguer les Russes par un état  
 continuel d'inquiétude; inquiétudes qui, à ce que je sais de source  
 bien certaine, gagnent journellement plus d'intensité à Pétersbourg. ||  
 Mais quelle doit être notre conduite dans un moment si important?  
 Nous ne pouvons pas nous flatter de nager entre deux eaux, de  
 jouer un rôle tout-à-fait neutre, dans des questions aussi importantes,  
 entre deux puissances qui empiètent tour à tour ou sur nos pro-  
 priétés, ou sur nos intérêts. Nous sommes appelés à jouer un grand  
 rôle; nous sommes, j'ose l'affirmer, malgré tant d'apparences du con-

traire, les plus forts. C'est nous qu'on recherchera de part et d'autre; la partie qui se renforcera de nous acquerra une immense prépondérance. Le moment est venu où, avec une conduite sage, mesurée, mais surtout ayant en vue un but fixe et stable, nous pouvons retirer un résultat immense pour la monarchie et pour l'Europe de la combinaison actuelle et future des choses. || Mais il est essentiel, en premier lieu, de bien préciser les idées de l'empereur des Français. La marche que je suis dans ce moment doit nous faire arriver incessamment à ce résultat, et je me flatte de pouvoir porter à Votre Majesté Impériale, à ma très-prochaine arrivée, tout ce qu'il lui faudra pour établir son système politique sur des bases certaines et fondées sur la connaissance la plus entière des vues du souverain de la France. Il s'agit de faits trop graves dans leurs résultats, pour que de simples suppositions puissent nous suffire. Mon but principal du moment sera atteint, si je parviens à tenir toutes les questions ouvertes à Votre Majesté Impériale, — des questions dans lesquelles le cabinet français se sera tellement avancé qu'elles ne seront plus problématiques pour nous; et des certitudes pourront nous guider dans nos calculs politiques, sans que d'une manière quelconque le développement futur des vues de Votre Majesté Impériale soit gêné!

No. 87<sup>244</sup>.  
1810  
9 Iulie.

No. 87<sup>245</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de  
Champagny, ministrul Relațiunilor exterioare  
al Franciei, din 19 Iulie 1810. Saint-Cloud.

(Correspondance de Napoléon I-er No. 16.676, XX, p. 587).

Monsieur le duc de Cadore, il est nécessaire de faire mettre dans les journaux des articles sur les succès des Russes en Turquie et sur la paix, qu'ils sont sur le point de conclure à la condition de la cession de la Moldavie et de la Valachie, et sur la confiscation des bâtiments venant soi-disant de Ténériffe, mais en réalité venant d'Angleterre. || Faites connaître au duc de Vicence mes intentions sur la Turquie. Ecrivez-lui que je verrai avec plaisir que la Turquie fasse sa paix, en cédant la rive gauche du Danube; que cela me convient; mais que la Russie violerait ses engagements avec moi, si elle gardait quelque chose sur la rive droite et si elle se mêlait en quelque chose des Serviens. Vous écrirez cela en chiffres, en lui faisant connaître que c'est là ma pensée; qu'autant je vois avec plaisir la Russie finir avec la Turquie, autant je me montrerais peu

No. 87<sup>246</sup>.  
1810  
19 Iulie.

No. 87<sup>245</sup>. satisfait, si elle gardait la rive droite; qu'une seule place forte retenue  
1810 par la Russie sur la droite du Danube annulerait l'indépendance de  
19 Iulie. la Porte et changerait entièrement l'état des choses. ....

No. 87<sup>246</sup>.— Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de  
Champagny, ministrul Relațiilor externe  
al Francei, din 23 Iulie 1810. Paris.

(Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, No. 16.706, XX, p. 618).

No. 87<sup>246</sup>. Monsieur le duc de Cadore, témoignez mon mécontentement  
1810 au duc de Vicence de ce qu'il se laisse dire par M. de Romanzot  
23 Iulie. des choses aussi absurdes et aussi contraires à mon caractère, que  
l'imputation que j'ai sollicité les Turcs à leur faire la guerre, et  
qu'ainsi ils obtiennent la Moldavie et la Valachie malgré moi. Il  
aurait dû répondre que, s'il n'était pas entré dans ma politique et  
dans ma volonté que la Valachie et la Moldavie fissent partie de  
l'empire russe, ce n'est pas par de misérables intrigues que je m'y  
serais opposé, mais par une armée de 400.000 hommes, qui auraient  
fait, j'espère, une passable diversion. M. de Romanzof a tout-à-fait  
désappris ce pays-ci. Il se plaît depuis quelque temps à nous in-  
ter de toutes les manières. La faute en est au duc de Vicence,  
qui ne lui répond pas ad-hoc.

No. 87<sup>247</sup>.—Raportul Comitelui de Metternich către Im-  
păratul Austriei Francisc I, din 28 Iulie 1810.  
Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 169, p. 377).

No. 87<sup>247</sup>. Sa Majesté, le lendemain de son retour de Rambouillet, me retint  
1810 pro d'Elle après son lever et me demanda si je n'avais point de  
28 Iulie. nouvelles de Vienne. Lui ayant répondu que j'en manquais, l'empe-  
reur me dit que le public chez nous paraissait très-inquiet des pro-  
grès des Russes contre les Turcs. Je répondis que le fait était ou  
ne peut pas plus simple. «Tout ce qui ressemble à la guerre», lui  
dis-je, «est péniblement accueilli chez nous; et à l'époque heureuse  
où nos peuples voient cesser leurs inquiétudes sur la frontière occi-

dentale de l'empire, ce n'est qu'avec peine qu'ils doivent voir naître des complications sur la frontière opposée. Le dernier des commerçants», continuai-je, «calcule plus ou moins l'extrême importance du cours du Danube; la perte de ce fleuve serait tellement grave, qu'elle se ferait sentir dans les canaux les plus reculés de notre industrie nationale. Notre public est d'ailleurs forcément devenu politique; il s'occupe de grandes questions depuis trop longtemps, pour ne pas taxer celle du moment à sa juste valeur.» || L'empereur me dit que cela était fort naturel; et il me répéta à cette occasion à peu près tout ce qu'il m'avait dit dans la dernière conversation que j'avais eue avec lui sur l'intérêt commun entre l'Autriche et la France dans les affaires de l'Orient <sup>1)</sup>. «Je viens», continua-t-il, «d'expédier un courrier à Caulaincourt pour lui ordonner de déclarer au comte de Romanzow que, fidèle à mes engagements d'Erfurt, je ne puis m'opposer à la réunion de la Valachie et de la Moldavie à l'empire russe, mais que je ne souffrirai aucun empiétement au delà. L'occupation de places fortes sur la rive droite du Danube et le protectorat des Serbes ne doivent pas avoir lieu, et je ne souffrirai ni l'un, ni l'autre» <sup>2)</sup>. || Je répondis à Sa Majesté que, selon ma conviction, cette déclaration suffirait pour tenir le cabinet russe dans les bornes du traité d'Erfurt. «Je veux le croire», répondit l'empereur, «mais l'appétit vient en mangeant, et je ne me permets plus de suivre les calculs du comte de Romanzow. Je me méfie toutefois encore trop peu de tentatives russes au delà de nos engagements, pour vous faire parler officiellement des mesures à prendre dans le cas où mon attente serait trompée.» || — «La Serbie», continua l'empereur, «doit vous appartenir un jour; je ne crois pas de mon intérêt de provoquer la chute de l'empire ottoman; sa destruction n'est pas davantage du vôtre. Si vous voulez faire occuper Belgrade, je ne n'y opposerai pas; que la Porte fasse la paix avec les Serbes et qu'elle leur accorde un prince de leur nation; que ce prince soit sous votre garantie et protection, je n'aurai rien contre non plus; mais je ne puis ni admettre un hospodar sous garantie et protection russe, ni la moindre usurpation de cette puissance, sur la rive droite du Danube; si elle voulait garder une seule place forte, je regarderais cela comme la conquête de Constantinople. Le Danube est un grand obstacle; le passage de ce fleuve avait arrêté jusqu'à présent les progrès des armées russes; mais un

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>244</sup>, p. 943.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>245</sup>, p. 951.

No. 87<sup>247</sup>. pouce de terrain sur la rive droite entre les mains des Russes serait, à mon avis, autant que la destruction consommée de l'empire ottoman.» | Je dis à l'empereur que j'étais très-satisfait d'entendre de sa propre bouche la déclaration qu'il venait de me faire; que si j'étais parfaitement d'accord avec lui sur notre intérêt commun de conserver la Porte, je pouvais d'autant moins m'expliquer la liberté qu'il avait laissée à la Russie de la saper jusque dans ses fondements. | — «Eh», interrompit l'empereur, «c'est vous qui en êtes cause, j'ai dû penser au plus pressé, et ce plus pressé était de paralyser la Russie.» (Il me répéta ici de nouveau tout ce que renferme un de mes derniers très-humbles rapports sur les motifs et la marche de la négociation d'Erfurt<sup>1</sup>). «Quant à Belgrade», repris-je, «cette place serait sans doute d'une bien grande utilité à l'Autriche,—mais deux considérations nous ont jusqu'à présent arrêtés dans la poursuite de toute vue active sur la Serbie; la première, de ne pas hâter la chute de l'empire turc; la seconde, de ne pas provoquer des complications avec la France, que nous n'aurions pu regarder comme spectatrice tranquille de pareilles tentatives. Cette dernière considération venant à cesser, nous ne sommes donc plus appelés qu'à nous occuper de la première.» | «Il faudrait tâcher interrompit l'empereur, «de vous emparer de cette place par surprise, ou de vous la faire remettre par les Serbes eux-mêmes. Commencez par la prendre en dépôt; une fois dedans, on ne vous en fera pas sortir! La Serbie sous votre protection n'offre que des avantages; en votre possession, vous m'amèneriez un jour des Serbes pour me combattre; il faut ainsi en ajourner la conquête à une époque où nous serons forcés à des arrangements généraux sur la Porte, arrangements que je ne regarderais, dans ce moment, ni de votre convenance, ni de la mienne.» | Je laissai l'empereur dans l'incertitude la plus complète sur ma manière de juger la question de l'occupation de Belgrade et je ne sortis pas du sens de la réponse que j'ai consignée plus haut. Je connais trop l'empereur pour émettre, sans réserve, mon opinion sur une première proposition, qu'il a vingt fois l'air de mettre en avant comme un conseil et qui n'est souvent qu'une façon de sonder le terrain et se lie bien certainement toujours à une question importante et générale. | L'empereur, dans un entretien qui dura plus de quatre heures, revint souvent sur ces mêmes sujets et disserta le reste du temps sur nombre de mesures à prendre dans notre intérieur, sur la nécessité d'établir un

<sup>1</sup>) Cf. doc. 87<sup>244</sup>, p. 943.

conseil d'état, sur plusieurs mesures financières; l'ensemble de ses discours portait la marque d'un véritable intérêt à la prospérité du règne de Votre Majesté Impériale. || Il n'y fut pas moins souvent question du cabinet russe et surtout du comte de Romanzow, contre lequel l'empereur a beaucoup d'humeur. «Je n'ai jamais vu de gens comme ceux-là», me dit l'empereur entre autres choses; «ils sont toujours à se plaindre; moi, je ne me plains jamais; je laisse la plainte aux femmes et j'agis; eux, au contraire, sont toujours larmoyants, toujours me demandant remède à telle ou telle chose. Aide-toi, Dieu t'aidera, voilà tout ce que je puis répondre à une grande puissance.» || Le lendemain de cet entretien, le duc de Cadore m'engagea à passer chez lui pour prendre lecture de ses contre-projets de convention sur l'un de mes objets de négociation. Introduit dans son cabinet, il me dit qu'il avait reçu des nouvelles de M. Otto<sup>1)</sup>, qui l'informaient qu'il régnait à Vienne beaucoup d'inquiétude sur le progrès des armes russes. Je lui fis la même réponse que j'avais faite à l'empereur la veille. M. de Champagny me fit observer que, d'après ses lettres, il paraissait que le cabinet autrichien partageait les inquiétudes du public. Je fixai son attention sur l'extrême importance du sujet et je glissai exprès une phrase un peu plus accentuée. «Vous concevez», lui dis-je, «que si une de nos puissances voisines veut renverser la Porte, nous devons nous y opposer avec force, ou, si nous n'y parvenons pas, nous mêler du partage contre notre gré et nos calculs d'utilité et de convenance.» M. de Champagny me demanda si nous serions prêts à nous opposer à des conquêtes russes sur la rive droite du Danube? || «Nous ne pourrions pas les souffrir», lui répondis je, «mais vous êtes donc décidé à regarder la rive gauche comme perdue?» «L'empereur a pris des engagements à ce sujet», me répondit M. de Champagny; «si vous ne voulez pas souffrir des empiétements ultérieurs, vous devriez prendre l'initiative de la question vis-à-vis de nous.» || «L'empereur», interrompis-je, «nous a évité cette peine. Il m'a assuré que jamais il ne souffrirait même l'extension de l'influence russe sur la Serbie, et, par conséquent bien moins encore l'occupation de points territoriaux sur la rive droite. Avez-vous fait partir votre courrier pour Saint-Pétersbourg avec les ordres à Caulaincourt de faire une déclaration dans ce sens?» || M. de Champagny me regarda avec cet air de surprise inquiète, qui lui est propre, et me demanda si je savais des nouvelles de ce

No. 87<sup>447</sup>.

1810

28 Julie.

<sup>1)</sup> Comitele Otto, ambasador frances la Viena.

No. 87<sup>41</sup>.  
1810  
28. Juilic. courrier par l'empereur? Lui ayant répondu affirmativement, il me dit que le courrier partirait dans la journée. Il me fut prouvé clairement que le ministre voulait sonder nos vues et que le projet de convention n'avait été qu'un simple prétexte, pour se ménager à cette fin une entrevue avec moi. || Le courrier Liepscher, arrivé ici le 25 de ce mois, a apporté au prince de Schwarzenberg des instructions sur le langage à tenir par lui dans les affaires turques et l'ordre de sonder les dispositions du cabinet français sur ces mêmes questions. Ayant conduit les premiers fils de cette négociation, j'ai prié le prince de Schwarzenberg de m'en abandonner le soin ultérieur. Après avoir fait faire la traduction du dernier rapport de notre agent à Bucharest, que je communiquais au ministre des relations extérieures, je me rendis hier matin au lever de l'empereur. Sa Majesté n'ayant point encore pris connaissance de cette pièce, je ne restai pas avec Elle et je retournai à Saint-Cloud pour son coucher. || L'empereur, après avoir congédié tout le monde, me retint près de lui. Il me remercia de la communication que je lui avais fait faire et me prévint de l'envoi d'un courrier à Votre Majesté Impériale, avec l'annonce de la grossesse de l'impératrice et la réponse à la dernière lettre de Votre Majesté. || Je désirais employer cette soirée à préciser entièrement les questions turques, et je les plaçai de la manière suivante: || «L'empereur», dis-je à Sa Majesté, «n'étant pas sûr que le courrier arrivé hier me trouverait encore à Paris, ne m'a point transmis d'ordres. Mais j'ai vu, par les dépêches adressées au prince de Schwarzenberg, que les inquiétudes sur le sort de la Porte et sur les empiétements des Russes augmentaient avec les succès de ces derniers. Il me paraît donc essentiel de tirer une ligne de conduite très-précise entre Votre Majesté et ma cour. Le dernier courrier que j'ai expédié pour Vienne a informé l'empereur de trois données infiniment intéressantes. J'ai mandé à Sa Majesté: || 1°. Que le traité d'Erfurt stipulait en faveur de la Russie la tolérance du gouvernement français pour l'acquisition de la rive gauche du Danube; || 2°. Que la France ne souffrirait pas l'extension des conquêtes russes sur la rive droite de ce fleuve; || 3°. Qu'elle souffrirait aussi peu que le cabinet russe s'ingérât dans les affaires serbes; que, d'un autre côté, l'Autriche serait libre d'intervenir dans ces mêmes affaires.» || «Je reviens sur ces trois objets», continuai-je, «et, dans un moment de danger aussi imminent pour la Porte, je prends d'autant plus facilement sur moi de placer les questions très-droit, que nous devons prendre un parti sur-le-champ.—Je demande en conséquence à l'em-

pereur: || 1°. S'il est décidé à maintenir dans toute leur étendue les engagements qu'il avait contractés à Erfurt, ou s'il se prêterait à faire, de commun accord avec nous, une démarche à Saint-Pétersbourg, qui pût sauver les principautés? || — «J'ai contracté des engagements», me répondit l'empereur, «que je n'ai pas de raison, ni même de prétexte de violer. Ces engagements sont infiniment onéreux, j'y entrevois un tort réel pour la France; mais vous savez ce qui m'y a porté dans le temps. Agir maintenant contre ces engagements serait fournir immédiatement un motif direct de guerre à la Russie, ce qui ne cadre pas avec mes vues, ou bien me priver à jamais du droit d'être cru dans aucun de mes engagements. Quelle garantie pourrais-je vous fournir un jour à vous-mêmes, si je brise un engagement explicite par le simple motif que, les circonstances ayant changé, j'ai moins besoin de ménager la puissance avec laquelle je l'avais contracté? Si vous voulez faire la guerre à la Russie, je ne vous empêcherai pas; je prendrai avec vous l'engagement de rester entièrement neutre. Mais peut-il être de votre intérêt de dépenser beaucoup d'argent, de vous appauvrir en hommes? Je ne le crois pas et je serais loin de vous en donner le conseil.» || — «2°. L'empereur s'opposerait-il», continuai-je, «à l'extension des conquêtes russes sur la droite du fleuve; regarderait-il la prétention de faire comprendre dans les cessions turques les embouchures du Danube et de fixer la frontière entre les deux empires par le bras de ce fleuve nommé «Trockene Donau» comme contraire aux engagements contractés par lui à Erfurt; — enfin, quel serait son plan de conduite dans la supposition que de nouveaux reverseussent engagé les Turcs à signer une paix plus onéreuse que celle prévue par ce même traité?» || — «Je me suis déjà expliqué avec vous», me répondit l'empereur, «sur la question principale, et j'ai non-seulement envoyé à ce sujet un courrier à Saint-Pétersbourg, mais j'ai encore eu une explication très-directe avec le prince Kourakin (le ministre de l'intérieur, frère de l'ambassadeur). J'ai fait déclarer à Saint-Pétersbourg et j'ai répété au prince Kourakin que je ne souffrirai jamais l'acquisition d'un pouce de terrain sur la rive droite du Danube; je souffrirai tout aussi peu la conservation de places fortes sous le prétexte d'arrières de contributions; je borne ma condescendance au «thalveg du Danube» et je regarderai comme non-avenue toute stipulation contraire à ces principes. Si donc, ce que je ne suppose pas, les Russes *devaient*

No. 87<sup>241</sup>.

1810

28 Juil.

No. 87<sup>41</sup>. 1810 28 Juil. viser à faire une paix pareille, s'ils devaient vouloir rompre nos engagements, en les excédant, je me croirais libre et vous pouvez compter sur moi de toute manière.» || «3<sup>e</sup>. J'admis en troisième lieu la possibilité que les Turcs, forcés à la paix, eussent peut-être consenti à l'heure qu'il est, ou consentiraient dans l'avenir, à l'indépendance de la Serbie sous le protectorat russe.» || «Je ne reconnaitrais pas davantage pareille stipulation», me dit l'empereur, «que les autres. Arrangez les affaires de la Serbie; placez ce pays sous votre influence la plus directe, je vous soutiendrai, et je me suis expliqué trop longuement à ce sujet avec vous ces jours derniers, pour y revenir.» || L'empereur finit par cette phrase: «Tout ce que je viens de vous dire vaut un traité écrit. Si vous avez des vues ultérieures, ou bien si le cas arrivait que les Russes voulussent faire la folie de se brouiller avec nous, ce qui leur coûterait la Finlande, la Moldavie et la Valachie, qu'ils ont acquises sous l'égide de leur alliance avec moi, vous savez que vous pouvez compter sur moi, et vous me communiquerez alors vos idées, comme je vous communiquerai les miennes.» | «Envoyez quelqu'un à Constantinople», ajouta l'empereur, «faites savoir à la Porte l'intérêt que vous prenez à elle; conseillez-lui, si vous ne voulez pas vous battre pour les principautés, d'en faire la cession; intervenez dans les affaires de la Serbie; voilà quelles sont mes idées, parce que je ne vois aucune utilité pour vous dans une levée de boucliers dans le moment présent.» || Je répétais à Sa Majesté que je venais de lui adresser des questions aussi directes en mon nom privé, mais que je m'empresserais de transmettre à Votre Majesté Impériale le plus exactement possible ses propres paroles. L'empereur, dans le courant de notre entretien, me dit que le dernier courrier arrivé ici de Saint-Petersbourg avait apporté l'assurance que la Russie ne songeait pas à des acquisitions au delà des stipulations du traité d'Erfurt, c'est-à-dire de la rive gauche du Danube; qu'en général, il avait été porteur de très-bonnes paroles: l'empereur ne désirait la paix avec la Porte que pour être à même d'agir avec plus de vigueur contre l'Angleterre et pour avoir des troupes disponibles à cet effet. Il me confia qu'il allait rappeler Caulaincourt; que cet ambassadeur avait été gâté à Pétersbourg par des cajoleries; qu'il avait eu tort de ne pas avoir rejeté, sans se charger d'en rendre compte, une plainte que le comte de Romanzow avait portée sur les prétendues instigations dont la France se serait rendue coupable à Constantinople, pour exciter le divan à se refuser à des arrangements

avec la Russie; — «toutes sottises», ajouta l'empereur, «qui tiennent au caractère larmoyant du comte de Romanzow.» || Je réserve à un travail séparé mes aperçus sur le contenu du présent très-humble rapport, qui offre des résultats dignes d'être soumis à une mûre délibération de notre part.

No. 87<sup>247</sup>.  
1810  
28 Iulie.

No. 87<sup>248</sup>.—Memoriul Comitelui Metternich pentru Imperatul Austriei Francisc I, din 28 Iulie 1810.  
Paris.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 170, p. 385).

Mein heutiger unterthänigster Hauptbericht <sup>1)</sup> stellt die Verhältn. No. 87<sup>248</sup>. nisse, in welchen sich Frankreich gegen Russland, die Pforte und 1810 uns befindet, in das hellste Licht. Auf ihn lässt sich ein System 28 Iulie. bauen, welches unser politisches Betragen in einer der wichtigeren Epochen unserer neueren Geschichte leiten kann. Ich glaube die Frage, welche wir in Ueberlegung zu nehmen haben, aus dem doppelten Gesichtspunkte von Oesterreichs jetziger Stellung in Europa und Oesterreichs Particular-Interesse beleuchten zu müssen. || 1. Oesterreichs jetzige Stellung in Europa. || Der grösste, bestimmteste und wegen seiner Grösse am schwersten zu berechnende Vorthail, welchen wir aus der Vermählung einer Tochter Eurer Majestät mit dem französischen Kaiser zu ziehen be-rechtigt sind, ist jener, den verzweifelten Zustand gänzlicher Zer-rütung unserer inneren und äusseren Kräfte in einen Stand der Ruhe verändert zu haben. Die grösste Anstrengung der Regierung muss unter diesen Verhältnissen auf Ordnung und Belebung unserer im Augenblicke des letzten Friedens und durch ihn so tief gesunkenen inneren Kräfte, und auf Sammlung eben dieser Kräfte für alle mög-lichen Fälle der Zukunft abzielen. || Man würde sehr irren, wenn man diese Zukunft ganz nach dem Masstabe der ersten Regierungs-jahre des Kaisers der Franzosen berechnen wollte. In seiner Ver-mählung mit einer Erzherzogin liegt eine Garantie für Oesterreich, welche durch kein anderes Ereigniss ersetzt werden konnte. Man würde sich jedoch nicht minder irren, wenn man dieser so glück-lichen Verbindung eine Gewalt beilegte, welche sich auf alle Pläne Napoleon's erstreckte, oder diese vielleicht gänzlich zu modificiren im Stande wäre. Die Tendenz dieses Monarchen nach Alleinherr-schaft liegt in seiner Natur; sie kann modificirt, ihr können Zügel

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>247</sup>, p. 952.

No. 87<sup>44</sup>.  
1810  
28 Julie.

angelegt, vernichtet kann sie jedoch nie werden. || Wenn der oesterreichische Staat ohne dieses Band vielleicht bereits gesunken oder wenigstens in seinem völligen Sinken begriffen wäre, so ist es dennoch nicht weniger wahr, dass ungeachtet der Heirat Epochen möglich sind, wo wir alle unsere Kräfte aufzubieten haben werden, um die uns bedrohende Gefahr der Unterjochung abzuwenden oder ihr zu widerstehen. || Ohne diese in mir bis zur Ueberzeugung aufkeimende Wahrheit schien es mir keinem Zweifel zu unterliegen, dass wir uns mit aller und offener Gewalt der so unglücklichen Usurpation Russlands gegen unseren sichersten und besten Nachbarn widersetzen müssten. So sehr ich überzeugt bin, dass die kleinere Gefahr stets der grösseren weichen müsse, so sicher es ist, dass wir in jeder Epoche von Frankreich mehr als von Russland zu befürchten haben, so sehr glaube ich dennoch Eurer Majestät rathen zu müssen, mit Frankreich gemeine Sache zu machen, um das linke Donau-Ufer zu retten! || Wenn aber Frankreich zu dieser Rettung nur ruhiges Zuschauen verspricht, wenn wir grosse Streitkräfte auf der östlichen Grenze des Reiches verwenden müssen, ohne auf der westlichen und südlichen gesichert zu sein, wenn ein blos neutralcs Betragen Frankreichs eintritt, — in diesem Falle scheint mir jede Abnützung unserer Kräfte ein äusserst gewagtes Spiel. || Zu einem Kriege gegen Russland, mit der Pforte allein verbunden, könnte ich nicht rathen, läge auch in dem Verhältnisse Russlands gegen Frankreich und jenen der Pforte gegen England nicht ein unabsehbarer Stoff zu Complicationen, welche Russland sehr leicht zu unserem Nachtheil benützen würde. || 2. Oesterreichs Particular-Interesse. || erheischt, dass im Falle die beiden Fürstenthümer nicht zu retten wären, wenigstens weiterem Uebel vorgebeugt werde, und unser Einfluss auf die türkischen Angelegenheiten eine soviel möglich grössere Ausdehnung erhalte. || Hiezu bietet uns die Erklärung des französischen Kaisers die Hand. || Sollte Russlands — was jedoch keineswegs wahrscheinlich ist — sich nicht an die Erklärung des hiesigen Hofes binden, so träte ganz bestimmt der Fall ein, wo wir uns der Pforte in thätiger Weise anzunehmen hätten. Die Allianz Russlands mit Frankreich wäre gestört, Russland bliebe nur übrig sich mit England zu verbinden, und die Wahl unserer Rolle wäre keinem Zweifel unterworfen. || Dass Napoleon uns die ausschliessende Protektion über Serbien zu überlassen gedenkt, glaube ich nicht; dies läge ausser seinem Charakter. Dass wir jedoch diese Provinz unter unseren directesten Einfluss

zu stellen trachten müssen, ist sicher. Durch ihn selbst aufgefordert, No. 87<sup>44</sup>.  
 kann nun unserer Verhandlung mit den serbischen Chefs der höchste 1810  
 Grad von Nachdruck gegeben werden. Rücksichten auf die natür- 28 Iulie.  
 liche Eifersucht der Pforte müssen uns in dieser Sache, wie in der  
 Besetzung Belgrads, allein zu gemesseneren Schritten bewegen. ||  
 Meine unmassgebliche Meinung wäre daher jene, dem Divan die ver-  
 trauliche Eröffnung zu machen, dass Oesterreich nie zugeben werde,  
 dass Russland seine Eroberungen auf das rechte Donau-Ufer aus-  
 dehne, dass die Wiedererlangung der Fürstenthümer der türkischen  
 Tapferkeit vorbehalten bleiben müsse, dass Oesterreich nun bereit  
 sei, als offener Vermittler zwischen der Pforte und den Serben auf-  
 zutreten, und dass Oesterreichs Interesse diese Rollen aus dem dop-  
 pelten Gesichtspunkte fordere, um endlich einmal Ruhe auf seiner  
 Grenze zu erlangen, und um die ferneren russischen Einwirkungen  
 auf diese Provinzen zu hindern. || Da es ebenso unwahrscheinlich  
 ist, dass die serbische Nation unter türkische Botmässigkeit zurück-  
 zukehren als dass seinerseits der Divan seine Rechte auf diese Pro-  
 vinz aufzugeben gedenkt, so ist es für uns angezeigt, im ersten  
 Augenblicke nur in der Rolle eines Vermittlers aufzutreten, denn sie  
 kann uns zu dem Besitz von Belgrad führen, welchem wir bei der  
 Pforte den Anschein geben können, unseren Einfluss auf die ser-  
 bische Negotiation durch einen Vorsprung gegenüber den Russen  
 begründen zu wollen. Belgrad müsste in jedem Falle nur als ein  
 Depositum übernommen werden. || Im Laufe der Negotiation werden  
 sich die ferneren Modalitäten von selbst ergeben. Ihr Resultat mag  
 sein, welches immer es wolle, unser Einfluss auf Serbien muss sich  
 durch selbe begründen, und wir müssen diese wichtige Provinz für  
 alle künftigen Fälle als Unser betrachten. || Das ist meine unmass-  
 gebliche Meinung über diesen so wichtigen Gegenstand. Auf die  
 Einleitung des Geschäftes wird viel ankommen. Die Expedition nach  
 Constantinopel müsste unverzüglich, wie nicht minder die Absendung  
 eines Negociateurs an die serbische Grenze, sogleich geschehen.... ||  
 In Russland wird allerdings jeder Versuch, unseren ausschliessen-  
 den Einfluss auf Serbien zu begründen, grosses Aufsehen machen.... ||  
 In Constantinopel zur Abtretung der beiden Fürstenthümer  
 zu rathen, worauf Kaiser Napoleon in seiner letzten Unterredung  
 mit mir hindeutete <sup>1)</sup>, finde ich unserem Interesse um so weniger an-  
 gemessen, als wir in dem Versprechen dieses Monarchen bestimmte

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>247</sup>, p. 958.

No. 87<sup>248</sup>. Ursache haben, an den ferneren Fortschritten der russischen Eroberungen zu zweifeln. || Aus meinem Benehmen gegen den französischen Kaiser und seinen Minister geruhe Eure Majestät stets die Intention zu ermessen, uns von aller möglichen unnöthigen Complication mit Russland entfernt zu halten, wozu ein weniger berechnetes Benehmen sehr leicht dem hiesigen Kabinete freien Spielraum gelassen hätte. Unser Hauptzweck musste sein, die Intentionen Frankreichs in das hellst mögliche Licht zu stellen und ich schmeichle mir, dieses Ziel erreicht zu haben. || Der Schlüssel zu der grösseren Duldsamkeit Napoleon's gegen Russland sowol als gegen Uns liegt in dem elenden Gange der spanischen Angelegenheiten. Ohne selbe wäre seine Rolle von der gegenwärtigen auf das Wesentlichste verschieden.

---

No. 87<sup>249</sup>. — Raportul Comitelui de Metternich către Împăratul Francisc I, din 31 Octombrie 1810. Viena.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 176, p. 401).

No. 87<sup>249</sup>. Graf Schuwalow war heute Früh bei mir und machte mir die ersten Anwürfe in Betreff des Negotiations-Antrages, worüber mein  
1810  
31 Oct. Vater kürzlich Eurer Majestät während meiner Reise nach Steiermark den vorläufigen gehorsamsten Bericht erstattete. || Ich liess ihn ganz an mich kommen und erlangte nach einer langen Unterredung endlich die vollste Bestätigung meiner bereits früher aufgestellten Ueberzeugung, dass der ganze Schuwalow'sche Antrag nur auf eine Defensiv-Allianz der beiden Höfe angelegt ist. Nach langen Umschweifen und Protestationen über die wünschenswerthe Vereinigung unserer Monarchen und über die Gefahren einer ungewissen Zukunft, sagte mir der General, wie sehr Kaiser Alexander wünsche, letzteren durch eine freimüthige Aufklärung der wechselseitigen Absichten zu steuern; mit selber, fügte er hinzu, könne mancher andere zwischen uns noch offene Negotiationspunkt seine Berichtigung ganz leicht finden. || Ich erwiederte dem Grafen Schuwalow, dass Kaiser Alexander wohl in die Gesinnungen Eurer Majestät keinen Zweifel setzen könne, dass Allerhöchstdero Grundsätze zu bekannt und erprobt seien, um auch nur im Entferntesten zu Vermuthungen einer je möglichen Abweichung von selben Stoff zu bieten. Ich könne die Wünsche Eurer Majestät als ganz im Einklange mit Dero Interesse und dem des gesammten Europa auf einen einzigen Gesichtspunkt — Erhaltung des Friedens — vereinigen.

Dem zufolge, setzte ich hinzu, nehme ich keinen Anstand, ihm, Grafen Schuwalow, zur Beruhigung seines Kabinetes dieselbe Versicherung zu ertheilen, welche Kaiser Napoleon dem russischen Minister des Innern, Fürsten Alexis Kurakin, bei seiner Abschieds-Audienz gegeben und neuerlich wieder dem Bruder desselben, dem russischen Botschafter in Paris, wiederholt habe, dass zwischen Eurer Majestät und Frankreich bloß eine Familien-, aber weder eine Defensiv- noch Offensiv-Allianz bestehe; dass erstere bereits die gedeihlichsten Folgen für den Augenblick gehabt habe und Oesterreichs Ruhe für die Zukunft sichere, jede politische Allianz also überflüssig mache, und Eurer Majestät die Segnungen einer wirklichen Independenz verspreche, insofern sich eine solche in dem jetzigen Stande Europas, gegen welchen Allerhöchstdieselben so lange gekämpft, überhaupt denken lasse. || Graf Schuwalow bemerkte, dass zwischen unseren beiden Höfen noch Fragen obwalten, welche einer Annäherung und Uebereinkunft bedürfen; er nannte die aus der Vereinigung der Fürstenthümer bisher entsprungenen Irrungen. Er berührte die Mediation zwischen Russland und der Pforte als eine Idee, welche mehr hier als in Russland zu herrschen scheine, stellte sie aber als eine nicht unmögliche Folge einer Vereinigung über unser weit wichtigeres allgemeines Interesse auf. || Ich erwiederte, dass Eure Majestät allerdings den Wunsch eines baldigen Friedens mit der Pforte hegen müssten, da jede Bewegung, welche auf unberechenbare Complicationen ziele, Allerhöchstdero Interesse im Allgemeinen gefährde und die Veränderung des jetzigen Besitzstandes der Pforte und insbesondere die Behauptung der Fürstenthümer mit eben diesem Interesse in directem Widerspruche stehe. Auf die Mediation im eigentlichen Sinne, wüsste ich sehr bestimmt, legten Allerhöchstdieselben keinen Werth, da Mediation ohne Bewaffnung eigentlich ein Unding sei; wenn jedoch Eurer Majestät freundschaftliche Intervention zwischen beiden Mächten zu irgend einem friedlichen Zwecke gedeihen könne, seien Höchst Sie mit dem grössten Vergnügen bereit, selbe eintreten zu lassen. Wir können uns aber, fügte ich hinzu, keinen baldigen Ausgang des Krieges mit der Behauptung der Fürstenthümer in russischen Händen denken. Ich liess ein Wort über die Rückkehr dieser Provinzen, wenigstens unter den Anschein der türkischen Oberherrlichkeit, fallen. || Graf Schuwalow versicherte mich, dass Kaiser Alexander nie von der Einverleibung der Fürstenthümer in sein Reich abstehen würde, dass wir aber als Folge einer allgemeinen Uebereinkunft uns grosse Privilegien in selben auch für die

No. 87<sup>49</sup>.  
1810  
31 Oct.

No. 87<sup>240</sup>. Zukunft sichern könnten. Er berührte hier den Antrag eines Austausches der kleinen Walachei gegen einige Theile Polens, welcher  
 1810 Antrag unlängst gestellt, aber aus ihm unbewussten Ursachen nicht  
 31 Oct. angenommen worden sei. || Da er von diesem Gegenstande nicht abzulenken war, sagte ich ihm, dass ich mir von der Absicht seines Hofes keinen eigentlichen Begriff machen könne. Eine politische Complication scheine mir nicht sobald vorauszusehen; über unsern beiderseitigen Wunsch, selbe fernzuhalten, bedürfe es keiner besondern Uebereinkunft; jede Negotiation und besonders jeder förmliche Tractat müsse auf eine Basis gegründet sein, über welche wir uns im vorliegenden Falle nur schwer eine Idee machen könnten, da uns das Betragen Russlands in der letzten Epoche in jeder Hinsicht gänzlich der Fähigkeit beraubt habe, die Absichten seines Kabinetts zu berechnen. Wir würden daher mit Vergnügen jede Belehrung über selbe und jede Eröffnung anhören; eine Initiative stehe nicht bei Eurer Majestät, und dass ein Vertrag bloß über Gesinnungen, welche von beiden Seiten nicht zweifelhaft seien, schon durch seine Existenz compromittirend sein müsse, scheine mir ausgemacht. || Graf Schuwalow versicherte mich, dass die Existenz einer erneuerten Allianz nie zur Kenntniss Frankreichs gelangen werde; er verbürgte hiefür das Ehrenwort des Kaisers. || «Wie verbinden Sie», frug ich den Grafen, «die Idee einer Allianz mit Oesterreich mit Ihren jetzigen Verhältnissen zu Frankreich? Ist Ihre Allianz zu Ende?» || Graf Schuwalow sagte, dass die Verhältnisse Russlands zu Frankreich stets dieselben seien, dass sich jedoch die Allianz mit dieser Macht nur auf den Fall beziehe, dass wir der angreifende Theil wären; da dieses nun nicht zu den wahrscheinlichen Chancen gehöre, so lasse sich mit jener Stipulation sehr leicht ein Vertrag denken, welcher uns eine wechselseitige Hilfe in dem Falle zusicherte, wenn der eine oder der andere Theil von Frankreich angegriffen würde. Wenigstens sei es sehr wichtig, die Rolle vorhinein berechnen zu können, die wir wechselseitig in diesem Falle spielen würden. || Ich machte dem Grafen Schuwalow unsere sehr verschiedene Lage bemerklich, wonach Russland in einem bestimmten politischen Verbande mit Frankreich stände, während wir, meinen obigen Versicherungen gemäss, ganz frei von jedweder Verbindung dieser Art wären, eine Freiheit, welche Eure Majestät nach ihrem ganzen Werthe zu schätzen wüssten. Das Allerhöchstdieselben keine Eroberungsabsichten hegten, dafür könne Russland die Bürgschaft in der so allgemein bekannten Mässigung Eurer Majestät und in der Ihnen ganz eigenen Ueberzeugung finden,

dass in Epochen, wo Selbsterhaltung so schwer sei, Eroberungsversuche selten zu einem gedeihlichen Ziele führen. || Da Graf Schuwalow bemerkte, dass ich der Frage der Allianz aus dem Wege ging, so kehrte er wieder zu jener der Fürstenthümer zurück und versuchte, unser Interesse an Stipulationen zu unseren Gunsten in das hellste Licht zu setzen. || Ich glaube, Allergnädigster Herr, durch gegenwärtigen unterthänigsten Vortrag keinen Zweifel zu lassen, dass die ganze angetragene Negotiation nur auf die Sicherstellung Russlands abzielt. || Von einem Alliirten bedroht, dem Kaiser Alexander alle Rücksichten und Grundsätze aufopferte, sucht er Hilfe bei Eurer Majestät für den Tag der herannahenden Gefahr. In einen Kampf verwickelt, welcher in dem directesten Widerspruche mit Eurer Majestät Staatsinteresse steht, will Russland dennoch nicht seine Eroberungsabsichten auf die Pforte aufgeben, — aber Oesterreich soll dieser Macht zur Vormauer dienen, hinter welcher sie ihre Eroberungsabsichten um so ungestörter, vielleicht auf die einzige mögliche Weise, durchzusetzen in der Lage wäre. || Dass hier in dieser ganzen Frage Eure Majestät ohne irgend eine Aussicht auf Nutzen und unter der augenscheinlichsten Gefahr von Complicationen mit der einzigen Macht, welche Oesterreich zu fürchten hat, lediglich in's Mitleiden gezogen würden, ist ausser allem Zweifel. Ich erbitte mir daher Allerhöchstderoselben Befehle, ob ich für den wahrscheinlichen Fall, dass der russische Negociateur wieder auf dieselbe Frage zurückkommen sollte, den in meinem obigen Resumé aufgestellten Grundsätzen Folge geben dürfe, und also: || 1. den Allianz-Antrag unter den Vorwänden, welche ich bereits heute benützte, ferner eludiren, || 2. auf der Trennung desselben von den anderen Negotiationsgegenständen aus den ebenfalls oben angegebenen Gründen bestehen soll.

No. 87<sup>250</sup>.  
1810  
31 Oct.

No. 87<sup>250</sup>. — Extract din raportul Colonelului Cernişef, trimis extraordinar rus, către Impăratul Alexandru I, despre misiunea sa în Franca, în 1810.

(Сборникъ, XXI, р. 1).

Exposé des discours que m'a tenus Sa Majesté l'empereur Napoléon à Fontainebleau au bal le 9 (21) octobre, en m'annonçant une prochaine expédition, et ensuite le 23 à mon audience de congé, qui a duré plus de trois heures. Chacune de ses phrases développant une

No. 87<sup>250</sup>.  
1810.

No. 87<sup>250</sup>. idée ou présentant une de ses arrière-pensées, j'ai tâché de retenir  
 1810. et de conserver toutes ses expressions, autant que possible. ||... Le soir, au bal, l'empereur... me fit appeler dès qu'il m'aperçut et, s'approchant d'une croisée, ce qui nous éloignait de tout le monde, me dit qu'il allait m'expédier dans peu ; que, ne pouvant tout développer dans une lettre, il était enchanté de pouvoir se servir de moi pour porter à la connaissance de l'empereur mon maître tout ce qu'il aurait à dire de plus, tant sur l'objet qui y était déjà exposé, que sur d'autres points très-importants ; qu'étant sûr de moi, il était persuadé que je présenterais à Sa Majesté Imperiale l'état des choses tel qu'il le désirait... Après cela, Sa Majesté me demanda si nous n'avions pas de nouvelles de nos affaires de Turquie et me dit qu'il supposait qu'à l'heure qu'il était Rudschuck était déjà tombé et que la reddition de cette place devait être nécessairement la suite de la bataille de Botyne ; que son opinion était que nous aurions la paix au plus tard au mois de janvier ; qu'alors les Turcs, fiers d'avoir résisté et combattu quelque temps les Russes et, de plus, perdant entièrement l'espoir d'être soutenus par les puissances continentales, se verraient obligés de céder les deux provinces, que nous avions déjà conquises ; qu'il croyait que c'était notre faute, si les Turcs avaient montré dans cette campagne plus d'énergie et de résistance que dans les précédentes ; que c'était notre passage du Danube qui leur avait donné l'alarme et avait allumé leur courage ; qu'il ne concevait pas quel avait pu être notre dessein en opérant ; que, si c'avait été celui d'aller à Constantinople, il entraînait après lui de grandes difficultés à vaincre, non-seulement de la part des Turcs, mais aussi de celle des autres puissances ; que, pour effectuer ce projet, il fallait avoir à la tête de l'armée un homme qui réunit aux talents militaires ceux encore d'un grand politique bien résolu ; que, sous ce dernier rapport, Monsieur le comte de Kamensky était trop faible ; que, quant au premier, il lui paraissait avoir les qualités requises pour un bon militaire, qu'il approuvait toutes ses opérations et qu'on ne pouvait lui reprocher que la faute qu'il avait faite, en donnant l'assaut de Rudschuck, dont la non-réussite aurait pu avoir des conséquences très-fâcheuses, sans la victoire de Botyne, qui heureusement avait tout réparé ; que les agents turcs et les siens s'étaient plu à faire envisager l'échec que nous avions essuyé à cet assaut comme très-considérable, mais que lui l'avait toujours estimé à sa juste valeur, en supposant notre perte de deux à trois mille hommes ; que son opinion et son idée étaient que nous aurions dû nous borner à

tenir 4 divisions sur la rive gauche du Danube, afin de culbuter les Turcs toutes les fois qu'ils en auraient tenté le passage, sans chercher à pénétrer plus loin; qu'il était sûr qu'alors les Turcs, voyant échouer toutes leurs tentatives pour reprendre les deux provinces conquises et la bonne intelligence exister entre les grandes puissances continentales, se seraient nécessairement vus obligés à faire la paix aux conditions exigées; que cette manière de leur faire la guerre n'aurait point produit parmi eux ni cet enthousiasme, ni cette exaltation qu'ils avaient montrés et, par conséquent, nous aurait coûté et moins d'hommes et moins d'argent, au lieu qu'avancant dans le pays, on s'éloignait de ses ressources et l'on avait toujours des pertes et des chances à courir, même contre les hordes le plus indisciplinées; que la preuve en était dans les Espagnols, qui, très-souvent, par cette même raison, gênaient tous ses mouvements et contrariaient ses projets. Il ajouta de plus que les opérations de notre armée sur la rive droite du Danube avaient donné beaucoup d'inquiétude à l'Autriche, qui s'en était expliquée avec lui et lui avait demandé en quoi consistaient les articles secrets du traité d'Erfurt; qu'il l'avait tranquillisée, en lui disant que nous ne voulions rien de plus que la Moldavie et la Valachie et qu'il n'y avait que cela de déterminé. || Lorsque Sa Majesté eut achevé, j'ai pris la liberté de lui dire que le dessein qu'a eu l'empereur mon maître, en faisant pousser les opérations contre les Turcs avec vigueur, était très-facile à concevoir; que c'était uniquement dans l'espoir de réduire les ennemis à demander une paix prompte et telle qu'on le désirait, qu'il s'était déterminé à donner des ordres en conséquence, et qu'il me paraissait que Sa Majesté Elle-même s'était constamment servie de cette méthode avec succès, toutes les fois qu'Elle avait désiré arriver au même but et au même résultat. Alors, l'empereur Napoléon, après avoir convenu de la vérité de ce que j'avais dit, reprit la parole et me dit: qu'il avait fait tout son possible pour engager la Porte à faire la paix, en nous faisant les concessions convenues; qu'on l'accusait complètement à tort de ne pas se comporter franchement à notre égard dans cette circonstance; que tout ce qu'il me disait là-dessus était positivement vrai; que c'était parce que Monsieur le comte de Roumianzoff avait ajouté foi à ces bruits, en le croyant capable de fomenter l'opiniâtreté des Turcs et de chercher par là à prolonger la guerre, qu'il y avait eu un peu de froideur entre eux; qu'il était trop puissant pour avoir recours à de pareils moyens; que cette politique convenait et était tout au plus permise à de petits états, comme par exemple la Prusse; mais, pour ce qui

**No. 87<sup>me</sup>.** le concernait, il pouvait nous assurer que, s'il avait été contraire à ses intérêts de voir la Finlande et le cours du Danube au pouvoir de la Russie, il n'aurait pas manqué de déclarer fermement qu'il ne le voulait pas et s'y serait opposé de toutes ses forces; qu'il savait que les Russes étaient braves et se battaient bien, mais que cette considération ne l'aurait pas empêché de courir les chances d'une nouvelle guerre. Il me dit encore que la possession des deux provinces turques nous donnait à l'égard de l'Autriche une position militaire propre à inspirer à cette puissance de la méfiance et de la jalousie; mais, poursuivit-il: «C'est votre affaire et pas la mienne. Mon eau ne va pas jusque là et c'est une question autrichienne, et non une question française.» Puis il m'assura que le règne de l'empereur Alexandre, si Sa Majesté persistait à continuer dans son système, deviendrait le règne le plus brillant et le plus glorieux qu'ait jamais vu la Russie; que c'était accomplir son roman que de lui donner la Finlande et le cours du Danube, avec l'espoir d'avoir dans peu la paix maritime; que les Anglais commençaient déjà à être très-gênés dans leurs affaires; que, dans le moment actuel, il dépendait entièrement de l'empereur Alexandre de les mettre aux abois, en interdisant tout-à fait l'entrée de nos ports aux 600 bâtiments anglais qui se trouvent dans la Baltique.... Il me parla de notre change et me dit que ce n'était pas la guerre avec les Anglais qui était la cause qu'il était devenu tellement mauvais; qu'il fallait en accuser la manière vicieuse avec laquelle les finances avaient été administrées chez nous depuis bien longtemps et le trop grand nombre de papier-monnaie mis en circulation....; qu'il espérait de plus, qu'une fois que nous aurions la paix avec les Turcs, notre change s'améliorerait beaucoup, parce que les guerres que nous avons faites contre les Suédois et les Turcs n'étaient point de nature à faire gagner de l'argent, mais au contraire nous avaient obligés à en exporter beaucoup de chez nous.... Le 23, à trois heures après midi, l'on vint m'avertir que l'empereur me demandait et, dès que je vins au château, je fus d'abord introduit dans son cabinet.... En me remettant une lettre pour Sa Majesté Impériale, Napoléon débuta par me dire qu'il me recommandait spécialement de certifier à l'empereur mon maître que son attachement pour sa personne et ses sentiments pour la Russie étaient restés inviolables, en dépit de tous les propos et de tous les bruits que l'on avait fait courir sur une prochaine rupture entre les deux empires.... Il ajouta qu'il voyait avec plaisir la Finlande, la Moldavie et la Valachie appartenir à la Russie; qu'il considérait déjà ces

provinces comme russes et que l'on avait eu tort, dans le temps, No. 87<sup>250</sup>.  
 d'attribuer à son désir de s'allier à cette puissance la manière avec 1810.  
 laquelle il s'était prononcé à cet égard dans son discours au corps  
 législatif <sup>1)</sup>; que ses principes et sa politique étaient toujours restés les  
 mêmes et que, dans le prochain discours, il en dira tout autant, si les  
 circonstances le mettent à même de parler sur ce sujet, et qu'il n'y  
 avait que deux choses qui pouvaient troubler l'harmonie, qui exi-  
 stait entre les deux empires et à la durée de laquelle tous les  
 deux étaient si vivement intéressés; que la première était le cas  
 où la Russie se déciderait à faire une paix séparée avec l'Angleterre,  
 ou qu'elle prît à la Turquie plus que le cours du Danube, comme  
 cela avait été stipulé à Erfurt. «S'il ne s'agit que du thalweg du Da-  
 nube, j'y consens avec plaisir; plus que le thalweg, je vous fais la  
 guerre; l'existence de la Turquie est un objet trop important pour  
 la bonne politique de l'Europe, pour que je puisse avec indifférence  
 la voir démembrer davantage.» || Ensuite il me répéta qu'on l'accusait  
 entièrement à faux de chercher et de faire des démarches pour pro-  
 longer la guerre entre la Russie et la Turquie; qu'il était trop puis-  
 sant pour recourir à de pareils moyens et qu'il allait me dire quelle  
 était sa politique dans cette circonstance: «Mes intérêts étant tous  
 français, je me suis dit en moi-même: d'un côté, la Russie, qui est  
 un si vaste empire, s'agrandit encore de ces deux belles provinces,  
 qui peuvent lui fournir infiniment de ressources; d'un autre côté, je  
 gagne à voir l'Autriche devenir bien plus son ennemie qu'elle ne  
 pouvait l'être autrefois. Je vous avouerai de plus que, si pour lors  
 j'ai consenti à cette réunion, c'était aussi la haine contre l'Autriche.  
 Le comte Roumianzoff m'a jugé bien plus petit que je ne l'étais; il  
 se trompe beaucoup, en croyant que je n'agis point d'une manière  
 franche à votre égard»; que notre gouvernement, en se servant du  
 ministre de Prusse à St.-Petersbourg pour faire à la Porte des  
 propositions de paix en cachette de la France, avait fait une dé-  
 marche impolitique, qui, d'après son idée, avait dû reculer sa paix  
 avec les Turcs; qu'elle n'avait eu pour résultat que d'effrayer la  
 Prusse sur l'horrible situation, dans laquelle elle se serait trouvée  
 dans le cas d'une rupture entre les deux empires, et de lui faire  
 exécuter plus tôt toutes les demandes de la France, qu'elle s'était  
 hâtée d'instruire de cet événement, de crainte de la blesser par son  
 silence; que la marche adoptée par la Russie dans cette circonstance

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>240</sup>, p. 938.

No. 87<sup>250</sup>. avait même pu faire croire aux Turcs que les deux empereurs s'étaient  
1810. refroidis l'un pour l'autre, et, en leur donnant l'espoir d'une prochaine guerre entre les deux empires, elle pouvait les engager à continuer la leur; qu'il aurait été bien plus convenable et plus naturel pour elle d'employer, pour avoir cette paix, son meilleur ami et allié, ce qui, en prouvant combien les deux empereurs étaient d'accord, aurait nécessairement obligé les Turcs à la demander eux-mêmes; qu'il pensait même qu'il aurait été avantageux pour la Russie d'avoir recours à lui pour tout ce qui concernait l'échange des prisonniers et les parlementaires. . . .

---

No. 87<sup>251</sup>. — Analisa tractativelor dintre Rusia și Austria pentru încheierea unei alianțe defensive, din Iunie 1810 — Februarie 1811.

(F. Martens, loc. cit., III, p. 72).

No. 87<sup>251</sup>. . . . . Le gouvernement russe voulait profiter des offres faites par le cabinet  
1810-1811 de Vienne au sujet de la convention de 1808<sup>1)</sup>, pour l'amener à s'expliquer au  
Iun.-Feb. sujet de sa politique à l'égard de la France. Le comte Schouvalow devait déclarer, que: 1) l'empereur Alexandre s'engageait à ne rien entreprendre contre l'Autriche, si celle-ci était attaquée, et de ne pas venir en aide à la puissance agressive; 2) l'empereur demandait à l'Autriche une déclaration semblable à l'égard de la Russie. Ces questions devaient être, d'après le gouvernement russe, dans un seul et même acte. (Dépêche du chancelier de l'empire, du 15 septembre 1810.) ¶ Enfin, en novembre, le comte Schouvalow reçut des ordres plus précis relativement à la teneur du traité projeté, appelé par le comte Roumiantzow traité «d'alliance défensive», les deux parties contractantes devant venir en aide l'une à l'autre, au cas où l'une d'elles se trouverait attaquée. Ainsi le comte Roumiantzow donnait une telle extension au programme de l'entente projetée, que l'accomplissement en fut rendu d'autant plus difficile au comte Schouvalow. . . . . Le comte Schouvalow se mit à l'œuvre avec ardeur et énergie. Il soutenait constamment dans ses rapports que les intérêts de la Russie réclamait une étroite alliance avec l'Autriche, tandis que Napoléon cherchait toujours à nuire à la Russie et à contrecarrer ses desseins. L'alliance austro-russe était, d'après le comte Schouvalow, la meilleure garantie de la paix européenne. Pour atteindre ce but, le comte trouvait indispensable: 1) que la Russie payât les sommes qu'elle était restée devoir; 2) que la Russie promît à l'Autriche une partie de la Turquie, à l'exception des principautés danubiennes, et d'autres acquisitions en Occident; 3) qu'on respectât plus strictement les droits des sujets autrichiens dans les provinces turques occupées par les troupes russes. (Dépêche du comte Schouvalow, du 20 août (1 septembre) 1810.) Des conversations avec le prince de Metternich, ministre des affaires étrangères par intérim pendant l'absence de son fils, le comte de Metternich,

<sup>1)</sup> Convențiunea militară din 13 August 1808, care era să fie reînnoită.

envoyé à Paris, firent croire au ministre de la Russie que la cour de Vienne No. 87<sup>221</sup> était effectivement disposée à arriver à une entente avec la Russie et à renou- 1810-1811  
veler les anciennes relations. Le prince de Metternich insistait même pour que Jan.-Feb.  
le comte Schouvalow reçût au plus vite ses pleins pouvoirs et exigeait le plus profond secret, vu la grande importance des négociations. || Ayant reçu les instructions nécessaires, le comte Schouvalow se rendit immédiatement chez le prince de Metternich et annonça qu'il était prêt à signer le traité d'alliance. Le prince entama le sujet des affaires turques et proposa la médiation du cabinet de Vienne, pour conclure la paix entre la Russie et la Turquie. Le comte Schouvalow écouta en silence le discours du ministre autrichien et, sans rien répliquer, revint de nouveau à la question de l'alliance projetée. En ce moment entra Hudelist, chef de la chancellerie du ministère des affaires étrangères, et le prince de Metternich lui annonça que la Russie acceptait la médiation de l'Autriche. Le comte Schouvalow, fort surpris, protesta énergiquement contre cette assertion, si peu fondée. Le prince de Metternich quitta alors l'appartement et Hudelist déclara au comte Schouvalow que l'empereur François l'avait chargé de négocier avec lui et de faire connaître le résultat de ces négociations à l'empereur, vu que le prince de Metternich était déjà trop vieux. || Le comte Schouvalow fut quelque peu déconcerté par la franchise de son interlocuteur. Lorsque le prince de Metternich rentra, on s'occupa de nouveau des affaires turques et le comte Schouvalow fut forcé de déclarer que la Russie tenait à avoir le Danube pour frontière et à acquérir la Valachie, la Moldavie et la Besarabie. La Russie ne pouvait renoncer à ces trois provinces et ne céderait pas un pouce de leur territoire. En présence d'une déclaration aussi franche, le prince de Metternich se contenta de remarquer que c'était beaucoup et Hudelist annonça qu'il formulerait les idées concernant une alliance défensive et les soumettrait à l'approbation du délégué russe. (Dépêche du comte Schouvalow, du 5 (17) octobre 1810.) || La marche des négociations avec le prince de Metternich et Hudelist amena le comte Schouvalow à la conviction qu'il lui serait impossible d'accomplir la mission extraordinaire dont il avait été chargé. Les délégués autrichiens ne possédaient ni le pouvoir, ni l'autorité nécessaires à la conclusion d'un traité d'alliance. Aussi le comte Schouvalow fut-il très-satisfait lorsque le comte de Metternich arriva de Paris le 25 octobre. Les premières négociations avec le diplomate autrichien firent espérer au comte Schouvalow qu'il allait atteindre son but. Mais cet espoir fut bientôt déçu, lorsque le comte de Metternich jeta le masque et prouva qu'une alliance, conclue sur les bases proposées par la Russie, ne pourrait être acceptée par la cour de Vienne<sup>1)</sup>. || A la première conférence, le comte de Metternich mit beaucoup d'art à persuader au comte Schouvalow jusqu'à quel point les bruits d'une alliance entre l'Autriche et la France étaient dénués de fondement. Il affirmait que, pendant son séjour à Paris, il n'avait pas hésité à déclarer qu'il ne désirait nullement une alliance entre la Russie et l'Autriche. «Savez-vous», aurait dit Napoléon au comte de Metternich, «pourquoi j'ai reconnu la possession de la Moldavie et de la Valachie par la Russie? C'est pour jeter une pomme de discorde entre vous, car vous sentez qu'il est de mon intérêt de mettre la mésintelligence

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>249</sup>, p. 963.

No. 87<sup>24</sup>, entre les grandes puissances.» Le comte de Metternich répondit à cet aveu de 1810-1811 Napoléon: «Vous pouvez être persuadé, Sire, que cet objet ne mettra jamais Jan.-Feb. les deux cours mal ensemble.» Ce récit (se non à vero è ben trovato!) fit de l'impression sur le comte Schouvalow, car il comprenait bien que la question des conquêtes russes en Turquie était l'obstacle principal à une entente cordiale entre la Russie et l'Autriche. || Le comte Schouvalow eut bientôt l'occasion de s'en persuader. Lorsqu'il insista sur la signature de l'acte projeté, le ministre d'Autriche déclara que, tant que la Russie n'aurait pas abandonné ses idées de conquête en Turquie, il ne pouvait être question d'une alliance sincère. Le ministre autrichien exigeait positivement que la Russie commençât par faire sa paix avec la Porte. Si la Russie arrivait à accomplir ses desseins, en s'annexant les principautés danubiennes, l'Autriche ne ferait pas la guerre à la Russie, mais il lui serait très-désagréable de voir les bords du Danube au pouvoir de cette puissance. En outre, si la Turquie se voyait obligée de céder les principautés, cela pourrait faire naître une révolution, qui la conduirait à la ruine. Le comte de Metternich croyait une pareille alternative peu conforme aux intérêts de la Russie et de l'Autriche. Il n'y a que Napoléon qui profiterait de la catastrophe. (Dépêche du comte Schouvalow, du 21 octobre (2 novembre) 1810.) || En vue des déclarations catégoriques du comte de Metternich, le délégué de la Russie croyait que la cour de Vienne, non-seulement ne se lierait pas avec ses ennemis, mais la préviendrait en cas de danger. Il fut impossible cependant d'amener le comte de Metternich à signer une convention d'alliance. Le ministre autrichien s'efforçait de prouver que la signature d'un traité n'était nullement nécessaire. Il n'hésita pas à avouer au comte Schouvalow que la cour de Vienne avait des raisons pour redouter Napoléon et que la convention projetée pourrait sérieusement compromettre l'empereur François.... Le comte Schouvalow ne désespérait pas cependant d'atteindre son but. Il continua les négociations jusqu'au commencement de l'année 1811 et il eut même recours à l'aide d'un des diplomates de l'Autriche jouissant de la faveur de l'empereur François. Ce diplomate, dont les dépêches du comte Schouvalow ne nous donnent pas le nom (Stadion?), était fermement convaincu de l'utilité d'une alliance entre l'Autriche et la Russie et prit sur lui d'entretenir directement l'empereur à ce sujet. Ce moyen ne réussit pas plus que les autres. François I déclara aussi que, tant que la Russie n'aurait pas fait sa paix avec la Porte, il ne pourrait être question d'un traité d'alliance, qui pourrait le compromettre aux yeux de Napoléon. Le comte Schouvalow recevait la même réponse du comte Metternich, qui se tirait de cette position difficile, en lui disant que la convention projetée exigeait une étude particulière des circonstances actuelles et qu'il s'occupait spécialement des conditions de paix dictées par les Russes à la Turquie. Le comte Schouvalow perdit à la fin la patience nécessaire pour écouter constamment les mêmes phrases et exigea du comte de Metternich une réponse catégorique et définitive. Le ministre autrichien lui répondit alors: «Mais terminez en Turquie, voilà l'essentiel» — «Pouvez-vous m'assurer», demanda le comte Schouvalow, «que, si les affaires de Turquie se terminent à l'entière satisfaction de tout le monde, nous pourrions nous entendre?» — «Je vous puis vous en assurer», disait le comte de Metternich; «mais si cela arrivait, on ne serait peut-être pas d'accord sur le mot de s'entendre.» — «Si l'on savait au moins à peu près ce que vous désirez»,

répliqua le comte Schouvalow. L'insistance de son interlocuteur mit le comte No. 87<sup>251</sup>. de Metternich dans l'embarras; mais il se remit promptement et, après un moment de réflexion, répéta : «Terminez en Turquie et nous pourrons parler d'une autre manière». (Dépêches du comte Schouvalow du 26 janvier (7 février) et du 22 janvier (3 février) 1811.) || Tel fut le résultat des négociations confiées au comte Schouvalow...

No. 87<sup>252</sup>.—Analisa tractativelor dintre Austria și Rusia pentru încheierea unei alianțe defensive, din August 1810 — Februarie 1811.

(F. Martens, loc. cit., III, p. 77).

... Le comte de Stackelberg dut entreprendre à lui seul la tâche No. 87<sup>252</sup>. difficile de défendre les intérêts de la Russie à la cour de Vienne. Il résulte des premières dépêches du comte, écrites en août et septembre 1810, qu'il croyait inévitable la rupture entre la Russie et la France, mais il n'espérait pas que l'Autriche prit le parti de son pays. L'ambassadeur répétait constamment que l'ambition démesurée de Napoléon devait l'amener à une guerre avec la Russie, pour laquelle l'alliance de l'Autriche deviendrait alors très-importante. Mais, d'un autre côté, le comte de Stackelberg ne cachait pas les motifs qui le portaient à douter de la possibilité de forcer le cabinet de Vienne à modifier sa nouvelle politique, représentée par le comte de Metternich. || Le comte de Stackelberg écrivait que, dans les sphères gouvernementales de l'Autriche, on ne pouvait oublier que la Russie, ancienne alliée de l'Autriche, s'était en 1809 liguée contre elle et avait occupée une province autrichienne. De plus, l'empereur François lui-même avait considérablement modifié l'opinion qu'il avait de Napoléon, depuis que celui-ci avait épousé Marie-Louise, propre fille de l'empereur. || Enfin, la question turque, encore en suspens, augmentait les appréhensions du gouvernement autrichien et le portait à chercher les moyens d'empêcher l'annexion des principautés danubiennes à la Russie. Stackelberg était persuadé aussi que, tant que la question turque n'aurait pas été résolue d'une manière satisfaisante, on ne pouvait songer à un rapprochement avec la cour de Vienne. || Cependant, la rupture définitive avec Napoléon approchait de plus en plus. L'empereur des Français se crut affranchi des engagements contractés à Tilsit et à Erfurt et, vers le commencement de l'année 1810, le duc d'Oldenbourg, proche parent de la famille impériale de Russie, perdit ses possessions par un décret de Napoléon I. Les protestations énergiques de l'empereur Alexandre furent vaines. Dans ces circonstances, le gouvernement impérial se décida à faire encore une tentative pour s'assurer l'alliance de l'Autriche, ou du moins sa complète neutralité pendant la guerre entre la Russie et Napoléon. || Dans sa lettre à l'empereur d'Autriche, du 8 février 1811, Alexandre I dit, que Napoléon désire évidemment une guerre avec lui et enfreint avec intention ses droits incontestables. En cette occurrence, l'empereur désire s'expliquer franchement avec son ami. Il ne demande pas à François I son concours en cas de guerre, mais il désirerait seulement connaître la décision de la cour Vienne. Comme Napoléon a l'intention positive de rétablir la Pologne et que d'Autriche devra ainsi

No. 87<sup>252</sup>. renoncer à la Galicie, Alexandre I offre à l'empereur François de s'annexer la 1810-1811 Valachie, la Moldavie jusqu'au Séreth et même la Serbie<sup>1)</sup>. De plus, la Russie Aug.-Feb. est prête à prendre l'engagement de ne pas contrecarrer les vues de l'Autriche concernant les états italiens. || Ce document important démontre que l'empereur Alexandre était, non-seulement prêt à faire le sacrifice de ses conquêtes en Turquie, mais aussi à réduire ses prétentions quant aux engagements que l'Autriche devait prendre. Les intérêts de la Russie exigeaient que les ressources extraordinaires, dont disposait Napoléon, ne fussent pas accrues par une alliance avec l'Autriche. Cette idée se retrouve plus complète dans une instruction secrète et autographe de l'empereur Alexandre au comte de Stackelberg. Cette instruction n'était pas même connue du chancelier de l'empire, qui, son côté, avait envoyé des instructions secrètes à l'ambassadeur de Russie à Vienne. | Les instructions sont du 13 février 1811 et ont trait aux articles suivants, énumérés par Alexandre I: 1) Faire savoir à la cour de Vienne que la Russie ne désire pas la guerre avec la France. 2) En cas d'attaque, la Russie dispose de forces considérables. La conservation de la Russie ne saurait être indifférente à l'Autriche. 3) Il est urgent d'expliquer à la cour de Vienne que la Russie ne réclame pas son concours effectif, l'Autriche ayant évidemment besoin de repos. 4) Il est à désirer néanmoins que la Russie s'entende avec l'Autriche sur les conditions possibles d'une guerre avec la France. Napoléon a certainement l'intention de rétablir la Pologne et, en ce cas, l'Autriche devrait renoncer à la Galicie. 5) Si telle est l'intention de Napoléon, la Russie doit absolument s'efforcer de conquérir toute la Pologne. 6) L'empereur offre à l'Autriche la Valachie et la Moldavie jusqu'au Séreth, «pour lui prouver, d'un côté, que ce n'est pas des agrandissements qu'il cherche et, de l'autre, que la Russie a intérêt à voir l'Autriche puissante». Enfin 7) si, à la suite d'une guerre favorable à la Russie, l'Autriche désirait réparer ses pertes, l'empereur ne s'y opposerait point. L'empereur Alexandre répète une fois de plus qu'il ne demande pas à l'Autriche son concours actif, bien que, si l'ambassadeur arrivait à l'obtenir, il en serait fort satisfait. ....

---

No. 87<sup>253</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Alexandru I către Principele Adam Czartoryjski, din 31 Ianuarie (12 Februarie) 1811. Petersburg.

(Mémoires du Prince Adam Czartoryski, II, p. 271).

No. 87<sup>254</sup>. C'est avant hier soir que j'ai reçu, mon cher ami, votre intéressante lettre du 18 (30) janvier, et je m'empresse de vous répondre 1811 12 Febr. tout de suite). Les difficultés qu'elle me présente sont très-grandes,

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>252</sup>, p. 976.

<sup>2)</sup> La 25 Decembrie 1810, Impăratul Alexandru scrisese Principelui Czartoryjski, ca să-l întrebe dacă Polonii ar vedea cu ochi buni și ar da ajutor Puterilor care ar voi să lucreze pentru unitatea Poloniei, cu condițiune ca Polonia să

j'en conviens; mais, comme je les avais prévues en grande partie et que les résultats sont si majeurs, s'arrêter en chemin serait le plus mauvais parti. || Me pénétrant bien du contenu de votre lettre, j'ai cru pouvoir en tirer, sur votre manière de voir, principalement les conclusions suivantes: || 1°. Incertitude où vous vous trouvez sur la puissance par qui la restauration de la Pologne doit se réaliser. || 2°. Incertitude pareille sur la nature même de cette régénération, et crainte qu'on ne veuille pas se prêter à ce que tout ce qui faisait la Pologne autrefois soit réuni ensemble. || 3°. Nécessité d'offrir aux Polonais, pour se les rendre favorables, la certitude d'un état de choses préférable à celui dans lequel ils se trouvent. || 4°. Crainte que vous éprouvez sur l'insuffisance des moyens militaires qu'on veut mettre en jeu contre Napoléon. || Ce sont là les points, auxquels je crois devoir commencer par répondre, me réservant de toucher les autres dans le courant de ma lettre. || 1°. La puissance dont j'ai voulu parler et qui veut se charger de la régénération de la Pologne est la Russie. || 2°. Par cette régénération, j'entends parler de la réunion de tout ce qui a fait autrefois la Pologne, en y comprenant les provinces russes, à l'exception de la Russie blanche, de manière à prendre la Dvina, la Bérésina et le Dniéper pour frontières. || 3°. Les employés du gouvernement, les autorités constituées, de même que l'armée, doivent être entièrement nationaux polonais. || 4°. Ne me rappelant pas bien la constitution du 3 mai, je ne puis rien décider avant de l'avoir vue, et je vous prie de me l'envoyer. Dans tous les cas, une constitution libérale telle à contenter les désirs des habitants est offerte. || 5°. Pour convaincre de la sincérité des offres que je fais, les proclamations sur le rétablissement de la Pologne doivent précéder toute chose, et c'est par cette œuvre que l'exécution du plan doit commencer. || Mais les conditions sine qua non, sous lesquelles j'offre ces résultats, sont que: || 1°. Le royaume de Pologne soit à jamais réuni à la Russie, dont l'empereur portera dorénavant le titre d'empereur de Russie et de roi de Pologne. || 2°. Une

No. 87<sup>222</sup>.  
1811  
12 Febr.

fie pusă sub egida acelei Puteri și să-I dea ajutor contra lui Napoleon. La 18 (30) Ianuarie 1811. Principele Czartoryski îi răspunde, arătând pe de o parte greutățile ce au Polonii de a lucra contra lui Napoleon și cerând de altă parte explicațiuni asupra Puterii care voește să lucreze pentru unitatea Poloniei și asupra condițiunilor în cari o va face și a garanțiilor ce va oferi noului stat. La această scrisoare răspunde Imperatul Alexandru prin scrisoarea ce dăm aici. Pentru corespondența lor anterioară, resumată aici, cf. Mémoires du Prince Adam Czartoryski. II, pp. 248 și 257.

No. 87<sup>223</sup> assurance formelle et positive d'une unanimité de dispositions et de  
 1811 sentiments dans les habitants du duché pour produire ce résultat,  
 12 Febr. qui doit être garanti par la signature des individus les plus marquants. || Maintenant, je vais essayer de diminuer vos craintes sur l'insuffisance des moyens militaires qu'on a à mettre en action. || L'armée qui doit appuyer et combattre avec les Polonais est tout organisée et se trouve composée de huit divisions d'infanterie faisant chacune 10.000 hommes, entièrement complètes: ce sont les divisions n<sup>os</sup> 2, 3, 4, 5, 14, 17, 23 et une division de grenadiers; quatre divisions de cavalerie, formant chacune 4.000 chevaux: ce sont les divisions n<sup>os</sup> 1, 2, 3 et 2<sup>e</sup> de cuirassiers; ce qui fait un total de 96.000 hommes; de plus, quinze régiments de cosaques, qui forment 7.500 chevaux; en tout, 106.500. || Tout ce qui est non combattant en est décompté. Cette armée sera soutenue par une autre, composée de onze divisions d'infanterie, n<sup>os</sup> 1, 7, 9, 11, 12, 15, 18, 24, 26, une division de grenadiers et la division des gardes, et de quatre divisions de cavalerie, nommément n<sup>os</sup> 4, 5, 1<sup>ère</sup> des cuirassiers et celle de la cavalerie de la garde. || En sus, dix-sept régiments de cosaques. Total, 134.000 hommes. || Enfin, une troisième armée, composée des bataillons et escadrons de réserve, est forte de 44.000 combattants, renforcée de 80.000 recrues, tous habillés et exercés depuis plusieurs mois aux dépôts. || L'armée de Moldavie, en cas de nécessité, pourra détacher aussi quelques divisions, sans pour cela être empêchée de se tenir sur la défensive, et les armées de Finlande et de Géorgie, de même que le corps de la Crimée, restent entièrement intacts. Deux difficultés se présentent les premières: 1<sup>o</sup>. La réunion de la Galicie en offre une, par rapport à l'Autriche. Il y a toute nécessité à la ménager et à éviter de la heurter en rien. Pour cet effet, je suis décidé à lui offrir la Valachie et la Moldavie jusqu'au Séreth, comme échange de la Galicie<sup>1)</sup>. Mais il serait indispensable de reculer la réunion de la Galicie jusqu'au consentement de l'Autriche, pour lui prouver qu'on n'a aucune vue qui lui soit défavorable. || Par conséquent, le royaume de Pologne serait formé, dans le commencement, du duché de Varsovie et des provinces russes. || 2<sup>o</sup>. La compensation à accorder au roi de Saxe offre une seconde difficulté, dont j'ai plus d'embarras à me tirer. Au reste, je ne me crois tenu à le faire que s'il se range à mon parti ..... Il est hors de doute que Napoléon tâche de provoquer la Russie à une

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>223</sup>, p. 974.

rupture avec lui, espérant que je ferai la faute d'être l'agresseur. Cela en serait une dans les circonstances actuelles, et je suis décidé à ne pas la commettre. — Mais tout change de face, si les Polonais veulent se réunir avec moi. Renforcé par les 50.000 hommes que je leur devrais, par les 50.000 Prussiens, qui alors peuvent, sans risquer, s'y joindre de même, et par la révolution morale qui en sera le résultat immanquable en Europe, je puis me porter jusqu'à l'Oder sans coup férir.... || Tel est le tableau, tel qu'il se présente à mes yeux; en voici le résumé: || 1°. Tant que je ne puis être sûr de la coopération des Polonais, je suis décidé à ne pas commencer la guerre avec la France. || 2°. Si cette coopération des Polonais avec la Russie doit avoir lieu, il faut que j'en reçoive des assurances et des preuves indubitables; ce n'est qu'alors que je puis agir de la manière précitée....

No. 87<sup>253</sup>.  
1811  
12 Febr.

No. 87<sup>254</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Champagny, ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, din 17 Februarie 1811. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 17.365, XXI, p. 477).

Monsieur le duc de Cadore, je désire que vous envoyiez un courrier à Constantinople. Mandez à M. Latour-Maubourg de se rapprocher le plus possible de la Porte, de faire en sorte, sans se compromettre, que le nouveau Sultan m'écrive et m'envoie un ministre; de mon côté, je lui répondrai, je renouerais mes relations et j'enverrai un ministre. Ce courrier, en passant par Vienne, remettra à M. Otto une lettre, que vous lui écrirez pour le rassurer entièrement. Vous instruirez M. Otto de la démarche que le prince de Schwarzenberg a faite auprès de vous pour la Porte<sup>1)</sup> et vous lui demanderez de sonder davantage le terrain, pour savoir ce que cela veut dire.

No. 87<sup>254</sup>.  
1811  
17 Febr.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>247</sup>, p. 956.

No. 87<sup>255</sup>.—Extract din raportul ambadorului rus, Principele Kurakin, către Impăratul Alexandru I, din 6 (18) Februarie 1811. Paris.

(Собрание, XXI, p. 329).

No. 87<sup>255</sup>.  
1811  
18 Febr. .... En jetant un coup d'œil sur la carte de l'Europe, nous voyons que, depuis les Pyrénées jusqu'à l'Oder, depuis le Sund jusqu'au détroit de Messine, tout est France et ne peut, dans l'état actuel des choses, que suivre les impulsions de la volonté de l'empereur Napoléon. Là, il n'y a à compter sur d'autre assistance que sur celle que présenterait l'exaspération des peuples contre leurs oppresseurs; mais on voit combien de tels alliés sont précaires et quelle est la différence entre le caractère espagnol et celui du Hollandais, de l'Allemand et même de l'Italien. Derrière ces petits états, qui dès à présent sont à considérer comme réunis à l'empire français, s'offrent les débris des deux monarchies, naguère puissantes, maintenant affaiblies, traînant à peine une existence languissante et exposées à être renversées au premier soupçon que la France aurait de leurs liaisons avec nous. Jusqu'ici, leurs intentions sont douteuses, leur intérêt bien entendu les porte vers la Russie, car, celle-ci perdue, rien ne pourra plus les sauver! La force des circonstances, les faux calculs de la pusillanimité, si inhérente aux deux cabinets de Vienne et de Berlin, les entraînent sous le joug de la France. Je ne serais pas surpris que l'Autriche et la Prusse n'eussent pas encore pris elles-mêmes de résolutions éventuelles, tant elles cherchent à se faire illusion et à se dissimuler l'approche d'une crise, dont elles deviendront infailliblement, l'une d'abord et l'autre plus tard, les victimes. C'est de cette incertitude qu'il nous importe de les faire sortir; il est indispensable que nous sachions à quoi nous en tenir à leur égard. La position de la Prusse est des plus difficiles; cernée de toutes parts, ses places fortes entre les mains de la France, ses finances épuisées, ses armées réduites et menacées d'être anéanties avant qu'elles puissent se rassembler, il est à craindre qu'il ne lui reste même plus le temps, ni la possibilité d'embrasser un parti conforme à ses vrais intérêts! Le torrent peut l'entraîner avant qu'elle se soit décidée. Il est donc de la plus grande urgence de s'entendre sans délai avec elle, en prévenant le moment où elle sera appelée à opter entre la Russie et la France, afin qu'elle sache ce qu'elle peut espérer de nous dans le cas où elle aurait à essuyer le ressentiment de l'empereur Napoléon, et que nous sachions à notre tour

sur quoi nous pouvons compter de sa part. Cette question ne se réduit à la vérité qu'à soixante mille hommes, mais encore vaudra-t-il mieux les avoir pour nous que contre nous. || Il y a d'autres considérations d'une plus grande importance à l'égard de l'Autriche. L'armée autrichienne est au moins de deux cent mille hommes; cette puissance peut donc encore mettre un grand poids dans la balance. Le parti qu'elle prendra doit être décisif pour elle, comme pour nous. Votre Majesté Impériale connaît parfaitement ma façon de voir à l'égard de cette cour, ainsi que les vains efforts que j'ai faits pendant mon ambassade à Vienne pour consolider entre elle et nous cet accord, qui est si conforme et si nécessaire à nos intérêts mutuels. La circonstance où l'on se trouvait à cette époque et surtout les conférences d'Erfurt, devenues un grand objet d'inquiétude pour l'empereur d'Autriche, l'ont rendu impossible, malgré tous mes efforts pour y réussir. Il le serait encore davantage dans ce moment-ci. J'ose donc proposer à Votre Majesté Impériale de prescrire de nouvelles tentatives près de la cour de Vienne, qui auraient pour but de nous assurer, sinon de sa coopération, du moins de sa neutralité. Le mariage de l'archiduchesse Louise ne lui a valu de la part de la France aucun avantage réel: il a peut-être retardé sa perte, mais il n'est pas à supposer qu'il la sauve entièrement. L'empereur Napoléon n'a de ménagements pour rien; il ne se laisse arrêter dans l'exécution de ses plans par aucune considération; le sort de ses frères Louis et Lucien prouve que même celle des liens les plus proches du sang est nulle à ses yeux. La cour de Vienne se tromperait cruellement, si elle se croyait sauvée par ce mariage. C'est le seul, le plus puissant argument à faire valoir maintenant auprès d'elle. Il est un argument qui, en s'y joignant, ne manquerait peut-être pas de contribuer beaucoup à rétablir avec elle nos anciennes relations sur le pied où, pour l'utilité de l'équilibre général, elles subsistèrent sans interruption presque pendant tout le dernier siècle: c'est la paix avec la Turquie, conclue le plus promptement possible et à des conditions qui n'auraient pas à donner de l'ombrage à l'Autriche. Mais est-ce l'unique rapport, sous lequel la fin de cette guerre doit être désirée vivement par nous? C'est bien plus encore à cause de l'influence que cette paix aurait sur notre position politique en général, qui, tant que durera cette guerre avec les Turcs, ne présentera jamais les avantages et les moyens qui nous sont si nécessaires pour résister à un ennemi tel que Napoléon. L'organisation d'un système formidable de défense devant être notre seul objet, puisque notre existence fu-

No. 87<sup>ss</sup>  
1811  
18 Febr.

No. 87<sup>254</sup>.  
1811  
18 Febr. ture en dépend, mon opinion serait de lui sacrifier pour le moment des vues d'agrandissement, qui nous en détournent et que nous pourrions toujours réaliser, lorsque la situation de l'Europe nous sera plus propice et nous permettra de le faire sans nous exposer aux conséquences funestes, auxquelles une trop longue persévérance pourrait nous entraîner, à notre détriment, à l'époque actuelle. Les deux principautés et la Serbie érigées en états indépendants, sous la triple garantie de la Russie, de l'Autriche et de la Porte, qui se bornerait à en tirer une redevance annuelle fixée, me semble être un arrangement qui pourrait se concilier avec nos déclarations antérieures à l'égard de ces provinces et serait sûrement de nature à ne pas être rejeté par le gouvernement ottoman. La paix qui en résulterait et une alliance défensive avec l'Autriche et la Prusse ne seraient-elles pas, vu les projets que l'empereur Napoléon médite contre nous, bien plus utiles que l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie? [ Ce sont là les trois grands résultats, qu'il nous importe tant, selon moi, d'obtenir à présent, à quelque prix que ce soit. En désirant, Sire, d'y fixer la sollicitude de Votre Majesté Impériale, je remplis les obligations sacrées que m'imposent sa confiance et sa bonté. Vous ne verrez sans doute, Sire, ainsi que je l'espère, dans les représentations que j'ose déposer à vos pieds, que l'effet du zèle sans bornes qui m'anime également pour votre service et pour votre auguste personne.

No. 87<sup>256</sup>. — Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către de Champagny, ministrul Relațiilor externe al Franței, din 25 Februarie 1811. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 17.388, XXI, p. 490).

No. 87<sup>256</sup>.  
1811  
25 Febr. Monsieur le duc de Cadore, je désire que vous expédiez un courrier demain à Vienne. Vous ferez demander à l'impératrice ses lettres. Le principal but de l'envoi de ce courrier sera de donner à Vienne des nouvelles de l'impératrice; vous en écrirez en conséquence au comte Otto.... [ Vous lui ferez connaître que je désire qu'il sonde M. de Metternich sur les circonstances possibles de la campagne prochaine entre la Russie et la Turquie, pour savoir ce que l'Autriche veut et peut faire. La France avait stipulé par le

traité de Tilsit la restitution de la Moldavie et de la Valachie à la No. 87<sup>258</sup>,  
 Porte. Depuis, à Erfurt, l'empereur de Russie obtint que la France 1811  
 se désisterait de cette clause et ne se mêlerait point de cette question; 25 Febr.  
 la France fit cela en haine de l'Autriche, qui faisait alors des préparatifs d'armement, rien ne pouvant être plus contraire aux intérêts de la monarchie autrichienne que l'occupation de ces provinces par la Russie. Aujourd'hui, la France voit avec peine un si grand accroissement de territoire pour l'empire russe, d'autant plus que les principes du dernier ukase<sup>1)</sup> exclurent de la Moldavie et de la Valachie les soieries et les denrées françaises. Mais est-il à espérer que la Porte puisse défendre encore l'année prochaine ces deux provinces contre la Russie? N'est-il pas à craindre, qu'outre ces provinces, on ne perde encore la Servie, ou que, la Russie y établissant un hospodar, ce pays ne revienne sous l'influence russe? La France ne peut manifester aucune opinion contraire à la possession de la Valachie et de la Moldavie par les Russes, sans indisposer alors même la Russie et la pousser à faire sa paix avec l'Angleterre, paix dont le résultat serait inévitablement la guerre entre les deux puissances. D'ailleurs, la Russie paraît trop avancée pour renoncer de sang-froid aujourd'hui à ces deux provinces. Enfin, la Moldavie et la Valachie n'étant pour la France que d'un intérêt du second ordre, tandis qu'elles sont pour l'Autriche d'un intérêt de premier rang, il serait important de connaître jusqu'où l'Autriche serait disposée à aller et ce qu'elle serait en état de faire pour empêcher leur réunion. || Tout cela doit être dit en forme de conversation, vaguement, mais autant qu'il le faut pour reconnaître le terrain et se former une idée. L'union des deux pays, l'heureuse circonstance de l'accouchement de l'impératrice, qui resserre encore les liens, c'est de là qu'il faut partir, pour tâcher de découvrir les intentions positives du ministère. Le déplaisir que lui fait l'occupation de la Moldavie et de la Valachie va-t-il jusqu'à lui faire ne pas redouter la guerre avec la Russie? Enfin, quel est son système sur ces affaires? Quelles espérances conçoit-il de la résistance de Turcs? Mandez au comte Otto de tâcher d'avoir les noms et la force des régiments russes qui se trouvent dans ces deux provinces.

<sup>1)</sup> Restrîngend în mod aproape prohibitiv mărfurilor străine în Rusia.

No. 87<sup>257</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I, din 28 Februarie 1811. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 17.395, XXI, p. 497).

No. 87<sup>257</sup>.  
1811  
28 Febr.      Monsieur mon frère, la mauvaise santé du duc de Vicence m'oblige à lui envoyer des lettres de récréance. J'ai cherché près de moi la personne que j'ai supposé pouvoir être la plus agréable à Votre Majesté Impériale et la plus propre à maintenir la paix et l'alliance entre nous. J'ai fait choix du général comte de Lauriston. Je suis fort empressé d'apprendre si j'ai rencontré juste. Je charge le comte de Czernitchef de parler à Votre Majesté de mes sentiments pour Elle. Ces sentiments ne changeront pas, quoique je ne puisse me dissimuler que Votre Majesté n'a plus d'amitié pour moi. Elle me fait faire des protestations et toutes espèces de difficultés pour l'Oldenburg, lorsque je ne me refuse pas à donner une indemnité équivalente et que la situation de ce pays, qui a toujours été le centre de la contrebande avec l'Angleterre, me fait un devoir indispensable, pour l'intérêt de mon empire et pour le succès de la lutte où je suis engagé, de la réunion d'Oldenburg à mes états. Le dernier ukase de Votre Majesté, dans le fond, mais surtout dans la forme, est spécialement dirigé contre la France. Dans d'autres temps, avant de prendre une telle mesure contre mon commerce, Votre Majesté me l'eût fait connaître et j'aurais pu, peut-être, lui suggérer des moyens qui, en remplissant son principal but, auraient cependant empêché que cela ne parût aux yeux de la France un changement de système. Toute l'Europe l'a envisagé ainsi, et déjà notre alliance n'existe plus dans l'opinion d'Angleterre et d'Europe; fût-elle aussi entière dans le cœur de Votre Majesté qu'elle l'est dans le mien, cette opinion générale n'en serait pas moins un grand mal. Que Votre Majesté me permette de le lui dire avec franchise: Elle a oublié le bien qu'Elle a retiré de l'alliance; et, cependant, qu'Elle voie ce qui s'est passé depuis Tilsit. Par le traité de Tilsit, Elle devait restituer à la Turquie la Moldavie et la Valachie; cependant, au lieu de restituer ces provinces, Votre Majesté les a réunies à son empire. La Valachie et la Moldavie sont le tiers de la Turquie d'Europe; c'est une acquisition immense, qui, en appuyant le vaste empire de Votre Majesté sur le Danube, ôte toute force à la Turquie et, on peut même le dire, anéantit cet empire, mon plus ancien allié. Cependant, au lieu de tenir à l'exécution du traité de Tilsit, de la

manière la plus désintéressée et par pure amitié pour Votre Majesté No. 87<sup>227</sup>.  
 j'ai reconnu la réunion de ces belles et riches contrées; mais, sans 1811  
 ma confiance dans la continuation de son amitié, plusieurs cam- 28 Febr.  
 pagnes très-malheureuses n'eussent pu amener la France à voir dé-  
 pouiller ainsi son ancien allié. En Suède, dans le temps que je res-  
 tituais les conquêtes que j'avais faites sur cette puissance, je con-  
 sentais à ce que Votre Majesté gardât la Finlande, qui est le tiers  
 de la Suède et qui est une province si importante pour Votre  
 Majesté, qu'on peut dire que, depuis cette réunion, il n'y a plus  
 de Suède, puisque Stockholm est maintenant aux avant-postes  
 du royaume. Cependant, la Suède, malgré la fausse politique de  
 son roi, était aussi un des anciens amis de la France. Des hommes  
 insinuants et suscités par l'Angleterre fatiguent les oreilles de Votre  
 Majesté de propos calomnieux. Je veux, disent-ils, rétablir la Pologne.  
 J'étais maître de le faire à Tilsit : douze jours après la bataille de  
 Friedland, je pouvais être à Vilna. Si j'eusse voulu rétablir la Po-  
 logne, j'eusse désintéressé l'Autriche à Vienne : elle demandait à  
 conserver ses anciennes provinces et ses communications avec la mer,  
 faisant porter ses sacrifices sur ses possessions de Pologne. Je le pou-  
 vais en 1810, au moment où toutes les troupes russes étaient enga-  
 gées contre la Porte. Je le pourrais dans ce moment encore, sans  
 attendre que Votre Majesté terminât avec la Porte un arrangement  
 qui sera conclu probablement dans le cours de cet été. Puisque je  
 ne l'ai fait dans aucune de ces circonstances, c'est donc que le ré-  
 tablissement de la Pologne n'est pas dans mes intentions. Mais si je  
 ne veux rien changer à l'état de la Pologne, j'ai le droit aussi d'exiger  
 que personne ne se mêle de ce que je fais en-deçà de l'Elbe. Toutefois,  
 il est vrai que nos ennemis ont réussi. Les fortifications que Votre  
 Majesté fait élever sur vingt points de la Dwina, les protestations  
 dont a parlé le prince Kourakine pour l'Oldenburg et l'ukase le  
 prouvent assez. Moi, je suis le même pour Elle, mais je suis frappé  
 de l'évidence de ces faits et de la pensée que Votre Majesté est toute  
 disposée, aussitôt que les circonstances le voudront, à s'arranger  
 avec l'Angleterre; ce qui est la même chose que d'allumer la guerre  
 entre les deux empires. Votre Majesté abandonnant une fois l'alliance  
 et brûlant les conventions de Tilsit, il est évident que la guerre s'en-  
 suivrait quelques mois plus tôt ou quelques mois plus tard. Cet état  
 de méfiance et d'incertitude a des inconvénients pour l'empire de  
 Votre Majesté et pour le mien. Le résultat doit être, de part et  
 d'autre, de tendre les ressorts de nos empires, pour nous r en

No. 87<sup>257</sup>. mesure. Tout cela est, sans doute, bien fâcheux. Si Votre Majesté n'a  
 1811 pas le projet de se remettre avec l'Angleterre, Elle sentira la néces-  
 28 Febr. sité pour Elle et pour moi de dissiper tous ces nuages. Elle n'a pas  
 de sécurité, puisqu'Elle a dit au duc de Vicence «qu'Elle ferait la  
 guerre sur ses frontières», et la sécurité est le premier bien des deux  
 grands états. Je prie Votre Majesté de lire cette lettre dans un bon  
 esprit, de n'y voir rien qui ne soit conciliant et propre à faire dispa-  
 raître de part et d'autre toute espèce de méfiance et à rétablir les  
 deux nations, sous tous les points de vue, dans l'intimité d'une alliance,  
 qui depuis près de quatre ans est si heureuse.

---

No. 87<sup>258</sup>.— Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
 Impăratul Napoleon I, din 25 Martie 1811. Pe-  
 tersburg.

(Serge Tatistcheff, loc cit., p. 547)

No. 87<sup>259</sup>. Monsieur mon frère, je m'empresse de répondre à la lettre de  
 1811 Votre Majesté du 28 février <sup>1)</sup>. Je regrette beaucoup que la santé du  
 25 Martie. duc de Vicence l'empêche de continuer sa mission auprès de moi.  
 J'ai été extrêmement satisfait de lui, parce que, à toute occasion, j'ai  
 reconnu en lui le plus grand dévouement pour Votre Majesté et un  
 soin constant à resserrer les liens qui nous unissent. Je remercie  
 Votre Majesté du choix qu'Elle a fait du général Lauriston. Celui  
 qui a sa confiance est sûr de m'être agréable. Tchernycheff s'est  
 acquitté de ses ordres. Je vois avec regret que je suis méconnu par  
 Elle. Ni mes sentiments, ni ma politique n'ont pas changé, et je ne  
 désire que le maintien et la consolidation de notre alliance. Ne  
 m'est-il pas plutôt permis de supposer que c'est plutôt Votre Majesté  
 qui a changé à mon égard? Je crois devoir lui parler avec la même  
 franchise qu'Elle l'a fait dans sa lettre. Votre Majesté m'accuse d'avoir  
 protesté contre l'affaire d'Oldenbourg. Mais pouvais-je ne pas le faire?  
 Un petit coin de terre que possédait l'unique individu qui appartient  
 à ma famille, qui a passé par toutes les formalités qu'on a exigées  
 de lui, membre de la Confédération et, par là, sous la protection de  
 Votre Majesté, dont les possessions se trouvent garanties par un ar-  
 ticle du traité de Tilsit, s'en trouve dépossédé sans que Votre Ma-  
 jesté m'en ait dit un mot préalablement! De quelle importance ce

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>257</sup>, p. 982.

coin de terre pouvait-il être pour la France? Et ce procédé prou-  
 vait-il à l'Europe l'amitié de Votre Majesté pour moi? Aussi, tou-  
 tes les lettres écrites de partout à cette époque prouvent qu'on  
 l'a envisagé comme un désir que Votre Majesté a eu de me bles-  
 ser. Quant à ma protestation, la manière dont elle est rédigée sert  
 de preuve irrécusable que je mets l'alliance de la France au-  
 dessus de toute autre considération, et j'y énonce clairement qu'on  
 se tromperait beaucoup si on en déduisait que mon union avec Vo-  
 tre Majesté se trouve relâchée. Votre Majesté suppose que mon oukaze  
 sur le tarif est dirigé contre la France. Je dois combattre cette opi-  
 nion, comme gratuite et peu juste. Ce tarif a été impérieusement  
 commandé par la gêne extrême du commerce maritime, par l'im-  
 portation énorme par terre de marchandises étrangères de prix, par  
 les droits excessifs mis dans les états de Votre Majesté sur des pro-  
 duits russes et par la baisse effrayante de notre change. Il a deux  
 buts en vue: le premier c'est, en prohibant avec la plus grande  
 sévérité le commerce anglais, d'accorder quelques facilités au com-  
 merce américain, comme le seul par mer dont la Russie puisse  
 se servir pour exporter ses produits, trop volumineux pour pouvoir  
 l'être par terre; le second, de restreindre, autant que faire se peut,  
 l'importation par terre, comme la plus désavantageuse pour notre  
 balance de commerce, introduisant une quantité d'objets de luxe  
 très-riches et pour lesquels nous déboursions notre numéraire,  
 tandis que notre propre exportation se trouve si extrêmement gênée.  
 Telles sont les raisons toutes simples de l'oukaze du tarif. Il n'est  
 pas plus dirigé contre la France que contre tout autre pays de l'Eu-  
 rope et se trouve entièrement dans le système continental, par la  
 prohibition et la destruction des objets de commerce ennemi. Votre  
 Majesté trouve à redire de ce que préalablement je ne l'ai pas con-  
 sultée sur cette mesure. N'étant que purement administrative, je pense  
 que chaque gouvernement est le maître d'en prendre chez lui d'a-  
 près ses propres convenances, surtout quand elles ne se trouvent pas  
 en opposition des traités existants. Mais que Votre Majesté me per-  
 mette une observation. Est-il juste de sa part de m'en faire la re-  
 marque, quand Elle-même a tenu la même conduite et m'a tout aussi  
 peu averti sur les mesures qu'Elle a jugé devoir prendre sur le com-  
 merce, non-seulement dans son empire, mais dans toute l'Europe?  
 Cependant, ces mesures ont eu une réaction bien plus forte sur le  
 commerce de la Russie, que celles du tarif russe n'en auront sur  
 celui de la France, et ces nombreuses faillites, qui en ont été la

No. 87<sup>ans</sup>.  
 1811  
 25 Martie.

No. 87<sup>259</sup>. suite, en servent de preuve. Je crois pouvoir dire à juste titre que  
 1811 la Russie a observé plus scrupuleusement le traité de Tilsit que la  
 25 Martie. France et ce qu'Elle cite sur la Moldavie et la Valachie ne peut ja-  
 mais être imputé à la Russie comme infraction des clauses de ce  
 traité, car il statue que les principautés resteront non occupées par  
 les troupes des puissances belligérantes pendant l'armistice. Aussi  
 mon armée avait fait quatre marches rétrogrades et ce n'est que  
 quand les Turcs ont fait une invasion, brûlé Galatz et poussé jus-  
 qu'à Fokschany, que j'ai fait rebrousser chemin à mon armée. Depuis.  
 la convention d'Erfurt m'assure la possession de la Moldavie et de  
 la Valachie; par conséquent, je me trouve entièrement en règle.  
 Quant à la conquête de la Finlande, elle n'était pas dans ma poli-  
 tique, et Votre Majesté doit se rappeler que je n'ai entrepris la guerre  
 contre la Suède qu'à la suite du système continental. Le succès de  
 mes armes m'a valu la possession de la Finlande, comme des revers  
 auraient pu me priver de mes provinces. Ainsi, je crois être encore en  
 règle sur ce second point. Mais si Votre Majesté cite les avantages  
 que la Russie a retirés de son alliance avec la France, ne puis-je  
 pas citer à mon tour tous ceux retirés par la France et les immenses  
 réunions qu'elle a faites d'une partie de l'Italie, du nord de l'Alle-  
 magne, de la Hollande, etc? Je crois avoir prouvé plus d'une fois  
 à Votre Majesté que j'étais peu sensible aux insinuations fomentées  
 par ceux qui ont intérêt à nous brouiller, et le meilleur témoignage  
 que je puis en donner, c'est de les avoir communiquées chaque fois  
 à Votre Majesté, en m'en rapportant toujours à son amitié. Cepen-  
 dant, quand des faits sont venus à l'appui des bruits qui circulaient,  
 le moins que je pouvais faire était de prendre des mesures de pru-  
 dence. Les armements du duché de Varsovie se sont suivis sans re-  
 lâche. On a augmenté le militaire de ce duché hors de proportion  
 même avec sa population. On n'a pas cessé de travailler à de nou-  
 velles fortifications. Celles, par contre, que je fais élever, sont sur la  
 Dvina et le Dniéper. Votre Majesté est trop militaire pour ne pas re-  
 connaître que, quand on établit des fortifications à une distance de la  
 frontière égale à celle qu'il y a entre Paris et Strasbourg, ce ne sont  
 certainement pas des mesures agressives, mais purement défensives.  
 Mes armements se sont bornés à donner une meilleure organisation  
 à des régiments déjà existants. C'est ce que Votre Majesté n'a pas  
 cessé de faire chez Elle. Au reste, tout ce qui se passe dans le duché  
 de Varsovie, comme l'augmentation toujours croissante des forces de  
 Votre Majesté dans le nord de l'Allemagne, m'en a certainement fourni

l'obligation. Tel est l'état exact des choses. Par conséquent, mes for- No. 87<sup>ans</sup>.  
 tifications servent plutôt de preuve combien peu je me dispose à 1811  
 être agressif. Mon tarif, établi que pour une année, n'a eu d'autre 25 Martie.  
 but que de diminuer la défaveur de mon change et de me fournir  
 les moyens de persévérer dans le système que j'ai embrassé et suivi  
 avec tant de persévérance, et ma protestation, commandée par ce  
 que je dois à l'honneur de mon pays et celui de ma famille, motivée  
 par une violation du traité de Tilsit, porte cependant la preuve la  
 plus manifeste de mon désir de conserver l'alliance de Votre Ma-  
 jesté. Ainsi, loin d'être frappée de la pensée que je n'attends que le  
 moment de changer de système, Votre Majesté, si Elle veut être  
 juste, reconnaîtra qu'on ne peut pas être plus scrupuleux que je l'ai  
 été dans le maintien du système que j'ai embrassé. Au reste, ne  
 convoitant rien à mes voisins, aimant la France, quel intérêt au-  
 rais-je à vouloir la guerre? La Russie n'a pas besoin de conquêtes  
 et peut-être ne possède que trop de terrain. Le génie si supérieur  
 que je reconnais à Votre Majesté pour la guerre ne me laisse au-  
 cune illusion sur la difficulté de la lutte qui pourrait s'élever entre  
 nous. D'ailleurs, mon amour-propre est attaché au système d'union  
 avec la France. L'ayant établi comme un principe de politique pour  
 la Russie, ayant dû combattre assez longtemps les anciennes opi-  
 nions qui y étaient contraires, il n'est pas raisonnable de me sup-  
 poser l'envie de détruire mon ouvrage et de faire la guerre à Votre  
 Majesté, et si Elle la désire aussi peu que moi, très-certainement elle  
 ne se fera pas. Pour lui en donner encore une preuve, j'offre à Votre  
 Majesté de m'en remettre à Elle-même sur la réparation dans l'affaire  
 d'Oldenbourg; qu'Elle se mette à ma place et que Votre Majesté  
 fixe Elle-même ce qu'Elle aurait désiré en pareil cas. Votre Majesté  
 a tous les moyens d'arranger les choses de manière à unir encore  
 plus étroitement les deux empires et à rendre la rupture impossible  
 pour toujours. De mon côté, je suis prêt à la seconder dans une in-  
 tention pareille. Je répète que, si la guerre a lieu, c'est que Votre  
 Majesté l'aura voulue et, ayant tout fait pour l'éviter, je saurai alors  
 combattre et vendre chèrement mon existence. Veut-Elle, au lieu de  
 cela, reconnaître en moi un ami et un allié? Elle me retrouvera avec  
 les mêmes sentiments d'attachement et d'amitié qu'Elle m'a toujours  
 connus. Je prie Votre Majesté de lire pareillement cette lettre dans  
 un bon esprit et de n'y voir qu'un désir très-prononcé à concilier  
 les choses.

No. 87<sup>259</sup>. — Scrisoarea împăratului Napoleon I către de  
Champagny, ministrul Relațiilor exterioare  
al Franței, din 25 Martie 1811. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 17.518, XXI, p. 601).

No. 87<sup>259</sup>.      Monsieur le duc de Cadore, je vous renvoie la lettre que vous  
1811      pouvez écrire à M. le comte Otto. Je l'ai abrégée et adoucie.  
25 Martie.

*Aneră.* — Scrisoarea d-lui de Champagny către Co-  
mitetele Otto, ambasador francez la Viena,  
din 26 Martie 1811. Paris.

Monsieur l'ambassadeur, j'attends à chaque instant la réponse que vous aurez à faire à la lettre par laquelle je vous engageais à sonder les dispositions de l'Autriche relativement à la possession par les Russes de la Valachie et de la Moldavie. La réunion de ces provinces à l'empire russe est sans doute un malheur pour l'Autriche; elle a aussi beaucoup d'inconvénients pour la France. Le traité de Tilsit avait stipulé l'évacuation de ces provinces. L'animosité qui séparait alors la France et l'Autriche a obligé de renoncer à l'exécution de cette clause. Le dernier ukase de la Russie sur le commerce, si défavorable à la France, et le refroidissement, que nous ne pouvons dissimuler exister entre les deux puissances, nous ramènent à sentir davantage les maux résultant de l'incorporation à la Russie de ces deux provinces turques. Mais mon intention n'est point de traiter maintenant cette question; j'y reviendrai lorsque j'aurais reçu votre réponse. Je vous écris aujourd'hui pour une autre question, indépendante de la première, quoique ayant un objet semblable. Je ne me permets pas de préjuger ce qu'on a pu répondre à l'ouverture que vous étiez chargé de faire, relative à la Valachie et à la Moldavie, ni par conséquent quelle suite il convient de donner à cette première démarche. L'empereur veut que vous en fassiez une seconde, relative à l'occupation de Belgrade par les troupes russes. Si Sa Majesté voit avec déplaisir les Russes dans la Valachie et la Moldavie, elle serait bien plus alarmée de les voir occuper Belgrade et tout disposer pour établir un hospodar ou prince grec en Serbie. Sa Majesté envisage toutes les conséquences fâcheuses d'un tel établissement. La tranquillité de la Dalmatie et des provinces illyriennes en serait moins assurée; l'influence du nouveau gouvernement servien s'étendrait sur tout le

littoral de l'Adriatique et sur la Méditerranée; une souveraineté No. 87<sup>559</sup>. grecque établie en Servie exalterait les prétentions et les espérances 1811 de vingt millions de Grecs, depuis l'Albanie jusqu'à Constantinople, 25 Martie. qui, à cause de leur religion, ne peuvent se rallier qu'à la Russie : l'empire turc serait blessé au cœur. || L'empereur veut donc, Monsieur, que vous déclariez à la cour de Vienne son intention de ne point souffrir que les Russes conservent, à la paix, de l'influence en Servie, ni qu'ils y établissent un gouvernement de leur choix. Vous pourrez même, si vous trouvez la ministère autrichien dans des dispositions favorables, concerter avec lui les mesures propres à procurer à la Porte, lors de la paix, la restitution de la Servie, ou du moins à empêcher qu'il ne s'y établisse un ordre de choses favorable à l'influence russe, ou qui laisse exister dans cette province un gouvernement grec. || L'empereur Alexandre a pris avec l'empereur Napoléon l'engagement de ne rien garder en Servie. L'occupation de Belgrade peut être envisagée comme une violation de cette promesse; la France pourrait donc s'en plaindre, et la cour d'Autriche, quelque démarche qu'elle veuille faire à l'occasion de la Servie, peut être assurée qu'elle sera franchement, loyalement et entièrement appuyée par la France. Ainsi, la France sera disposée à prendre tel engagement que la cour de Vienne voudra lui faire contracter, soit pour opérer la restitution de la Servie à la Porte, soit pour empêcher l'établissement d'un gouvernement grec dans cette province; mais c'est à l'Autriche à agir à Constantinople. || Je vous rappelle, Monsieur, que cette démarche est entièrement distincte de celle que vous avez été chargé de faire relativement à la Valachie et à la Moldavie; qu'elle ne doit point empêcher le résultat de vos premières ouvertures, comme aussi elle est indépendante de la réponse qui vous aurait été faite. || Si vous étiez assuré que la cour de Vienne fît faire quelques démarches à Constantinople, vous pourriez en prévenir M. de Latour-Maubourg, lui dire que l'empereur a vu avec peine cette occupation de Belgrade et qu'il est disposé à s'opposer à l'établissement d'un gouvernement grec dans cette province. Mais vous ne devez faire cette communication qu'autant que vous auriez une occasion parfaitement sûre, puisque vous n'avez pas de chiffre pour correspondre avec Constantinople et qu'un courrier dépêché par vous donnerait lieu à des soupçons et à des conjectures, qu'il ne faut pas faire naître.

No. 87<sup>260</sup>. — Analisa instrucțiunilor trimise ambasadorului francez de la Constantinopole, de Latour-Maubourg, în Februarie — Aprilie 1811. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 323).

No. 87<sup>260</sup>. Le 15 février, des instructions pressantes sont adressées à Latour-Maubourg. 1811 réitérées en mars et en avril; on lui expédie des pouvoirs, un projet de traité. Febr-Apr. des articles secrets. Ce que l'empereur attend des Turcs contre la Russie, c'est plus qu'une guerre ordinaire: c'est une guerre nationale et religieuse, une levée et une irruption en masse, un appel à toutes les forces et à toutes les réserves de l'Orient; ce qu'il veut déterminer à sa droite, c'est l'ébranlement d'un monde. Il espère qu'à sa voix la puissance ottomane va ressusciter, revenir à l'âge héroïque où les Sultans conduisaient eux-mêmes leurs peuples au combat et jetaient périodiquement l'Asie sur une partie de l'Europe. Il faut que le Sultan Mahmoud s'oblige formellement à sortir de Constantinople et à prendre le commandement de ses troupes; il faut que l'étendard du Prophète soit déployé, que cent mille hommes au moins soient avant le 15 mai jetés sur Danube. Le gros de cette masse, après avoir franchi le fleuve et réoccupé les principautés, poussera droit devant soi en territoire ennemi, tandis qu'un corps de quarante mille hommes, composé surtout de cavalerie, se détachera vers le nord et viendra rejoindre notre armée au centre de la Russie. Et déjà l'imagination de l'empereur lui fait apercevoir, au cours de son expédition, un nuage de cavalerie s'élevant à sa droite et rasant la steppe, le scintillement des lances illuminant l'horizon, l'éclat des cimenterres, l'envolée des burnous, et l'avant-garde de l'Islam se ralliant à lui dans une charge impétueuse. Les spahis, les Arabes, les agiles cavaliers du désert, ajouteront avantageusement à l'universalité et à la bigarrure de ses armées: il les emploiera au service d'avant-postes, à la guerre d'escarmouches. «La cavalerie ottomane», écrit-on de sa part à Constantinople, «pourra utilement s'opposer aux Cosaques. Sa Majesté fait cas de sa valeur, et l'appel qu'il lui adresse est un signalé témoignage de sa confiance.» Au prix d'une coopération ardente et effrénée, Napoléon promet aux Turcs de leur faire restituer, avec les principautés, la Crimée, le littoral de la mer Noire, tout ce qu'ils ont perdu depuis un siècle. Pour les mieux animer, il écrit à leur Sultan, il leur annonce l'envoi d'un ambassadeur, le général Andrécossy, qui leur sera un second Sébastiani. Il reprend contact avec eux par tous les moyens possibles: dans un langage de feu, il leur montre l'occasion unique pour venger en une fois toutes les injures de leur race.

---

No. 87<sup>261</sup>.—Scrisoarea Împăratului Napoleon I către de  
Champagny, ministrul Relațiunilor exteri-  
oare al Franciei, din 5 Aprilie 1811. Paris.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 17.571, XXII, p. 39).

Monsieur le duc de Cadore, je vous renvoie le travail que vous No. 87<sup>261</sup>.  
avez fait préparer pour le comte Lauriston <sup>1)</sup>. Il ne faut pas appeler 1811  
cela instructions, mais exposé de ce qui s'est passé. Quant 5 Aprilie.  
aux instructions, vous lui donnerez les suivantes. || Dans les confé-  
rences avec M. de Romanzof et avec l'empereur, leur parler tou-  
jours clair, mais ne parler ainsi qu'à eux et que là. Dans ces con-  
férences, après avoir laissé parler longtemps, demander la permis-  
sion de répondre franchement, en se servant de la formule: Voilà  
comme on voit à Paris. || Je ne ferai pas la guerre pour la  
Pologne, quoique cependant je ne veuille pas souffrir qu'il soit  
fait aucun empiétement sur le grand-duché, ni qu'il lui soit fait  
aucun tort. || Je ne ferai pas la guerre pour le tarif des douanes,  
quoique le dernier ukase soit contraire au traité de Tilsit et que  
l'idée de brûler des marchandises d'une puissance amie ou alliée  
paraisse impliquer contradiction avec les idées d'amitié et d'alliance. ||  
Mais, quelque graves que soient ces griefs, je ne ferai la guerre que  
dans le cas où la Russie voudrait autre chose que la rive gauche  
du Danube, ou bien dans le cas où cette puissance, déchirant le traité  
de Tilsit, ferait sa paix avec l'Angleterre. || Cet ultimatum ne doit  
jamais être prononcé; mais si cela était important et que cela de-  
vint nécessaire, dans les conversations confidentielles avec M. de  
Romanzof et l'empereur, le comte Lauriston pourrait être autorisé  
à le leur laisser entrevoir. || Dans tous les cas, soit avec les aides  
de camp de l'empereur, soit avec les militaires, soit avec le prince  
Tolstoï, soit avec les ministres étrangers, quelque chose que le ca-  
binet russe fasse, l'ambassadeur doit toujours rester dans les termes  
d'une amitié parfaite, dans les idées d'alliance, et ne pas laisser sup-  
poser qu'il existe le moindre nuage, ni le moindre sujet de discus-  
sion. || L'empereur fait ainsi connaître ses intentions à son ambas-  
sadeur, pour que celui-ci sache quels sont les points auxquels on  
attache de l'importance et puisse diriger sa conduite en conséquence,  
sans cependant se compromettre en rien; car, ferait-on la paix avec  
l'Angleterre, marcherait-on sur Constantinople, l'ambassadeur doit seu-

<sup>1)</sup> Numit ambasador la Petersburg în locul d-lui de Caulaincourt.

No. 87<sup>261</sup>. lément prévenir et ne faire aucune démarche qu'il n'y soit spécial-  
 1811 ment autorisé. La continuation de la guerre entre la Russie et la  
 5 Aprilie. Turquie serait sans doute une chose avantageuse à la France, sans  
 cependant qu'on la désire. Si la Russie parvenait à faire sa paix  
 avec la Turquie et à garder la Moldavie et la Valachie, elle ne de-  
 vrait rien conserver sur la rive droite, ni aucune influence sur la  
 Servie, qui ne doit jamais être gouvernée par un prince grec. La  
 Russie voudrait faire pour la Servie ce qu'elle a fait pour la Mol-  
 davie et la Valachie, la mettre d'abord sur la protection d'un prince grec,  
 qui serait nommé par la Porte, pour insensiblement étendre son influ-  
 ence et arriver, par les Monténégrins et par la Morée, sur la Méditer-  
 ranée || A cela, l'empereur est décidé à s'opposer. Il sera nécessaire que  
 le comte Lauriston prenne des informations, pour connaître indirecte-  
 ment quels sont les projets de la Servie; mais ces insinuations ne seraient  
 nécessaires que dans le cas où il y aurait des ouvertures de paix avec la  
 Porte. Alors, il serait bon de laisser entrevoir l'intérêt que la France prend  
 à empêcher que la Russie n'étende son influence du côté de la Dal-  
 matie, et, s'il est question d'un prince grec en Servie, de ne pas dis-  
 simuler qu'il ne saurait convenir à la France de voir un prince grec  
 venir s'établir ainsi sur ses frontières. || Quant à la Moldavie et à la  
 Valachie, on peut dire que la Russie tiendra ses deux provinces de  
 la France. Actuellement, la politique de l'empereur est de ne pas s'en  
 mêler; mais il ne faut pas faire de déclaration, car, si les affaires  
 continuaient à se brouiller entre les deux puissances, il serait pro-  
 bable que la Russie finirait par ne pas conserver ces deux provin-  
 ces. || Quant à l'Angleterre, il faut, par insinuation et par tous les  
 moyens possibles, empêcher le commerce anglais; avoir à ce sujet  
 des correspondances suivies avec nos consuls et instruire de tout  
 ce qui est relatif à ce point. Il est probable que la moindre appa-  
 rence d'une paix avec l'Angleterre sera le signal de la guerre, à  
 moins que des circonstances imprévues ne fassent penser à l'empereur  
 qu'il soit préférable de gagner du temps. Mais il est important  
 que la Russie comprenne les conséquences de la démarche qu'elle  
 ferait || Quant à la Pologne, il faut présenter la question sous ce  
 point de vue: que l'empereur fait son possible pour ôter tout soupçon  
 de ce côté et empêcher que les ennemis des deux empires n'aient  
 aucun prétexte pour troubler l'harmonie; réitérer ces assurances et  
 employer toutes les formes pour prouver que la politique de la France  
 n'est pas là et a pour but unique l'Angleterre.

---

No. 87<sup>262</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către ministrul Relațiunilor exterioare al Franței, de Champagny, din 15 Aprilie 1811. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 148.)

..... Vous ferez connaître au duc de Vicence qu'il est mal in-  
struit des nouvelles de Russie; que de Moldavie et de Finlande les 1811  
troupes affluent sur la frontière de Pologne, et qu'il paraît qu'on lui 15 Aprilie.  
fait mystère de tous ces mouvements; que cependant il est nécessaire de savoir ce que l'on veut, parce que cet état de choses, qui nous oblige à armer, est fort coûteux; que dans ses dépêches il n'y a rien de positif; que, quant à moi, je ne me plains en rien de la Russie et je ne veux rien. Aussi je n'ai point armé comme elle; qu'il faudrait donc savoir ce qu'elle veut, pour faire tant d'armements; que je désire qu'avant de revenir il ait quelques explications là-dessus et puisse savoir quels moyens il y a de faire renaître la confiance.

No. 87<sup>263</sup>.—Extract din raportul Colonelului Cernișef, trimis rus, către Impăratul Alexandru I, din 9 (21) Aprilie 1811. Paris.

(Сборникъ, XXI, p. 49.)

..... Arrivé à Paris le matin du 23 décembre (4 janvier), je me No. 87<sup>263</sup>.  
rendis d'abord au château des Tuileries. L'empereur Napoléon se 1811  
trouvait pour lors au conseil d'état et y resta depuis une heure jusqu'à 21 Aprilie.  
cinq et demie; à son issue, S. M., étant retournée dans ses petits appartements, me demanda de suite et s'entretint avec moi plus d'une heure et demie. .... || ..... J'ai dit à l'empereur que j'ai été extrêmement heureux de ce que, après une absence de dix mois, j'avais retrouvé Votre Majesté Impériale entièrement dans les mêmes sentiments pour Sa Majesté et à l'égard de la France qu'auparavant; que son grand désir était de conserver et de resserrer de plus en plus l'alliance et l'amitié qui existaient entre les deux empires et qu'Elle m'avait spécialement recommandé de donner à Sa Majesté l'assurance sur ce qu'Elle était fermement résolue de persévérer dans le système continental; que les nombreuses confiscations qui ont eu lieu en font preuve et qu'elles ont été bien plus conséquentes qu'on ne l'avait imaginé. L'empereur me répondit alors d'un ton très-modéré et sans montrer le moindre signe de colère, que les dépêches qu'il venait de recevoir de St. Pétersbourg, ainsi que les communications faites

No. 87<sup>283</sup>. par Mr. l'ambassadeur à son ministre des relations extérieures, lui  
 1811 avaient appris que ses propositions y avaient été considérées sous  
 21 Aprilie. un tout autre point de vue et que, de son côté, il s'était cru obligé  
 de faire connaître à Votre Majesté la seule manière de réduire les  
 Anglais, mais que, puisqu'Elle la jugeait contraire aux intérêts de son  
 pays, ce qui au fond pouvait être vrai, il n'y attachait plus une  
 aussi grande importance; que son désir sincère était de conserver  
 la paix avec nous et qu'il répondait de sa durée, si nous ne venions  
 pas le chercher; qu'en effet, lui n'avait aucun intérêt à nous faire  
 la guerre et que certainement il serait plutôt probable que nous eus-  
 sions envie de revenir à Paris que lui à Pétersbourg; il ajouta ensuite  
 que, quant à nos finances, il était sûr qu'une paix avec les Turcs les  
 améliorerait bien plus qu'une paix avec l'Angleterre; là-dessus, je  
 dis à Sa Majesté que les deux seuls points désignés par Elle lors  
 de mon départ pour St. Pétersbourg comme pouvant amener une  
 rupture <sup>1)</sup>, ne devant plus survenir d'après la manière avec la-  
 quelle Votre Majesté s'était expliquée sur leur sujet, rien ne pa-  
 raissait plus devoir troubler la bonne harmonie et les relations de  
 confiance et d'amitié qui avaient lieu entre les deux gouvernements;  
 sur quoi l'empereur reprit la parole et me dit qu'il avait appris  
 avec un bien grand plaisir que Votre Majesté s'était prononcée à  
 l'égard de ses prétentions sur la Turquie de manière à ne plus  
 amener des différends avec la France; qu'il supposait notre paix  
 avec cet empire comme très-prochaine et que nous l'aurions in-  
 failliblement. Je me permettrai d'observer à Votre Majesté que, sur  
 ce sujet, Napoléon se contredit fort souvent dans le courant de  
 l'audience et que, tout en pronostiquant la paix, il ne parlait que  
 de la prochaine campagne que nous aurions à faire, disant qu'à la  
 vérité, ayant un grand nombre de forteresses sur la rive droite du  
 Danube en notre pouvoir, notre position militaire à l'égard des  
 Turcs était fort avantageuse, mais qu'en même temps il était fâ-  
 cheux que le défaut de subsistances nous eût obligés à transférer  
 notre quartier général, ainsi qu'une grande partie de l'armée, sur  
 la rive gauche de ce fleuve, en ne laissant que trois divisions  
 sur la rive opposée, parce que cette circonstance, tout en rele-  
 vant le moral des Turcs, les rendait bien plus disposés à conti-  
 nuer la guerre d'après les instigations des Anglais, des Autri-  
 chiens, des Suédois et des Polonais, qui ne cessaient de répandre

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>280</sup>, p. 969.

des bruits d'une prochaine rupture entre la Russie et la France, No. 87<sup>me</sup>.  
 parce qu'ils y avaient tous un intérêt commun. Sa Majesté me dit 1811  
 au surplus que la guerre contre les Turcs ne pouvait nous gêner 21 Aprilie.  
 que par rapport à l'argent, surtout si nous voulions nous borner simplement à défendre la rive gauche du Danube, ce qui serait très-facile et ne nous occuperait que fort peu du monde..... || ..... Le lendemain matin, je me rendis chez le prince de Bénévent; il était seul dans son cabinet et c'est là que je lui remis la lettre que Votre Majesté lui avait adressée. S. A. me parut fort heureuse et honorée de la recevoir et s'expliqua généralement avec moi en vrai ami de la Russie, appuyant surtout sur le désir qu'elle avait de nous voir, dans les circonstances actuelles, faire notre paix avec les Turcs le plus promptement possible; reste à savoir si elle a été sincère. || Sa Majesté Impériale ayant daigné accueillir avec indulgence et bonté la franchise avec laquelle j'ai eu le bonheur de lui exposer les réflexions, que me faisait naître la série des événements que je me suis trouvé à même de suivre et dont j'ai été en quelque sorte témoin oculaire, j'aurai toujours pour principe et me ferai un devoir de la laisser lire dans ma pensée et dans mon cœur, sans nul déguisement, ni restriction; si, à travers les erreurs inévitables dans les raisonnements de la jeunesse et de l'inexpérience, Elle reconnaissait quelque caractère de vérité et l'attribuait à un zèle et un dévouement sans bornes pour son auguste personne, mon bonheur serait complet. Partant de là, Sire, je prendrai la liberté de dire à Votre Majesté que, quoique les paroles de l'empereur Napoléon soient entièrement pacifiques, toutes ses démarches au contraire ne le sont nullement; la rapidité des envahissements qui ont eu lieu depuis six mois, ceux que l'on pronostique devoir encore arriver, les mesures despotiques et violentes qu'il emploie pour augmenter le nombre de ses troupes par la conscription de cette année, qu'il lèvera certainement toute entière et sans que l'on s'en doute, d'après le mode et les ruses adoptés par le gouvernement à ce sujet, son projet d'organiser une garde nationale mobile et disponible de plus de 300 mille hommes, qui se trouve pour le moment débattu au conseil d'état et qui, tout en rencontrant de l'opposition, peut malgré cela passer et être mis en exécution,—toutes ces circonstances rendent fort alarmante la situation des différentes puissances de l'Europe vis-à-vis de l'empire de Napoléon. Elles ne peuvent point le voir sans crainte, non-seulement maître de toutes les côtes de la Méditerranée, mais encore étendre ses possessions vers celles de la Baltique. Ce der-

No. 87<sup>269</sup>. nier événement, qui prouve plus que jamais que son ambition n'a point de bornes, est de nature à faire trembler pour leur existence  
 1811  
 21 Avrilie. tous les petits états du nord, comme le Danemark, la Prusse, etc. Il est vrai que, dans le peu de temps que je suis resté absent de Paris, j'ai trouvé dans la disposition des esprits en France un très-grand changement; j'ai revu tous les visages allongés et consternés et tous les cœurs comprimés par la douleur et la crainte, attendre dans un morne silence la fin de leurs maux; les principales causes auxquelles on peut attribuer cet état de crise sont : la triste situation des affaires de l'Espagne et du Portugal, qui les mettent au désespoir, en leur enlevant énormément d'hommes et d'argent, et qu'ils considèrent, d'après le peu de nouvelles qui leur reviennent de ces pays, comme devoir être sans fin; la gêne cruelle, les pertes, les nombreuses faillites, que font éprouver à toutes les classes des négociants et même à toute la nation en masse le manque de commerce et les vexations et injustices de tous les genres de la part des employés de Napoléon; enfin, la tyrannie de son gouvernement, qui, ne pouvant inspirer aucune confiance, leur donne la conviction que le seul mobile qui le fait agir est son propre intérêt, joint à son ambition personnelle. En général, le mécontentement est universel et fort prononcé; mais on ne peut en attendre aucun effet direct, parce que la crainte et l'effroi, qu'imprime la force dont Napoléon peut disposer, couvrent tous ses actes d'injustice et, tel est son ascendant, qu'il réussira constamment à faire marcher tout ce dont il aura besoin. || Dans cet état de choses, Sire, tous les yeux sont tournés sur la Russie; c'est la seule puissance qui soit en état de ne point partager l'espèce d'esclavage dans lequel gémit le reste de l'Europe et servir même de barrière à ce torrent dévastateur, qui n'a rien de sacré et que n'arrête aucune considération. Elle ne peut obtenir ce grand résultat, ni parer victorieusement à tous les événements qui peuvent survenir, qu'autant qu'elle sera libre de toute autre guerre et diversion et qu'elle pourra concentrer sur un seul point et en masse tous ses moyens et toutes ses ressources; c'est pourquoi le vœu de chaque serviteur zélé de Votre Majesté Impériale et de tout bon Russe doit être de voir la guerre contre les Turcs se terminer le plus tôt possible et, si les circonstances l'exigent, de faire même la paix à quelques conditions que ce soit; ce sacrifice sera très-fortement compensé par les avantages, qui résulteront d'une position qui la mettra à même de prendre une attitude formidable et imposante, capable de faire respecter ses volontés en temps de paix et

de lui fournir, en cas d'une rupture avec la France, l'inappréciable No. 87<sup>263</sup>,  
 avantage de prévenir son ennemi; je dirai même plus, Sire: elle met- 1811  
 trait Votre Majesté dans la possibilité de frapper le coup le plus 21 Aprilie,  
 funeste aux intérêts de Napoléon. Il lui faudrait seulement s'entendre  
 avec l'Autriche et la Suède, promettre à la première une partie de  
 la Valachie et la Serbie et à la seconde la Norvège, dont elle a grande-  
 ment envie, pour entrer ensuite inopinément dans le duché de Varsovie,  
 se déclarer roi de Pologne et faire tourner contre l'empereur Napo-  
 léon lui-même tous les moyens préparés dans ce pays pour nous  
 faire la guerre; il est certain que le sort actuel des Polonais est ex-  
 trêmement triste, qu'ils gémissent sous les impôts, vexations et pri-  
 vations de tous les genres, que leur impose la volonté despotique  
 de Napoléon, et qu'ils ne supportent tout cela que dans l'espoir de  
 redevenir une nation; si donc Votre Majesté se décidait à le réali-  
 ser et qu'Elle fit soutenir son projet par une armée formidable, il  
 n'y a pas de doute que les Polonais, ayant déjà la triste expérience  
 que le gouvernement de Napoléon ne respecte aucune propriété,  
 préféreront celui de Votre Majesté Impériale, qui est droit et juste  
 et qui leur serait garant de leur prospérité future....

No. 87<sup>264</sup>.—Resumatul instrucțiunilor trimise de către  
 Maret, ministrul Relațiunilor exterioare al  
 Franciei, ambasadoruluî la Constantinopole,  
 Latour-Maubourg, în 27 Aprilie 1811. Paris.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 137.)

Latour-Maubourg devra réclamer l'envoi à Paris d'un ambassadeur turc, No. 87<sup>264</sup>,  
 ayant mission et pouvoir de passer des accords: «Il est convenable que, dé- 1811  
 daignant la pompe orientale, cet ambassadeur parte sur-le-champ. Il faut qu'il 27 Aprilie,  
 soit autorisé à signer un traité en forme, avec toutes les dispositions qui lient  
 les gouvernements.» Napoléon veut avoir à sa portée et sous sa main l'alliance  
 de la Turquie, afin de la saisir quand il lui plaira. Le traité à signer serait très-  
 avantageux au Sultan: «La France garantirait la Moldavie et la Valachie à la  
 Porte, et, en cas de succès, ce qui n'est pas douteux, les deux armées se com-  
 bineraient pour faire rendre la Crimée à la Porte... — Tout cela, doit être dit  
 avec prudence et sans rien compromettre, car l'alliance avec la Russie n'est  
 pas rompue et les difficultés peuvent s'aplanir. Mais, avant que le ministre qu'en-  
 verra la Porte arrive, tout sera décidé.»

No. 87<sup>265</sup>.—Extract din raportul Generalului-Adjutant  
Suvalov către Impăratul Alexandru I, din  
3 (15) Mai 1811. Paris.

(Сборникъ, XXI, р. 411.)

No. 87<sup>265</sup>. 1811 15 Maiu. Sire, j'ai cru bien faire de m'informer par le moyen de M. le prince Kourakin, si l'empereur des Français ne voudrait peut-être pas me charger de commission pour Votre Majesté Impériale, supposant que cela serait regardé comme une démarche de pure forme, à laquelle je ne devais pas manquer, quand, à mon grand étonnement, je fus averti de me trouver à St. Cloud lundi, 1 (13) mai, après la levée; je m'y rendis exactement et passai une heure et demie seul avec Sa Majesté dans son cabinet. Il me paraît si nécessaire de porter immédiatement à la connaissance de Votre Majesté Impériale ce qui s'y est passé, que je prends la liberté de le lui écrire par occasion de courrier, quoique je compte partir demain. Je serai très-heureux si Votre Majesté Impériale ne désapprouve par les réponses que j'ai faites à Sa Majesté..... Après quelques mots très-obligeants, l'empereur, en passant subitement à l'objet le plus important, parla en ces termes: «On parle partout de guerre entre nous, la Russie fait marcher des troupes de Finlande et des principautés turques vers les frontières et on le nie; Caulaincourt, à qui l'empereur Alexandre avait montré la dislocation des troupes, pour prouver la fausseté de cette nouvelle, a écrit, ainsi que Raineval, qu'elle était effectivement dénuée de fondement; mais j'ai déchiré ces lettres; des écrits ne m'imposent pas, ce sont les faits qui parlent; j'ai eu des nouvelles de Moldavie à ce sujet, j'ai expédié des courriers et j'ai su, tant de ce pays que de Vienne, que cinq divisions avaient marché, qu'on n'avait laissé que 30 mille hommes sur le Danube; je sais tout cela dans le plus grand détail.» Je répondis à l'empereur que je ne pouvais rien savoir, n'étant pas dans les affaires, et que, de plus, il y avait dix-huit mois que j'avais quitté Pétersbourg, et, qu'en conséquence, tout ce que j'aurai l'honneur de dire à Sa Majesté ne serait que le résultat de mes réflexions, fondées sur la connaissance que je croyais avoir de la manière de penser de Votre Majesté Impériale et de la politique qu'Elle croit utile à son empire. Supposant un moment, dis-je, que des troupes ayant marché (*sic*) de Finlande et de l'armée de Turquie, ce que j'ignore parfaitement, cela ne peut provenir, je crois, que d'une mesure de précaution,—contre qui et pourquoi, c'est ce que je ne sais pas; mais il me semble très-possible que

le duché de Varsovie donne des inquiétudes, par le caractère turbulent de ses habitants. Il n'y a pas d'effet sans cause, et pourquoi l'empereur Alexandre désirerait-il une guerre avec la France? «Je suis à me le demander», répondit l'empereur, «je crois qu'on a un vertige à Pétersbourg. Le manifeste qu'on a envoyé aux cours au sujet de la prise en possession du duché d'Oldenbourg est une démarche hostile, parce qu'elle est publique; je ne reconnais pas là l'empereur Alexandre; je peux avoir bien ou mal fait d'avoir réuni ce pays à la France, je ne discute pas ce point.... L'empereur, comme cousin du duc, ne trouve pas cela bon; il faut s'expliquer.... On négocie dans ce cas-là.... je suis toujours prêt à faire ce qui dépend de moi pour le maintien de la paix, mais je ne laisserai jamais attaquer mon honneur....» || Je lui répondis: Sire, l'empereur Alexandre n'a nullement le désir de faire la guerre à Votre Majesté; je puis hardiment en donner ma parole d'honneur et je le signerais de mon sang; il ne la ferait que s'il y était forcé; et quelle serait la cause qui le ferait agir autrement, si Votre Majesté n'y donne pas lieu? La Finlande était nécessaire à la Russie. C'était le projet de Pierre I, qui sans cela n'aurait pas placé la capitale là où elle est; les principautés turques sont nécessaires, pour mettre le Danube entre les Turcs et nous et pour terminer une bonne fois des querelles continuelles. L'empereur me dit que c'était parfaitement vrai. Mais l'empereur Alexandre, continuai-je, ne voulant rien au delà de ses frontières actuelles sur le centre, n'a pas de raison pour vouloir la guerre avec la France. Je répète à Votre Majesté que je suis entièrement persuadé de deux choses: la première que l'empereur ne veut pas la guerre et que, si les troupes ont marché, ce que j'ignore, cela peut être une mesure défensive, mais sûrement pas offensive. L'empereur me dit: «Mais vous savez que de la défensive on passe à l'offensive; ce n'est pas à de traits vagues que j'ajoute foi. On m'a assuré que l'empereur de Russie voulait se faire proclamer roi de Pologne; je n'en ai rien cru; on a assuré et (avec un air méfiant) on assure que dans ce moment-ci le prince Adam Czartoryski, qui a été ministre chez vous, travaille à organiser ce plan.» Je répondis: Sire, (en éclatant de rire) Votre Majesté n'y croit pas! «Non», répondit l'empereur; «mais quand vos troupes marchent, que cinq divisions ont quitté l'armée de Turquie pour se rendre en Pologne et que des troupes marchent aussi de la Finlande, et que je le sais par mes agents de manière à n'en pouvoir douter, puis-je le voir d'un œil tranquille, d'autant plus que, m'en étant expliqué franchement = loyal dans ce que

No. 87<sup>245</sup>.

1811

15 Mai.

No. 87<sup>85</sup>. je fais, votre cour prend le parti de nier la chose? je ne comprends rien à tout ce qui se passe, je n'y voir pas clair encore, mais je prépare mes troupes....» || .....Le caractère de Sa Majesté Impériale est trop connu, lui dis-je, pour qu'on puisse supposer cela. Quelques boutefeux, comme il y en a partout, peuvent chercher à troubler les esprits: il y a loin de là à la nation. Mais je prends la liberté d'en faire la question à Votre Majesté: Quelle raison pourra décider l'empereur Alexandre à la guerre, si Votre Majesté veut vraiment la continuation de l'alliance et fait ce qu'il faut pour cela? «Les Anglais, peut-être....», me dit-il; mais je l'interrompis brusquement avec chaleur, en disant: Cela ne peut pas être décidément et positivement, et je suis encore prêt à le signer de mon sang. L'empereur me dit là-dessus: «Votre change est mauvais.» Très-mauvais, Sire, lui répondis-je, mais la cause en est en partie la guerre avec la Turquie. «Ha! vous payez en métal», reprit l'empereur; «mais alors pourquoi ne pas dire qu'on a retiré des troupes pour diminuer la dépense! Je tiens à ce que vous ayez ces provinces; je n'ai pas encore reconnu le Sultan actuel, j'ai dit aux Turcs que ce n'est qu'à condition qu'ils vous cèdent les principautés que je leur garantis la possession du reste». Je répondis: Sa Majesté l'empereur Alexandre est instruite de tout ce que Votre Majesté a fait sous ce rapport. «D'ailleurs», continua l'empereur, «qu'ai-je à craindre; vous n'irez pas à Constantinople; au reste, l'empereur Alexandre aurait pu faire beaucoup plus avec moi le bâton blanc à la main qu'avec ses armées; elles sont braves, mais je rassemble plus vite mes troupes; partant, où vous serez, vous trouverez le double de vos forces; je connais le métier de la guerre, je le fais depuis longtemps, je sais comment on gagne et comment on perd des batailles; ainsi, on ne peut pas m'effrayer, les menaces n'ont pas d'effet avec moi; l'empereur Alexandre connaît mon amitié pour lui. Dieu sait si je l'aime, et il en agit de la sorte! Publier un manifeste, au lieu de s'expliquer entre soi! Le point d'honneur existe partout. Si je vous dis: vous vous trompez, ce n'est pas une insulte; si je vous dis: vous en avez menti, c'est une offense. La Russie n'a-t-elle pas retiré le plus grand profit de mon alliance? et, d'ailleurs, comparez la guerre qui a eu lieu du temps de l'empereur Paul avec celles qui ont eu lieu après: le souverain dont les troupes ont été victorieuses en Italie n'en a retiré que des dettes, l'empereur Alexandre a fait deux guerres malheureuses contre moi et il a acquis la Finlande, la Moldavie, la Valachie et quelques districts de la Pologne. Votre cour sent si bien l'avantage de cette alliance que le

1811  
15 Maiü.

comte de Roumiantzof à été jusqu'à montrer confidentiellement au ministre de Suède la note dans laquelle il était dit que je verrais avec plaisir que vous possédassiez les îles d'Aland...»

No. 87<sup>265</sup>.  
1811  
15 Maiü.

No. 87<sup>266</sup>. — Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Impăratul Napoleon I, din 18 Maiü 1811. Petersburg.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 569.)

Monsieur mon frère, le comte Lauriston est arrivé depuis quelques jours et m'a remis la lettre de Votre Majesté Impériale du 6 avril. Les paroles pacifiques qu'elle contient, de même que le langage de son ambassadeur, m'auraient fait le plus grand plaisir, s'ils étaient appuyés par des faits. Les nouvelles que Votre Majesté me cite sur les mouvements de mes troupes sont complètement fausses. J'en ai convaincu son ambassadeur, en lui montrant en détail toute la dislocation de mon armée et en lui proposant même d'envoyer son aide de camp vérifier les choses sur les lieux. Les divisions cantonnées en Finlande ne l'ont jamais quittée, et trois s'y trouvent, comme par le passé. Des cinq divisions de l'armée de Moldavie, dont Votre Majesté me parle, trois sont encore dans cette province et ce n'est que deux que j'ai mises à cheval sur le Dniester, et non sur les frontières du duché de Varsovie, comme on l'avait mandé à Votre Majesté. Par conséquent, mon armée de Moldavie n'est pas réduite à quatre divisions, mais se trouve composée de sept divisions. Aucun rassemblement de troupes de ma part n'a eu lieu sur les frontières du duché de Varsovie, aucune troupe même ne s'est rapprochée de cette frontière. Très-certainement cet ordre de choses, qui m'est commandé par la prudence, m'est très-désavantageux, en paralysant l'activité que j'aurais donnée à une opération sur le Danube. Tel est l'état des choses de mon côté, tandis qu'au moment même où le comte Lauriston me remettait à son audience la lettre de Votre Majesté et me donnait de sa part les assurances les plus tranquillissantes, je venais de recevoir la nouvelle positive de la mobilisation et des rassemblements de l'armée saxonne par ordre de Votre Majesté, ainsi que de la marche des divisions de cuirassiers de son armée. Qui de nous deux est donc celui qui arme? Mon armée est dans ses cantonnements habituels et celles de Votre Majesté se trouvent en pleine marche. Tous ces faits prouvent si les griefs que

No. 87<sup>266</sup>.  
1811  
18 Maiü.

No. 87<sup>266</sup>. contient la lettre de Votre Majesté sont fondés et si j'ai donné  
 1811 lieu aux mouvements qui se font. Votre Majesté me cite ce qu'Elle  
 18 Maiü. a vu en 1807 avec la Prusse et en 1809 avec l'Autriche. Qu'Elle  
 me permette de lui observer que ces époques ne ressemblent en  
 rien à celle dans laquelle nous nous trouvons. La Prusse et l'Autriche  
 voulaient la guerre. Moi, je ne la veux pas, je ne convoite rien à  
 personne et n'ai envie d'aucun agrandissement. Je ne désirais que  
 la conservation intacte du traité de Tilsit. Votre Majesté seule a  
 rompu une clause du traité, en dépouillant ma famille d'un patri-  
 moine qu'elle possédait depuis plus de neuf siècles. Malgré cela, j'ai  
 déclaré à Votre Majesté par le duc de Vicence que je me conten-  
 terais du rétablissement du traité dans son intégrité. J'ose croire que  
 c'est être assez modéré. Je devais espérer, qu'après six mois d'attente,  
 le comte Lauriston m'instruirait des intentions de Votre Majesté sur  
 cet objet, mais je me suis convaincu du contraire. Je ne puis assez  
 répéter à Votre Majesté que je n'ai aucune vue, ni d'ambition, ni  
 d'agrandissement, mais je désire être rassuré. Ce qui s'est passé depuis  
 quelque temps m'en fait un devoir, et Votre Majesté conviendra que  
 j'ai droit de m'attendre à autant de sécurité qu'il y en a eu toujours  
 pour Elle dans notre alliance, comme dans tous nos rapports. Je charge  
 de cette lettre le duc de Vicence: il a été à même de voir de près  
 ma marche et de juger des sentiments que je porte à Votre Majesté  
 et à la France. Toute ma conduite a dû prouver à Votre Majesté  
 que ceux-là sont inaltérables. Je dois au duc la justice d'avoir agi  
 constamment dans le but de cimenter l'union des deux empires et  
 je l'ai surtout apprécié pour le dévouement, que je lui ai toujours  
 trouvé pour la personne de Votre Majesté. Enfin, le duc de Vicence  
 est chargé d'assurer Votre Majesté que je veux l'alliance aujourd'hui,  
 comme je la voulais le jour de son arrivée. Sur ce, je prie Dieu etc.

---

No 87<sup>267</sup>.—Extract din raportul Comitelui de Nessel-  
 rode către Impăratul Alexandru I, din Oc-  
 tombrie 1811. Petersburg.

(Albert Vandal, loc. cit., III, p. 589.)

No. 87<sup>267</sup>. Sire, en résumant, d'après les ordres de Votre Majesté, les idées  
 1811 que j'ai eu l'honneur de lui soumettre dimanche, je pense qu'il se-  
 Octombr. rait inutile d'entrer dans une longue énumération des événements  
 qui nous ont conduits au point où nous nous trouvons actuellement

dans nos relations avec la France. Il suffira de dire qu'elles ne sont plus ce qu'elles furent après Tilsit et Erfurt et que même, depuis le commencement de cette année, les deux puissances se trouvent l'une vis-à-vis de l'autre dans un véritable état de tension, qui a constamment fait présumer que la guerre éclaterait d'un moment à l'autre. Ce changement a déterminé Votre Majesté à organiser et à rassembler des moyens de défense considérables. Ses armées sont plus fortes qu'elles ne furent jamais ; elles mettent son empire à l'abri des suites d'une attaque imprévue, et comme nulle idée d'agression, même dans un but purement défensif, n'entre dans ses vues, l'objet de sa politique serait par là même déjà atteint, si cette attitude ne donnait, en appuyant le refus de traiter sur les intérêts de la maison d'Oldenbourg, une extrême jalousie à l'empereur Napoléon et ne lui faisait soupçonner des arrière-pensées. Dès lors, elle pourrait devenir, sinon la cause, du moins le prétexte d'une guerre, que Votre Majesté désirerait éviter tant qu'elle pourra l'être sans que sa dignité et les intérêts de son empire soient compromis par des sacrifices incompatibles avec eux. Ce désir se fonde sur des raisons qui sont sans la moindre réplique, et quand même elles n'existeraient pas, toute guerre entreprise dans les conjonctures actuelles ne présenterait jamais les chances d'un succès vu en grand. Effectivement, il n'est que trop constaté que la destruction de l'ancien système politique, tous les tristes bouleversements dont nous avons été témoins, toutes les épouvantables innovations que nous avons vu naître et se consolider, toutes les vexations que nous éprouvons et tous les genres de nouveaux orages qui nous font trembler pour l'avenir, sont l'effet de ces guerres solitaires, précipitées et mal combinées, dans lesquelles, depuis 1792, et surtout depuis 1805, les grandes puissances se sont jetées, les unes après les autres, par des motifs très-justes et très-louables, mais avec des moyens trop peu calculés pour leur assurer le succès, ou pour les garantir au moins contre des revers irréparables. C'est dans cette catégorie qu'il faudrait malheureusement ranger toute guerre que nous entreprendrions actuellement. Mais d'après tout ce qui s'est passé, d'après les déclarations positives de l'empereur Napoléon dans la conversation du 15 août, nous ne pourrions nous flatter de l'éviter qu'en acceptant la négociation qu'on nous offre. Continuer à nous y refuser serait, en mettant les torts apparents de notre côté, autoriser en quelque sorte ses préparatifs contre nous. Ceux-ci exigeraient que nous augmentassions les nôtres. La crise prendrait

No. 87<sup>207</sup>  
1811  
Octombr.

n caractère plus

No. 87<sup>1811</sup>. alarmant, et la guerre deviendrait à la fin le seul moyen d'en sortir.

1811 L'objet réel de la négociation doit être de nous faire connaître si le  
 Octombr. désir que l'empereur Napoléon témoigne de s'arranger est sincère. s'il ne le met en avant en toute occasion que parce qu'il voit que nous y répugnons, ou si, en effet, il ne croit pas le moment venu d'exécuter contre nous des projets, dont malheureusement l'existence est constatée par de trop irrécusables indices. Dans cette dernière hypothèse, il serait possible de profiter de l'état actuel des choses pour parvenir à un arrangement, dont le fond et les formes tendraient également à améliorer notre situation présente et à nous assurer un intervalle de repos qui, sagement employé, préparerait des avantages bien plus solides que quelque bataille gagnée aujourd'hui contre les Français. A cet effet, il faudrait saisir sans hésitation et de la meilleure grâce le moyen qu'on nous offre de terminer les différends actuels et envoyer le plus tôt possible à Paris un homme, qui fût capable de conduire une affaire aussi importante, qui jouit de toute la confiance de Votre Majesté et qui, connaissant à fond ses intentions, pût être muni du pouvoir de conclure tout ce qui serait d'accord avec elles, en même temps qu'il entrerait vis-à-vis de l'empereur Napoléon dans des explications franches et précises, telles qu'elles ne lui ont guère été données jusqu'ici que par le duc de Vicence, ce qui n'a produit que peu d'effet, parce qu'il ne se voit pas obligé de les regarder comme officielles. Il est à regretter que cette marche n'ait point été adoptée dès le printemps, où les revers qui épuisèrent les armées françaises en Espagne auraient rendu l'empereur Napoléon plus coulant sur les termes d'un semblable arrangement ; mais les succès brillants que le général Kutuzof vient de remporter en Turquie ont réparé ce mal, et si, comme il est à espérer, une paix honorable et modérée en devient le résultat, le moment présent sera peut-être plus propice encore. Toute démarche pacifique faite après cette paix ne peut manquer de produire un bon effet et de détruire l'appréhension, qu'on paraît nourrir en France, que nous n'attendons que ce résultat pour éclater. ¶ Les principaux objets dont il peut être question dans cette négociation sont : ¶ 1. Les intérêts des ducs d'Oldenbourg ; ¶ 2. La diminution des forces respectives sur la frontière ; 3. La situation présente et future de duché de Varsovie ; ¶ 4. La situation présente et future de la Prusse ; ¶ 5. Les relations commerciales de la Russie..... ¶ .....Voilà le bases sur lesquelles la négociation doit s'établir et sur lesquelles doit être fondé l'arrangement qui en serait le résultat. Mais supposé qu'il réussisse de la manière la plus satisfai-

sante, il y a encore un point capital, qui est presque à envisager comme la clef de la voûte : que l'Autriche soit invitée à le garantir. || L'empereur Napoléon, ayant lui-même offert cette garantie, ne pourrait pas justement la décliner. La cour de Vienne aurait les meilleures raisons de s'y prêter, et il n'en résulterait que de grands avantages pour elle, comme pour nous. | La Russie et l'Autriche, c'est-à-dire les deux seules puissances continentales dont aujourd'hui la réunion produirait encore un contre-poids efficace à l'énorme pouvoir de la France, se trouveraient, pour la première fois depuis six ans, unies non-seulement par un intérêt commun, car celui-là n'a jamais cessé d'exister, mais par un lien positif et avoué. Il n'y a pas dans tout le cercle des rapports politiques un objet sur lequel les intérêts bien entendus des deux puissances ne soient pas absolument d'accord. Je n'en excepte pas même les affaires de la Turquie, car, quoique relativement à ce seul article on puisse concevoir une diversité de vues entre elles, considération qui ajoute un si puissant motif à tous ceux qui doivent faire désirer un prompt dénouement de la guerre de Turquie, je n'en suis pas moins convaincu qu'un véritable homme d'état en Russie sacrifierait dans les circonstances actuelles un grand avantage local plutôt que de mécontenter l'Autriche, tout comme un véritable homme d'état en Autriche consentirait à des résultats généralement contraires à son système plutôt que de s'aliéner la Russie, ou de voir porter atteinte à sa considération par une paix conclue sur des bases trop différentes de celles qui jusqu'ici ont été mises en avant. Cette paix aurait l'immense avantage d'écarter entre la Russie et l'Autriche tous les motifs de jalousie qui peuvent subsister, tandis que l'acte de garantie du traité conclu avec la France légaliserait, pour ainsi dire, entre elles, des communications confidentielles et suivies et habituerait les deux cours à penser et à agir dans le même sens pour tous les grands intérêts de l'Europe et deviendrait le germe d'une alliance formelle, dont le but serait de stipuler et les mesures qu'il y aurait à opposer aux atteintes que la France pourrait porter à l'arrangement garanti, et les secours qu'il faudrait mutuellement se prêter. Je regarde un concert entre ces deux puissances comme la seule planche de salut qui soit restée après tant de naufrages; si d'ici à quelque temps il n'est point solidement établi et que l'Autriche ne trouve pas moyen de rétablir ses finances et son armée, pour qu'il ne soit pas sans force et par conséquent sans utilité, c'en est fait de nos dernières espérances, tout périt sans retour. L'effet le plus funeste d'une explosion pré-

No. 87<sup>287</sup>.

1811

Octombr

No. 87<sup>007</sup>. maturée entre la France et la Russie serait de rendre ce concert impossible; le plus grand bienfait d'un arrangement pacifique sera de le préparer et de le favoriser. Pendant l'époque de paix plus ou moins raffermie qui suivrait un arrangement pareil, la Russie et l'Autriche auraient, l'une et l'autre, le temps de s'occuper de leur intérieur, de rétablir leurs finances et leurs armées. Leur union et leur confiance mutuelle faciliteraient ces opérations. Dans les conjonctures les plus périlleuses, c'est beaucoup que de savoir que tous les plans, toutes les démarches, tous les efforts n'ont à prendre qu'une seule direction, de pouvoir compter sur un voisin fidèle, de ne plus craindre de diversion sur nos flancs. d'être bien convaincu que les progrès que ces deux puissances feraient pour la restauration de leurs forces ne donneraient de jalousie qu'à celui qu'au fond de leur pensée elles regardent comme leur seul ennemi. Si, dans cet intervalle de paix, l'empereur Napoléon se portait à quelque nouvel envahissement, la Russie et l'Autriche trouveraient dans l'acte de garantie un prétexte légal de s'y opposer, et le jour, où ces deux puissances oseront pour la première fois avouer les mêmes principes et faire entendre le même langage au gouvernement français, sera celui où la liberté de l'Europe renaîtra de ses cendres. Ce sera l'avant-coureur de la résurrection d'un équilibre politique sans lequel, quoi qu'on fasse, la dignité des souverains, l'indépendance des états et la prospérité des peuples ne seront que de tristes souvenirs. C'est ainsi que, d'une mesure bien calculée, résulterait une foule d'avantages et que Votre Majesté, en conjurant l'orage, verrait sortir des fruits de sa sagesse les germes d'un véritable état de paix qui, s'il est compatible avec l'existence de l'empereur Napoléon, ne pourrait, dans l'état déplorable où se trouvent toutes les puissances, tant sous le rapport moral que sous celui de leurs moyens physiques, être obtenu que de cette manière....

---

No. 87<sup>268</sup>.—Extract din raportul Colonelului Cernişef, trimis rus, către Comitele Rumianţov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 6 (18) Decembrie 1811. Paris.

(Сборникъ, XXI, р. 266.)

Monseigneur! Les heureux événements qui viennent de se passer sur le Danube ont mis complètement au jour les véritables sentiments de l'empereur Napoléon à notre égard: en les apprenant, il a été si peu maître de lui-même qu'il lui fut impossible de dissimuler tout le dépit que lui causait la tournure favorable qu'ont prise nos affaires et la crainte de nous voir conclure sous peu une paix, si fort contre sa politique et ses intérêts; s'expliquant sur ce point avec deux personnages des plus marquants, il leur dit, dans un moment de vivacité, et cela avec la plus grande amertume: «Conçoit-on ces chiens, ces gredins de Turcs, qui ont eu le talent de se faire battre de la sorte! Qui est-ce qui aurait pu le prévoir et s'y attendre!» Au premier avis de nos opérations militaires, il a fait partir plusieurs courriers pour Constantinople. On sait que le motif de ces expéditions n'a été que de stimuler les Turcs à la continuation de la guerre et d'empêcher coûte que coûte la conclusion de la paix. Sa grande inquiétude fut d'arriver trop tard avec ses propositions, et personne ne doute qu'il ne se soit avancé au point de leur promettre de commencer les hostilités sur-le-champ, si eux de leur côté pouvaient parvenir à rompre les négociations entamées; l'idée de leur réussite le rend de si mauvaise humeur qu'il n'a même pas été en son pouvoir de le cacher aux yeux du public: à l'audience diplomatique et au cercle qui ont eu lieu depuis son retour, il nous fit en général très-mauvais visage et ne put prendre sur lui de dire un seul mot à Mr. l'ambassadeur sur les nouvelles reçues; quant à moi, Sa Majesté m'approcha à quatre reprises dans le courant de la journée, toujours avec l'intention visible de me parler, mais se retint chaque fois à me demander des nouvelles de ma santé et passant toujours, sans écouter ma réponse, à mes voisins, souvent fort insignifiants, avec lesquels cependant Elle affectait de s'entretenir fort longuement. Des démonstrations de tous les genres enfin nous fournissent des preuves suffisantes sur la nature de ses dispositions pour la Russie: le refus de passeport pour Mr. Labenski et le ton qui règne dans la note du duc de Bassano à ce sujet adressée au prince Kourakin démontrent clairement ce à quoi nous devons nous attendre par la suite. Je n'ai

No. 87<sup>268</sup>.  
1811  
18 Dec.

No. 87<sup>26\*</sup>. pas vu la réponse de M. l'ambassadeur, mais je crois qu'il y avait  
 1811 de si puissants arguments à produire et un raisonnement si fort à  
 18 Dec. émettre contre ce qu'avait avancé le ministre des relations extérieures, qu'il ne doit pas être de leur intérêt d'imprimer un jour une pareille correspondance: rien que leurs intimes relations avec la Porte, et cela au moment où cette puissance était et l'alliée de l'Angleterre et l'ennemie de la Russie, nous offrent déjà des armes trop victorieuses; restent ensuite les affaires d'Oldenbourg et tout ce qui les a précédées et suivies. Les préparatifs de guerre continuent ici avec la plus grande activité..... L'opinion des personnes les mieux instruites sur l'état des affaires est: que l'empereur Napoléon, devant de jour en jour plus exaspéré contre la Russie, on ne saurait plus mettre en doute la probabilité d'une très prochaine rupture; que maintenant il n'est guère plus possible de garantir seulement deux ou trois mois de tranquillité et que l'on pourrait même s'attendre, d'un jour à l'autre à son brusque départ pour l'armée, si la nouvelle de notre paix avec les Turcs tardait encore à arriver. Il serait difficile d'exprimer avec quelle impatience cet heureux événement est attendu ici par les Français eux-mêmes. Tous le considèrent comme pouvant seul donner une autre couleur aux affaires et arrêter les projets ambitieux de leur souverain, dont ils craignent les suites et qu'ils déplorent très-sincèrement. En effet, quelque douces et généreuses que soient les conditions qu'il plaira à Sa Majesté Impériale d'imposer à ses ennemis, la conclusion de cette paix, dans le moment actuel et après de si brillantes victoires, sera toujours extrêmement glorieuse pour son règne. Les conséquences doivent en être si heureuses pour le sort de l'Europe entière, que tout sujet fidèle de l'empereur ne saurait la désirer assez vivement, ni témoigner assez de craintes sur les menées et les intrigues que nos ennemis mettent en jeu pour y apporter des obstacles <sup>1)</sup>. Il paraît, cependant, d'après tout ce qui nous est revenu sur la position des armées et

<sup>1)</sup> L'empereur des Français met une telle importance à être instruit avec la plus grande célérité de ce qui se passe en Turquie, qu'il va organiser une nouvelle manière de correspondre avec Constantinople, bien plus prompte que celle par la voie des courriers extraordinaires: le service des estafettes, qui se fait avec une rapidité extrême dans tout l'empire français, va être établi de même dans tous les provinces illyriennes, de sorte que les dépêches seront portées de Paris par les estafettes jusqu'en Illyrie et ne seront confiées aux courriers que partant de là. On calcule que, de cette manière, on pourra recevoir des nouvelles de Constantinople en moins de 12 jours. — Note de Tchernytscheff.

sur la nature des conditions exigées par nous, que l'issue des négociations ne peut plus être douteuse. Une fois cette grande œuvre heureusement terminée, la confiance, que nous serions en droit d'avoir alors en nos propres forces, et l'attitude formidable, qu'elle nous procurerait, pourraient nous mettre à même d'embrasser impunément le système d'une parfaite neutralité, en déclarant positivement que nous ne voulons nous brouiller avec personne et qu'au contraire notre désir est de rester bien avec tout le monde. Une pareille mesure, si essentielle pour le bonheur de l'empire et qui serait énoncée avec fermeté, pourrait peut-être réussir avec l'empereur Napoléon et, dans le cas contraire, elle ne contribuerait en rien, ou du moins en fort peu de chose, au développement de ses projets contre nous....

1811  
18 Dec.

No. 87<sup>269</sup>.—Raportul Comitelui de Metternich, ministrul Afacerilor străine al Austriei, despre audiența Principelui Schwarzenberg, ambasadorul austriac la Paris, la Napoleon I, în 17 Decembrie 1811. Viena, Decembrie 1811.

(Mémoires de Metternich, éd. allemande, II, No. 182, p. 442.)

Le rapport de M. l'ambassadeur prince de Schwarzenberg sur l'audience, que lui accorda l'empereur Napoléon le 17 décembre dernier, offre deux nuances fortement accusées. L'empereur, tout en ayant l'air de s'abandonner, resta froid et calme; ses expressions étaient préméditées, mesurées, aussi longtemps qu'il ne fut question que de ce qu'il nous demanderait dans le cas d'une guerre contre la Russie et des convenances de l'Autriche. Le prince de Schwarzenberg fait observer même que, dans cette première partie de l'entretien, il échappa à Napoléon quelques traits de méfiance, parce que notre ambassadeur n'avait pas apporté de pleins pouvoirs et qu'il ne paraissait pas être instruit par qui serait commandé le corps d'armée autrichien. Mais tout changea au moment où il fut question de Mgr. l'archiduc Charles: le discours s'anima d'une manière très-remarquable, le langage de Napoléon devint franc et même affectueux; il s'abandonna véritablement pendant quelques instants; et l'ambassadeur finit par dire qu'il n'a pas pu rendre avec des couleurs assez vives le désir de l'empereur des Français de voir ses vœux accomplis à cet égard, et que, d'après sa conviction, tous les avantages qui pourraient naître des sacrifices que fait notre auguste maître se trouvent in-

1811  
Decembr.

No. 87<sup>269</sup>. 1811  
Decembr. timentement liés à ce choix. Napoléon a commencé par déclarer: || 1°. Qu'il ne demande pas mieux que d'entrer en arrangement avec l'Autriche; qu'une armée autrichienne d'observation, non-seulement ne lui serait d'aucune utilité, mais qu'elle ne pourrait que le gêner. 2°. Qu'il nous demande une armée de quarante à cinquante mille hommes, dans laquelle il y aurait six mille chevaux, la plus grande partie en cavalerie légère, et soixante pièces d'artillerie. Il se chargerait des subsistances de cette armée, du moment où les opérations seraient commencées. 3°. Ce corps d'armée serait placé sur l'aile droite de l'armée commandée par l'empereur Napoléon; il formerait un corps séparé, sous les ordres d'un général autrichien jouissant de sa confiance, lequel cependant n'agirait que d'après les instructions directes de Napoléon. En ce qui concerne les conséquences de la guerre: 1°. L'empereur des Français regarde la Moldavie et la Valachie, ainsi que la Serbie, comme provinces autrichiennes; le Danube comme notre eau, dont nous devons avoir l'embouchure, soit que les Turcs cèdent ou non lesdites provinces à la Russie. 2°. L'Autriche pourra, si elle le veut, garder la Galicie en entier et Napoléon se charge, dans ce cas, de la lui garantir; elle pourra l'échanger contre un équivalent, en totalité ou en partie, pour avoir une bonne frontière militaire. 3°. L'Illyrie doit revenir tôt ou tard à l'Autriche, le port de Trieste lui est nécessaire; ils pourront donc servir d'objets d'échange. 4°. Napoléon n'a parlé que très-vaguement de notre frontière du côté de l'Allemagne; il n'objecte rien contre la possibilité d'un arrangement, mais semble vouloir le faire dépendre de ceux qui doivent provenir de la guerre. 5°. La question de la Silésie serait décidée à la moindre faute que commettrait la Prusse; et comme, si la guerre est heureuse, on ne manquera pas d'objets de compensation, Napoléon disposera aussi volontiers de la Silésie en notre faveur dans le cas où la Prusse ne se serait point écartée de la ligne tracée, parce que toute province doit lui convenir, tandis que la Silésie est la seule qui puisse arrondir l'Autriche. Le prince de Schwarzenberg fait observer que ces divers objets se présentent sous un aspect très-problématique et que ce n'est que dans des explications plus positives avec M. le duc de Bassano<sup>1)</sup> auxquelles l'ambassadeur a été renvoyé par Napoléon, qu'ils pourront être éclaircis. || On presse l'arrangement avec l'Autriche, pour savoir où l'on est avec nous. Napoléon fait remarquer qu'en affaires il faut des formes et des faits pour en venir à un résultat, et que

<sup>1)</sup> Maret, duc de Bassano, ministrul Relațiunilor exterioare al Francei.

le verbiage ne mène à rien. Il fait la guerre avec répugnance et dans le seul espoir qu'il en résultera une très-longue tranquillité; mais puisqu'il ne peut l'éviter, il la fera avec vigueur. L'empereur a fait à cette occasion l'énumération de ses forces disponibles et indiqué la mi-avril comme l'époque où la guerre éclatera. Il protestait contre la nomination du maréchal de Bellegarde, si on voulait le destiner au commandement de notre corps d'armée.

No. 87<sup>269</sup>.  
1811  
Decembr.

No. 87<sup>270</sup>.—Extract din memoriul Baronului Suchtelen către Impăratul Alexandru I, despre o convorbire cu Bernadotte, Principele regal al Suediei, din 18 (30) Martie 1812. Stockholm.

(Сборникъ, XXI, p. 430.)

.... L'Angleterre et le Turc. || Son Altesse Royale me dit qu'Elle allait écrire pour l'informer [l'empereur Alexandre] des progrès de notre négociation<sup>1)</sup>. Aussi a-t-on écrit tout de suite et je la crois déjà informée des vues du prince sur la Norvège, sur quoi l'on attend à tout moment la réponse. Le prince me demanda à cette occasion à quoi nous en étions avec l'Angleterre. Je ne pouvais donner qu'une réponse vague. Le prince: L'empereur ne le trouverait-il pas mauvais, si je m'en mêle, moi?—Tout ce qui peut avancer la bonne cause me paraît désirable. En tout cas, tout ce que Votre Altesse fait d'Elle-même, nous pouvons l'ignorer et ne saurait compromettre l'empereur. Le prince: Laissez moi faire. || J'avais alors un à propos de mon côté et dis au prince royal que Votre Majesté Impériale m'avait bien expressément recommandé de remercier le roi et Son Altesse Royale de leur attention amicale d'avoir autorisé le comte de Löwenhielm à l'envoi d'un courrier à Constantinople. Le prince me répondit qu'il ne demandait pas mieux que d'aller au-devant des désirs de Votre Majesté; qu'il avait, si Elle le goûtait, une autre idée encore, qui était d'y envoyer le général Tavast avec la commission expresse d'ouvrir aux Turcs les yeux sur ce qu'ils ont à attendre de Napoléon, qu'il savait positivement ne pas avoir renoncé à ses anciens projets sur l'Égypte; qu'au contraire, il y songeait plus que jamais depuis la perte de toutes ses colonies; que maintenant il veut faire d'une pierre deux coups: sous le masque d'assister les Turcs du

No. 87<sup>270</sup>.  
1811  
30 Martie.

<sup>1)</sup> In vederea unei alianțe contra lui Napoleon.

No. 87<sup>270</sup>. côté de la Dalmatie, ce qui forme toujours une diversion contre  
 1812 vous, faire filer les troupes vers la Morée et de s'emparer de cette  
 30 Martie. presque île; que, de là, avec les grandes constructions qu'il peut forcer  
 dans tous ces parages et avec les bons matelots qu'il y trouve, il  
 veut préparer une nouvelle expédition sur l'Égypte. Le prince pen-  
 sait y fixer l'attention des Turcs, leur faire comprendre l'intérêt qu'ils  
 ont de faire non-seulement la paix, mais de s'allier avec nous mo-  
 yennant des avantages qu'on leur ferait entrevoir dans l'Adriatique.  
 Le prince ne désirait que de savoir si Votre Majesté Impériale le  
 veut. Je le remerciai beaucoup de ses intentions et n'hésitai pas de  
 dire que cela ferait certainement plaisir à Votre Majesté, sans que  
 j'eusse besoin de demander sur cela ses ordres; mais que je ne  
 manquerais pas de lui en faire rapport...

---

No. 87<sup>271</sup>.— Extract din raportul Baronului Suchtelen  
 către Impăratul Alexandru I, din 29 Martie  
 (10 Aprilie) 1812. Stockholm.

(Сборникъ. XXXI, p. 435.)

No. 87<sup>271</sup>. [Suchtelen avait eu une conversation avec Bernadotte, prince  
 1812 royal de Suède, le 25 mars (6 avril). Celui-ci lui avait montré une  
 10 Aprilie. lettre de Paris, lui recommandant de prendre garde à sa personne,  
 car «on s'était adressé à la secte des illuminés à Paris, pour qu'ils  
 travaillassent leurs confrères en Russie, aussi bien qu'en Suède,  
 afin que les deux coups soient portés en même temps...»] Le  
 prince me fit part aussi d'autres projets encore de l'empereur Na-  
 poléon. «Comme il veut nous détruire l'un par l'autre», dit il, «votre  
 empereur va recevoir la proposition de lui céder les bords de la  
 mer Baltique jusqu'à la Duna ou plus loin et de prendre la Suède  
 et la Norvège en place. Je ne suis pas inquiet que l'empereur y  
 prête l'oreille; mais il faut la fermer à toute proposition qui viendra  
 jamais de sa part, puisqu'il n'en a jamais fait aucune qui n'ait pas  
 un but de tromper.» Son Altesse Royale savait un de ses projets en-  
 core: celui, quand il trouverait trop de résistance dans l'exécution  
 de ses desseins contre la Russie, de tout sacrifier pour gagner une  
 bonne bataille et, après en avoir moissonné les avantages du moment,  
 de proposer à Votre Majesté Impériale un accommodement et de  
 lui offrir la reddition de tout, d'y joindre même des avantages, mais  
 d'y attacher une condition, celle de s'allier avec lui et de tourner

armes communes contre les Turcs pour les chasser de l'Europe et de partager ensuite leurs dépouilles, dont ce qui est en-deça du Balcan serait le partage de Votre Majesté et le reste à lui, qui alors se déclarerait empereur d'Orient et d'Occident. Le prince royal ne me manqua pas de peindre l'homme dans toute sa perfidie, m'en donnant pour nouvelles preuves que, tandis qu'il s'allie avec l'Autriche, il fait traîner en Allemagne l'attirail du couronnement, probablement pour s'en faire couronner empereur; qu'en s'alliant avec la Prusse, il a promis la Silésie à l'Autriche; que peu de jours après s'être engagé par son traité à ne faire entrer un homme dans Berlin, le maréchal Oudinot y a établi son quartier-général accompagné de plusieurs milliers d'hommes et de chevaux, sous prétexte d'avoir trouvé de la difficulté à les nourrir ailleurs; qu'enfin, il n'était jamais à court, qu'il n'y avait qu'un seul cas où l'on pourrait le trouver en défaut, c'est quand il était bien battu; qu'alors il perdait la tête et que, si on savait en profiter, il serait capable de tout abandonner ou de se faire tuer; mais qu'il fallait bien saisir le moment, puisqu'une fois revenu à lui, il retrouve des ressources où personne ne les soupçonnerait. || Le prince me parla ensuite encore sur ce qu'il appelait cette vilaine alliance des Autrichiens<sup>1)</sup>: que bien qu'ils ne pourraient faire agir d'abord que 35 à 40 mille hommes, cela pourrait accroître vers l'automne jusqu'à 80 mille. Qu'il fallait naturellement leur opposer une armée quelconque, qui diminuerait les forces principales destinées contre les armées françaises; que l'empereur Napoléon pourrait agir avec environ 220.000 hommes, dont tout au plus 100.000 Français; que, si les Turcs nous arrivaient encore sur le flanc gauche, la besogne pourrait devenir trop forte; qu'il fallait donc absolument faire notre paix avec ceux-ci et, s'il se peut, alliance, moyennant quoi les Autrichiens seraient tenus en échec. Il croyait qu'en leur rendant tout jusqu'au Séreth, et même jusqu'au Pruth, ils ne résisteraient pas à l'offre ultérieure qu'on pourrait leur faire de la Dalmatie, des Îles Ioniennes, ainsi que de la suzeraineté de la Servie comme pachalie de Czerni-George, enfin s'il le faut de la Transylvanie. Le prince dit vouloir expédier de son côté incessamment le général Tavast, demanda en ma présence au baron d'Engeström si son instruction serait bientôt prête, ce qui fut affirmé par celui-ci, et ordonna de lui donner de l'argent sur telle caisse

No. 87<sup>271</sup>.  
1812  
10 Avrilie.

<sup>1)</sup> Cf. Martens, Nouveau Recueil etc., I, p. 427: tractatul de alianță și articolele secrete între Franția și Austria, din 14 martie 1812, Paris.

No. 87<sup>271</sup>. qu'il nomma, afin que le général partît encore avant la fin de la se-  
 1812 maine. D'un autre côté, le prince croyait qu'il fallait tâcher de dé-  
 10 Aprilie. tacher l'empereur d'Autriche et le porter à tourner casaque, en lui  
 faisant envisager le retour du Tyrol, le royaume d'Italie, y compris  
 le Piémont d'un côté, de l'autre jusqu'aux confins de l'Etrurie indé-  
 pendante, pour l'archiduc Charles, le royaume d'Etrurie pour l'un  
 des autres archiducs, et Venise avec l'Istrie pour un troisième, mais  
 ceux-ci sous la suzeraineté de la maison d'Autriche. Et, si elle ne  
 s'y prêtait pas, lui faire alors et susciter tous les maux dont on se-  
 rait capable, surtout celui de porter les Hongrois à s'élire un roi et  
 d'ajouter à leur royaume, si on ne l'eût promise aux Turcs, la Tran-  
 sylvanie, fort mécontente en ce moment de l'intolérance de l'Au-  
 triche en fait de religion. A propos de religion, il plut encore au  
 prince d'ajouter qu'elle aussi pourrait fournir une arme contre Na-  
 poléon, en ce qu'un de ses plans encore était qu'il n'y en eût en  
 Europe qu'une seule, indifférent laquelle, dont il se déclarerait le  
 chef, de manière que quiconque professerait le rite grec, que pro-  
 bablement il n'introduira pas de préférence. pourrait être alarmé pour  
 la sienne: sujet très-propre à s'en servir, pour échauffer les têtes et  
 rendre la guerre nationale, comme elle est en Espagne...

---

No. 87<sup>272</sup>.—Instrucțiunile date de Impăratul Alexandru I  
 Amiralului Cicego v, trimis Comisar rus în  
 Principate, în 19 Aprilie 1812. Petersburg.

(Mémoires de l'amiral Tchitchagoff, Leipzig 1862, p. 57.)

No. 87<sup>273</sup>. Lorsque vous serez arrivé au lieu de votre destination, que  
 1812 vous aurez pris le gouvernement des principautés de Moldavie et de  
 19 Aprilie. Valachie et le commandement en chef de l'armée du Danube et de  
 la flotte de la mer Noire, votre première obligation sera de bien  
 examiner le mode d'administration actuellement existant dans ces  
 principautés et de faire toutes les dispositions que, dans votre sagesse,  
 vous jugerez propres à alléger la situation des habitants et à leur  
 inspirer de l'attachement à notre sceptre. Vous ferez servir à l'a-  
 vantage de nos intentions toutes les ressources que vous y trouve-  
 rez. || Pour l'administration des affaires civiles, vous aurez à nommer  
 et à révoquer les employés comme vous le jugerez à propos. Votre  
 choix pourra se déterminer pour les Russes comme pour les indi-  
 gènes, et vous nous ferez le rapport des changements les plus mar-

quants que vous aurez faits dans cette partie. En cas que la nécessité vous obligeât à avoir recours à quelqu'un de nos gouvernements limitrophes de ces contrées, les ordres sont déjà donnés pour que l'on ait à satisfaire à toutes vos demandes. || Tandis que vous vous occuperez à établir un meilleur ordre dans les affaires civiles, il y a deux articles soumis à toute votre sollicitude et qui ne souffrent aucun délai. || Le premier consiste dans les circonstances politiques actuelles, lesquelles ajoutent une importance majeure aux fonctions dont vous êtes chargé. Les pourparlers relatifs à la paix avec les Turcs devront particulièrement captiver votre attention. || Le second article a rapport à l'armement des peuples de ces contrées, qui pourront ainsi appuyer nos opérations militaires. || En conséquence du premier article, nous croyons utile de vous faire observer que la conduite astucieuse de l'Autriche, qui vient de s'unir avec la France, oblige la Russie d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour déjouer les intentions hostiles de ces deux puissances. Le plus important est d'utiliser en notre faveur le génie militaire des peuples d'origine slave, tels que ceux de la Servie, de la Bosnie, de la Dalmatie, de Monténégro, de la Croatie, de l'Illyrie, lesquels, une fois armés et organisés militairement, pourront coopérer puissamment à nos opérations. || Les Hongrois, mécontents des procédés de leur gouvernement actuel, nous offrent aussi un excellent moyen d'inquiéter l'Autriche, de faire diversion à ses idées hostiles et, par conséquent, d'affaiblir ses ressources. || Tous ces peuples, réunis à nos troupes régulières, formeront une milice assez imposante, non-seulement pour prévenir les intentions hostiles de l'Autriche, mais encore pour opérer une diversion marquante sur l'aile droite des possessions françaises et nous donner un moyen assuré de porter nos coups du côté de Nissa et de Sophia. || Le but de cette diversion contre la France doit être d'occuper la Bosnie, la Dalmatie et la Croatie et de diriger leurs milices sur les points les plus importants des bords de la mer Adriatique, et plus particulièrement sur Trieste, Fiume, Bocca di Cattaro, etc., afin d'y établir, selon l'opportunité, des relations avec la flotte anglaise et de faire tous nos efforts pour attiser les mécontentements du Tyrol et de la Suisse et agir en commun avec ces courageuses populations mécontentes de leur gouvernement actuel. || Vous devez employer tous les moyens possibles d'exalter les populations slaves, pour les amener à notre but; par exemple, vous leur promettrez l'indépendance, l'érection d'un royaume slave, des récompenses pécuniaires pour les hommes les plus influents

No. 87<sup>12</sup>.

1812

19 Aprilie.

No. 87<sup>172</sup>. 1812 19 Aprilie. parmi eux, des décorations et des titres convenables pour les chefs et pour les troupes. Enfin, vous ajouterez à tous ces moyens ceux que vous jugerez les plus propres à les gagner, les plus conformes aux mœurs des peuples et aux circonstances présentes. L'ordre à établir dans l'administration civile de ces contrées est remis à votre pénétration et à votre sagesse. Si, avant votre arrivée au lieu de votre destination, la paix avec les Turcs se trouve déjà signée, vous y ferez ajouter un traité d'alliance offensive et défensive. Comme nos relations avec la cour d'Autriche sont changées, il est probable que les conditions de paix devront être aussi modifiées. Il faudra exiger que les Turcs, non-seulement ne mettent aucune opposition aux secours que nous pourrions recevoir des Serviens et des autres peuples chrétiens soumis à leur empire, mais encore qu'ils témoignent une disposition franche et volontaire à faire usage de tous les moyens qui sont en leur pouvoir, pour agir aussi contre nos ennemis communs. Pour les persuader plus sûrement, on peut leur insinuer qu'on leur rendra, après la soumission des ennemis, les républiques de Raguse et des Îles Ioniennes, qu'ils possédaient autrefois. Les choses étant ainsi, vous pourrez, pour compléter au plus tôt et plus aisément les articles additionnels du traité de paix, vous pourrez, dis-je, employer, si vous le jugez utile, MM. Italinski et Barozzi. A cet effet, vous les expédiez à Constantinople, afin de travailler à faire consentir la Porte aux propositions qui lui seront faites et à lui persuader que, son alliance avec la Russie lui faisant de la France le plus dangereux ennemi, il ne lui était pas moins indispensable qu'à nous de prendre intérêt aux succès de nos armes contre Napoléon. Au reste, les moyens que nous proposons auront pour elle l'avantage qu'elle n'aura pas à faire usage de ses troupes, et par conséquent à essuyer des pertes. Si, après tout cela, la paix avec les Turcs n'avait pas lieu, il faudrait chercher à répandre l'influence de toutes vos suggestions dans toutes les parties de l'empire ottoman. Il faudrait exciter les Grecs à secouer le joug des Turcs, qui leur est insupportable. Il faudrait entrer en pourparlers avec Ali-pacha, lui faire espérer son indépendance et le titre reconnu de roi d'Épire. Il faudrait jeter des proclamations aux Albanais et, à la faveur surtout d'une paye suffisante, en former une milice particulière. Si l'on ne pouvait gagner ainsi Ali-pacha, il faudrait alors employer tous les moyens de le renverser et d'établir un pouvoir qui nous serait plus favorable. Les autres moyens propres à répondre à notre but s'offriront d'eux-mêmes à votre pénétration, lorsque vous serez entré en

fonctions, et je ne doute pas que vous n'en tiriez parti. Quant aux dispositions militaires, soit dans l'armée, soit dans la flotte, nous vous autorisons à faire toutes les modifications que les circonstances, les ressources locales et votre jugement vous feront paraître utiles et propres à seconder les intérêts du service. Quant à l'organisation militaire de ces peuples, il faudra, ce me semble, se conformer à celle de leur pays. Cependant, si les principes de la discipline militaire peuvent être introduits, ne fût-ce que partiellement, chez ces peuples, on devra en profiter et ne pas perdre de vue cette vérité : c'est que l'ordre et la régularité sont utiles partout, et particulièrement au succès des opérations militaires. Les munitions de guerre, comme fusils, gibernes, cartouches, etc., seront demandées à l'Angleterre et fournies probablement par la voie de leur flotte qui se trouve sur la mer Adriatique; il en sera de même de la somme d'argent qu'exigeront les besoins indispensables. Pour appuyer cette milice slave, il sera nécessaire de lui donner le nombre d'infanterie que vous croirez suffisant, avec une cavalerie et une artillerie convenables. Vous ne perdrez pas de vue que nous devons rester en toute sûreté sur la défensive contre la Porte, dans le cas où la guerre n'aurait pas cessé. Nous tâcherons aussi d'obtenir des Anglais des secours maritimes pour faire une invasion dans les endroits où sera dirigée notre attaque, par exemple aux Bouches du Cattaro, à Trieste, à Fiume, à Raguse, etc. et, de plus, on demandera que l'on presse le blocus de Corfou, pour rompre toute communication avec la Turquie. On peut espérer que les troupes qui se trouvent en Sicile y agiront aussi. A cet effet, vous aurez à vous mettre en rapport, à la première occasion possible, avec les chefs des forces de terre et de mer, à tâcher d'établir avec eux des relations, autant qu'il sera possible. || En vous donnant ces courtes instructions, qui contiennent les traits principaux des opérations qui vous concernent, nous espérons que l'inspection des localités vous donnera de nouvelles idées pour la recherche des moyens propres à repousser les ennemis qui se sont armés contre nous. || Le zèle, que nous vous reconnaissons pour notre personne, nous est un gage que vous justifierez le choix, que nous avons fait de vous pour le poste important que nous vous confions, et vous est une garantie de la confiance que nous avons en vous.

---

No. 87<sup>172</sup>.  
1812  
19 Aprilie.

No. 87<sup>272</sup>.—Extract din raportul ambasadorului rus, Principele A. Kurakin, către Comitele Rumianțov, ministrul Afacerilor străine al Rusiei, din 15 (27) Aprilie 1812. Paris.

(Сборникъ, XXI, p. 362.)

No. 87<sup>272</sup>. [Il avait été le matin même reçu en audience par l'empereur  
1812 Napoléon à Saint-Cloud, pour lui remettre une lettre de l'empereur  
27 Aprilie. Alexandre. Au cours de la conversation sur l'approche imminente des hostilités entre les armées françaises, qui se trouvaient sur la Vistule, et les troupes russes, sur le Niemen, Napoléon déclara qu'il ne pouvait à aucun prix accepter la condition posée par la Russie pour base d'une négociation, à savoir l'évacuation par les armées françaises de la Prusse. Il reconnut la force des raisons qui militaient en faveur de la paix et proposa, jusqu'à l'issue des négociations à entamer, «un armistice illimité, pourvu qu'il soit dénoncé quinze jours avant la reprise des hostilités, si l'on ne parvient pas à s'entendre». | «Vous êtes mécontents», poursuivit-il, «de la convention que j'ai faite avec la Prusse<sup>1)</sup>. Mais le roi de Prusse avait envoyé son aide-de-camp à l'empereur Alexandre, pour lui dire que je ne voulais pas la guerre et pour lui proposer sa médiation. On lui a répondu que l'empereur ne voulait pas non plus la guerre et qu'il n'avait pas besoin de cette médiation. Quel autre parti a-t-il pu rester au roi de Prusse que de s'arranger avec moi? L'Autriche est dans le même cas. Elle vous a fait les mêmes assurances et les mêmes propositions sur mon compte et n'a pas reçu d'autre réponse.»—«Comment», interrompis-je, «dois-je conclure de ce que Votre Majesté me dit sur l'Autriche qu'elle est aussi contre nous? — Oui, certainement», me répondit l'empereur<sup>2)</sup>.—«Comment, Sire, ce corps d'observation qui s'établit en Galicie est destiné contre la Russie?»—«Oui; si la guerre commence, il agira de concert avec mes troupes», fut encore sa réponse. «Je ne comprends pas moi, qui estime l'empereur Alexandre et qui prouverai la considération personnelle que j'ai pour lui, même dans les manifestes que j'aurai à donner contre la Russie, je ne comprends pas de quels conseillers il s'entoure et qui a pu l'engager à sortir si légèrement de cette belle situation où il se trou-

<sup>1)</sup> Cf. Martens, Nouveau Recueil etc., I, pp. 417 și 421: două convențiuni între Franța și Prusia din 24 februarie, Paris, ratificate în 4 martie la Berlin; cf. Martens, loc. cit., I, p. 414: tratatul de alianță între Franța și Prusia, din 24 februarie 1812, Paris.

<sup>2)</sup> Cf. Martens, loc. cit., I, p. 427.

vait. Il avait acquis, par les effets de mon alliance, la Finlande, que tous ses prédécesseurs désiraient si vivement. Je lui avais également concédé la Moldavie et la Valachie. Elles étaient à lui, s'il eût laissé dans son armée de Turquie ces cinq divisions, qui en furent rappelées pour se porter sur les frontières de la Pologne. Sans cette mesure imaginée si mal à propos, les Turcs, accablés, abattus, n'auraient pu résister. Vous faisiez votre paix avec eux aux conditions que vous vouliez. Vous avez voulu à présent qu'ils acceptassent seulement la frontière de Pruth; ils n'ont même pas voulu y consentir.»—«Cette obstination de leur part est claire», interrompis-je. «Elle est fondée sur le secours et la diversion qu'ils attendent de Votre Majesté.»—«Je vous dirai la vérité», reprit l'empereur. «J'ai toujours résisté à leurs instances; ce n'est que depuis six semaines que j'ai abondé dans la chose. Comment ai-je pu croire aux assurances que me donnait le comte de Lauriston, quand le rappel des cinq divisions me prouvait évidemment les vues que vous aviez contre le duché de Varsovie? Est-ce ma faute si, depuis un an entier, nous ne nous sommes pas arrangés?....»

No. 87<sup>272</sup>.

1812

27 Avrilie.

No. 87<sup>274</sup>.— Instrucțiunile trimise de Impăratul Alexandru I Amiralului Ciceagov, în 2 (14) Maiu 1812. Vilna<sup>1)</sup>.

(Сборникъ, VI, p. 87; Mémoires de l'amiral Tchitchagoff, éd. cit. p. 76.)

Ayant été dans le cas de faire des courses assez loin de Vilna du côté de Schawel et de Plounjani, j'ai successivement reçu vos lettres, qui se sont suivies de très-près. C'est donc à toutes que je répondrai à la fois. || L'état dans lequel vous trouverez les négociations à Bucarest change beaucoup toutes les réflexions que vous faites sur les conditions de la paix. Les plénipotentiaires ont tous signé déjà les préliminaires, par lesquels les cours du Pruth et du Danube formeront la frontière. Il paraît donc que le plus simple est de ne rien changer à ces conditions, pour ne pas entraver l'œuvre si salubre de la paix. Jamais les Turcs n'ont demandé la restitution de la Géorgie. Il serait donc ridicule de s'occuper de sacrifices auxquels les ennemis ne pensent pas même. || Si cette paix se trouve signée, nous acquerrons, sans contredit, de grands avantages dans

No. 87<sup>274</sup>.

1812

14 Maiu.

<sup>1)</sup> In Memoriile lui Ciceagov, ed. cit., data este 13 (25) Maiu, Vilna; scrisoarea nu este însă completă, ci se dă numai un extract dintr'însa. In Сборникъ, loc. cit., scrisoarea e datată din Vilna, 2 Maiu, fără indicațiune de stil, deci stil vechiu. Am păstrat data de 2 (14) Maiu din Сборникъ.

No. 87<sup>74</sup>. l'état actuel des choses; mais il ne faut pas se dissimuler que cette  
 1812 paix présente aussi des inconvénients. Le général Koutousoff a né-  
 14 Maiü. gligé un point très-important: c'était de n'offrir les concessions par  
 nous faites dans ce traité qu'à condition d'une alliance offensive et  
 défensive. Ce n'est que cette alliance qui pouvait nous dédommager  
 de la gêne que va mettre cette paix dans nos rapports avec les Ser-  
 viens et les nations slaves, si importants pour nous, surtout dans  
 l'époque présente. Si un moyen pouvait encore se présenter pour  
 obtenir l'alliance avec la Porte et la coopération par les Serviens et  
 les nations slaves contre la France et ses alliés, il ne faudrait rien  
 négliger à cet effet. Cependant, n'oubliez jamais que ce n'est pas  
 par des complaisances qu'on obtient quelque chose des Turcs. Ils les  
 attribuent chaque fois à la faiblesse et au besoin qu'on a d'eux: les  
 papiers que le chancelier vous envoie et ceux que vous trouverez  
 au quartier-général vous en donneront maintes et maintes preuves;  
 c'est en leur présentant une perspective de dangers vrais ou outrés,  
 pourvu qu'ils soient de nature à produire sur eux la peur, qu'on obtient  
 d'eux ce qu'on désire. Sous ce rapport, les instructions de M.  
 Tavast, qui me les a lues, serviront beaucoup. Le prince royal <sup>1)</sup>  
 fait part aux Turcs du plan de Napoléon, en citant les canaux par  
 lesquels il s'en trouve au fait; ce sont d'anciennes liaisons avec les  
 personnes les plus marquantes, auprès même de la personne de  
 l'empereur Napoléon, auxquelles il les doit. Ce plan, d'après le dire  
 du prince royal, consiste à frapper un coup rapide sur la Russie et  
 à la forcer à une prompte paix, en exigeant d'elle en même temps  
 100 mille hommes de troupes auxiliaires. Avec cette masse ajoutée  
 à son armée, Napoléon se dirigerait d'abord contre la Turquie, pour  
 lui enlever Constantinople et y fonder le trône de son empire d'Orient  
 et d'Occident, qu'il a l'idée de réunir sur sa tête. Pendant ce temps,  
 les forces disponibles qu'il a en Italie, en Illyrie et dans les Sept-  
 Îles se porteront sur l'Égypte, où il persévéra d'établir ce qu'il avait  
 commencé une fois, et, finalement, il dirigerait sa grande masse de  
 forces, comme celles de ses auxiliaires, par l'Asie-Mineure, sur le  
 Bengale, pour y donner le coup de grâce à l'Angleterre. | D'après  
 ce vaste plan, et dans lequel la destruction de l'empire turc est  
 décidée, vous voyez que la mission de M. Tavast ne nous est  
 pas inutile. Son caractère personnel peut ne pas y être trop pro-  
 pre, mais il vaut mieux encore s'exposer à cet inconvénient que

<sup>1)</sup> Bernadotte, Principe Regal al Suediei.

de blesser, dans les circonstances actuelles, le prince royal, qui nous témoigne, en toute occasion, d'aussi bons sentiments. || Profitant des dispositions que la mission de M. Tavast pourra produire sur la Porte, vous pourrez peut-être obtenir une alliance offensive et défensive et, restant fidèle à notre plan, les engager à nous donner, au lieu de troupes auxiliaires, des Serbes, des Bosniaques, des Croates ou autres peuples chrétiens, leur faisant envisager cette proposition comme devant ménager le sang musulman. Les pleins pouvoirs pour conclure le traité d'alliance avec la Porte vous sont envoyés. || Quant à ceux pour les cours de Palerme et de Sardaigne, nous sommes encore si loin des résultats qui pourront vous mettre en rapport avec ces pays, que nous aurons tout le temps de vous les envoyer, si besoin en sera. || Vous fixer maintenant exactement le temps où doivent commencer les opérations est assez difficile. Il est très-possible qu'elles ne vont pas tarder, puisque l'empereur Napoléon a quitté Paris et doit se trouver déjà à Dresde, ou peut-être même à Berlin; mais je vous tiendrai exactement informé de ce qui se passera ici. || Quant au plan d'opération contre les Autrichiens, nous ne pouvons en avoir d'autre que celui de nous opposer aux mouvements qu'ils pourront faire contre nous, par l'armée du général Tormassoff, dans la ligne entre Lemberg et Kief, tandis que, si la paix avec les Turcs va nous laisser maîtres de disposer de l'armée que vous commandez, la tâche doit être de se porter sur la Bukowine et de prendre par là en flanc les forces autrichiennes. Si vous obtenez la coopération des Turcs, alors on pourrait même tâcher de pénétrer plus au cœur de la monarchie autrichienne, comme en Transylvanie, ou bien même dans le Banat. Ceci doit dépendre de vos propres combinaisons, des localités et de ce que vous aurez obtenu des Turcs, comme aussi des facilités que vous aurez trouvées dans les mécontents de Hongrie. || Avant de bien presser les secours de l'Angleterre, fallait-il s'assurer encore si elle est disposée à en donner. Nos communications avec elle ne passant pas par le cabinet suédois, mais directement par Mr. de Suchtelen et de Nicolay à Mr. Fonton, qui est à Stockholm, nous attendons ses réponses, ce qui va nous mettre à même d'entrer en discussion positive, où nous pourrions préciser les choses. Au reste, nous avons communiqué tout l'ensemble de notre plan et ce que nous désirons que l'Angleterre fasse pour y concourir. || Si la paix avec la Turquie est faite, vous n'aurez plus besoin de la flotte de la mer Noire, et tout aussi peu de mettre l'embargo sur les bâtiments marchands; cependant, j'ai envoyé au

No. 87<sup>me</sup>.

1812

14 Mai.

No. 87<sup>74</sup>. vice-amiral Golikoff l'ordre de se trouver sous votre commande-  
 1812 ment et j'en ai averti le marquis de Traversay. Pour l'état de guerre  
 14 Maiü. des provinces de la Nouvelle-Russie, il me semble que cela cesse  
 d'être nécessaire, dès le moment que la paix est faite avec la Porte.  
 Toutes vos opérations doivent se diriger du côté opposé et dont  
 ces provinces se trouvent éloignées. Si vous agissez en Bukowine,  
 alors c'est la Podolie qu'il faudra mettre sous vos ordres, et c'est ce  
 qui je compte faire. Si, par contre, vous portez vos forces plus loin,  
 cela devient de même inutile. Les dépôts de recrues qui sont des-  
 tinés pour les quatre divisions composant votre armée sont ceux de  
 Czigrin, d'Ellisawetgrad, de Novomirgorod et d'Olwiopol. Mais je  
 désire beaucoup que vous n'y touchiez pas encore, parce qu'il faut  
 donner d'abord le temps à ces recrues de se bien former, et secon-  
 dement parce que l'armée du général Tormassoff n'étant pas forte,  
 ces dépôts lui servent de soutien. Des individus que vous m'avez  
 demandés, on va vous envoyer le général Iwlitch et messieurs Min-  
 tchiaky et Maracini; quant à Pisani, il est hors du service, vieux et  
 a fait un peu le mutin, et Carbonnier est employé activement dans  
 sa partie; il serait difficile de l'en détacher. Mais vous avez à votre  
 armée le général Sabanéeff, qui le vaut certainement pour en faire  
 un chef d'état-major. J'ai donné ordre au ministre de finances de  
 fournir Rachmanoff de fonds, et au Mr. de la . . . . de le libérer de  
 sa dépendance. || Pour l'exarque, il est en route pour revenir à son  
 poste. C'est un vieillard très-respectable et qu'il faut que vous mén-  
 agiez. Je n'ai aucune idée du serment pour les ecclésiastiques, dont  
 vous me parlez. Je vous engage instamment d'être très-prudent sur  
 tout ce qui tient à cette partie, car c'est un sujet très-délicat et il  
 faut que vous soyez en règle sur ce point. || Je ne connais pas du  
 tout l'archimandrite Dorothé, et je désire que vous m'en donniez des  
 éclaircissements. Je joins ici le traité des Autrichiens avec la France  
 et l'organisation des régiments croates, que vous m'avez demandés. ||  
 Le brevet de Mr. de Linange et la médaille vous sont envoyés. Je  
 crois avoir maintenant répondu à tous les points; il ne me reste  
 plus que de vous envoyer encore quelques papiers, que je joins ici  
 avec un registre. Ma confiance en vous, dans votre génie et vos  
 talents est très-grande, et je ne doute pas que vous la justifierez. ||  
 Le courrier partait déjà lorsque j'ai reçu votre lettre de Bucarest.  
 Je trouve vos dispositions très-honnes. N'oubliez pas ce que je vous  
 ai dit des Fonton; déliez-vous en. Ils sont vendus aux Turcs. Je vous  
 recommande le général Sabanéeff; c'est un homme vrai, qui vous

mettra au fait de l'état de choses. Tâchez de prendre des détails No. 87<sup>214</sup>.  
 exacts sur le général Bulgakoff, qu'on a aimé à employer, qui a 1812  
 très-mal servi. 14 Mai.

No. 87<sup>215</sup>.—Scrisoarea Impăratului Alexandru I către  
 Amiralul Ciceagov, din 19 Iunie 1812. Vilna.

(Mémoires de l'amiral Tchitchagoff, éd. cit., p. 85.)

J'ai reçu exactement vos deux expéditions du 17 (20) mai et No. 87<sup>215</sup>.  
 du 27 mai (8 juin); je vais répondre à ces deux lettres à la fois. 1812  
 Depuis la réception des ratifications du visir, j'espère que vous avez 19 Iunie.  
 abandonné toute idée de rétrocéder les acquisitions que le traité nous  
 assure; cela serait entièrement inopportun et même, d'après ma ma-  
 nière de voir, ne nous servirait à rien, les Turcs envisageant tou-  
 jours les complaisances comme des marques de faiblesse ou de crainte.  
 La cession des canons et drapeaux, je l'approuve, mais dans le cas  
 seulement où l'alliance offensive et défensive serait signée et noti-  
 fiée. || Il est urgent que tout soit préparé chez vous de manière  
 qu'à mon premier ordre vous puissiez entrer en lice du côté de la  
 Bosnie. || Quant à l'Autriche, il s'agit de mettre vis-à-vis d'elle de  
 la prudence; voici l'état de choses relativement à cette puissance: ||  
 Elle m'a fait dire que ce n'est que la nécessité absolue et l'impossibilité  
 dans laquelle elle se trouve, vu son état intérieur, de pouvoir tenir  
 à Napoléon un langage ferme, qui l'a forcée à signer un traité d'al-  
 liance avec lui; mais qu'elle se bornera à ne faire agir que les trente  
 mille hommes stipulés contre nous et que, si nous évitons de l'at-  
 taquer de tout autre côté, la guerre ne se fera que par un seul  
 point et qu'elle nous assure la tranquillité pour tout le reste de nos  
 frontières, en s'engageant à ne pas remuer la grande masse de ses  
 forces. En rappelant le chevalier de Lebzelttern<sup>1)</sup>, on lui a donné l'ordre  
 de passer par Wilna, pour me répéter de vive voix toutes ces as-  
 surances. J'ai répondu à ces ouvertures que la conduite de l'Autriche  
 déciderait de la mienne. || Cette conduite peut être envisagée sous  
 deux points de vue différents. Elle peut être sincère et conséquente  
 avec l'ancienne marche du cabinet de Vienne, qui a toujours vu dans  
 ses relations avec la Russie une sauvegarde pour l'Autriche, comme  
 pour l'Europe. Mais elle peut être aussi fausse et calculée unique-  
 ment pour diminuer les embarras que l'Autriche peut ressentir si nous

<sup>1)</sup> Ambassador austriac la Petersburg.

No. 87<sup>255</sup>. L'attaquons de tout autre côté. Des informations exactes, que j'ai  
 1812 tâché de prendre sur les frontières autrichiennes, portent que l'at-  
 19 Juin. taque du côté de Transylvanie, du Banat et de la Hongrie nous  
 présenterait les plus grands inconvénients, puisque cette frontière  
 offre une défense excellente pour les Autrichiens, étant hérissée de  
 défilés, tous très-bien fortifiés et où peu de troupes peuvent arrêter  
 de grands corps. Ces mêmes notions m'apprennent que les Hongrois,  
 s'ils étaient attaqués dans leurs foyers, prendraient les armes et les  
 défendraient : ainsi, c'est un surcroît de forces que nous aurions  
 contre nous, tandis que leur constitution nous offre un moyen qu'il  
 faut toutefois tenter. Cette constitution, sous la dénomination d'apos-  
 tolique, ne les oblige à prendre les armes que quand ils sont atta-  
 qués, les délivrant de l'obligation de servir, si l'Autriche est l'agres-  
 seur. Il ne serait pas impossible, à ce que l'on prétend, en leur faisant  
 voir que la Russie a été attaquée par la France conjointement avec  
 l'Autriche, de conclure un traité de neutralité avec le royaume de  
 Hongrie, lequel acte nous délivrerait de ce peuple belliqueux et pri-  
 verait même l'Autriche de ses meilleurs régiments. Il faudra que  
 vous tâchiez de rassembler à ce sujet les notions les plus détaillées.  
 Le comte Capo d'Istria peut vous servir pour mener cette affaire.  
 D'après toutes ces données, il paraît qu'il serait préférable que vos  
 opérations n'eussent en vue que de soutenir l'armée de Tormassoff  
 par la Bukowine et de porter la diversion par la Bosnie et la Dal-  
 matie française, côté que les mêmes notions précitées s'accordent à  
 regarder pour l'Autriche comme très-vulnérable et où ses moyens  
 de défense sont très-faibles. On cite même pour preuve que le pacha  
 de Bosnie, créature des Français, excité précédemment par eux, ayant  
 fait quelques mouvements avec ses troupes, l'alarme à Vienne a été  
 extrême. Si notre diversion sur ces contrées réussit, nous pouvons  
 espérer avec fondement de paralyser la cour de Vienne, ainsi que  
 tout le mal qu'elle peut nous faire. Pesez avec attention tout ce  
 que je vous trace ici et prenez votre parti avec réflexion. Je suis  
 trop loin, pour pouvoir vous diriger à tout moment ; votre propre  
 sagacité doit y suppléer. Aussitôt les hostilités commencées, je  
 vous en avertirai par courrier.--J'attends avec impatience l'envoi du  
 traité de paix <sup>1)</sup> pour faire chanter le Te-Deum et en donner la joie  
 à toute la Russie, qui attend cet événement avec la plus vive im-  
 patience.

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>257</sup>, p. 296.

No 87<sup>276</sup>.—Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Amiralul Ciceagov, din 13 (25) Iunie 1812. Vilna.

(Mémoires de l'amiral Tchitchagoff, éd. cit. p. 90.)

Je m'empresse de vous annoncer que les hostilités ont commencé; No. 87<sup>276</sup>,  
nous venons d'être attaqués du côté de Kowno; maintenant, les mains 1812  
vous sont déliées pour votre diversion, pourvu, toutefois, que vous 25 Iunie.  
puissiez l'arranger avec la Porte. Le retard de vos nouvelles et de  
la ratification du Grand-Seigneur me donne quelques inquiétudes.  
D'après ce que je vous ai marqué, il est nécessaire de ménager un  
peu l'Autriche, pour ne pas s'en faire un ennemi plus redoutable  
qu'elle ne l'est dans ce moment, où elle paraît décidée à n'agir qu'avec  
son corps auxiliaire de trente mille hommes. Il me semble que, dans  
ce cas, vous pouvez être tranquille du côté de la Hongrie et de la  
Transylvanie; il s'agirait d'examiner si, vous-même dirigeant la diversion  
du côté de la Dalmatie, les troupes que vous laisserez vis-à-vis la Bu-  
kowine ne pourraient pas être plus utilement employées en se por-  
tant sur Mohileff (sur le Dniéster), pour soutenir la gauche du gé-  
néral Tormassoff, ou bien sur Hotting et Caminiek, pour le même  
but, si le général avait pu se maintenir dans sa position plus près  
de nos frontières. Je laisse cela à votre propre jugement; mais pour  
commencer, il faut être plus sûr que je ne le suis de la résolution  
finale des Turcs. Je crains que l'arrivée d'Andréossy<sup>1)</sup> ne nuise à nos  
soins pour ratifier la paix. J'attends avec impatience de vos nouvel-  
les; je vous tiendrai au courant de ce qui se passera ici.

No. 87<sup>277</sup>.—Extract din raportul Generalului Balasof, trimis special rus în lagărul lui Napoleon I la Vilna, din Iulie 1812.

(Serge Tatistcheff, loc. cit., p. 597.)

[Le général Balachoff, envoyé le 25 juin chez l'empereur Na- No. 87<sup>277</sup>,  
poléon I pour lui transmettre une lettre d'Alexandre I et lui com- 1812  
muniquer que les négociations de la paix pourraient commencer, si Iulie.  
les Français se retiraient complètement de Russie, ne fut reçu que  
le 30 juin par Napoléon, avec lequel il eut une longue et orageuse  
conversation. Napoléon accusa Alexandre d'avoir le premier provo-  
qué la guerre et ajouta qu'il savait pertinemment cependant que les  
armées russes étaient persuadées qu'elles seront vaincues par les

<sup>1)</sup> Trimis de Impăratul Napoleon ambasador la Constantinopole, dar sosit prea târziu ca să poată impiedica ratificarea păcii cu Rusia.

No. 87<sup>277</sup>. siennes. Balachoff protesta avec énergie.] — Je puis assurer Votre  
 1812 Majesté, fit-il, que les bruits qui lui sont parvenus sont dénués de  
 Iulie. tout fondement et que le soldat russe, bien loin de se défier de ses  
 forces, n'attend, n'aspire qu'au moment de combattre ses ennemis, et  
 surtout son impatience s'est accrue d'une manière inconcevable de-  
 puis le moment où nos troupes supposent nos frontières en danger.  
 Puisque Votre Majesté me permet de traiter cette matière, j'oserai  
 prédire formellement que c'est une terrible guerre que vous entre-  
 prenez, Sire. Ce sera une guerre de la nation entière, qui fait une  
 masse redoutable. Le soldat russe est brave et le peuple attaché à  
 sa patrie et dévoué à son souverain. — Non, Monsieur, reprit  
 Napoléon. Je sais que personne ne désire cette guerre, hors les  
 conseillers de l'empereur Alexandre. La Russie ne la veut pas; au-  
 cune puissance de l'Europe ne l'approuve; l'Angleterre elle-même ne  
 la veut pas, car elle prévoit des malheurs pour la Russie, et peut-  
 être même le comble des malheurs. Elle compte que la Russie, telle  
 qu'elle a été jusqu'à présent, est une très-grande puissance, qui seule  
 peut tenir tête à la France; mais la Russie affaiblie, qui reste en Eu-  
 rope? Non, Monsieur, je ne peux pas ne pas avoir le dessus. J'ai  
 de bons renseignements. Je sais au reste que vos troupes sont bra-  
 ves, mais les miennes ne le sont pas moins et j'en ai infiniment plus  
 que vous. J'ai plus d'argent que vous et mes dispositions sont meil-  
 leures que les vôtres. Jusqu'à présent j'ai 80.000 Polonais; le nom-  
 bre s'augmente tous les jours et je vais en organiser jusqu'à 200.000.  
 Dans toutes les rencontres qui ont eu lieu déjà et qui, à la vérité,  
 n'étaient pas de grande conséquence, ce n'est qu'à des Polonais que  
 vous avez eu affaire. Mon Dieu! quel peuple que ces Polonais! Quel  
 enthousiasme les anime! Ils sont enragés, je vous assure; ils se bat-  
 tent comme des lions. Il n'y a rien au monde qu'ils ne veuillent  
 entreprendre pour reconquérir leur ancienne patrie. Que pouvez-  
 vous attendre de cette guerre? La perte des provinces polonaises.  
 Si vous continuez la guerre, si vous continuez la campagne, vous  
 les perdrez incessamment. J'ai fait marcher 50.000 hommes en  
 Volhynie. Qu'avez-vous là? Personne. Tormassoff avec des recrues?  
 Cela veut dire rien. Qu'avez-vous ici? Onze divisions d'infanterie  
 et onze de cavalerie et quelques divisions à Kowno. J'ai vu vos  
 bataillons par 300, par 400 hommes. Bagration marche comme en  
 temps de paix, par un régiment, par deux régiments; les miens  
 les poursuivent. Je vous assure que vous n'avez pas encore eu de  
 guerre qui ait commencé sous de plus mauvais auspices. <sup>11</sup> — Sire

nous nous berçons de l'espérance de la bien finir. || — Les provinces polonaises perdues, vous commencerez par perdre vos propres provinces, et jusqu'où cela ira-t-il? J'irai jusqu'à vos déserts. Je suis prêt à faire deux, trois campagnes, et vous aurez de la peine à en faire autant. || — Je prévois, Sire, que si, malheureusement, la guerre n'est pas arrêtée dans ce moment-ci, elle ne finira pas de sitôt, car, voyant les dispositions de Votre Majesté, d'après ce qu'Elle vient de me faire l'honneur de dire, je prends celui de l'assurer que les nôtres sont pour quatre, cinq ans, et peut-être davantage. — Comment ferez-vous la guerre sans avoir d'alliés, tandis qu'en en ayant vous n'avez jamais pu rien faire? Par exemple, quand l'Autriche était avec vous, je devais m'attendre à être attaqué moi-même en France sur différents points. Mais à présent, quand toute l'Europe est à ma suite, comment pourrez-vous me résister? || — Nous ferons ce que nous pourrons, Sire. || — Où prendrez-vous des gens? Je connais toutes vos ressources. Vous devez prendre deux hommes sur 500 pour compléter votre armée en temps de paix. Je sais ce que vous coûtent la Géorgie, la Turquie, la Finlande. Je sais tout cela, j'ai tout calculé. Je sais ce que vous avez pris de recrues et ce que vous pourrez encore prendre. Vous ne pourrez pas aller loin. Et que veut dire votre recrue? Ce n'est pas un soldat. Que de temps vous devez employer encore pour en faire un soldat! . . . Est-il vrai que vous avez fait la paix avec les Turcs?... || — Oui, Sire, et l'empereur mon maître n'attendait que la ratification du Sultan pour vous en faire part<sup>1)</sup>. || — Quelles en sont les conditions? || — Sire, je ne saurais vous dire, elle n'est point publiée encore. || — Si vous leur abandonnez la Moldavie et la Valachie sans réserve, le Sultan va la ratifier; mais si vous prétendez, comme on dit, avoir pour frontière la rivière de Prouth, il n'en fera rien, soyez persuadé. Au reste, j'estime fort peu et les Turcs et les Suédois, ce sont des nations insignifiantes. Mon Dieu, quelle superbe perspective avait l'empereur Alexandre à Tilsit, et surtout à Erfurt! J'ai consenti à lui donner la Finlande et puis après la Moldavie et la Valachie et, avec le temps, il aurait eu le duché de Varsovie; pas à présent, oh non! mais avec le temps. Il a gâté lui-même son plus beau règne, ou, pour dire mieux, il a eu la faiblesse d'écouter des gens qui lui veulent du mal. Je ne puis croire que c'est Roumiantzof qui a écrit cette note<sup>2)</sup>; j'aurais cru la chose

No. 87<sup>ter</sup>.  
1812  
Juile.

<sup>1)</sup> Cf. doc 87<sup>ter</sup>, p. 296.

<sup>2)</sup> Punënd ca condițiune a negocierilor anterioare declarării războiului evacuarea Prusiei, ocupată în virtutea convențiunii din 24 Februarie 1812.

No. 87<sup>277</sup>. impossible. Et puis comment faire la guerre sans savoir pourquoi on la fait? L'empereur Alexandre comment sait-il si je n'aurais fait ce qu'il désire, et je vous assure que j'aurais fait tout ce qu'il aurait voulu; tout, pourvu qu'il eût voulu s'entendre. J'ai bien consenti, à Erfurt, à garantir la Moldavie et la Valachie, quoique je ne me sois pas engagé à cela par le traité de Tilsit. Je suis homme de calcul, moi. J'ai vu qu'il m'était plus avantageux de le faire que de rompre avec la Russie, et j'ai consenti. Cela pouvait arriver de même cette fois-ci, qu'en sait-on? Comment ne pas s'expliquer! Il pourrait bien arriver ainsi qu'après l'explication on ne se convînt pas, que chacun gardât son opinion; c'est encore chose possible, cela arrive; les intérêts de mon pays, la dignité de mon empire, ma propre gloire, etc., pourraient le défendre; mais faire la guerre sans en dire un mot, je vous assure, c'est une chose inouïe. Je suis déjà à Vilna et je ne sais pas encore pourquoi nous nous battons? L'empereur Alexandre prend sur lui toute la responsabilité de cette guerre devant son peuple, et de quelle manière encore! Il a fait la paix avec moi quand la nation ne l'a pas voulue, et maintenant la nation ne veut pas de la guerre, et il me la fait.... [Balachoff fut retenu à dîner par Napoléon, qui, une fois le dîner achevé et les convives ayant passé dans son cabinet, se répandit de nouveau en plaintes et en menaces contre Alexandre.] L'empereur Alexandre, dit-il, a gâté le plus beau règne qui a jamais été en Russie. Mon Dieu, que veulent donc les hommes? Après avoir été battu à Austerlitz, après avoir été battu à Friedland, en un mot après deux guerres malheureuses, il obtient la Finlande, la Moldavie, la Valachie, Biélostok et Tarnopol, — et n'être pas content! Catherine aurait-elle jamais pu l'espérer? Il s'est jeté dans cette guerre pour son malheur, ou par de mauvais conseils, ou par la fatalité de son sort. Mais, après tout, je ne me fâche pas contre lui pour cette guerre. Une guerre de plus est un triomphe de plus pour moi. D'ailleurs, c'est le droit de têtes couronnées....

---

No. 87<sup>278</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I, din 1 Iulie 1812. Vilna.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 18.878, XXIV, p. 1.)

No. 87<sup>278</sup>. Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté. La guerre qui divisait nos états se termina par le traité de Tilsit. J'avais été à la conférence du Niemen avec la résolution de ne pas faire la paix que je n'eusse obtenu tous les avantages que les circonstances

me promettaient. J'avais en conséquence refusé d'y voir le roi de Prusse. Votre Majesté me dit: Je serai votre second contre l'Angleterre. Ce mot de Votre Majesté changea tout; le traité de Tilsit en fut le corollaire. Depuis, Votre Majesté désira que des modifications fussent faites à ce traité; Elle voulut garder la Moldavie et la Valachie et porter ses limites sur le Danube. Elle eut recours aux négociations. Cette importante modification au traité de Tilsit, si avantageuse à Votre Majesté, fut le résultat de la convention d'Erfurt. Il paraît que, vers le milieu de 1810, Votre Majesté désira de nouvelles modifications au traité de Tilsit. Elle avait deux moyens d'y arriver, la négociation ou la guerre. La négociation lui avait réussi à Erfurt: pourquoi, cette fois, prit-Elle un moyen différent? Elle fit des armements considérables, déclina la voie des négociations et parut ne vouloir obtenir des modifications au traité de Tilsit que par la protection de ses nombreuses armées. Les relations établies entre les deux puissances, après tant d'événements et de sang répandu, se trouvèrent rompues; la guerre devint imminente. J'eus aussi recours aux armes, mais six mois après que Votre Majesté eût pris ce parti. Je n'ai pas levé un bataillon, je n'ai pas tiré un million de mon trésor pour l'extraordinaire de la guerre, que je ne l'aie fait connaître à Votre Majesté et à ses ambassadeurs. Je n'ai pas laissé échapper une occasion de m'expliquer. Votre Majesté a fait devant toute l'Europe une protestation, que les puissances ont l'habitude de ne faire qu'au moment de se battre et lorsqu'elles n'espèrent plus rien des négociations; je n'y ai pas répondu. Votre Majesté, la première, a réuni ses armées et menacé mes frontières. Votre Majesté, la première, est partie pour son quartier-général. Votre Majesté, après avoir constamment refusé pendant dix-huit mois de s'expliquer, m'a fait enfin remettre par son ministre une sommation d'évacuer la Prusse, comme condition préalable de toute explication. Peu de jours après, ce ministre a fait la demande de ses passeports et a répété trois fois cette demande. Dès ce moment j'étais en guerre avec Votre Majesté. Je voulus garder cependant l'espérance que le prince Kourakine avait mal entendu ses instructions et qu'il n'était pas autorisé à cette sommation sine qua non de n'entendre à rien que la Prusse ne fût évacuée, ce qui évidemment était me placer entre la guerre et le déshonneur; langage inconvenant de la part de la Russie, que ni la événements passés, ni la force respective des deux états ne devaient autoriser à me tenir et qui était opposé au caractère de Votre Majesté, à l'estime personnelle qu'Elle m'a quelquefois montré, et

No. 87<sup>278</sup>.  
1812  
1 Julie.

No. 87<sup>278</sup>.  
 1812  
 1 Juil. enfin au souvenir qu'Elle ne peut pas avoir perdu que, dans les circonstances le plus critiques, je l'ai assez honorée, Elle et sa nation, pour ne lui rien proposer qui pût être le moindrement contraire à la délicatesse et à l'honneur. Je chargeai donc le comte Lauriston de se rendre auprès de Votre Majesté et de son ministre des relations extérieures, de s'expliquer sur toutes ces circonstances et de voir s'il n'y aurait pas moyen de concilier l'ouverture d'une négociation, en considérant comme non-avenue la sommation arrogante et déplacée du prince Kourakine. Peu de jours après, j'appris que la cour de Berlin avait été instruite de cette démarche du prince Kourakine et qu'elle-même était fort surprise d'un langage aussi extraordinaire. Je ne tardai pas à apprendre qu'à Pétersbourg aussi cette démarche était connue et que les gens sensés la désapprouvaient; enfin, les journaux anglais m'apprirent que les Anglais la connaissaient. Le prince Kourakine n'avait donc fait que suivre littéralement ses instructions. Toutefois, je voulus encore conserver de l'espoir et j'attendais la réponse du comte Lauriston, lorsque je reçus à Gumbinnen le secrétaire de légation Prévost, qui m'apprit que, contre le droit des gens, contre les devoirs des souverains en pareilles circonstances, sans égard pour ce que Votre Majesté devait à moi et à Elle-même, non-seulement Elle avait refusé de voir le comte Lauriston, mais même, chose sans exemple, que l'oubli avait été porté au point que le ministre aussi avait refusé de l'entendre et de conférer avec lui, quoiqu'il eût fait connaître l'importance de ses communications et la lettre de ses ordres. Je compris alors que le sort en avait été jeté, que cette providence invisible, dont je reconnais les droits et l'empire, avait décidé de cette affaire, comme de tant d'autres. Je marchai sur le Niemen avec le sentiment intime d'avoir tout fait pour épargner à l'humanité ces nouveaux malheurs et pour tout concilier avec mon honneur, celui de mes peuples et la sainteté des traités. Voilà, Sire, l'exposé de ma conduite. Votre Majesté pourra dire beaucoup de choses, mais Elle se dira à Elle-même qu'Elle a pendant dix-huit mois refusé de s'expliquer d'aucune manière; qu'Elle a, depuis, déclaré qu'Elle n'entendrait à rien qu'au préalable; je n'eusse évacué le territoire de mes alliés; que par là Elle a voulu ôter à la Prusse l'indépendance qu'Elle paraissait vouloir lui garantir, en même temps qu'Elle me montrait du doigt les Fourches Caudines. Je plains la méchanceté de ceux qui ont pu donner de tels conseils à Votre Majesté. Quoiqu'il en soit, jamais la Russie n'a pu tenir ce langage avec la France; c'est tout au

plus celui que l'impératrice Catherine pouvait tenir au dernier des rois de Pologne. La guerre est donc déclarée entre nous. Dieu même ne peut pas faire que ce qui a été n'ait pas été. Mais mon oreille sera toujours ouverte à des négociations de paix ; et quand Votre Majesté voudra sérieusement s'arracher à l'influence des hommes ennemis de sa famille, de sa gloire et de celle de son empire, Elle trouvera toujours en moi les mêmes sentiments et la vraie amitié. Un jour viendra où Votre Majesté s'avouera que si, dès la fin de 1810, Elle n'avait pas changé ; que si, voulant des modifications au traité de Tilsit, Elle avait eu recours à des négociations loyales, ce qui n'est pas changer,— Elle aurait eu un des plus beaux règnes de la Russie. A la suite de désastres éclatants et réitérés, Elle avait, par sa sagesse et sa politique, guéri toutes les plaies de l'état, réuni à son empire d'immenses provinces, la Finlande et les bouches du Danube. Moi aussi j'y aurais beaucoup gagné ; les affaires d'Espagne auraient été terminées en 1811 et probablement la paix avec l'Angleterre serait conclue en ce moment. Votre Majesté a manqué de persévérance, de confiance et, qu'Elle me permette de le lui dire, de sincérité ; Elle a gâté tout son avenir. Avant de passer le Niemen, j'aurais envoyé un aide de camp à Votre Majesté, suivant l'usage que j'ai suivi dans les campagnes précédentes, si les personnes qui dirigent la guerre auprès d'Elle et qui me paraissent, malgré les leçons de l'expérience, si désireuses de la faire, n'avaient témoigné beaucoup de mécontentement de la mission du comte de Narbonne et si je n'avais dû considérer comme le résultat de leur influence la non-admission de mon ambassadeur. Il m'a paru alors indigne de moi de pouvoir laisser soupçonner que, sous prétexte de procédé, en envoyant quelqu'un auprès de Votre Majesté, je pusse avoir tout autre but. Si Votre Majesté veut finir la guerre, Elle me trouvera tout disposé. Si Votre Majesté est décidée à la continuer et qu'Elle veuille établir un cartel sur les bases les plus libérales, telles que de considérer les hommes aux hôpitaux comme non-prisonniers, afin que de part et d'autre on n'ait pas à se presser de faire des évacuations, ce qui entraîne la perte de bien du monde ; telles que le renvoi, tous les quinze jours, des prisonniers faits de part et d'autre, en tenant un rôle d'échange, grade par grade, et toutes autres stipulations que l'usage de la guerre entre les peuples civilisés a pu admettre,—Votre Majesté me trouvera prêt à tout. Si même Votre Majesté veut laisser établir quelques communications directes, malgré les hostilités, les principes ainsi que les formalités en seraient aussi réglés dans ce cartel. Il me reste à

No. 87<sup>218</sup>.

1812

1 Julie

No. 87<sup>278</sup>. terminer, en priant Votre Majesté de croire que, tout en me plaignant de la direction donnée à sa politique, qui influe si douloureusement sur notre vie et sur nos nations, les sentiments particuliers que je lui porte n'en sont pas moins à l'abri des événements, et que, si la fortune devait encore favoriser mes armes, Elle me trouvera encore, comme à Tilsit et à Erfurt, plein d'amitié et d'estime pour ses belles et grandes qualités et désireux de le lui prouver.

---

No. 87<sup>279</sup>.—Scrisoarea Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I, din 18 Iulie 1812. Bucuresci.

(Сборникъ, VI, p. 1.)

No. 87<sup>279</sup>. Sire, L'armée que j'ai l'honneur de commander est en marche; dans 25 jours elle sera sur le Dniester. J'ai cru devoir expédier le lieutenant-colonel Poleff, porteur de cette dépêche, pour examiner les moyens de passage du Dniester, rassembler des renseignements sur la position de l'armée du général Tormassoff, sur les mouvements de l'ennemi, les moyens d'approvisionnement et les lieux des magasins qui devront servir à cette armée, et en même temps sonder l'esprit des habitants et leur degré d'empressement à nous fournir de nouveaux moyens de résistance, si besoin sera. Il doit ensuite continuer sa route jusqu'au quartier-général de Votre Majesté et tâcher de me procurer quelques idées sur l'ensemble de nos opérations. Si je dois commander l'armée du général Tormassoff, je vous supplie, Sire, d'en donner les ordres tout de suite, afin de perdre le moins de temps possible et de pouvoir réunir les moyens sans rencontrer beaucoup d'obstacles. Nous brûlons d'impatience d'entrer en lice et je réponds à Votre Majesté que tout le monde ici est très-disposé à faire son devoir de la manière la plus déterminée. Nos 50 m. hommes donneront de l'ouvrage pour cent. Ils sont dans le meilleur état possible, tant moral que physique.

---

No. 87<sup>280</sup>.—Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Amiralul Ciceagov, din 18 Iulie 1812. Moscva.

(Mémoires de l'amiral Tchitchagoff, éd. cit., p. 104.)

No. 87<sup>280</sup>. J'allais vous expédier ma réponse à votre lettre du 26 juin (8 1812 juillet), quand j'ai reçu votre expédition du 29 (11). Je voulais ap- 18 Iulie. prouver complètement toutes les déterminations prises jusqu'au 26

(8 juillet) et vous donner carte blanche pour agir; votre lettre du No. 87<sup>200</sup>. 29 (11), je l'avoue, me met dans l'embarras sur la décision que j'ai 1812  
à vous donner. Le plan est très-vaste, très-hardi; mais qui peut 18 Julie.  
répondre de la réussite? Et, en attendant, nous nous privons de tout l'effet que notre diversion pouvait produire sur l'ennemi et, en général, nous nous ôtons, pour un temps très-long, la coopération de toutes les troupes qui se trouvent sous vos ordres, en les portant du côté de Constantinople. Sans parler déjà de l'opinion générale, tant de nos compatriotes que de nos alliés, les Anglais et les Suédois, que nous allons choquer par une détermination pareille, n'allons-nous pas gratuitement ajouter à nos embarras? || Les Autrichiens, qui dans ce moment ne se trouvent en lice qu'avec trente mille hommes, voyant l'empire ottoman menacé dans ses fondements, se trouveront obligés, si ce n'est par leur propre volonté, très-certainement par celle de l'empereur Napoléon, de faire marcher toutes leurs forces, pour empêcher de résultats pareils, et alors, entrant en Moldavie et en Valachie, mettront vos derrières et même les forces avec lesquelles vous marcherez contre Constantinople dans le plus grand embarras. || La diversion, à laquelle vous paraissiez tout-à-fait décidé dans votre lettre du 8 juillet, vous paraît maintenant rencontrer tant d'obstacles qu'il y aurait peut-être une autre détermination à prendre, plus sage que tout le reste et qui pourrait produire des résultats non moins utiles: ce serait, en échangeant les ratifications, de se contenter pour le moment de cette paix, sans exiger impérieusement l'alliance, et de porter toutes les forces sous vos ordres, par Hotting et Cameneskpodolsk, du côté de Doubna, où vous seriez renforcé par toute l'armée de Tormassoff, auquel je donnerai ordre de vous en remettre le commandement, en l'envoyant lui-même commander à Kiew, et avec cette armée imposante, composée de huit à neuf divisions, de marcher sur tout ce que vous rencontrerez devant vous, du côté de Varsovie, et par là produire une diversion très-efficace pour les deux premières armées, qui se trouvent avoir devant elles des forces très-supérieures. || Je crois qu'il n'y a de choix à faire qu'entre ces deux plans: où celui de la diversion du côté de la Dalmatie et de l'Adriatique, où par la Podolie, du côté de Varsovie. || L'histoire de Constantinople peut être reproduite plus tard; une fois nos affaires marchant bien contre Napoléon, nous pourrons reprendre votre plan contre les Turcs tout de suite. Mais s'en occuper dans ce moment, où déjà nous avons à lutter contre tant d'embarras et des forces si nombreuses, me paraît hasardé! Supposez un moment que nous de-

No. 87<sup>280</sup>.  
1812  
18 Iulie. venions maîtres de Constantinople, cela n'augmente pas nos forces ; cela sera toujours les mêmes quarante mille hommes dont vous aurez à disposer à Constantinople comme à Bucarest, et vous conviendrez qu'ils se trouveront plus loin et, par conséquent, moins dans la possibilité d'agir contre notre grand ennemi. C'est à le prendre à revers qu'il faut fixer toute notre attention, soit par l'Adriatique, en s'approchant du Tyrol et de la Suisse et par là du cœur de l'Allemagne et même des frontières de la France, soit plus directement, par le duché de Varsovie, en y détruisant ce que l'ennemi y organise et en le privant des ressources qu'il tire des pays qui se trouvent derrière lui. Ainsi, je vous laisse le choix entre les deux partis; j'écris à Richelieu de suivre en tout vos déterminations. || Pour ce qui a rapport aux événements d'ici, voici un mois que la lutte est commencée et Napoléon n'a pas réussi encore à frapper un seul coup, ce qu'il faisait dans toutes les campagnes passées le quatrième et même le troisième jour. Nous faisons une guerre de temporisation; car, contre des forces supérieures et la méthode que Napoléon a de faire les guerres courtes, c'est la seule chance de succès que nous ayons à espérer.

---

No. 87<sup>281</sup>.— Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Maret, ministrul Relațiilor externe, al Francei, din 22 Iulie 1812. Glubokoie

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 18,994, XXIV, p. 101.)

No. 87<sup>281</sup>.  
1812  
22 Iulie. Monsieur le duc de Bassano, je reçois votre lettre du 21. J'ai tout lieu de penser que le prince d'Eckmühl sera entré à Mohilef le 20. Cependant, je n'ai encore de nouvelles que de ses avant-postes. qui n'étaient qu'à deux ou trois lieues de cette ville. Il paraît que l'empereur était le 19 à Vitebsk. || Je pars à l'instant et j'porte mon quartier général à Kamen.... || Il paraît que la grande armée russe a évacué en toute hâte ses positions de la Dvina et s'est mise en marche forcée, de peur que je ne lui coupe le chemin de Moscou. ....Je suppose que je n'ai pas besoin de vous dire d'envoyer une ou deux fois par semaine des courriers à Constantinople, pour porter les bulletins et toutes les nouvelles possibles; si j'étais obligé d'entrer dans de pareils détails avec vous, vous seconderiez bien mal mes intentions. Il faut donc que les Turcs se pressent d'entrer dans la Moldavie et la Valachie et menacent la Crimée par leur flotte. ||

Indépendamment des courriers de Vienne, envoyez-en par Léopold No. 87<sup>281</sup>.  
 et la Transylvanie; ce doit être beaucoup plus court. De simple cour- 1812  
 riers ne font pas le même effet que des officiers; envoyez donc des 22 Iulie.  
 officiers polonais. | Faites envoyer par la Confédération de Varsovie  
 une ambassade de trois membres en Turquie; qu'elle parte sans délai  
 pour faire part de la Confédération et demander la garantie de la  
 Turquie <sup>1)</sup>. Vous sentez combien cette démarche est importante; je  
 l'ai toujours eue dans ma tête, et je ne sais comment j'ai oublié  
 jusqu'à présent de vous donner des ordres. Faites en sorte que cette  
 députation, avec une lettre de la Confédération pour le Grand-Sei-  
 gneur, parte avant huit jours et arrive à tire-d'aile à Constantinople.

---

No. 87<sup>282</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I  
 către Principelo de Neuchâtel, Majorul-Gener-  
 al al marelui armate franceze, din 22 Iulie  
 1812. Glubokoie.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 19,000, XXIV, p. 109.)

Mon cousin, écrivez au général Reynier que je trouve con- No. 87<sup>283</sup>  
 venable au but qu'il doit remplir la position qu'il occupe, que je 1812  
 le destiné à entrer en Wolhynie..... que le Grand-Seigneur a refusé 22 Iulie  
 de ratifier la paix et, qu'au contraire, les Russes sont obligés d'en-  
 voyer de nouvelles forces en Moldavie et en Valachie....

---

No. 87<sup>283</sup>.— Depeșă Amiralului Ciceagov către Impăratul  
 Alexandru I, din 22 Iulie 1812. Bucuresci.

(Сборникъ, VI, p. 2.)

Sire, Le chevalier Wilson, se rendant de Constantinople au No. 87<sup>283</sup>.  
 quartier-général de Votre Majesté, s'est chargé de cette dépêche. Il 1812  
 m'en a apporté de Mr. d'Italinsky et de Mr. Liston des nouvelles un 22 Iulie.  
 peu plus fraîches, mais de la même nature que celles que j'avais  
 déjà sur la coopération de ses compatriotes. L'amiral Greigh m'écrit  
 que, depuis qu'il a été connu à Constantinople que les hostilités ont  
 commencé chez nous, Mr. Liston se montre beaucoup plus disposé  
 à faire des démarches auprès de la Porte ottomane dans le sens de  
 nos projets. Cela est moins utile dans ce moment, depuis que la

---

<sup>1)</sup> Polonia se declarase Confederațiune independentă la începutul războiului franco-rus.

No. 87<sup>283</sup>, direction de cette armée a changé. L'alliance avec les Turcs ne nous  
 1812 avancerait guère, mais Votre Majesté observera par le contenu de  
 22 juil. la lettre de Mr. d'Italinsky que le reiss-effendi trouve de mauvaises  
 raisons pour éloigner l'époque de la publication de la paix. Je crois  
 qu'il a senti que la non-ratification de l'article secret relatif à l'Asie<sup>1)</sup>  
 n'est rien moins qu'avantageux pour eux, ce qui le fait désirer de  
 revenir sur ses pas et de régler cet article avant de publier la paix.  
 Ils sont toujours chicaneurs, quand ils n'ont pas peur et quand ils  
 voient devant eux des négociateurs timides. L'allusion qu'il a faite à  
 l'entrée de nos troupes en Servie en dernier lieu et à l'armement que  
 je me proposais de faire en Moldavie et en Valachie pourrait être  
 justifiée, si je n'avais donné dans le temps des éclaircissements  
 suffisants aux plénipotentiaires à Bucarest. L'envoi d'un petit corps  
 en Servie a été motivé par le brigandage, que des Turcs sans  
 aveu se sont permis contre le territoire servien, tandis que cette  
 province se trouvait encore sous notre garantie. la paix n'ayant  
 pas été ratifiée alors. L'armement de ces principautés s'est borné  
 au rassemblement de troupes, qui à différentes reprises ont été for-  
 mées par mes prédécesseurs et licenciées. Pour la garde bourgeoise,  
 elle devait être enregistrée seulement et attendre que l'alliance soit  
 faite, pour la former. Les plénipotentiaires ont été contents de cette  
 explication et je crois que, dès que la Porte aura reçu le même avis  
 et surtout la nouvelle du commencement de l'évacuation, elle se mon-  
 trera plus confiante. Andréossy est arrivé à Constantinople; je crains  
 que cela n'abaisse encore davantage la modération de Mr. d'Italinsky.  
 La paix est ratifiée, les ratifications échangées, et on ne veut ni l'écouter,  
 ni le reconnaître en sa qualité de plénipotentiaire; que restait-il à  
 faire? s'en retourner à Bucarest; Votre Majesté ne peut pas ordonner  
 autrement et Elle m'aurait ordonné le reste. Si c'est Andréossy ce-  
 pendant qui réussit à rompre cette paix, il ne me restera que l'un  
 des deux partis à prendre. Si je suis informé que la présence de  
 cette armée est indispensable au delà du Dniestre, je marcherai en avant,  
 sans m'embarrasser pour le moment de ce que deviendront les pays  
 que nous allons abandonner aux Turcs, en gardant seulement quelques  
 places fortes, comme Ismaël, Bender, qui peuvent être protégées et  
 secourues par eux. Mais si j'apprends, en m'avancant vers le Dniestre,  
 que nos affaires dans le nord vont bien sans cela, je rebrousserai  
 chemin et je poursuivrai cette guerre de la manière la plus décisive.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 57, p. 298 (art. VI).

Cependant, il est bien peu probable que la rupture ait lieu ; au reste, No. 87<sup>203</sup>. j'ai tout le temps de recevoir les instructions de Votre Majesté, si 1812 Elle jugeait nécessaire de m'en donner, ainsi qu'une réponse éclair- 22 Julie. cissante de Mr. Italinsky . Dans le cas de la réunion de mon armée avec celle du général Tormassoff et me portant sur le duché de Varsovie, je prie très-humblement Votre Majesté de me munir de ses instructions relatives et à la direction des armées et aux propositions que je pourrai mettre en avant, pour faire entrevoir aux Polonais quelques équivalents à celles dont l'empereur Napoléon les berce. Sans un moyen quelconque de cette genre, les batailles seraient vraisemblablement sans résultats. Il serait bon, je crois, de leur annoncer que Votre Majesté Impériale compte bien leur assurer une existence politique honorable, réelle et tout autrement avantageuse pour eux que ne le fera celui qui a déjà pris tant de peuples à cette amorce; qu'Elle n'entend pas faire un royaume qui ne serait qu'une province dépendante d'un préfet; qu'il entre dans son plan p. e. de se faire proclamer roi de Pologne constitutionnel et de faire respecter leur indépendance. Enfin, Sire, si ce n'est pas cela, ce sera autre chose que nous leur présenterons, sans quoi plusieurs batailles gagnées ne nous avanceraient pas de beaucoup. Personne ne le sait mieux que Votre Majesté, qu'aujourd'hui les victoires ne sont grandes et utiles qu'en raison de leurs résultats. Le chevalier Wilson a beaucoup causé avec moi: je crois qu'il pourra lui rendre un rapport fidèle de tout ce que nous nous sommes dit. Il serait très-utile, Sire, que cette armée puisse tout de suite se réunir à celle du général Tormassoff; à mesure que les troupes passeront le Dniestre, elles commenceront à grossir celles-là. Sans quoi, si je dois attendre la réunion de tous, cela durera jusqu'au 7 de septembre. Ne serait-il pas nécessaire d'avoir un officier intelligent auprès de chaque commandant en chef, afin qu'il puisse m'instruire de tout ce qui se passe d'intéressant dans les armées et que les opérations aient le plus d'ensemble possible? Je me suis adressé avec une pareille proposition au prince Bagration; je ne sais si elle sera agréée. Si la Suède ouvre sa campagne, il serait aussi bon que je puisse savoir ce qu'elle va faire. Peut-être suivrons-nous une direction qui tendra à nous rapprocher. | Du reste, on ne peut que très-bien augurer de tout ce qui se fait. La contrariété que Napoléon a éprouvée à frapper son grand coup est très-utile. La saison qui avance nous devient avantageuse et l'impétuosité française s'abat en attendant. La Porte a annoncé la paix à Mr. Liston et elle a voulu le cacher à Mr. d'Italinsky, ce qui doit

No. 87<sup>283</sup>. faire supposer qu'elle ne compte pas en faire la rupture de son côté.  
 1812 mais qu'elle a de la méfiance en nos intentions; c'est en quoi on ne  
 22 Julie. peut la blâmer. Votre Majesté voudra bien voir par la lettre de Mr. Liston, qu'il ne serait pas éloigné de nous proposer de sacrifier la Bessarabie; mais vraiment les Turcs ne le méritent pas. En attendant les ordres et les bonnes nouvelles, j'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté Impériale le très fidèle sujet.

P.S.—Votre Majesté Impériale verra, par la lettre de Mr. d'Italinsky, qu'il me suppose avoir compromis les intérêts de mon souverain et avoir agi contre ses vues, en l'engageant par mes dernières dépêches de demander une réponse positive aux Turcs sur leurs intentions de faire l'alliance ou de la refuser; qu'il a mieux aimé se laisser humilier de toutes les manières possibles que de montrer dans cette occasion la dignité du personnage qu'il représente et la fermeté nécessaire, ce qui m'oblige de renoncer à toutes transactions avec ce homme; et puisqu'il ne veut obéir qu'aux ordres précis de Votre Majesté, c'est à savoir maintenant ce qu'Elle daignera décider. Dans un cas où il aurait trouvé mes instructions trop pressantes, vu l'état des choses et les embarras dans lesquels il se trouve, n'y avait-il pas moyen de les éluder d'une manière plus honnête, sans me dire qu'il ne sera pas dit que, sans ordres précis de Votre Majesté, il a amené un ordre de choses contraires à vos vues? Mais c'est Pierre Fonton qui le fait dire, je crois, car tout ce qui déplaît aux Turcs est très-contraire à ses vues.

---

No. 87<sup>284</sup>.—Scrisoarea Amiralului Ciceagov către Împăratul Alexandru I, din 2 August 1812. București.

(Сборникъ, VI, p. 8.)

No 87<sup>284</sup>. Sire, La lettre, que Votre Majesté Impériale a daigné m'écrire  
 1812 de Moscou le 18 du mois passé <sup>1)</sup>, a versé dans mon âme tout le conten-  
 2 August. tement dont elle est encore susceptible. Il se trouve que j'ai deviné vos intentions, ce qui accomplit mes vœux. Imaginez, Sire, si, d'après la manière dont vous me traitez, j'avais eu le malheur de la contrarier ou de lui déplaire, dans quel état affreux cela m'aurait plongé. La résolution de Votre Majesté de poursuivre la guerre avec toute la vigueur possible, étant d'un intérêt majeur et de la plus grande

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>280</sup>, p. 1032.

importance pour le monde entier, sert aussi de la meilleure garantie No. 87<sup>284</sup>.  
 du succès. L'expérience a constaté que Napoléon, qui a triomphé 1812  
 successivement de toutes les guerres du cabinet et des conseils, a 2 August.  
 succombé infailliblement à toutes celles qui ont été nationales, ou  
 par la nature de gouvernement, ou par le concours des circonstances.  
 A commencer de l'Angleterre et l'Espagne, et de l'Egypte à St. Do-  
 mingue, il a toujours été vaincu. Or, par la manière dont Votre Ma-  
 jesté s'y prend, en électrisant les esprits des sujets, qui ne désirent  
 que de l'adorer, et en les faisant participer volontairement à ce but,  
 Elle nationalise la guerre et, par conséquent, oppose une force invin-  
 cible à son ennemi. Le plan, qu'Elle vient d'adopter pour ses armées,  
 est aussi d'une haute sagesse, j'ose le dire. Napoléon rencontre à  
 chaque pas le contraire de ce qu'il attend. Il doit craindre de s'en-  
 foncer dans l'intérieur, cependant il y est entraîné, pour ainsi dire,  
 malgré lui. Dieu veuille que ce système puisse être suivi avec tous  
 les avantages qu'il peut offrir et qu'il ne soit pas dit de nous comme  
 de tant d'autres généraux, que quand il ne savent plus que faire ils  
 se livrent au combat. || L'armée que j'ai l'honneur de commander  
 a pris la direction qu'il a plu à Votre Majesté de lui donner. L'avant-  
 garde, composée de plus de 8.000 hommes, sous le gén. lieut. Voïnoff,  
 est déjà près de Хотинъ. Le reste de l'armée se rassemble aux en-  
 virons de Фокшаны et doit se mettre en marche incessamment. Le corps  
 qui s'est trouvé en Servie et dans la petite Valachie a nécessité ce re-  
 tard, mais tout se réunit et tout marche d'ici, tandis que les 12 bat.  
 d'Odessa et un équipage de la marine, que j'ai pris de Sévastopol,  
 viennent nous rejoindre sur le Dniestre. J'ai cru que quelques ma-  
 telots pourraient m'être utiles pour le passage des rivières et tout  
 ce que l'on peut avoir à faire dans ce genre. Le colonel Drott com-  
 mande cet équipage; il m'a parlé instamment de l'employer; c'est  
 une tête chaude; on peut en tirer parti. || Les maladies du pays  
 ont commencé à se manifester peu de jours avant le départ des  
 troupes. Sans être mortelles, elles dérangent beaucoup cependant;  
 Je fais amener tous les malades sur des chariots, qui suivent les ré-  
 giments. Chemin faisant ils se rétablissent. C'est une période, dit-on,  
 qu'il faut supporter, comme on supporte la peste en Turquie. Ce qui  
 fait voir que notre séjour dans le voisinage de ces barbares n'a pas  
 été sans fruit, c'est que nous avons appris à déraisonner à la turque.  
 Quant à moi en particulier, n'ayant pas été assez longtemps dans le  
 pays, j'ignore cette manière de se soumettre avec insouciance et  
 apathie aux influences des localités. Je suis sûr que, si j'avais pu en

No. 87<sup>284</sup>. être prévenu à temps, on aurait pu prendre des précautions à Bucarest contre la fièvre, comme on aurait pu en prendre à Constantinople contre la peste. Mais tout ceci ne peut plus être bon que pour l'avenir. Demain je quitte Bucarest, pour me rendre à *Фокшанн*, faire partir les troupes tout de suite et me mettre à faire une petite tournée sur les bords du Danube, voir *Brăiloff*, *Ismaël*, etc., pour ne point quitter les contrées sans avoir vu nos nouvelles acquisitions et le plus important de nos restitutions. De là j'irai droit à *Jassy*, j'y arriverai avant les troupes et je serai à temps sur le *Dniestre* pour le passer avec mon avant-garde. Je laisse les Autrichiens dans une peur terrible derrière leurs abattis et leurs retranchements ; ils ne commenceront à respirer que lorsque nous serons sortis. Tous les mouvements des troupes qui ont eu lieu de ce côté ont toujours porté l'empreinte d'alarme. Le bruit court ici qu'ils ont fait marcher plusieurs régiments dans la *Bukowine*, pour se rapprocher du corps de *Schwarzenberg* peut-être. On nous a donné plusieurs nouvelles vagues sur des avantages que nous avons eus contre les Français, mais jusqu'à présent je n'ai rien reçu d'officiel à cet égard. Si la chose est vraie, c'est bien dommage qu'on se communique avec si peu d'empressement. On a dit qu'une armée ennemie de 100 m. h. été détruite, que *Macdonald* est pris, et rien ne se confirme. Je crains, Sire, qu'on ne se soit mis en tête d'observer un secret mal entendu, ce qui nous arrive de temps en temps. J'ai l'honneur de présenter ci-joint à Votre Majesté un rapport relatif à des récompenses méritées par quelques habitants de ce pays dévoués à la Russie. Je supplie de les agréer, Sire, car je puis l'assurer que j'ai été bien circonspect dans le choix. Le *vestiar Nentchoulesko*, dirigé par le métropolitain *Ignace*, a rendu les plus grands services par les secours pécuniaires et tous ceux que le pays offre. J'ai l'honneur de présenter, pour l'inspection de Votre Majesté, un état comparatif des sommes que j'ai trouvées dans la caisse et ce que j'emporte. L'augmentation est principalement due au métropolitain et au *vestiar*. J'ai déjà fait ma représentation à Votre Majesté quant au premier ; je la supplie de nouveau de ne pas me refuser cette grâce ; c'est un homme vraiment essentiel et unique pour nous. Ne pouvant pas continuer son séjour ici, il compte s'établir à Vienne, où il maintendra et même pourra étendre son cercle d'influence sur tous les peuples que nous voulons favoriser. J'ai cru ne pouvoir pas faire moins que de lui faire toucher, au nom de Votre Majesté, une somme de 2.000 ducats pour les frais de son voyage

et son nouvel établissement, jusqu'à ce que vous ayez daigné fixer No. 87<sup>884</sup>.  
 son traitement, Sire! || J'ai eu toutes les peines du monde à calmer 1812  
 les pauvres Serviens. C'est vraiment une des meilleures nations que 2 August.  
 je connaisse; ils sont prêts à mourir pour leur indépendance, leur  
 haine pour les Turcs est implacable; cependant, je crois être par-  
 venu à les persuader qu'il fallait dissimuler vis-à-vis les Turcs pour  
 le moment; que nous reviendrons aussitôt que cela sera possible et  
 qu'ils ne sont pas les seuls qui se soumettent aujourd'hui à une con-  
 dition, humiliante à la vérité, mais indispensable par les circonstan-  
 ces, qui est d'admettre les garnisons turques dans leurs places fortes.  
 Je leur ai cité la Prusse, qui s'y est soumise, et que l'Autriche même  
 n'est pas beaucoup plus honorablement traitée; que tout dépend du  
 salut de la Russie. Son triomphe doit relever le parti opprimé, sa  
 chute entraînerait celle de toute l'Europe. Que la Russie est tenue  
 par conséquent de réunir tous les moyens pour repousser l'attaque  
 de toutes les puissances, quoique malgré elles, réunies contre elle,  
 et que c'est à cause de cela que Votre Majesté a rappelé cette armée.  
 Je leur ai donné de l'argent et des munitions, bien en secret, pour  
 les cajoler. J'espère encore conserver leur confiance en nous. Je  
 mets sous les yeux de Votre Majesté l'organisation d'un gouverne-  
 ment provisoire que j'institue en Bessarabie. J'espère que vous ne  
 souffrirez point pour le moment, Sire, que votre administration s'en  
 mêle; si non, elle saura déranger tous nos plans futurs. Si les me-  
 sures que je propose sont défectueuses, je tâcherai de les corriger  
 d'après les observations de Votre Majesté et les instructions qu'Elle  
 daignera me donner. Je ne puis m'empêcher de rendre toute la  
 justice que mérite mon principal collaborateur dans toutes les af-  
 faires de quelque importance, le comte Capodistrias. Sa passion pour  
 se rendre utile, ses connaissances et ses sentiments nobles et déli-  
 cats sont de vrais titres à la bienveillance de Votre Majesté. S'il n'est  
 point contraire à sa justice, je crois que le grade de conseiller d'état  
 actuel serait une récompense aussi convenable que bien méritée par  
 cet individu. Je viens de recevoir, à l'instant même, des nouvelles  
 de la Servie. Leur chef a montré un très-grand caractère dans cette  
 occasion. Il est entré dans toutes nos vues et sous tous leurs rap-  
 ports; il a harangué et calmé les inquiétudes du peuple. Nos trou-  
 pes, en les quittant, sont accompagnées de larmes et de toutes les  
 démonstrations d'une véritable fraternité. On leur fournit les cha-  
 riots, les provisions, le vin, d'une station à l'autre. Ce n'est pas une  
 marche, c'est une partie de plaisir qu'elles font chez leurs amis

No. 87<sup>24</sup>. et confrères. Le seul reproche qu'ils nous font, c'est de ne pas en 1812 prendre quelques milliers pour agir contre les Français, comme 2 August. je le leur avais fait espérer. C'est un trésor pour nous que cette nation, Sire! Je ne négligerai, ni ne ménagerai aucun moyen pour entretenir cette noble et précieuse disposition. Ils ne prononcent jamais autrement le nom de Votre Majesté que, notre empereur Alexandre; les envoyés des Turcs pour les sommer de se rendre ont été invités à dîner chez Черной Георгий, qui les a obligés de boire à la santé de Votre Majesté et ensuite il a bu à celle du Grand-Seigneur. [ On avait fait courir le bruit d'une grande révolte à Constantinople, qui ne paraît pas se confirmer. Cependant, je n'ai pas encore de nouvelles sur la publication de la paix dans cette capitale, ni de la reconnaissance de Mr. Italinsky en qualité de ministre de Russie. On dit que le projet d'armer les peuples chrétiens a effrayé la Porte, par le plaisir que cette nouvelle avait causé à tous les Grecs et le reste des chrétiens. Il faut avouer, Sire, que tout était favorable pour notre premier projet; la plupart des habitants de la Bosnie même allaient prendre les armes pour nous; mais nous aurions été embarrassés ensuite pour les provisions, sans le concours des Anglais, qui eux-mêmes n'en ont pas. Malgré le projet que j'avais eu de maintenir ma correspondance avec notre mission à Constantinople, je suis obligé d'y renoncer, depuis que Mr. Italinsky a montré de la méfiance et du mépris pour mes instructions. Si, au lieu de se laisser intimider et humilier, il avait demandé ses passe-ports, les Turcs auraient tout de suite publié et la paix et sa reconnaissance. L'alliance est aujourd'hui inutile et, pour l'avenir, ce sera tout autre chose qu'il faudra faire, ce que j'étais bien aise de retrouver dans la lettre dont Votre Majesté m'a honoré <sup>1)</sup>. Ramispacha, qui a l'honneur d'être connu de Votre Majesté, a désiré me voir; je le lui ai permis. Arrivé ici, il m'a communiqué son projet, qui a besoin de la sanction impériale. Il demande la permission de rentrer dans son pays avec 2.000 hommes, qui se trouvent être de ses amis, parmi les prisonniers de guerre, et il me demande 2.000 fusils pour les armer. Il compte pouvoir s'emparer de Giourgévo avec cela, de s'y maintenir. Ensuite, maître de cette forteresse, il parviendrait à se faire nommer par le Sultan, qui a de l'amitié pour lui, Silistrie Vallessi, ou gouverneur de quelque autre place frontière. Je crois que, si nous voulons poursuivre

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>280</sup>, p. 1032.

nos projets sur la Turquie, qu'il vaut mieux garder chez nous cet homme; mais si le grand plan devait être abandonné, il pourrait nous être utile, comme un individu marquant par l'estime de son souverain, par ses qualités personnelles et sa reconnaissance pour les bontés insignes de Votre Majesté. En dernier résultat, si j'ose énoncer mon opinion, je crois qu'il faudrait attendre jusqu'à ce que l'horizon s'éclaircisse un peu devant nous. Je supplie Votre Majesté de donner ses ordres pour mettre l'armée que je commande au complet, en me désignant les dépôts des recrues d'où je puisse en tirer, en cas surtout que ceux qu'Elle m'avait indiqués une fois soient changés. Il nous manque près de 15.000 hommes. Je n'ai pas eu des nouvelles du général Carbonnier, qui doit être, à l'heure qu'il est, mort ou guéri; dans ce dernier cas, Votre Majesté aurait doublé mes moyens, si Elle voulait me l'envoyer. Il n'y a rien ici qui n'en soit à une distance infinie sous tous les rapports possibles. || J'espère que les dépêches, que j'ai eu l'honneur d'expédier à Votre Majesté par le lieutenant-colonel Poleff et le général Wilson, lui sont parvenues et que par là Elle n'aura pas été sans nouvelles. Les Autrichiens prétendent observer la plus stricte neutralité vis-à-vis de nous. Ayant appris la marche de nos troupes, ils ont envoyé au général Voïnoff un aide-de-camp du commandant de la Transylvanie, en déclarant les ordres précis de la cour relatifs à l'observation de la neutralité et lui demandant ce que signifiait son approche des frontières de l'Autriche. Voïnoff a répondu qu'il ne s'approchait des leurs que pour gagner les siennes et qu'ils pouvaient être tranquilles sur ce compte. Je n'ai jamais vu de meilleure disposition à la terreur panique que celle de ces gens-là. Le consul, en partant, a écrit au comte Capodistrias ces lignes: «Je ne puis m'éloigner de ce pays sans vous prier, Mr. le comte, de présenter à Mr. l'amiral mes respectueux hommages et de lui offrir mes très-humbles remerciements de toutes les marques de bienveillance, qu'il a bien voulu me donner pendant qu'il commande ici: j'en serai toujours pénétré de reconnaissance.» || Depuis son départ, il a écrit à notre consul de Hermanstadt que le commandant de la Transylvanie a vu avec satisfaction les soins que S. E. mettait à faciliter la correspondance et les communications commerciales entre les deux pays; que le commerce et la correspondance, auxquels le commandant autrichien donnera également de son côté appui et protection, ont déjà lieu et que les plus grandes facilités seront faites aussi par les Autrichiens en réciprocité. || Voici, Sire, sur quel pied nous nous sommes séparés

No. 87<sup>204</sup>.

1812

2 August.

No. 87<sup>244</sup>. de ces voisins, ce qui est, je crois, conforme aux vues de Votre Majesté.

1812 Ils ont ouvert et fermé leurs frontières dix fois alternativement ; une  
2 August. fois, à la suite de cette fermeture, ils m'ont proposé de permettre le commerce de bœufs et de chevaux, mais sans que les hommes les conduisent; je leur ai répondu que j'y consentais, s'ils peuvent engager les bœufs à venir chez eux tous seuls. || C'est sous le plus grand secret que je confie à Votre Majesté l'état des finances de cette armée, car, si on vient de l'apprendre, il serait possible qu'on veuille détourner cet argent pour d'autres usages, tandis qu'il faudrait le conserver pour nos projets à venir.

P. S. — Au moment où j'allais cacheter cette lettre, on m'apporte une petite monnaie bien remarquable, que je prends la liberté d'envoyer à Votre Majesté. J'aime à la regarder comme de bonne augure. C'est une pièce grecque d'Alexandre-le-Grand. La superstition d'esprit est une lâcheté ou une faiblesse et dès lors indigne d'approcher de vous, Sire; ceci c'est une superstition de cœur, qui exprime un sentiment et des vœux et, à ce titre, doit être tolérée.

---

No. 87<sup>285</sup>. — Extract din scrisoarea Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I, din 6 August 1812. Focșani.

(Сборникъ, VI, p. 18.)

No. 87<sup>285</sup>. Sire, La veille de mon départ de Bucarest, c'est-à-dire le 2  
1812 du courant, j'ai eu l'honneur d'adresser mes dépêches à Votre Ma-  
6 August. jesté Impériale par un des Pisany. Au moment de me mettre en voiture, j'ai reçu un autre Pisany de Constantinople. Mr. Italinsky me mande qu'à la fin la Porte s'est décidée à le reconnaître en sa qualité de ministre plénipotentiaire. Ses dépêches seront communiquées au chancelier, qui les mettra sans doute sous les yeux de Votre Majesté. La lettre que Mr. Italinsky a écrite au reiss-effendi est assez énergique, aussi elle a produit un bon effet; je ne conçois pas après cela comment lui et Mr. Liston peuvent-ils s'imaginer que ce n'est que par la douceur, la modération et la complaisance qu'on obtient ce que l'on veut de ce ministère. La conduite d'Andréossy, qu'ils qualifient comme pleine de hauteur et d'arrogance, vient à l'appui de cette vérité, qui de tout temps a caractérisé le gouvernement ture et que Votre Majesté m'avait donnée pour règle: que c'est par la fermeté et un ton audacieux et menaçant qu'on réussit auprès d'eux. Andréossy procède très-méthodiquement; il a déjà fait renvoyer le drogman prince Mourousi, qui est de notre parti. Dès

qu'il aura ainsi écarté les personnes qui étaient à même de com- No. 87<sup>me</sup>.  
 battre ses raisonnements et de contrarier ses démarches, il aura 1812  
 aplani les difficultés et c'est en vain que nous attendrons, comme 6 August.  
 le pensent nos deux ministres anglais et russe, blanchis dans les  
 affaires, que la soumission de la Porte aux prétentions de l'am-  
 bassadeur de France va le gâter, le rendre insolent et donner  
 une tournure favorable à nos affaires. Que Votre Majesté puisse me  
 laisser agir avec l'armée que j'ai l'honneur de commander, et Elle  
 pourra donner des ordres au Grand-Seigneur et le prévenir que je lui  
 demanderai, Sire, celui de le faire partir pour l'Asie. Le prince Mou-  
 rousi a dit au comte Capo d'Istria: Je ne sais ce que Mr. l'amiral a  
 fait, mais tous les chrétiens de la domination turque étaient prêts à se  
 soulever et n'en attendent que le signal. Quel malheur, Sire, d'avoir en-  
 core une fois trompé une pareille attente! Je suis encore à Fokchani et j'au-  
 rais été près de Constantinople à l'heure qu'il est. Quelle différence  
 d'effet pour les affaires générales! Le prince royal de Suède n'a  
 point de scrupule de passer par Copenhague pour aller à Lübeck ou  
 Stralsound; pourquoi en avons-nous de passer par Constantinople  
 pour aller en Italie ou en Dalmatie? Je demande très-humblement  
 pardon à Votre Majesté, mais le cœur me saigne quand je pense à  
 cette occasion manquée et qui ne reviendra peut-être pas. J'ai l'hon-  
 neur de joindre ici une copie de la lettre de Czerni-George, qui pleure  
 de ne pouvoir réunir ses troupes aux nôtres pour combattre l'en-  
 nemi commun. Que ne ferait-on pas avec 40 m. h. de pareilles gens?  
 J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté un mé-  
 moire autrichien, que Mr. Italinsky m'a communiqué. Il y a plu-  
 sieurs idées qui ont été approuvées, dit-on, pour la cour et dont  
 Elle profitera peut-être. Votre armée, Sire, faisait trembler le midi  
 de l'Europe et donnait de grandes distractions à Napoléon. Aujourd'hui,  
 les Turcs, les Autrichiens respirent, et la France les charge de faire  
 ce dont celle-ci avait été chargée....

No. 87<sup>me</sup>.—Extract din scrisoarea Amiralului Ciceagov  
 către Impăratul Alexandru I, din 18 August  
 1812. Iași.

(Сопущеніе, VI, p. 24.)

Sire, Les pluies, en débordant les rivières de ce pays, qui No. 87<sup>me</sup>.  
 sont en grand nombre, ont retardé notre marche de quelques jours. 1812  
 Cependant, aujourd'hui, le 18 du courant, l'avant-garde commence à 18 Aug.

No. 87<sup>26</sup>. passer le Dniestre à Хотинъ et le reste va la suivre de près. Je  
 1812 quitte Jassy et j'irai à Kamenez-Podolsk le plus tôt possible.....  
 18 Aug. Dans la tournée que j'ai faite à Giourgea, Ibraïl, Galatz, Réni, Ismaïl, j'ai traversé une partie de la Bessarabie pour venir à Jassy. J'ai trouvé à Giourgea et à Ibraïl quantité de canons de campagne, qui y étaient déposés. Je les fais retirer tous et j'ai l'honneur d'en prévenir Votre Majesté, sachant que les Turcs pourraient bien les réclamer, d'après l'article du traité où il est dit que les forteresses seront restituées dans l'état actuel<sup>1)</sup>. Mais cela ne doit regarder que la forteresse même, avec les canons de place qui y appartiennent, tandis que les autres sont des trophées qui appartiennent à l'armée à la suite des combats et qui, par conséquent, ne doivent pas être compris dans la restitution. La Bessarabie et un beau pays, Sire; il offre de grands avantages, mais il faut la laisser reposer pendant quelque temps. J'ai tâché de procurer quelques privilèges de plus aux habitants de cette contrée sur leurs voisins. Comme Votre Majesté aura pu l'observer par l'instruction du gouverneur civil, ils sont exempts d'impôts pendant trois ans, au lieu de deux, suivant la clause du traité de paix pour la Moldavie<sup>2)</sup>; ils sont exempts de recrues, car, dans le fait, la population est encore peu nombreuse et une mesure contraire, au lieu d'attirer, ferait fuir ceux qui y sont. Je m'applique à leur faire sentir la douceur du gouvernement de Votre Majesté, qui s'étend non-seulement sur ceux qui ont déjà le bonheur de lui appartenir, mais sur ceux mêmes dont les fortunes sont tombées en son pouvoir. Le mémoire ci-joint est présenté dans cette vue; je lui ai donné cette forme, parce que ce sont de ces papiers destinés à ne pas sortir du cabinet de Votre Majesté et dressés uniquement pour Elle. Je crois que ce pays prospérera, si Votre Majesté le préserve de la multiplicité des pouvoirs et des autorités. On ne doit y rien faire, rien organiser que le besoin local ne l'exige et les moyens locaux ne l'admettent. Le synode a été le premier à s'y mêler; il a tout fait ce qui regarde son commandement; il s'empare de la faculté d'ordonner et me réserve celle de payer les employés. J'ai fait la connaissance de l'exarque; il paraît vouloir se contenter de peu, il est humble et complaisant à l'excès; si on ne l'accable de réglemens et d'innovations, peut-être le clergé même de ce pays pourrait être heureux. Ce doit être un gouvernement

<sup>1)</sup> Cf. doc. 57, p. 298 (art. VI).

<sup>2)</sup> *Ibidem* (art. V).

théopolitique et non synodal, par conséquent tout ce que Votre Majesté fera pour écarter l'influence de [ce dernier sera utile et con-  
 courra avec le plan général. Le général M. Tutchkoff est très-aimé  
 en Bessarabie; par des moyens simples et doux il a attiré des ha-  
 bitants en ce pays et il a contribué à les établir d'une manière éco-  
 nomique et convenable aux habitudes, aux mœurs de ces gens et  
 aux ressources de la province. Il a des sentiments nobles, du désin-  
 téressement, du zèle et des lumières; j'ai l'honneur de présenter mon  
 rapport sur le moyen de le récompenser. C'est vraiment une ville  
 très-bien placée et très-vaste qu'il a créée....

P.S.—Le chef des Serviens a célébré publiquement, en face de  
 toute la nation rassemblée, la fête de sa réception de la décoration  
 S<sup>te</sup> Anne. L'air a retenti des acclamations de: Vive Sa Majesté  
 l'empereur Alexandre, notre bienfaiteur!

No. 87<sup>287</sup>.—Extract din scrisoarea Impăratului Alexan-  
 dru I către Amiralul Ciceagov, din 16 Septem-  
 brie 1812. Petersburg.

(Mémoires de l'amiral Tchitchagoff, éd. cit. p. 120.)

..... L'organisation que vous avez donnée à la Bessarabie No. 87<sup>287</sup>.  
 est excellente et je n'ai absolument aucun changement à y faire. 1812  
 J'espère que, grâce à vos soins et à ceux de M. de Stourdza<sup>1)</sup>, le 16 Sept.  
 pays se ressentira du changement de domination et sera heureux. ||  
 Le mémoire que vous m'avez envoyé sur les habitants de la Mol-  
 davie qui ont des possessions sur les deux rives du Pruth est très-  
 sage, et je l'approuve en plein. Mais, ce que je ne puis assez louer,  
 c'est votre conduite envers les Serviens; c'est un véritable service  
 que vous avez rendu à la Russie et à moi que de nous attacher  
 ces gens-là. Tranquillisez-vous sur ma discrétion quant à l'état de  
 richesse où se trouvent les caisses de votre armée<sup>2)</sup>. Je le dois à  
 vos soins et à votre sage administration; aussi il n'est pas juste que  
 vous soyez privé du fruit de vos peines.....

<sup>1)</sup> Al. de Stourdza.

<sup>2)</sup> Cf. doc. 87<sup>284</sup>, p. 1044.

No. 87<sup>288</sup>. — *Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Mareșalul Brune, ambasadorul Franciei la Constantinopole, din 8 Termidor anul XII (27 Iulie 1804). Pont-de-Briques.*

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 7871, IX, p. 547.)

No. 87<sup>288</sup>.  
1804  
27 Iulie.      Général Brune, mon ambassadeur à Constantinople, je vous expédie le présent courrier pour vous donner des instructions sur la conduite à tenir par rapport au cabinet russe. J'ai reçu par le ministre de la Porte près de moi une nouvelle lettre du Sultan Sélim. Elle est une réponse plus franche à la lettre que je lui ai écrite. Je me réserve de lui récrire incessamment. A cette occasion, j'ai dit à son ministre que le Porte se perdait par faiblesse; que deux choses l'effaceront du nombre des puissances, sans même l'honneur du combat: 1<sup>o</sup>. de souffrir et autoriser l'établissement des Russes à Corfou et de favoriser leur passage par le détroit; 2<sup>o</sup>. de permettre que les bâtimens grecs de l'Archipel naviguent sous pavillon russe. Vous aurez tenu note sans doute des troupes russes passées par le détroit. Je ne pense pas qu'il soit passé plus de 4.000 hommes, qui, joints aux 1.500 déjà passés, font 5 à 6.000 hommes. Quel est le but de cette division? Il ne peut y en avoir qu'un, celui de s'emparer de la Morée et de profiter du moment où je suis occupé de la guerre contre l'Angleterre, pour, de concert avec l'Autriche, envahir la Turquie européenne; et la Porte est assez insensée pour laisser ainsi passer des troupes évidemment dirigées contre elle! Vous devez vous attacher à lui faire sentir que 6.000 Russes et quatre ou cinq fois autant ne peuvent m'inquiéter en Italie, où j'ai 100.000 hommes, en supposant qu'ils aient des projets contre moi; mais, qu'au contraire, 6.000 Russes peuvent être un point d'appui pour soulever la Morée, contenir les troupes de l'Epire, dans le temps où la Russie menacerait Constantinople; que nous ne pouvons pas assurer que ce parti soit pris par la Russie, mais que nécessairement la Porte la conduira à ce projet, si elle continue à permettre le passage aux troupes russes par le détroit; qu'enfin, rien n'est plus dangereux pour elle que de voir les Russes établis en force à Corfou; que, pour ne point autoriser une pareille usurpation, j'ai retiré le chargé d'affaires que j'avais à Corfou et que je ferai même faire les représentations le plus fortes, dès que je pourrai connaître l'intention et les résolutions de la Porte sur cet objet. Quant au pavillon grec, le remède est bien simple: c'est de ne point laisser passer le

détroit aux Grecs sous pavillon non turc, de faire parcourir par quelques frégates l'Archipel, pour empêcher les Grecs de naviguer sous ce pavillon. Si la Porte continue à agir autrement, toute la Grèce sera russe et le Turc chassé, sans pouvoir même soutenir une guerre. J'ai rappelé Hédouville après l'incartade de la cour de Pétersbourg, qui a eu l'ineptie de porter le deuil du duc d'Enghien sans tenir à lui par aucune liaison de parenté et sans qu'aucune famille tenant aux Bourbons l'ait imitée. Je n'ai pu que retirer mon ambassadeur de Pétersbourg; mais je pense que les choses ne peuvent aller plus loin et qu'elles continueront à rester dans cet état de froideur, vu que, le cabinet de Saint-Pétersbourg étant extrêmement inconséquent, on ne peut attacher aucune foi à ses démarches, presque toutes hasardées. Il est convenable que vous soyez froid avec le ministre de Russie et que vous fassiez, dans toutes les occasions, apercevoir aux Turcs que je n'en veux pas aux Russes, ni ne les crains. Vous pourrez même vous expliquer assez haut sur l'occupation de Corfou contre le traité, sur la conduite qu'on tient avec la Porte, ainsi que sur les hostilités dont on use envers la Perse. Notre situation avec l'Angleterre est des plus favorables. On ne se ressent point de la guerre en France, en raison de l'oppression où elle tient l'Angleterre, et j'ai ici autour de moi près de 120.000 hommes et 3.000 péniches et chaloupes canonnières, qui n'attendent qu'un vent favorable pour porter l'aigle impériale sur la Tour de Londres. Le temps et le destin seuls savent ce qu'il en sera. || Ne retenez pas mon courrier plus de huit jours et par son retour, faites-moi part exactement du nombre de troupes russes qui ont passé par le détroit, des préparatifs des Russes dans la mer Noire, préparatifs qu'il ne faut pas évaluer légèrement, mais qu'il faut approfondir autant qu'il vous sera possible, enfin de la situation de l'empire ottoman et de ses dispositions à notre égard.

---

No. 87<sup>289</sup>.—Discursul ambasadurului extraordinar al Turciei, Muhib-effendi, către împăratul Napoleon I, în audiența din 5 Iunie 1806, la Paris<sup>1)</sup>.

(Testa, loc. cit., II, p. 274.)

Sire, S. M. l'empereur de toutes les Turquies, maître sur les

1806

5 Iunie.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>21</sup>, p. 498.

No. 87<sup>299</sup>.  
1806  
5 Juin. deux mers, serviteur fidèle de deux villes saintes, le Sultan Sélim-Han, dont le règne soit éternel, m'envoie à Sa Majesté Impériale et royale Napoléon le premier, le plus grand parmi les souverains de la croyance du Christ, l'astre éclatant de la gloire des nations occidentales, celui qui tient d'une main ferme l'épée de la valeur et le sceptre de la justice, pour lui remettre la présente lettre impériale, qui contient les félicitations sur l'avènement au trône impérial et royal et les assurances d'un attachement pur et parfait. | La Sublime Porte n'a cessé de faire des vœux pour la prospérité de la France et pour la gloire que son sublime et immortel empereur vient d'acquérir, et elle a voulu manifester hautement la joie qu'elle en ressentait; c'est dans cette vue, Sire, que mon souverain, toujours magnanime, m'a ordonné de me rendre près du trône de V. M. Impériale et Royale, pour la féliciter de votre avènement au trône et pour lui dire que, les communications ordinaires ne suffisant pas dans une pareille circonstance, il a voulu envoyer un ambassadeur spécial, pour signaler d'une manière plus éclatante les sentiments de confiance, d'attachement et d'admiration dont il est pénétré pour un prince qu'il regarde comme le plus ancien, le plus fidèle et le plus nécessaire ami de son empire.

---

No. 87<sup>290</sup>.— Nota ambasadorului frances, Generalul Sebastiani, către Sublima Poartă, din 16 Septembrie 1806. Constantinopole.

(Testa, loc. cit., II, p. 279.)

(Traducțiune din englezească.)

No. 87<sup>292</sup>.  
1806  
16 Sept. Le soussigné, général de division, ambassadeur de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, a l'honneur de soumettre à S. E. le reis-effendi les réflexions suivantes: Il a été informé d'une manière indirecte, mais positive, que la légation de Russie a présenté à la Sublime Porte une note, où il est dit que l'empereur de Russie a refusé de ratifier le traité de paix signé à Paris par son plénipotentiaire <sup>1)</sup>. Ce refus place l'Europe dans la même situation où elle était il y a six semaines, mais il dévoile les projets de la Russie. Le traité de paix stipulant l'indépendance des Sept-Îles, stipulation qui éloigne les Russes de la Méditerranée, où ils se sont établis pour attaquer

---

<sup>1)</sup> Cf. Martens, Recueil, VIII, p. 472 : tractatul semnat la Paris in 8 (28) iulie 1806; cf. doc. 87<sup>291</sup>, p. 507.

l'empire ottoman sur divers points, ne pouvait être accepté par eux. || No 87<sup>229</sup>.  
 La république de Raguse a été rendue à son ancienne indépendance 1806  
 sous la protection de la Sublime Porte; cet arrangement est contraire 16 Sept.  
 aux vues des Russes, parce qu'il les empêche de conserver leurs  
 intelligences avec les Monténégrins et les rebelles Serviens. || C'est  
 sans doute l'article stipulant l'indépendance de l'empire ottoman et  
 l'intégrité de son territoire, qui a motivé le rejet de la paix  
 à Saint-Petersbourg. La Russie a compris qu'elle ne pourra plus  
 s'emparer des provinces de l'empire par la force des armes,  
 comme elle s'est emparé de la Crimée, ou les extorquer en temps  
 de paix, comme elle a extorqué la Géorgie et le passage des Dar-  
 danelles || Le traité de paix, enfin, laissant les Français en Albanie  
 et en Dalmatie, place sur les frontières de la Turquie son plus an-  
 cien allié et son plus fidèle ami, qui est toujours prêt à la défendre.  
 Tels sont les motifs déterminants de refus du cabinet de Saint-Pé-  
 tersbourg. || Je ne me laisse pas aller à de vaines déclamations, je  
 vous sou mets des faits: je vous supplie de les peser avec toute l'at-  
 tention qu'ils méritent. || Si, dans ces circonstances difficiles, la  
 Porte n'apprécie pas au juste ses dangers et sa force, si elle ne prend  
 pas la résolution qu'exigent ses intérêts, j'aurai peut-être bientôt à  
 plaindre son sort! || Le soussigné a reçu les ordres les plus positifs  
 de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, de déclarer à la Sublime  
 Porte que, non-seulement les principes d'amitié, mais aussi ceux de  
 la stricte neutralité exigent que le passage du Bosphore soit fermé  
 aux bâtiments de guerre russes, ainsi qu'à tout autre navire de cette  
 nation chargé de troupes, de munitions ou de vivres; et que la  
 Sublime Porte ne pourrait leur laisser ouvert ledit passage sans  
 commettre un acte d'hostilité envers la France et sans autoriser S. M.  
 l'empereur Napoléon-le-Grand à passer par le territoire de l'em-  
 pire ottoman pour combattre l'armée russe sur les bords du Dnies-  
 ter. || Le renouvellement ou la continuation de l'alliance avec les  
 ennemis de la France, comme l'Angleterre et la Russie, sera, non-seule-  
 ment une violation manifeste de la neutralité, mais aussi une parti-  
 cipation de la Sublime Porte à la guerre que ces puissances conti-  
 nuent contre la France, et S. M. se verra obligée d'adopter des me-  
 sures conformes à ses intérêts et à sa dignité. || La Sublime Porte  
 ne peut pas entretenir des rapports avec deux missions de Naples  
 et S. M. l'empereur des Français ne saurait tolérer que son auguste  
 frère Napoléon-Joseph, roi de Naples et des Deux Siciles, rencontre  
 ici des difficultés qu'il n'éprouve d'aucune autre puissance amie de

No. 87<sup>290</sup>. la France. S. M. l'empereur a une forte armée en Dalmatie: cette  
 1806 armée se trouve réunie pour la défense de l'empire ottoman, à moins  
 16 Sept. qu'une conduite équivoque de la Sublime Porte ou une condescen-  
 dance envers la Russie et l'Angleterre, qui la mettrait en leur pou-  
 voir, n'oblige S. M. l'empereur des Français de faire marcher ses forces  
 formidables dans un but entièrement opposé à celui qu'il a en vue.  
 S. M. a ordonné au soussigné d'exposer ces demandes à la Sublime Porte  
 de la manière la plus amicale, mais la plus énergique, afin d'obtenir d'elle  
 une réponse par écrit, et il faut espérer que cette réponse sera positive et  
 catégorique. Aucun délai ultérieur ne peut être accordé, et S. M. ne  
 doute point que la Sublime Porte ne veuille lui donner les assurances qu'il  
 désire et qui sont en si parfaite harmonie avec les intérêts de l'em-  
 pire ottoman. Le soussigné ne veut pas faire ici un vain exposé  
 des forces formidables du grand Napoléon: ses amis en connaissent  
 l'importance, ses ennemis en ont éprouvé les effets. Le génie de  
 son auguste maître est bien connu, ses résolutions sont sages et  
 promptes, son attachement pour S. H. est sincère. Il ne cherche que  
 l'indépendance, l'intégrité et la gloire de la Turquie. Il ne désire  
 rien. Il ne demande rien. Que de motifs puissants de s'unir à lui!  
 Quelle raison y aurait-il, d'autre part, de craindre la perte de sa  
 bonne volonté, de sa bienveillance, en adoptant une ligne de con-  
 duite timide, incertaine et hostile? Dans ces circonstances, la réponse  
 de la Sublime Porte réglera la conduite de mon auguste maître. Que  
 les ennemis de la France n'en imposent point à la Sublime Porte:  
 ses ennemis ont été vaincus et ils le seront toujours. Le grand Na-  
 poléon emploiera toutes ses ressources pour la gloire de S. H. Sé-  
 lim III, et si ses ressources sont immenses, son génie est encore  
 plus grand. | La présente note est assez importante, pour être sou-  
 mise à la profonde sagesse de S. M. l'empereur Sélim III et V. E.  
 est priée de profiter de la plus prochaine occasion de la mettre sous  
 ses yeux.

---

No. 87<sup>291</sup>. — Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sul-  
 tanul Selim III, din 11 Noembrie 1806. Berlin.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.322, XIII, p. 638.)

No. 87<sup>291</sup>. Très-haut, très-excellent, très-puissant, très-magnifique et invin-  
 1806 cible prince, grand empereur des Musulmans, Sultan Sélim, mon  
 11 Noem. très-cher et parfait ami, Dieu veuille augmenter votre gloire et hau-

tesse, avec fin très-heureuse! Le jour même où nos ennemis vous No. 87<sup>291</sup>.  
redemandaient la Moldavie et la Valachie, en vous parlant de mes 1806  
désastres, je remportais à Iéna une mémorable victoire et je mar- 11 Noem.  
chais à d'autres triomphes. Les armées de Prusse sont détruites  
ou prisonnières. Tout le pays est à moi. Je suis à Berlin, à Varso-  
vie. Je poursuis avec 300.000 hommes mes avantages et je ne ferai  
la paix que lorsque vous serez rentré en possession de vos prin-  
cipautés par le rétablissement des deux hospodars Callimachi et Ale-  
xandre Suzzo. Reprenez confiance. Les destins ont promis la durée  
de votre empire; j'ai la mission de le sauver, et je mets en com-  
mun avec vous mes victoires. Le moment est venu où la Sublime  
Porte doit retrouver son énergie et faire marcher ses armées pour  
couvrir Bender, Choczim, toute la ligne du Dniester. Je sais que  
les Russes retirent leurs forces de cette frontière; ils se dirigent  
sur moi; je les cherche et vais au-devant d'eux. Ne balancez plus;  
ils ne vous trompent que par impuissance. Ils se faisaient livrer vos  
provinces; la valeur ottomane doit les sauver. Sur ce, je prie Dieu,  
très-haut, très-excellent, très-puissant, très-magnanime et invincible  
prince, notre très-cher et parfait ami, qu'il augmente les jours de  
Votre Hautesse et les remplisse de toutes prospérités, avec fin très-  
heureuse.

Ecrit en notre château impérial, à Berlin.

No. 87<sup>292</sup>.—Scrisoarea Sultanului Selim III către Impă-  
ratorul Napoleon I, din 19 Ramazan 1221 (30  
Noembrie 1806). Constantinopole.

(Testa, loc. cit., II, p. 282.)

(Traducțiune oficială.)

Très-majestueux, très-puissant, très-auguste empereur et pa- No. 87<sup>293</sup>.  
dichah de France, notre grand ami Napoléon. L'affection pure et 1806  
sincère qui, depuis un temps immémorial, subsiste physiquement et 30 Noem.  
naturellement entre nos empires, restant concentrée dans le fond de  
nos caractères personnels et leur parfaite conformité, par une suite  
de l'identité de nos bonnes intentions parvenues au point d'éclore,  
prenant chaque jour plus de consistance, il était évident, depuis une  
certaine époque, que notre désir et notre attente réciproque tendaient  
simultanément à ce que les fruits salutaires de l'arbre de l'amitié,  
si heureusement planté dans nos cœurs, vinssent enfin orner le

No. 87<sup>292</sup>. plateau du grand jour; surtout à la suite de la non-ratification du  
 1806 traité bien connu (qui avait été signé à Paris<sup>1)</sup>), nos yeux, comme il  
 30 Noem. a été notifié par écrit à Votre Majesté Impériale, étaient fixés sur  
 l'apparition imminente des conséquences propres à la solution de  
 l'affaire et que nous attendions de l'élevation généreuse de son zèle.  
 lorsque nous avons appris de nos agents qu'Elle-même, à la tête  
 de ses invincibles guerriers, poursuivant avec célérité son premier  
 objet, avait marché sur Berlin; que les armées qui s'étaient pré-  
 sentées devant Sa Majesté Impériale n'avaient pu soutenir l'impé-  
 tuosité irresistible de ses attaques; que, dans le court espace de  
 quelques jours, toutes les forces de ses agresseurs avaient été  
 anéanties; qu'Elle avait déployé en cette occasion une vigueur et  
 une supériorité de manœuvres, qui méritent d'être consignées dans  
 les fastes de l'art militaire; et que la simple préface de ce succès  
 éclatant peut servir d'ornement à l'histoire des plus hauts faits d'armes.  
 Une nouvelle si agréable pour nous fut immédiatement confirmée à  
 notre Sublime Porte par le judicieux général Sébastiani, qui y réside  
 en qualité d'ambassadeur de Votre Majesté Impériale, et la vive af-  
 fection que nous avons vouée à votre auguste personne est la juste  
 mesure du plaisir, que nous ressentîmes en la voyant ainsi couronnée  
 de nouveau par les mains de la victoire. Bien plus, Votre Majesté  
 Impériale, à son entrée triomphale dans la ville de Berlin, ayant  
 voulu s'adresser à notre chargé d'affaires Yanco, qui s'y trouvait de  
 résidence de notre part, et celui-ci ayant, par un courrier extraordi-  
 naire, rendu compte à notre Sublime Porte des paroles pleines de  
 bonté et des ouvertures, dont Votre Majesté Impériale l'avait honoré,  
 touchant ses vues bienveillantes pour notre personne, d'après le  
 rapport qui nous en a été fait, nous n'avons pu considérer cette  
 démarche et ce langage que comme une nouvelle preuve de ce sen-  
 timent précieux qui a excité dans notre âme un surcroît infini de recon-  
 naissance. C'est donc spécialement pour nous acquitter du devoir de  
 féliciter Votre Majesté Impériale d'une victoire, qui jette la terreur dans le  
 cœur des ennemis, que nous prenons la plume en ce moment; c'est encore  
 pour lui faire connaître toute l'extase de notre sensibilité aux témoi-  
 gnages renouvelés en dernier lieu par sa Majesté Impériale Elle-même  
 de ses constantes dispositions à prendre sur Elle l'intérêt de notre  
 Sublime Porte, que notre présente lettre amicale lui est confidentiel-  
 lement adressée. || De tous les temps, la France était l'amie sincère

<sup>1)</sup> Cf. Martens, Recueil, VIII, p. 472; cf. doc. 87<sup>27</sup>, p. 507, et doc. 87<sup>292</sup>, p. 1050.

et l'alliée naturelle de notre Sublime Porte; mais déjà l'on aperçoit No. 87<sup>1806</sup>.  
tous les signes avant-coureurs de l'instant prédestiné où, les inten-  
tions des deux cours se trouvant à l'unisson, la puissance doit être 30 Noem.  
réduite en acte et donner naissance aux résultats fortunés qui font  
l'objet de nos espérances. Jusqu'ici, nous avons entamé, dans le  
silence et le secret, tous les préparatifs nécessaires; mais aujourd'hui  
nous procédons ouvertement au rassemblement des camps à former  
sur les points essentiels, à notre approvisionnement en munitions  
et matériaux de toute espèce, à la fortification de nos places et châ-  
teaux, à l'armement de nos forces navales, à l'emploi de tous les  
moyens de précaution. L'ambassadeur précité de Votre Majesté  
Impériale a été régulièrement instruit de tous ces détails, ainsi que  
des autres mesures de circonstance dont nous nous occupons. Nous  
devons aussi au même ambassadeur la justice de déclarer que, de-  
puis son arrivée à notre résidence de félicité, surtout dans les con-  
jonctures délicates et épineuses, il n'a cessé de manifester, de concert  
avec nos ministres, les procédés de l'amitié la plus active; qu'il a en  
toute occasion donné à notre Sublime Porte et directement à notre  
personne tous les avis et informations utiles, et que son zèle mérite  
un témoignage particulier de notre satisfaction. En un mot, nos  
intérêts étant communs, ainsi qu'il a déjà été dit, le premier de nos  
vœux est que le lien du sentiment qui unit nos deux empires de-  
vienne de plus en plus indissoluble. A cet effet, nous allons en-  
voyer sans retard à Votre Majesté Impériale un ministre chargé de  
négocier pour l'union éternelle de notre empire avec la France. "   
Lorsque cette vérité de nos sentiments sera parfaitement connue, Elle  
sera persuadée que nous attendons d'Elle la continuation des mêmes  
dispositions d'intérêt et d'amitié.

No. 87<sup>293</sup>. — Scrisoarea Sultanului Selim III către Impē-  
ratorul Napoleon I, din 27 Ramazan 1221 (8 De-  
cembrie 1806). Constantinopole.

(Testa, loc. cit., II, p. 285.)

(Traducțiune oficială.)

Très-majestueux, très-puissant, très-anguste empereur et padi-No. 87<sup>1806</sup>.  
schah de France, notre grand ami Napoléon. || Comme, dès le prin-  
cipe, nous étions convaincu qu'abstraction faite de l'ancienne et na- 8 Decem.  
turelle conformité d'intérêts existant entre nos empires, les vues et  
les projets que les autres nourrissent sur notre empire, depuis un

No 87<sup>293</sup>. 1806 8 Decem

temps immémorial, n'ont jamais passé par l'esprit de la cour de France, mais qu'au contraire elle chercha toujours des moyens d'augmenter la puissance et la dignité de l'empire ottoman et de maintenir en tout temps son indépendance et sa gloire, ma volonté sincère était, depuis une époque très-ancienne, que ces premiers liens d'affection et d'amitié prissent enfin le caractère de consistance d'une union et alliance, et, dans l'attente du moment prédestiné, ayant toujours l'œil fixé sur la manière la plus propre à faire disparaître sans inconvénients les obstacles accidentels, qui survenaient par une permission supérieure, je n'étais attentif qu'aux choix de l'occasion. || J'avais déjà cru reconnaître les signes avant-coureurs de l'instant propice pour réaliser cette volonté, si conforme aux intentions des deux cours, si analogue à leurs intérêts, dans les événements qui se sont passés en dernier lieu, lorsque le judicieux général Sébastiani, ambassadeur de Votre Majesté Impériale résidant près ma Sublime Porte, d'après les ordres qu'il venait de recevoir, y exposa les mêmes dispositions de la part de Votre Majesté Impériale et entra en explication sur les mesures convenables qu'Elle mettait en ce moment en voie d'exécution de la manière la plus avantageuse à l'objet désiré. Je me decidai aussitôt, d'après les sentiments réciproques d'affection et de loyauté, à faire partir un agent nommé ad-hoc pour aller traiter de l'alliance qui doit être conclue entre nos empires; c'est ce que j'avais marqué à Votre Majesté Impériale dans la dépêche amicale que je lui adressai il y a quelques jours, pour la féliciter sur ses victoires <sup>1)</sup>. Ledit agent choisi et aussi revêtu des pouvoirs requis doit se mettre en route incessamment. || Mais, en attendant qu'il ait fait ses préparatifs les plus indispensables, qu'il se soit rendu en diligence auprès de Votre Majesté Impériale et qu'il ait pu entrer en conférence et parvenir à la conclusion d'un acte formel, dont il est chargé, pour ne pas perdre du temps et pour satisfaire un moment plus tôt au désir de voir promptement les préliminaires de notre alliance établis sans intermédiaire, j'écris à Votre Majesté Impériale la présente dépêche expresse, que je regarde pour les préliminaires de l'alliance. Et c'est à cette fin que je l'expédie à Votre Majesté Impériale. D'après cela, je la reconnais dorénavant mon alliée et, par conséquent, j'attends de son amitié que nos intérêts respectifs seront communs et que les résultats de cette union à jamais durable iront toujours croissant et justifie-

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>293</sup>, p. 1053.

ront mon espérance. Nous étions occupés (ainsi que nous en avons No. 87<sup>293</sup>.  
prévenu Votre Majesté Impériale par notre précédente dépêche) de 1806  
tous les préparatifs nécessaires, et nous donnions tous nos soins à 8 Decem.  
rassembler de toutes parts nos forces et nos moyens, lorsque nous  
avons appris que, du côté du Dniéster, l'armée russe, en répandant  
des faits controuvés, avait marché droit sur nos frontières impériales.  
Nous avons en conséquence doublé et multiplié nos préparatifs;  
Nous avons expédié nos commandements impériaux à tous nos agents  
qui se trouvent sur nos frontières, pour leur recommander de ne  
point s'arrêter aux bruits mensongers propagés contre toute vérité;  
De se comporter suivant les circonstances et de redoubler de zèle  
et d'activité. Mettant toute notre confiance dans les grâces du Très-  
Haut, nous déployons tous nos efforts pour nous tenir prêts à agir  
par terre et par mer, et nous sommes dans l'impatience de recevoir  
sans cesse des nouvelles de Votre Majesté Impériale. Quant aux  
détails, nous nous en remettons, soit aux rapports circonstanciés de  
l'ambassadeur de Votre Majesté Impériale, soit à ce que lui fera savoir  
de vive voix notre susdit plénipotentiaire, qui a déjà un pied à l'étrier  
et ne tardera pas à suivre cette dépêche. || Dans cette affaire salulaire,  
comme en toute occasion, nous attendons que Votre Majesté Impériale,  
persuadée de nos bonnes intentions, s'empressera à montrer les effets  
d'une amitié bienveillante, conforme aux intérêts de notre Sublime  
Porte; Et de recommander à tous ses agents d'accélérer leurs  
mouvements, de faire tout leur possible pour amener une heureuse  
et prompte solution de notre alliance; Faire tous leurs efforts pour  
affaiblir les adversaires de ce côté-là; || Et de conduire les choses  
au terme convenable, que les circonstances pourraient exiger. || C'est  
le désir de notre cœur.

---

No. 87<sup>294</sup>.—Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Ar-  
chi-Cancelarul Imperiului frances, Cambacé-  
rès, din 11 Decembrie 1806. Posen.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.434, XIV, p. 78.)

Mon cousin, je reçois au moment même votre lettre du 1-er dé- No. 87<sup>294</sup>.  
cembre. Je désire que vous fassiez venir l'ambassadeur de la Porte 1806  
et que vous lui fassiez connaître qu'il est convenable qu'il expédie 11 Dec.  
un courrier à Constantinople, pour instruire son gouvernement de  
tout ce qui se passe en Europe. Vous lui direz que, par un courrier

No. 87<sup>294</sup>.  
1806  
11 Dec. que j'ai reçu de Jassy et qui a traversé la Pologne, j'ai appris que les Russes étaient entrés à Jassy le 25 novembre; que les pachas de Choczim et de Bender, s'étant retirés dans ces forteresses, y sont bloqués; que, dans cet état de choses, il est nécessaire qu'il instruisse la Porte que je suis à Varsovie, maître de donner des lois et de la secourir; qu'il fasse connaître à son gouvernement la situation de l'Europe et la nécessité de tenir bon; que, s'il n'agit dans cette circonstance, son indépendance est perdue; que les Russes ne peuvent l'attaquer sérieusement, parce que je les occupe ici; qu'il écrive que j'ai reçu la lettre de l'empereur Sélim <sup>1)</sup>; que j'ai bien compris son contenu et en ai été content; que j'aime l'empereur Sélim et prends beaucoup d'intérêt à lui. Faites traduire tous les bulletins de la grande armée pendant cette campagne et la campagne dernière en turc et en arabe, et envoyez-les à profusion à Constantinople. Faites-les tirer à six mille exemplaires. Faites faire une petite brochure à dix pages, bien faite, que vous soignerez vous-même et que vous intitulerez: Un vieil Ottoman à ses frères. Ce sera un appel contre les Russes, un tableau de leur politique et du résultat qu'il veulent obtenir. Vous en ferez imprimer dix mille exemplaires dans les mêmes langues. Mais il faut que cela soit en fait huit jours. Vous en enverrez un millier au vice-roi, qui les fera passer en Dalmatie; un millier à Marseille, pour les donner aux bâtiments qui vont dans le Levant; un millier à mon ministre à Constantinople; un millier à mon ministre à Vienne; vous m'en enverrez aussi un millier d'exemplaires. Quand l'ouvrage sera fait, vous le ferez montrer indirectement à l'ambassadeur turc, pour savoir ce qu'il en dit et s'il est bien écrit.

---

No. 87<sup>295</sup>.---Notă de publicat în «Monitorul Imperiului», redactată de Napoleon I, în 30 Decembrie 1806. Pultusk.

(Correspondance de Napoléon I-er, No. 11.522, XIV, p. 154.)

No. 87<sup>295</sup>.  
1806  
30 Dec. Il paraîtrait qu'ayant de si grands projets sur ses voisins, la Russie devait laisser tranquille la France. Telle aurait dû être sa politique, si l'intérêt de la Russie guidait ce cabinet; mais ce sont les passions de celui de Saint-James qui le guident. Toutefois, elle procède contre la Porte, en mettant de côté tous les égards que se doivent les nations. Au moment où ses troupes entraient en Moldavie, elle

---

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>292</sup>, p. 1053.

déclare que c'est d'accord avec le Grand-Seigneur; elle fait imprimer dans toutes les gazettes et colporter par tous ses agents un prétendu traité d'alliance avec la Porte: la Porte vient de la démentir, elle court aux armes. Pasvan-Oglou et Mustapha-Baïraktar, successeur de Terzeriek-Oglou, à Rustchuck, ont passé le Danube et occupé Bucarest avec 3.000 hommes, ce qui a arrêté la marche de l'armée russe. La Porte fait demander des explications au ministre de Russie, qui a répondu qu'il ne savait ce que cela voulait dire. Mustapha-Baïraktar et le pacha de Widdin, instruits que les Russes avaient arrêté le consul de France<sup>1)</sup>, ont fait arrêter le consul de Russie. || Quatre vaisseaux anglais sont devant Constantinople, pour en imposer à la Porte; ils ne lui en imposeront pas et l'Angleterre agirait contre ses plus chers intérêts, si elle secondait les prétentions démesurées de la Russie. D'ailleurs, que fera-t-elle? elle pillera quelques bâtiments, mais tous les ports de la Turquie lui seront fermés et les pertes qu'éprouvera son commerce porteront conseil à sa politique. Tous les prétendus traités d'alliance entre la Porte et la Russie, qu'on a colportés, se sont trouvés faux; la guerre est déclarée entre ces deux puissances. L'excès des maux que la Russie fait à la Porte ralliera tous les Musulmans à la cause commune et aux intérêts la plus chers de leur patrie. Déjà Michelson et Dolgorouki, qui commandent l'armée russe, ont fait demander des secours. Le chah de Perse se prépare aussi à repousser l'injuste agression de la Russie et à entrer en Géorgie.

No. 87<sup>288</sup>.  
1806  
30 Dec.

---

No. 87<sup>296</sup>.—Extract din depeşa ministrului Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Talleyrand, către ambasadorul frances la Constantinopole, Generalul Sébastiani, din 20 Ianuarie 1807. Varsovia.

(A. Lefebvre, loc. cit., III, p. 58; Testa, loc. cit., II, p. 290.)

.... Les Russes n'ont point assez de troupes en Moldavie et en Valachie, pour être en état de passer le Danube; ils n'ont tout au plus que 35.000 hommes et ce sera les affaiblir que de les forcer à avoir une seconde armée en Crimée. Il faut que l'escadre turque agisse dans la mer Noire, où les Russes ne sont point en forces

No. 87<sup>296</sup>.  
1807  
20 Jan.

<sup>1)</sup> Reinhardt, arestat la faşi şi liberat mai târziu.

No. 87<sup>296</sup>.  
1807  
20 Ian. pour leur résister. Il faut aussi remuer la Perse et diriger ses efforts vers la Géorgie. Obtenez de la Porte qu'elle donne au pacha d'Erzeroum l'ordre de marcher sur cette province avec toutes ses forces. Maintenez les bonnes dispositions du prince de Abazes et excitez-le à prendre part à la grande diversion contre l'ennemi commun. Que ce prince, le pacha d'Erzeroum, les Persans et la Porte attaquent en même temps la Géorgie, la Crimée et la Bessarabie....

No. 87<sup>297</sup>. — Raportul ministrului Relațiunilor exterioare al Franciei de Talleyrand, către Impăratul Napoleon I, din 28 Ianuarie <sup>1)</sup> 1807. Varsovia.

(Testa, loc. cit., II, p. 303.)

No. 87<sup>297</sup>.  
1807  
28 Ian. Sire, la Russie cesse de dissimuler. Elle a jeté le masque, dont elle avait jusqu'à présent essayé de se couvrir. Ses troupes sont entrées en Moldavie et en Valachie. Elles ont assiégé les forteresses de Choczim et de Bender. Les garnisons, peu nombreuses, attaquées à l'improviste et lorsqu'elles se confiaient en la foi des traités, ont dû céder à la supériorité du nombre et les deux forteresses ont été occupées par les Russes. Tout ce qui est sacré parmi les hommes a été foulé aux pieds. Le sang humain coulait, pendant que l'envoyé de Russie, dont la présence seule devait être la preuve et le garant de la continuation de l'état de paix, était encore à Constantinople et ne cessait d'y donner des assurances de l'amitié de son souverain pour S. H. La Porte n'a su qu'elle était attaquée, elle n'a appris que ses provinces étaient envahies que par le manifeste du général Michelson, que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux de V. M.; et, ce qui est aussi révoltant que bizarre, au moment où la Porte recevait ce manifeste, l'envoyé de Russie, protestant qu'il n'avait reçu aucune instruction de sa cour et qu'il ne croyait pas à la guerre, paraissait désavouer les proclamations des généraux russes et révoquer en doute l'entrée des armées russes sur le territoire ottoman. A quel sort l'Europe serait-elle réservée, si ses destins pouvaient dépendre des

<sup>1)</sup> Testa dă acestui act, după o copie din arhivele Ministeriului Afacerilor străine al Franciei, data de 28 noembrie 1807 și-l dă ca provenind de la d-l de Champagny. Este, fără îndoială, o eroare. Actul e, evident, după cuprinsul său, din 28 ianuarie 1807, pe când era ministru al Relațiunilor exterioare d-l de Talleyrand, care la acea epocă se afla la Varsovia.

caprices d'un cabinet qui change sans cesse, que différentes fractions No. 87<sup>1807</sup>.  
divisent et qui, ne suivant que ses passions, semble ou ignorer ou 1807  
méconnaître les sentiments, les procédés, les devoirs qui entretiennent la civilisation parmi les hommes. 28 Jan.

La Porte ottomane avait depuis longtemps la certitude qu'elle avait été trahie par le prince Ipsilanti, hospodar de Valachie. Le prince Mourousi, hospodar de Moldavie, ne lui inspirait plus entière confiance. Usant de son droit incontestable de souveraineté, elle a déposé l'un et l'autre et les remplaça par les princes Souzzo et Callimachi. Cette mesure déplut à Russie. Son envoyé déclara qu'il quitterait Constantinople, si les hospodars destitués n'étaient pas rétablis. A cette époque, une inconcevable guerre paraissait sur le point d'éclater entre la France et la Prusse. Étonnée de voir en mésintelligence les deux puissances les plus intéressées à sa conservation, la Porte sentit quel avantage leur décision donnerait à son ennemi naturel. Un amiral anglais parut avec une escadre et signifia que l'Angleterre ferait cause commune avec les Russes, si les anciens hospodars n'étaient pas rétablis. La Porte céda à la nécessité et conjura l'orage dont elle était menacée, en remettant en place les hospodars qu'elle venait de déclarer traîtres et en déposant les hommes de son choix. La Russie devait être satisfaite. L'Angleterre le fut au delà de ses espérances. La Porte avait cru et dû croire que, pour prix de sa condescendance, elle conserverait la paix, qu'elle avait si chèrement, si douloureusement achetée. Mais la nouvelle de la guerre déclarée par la Prusse et des premières hostilités commises ne tarda point à arriver à Saint-Petersbourg. La cour de Russie s'applaudit intérieurement d'une guerre, qui mettait aux prises deux alliés contre lesquels elle nourrissait en secret un égal ressentiment, deux puissances qui devaient être constamment d'accord pour s'opposer à ses projets contre l'empire ottoman. Dès lors, elle ne garda plus aucune mesure. Elle expédia au général Michelson l'ordre d'entrer en Moldavie et dévora en espérance une proie, qu'elle convoitait depuis tant d'années et que l'union de la France et de la Prusse l'avait jusque-là forcée de respecter. Heureusement pour la Turquie, la guerre de la Russie n'a duré qu'un moment et l'armée française, arrivant sur la Vistule, lorsque les troupes russes se concentraient sur le Dniéper, les a forcées de rétrograder et d'accourir pour défendre leurs frontières menacées. La Porte ottomane a senti son espoir renaître. Elle a sondé dans toute sa profondeur l'abîme, que sa condescendance avait creusé sous ses pas. Elle a reconnu qu'un miracle l'avait sauvée, et toute la Turquie

No. 87<sup>207</sup>. a couru aux armes, pour être désormais l'inséparable alliée de la  
 1807 France, sans le secours de laquelle elle était en danger de périr. ||  
 28 jan. Le 29 décembre, l'ambassadeur russe a quitté Constantinople, avec  
 toutes les personnes attachées à la légation, avec tous les négociants  
 russes et même avec les négociants grecs, qui étaient à Constanti-  
 nople sous la protection de la Russie. Tous ont été respectés, tous  
 ont pu se retirer librement, tandis que les Russes emmenaient pri-  
 sonnier en Russie le consul de V. M. à Yassy, quoiqu'ils lui eussent  
 donné des passeports pour se retirer par l'Autriche. Le 30, la dé-  
 claration de guerre de la Porte a été proclamée à Constantinople.  
 Les marques du commandement suprême, l'épée et la pelisse, ont  
 été envoyées au grand-vézir. Le cri de guerre a retenti de toutes les  
 mosquées. Tous les Ottomans se sont montrés unanimement convaincus  
 que la voie des armes est la seule qui leur reste, pour préserver  
 leur empire de l'ambition de ses ennemis. Peu de nations ont mis  
 dans la poursuite de leurs desseins autant d'artifice et de constance  
 que la Russie. La ruse et la violence qu'elle a tour à tour employées  
 pendant soixante ans contre la Pologne sont encore les armes dont  
 elle se sert contre l'empire ottoman. Abusant de l'influence que,  
 depuis les dernières guerres, elle avait acquise sur la Moldavie, elle  
 a, du sein de ces provinces, soufflé partout l'esprit de sédition et de  
 révolte. Elle a encouragé les serviteurs rebelles à la Porte. Elle  
 leur a fait passer des armes, elle leur a envoyé des officiers pour  
 les diriger. Profitant du naturel sauvage des Monténégrins et de leur  
 penchant à la rapine, elle les a soulevés et armés. Elle a pareille-  
 ment, et pour ses futurs desseins, armé secrètement la Morée, après  
 l'avoir effrayée de dangers imaginaires, dont elle avait adroitement  
 semé le bruit. Elle a, enfin, sous les prétextes les plus frivoles, con-  
 tinué d'occuper Corfou et les autres îles de la mer Ionienne, dont  
 elle avait elle-même reconnu l'indépendance. L'exécution de ses  
 projets étant ainsi préparée par tous les moyens que l'artifice et  
 l'intrigue pouvaient lui offrir, elle a saisi habilement l'occasion que  
 lui offrait la guerre de la France et de la Prusse et marché ouver-  
 tement à son but, avec cette violence qui ne connaît aucun droit,  
 ou n'en respecte aucun. Des circonstances aussi graves m'obligent  
 de rappeler à V. M. la conduite que tint l'ancien gouvernement de  
 la France, à une époque à laquelle il faut remonter pour trouver la  
 cause des événements actuels. De toutes les fautes de ce gouver-  
 nement, la plus impardonnable, parce qu'elle a été la plus funeste,  
 fut de souffrir, comme il le fit, avec une inconcevable imprévoyance

le premier partage de la Pologne, qu'il aurait pu si facilement empêcher. Sans ce premier partage, les deux autres n'auraient pu s'effectuer et n'auraient pas même été tentés à l'époque où ils furent faits. La Pologne existerait encore. Sa disparition n'aurait pas laissé un vide et l'Europe aurait évité les secousses et les agitations, qui l'ont tourmentée sans relâche depuis dix ans. Le cabinet de Versailles aggrava encore cette faute, en laissant la Porte ottomane seule aux prises avec les Russes et forcée aux plus douloureux sacrifices, quand il pouvait les lui épargner, quand il lui était si facile de la secourir, soit en 1783, après la paix qu'il venait de faire, soit cinq ans plus tard, lorsque commença cette guerre qui fut terminée par la déplorable paix de 1791. Cet oubli des intérêts de la France et de l'Europe entière aurait encore aujourd'hui pour l'une et l'autre des conséquences nouvelles et bien plus funestes, si V. M. ne les avait pas rendues impossibles. Mais V. M. a tant fait pour que ses ennemis désirent la paix et Elle a tant fait encore pour la rendre facile! Car on ne peut pas supposer que la Russie s'aveugle elle-même au point de renoncer à tous les bienfaits de la paix, en refusant de prendre le seul engagement que V. M. veuille exiger d'elle, celui de s'abstenir désormais des entreprises qu'elle a faites depuis trente ans et qu'elle poursuit ou renouvelle en ce moment sur les états qui l'avoisinent au midi, et reconnaître l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, qui importent si essentiellement à la politique de la France et au repos du monde.

No. 87<sup>297</sup>.  
1807  
28 Jan.

No. 87<sup>298</sup>.—Scrisoarea Sultanului Selim III către Împăratul Napoleon I, din 1 Zilhijdè 1221 (1 Februarie 1807). Constantinopole.

(Testa, loc cit., II, p. 294.)

(Traducțiune oficială.)

Très-auguste, très-puissant, très-sincère empereur et padichach de France, notre grand ami Napoléon. Après avoir offert à Votre Majesté Impériale les assurances les plus positives et les expressions les plus énergiques de notre amitié et nous être affectueusement informé de l'état de sa santé, nous nous empressons de lui faire l'exposé amical suivant. Etre exact et fidèle à la correspondance est un des devoirs qu'imposent l'estime et la confiance qui unissent deux amis, deux alliés loyaux et sincères. Ils doivent, en conséquence, s'appliquer à se communiquer l'un à l'autre leurs bonnes intentions

No. 87<sup>299</sup>.  
1807  
1 Febr.

No. 87<sup>298</sup>. et les plus secrètes pensées de leur mutuelle bienveillance. Il est de  
 1807 fait que ce sentiment a pris entre nous une consistance telle, qu'il  
 1 Febr. devient difficile de l'exprimer et superflu de chercher à le décrire  
 en détail. Je me bornerai à annoncer à Votre Majesté Impériale  
 que sa dépêche, en réponse à celle que je lui avais précédemment  
 adressée<sup>1)</sup>, m'est heureusement parvenue et que l'extrême affection  
 que Votre Majesté Impériale y manifeste pour ma personne, en me  
 pénétrant de la plus vive reconnaissance, n'a pu qu'imprimer un  
 nouveau mouvement, que donner un degré de plus de force et d'acti-  
 vité à une propension naturelle envers Votre Majesté Impériale et à  
 l'attachement que je professe pour Elle et qui va toujours crois-  
 sant. || Quant à la joie, que j'ai ressentie au fond de mon cœur à la  
 lecture de la glorieuse victoire que Votre Majesté Impériale vient  
 de remporter sur notre ennemi commun et dont le récit est con-  
 tenu dans sa dépêche, je désespère de pouvoir rendre cette vive sen-  
 sation; et cependant c'est d'après elle que je me hâte de féliciter  
 Votre Majesté Impériale sur ce succès éclatant, en augurant et dé-  
 sirant que nous ayons à nous congratuler réciproquement d'une in-  
 finité de pareils triomphes. || Dans ce moment même et sans être  
 arrêtées par la saison de l'hiver, nos troupes, entraînées par leur ar-  
 deur, se rassemblent sur le Danube, à Ismaïl. Notre volonté im-  
 périale est que, dès que l'artillerie, les munitions de guerre et tout  
 ce qui est nécessaire pour la fortification et la défense de nos places,  
 convois déjà en marche depuis longtemps, seront arrivés sur les lieux,  
 il soit incontinent procédé à l'expulsion de l'ennemi, qui avait en-  
 vahé par surprise notre territoire; et qu'après avoir opéré, avec la  
 divine assistance, cette heureuse évacuation, toutes nos forces soient  
 directement portées sur ledit ennemi, dans le juste espoir que le Dieu  
 des armées daignera seconder nos efforts pour venger de trop anciens  
 affronts. Outre cette courageuse avant-garde, notre camp impérial (que  
 la victoire l'accompagne!) doit incessamment s'ébranler de cette résidence  
 de félicité. Nous n'hésitons pas à présumer de la justice céleste que la  
 réunion qu'elle a permise de deux glorieuses puissances, telles que  
 la Sublime Porte et la France, par l'intimité qui règne entre nos  
 deux personnes impériales, ne parvienne à faire disparaître de la  
 surface de la terre l'orgueilleuse existence de notre ennemi natu-  
 rel. || D'après ce vœu prononcé, Votre Majesté Impériale peut juger  
 de l'empressement avec lequel j'attends la suite de sa marche triom-

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>298</sup>, p. 1055, și doc. 87<sup>49</sup>, p. 535.

phante, c'est-à-dire l'annonce de la fuite absolue de l'ennemi hors de la Pologne et la prise de possession par Votre Majesté Impériale de la partie de ce royaume qu'il s'était appropriée. Elle demande dans sa dépêche à connaître les dispositions militaires faites à ma Sublime Porte, afin d'y faire concorder son propre plan de campagne; elle marque qu'Elle voudrait, à cette fin, voir arriver le plénipotentiaire que j'avais député vers Elle; mais comme il n'avait cessé de conférer ici, pendant son séjour, avec le très-judicieux Sébastiani, ambassadeur de Votre Majesté Impériale résidant près de notre Porte de félicité, notre sincère ami, à qui tout est communiqué confidentiellement, sur les mesures relatives à la guerre et aux autres objets, Votre Majesté Impériale aura déjà été instruite de tous ces détails par les dépêches de son dit ambassadeur. Il y a d'ailleurs toute apparence que notre susdit plénipotentiaire, parti il y a quelque temps, avec ordre de se rendre en toute diligence auprès de Votre Majesté Impériale, sera dans ces jours-ci parvenu au terme de son voyage et lui aura confirmé les rapports de son ambassadeur. Ce ministre, dans un entretien qu'il eut en dernier lieu avec notre personne impériale, nous ayant témoigné le désir que nous reconnaissons le prince Joseph, auguste frère de Votre Majesté Impériale, comme roi de Naples, et le prince Louis, autre frère de Votre Majesté Impériale, comme roi de Hollande,—par une conséquence naturelle de la considération et des égards que nous nous plaçons à devoir à l'auguste maison de Votre Majesté Impériale, nous ne balançons point à nous réjouir de ce surcroît de splendeur qu'elle a acquis; et la satisfaction de lui déclarer et manifester que notre Sublime Porte a reconnu et reconnaît, de la manière désirée par l'ambassadeur de Votre Majesté Impériale, tant le prince Joseph pour roi de Naples, que le prince Louis pour roi de Hollande, n'est pas entrée pour peu dans les motifs qui nous ont induit à écrire à Votre Majesté Impériale la présente lettre amicale. A son heureuse réception, nous nous flattons que nos deux glorieuses cours, faisant, en bonnes et fidèles alliées, tous leurs efforts contre l'ennemi commun, et Votre Majesté Impériale continuant à se charger, comme Elle l'a fait jusqu'à présent, de tous les intérêts de notre Sublime Porte, nous en cueillerons constamment les fruits salutaires; aussi ne formons-nous aucun autre souhait que celui de la perpétuité de l'amitié et de la confiance qui nous unissent à Votre Majesté Impériale et de l'emploi fortuné de tous nos moyens combinés pour abat-

No. 87<sup>998</sup>.  
1807  
1 Febr.

No. 87<sup>298</sup>. tre les forces et l'orgueil de notre commun ennemi. Au surplus,  
 1807 puisse Votre Majesté Impériale jouir éternellement d'une santé inal-  
 1 Febr. térable et régner avec toute gloire et prospérité.

---

No. 87<sup>299</sup>.—Extract din depeşa Generalului Sébastiani, ambasadorul frances pe lângă Poartă, către ministrul Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Talleyrand, din 9 Februarie 1807. Constantinopole.

(Testa, loc. cit., II, p. 296.)

No. 87<sup>299</sup>. Monseigneur, l'arrivée du ministre ottoman auprès de S. M. ne  
 1807 vous laissera aucun doute sur les intentions de la Sublime Porte;  
 9 Febr. le gouvernement désire s'allier avec la France par un traité solennel et son ministre a les pouvoirs nécessaires pour en conclure un offensif et défensif<sup>1)</sup>; il est même autorisé à stipuler le passage des troupes françaises sur quelques portions du territoire turc. S. E. me rendra la justice de penser que j'ai été toujours d'opinion de conclure avec la Turquie un traité formel et de ne point se contenter d'une lettre du Grand-Seigneur; c'est pour cela que j'ai toujours continué à demander l'envoi d'un ministre et qu'il est parti.....

---

No. 87<sup>300</sup>.—Extract din depeşa dictată de Impăratul Napoleon I ministrului său de Relaţiuni exterioare, de Champagny, pentru ambasadorul frances la Constantinopole, Generalul Sébastiani, în 7 Septembrie 1807. Paris.

(Lefebvre, loc. cit., III, p. 164; Testa, loc. cit., II, p. 302.)

No. 87<sup>300</sup>. ..... Le traité de Tilsit a pu, au premier instant, mécontenter la  
 1807

7 Sept.

<sup>1)</sup> Cf. Lefebvre, loc. cit., III, p. 100: «Napoléon I-er avait chargé son grand écuyer, M. de Caulaincourt, de proposer de sa part à l'envoyé turc de conclure un traité sur les bases suivantes: L'alliance, que les deux puissances contracteraient, serait offensive et défensive. Elles s'engageraient à ne point faire la paix avec la Russie, sans s'être préalablement entendues. La France garantirait à la Turquie la conquête de la Crimée, si les armées turques parvenaient à s'en emparer, ainsi que la possession de la Moldavie et de la Valachie et l'intégrité de son territoire. C'est le 28 mai que ces propositions avaient été soumises par M. de Caulaincourt à Emin-effendi. Soit ignorance du véritable état des choses, ou que ses instructions fussent insuffisantes, l'ambassadeur turc n'avait voulu rien signer.

Porte, parce qu'il ne remplissait pas toutes ses espérances. Elle ne prétendait à rien moins qu'à recouvrer la Crimée et à étendre son empire jusqu'à ses anciennes limites. Mais comment a-t-elle pu s'aveugler au point de croire que, dans son état de faiblesse, lorsque son gouvernement venait d'être renversé et que cette première révolution en présageait d'autres, on pût parvenir à d'aussi grands résultats? Pouvaient-ils être l'ouvrage de ces armées turques si mal organisées, qui égorgent leurs chefs, qui ne connaissent aucune tactique, qui n'ont aucune discipline militaire et que 20.000 Russes ont tenues en échec pendant toute la campagne? Du reste, le traité de Tilsit n'a-t-il pas, par l'armistice, garanti ces armées, que vous dites réduites à 10.000 hommes, de l'inévitable destruction dont elles étaient menacées? N'a-t-il pas rendu à la Porte la Valachie et la Moldavie, qu'elle n'avait pu défendre même un seul jour? Un trait de plume a fait ce que le grand-vézir et toutes les forces ottomanes n'auraient pu opérer pendant dix ans de guerre. La France avait-elle d'autres engagements? Quel traité la liait à la Porte?.... Un ambassadeur turc a été envoyé à l'empereur, a passé quinze jours auprès de lui et n'a rien voulu signer <sup>1)</sup>. Les liaisons qui existaient entre l'empereur et le Sultan, sans avoir aucun caractère diplomatique, déterminaient suffisamment les rapports des deux souverains. Par honneur, par délicatesse, l'empereur pouvait se regarder comme lié aux intérêts du pays; mais ces engagements ne pouvaient être que personnels. Sélim a été renversé du trône. Son successeur s'est montré sous des rapports qui ne pouvaient faire supposer qu'il fût l'ami de la France. Quinze jours s'étaient écoulés, et vous n'aviez rien reçu. Aucune notification, aucun ambassadeur n'a été accrédité près de l'empereur; aucune lettre n'a été écrite, et les vôtres attestent que les liens qui avaient unis Sélim à la France étaient un obstacle à une liaison semblable avec Mustapha; les faits l'ont prouvé. Les canonnières français, envoyés à la demande de la Porte, ont été renvoyés par le nouveau prince, renvoyés et maltraités. N'était il pas évident que la Porte avait changé de système? Et l'empereur devait-il, pour ce gouvernement inconstant, capricieux et cruel, se refuser à une paix honorable et continuer une guerre, dont lui seul supportait tout le poids?... L'empereur espère que l'armistice aura été conclu, que la Porte a accepté sa médiation et que son ambassadeur est en chemin pour

No. 87<sup>299</sup>.  
1807  
7 Sept.

<sup>1)</sup> Cf. doc. 87<sup>299</sup>, p. 1066 (notă).

No. 87<sup>300</sup>. se rendre à Paris. Si cette conjecture est fondée, si la Porte a continué de se confier dans l'amitié de la France, l'empereur la soutiendra encore: il lui assurera la possession de la Moldavie et de la Valachie, et cette puissance aura encore quelques moments de végétation. Mais si la Porte a fait la paix avec l'Angleterre, si elle s'est séparée de la France, regardez-la comme perdue. L'empereur ne se refusera point au projet présenté depuis Tilsit de partager ses provinces et son existence politique aura pris fin avec l'année. L'empereur ne veut point hâter cette ruine inévitable; il soutiendra la Porte, tant que la Porte lui restera fidèle.

---

No. 87<sup>301</sup> — Extract din depeşa Generalului Sébastiani, ambasadorul frances pe lângă Poartă, către ministrul Relaţiunilor exterioare al Franciei, de Champagny, din 10 Decembrie 1807. Constantinopole.

(A. Lefebvre, loc. cit., III, p. 371; Testa, loc. cit., II, p. 305.)

No. 87<sup>301</sup>. [Dans une entrevue de Sébastiani avec le réis-efendi, celui-ci lui dit:] Un négociateur russe, M. Pozzo di Borgo, est venu nous offrir, de la part de sa cour, l'évacuation des deux provinces, avec la promesse de ne plus s'immiscer dans leur administration; nous avons tout refusé. Les Anglais ont fait mille efforts pour nous rapprocher de la Russie; nous avons repoussé leurs propositions. Ils ont voulu nous y contraindre par la violence; nous avons résisté. Recemment encore, ils nous ont fait de nouvelles ouvertures; nous sommes restés fidèles à l'alliance qui nous unit à vous. Lord Paget est parti, les propriétés des Anglais sont confisquées, leur marchandise sont prohibées et nos ports sont interdits à leurs vaisseaux. Enfin, Monsieur l'ambassadeur, vous avez demandé que la paix, au lieu d'être négociée à Bucarest, ce qui eût accélérée sa conclusion, le fût à Paris, et nous y avons consenti. Quel est le prix de tout ce dévouement? Le traité de Tilsit est ouvertement violé par les Russes; non-seulement ils occupent encore la Valachie et la Moldavie, mais chaque jour ils reçoivent de nouveaux renforts. Ils envoient aux Serviens des quantités énormes d'armes et de munitions, et un agent secret de la cour de Saint-Pétersbourg se trouve à Belgrade, où il excite plus que jamais les peuples de ces contrées à la révolte...

---

No. 87<sup>302</sup>. — Resumatul depeșei ministrului Relațiilor exterioare al Franciei, de Champagny, către Generalul Sébastiani, ambasador francez la Constantinopole, din 13 Ianuarie 1808. Paris.

(A. Lefebvre, loc. cit., III, p. 374; Testa, loc. cit., II, p. 307.)

Il est ordonné à l'ambassadeur de voir les ministres turcs, de leur faire No. 87<sup>302</sup>.  
pressentir que tous les efforts tentés par la cour de France, pour faire renon- 1808  
cer la Russie à ses prétentions sur la Valachie et la Moldavie, ont été jusqu'ici 13 Jan.  
infructueux; qu'elle ne conserve presque pas d'espoir de triompher de sa rés-  
istance, et que la Porte sera probablement forcée d'acheter la paix au prix  
de ces deux provinces.

No. 87<sup>303</sup>. — Nota d-lui Latour-Maubourg către Sublima Poartă, din 1808. Constantinopole<sup>1)</sup>.

(N. K. Schilder, Императоръ Александръ Первый, Petersburg 1897, II, p. 368.)

Jamais il n'exista une amitié aussi sincère et une harmonie aussi No. 87<sup>303</sup>.  
grande que celle qui unit dans ce moment les cours de Russie et de 1808  
France. Cependant, c'est avec beaucoup de peine que je remarque que la  
Porte négocie la paix avec la Russie et l'Angleterre. La Porte de-  
vrait se rappeler que, la France étant prise comme médiateur entre  
elle et la Russie, elle ferait une offense à Sa Majesté l'empereur Napo-  
léal, si elle oserait conclure une paix quelconque sans son consen-  
tement. D'ailleurs, aucune offense faite à la France ne restera im-  
punie. Si la Porte, comme c'est vraisemblable, compte sur la nou-  
velle coalition qui se trame — elle se trompe, car, avant que cette  
coalition soit arrangée, Sa Majesté l'empereur Napoléal le saura deux  
mois d'avance et vous apprendrez sa destruction avant de connaître  
les noms des puissances qui pourraient y avoir pris part. Au reste,  
quels pourront être les coalisés? Serait-ce la Suède? Où sont les  
moyens de l'Autriche, dont les armées ont été tant de fois battues?  
La Russie? qui pâlit à l'aspect d'une armée française et qui sollicite  
en tremblant la paix qu'elle ne doit qu'à la générosité de S. M. l'em-  
pereur des Français, duquel il ne dépendait que d'envahir les pays  
de ces Russes, qui étaient prêts à le recevoir. Voici donc les mem-

<sup>1)</sup> Cf. pentru epoca dintre 1806 și 1812 actele publicate în colecțiunea Hurmuzaki, Documente privitoare la Istoria Românilor, Suplement I, tom. II și III, și N. Iorga, Acte și Fragmente relative la Istoria Românilor, tom. II.

No. 87<sup>308</sup>. bres de cette coalition sur laquelle vous fondez votre **espérance**.

1808 D'ailleurs, sachez qu'en peu vos frontières seront occupées par les armées françaises, qui remplaceront les troupes russes, car S. M. l'empereur Napoléon n'a point renoncé au projet de rétablir le royaume de Pologne. En concluant la paix de Tilsit, il en a même fait mention à S. M. l'empereur Alexandre, mais il a été obligé de céder aux circonstances. Cependant, maintenant, jugeant le temps favorable pour l'exécution de ce projet, il y travaille sans relâche et dans peu vous en verrez l'accomplissement. Fiez-vous donc aux hautes vues de Sa Majesté et remettez le sort de l'empire ottoman entre ses mains. S. M. l'empereur Napoléon m'ordonne de vous communiquer tout ce que je viens de vous dire en cas que je pourrais soupçonner que vous ayez l'intention de faire quelques démarches contraires à ses volontés: comme j'ai cru, entrevoir non sans fondement, je me suis empressé d'exécuter cet ordre de Sa Majesté, en vous faisant part des projets que son grand génie médite et dont l'issue ne peut que tourner à l'avantage de la Sublime Porte, les intérêts de laquelle lui seront toujours présents.

---

No. 87<sup>304</sup>.—Protocolul asupra cestiunii Orientului semnat de plenipotențiarii Rusiei și Prusiei, în 2 (14) Martie 1822, la Berlin.

(F. Martens, loc. cit., VII, p. 119.)

No. 87<sup>304</sup>. Aujourd'hui, le 2 (14) mars 1822, M. le comte de Bernstorff, ministre d'état et du cabinet de S. M. le roi de Prusse, et le comte  
1822 d'Alopéus, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M.  
14 Martie. l'empereur de toutes les Russies, se sont réunis pour conférer sur les moyens de conciliation, que la Russie propose aux puissances ses alliées pour la conservation de sa paix avec la Porte ottomane. || M. le comte d'Alopéus a fait, au nom et d'après l'autorisation expresse de sa cour, la déclaration suivante: S. M. l'empereur de toutes les Russies, voulant témoigner aux monarques ses alliés tout le prix qu'Elle attache à la conservation de sa paix avec l'empire ottoman, se contentera d'une déclaration, qui sera faite directement à son ministère, au nom de la Porte ottomane, et qui portera qu'elle accepte toutes les conditions énoncées dans la lettre du ministère impérial au grand-vézir, du 13 (25) septembre, et dans la note officielle remise à la Porte en date de 6 (18) juillet dernier: «Que la Russie

est autorisée, par ses traités et par les droits de protection qu'ils lui accordent en faveur des Grecs, à exiger l'inviolabilité de la religion qu'elle professe, la reconstruction des églises et une juste distinction entre les innocents et les coupables.» || «Que la Russie sera pleinement satisfaite sur ces trois points.» || «Mais que, pour le moment, vu les circonstances où se trouve la nation musulmane, la Porte est au regret de devoir se borner:» || «1) à faire évacuer complètement et sans le moindre délai les principautés de Valachie et de Moldavie;» || «2) à confier provisoirement l'administration de ces contrées aux divans respectifs, sous la présidence des caïmacans grecs, dont le choix serait fait par la Porte d'après les règles établies pour la nomination des hospodars;» || «3) à envoyer sur les lieux un ou plusieurs plénipotentiaires turcs, en demandant à l'empereur d'y envoyer de son côté un ou plusieurs plénipotentiaires russes;» || «4) à munir les plénipotentiaires turcs des pouvoirs nécessaires pour régler avec les plénipotentiaires russes, non-seulement tout ce qui concerne l'exécution des traités dans les principautés, mais encore pour concerter avec eux les mesures auxquelles la Porte associerait la Russie dans la vue d'assurer une existence heureuse et paisible aux provinces chrétiennes de l'empire ottoman, que les traités ont placées sous la protection de Sa Majesté Impériale et que des événements déplorables entraînent dans l'abîme des révolutions.» || Si la Porte donne cette déclaration, S. M. l'empereur de toutes les Russies nommera aussitôt un ou plusieurs plénipotentiaires chargés de s'entendre avec les plénipotentiaires ottomans. || Mais si, dans les négociations qui s'ouvriront alors, la Porte refuse: || 1) D'exécuter religieusement les traités dans tout ce qui concernerait l'administration de la Valachie et de la Moldavie d'après le mode provisoire proposé dans la déclaration, que la Russie demande à la Porte; || 2) De se concerter avec la Russie sur les mesures communes, qui seraient prises pour la pacification générale des provinces que les traités ont placées sous la protection de cette puissance,— S. M. l'empereur de toutes les Russies comptera, de la part des monarques ses alliés, sur un appui propre à assurer le but de ses négociations. || Il est entendu que les mesures communes, dont il a été question plus haut auront pour objet: || 1) De faire cesser la guerre dans les provinces qui se trouvent en état d'insurrection; || 2) D'en assurer la possession tranquille à la Porte ottomane; || 3) D'amener un arrangement, au moyen duquel tous les habitants paisibles des pays insurgés et tous ceux qui poseraient les armes joui-

No. 87<sup>004</sup>.

1822

14 Martie.

No. 87<sup>304</sup> 1822 14 Martie raient du libre exercice de leur religion, posséderaient sans inquiétude leurs propriétés et obtiendraient des sûretés suffisantes pour leurs biens, leurs personnes et leur existence commune. M. le comte de Bernstorff, après avoir reçu cette ouverture, y a répondu, au nom de son auguste souverain, par la déclaration suivante: S. M. le roi de Prusse reconnaît et apprécie vivement la sagesse et la modération, qui ont dicté à S. M. l'empereur de toutes les Russies les modifications, que cet auguste souverain consent aujourd'hui à apporter aux demandes dont il a fait les conditions du maintien de sa paix avec la Porte ottomane, et Elle aime à y voir un gage infailible du succès des efforts qu'Elle a faits Elle-même, concurremment avec ses alliés, en faveur de la conservation de cette paix. Sa Majesté est tout-à-fait disposée à employer ultérieurement tous les moyens en son pouvoir pour concourir à un but aussi désirable. En conséquence, Elle fera, non-seulement appuyer à Constantinople de la manière la plus vigoureuse l'ultimatum modifié, auquel la cour de Russie déclare aujourd'hui vouloir borner ses demandes, mais Elle n'hésite pas non plus à porter au vif l'intérêt qu'Elle attache au maintien de la paix, ainsi qu'à son amitié pour son auguste allié, [par] le sacrifice de ses relations diplomatiques avec le gouvernement ottoman, du moment que ce moyen pourra être jugé nécessaire pour fixer les résolutions de la Porte en faveur des demandes de la Russie. A cette fin, Sa Majesté fera de suite enjoindre au chargé de ses affaires à Constantinople de faire, conjointement avec les missions d'Autriche, d'Angleterre et de France, tous les efforts pour engager la Porte à acquiescer aux demandes de la Russie et d'accéder, au cas que le gouvernement ture refusât d'émettre une déclaration qui contint toute la substance de ces demandes, ou que, dans ses négociations ultérieures avec la Russie, il fit difficulté d'admettre les conditions que cette puissance lui propose sur les bases des traités subsistants entre les deux empires et qui se trouvent énoncés ci-dessus, à toutes les démarches que les missions des autres cours alliées recevraient l'autorisation de faire auprès du gouvernement ottoman, pour faire connaître à celui-ci que les puissances, unies et de vues avec la Russie et pénétrées de la justice de ses demandes, ne pourraient, après ce refus, plus vouer aucun intérêt à la situation de la Porte, ne lui accorderaient aucun soutien, ni direct, ni indirect, et rappelleraient leurs missions de Constantinople, sauf à y laisser des agents, qui ne seraient chargés que des soins relatifs aux seuls rapports de commerce. Si, au cas que l'on parvienne à établir des

négociations directes entre la Russie et la Porte, les deux parties No. 87<sup>004</sup>.  
s'accordent dans le désir d'y voir intervenir des plénipotentiaires des 1822  
cours alliées, S. M. le roi de Prusse ne tardera pas à nommer et à 14 Martie.  
faire partir celui qu'Elle destina à y assister de sa part. || Mutu-  
ellement satisfaits de ces deux déclarations, M. le comte de Bern-  
storff et M. le comte d'Alopéus sont convenus, au nom de leurs  
augustes souverains, d'accepter respectivement les assurances qu'elles  
contiennent et d'envisager comme parfaitement obligatoires les enga-  
gements qui s'y trouvent énoncés. || En foi de quoi, ils ont signé le  
présent protocole.

Fait à Berlin, le 2 (14) mars 1822.

(L. S.) Bernstorff.

(L. S.) Alopéus.

No. 87<sup>005</sup>. — Convențiunea dintre Rusia și Austria rela-  
tivă la Imperiul otoman, semnată în 6 (18)  
Septembrie 1833, la Münchengraetz.

(F. Martens, loc. cit., IV, p. 445.)

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité. No. 87<sup>006</sup>.  
S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. l'empereur de toutes les Rus- 1833  
sies, considérant que leur intime union durant les derniers événe- 18 Sept.  
nements d'Egypte a puissamment contribué à préserver l'empire ot-  
toman des dangers dont il était menacé et l'Europe des complications  
qui auraient pu en résulter pour elle, animés d'ailleurs de cet esprit de  
conservation qui préside à leur politique commune et voulant ga-  
rantir la sûreté et le repos de leurs propres états limitrophes de la  
Turquie, ont résolu d'adopter également ce principe d'union comme  
règle fondamentale de leur conduite future relativement aux affaires  
d'Orient. En conséquence, Leurs dites Majestés ont jugé à propos  
d'arrêter par une convention spéciale les déterminations éventuelles,  
que l'application de ce principe pourrait rendre nécessaires. || A cet  
effet, Elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: || S. M.  
l'empereur d'Autriche, || Le sieur Clément-Wenceslas-Lothaire prince  
de Metternich, Winnebourg, etc.; || Et le sieur Charles-Louis comte  
de Ficquelmont, chevalier de l'ordre de la couronne de fer de la 1-ère  
classe, etc. || Et S. M. l'empereur de toutes les Russies, le sieur  
Charles-Robert comte de Nesselrode, son vice-chancelier, etc. etc.; || Le  
sieur Dmitri de Tatistscheff, son conseiller privé actuel, sénateur, etc.; ||

(Acte și Documente).

No. 87<sup>96</sup>. Et le sieur Alexis comte d'Orloff, général de cavalerie de ses armées,  
 1833 etc. || Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en  
 18 Sept. bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. I. — Les cours d'Autriche et de Russie s'engagent mutuellement à persévérer dans la résolution, qu'Elles ont prise, de maintenir l'existence de l'empire ottoman sous la dynastie actuelle, et à consacrer à ce but, dans un parfait accord, tous les moyens d'influence et d'action qui sont en leur pouvoir.

Art. II. — En conséquence, les deux cours impériales prennent l'engagement de s'opposer en commun à toute combinaison, qui porterait atteinte à l'indépendance de l'autorité souveraine en Turquie, soit par l'établissement d'une régence provisoire, soit par un changement complet de dynastie. Si l'un ou l'autre cas venait à se réaliser, les deux hautes parties contractantes, non-seulement ne reconnaîtraient point un pareil ordre de choses, mais se concerteraient sur les mesures les plus efficaces à adopter en commun, afin de prévenir les dangers, que le changement survenu dans l'existence de l'empire ottoman pourrait entraîner pour la sûreté et les intérêts de leurs propres états limitrophes de la Turquie.

Art. III. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut. || En foi de quoi etc.

Fait à Münchengraetz, le 18 septembre l'an de grâce 1833.

(L. S.) Le prince de Met- (L. S.) Le comte de Nes-  
 ternich. selrode.

(L. S.) Le comte de Fic- (L. S.) Tatistscheff.  
 quelmont. (L. S.) Le comte Orloff.

#### Articole separate și secrete ale convențiunii de la Münchengraetz.

Art. I. — Les hautes parties contractantes entendent appliquer spécialement au pacha d'Egypte les stipulations de l'article II de la convention patente de ce jour, et Elles s'engagent expressément à empêcher, d'un commun accord, que, soit directement, soit indirectement, l'autorité du pacha d'Egypte ne s'étende sur les provinces européennes de l'empire ottoman.

Art. II. — En signant la convention patente d'aujourd'hui, les deux cours impériales n'ont pas dû exclure de leurs prévisions le cas où, malgré leurs vœux et leurs efforts communs, l'ordre actuel des

choses en Turquie viendrait à être renversé; et il est de leur intention que ce cas, venant à se réaliser, n'apporte aucun changement au principe d'union pour les affaires de l'Orient, que la convention patente est destinée à consacrer entre elles. Il est entendu en conséquence que, le cas échéant, les deux cours impériales n'agiront que de concert et dans un parfait esprit de solidarité pour tout ce qui concerne l'établissement du nouvel ordre de choses, destiné à remplacer celui qui existe aujourd'hui, et qu'elles veilleront en commun à ce que le changement, survenu dans la situation intérieure de cet empire, ne puisse porter atteinte ni à la sûreté de leurs propres états et aux droits que les traités leur assurent respectivement, ni au maintien de l'équilibre européen. || Les présents articles séparés et secrets ayant la même force et valeur que la convention patente de ce jour, leurs ratifications seront échangées à Vienne en même temps que celles de la convention précitée. || En foi de quoi etc.

Fait à Münchengraetz, le 18 septembre l'an de grâce 1833.

(L. S.) Le prince de Metternich.

(L. S.) Le comte de Nesselrode.

(L. S.) Le comte de Ficquelmont.

(L. S.) Tatistscheff.

(L. S.) Le comte Orloff.

No. 87<sup>806</sup>.— Convențiune încheiată între Rusia și Austria pentru navigațiunea pe Dunăre, în 13 (25) Iulie 1840, la Petersburg.

(F. Martens, loc. cit., IV, p. 487.)

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

S. M. l'empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, et S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, animés du désir de faciliter, d'étendre et d'accroître de plus en plus les relations commerciales entre leurs états respectifs, en donnant un plus grand développement à la navigation du Danube, et persuadés qu'ils ne sauraient mieux atteindre ce but qu'en appliquant à ce fleuve les mêmes principes que le congrès de Vienne a établis pour la libre navigation des rivières qui séparent ou traversent différents pays, ont résolu d'un commun accord de régler par une convention spéciale tout ce qui a rapport à cet objet d'un intérêt réciproque. || A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé des plénipotentiaires, savoir S. M. l'empereur de toutes les Russies: le comte Charles-Robert de Nes-

No. 87<sup>806</sup>.  
1840  
25 Iulie.

**Na. 87<sup>me</sup>.** **1840** **25** **Julie.** **selroda**, son conseiller privé actuel, vice-chancelier etc. et le comte Michel Woronzow, son général, membre du conseil de l'empire etc., et S. M. l'empereur d'Autriche le comte Charles-Louis de Ficquelmont, grand'croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie, etc., lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

**Art. I.** — La navigation dans tout le cours du Danube, tant à partir du point où il touche le territoire russe jusqu'à son embouchure dans la mer Noire, que sur toute l'étendue où il baigne les états de S. M. I. et R. Apostolique, sera entièrement libre, soit en descendant, soit en remontant ; elle ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, soumise à aucune entrave, ni sujette à un péage quelconque, et il ne sera payé pour cette navigation d'autres redevances, que celles qui seront fixées ci-après.

**Art. II.** — Les navires marchands autrichiens, ainsi que ceux de toute autre nation, ayant le droit de naviguer dans la mer Noire et qui est en paix avec la Russie, pourront entrer librement dans les embouchures du Danube, le remonter, le descendre et en sortir, sans pour cela être soumis à aucun droit de douane ou de passage, sauf les redevances mentionnées ci-après. || De la même manière, les bâtiments marchands russes pourront librement remonter et descendre le Danube sur toute l'étendue où il baigne les états de S. M. Impériale et Royale Apostolique, sans être soumis pour cela à une rétribution quelconque.

**Art. III.** — Les navires et bâtiments autrichiens naviguant sur le Danube auront le droit de se faire halier le long du fleuve et sur toute l'étendue des îles de St. Georges, de Léti et de T'chatal, en suivant les chemins de halage établis par le gouvernement impérial de Russie sur l'une ou l'autre rive, selon l'exigence des précautions sanitaires, adoptées conformément aux règles de quarantaine, la surveillance qu'elles imposent ne devant d'ailleurs mettre aucune entrave à la navigation. || Pour ce qui concerne plus particulièrement le halage le long du quai de la ville de Réni, les deux parties contractantes rechercheront en commun les moyens à adopter pour rendre ce halage praticable, sans compromettre le maintien des règlements sanitaires et l'état de libre pratique de la ville de Réni.

**Art. IV.** — Les navires autrichiens ne seront assujettis à aucune visite, ni à leur entrée dans l'embouchure du Danube, ni à leur sortie. Ils ne pourront, à leur entrée dans l'embouchure de Soulina, être

arrêtés que le temps nécessaire pour que l'officier du bâtiment de garde puisse se faire exhiber les papiers de bord. Dès qu'ils auront rempli cette formalité et satisfait aux règlements sanitaires, il leur sera permis de continuer leur route, sans qu'ils puissent être retenus davantage dans cet endroit. || Les mêmes facilités seront accordées aux navires et bâtiments russes naviguant dans la partie du Danube qui traverse ou baigne les états de S. M. I. et R. Apostolique.

N<sup>o</sup>. 87<sup>000</sup>.  
1840  
25 Iulie.

Art. V. — Le gouvernement impérial de Russie s'engage à faire commencer le plus tôt possible les travaux nécessaires pour arrêter les progrès de l'ensablement de l'embouchure de Soulina et pour rendre cette passe praticable, de telle sorte qu'elle ne puisse plus opposer aucun obstacle à la navigation. || Ces travaux seront repris et poursuivis toutes les fois qu'ils seront jugés nécessaires et que la saison et le temps le permettront, afin d'empêcher un nouvel ensablement de ladite embouchure de Soulina.

Art. VI. — Le gouvernement impérial de Russie s'engage de plus à faire construire dans le plus bref délai possible un phare sur l'emplacement le plus convenable à l'embouchure de Soulina et à y faire établir un fanal d'après les meilleurs principes suivis aujourd'hui, avec de forts réflecteurs. Ce fanal sera allumé régulièrement au 1<sup>er</sup> mars n. st. de chaque année et il fonctionnera jusqu'au mois de décembre.

Art. VII. — Pour contribuer aux frais des travaux de curage et d'entretien stipulés à l'article V, ainsi qu'à ceux que nécessiteront la construction et l'entretien du fanal, établi également dans l'intérêt commun de la navigation des deux empires, || les navires autrichiens passant par l'embouchure de Soulina, chargés ou sur lest, paieront en une seule fois, pour l'entrée et la sortie, les droits stipulés ci-après d'une manière fixe et invariable, savoir: || pour frais de curage, || les bâtiments à trois mâts, trois piastres d'Espagne ou talaris; || les bâtiments à vapeur sans distinction, trois piastres d'Espagne ou talaris; || comme droit de fanal, tous les bâtiments autrichiens, sans distinction de grandeur et de tonnage, paieront un talari ou piastre d'Espagne. || L'une et l'autre redevance ne seront perçues qu'à la sortie des bâtiments de l'embouchure du Danube, et non à leur entrée, afin que les navires n'y soient point arrêtés et qu'ils puissent profiter du vent favorable pour remonter le fleuve sans perte de temps. || Le prélèvement des droits pour le curage aura lieu à dater de l'époque où les travaux en seront commencés. Cependant, tout navire autrichien qui, à dater de l'année 1842, serait dans la nécessité d'employer des

No. 87<sup>aus.</sup> allèges pour entrer dans le Danube ou pour en sortir, serait par ce  
1840 fait même affranchi du droit pour le curage. Le droit pour le fanal  
25 Julie. sera payé dès le moment qu'il sera allumé.

**Art. VIII.** — Pour faciliter encore davantage les relations commerciales entre les pays situés le long du Danube et les ports russes de la mer Noire, le gouvernement impérial de Russie consent à assimiler la navigation à vapeur autrichienne du Danube, sous le rapport des précautions sanitaires, à celle de la mer Noire par les Dardanelles, en admettant que les marchandises expédiées de Vienne ou de la Hongrie par le Danube à bord des pyroscaphes autrichiens soient traitées à Odessa ou dans les autres ports russes à l'instar de celles arrivant de Trieste, de Livourne et d'autres ports de la Méditerranée, toutes les fois que ces marchandises et les paquets ou ballots qui les renferment seront munis du sceau de l'ambassade de Russie à Vienne ou de celui du consulat de Russie à Orsova.

Art. IX. — Les deux hautes parties contractantes, en reconnaissant ainsi comme permanent le maintien du principe de la libre navigation du Danube, sont convenues que les stipulations de la présente convention resteront en vigueur et auront leur plein et entier effet pendant l'époque de dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications.

Art. X. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à St.-Petersbourg dans deux mois, ou plus tôt, si faire se peut. || En foi de quoi, etc.

Fait à St.-Petersbourg, le 13 (25) juillet 1840.

(L. S.) Charles comte de Nesselrode. (L. S.) Le comte de Ficquelmont.

(L. S.) C. M. Woronzow.

Ratifiée à Péterhoff, le 25 juillet 1840.

**No. 87<sup>507</sup>.—** Convențiunea dintre Austria, Franția, Marea Britania, Prusia, Rusia și Poarta Otomană, privitoare la Dardanele și Bosfor, încheiată la Londra în 13 Iulie 1841.

(Martens, Nouveau Recueil général, II, p. 128.)

No 87<sup>sup</sup>. Au Nom de Dieu Très-Miséricordieux.

1841 Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bo-  
13 Juil. hême, le roi des Français, la reine du Royaume-Uni de la Grande-

Bretagne et d'Irlande, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, persuadés que leur union et leur accord offrent à l'Europe le gage le plus certain de la conservation de la paix générale, objet constant de leur sollicitude, et Leursdites Majestés voulant attester cet accord en donnant à Sa Hautesse le Sultan une preuve manifeste du respect qu'Elles portent à l'inviolabilité de ses droits souverains, ainsi que de leur désir sincère de voir se consolider le repos de son empire, Leursdites Majestés ont résolu de se rendre à l'invitation de Sa Hautesse le Sultan, afin de constater en commun, par un acte formel, leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'empire ottoman, d'après laquelle le passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore doit toujours être fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix. || Leursdites Majestés, d'une part, et Sa Hautesse le Sultan, de l'autre, ayant résolu de conclure entre Elles une convention à ce sujet, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir: || Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Paul prince Esterhazy de Galantha, etc. et le sieur Philippe baron de Neumann, etc. || Sa Majesté le roi des Français, le sieur François-Adolphe baron de Bourqueney, etc. || Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henry-Jean vicomte de Palmerston, etc. || Sa Majesté le roi de Prusse, le sieur Henry Guillaume baron de Bulow, etc. || Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur Philippe baron de Brunow, etc. || et Sa Majesté le très-majestueux, très-puissant, très-magnifique Sultan Abdul-Medjid, empereur des Ottomans, Chekib-effendi, etc. || Lesquels, s'étant réciproquement communiqué leurs plein-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. I. — Sa Hautesse le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtimens de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits détroits. || Et leurs Majestés l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi des Français, la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

No. 87<sup>907</sup>.  
1841  
13 Iulie.

No. 87<sup>207</sup>. Art. II. — Il est entendu, qu'en constatant l'inviolabilité de l'an-  
 1841 cienne règle de l'empire ottoman mentionnée dans l'article précédent,  
 18 Julie. le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de  
 passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels  
 seront employés, comme il est d'usage, au service des légations des  
 puissances amies.

Art. III. — Sa Hautesse le Sultan se réserve de porter la présente  
 convention à la connaissance de toutes les puissances avec lesquelles  
 la Sublime Porte se trouve en relation d'amitié, en les invitant à y  
 accéder.

Art. IV. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications  
 en seront échangées à Londres à l'expiration de deux mois, ou plus tôt,  
 si faire se peut. || En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont  
 signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Londres, le treize juillet, l'an de grâce mil-huit-cent-qua-  
 rante et un.

(L. S.) Esterhazy.

(L. S.) Bulow.

(L. S.) Palmerston.

(L. S.) Bourqueney.

(L. S.) Chekib.

(L. S.) Brunow.

(L. S.) Neumann.

# TABELĂ CRONOLOGICĂ

## A

### ACTELOR SI DOCUMENTELOR

din

### VOLUMUL I.

#### I.

#### Tractate între Principatele Române și Turcia.

			<u>pag.</u>
1	1391	— Tractatul dintre Mircea I, Domnul Țării-Româ- nesci, și Sultanul Baiazed Ilderim . . . . .	1
2	1460	— Tractatul dintre Vlad V, Domnul Țării-Româ- nesci, și Sultanul Mahomet II. . . . .	2
3	1511	— Tractatul dintre Bogdan III, Domnul Moldovei, și Sultanul Baiazed II. . . . .	4
4	1634	— Tractatul dintre Vasile Lupul, Domnul Moldovei, și Sultanul Mahomed IV . . . . .	6

#### II.

#### Tractate între Principatele Române și Rusia.

5	1674	August	10. Condițiunile pentru încheierea unui tractat între Ștefan Petru, Domnul Moldovei, Constantin Șerban Domnul Munteniei, și Țarul Rusiei Alexie Mihailovici. . . . .	8
6	1688	Decembrie 28.	Tractatul dintre Șerban Cantacuzino, Domnul Ță- rii-Românesci, și Ioan și Petru, Țarii Rusiei. . . .	12
7	1711	Aprilie	13. Tractatul dintre Dimitrie Cantemir, Domnul Mol- dovei, și Petru-cel-Mare, Țarul Rusiei. . . . .	15

## III.

## Tractate între Turcia și Austria.

			pag.
8	1699	1. Tractatul de Pace de la Carlowitz . . . . .	22
9	1718	21. Tractatul de Pace de la Passarowitz . . . . .	32
10	»	27. Tractatul de Comerț de la Passarowitz . . . . .	41
11	1735	18. Tractatul de Pace de la Belgrad . . . . .	48
12	1771	6. Convențiunea de la Constantinopole (neratificată). . . . .	59
13	1775	7. Convențiunea de la Constantinopole pentru cesiunea Bucovinei și regularea fruntariei transilvane. . . . .	62
14	1776	12. Convențiunea explicativă de la Constantinopole pentru cesiunea Bucovinei. . . . .	65
15	»	2. Convențiunea de la Palamucta pentru delimitarea Bucovinei. . . . .	66
16	1791	4. Tractatul de Pace de la Sistov. . . . .	71
17	»	— Tractatul special de la Sistov. . . . .	79
18	1792	20. Instrumentul de reambulare a fruntariei de la Scărișoara pentru limitele dintre Țeara-Românească și Banatul Timișoarei. . . . .	82
19	»	20. Instrumentul de reambulare a fruntariei de la Focșani pentru limitele dintre Țeara-Românească și Transilvania. . . . .	84
20	»	14. Instrumentul de reambulare a fruntariei de la Folticeni pentru limitele dintre Moldova și Transilvania. . . . .	91

## IV.

## Tractate între Turcia și Rusia.

21	1711	21. Tractatul de Pace de la Prut . . . . .	97
22	1720	16. Tractatul de la Constantinopole . . . . .	100
23	1739	18. Tractatul de la Belgrad. . . . .	108
24	»	2. Convențiunea pentru fruntarii. . . . .	115
25	»	28. Convențiunea de la Constantinopole . . . . .	116
26	1770	29. Proclamațiunea Feldmareșalului Rumianțov către locuitorii Valachiei . . . . .	118
27	1771	9. Proclamațiunea Feldmareșalului Rumianțov către locuitorii Moldovei . . . . .	120
28	1772	30. Convențiunea de armistițiu de la Giurgiu . . . . .	122
29	»	— Act adițional prin care Marele Vizir ratifică Convențiunea de la Giurgiu. . . . .	123
30	1774	10. Tractatul de Pace de la Kuciuk-Kainargi . . . . .	125
31	»	10. Articolele separate ale Tractatului de la Kuciuk-Kainargi. . . . .	138
32	»	4. Hatiserif dat Domnului Moldovei Grigorie Ghica pentru Pronomiile Moldovei. . . . .	139

			pag.
33	1775	Ianuarie 28. Act relativ la Crimea . . . . .	146
34	»	Aprilie 4. Convențiunea pentru frantarii . . . . .	147
35	1779	Martie 10. Convențiunea explicativă din Constantinopole . .	150
36	1780	— Hatihumaiumul către Domniî Moldovei și Valachiei.	156
39	1783	Aprilie 8. Manifestul Impărătesei Rusiei Ecaterina II relativ la ocuparea Crimeei și Tartariei Cubanice . .	189
37	»	Iunie 21. Tractatul de Comerciū din Constantinopole . .	163
38	»	Iulie 20. Proclamațiunea Comitelui Petru Rumianțov către locuitorii Moldovei și Valachiei . . . . .	186
40	»	Senedul Inaltei Porți privitor la privilegiile Mol- dovei și Valachiei . . . . .	192
41	1784	Hatisheriful Sultanului Abdul-Hamid pentru Mol- dova și Valachia . . . . .	195
42	»	Ianuarie 8. Tractatul de Pace și de Amicie din Constantinopole	209
43	1785	Septembrie 7. Proclamațiunea Impărătesei Ecaterina II . . . .	211
44	1788	Februarie 17. Manifestul Impărătesei Ecaterina II către locuitorii Moldovei și Valachiei . . . . .	217
45	1792	Ianuarie 9. Tractatul de Pace de la Iași . . . . .	219
46	»	— Fermanul Inaltei Porți către Domnul Moldovei .	225
47	1793	Decembrie 23. Tractatul de Alianță defensivă de la Constantinopole.	233
48	1798	— Fermanul Inaltei Porți către Domnul Moldovei .	237
49	1799	— Hatihumaiumul Sultanului către Domnul Moldovei.	239
50	1800	Martie 21. Convențiunea pentru Republica celor Șapte-In- sule . . . . .	243
51	1802	— Fermanul de Domnie al Domnului Alexandru Moruz.	247
52	»	— Fermanul Inaltei Porți către Alexandru Moruz .	250
53	»	— Comandament Imperial privitor la Regulamentele vechi și nouă ale Provinciilor Moldova și Va- lachia . . . . .	252
		Nota remisă de Inalta Poartă Representantului Rusiei . . . . .	263
		Firmanul pentru Moldova (textul românesc). .	264
		Firmanul pentru Valachia (textul românesc) . .	277
54	1804	Iunie 1. Hatisheriful Inaltei Porți venit după Arzul trimis de Boeri la Constantinopole. . . . .	289
55	1806	Decembrie 23. Manifestul Impăratului Rusiei Alexandru I cetit în Divanele Moldovei și Valachiei . . . . .	292
56	1807	August 24. Tractatul de armistițiū de la Slobozia . . . . .	293
57	1812	Maiū 28. Tractatul de Pace de la Bucuresci. . . . .	296
58	1822	— Firmanul Sultanului către Domnul Moldovei Ioan Sandu Sturdza . . . . .	302
59	»	Iulie 1. Firmanul de Domnie al lui Ioan Sandu Sturdza.	307
61	1826	Octombrie 7. Convențiunile de la Akerman: 1. Convențiunea explicativă a Tractatului de Pace de la Bucuresci. . . . .	310
		2. Actul separat relativ la Principatele Moldova și Valachia . . . . .	314
		3. Actul separat relativ la Serbia . . . . .	317

			<u>pag.</u>
60	1828	Aprilie 25. Proclamațiunea Feldmareșalului Wittgenstein către locuitorii Moldovei și Valachiei . . . . .	308
67	1829	Iulie 29. Întâia ședință a Comitetului special pentru prelucrarea Regulamentului Organic . . . . .	340
62	»	Septembrie 14. Tractatul de Pace de la Adrianopole . . . . .	318
63	»	» 14. Actul separat de la Adrianopole relativ la Principatele Moldova și Valachia. . . . .	326
64	»	» 14. Actul separat de la Adrianopole relativ la indemnările de comerț și de rebel și la evacuarea Principatelor . . . . .	329
65	1833	Iulie 8. Tractatul de la Unkiar-Iskelessi . . . . .	333
	»	» 8. Actul secret adițional la Tractatul de la Unkiar-Iskelessi . . . . .	334
	»	Octombrie ---. Nota reprezentantului Franciei la St.-Petersburg. . . . .	334
	»	» ---. Nota Ministrului Afacerilor străine al Rusiei . . . . .	335
		Notițe asupra Tractatului de la Unkiar-Iskelessi. . . . .	336
66	1834	Ianuarie 29. Tractatul de la St.-Petersburg relativ la limitele asiatice, la Principatele Moldovei și Valachiei și la indemnitatea de rebel . . . . .	336
68	1836	Martie 27. Convențiunea de la Constantinopole relativă la plata indemnității de rebel și evacuarea Silistriei . . . . .	343
69	1846	Aprilie 30. Tractatul de Comerț de la Balta-Liman . . . . .	345
70	1848	Septembrie 25. Proclamațiunea comisarului Înaltei Porți Fuad-Effendi către locuitorii Valachiei . . . . .	353
71	»	» 27. Proclamațiunea Generalului rusesc Lüders către locuitorii Valachiei . . . . .	356
72	1849	Mai 1. Convențiunea de la Balta-Liman. . . . .	357
73	»	» ---. Fermanul către Domnul Moldovei Grigorie Alexandru Ghica, coprințitor Convențiunii de Balta-Liman. . . . .	360
74	»	» ---. Fermanul de Domnie al lui Grigorie Alexandru Ghica . . . . .	365
75	»	» ---. Fermanul de Domnie al lui Barbu Dimitrie Știrbei ca Domn al Valachiei . . . . .	366
76	1851	» ---. Fermanul Sultanului către Domnul Moldovei Grigorie Alexandru Ghica . . . . .	367
77	»	Ianuarie 22. Scrisoarea vizirială către Grigorie Al. Ghica . . . . .	370

## V.

**Tractate și Acte între Puterile Europene relative la  
Poarta Otomană și la Principatele Române.**

78	1781	Mai 21. Scrisoarea Împăratului Austriei Iosif II către Împărăteasa Rusiei Ecaterina II, fiind loc de Tractat secret. Viena . . . . .	372
79	»	» 21. Scrisoarea Împăratului Iosif II către Împărăteasa Ecaterina II, fiind loc de Tractat secret. Viena. . . . .	375

			pag.
80	1781 Mai	24. Scrisoarea Impărătesei Ecaterina II către Impăratul Iosef II, fiind loc de Tractat secret. Tsarskoëselo . . . . .	377
81	„	24. Scrisoarea Impărătesei Ecaterina II către Impăratul Iosef II, fiind loc de Tractat secret. Tsarskoëselo . . . . .	380
82	1772 Septembrie	10. Scrisoarea Impărătesei Ecaterina II către Impăratul Iosef II. Tsarskoëselo . . . . .	382
83	„ Noembrie	12. Scrisoarea Impăratului Iosef II către Impărăteasa Ecaterina II. Viena . . . . .	391
84	1783 Ianuarie	4. Scrisoarea Impărătesei Ecaterina II către Impăratul Iosef II. St-Petersburg . . . . .	394
85	1789 Mai	20. Scrisoarea Impăratului Iosef II către Impărăteasa Ecaterina II, fiind loc de Tractat secret. Viena . . . . .	398
86	„	30. Scrisoarea Impărătesei Ecaterina II către Impăratul Iosef II, fiind loc de Tractat secret. Tsarskoëselo . . . . .	399
87 <sup>a</sup>	1802 August	8. Raportul trimisului rus Morcof către Impăratul Alexandru I. Paris . . . . .	400
87 <sup>a</sup>	„	21. Extract din raportul d-lui Morcof către Kociubeiū. Paris . . . . .	401
87 <sup>a</sup>	„ Octombrie	18. Instrucțiunile particulare trimise Generalului Brune, ambasadorul Franciei la Constantino-pole. Saint-Cloud . . . . .	402
87 <sup>a</sup>	1803 Februarie	1. Instrucțiunile date de Comitele A. Worontzof d-lui Morcof. Petersburg . . . . .	403
87 <sup>a</sup>	„ Martie	17. Raportul d-lui Morcof către Comitele A. Vorontzof. Paris . . . . .	406
87 <sup>a</sup>	„ Septembrie	28. Instrucțiunile date de Comitele A. Vorontzof d-lui P. d'Oubril. Petersburg . . . . .	407
87 <sup>a</sup>	„ Noembrie	24. Memoriul Comitelui A. Vorontzof pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	408
87 <sup>a</sup>	„	30. Extract din instrucțiunile trimise de Comitele A. Vorontzof d-lui P. d'Oubril. Petersburg . . . . .	423
87 <sup>a</sup>	1804 Februarie	29. Memoriul Principelui Adam Czartoryski pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	424
87 <sup>ab</sup>	„ Iulie	27. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Mareșalul Brune. Pont-de-Briques . . . . .	1048
87 <sup>ac</sup>	1805 Ianuarie	30. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Paris . . . . .	431
87 <sup>ad</sup>	„ Martie	20. Memoriul d-lui Vernégues pentru guvernul Rusiei . . . . .	432
87 <sup>ae</sup>	„ August	19. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Lagărul din Boulogne . . . . .	435
87 <sup>af</sup>	„ Octombrie	11. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către d-l d'Ilauterive. Strasburg . . . . .	„
87 <sup>ag</sup>	„	17. Scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Strasburg . . . . .	436
		Proiect de tractat de Pace și de Alianță între	

			<u>pag.</u>
		Francia și Austria, propus de d-l de Talleyrand Impăratului Napoleon I. . . . .	441
87 <sup>16</sup>	1805	Decembrie 5. Scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Viena . . . . .	445
87 <sup>16</sup>	"	" 15. Tractatul de Alianță dintre Francia și Prusia în- cheiat la Viena . . . . .	448
87 <sup>18</sup>	1806	Ianuarie —. Comparațiunea opiniunilor emise în consiliul ținut de Impăratul Alexandru I la Petersburg . . . . .	451
87 <sup>19</sup>	"	" 23. Memoriul Principelui Adam Czartoryski pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	453
87 <sup>20</sup>	"	" 23. Memoriul Principelui Adam Czartoryski pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	458
87 <sup>21</sup>	"	" 28. Memoriul Principelui Adam Czartoryski pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	465
87 <sup>17</sup>	"	Februarie 15. Tractatul de Alianță dintre Francia și Prusia în- cheiat la Paris . . . . .	449
87 <sup>22</sup>	"	" 23. Memoriul rus remis Ducelui de Brunswick, tri- misul Prusiei. Petersburg . . . . .	472
87 <sup>23</sup>	"	" 27. Extract din scrisoarea Ducelui de Brunswick către Regele Frideric-Wilhelm III. Petersburg. . . . .	480
87 <sup>24</sup>	"	Martie 7. Raportul Principelui Adam Czartoryski către Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	"
87 <sup>25</sup>	"	" 8. Memoriul Principelui Adam Czartoryski pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	485
87 <sup>26</sup>	"	" 8. Rescriptul Impăratului Alexandru I către d-l Ita- linsky. Petersburg . . . . .	486
87 <sup>27</sup>	"	" 24. Extract din declarațiunea prusiană pentru Impă- ratul Alexandru I, propusă Regelui Frideric- Wilhelm III de Baronul Hardenberg . . . . .	488
		Anexă. Observațiunile Ducelui de Brunswick asupra memoriului Baronului Hardenberg . . . . .	489
87 <sup>28</sup>	"	Aprilie 17. Memoriul Principelui Adam Czartoryski pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	490
87 <sup>29</sup>	"	Mai 24. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Principele Eugeniū de Beauharnais. Saint- Cloud . . . . .	493
87 <sup>30</sup>	"	" 24. Instrucțiunile trimise de Principele Adam Czar- toryski d-lui Alopeus. Petersburg . . . . .	494
		Anexă. Memoriul rus asupra declarațiunii pru- siene către Rusia . . . . .	495
87 <sup>30</sup>	"	Iunie 5. Discursul ambasadorului Porții către Impăratul Napoleon I. Paris. . . . .	1049
87 <sup>31</sup>	"	" 5. Răspunsul Impăratului Napoleon I către amba- sadorul Sublimei Porți. Paris. . . . .	498
87 <sup>32</sup>	"	" 9. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Saint-Cloud . . . . .	"
87 <sup>33</sup>	"	" 11. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Saint-Cloud . . . . .	500

			pag.
87 <sup>34</sup>	1806 Iunie	20. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Saint-Cloud. . . . .	501
87 <sup>35</sup>	» Iulie	1. Declarațiunea secretă a Regelui Frideric-Wilhelm III către Impăratul Alexandru I. Charlottenburg . . . . .	502
87 <sup>36</sup>	» »	12. Declarațiunea secretă a Impăratului Alexandru I către Regele Frideric-Wilhelm III. Kamenoi-Ostroff . . . . .	506
87 <sup>37</sup>	» August	7. Raportul d-lui P. d'Oubril către Baronul de Budberg. Petersburg . . . . .	507
87 <sup>38</sup>	» Septembrie	16. Nota Generalului Sébastiani către Sublima Poartă. Constantinople . . . . .	1050
87 <sup>39</sup>	» Octombrie	23. Nota circulară a guvernului Rusiei cu ocasiunea intrării trupelor ruse în Moldova și Muntenia. Petersburg . . . . .	513
87 <sup>40</sup>	» Noembrie	--- Depeșa Baronului Budberg către d-l Italinsky. Petersburg . . . . .	518
87 <sup>41</sup>	» »	11. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Berlin . . . . .	1052
87 <sup>42</sup>	» »	30. Scrisoarea Sultanului Selim III către Impăratul Napoleon I. Constantinople . . . . .	1053
87 <sup>43</sup>	» —————	--- Memoriul Baronului Budberg pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	523
87 <sup>44</sup>	» Decembrie	1. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Sébastiani. Posen . . . . .	526
87 <sup>45</sup>	» »	1. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Posen . . . . .	527
87 <sup>46</sup>	» »	8. Scrisoarea Sultanului Selim III către Impăratul Napoleon I. Constantinople . . . . .	1055
87 <sup>47</sup>	» »	11. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Cambacérès. Posen . . . . .	1057
87 <sup>48</sup>	» »	24. Raportul Generalului Sébastiani către d-l de Talleyrand. Constantinople . . . . .	527
87 <sup>49</sup>	» »	20. Scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	530
87 <sup>50</sup>	» »	30. Notă de publicat în «Monitorul Imperiului», redactată de Impăratul Napoleon I. Pultusk . . . . .	1058
87 <sup>51</sup>	» »	31. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Pultusk . . . . .	531
87 <sup>52</sup>	1807 Ianuarie	1. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Varsovia . . . . .	»
87 <sup>53</sup>	» »	16. Extract din memoriul Baronului Budberg pentru Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	532
87 <sup>54</sup>	» »	20. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Francisc I. Varsovia . . . . .	535
87 <sup>55</sup>	» »	20. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Varsovia . . . . .	»
87 <sup>56</sup>	» »	20. Extract din depeșa d-lui de Talleyrand către Ge-	

		<u>pag.</u>
	neralul Sébastiani. Varsovia . . . . .	1069
87 <sup>54</sup> 1807 Ianuarie	26. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către d-l Andréossy. . . . .	536
87 <sup>55</sup> » »	28. Raportul d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	1060
87 <sup>56</sup> » »	29. Mesagiul Impăratului Napoleon I către Senat. Varsovia . . . . .	537
87 <sup>57</sup> » »	29. Scrisoarea Impăratului Napoleon I. către d-l de Talleyrand. Varsovia . . . . .	538
87 <sup>58</sup> » »	29. Scrisoarea Mareșalului Berthier către Generalul Marmont. Varsovia . . . . .	539
87 <sup>59</sup> » »	29. Extract din al 55-lea buletin al marelui armate franceze. Varsovia. . . . .	542
87 <sup>60</sup> » Februarie	1. Scrisoarea Sultanului Selim III către Impăratul Napoleon I. Constantinopole . . . . .	1063
87 <sup>61</sup> » »	8 Scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	542
87 <sup>62</sup> » »	9. Depeșa Generalului Sébastiani către d-l de Talleyrand. Constantinopole . . . . .	1066
87 <sup>63</sup> » »	28. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	544
87 <sup>64</sup> » Martie	3. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Osterode . . . . .	545
87 <sup>65</sup> » »	4. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	546
87 <sup>66</sup> » »	5. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	547
87 <sup>67</sup> » »	6. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	548
87 <sup>68</sup> » »	7. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	549
87 <sup>69</sup> » »	8. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	551
87 <sup>70</sup> » »	9. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Osterode . . . . .	552
87 <sup>71</sup> » »	11. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Osterode . . . . .	553
87 <sup>72</sup> » »	18. Scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	»
87 <sup>73</sup> » Aprilie	3. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Finkenstein. . . . .	555
87 <sup>74</sup> » »	4. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	556
87 <sup>75</sup> » »	5. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Finkenstein . . . . .	558
87 <sup>76</sup> » »	7. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Sultanul Selim III. Finkenstein . . . . .	»
87 <sup>77</sup> » »	7. Extract din scrisoarea d-lui de Talleyrand către	

			<u>pag.</u>
		Impăratul Napoleon I. Varsovia . . . . .	559
87 <sup>11</sup>	1807 Aprilie	19. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Regele Frideric-Wilhelm III . . . . .	561
87 <sup>12</sup>	" "	26. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Finkenstein . . . . .	"
87 <sup>13</sup>	" Iunie	— . Memoriul rus: «Câte-va idei cari ar putea găsi loc în instrucțiunile negociatorului rus, ce va fi însărcinat să tracteze despre pace. — Puncte de discutat între plenipotențiarul rus și frances». Anexă. Memorandum rus: «După ce a făcut războiul cu lealitate, Rusia va face tot ast-fel și pacea». . . . .	562 566
87 <sup>14</sup>	" "	22. Memoriul Baronului Hardenberg pentru Regele Frideric-Wilhelm III. Sczawel. . . . .	567
		Anexă. Planul prusian pentru o pacificare generală și o alianță între Franția, Rusia și Prusia și pentru împărțirea Turciei europene. . . .	569
87 <sup>15</sup>	" "	23. Instrucțiunile date de Baronul Hardenberg Comitelui Kalkreuth. Taurroggen . . . . .	570
87 <sup>16</sup>	" "	24. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Lemarois. Tilsit. . . . .	571
87 <sup>17</sup>	" "	25. Buletinul al 86-lea al marelui armate frances. Tilsit.	572
87 <sup>18</sup>	" "	29. Scrisoarea Baronului Hardenberg către Regele Frideric-Wilhelm III. Piktupœhnen . . . . .	573
		Anexă. Memoriul întocmit de Baronul Hardenberg pentru Impăratul Alexandru I. . . . .	"
87 <sup>19</sup>	" Iulie	6. Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Impăratul Napoleon I. Tilsit . . . . .	574
		Anexă. Notă autografă a Impăratului Alexandru I asupra conferențelor de pace de la Tilsit.	575
87 <sup>20</sup>	" "	7. Tratatul de Pace și de Amiciție semnat la Tilsit între Franția și Rusia . . . . .	576
		Articole separate și secrete ale Tratatului de Pace și de Amiciție de la Tilsit . . . . .	581
87 <sup>21</sup>	" "	7. Tratatul de Alianță ofensivă și defensivă dintre Franția și Rusia, semnat la Tilsit . . . . .	582
87 <sup>22</sup>	" "	9. Extract din stipulațiunile dintre Franția și Rusia relative la Cattaro și Corfu, semnate la Tilsit.	585
87 <sup>23</sup>	" "	9. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I. Tilsit . . . . .	"
		Anexă. Resumatul ordinilor de dat de către guvernul frances și cel rus pentru afacerile Porții și ale Adriaticei. . . . .	588
87 <sup>24</sup>	" "	9. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Talleyrand. Tilsit . . . . .	588
87 <sup>25</sup>	" "	10. Rescriptul Impăratului Alexandru I către Generalul Michelson. Tilsit. . . . .	589
87 <sup>26</sup>	" August	6. Extracte din rapoartele Generalului Savary către	

			<u>pag.</u>
		Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	591
87 <sup>97</sup>	1807 August	19. Referatul Baronului Budberg către Impăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	594
87 <sup>98</sup>	" "	20. Depeșa Baronului Budberg către Generalul Michelson. Petersburg. . . . .	595
87 <sup>100</sup>	" Septembrie	7. Extract din depeșa dictată de Impăratul Napoleon I d-lui de Champagne pentru Generalul Sébastiani. Paris. . . . .	1066
87 <sup>99</sup>	" "	23. Extract din scrisoarea Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	599
87 <sup>99</sup>	" "	23. Extract din raportul Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	600
87 <sup>91</sup>	" "	26. Extract din instrucțiunile date de Impăratul Alexandru I ambasadorului său la Paris, Comitele Tolstoi. Petersburg . . . . .	601
87 <sup>91</sup>	" "	28. Scrisoarea Adjutantului-Comandant Guilleminot către Generalul Savary. București . . . . .	610
87 <sup>93</sup>	" Octombrie	6. Extract din depeșa Impăratului Napoleon I către Generalul Savary. Fontainebleau . . . . .	613
87 <sup>94</sup>	" "	9. Insemnarea d-lui de Champagne despre afacerile Prusiei și Turciei . . . . .	"
87 <sup>95</sup>	" "	9. Extract din raportul Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	615
87 <sup>96</sup>	" "	13. Extract din instrucțiunile trimise de d-l de Champagne Generalului Savary. Fontainebleau. . . . .	617
87 <sup>97</sup>	" "	14. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Savary. Fontainebleau . . . . .	620
87 <sup>98</sup>	" "	23. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagne. Fontainebleau . . . . .	621
87 <sup>98</sup>	" Noembrie	1. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Savary. Fontainebleau . . . . .	622
87 <sup>100</sup>	" "	4. Extract din raportul Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	623
87 <sup>101</sup>	" "	6. Scrisoarea Comitelui Rumianțov către Comitele Tolstoi. Petersburg . . . . .	631
87 <sup>102</sup>	" "	6. Depeșa Comitelui Rumianțov către Comitele Tolstoi. Petersburg . . . . .	636
87 <sup>103</sup>	" "	7. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Savary. Fontainebleau . . . . .	"
87 <sup>104</sup>	" "	7. Extract din raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Fontainebleau . . . . .	638
87 <sup>105</sup>	" "	7. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Fontainebleau . . . . .	639
87 <sup>106</sup>	" "	7. Scrisoarea particulară și secretă a Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Fontainebleau . . . . .	642
87 <sup>107</sup>	" "	8. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Fontainebleau . . . . .	644

			pag.
87 <sup>108</sup>	1807 Noembrie	8. Extract din depeşa d-lui de Champagne către Generalul Savary. Paris . . . . .	645
87 <sup>109</sup>	" "	8. Extract din instrucţiunile trimise de către d-l de Champagne Generalului Savary. Paris. . .	646
87 <sup>110</sup>	" "	8. Scrisoarea Generalului Sébastiani către Mareşalul Principe Proseroffsky. Constantinople .	649
87 <sup>111</sup>	" "	10. Extract din depeşa d-lui de Champagne către Generalul Savary. Fontainebleau. . . . .	652
87 <sup>112</sup>	" "	12. Instrucţiunile date d-lui de Caulaincourt. Paris .	653
87 <sup>113</sup>	" "	12. Extract din depeşa Comitelui Metternich către Comitele Stadion. Paris . . . . .	659
87 <sup>114</sup>	" "	15. Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	660
87 <sup>115</sup>	" "	18. Extract din scrisoarea Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	661
		Anexă. Raportul Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. . . . .	"
87 <sup>116</sup>	" "	18. Extract din depeşa Generalului Savary către d-l de Champagne. Petersburg . . . . .	671
87 <sup>117</sup>	" "	26. Instrucţiunile trimise de Comitele Rumianţov Comitelui Tolstoi. Petersburg . . . . .	673
87 <sup>118</sup>	" "	26. Depeşa Comitelui Rumianţov către Comitele Tolstoi. Petersburg . . . . .	677
87 <sup>119</sup>	" "	27. Instrucţiunile trimise de Comitele Rumianţov Comitelui Tolstoi. Petersburg . . . . .	678
87 <sup>120</sup>	" Decembrie	6. Extract din scrisoarea Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	679
		Anexă. Raportul Generalului Savary către Impăratul Napoleon I. . . . .	681
87 <sup>121</sup>	" "	6. Extract din raportul Generalului Savary către d-l de Champagne. Petersburg . . . . .	685
87 <sup>122</sup>	" "	7. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Generalul Savary. Veneţia . . . . .	687
87 <sup>123</sup>	" "	10. Extract din depeşa Generalului Sébastiani către d-l de Champagne. Constantinople . . . . .	1068
87 <sup>124</sup>	" "	15. Scrisoarea particulară şi secretă a Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianţov. Paris . . .	687
87 <sup>125</sup>	" "	23. Raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	688
87 <sup>126</sup>	" "	23. Raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagne. Petersburg . . . . .	692
		Anexă. Conversaţiunea d-lui de Caulaincourt cu Comitele Rumianţov . . . . .	696
87 <sup>127</sup>	" "	28. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagne. Petersburg . . . . .	698
87 <sup>128</sup>	" "	29. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagne. Petersburg . . . . .	699
87 <sup>129</sup>	" "	31. Extract din scrisoarea d-lui de Caulaincourt că-	"

			<u>pag.</u>
		tre Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . .	701
87 <sup>139</sup>	1807 Decembrie 31.	Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	702
87 <sup>140</sup>	1808 Ianuarie 10.	Extract din raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	703
87 <sup>141</sup>	" "	11. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	704
87 <sup>142</sup>	" "	11. Instrucțiunile trimise de Comitele Rumianțov Comitelui Tolstoi. Petersburg . . . . .	708
87 <sup>143</sup>	" "	12. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagny. Paris . . . . .	710
87 <sup>144</sup>	" "	13. Resumatul depeșei d-lui de Champagny către Generalul Sébastiani. Paris . . . . .	1069
87 <sup>144</sup>	" "	14. Extract din instrucțiunile trimise de d-l de Champagny d-lui de Caulaincourt. Paris . . . . .	711
87 <sup>145</sup>	" "	14. Nota remisă de d-l de Champagny Comitelui Tolstoi. Paris . . . . .	712
87 <sup>146</sup>	" "	15. Instrucțiunile trimise de d-l de Champagny d-lui de Caulaincourt. Paris . . . . .	713
87 <sup>147</sup>	" "	15. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	714
		Anexa A. Proiect de convențiune între Rusia și Franța, relativă la Prusia și la pacea cu Turcia. . . . .	715
		Anexa B. Proiect de convențiune între Rusia și Franța în cazul schimbului Moldovei și Munteniei contra Silesiei . . . . .	717
87 <sup>148</sup>	" "	18. Extract din instrucțiunile trimise de d-l de Champagny d-lui de Caulaincourt. Paris . . . . .	718
87 <sup>149</sup>	" "	18. Depeșa Comitelui Metternich către Comitele Stadion. Paris. . . . .	719
87 <sup>149</sup>	" "	25. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	725
		Anexă. Protocolul conferinței pentru pace dintre plenipotențiarul rus și cel turc, din 23 Ianuarie 1808, la Paris . . . . .	726
87 <sup>141</sup>	" "	26. Extract din depeșa Comitelui Metternich către Comitele Stadion. Paris . . . . .	728
		Anexă. Extract din raportul Comitelui Metternich despre întrevederea sa cu Napoleon I. . . . .	"
87 <sup>149</sup>	" "	29. Raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	730
87 <sup>148</sup>	" "	29. Instrucțiunile trimise de d-l de Champagny d-lui de Caulaincourt. Paris . . . . .	732
87 <sup>144</sup>	" "	31. Extract din raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris. . . . .	734
87 <sup>145</sup>	" Februarie 2.	Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I. Paris. . . . .	735
87 <sup>146</sup>	" "	2. Instrucțiunile date de Impăratul Napoleon I d-lui	

			pag.
		de Caulaincourt. Paris . . . . .	736
87 <sup>141</sup>	1808 Februarie	6. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	739
87 <sup>142</sup>	"	9. Scrisoarea particulară și secretă a Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	746
87 <sup>143</sup>	"	9. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	747
87 <sup>144</sup>	"	10. Raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	749
87 <sup>145</sup>	"	15. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	751
87 <sup>146</sup>	"	15. Extract din depeșa Generalului Sébastiani către d-l de Champagny. Constantinopole . . . . .	758
87 <sup>147</sup>	"	17. Extract din scrisoarea d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	759
87 <sup>148</sup>	"	17. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	761
87 <sup>149</sup>	"	19. Extract din depeșa Comitelui Tolstoi către Principele Kurakin. Paris . . . . .	764
87 <sup>150</sup>	"	20. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	765
87 <sup>151</sup>	"	22. Extract din raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	772
87 <sup>152</sup>	"	25. Extract din scrisoarea d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	773
87 <sup>153</sup>	"	25. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	774
87 <sup>154</sup>	"	26. Depeșa Comitelui Metternich către Comitele Stadion. Paris . . . . .	780
87 <sup>155</sup>	"	28. Scrisoarea secretă a Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	785
87 <sup>156</sup>	"	29. Extract din raportul Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	789
87 <sup>157</sup>	"	29. Analiza scrisorii d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	790
87 <sup>158</sup>	" Martie	1. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	792
87 <sup>159</sup>	"	2. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	795
87 <sup>160</sup>	"	4. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	801
87 <sup>161</sup>	"	4. Resumatul scrisorii Sultanului Mustafa IV către Impăratul Napoleon I. Constantinopole . . . . .	806
87 <sup>162</sup>	"	6. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt. Paris . . . . .	"
87 <sup>163</sup>	"	7. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	807
87 <sup>164</sup>	"	9. Analiza raportului d-lui de Caulaincourt către	

			<u>pag.</u>
		Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	808
87 <sup>171</sup>	1808 Martie	9. Nota dictată de Comitele Rumianțov d-lui de Caulaincourt asupra împărțirii Imperiului Otoman. Petersburg . . . . .	811
		Anexă. Obiecțiunile prezentate de d-l de Caulaincourt și neadmise de Comitele Rumianțov . . . . .	812
87 <sup>172</sup>	" "	9. Instrucțiunile trimise de d-l de Champagny d-lui de Caulaincourt. Paris . . . . .	"
87 <sup>173</sup>	" "	10. Analisa raportului d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	815
87 <sup>174</sup>	" "	12. Extract din raportul No. 24 al d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	817
87 <sup>175</sup>	" "	12. Analisa raportului No. 25 al d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	820
87 <sup>176</sup>	" "	12. Nota Comitelui Rumianțov resumând cererile Rusiei în cazul împărțirii Imperiului Otoman. Petersburg . . . . .	822
87 <sup>177</sup>	" "	13. Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	826
87 <sup>178</sup>	" "	14. Resumatul depeșei Generalului Sébastiani către d-l de Champagny. Constantinopole . . . . .	827
87 <sup>179</sup>	" "	14. Depeșa d-lui Hübsch către Baronul Blome. Constantinopole . . . . .	"
87 <sup>180</sup>	" "	15. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	830
87 <sup>181</sup>	" "	16. Extract din scrisoarea d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	"
87 <sup>182</sup>	" "	22. Depeșa d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	832
87 <sup>183</sup>	" "	23. Instrucțiunile trimise de Comitele Rumianțov Comitelui Tolstoi. Petersburg . . . . .	834
87 <sup>184</sup>	" "	24. Extract din depeșa d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	836
87 <sup>185</sup>	Aprilie	2. Extract din depeșa d-lui de Champagny către d-l de Caulaincourt. Paris . . . . .	837
87 <sup>186</sup>	" "	2. Depeșa d-lui de Champagny către d-l de Caulaincourt. Paris . . . . .	"
87 <sup>187</sup>	" "	2. Extract din depeșa d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	838
87 <sup>188</sup>	" "	5. Analisa scrisorii d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	840
87 <sup>189</sup>	" "	12. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	"
87 <sup>190</sup>	" "	14. Nota remisă de Comitele Tolstoi d-lui de Champagny. Paris . . . . .	842
87 <sup>191</sup>	" "	18. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt. Bayonne . . . . .	843
87 <sup>192</sup>	" "	20. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către	...

			pag.
		Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	844
87 <sup>193</sup>	1808 Aprilie	21. Scrisoarea Comitelui Rumianțov către Baronul Blome. Petersburg . . . . .	846
87 <sup>194</sup>	" "	26. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg. . . . .	"
87 <sup>195</sup>	" "	26. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt. Bayonne . . . . .	848
87 <sup>196</sup>	" "	27. Depeșa Comitelui Metternich către Comitele Stadion. Paris . . . . .	"
87 <sup>197</sup>	" "	28. Depeșa Comitelui Rumianțov către Comitele Tolstoi. Petersburg. . . . .	853
87 <sup>198</sup>	" "	28. Instrucțiunile trimise de Comitele Rumianțov Comitelui Tolstoi. Petersburg. . . . .	854
		Anexă. Extract dintr'o scrisoare rusească asupra situațiunii în Turcia. . . . .	855
87 <sup>199</sup>	" "	28. Extract din depeșa d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg. . . . .	"
87 <sup>200</sup>	" "	29. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I. Bayonne . . . . .	856
87 <sup>201</sup>	" "	30. Analisa raportului d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	"
87 <sup>202</sup>	" "	—, O scrisoare din Constantinopole . . . . .	858
		Anexă. Reflecțiunile supuse Sultanului Mustafa IV de unul din confidenții săi asupra convorbirilor lui Hamyd-bei cu d-l Fonton la Rodosto. . . . .	859
87 <sup>203</sup>	" Maiu	—, Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt. Bayonne . . . . .	861
87 <sup>204</sup>	" "	6. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către d-l de Champagny. Petersburg . . . . .	"
87 <sup>205</sup>	" "	7. Extract din scrisoarea secretă a Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	869
87 <sup>206</sup>	" "	7. Extract din scrisoarea d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	874
87 <sup>207</sup>	" "	10. Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	875
87 <sup>208</sup>	" "	21. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	"
		Anexă. Nota redactată de d-l de Caulaincourt și acceptată de Impăratul Alexandru I, prin care el anunță că acceptă intrevederea cu Napoleon I fără condițiuni . . . . .	876
87 <sup>209</sup>	" "	23. Raportul d-lui de Verninac către d-l de Champagny. Paris . . . . .	877
87 <sup>210</sup>	" "	31. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt. Bayonne . . . . .	879
87 <sup>211</sup>	" Iunie	3. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I. Bayonne . . . . .	880
87 <sup>212</sup>	" "	9. Depeșa Comitelui Tolstoi către Comitele Ru-	881

				<u>pag.</u>
			mianțov. Paris . . . . .	880
87 <sup>213</sup>	1808	Iunie	15. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt. Bayonne . . . . .	883
87 <sup>214</sup>	»	»	21. Extract din scrisoarea Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	»
87 <sup>215</sup>	»	»	24. Extract din raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	884
87 <sup>216</sup>	»	Iulie	8. Extract din memoriul Principelui Adam Czartorijski dat Impăratului Alexandru I. Petersburg . . . . .	886
87 <sup>217</sup>	»	»	10. Raportul d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	891
87 <sup>218</sup>	»	»	12. Extract din memoriul asupra Turciei, Rusiei și Austriei, adresat de Generalul Sébastiani Impăratului Napoleon I. Paris . . . . .	893
87 <sup>219</sup>	»	»	31. Analiza raportului d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	909
87 <sup>220</sup>	»	Iunie—Iulie.	Analiza tractatelor diplomatice dintre Rusia și Austria . . . . .	911
87 <sup>221</sup>	»	August	16. Extract din depeșa d-lui de Champagny către d-l de Caulaincourt. Paris . . . . .	913
87 <sup>222</sup>	»	»	25. Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Impăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	»
87 <sup>223</sup>	»	Septembrie—	Analiza planului de împărțirea Imperiului Otoman elaborat de d-l d'Hauterive din ordinul Impăratului Napoleon I. Paris . . . . .	914
87 <sup>224</sup>	»	»	9. Extract din depeșa Comitelui Tolstoi către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	915
			Anexă. Convorbirea Impăratului Napoleon I cu ambasadorul rus, Comitele Tolstoi . . . . .	916
87 <sup>225</sup>	»	»	— Proiectul de convențiune între Franția și Rusia, redactat de d-l de Talleyrand. Paris . . . . .	918
87 <sup>226</sup>	»	»	29. Analiza «Notei asupra situațiunii prezente», prezentată de d-l de Champagny la Erfurt . . . . .	922
87 <sup>227</sup>	»	Octombrie	6. Scrisoarea d-lui de Champagny către Impăratul Napoleon I. Erfurt . . . . .	923
87 <sup>228</sup>	»	»	8. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagny. Erfurt . . . . .	924
			Anexă. Observațiuni asupra proiectului de tractat. »	
87 <sup>229</sup>	»	»	8. Scrisoarea d-lui de Champagny către Impăratul Napoleon I. Erfurt . . . . .	925
87 <sup>230</sup>	»	»	12. Convențiunea secretă de Alianță între Franția și Rusia, semnată la Erfurt . . . . .	926
87 <sup>231</sup>	»	Noembrie	5. Extract din raportul d-lui de Champagny către Impăratul Napoleon I. Paris . . . . .	929
87 <sup>232</sup>	»	»	7. Extract din depeșa Principelui Kurakin către Impăratul Alexandru I. Viena . . . . .	930
87 <sup>233</sup>	»	Decembrie	1. Raportul d-lui de Champagny către Impăratul Napoleon I. Paris . . . . .	»

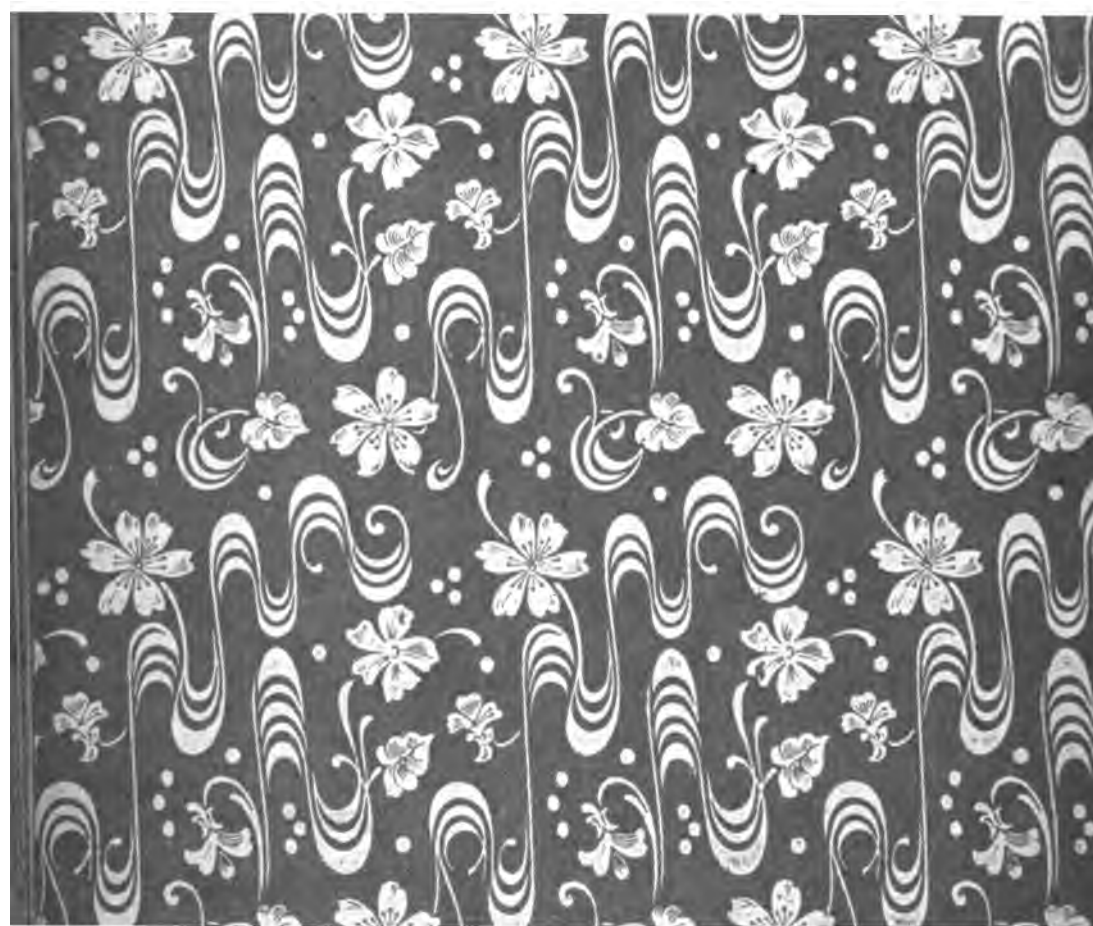
			pag.
87 <sup>203</sup>	1808	Nota d-lui Latourg-Maubourg către Sublima Poartă, Constantinopole . . . . .	1069
87 <sup>204</sup>	1809 Ianuarie	7. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt, Valladolid . . . . .	931
87 <sup>205</sup>	"	14. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Caulaincourt, Valladolid . . . . .	932
		Anexă. Extract din proiectul de scrisoare a Impăratului Napoleon I, către Impăratul Alexandru transformat în instrucțiune pentru d-l de Caulaincourt, . . . . .	"
87 <sup>206</sup>	Februarie	15. Analisa raportului d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I, Petersburg . . . . .	934
87 <sup>207</sup>	Martie	17. Analisa raportului d-lui de Caulaincourt către Impăratul Napoleon I, Petersburg . . . . .	"
87 <sup>208</sup>	Aprilie	10. Nota circulară a Sublimei Porți, Constantinopole . . . . .	935
87 <sup>209</sup>	Iunie	2. Instrucțiunile trimise de d-l de Champagny d-lui de Caulaincourt, Paris . . . . .	937
87 <sup>210</sup>	Decembrie	3. Extract din discursul Impăratului Napoleon I la deschiderea Corpului legislativ, Paris . . . . .	938
87 <sup>211</sup>	"	9. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagny, Paris . . . . .	"
87 <sup>212</sup>	1809 Nbr.—1810 Mart.	Analisa tractatelor diplomatice dintre Austria și Rusia . . . . .	939
87 <sup>213</sup>	1810 Aprilie—Iunie	Analisa tractatelor diplomatice dintre Austria și Rusia . . . . .	941
87 <sup>214</sup>	Iulie	9. Raportul Comitelui Metternich către Impăratul Francisc I, Paris . . . . .	943
87 <sup>215</sup>	"	19. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagny, Saint-Cloud . . . . .	951
87 <sup>216</sup>	"	23. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagny, Paris . . . . .	952
87 <sup>217</sup>	"	28. Raportul Comitelui Metternich către Impăratul Francisc I, Paris . . . . .	"
87 <sup>218</sup>	"	28. Memoriul Comitelui Metternich pentru Impăratul Francisc I, Paris . . . . .	959
87 <sup>219</sup>	Octombrie	31. Raportul Comitelui Metternich către Impăratul Francisc I, Viena . . . . .	962
87 <sup>220</sup>	"	Extract din raportul Colonelului Cernișef către Impăratul Alexandru I . . . . .	965
87 <sup>221</sup>	1810 Iun.—1811 Feb.	Analisa tractatelor dintre Rusia și Austria pentru încheierea unei alianțe defensive . . . . .	970
87 <sup>222</sup>	1810 Aug.—1811 Feb.	Analisa tractatelor dintre Rusia și Austria pentru încheierea unei alianțe defensive . . . . .	973
87 <sup>223</sup>	1811 Februarie	12. Extract din scrisoarea Impăratului Alexandru I către Principele Adam Czartorijski, Petersburg . . . . .	974
87 <sup>224</sup>	"	17. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l de Champagny, Paris . . . . .	977
87 <sup>225</sup>	"	18. Extract din raportul Principelui Kurakin către Impăratul Alexandru I, Paris . . . . .	978

			<u>pag.</u>
87 <sup>266</sup>	1811 Februarie	25. Extract din scrisoarea Împăratului Napoleon I către d-l de Champagny. Paris. . . . .	980
87 <sup>267</sup>	"	28. Scrisoarea Împăratului Napoleon I către Împăratul Alexandru I. Paris . . . . .	982
87 <sup>268</sup>	" Martie	25. Scrisoarea Împăratului Alexandru I către Împăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	984
87 <sup>269</sup>	"	26. Scrisoarea Împăratului Napoleon I către d-l de Champagny. Paris. . . . .	985
		Anexă. Scrisoarea d-lui de Champagny către Comiteje Otto, din 26 Martie 1811. Paris . . . . .	"
87 <sup>270</sup>	" Febr.-Aprilie	— Analisa instrucțiunilor trimise d-lui Latour-Maubourg. Paris . . . . .	990
87 <sup>271</sup>	" Aprilie	5. Scrisoarea Împăratului Napoleon I către d-l de Champagny. Paris . . . . .	991
87 <sup>272</sup>	"	15. Extract din scrisoarea Împăratului Napoleon I către d-l de Champagny. Paris. . . . .	993
87 <sup>273</sup>	"	21. Extract din raportul Colonelului Cernișef către Împăratul Alexandru I. Paris . . . . .	"
87 <sup>274</sup>	"	27. Resumatul instrucțiunilor trimise de d-l Maret d-lui Latour-Maubourg. Paris . . . . .	997
87 <sup>275</sup>	" Mai	15. Extract din raportul Generalului-Adjutant Șuvalov către Împăratul Alexandru I. Paris . . . . .	998
87 <sup>276</sup>	"	18. Scrisoarea Împăratului Alexandru I către Împăratul Napoleon I. Petersburg . . . . .	1001
87 <sup>277</sup>	" Octombrie	— Extract din raportul Comitelui de Nesselrode către Împăratul Alexandru I. Petersburg . . . . .	1002
87 <sup>278</sup>	" Decembrie	18. Extract din raportul Colonelului Cernișef către Comitele Rumianțov. Paris . . . . .	1007
87 <sup>279</sup>	"	— Raportul Comitelui Metternich către Împăratul Francisc I, despre audiența Principelui Schwarzenberg la Napoleon I în 17 Decembrie. Viena. . . . .	1009
87 <sup>280</sup>	1812 Martie	30. Extract din memoriul Baronului Suhtelen pentru Împăratul Alexandru I, despre o convorbire cu Bernadotte. Stockholm. . . . .	1011
87 <sup>281</sup>	" Aprilie	10. Extract din raportul Baronului Suhtelen către Împăratul Alexandru I. Stockholm . . . . .	1012
87 <sup>282</sup>	"	19. Instrucțiunile date de Împăratul Alexandru I Amiralului Ciceagov, numit Comisar rus în Principate. Petersburg . . . . .	1014
87 <sup>283</sup>	"	27. Extract din raportul Principelui A. Kurakin către Comitele Rumianțov. Paris. . . . .	1018
87 <sup>284</sup>	" Mai	14. Instrucțiunile trimise de Împăratul Alexandru I Amiralului Ciceagov. Vilna . . . . .	1019
87 <sup>285</sup>	" Iunie	19. Scrisoarea Împăratului Alexandru I către Amiralul Ciceagov. Vilna. . . . .	1023
87 <sup>286</sup>	" Iunie	25. Scrisoarea Împăratului Alexandru I către Amiralul Ciceagov. Vilna . . . . .	1025
87 <sup>287</sup>	" Iulie	— Extract din raportul Generalului rus Balașof des-	

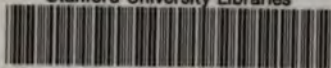
			pag.
		pre întrevăderea sa cu Impăratul Napoleon I la Vilna . . . . .	1025
87 <sup>298</sup>	1812	Iulie 1. Scrisoarea Impăratului Napoleon I către Impăratul Alexandru I. Vilna . . . . .	1028
87 <sup>299</sup>	"	" 18. Scrisoarea Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I. București . . . . .	1032
87 <sup>300</sup>	"	" 18. Scrisoarea Impăratului Alexandru I către Amiralul Ciceagov. Moscva . . . . .	"
87 <sup>301</sup>	"	" 22. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către d-l Maret. Glubokoie . . . . .	1034
87 <sup>302</sup>	"	" 22. Extract din scrisoarea Impăratului Napoleon I către Principele de Neuchâtel. Glubokoie. . .	1035
87 <sup>303</sup>	"	" 22. Depesă Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I. București . . . . .	"
87 <sup>304</sup>	"	August 2. Scrisoarea Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I. București . . . . .	1038
87 <sup>305</sup>	"	" 6. Extract din scrisoarea Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I. Focșani . . . . .	1044
87 <sup>306</sup>	"	" 18. Extract din scrisoarea Amiralului Ciceagov către Impăratul Alexandru I. Iași . . . . .	1045
87 <sup>307</sup>	"	Septembrie 16. Extract din scrisoarea Impăratului Alexandru I către Amiralul Ciceagov. Petersburg. . . . .	1047
87 <sup>308</sup>	1822	Martie 14. Protocolul asupra cestiunii Orientului semnat de plenipotențiarii Rusiei și Prusiei la Berlin . .	1070
87 <sup>309</sup>	1833	Septembrie 18. Convențiunea dintre Rusia și Austria relativă la Imperiul Otoman, semnată la Münchengraetz	1073
		Articole separate și secrete ale Convențiunii de la Münchengraetz . . . . .	1074
87 <sup>310</sup>	1840	Iulie 25. Convențiune încheiată între Rusia și Austria pentru navigațiunea pe Dunăre. Petersburg .	1075
87 <sup>311</sup>	1841	" 13. Convențiunea dintre Austria, Franța, Marea-Britania, Prusia, Rusia și Poarta Otomană privitoare la Dardanele și Bosfor, încheiată la Londra . .	1078







DR 203 .S78 C.1  
Acte si documente relative la  
Stanford University Libraries



3 6105 035 970 461

DR  
203  
.S78  
v.1

Stanford University Libraries  
Stanford, California

Return this book on or before date due.

--	--	--

